EMMANUEL RATIER
présente

AU CŒUR DU POUVOIR



Enquête sur le club le plus puissant de France

FACTA

« Les membres du Siècle ne se contentent pas d'occuper les fauteuils ministériels : ils détiennent pratiquement tous les postes stratégiques, ceux qui, en dehors de leur importance technique, ont un rôle politique déterminant. En fait les cent premières entreprises françaises sont, pratiquement sans exception, représentées au Siècle. De même, tous les grands journaux, tous les grands corps de l'État, comme la Cour des comptes, le Conseil d'État, la Cour de cassation, l'état-major militaire, l'Inspection des Finances, etc. » Cet extrait de *La République mondaine*, un ouvrage paru en 1975, n'a rien perdu de son actualité. Le club Le Siècle, fondé en 1944, réunit, depuis plus de 70 ans, la quasi-totalité du pouvoir politique, économique, financier ou médiatique français. Soit environ 600 personnes qui concentrent entre leurs mains l'essentiel du pouvoir. Tout gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, a du tiers à la moitié de ses membres qui y appartient.

Cette volonté de secret, associée à un contrôle de pratiquement tous les grands médias et de toutes les maisons d'édition, fait qu'aucun ouvrage n'a jamais été consacré au club Le Siècle. Pour la première fois, *Au cœur du pouvoir* dévoile les arcanes de ce club très secret, que d'aucuns ont comparé à la franc-maçonnerie ou à la Synarchie. Se fondant sur des centaines de documents internes et confidentiels, *Au cœur du pouvoir* révèle l'itinéraire sinueux de son fondateur, de son empire de presse et d'influence qu'il développa durant un demi-siècle. Dans une entière indépendance mais aussi une stricte objectivité, il décrit le déroulement de ses réunions et dîners, son système de cooptation, et raconte ce qui s'y trame, s'y noue et s'y décide, de la chute des ministères aux alliances entre banquiers ou capitaines d'industrie.

Ce livre n'est pas fait pour juger sommairement du Siècle, de ses membres et de son fonctionnement. Savoir s'il s'agit d'un « complot » ou non ne présente qu'un intérêt strictement secondaire. En revanche, ce livre sera d'une grande utilité pour mieux comprendre le sens de telle ou telle nomination, le rachat d'une entreprise par une autre, la montée en puissance d'hommes politiques recrutés très jeunes, le silence des médias sur certains sujets, la solidarité évidente dont bénéficient ses membres, le réseau relationnel et les alliances inhabituelles, etc. Autant d'éléments que la plupart d'entre eux n'ont jamais souhaité voir exposés au grand public. Et sur lesquels Le Siècle avait jusqu'alors réussi à conserver la confidentialité la plus totale.

Au cœur du pouvoir comporte aussi un très important annuaire biographique qui retrace la carrière de ses 3 000 membres ou invités du début des années 70 aux années 2010.

ISBN 978-2-9508318-5-9



Prix 34 €

EMMANUEL RATIER
présente

AU CŒUR DU POUVOIR

*ENQUÊTE SUR LE CLUB
LE PLUS PUISSANT DE FRANCE*

FACTA
2015

OUVRAGES D'EMMANUEL RATIER

Encyclopédie Politique Française, tome I,
Faits & Documents, Paris, 1992

Encyclopédie des Pseudonymes, tome I,
Faits & Documents, Paris, 1993
en collaboration avec Henry Coston

Encyclopédie des Pseudonymes, tome II,
Faits & Documents, Paris, 1994

Le Vrai Visage de Patrick Gaubert
Facta, Paris, 1994

Le Vrai Visage de Jacques Chirac
Facta, Paris, 1995

Encyclopédie des changements de noms, tome I,
Faits & Documents, Paris, 1995

Encyclopédie des changements de noms, tome II,
Faits & Documents, Paris, 1998

Les Chrétiens de gauche
Faits & Documents, Paris, 1998

Ephémérides nationalistes
(avec Patrick Parment)
Faits & Documents, Paris, 1999

Encyclopédie Politique Française, tome II,
Faits & Documents, Paris, 2005

Encyclopédie des changements de noms, tome III,
Faits & Documents, Paris, 2014

EMMANUEL RATIER PRÉSENTE

Mystères et secrets du B'naï B'rith,
Facta, Paris, 1993

Les Guerriers d'Israël,
Facta, Paris, 1995

Ras l'front
Facta, Paris, 1998

Le Vrai Visage de Manuel Valls
Facta, Paris, 2014

ISBN 978-2-9508318-5-9

FACTA-EFHS

AVANT-PROPOS

Une petite équipe de chercheurs m'a proposé cet ouvrage mesuré sur un sujet totalement inédit. Malgré les pressions qui n'ont pas manqué, il m'a paru de mon devoir d'éditeur de le publier. Je crois que tous nos lecteurs seront du même avis. Ce livre est de bonne foi. Il a exclusivement un but informatif. Il s'appuie évidemment sur les multiples mises à jour publiées dans la lettre d'informations confidentielles que je dirige *Faits & Documents* (BP254-09, 75424 Paris CEDEX 09). Dans le cas où vous relèveriez des erreurs ou inexactitudes, n'hésitez pas à nous écrire afin de nous permettre de corriger une troisième édition.

Emmanuel Ratier

Avertissement : les biographies de la réédition de 2011 n'ont pas été réactualisées mais sont désormais incluses toutes les biographies des nouveaux membres de 2011 à fin 2014.

« Le club Le Siècle présente une intéressante particularité ; alors qu'il existe depuis plus de cinquante ans et que ses membres font partie de l'élite la plus fermée et la plus puissante de France, il a fallu attendre ces deux dernières années pour que l'on commençât à s'y intéresser. Jamais clan n'eut peut-être d'autant de pouvoir et auquel on prêta si peu d'attention. »

Les Groupes politiques informels en France, mémoire de DEA d'Hugues Sérapion, université de Paris V – Malakoff, septembre 1997.

Le 27 octobre 2010 aura été une date historique. Celle où, pour la première fois de son histoire, Le Siècle aura été dévoilé au grand public, notamment via internet, sur l'idée d'une soixantaine de militants de gauche antimondialistes et antilibéraux, emmenés par Jean-Luc Mélenchon et le journaliste Pierre Carles. Hilare, venu troubler l'arrivée de la coterie la plus puissante de France à son dîner mensuel dans les locaux de « l'Auto », comprendre l'Automobile Club de France, le peuple prenait à partie les « nantis », dévoilant au grand jour les alliances de caste et de classe entre personnalités censées être de gauche ou de droite, banquiers, journalistes, etc. Tous unis en réalité dans l'intimité des cénacles d'influence. L'ancien PDG de Renault et ancien président de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, la tristement célèbre Halde, Louis Schweitzer, grande figure de cette gauche morale protestante, bredouillait qu'il s'appelait « Éric Fottorino, du *Monde* ». Arlette Chabot fuyait par les escaliers du métro. Emmanuel Chain en venait aux mains avec Pierre Carles. Pour un peu on aurait rejoué la nuit du 4 août. Denis Olivennes, patron du *Nouvel observateur*, parlait aussitôt de « dérive populiste et démagogique ». L'ancien trotskiste Michel Field, devenu une

des grandes figures du PAF (Paysage audiovisuel français), éructait que cela faisait « longtemps qu'on ne nous avait pas fait le coup des 200 familles » et Alain-Gérard Slama, éditorialiste au *Figaro*, y voyait un « délire » comparable à ceux qui avaient pu croire, dans les années 40, à la Synarchie.

Le mois suivant, même scénario, si ce n'est que cette fois, des militants nationalistes-révolutionnaires manifestaient aussi contre la fortune anonyme et vagabonde. Nouveaux remous et, en raison des retards entraînés par la manifestation, suppression du cocktail, le moment le plus prisé des réunions du Siècle. Mieux, afin de ne pas apparaître comme une nouvelle émanation des « deux cents familles », le conseil d'administration propulsait à la présidence Nicole Notat, ancienne secrétaire générale de la CFDT, dont le modeste poids relationnel et financier actuel n'aurait jamais dû lui permettre d'accéder à cette haute fonction (il suffit de comparer avec l'importance réelle de ses prédécesseurs)...

Ce livre n'est pas fait pour juger sommairement du Siècle, de ses membres et de son fonctionnement. Il se trouve que Le Siècle est tout simplement le réseau le plus puissant de France, un réseau qui fonctionne depuis plus de soixante ans et qui a toujours compris, parmi ses membres, les personnalités françaises les plus importantes. Savoir s'il s'agit d'un complot ou non ne présente qu'un intérêt strictement secondaire. En revanche, il est d'une grande utilité pour mieux comprendre le sens de telle ou telle nomination, le rachat d'une entreprise par une autre, la montée en puissance d'hommes politiques recrutés très jeunes, le silence des médias sur certains sujets, la solidarité évidente dont bénéficient ses membres, le réseau relationnel et les alliances inhabituelles, etc. Un seul exemple : qui savait, avant la première édition de notre ouvrage, que Nicole Notat, patronne de la CFDT, dînait chaque mois avec les plus grands patrons du CAC 40. Ou encore, comme vous le découvrirez dans cette nouvelle édition que le responsable du secteur revendicatif de la CGT fait de même... Autant d'éléments que la plupart d'entre eux n'ont jamais souhaité voir exposés au grand public. Et sur lesquels Le Siècle avait jusqu'alors réussi à conserver la confidentialité la plus totale (10).

Un exemple récent : à la mi-juillet 2008, Alain Lambert, sénateur UMP, mettait en ligne deux ou trois courtes vidéos qu'il avait tournées, quasi-clandestinement, avec son téléphone mobile, au précédent dîner du club Le Siècle. On y voyait l'un des dirigeants du Crédit agricole, Jean-Frédéric de Leusse, confier son inquiétude sur la conjoncture en 2009 ainsi que le député UMP Jérôme Chartier promettre de tout faire pour baisser la dépense publique. Ces vidéos étaient presque aussitôt enlevées de son blog, très certainement sur intervention des responsables de ce club d'influence. C'est qu'il est très mal vu de dévoiler les dessous du Siècle. En plus de soixante ans d'existence, aucune photo des discrètes réunions n'a d'ailleurs jamais été publiée. Un signe de l'extrême discrétion, voire du secret, qui entoure les propos qui peuvent y être tenus.

En 1996, paraissait *Au Cœur du pouvoir*, un gros volume de près de 600 pages, consacré au club d'influence Le Siècle, le cercle le plus influent en France. Un véritable concentré de pouvoir. À ce jour, il demeure l'unique ouvrage qui lui ait jamais été consacré. Il est sans cesse pillé, jamais pratiquement cité. Nous avons personnellement rencontré à de nombreuses reprises des journalistes des plus grands médias et télévisions. Nous leur avons ouvert nos archives. Pratiquement aucun n'a jamais osé nous citer. Mieux, la première édition de cet ouvrage n'a fait l'objet d'aucune recension dans la grande presse, hormis la presse nationaliste amie, tant son contenu dérangeait et tant il était gênant pour les directeurs des dites publications. Nous en avons eu un exemple très précis, en 2010, avec les visites d'une journaliste chevronnée de *M6* à qui un sujet de 30 minutes avait été commandé sur Le Siècle et qui ne vit jamais le jour : le patron de *M6*, Nicolas de Tavernost, appartenait évidemment au Siècle (je l'avais aussitôt prévenue de l'endroit où elle mettait les pieds...).

Cette réédition très enrichie et entièrement remise à jour n'aurait toutefois pas vu le jour si Le Siècle n'avait changé ses statuts, le 7 juillet 1999, la durée de l'association ayant, selon ses statuts d'origine, été « limitée au présent siècle ». Les nouveaux statuts précisent : « Initialement limitée au XXe siècle, la durée de l'association est étendue au XXIe siècle. » Nous publions donc aujourd'hui sa mise à jour, avec les biographies des nouveaux membres et invités depuis lors, et la mise à jour des biographies parues à l'époque. Un très gros travail qui fait que ce nouvel ouvrage s'apparente aux deux énormes volumes de l'*Encyclopédie de la politique française.*

Sur le fond, rien à retirer dans les divers textes d'introduction et d'explications qui précédaient les notices biographiques. Ils sont toujours d'actualité, Le Siècle ayant conservé toute son influence. Comme par le passé, la moitié, voire plus, des membres des gouvernements, de gauche comme de droite, qui se sont succédés depuis de douze ans, appartenaient au Siècle (9). À titre indicatif, Ghislaine Ottenheimer précise que plus de 80 inspecteurs des Finances appartiennent au Siècle, alors qu'ils ne représentent que 0, 000005 % de la population (7).

Comme devait l'expliquer (1) Gérard Worms, président du Siècle, ce cercle plus qu'élitiste a, avant tout, un rôle de régulateur et de modérateur des idées, en particulier économiques et financières, évitant les opinions tranchées. Son action a largement été à l'origine du retournement du Parti socialiste, dont les élites ont basculé peu à peu vers le libéralisme et l'économie de marché ainsi que vers l'intégration européenne capitalistique. « La dernière fois qu'elle a pleinement joué son rôle d'origine, c'était en 1981 : les nouveaux gouvernants ou leurs parlementaires, partant d'une illusion très doctrinale sur ce qu'était le monde des affaires, se sont retrouvés à une table avec des présidents de sociétés privées et les conversations ont montré aux uns et autres que le dialogue était possible. L'interpénétration du monde politique, des affaires et de la fonction publique, qui était le souci des fondateurs, est maintenant assurée par de multiples biais, les ministres ont bien

des occasions de rencontrer les présidents de Lafarge ou d'Alcatel. » *Le Monde* (4) indique : « C'était, effectivement l'époque où les socialistes Pierre Joxe, Charles Hernu, Jacques Delors, Louis Mermaz, tous membres du Siècle et fraîchement nommés ministres, se trouvèrent aux tables des banquiers que la gauche s'apprêtait à nationaliser. » Cela sert à beaucoup, également, pour disposer du « pouls » des forces de pouvoir. Alain Minc, l'un des principaux lobbyistes français écrit ainsi dans ses carnets : « Dîner rituel du Siècle. C'est un coup de sonde dans le fonctionnement des élites françaises (...) L'association réunit une fois par mois la quintessence de l'establishment politique et économique. » Interrogé pour savoir si Le Siècle fait « avancer les dossiers » ou permet de « conclure une affaire », le sénateur UMP Hubert Haenel répond (5) : « Si! Pendant l'apéritif qui dure une heure. Être membre du Siècle permet de se constituer un carnet d'adresses important et utile. »

Même si la direction du cercle s'en défend, c'est bien là que l'avenir de nombre se décide. Le Siècle peut changer les destins individuels : « Ainsi Jacques Rigaud est-il convaincu que, sans sa rencontre, dans le cadre du Siècle, avec Pierre Moussa, il n'aurait pas quitté le secteur public et ne serait pas devenu président de *RTL* (1). » *Les Échos*, plus récemment (21 mars 2008) voyaient la « patte » du Siècle dans la nomination de Guillaume Pépy à la tête de la SNCF, avec la forte représentation des membres du Conseil d'État, et celle d'Emmanuelle Mignon, alors directrice de cabinet du président de la République Nicolas Sarközy. Ou encore le rachat de *Libération* par Édouard de Rothschild. Il y aussi les indications et les prévisions fort utiles pour prévoir l'avenir (4) : « En 2005, Le Siècle comprit trois mois avant le scrutin que le oui au traité constitutionnel européen n'était pas gagné. Jusque-là, élites de droite et de gauche se retrouvaient autour d'un européisme de bon aloi (...) Mais voilà que, autour des tables, des chefs d'entreprises, des énarques installés se mirent à défendre vigoureusement le non. "Avant même les sondages ne basculent, se souvient le secrétaire général de l'association, Étienne Lacour, je crois que nous avions deviné." »

Extrêmement sélectif, le processus d'écrémage des futurs invités ou membres permet d'éviter tous les importuns, afin de demeurer en « très bonne compagnie », comme nous l'avions écrit. « Devenir membre est très compliqué : il n'y pas au Siècle de postulants. Il faut être invité par des membres à entrer (...) Pour être invité à un dîner du Siècle, il faut avoir deux parrains, dont un au moins membre du conseil d'administration. La proposition est ensuite soumise au conseil d'administration qui vote au moyen de boules blanches et noires (...) Une noire égale deux blanches, il faut donc recueillir plus des deux tiers des suffrages. De très éminentes personnalités ont ainsi été refusées (...) Mais le CV ne suffit pas, il faut prouver aux membres que votre pouvoir va durer, que vous êtes incontournable et d'agréable compagnie. La liste d'attente des nouveaux agréés par le conseil est de plusieurs années (...) Lors de l'arrivée d'un nouveau membre, ses premières apparitions sont jaugées et mises en fiche. S'il se comporte bien pendant au moins un an, l'invité

qui ne paye que son dîner et pas sa cotisation, est intégré. 30 % sont alors exclus, comme Nicolas Bazire, directeur de cabinet d'Édouard Balladur en 1995. (8) »

Les écrits du sociologue Jacques Julliard recoupent entièrement nos conclusions quant au formidable réseau de pouvoir que constitue Le Siècle : « Le plus difficile dans la France d'aujourd'hui n'est pas la redistribution des revenus : c'est la redistribution du pouvoir. Quand les privilégiés de droite et de gauche ne sont séparés que par leurs opinions, dites-vous bien que du point de vue social, les opinions, c'est peu et les privilèges, c'est beaucoup. Si vous ne me croyez pas, allez faire un tour au Siècle, ce club qui symbolise à lui seul la solidarité de tous les privilégiés, toutes professions confondues, contre le reste des Français. Vous verrez, ou plutôt non : vous ne verrez rien car on ne vous laissera pas entrer (2). » Le même Julliard précise ironiquement : « Voici une aimable association, dont le seul but avoué est de permettre à ses membres de dîner ensemble une fois par mois. C'est donc, si l'expression n'avait pris un tour par trop ambigu, un "club de rencontres" (...) Il vise à rapprocher notamment des "personnalités politiques, des hauts fonctionnaires, des syndicalistes, des industriels, des financiers, des journalistes, des membres de professions libérale". Rien, on le voit, n'a été prévu pour les tourneurs sur métaux, les ouvriers agricoles saisonniers ou les épiciers maghrébins. Pour le dire autrement, Le Siècle est un club fermé, réservé à une élite cooptée selon de subtils critères coutumiers (...) La plupart des conversations gravitent autour des affaires publiques avec, compte tenu de la personnalité de la majorité des membres, une préférence pour les sujets économiques ? Mais la politique tient aussi évidemment une grande place (...) Une règle non écrite veut que les propos tenus, qui associent, aux limites précisées plus haut, adversaires politiques ou concurrents industriels, restent privés et ne donnent lieu à aucune exposition extérieure. Cette règle, rarement transgressée, donne une haute idée de la cohésion – voire de l'exclusivisme – de l'élite dirigeante française. Cela n'empêche nullement des relations de s'approfondir, des intrigues de s'y esquisser, des plans de carrière de s'échafauder. Le Siècle témoigne, de par sa composition et son mode de fonctionnement, de l'existence en France d'une super-élite, réunissant l'élite financière des grandes catégories de dirigeants, sous l'hégémonie de l'aristocratie économico-financière du pays. »

C'est aussi l'avis, en plus brutal, de Lutte ouvrière (sur son site internet) : « Les cercles existent depuis le XIX[e] siècle. Ils permettent aux hommes de la bourgeoisie d'établir et de maintenir des relations sociales et d'affaires. S'y côtoient, outre les patrons, journalistes, hommes et femmes politiques. Pour être certain de pouvoir être en soit, on n'y rentre que par cooptation, c'est-à-dire qu'il faut être parrainé. Sinon, n'importe quel voyou enrichi pourrait venir s'y mêler aux vrais bourgeois ! Quand bien même, la seule différence entre les deux réside dans le nombre de générations qui sépare le bourgeois installé du voyou qui avait fait la fortune de sa famille. Citons, par exemple, le cercle Le Siècle. »

Autant d'éléments qui font que, bien que membre ou invité, on puisse en être remercié à tout moment : il faut avoir moins de 66 ans, mais cette limite n'est pas respectée pour les « puissants », qui peuvent continuer à fréquenter les tables. « L'un des critères de choix est une perspective de carrière solide, sans qu'on puisse jamais (en) être sûr. Certains membres sont parfois tombés dans une trappe, qu'on a gardés quand même (1). » *Le Monde* indique à propos, par exemple de Jean-Marie Messier (4) : « Quand il était le flamboyant patron de Videndi, Jean-Marie Messier fut un commensal recherché. Aux premières difficultés, il se mit à sécher volontairement l'apéritif afin d'éviter les questions gênantes. Puis il renonça aux dîners. »

Il nous a paru utile d'apporter également quelques précisions à partir de documents parus dans des livres ou publications sur des thèmes déjà abordés. En particulier sur l'itinéraire pour le moins complexe de son fondateur, Georges Bérard-Quélin.

Dans *La Photographie d'actualité et de propagande sous le régime de Vichy* (2003, CNRS Éditions), l'historienne Françoise Denoyelle, se fondant sur des documents d'archives, est beaucoup plus brutale que notre précédente édition quant aux termes utilisés dans un chapitre consacré aux agences photographiques : « En juin 1943, des tractations ont lieu entre Silvestre et l'agence Record puis un groupe dirigé par Peyronnet, ancien directeur de la Cofep, et homme de paille de Bérard-Quélin, pour se redistribuer le marché. Quélin dirigeait une lettre confidentielle en collaboration avec les services de presse de Vichy. Elle a été interdite par les autorités d'occupation le 6 mars 1943 (NDA : on verra qu'elle reparut dans la suite de cet ouvrage). Quélin, homme d'affaires véreux, est alors utilisé par les Allemands pour infiltrer les agences de clichés. Il propose à Jean Rey, président du GCAFP, de constituer une agence de clichés dont Peyronnet serait le porte-flambeau. Il ouvrirait une agence sous le titre Press-Illustration qui absorberait l'agence Record et rachèterait les services d'ADCA sur la base du prix d'achat de ces services à la COFEP par Silvestre. Reynal et Faillet qui a remplacé Rey à la direction du GCAFP arbitrent les négociations. Les tractations sont compliquées. Dans un premier temps, Sivestre, avec l'accord des agences, devait se transformer en agence officielle de la Propaganda Staffel en matière de clichés. Bien qu'annoncé par Faillet, le directeur de Fama, le rachat de Silvestre par Peyronnet ne se fera pas, mais ADCA qui assurait la diffusion des clichés de presse aurait cessé toute activité, le 1er juillet 1943, en zone occupée. À cette date, la CGAFP accorde à l'agence Pressimac l'exclusivité pour la diffusion des clichés d'actualité destinés à la presse de province. Pressimac, agence de Bérard Quélin dont les locaux sont situés 114, avenue des Champs-Élysées, dans les locaux de la censure allemande, leur fournit alors des clichés en zinc mince et propose son service de cartographie spécialisé dans l'étude des divers fronts militaires. Quélin sert de couverture à une nébuleuse d'officines aux activités obscures. » L'historienne consacre deux notes à Bérard-Quélin. La première indique : « Georges Quélin, dit Bérard Quélin, homme de paille des Allemands, a monté une nébuleuse de sociétés dont un groupe de presse,

La Correspondance de la presse, le 8 octobre 1942. Son objet est la diffusion et la publication d'articles d'information, elle est située 4, cité Vaneau à Paris, avec une succursale à Vichy. Le 10 août 1943, il crée Pressimac, La Presse française et l'Agence française littéraire et artistique, le 4 février 1944, Presse et publicité, l'Institut graphologique, l'Agence Hermes et le 4 mai 1944, Courses pronostics. La cessation d'activité n'est inscrite au RC qu'en avril 1947. » La seconde (p. 250), citant une note sur Georges Quélin alias Paul Dorval, Albert Girard, mentionne : « Ses entreprises témoignent d'une honnêteté douteuse et établit une liste de ses activités délictueuses (*Archives nationales*, 2/AG/80, dossier 37 B). »

Dans *Les Archives secrètes de Mitterrand* du capitaine Paul Barril (Albin Michel, 2001), cet auteur publie une note de la DGSE concernant les documents que cette organisation du contre-espionnage français dispose à propos de Klaus Barbie. Il y est précisé : « Sur une liste, figure M. Bérard-Quélin, présenté comme un agent de renseignements français de la Gestapo à Paris. (6) » L'auteur en profite pour retracer partiellement la vie de Georges Bérard-Quélin, en se demandant pourquoi ce nom figure dans l'enquête sur Klaus Barbie.

Autre précision, dans *Céline à Bezons 1940-1944* (Le Rocher, 2008), David Alliot et Daniel Renard évoquent longuement le préfet Frédéric Empaytaz, grand ami de Céline à l'époque, qui fut révoqué à la *Libération*. « Après la guerre, Frédéric Empaytaz participera à la création de la *Société générale de presse*, agence de presse sise à Paris dans le quartier de l'Opéra et y travaillera comme rédacteur. » Ce fut là la planche de salut de nombre d'anciens collaborateurs ou personnalités considérées comme telles (tel Christian de La Mazière, auteur du *Rêveur casqué* ou de Claude Wacogne, collaborateur d'Henry Coston).

Un étonnant article, largement de complaisance (1), est paru sous la signature d'Anne Martin-Fugier, docteur ès lettres et historienne de la vie sociale et culturelle aux XIX et XXe siècles. Il s'agit de l'unique article historique relativement de fond paru sur cette association. Article où la biographie de Georges Bérard-Quélin est édulcorée, ne laissant pas apparaître son double jeu et le présentant comme un pur résistant. Il apporte quelques renseignements non contenus dans notre précédente édition. Parmi les fondateurs du Siècle, le 18 août 1944, figurait une femme, Yvonne Dornès (1910-1944), présentée comme directrice des services de SVP, fondatrice en 1956 de la revue *Planning familial* et administrateur de la Cinémathèque française. Une biographie toujours à éclipses ratant pratiquement l'essentiel, à savoir ses attaches maçonniques (ce qui la lie étroitement à « BQ ») : cette arrière-petite-nièce de Jules Ferry fut chargée de mission à la Présidence du Conseil durant le Front populaire. Elle crée non seulement la revue mais le mouvement Planning familial lui-même. Elle est initiée à la loge *Isis* le 22 juin 1955. Elle en devient Vénérable en 1961. S'affiliant aux loges la *Nouvelle Jérusalem* et *Minerve*, elle sera aussi fondatrice de plusieurs autres loges, dont la loge *Diana* à Rouen et l'*Arc-en-ciel* à Paris et participera activement à l'expansion européenne

de la Grande Loge Féminine de France. Elle fonde alors la loge *Irini* à Bruxelles puis, avec les sœurs belges, *La Source* qui travaille au Rite Français. Enfin, en 1981, elle fonde à Paris la loge *La Française*, travaillant à ce même rite. De 1977 à 1980, elle sera Grande Maîtresse de la GLFF.

Les femmes participaient donc aux débuts du Siècle. Il en sera ainsi de Lucie Faure, cofondatrice avec Robert Aron de la revue littéraire *La Nef* et épouse d'Edgar Faure. Toutefois le 19 février 1949, le conseil d'administration décidait d'exclure les femmes, décision qui ne sera levée qu'en mai 1983. Elles représentent aujourd'hui 13 % des effectifs.

Ce livre, dans lequel on ne trouvera aucune critique *ad hominem*, est de bonne foi. Fruit d'un labeur persévérant, il peut comporter quelques erreurs qu'on voudra bien excuser, mais, surtout, nous signaler. Les coquilles et erreurs de l'édition précédente ont été soigneusement corrigées. Ont également été rapportées les remarques qui avaient pu nous êtres faites par les personnalités que nous citions.

1 – *Vingtième Siècle – Revue d'histoire*, janvier-mars 2004. Parmi les approximations de l'auteur, dont on attendrait plus de rigueur, figure « le Cercle de l'an III », qui réunit les élites d'Alsace (ainsi que de Suisse et d'Allemagne). Il s'agit en réalité du Cercle de l'Ill.

2 – *Salauds de pauvres ?*, *Le Nouvel observateur*, 2 mai 2002. Et notice sur *Le Siècle* de Jacques Julliard dans le *Dictionnaire des intellectuels français* (dirigé par Jacques Julliard et Michel Winock, Seuil, 1996).

3 – *La Dame des 35 heures*, Philippe Alexandre et Béatrix de L'Aulnoit (Robert Laffont, 2002). Depuis lors, Martine Aubry a déclaré (*Les Échos*, 21 mars 2008) : « J'aime beaucoup Le Siècle. J'ai cessé d'y aller en 1997 lorsque je suis devenu ministre. C'était très intéressant. Je me retrouvais à des tables avec des gens extrêmement différents. L'initiative peut être perçue comme totalement élitiste. Mais cela reste un vrai lieu de rencontre. J'y ai beaucoup appris. Car, pour moi, la véritable intelligence, c'est d'essayer de comprendre des gens qui ont une logique différente. »

4 – *Les Plans de table du Siècle, échantillon de l'establishment*, *Le Monde*, 25 août 2007.

5 – *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 18 février 2008.

6 – Il semble que cette liste soit celle reproduite au chapitre de cet ouvrage consacré au fondateur du Siècle.

7 – *Les Intouchables : enquête sur l'inspection des finances* (Albin Michel, 2004).

8 – *La Légende du Siècle*, *Le Magazine de L'Optimum*, février 2004.

9 – *Marianne*, 22 décembre 1997. « Un membre du Siècle, le très éminent club de la nomenklatura parisienne, confie à l'un de ses collègues à l'Unesco, que le changement de majorité, n'a, " Dieu merci ! " », pas changé grand-chose : " Le passage de Juppé à Jospin ? Peu de différence : nous avons toujours autant de membres du Siècle au gouvernement qu'auparavant ! " »

10 - La parution de cet ouvrage a été l'occasion, dans les six mois qui ont suivi sa sortie, d'un contrôle fiscal de la société éditrice, qui s'est étalé sur plus de onze mois pour une SARL réalisant, à l'époque, moins de 50 000 euros de chiffre d'affaires annuel. Nous ne manquerions pas de déposer une requête en suspicion légitime si tel devait être à nouveau le cas à l'occasion de cette nouvelle édition.

ANNEXE N° 2

BERARD-QUELIN — Domicile : 2, place d'Estienne d'Orves
Bureaux : 13, avenue de l'Opéra.

BERARD-QUELIN (Georges Albert) alias QUELIN, né à Villeurbanne (Rhône) le 25.9.1917;
fils de Joseph QUELIN;
et d'Antoinette BERARD.

marié à Grenoble le 19 Avril 1940 à Henriette Thérèse Jeanne Vauzelle, avocate;

divorcé le 6 Mai 1948 (Tribunal civil de la Seine, aux torts de l'époux).

Débute dans la presse vers 1937: collabore au DEMOCRATE, de Lyon et à ICI LYON, puis à CINE SUD EST. 1939 : rédacteur au quotidien catholique LA REPUBLIQUE DU SUD-EST à Grenoble.

Aurait été interné pendant la guerre 1939-1940 par les autorités françaises et libéré par les Allemands. (Mme Bérard-Quélin était l'avocate de l'Ambassade d'Allemagne).

Collaborateur du Conseiller de l'Ambassade d'Allemagne ACHENBACH qui l'impose à la direction de la rédaction de LA FRANCE AU TRAVAIL comme secrétaire général (et observateur des Allemands).

Quitte LA FRANCE AU TRAVAIL au cours de l'hiver 1940-1941 et fonde peu après CORRESPONDANCE DE PRESSE, agence de presse fournissant des articles aux journaux de la zone Nord occupée.

Ses affaires de presse, enregistrees au Tribunal de Commerce de la Seine sous le n° 767.689, avaient pour dénominations : LA CORRESPONDANCE DE PRESSE - PRESSIMAC - LA PRESSE FRANCAISE - L'AGENCE FRANCAISE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE - L'AGENCE GENERALE DE DIFFUSION ET D'INFORMATION. Il était en outre le distributeur des Editions LE PONT (55, Champs Elysées) dont le gérant était l'attaché d'ambassade allemand Gérard Hibbelen.

Tout en menant cette activité "collaborationniste" et pro-allemande M. BERARD-QUELIN entretenait des relations avec diverses personnalités de la Résistance (ou se disant telles). Il affirma ensuite être membre d'un réseau intitulé "ESPOIR DE LA FRANCE", dont l'animateur aurait été M. Gabriel CUDENET, décédé aujourd'hui, ancien rédacteur en chef du Républicain jacobin, et qui devint à la Libération déput radical socialiste et commanditaire de la SOCIETE GENERALE DE PRESS que dirige M. Bérard-Quélin.

Ayant compris que la défaite allemande était inévitable, il fit suffisamment d'opposition pour être arrêté peu avant l'arrivée des Américains à Paris. Ceux-ci le libérèrent de prison en Août 1944 et le chargèrent d'un service de presse. Il se fit ensuite affecter à la 1ère Division blindée française (Service de Presse) et aurai-

2.-

Annexe n° 2 (suite).

ainsi obtenu la Croix de Guerre avec Palmes.

En Mai 1946, il fonda une nouvelle entreprise de presse sous les enseignes commerciales :

OFFICE FRANCAIS D'EDITIONS DOCUMENTAIRES;
SERVICE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION;
OFFICE DE SYNTHESE DE PRESSE.
(Registre du Commerce de la Seine n° 864.138
881.235
873.468

Ultérieurement, il a fait enregistrer :

- Annuaire des Cabinets ministériels;
- Bilans hebdomadaires;
- Bilans mensuels;
- Ephémérides politiques;
- Ephémérides sociales;
- Ephémérides économiques;
- Le mois en France;
- La Vie municipale;
- Index quotidien de la presse française;
- Le Bulletin économique d'Information;
- Le Bulletin parlementaire;
- Annuaires du Parlement français, etc.....

Actuellement, BERARD-QUELIN est gérant statutaire unique de la S.A.R.L. STE GENERALE DE PRESSE ET D'EDITIONS, au capital de 1 million, 12, avenue de l'Opéra (Registre du Commerce Seine n° 327.069 B.).

Constituée à Paris, le 17 avril 1947, elle a pour associés: BERARD QUELIN, Alof de LOUVENCOURT et Jacques DESMYTTERE. Les deux derniers sont inspecteurs des Finances. Jacques DESMYTTERE est délégué général adjoint de l'Union des Industries Textiles. Alof de LOUVENCOURT est l'ancien directeur de cabinet de Joannès DUPRAZ à la Marine. Il était avec Joannès DUPRAZ au cabinet de Charbin, secrétaire d'Etat au Ravitaillement sous Vichy; il est le cousin germain de Raoul de VITRY d'AVANCOURT, vice-président directeur général de Péchiney (Electro-Métallurgie, aluminium, etc...) dont la mère est une Lovencourt; les deux cousins portent le titre de Comte.

BERARD-QUELIN appartient au Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste. Il est l'un des fidèles du Président HERRIOT, mais s'oppose à la tendance anticommuniste représentée par M. J.P.David, directeur de "Paix et Liberté". Il souvient dans ses publications M. MENDES-FRANCE et sa politique.

Sa collaboration avec l'Ambassade d'Allemagne en 1940-1944 (et sans doute avant) l'incite - pour faire oublier cette période de son existence et conserver sa position - à prendre une attitude résolument opposée à la C.E.D.

Annexe n° 2 (suite). 3.-

Il entretient d'excellentes relations avec l'Association de la Presse Démocratique, dont le Président, M. Gustave ROBERT, ami personnel de M. Guy MOLLET, avait fondé la revue PUBLICITE-PRESSE LIBRE. Cette revue cessa de paraître en 1951. M. BERARD-QUELIN racheta cette publication et la fusionna avec "CORRESPONDANCE DE PRESSE", qui s'adresse au même public de journalistes et de publicitaires.

M. BERARD-QUELIN jouit dans les milieux de presse d'une mauvaise réputation. Il est d'autant plus dangereux qu'il semble tenu par des commanditaires occultes qui lui font mener une politique neutraliste et parfois pro-soviétique fort nuancée.

Document provenant, semble-t-il, des Renseignements généraux, présentant une synthèse biographique de Georges Bérard-Quélin (aux alentours de 1962).

Parfois la vie sociale fonctionne réellement comme l'imagine un gauchiste sectaire : les plus éminents représentants de la classe dirigeante française, des socialistes à la droite et au monde des affaires, se réunissent tous ensemble afin de parler d'eux-mêmes, du pouvoir ou du monde. Cela se nomme les dîners du Siècle.
Almanach Actuel (1978).

Georges Bérard-Quélin est au centre d'une toile d'araignée dont il resserre inlassablement la trame. Un gros fil relie tous les hommes de cette assemblée polymorphe : le pouvoir. Les opinions partisanes s'effacent tandis que chacun s'inquiète du déroulement de sa carrière, de la protection de ses intérêts, et de la salubrité de ses relations. Par nature, le club de B.Q. développe une solidarité de puissance et de promotion.
Jean Bothorel, *La République mondaine* (1979).

INTRODUCTION DE LA PREMIÈRE ÉDITION

En 1979, le journaliste de gauche Jean Bothorel publie aux éditions Gallimard un étonnant ouvrage, *La République mondaine*, sous-titré « Essai sur le giscardisme ». Une bonne partie de cet essai sur le fonctionnement du pouvoir giscardien tourne autour du Siècle. L'ensemble n'a pratiquement pas vieilli, le constat à l'époque de l'auteur, à savoir que le pouvoir gaullo-chiraquien (droite bonapartiste et plébiscitaire) n'a jamais réussi à s'implanter réellement au sein du Siècle à la différence des centristes et des giscardiens (droite orléaniste et libérale), n'ayant pas été totalement corrigé depuis lors : le gouvernement d'Alain Juppé (1995-1996) comprend 33 membres. Huit (dont 4 RPR et 4 UDF) appartiennent au Siècle et un (UDF) en est un invité régulier, soit 27 %. À eux seuls, ils occupent, mis à part les Finances, tous les postes majeurs gouvernementaux (Premier ministre, Défense, Justice, Affaires étrangères, Travail et Affaires sociales) : Alain Juppé, Premier ministre, Jacques Toubon, garde des Sceaux, François Bayrou, ministre

de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (invité), Charles Millon, ministre de la Défense, Hervé de Charette, ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, secrétaire d'État aux Affaires européennes, Jacques Barrot, ministre du Travail et des Affaires sociales, Alain Lamassoure, ministre du Budget, porte-parole du gouvernement, François Fillon, ministre de la Poste, des Télécommunications et de l'Espace.

Cet essai politique tout à fait passionnant n'a pas été réédité. Il ne le sera sans doute jamais, tant l'édition est aujourd'hui servile (1) et tant il était prémonitoire, décrivant par avance le remplacement de la "lutte des classes" des socialo-communistes par la "lutte des places" de la gauche caviar. Il démontrait avec brio qu'un tout petit groupe placé aux endroits stratégiques détenait le pouvoir dans la France giscardienne et qu'il était bien parti pour le conserver en cas de victoire de la gauche. Les membres de ce groupe appartenaient, pour l'essentiel, au Siècle.

L'ensemble conservant tout son intérêt, il nous a semblé que quelques extraits constitueraient la meilleure introduction possible à cet ouvrage d'enquête sur le club le plus influent de France, d'autant qu'aucun texte aussi bien informé sur la philosophie soutenant l'idéologie régnant au Siècle n'ait jamais paru sur la question depuis lors. Considérant qu'il est inutile de refaire un travail déjà parfaitement mené, nous en avons extrait quelques longs passages (2) avec l'accord de Jean Bothorel que nous remercions ici. L'ensemble du texte qui suit, mis à part les notes et les intertitres, est donc de Jean Bothorel.

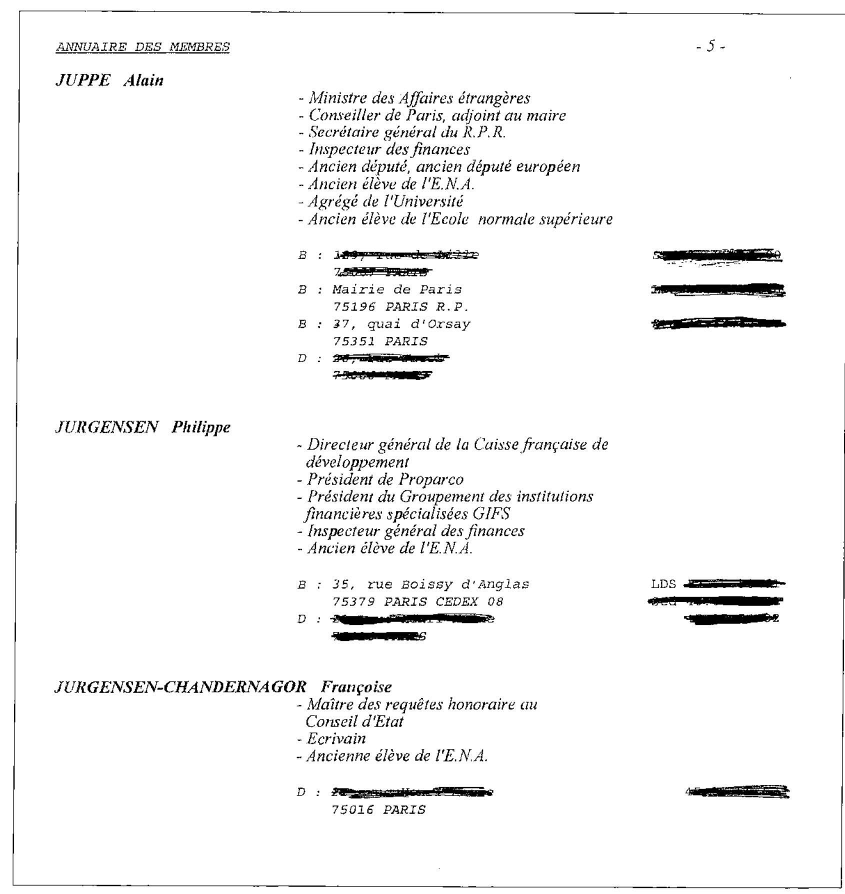
Les 2000 qui dirigent la France

« En attendant, revenons aux "ménisques" » du pouvoir, à cette pyramide para-institutionnelle des "clubs". À son sommet, un cercle fameux, le Siècle. Dans tous ces endroits fermés, y compris au Siècle, rien de précis ne se trame. Ni cabale, ni complot; juste quelques peaux de banane. Tous les membres se croisent périodiquement et cela suffit pour maintenir l'équilibre du système. Une forme de loyalisme s'installe entre eux. Si l'on ajoute à cela que tous les clubistes occupent des postes importants – sinon ils n'appartiendraient pas à un tel club – dans les organismes officiels tels que le CNPF, les commissions au Plan, les comités d'études, etc., autant d'institutions qui constituent des passerelles entre l'État, la politique et l'argent – la boucle est bouclée. Les pouvoirs s'enroulent sur eux-mêmes, vis d'Archimède qui entraîne à l'infini toujours les mêmes hommes, les mêmes milieux, les mêmes noms.

Comment appeler ces princes, barons, marquis de la France contemporaine? "technocrates" est un terme trop restrictif. Cette fameuse techno-structure qui exercerait son pouvoir de façon autonome par rapport aux détenteurs des capitaux, les vrais patrons, n'est qu'une mystification. Plus sûre de ses avantages que de ses mérites, la bourgeoisie capitaliste s'est rendu compte qu'il était nécessaire de se « positionner ». Désormais il faut avoir une situation. Autrefois elle plaçait son argent. Aujourd'hui, elle place ses fils. En termes de compétence, les héritiers sont devenus

des technocrates; en termes de mode de vie, de comportement, ils sont restés des bourgeois. Le "techno-bourgeois" est né et se recrute dans la fine fleur des hommes d'affaires, des membres des professions libérales, des leaders politiques et des cadres de très haut niveau. Aussi les clubistes et les techno-bourgeois se confondent.

Combien sont-ils? Deux mille environ. Leur repérage est assez facile à travers les enquêtes que mènent régulièrement des magazines. On donne à lire, "Les cent qui font la France" ou "Qui détient le pouvoir?" ou encore "Ceux qui comptent", etc. En arrondissant à deux mille, nous serions assez proches de la réalité. Au sommet de l'État, le chef de l'État, intangible, irresponsable; en dessous la rosace des pouvoirs d'exécution dans laquelle se coupe et se recoupe la kyrielle des clubs, cercles, comités, commissions, etc. Partout les feudataires du régime, les techno-



ANNUAIRE DES MEMBRES — 5 -

JUPPE Alain

- Ministre des Affaires étrangères
- Conseiller de Paris, adjoint au maire
- Secrétaire général du R.P.R.
- Inspecteur des finances
- Ancien député, ancien député européen
- Ancien élève de l'E.N.A.
- Agrégé de l'Université
- Ancien élève de l'Ecole normale supérieure

B : [redacted] [redacted]
B : Mairie de Paris 75196 PARIS R.P. [redacted]
B : 37, quai d'Orsay 75351 PARIS [redacted]
D : [redacted]

JURGENSEN Philippe

- Directeur général de la Caisse française de développement
- Président de Proparco
- Président du Groupement des institutions financières spécialisées GIFS
- Inspecteur général des finances
- Ancien élève de l'E.N.A.

B : 35, rue Boissy d'Anglas 75379 PARIS CEDEX 08 LDS [redacted]
D : [redacted]

JURGENSEN-CHANDERNAGOR Françoise

- Maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat
- Ecrivain
- Ancienne élève de l'E.N.A.

D : [redacted] 75016 PARIS [redacted]

L'ancien Premier ministre RPR Alain Juppé appartient au Siècle, tout comme nombre de ses ministres, qu'ils soient UDF ou RPR (extrait de l'annuaire du Siècle 1994). Dans aucune de ses biographies, il ne fait figurer ce détail », pourtant de taille.

bourgeois : énarques, polytechniciens, normaliens, grands patrons de la banque, de l'industrie et du commerce. D'ailleurs quand Valéry Giscard d'Estaing parle avec ses collaborateurs, de l'organisation du pouvoir, il use volontiers d'un mot assez inattendu, celui de “réseau” (3).

Trois hommes qui pèsent une fois et demi le budget de l'État

Donc parmi ces réseaux, le Siècle. La composition de son conseil d'administration est très significative des intérêts dominants de l'époque (4) : la banque, l'industrie, le commerce, les entreprises publiques, la haute administration d'État, l'information, la culture, les professions libérales et la politique y sont représentés à travers des personnalités de tout premier plan. Pour l'industrie, Jean Dromer (BIAO), Jacques Lallement (Caisse nationale du Crédit agricole), Pierre Moussa (Paribas). Ces trois hommes « pesaient » en 1978 quelque six cents milliards de francs, c'est-à-dire une fois et demie le budget de la France. Pour l'industrie, Philippe Boulin, directeur général de Creusot-Loire, Jean-Paul Parayre, président de PSA Peugeot-Citroën, la plus grande entreprise familiale du monde avec ses 260 000 salariés, Alain Chevalier, vice-PDG de Moët-Hennessy, vice-président du CNPF. Pour les entreprises publiques, Marcel Boiteux, président d'EDF, Pierre Giraudet, président d'Air France. Pour la Haute Administration d'État, Jérôme Monod, Marceau Long, secrétaire général du gouvernement. Pour l'information, Georges Bérard-Quélin, homme-orchestre de la *Presse française*, Jacques Fauvet, directeur du *Monde*, Maurice Ulrich, président d'*Antenne 2*. Les hommes de l'Information dominent la confrérie, ce qui est normal, l'une des fonctions essentielles du Siècle étant précisément d'informer ses membres. Pour la culture, Jean Rigaud, sous-directeur général de l'Unesco. Pour les professions libérales, Jean Loyrette, avocat à la cour d'appel de Paris. Pour la politique enfin, Georges Dayan, sénateur de Paris, délégué général auprès du Premier secrétaire du Parti socialiste, Roger-Gérard Schwartzenberg, délégué général du Mouvement des Radicaux de Gauche.

Le Siècle compte environ 350 sociétaires et se réunit pour dîner, le quatrième mercredi de chaque mois dans les salons du Nouveau Cercle.

Jusqu'au dernier trimestre de 1977, l'opinion, y compris l'opinion dite bien informée, ignorait l'existence du Siècle dont la création remonte pourtant à 1944. Or, le 6 novembre, *L'Humanité* dévoila les « étonnants dîners politiques » et accusa Robert Fabre, alors président du Mouvement des Radicaux de Gauche, de se compromettre avec les représentants du pouvoir. Depuis, sa compromission est du domaine public. Le 28 septembre 1977, six jours après l'échec des négociations sur l'actualisation du programme commun, Robert Fabre mangeait sous les auspices du Siècle, à la même table que Victor Chapot, grand chasseur et homme de confiance de Valéry Giscard d'Estaing. Avec eux, six patrons des grandes entreprises nationalisables, cinq autres dirigeants du PS et du MRG dont trois députés.

LE SIÈCLE

Secrétariat : 13, Avenue de l'Opéra - 260.32-29

ANNUAIRE DES MEMBRES

1978

AARON Jean-Claude
- Président-Directeur Général de l'Union Internationale Immobilière
- Président de la SEFRI (Société d'Etudes Financières et de réalisations immobilières)

B : Tour Maine Montparnasse, [redacted]du Maine, [redacted] 538.[redacted]
D : 5[redacted] av. [redacted] 720.[redacted]

ALBERT Michel
- Commissaire Général au Plan
- Inspecteur des Finances
- ancien élève de l'E.N.A.

B : 1[redacted] rue [redacted] 75007 551.[redacted]
D : 5[redacted] rue [redacted]5007 222.[redacted]

ALBY Pierre
- Directeur Général du Gaz de France
- Ingénieur Général du Corps des Mines
- ancien élève de l'Ecole Polytechnique

B : 2[redacted], rue [redacted] 75017 766.[redacted]
D : 8, rue [redacted] 75016 504.[redacted]

ALEXANDRE Marc
- Président-Directeur Général de Atlantic Finance

B : 1[redacted] rue [redacted] 75008 266.[redacted]
D : 4[redacted] Bld [redacted]75016 524.[redacted]

Première page de l'annuaire ultra-confidentiel du Siècle en 1978. Il faudra attendre la fin de 1977 pour qu'on découvre que le club le plus influent de France fonctionnait dans la discrétion la plus totale depuis 1944. Personne en fait n'a jamais vraiment prêté à cette information l'attention qu'elle méritait.

La presse unanime se gaussa. Comment se pouvait-il que le PC s'arrêtât à de telles péripéties et se livrât à des attaques personnelles aussi puériles ? *Libération* évoqua la « parano » communiste, *Le Monde*, qui n'ignore rien des activités du Siècle, moralisa, estimant que *L'Humanité* ne craignait pas de « tomber dans le ridicule » ; *Le Matin de Paris* fit une remarque identique, l'hebdomadaire *Le Point* résuma l'affaire dans un titre éloquent et neutre : « La légende du Siècle. »



5 FB Suiese : 1.20 FS Portugal : 17 esc. Pays-Bas : 1. 26 fl. Italie : 400 L. Commission paritaire n° 54072 Samedi 5 et dimanche 6 novembre 1977. N° 1169.

Ce n'est pas l'affaire du «Siècle»

Des PDG, des hauts fonctionnaires, des hommes politiques de la majorité et de l'opposition non communiste qui ont en commun d'être des hommes de pouvoir font partie d'un même Club: «Le Siècle». Le PCF fait semblant de découvrir un complot qui date ... de 1944.

Michel Poniatowski, Robert Fabre, président des radicaux de gauche, Jean-Pierre Chevènement, PS, Charles Hernu, PS, Pierre Joxe, PS, Jérôme Monod, secrétaire général du RPR, Jacques Ferry, président de la chambre syndicale de la sidérurgie française, Gérard Worms, directeur général de la librairie Hachette, Jacques Fauvet, directeur du Monde ... Que peuvent avoir en commun tous ces hommes qui se retrouvent tous les quatrièmes mercredis de chaque mois à dîner au restaurant « *Le nouveau cercle* » en face de l'Assemblée nationale ? Pour l'Humanité d'hier vendredi, il s'agit d'un véritable complot. A preuve, claironne le quotidien du PCF, toutes ces personnalités de la gauche non communiste, de la majorité et tous ces PDG dînaient ensemble le 28 septembre, six jours après la rupture des négociations sur l'actualisation du programme commun. « *Il s'agit d'une affaire sérieuse. Ce genre de rencontre est-il l'expression d'un compromis historique avec le grand patronat ?* »

Suite page 3

Bien qu'officiellement d'extrême gauche, Libération *devait venir au secours du grand capital en « dégonflant » l'affaire du Siècle. Depuis lors, son directeur Serge July a évidemment été coopté en son sein.*

L'insolence de Georges Bérard-Quélin

Ainsi donc, 350 personnes – qui homme politique, qui banquier, qui PDG, qui haut fonctionnaire, qui professeur d'université, qui directeur de journal – décident de bavarder régulièrement pour les joies de la convivialité, sans raison, sans but (5) ; disciples d'Ivan Illich, ils flottent dans l'ambiance feutrée du Nouveau cercle. Se voient-ils, se connaissent-ils, se rencontrent-ils réellement ? On finit par en douter tant tout cela est sans importance, sans signification et il devient inconvenant de s'interroger sur le sens, sur les conséquences de ces rendez-vous amicaux. Confrontés au discours uniforme des médias, les citoyens s'inclinent et la vie continue.

Georges Bérard-Quélin le sait si bien qu'il répond avec insolence ou ironie à toutes les questions qui lui sont posées sur le Siècle. Bien qu'il en soit le secrétaire général depuis toujours, il n'a rien à dire. Pourquoi ? « Tout cela est beaucoup plus simple que ne le croient les gens. On oublie le temps d'un dîner qu'on s'est engueulé la veille à la télévision, et alors ? Nous sommes tous des démocrates, nous avons tous la même préoccupation qui est celle de l'avenir de la France et du progrès des Français. Par conséquent, nous discutons, nous échangeons, même si nous avons des opinions politiques opposées. Quant à moi, je ne suis ni un ancien, ni un nouveau philosophe. Je n'ai pas de message à donner… On considère à tort que j'ai une position dominante. »

Petit, tout rond, amateur de bonne chère et de bons vins, Georges Bérard-Quélin est au centre d'une toile d'araignée dont il resserre inlassablement la trame. Il entretient la flamme qui circule entre tous ces symboles, symboles du pouvoir des élites. Chacun d'eux reçoit, sur feuilles dactylographiées, la liste complète de ses collègues avec toutes indications utiles – adresse, téléphone, activités professionnelles et variées – les concernant. Pourquoi ? "Ça rend service…"

D'où vient alors que les membres du Siècle que nous avons interrogés soient moins convaincus de la gratuité de ces mondanités ? Sans doute pressentent-ils, pour l'avoir touché du doigt, qu'un gros fil relie tous les hommes de cette assemblée polymorphe : le pouvoir. Les opinions partisanes s'effacent tandis que chacun s'inquiète du déroulement de sa carrière, de la protection de ses intérêts, et de la salubrité de ses relations. Ces soucis étant partagés par tous, c'est l'ensemble du microcorps social que constitue le Siècle qui est constamment tiré vers le haut. Par nature, le club de B-Q développe une solidarité de puissance et de promotion. Et il offre, en plus, cette part de plaisir à se retrouver pour s'amuser des bons mots de l'un, des balourdises de l'autre, pour se jauger, se juger, se montrer enfin. Autant d'éléments positifs qui constituent précisément ce que Pierre Bourdieu appelle, dans son jargon de sociologue, « l'accumulation rationnelle du capital social ».

La loi du « système »

Voilà donc le Siècle, vivant tableau de la République mondaine. Il ne signifierait rien s'il ne trouvait pas un prolongement politique. Or l'analyse plus détaillée de sa composition débouche sur une intéressante constatation : il n'y a au Siècle aucune personnalité politique connue et reconnue pour la rigidité de ses opinions, voir la brutalité. Pas de vrais francs-tireurs, pas de vrais sabreurs. Pas de communiste – en tout cas accepté comme tel – mais pas davantage de gaullistes de choc, d'extrémistes de gauche ou de droite, pas d'anticonformistes. De là, cette composition très spécifique qui ressemble étrangement, 25 ans plus tard, à celle du personnel de la IV[e] République : les centristes-socialistes-réformistes de progrès avec un nombre impressionnant de jeunes et vieux notables du PS, du MRG, du PR, avec des amis de Jean Lecanuet et de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Une parfaite homothétie, au niveau politique, du « groupe central » dont rêvent les giscardiens, au niveau national. À la lumière du Siècle, le chef de l'État a raison d'écrire : "Ce groupe central n'est pas issu de l'imagination des théoriciens et n'apparaît pas ici pour la commodité de la démonstration. Il existe, il vit, on le rencontre tous les jours." Les mercredis, plus précisément.

La sous-représentation du RPR est d'autant plus significative que les figures gaullistes du Siècle ont la couleur du bon vieux radicalisme, ainsi de Jacques Chaban-Delmas (6), de Joël Le Theule. Ou l'épiderme du caméléon, ainsi de Robert Boulin. On chercherait en vain des hommes comme Michel Debré, Maurice Couve de Murville, Pierre Messmer. Si l'apothéose du général De Gaulle allait se confondre

avec l'avènement de la République des hauts-fonctionnaires, la République gaullienne n'ira pas, avant son déclin des années 1966-1967, chercher ses grands commis dans les rangs du Siècle. Cette éclipse permet par contraste de prendre la mesure de son importance actuelle. Le gouvernement de Georges Pompidou formé le 7 décembre 1962, qui marque l'apogée du régime gaulliste, comptait avec le Premier ministre, 26 membres dont 4 secrétaires d'État. 5 seulement appartenaient ou avaient appartenu au Siècle, soit moins de 20 %. Le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, constitué le 22 juin 1969, comptait 38 membres dont 19 secrétaires d'État. 16 d'entre eux étaient sociétaires du Siècle, soit 42 % (7). Le troisième gouvernement de Raymond Barre, formé les 6 et 7 avril 1978 après les élections législatives, compte 38 membres dont 18 secrétaires d'État. Cette fois, le Siècle avec 22 représentants est largement majoritaire.

Les membres du Siècle ne se contentent pas d'occuper les fauteuils ministériels : ils détiennent pratiquement tous les postes stratégiques, ceux qui, en dehors de leur importance technique, ont un rôle politique déterminant. L'énumération complète de ces postes serait ici fastidieuse. En fait les cent premières entreprises françaises sont, pratiquement sans exception, représentées au Siècle. De même tous les grands journaux, y compris les plus importants de province, et enfin tous les grands corps de l'État, comme la Cour des comptes, le Conseil d'État, la Cour de cassation, l'état-major militaire, l'inspection des Finances, etc. Quant aux principaux collaborateurs du chef de l'État, du Premier ministre et des « grands » ministres, ils appartiennent également – sans exception majeure – à la confrérie.

Bien que la gauche ait plusieurs fois réaffirmé qu'elle était contre le « spoil system » à l'américaine, elle avait pointé quelques dizaines de hauts-fonctionnaires qui devaient immédiatement « sauter » si elle gagnait. Curieusement les noms qui circulaient alors pour les fonctions les plus stratégiques qu'un pouvoir de gauche se devait de confier à des personnes qui lui soient totalement acquises, se trouvaient à peu près toutes dans l'annuaire du Siècle...

La synarchie : féodalité d'intérêts et de compétences

Comment s'appelle un régime dans lequel le pouvoir effectif appartient ainsi à un petit groupe d'individus ? Une synarchie. Le mot est passé de mode. Il fait arriéré. Quel autre pourtant, convient mieux au système politique actuel ? Nous ne prétendons nullement que le Siècle s'investit, se regarde comme une « synarchie », qu'il complote, qu'il est managé par un cerveau, fut-il celui de Georges Bérard-Quélin. Pour user d'une expression psychanalytique, « son rapport au pouvoir » est autrement plus complexe. C'est, objectivement, l'incarnation d'une féodalité d'intérêts et de compétences mais, à l'aube de l'an 2000, les actions, les objectifs d'une féodalité de cette nature doivent s'interpréter avec nuance et subtilité. Et non avec les gros sabots que chausse volontiers la direction du Parti communiste.

Le Siècle réalise le rêve giscardien, la synthèse idéale où toutes les oppositions fondamentales se diluent. Il est le théâtre privilégié du pouvoir et aucune autre scène ne dispose d'une distribution aussi prestigieuse. Convaincus d'appartenir à la classe dominante et dirigeante, à l'élite, les acteurs transcendent leur animosité et créent, entre eux, une communion parfaite. Quand les altercations surviennent, elles procèdent du spectacle.

Notes

1. Entre autres, ancien du Front de *Libération* de la Bretagne puis journaliste au quotidien socialiste *Le Matin de Paris*, le non-conformiste Jean Bothorel a publié avec de très grandes difficultés en 1996 un ouvrage toujours aussi iconoclaste, *Le Bal des vautours*, chez Jean Picollec, aucun autre éditeur n'ayant eu le courage de le publier. Très exactement, l'éditeur pressenti se défila, tout comme ses confrères. Bothorel y décrit l'atmosphère détestable de connivence entre la classe intellectualo-politique et les milieux de la presse, en particulier au *Figaro*, sous l'influence conjointe du tandem Franz-Olivier Giesbert/Alain Peyrefitte ou à *La Revue des deux mondes* de Marc Ladreit de Lacharrière. Cet ouvrage lui a valu sa place au *Figaro*.
2. Les coupes trop nombreuses ne sont pas indiquées. On se reportera à l'original, dont on ne peut que recommander la lecture.
3. Sur la pratique des réseaux, on consultera pour sa pratique et son esprit *Le Clubisme et les clubs* d'Adrien Loubier, Tradiffusion, 1996. Il n'existe aucun ouvrage sur le club Le Siècle, mais exclusivement des ouvrages épars sur tel ou tel groupement ou corps représenté au sein du Siècle. À titre d'exemples, on citera pour l'Ena, *La Politique de la Haute Fonction Publique* de Marie-Christine Kessler, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978 ; *L'Enaklatura* de Michel Schiffres, Jean-Claude Lattès, 1987. Pour la politique, *Les Politocrates* de François Bazin et Joseph Macé-Scaron, Seuil, 1993. Sur les divers cercles, *Cercles et réseaux d'influence*, d'Alain Marty et Georges Ivanoff, Presses du management, 1996 ; *La Nomenklaturea française*, d'Alexandre Wickham et Sophie Coignard, 1987. Sur la synarchie, *Les Technocrates et le pouvoir* de Philippe Bauchard, Arthaud, 1966 ; *Les Technocrates et la synarchie*, Henry Coston, Librairie française, rééd. 1979 ; *Du Viol des foules à la Synarchie, ou le complot permanent* de Yann Moncomble, Faits et Documents, 1983. La liste exhaustive des ouvrages que nous avons consultés est beaucoup trop importante pour être donnée ici.
4. La liste indiquée par Jean Bothorel est celle de 1978. Nous en indiquons plus de cinq à la fin de cet ouvrage.
5. Jean Bothorel manie ici évidemment l'ironie.
6. Nombre des personnalités citées par Jean Bothorel dans son ouvrage (plus de deux

cents), tels Jacques Chaban-Delmas ou Robert Boulin, ne figurent pas dans ce livre. Nous nous sommes exclusivement fondés sur les listes internes disponibles, de 1978 à 1986, afin d'éviter toute erreur. Dans *La Roue de la Fortune* (Fayard, 1989), Pierre Moussa cite aussi une kyrielle de noms.

7. Selon *L'Événement du jeudi* (19 novembre 1987), la remontée de BQ daterait de ce moment, relatant un étrange épisode dont nous n'avons trouvé trace nulle part ailleurs (et qui étonne d'un club qui n'accueillait que des membres ou futurs membres et ne recevait jamais de conférencier) : « Entre 1958 et 1966, le gaullisme triomphant avait désertifié cette oasis de décrispation dans un pays désormais coupé en deux camps. Le Siècle souffrit de langueur jusqu'à ce mercredi de 1969 où, en acceptant l'invitation de BQ, Georges Pompidou lui permit d'épouser enfin son époque : celle de la république des énarques. »

LE SIÈCLE

Secrétariat : 13, Av. de l'Opéra - Paris 1er - Tél. : 40.15.17.89

Paris, le 11 octobre 1994

Monsieur Emmanuel RATIER
"FAITS et DOCUMENTS"

B.P. 400-01
75025 PARIS Cedex 01

Monsieur,

Plusieurs membres de notre association se sont émus de votre projet de publier un annuaire des membres du Siècle avec leur biographie détaillée.

Ils y voient là, avec raison, une atteinte à leur vie privée.

J'ajoute que le Siècle a fait l'objet d'un dépôt de marque et, de ce fait, est protégé.

Aussi, nous tenons par la présente, à vous mettre en garde contre la réalisation de ce projet qui entraînerait immédiatement notre réaction, afin de faire valoir nos droits et ceux de nos membres.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Secrétaire Général

Etienne LACOUR

Quand les puissances d'argent tentent de bâillonner la liberté…
*« Le Siècle témoigne, de par sa composition et son mode de fonctionnement, de l'existence en France d'une super-élite, réunissant l'élite des grandes catégories de dirigeants, sous l'hégémonie de l'aristocratie économico-financière du pays. » Jacques Julliard (*Dictionnaire des intellectuels français, *Seuil, 1996).*



Georges Bérard-Quélin : un des hommes les plus puissants de France durant un demi-siècle. Nul homme d'influence ne connaissait intimement autant que lui l'élite politique, financière, économique ou administrative française. Bien évidemment, aucun ouvrage n'est jamais paru ni sur lui, ni sur le club qu'il avait fondé et animé jusqu'à sa mort, Le Siècle.

« *Il y a une information spécialisée réservée aux hommes qui ont vocation à l'exercice du pouvoir. J'ai voulu atteindre ceux qui détenaient des responsabilités : hommes politiques, hauts fonctionnaires, membres de cabinets ministériels, syndicalistes, journalistes, industriels, financiers, quelles que soient leurs opinions pourvu qu'ils s'intéressent aux problèmes politiques* ».
Georges Bérard-Quélin, entretien à *Presse Actualité*, juin 1973.

« *Rapidement, nous est apparue la nécessité d'une information spécifique destinée aux hommes qui avaient le pouvoir de décision, aussi bien en politique qu'en économie, dans la presse ou dans l'administration.* »
Idem.

UN HOMME D'INFLUENCE : GEORGES BÉRARD-QUÉLIN

À l'origine du Siècle, il y a l'épopée d'un homme étonnant, doté d'une énergie stupéfiante, d'une volonté de fer et d'une soif de pouvoir si absolue qu'on ne la trouve presque jamais chez un Français : Georges Bérard-Quélin. « Bérard-Quélin est de ces personnages, note Jean Bothorel, que l'on voit partout sans jamais parvenir à les situer quelque part. Il a bâti sa fortune sur l'information confidentielle destinée à quelque sept ou huit cents "responsables" politiciens, dirigeants et journalistes. S'il n'avait d'autre activité que celle de directeur de publications, son rôle serait assez modeste. Sa fonction d'animateur du Siècle est autrement plus passionnante et le place au carrefour d'un réseau d'influence exceptionnel (1). » Peu d'hommes auront eu en effet autant d'influence occulte sur le monde politique, des affaires et de la finance de 1945 à 1990, tout en sachant demeurer dans la coulisse, et se montrant, en parallèle, d'une extrême discrétion sur son propre itinéraire : il n'accordait jamais d'entretien personnel même s'il recevait volontiers les journa-

listes; aucun article important, si ce n'est quelques allusions (2), ne lui fut jamais consacré de son vivant comme si la presse s'était donné le mot. C'était pourtant-là la réalité et nous nous souvenons, alors que journaliste débutant vers 1978, nous tentâmes d'enquêter sur lui, les directions de journaux auxquelles nous proposâmes le sujet nous éconduirent toutes, chacun des rédacteurs en chef nous félicitant pour notre courage et nous conseillant d'aller chercher ailleurs un confrère assez fou pour nous publier. À son décès, un réel hommage, même s'il fut certainement le plus irrévérencieux, lui sera rendu par ce fin connaisseur de la politique française qu'est Stéphane Denis sous le titre « Le Danube de la presse est mort », allusion pas du tout discrète à cet autre « Danube de la pensée », le dictateur roumain Ceaucescu renversé quelques semaines auparavant (3). C'est certainement la meilleure description physique de ce personnage hors du commun, pas très éloignée de celle du colonel Bo Gritz d'*Apocalypse Now*: « Comme son homonyme Christian, peintre-décorateur passé à la postérité sous le nom de "Bébé", Georges Bérard-Quélin avait un physique sorti d'une représentation de Michel Strogoff au Châtelet. Des yeux de femme fardée sous un crâne ovoïde, l'air d'un monsieur important sur un mètre cinquante, le président-directeur-général de la Société générale de presse n'en savait pas moins jouer d'un charme indiscutable qui venait de son goût, particulier et insatiable, pour la collection de ses semblables. Il aimait rencontrer les gens, ne supportait pas de ne pas les connaître, et n'avait pas son pareil pour transformer autant d'amitiés en autant d'abonnements. »

Un garçon souffreteux

Il s'agit en réalité de Georges Quélin, qui rajoutera Bérard plus tard à son véritable patronyme, reprenant très tôt le nom de jeune fille de sa mère. Georges, Albert Quélin est donc né le 25 septembre 1917 à Villeurbane (Rhône) de Joseph Quélin et d'Antoinette Bérard. Il devait demander à changer légalement son nom à la fin des années 70. Ce qui fut obligeamment fait par le ministère de la Justice dans un décret du 1er juillet 1971 s'appliquant à lui-même mais aussi à ses fils Laurent et Patrick et à sa fille Marianne. Il est le fils de petits commerçants, Joseph et Antoinette Bérard, et nullement de gros commerçants influents comme le laissera croire la légende. Son enfance ne sera pas des plus heureuses car, selon son hommage funèbre (4) « il avait bénéficié moins que la plupart d'entre nous de l'appui moral et matériel de sa famille; en outre ses jeunes années avaient connu des problèmes de santé: une grave affection cardiaque, qui a fini par le terrasser il y a quinze jours, avait pris racine en lui dès son enfance; pendant soixante ans, ses proches ont tremblé pour lui. » Il était en effet de santé fragile et fut réformé pour affection cardiaque (classe 1937). Comme on le verra, il s'engagera toutefois en 1945, après un second refus. Il habitera pratiquement jusqu'à vingt ans chez ses parents et fréquentera l'école privée, mais recevra pour l'essentiel des cours particuliers, n'allant que rarement à l'école.

Sans doute amateur de palimpsestes, cet homme s'étant toujours employé à brouiller avec ravissement les pistes, à mélanger talentueusement légende et vérité, truffant avec brio ses biographies de détails souvent invérifiables pour ses futurs biographes (ses notices successives au *Who's Who* s'enrichissent de détails passés), il était extrêmement difficile pour un modeste biographe de tenter de retracer son histoire. Nous pensons toutefois que son itinéraire s'inscrit comme suit (5).

Du séminaire au marbre

« J'ai été élevé dans une ville où la discrétion était de rigueur. Pendant longtemps, j'ai préféré la discrétion (...) Adolescent, je n'envisageais que deux carrières possibles: la prêtrise ou le journalisme. Très vite, j'ai renoncé au sacerdoce, m'étant éloigné du catholicisme. Sous l'influence de mon professeur d'histoire, alors que je terminais mes études secondaires, j'ai commencé à collaborer à une revue littéraire lyonnaise, *La Flamme*. J'y assurais d'abord la chronique des livres, puis le secrétariat de rédaction (6). » Dès l'âge de dix-sept ans, il a donc collaboré à une très petite revue littéraire régionale de Lyon, *La Flamme*. D'après nos recherches, c'est à 17 ans, en 1934 qu'il rejoignit cette modeste revue littéraire, et il en fut secrétaire de rédaction jusqu'en 1936. Il rejoignit ensuite un quotidien local, *Le Lyon républicain*, comme correcteur de nuit, tout en poursuivant semble-t-il des études. Par la suite, il sera affecté aux informations locales. En parallèle, dès 1934, il devait collaborer modestement à deux hebdomadaires lyonnais (Lyon était une des villes-phares du radicalisme avec Édouard Herriot), *Le Démocrate*, organe de la fédération du Parti radical socialiste (à laquelle il a affirmé avoir adhéré en 1935 à 18 ans), et à *L'Avenir socialiste*. « Un article paru sous ma signature dans cet hebdomadaire, article consacré à l'avortement qui était alors un sujet tabou, me valut quelques difficultés et des menaces de poursuites judiciaires qui furent abandonnées vu mon jeune âge. » Par la suite, il affirmera avoir été secrétaire général de l'Association lyonnaise des étudiants (1936-1938). Touche à tout, il participera aussi dans ce Lyon de l'avant-guerre, où la télévision n'existait pas encore, à la fondation d'un petit hebdomadaire d'actualité lyonnaise, *Ici-Lyon*, dont le premier numéro parut le 12 octobre 1935 et dont il sera le rédacteur en chef. *Ici-Lyon* ne durera que dix-huit mois, se transformant en l'« organe corporatif des professionnels du cinéma », *Ciné Sud-Est*. Effectuant cent métiers en rapport avec le journalisme, il s'occupe également d'articles para-journalistiques comme les mots croisés, sous la forme du journal *La Roue des mots croisés*, dont on ne sait s'il connut un grand succès. Envisageant un temps de s'expatrier au Brésil faute de rencontrer un succès dans la profession à laquelle il aspire d'adhérer (il n'a pas encore de carte de journaliste), il vivote alors s'occupant de diffusion de mots croisés, de placement de calendriers, etc. Il aurait alors signé (ou peut-être trois ans plus tard) aux éditions La Flamme de Lyon (du nom de la modeste revue littéraire à laquelle il collabora) un ouvrage intitulé *Essai sur Condorcet et l'esprit*

de la Révolution française sous le pseudonyme de Paul Dorval (7). Par la suite, il utilisera les pseudonymes de Paul Dorval, d'Albert Girard et de Fatty, sans doute une allusion à son embonpoint.

À la suite, semble-t-il, de difficultés matérielles et morales, il quitte Lyon en décembre 1937 pour la capitale voisine, Grenoble, et entre au quotidien catholique *La République du Sud-Est*, l'un des trois quotidiens dauphinois d'alors. Il y exerce en fait la critique cinématographique, à laquelle il s'est formé à *Ici-Lyon*, tout en collaborant épisodiquement à quelques journaux parisiens (*L'Intransigeant*, *La Gazette de Lausanne*, *Le Journal de Genève*, *Le Mémorial de la Loire*, etc.). C'est à cette époque qu'il aurait terminé une licence d'histoire et de géographie avec Raoul Blanchard, spécialiste de géographie physique (8). Rédacteur, secrétaire de rédaction, puis secrétaire général adjoint de la *République du Sud-Est*, il en serait devenu au début de 1940 le correspondant parisien (et ce qu'il appelle « le directeur du bureau parisien », alors qu'il n'y avait sans doute qu'un seul employé, lui-même, travaillant semble-t-il à domicile), cumulant cette fonction avec celle de correspondant de *La Tribune de Saint-Étienne*. En outre, il avait fondé en 1937 *La Correspondance de presse*, une très modeste agence de presse qui devait fournir des publications périodiques à des quotidiens de province, des chroniques et « articles de variétés ». Ce qui lui aurait permis de disposer de quelques revenus supplémentaires, « compte tenu de l'extrême modicité des traitements des journalistes de l'époque ». Il en conservera pratiquement le titre et le développera à Paris tant durant l'occupation allemande qu'après.

Une avocate pour la réconciliation franco-allemande

Le 19 avril 1940, il épouse à Grenoble (et non à Paris) une avocate, Henriette, Thérèse, Jeanne Vauzelle, dont, avant de divorcer (jugement du tribunal civil de la Seine du 5 mai 1948 aux torts de l'époux), il aura deux enfants, Nicole et Patrick. Née le 26 avril 1915 à Angoulême, Henriette Vauzelle est avocate à la Cour d'appel de Grenoble (collaboratrice de Me Ferrere). Elle a obtenu sa licence en droit à l'université de Grenoble en juillet 1936 et s'est inscrite au stage du barreau de Grenoble le 27 juillet 1936. C'est dans cette ville qu'elle rencontrera sans nul doute le jeune journaliste Georges Bérard-Quélin, peut-être au Palais de justice où il suivait les faits divers. Mais pratiquement au même moment, un événement imprévu interdit tout voyage de noces aux jeunes époux. Par arrêté du 4 avril 1940 pris par le préfet de l'Isère, M. Surchamps, arrêté qui prendra effet quelques jours plus tard, elle fait l'objet d'une suspension d'activité et sera placée en résidence forcée à Monsols, dans le Rhône (sur injonction de Georges Mandel, selon certaines sources policières que nous n'avons pu vérifier), étant accusée de « sympathies pro-allemandes avérées » à un moment où l'armée allemande envahissait la terre française. Certains documents consultés prétendent également qu'elle aurait été l'avocate de l'ambassade d'Allemagne, mais il nous a été impossible de vérifier cette assertion, donnée sous toutes réserves.

En revanche, lors de l'un de ses interrogatoires, Georges Bérard-Quélin reconnaîtra la véracité de ces éléments, admettant tout simplement que sa femme « s'était occupée du rapprochement des étudiants français et allemands sur le plan culturel jusqu'en 1939. C'est pour cette raison qu'elle fit l'objet d'une assignation à résidence dans le canton de Beaujeu (Rhône), à compter de fin avril 1940 jusqu'en septembre 1940. L'interdiction a été levée sur intervention de personnes ayant bien connu ma femme, le Dr Souzy-Fenestraz, le professeur Trillat, M. Arnold, député de l'Isère, le président Herriot, etc. » L'arrêté aurait été finalement annulé sur arrêt du 26 septembre 1940 sur l'intervention de Fernand de Brinon et de Pierre Laval.

Cela suppose donc que Georges Bérard-Quélin, alors correspondant à Paris, pratiqua une incessante navette entre la Seine et le Rhône, le jeune mari ne devant sans doute pas abandonner de gaîté de cœur sa jeune épouse. À l'époque, il se dit publiciste et reporter à *La Tribune de Saint-Étienne*, et, selon certaines sources, c'est à ce moment qu'il aurait finalement publié son ouvrage sur Condorcet, qui ne laissera pas de trace marquante dans les mémoires. Au même moment, durant cet été 1940 où se joue le sort de la France, il s'emploie également à la parution d'un ouvrage dont cet homme attiré alors par les à-côtés du journalisme (recettes de cuisine, mots croisés, vie pratique, etc.) aurait acheté les droits d'auteur de *Le Livre au foyer*, un ouvrage de conseils domestiques à l'usage de la ménagère fort d'environ 200 pages. Un ouvrage certainement excellent et qui aurait été un succès durant l'Occupation mais qui ne paraîtra malheureusement pas. Nous n'en avons pas trouvé trace du moins, et Georges Bérard-Quélin ne l'a jamais revendiqué parmi ses multiples activités et productions.

La France au Travail

Au début de l'Occupation, Bérard-Quélin a 23 ans. Au tout début du mois d'octobre 1940, voulant se faire une place dans le journalisme, il s'installe finalement à Paris, d'abord quelques jours au 12, rue Kepler (Paris XVIe), puis au 17, rue Pierre Nicole (Ve arrondissement), qui lui sert à la fois de domicile et de bureau pour ses activités annexes. Disposant déjà de quelques relations dans les milieux de presse, il rencontre surtout Henri Jeanson, alors rédacteur en chef d'*Aujourd'hui* (11), qui le 10 du même mois l'aurait fait entrer au quotidien *La France au travail* en qualité de secrétaire général de la rédaction aux appointements de 5 000 F par mois. Cette information, parfois reprise, du jeune provincial débarquant sans relation ni situation personnelle et se retrouvant un poste de responsabilité d'un important quotidien de l'Occupation, cadre mal avec la réalité. Il faut en effet savoir que le secrétaire général de la rédaction était alors l'un des seuls journalistes, voire le seul, mensualisé à la différence des autres collaborateurs. Il fallait donc disposer d'un entregent important ainsi que d'une pratique professionnelle rodée pour prétendre à un tel poste. Or, le secrétaire général de l'époque de *La France au Travail* (123, rue Montmartre)

que Bérard-Quélin doit remplacer n'est pas n'importe qui. Il s'agit tout simplement d'Henry Coston, grand spécialiste des questions politiques, juives et maçonniques, qui disposait alors de quelques relations au sein de la presse (12). Henry Coston, qui travaillait jusqu'alors à *Paris-Soir*, avait été débauché par M[e] Picard, un ancien de la Solidarité française, et Jean Drault (de son vrai nom Gendrot, compagnon de lutte d'Édouard Drumont, inventeur de l'immortel Chapuzot), directeur politique, pour prendre en main ce journal populaire alors très à gauche (Henry Coston emploie l'expression « cocoïsant et pas du tout lavaliste ») en main et qui tirait à 180 000 exemplaires. Pas grand-chose donc à voir avec *La République du Sud-Est*. Devaient également participer à cette aventure de nombreux militants chevronnés de la collaboration franco-allemande : Jacques Dyssord (baron de Bellaing), l'écrivain et combattant Jean Fontenoy, le critique Julien Courtine engagé par Coston (le futur critique gastronomique La Reynière du *Monde*), qui venait des Camelots du Roi et qui sera recruté par Henry Coston, Paul Albert, Henri Philippon (un ami intime d'Albert Simonin), Jacques Ditte (ancien rédacteur en chef de *L'Ami du peuple* de François Coty et beau-frère de Paul Reynaud), Paul Bénédix (collaborateur du *Courrier royal* du Comte de Paris). Selon Henry Coston, c'est Otto Abetz (13), et non Jeanson, qui, selon ses souvenirs, aurait imposé la présence de Georges Bérard-Quélin à *La France au Travail*. Il se souvient de sa première rencontre avec ce dernier comme si c'était hier : « C'était vers septembre ou octobre 1940. Un petit bonhomme, déjà replet, entre comme chez lui. J'étais au marbre. Il me dit : "Je suis le nouveau premier secrétaire de rédaction." Je réponds : "Première nouvelle". L'autre réplique : "On va venir vous le dire." De fait, Picard arrive et, très embarrassé, me dit : "On me l'impose." J'ai quitté mon bureau, mais je suis toutefois resté à *La France au travail* où je dépendais administrativement de Bérard-Quélin. J'ai continué à écrire ce que je voulais et il choisissait ce qu'il voulait passer dans ma rubrique *À la lanterne*. Peu à peu, il m'a remplacé dans toutes mes autres fonctions. Début décembre 1940, il était très nerveux, et nous a tous convoqués un jour boulevard Saint-Michel, près de la librairie Médicis, dans un restaurant, où il a déclaré aux principaux collaborateurs présents : "Il y a un complot. Laval veut réduire *La France au Travail* à un journal quasi officiel de Vichy à Paris. Il faut prendre nos responsabilités." Quelques jours plus tard, il était mis à la porte par le rédacteur en chef Georges Oltramare (dit Charles Dieudonné, ancien député de Genève) et remplacé par Jean Fontenoy, ancien collaborateur de Jacques Doriot, bien qu'il ait bénéficié du soutien de Otto Abetz. Ce dont je me souviens, tout comme ma future femme, Gilberte, dont les parents tenaient le café en face de nos bureaux, c'est qu'il passait son temps au téléphone du café pour joindre en permanence l'ambassade d'Allemagne. J'en suis certain car la cabine avait été prise sur la cuisine, ce qui fait qu'on entendait toutes les conversations. Je m'en souviens parfaitement (14). » Durant ces quelques semaines, Mme Henriette Bérard-Quélin aurait tenu, selon certaines sources, la rubrique judiciaire de *La France au Travail* (semble-t-il sous pseudonyme puisque son nom n'apparaît pas), encore que cette collaboration dut être limitée puisqu'elle accoucha d'une fille, Nicole, le 6 novembre 1940 à Paris XV[e].

La Correspondance de presse

Dans les premiers mois de 1941, Bérard-Quélin se décide finalement à relancer, avec son épouse un temps comme secrétaire, sa modeste *Correspondance de presse*, dont le but était la diffusion d'articles et de documents divers pour les journaux de province qui souhaitaient obtenir des informations en provenance de la capitale. Ses bureaux seront 24, rue du 4 septembre (Paris II[e]) puis 4, Cité Vaneau (Paris VII[e]). *La Correspondance de presse* est d'évidence plus un modeste bureau correspondant de journaux de province qu'une agence de presse au sens propre du terme. Rien à voir avec la puissante Agence Inter-France par exemple. *La Correspondance* fonctionne d'une manière marginale en marge du Groupement corporatif de la presse française et des autorités d'occupation allemande. « B-Q » suit ainsi les conseils d'un de ses protecteurs, Pierre Blanchonnet, directeur de *La Tribune de Saint-Étienne*. Cet éditeur, né à Domérat (Allier) le 25 décembre 1897, était entré dans la famille Gintzburger en épousant Albine Soulié. Il abandonna alors sa carrière d'inspecteur de l'enregistrement pour entrer au journal de sa belle famille, *La Tribune républicaine de Saint-Étienne*, dont il dirigea les services parisiens (1929-1939) avant d'en assurer la direction générale (1939-1943). Cette *Tribune* tirait à 200 000 exemplaires et rayonnait sur toute la région. Le quotidien avait été fondé par les Gintzburger, famille d'israélites alsaciens établis dans le Forez au XIX[e] siècle, avec l'appui de Waldeck-Rousseau. « Par leur journal, ils furent les pionniers du radicalisme dans toute cette partie de la France (15). » Après la Seconde Guerre mondiale, Blanchonnet anima *Ici-Paris*, qu'il avait fondé avec René Cassin. Il sera par ailleurs vice-président de la Fédération nationale de la presse hebdomadaire et périodique.

« Pierre Blanchonnet me conseilla, raconte Bérard-Quélin, d'établir un service de correspondance de journaux pour fournir aux journaux de province des éléments techniques (...) C'est ainsi que j'ai créé *La Correspondance de presse* à Paris (...) Je travaillais seul, j'utilisais les services d'une seule dactylo, une juive d'ailleurs, qui m'avait été désignée par Jean Guignebert (16), l'après-midi seulement. Je n'ai sollicité aucune autorisation, même de la carte professionnelle (...) Les services à faire aux journaux étaient : fourniture de dessins humoristiques, mots croisés, clichés et art de mode, conseils de la bourse, cours des marchés aux bestiaux à Paris, horoscopes, recettes ménagères, et plus tard contes et nouvelles, à l'exclusion de tout article politisé, social, économique, etc. » Ses clients sont alors divers quotidiens de province, dont *Le Petit Provençal de Marseille*, *Le Mot d'ordre de Marseille*, *La Montagne de Clermont-Ferrand*, *La Tribune républicaine de Saint-Étienne*, *L'Écho du Nord de Lille*, etc.

En juillet 1942, « B Q » est mis dans l'obligation de cesser son activité par les autorités allemandes (service de la presse) qui lui reprochent de fonctionner « irrégulièrement et sans autorisation ». Toute parution « était en effet alors soumise à la censure », mesure dont Georges Bérard-Quélin se serait dispensé, ce qu'il confirme : « Ce service fonctionna jusqu'en juillet 1942, date de l'intervention de



La

CORRESPONDANCE DE PRESSE

114, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS-8e

TÉL. ÉLYSÉES 84-35 — (6 LIGNES GROUPÉES)

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : CORRESPOPRESS-PARIS

COMPTE CHÈQUES POSTAUX PARIS 3.092-24

Réf. H. Ab 9

Le 5 Octobre 1943

Monsieur,

Je vous donne ci-dessous quelques renseignements confidentiels. Il est bien entendu qu'ils ne doivent servir qu'à votre information personnelle et ne sauraient, en aucun cas, être diffusés.

Venu à Paris pour 48 heures, le Président Laval a prolongé son séjour pendant près d'une semaine et a pris contact avec les divers représentants des autorités d'occupation. Une fois de plus, malgré l'importance de ces conversations, il est apparu très difficile d'aboutir sur certaines questions essentielles, à des solutions pratiques immédiates, faute d'une autorité responsable unique, susceptible du côté allemand, soit de prendre une décision, soit d'en provoquer une à Berlin.

Le premier résultat du voyage Laval a donc été de faire transmettre au Führer le voeu du Gouvernement Français de voir nommer un ambassadeur du Reich à Paris. Dans les milieux généralement bien informés, on considère que M. Schleier, Ministre d'Allemagne à Paris, qui vient de passer trois semaines au Grand Quartier Général d'Hitler, pourrait être nommé à ce poste.

L'augmentation de la ration de pain de 750 Grammes par mois, dont je vous ai entretenu la semaine dernière, met le consommateur de France en égalité avec le consommateur d'Allemagne. Ajoutons que pour compléter cette augmentation qui a paru faible, le Gouvernement fait fabriquer des pâtes alimentaires en quantités accrues. Elles viendront compléter nos rations d'hiver et de toutes façons, constituent une réserve qui peut devenir vitale, dans l'éventualité de troubles toujours possibles.

En ce qui concerne les augmentations de salaires, le Président Laval estime qu'il y a tout lieu d'être optimiste.

La main-d'oeuvre et les prisonniers ont également fait l'objet de nombreux échanges de vues. Sur le premier point, situation inchangée : pas de nouveaux départs pour l'Allemagne, en dehors des réfractaires récupérés. La classe 43 sera affectée à des travaux en France. Rien de nouveau pour les chantiers de jeunesse. Pour les prisonniers, un premier résultat est acquis. Les rapatriements individuels d'officiers de réserve, suspendus après l'évasion de Giraud, vont reprendre, ce qui va permettre de liquider certains cas restés en suspens et concernant les catégories déjà rentrées. Cela intéresse, d'après les statistiques Scapini, un millier d'officiers de réserve environ.

Sur le plan intérieur, le Président Laval a profité de la réunion à l'Hôtel de Ville des édiles de la Seine, pour tâcher de renforcer sa position à la suite des intrigues de Vichy dont je vous ai longuement parlé, ainsi que de l'attitude prise à Paris par M. Marcel Déat, accusant, dans son discours au Congrès du R.N.P., le Gouvernement de se dérober à ses

Reçu le 25/6 Rés

Première page d'une Correspondance de Presse *hebdomadaire datée du 5 octobre 1943. Georges Bérard-Quélin indique dans sa biographie que cette revue n'est parue que de 1940 à 1942.*

M. Casadessus, délégué de la Corporation de la presse, où je fus mis dans l'obligation de cesser toute activité par ordre des services de presse allemands qui me reprochaient de fonctionner illégalement et sans autorisation (...) J'ai réuni des lettres de journalistes qui précisaient qu'ils avaient besoin d'un service à Paris (...)

14 Octobre 1943

Je vous ai entretenu dans mes courriers précédents des négociations menées par le Président Laval avec les autorités d'occupation, au cours de ses différents voyages à Paris. Il est revenu dans la capitale le mardi 5 Octobre afin de rencontrer le maréchal Von Rundstedt, de passage à Paris alors qu'il se rendait au G.Q.G. allemand. Les conversations se sont déroulées tard dans la nuit, dans une atmosphère de compréhension, souligne-t-on dans les milieux gouvernementaux; le Président Laval est reparti mercredi vers 8 heures du matin. Certains milieux pensaient que cette rencontre serait suivie d'une entrevue immédiate Hitler-Laval, le maréchal Von Rundstedt pouvant convier, disait-on, le Président Laval à l'accompagner dans son voyage. IL n'en a rien été, et il ne semble pas qu'une telle rencontre soit imminente, les circonstances actuelles ne s'y prêtant pas et l'utilité ne s'en faisant pas sentir.

Certaines questions en suspens que je vous ai déjà signalées ont reçu une solution partielle. C'est ainsi que le Majestic a accepté une augmentation des salaires dans les mines, y compris dans celles du Nord & du Pas-de-Calais

La menace qui pesait sur les Chantiers de Jeunesse est écartée. Les 38.000 hommes réclamés par les services du Gauleiter Sauckel resteront en France et les Chantiers de Jeunesse ne seront pas dissous. Le Général de la Porte du Teil, qui en est le chef, a passé un accord avec M. Bichelonne pour l'utilisation rationnelle des jeunes des chantiers. 7.000 d'entre eux vont être dirigés sur les Landes où ils effectueront d'importants travaux.

Des négociations, menées depuis plusieurs mois en vue de renforcer l'armement de la Police et de la Garde, ont obtenu satisfaction partielle.

La difficulté la plus immédiate à laquelle le Gouvernement se heurte est celle du terrorisme. Après le Conseil des Ministres de Samedi, d'importantes conférences ont eu lieu entre le Chef du Gouvernement, les dirigeants de la Police, lesIntendants de la Police et les Procureurs Généraux. Le Chef du Gouvernement a donné des instructions formelles; les terroristes pris en flagrant délit les armes à la main doivent être abattus. Cependant, les actes de terrorisme se multiplient. Un des plus importants a été dirigé contre la centrale électrique de Chalon s/Saône et un autre contre la centrale électrique du Creusot. L'organisation terroriste reçoit quotidiennement des armes, mitraillettes et mitrailleuses lourdes, envoyées par parachutes. En dehors des noyaux communistes français, elle dispose des cellules communistes italiennes fortement encadrées, en particulier: l'Unione Popolare Italiano qui groupe 40.000 adhérents; la Section italienne de la C.G.T. avec 30.000 adhérents; les 9.000 combattants anti-fascistes italiens et 5 à 6.000 combattants ayant pris part à la guerre civile en Espagne et qui sont rentrés en France après la victoire de Franco.

Afin de parer à cette situation, les autorités allemandes ont décidé de procéder au recensement des Italiens résidant en France; cette mesure permettra également de les astreindre au service obligatoire du travail.

Un train de 400 ingénieurs agronomes rapatriés est attendu incessamment à la suite des accords Scapini queje vous ai signalés.

M. Albert Lebrun qui, ainsi que vous le savez, avait été arrêté par les allemands alors qu'il se rendait en Suisse, vient d'être remis en liberté à la demande du Gouvernement. Le général de division Challe, sa femme et ses fils ont éyé arrêtés dans leur propriété [illegible] (Cher). Le directeur général du ravitaillement de la [illegible], à qui on reproche certaines irrégularités, a été arrêté à [illegible].

Présentation différente d'une première page d'une Correspondance de Presse *hebdomadaire datée du 14 octobre 1943.*

Une intervention de Mme Foussarigues, secrétaire général au Groupement des agences de presse, auprès de M. Casadessus, le fit revenir sur sa décision. Il intervint auprès des Allemands qui levèrent l'interdiction un mois après en août 1942. Je n'ai toutefois pas obtenu la carte professionnelle. » Très courageusement, il refu-

sera par ailleurs, selon ses dires, de voir son agence rachetée pour trois millions de F par la propagande allemande qui souhaitait utiliser ce canal « apolitique » pour diffuser en sous-main des nouvelles pro-nazies.

L'interdiction une fois levée, il se fera inscrire régulièrement au Groupement national des agences, présentant un registre du commerce de Paris (RC 767 689, avec pour première domiciliation 17, rue Pierre Nicolle, 75005 Paris), mais n'aurait pas demandé d'autorisation aux autorités allemandes selon ses dires. Il continue dans la lignée de ses activités précédentes, sans doute d'une manière élargie, comme cela ressort du très officiel *Annuaire de la Presse*, publié en zone occupée dans son édition de 1942-1943, où il fait inclure une longue notice. La notice est environ trois fois plus longue que celle d'*Inter-France*, pourtant première agence collaborationniste, animée par Dominique Sordet. On y lit: « Agence *La Correspondance de Presse*. 4, Cité Vaneau, Paris (VII[e]) (...) 5 lignes groupées. Dir. gén.: Georges Bérard-Quélin (...) Bureau à Vichy: Dir., Roger Dardenne, 10, rue Sornin (...) Quelques services de *La Correspondance de Presse*: Dessins et bandes humoristiques. Mots croisés. Caricatures. Dépouillement et analyse du Journal officiel. Cours de la Bourse. Pronostics et résultats des courses. Résultats sportifs. Cours des halles et des marchés. Nominations et nouvelles de la S.N.C.F. Programmes et chroniques radiophoniques. Revue de la presse française et étrangère. Toutes pages ou chroniques spécialisées: économique, sociale, religieuse, coloniale, militaire, maritime, agricole, scientifique, juridique, littéraire et artistique, médicale, vétérinaire, sportive, magazine, etc. Articles signés par les plus éminents écrivains et hommes politiques. Leaders, Lettres, Échos de Paris, Lettres, Échos de Vichy. Articles de variétés et documentaires. Reportages. Enquêtes. Romans. Contes. Récits romancés. Interviews. Tout ce qui concerne la femme. La maison, l'enfant, la santé, la beauté, la mode, la cuisine, etc. Graphologie, éphémérides. Billet du jour. *La Correspondance de Presse* étudiera, sur votre demande, toutes questions vous intéressant. Demandez-nous notre documentation détaillée. » Que de travail pour un seul homme, si l'on se rappelle que Georges Bérard-Quélin travaillait normalement seul, avec une seule secrétaire. Comme on le verra un peu plus loin, *La Correspondance de presse* devait fonctionner avec trois annexes: Pressimac (clichés photographiques), l'Agence française littéraire et artistique, l'Agence générale de diffusion et d'information.

En parallèle, selon certaines sources, il aurait fait paraître une revue dénommée *Visages d'hier et d'aujourd'hui*, dont les premiers numéros devaient être ou furent consacrés à Pétain, Darlan et le général Hutzinger, mais dont on ignore même si elle a jamais existé ou si elle ne fut qu'un projet (17).

Une double *Correspondance de Presse*

C'est semble-t-il vers octobre 1942 que Georges Bérard-Quélin élargit son activité dans le cadre de *La Correspondance de presse* en rédigeant à l'intention de ses cor-

respondants abonnés des « lettres confidentielles » hebdomadaires de quatre à huit pages traitant de l'actualité politique, économique et sociale, tapées à la machine (18). Comme après la guerre, il s'agit d'informations personnelles et souvent précises (même si les noms sont souvent absents), parfois puisées à bonne source, et délivrées sans appréciation ni jugement personnel même si la phraséologie retenue est celle de l'autorité au pouvoir (emploi du terme « terroristes » pour les résistants-patriotes par exemple). En voici quatre exemples:

- La difficulté la plus immédiate à laquelle le gouvernement se heurte est celle du

AGENCES FRANÇAISES DE PRESSE 91

AGENCES FRANÇAISES DE PRESSE

A. F. I. P. — 13, place de la Bourse.

AGENCE LA CORRESPONDANCE DE PRESSE. — 4, cité Vaneau, Paris (7[e]). — Tél. Inv. 13-11 (5 lignes groupées). — Dir. gén., Georges BÉRARD-QUELIN. — Compte chèques postaux 3092-24. — Adresse télégraphique : Correspopress-Paris. — Métro Solférino. — Bureau à Vichy : Dir., Roger DARDENNE, 10, rue Sornin. — Tél. 24-14. — **(Voir annonce page 90.)**

QUELQUES SERVICES DE LA CORRESPONDANCE DE PRESSE :

Dessins et bandes humoristiques. Mots croisés. Caricatures. Dépouillement et analyse du *Journal officiel*. Cours de la Bourse. Pronostics et résultats des courses. Résultats sportifs. Cours des halles et marchés. Nominations et nouvelles de la S. N. C. F. Programme et chronique radiophoniques. Revue de la Presse française et étrangère. Toutes pages ou chroniques spéciales : économique, sociale, religieuse, coloniale, militaire, maritime, agricole, scientifique, juridique, littéraire et artistique, médicale, vétérinaire, sportive, magazine, etc., etc. Articles signés par les plus éminents écrivains et hommes politiques. Leaders, Lettre, Échos de Paris. Lettre, Échos de Vichy. Articles de variétés et documentaires. Reportages. Enquêtes. Romans. Contes. Récits romancés. Interviews. Tout ce qui concerne la femme. La maison, l'enfant, la santé, la beauté, la mode, la cuisine, etc... Graphologie, éphémérides. Billet du jour.

La Correspondance de Presse étudiera, sur votre demande, toutes questions vous intéressant. Demandez-nous notre documentation détaillée.

C. O. F. E. P. — (Coopérative française des écrivains de presse). — 114, Champs-Élysées.

INTER-FRANCE. — Agence Nationale d'Informations de Presse, 27, rue de la Michodière. — Tél. Central 32-81 et 56-62. — Dir. gén., Dominique SORDET. — Dir., Marc PRADELLE. — Réd. en chef, Georges VIGNE. — Secr. gén., DU TERRAIL.

L'Agence Inter-France édite un bulletin à l'usage des quotidiens, des bulletins à l'usage des hebdomadaires et périodiques, et met à la disposition de ses abonnés des services de documentation rédactionnelle, technique et professionnelle.

INTER-FRANCE INFORMATIONS. — 27, rue de la Michodière. — Tél. Central 32-81 et 56-62. — Gérants, ALERME et SORDET. — Dir. adj., DELAVENNE. — Dir. des Services de Réd., René GAST.

Toutes informations françaises et étrangères.

OFFICE FRANÇAIS D'INFORMATION. — Siège central à Vichy : Hôtel de la Paix. — Paris, 13, place de la Bourse .

PRESSE-INFORMATIONS. — Agence rédactionnelle et télégraphique. — 7, avenue Victor-Emmanuel-III. — Tél. Elysées 20-88 et 91-59. — Dir., M. MORANCÉ.

Spécialisée dans l'envoi d'un bulletin hebdomadaire à la Presse de Province et d'un bulletin quotidien de commentaires.

SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES. — 114, Champs-Élysées.

Liste des agences de presse figurant page 91 de L'Annuaire de la Presse, *publié en zone occupée (Édition 1942-1943).* La Correspondance de presse *y figure en bonne place.*

terrorisme. Après le Conseil des ministres de samedi, d'importantes conférences ont eu lieu entre le Chef du gouvernement, les dirigeants de la police, les intendants de la police et les procureurs généraux. Le chef du gouvernement a donné des instructions formelles : les terroristes pris en flagrant délit les armes à la main doivent être abattus. Cependant les actes de terrorisme se multiplient. Un des plus importants a été dirigé contre la centrale électrique de Chalon-sur-Saône et un autre contre la centrale électrique du Creusot. L'organisation terroriste reçoit quotidiennement des armes, mitraillettes et mitrailleuses lourdes, envoyées par parachutes. En dehors des noyaux communistes français, elle dispose des cellules communistes italiennes fortement encadrées, en particulier : l'Unione populare Italiano qui groupe 40 000 adhérents, la section italienne de la CGT avec 30 000 adhérents, les 9 000 combattants antifascistes italiens et 5 000 à 6 000 combattants ayant pris part à la guerre civile en Espagne et qui sont rentrés en France après la victoire de Franco (14 octobre 1943).

- Nous vous avons entretenus de la vague grandissante de terrorisme qui sévit en France. Au cours de la semaine dernière, la répression s'est développée dans les Savoies. À Chambéry, une personnalité militaire importante a été arrêtée ; la police a trouvé sur elle le détail des dépôts d'armes ainsi que l'indication des refuges de bandes de réfractaires dans la région. Une opération a été réalisée en quelques heures à la suite de cette découverte (5 octobre 1943).

- Le sort des ouvriers français travaillant en Allemagne va se trouver amélioré du fait d'un récent accord qui les fait bénéficier de tous les avantages réservés aux ouvriers allemands par le Front du Travail (Arbeits Front). Jusqu'ici seuls, parmi les ouvriers étrangers, bénéficiaient de ces avantages les ressortissants des pays alliés de l'Axe (17 février 1943).

- Point n'est besoin, pour inquiéter le monde entier, que l'avance russe se poursuive. La preuve est faite que le colosse moscovite possède encore d'énormes réserves en hommes et en matériel et l'acquisition de cette conviction sème en l'esprit de tous un germe de terreur qui, pour peu qu'il gagne l'esprit des chefs d'État, pourrait, une fois de plus, donner à la diplomatie le pas sur les événements militaires (11 février 1943).

R.G. Nobécourt donne quelques renseignements complémentaires sur *La Correspondance* : « Je ne citerai guère non plus *La Correspondance de presse* dont la plupart des nouvelles ne concernent pas les quatre grands thèmes que j'ai retenus. Chacune d'elles, hebdomadaire, commence toujours par la phrase (19) : "Cher Monsieur, je vous donne ci-dessous les quelques renseignements que vous m'avez demandés. Il est bien entendu qu'ils ne doivent servir qu'à votre information personnelle et ne sauraient en aucun cas être publiés." La série que j'ai consultée va du 5 janvier au 17 février 1943 ; elle reprend le 15 septembre, ayant changé d'adresse, en indiquant que l'envoi de ces lettres a dû être interrompu "il y a quelques mois" et elle s'arrête de nouveau le 20 octobre. Continua-t-elle ? Une autre série, en tout cas, verrait le jour beaucoup plus tard. » Allusion directe ici à la (re)création de *La Correspondance de (la) presse* par Georges Bérard-Quélin bien après l'Occupation.

À l'interrogation de Nobécourt sur la pérennité de cette entreprise, on répondra par l'affirmative puisque nous disposons d'une lettre de Georges Bérard-Quélin (20) se proposant de transmettre à son correspondant l'intégralité des Correspondances de presse « parues du 1er novembre 1942 au 1er novembre 1943 » et où rien n'indique qu'à la date du 18 novembre cette publication eût une quelconque intention de s'arrêter. Selon Georges Bérard-Quélin (21), *La Correspondance de presse*, tirée environ à 350 exemplaires, serait parue très exactement du 1er novembre 1942 au 1er mars 1943, date à laquelle elle s'interrompit (semble-t-il à la suite d'une dénonciation d'un responsable d'une agence de presse concurrente, Presse-Info), avant de redémarrer le 15 septembre 1943, « en intensifiant encore les renseignements tant sur le plan politique intérieure que sur le plan (de la) politique extérieure, économique, sociale et financière. » Nous disposons en outre d'une précieuse *Correspondance de presse* hebdomadaire datée du 26 juin 1944, donc très après la date de « 1942 » donnée en général comme arrêt de ses activités par Georges Bérard-Quélin.

Les Allemands ont décidé, à la suite des événements d'Italie, que le taux de change serait fixé à 10 lires au lieu de 7 pour 1 mark. Consulté, le Ministre des Finances a donné son accord pour que le cours du franc soit aligné sur cette parité.

Au marché libre, le franc belge, qui était officiellement stabilisé à 1,60, est demandé depuis quelques jours à 1,902, à la suite de bruits qui courent au sujet d'un accord conclu à Londres entre le Gouvernement Belge et le Gouvernement Anglais pour la stabilisation du franc belge.

Croyez, Monsieur, à l'expression de mes meilleurs sentiments.

LE DIRECTEUR GENERAL

Chaque numéro de La Correspondance de Presse *était personnellement signé par Georges Bérard-Quélin.*

Il demeure que les données qui y sont contenues n'ont aucun caractère de collaboration marquée. Bien au contraire, nombre des renseignements, certainement confidentiels, risquaient d'attirer quelques ennuis à leur auteur. Il est précisé qu'« elles sont envoyées à titre personnel et ne doivent en aucun cas être utilisées ». Comme après la guerre, l'idée de Bérard-Quélin est de fournir une information fiable qui touche les élites. Dans un courrier personnel (21), il parle de « l'importance des renseignements que nous fournissons chaque semaine à la connaissance d'un petit groupe de personnalités appartenant aux classes dirigeantes françaises », demandant à son interlocuteur de leur conserver un caractère absolu de confidentialité. Un moyen sommaire mais habile de tromper un temps la censure allemande. Toutefois, plus d'une fois Bérard-Quélin aura eu maille à partir avec celle-ci.

La censure allemande et la Résistance

C'est ainsi que le 2 février 1943, selon les renseignements fournis par Georges Bérard-Quélin, les autorités allemandes ayant eu connaissance des conditions extralégales dans lesquelles fonctionnait cette seconde *Correspondance de Presse* (dont le siège a été transféré 4, Cité Vaneau, Paris VIIe) adressent à son directeur une nouvelle et définitive interdiction de paraître sous peine d'arrestation. Ce dernier aurait alors abandonné la rédaction de ses « lettres confidentielles » mais n'en aurait pas moins continué, en tant que collaborateur de journaux de province, à assurer un service de documents techniques, de mots croisés, dessins humoristiques, etc. On a vu en fonction des dates que nous avons citées qu'il n'en était rien. Cela faisait plusieurs mois, semble-t-il depuis la fin de 1942, que, tout en étant obligé de fréquenter les partis et journaux de la collaboration aussi bien à Paris qu'à Vichy, Bérard-Quélin serait entré en résistance (après avoir été en contact semble-t-il avec Pierre Archambault, directeur de *La Nouvelle République*, membre des réseaux de résistance Castille et Libé-Nord, membre du Siècle), participant au lancement du réseau Espoir avec diverses personnalités éminentes comme Alof de Louvencourt, inspecteur des Finances, Jean Mottin, auditeur du Conseil d'État, Jacques Desmyttère (maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, délégué général adjoint de l'Union des industries textiles, rapporteur général de la commission de la fiscalité au Conseil national du patronat français), René Chalon (chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères, chef de cabinet de Georges Bidault, chef du gouvernement provisoire, consul de France), tous membres du réseau Espoir, le général Pierre Dejussieu-Pontcarral (22), Chatelus (les frères Chatelus contrôlaient à Lyon d'importantes agences de publications et de publicité, l'agence Archat et Publications Pierre Argence).

Futur président du Siècle, Alof, Marie, Pierre de Louvencourt était l'une des personnalités les plus fortes de ce groupe. Né le 31 mars 1911, ce licencié en droit passé par l'École libre des sciences politiques débuta comme adjoint à l'inspection générale des Finances le 1er juin 1935. Inspecteur de 3e classe en novembre 1938, il participe au conflit mondial comme lieutenant à partir du 2 septembre 1939 et sera fait prisonnier. Libéré le 7 avril 1941, il avait été promu inspecteur de 2e classe le 1er février. On le retrouve alors dans les rouages de l'État français, d'abord (avril 1941) comme chargé de mission au secrétariat d'État à l'Intérieur (direction des réfugiés) puis (septembre 1941) comme directeur de cabinet de Joannès Dupraz (25), attaché au cabinet du secrétaire d'État au Ravitaillement Paul Charbin (ancien président de la Chambre de commerce du Rhône, membre du Conseil national de Vichy). Cousin germain de Raoul de Vitry d'Avancourt, vice-PDG de Pechiney dont la mère était une Louvencourt, Alof de Louvencourt occupera par la suite des postes importants tout en assurant des fonctions aussi importantes tant au Siècle (président) qu'à la Société générale de presse (cofondateur et président) de Georges Bérard-Quélin.

Nombre des membres de ce réseau de haut niveau sont en effet des personnalités

ANNUAIRE GÉNÉRAL
DES FINANCES
PUBLIÉ
D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS
SOUS LES AUSPICES DU MINISTÈRE DES FINANCES

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE
1942

Louvencourt (Alof-Marie-Pierre de), inspecteur des finances de 2e classe, chargé de mission au cabinet du secrétaire d'État au ravitaillement, né le 31 mars 1911.

Licencié en droit; diplômé de l'école libre des sciences politiques; services militaires, 15 octobre 1932-15 octobre 1933; adjoint à l'inspection générale des finances, 1er juin 1935; inspecteur de 4e classe, 1er mars 1938; de 3e classe, 20 novembre 1938; mobilisé comme lieutenant 2 septembre 1939-7 avril 1941, prisonnier; inspecteur de 2e classe, 1er février 1941; chargé de mission au secrétariat d'État à l'intérieur (direction des réfugiés), 8 avril 1941; chargé de mission au cabinet du secrétaire d'État au ravitaillement, 22 septembre 1941.

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE BERGER-LEVRAULT
NANCY-PARIS-STRASBOURG

Comme Georges Bérard-Quélin, Alof de Louvencourt devait jouer le « double jeu » : Membre des cabinets vichystes, il fut un brillant résistant aux heures les plus sombres de notre histoire.

qui se retrouveront par la suite au sein de la Société générale de presse ou du Siècle. Ce service de renseignements fonctionnait sous la direction de Michel Debré, futur commissaire de la République à Tours, qui avait été désigné par Londres pour suivre les activités de ce réseau comme de bien d'autres. Espoir aurait également fourni des renseignements au 2e Bureau et au réseau du commandant Michel par l'intermédiaire de Gabriel Cudenet (ancien vice-président du Parti radical et radical-socialiste, député de l'Aube, président du Rassemblement des gauches républicaines, président du groupe radical-socialiste de l'Assemblée nationale). En collaboration avec Alof de Louvencourt circulera également de mai à août 1944 une feuille clandestine, *Le Jacobin*. Les dates, en général citées, c'est-à-dire 1943-1944, paraissent trop larges dans le temps. Comme devait l'indiquer perfidement *Lectures françaises* (mai 1990) lors de la mort de Georges Bérard-Quélin, le faire-part, publié dans *Le Monde*, mentionne qu'il était l'un des fondateurs du journal clandestin *Le Jacobin* (1943-1944) et coresponsable du mouvement de résistance Espoir de la France (1942-1944), détails qui n'ont pas manqué de surprendre ceux de ses confrères qui l'ont connu sous l'occupation. De même, maniant l'ironie comme une dague, Stéphane Denis écrira (3) « Georges Bérard-Quélin était sorti de la guerre résistant comme 99 % des Français ».

Pressimac

Le résistant Georges Bérard-Quélin qui pratique avec un brio certain l'art du double jeu (il se rendra à Vichy ou en zone occupée rencontrer notamment des responsables maréchalistes et d'organisations paramilitaires, comme le Rassemblement national populaire de Marcel Déat) va, malgré la suspension temporaire des autorités allemandes, continuer à travailler par le biais d'une société qu'il reprend en sous-main. En juillet 1943, il rachète l'Agence de Diffusion de Clichés de Presse (ADCA) possédée par un certain Sylvestre, 114, avenue des Champs-Élysées (Paris VIII[e]), dont les locaux sont ceux de la Cofep, une société précédemment dirigée par Marcel Peyronnet, collaborateur du Dr Hermès, chef du service de presse de l'ambassade d'Allemagne à Paris. Ne pouvant lui-même acquérir en son nom cette affaire de peur que les Allemands ne s'y opposent, Bérard-Quélin prend habilement pour prête-nom ce même Peyronnet. Le 15 juillet 1943, sous la raison sociale de Pressimac, l'agence commence à fonctionner. Mais les choses se gâtent rapidement entre les deux hommes : à l'occasion d'un séjour à Vichy, Peyronnet s'affiche lors d'un déjeuner avec le Dr Hermès, ce qui déplaît fortement à son commanditaire. Le 15 octobre 1943, Peyronnet était licencié, les frais généraux devant être réduits, l'Agence demeurant déficitaire. Bérard-Quélin prend alors le contrôle de Pressimac, tout en transférant le siège, Peyronnet refusant qu'il reste plus longtemps dans ses murs, le 1[er] janvier 1944 au 13, avenue de L'Opéra, dans des locaux mis à sa disposition par Alof de Louvencourt. C'est dans ces splendides locaux que Bérard-Quélin développera son empire de polycopiés et feuilles confidentielles dans l'après-guerre et que se trouvent encore aujourd'hui les locaux de la Société générale de presse.

L'activité de Pressimac consiste en la réalisation de clichés en zinc d'après des photographies provenant d'agences françaises à l'usage des journaux locaux abonnés. Elle adresse également à ses correspondants des dessins humoristiques et des mots croisés, reprenant la formule de *La Correspondance de presse*. C'est sans doute cette activité qui fera l'objet d'une courte série d'articles dans divers journaux nettement antisémites et spécialistes des dénonciations *ad hominem* (pouvant être tragiques pour les intéressés), comme *Er Rachid* et *Au Pilori* (4 et 18 novembre 1943) qui attaquent violemment Georges Bérard-Quélin.

Dans le numéro du 4 novembre 1943, on peut lire, sous le titre *Indélicatesse* : « Nous avons fait part récemment, sous ce titre, de l'acte d'indélicatesse commis au préjudice de dessinateurs qui ont vu paraître de leurs dessins (sic) dans certains journaux, alors qu'ils n'avaient pas traité avec eux. Notre confrère *Er-Rachid*, toujours bien informé, donne une suite à notre écho en précisant que les journaux qui ont accueilli ces dessins sont *L'Écho de Nancy*, *La Tribune de Saint-Étienne* et, ainsi que nous le disions, plusieurs confrères de la zone Sud.

Indélicatesse

Nous avons fait part récemment, sous ce titre, de l'acte d'indélicatesse commis au préjudice de dessinateurs qui ont vu paraître de leurs dessins dans certains journaux, alors qu'ils n'avaient pas traité avec eux.

Notre confrère *Er-Rachid*, toujours bien informé, donne une suite à notre écho en précisant que les journaux qui ont accueilli ces dessins sont *l'Echo de Nancy, la Tribune de Saint-Etienne* et, ainsi que nous le disions, plusieurs confrères de la zone Sud.

Quant à l'auteur de cette escroquerie authentique, ce serait un certain Bérard-Quelin qui, auparavant, avait essayé, sans grand succès, de monopoliser la production de plusieurs artistes renommés.

La parole est au Groupement corporatif de la presse, qui ne peut tolérer de tels scandales à l'intérieur de la corporation.

Indélicatesse

Nous avons relaté dernièrement les exploits d'un certain Bérard-Quelin qui a escroqué purement et simplement plusieurs de nos dessinateurs en négociant à leur insu leur production avec des journaux de province.

Ce Bérard-Quelin paraît coutumier du fait.

Nous connaissons un journaliste qui, ayant été victime de ses agissements avec des textes d'actualité, l'a fait condamner en justice de paix.

Le dénommé Bérard-Quelin, qui ne manque pas de culot et qui sait nager en eau trouble, a riposté en assignant notre confrère devant le tribunal civil.

C'est pourquoi nous avons demandé et nous redemandons que le Groupement corporatif de la presse défende les intérêts de nos dessinateurs en la circonstance.

La revue Au Pilori *des 4 et 18 novembre 1943 devait violemment attaquer Georges Bérard-Quélin. On ignore si cette affaire fut à l'origine de son arrestation par les Allemands le 9 février 1944.*

Quant à l'auteur de cette escroquerie authentique, ce serait un certain Bérard-Quélin qui, auparavant, avait essayé, sans grand succès, de monopoliser la production de plusieurs artistes renommés. La parole est au Groupement corporatif de la presse, qui ne peut tolérer de tels scandales à l'intérieur de la corporation. » L'hebdomadaire récidive le 18 novembre 1943, toujours sous le même titre *Indélicatesse* : « Nous avons relaté dernièrement les exploits d'un certain Bérard-Quélin qui a escroqué purement et simplement plusieurs de nos dessinateurs en négociant à leur insu avec des journaux de province. Ce Bérard-Quélin paraît coutumier du fait. Nous connaissons un journaliste qui, ayant été victime de ses agissements avec des textes d'actualité, l'a fait condamner en justice de paix. Le dénommé Bérard-Quélin, qui ne manque pas de culot et qui sait nager en eau trouble, a riposté en assignant notre confrère devant le tribunal civil. C'est pourquoi nous avons demandé et nous redemandons que le Groupement corporatif de la presse défende les intérêts de nos dessinateurs en la circonstance. »

Arrêté par les Allemands

L'affaire était mince et on n'a aucun témoignage d'acteurs de l'époque ni document officiel pouvant laisser croire à une activité, au moins politique, importante, de Georges Bérard-Quélin sous l'Occupation. Indice de cet effacement, Bérard-Quélin ne figure pas dans la liste des invités au fameux congrès avec dîner de gala d'*Inter-France* où se retrouva la fine fleur du journalisme de l'Occupation les 10, 11 et 12 octobre 1942. Le 9 février 1944, Georges Bérard-Quélin est interpellé à son bureau par la police allemande qui semble avoir découvert qu'il continuait à publier ses notes d'information illégales à destination d'un public restreint, et interné à Fresnes pour « activités contraires aux intérêts du Reich » et « propos gaullistes et diffusion de renseignements ». Après trois jours d'interrogatoires, il est libéré sans jugement le 2 avril 1944, à la suite sans doute d'interventions de diverses personnalités jouant le double-jeu et membres du même réseau comme Alof de Louvencourt ou Jean Mottin, ainsi que des journalistes François Hulot ou Jean Rey, président du Groupement des agences de presse. Dès sa remise en liberté, Bérard-Quélin quitte son domicile, s'installe à Fontainebleau puis à Paris, notamment chez Charton, rue Péguy, et chez Alof de Louvencourt, 5, rue Eugène Manuel. Il n'en continue pas moins son travail de journaliste comme le démontre l'existence d'une *Correspondance de presse* (sur-titrée désormais par son pseudonyme G. Bérard-Quélin) en date du 26 juin 1944, entre le débarquement anglo-américain et la libération de Paris. Elle porte sur trois grands thèmes *Le livret du prisonnier* (« chronique sociale »), *Si un bombardement détruisait votre usine cette nuit* (« chronique d'économie pratique », ce qui ne manque pas de sel) et *La récolte super-mécanisée du blé est-elle souhaitable en France?* (« chronique agricole »).

La
CORRESPONDANCE DE PRESSE
AGENCE DE PRESSE
4, Cité Vaneau, PARIS (VIIe)
Téléphone : INV. 13-11 et la suite

C.P./H.V./J.F.

Nouvelle adresse: 13 av. de l'Opéra
Téléphone : Opéra 51-40

Paris, le 30 mars 1944.

Monsieur F. DEB
Directeur de
et
, rue du Bac
PARIS

Monsieur le Directeur,

Je m'excuse de répondre aussi tardivement à votre courrier du 5 février.

Ainsi que M. Berard-Quélin vous l'avait indiqué dans une précédente lettre, les services de la Correspondance de Presse ont été suspendus, mais M. Berard-Quelin, afin de vous être agréable, s'était proposé de vous remettre les lettres antérieures à cette suspension, afin que vous puissiez les conserver dans vos archives.

M. Berard-Quélin ne peut pas poursuivre ce projet car il a été arrêté voici quelques semaines, par les Autorités allemandes, et se trouve actuellement détenu à la prison de Fresnes. Lorsque les circonstances le permettront, il ne manquera certainement pas de vous donner satisfaction dans le cadre de votre précédente correspondance.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur administratif :

Georges Bérard-Quélin fut libéré le 2 avril 1944, quelques jours après l'envoi de cette lettre.

G. BÉRARD - QUÉLIN
Correspondant de Presse
13, Avenue de l'Opéra, PARIS
Tél : OPÉ 51-40
C.C.P. Paris 33-3870

SELECTION HEBDOMADAIRE — 26 JUIN 1944

CHRONIQUE SOCIALE

LE LIVRET DU PRISONNIER

Parmi les initiatives prises sous l'égide du Commissariat Général aux Prisonniers, il faut citer la création du "Livret du Prisonnier", qui peut être ouvert au nom de chacun des captifs et qui permettra à ceux-ci, à leur retour, de faire face aux premières et plus grosses dépenses. La prime de démobilisation de mille francs est, en effet, bien insuffisante.

Le Commissariat a choisi de constituer ce pécule du prisonnier sous la forme d'un livret de caisse d'épargne qui a l'avantage d'être individuel et qui offre aux personnes et aux groupements l'assurance que la somme qu'ils versent ira intégralement au prisonnier choisi.

C'est le Centre d'Entr'aide de la commune qui prend l'initiative de faire ouvrir le Livret. Il fait appel à l'entreprise : industrielle, commerciale, rurale, qui employait le prisonnier. Lorsque celle-ci est d'accord pour constituer un pécule, le livret lui est remis et elle verse les fonds. Outre les milieux professionnels, les milieux confessionnels sont touchés, ainsi que les Associations d'Anciens Elèves, les Fédérations et Syndicats, les Comités; les organismes spécialisés dans l'assistance aux prisonniers, etc... En fait, la plus large prospection est entreprise.

Le Commissariat aux Prisonniers conserve le contrôle, car les Caisses d'Epargne lui envoient un bordereau à chaque opération. Il dispose également de moyens techniques pour détecter les doubles emplois qui pourraient se produire.

Il est bien précisé aux personnes ou groupements qui font ouvrir un Livret du Prisonnier, que cet effort doit être un effort supplémentaire; il importe, entre autres, de continuer l'envoi des colis si nécessaires pour maintenir les prisonniers en santé, et aussi l'aide à leurs familles.

Lancé en Août 1943, le "Livret du Prisonnier" a fait rapidement son chemin; on en compte actuellement environ 250.000.

Malgré beaucoup de bonne volonté et des preuves nombreuses de solidarité nationale, il restait à craindre que des prisonniers (isolés ou habitant à l'étranger ou dans des communes qui n'auraient pu participer à cet effort), fussent oubliés. Les rapatriés ne l'ont pas voulu et le Commissariat a constitué une sorte de Caisse de Compensation : "Caisse Centrale du Livret Prisonnier" alimentée au moyen de dons, subventions, etc.., et, d'autre part, au moyen de versements effectués par les Centres d'Entr'aide ou autres groupements, chaque fois qu'ils effectueront un versement sur les livrets qu'ils détiennent. Le pourcentage est fixé à 5%. Mais la plupart des entreprises se montrent plus généreuses.

Le Livret du Prisonnier apportera à tous ceux qui reviendront d'une si douloureuse captivité, une aide matérielle appréciable et un témoignage de solidarité qui atténuera l'amertume de ces dures années.

Après sa libération, Georges Bérard-Quélin devait reprendre la parution de son bulletin. Ici et pages suivantes, la sélection hebdomadaire du 26 juin 1944. Cet exemplaire rarissime, comme ceux de la même période, ne sont conservés dans aucune bibliothèque officielle.

CHRONIQUE D'ECONOMIE PRATIQUE

SI UN BOMBARDEMENT DETRUISAIT VOTRE USINE CETTE NUIT

Tous les industriels doivent connaître exactement la législation assez touffue qui régit les différents aspects du problème né d'un bombardement d'usine.

Les mesures concernant les abris doivent faire l'objet de consignes précises; on devra s'assurer qu'elles sont suivies. Faire établir d'urgence un plan détaillé de l'usine qui sera utile soit pour les déblaiements, soit pour l'évaluation du dommage.

Secours d'urgence.- Dès la fin du bombardement, établir un contact avec les autorités locales intéressées: mairie, Défense Passive, sapeurs-pompiers, compagnies du gaz, de l'eau, de l'électricité. Repérer le plus vite possible les bombes non éclatées, établir un périmètre de protection et signaler leur présence aux agents des services de Défense Passive. En aucun cas, ne toucher à ces engins. Signaler également tous les bâtiments qui menacent de s'effondrer.

Les équipes d'ouvriers affectés à la Défense Passive commenceront immédiatement le déblaiement des abris. Il est urgent d'effectuer le plus rapidement possible un appel général du personnel pour établir la liste des manquants. Cet appel est à répéter plusieurs fois dans les vingt-quatre heures qui suivent le bombardement afin d'établir rapidement la liste des victimes à communiquer à la mairie.

Les blessés. - Les accidents occasionnés par faits de guerre sur le lieu du travail et pendant la durée normale de celui-ci relèvent du droit commun, c'est-à-dire de la loi sur les accidents du travail. La procédure habituelle doit s'appliquer sous réserve de certaines modifications car le risque est couvert par le "Fonds de Solidarité des Employeurs" (1 place Fontenoy, Paris, 7ème).

L'employeur doit faire sa déclaration dans les 48 heures (non compris dimanches et jours fériés). Les certificats médicaux doivent être déposés dans les 10 jours pour les blessés n'ayant pas repris le travail. Dans les 10 jours également, il doit fournir au Fonds de Solidarité une déclaration apportant la preuve que les blessés sont victimes d'accidents découlant d'un fait de guerre.

Chômage total ou partiel.- Cette question est résolue par la loi du 8 janvier 1944 modifiée par la loi du 20 mai 1944. C'est désormais le Préfet Régional qui décide de l'application de la loi sur le remboursement des heures perdues.

Reconstruction. - L'industriel sinistré doit dans les quinze jours adresser une déclaration de sinistre au Délégué Régional de la Reconstruction en employant la formule 207 que l'on trouve à la Mairie. Il sera bon de faire établir un constat par huissier de l'étendue des dommages sans attendre la visite de l'enquêteur du service de la Reconstruction. L'industriel doit, dans les six mois, compléter sa déclaration en déposant un dossier de destruction.

Bien que la reconstitution des établissements soit en principe remise à la paix, le Ministre de la Production Industrielle peut décider une reconstruction immédiate totale ou partielle. A cet effet, il sera bon de prendre contact avec le Comité d'organisation et l'Inspection de la Production Industrielle.

Assurances.- Si les stocks faisaient l'objet d'une assurance "Risques de guerre" auprès du Groupement pour l'Assurance des risques de guerre (11, rue Pillet-Will à Paris), il faut lui adresser une déclaration du sinistre et un état estimatif des biens détruits dans les trente jours qui suivent le sinistre.

Ne pas oublier enfin que les commandes allemandes en cours de fabrication font l'objet d'un statut spécial (loi du 31 décembre 1942) et qu'en cas de sinistre intéressant du matériel de ce genre une déclaration spéciale doit être envoyée à la fois à l'Inspecteur de la Production Industrielle et au service des Assurances de guerre du Ministère des Finances, 20 avenue Victor Emmanuel III.

LE SIÈCLE

CHRONIQUE AGRICOLE

LA RECOLTE SUPER-MECANISEE DU BLE EST-ELLE SOUHAITABLE EN FRANCE

Il est, en matière d'agriculture, des théories séduisantes et qui séduisent, en effet, les techniciens.

Les progrès du mécanisme sont évidemment tentants lorsqu'on songe qu'il suffirait, d'après certaines affirmations, avec un matériel perfectionné, de cinq heures de travail, depuis le labour jusqu'à la mise en grange, pour obtenir un hectare de blé, la machine, en un seul passage, labourant, préparant, ensemençant la terre; au stade de la récolte, un seul passage suffisant également pour moissonner, battre et mettre en sacs. Actuellement, en effet, il faut encore au moins soixante heures pour accomplir ces opérations dans des fermes françaises pourtant pourvues d'un bon équipement mais non de tracteur. En 1850, le même travail exigeait cent vingt heures.

Mais ces procédés ont été appliqués jusqu'ici à des pays de culture extensive à densité de rendement relativement faible (9 à 12 quintaux par hectare), où la paille et la balle restent sur place, alors que notre rendement moyen atteint 25 à 30 quintaux.

C'est en Amérique que se pratique cette culture super-mécanisée. Mais il ne faut pas oublier que cette machine, la "combine" (moissonneuse-batteuse), a été conçue pour les terres sèches du Far-West et qu'elle ne s'est même pas implantée dans l'Est américain au climat plus humide. Cette machine expulse, en effet, le grain de ses enveloppes ou balles, pour le mettre en sacs immédiatement. Il faut, pour cela, que le grain soit absolument mûr et sec partout où passe la machine, et qu'il fasse beau au moment de la moisson.

Or, il est assez rare, sous notre climat, par suite des expositions différentes et pour diverses raisons, que toute la récolte soit au même degré de mûrissement dans le secteur à moissonner. Certains épis sont tout à fait secs, d'autre encore verts, aux grains laiteux. La batteuse, en broyant ces derniers, va rendre les autres humides. La pluie, si fréquente, jouera le même rôle. Le grain sera, de ce fait, exposé à germer et à moisir. Ou bien, il faudra prévoir un séchage artificiel, mais qui grèvera de façon importante le prix de revient.

En outre la qualité du blé sera compromise. Il ne faut pas oublier que le blé le plus nutritif est celui qui a été récolté à complète maturité; sa conservation en gerbes, qui permet au grain de demeurer dans ses enveloppes, améliore encore cette qualité. C'est en réalité dans les dernières minutes où l'épi est encore sur la tige, par suite des transformations qui amènent presque tous les sucs du blé dans le grain, que celui-ci réalise sa valeur alimentaire la plus haute.

Il est permis de penser que même la moissonneuse-lieuse employée couramment en France, et qui oblige à couper le blé avant qu'il ne soit tout à fait sec, pour éviter qu'il ne s'égrène, et qui le serre immédiatement en bottes où le séchage se fera moins vite, donne un blé de qualité inférieure à celui qui est coupé à la faux et mis en javelles où il achève de mûrir. La moissonneuse-batteuse compromettrait bien davantage la qualité.

Quoi qu'en pensent les techniciens, l'ordre naturel, ici, comme ailleurs, n'est pas transgressé impunément.

- Les articles composant cette sélection doivent obligatoirement être soumis à la censure.
- DIRECTEURS DE JOURNAUX qui recevez chaque semaine cette sélection d'articles, faites-moi, à titre d'échange, le service de votre estimé journal.

De l'Occupation à la Libération

À la Libération, le nom de Bérard-Quélin, comme celui de nombreux autres résistants aux brevets insoupçonnables, apparaît pourtant sur les listes de personnes recherchées et à interpeller. Notamment dans ce fameux volume ultra-secret de 130 000 noms, où le journaliste apparaît tant sous le nom de Bérard-Quélin que sous celui de Quélin (il ne peut s'agir d'homonymie puisque les adresses sont exactes). Bérard-Quélin disposera de multiples témoignages suffisamment solides pour que ses deux dossiers soient refermés, avec un classement pur et simple par la Cour de Justice de la Seine le 15 octobre 1947. Il faut dire qu'entre-temps il a participé à la Libération de Paris pendant quelques jours comme FFI (il passe quinze jours dépendant du Centre 13, rue Alphonse de Kerville) sous les ordres de Paul Rudetsky (dit Goddard), avant de devenir les deux mois suivants un collaborateur du commandant Delamette à l'état-major national du 2[e] bureau (jusqu'en octobre 1944).

Entre-temps, il demande à souscrire un engagement, mais sera refusé pour raisons médicales. Il devient enfin correspondant de guerre à l'armistice au printemps 1945, ce qui lui permettra d'être accrédité sous cette spécialité auprès des autorités militaires alliées (ordre de mission 4 843 du 22 mai 1945). Il suit donc la 1[re] Armée française (5[e] RCA de la 2[e] DB), participant aux derniers combats de la campagne d'Allemagne. Il y gagnera la croix de guerre avec Palmes (proposition du 22 juillet 1945) pour sa brillante conduite : à Bargen, dans la nuit du 21 au 22 avril 1945, lors d'une contre-attaque allemande, il a brillamment combattu, faisant de nombreux prisonniers allemands (23).

À propos des « heures les plus sombres de notre histoire », selon la formule consacrée, Georges Bérard-Quélin devait toujours demeurer fort pointilleux. C'est ainsi qu'il entretiendra de détestables relations avec Noël Jacquemart, fondateur de journaux concurrents de ceux de la SGP, notamment *L'Écho de la Presse et de la Publicité* (doublé d'une lettre quotidienne), où étaient régulièrement rappelées à demi-mot les activités de « Gros Minet » (comme l'a surnommé la profession et comme aime à l'appeler Jacquemart) sous l'Occupation, documents officiels à l'appui. De même, c'est en décembre 1972 qu'il devait obtenir la mise sous séquestre du *Guide de la politique*, publié chez Balland par l'écrivain-historien Dominique Venner. Celui-ci avait en effet inconsidérément rappelé ses activités sous l'Occupation en omettant de rappeler ses titres et brevets de résistance, ce qui constituait de toute évidence des « allégations gravement injurieuses et diffamatoires à son égard et comporte, outre des lacunes importantes, des inexactitudes délibérées en vue de tromper le lecteur non averti sur ses diverses activités présentes et passées. » C'est M[e] André Cellard (futur ministre socialiste et membre du Siècle) qui devait assurer la défense de Georges Bérard-Quélin, tandis que M[e] Armand Sarfati défendait Dominique Venner. Le plaidant obtenait raison. Le livre était retiré de la circulation et le passage soigneusement occulté à l'encre noire (24).

LE SIÈCLE

QUEHEN DESEILLE - M.S.R. - Dom. : 13, place des Victoires à Boulogne-sur-Mer.
QUEHER - L.V.F. - Dom. : à Binic - Officier de Marine.
QUEINERS - Col. - Dom. : 11, rue Dugommier à Paris.
QUEINNEC Marie - R.N.P. - Dom. : 14, rue Michelet à Saint-Brieuc.
QUEINNEC (M[me]) - Col. - Dom. : rue de la Rive à Le Faou.
QUELARD - Mil. - Dom. : 15, avenue de Bordeaux à Chamalières.
QUELEN - Mil. - Dom. à Saint-Pardoux.
QUELEN Georges - Mil. - R.N.P. - Dom. : 3, rue des Champs-Phillipe à La Garenne.
QUELIN Bérard - Col. - S. - Dom. : 13, avenue de l'Opéra à Paris.
QUELIN Gabriel - Fr. G. - Dom. : à Bart-les-Orgues.
QUELIN René - Mil. - Dom. : 7, rue Navarin.
QUELLIEN François - Mil. - Né le 26 juin 1876 à Tréguier (Côtes-du-Nord) - Dom. : 88, rue Pétain à Rochefort.
QUELLIER Auguste-Victor-Joseph - Mil. - M.S.R. R.N.P. - Né le 29 juillet 1881 - Dom. : 22, allée des Boulis au Raincy.
QUELLIER Germaine - Mil. - Née le 24 avril 1905 - Dom. : 88, rue Pétain à Rochefort.

BERARD Louis - M.S.R. et R.N.P. - Né le 17 décembre 1900 à Paris (14[e]) - Dom. : 62, rue de la Grille-Verte à Rueil.
BERARD Lucien - Mil. - Dom. : 78, boulevard Pizier à Hautclife.
BERARD Marcel - Né le 7 octobre 1907 à Laval - Dom. : rue du Doyenné à Epinal.
BERARD Pierre - Mil. - Dom. à Toulouse (Hte-Garonne).
BERARD Simone - R.N.P. - Dom. à WOEL (Meuse).
BERARD QUELIN - L.V.F. - Dom. : 4, cité de Vannes, 7, rue Vanneau.
BERASALUCE Juan - Col. - Né le 20 juin 1900 à Elliez (Espagne) - Dom. : rue des Réservoirs à Hendaye.
BERAT Joseph - L.V.F. - Né le 21 mars 1920 à Paris - Dom. à Boursault-St-Souplet (Marne).
BERAT Pierre - L.V.F. - Né le 1 décembre 1880 à Montreuil (Aube) - Dom. : Reuilly-sur-Seine.
BERAUD - Col. - Chef de la 4[e] Divis. à la Préfecture de Police à Paris.
BERAUD Annette - P.P.F. - Dom. : Quartier des Gobelins - Infirmière à l'Hôpital Broca.
BERAUD Antoine - R.N.P. - Dom. à Saint-Léonard-en-Beauce.
BERAUD Gaston - Mil. - Dom. à Lavillatte (Ardèche).
BERAUD Henri - Col.
BERAUD Louis - S.O.L. - Dom. à Arpierre.

Dans l'annuaire (ultra-confidentiel) des personnes recherchées à la Libération (environ 120 000 personnes recensées), Georges Bérard-Quélin figure sous le nom de Bérard Quelin, membre de la LVF (Légion des Volontaires Français contre le Bolchévisme), et Quelin Bérard, collaborateur. Les deux adresses indiquées correspondent à celles de Georges Bérard-Quélin. Il n'y a donc pas homonymie, mais bien évidemment les assertions sont inexactes. Hasard de l'alphabet, Bérard voisine avec l'écrivain Henri Béraud.

Atteindre les hommes de pouvoir

Selon Georges Bérard-Quélin, la filiation est directe entre le réseau Espoir et la Société générale de presse (6) : « Juridiquement, la Société a été constituée le 2 mai 1947. À son origine se trouve un petit groupe de résistants formé par quelques amis en 1942 : il s'agissait notamment d'Alof de Louvencourt, de Jean Mottin, PDG de la Société nationale des entreprises de presse (26), de René Chalon, ancien chef de cabinet du président du Gouvernement provisoire, de Gabriel Cudenet, vice-président du Parti radical-socialiste, qui fut député de l'Aube et président du groupe parlementaire radical-socialiste à l'Assemblée nationale, de Jacques Desmyttere, délégué général adjoint de l'Union des industries textiles et de moi-même. Ce petit mouvement prit le nom d'Espoir de la France et publia un journal clandestin dont j'étais le responsable, *Le Jacobin*. En liaison étroite avec Michel Debré, nous avons été invités, en particulier, à réfléchir aux moyens à employer pour créer, à la Libération, une presse nouvelle et indépendante. C'est

82 Guide de la politique

Beer Jean de

Né le 21 septembre 1911 à Roubaix. Auteur dramatique. Secrétaire général du P.E.N.-Club français. Administrateur de l'Association France-Roumanie. Secrétaire général de l'Association des Amis de Teilhard de Chardin. Membre du bureau national du **Mouvement pour l'Indépendance de l'Europe.** Collaborateur de l'hebdomadaire gaulliste de gauche « Notre République », chroniqueur occasionnel du « Monde ». M. de Beer prit position aux côtés d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie contre la « répression » du mouvement de mai 1968, organisa une pétition puis une campagne contre les bombardements américains au Vietnam et se pose en censeur intransigeant d'un gaullisme ouvert à l'Est.

Bénouville Pierre de

Né le 8 août 1914 à Amsterdam. Journaliste, général du cadre de réserve. Ancien Camelot du roi, il rompt avec l'Action Française après le pas de clerc du 6 février 1934. Dans son livre, « Le Sacrifice du Matin », il évoque cette désillusion : « Au lendemain de cette nuit fameuse, tout ce qui avait du sang dans les veines rompit avec l'Action Française (...) Si Maurras avait, pendant un temps, réussi à faire de nous des catholique sans le Pape, il ne parvenait pas, en tous cas, pas plus à faire de nous des royalistes sans le roi que des révolutionnaires sans la révolution ». Il combat dans les corps francs en 1940, fait prisonnier il s'évade à deux reprises. Favorable à certains aspects de la Révolution nationale de Vichy, mais ennemi de l'Allemagne, il entre dans la Résistance sous le nom évocateur de Barrès, participe à la fondation des Mouvements Unis de la Résistance, coordonne l'action des F.F.I., termine la guerre avec le grade de général et ajoute à son nom une particule. Il milite au **R.P.F.** avec **Jacques Soustelle,** devient député d'Ille-et-Vilaine en 1951, mais sera battu en 1956. Se divertit dans les complots du 13 mai 1958. A nouveau élu en 1958 avec l'étiquette **U.N.R.,** il rompt avec le gaullisme sur la question algérienne. Candidat malheureux aux élections de 1962 et de

Dictionnaire biographique 83

1967, il est élu député de Paris lors des élections partielles du 12e arrondissement en juin 1970, après avoir fait la paix avec l'**U.D.R.,** sans renier pour autant ses amitiés droitistes (il reçoit le soutien de l'ancien député **Jean Dides**). Directeur de l'hebdomadaire « Jours de France » et du quotidien « L'Oise Libérée », M. de Bénouville est administrateur de plusieurs sociétés du groupe **Marcel Dassault.**


[redacted]

Béraudier Charles

Né le 18 février 1920 à Bourg. Agent commercial. Militant **R.P.F.** attaché à la persone de M. **Jacques Soustelle** dont il ne cessera d'être le fidèle commensal. Il sera membre de son cabinet en Algérie (1955-1956), puis chef de cabinet lorsque M. Soustelle sera ministre de l'Information (1958-1959), après avoir partagé ses secrets en mai 1958. Enfin, il siégera

Grand résistant, Georges Bérard-Quélin fut toujours extrêmement sourcilleux à propos de ses activités durant l'Occupation. Le Guide de la politique *de Dominique Venner fut ainsi censuré par décision de justice. L'auteur avait évoqué ses activités en omettant de parler de sa résistance.*

de ces études qu'est née la Société générale de presse. À 27 ans, avec beaucoup d'innocence et d'imprévoyance, j'en étais un des fondateurs et en prenais la direction dès 1944, direction que j'abandonnais rapidement pour m'engager dans la 1re Armée française. En créant la Société générale de presse, mes amis et moi voulions mettre en application certains principes qui n'étaient pas courants dans la presse d'avant-guerre : l'information devait être indépendante. Nous croyions à la civilisation et à la primauté de l'écriture. Rapidement nous est apparue la nécessité d'une information spécifique destinée aux hommes qui avaient le pouvoir de décision, aussi bien en politique qu'en économie, dans la presse ou dans l'administration (…) Certes, ce public, s'il était de qualité, était limité, mais nous estimions que l'évolution de la société, l'industrialisation de la France et une certaine technocratisation des pouvoirs le rendraient, d'année en année, plus large. »

Et Bérard-Quélin explique un peu plus loin sa conception très particulière de l'information, en cercles concentriques de niveaux informatifs, recoupant remarquablement le programme de la Synarchie : « Il existe plusieurs étages de l'information : il y a une information populaire très large s'adressant aux masses ; il y a une information générale destinée aux personnes ayant une certaine formation intellectuelle ; il y a une information spécialisée réservée aux hommes qui ont vocation à l'exercice du pouvoir. J'ai voulu atteindre ceux qui détenaient des respon-

sabilités, dans quelque domaine que ce soit : hommes politiques, membres des cabinets ministériels, hauts-fonctionnaires, syndicalistes, journalistes, industriels, financiers, membres de professions libérales, quelles que soient leurs opinions politiques, pourvu qu'ils s'intéressent aux problèmes politiques au sens le plus large possible, c'est-à-dire aux problèmes généraux qui concernent l'évolution de la cité. » C'est sensiblement la même conception élitiste qu'énonça Pierre Moussa, ancien PDG de Paribas et ancien président du Siècle, lors de son éloge funèbre (6) : « Le caractère commun de ses publications, c'est de chercher à satisfaire les besoins d'information spécifiques de ceux qui détiennent le pouvoir de décision dans l'État, dans l'économie ou dans les médias. »

Plus prosaïquement – et sans doute sous-estimant le personnage – Stéphane Denis écrit (3) : « Fondateur après 1944 d'une entreprise régie obscurément par les diverses lois sur la presse "issue", c'est-à-dire truffée de passe-droits juridiques en forme de paravents moraux, Georges Bérard-Quélin est un ancêtre de la lettre confidentielle, du message par porteur et du pli cacheté. *Le Bulletin quotidien*, qui portait ses initiales, au point qu'en lisant le "B-Q" c'était lui qu'on avait au téléphone, reste dans son atmosphère poussiéreuse et auvergnate de l'avenue de l'Opéra un modèle du genre autant qu'une assez bonne affaire. »

Dans les coulisses de la politique

À mesure que son pouvoir croît, Georges Bérard-Quélin s'oriente aussi vers la politique. Sa période bénie sera la IVe République avec ses gouvernements faibles propices aux plus multiples combinaisons. Il y jouera un rôle essentiel, comme on l'apprendra seulement… à sa mort : « Car Georges Bérard-Quélin, indique *Le Figaro* (27), personnalité de premier plan du monde de la presse, était aussi l'un des piliers de la politique française depuis la Libération. Peu connu pourtant du grand public, ancien dirigeant du Parti radical-socialiste et de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste – aux côtés de François Mitterrand – cet homme de l'ombre était surtout – bon nombre d'hommes politiques de sa génération le disent – celui dans le cabinet duquel, avenue de l'Opéra, se sont faits et défaits de nombreux cabinets ministériels de la IVe République. Sa puissance, il la tenait de son entregent, de son sens de la diplomatie, mais aussi de ses relations et des réseaux d'amitiés qu'il avait su créer au plus haut niveau. » Quelques années avant (28), on lisait dans le même quotidien : « On dit même que sous la IVe République, il connaissait la composition des cabinets avant les ministres… » On sait par exemple que Robert Buron se trouvait chez lui quand il fut appelé par De Gaulle pour entrer au gouvernement en 1958. Même son de cloche de *L'Express* (29) : « Son exceptionnel entregent et sa connaissance profonde – souvent impitoyable – de la nature humaine, valent à ce franc-maçon de devenir l'un des personnages influents de la IVe République, où les ministères se font et se défont au gré des cassoulets et des rumeurs plutôt que dans l'affrontement idéologique. Au Siècle, ceux-ci sont bannis. »

Ce pouvoir passe pour être usurpé ou du moins embelli, si l'on en croit cette anecdote significative rapportée par Patrice Burnat et Christian de Villeneuve (30) : « Edgar Faure, président du Conseil, en reçoit un jour la preuve éclatante quand, après avoir passé la nuit à former son gouvernement, il croise dans la cour du Palais-Bourbon le patron de presse (et maçon) Georges Bérard-Quélin. Les deux hommes évoquent la liste des ministres promus, ce qui arrache ce cri à Bérard-Quélin :

— Mais, il n'y en a pas un ?

— Pas un quoi ?, rétorque Edgar Faure.

— Pas un maçon. Vous allez le payer très cher, et vous n'obtiendrez pas l'investiture cet après-midi à l'Assemblée...

Il n'y avait effectivement aucun ministre maçon. Edgar Faure n'en obtint pas moins la majorité des voix. »

Toute son entreprise tourne autour des radicaux, groupe charnière par excellence. Lui-même affirme avoir rejoint le Parti radical, encore étudiant, en 1938, voire en 1936, à 19 ans, ayant plongé dans le radicalisme dès le berceau, puisqu'il aurait en effet été le filleul d'Édouard Herriot (31). D'octobre 1956 (congrès de Lyon) à 1970, Georges Bérard-Quélin appartiendra sans interruption au bureau national du Parti radical, comme trésorier adjoint de la fédération de la Seine en 1956, puis prenant peu à peu en main les finances du mouvement. Il sera finalement vice-président de 1968 à 1970 et trésorier national du Parti radical-socialiste de 1965 à 1969. De 1965 à 1969 (32), il sera membre du bureau politique et trésorier national (toujours un poste clé dans ses cordes de grand argentier) de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, participant à ce titre à la campagne présidentielle de François Mitterrand comme membre de son secrétariat politique.

C'est que Georges Bérard-Quélin a toujours su se rendre utile à l'occasion, aidant et soutenant toujours les amis. Par exemple, il entretenait d'excellentes relations avec l'Association de la presse démocratique dont le président Gustave Robert, ami personnel de Guy Mollet, avait fondé la revue *Publicité-Presse*. Lorsqu'elle interrompit sa parution en 1951, elle fut reprise et fusionnée avec *La Correspondance de la presse*. Jean-André Faucher, dans ses précieux ouvrages sur la IVe République et les débuts de la Ve (33), a évoqué à plusieurs reprises Bérard-Quélin. En 1963, Bérard-Quélin, avec le sénateur Auguste Pinton, profite du retour sur la scène politique de Pierre Mendès France, après plusieurs années de retenue, voire d'absence, pour lui proposer de reprendre sa place au Parti radical, offre qu'il écartera provisoirement. Nouvelle opération en 1965, où Georges Bérard-Quélin participe à la candidature présidentielle de François Mitterrand. En 1966, il participe à la direction de la Convention des institutions républicaines au titre de représentant du Club des Jacobins. On remarquera d'ailleurs que divers responsables et éléments influents de la CIR ou de la FGDS seront intégrés au Siècle : André Cellard, André Rousselet, Georges Dayan, Guy Penne, Charles Hernu, Alain Gourdon, etc.

C'est un portrait tout en nuances qu'a dressé Pierre Moussa dans son éloge funèbre : « Il avait des convictions fermes qui n'ont guère varié dans le temps. En politique, il était attaché à la république parlementaire et se défiait non seulement

du pouvoir absolu, mais même de tout ce qui ressemble au présidentialisme. Il avait une dévotion, qui n'était pas du tout purement verbale, pour la Révolution française qu'il honorait jusque dans ses individualités les plus contestables (...) Les hommes politiques qu'il admirait, pour ne parler que des défunts, étaient Herriot, Queuille, Mendès. Il avait pris une part active à la constitution de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, dont il avait été membre du bureau politique et trésorier national. Cet homme de conviction était aux antipodes du fanatisme (...) Verbalement impérieux, parfois despotique, il était dans la pratique l'ennemi de toutes les intolérances. On l'a vu s'indigner, et souvent œuvrer, contre les excès du sectarisme, en 1944 comme en 1958, en 1981 comme en 1986. Son influence sur la politique française, qui fut réelle quoique peu apparente pour le profane, procédait moins de la pression d'une force politique que de l'autorité que lui conféraient ses qualités de jugement et sa connaissance approfondie de la société française. »

S'il est exact que le sortir de la IVe République fut difficile, tout s'arrangea à partir des années giscardiennes comme en témoigne l'exceptionnel nombre de ministres, secrétaires d'État et directeurs de cabinets, de droite parlementaire comme de gauche, qui entrèrent alors au Siècle. Stéphane Denis (3), lors de sa mort, lance donc quelques piques qui manquent leur cible : « Georges Bérard-Quélin n'avait pas survécu à la mort de la IVe République. Il était par essence un de ces hommes dont l'influence tenait tout entière dans un veston croisé sur un petit bedon, à l'heureux temps du docteur Queuille et des apparentements réunis. 1951 fut sa grande année, celle où le Parti radical, dans un suprême effort, dans un sursaut posthume, imagina l'éternité sous la forme de ces groupes charnières qui faisaient et défaisaient les coalitions. Georges Bérard-Quélin n'aimait pas le gaullisme. Brusquement, sans amis, sans ministres, il vécut au début de la Ve République les heures difficiles où les défenseurs du Système, ralliés dans le cartel des Non, partirent les uns pour la retraite et les autres pour une seconde carrière. C'est ainsi que trésorier de la FGDS, Georges Bérard-Quélin s'activa jusqu'à la fin des années soixante à faire renaître le rêve d'un régime confortable et républicain, parlementaire et conciliant, peuplé de "présidents" et de dîners en ville. Avec un certain nombre de ses amis, il resta même éberlué de voir comment, mêlant ce rêve à la logique institutionnelle d'un régime détesté, M. Mitterrand allait forger à son seul usage une machine de guerre passée dans l'Histoire sous le nom de Parti socialiste. »

Georges Bérard-Quélin contre JJSS

En 1969, pour rebondir, à la fois en réunissant les gauches centristes, radicales et socialistes et en entrant au Sénat, Georges Bérard-Quélin, faute de personnalités internes suffisamment fortes à l'intérieur du Parti radical, alla chercher un jeune politicien brillant et ambitieux, sans doute trop brillant et trop ambitieux : Jean-Jacques Servan-Schreiber. Ce dernier devint secrétaire général des radicaux le 29 octobre 1969, Maurice Faure étant président. Avec sa faconde habituelle, sans

qu'on sache toujours si le propos est fiable (34), Bérard-Quélin affirme avoir été à l'origine du « destin radical » de l'ancien directeur de *L'Express* : « Je le connaissais depuis 1941. J'étais très lié avec sa famille, nous avions besoin d'hommes jeunes, dynamiques, responsables. Quand Jean-Jacques est venu me trouver le surlendemain du référendum pour me demander d'être associé à ma tentative de regroupement socialistes-radicaux-centristes en vue de la campagne présidentielle, j'ai accepté. Au bout de huit jours, il exigeait le secrétariat général du parti. Maurice Faure a pris seul la responsabilité de lui céder. »

La guerre est désormais ouverte entre les deux hommes. « Radical » en sommeil « depuis douze ans, écrit Henry Coston (35), il était brusquement porté à la direction du parti par Maurice Faure, président de cette formation, qui comptait sur le directeur de *L'Express* pour remettre sur pied un parti sérieusement affaibli. Estimant ne pouvoir être, à la fois, le directeur d'un hebdomadaire et le secrétaire général d'une formation politique, Servan-Schreiber abandonna la direction de son journal pour se consacrer au parti. Mais les idées nouvelles qu'il chercha à imposer au vieux parti furent diversement accueillies. »

En septembre 1970, JJSS se présente aux élections législatives partielles de Bordeaux contre Jacques Chaban-Delmas, alors même qu'il était déjà député de Nancy depuis juin (siégeant comme apparenté socialiste au Palais Bourbon). Il est battu. Mais auparavant, il avait affirmé que s'il faisait moins de 30 % des suffrages, il démissionnerait du secrétariat général. Le dernier acte du « drame de Bordeaux » (16 % des voix contre 57 % à Chaban, élu dès le premier tour) se jouera à bureaux fermés, Bérard-Quélin étant fortement partie prenante. Depuis son entrée en fonction, place de Valois, l'appareil du parti s'opposait en effet à JJSS. Cette opposition était conduite par Bérard-Quélin, dont *Le Nouvel observateur* (34) affirme alors qu'il est l'« un des hommes les plus secrets de la politique française ». En septembre 1970, il demande donc au bureau le départ de JJSS : « Servan-Schreiber, déclare-t-il, nous a fait beaucoup de mal. Il n'a respecté ni les statuts ni les coutumes de notre parti. Il nous a ridiculisés vis-à-vis de l'opinion et mis dans une position dangereuse vis-à-vis des socialistes. Il nous a menés à l'aventure. » Sa motion sera toutefois rejetée par 32 voix contre 9, plusieurs « poids lourds » faisant chorus avec lui, comme Étienne Dailly, Pierre de Felice, Jean Lacaze pour ne citer que les plus influents.

Néanmoins, Georges Bérard-Quélin espère être repêché au congrès par plusieurs opposants déclarés, qui ne siègent plus depuis l'arrivée de JJSS, tels René Billères, Émile Roche ou Gaston Monnerville. Le congrès du Parti radical-socialiste, réuni à Paris les 4, 5 et 6 décembre 1970 désavouera pourtant définitivement Georges Bérard-Quélin au profit de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Il récidivera encore en mars 1971, à l'occasion d'une réunion du bureau national sous la présidence de Maurice Faure et en l'absence de JJSS, en voyage en Suède (après un voyage de quinze jours aux États-Unis). La réunion se tient au lendemain des élections municipales, où le Parti radical a perdu six municipalités importantes et n'en a gagné que deux (La Rochelle et Orléans), et ce, uniquement grâce à l'appui de toutes

Une déclaration de M. Georges BERARD-QUELIN

Ancien Vice-Président du Parti Radical-Socialiste

LES RÉSULTATS DES ELECTIONS SOULIGNENT LA NÉCESSITÉ DE LA RÉCONSTITUTION D'UN PARTI RADICAL-SOCIALISTE, AXE D'UNE LARGE MAJORITÉ CENTRE GAUCHE, REGROUPANT LES HOMMES DE PROGRÈS ET DE RAISON.

Secrétaire Général « provisoire » du Parti Radical-Socialiste, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber n'a plus qualité pour exercer ses fonctions. Son absence de la campagne municipale qui vient de se dérouler — campagne dont il avait lui-même souligné, voici quelques mois, l'importance dans des déclarations fracassantes, inconsidérées et contradictoires — son long séjour à l'étranger, alors que son devoir de Secrétaire Général du Parti était de se mettre à la disposition de ceux qui défendaient nos idées — ont été sévèrement jugés par nos amis.

Monsieur J.-J. Servan-Schreiber avait annoncé, on s'en souvient, avec légèreté, devant la presse anglo-américaine le 8 Avril dernier, que : « le Parti Radical-Socialiste remporterait toutes les municipalités françaises importantes, à l'exception, peut-être, de deux Villes : Bordeaux et Strasbourg », et il ajoutait : « en empêchant l'U.D.R. de gagner une seule municipalité, nous créerons ainsi les conditions pour que le climat français change ».

Nous n'avons cependant été présents que là où nos militants traditionnels, et eux seuls, ont, avec leurs seuls moyens, sans appui et sans aide, mené un combat difficile mais néanmoins souvent victorieux.

Monsieur J.-J. Servan-Schreiber et son équipe tentent depuis plus d'un an de s'approprier le Parti d'Edouard Herriot : il doit y être mis fin, car ils n'ont rien de commun avec notre tradition, notre doctrine et notre état d'esprit. Ils n'ont même pas l'excuse de la réussite et de l'efficacité.

Les Radicaux-Socialistes ne peuvent accepter que leur Parti, dont l'existence est aujourd'hui, plus qu'hier, liée à l'exercice de la démocratie et au maintien d'un régime républicain, soit mené par un homme dont j'ai dit, devant le Bureau National le 12 Mars dernier « qu'il était un caractériel et qu'il agissait en irresponsable ».

Les Radicaux et leurs alliés — qu'ils soient Socialistes ou Républicains de Progrès — ne peuvent admettre plus longtemps que la pensée politique et l'action soient remplacées par une publicité tapageuse et une propagande fracassante, nécessitant des moyens financiers exhorbitants et anti-démocratiques, par le culte de la personnalité que nous avons toujours dénoncé, par une absence totale de dialogue avec les responsables des Fédérations et une constante insubordination aux décisions des organismes directeurs. Encore faut-il ajouter que ceux-ci ne sont consultés qu'exceptionnellement. Ils sont mis, de même que le Président du Parti, en face d'actes qui engagent la vie même et l'avenir de notre formation et de déclarations dont ils ont connaissance par la presse, la radio et la télévision, sans en avoir été, au préalable, informés.

Notre devoir, le devoir des Radicaux-Socialistes, tous unis, quelle que soit leur tendance, qu'ils soient de « droite » ou de « gauche », est de reconstituer un Grand Parti Radical-Socialiste autour des hommes qui ont fait la preuve de leur sérieux, de leur fidélité à leurs idées, à leur qualité de gestionnaires. Celui-ci, sans sectarisme, devrait réunir tous ceux qui, au cours de ces dernières années, qu'il s'agisse de Pierre Mendès-France ou d'Edgar Faure et de leurs amis, se sont éloignés du Parti Valoisien au cours de crises successives et inopportunes. Ces hommes, dont l'état d'esprit est Radical, sincèrement attachés à la démocratie, voient avec inquiétude se désagréger chaque jour davantage toutes les forces de la Nation, qu'il s'agisse des agriculteurs, des commerçants, de la jeunesse, des étudiants.

Entre la Raison d'Etat invoquée souvent comme la justification des gouvernements de droite et la contestation permanente qui conduit de l'anarchie à l'insurrection, puis à l'instauration par réaction d'un régime d'autorité, les Radicaux-Socialistes doivent, fidèles à leurs traditions, permettre un régime fort mais non autoritaire, soucieux du respect de l'Etat, mais aussi de la défense du citoyen, chaque jour davantage opprimé par une réglementation et asservi à des conditions de vie chaque jour plus insupportables.

La Parti Radical-Socialiste, qui a été profondément attaché à la création de la République, puis à l'instauration d'une démocratie sociale, a un rôle essentiel à jouer : la tâche entreprise par Félix Gaillard, pour créer une large conjonction des véritables réformateurs, doit être poursuivie sans délai.

*La vive critique de Georges Bérard-Quélin envers Jean-Jacques Servan-Schreiber (*L'Essor Sarladais*, 2 avril 1971) devait entraîner son élimination des instances dirigeantes du Parti Radical-Socialiste.*

les forces de gauche, y compris le Parti communiste. Georges Bérard-Quélin en profite pour porter ce que *Le Monde* (36) appellera « une violente attaque » contre son ennemi juré : « Secrétaire général provisoire du Parti radical-socialiste, JJSS n'a plus qualité pour exercer ses fonctions, explique-t-il dans une déclaration écrite remise à la presse. Son absence de la campagne municipale qui vient de se dérouler – campagne dont il avait lui-même souligné voici quelques mois l'importance dans des déclarations fracassantes, inconsidérées et contradictoires – son long séjour à l'étranger, alors que son devoir de secrétaire général du parti était de se mettre à la disposition de ceux qui défendaient nos idées, ont été sévèrement jugées par nos amis. JJSS avait annoncé, on s'en souvient, avec quelque légèreté, devant la presse anglo-américaine le 8 avril dernier : "Que le Parti radical-socialiste remporterait toutes les municipalités françaises importantes, à l'exception peut-être de deux villes : Bordeaux et Strasbourg." JJSS et son équipe tentent depuis un peu plus d'un an de s'approprier le parti d'Édouard Herriot. Il doit être y être mis fin. Ils n'ont même pas l'excuse de la réussite et de l'efficacité. » « BQ » en profite pour lancer un appel à la reconstruction d'un vaste parti de gauche, conviant Pierre Mendès France et Edgar Faure, tous les deux anciens présidents du Conseil et anciens du Parti radical. Pourtant, JJSS, affirmant peu après se mettre « en congé provisoire » du secrétariat général, raflera quelques mois plus tard la présidence à Maurice Faure, mais Georges Bérard-Quélin aura déjà été exclu (ce qu'il refusera d'admettre, intentant alors une longue procédure).

La campagne de Dordogne

En effet, pour mieux se positionner contre JJSS et récolter les fruits de tant d'années d'influence occulte, Georges Bérard-Quélin a décidé de mener campagne en 1971 aux élections sénatoriales de Dordogne là où il possédait une « maison de famille » (37). Il n'avait pu obtenir l'aval de son parti pour entrer au Sénat (38), mais espérait bien prendre la succession du sénateur Sinsout (FGDS-Radical), qui allait sur ses 80 ans. Il se présenta donc aux élections sénatoriales contre Alain Bonnet, mandaté par le Parti radical-socialiste, qui présidait la fédération départementale et n'était autre que le fils de Georges Bonnet, ancien ministre et ancien député. Prétexte ou pas, une polémique s'en suivit dans la presse et les cénacles : le Parti radical-socialiste affirme avoir exclu le 8 septembre Georges Bérard-Quélin, celui-ci estime en être démissionnaire (39). « JJSS, explique Bérard-Quélin dans un communiqué, a demandé au comité directeur du Parti radical-socialiste mon exclusion du parti, ainsi que celle de Raymond Brun, sénateur de la Gironde, en l'absence du président du parti, Maurice Faure. Il a déclaré que mon exclusion, demandée par Alain Bonnet, candidat aux élections sénatoriales en Dordogne, avait été prononcée.
Il est inexact que j'ai été exclu, le comité directeur ayant refusé de se saisir de cette question, les dispositions statutaires n'ayant pas été respectées, ainsi que l'ont fait remarquer plusieurs parlementaires et présidents de fédérations, ainsi que

Georges BERARD-QUELIN
candidat d'Union Républicaine, Radicale et Radicale-Socialiste

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE

ELECTIONS SENATORIALES DU 26 SEPTEMBRE 1971



Jean EXPERT
remplaçant éventuel

Mesdames et Messieurs les Délégués Sénatoriaux,

Comme j'en ai informé dès le 4 Mai, MM. les Parlementaires, Conseillers Généraux et Maires du département, je suis candidat aux élections Sénatoriales du 26 Septembre.

Vous me connaissez : 25 ans d'activités professionnelles m'ont permis de donner la preuve que je savais allier le respect de mes engagements et la fidélité à mes idées, le travail et l'efficacité.

MEMBRE DU PARTI RADICAL-SOCIALISTE DEPUIS 1936, dont j'ai été durant plusieurs années Vice-Président et Trésorier National, je suis ferme dans mes convictions, mais ennemi de tout sectarisme et de toute exclusive.

✦ **C'est dire que je suis un défenseur de l'ordre républicain**; l'autorité de l'Etat, sans laquelle il ne peut y avoir de véritable démocratie doit être maintenue et, si besoin est, rétablie.

✦ **C'est dire que je défendrai le rôle du Sénat**, traditionnel défenseur des collectivités locales et conservateur de la République; il doit retrouver l'intégralité des prérogatives qu'il avait sous la IIIe République.

Je considère, vous le savez, que le rôle essentiel d'un Sénateur est de représenter et de défendre les Collectivités Locales auprès de l'Administration et du Gouvernement.

C'est pourquoi j'ai rendu visite, durant ces derniers mois, à la totalité de MM. les Maires et Conseillers Généraux de notre département, puis tenu une réunion des Délégués Sénatoriaux désignés le 5 Septembre dans chacun de nos 47 cantons, aussi bien pour mieux connaître leurs problèmes que pour exposer le programme que je m'engage à défendre, et dont je vous rappelle ici les points les plus importants :

✦ **Pour une réforme urgente des finances locales** afin que les communes disposent de ressources suffisantes et d'une plus large autonomie; pour qu'elles ne supportent plus le poids exorbitant et injustifié de la **T.V.A.**; pour que l'Etat prenne en charge au moins 80 à 90 % des dépenses d'entretien des **chemins vicinaux et le ramassage scolaire.**

✦ **Pour que notre département soit classé Zone de rénovation rurale.**

✦ Pour que soit assuré l'équipement de notre département et notamment que **l'adduction d'eau,** priorité des priorités, **soit terminée en Dordogne avant 1975,** en même temps que les installations d'assainissement.

Profession de foi de Georges Bérard-Quélin, aux élections sénatoriales de Dordogne en septembre 1971. Se présentant comme « candidat d'Union républicaine, Radicale et Radicale-socialiste », il n'avait pu obtenir le soutien officiel de son propre parti, ce qui explique sans doute son score médiocre (20 %).

Des personnalités Radicales-Socialistes appellent à voter Georges Bérard-Quélin

— *MAURICE BOURGES-MAUNOURY*

Ancien Président du Conseil,
Président d'Honneur du Parti Radical-Socialiste.

« J'appelle les Délégués Sénatoriaux de Dordogne à voter en faveur de mon Camarade et Ami Georges BERARD-QUELIN dont je connais et apprécie les qualités d'intelligence, de loyauté, de travail et d'efficacité. »

— *FRANÇOIS GIACOBBI*

Sénateur, Président du Conseil Général de la Corse,
Ancien Ministre.

— *JEAN FILIPPI*

Sénatear de la Corse, Ancien Ministre.

— *EDOUARD SCHLŒSING*

Député du Lot-et-Garonne.

« J'appelle les Délégués Sénatoriaux de Dordogne à l'apporter leur soutien et à voter pour toi, dont je connais et apprécie les qualités d'intelligence, de loyauté, de travail et d'efficacité. »

— *Le Sénateur-Maire de Béziers PIERRE BROUSSE*

Vice-Président du PARTI RADICAL-SOCIALISTE,
Ancien Secrétaire Général du Parti Radical-Socialiste.

« Au delà des problèmes d'exclusives, j'avoue ne pas comprendre en raison de la situation de ton département, qui conduit à une division inutile et regrettable des Radicaux — les problèmes qui ont été évoqués à Paris en mon absence. Stop. Je veux t'exprimer pour demain mes souhaits personnels et affectueux dans le dur combat que tu livres. Stop. Très amicalement à toi. »

— *CLAUDE LECLERC*

Ancien Député,
Président de la COMMISSION de DISCIPLINE du PARTI RADICAL-SOCIALISTE.

« Vous confirme Comité Directeur 8 courant A DECIDE NON EXAMEN DEMANDE EXCLUSION. Stop. Amitiés. »

— *ETC... ETC...*

Imp. Lafayasse - Sarlat

Diverses personnalités du Parti Radical-Socialiste apportèrent leur appui à la candidature de Georges Bérard-Quélin.

le président de la commission de discipline du parti. Je demeure donc membre du Parti radical-socialiste à part entière et me présenterai le 26 septembre aux élections sénatoriales comme radical-socialiste, ancien vice-président et trésorier national du parti, même si je n'ai pas l'investiture de Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui, au demeurant, ne pourrait que me nuire (...) J'ai été l'un des premiers, avec mes amis Félix Gaillard et Maurice Bourgès-Maunoury, à dénoncer la tentative d'appropriation du Parti radical-socialiste par Jean-Jacques Servan-Schreiber. Il sait qu'aujourd'hui, comme hier et demain, je suis de ceux qui ne se plieront jamais sur la dictature qu'il entend, pour des fins personnelles, faire régner sur mon parti. » Las, Georges Bérard-Quélin n'obtiendra que 20 %, bien qu'ayant bénéficié du soutien écrit de nombreux dirigeants politiques comme Maurice Bourgès-Maunoury, François Giacobbi (sénateur de la Corse et président du conseil général), Jean Filippiu (sénateur de la Corse), le sénateur-maire de Béziers Pierre Brousse, Claude Leclerc (président de la commission de discipline du parti radical-socialiste), etc. Dégoûté, Georges Bérard-Quélin abandonnera alors la politique active, se repliant sur sa société et sur Le Siècle.

La Société générale de presse

L'empire de Bérard-Quélin repose sur sa propre société, la Société générale de presse, elle-même doublée par l'Office français d'éditions documentaires lancé en 1946, l'Agence française d'extraits de presse lancée en 1960 (qui a pris la

suite du Bureau international de documentation lancé en 1954) et l'Encyclopédie périodique économique, le tout construit périodique après périodique. Jusqu'à sa mort, B-Q y assurera en général la direction et la rédaction en chef des différentes publications. Fonctionnant depuis 1944, elle fut créée légalement le 17 avril 1947, sous forme d'une SARL enregistrée le 9 juin 1947 (rectification du 21 janvier 1959). Ses fondateurs (40) sont tous issus du groupe constitué sous l'Occupation : Georges Bérard-Quélin, René Chalon, conseil général honoraire, ancien chef de cabinet du président du Gouvernement provisoire, ancien directeur du Bureau des foires internationales, Gabriel Cudenet, journaliste, Jacques Desmyttère, ancien professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, président de l'École nouvelle d'organisation économique et sociale, Alof de Louvencourt, inspecteur général des Finances, président de l'Association des membres de l'inspection générale des Finances, Jean Mottin, conseiller d'État, ancien directeur de cabinet du ministre de l'Information.

Lorsque la SGP se transformera le 5 février 1965 en société anonyme, le capital se répartissait entre :

- Alof de Louvencourt, 60 parts.
- Jacques Desmyttère, 38 parts
- Chantal Dufaure, épouse Magdelain, 1 part.
- Jacqueline Daubige (c'est-à-dire Mme Bérard-Quélin), 6 parts.
- André Cellard, 1 part.
- Roger Charny, journaliste, 1 part.
- Lucien Plasson, administrateur social, 1 part.

Au passage de la SARL à une SA au capital de 110 000 F, Georges Bérard-Quélin prend 795 parts, Alof de Louvencourt 99, Jacques Desmyttère 42, Jacqueline Daubige 54. Les administrateurs sont alors Georges Bérard-Quélin (PDG), Alof de Louvencourt (directeur général adjoint), Gérard Magdelain, Jean-Marie Dauzier (frère de Pierre Dauzier, PDG d'Havas), Guy Cupfer (avocat), Jacques Bondoux (président de la Fédération nationale des entreprises de commerce). Tous, ou presque, appartiennent au Siècle.

Au décès de B-Q en 1990, le conseil d'administration de la Société générale de presse se composait également de Marianne Bérard-Quélin (qui lui succède comme président), Jacqueline Bérard-Quélin, rédacteur en chef (elle est devenue vice-président et directeur général en 1996), d'Étienne Lacour, directeur général adjoint, directeur de la rédaction, rédacteur en chef et secrétaire général du Siècle, neveu de Mme Bérard-Quélin, ainsi que de Gabriel Bertrand, ancien directeur des relations extérieures puis directeur de la rédaction de la Société générale de presse, ancien directeur général adjoint de Médiavision, Pierre Brousse, ancien ministre, ancien sénateur-maire de Béziers, conseiller d'État (franc-maçon et membre du Siècle), Pierre Bussac, directeur général honoraire et secrétaire du conseil d'administration de la Société générale de presse, André Cellard, ancien ministre socialiste, ancien député-maire de Saint-Clar, avocat près la Cour d'appel de Paris (et membre du Siècle), Jacques Fauvet, ancien directeur du *Monde*, président de la

Commission nationale de l'informatique et des libertés (et membre du Siècle), Chantal Magdelain, ancien directeur des relations extérieures de la Société générale de presse, Jean Mottin, conseiller d'État honoraire, président honoraire de la Société nationale des entreprises de presse, membre du Tribunal suprême de Monaco (et membre du Siècle), Willy Stricker, ancien directeur de la documentation puis de la rédaction de la Société générale de presse, ancien directeur de l'information de la Compagnie générale d'électricité, directeur général délégué de la Générale occidentale, PDG du groupe Express (et membre du Siècle). Laurent Bérard-Quélin sera coopté à cette occasion.
Depuis sa création, la SGP est installée là où Georges Bérard-Quélin avait développé sa *Correspondance de presse* à la fin de l'Occupation, c'est-à-dire au 13, avenue de l'Opéra (Paris Ier). Elle occupe aujourd'hui une bonne partie de l'immeuble, ainsi que divers étages dans les immeubles situés aux alentours (5,7,9,11,13,15, avenue de l'Opéra), sans compter une imprimerie installée 6 à 14, avenue d'Argenteuil (environ 1 000 m^2).

Un empire de presse polycopié

En 1956, l'empire Bérard-Quélin se composait déjà de :
- *L'Index quotidien de la presse française* : une revue de presse des principales publications quotidiennes lancée le 31 mai 1954 par Bérard-Quélin.
- *La Correspondance économique* (longtemps agrémentée de « technique et professionnelle ») : ce quotidien procure les renseignements sur les entreprises, les ministères, les hommes liés aux entreprises. Elle fut rachetée en 1947 et sensiblement transformée avec une part importante consacrée à la vie des sociétés, leurs structures et leurs initiatives.
- *L'Index* : une revue hebdomadaire de la presse.
- *La Correspondance de la presse* : l'actualité quotidienne dans les milieux de presse et audiovisuels, relancée le 15 mai 1951.
- *La Correspondance de la publicité* : l'actualité quotidienne dans le milieu de la publicité et audiovisuel, lancée le 20 septembre 1953 afin d'alléger *La Correspondance de la presse*.
- *Documents et informations parlementaires* : hebdomadaire retraçant la vie parlementaire depuis 1954. Il a remplacé le *Bulletin quotidien d'informations parlementaires* lancé en 1945 à la suite d'un accord passé avec l'hebdomadaire *Les Travaux parlementaires* de Manuel Molina, directeur-rédacteur en chef de *Express-Documents* et des *Affaires*, alors président du Syndicat national de la presse d'informations techniques et spécialisées, dont la Société générale de presse reprit les abonnés.
- *Actualités économiques* : hebdomadaire économique lancé en 1953. Il s'agit d'une synthèse réécrite de la première partie de *La Correspondance économique*.
- *Bilans hebdomadaires* : bilan de l'actualité de la semaine à destination des décideurs dans tous les domaines, racheté en 1946 à Jean Gemaehling, adjoint au

directeur des matières fissiles au Commissariat à l'énergie atomique.
- *Correspondance hebdomadaire* : La direction en fut longtemps assurée par l'historien, spécialiste du monde du travail, Georges Lefranc, et Maurice Ulmann, secrétaire général d'*Esprit* et ancien directeur de *La Tribune des nations*.

En 1990, au décès de Georges Bérard-Quélin, la Société générale de presse éditait cinq quotidiens (le *Bulletin quotidien*, *La Correspondance économique*, *La Correspondance de la presse*, *La Correspondance de la publicité*, *L'Index, revue quotidienne de la presse française*) et cinq hebdomadaires (*Actualités économiques*, *Bilans hebdomadaires*, *Documents et informations parlementaires*, *La Lettre de l'énergie*, *La Lettre financière*). D'autres titres sont également parus, plus ou moins éphémères (ou devaient paraître), comme *La Correspondance européenne* (1962-1968), *Europe Afrique service* (1981), *La Lettre d'Allemagne* (lancée en 1976 par EDS, une société créée par Jean-Paul Pigasse, ex-rédacteur en chef d'*Entreprise*, conseiller à la direction des *Échos*, et devant être reprise en 1978), *Hommes d'aujourd'hui et de demain* (éditée jusqu'en septembre 1976 sous le titre *Hommes à suivre* et devant être reprise en 1978), *Lettre de France* (devait être lancée en 1978). EDS avait déjà en 1976 cédé à la Société générale de presse, associée à *La Correspondance économique*, six lettres sectorielles : *La Lettre financière*, *Énergie*, *Électrique-électronique*, *Mécanique*, *Textiles-Habillement*, *Transports*.
Nombre des informations se recoupent d'un titre à l'autre ou sont recyclées du quotidien vers les hebdomadaires, mais toujours avec un souci de sélection et de qualité de l'information. Ce qu'indiquera la presse (41) lors de la sortie du 10 000e numéro de *La Correspondance de la presse*, s'applique parfaitement aux autres titres : il s'agit d'« un outil de travail privilégié pour se tenir au courant des textes législatifs ou réglementaires et (surtout) pour connaître – en avant-première – les changements d'hommes dans les entreprises ou l'administration. Depuis le premier n°, paru le 15 mai 1951, la forme de ce bulletin a extraordinairement peu évolué : 15 à 20 pages ronéotypées, format A4, une agrafe en haut à gauche. Des informations brutes, sans le moindre commentaire, une rigueur des faits rarement prise en défaut (...) Bérard-Quélin fuit la publicité. Son créneau est celui de la confidentialité. Les abonnés de *La Correspondance* se comptent en centaines. Mais celui des lecteurs en milliers. Le tarif d'abonnement annuel étant de 15 000 F, les photocopieuses tournent... » En 1996, à titre indicatif, l'abonnement annuel au *Bulletin quotidien* s'élevait à 29 380 F hors taxe (cinq jours par semaine), *La Correspondance de la presse* 19 500 F, *La Correspondance économique* 26 700 F.
La Société générale de presse comptait dans les années soixante-dix (selon Jean-Paul Pigasse) environ 200 salariés, dont 35 journalistes et 25 documentalistes. *La Correspondance économique* était alors envoyée à 3 803 abonnés, qui déboursaient 4 200 F par an. S'y ajoutait *L'Index* (3 025 abonnés), *La Correspondance de la presse* (3 218 abonnés), *La Correspondance de la publicité* (2 381 abonnés), *Bilans hebdomadaires* (5 983 abonnés), *Actualités économiques* (5 177 abonnés), *Documents et Informations parlementaires* (18 260 abonnés). Le chiffre d'affaires de la Société générale de presse était alors estimé à 45 millions de F (6). C'est ce que *Le Monde*

(42) devait appeler « un empire de quotidiens polycopiés », donnant sensiblement les mêmes chiffres... quinze ans après: « 200 salariés, dont 25 journalistes et une armée de documentalistes, ainsi que des cyclistes qui, chaque matin à l'aurore, distribuent les bulletins auprès des abonnés sans utiliser les services de la poste. »

Le « BQ »: le *Bulletin Quotidien* de Bérard-Quélin

La politique active abandonnée, Georges Bérard-Quélin devait lancer en 1973 le quotidien qui avait toujours été pour lui le rêve ultime de toute une vie, le *Bulletin Quotidien*, dont les initiales « BQ » rappellent très exactement ses propres initiales. Pour qui l'a déjà consulté, le BQ cumule trois qualités au moins: il est certainement le quotidien le plus influent de France, le moins connu et le plus cher. Le BQ a été lancé avec l'appui de diverses personnalités: les noms de Jacques Fauvet du *Monde*, de Jean Ferniot de *RTL*, de Michel Bassi du *Figaro* et de Pierre Meutey d'*Europe 1* et du *Point* furent cités. Lors de la conférence de presse de lancement, Georges Bérard-Quélin déclare (42) à propos du public qu'il vise avec ce qu'il qualifie de « journal de l'essentiel », reprenant des termes très proches de ceux utilisés en 1944: « le public d'initiés à la vie politique, économique et administrative, par formation, curiosité intellectuelle et plus encore nécessité professionnelle, morale ou politique, est un public exigeant. Il ressent le besoin d'aller au fond des choses sans respect. Il refuse de se laisser "matraquer" par l'événement et cherche à comprendre les vrais enjeux et les vrais problèmes qui sont trop souvent ignorés. En bref, il demande à la presse de lui fournir une indispensable documentation de référence, sans pour autant prétendre peser sur son opinion. » Lors du lancement, un communiqué précise: « Se voulant "le journal de l'essentiel", il s'adresse à une clientèle restreinte et sélectionnée; une clientèle de responsables dans les domaines de la politique, de l'économie, de l'administration, de l'information, tant nationaux qu'étrangers; une clientèle d'hommes qui, par leur formation, leur curiosité intellectuelle, leur place dans la vie de la cité, ont besoin de savoir, de comparer, de réfléchir, de dépasser les péripéties pour mieux appréhender l'événement. » Ses buts, à la fois passe-partout et ambitieux, seront exactement remplis, moyennant quelques dizaines de milliers de francs par an. Mais les lecteurs/acteurs sont heureux: ils apprennent à l'avance, parfois un ou deux mois à l'avance comme au Quai d'Orsay, les nominations prévues de hauts-fonctionnaires, de quoi anticiper sur les événements. « Chaque matin, ministres, hauts-fonctionnaires, grands patrons, se précipitent pour lire ses publications, le *Bulletin quotidien* et *La Correspondance de la presse*. Ils sont sûrs d'y trouver des scoops: nomination de préfets ou annonce d'un remaniement ministériel... avec trois longueurs d'avance sur l'information officielle. Cela dure depuis quarante ans. Le secret de B.Q.? Une astuce de tous les diables et un énorme réseau de relations. Acquis grâce à son association Le Siècle qui regroupe tout ce qui gravite autour du pouvoir et dont Bérard-Quélin est le secrétaire général depuis 1944 (43). » Même son de cloche du grand quo-



La Correspondance économique
Quotidien d'Informations économiques et sociales

La Correspondance de la Presse
Quotidien d'Information et de Documentation Professionnelles

Bulletin Quotidien
QUOTIDIEN D'INFORMATION DOCUMENTATION ET PROSPECTIVE
CRÉÉ EN SEPTEMBRE 1944 SOUS LE TITRE « INDEX QUOTIDIEN DE LA PRESSE FRANÇAISE »

Lundi 26 février 1996 - 23ème année - N° 5766 — Le n° (HT) 158 F
Tarifs d'abonnement (HT): 1 an: 29 380 F- 6 mois: 16 160 F- 3 mois : 8 890 F

SOMMAIRE

	Pages
VINGT-QUATRE HEURES	3
EVENEMENTS ET PERSPECTIVES	
La commission de réflexion sur la réforme du service national devrait être mise sur pied dans les dix jours	5
L'ancien Premier ministre Raymond BARRE souligne que dans les restructurations de l'industrie de défense, "les intérêts nationaux doivent l'emporter sur les intérêts patrimoniaux"	
Avertissement européen à la Grèce	8
La commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale adopte un amendement favorable aux associations anti-avortement	9
L'équilibre des relations commerciales au Conseil des ministres de ce matin	9
LES HOMMES ET LES POUVOIRS	
M. Dominique de VILLEPIN, secrétaire général de l'Elysée, devrait être nommé président de l'Office national des forêts-O.N.F.	11

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PRESSE — 13 AV. DE L'OPÉRA 75001 PARIS
Fondateur : Georges Bérard-Quélin
TÉLÉPHONE : 40.15.17.89 - TÉLÉCOPIE : 40.15.17.15 - TÉLEX SOGPRES 220138 - ADR. TÉLÉG. SOGPRES-PARIS

N° d'inscription à la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse : 54068

Trois lettres quotidiennes d'informations confidentielles spécialisées éditées par la Société Générale de Presse.
Les prix sont en conséquence:
- *29 380 F par an pour le* Bulletin Quotidien.
- *26 700 F par an pour* La Correspondance économique.
- *19 500 F par an pour* La Correspondance de la Presse.

tidien du soir (44) : « Ces quotidiens, tous imprimés en offset depuis 1985 puis polycopiés sur format de page machine à écrire, tiennent de l'idée de génie. À la fois lettres confidentielles et véritables petits organes de presse, ils puisent leur information dans l'actualité proprement dite mais aussi dans les confidences et les rencontres de "B-Q" – grand ordonnateur des dîners de l'association Le Siècle fondée en 1944 – particulièrement bien introduit dans les cénacles de la presse et du monde politique. »

C'est à son fils (de son premier mariage) Patrick que Georges Bérard-Quélin devait largement confier le lancement du *Bulletin quotidien.* Patrick, Roger, qui était né le 7 mai 1945 à Paris, aurait sans doute succédé à la direction de la SGP, tant son père avait de grands espoirs à son égard, l'ayant lancé aussi bien dans le domaine de la presse, de la politique, que de l'influence, mais il mourut tragiquement le 9 décembre 1978. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il y avait fondé le club Sciences Po démocrate-socialiste qu'il présida de 1966 à 1968. Ce club sollicitera son adhésion directe à la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, se donnant pour but de « développer et d'expliquer les orientations de la Fédération sur les grands problèmes politiques et économiques contemporains ». Dans ce but, il organisera tout au long de sa première année d'existence une série de conférences et de débats animés par des personnalités de gauche. La première d'entre elles devait être animée par Georges Vedel, ancien doyen de la faculté de droit et de sciences économiques de Paris, et Alain Gourdon, conseiller référendaire à la Cour des comptes. Pur hasard, il s'agissait de deux membres du Siècle. Patrick Bérard-Quélin fut également vice-président national des Jeunesses radicales-socialistes et membre du comité directeur du Parti radical-socialiste, dont son père était alors l'un des tout premiers dirigeants. Il était programmé pour faire une carrière politique en Dordogne, participant par exemple à la campagne de Jean-Paul Brunet, candidat à Périgueux du Parti radical-socialiste et de la FGDS aux élections législatives de juin 1968. En 1976, il avait rejoint le comité directeur de Liberté et démocratie, section française de l'Internationale libérale.

Patrick Bérard-Quélin fut chargé d'enseignement (droit public) à l'université de Paris IX et étrangement détaché par le CNRS auprès du professeur Pierre Tabatoni (membre du Siècle) qui le chargea de constituer une documentation économique et financière sur le secteur bancaire et les entreprises multinationales, une spécialité un peu particulière dans laquelle il dut exceller en raison des formidables archives familiales. À la Société générale de presse, il prépara le lancement du *Bulletin quotidien*, dont le premier n° parut comme on l'a vu en septembre 1973. Secrétaire général de la rédaction du service politique de la Société générale de presse, du *Bulletin quotidien* et de l'hebdomadaire *Documents et informations parlementaires*, il devait être nommé rédacteur en chef du *Bulletin quotidien* le 1er janvier 1978 et en fut alors officiellement le principal animateur pendant une petite année.

Une myriade de collaborateurs

Nombre des plus grands journalistes de la presse française passeront par le moule Bérard-Quélin, depuis « le rêveur casqué » Christian de La Mazière jusqu'à Jean Daniel, futur directeur du *Nouvel observateur*, en passant par Willy Stricker, centralien que l'on retrouvera à la tête des Presses de la Cité. Cet homme « payant, exigeant beaucoup, comme un libraire de Balzac (qui) a pu s'enorgueillir d'avoir vu défiler dans ses bureaux obscurs des générations de journalistes (3) » devait en une occasion (6), déjà ancienne, citer une incroyable liste jusqu'alors confidentielle d'anciens collaborateurs de la Société générale de presse. C'est tout le Bottin de la presse qui défile : Paul-Louis Bret, ancien directeur général de l'AFP, Georges Lefranc, ancien fondateur du Collège supérieur du travail, Pierre Avril, professeur agrégé de droit, Jean Daniel, directeur de la rédaction du *Nouvel observateur*, Jean Ferniot, éditorialiste à *RTL*, Xavier Marchetti, chef du service de presse de l'Élysée, Pierre Viansson-Ponté, conseiller à la direction du *Monde*, Pierre Brousse, ancien secrétaire général du Parti radical-socialiste, Jean Bloch-Michel, écrivain, François Bruel, directeur du *Télégramme économique*, Jean-Louis Guillaud, directeur de la 3e chaîne de l'ORTF, Bernard Lefort, rédacteur en chef à *RTL*, Colette Neme, professeur agrégé de droit, Jacques Neme, directeur d'*Europe et d'Afrique service*, Sylvain Pivot, énarque, directeur délégué du *Midi libre*, Michel Tardieu, rédacteur en chef des *Échos*, Claude Rousselle, secrétaire général de l'AFP, Philippe Herreman, chef adjoint du service étranger du *Monde*, André Passeron, rédacteur politique au *Monde*, Léone Nora (née Picot), chef des relations publiques de *FR3*, André Harris, producteur à l'ORTF, Pierre Evrard, journaliste au *Point*, Michel de Villeneuve, ancien préfet, ancien directeur commercial d'Air France, Jean-Étienne Huret, directeur du développement d'Edi-Monde, Bernard Griveau, directeur régional de *FR3*, Claude Limousin, directeur de la régie régionale de la 3e chaîne, etc.
On peut y ajouter en outre (40) des noms comme ceux de Michel Ambault, directeur général des papeteries de Montevrain, François Archambault, directeur général de la Nouvelle agence de presse, Gabriel Bertrand, directeur des régies de Médiavision, Georges Brutelle, ex-secrétaire général adjoint de la SFIO et directeur général de *L'Auto-Journal*, Roger Charny, secrétaire général de Frangeco, Fernand Divoire, ancien rédacteur en chef de *Paris-Midi* et de *Paris-Soir*, Jean Duroc-Danner, directeur à la Compagnie française des pétroles, Jean-Louis Guillaud, PDG de *TF1*, Pierre Janrot, directeur de *France Antilles*, etc. « Ils y apprirent le goût de l'information exacte et le poids de l'intervention politico-financière. À cet égard, la Société générale de presse fut une école de la vie. Ne serait-ce que grâce à la dialectique qui conduisait les rédacteurs de la société à y entrer par hasard pour en sortir en claquant la porte » écrira un journaliste (3). De même Pierre Moussa remarque (4) : « La Société générale de presse a été aussi une formidable école de formation de journalistes : une proportion notable des plus grands noms de la presse d'hier et d'aujourd'hui a fait ses premières armes auprès de Bérard. »

Un fabuleux fichier biographique

L'une des principales forces de la Société générale de presse est son fabuleux fichier biographique, qui recense plusieurs centaines de milliers de personnalités françaises (et quelques milliers en Europe). « Un groupe de presse comme le nôtre ne peut fonctionner que s'il met en œuvre une politique d'intégration très poussée, devait confier Georges Bérard-Quélin (6). Parmi les éléments nécessaires

ART. 41 - Le personnel ne peut révéler à quiconque, sans l'accord de la Direction, les informations qu'il a recueillies pour le compte de la Société ou dont il a eu connaissance à l'occasion de ses fonctions et que la Société n'a pas diffusées. Il ne peut ni les divulguer, même après l'expiration de son engagement, ni les utiliser pour son compte ou le compte d'un tiers, le tout sous peine de dommages-intérêts et sans préjudice de l'application de toutes dispositions pénales.

Cette obligation absolue de discrétion couvre l'ensemble du matériel d'information et de documentation de la S.G.P., les procédés spéciaux de fabrication, l'organisation du travail dans la Société, d'une manière générale, toutes les opérations administratives, commerciales et financières.

Il est rappelé que l'article 418 du code pénal punit de prison ou d'amende tout salarié qui aura communiqué ou tenté de communiquer un secret de fabrication de l'entreprise où il est ou était occupé.

Le règlement de la Société Générale de Presse (1966) est très clair : c'est le secret le plus absolu qui est la règle pour l'ensemble des collaborateurs.

à la fabrication de nos publications, deux sont capitaux : la documentation et le dépouillement de la presse. Pour rentabiliser notre documentation biographique et monographique, nous l'avons commercialisée : de même pour le dépouillement de la presse quotidienne et périodique. Ainsi nous publions une soixantaine de répertoires mis à jour de façon permanente. » À l'époque, en 1973, B-Q citait déjà le chiffre de 200 000 personnes visées, dont 75 000 disposaient déjà de notices détaillées. Tous ces chiffres sont sans doute à multiplier par trois ou quatre, car le service de documentation est capable désormais de fournir plus de 300 annuaires biographiques et monographiques différents dans les secteurs économiques et politiques (annuaire des maires, des députés, des sénateurs, des cabinets ministériels, etc.), de la haute administration (annuaire du Conseil d'État et des anciens élèves de l'Ena) et de la communication (annuaire de la presse), sous forme de feuillets mobiles

détaillés régulièrement remis à jour (et vendus au prix fort, chaque annuaire valant souvent 4 à 5 000 F). De l'avis de tous, il s'agit du service de renseignements le plus efficace et complet de France, beaucoup plus important et fiable que celui par exemple de la Direction centrale des renseignements généraux du ministère de l'Intérieur. Chaque jour, par exemple, le *Journal officiel* est dépouillé de À à Z, y compris les attributions de médailles.

Aucun secteur n'est négligé de manière à couvrir tous les acheteurs potentiels. Les principaux annuaires sont consacrés à :

- La politique en France : la présidence de la République, les cabinets ministériels, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil économique et social, le Conseil de Paris, les élections en France, les communes et maires de France, les conseils généraux de France.
- L'administration française : la Cour des comptes, l'inspection générale des Finances, le corps diplomatique et consulaire, le corps préfectoral, les conseillers et attachés commerciaux et financiers, l'École nationale d'administration, les administrations centrales des ministères.
- La justice en France : la Cour de cassation, le Conseil d'État, les tribunaux administratifs, le tribunal de commerce de Paris.
- L'économie française : les administrateurs et dirigeants des sociétés cotées en Bourse, les élections professionnelles.
- La presse et l'information en France : biographies de la presse, biographies de l'audiovisuel, les organismes syndicaux et professionnels.
- La publicité en France : biographies de la publicité, les organismes syndicaux et professionnels, agences et sociétés de publicité.
- L'Europe : le Parlement européen, le Comité économique et social européen, la Commission des communautés européennes, la Cour de Justice européenne, la Cour des comptes européenne.

Depuis quelques années paraît en outre, à un prix très abordable, un excellent *Petit Bérard-Quélin* qui comporte tous les renseignements essentiels sur le pouvoir en place.

Parallèlement et pour les mêmes raisons, la Société générale de presse a pris le contrôle en 1953 d'une agence de coupures de presse du même type que L'Argus de la presse. Cette agence dénommée Bureau international de documentation, a été transformée quelques années après (1959) en celui de l'Agence française d'extraits de presse. En réalité, cette société créée en 1935 avait déjà fusionné avec Le Lynx, agence de coupures de presse fondée en 1882. Depuis 1974, ces services de documentation biographiques sont assortis d'un service de mise à jour permanent et de consultation téléphonique.

La Société générale de presse est également actionnaire de diverses sociétés d'édition et de presse comme la Société internationale de presse, d'édition et de publicité, fondée en mars 1954 par le président de la Licra et du B'naï B'rith de France, Jean Pierre-Bloch. Bérard-Quélin figurait en bonne place aux côtés de Sam Florentin, Samuel Ben Saïd, Henri Chapperon, Étienne Moulin (gendre de Max Heilbronn), Lazare Rachline, Gilbert Marco, etc. Cette société est spécialisée dans

la publicité en faveur de l'État d'Israël avec l'édition de plaquettes de propagande. Rien que de plus normal puisque Georges Bérard-Quélin fut un membre éminent de la Lica (Ligue internationale contre l'antisémitisme), puis de la Licra (l'intitulé comprend désormais « contre le racisme »). En 1986, il envisagera d'étendre son empire en reprenant, en concurrence avec Alain Ayache, l'Agence centrale parisienne de presse (ACP), opération qui n'aboutira ni pour l'un ni pour l'autre. Pour lui, l'ACP devait être une agence complémentaire de l'AFP : « Il ne sera pas question pour moi d'en faire une concurrente de l'Agence française de presse. »

Le « président »

Durant sa longue vie professionnelle, Georges Bérard-Quélin occupera de très nombreuses fonctions, souvent auto-cumulatives, dans divers organes. C'est ainsi qu'en 1955, il est entre autre membre de la Fédération nationale de la presse française (il y serait entré en 1944), du Syndicat de la presse périodique, technique et spécialisée, du Syndicat national des éditeurs d'annuaires, membre du conseil syndical du Syndicat national des agences de presse ainsi que conseiller du commerce extérieur. Il n'obtiendra jamais toutefois la présidence de la Fédération nationale de la presse française, dont il avait toujours rêvé. En 1981, un récapitulatif indique qu'il est président d'honneur de la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée (45), membre du bureau exécutif de la Fédération nationale de la presse française, président d'honneur et membre du comité directeur du Syndicat de la presse économique, juridique et politique, ainsi que président d'honneur du Syndicat de la presse d'information spécialisée. Mais aussi membre du comité directeur de l'Association professionnelle de la presse républicaine, président de l'Association gastronomique et touristique de la presse française, vice-président de l'Union pour l'expansion de la presse française dans le monde, vice-président délégué du comité national français de l'Institut international de la presse, trésorier de l'Association pour le développement du Centre André François-Poncet de conservation et de documentation de la presse, représentant de la Fédération nationale de la presse spécialisée à la fédération des associations d'éditeurs de périodiques de la CEE, administrateur de la Chambre économique de la publicité... Ainsi que membre du Conseil supérieur du tourisme (nommé par le socialiste Jean-Marie Bockel), délégué consulaire à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, membre du comité préparatoire intersyndical des élections consulaires, membre du conseil de direction du Comité républicain du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, expert près la Cour d'appel de Paris. Il était également administrateur du très mondialiste Institut français des relations internationales, dont les plus beaux esprits, à commencer par Thierry de Montbrial, se retrouveront au Siècle.
À l'occasion, Georges Bérard-Quélin ne détestait pas recevoir, « sur la demande pressante de nos amis », quelques décorations. C'est ainsi qu'en 1981, sa notice du Service de documentation biographique de la presse (dépendant de la Société

générale de presse) indique : « Chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, des Arts et des Lettres et des Palmes académiques, Croix de Guerre 1939/1945, commandeur du Mérite agricole, de l'Économie nationale, de la Santé publique, officier des Palmes académiques, du Mérite commercial et industriel, du Mérite touristique, du Mérite postal, médaille de vermeil de la Ville de Paris, médaille d'or de la Jeunesse et des Sports. »

La franc-maçonnerie

Dans ses notices biographiques, sa qualité de franc-maçon du Grand Orient de France ne figurait évidemment pas. Pourtant, parmi les cercles concentriques permettant d'accéder à la puissance suprême figure bien évidemment la maçonnerie. Ce sera sans doute le meilleur marchepied du succès de Georges Bérard-Quélin puisque des auteurs sérieux ayant puisé aux meilleures sources ont indiqué, sans être démentis, qu'il fut cofondateur le 12 novembre 1939 de la Loge Eole à l'Orient de Paris (46). Information triplement étonnante. Tout d'abord parce que le nom de Georges Bérard-Quélin n'est jamais apparu sous l'Occupation dans les listes établies et publiées notamment à l'initiative de Bernard Fay (chargé de l'examen des archives du Grand Orient de France) ou d'Henry Coston (chargé de l'examen des archives de la Grande Loge de France). Ce dernier, rappelons-le, n'avait aucune raison de porter B-Q dans son cœur puisqu'il lui avait pris son poste de premier secrétaire de rédaction à *La France au travail*. Figurant parmi les principaux collaborateurs du collectif Argus (47), Henry Coston (dont la revue *La Libre parole* fut interdite avant parution par Otto Abetz), cinquante ans après, cite Georges Bérard-Quélin, mais n'indique à aucun endroit qu'il fut connu comme maçon. Il pense même qu'il fut initié après la Libération, si ce n'étaient les bonnes relations qu'il aurait entretenues avec Otto Abetz, dont on sait qu'il fut un défenseur des francs-maçons français sous l'Occupation. Partisan de l'entente européenne, ce familier des milieux intellectuels français revenu en qualité d'ambassadeur après l'armistice en 1940 avait été expulsé de France en juin 1939. Jusqu'à son départ, il fréquentait la loge parisienne Goethe du Grand Orient de France. « Cette hostilité agissante de l'ambassadeur Abetz à l'encontre des nationalistes français avait pour corollaire une sympathie – non moins agissante – pour la gauche socialiste ou radicale (...) C'est à un franc-maçon qu'Otto Abetz confia la direction de la feuille d'information officieuse de l'ambassade, *Les Nouvelles continentales*, qui parut à Paris, chaque semaine, de 1941 à 1944 (...) Les francs-maçons furent si nombreux dans les groupes et les journaux favorables à la collaboration de Montoire que leurs adversaires disaient souvent qu'il y avait plus de maçons dans la Collaboration que dans la résistance. »
Affirmation également étonnante puisque pour être cofondateur d'une loge (et non des moindres puisqu'il s'agit d'une loge d'apparat, réservée aux éléments les plus influents du Grand Orient de France), il fallait au moins avoir le grade de

maître, ce qui suppose au minimum trois années d'ancienneté après l'initiation, auquel il faut rajouter le délai d'enquête, l'envoi et la réception des documents nécessaires à la préparation et à l'initiation du candidat. On remonterait donc vers 1935-1936, c'est-à-dire une époque où Georges Bérard-Quélin avait entre 18 et 19 ans. Or la maçonnerie ne sélectionne pratiquement jamais de candidat de cet âge, choisissant le plus souvent des hommes d'âge mûr, déjà installés. Dernier élément enfin, Georges Bérard-Quélin, dans ses propres biographies, indique n'être arrivé à Paris qu'en 1940. Ce qui est toutefois certain, en dehors du problème de cette date d'initiation, c'est qu'il fut franc-maçon, tout comme bon nombre des membres du Siècle, dont certains furent sans doute recrutés au sein des loges. Ce « franc-maçon qui détestait également la démocratie-chrétienne et le socialisme » (4) fut aussi président de la Fraternelle radicale qui regroupe les francs-maçons se rattachant au radicalisme, depuis le Parti radical jusqu'au Mouvement des radicaux de gauche (48). Il fut également l'un des piliers du Carrefour de l'amitié, cette fraternelle huppée qui accueille les francs-maçons influents de toutes les obédiences pour un repas mensuel avec un invité de choix. Voilà ce qu'en dit Henry Coston (49) : « Fraternelle maçonnique regroupant environ un millier d'initiés appartenant aux milieux d'affaires, à la haute administration et à la politique. Les hommes d'État, même non maçons, ne refusent pas d'assister, en invités, aux dîners organisés en leur honneur. » On peut citer parmi les membres, également au Siècle, l'ancien ministre centriste André Rossi ou l'ancien Grand Maître du Grand Orient de France, également ancien ministre, Jean-Pierre Prouteau. À sa mort, Jacques Fauvet, lui-même ancien président du Siècle, devait lever une partie du voile (44) : « Il était (...) écouté tant dans le monde parlementaire que dans ce qu'il est convenu d'appeler sa famille philosophique », c'est-à-dire la maçonnerie.

Cette appartenance à une obédience maçonnique anticléricale et anticatholique par essence comme le Grand Orient de France n'empêchera pas sa famille d'obtenir des obsèques dans une église catholique, à savoir la superbe église Saint-Thomas d'Aquin, où la messe d'enterrement sera prononcée le 8 février 1990 par le père Jean-François Six, fondateur avec des francs-maçons d'un groupe de dialogue religieux/maçonnique... et lui-même membre du Siècle. Le curé en titre, le père Henri de Seillac, avait refusé de célébrer la messe, mais s'était vu recommander le silence par l'archevêché. À propos de cette affaire, il déclarait (50) : « Je n'ai fait que prêter mon église. »

Avis de messes

– Un service sera célébré le jeudi 8 février 1990, à 12 h 30, par le Père Jean-François Six, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7e, à la mémoire de

Georges BERARD-QUELIN,
président-directeur général
de la Société générale de presse,
président d'honneur
de la Fédération nationale
de la presse d'information spécialisée,
secrétaire général
de l'association Le Siècle,

décédé à Paris, le 24 janvier 1990.
(*Le Monde* du 26 janvier.)

Le service funèbre de Georges Bérard-Quélin fut célébré par le père Jean-François Six, membre du Siècle et apôtre du rapprochement entre francs-maçons et catholiques.

Le Club des Cent

Le monde français des affaires affectionne particulièrement les déjeuners, tant pour prendre des contacts que pour fêter dignement une nouvelle alliance. Les restaurants des grands hôtels sont utilisés plutôt pour les petits-déjeuners (...) Une mention particulière pour le Club des 100 : il accueille en son sein les plus fines gueules de l'establishment (51). » C'est ce que Georges Bérard-Quélin (outre qu'il était franc-maçon, donc porté sur les « agapes » rituelles et les « santés » des « salles humides »), qui a souhaité toute sa vie accroître ses réseaux et augmenter son influence, avait parfaitement compris. « Bon vivant, il avait toujours d'excellents cuisiniers, connaissait par cœur les menus des boîtes du Paris d'après-guerre et possédait au cœur du Périgord de la truffe et du foie gras, une demeure troglodyte » (3). « Il était convivial comme personne au monde, raconte Pierre Moussa (4). Il adorait déjeuner ou dîner avec un ami, avec deux amis, avec dix amis, soit dans son appartement, où Jacqueline et lui recevaient à longueur de semaine, soit dans l'un des restaurants dont il était l'habitué ou qu'il était curieux de découvrir ; il avait été admis au Club des Cent en 1977 et y avait trouvé une atmosphère chaleureuse qu'il appréciait beaucoup ; il était un des plus assidus aux réunions de ce cercle de gastronomes où il disait volontiers s'être fait des amis d'enfance à soixante ans. »

Mais le Club des Cent n'est pas un club de gastronomes comme les autres : « C'est le club des superlatifs : le plus jalousement secret, le plus difficile d'accès, le plus strict dans les règles, le mieux "fréquenté" (très hauts-fonctionnaires, très grands financiers, très grands patrons d'industrie), le plus restreint et le plus original (il est, par exemple, absolument interdit d'y traiter des affaires, pas même d'aborder le sujet...). C'est aussi celui dont les membres sont les plus assidus (52). » Comme son nom l'indique, le Club, actuellement présidé par Maurice Letulle, compte cent membres titulaires et quelques stagiaires, membres étrangers ou honoraires. C'est ainsi, par exemple en 1979, que l'effectif du Club (107) se répartissait en 6 membres d'honneur (en général d'anciens présidents ou vice-présidents), 3 membres honoraires, 1 affilié italien, 94 membres titulaires et 3 membres stagiaires. Diverses commissions existent comme le comité (administration générale), la commission de réception et de discipline, la commission des publications, la commission d'initiative et d'études, la commission de la table. Fondé en 1912 par Louis Forest, il organise à l'intention de ses membres un déjeuner par semaine, le jeudi de 12h30 à 14h30 très précises, en général chez Maxim's, rue Royale (39 fois par an sur 52). Des sorties se font chez les grands de la cuisine française,

de Chapel à Mionnay à Troisgros à Roanne. Un « brigadier », changeant à chaque séance, s'occupe du début à la fin de chaque déjeuner avec des chefs différents, de Joël Robuchon à Alain Ducasse. Certains chefs, comme Robuchon ou Paul Bocuse, sont par ailleurs membres d'honneur du club (53). Certains membres collaboreraient par ailleurs, de manière très discrète, avec des noms de code, à la réalisation de grands guides gastronomiques comme le célèbre Michelin, tels Jean-Pierre Soisson, Jean François-Poncet ou Philippe Bouvard (54). Deux fois par an, des réceptions sont ouvertes aux amis et aux épouses : le dîner de printemps et celui de l'assemblée générale. Deux chefs de cuisine sont couronnés chaque année. La distinction est très recherchée, entraînant une fréquentation supplémentaire assurée.

Les membres du Club des Cent reçoivent une fois par an un annuaire confidentiel sur papier bible et possèdent tous un numéro. Chaque notice comprend la date d'admission, les noms des parrains, les décorations, la profession ou les fonctions, les adresses et téléphones professionnels et privés. Il est donc pratiquement impossible d'y rentrer, sauf pour les grands patrons : il faut non seulement qu'une place se libère, en général par décès ou maladie, disposer de deux parrains déjà membres, avoir une surface sociale importante, disposer d'un compte en banque copieux et avoir des connaissances certaines en matière de gastronomie, d'œnologie et de bonnes tables. C'est que, comme pour bon nombre d'autres clubs, la



LISTE DES MEMBRES

1980

Siège Social

31, rue de Penthièvre
75008 PARIS

Tél. : 562-12-54

1967 BEAUSSILLON (Paul), O. ✻, Officier de l'Ordre de la Couronne belge, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Commandeur du Mérite italien, Membre du Comité du Club des Cent, Membre de la Commission d'Initiative et d'Etudes, Président honoraire de la Société Ame Galeries Anspach à Bruxelles, Conseiller honoraire du Commerce Extérieur de la France, « Domaine Charles V », [redacted], Chaussée de Waterloo, 1640 - Rhode-Saint-Genèse (Belgique). T. [redacted]-21-62.

Flagey et Marcy.

1977 BERARD-QUELIN (Georges), ✻, ✻, Commandeur de l'Ordre National du Mérite, Commandeur du Mérite Agricole, Officier des Arts et Lettres, Membre de la Commission des Publications du Club des Cent, Membre de la Commission d'Initiative et d'Etudes, Président-directeur général de la Société Générale de Presse, Président de la Fédération Nationale de la Presse Spécialisée, Vice-Président de la Fédération Nationale de la Presse Française, 41, rue de Bellechasse, 75007 Paris. T. [redacted]-47-25. Bureau : 13, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. T. [redacted]-32-00. « Le Prieuré », rue de [redacted], 77630 Barbizon. T. [redacted]-49 et [redacted]-21-14. « Les Côtes », La Roque-Gageac, 24250 Domme. T. ([redacted]) [redacted]-54 et 29-52-98.

Bondoux et Chavanon.

1973 BOCUSE (Paul), ✻, ✻, ✻, ✻, ✻, Officier du Mérite Agricole, Membre d'honneur du Club des Cent, Meilleur Ouvrier de France Paris 1961, Restaurateur, 69660 Collonges-au-Mont-d'Or. T. (7) [redacted]-01-40.

Georges Bérard-Quélin fut l'un des piliers du Club des Cent. 15 à 20 % des membres de cette association gastronomique appartiennent également au Siècle.

nourriture, même si elle est importante, n'est qu'une composante. On y est là aussi entre gens de bonne compagnie pour créer des liens et préparer des affaires futures, puisqu'on ne doit pas officiellement en parler. « C'est, en effet, déclare volontiers l'un de ses membres, "le seul endroit au monde où l'on puisse, à 50 ans, se faire des amis d'enfance." (52). »

Dans la seconde partie de cet ouvrage figurent les appartenances de membres du Siècle au Club des Cent, lorsque nous les connaissions (comme Claude Bébéar d'Axa, Louis Schweitzer de Renault, feu le banquier Jean-Marc Vernes, le banquier Michel David-Weill, etc.). On peut aussi citer Jean-René Fourtou, le baron Elie de Rothschild, Jean-Pierre Soisson, etc. À propos de Bérard-Quélin, « Lyonnais à la corpulence de lutteur japonais et aux manières d'abbé de cour » (55) qui ne pouvait que prospérer dans un tel milieu, l'un de ses membres a bien voulu nous indiquer (56) : « C'était un bon camarade. Il avait de très nombreuses relations, et sa faculté de recueillir les informations les plus secrètes le faisait écouter de tous. Il était un homme influent bien que ne voulant jamais se mettre en avant. » Nombre des membres du Club des Cent appartiennent également au Siècle, dont ses parrains qui le firent admettre. On peut citer par exemple, à l'époque de l'entrée de Georges Bérard-Quélin au Club, en 1977, l'homme de presse Denis Baudouin, l'administrateur Jacques Bondoux (un des deux parrains de Bérard-Quélin), le ministre Maurice Bourgès-Maunoury, le conseiller d'État Christian Chavanon (le second parrain de Bérard-Quélin), le journaliste Jean Ferniot, l'agent de change Yves Flornoy, le directeur d'hebdomadaire Claude Imbert, le banquier Jean-Maxime Lévêque, l'industriel Paul Paclot, le banquier Bruno Roger, l'administrateur Ithier de Roquemaurel, le préfet Jean Taulelle. Soit quatorze membres du Siècle au total sur 94 titulaires, soit près de 15 %.

« B-Q » devait également rejoindre le Rotary-Club de Paris, qui est à la fois le plus ancien club rotarien de France et sans doute le plus prestigieux, ne composant qu'un seul groupe durant des lustres d'environ 220/250 personnes (professions libérales, entrepreneurs, etc.), tous sélectionnés parmi les meilleurs de leur profession. Ce cercle a toujours évité aussi bien les salariés que les fonctionnaires (il ne comptait aucun énarque il y a dix ans). C'est en 1973 que Georges Bérard-Quélin devait poser sa candidature. Lors de l'enquête (57), il devait reconnaître qu'il était un haut responsable franc-maçon du Grand Orient de France, fondateur de diverses loges, mais selon lui, il s'engageait à ne pas faire de prosélytisme maçonnique, se restreignant à son activité d'homme de presse. Règle qu'il respecta, venant plutôt, selon les témoignages, pour glaner des renseignements et connaître de nouvelles personnalités influentes. Lorsqu'il ne pouvait venir aux réunions hebdomadaires (un déjeuner en général le mercredi), il envoyait son épouse, extrêmement compétente en matière d'économie et de finance, qui fut appréciée de tous. Faute d'avoir réglé sa cotisation, et malgré plusieurs lettres recommandées, il finit par en être exclu au début de 1981. Mais il fut, à la surprise de beaucoup, réintégré vers 1983-1984, sans que le président qui l'avait exclu n'ait été consulté, et en demeura alors membre jusqu'à son décès.

La mort de Bérard-Quélin

Le mardi 23 janvier 1990, Bérard-Quélin, qui ne sera évidemment reconnu que de ses amis et relations, passe à la télévision : il figure sur le plateau des invités de L'Heure de Vérité. « De "B-Q" comme l'appelaient affectueusement ses amis, la dernière image restera celle qu'on a vue, mardi soir, sur le plateau de L'heure de Vérité. Cette image fugitive d'un homme massif, mais toujours alerte, lunettes relevées sur le crâne chauve, nez sur son agenda. Il ignorait alors que la mort lui donnait rendez-vous le lendemain (27). » Le lendemain en effet, le mercredi 24 janvier 1990, alors qu'il participait à la réunion du comité directeur du Syndicat de la presse économique, juridique et politique, dont il était le président d'honneur, en présence de Christian Poncelet, sénateur reçu dans les locaux de l'Automobile Club de France, Georges Bérard-Quélin est atteint d'une attaque cardiaque quelques instants après s'être dressé pour défendre avec fougue l'un de ses sujets de prédilection du moment : l'article 39 bis du Code général des impôts relatif à la presse. Il décède pratiquement sur le champ.

Pour la première fois depuis cinquante ans, Georges Bérard-Quélin n'assistera pas au dîner du Siècle qui devait se tenir dans les mêmes locaux le soir même. « Le Président » est mort. Quelques instants seulement après la nouvelle de son décès, le Premier ministre socialiste d'alors, Michel Rocard, rendait hommage au disparu, un homme « animé par des convictions humanistes, de dialogue, et qui a contribué à la qualité du débat d'idées dans notre pays ». Catherine Tasca, ministre de la Communication, soulignait que « la presse française perd une de ses grandes figures, un de ses acteurs passionnés, chaleureux et exemplaires ». Elle conclut, faisant une allusion discrète à la puissance du *Bulletin quotidien* : « Il forma des générations de journalistes, auxquels il sut donner une haute idée des exigences de leur métier. Sa contribution personnelle à une information rigoureuse était chaque jour attendue de tous. » Le ministre du Travail, Jean-Pierre Soisson (membre du Siècle) se déclarait « bouleversé » par la mort d'un « ami d'une fidélité et d'une attention constante ». « S'inclinant devant sa mémoire », Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, évoquait « la gentillesse de son accueil, la sagesse de ses conseils (qui) restent dans mon souvenir, comme le rôle central qu'il a pris dans la presse française et l'action discrète, mais efficace, qui a été la sienne dans la recomposition de la gauche. » Pour l'ancien ministre Jacques Barrot, « avec Georges Bérard-Quélin disparaît à la fois un grand homme de communication et un authentique humaniste, profondément attaché aux valeurs démocratiques. L'information dans notre pays lui doit beaucoup. »

Pour la première fois surtout, la grande presse, cette grande presse populaire pour les masses qui n'intéressait pas les décideurs comme le pensaient les fondateurs de la SGP et du Siècle, cette grande presse faisait savoir au grand public qui il était, après cinquante ans de silence : « Une figure de premier plan du monde de la presse, mais aussi l'un des piliers de la vie politique française (...) Sa puissance,

il la tirait de ses innombrables et illustres fréquentations, qu'il recevait à l'occasion des dîners du Siècle, association dont il fut le fondateur et qui rassemble, chaque mois, quelques centaines de hauts responsables de tous horizons » (58). « Une personnalité incontournable du sérail politico-médiatique » (27). « Une des personnalités les plus influentes de la presse française et un fin connaisseur des arcanes tant de ce monde professionnel que de celui de la politique (...) Doté d'un grand savoir-faire, il était aussi le principal animateur du Club du Siècle » (59). « Un nom ignoré du grand public et pourtant familier des éditeurs et de la classe dirigeante française (...) Le Siècle, qui se réunit une fois par mois, est devenu l'un des clubs les plus fermés et les plus convoités au sein des élites françaises » (60).
Jacques Fauvet, ancien président du Siècle et membre du conseil d'administration

Le Danube de la presse est mort

COMME son homonyme Christian, peintre-décorateur passé à la postérité sous le nom de « Bébé », Georges Bérard-Quélin avait un physique sorti d'une représentation de Michel Strogoff au Châtelet. Des yeux de femme fardée sous un crâne ovoïde, l'air d'un monsieur important sur un mètre cinquante, le président-directeur général de la Société générale de presse n'en sa-

par Stéphane DENIS

vait pas moins jouer d'un charme indiscutable qui venait de son goût, particulier et insatiable, pour la collection de ses semblables. Il aimait rencontrer les gens, ne supportait pas de ne pas les connaître, et n'avait pas son pareil pour transformer autant d'amitiés en autant d'abonnements.
Car Georges Bérard-Quélin, adonné très jeune au plaisir de l'information, de la nouvelle qui s'échappe et de l'air que l'on fait, était sorti de la guerre non seulement résistant comme 99 % des Français mais aussi très averti de la valeur marchande de ces mille choses qu'on entend dans la journée et qui, servies sur papier mâché au petit déjeuner, donnent au lecteur le sentiment (tarifé) d'être, lui aussi, au courant.
Fondateur après 1944 d'une entreprise régie obscurément par les diverses lois de la presse « issue », c'est-à-dire truffée de passe-droits juridiques en forme de paravents moraux, Georges Bérard-Quélin est un ancêtre de la lettre confidentielle, du message par porteur et du



Georges Bérard-Quélin

celle où le Parti radical, dans un suprême effort, dans un sursaut posthume, imagina l'éternité sous la forme de ces groupes charnières qui faisaient et défaisaient les coalitions.
Franc-maçon qui détestait également la démocratie-chrétienne et le socialisme, Georges Bérard-Quélin

toire sous le nom de Parti socialiste.

Comme ses publications avaient toujours eu soin d'éviter la moindre idéologie, de fuir les attaques personnelles et de ne publier que d'honnêtes rumeurs, de bonnes biographies et la reproduction

*Ce n'est qu'à sa mort, que nombre de quotidiens français parlèrent pour la première fois de Georges Bérard-Quélin. Ici, un hommage iconoclaste du journaliste politique Stéphane Denis (*Le Quotidien de Paris, *26 janvier 1990) s'inspirant d'une des dénominations de Ceausescu, renversé quelques jours auparavant.*

Décès

– Mme Georges Bérard-Quelin,
née Jacqueline Daubige,
son épouse,
Mme Nicole Coulet et Marianne Bérard-Quelin,
ses filles,
Laurent Bérard-Quelin,
son fils
et sa fiancée, Anne Delmas,
Valérie et Cécile,
ses petites-filles,
Françoise et Ernst Attinger,
sa belle-sœur et son beau-frère,
Christophe Attinger,
sa femme Lydia
et leur fille Thalia,
ses neveu et nièces,
Nathalène Attinger
et sa fille Marina,
ses nièces,
Joëlle Attinger,
son mari Bernard Cohen
et leurs filles Célia et Abigail,
ses nièces et neveu,
M. et Mme Jean Lacour,
ses cousins,
M. et Mme Etienne Lacour,
ses cousins
et leurs enfants,
Ses amis
Et collaborateurs,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu subitement à Paris, le 24 janvier 1990, dans sa soixante-treizième année, de

M. Georges BÉRARD-QUELIN,
président-directeur général
de la Société générale de presse
~~et d'éditions~~,
président d'honneur
de la Fédération nationale
de la presse d'information spécialisée,
vice-président d'honneur
de la Fédération nationale
de la presse française,
vice-président de l'Union
pour l'expansion de la presse française
dans le monde,
conseiller du Commerce extérieur
de la France,
expert près la cour d'appel de Paris,
cofondateur du journal clandestin
le Jacobin (1943-1944),
cofondateur et coresponsable
du Mouvement de résistance
Espoir de la France (1942-1944),
ancien trésorier national
et vice-président
du Parti républicain radical
et radical-socialiste,
cofondateur et membre
du comité directeur de la Fédération
de la gauche démocratique
et socialiste (FGDS), en 1965.

L'avis de décès de Georges Bérard-Quélin publié par Le Monde *du 27 janvier 1990.*

de la Société générale de presse, devait lui rendre ainsi un hommage (44), tout en finesse et en sous-entendus, taisant lui-même qu'il avait été président du Siècle: « Homme d'influence, il était au courant de tout et informait discrètement les nombreux dirigeants qui le consultaient fréquemment. S'il était peu connu du grand public, il était devenu le familier, toutes sensibilités confondues, de personnalités du monde politique, économique, administratif et culturel. Au lendemain de la guerre, il avait pris et réussi une initiative peu commune, celle de les rassembler au sein d'une association baptisée Le Siècle sans laquelle ils ne se seraient sans doute jamais rencontrés, connus, entretenus, estimés. Il croyait plus aux hommes qu'aux idées. Homme de conviction, mais de caractère parfois un peu rugueux, il n'a jamais pu s'adapter au jeu des partis politiques et n'avait pu y faire carrière. Il était pourtant écouté tant dans le monde parlementaire que dans ce qu'il est convenu d'appeler sa famille philosophique. »
Son éloge funèbre fut prononcé par Pierre Moussa, ancien PDG de Paribas en l'église Saint-Thomas-d'Aquin.

La succession

Après sa mort, c'est sa fille, Marianne (Sophie, Anne, Sabine) Bérard-Quélin, qui lui succède à la direction de la Société générale de presse, et non Patrick, décédé en 1978, comme son père l'avait sans doute espéré. Née le 5 octobre 1960 à Neuilly-sur-Seine (son père a alors 43 ans, sa mère a 39 ans), cette licenciée en droit (elle flirtait alors avec le syndicat étudiant socialiste auto-gestionnaire PSA), passée par l'université de Virginie aux États-Unis, était entrée en 1981 à la Société générale de presse. Membre de son conseil d'administration depuis 1987, elle en était devenue secrétaire général adjoint en 1985, secrétaire général en 1986, puis en avril 1989 directeur général adjoint. À sa nomination, elle était par ailleurs secrétaire générale du Syndicat de la presse économique, juridique et politique, ainsi que membre des comités directeurs de la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée et du Syndicat de la presse d'information spécialisée. À la fin de

1995, cette célibataire battante avait entre-temps été promue président de la commission étude et promotion de la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée, vice-président de la commission image et promotion de la Fédération nationale de presse française, secrétaire général adjoint de l'Union pour l'expansion de la presse dans le monde,

À cette occasion, fut également coopté Laurent Bérard-Quélin chargé au sein de la Société générale de presse du service développement et des relations extérieures. Laurent, Pierre, Olivier, François, Véran Bérard-Quélin est né le 12 juin 1964 à Neuilly-sur-Seine (son père a alors 47 ans, sa mère 43 ans). Titulaire d'une maîtrise en droit des affaires et en droit public, il est entré en octobre 1982 au service de documentation de la Société générale de presse. En juin 1983, il devint journaliste, chargé de mission auprès du PDG de la Société générale de presse, c'est-à-dire son propre père. Après avoir effectué son service national comme coopérant au service juridique du poste d'expansion économique (très recherché) près l'ambassade de France à Washington en 1988-1989, il fut promu attaché de direction à la Société générale de presse et en devint administrateur en 1990. Directeur du développement et des relations extérieures depuis septembre 1990, il préside depuis septembre 1994 la commission Médias électroniques d'information de la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée. Il a épousé à la fin du mois de mai 1990 l'avocate près la Cour d'appel de Paris Anne Delmas (il en a eu deux enfants, Jean en mai 1991 et Véran en juin 1993), fille de René Delmas, ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1942), ingénieur en chef des Mines, qui à l'époque du mariage était directeur général de Citel, ancien président-directeur-général des sociétés languedociennes de forages pétroliers, Flopétrol, Schlumberger Instruments et Système. Elle est par ailleurs la sœur de Catherine Delmas-Comolli, ancienne élève de l'École nationale d'administration (promotion Droits de l'homme), administrateur civil, conseiller auprès du directeur général de l'aviation civile, qui a épousé Jean-Dominique Comolli, ancien élève de l'Ena (promotion André Malraux), administrateur civil, directeur général des douanes et des droits indirects, ancien directeur du cabinet du ministre du Budget Michel Charasse et futur président du Seita (tabacs). Et accessoirement membre du Siècle.

Tant Marianne que Laurent sont les enfants (61) de la seconde épouse de Georges Bérard-Quélin, Jacqueline Daubige, qu'il a épousée le 20 décembre 1958 à la mairie du VIe arrondissement de Paris. Jacqueline, Adrienne, Suzanne, Daubige, née le 1er mars 1921 à Paris Ve, est la fille de Raymond Luc Daubige, courtier, et de Marie Suzanne Debernard. Chevalier de la Légion d'honneur (accordée par Philippe Malaud, ministre de l'Information en juin 1973), officier de l'ordre national du Mérite (accordé par André Rossi, secrétaire d'État à l'Information le 9 juillet 1975) et chevalier du Mérite agricole tout comme son époux, cette licenciée en droit fut également élève de l'Institut d'études politiques. Elle a d'ailleurs été administrateur du groupe Information et promotion, section presse, de l'Association des anciens élèves de l'Institut d'études politiques de 1963 à 1969, puis vice-président de 1969 à 1974 et président de juillet 1974 à février 1977 du même groupe.

La carrière de cette économiste chevronnée, initiée aux arcanes de la finance, est beaucoup plus classique que celle de son mari : chargée de mission au cabinet de Robert Buron, successivement secrétaire d'État aux Affaires économiques, ministre de l'Information et ministre des Affaires économiques, de novembre 1949 à février 1952, elle est ensuite entrée à la Société générale de presse. D'abord comme collaboratrice en 1952, puis comme chef du service économique (décembre 1953), rédactrice en chef adjointe (de décembre 1957 à mars 1965) de la Société générale de presse, directeur général et rédacteur en chef de la Société générale de presse depuis mars 1965, ainsi que vice-président du conseil d'administration de la Société générale de presse à partir de juin 1976. Catholique pratiquante d'après divers témoignages recoupés, elle aurait transmis sa foi au moins à sa fille Marianne.

Notes

1. *La République mondaine*, Grasset, 1979.
2. On exclura *Lectures françaises* qui lui consacra, sous la plume d'Henry Coston, mais surtout sous celle de Yann Moncomble, quelques articles. L'essentiel était pourtant consacré au Siècle et pas au personnage lui-même.
3. *Le Quotidien de Paris*, 26 janvier 1990.
4. Hommage prononcé par Pierre Moussa et reproduit dans *Commentaire*, n° 50, été 1990. Nombre des éléments qui y sont contenus, en dépit de leur caractère anecdotique et apocryphe, nous paraissent inexacts. Il en est ainsi des phrases citées dans ce passage. On n'a nullement connaissance que sa famille se soit mal occupé de lui. Au contraire, son père devait intervenir à de nombreuses reprises et il reçut des cours particuliers.
5. Nous n'avons bénéficié d'aucune aide de la famille Bérard-Quélin. Bien au contraire, Étienne Lacour, le neveu par alliance du fondateur, à la fois secrétaire général du Siècle et responsable de la SGP, devait menacer notre éditeur de procès en cas de sortie de ce livre par lettre écrite. Nous n'avons pas cru devoir déférer à ses menaces, estimant que l'édition et l'enquête sont encore libres en France et que le sujet en méritait la peine. Cet ouvrage est d'une parfaite bonne foi. Toutefois la tâche n'ayant pas été aisée malgré la multiplicité des recherches, des recoupements, etc., nous nous engageons par avance à rectifier tout détail important qui serait erroné, inexact ou faux. Nous n'avons pas en outre utilisé toute la documentation dont nous disposions, certains éléments nous paraissant relever de la vie privée ou d'événements remontant à la Seconde Guerre mondiale. Ils seraient évidemment rendus publics en cas de procès. Il en est de même pour les biographies présentées en fin de cet ouvrage, où nous avons toujours tenté d'évacuer les côtés les plus spectaculaires (scandales, procès, condamnations, etc.) au profit de la description de la véritable influence d'éminentes personnalités.
6. Entretien à *Presse Actualité* (11 p., juin 1973, n° 84. Il existe un tiré à part de l'entretien). Il s'agit à notre connaissance de l'unique entretien accordé par Georges Bérard-Quélin sur son itinéraire personnel. Alors qu'il n'y est pas une seule fois fait allusion au Siècle dans cet entretien, il y déclare en particulier : « Je souris quand on me présente comme un Père Joseph de la politique tirant des fils un peu partout. Je suis si malhabile manuellement qu'il me serait bien impossible de démêler tous ces fils ! »
7. Malgré toutes nos recherches, il nous a été impossible de retrouver cet ouvrage, qui ne figure ni à la Bibliothèque nationale, ni à la Bibliothèque de Lyon, ni à celle de l'Assemblée nationale ainsi que dans les annuaires recensant tous les ouvrages français. Il ne figure pas non plus dans les bibliographies des ouvrages consacrés à Condorcet. C'est dans sa propre notice publiée par la Société générale de presse que figure la mention (Éditions La Flamme, Lyon), sans indication d'année. Durant toute sa vie, Georges Bérard-Quélin le fera pourtant figurer dans ses notices biographiques, notamment dans le *Who's Who*, où il fera également figurer pendant plus de quinze années, un cas sans doute unique dans l'histoire de ce respectable annuaire, des « livres en préparation » comme *La Presse française : son histoire, son pouvoir, son avenir*; *Géographie politique de la France*; *Défense et critique de la IVe République*. Aucun de ces ouvrages n'est jamais paru. Ont-ils même été commencés ?
8. Dans ses différentes et rares biographies, Georges Bérard-Quélin indique divers diplômes qui ne se recoupent jamais. C'est ainsi que dans un entretien à *Presse actualité*, il cite cette licence d'histoire à Grenoble. Dans le *Who's Who*, il indique des études supérieures à la Faculté de Lyon et une licence de lettres. Dans le *Who's Who européen*, il indique une licence de lettres et un diplôme d'études supérieures de lettres. Dans sa notice biographique du service de documentation biographique de la presse (de la Société générale de presse), il n'indique aucun diplôme. À la Libération, il indique avoir poursuivi des études « du niveau de la licence de lettres ».
9. Il nous a été impossible d'en retrouver trace. Les bulletins, sans doute sous le format d'une ou deux grandes pages, avaient une diffusion sans doute confidentielle et une parution épisodique.
10. La notice biographique de Georges Bérard-Quélin, éditée par la Société générale de presse, et très certainement rédigée par l'intéressé lui-même, indique pour l'ensemble de la période de l'Occupation des activités beaucoup plus modestes que celles décrites dans cet ouvrage : « 1940 : directeur des services parisiens du quotidien *La République du Sud-Est*. 1940/1942 : directeur de *La Correspondance de presse*, bureau de presse de journaux de province. 1942 : activités professionnelles interdites par les Allemands et le gouvernement de Vichy. 1942, décembre : cofondateur du mouvement de résistance Espoir de la France, et coresponsable, avec Gabriel Cudenet, vice-président du Parti radical-socialiste, député de l'Aude, du journal clandestin *Le Jacobin*. 1943, décembre : arrêté par la Gestapo et interné à Fresnes. 1944, septembre : gérant et rédacteur en chef, puis directeur général de la Société générale de presse. » Dans sa notice au *Who's Who*, beaucoup plus édulcorée que la notice citée ci-dessus, Georges Bérard-Quélin ajoute même qu'il fut « directeur des bureaux parisiens de la revue *Les Cahiers du Sud* (1941-1942) », alors qu'il n'en fait jamais mention dans ses autres notices, ni dans ses entretiens. L'étonnement est grand lorsqu'on sait que *Les Cahiers du Sud* était une revue purement littéraire de qualité éditée à Marseille, fondée par Jean Ballard en 1925 et qui parut jusqu'en 1969. Elle devait y accueillir l'avant-garde poétique (Michaux, Vitrac, Supervielle, Artaud, Péret, Éluard, etc.) et les méditations de Joë Bousquet. Bref, pas grand-chose à voir avec les mots croisés et les recettes de cuisine.
11. Cet auteur dramatique et journaliste, né à Paris, le 6 mars 1900, collabora au *Crapouillot*, à *La Flèche* de Bergery, au *Canard enchaîné*, etc. Poursuivi à de nombreuses reprises avant-guerre, il n'en devint pas moins dès juillet 1940 rédacteur en chef et éditorialiste de *Paris-Soir*. Ses éditoriaux contre le gouvernement de Vichy, Sacha Guitry, etc. firent alors sensation. Il anima pendant quelques mois *Aujourd'hui*. Arrêté plusieurs fois par les Allemands, il devait néanmoins passer devant un Comité d'épuration du cinéma qui le blâma d'avoir « par ses actes, favorisé les desseins de l'ennemi » (synthèse de la notice d'Henry Coston, *Dictionnaire de la politique française*, 1967, tome I).
12. Entretiens avec Henry et Gilberte Coston, Paris, 1995-1996. Sur toute la période, on

consultera l'indispensable *Partis, Journaux et Hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui*, sous la direction d'Henry Coston, *Lectures françaises*, n° spécial, décembre 1960.
13. Voir le paragraphe sur la franc-maçonnerie.
14. Henry Coston ajoute : « Je n'ai fait que le croiser le reste de l'Occupation. En 1944, il a disparu et je ne l'ai revu qu'en 1951-1952. Je suis allé voir M. Depernon qui faisait paraître sa *Correspondance de la presse*. J'attends. Bérard-Quélin me croise et me serre la main : "Ah, Coston, je vais vous recevoir." Une heure après, n'étant pas reçu, je suis parti. Il faut noter qu'il a eu le courage de recruter de nombreux anciens collaborateurs comme Claude Wacogne (responsable à *La Correspondance de la presse*) ou Christian de La Mazière. »
15. *Dictionnaire de la politique française*, Henry Coston, 1967, tome I, articles *La Tribune républicaine*, Pierre Blanchonnet, Pierre Soulié.
16. Ancien conseiller municipal de Paris, qui rejoindra l'Union progressiste dans les années 50.
17. Cette revue ne figure dans aucune nomenclature, ni au dépôt légal de la Bibliothèque nationale, ni à la Bibliothèque de documentation intercontemporaine de Nanterre. Elle n'est citée ni dans *La Presse française sous la Francisque* d'Arbellot, ni dans l'ouvrage de Francine et Philippe Amaury, ni dans le Hisard (*Histoire de la spoliation de la presse française*). Aucune mention non plus dans le catalogue de la Bibliothèque nationale ni dans celui de la Librairie française, ni dans *Biblio* (revue trimestrielle consultée de 1940 à 1944).
18. Ces documents rarissimes ne figurent ni à la Bibliothèque nationale ni à la Bibliothèque de documentation intercontemporaine de Nanterre (sans doute le meilleur centre de recherches sur la Seconde Guerre mondiale en Europe). Nous avons toutefois pu en examiner quelques exemplaires dans des archives privées. Elles sont également citées par R.G. Nobécourt dans *Les Secrets de la propagande en France occupée*, Fayard, 1962.
19. Aucun des documents examinés par nos soins ne porte exactement cette mention.
20. Lettre personnelle de Georges Bérard-Quélin, datée du 18 novembre 1943.
21. Lettre personnelle de Georges Bérard-Quélin, datée du 1er novembre 1943.
22. Attestation du général de Jussieu-Poncarral datée du 8 août 1945.
23. Il nous a été toutefois impossible de retrouver trace de son engagement au côté du général de Lattre, cité dans sa profession de foi électorale pour l'élection de Dordogne en 1971 (elle a été publiée dans *Sud-Ouest* du 2 septembre 1971) : « A la Libération, il s'est engagé dans la première armée française, où il a été décoré de la Croix de guerre avant d'être appelé après l'armistice par le général de Lattre de Tassigny à son cabinet. »
24. Cf. notamment *Le Monde*, 17 et 19 décembre 1972. Dominique Venner (entretien personnel) devait rappeler qu'il avait retrouvé deux témoins ayant vécu la période de l'Occupation et connaissant Georges Bérard-Quélin, mais leurs témoignages ne furent pas retenus, car ils avaient été condamnés à des peines d'indignité nationale, rendant du coup leur témoignage caduc.
25. Joannès Dupraz connaîtra une brillante carrière après-guerre, notamment comme secrétaire d'État à la Marine en 1948, provoquant un joli scandale résistantialiste car il avait participé aux fameuses journées d'*Inter-France* en octobre 1942. Plusieurs fois ministre ou secrétaire d'État, il figure parmi les fondateurs du *Monde* (pour une biographie détaillée, cf. Coston, *Dictionnaire de la politique française*, 1967, tome I).
26. La Société nationale des entreprises de presse fut chargée de gérer les biens saisis aux journaux à la Libération. La gestion fut si particulière qu'une commission d'enquête du Sénat entraîna la démission de son président d'alors, Jean Pierre-Bloch, futur président de la Lica et du B'naï B'rith de France. Sur la question, consulter Claude Hisard, *La Spoliation de la presse française*.
27. *Le Figaro*, 25 janvier 1990.
28. *Le Figaro*, 29 décembre 1987.

29. *L'Express*, 25 mars 1988.
30. *Les Francs-maçons des années Mitterrand*, Grasset, 1994.
31. Ce détail, rarement indiqué, est rapporté dans *La Correspondance de la presse*, 25 janvier 1990. Il ne figure dans aucun document que nous ayons pu consulter.
32. Certaines biographies indiquent qu'il démissionna en fait de toutes ses fonctions au sein de la FGDS en 1966, demeurant toutefois au Parti radical.
33. Jean-André Faucher, *La Gauche française sous De Gaulle*, Éditions John Didier, 1961. *Les Clubs politiques en France*, John Didier, 1965.
34. *Le Nouvel observateur*, 23 septembre 1970. Il paraît en effet douteux que Georges Bérard-Quélin ait connu Jean-Jacques Servan-Schreiber au berceau. Encore que.
35. *Dictionnaire de la politique française*, 1972, tome II.
36. 25 mars 1971.
37. « B-Q » était en réalité un Périgourdin d'adoption, mais son épouse, Jacqueline Daubige, bien que née à Paris, était de Sarlat, issue de plusieurs générations d'agriculteurs. Leur propriété, Les Côtes, se trouve à La Roque-Gageac (canton de Domme). C'est là que se trouve le caveau familial, où Georges Bérard-Quélin a été enterré.
38. Il n'avait pu non plus succéder à Robert Lacoste à l'Assemblée nationale, et espérait le faire en 1973 dans la 4e circonscription.
39. Cf. notamment *Le Monde*, 11 et 15 septembre 1971.
40. Plaquette publicitaire de 1978 intitulée *Société générale de presse*. Sur l'origine de la SGP, elle fournit un texte à peu près identique à celui de l'entretien de Georges Bérard-Quélin à *Presse Actualité*, si ce n'est qu'elle tourne encore plus autour de sa personne : « En novembre 1942, Georges Bérard-Quélin, jeune journaliste dont la carrière était guidée par la seule passion de l'information, prend l'initiative de regrouper un certain nombre d'amis qui forment, dans la clandestinité, un groupe destiné à se consacrer plus particulièrement à l'étude des problèmes de l'information et de restructuration administrative au lendemain de la Libération. Il s'agit notamment de définir les modalités d'une presse indépendante et de qualité, d'une presse de référence susceptible d'apporter aux citoyens des éléments d'information et de formation. Ce groupe dénommé Espoir de la France travailla en liaison avec Michel Debré et Yves Bayet, fils d'Albert Bayet, président de la Fédération nationale de la presse clandestine et futur président de la Fédération nationale de la presse française, un des principaux dirigeants du Super Nap. Ce groupe donna naissance à la publication d'un journal clandestin, *Le Jacobin*, dont la responsabilité fut assurée conjointement par Gabriel Cudenet et Georges Bérard-Quélin, futurs fondateurs de la Société générale de presse. C'est des travaux de ce groupe qu'est née pour partie en septembre 1944 la Société générale de presse. »
41. *La Croix*, 31 décembre 1988.
42. *Correspondance de la presse*, 1er octobre 1973.
43. *L'Express*, 28 novembre 1986.
44. *Le Monde*, 26 janvier 1990.
45. Lorsqu'il présidait ce syndicat, il avait changé la date du jour de réunion, le jeudi, et l'avait reporté au vendredi, en raison des déjeuners du Club du jeudi, un club que nous avons été incapables d'identifier, mais dont Noël Jacquemart, dans *L'Écho de la presse et de la publicité* (17 juillet 1978) indique qu'au cours de ses déjeuners « les plans les plus savants sont bâtis pour permettre à ses membres d'accéder à tous les postes clés de la presse. Pour l'instant, ils n'y ont pas trop mal réussi, et ils espèrent faire mieux ».
46. Michel Gaudart de Soulages et Hubert Lamant, *Dictionnaire des francs-maçons français*, Albatros, 1980. La réédition de 1995 est beaucoup moins détaillée.
47. *Contribution à l'histoire des Francs-maçons sous l'Occupation*, DPF, 1988. Entretien per-

sonnel avec Henry Coston, Paris, 1995. Voir aussi Jean-André Faucher, *Dictionnaire historique des francs-maçons*, 1988.
48. Michel Gaudart de Soulages et Hubert Lamant, seconde édition du *Dictionnaire des Francs-maçons français*, Albatros, 1995.
49. Henry Coston, *Dictionnaire de la politique française*, Tome III, 1979.
50. Témoignage personnel.
51. *Le Point*, 11 février 1995.
52. *L'Express*, supplément Ile-de-France, 4 mars 1983.
53. *Gault et Millau*, avril 1994.
54. *Minute*, 11 octobre 1989.
55. *Le Nouvel observateur*, 23 septembre 1970.
56. Lettre personnelle.
57. Témoignage personnel.
58. *L'Express*, 2 février 1990.
59. *Agefi*, 25 janvier 1990.
60. *La Tribune*, 25 janvier 1990.
61. De son premier mariage avec, Georges Bérard-Quélin, outre Patrick décédé, a eu une fille, Nicole, née le 6 novembre 1940 à Paris XVe, qui épousera Bernard Coulet.

C'est l'institution la plus fameuse, la plus prestigieuse, la plus secrète, la plus enviée, la plus élitiste, la plus brillante, la plus futile... et la plus utile.
Le Point, 11 février 1995, à propos du Siècle.

Les membres du Siècle ne se contentent pas d'occuper les fauteuils ministériels : ils détiennent pratiquement tous les postes stratégiques, ceux qui, en dehors de leur importance technique, ont un rôle politique déterminant. En fait les cent premières entreprises françaises sont, pratiquement sans exception, représentées au Siècle. De même tous les grands journaux, y compris les plus importants de province, et enfin tous les grands corps de l'État, comme la Cour des comptes, le Conseil d'État, la Cour de cassation, l'état-major militaire, l'Inspection des Finances, etc.
Jean Bothorel, *La République mondaine.*

Bien que la gauche ait plusieurs fois réaffirmé qu'elle était contre le « spoil system » à l'américaine, elle avait pointé quelques dizaines de hauts-fonctionnaires qui devaient immédiatement « sauter » si elle gagnait. Curieusement les noms qui circulaient alors pour les fonctions les plus stratégiques qu'un pouvoir de gauche se devait de confier à des personnes qui lui soient totalement acquises, se trouvaient à peu près toutes dans l'annuaire du Siècle...
Jean Bothorel, *La République mondaine.*

LE SIÈCLE : LE CLUB LE PLUS PUISSANT DE FRANCE

Le Siècle a été officiellement fondé en 1945. Ses statuts furent signés le 6 février 1945, déclarés à la préfecture de police le 3 mars 1945 et publiés au *Journal officiel* du 26 avril 1945 (p. 2304). En réalité, Le Siècle fonctionnait depuis plusieurs mois, puisqu'il aurait tenu, selon Georges Bérard-Quélin (1), sa première réunion le 25 septembre 1944 dans un restaurant de la rue Vineuse. Une histoire superbe et devenue pratiquement légendaire, puisque Paris était presqu'encore en rébellion et que la victoire n'appartenait encore à aucun camp. Quelques hommes chevronnés prévoyaient sans doute déjà leur reconversion et leur avenir, de manière à tenir les futurs leviers de commande. « BQ a donc institutionnalisé les repas mensuels qu'il partageait avec ses amis pour en faire le lieu géométrique de contacts et d'échanges aussi discrets qu'utiles, voire indispensables, entre gens de savoir et de pouvoir appartenant à différentes classes d'âges, catégories professionnelles ou écoles de pensée (2). »
Le premier conseil d'administration se composait des membres du réseau Espoir de la France : Alof de Louvencourt, président de 1944 à 1951, né le 31 mars 1911

à Abbeville de Louis et Madeleine Lecerf, marié à Geneviève de Neverlee. Officier de cavalerie, il avait été libéré en 1941. Inspecteur des Finances, il sera notamment sous-directeur au ministère de l'Économie nationale. Le premier trésorier fut Jean Mottin, auditeur de deuxième classe né le 27 janvier 1918 à Grenoble (Isère). Le secrétaire général étant Georges Bérard-Quélin, qui conservera son poste jusqu'à sa mort, pendant 45 ans.

Le vivier des futures élites

L'un des rares témoignages fiables sur cette époque est celui d'un tout jeune homme (quand même déjà major de l'Ena), Pierre Moussa, qui sera notamment PDG de Paribas jusqu'en 1981 (3) : « Dans ce Paris de l'après-guerre qui gardait encore un peu la fièvre d'août 1944 (...) je voyais fréquemment Georges Bérard-Quélin, mon aîné de quelques années. Il avait une agence de presse et quelques journaux ronéotés. Il savait beaucoup de choses, sur la politique, sur les rouages de la société, sur les hommes qui comptaient, il m'aida à sortir de mon ignorance de petit provincial un peu godiche. Il me fit entrer au Siècle, un cercle qu'il avait créé avec Alof de Louvencourt et qui réunissait chaque mois des hommes doués, ambitieux et jeunes (...) C'était déjà un club de responsables, et un vivier de futurs responsables (...) Je suis un fidèle de cette association longtemps confidentielle, aujourd'hui beaucoup plus connue, qui s'appelle Le Siècle, dont Georges Bérard-Quélin eut l'idée au lendemain de la Libération et dont la seule activité, pratiquement, consiste à réunir une fois par mois, depuis quarante-cinq ans, dans un dîner par petites tables, sans discours ni discussions générales, précédé et suivi d'un vaste brassage au salon, un ensemble de personnes choisies parce qu'elles comptent ou sont considérées comme devant compter dans la nation (...) J'ai été, je crois bien, le plus jeune membre du Siècle en 1946. Je n'étais pas peu fier de devenir secrétaire du conseil un an plus tard, puis secrétaire général adjoint (...) Dans les années cinquante, on voyait fréquemment au Siècle des hommes politiques comme Mendès France, Edgar Faure, Defferre, Mitterrand, Robert Lacoste, Félix Gaillard, Bourgès-Maunoury, et aussi Jeanson et Descamps, les deux dirigeants de la CFDT, Villiers, président du CNPF, Ferry, délégué général de la Sidérurgie, Vitry, directeur général puis président de Pechiney, Lefaucheux, premier président de la Régie Renault, Max Hymans, premier président d'Air France... »

À l'occasion, certains participants directement impliqués dans la vie politique se réunissaient en dehors, avec d'autres, afin d'apprécier la situation politique du moment. L'un de ces premiers « dîners d'extériorisation » fut celui du 31 juillet 1948 où le but clairement exposé par Georges Bérard-Quélin (4) était « de provoquer des contacts entre les dirigeants de tous les partis, à l'exclusion des communistes, en vue de conclure des accords pour retirer les listes n'ayant aucune chance de succès, mais risquant d'empêcher l'élection d'un candidat non communiste ». Parmi les participants figuraient des représentants du Parti radical-socialiste

(Yvon Delbos, Edgar Faure, Jules Julien, Pierre Mendès France, Émile Bollaert, J.-L. Antériou), du MRP (Pierre Abelin, Léo Hamon, Jean Raymond-Laurent), de la SFIO (Jean Pierre-Bloch, Gérard Vee, Jean Jurgensen), le PRL (Parti républicain des libertés) Jacques Fourcade, ainsi que Louis Vallon et Maurice Kaouza au titre du RPF.

L'un de ceux qui jouera par la suite un grand rôle sera le second président, Ludovic Tron, qui présidera Le Siècle de 1951 à 1966 (Moussa lui succède). Né le 3 janvier 1904 à Molines-en-Gueyres et décédé le 24 avril 1968, ce polytechnicien (1924) entré à l'inspection des Finances (1931) devait appartenir à divers cabinets ministériels avant-guerre. Secrétaire aux Finances du Comité d'Alger en 1942, il sera au sortir de la guerre directeur général des contributions directes (1945), directeur du Crédit (1946), puis PDG de la Banque nationale du commerce et de l'industrie (1947-1957). Ancien président de Rhin et Danube, il fut sénateur apparenté au groupe socialiste de 1957 à sa mort et présida le conseil général des Hautes-Alpes de 1961 à sa mort. Ancien membre de l'Union pour le Renouveau et la Sauvegarde de l'Algérie française, il fut l'un des six responsables des grands secteurs (économie et finances) du contre-gouvernement, lancé par François Mitterrand en 1966.

Le conseil d'administration se composait à l'époque d'Alof de Louvencourt (président délégué), de Jacques Branger (vice-président), directeur général de la Caisse nationale des marchés de l'État, polytechnicien né le 27 mai 1905 à Vantebie (Deux-Sèvres) et de Robert Salmon (vice-président), PDG de *France-Soir*, né le 4 avril 1918 à Marseille. Cet ancien député fut secrétaire général de la Fédération de la presse et secrétaire général du Comité d'action de la Résistance. Les autres membres du conseil d'administration étaient alors Bouquet (trésorier), Desmyttere, Antériou, Mottin, G. Lutfalla, Pierre Moussa, J. Peytel, H. Paoletti (5).

Une période de désaffection

Comme on l'a vu dans la rapide histoire brossée en introduction par Jean Bothorel puis dans le chapitre sur l'histoire de Georges Bérard-Quélin, Le Siècle connut une période de désaffection dans les années soixante. Cette période, puis celle du renouveau, en particulier sous Valéry Giscard d'Estaing, a été décrite par Pierre Moussa (6) : « Vers le début des années soixante, Le Siècle connut une période de décadence, une sorte de crise de langueur : les membres les plus intéressants venaient rarement, les plus fidèles étaient souvent des personnes manquant d'occupations, on se décommandait fréquemment surtout si au dernier moment on trouvait quelque chose de plus attrayant à faire, le recrutement de nouveaux membres était pratiquement stoppé. Bérard et moi, aux alentours de mon retour de Washington en 1965, tombâmes facilement d'accord sur la conclusion suivante : nous n'avons pas de temps à perdre avec une association vaseuse, ou nous y

mettons fin, ou nous lui redonnons vie. En plein accord avec le président, Ludovic Tron, nous choisîmes de lui redonner vie. Tous les membres du conseil firent un effort, mais Bérard et moi beaucoup plus que les autres. Je devins président de l'association au début de 1966, succédant à Ludovic Tron, qui avait pris lui-même la suite, quinze ans plus tôt, d'Alof de Louvencourt, président-fondateur. Je me passionnais pour la reconstruction du Siècle. Cela tombait assez bien: au titre de mes nouvelles fonctions à la Fédération des assurances, mon métier était pour une part importante, de voir des gens, de tisser des relations; je menais les deux tâches conjointement (Moussa cite ici plusieurs dizaines de personnes qui furent alors cooptées). Tout d'un coup, nous nous aperçûmes que la situation était retournée. On se pressait à nos dîners; les candidats étaient nombreux, on n'osait plus se décommander, il redevenait possible d'organiser à l'avance la composition des tables, ce qui nous avait toujours paru essentiel depuis plus de vingt ans, Le Siècle n'a cessé de progresser, de deux cents à trois cents personnes sont présentes à chaque dîner (c'est deux ou trois fois plus que dans les vingt premières années), on intrigue pour y être admis, ce qui pose de difficiles problèmes diplomatiques au secrétaire général et aux présidents successifs. »

L'âge fatidique de 65 ans

Pour entrer au Siècle, il n'y a théoriquement qu'une condition, toujours la même depuis 1945: être né après 1900. Les règles, assez complexes, paraissent s'être rigidifiées au cours des décennies. Après de longues présidences, le conseil d'administration, désormais composé de 16 membres (il y en a eu de 12 dans le passé), est désormais renouvelable par cooptation tous les trois ans (quatre titulaires changent chaque année). Les présidents ne peuvent pas être élus plus de trois années de suite. Le conseil d'administration se réunit une fois par mois, en général le premier mercredi (7) chez l'un des membres du conseil ou dans un lieu dont il dispose. L'un des plus recherchés, dont les anciens membres conservent encore le souvenir, fut le fameux Pavillon de musique, situé au fond des jardins de l'Hôtel Matignon, lorsque Maurice Ulrich, directeur du cabinet de Jacques Chirac, était l'invitant sous la première cohabitation. Est alors examinée, outre les questions diverses, une série de points revenant de manière récurrente (et traitées de manière extrêmement hiérarchisée et précise):
- examen et adoption du procès-verbal de la réunion du conseil précédent.
- communication sur les invités ayant participé pour la première fois au dîner du Siècle du mois précédent.
- communication sur les invitations adressées à des personnes n'ayant pas encore participé à des rencontres du Siècle et devant y participer la fois d'après.
- examen préalable des propositions d'invitation pour les candidats éventuels (avec distinction pour les moins de quarante ans).
- examen et vote au scrutin secret sur les propositions d'invitation retenues en

examen préalable lors de la réunion du conseil d'administration précédent. S'y ajoutent deux fois par an des examens complexes entraînés par la limite d'âge: 65 ans révolus pour les membres normaux (sauf pour les fondateurs qui en furent dispensés), 69 ans pour les membres du conseil d'administration. Sont par exemple examinées la « liste des anciens membres du conseil d'administration ayant 69 ans échus au 31 décembre de l'année en cours susceptibles d'être ou non maintenus sur la liste des membres de l'association s'ils poursuivent leur activité principale ou accèdent à des activités nouvelles justifiant par elles-mêmes leur présence dans l'association », la « liste des membres susceptibles de demeurer membres de l'association bien qu'ayant dépassé l'âge de 65 ans », la « liste des personnalités susceptibles d'être maintenues sur la liste des invités de l'association l'année suivante bien qu'ayant dépassé 65 ans », la « liste des personnalités nées l'année suivante et susceptibles de demeurer membres de l'association l'année suivante ».

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

Documents de travail

SEANCE du 5 avril 1993

ASSOCIATION "Le Siècle"

Créé en septembre 1944, "Le Siècle" a pour but essentiel d'organiser et de favoriser des rencontres. Il s'efforce de réunir des responsables appartenant à une grande variété de professions : personnalités politiques, membres de cabinets ministériels, hauts fonctionnaires, syndicalistes, journalistes, industreils, financiers, membres de professions libérales, soucieux des problèmes généraux qui concernent l'évolution de la Société.

Les préoccupations premières de cette Association sont de rapprocher les diverses générations et de faciliter le contact entre concitoyens de la capitale, de la province, de l'étranger, et d'effacer les divergences qui résultent de la diversité même des professions (section Privé/secteur Public, Administration/Presse etc ...).

J'ai, au mois de novembre dernier, été saisi par cette Association d'une demande d'adhésion de notre Région qu'en raison des objectifs poursuivis je vous demande de bien vouloir honorer.

Dans l'hypothèse d'une telle adhésion, notre cotisation s'élèverait à 6.200 F pour le présent exercice. Je vous propose donc d'individualiser cette somme sur les disponibilités du chapitre 961-0 article 657 de notre budget 1993.

Antoine Rufenacht, député-maire du Havre et président du conseil régional de Haute-Normandie se fait payer sa cotisation au Siècle par ledit conseil régional. Ce qui n'empêche pas Le Siècle de se prétendre un « club privé ». Il s'agit en réalité d'un rassemblement de personnalités ayant du pouvoir et en souhaitant encore plus.

La limite d'âge d'appartenance est donc de 65 ans, mais nombre des départs interviennent avant, souvent entre 55 et 60 ans. En effet, les statuts indiquèrent très longtemps en outre : « Sauf décision contraire du conseil d'administration, les membres qui ont quitté l'activité professionnelle ou assimilable qu'ils exerçaient à titre principal ne peuvent plus faire partie de l'association ». C'est-à-dire que les éclopés, les laissés-pour-compte, les placardisés ou les chômeurs… perdent, sauf cas exceptionnel, leur qualité de membre. Au Siècle, on ne fait pas dans la charité. À la suite de diverses discussions provoquées par l'évolution de la société, cette règle fut remplacée en 1986 par : « Sauf décision contraire du conseil d'administration, les membres qui ont quitté l'activité professionnelle ou assimilable qu'ils exerçaient à titre principal cessent de faire partie de l'Association le 31 décembre de l'année en cours. Ils peuvent devenir membres honoraires après un vote au scrutin secret du Conseil d'Administration selon les mêmes règles que pour les nouvelles invitations et l'admission de nouveaux membres. À défaut, ils cessent de faire partie de l'Association et peuvent être inscrits, sur décision du Conseil d'administration, sur la liste des invités et être conviés au maximum à deux dîners chaque année. » C'est ce qu'un article résumera par (8) : « Règle récemment adoptée, les membres qui, dans leur vie professionnelle, prennent leur retraite cessent du même coup d'appartenir au Siècle ». Et un ouvrage (9), par : « On est invité au Siècle ou on ne l'est pas. Et encore. Il arrive que, tombé en disgrâce, on ne soit plus invité. En tout cas, passé l'âge de la retraite, pas de pitié : on est prié d'aller se faire voir ailleurs. » L'exclusion est en outre automatique dans le cas où l'un des membres s'est abstenu de participer, sans s'excuser, à deux dîners.

Un véritable parcours du combattant

Pour faire partie du Siècle, la tâche est particulièrement difficile, puisqu'à la différence de la plupart des clubs français, on ne postule pas, mais on vous le propose. « Ici, ni la naissance, ni l'argent ne comptent vraiment : seul le pouvoir ou son extrême proximité ouvre les portes de cette société ritualisée. (8) » Le recrutement s'opère donc exclusivement par cooptation : « le plat de résistance (du conseil d'administration) est constitué par l'examen extrêmement minutieux des nouvelles admissions. L'ensemble du fichier compte aujourd'hui environ 500 noms. « Nous fonctionnons comme des chasseurs de têtes » explique l'un des membres. Il faut repérer "the best and the brightest" comme disait Kennedy. Parfois le conseil se trompe : il écartera ainsi Jacques Maisonrouge, président d'IBM France, qui sera rattrapé lorsqu'il prendra la présidence d'IBM à New York (8). »

Dans un premier temps, les propositions d'invitation sont examinées. Tout candidat doit avoir au minimum un parrain membre du conseil d'administration (la règle est normalement de deux). « Au curriculum vitae qui doit donner l'espoir d'un parcours durable dans les allées du pouvoir s'ajoutent obligatoirement des talents d'homme de bonne compagnie ; raseurs et excités, passez votre chemin !

(8). » Le vote ne s'effectue qu'au conseil d'administration suivant, permettant aux membres du conseil de s'informer complètement sur l'impétrant. Tous les votes se font par boules blanches et noires, comme dans les loges maçonniques. Une boule noire comptant pour deux blanches, il faut obligatoirement obtenir deux tiers des votes positifs pour pouvoir être accepté. En fonction des places, une période souvent assez longue (parfois de plusieurs années) s'écoule alors entre le vote et la première invitation. La fiche du candidat est à nouveau présentée au conseil d'ad-

LE SIÈCLE

Secrétariat : 13, Av. de l'Opéra - Paris 1er - Tél. : 42.60.32.00

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MERCREDI 5 JUILLET 1989

ANNEXE VIII

EXAMEN DE LA LISTE DES PERSONNALITES NEES EN 1922
SUSCEPTIBLES DE DEMEURER MEMBRES DE L'ASSOCIATION
EN 1990 CONFORMEMENT A L'ARTICLE 3 DES STATUTS

NOMS	FONCTIONS	DECISION
ALPHANDERY Claude	. Administrateur-directeur de la Caisse des Dépôts Développement (C 3 D) . Président de Communication et Participation SA (holding du groupe Libération) . Président de C 3 D Ingénierie	______
BLIN Maurice	. Sénateur des Ardennes . Rapporteur général de la commission sénatoriale des finances	______
CAMOUS Paul	. Délégué général de l'Institut du Commerce et de la Consommation	______
CROZIER Michel	. Directeur de recherche au C.N.R.S. . Président du Centre de sociologie des organisations . Directeur du cycle supérieur de sociologie de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris	______
DUMAS Roland	. Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères	
FARKAS Gabriel	. Conseil en communication	______
FAURE Maurice	. Président du Conseil général du Lot . Membre du Conseil Constitutionnel	______

Le règlement du Siècle est extrêmement strict : à partir de 66 ans, les membres sont systématiquement mis à la porte. Sauf exception, évidemment. C'est-à-dire, s'ils possèdent encore suffisamment de pouvoir.

LE SIÈCLE

Secrétariat : 13. Av. de l'Opéra - Paris 1er - Tél. : +2.60.32.00

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MERCREDI 5 JUILLET 1989

ANNEXE V

EXAMEN PREALABLE DES PROPOSITIONS D'INVITATION

Proposition de MM.S.NORA et M.ULRICH :

- de PONTON d'AMECOURT Jean
  - né en 1945
  - Directeur international d'International Distillers and Vintners (Groupe Grand Metropolitan)
  - Secrétaire général exécutif de la Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques (octobre 1988)
  - Conseiller des affaires étrangères
  - ancien élève de l'E.N.A.

Proposition de MM.G.BERARD-QUELIN et J.PEYRELEVADE :

- SILBERZAHN Claude
  - né en 1935
  - Directeur général de la sécurité extérieure (D.G.S.E.) au ministère de la Défense
  - Préfet
  - Breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer

EXAMEN PREALABLE DES PROPOSITIONS D'INVITATION DE PERSONNES AGEES DE MOINS DE 40 ANS

Proposition de M.J.C.CASANOVA :

- BAVEREZ Nicolas
  - né en 1961
  - Auditeur à la Cour des Comptes
  - agrégé de sciences sociales
  - ancien élève de l'Ecole normale supérieure
  - ancien élève de l'E.N.A.

Proposition de MM.J.C.CASANOVA,E.LACOUR et M.ULRICH:

- ETRILLARD Gilles
  - né en 1957
  - Directeur financier et membre du directoire du groupe SOVAC
  - Directeur de la "Revue française d'économie" (R.F.E.)
  - Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'Ecole normale supérieure
  - Docteur ès-sciences économiques
  - ancien élève de l'E.N.A.

Chaque candidat, quel qu'il soit, doit être obligatoirement parrainé au minimum par deux membres, dont un appartenant au conseil d'administration. On voit ici le niveau très élevé des candidatures. Tous n'ont pourtant pas été acceptés.

LE SIECLE - CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 5 JUILLET 1989 - ANNEXE VI

EXAMEN ET VOTE AU SCRUTIN SECRET SUR LES PROPOSITIONS D'INVITATION RETENUES EN EXAMEN PREALABLE LORS DE LA REUNION DU CONSEIL DU 7 JUIN 1989

BULLETIN DE VOTE

NOMS	POUR	CONTRE	ABSTENTIONS	RESULTATS
HEILBRONN Hubert				
KAEPPELIN Thierry				
LASSERRE Bruno				
OBOLESNKY Ariane				

Chaque candidature fait l'objet d'un vote secret par boules noires et blanches. Il faut obtenir au moins deux tiers de votes favorables pour être accepté.

ministration, qui en débat. Il en sera de même à la réunion suivante, pour examiner la manière dont il s'est comporté. S'écoule donc un deuxième temps, également assez long (au minimum d'un an), qui permet de suivre celui qui est désormais un « invité » : il paie son dîner mais pas sa cotisation. Il sera invité à quatre reprises au minimum en un an (en raison du manque de places) et jugé à chaque fois par le président de table. C'est seulement alors que le conseil d'administration accepte ou rejette le candidat, lors d'un vote à nouveau secret, en faisant, dans le cas d'un vote positif, un « membre » à part entière. Au total, ils sont moins de trente par an à réussir à devenir membres du Siècle (10).

« Une fois admis, le candidat devra – comme chez les jésuites – effectuer un véritable noviciat avant d'être véritablement membre à part entière, il sera simplement invité, ce qui lui évite de payer la cotisation de 500 F. Il sera reçu lors de quatre dîners dans l'année, dîners qui sont autant d'examens blancs. (Pour devenir membres), ils auront obtenu deux voix favorables sur trois, la condition exigée. On n'est pas bien loin des sociétés secrètes (...) 30 % d'entre eux seront recalés. (11) » Près d'un tiers des « invités » ne seront donc jamais des membres. C'est ainsi que Nicolas Bazire, directeur de cabinet d'Édouard Balladur, fut blackboulé le jeudi 13 avril 1995 par le jury de cooptation par deux boules noires. « Depuis que l'ancien directeur de cabinet d'Édouard Balladur, ancien Premier ministre, est rentré chez Rothschild, ils essaient désormais de le récupérer. Eussent-ils pris la même décision fatale en novembre dernier, voire en février, quand le directeur de cabinet d'Édouard Balladur pouvait encore peser sur le destin de certains d'entre eux ? Décidément il y a peu de gentlemen au sein de l'élite française. (12) »

Il faut savoir qu'en outre, nombre parmi les candidats retenus ou les invités ne seront sans doute en fait jamais réellement invités. Ce, en raison d'importantes listes d'attente. En 1987 (2), ils étaient 178 postulants (« invités ») sur la liste d'attente et 204 sur la seconde liste d'attente en souffrance (candidats retenus). De même, Le Siècle comptait en juin 1989 (1) 509 membres, 183 invités, mais surtout « 148 personnes dont l'invitation a été décidée par le Conseil d'administration sont en instance d'invitation faute de place disponible matériellement. En outre le dossier de 98 candidatures est en cours de constitution. » À titre de comparaison, Le Siècle comptait également à cette date 380 anciens membres et 160 anciens invités ayant cessé de figurer sur les listes des membres et invités, ayant dépassé l'âge limite ou ayant démissionné, leur état de santé ou leur éloignement de Paris ne leur permettant plus d'assister aux dîners du Siècle. Les données que nous avons réunies montrent que Le Siècle comptait 327 membres en 1978, 363 en 1980 (et 202 invités), 431 en 1982, 570 en 1990, 539 en 1993 (et 178 invités) et 557 en 1994 (et 197 invités). En 1995, ils étaient 570 membres et 200 invités (30 % dans le secteur public, et 40 % de membres du privé venant du public).

Une misogynie récurrente

Pendant longtemps, très longtemps, Le Siècle fut interdit aux femmes. L'une des raisons invoquées étant que le conjoint serait furieux si sa femme était acceptée. Il fut également envisagé à plusieurs reprises d'inviter les épouses, mais l'expérience qui fut faite dans les années cinquante ne fut pas probante. « Certains membres n'ont-ils pas osé se plaindre que si la vue de certaines épouses ajoutait du charme à l'affaire, la présence d'autres rendait les conversations moins intéressantes ! Et aussi certains membres du Club ne prétendaient-ils pas parfois arriver au bras d'épouses, dont on ne pouvait être sûr qu'elles fussent les leurs ? (13) ».

Il faudra attendre 37 ans pour que cela change, avec en 1981, année de l'abolition de la peine de mort et de la victoire de François Mitterrand, la première candidature d'une femme examinée par le conseil d'administration : celle de Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de l'audiovisuel, qui avait déjà donné de sa personne, prenant la défense du Siècle à un moment où il était attaqué (14). Cela ne dut pas paraître suffisant au conseil d'administration qui vota négativement. Il fallut attendre le dernier mercredi du mois d'octobre 1983 pour voir une femme enfin participer au dîner du Siècle : Françoise Chandernagor, major de l'Ena. Par la suite, nombre suivront qu'on retrouvera au sein des biographies, constituant la deuxième partie de cet ouvrage. Les fantasmes à ce propos sont tels que nombre des noms souvent cités paraissent parfaitement inexacts (15). Mais cela ne plaît pas à tout le monde, comme en témoigne cette réflexion (16) : « Ces dernières années, on a assisté à l'invasion des hauts-fonctionnaires, des gens des médias... et des femmes. »

Il en fut de même durant longtemps, des communistes. Il y avait toutefois quelques « hors cartes », ces membres de la haute administration qui n'ont pas le droit de se réunir en cellule et dont les noms sont conservés secrètement. Jean Bothorel affirme qu'il y en avait au moins un en septembre 1977, puisque *L'Humanité* put publier plusieurs noms des participants d'un dîner. Il y eut également des cégétistes, choisis en général dans la minorité non-communiste, qui servaient de « go between » avec le pouvoir en place. C'est ainsi que durant l'hiver 1970-1971, deux hommes furent miraculeusement placés côte à côte au dîner d'un mercredi : Pierre Lebrun, l'un des dirigeants non communiste de la CGT, et Joseph Fontanet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas. « Toutes les cartes de la "nouvelle société" furent mises sur la table. C'était le temps où le député-maire de Bordeaux, Premier ministre de Georges Pompidou, posait difficilement les bases des contrats de progrès et des accords sur le droit syndical dans l'entreprise. Le gouvernement prenait le pari d'inaugurer l'ère de la concertation, une idée on ne peut plus "Siècle". Si le pari n'a pas été entièrement gagné – loin s'en faut – un virage s'est amorcé dans la manière d'appréhender les relations sociales, et cette tentative de Jacques Chaban-Delmas, restera, pour la techno-bourgeoisie, l'une des pierres blanches des années 70. N'est-il pas significatif que Le Siècle se soit, justement trouvé étroitement mêlé à ce prétendu "déblocage" de notre société ? (...) Ces face-à-face officieux sont à la fois peu de chose, et beaucoup. Ils entretiennent ce climat de relations personnelles – à la CGT, on ne se déplace qu'en délégation – qui sert les desseins de la classe régnante, qui lui permet de voir venir les obus. (17) »

C'est sans doute pourquoi, peu après l'arrivée de la gauche au pouvoir, quelques communistes furent recrutés afin de ne jamais couper les ponts. On peut citer le « hors carte » Guy Braibant, véritable « cinquième ministre communiste » qui assurait la liaison entre les quatre ministres et secrétaires d'État communistes (18), l'ancien ministre de la Fonction publique (et conseiller d'État) Anicet Le Pors, ou Alain Obadia, ancien secrétaire confédéral CGT et ancien membre du comité central du Parti communiste français. « Veut-on une preuve que nous sommes bien au cœur d'une vraie société d'influence et non d'une quelconque œuvre philanthropique ? Il n'est qu'à regarder le système de recrutement du Siècle. « À deux reprises, l'association a dû s'adapter rapidement, remarque Paul Camous, qui en fut l'un des piliers : la vague gaulliste de 1958 et la vague rose de 1981. À chaque fois, le Cercle a été surpris. Il était dominé, en 1958, par les hiérarques de la IV[e] République dont étaient exclus les gaullistes ; en 1981, par la droite chiraquo-giscardienne qui pratiquait l'ostracisme envers la gauche. À chaque fois, il a fallu faire vite. Pendant les deux années qui suivirent ces changements, les dix ou vingt nouveaux membres étaient tous choisis dans le camp qui venait de conquérir le pouvoir : d'abord des gaullistes, puis des socialistes. Les choses se sont vite rééquilibrées. » Les gouvernements passent ? Les vrais pouvoirs restent. (9) »

Ne demeurent donc interdits que les représentants de la droite nationale, puisqu'il y a même des villiéristes comme le général Jacques Mitterrand. Il n'y a pas

non plus d'étranger (à la différence du Club des Cent) et très peu de provinciaux : le pouvoir se trouve à Paris et nulle part ailleurs : plus de la moitié des membres du corps le plus prestigieux, actuellement, de l'administration française, l'inspection des Finances, appartiennent au Siècle. Sur ces quelque 150 membres en activité, 149 exercent et habitent à Paris (ou Neuilly...). Le seul inspecteur affecté en province, Jean Weber, est installé dans la capitale de l'Europe de Maastricht, Strasbourg, où il dirige le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine. Les ecclésiastiques sont également peu nombreux (mais ont-ils encore quelque pouvoir ?). La plupart, comme le pasteur Michel Viot, ont été introduits par Jérôme Monod, figure majeure de la Haute Société Protestante, tandis que Roger Fauroux, après Jean Gélamur (ancien président du conseil de surveillance de Bayard-Presse), s'est fait le spécialiste de la cooptation d'ecclésiastiques.

Une sur-sélection des élites

La puissance exceptionnelle du Siècle, c'est surtout la sur-sélection de ses membres. « "Le Siècle, dit Georges Bérard-Quélin, son fondateur, a la particularité d'être le cercle qui compte le plus de hauts-fonctionnaires." La moitié du conseil d'administration et le tiers des convives sont en effet des énarques. (11) » Et non des moindres, en général, des inspecteurs des Finances, des Conseillers d'État ou des membres de la Cour des comptes. Tous sortis dans « la botte ».
Nous nous livrerons ici à quelques analyses statistiques très parlantes, étalées sur plusieurs années, consacrées aux financiers. La loi française indique qu'une personne physique ne peut cumuler plus de huit mandats d'administrateurs dans des sociétés anonymes françaises, plus cinq supplémentaires s'il s'agit de filiales possédées au moins à 20 %. En 1995 (19), sur les douze « super-cumulards », les douze grands patrons ou grands commis de l'État les plus présents dans les conseils d'administration de grandes sociétés françaises, onze étaient membres du Siècle : Michel Pébereau (BNP), Jean Peyrelevade (Crédit lyonnais), Antoine Bernheim (Lazard), Bruno Roger (Lazard), Gérard Worms (Suez), Michel François-Poncet (Paribas), André Levy-Lang (Paribas), Didier Pfeiffer (UAP), Jacques Calvet (PSA), Jacques Friedmann (UAP), Antoine Jeancourt-Galignani (AGF). Le seul super-capitaliste à ne pas être présent au Siècle était Guy Dejouany, PDG de la Compagnie générale des eaux, mais son dauphin (qui lui a depuis lors succédé), Jean-Marie Messier, en était déjà l'un des membres les plus importants. Ce qui donne un taux de 100 % de membres du Siècle.

Lorsqu'on prend les quatorze grands administrateurs suivants, douze appartiennent au Siècle ou en ont été les invités, soit un taux d'appartenance de 85 % : Philippe Lagayette (Caisse des dépôts), René Thomas (Banexi), Marc Viénot (Société générale), Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), Ernest-Antoine Seillière (CGIP), Michel Renault, Nicolas Clive-Worms (Worms), Daniel Lebègue (Banexi), Christian Noyer (Trésor), Claude Bébéar (Axa), Jean-Paul Delacour (Société générale), Bernard Esambert (Lazard).

Lorsqu'on prend les seize suivants, douze appartiennent au Siècle ou en ont été les invités (soit un taux de 75 %) : Philippe Jaffré (Elf Aquitaine), Léopold Jeorger, Philippe Malet, Jérôme Monod (Lyonnaise des eaux), Didier Pineau-Valencienne (Schneider), Jean Dromer (Financière Agache), Jean-Paul Parayre, Claude Pierre-Brossolette, Marcel Roulet (France-Telecom), Ambroise Roux, Amaury Daniel de Sèze, Jacques Wahl.

La sélection du Siècle est donc tellement bien faite qu'elle suit très exactement en ce domaine l'importance des fonctions occupées par les 46 premiers administrateurs de sociétés : 100 % pour les dix premiers, 85 % pour les quatorze suivants, 75 % pour les seize suivants. Soit une moyenne totale de 85 %.

En 1996, le « Top 32 » des administrateurs des plus grandes sociétés françaises (Lazard, LVMH, Aérospatiale, Dumez, Alcatel, Renault, Société générale, Dassault, UAP, BNP, Valeo, Cerus, Pinault-Printemps-Redoute, Thomson CSF, PSA, Casino, Euris, France-Telecom, etc.) donne exactement les mêmes résultats (20) : 87 % d'appartenance. Ce sont toutes des personnalités de premier plan : « Ces 32 managers détiennent 244 mandats, pour 2 341 sièges. Soit un peu plus de 10 %. Sur ces 32 dirigeants, on compte quatorze banquiers (dont quatre représentent Paribas, deux la BNP, deux le Crédit lyonnais et deux Lazard frères et Cie), neuf industriels, quatre assureurs (dont deux pour l'UAP), trois anciens PDG et deux représentants de l'État. » Sur ces 32 super-administrateurs, 28 appartiennent au Siècle, soit 87 % (et 100 % pour les cinq plus importants).

Les voici dans l'ordre, avec la société qu'ils représentent et le nombre de mandats qu'ils détiennent : Antoine Bernheim (Lazard, 13), Antoine Jeancourt-Galignani (AGF, 12), Jean Peyrelevade (Crédit lyonnais, 12), Michel François-Poncet (Paribas, 11), Michel Pébereau (BNP, 11). Suivent deux non-membres du Siècle, Guy Dejouany (ex-Générale des eaux, 9) et Gérard Mestrallet (Compagnie de Suez, 9). Sont à nouveau membres du Siècle Bruno Roger (Lazard, 9), René Thomas (BNP, 9), Jacques Calvet (PSA, 8), Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain, 8), Claude Bébéar (Axa, 8), Nicholas Clive-Worms (Worms, 7), Jean Gandois (président du CNPF, 7), Marc Ladreit de Lacharrière (Fimalac, 7), Daniel Lebègue (BNP, 7), Didier Pfeiffer (UAP, 7). Arrivent ensuite deux non-membres, Serge Tchuruk (Alcatel, 7) et Jean-Paul Gillybœuf (Direction générale de l'armement, 6), avec entre eux deux, un membre du Siècle, Jacques Friedmann (UAP, 6). Puis la liste reprend : François Henrot (Paribas, 6), Philippe Jaffré (Elf Aquitaine, 6), Philippe Lagayette (Caisse des dépôts, 6), Jean Lemierre (directeur du Trésor, 6), André Levy-Lang (Paribas, 6), Jérôme Monod (Lyonnaise des eaux, 6), Guy de Panafieu (Lyonnaise des eaux, 6), Michel Renault (Crédit lyonnais, 6), Ambroise Roux (ex-Alcatel, 6), Louis Schweitzer (Renault, 6), Marc Viénot (Société générale, 6)

Autre classement : les douze membres en 1995 du conseil d'administration de l'Association française des entreprises privées (21), le plus influent lobby patronal (beaucoup plus puissant que le CNPF) dirigé par Ambroise Roux. Outre ce dernier, Ambroise Roux, sont membres du Siècle Marc Viénot (Société générale), Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), Gérard Worms (Rothschild et Cie), Jacques

Maillet (Intertechnique), Jean-Paul Parayre (Bolloré), Jean Dromer (Financière Agache, Louis Vuitton). Soit 58 % des administrateurs.

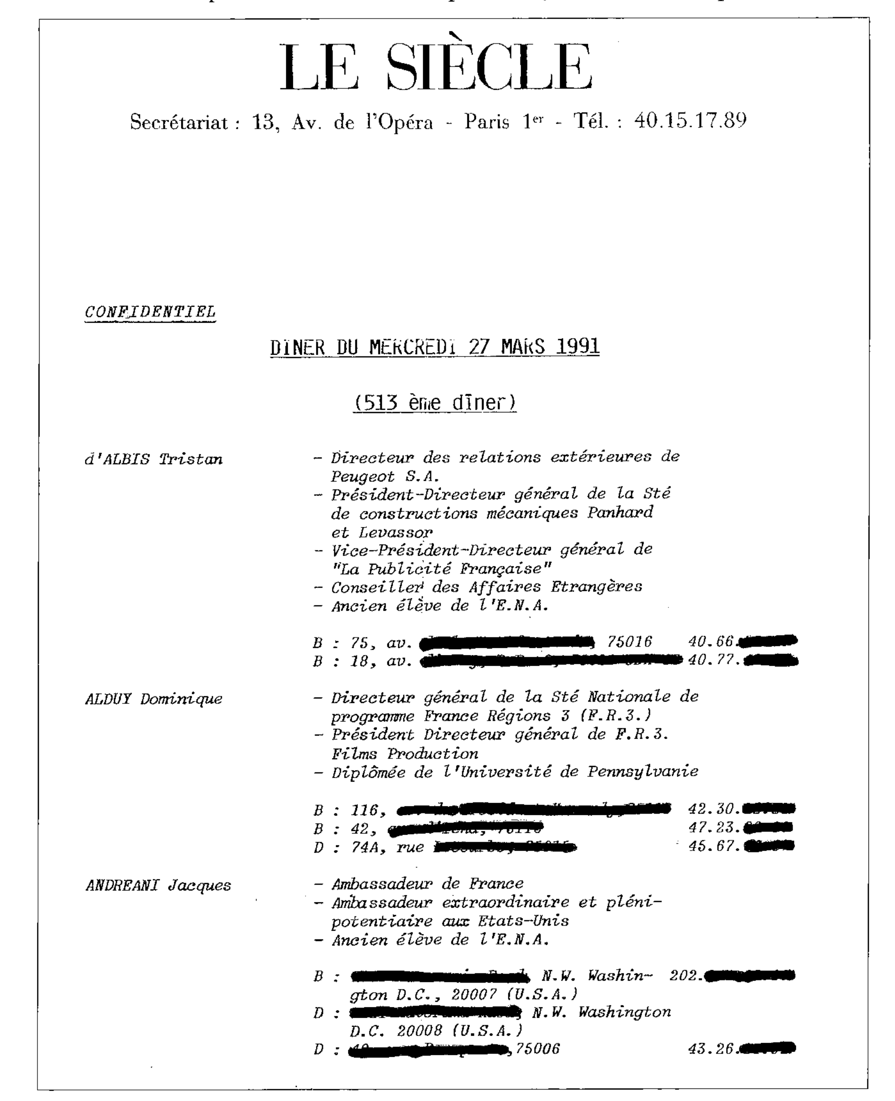
En veut-on encore ? Voici « Les Dix hommes les plus puissants de France » en 1988 (22) : il s'agit d'Ambroise Roux (Générale occidentale), Gérard Eskenazi (Paribas), Jack Frances (Suez), Michel David-Weill (Lazard, « le vrai ministère de l'Industrie »), Jean Dromer (UAP, « première banque d'affaires »), Lucien Douroux (Crédit agricole), Bernard Pagezy (Compagnie du midi), Jacques Calvet (PSA), Francis Bouygues et Michel Pébereau (CCF) : mis à part Jack Frances et Francis Bouygues, les huit autres sont membres du Siècle.

« Qui détient le pouvoir ? » s'interrogeait un hebdomadaire (23) en 1994, répondant : « Une poignée de technocrates, issus du même moule, qui se cooptent et se surveillent entre eux, président aux destinées de groupes : ils sont les vrais patrons de la France. » Étaient présentés les portraits de Bernard Arnault (LVMH), Claude Bébéar (Axa), Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), Martin Bouygues (Bouygues), Michel David-Weill (Lazard), Guy Dejouany (Générale des eaux), Jean-René Fourtou (Rhône-Poulenc), Jacques Friedmann (UAP), Philippe Jaffré (Elf-Aquitaine), Antoine Jeancourt-Galignani (AGF), Jean-Luc Lagardère (Lagardère Groupe), André Levy-Lang (Paribas), Jérôme Monod (Lyonnaise des eaux), Jean Peyrelevade (Crédit lyonnais), Pierre Dauzier (Havas), Michel Pébereau (BNP), François Pinault (Artémis), Antoine Riboud (BSN), Pierre Suard (Alcatel-Alsthom), Marc Viénot (Société générale), Gérard Worms (Compagnie financière de Suez). Seuls Martin Bouygues (comme son père), Guy Dejouany (mais remplacé aujourd'hui par Jean-Marie Messier qui en est), Jean-René Fourtou, François Pinault et Pierre Suard n'appartiennent pas au Siècle. Soit 76 % de membres. Dernier recoupement, un autre hebdomadaire donnait en 1991 la liste (24) des trente plus grands patrons français, dont Jean-Luc Lagardère, Jacques Calvet, Raymond Lévy, Antoine Riboud, André Rousselet, Gérard Worms, Robert Lion, etc. Sur les trente, seuls François Michelin, Loïk Le Floch Prigent, Guy Dejouany, Pierre Suard, Édouard de Royère (L'Air liquide) n'ont jamais mis les pieds au Siècle. Soit 83 % pour les autres.

Rien d'étonnant alors, si aucun grand dossier, aucune OPA importante, aucune grande décision, ne se prend sans que des membres du Siècle ne soient impliqués : « Ces dernières semaines, la grande affaire, ce fut la tentative d'OPA sur la Générale de Belgique. Près de la moitié des membres du conseil (du Siècle) sont, de près, ou de loin, mêlés à l'opération : du bras droit de Carlo De Benedetti, Alain Minc, à David Dautresme, associé-gérant de Lazard Frères, en passant par les banquiers Simon Nora ou Pierre Moussa. (8) » Ou encore, quand Jean Peyrelevade succède à Jean Dromer à la tête de l'UAP, ils se sont vus au minimum chaque mois… au conseil d'administration du Siècle, dont ils sont membres tous les deux.

Le dîner du dernier mercredi du mois

Le Siècle ne dispose pas de ses propres locaux, à la différence de la plupart des clubs français. Nulle possibilité de venir lire des journaux, déguster un verre ou discuter avec d'autres membres comme dans les clubs britanniques. Le siège social, simple adresse, est celui de la Société générale de presse. Même les splendides locaux Napoléon III du Cercle républicain, fondé en 1907 par le sénateur



LE SIÈCLE

Secrétariat : 13, Av. de l'Opéra - Paris 1er - Tél. : 40.15.17.89

CONFIDENTIEL

DINER DU MERCREDI 27 MARS 1991

(513 ème dîner)

d'ALBIS Tristan
- Directeur des relations extérieures de Peugeot S.A.
- Président-Directeur général de la Sté de constructions mécaniques Panhard et Levassor
- Vice-Président-Directeur général de "La Publicité Française"
- Conseiller des Affaires Etrangères
- Ancien élève de l'E.N.A.

B : 75, av. [redacted] 75016 40.66.[redacted]
B : 18, av. [redacted] 40.77.[redacted]

ALDUY Dominique
- Directeur général de la Sté Nationale de programme France Régions 3 (F.R.3.)
- Président Directeur général de F.R.3. Films Production
- Diplômée de l'Université de Pennsylvanie

B : 116, [redacted] 42.30.[redacted]
B : 42, [redacted] 47.23.[redacted]
D : 74A, rue [redacted] 45.67.[redacted]

ANDREANI Jacques
- Ambassadeur de France
- Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire aux Etats-Unis
- Ancien élève de l'E.N.A.

B : [redacted] N.W. Washin-gton D.C., 20007 (U.S.A.) 202.[redacted]
D : [redacted] N.W. Washington D.C. 20008 (U.S.A.)
D : [redacted], 75006 43.26.[redacted]

Chaque dîner fait l'objet d'un annuaire spécifique, tiré en photocopies et agrafé, distribué aux seuls membres et invités présents.

Alfred Mascuraud, pourtant situé avenue de l'Opéra, n'ont jamais été utilisés par Le Siècle. Nulle publication n'est envoyée aux membres et il a fallu attendre 1989 pour que le titre Le Siècle soit déposé à l'Institut national de la propriété industrielle, à la suite du lancement d'une société Le Siècle, publiant une lettre confidentielle intitulée *La Lettre du Siècle* (25).

Le Siècle se réduit donc à un dîner mensuel, qui se déroule place de la Concorde, à côté du Crillon, dans les locaux de l'Automobile Club de France, après avoir eu lieu jusque vers 1978 dans les locaux du Nouveau cercle, en face du Palais-Bourbon (26). Pratiquement chacun des rares articles que nous avons pu consulter sur plus de vingt ans, retrace le même rituel immuable, qu'on peut résumer à peu près ainsi. « Depuis plus de trente ans, Le Siècle, a pour objet de se faire rencontrer, autour d'un apéritif puis de petites tables, 100 à 200 personnes dont la seule caractéristique commune est d'avoir une position de quelque importance dans tel ou tel secteur professionnel, surtout de la vie, dite "active" : politique, presse, affaires, administration. On voit s'y côtoyer par exemple de hauts-fonctionnaires, des journalistes, des chefs d'entreprises publiques et privées, des diplomates, mais aussi des syndicalistes, des professeurs d'université ou même des personnalités purement intellectuelles. (13) »

« Ils sont environ 300 à refuser tout dîner en ville le troisième mercredi de chaque mois (cette indication est fausse, NDA). L'air faussement désolé, mais secrètement ravi à l'idée qu'un ignorant puisse les solliciter ce soir-là: "malheureusement, je suis au Siècle." (8). » Les chiffres donnés dans la presse sont pratiquement toujours faux. C'est ainsi que *Le Point* (16) indique: « cette association, qui a quelque chose d'une loge maçonnique – on ne laissera pas tomber un membre dans le besoin... – organise un dîner d'une soixantaine de couverts. » Un chiffre sans doute délibérément faux, puisque le directeur de la rédaction du *Point*, Claude Imbert, est lui-même une éminente personnalité du Siècle. Ils sont en réalité, en général plus de 200. Le dernier dîner de juin 1996 accueillait par exemple 283 personnalités.

« La composition des tables est soigneusement dosée, avec des commensaux venus d'horizons très divers. (16) » La règle veut qu'on ne puisse choisir sa place. En réalité, il se produit des miracles et les membres assez puissants peuvent demander, pour les plus puissants, à la direction du cercle de vous placer si possible auprès de tel ou tel.

On ne vient pas là pour faire bombance. Il y a d'autres cercles, comme le Club des Cent pour satisfaire les gourmets. De l'avis de tous, la nourriture y a toujours été banale, voire médiocre. « Cuisine médiocre mais pas chère: 200 francs par tête (27) »; « Pendant longtemps on y a assez mal mangé, l'écot n'étant pas trop élevé: salade de lentilles, filet aux morilles, fromage, tarte aux pommes arrosé d'un vin blanc banal (...) Les vins appartiennent à la série des Bordeaux courants plus qu'à celle des grands crus. (13) »; « Ce dîner ne vise pas à la somptuosité gastronomique. (28) » Aujourd'hui, le repas est à 310 F.

Chaque table ronde comprend six ou sept personnes, plus un président qui

appartient (ou a appartenu) au conseil d'administration. Quelques jours auparavant, chaque participant a reçu la composition de la table à laquelle il se trouvera, avec le nom du président souligné. De quoi se documenter et préparer ses interventions. Le rôle du président est à la fois d'animer la conversation, de jauger la qualité des convives venus d'horizons divers, d'opérer la sélection des invités, et donc sans doute de résumer les principaux propos tenus. « On trouve autour de la table un grand PDG, un haut-fonctionnaire ou un haut-magistrat, un membre important d'un cabinet ministériel ou encore un préfet de région. Les ambassadeurs de France de passage à Paris aiment fréquenter les dîners du Siècle où ils peuvent, en un minimum de temps, se replonger dans le cénacle parisien tout en se rappelant à son bon souvenir. (29) »

Secrets d'État

Il arrive même qu'à l'occasion de véritables secrets d'État y soient diffusés, que seuls les plus habiles peuvent comprendre. C'est ainsi que le 25 juillet 1990, le secrétaire d'État Tony Dreyfus, sans doute le plus proche ami du Premier ministre d'alors, Michel Rocard, aura un échange avec le directeur du *Monde*, André Fontaine. « Que faudrait-il faire, à votre avis, si l'Irak envahissait le Koweït? » demande Dreyfus à Fontaine. « Monsieur le Ministre, cessez d'être facétieux! » répond Fontaine. Le 2 août suivant, le Koweït était envahi. Ce qui sous-entend d'évidence, que Dreyfus, qui était au fait du secret d'État, n'avait pas su tenir sa langue, mais que Fontaine, pour sa chance, ne sut pas saisir l'importance du propos (30). Trop parler peut d'ailleurs souvent nuire, comme l'a conté Pierre Moussa (3): « Au tout début de nos relations (avec Bérard-Quélin), un incident m'avait vivement secoué. Une grande réforme se préparait aux Finances: la création d'une direction générale des Impôts regroupant les anciennes directions des Contributions directes, des Contributions indirectes et de l'Enregistrement. Et Pierre de Calan, qui dirigeait à ce moment notre brigade, avait dit devant moi qu'il se rendait à Rabat, chargé par le ministre de proposer le poste de directeur général des Impôts à Jacques Fourmon, alors directeur des Finances du Maroc. Sortant d'un dîner du Siècle, j'étais allé prendre une dernière bière chez Lipp avec quelques amis. Heureux de briller, je répétais, non sans légèreté, l'information – que Bérard publia le lendemain dans un de ses journaux. Fureur du ministre! Enquête. Quelqu'un, qui avait assisté à la scène, me dénonça par sottise. Mes supérieurs me tancèrent; on me dit que j'allais être convoqué par le directeur du cabinet du ministre, que je voyais trop de journalistes. Je vécus quelques semaines dans la peur d'avoir gâché ma carrière. Leçon fort utile pour la suite. On m'a quelquefois, je crois, trouvé trop secret. Plus jamais trop bavard. »

C'est par ce formidable réseau relationnel, sans que cela se déroule nécessairement lors des dîners du Siècle, que certains journalistes (dont ceux de la Société générale de presse) ont sans doute pu multiplier le scoop durant quarante ans.

LE SIÈCLE

Secrétariat : 13, Avenue de l'Opéra - 260.32.00

DINER DU MERCREDI 22 OCTOBRE 1980

TABLE N° 19

MM. ATTALI Jacques
BOURGOIS Christian
CHARPENTIER Jacques
FROMENT-MEURICE François
GELAMUR Jean
MAYER René
SIX Jean-François
de VIRIEU François-Henri

Cette table est présidée par M. Jacques ATTALI

LE SIÈCLE

Secrétariat : 13, Av. de l'Opéra - Paris 1er - Tél. : 40.15.17.89

DINER DU MERCREDI 26 JUIN 1996 *TABLE N° 16*

M. BIENAYME Alain
MME. BUKSPAN Elisabeth
MM. GADONNEIX Pierre
LAMY Pascal
LECLERCQ Jacques
MARIANI Pierre
NORA Fabrice

Cette table sera présidée par M. LAMY Pascal

ATTENTION ! Cette table est au premier étage.

L'apéritif est servi de 20h00 à 20h45.
Le passage à table a lieu à 20h50 précises. Le dîner sera servi à 21h00 précises.

Depuis bientôt soixante ans, tous les participants dînent en petits groupes de six à huit personnes, avec un président de table qui appartient en général au conseil d'administration.

LE SIÈCLE

« Le culte de relations publiques n'a jamais empêché ce journaliste (Bérard-Quélin) de sortir des informations même si elles doivent gêner ses amis. À son actif, de grands scoops : entre autres, le rachat de Hachette par Matra, ignoré à l'époque par les responsables de la vieille maison, le texte intégral de la loi de nationalisation en 1981, etc. (27) »

C'est que, bien évidemment, il est officiellement interdit de parler affaires. Mais c'est jouer sur les mots entre gens de bonne compagnie : Jean-Claude Aurousseau, préfet du Nord, a bien compris le mode d'emploi. Les rencontres qu'il fait au Siècle auront tôt ou tard des retombées économiques. Avec Claude de Kemoularia, par exemple, ancien ambassadeur et président du Club de la Péninsule arabique. Ils se sont revus. Plus récemment, sa nouvelle amitié avec Jean Gandois, PDG de Pechiney, a facilité l'implantation de cette entreprise à Dunkerque. Entre gens du même monde, et à deux pas de l'Assemblée nationale, les dossiers avancent mieux. (11) »

« La conversation y est libre, très ouverte, franche mais courtoise. (16) » Ce qui est sans doute exact si l'on en croit cette anecdote (31) à propos de Jean-Yves Haberer, premier responsable de la déconfiture du Crédit lyonnais. « Vous devriez faire ceci… Vous ne devriez pas faire cela », assénait-il, avec son habituelle modestie, prodiguant de bons conseils très appuyés, à Antoine Guichard, PDG de Casino. Jusqu'à ce que l'un des convives fasse remarquer à l'ancien banquier qu'il n'était sans doute pas le mieux placé pour s'ériger en « consultant » fort directif. Autre exemple, Jean-François Burgelin, procureur général de Paris, devait faire frissonner ses voisins de table en mars 1996 (32) en leur disant : « Un juge d'instruction mal intentionné pourrait, à partir d'une interprétation tatillonne des textes, placer les trois quarts de cette noble assemblée en garde à vue. »

LE SIÈCLE

Secrétariat : 13, Av. de l'Opéra - Paris 1er - Tél. : 42.60.32.00

REPERTOIRE ALPHABETIQUE

DES MEMBRES ET DES INVITES AU 1er JUILLET 1990 (1)

	Mbre	Inv.		Mbre	Inv.
ABOUT Jean-Pierre	.....	1	BARBERIS Pierre	151	
ACHARD Pierre	1		BARDIES Bertrand de	8	
ACHILLE Jean-Claude	.....	1	BARNIER Michel	9	
AHRWEILLER Hélène	1		BARRIER Geneviève	151	
AIGRAIN Pierre	1		BARROT Jacques	9	
AILLERET François	.....	1	BAUDIS Dominique	.....	2
ALBERT Michel	2		BAUDOUIN Denis	152	
ALBIS Tristan d'	2		BAUMEL Jacques	10	
ALLEGRE Maurice	.....	1	BAYLE Jacques-Louis	10	
ALPHANDERY Claude	3		BAZY Dominique	10	
ALPHANDERY Edmond	3		BEAUCE Thierry de	152	
ANDREANT Jacques	3		BEAUX Gilberte	.....	2
ANDREU Paul	3		BEBEAR Claude	11	
ANDREUZZA Claude	149		BEFFA Jean-Louis	11	
ANGOULVENT Pierre	4		BELLANGER Serge	152	
ANGREMY Jean-Pierre	149		BELORGEY Gérard	12	
ARJUZON Antoine d'	149		BENOIST Jean-Marie	12	
ARNAULT Bernard	4		BERARD Marie-Hélène	.....	2
ARNOULT Erik	149		BERARD-QUELIN Marianne	153	
ARPAILLANGE Pierre	5		BEREGOVOY Pierre	.....	3
ARVIS Jean	149		BERGE Pierre	.....	3
ATTALI Bernard	150		BERGOUGNOUX Jean	13	
ATTALI Jacques	150		BERNARD François	13	
AUBERGER Bernard	6		BERNARD Jean-René	153	
AUBERT François d'	6		BERNARD-REYMOND Pierre	153	
AUBERT Jean-Pierre	.....	1	BERNHEIM Antoine	14	
AUBRY Martine	150		BEZARD Pierre	.....	3
AUDOUR Jean-Pierre	6		BIANCO Jean-Louis	.....	3
AURILLAC Michel	7		BIDEGAIN José	14	
AUROUSSEAU Jean-Claude	7		BIENAYME Alain	14	
AZOULAY André	.....	2	BILGER Pierre	15	
BACONNIER Robert	151		BILLARDON André	15	
BALEINE du LAURENS			BILLE Jacques	15	
Frédéric	8		BILLETDOUX François	15	
BALLADUR Edouard	.....	2	BINET Jean-Paul	16	
BALLE Francis	151		BLANC Christian	.....	4

(1) se reporter à l'Annuaire des Membres (colonne Mbre) ou à l'Annuaire des Invités (colonne Inv.)

En juillet de chaque année, paraît une nouvelle liste donnant les noms des membres et invités, avec leurs nouvelles fonctions.

Le marionnettiste en chef

Durant quarante-cinq ans, le maître d'œuvre de ces plans de table fut Georges Bérard-Quélin, véritable *mæstro* orchestrant les partitions avec doigté : « Une savante alchimie dont se délecte le gourmand secrétaire Bérard-Quélin, président à la com-

position des tables, en général, tables rondes de six personnes, avec un président. Il s'agit de varier les grades et de doser les opinions, de provoquer des débats animés, mais demeurant courtois. Éviter de rapprocher ceux qui se voient déjà tous les jours, mais aussi ceux qui se détestent trop et dont le choc viendrait peut-être altérer la bonne humeur qui règne malgré tout sur ce terrain de rencontre (13). »

Prenons l'exemple de Franz-Olivier Giesbert. Ce brillant journaliste (également biographe de François Mitterrand), qui publia en son temps quelques passages assassins sur le « collabo » Robert Hersant, dirigeait la rédaction du *Nouvel observateur*… jusqu'à ce qu'il prenne en main, du jour au lendemain, celle du *Figaro*. Les lecteurs s'étonnèrent. Les initiés, en fait, savaient depuis longtemps que tout s'était négocié entre gens du Siècle, au cours de dîners du Siècle, où Franz-Olivier Giesbert avait été placé astucieusement à la même table que Philippe Villin, à l'époque le n° 2 du groupe derrière Robert Hersant: « Première rencontre et coup de foudre réciproque, place du palais Bourbon, à l'occasion d'un dîner d'anniversaire chez Guy Sorman, efficace vulgarisateur du libéralisme à la Reagan. Le jeune vice-président du *Figaro* (énarque de 34 ans) et le jeune patron de la rédaction de *L'Obs* se revoient au dîner du Siècle, – Giesbert est l'un des rares journalistes qui appartiennent à cette institution clef de la classe dirigeante parisienne – et plus longuement en juillet. Ils parlent boutique. Villin, très admiratif envers le redressement de *L'Obs* découvre en Franz-Olivier un fin connaisseur du *Figaro*. (33) »

Le scandale de *L'Humanité*

Rien de tout cela ne serait connu et ce livre n'existerait sans doute pas si, à l'automne 1977, un quotidien n'avait pour la première fois levé le voile sur les fameux « dîners du Siècle ». Ce quotidien, ce fut *L'Humanité* (34) qui attira l'attention sur le dîner du Siècle, qui s'était déroulé le 28 septembre 1977 au Nouveau Cercle, avec quelques 180 convives. Sous le titre, *Un Curieux dîner*, et le sous-titre *Six jours après la rupture par le PS des négociations sur l'actualisation du programme commun, des personnalités de la gauche non communiste dînaient avec des PDG*, on pouvait lire : « Dans son numéro du 17 octobre dernier, *Le Nouvel économiste* révélait l'existence d'un club intitulé Le Siècle. Un club où se retrouvent notamment MM. Jacques Ferry, grand patron de la sidérurgie, Dominique Chatillon, directeur général du CIC (groupe Suez), Jérôme Monod, secrétaire général du RPR, Michel Poniatowski, ambassadeur personnel de Giscard d'Estaing, Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, Charles Hernu, délégué général du PS. La raison d'être de ce club est ainsi définie par son secrétaire, M. Bérard-Quélin (35) : "L'idée du Siècle vise à combler le fossé existant entre différentes catégories de gens ayant des préoccupations voisines, même s'ils n'ont pas les mêmes idées." Selon *le Nouvel économiste*, les membres du Siècle se retrouvent le quatrième mercredi de chaque mois au restaurant Le Nouveau Cercle. Information parfaitement exacte. *L'Humanité* peut même révéler que le mercredi 28 septembre – soit six

L'EXPRESS INFORMATIONS France

CLUBS

Les mystérieux dîners du Siècle

Il existe à Paris un endroit où peuvent se parler en privé ceux qui se combattent en public. D. Granet raconte…

Sous les arcades de la place de la Concorde, à quelques mètres de l'entrée prestigieuse de l'Hôtel Crillon, discrets dans la foule des touristes et des passants, ils pénètrent l'un après l'autre, mercredi 27 juin, à 20 h 30, dans l'imposant immeuble de l'Automobile Club, se dirigent vers le bar, pour l'apéritif, avant de gagner la salle à manger qui leur est réservée. Au passage, un physionomiste averti de la vie politique reconnaît, pêle-mêle : Christian Beullac, ministre de l'Education ; Jacques Delors, l'un des sages du Parti socialiste ; Alain Devaquet, secrétaire général du R.p.r. ; Maurice Faure, n° 6 de la liste européenne de François Mitterrand.

Ce soir-là, ou n'impore quel autre soir du quatrième mercredi de chaque mois, ces hommes-là, et quelques autres — au hasard de leur emploi du temps, les ministres Jacques Barrot, Jean François-Poncet, Jean-Pierre Soisson, les dirigeants socialistes Jean-Pierre Chevènement, Pierre Joxe, Jean-Pierre Cot ; les plus hauts placés des hauts fonctionnaires, Jacques Wahl, de l'Elysée, Raymond Soubie, de Matignon ; des banquiers, des industriels, des journalistes — se retrouvent. Naguère entre les boiseries du Nouveau Cercle, en face du Palais-Bourbon, avant qu'il soit vendu. Désormais, sous les hauts plafonds de l'Automobile Club.

Pour comploter ? Non. Simplement pour dîner entre gens de bonne compagnie. Et pour parler de choses et d'autres. Y compris de choses sérieuses. Le club du Siècle a été fondé pour cela : se rencontrer. Sans tenir compte des clivages politiques ou des préoccupations professionnelles.

Dans la France crispée sur ses clans et sur ses camps, le Siècle est une oasis de décrispation. Et ses dîners mensuels constituent autant d'accrocs aux cottes de mailles idéologiques que chaque responsable de la vie nationale se croit tenu de revêtir dans sa vie publique. C'est bien connu : selon les canons de la société française, lorsqu'un homme d'opposition rencontre un homme de la majorité, c'est de la trahison. Quand quelqu'un de la majorité invite quelqu'un de l'opposition, c'est de la corruption. Que s'y joignent des financiers, la concussion est considérée comme certaine. Si la presse y assiste, c'est parce qu'elle est aux ordres.

Le 4 novembre 1977 — l'Union de la gauche vient de voler en éclats — « L'Humanité » dénonce ce « scandale ». Six jours auparavant, le quatrième mercredi de septembre, Robert Fabre, encore président des radicaux de gauche, n'avait-il pas, au Siècle, partagé le menu d'Yves Cannac, alors secrétaire général adjoint de l'Elysée, et d'une brochette de patrons d'entreprises dont le Programme commun prévoyait la nationalisation ? « Il s'agit d'une affaire sérieuse, précise le journal communiste. Ce genre de rencontre est-il l'expression d'un compromis historique avec le grand patronat ? »

Si, dans les mois qui viennent, le P.s. continue à « virer à droite », si l'élargissement de la majorité, souhaité par Jean Lecanuet, se précise, si, sur tel ou tel problème épineux, un consensus se dégage, nul doute que l'on y verra l'œuvre pernicieuse du Siècle, nouvelle franc-maçonnerie, autrement plus dangereuse que l'autre, puisque toute idéologie en est exclue.

Placés « au hasard »

C'est d'ailleurs un franc-maçon d'origine lyonnaise, Georges Bérard-Quélin, 62 ans, « B.Q. » pour les intimes, P.d.g. de la Société générale de presse, qui a, voilà trente-trois ans, fondé le club pour faire s'y rencontrer tous ceux qui sont, ou seront, responsables de la France. Avec ce goût de la rencontre secrète et sans frontières propre à tout héritier de la tradition radicale.

1958-1966 fut, pour B.Q., une période noire. Le gaullisme triomphant avait tué pour de bon la république radicale. Le Siècle, du coup, souffrait de langueur. Le pouvoir présidentiel était si solidement installé qu'aucun de ceux qui y participaient ne trouvait utile de rencontrer ceux qui n'en étaient pas. Jusqu'à ce mercredi de 1969 où B.Q. promena triomphalement dans les salons du club ce nouveau familier miraculeusement gaulliste en même temps que radical appelé à restaurer en France la subtilité du jeu politique : Georges Pompidou. Le Siècle renaît. Sous Giscard, il prospère, avec trois cent trente-neuf membres titulaires.

Le Siècle est géré par un « conseil d'administration » de quatorze membres, qui dînent ensemble chaque deuxième mercredi du mois, et sont renouvelables trois par trois chaque année. Actuellement, sous la présidence de Maurice Ulrich, P.d.g. d'Antenne 2, le comité des quatorze est composé de trois patrons de presse, de trois banquiers, de trois industriels, d'un avocat, de deux représentants de la majorité et de deux de l'opposition.

Ce sont eux qui ont décidé, lors des dernières élections législatives, comme lors des précédentes, d'accorder une aide de 3 000 Francs à chacun des membres candidats : quatorze socialistes et radicaux de gauche, quatorze U.d.f., douze R.p.r. et deux indépendants. Eux, encore, qui trient les postulants : deux cents actuellement.

Deux exceptions, cependant, à cet œcuménisme : les femmes et les communistes, qui n'entrent pas dans le moule. Les femmes, « parce que notre club est de style anglo-saxon, et que, dans un club anglais, il n'y a pas de femmes », explique B.Q. Les communistes, parce qu'ils ne passent pas pour des hommes de concertation.

Pour les femmes, les temps changent. « Ça devient gênant de les exclure », dit un ministre, membre du club. A la dernière assemblée générale, le 14 mars, M° Robert Badinter a réclamé « que la question soit mise à l'ordre du jour ».

Quant aux communistes, ils ne sont ni demandeurs ni souhaités. Encore que Jean Bothorel signale, dans son livre « La République mondaine » (éditions Grasset), la présence d'une oreille du Parti au Siècle, le président d'une compagnie d'assurances « qui appartient à la tribu des hors cadres du P.c.f. ».

Les nouveaux venus, après leur premier dîner mensuel, sont éblouis : « C'est le seul endroit, disent-ils, où les propos sont aussi libres entre des gens aussi importants et aussi variés. Et où l'utilisation de ces propos est exclue. » Le repas est d'ailleurs considéré comme une simple occasion de se rencontrer. Et, si l'on en éprouve le besoin, de prendre langue. Chaque invité trouve, lorsqu'il arrive, la liste des membres présents, avec leur adresse et leur numéro de téléphone.

Les convives sont répartis par tables de six. « Au hasard », affirme B.Q. Le hasard, qui a bien du talent, plaça un jour, côte à côte, le secrétaire d'Etat au Logement et le P.d.g. d'E.d.f., qui avaient justement un difficile problème à régler. Il le fut bien vite. Comme le sont aussi, grâce à la présence des hauts fonctionnaires ad hoc, les difficultés que rencontre, par exemple, Chevènement, député socialiste de Belfort, dans sa circonscription.

« Une rencontre débouche toujours, un jour ou l'autre, sur quelque chose », commente un habitué. De quoi effrayer ou ravir « L'Humanité » après chaque dîner du mercredi : « On a quand même le droit de se retrouver à table avec des gens qui ne partagent pas vos opinions ! » proteste Robert Fabre.

C'est exactement le but de B.Q. : tisser plus subtilement que partout ailleurs, fût-ce au Racing Club ou au Tir aux pigeons, les fils qui relient les hommes au-delà des partis. Permettre à ceux qui se combattent en public de se parler en privé. Bref, éviter que la France ne soit autant coupée en deux que certains le redoutent. Ou le souhaitent. **DANIELE GRANET** ■

58 L'EXPRESS - DU 30 JUIN AU 6 JUIL 1979

Un des très rares articles consacrés au club Le Siècle, par L'Express *en juin 1979.*

jours après la rupture par le PS de la négociation sur l'actualisation du programme commun – un certain nombre de membres du club dînaient ensemble au Nouveau Cercle. Parmi les participants à ce dîner, on notait plus particulièrement la présence de dirigeants des groupes capitalistes dont le programme commun prévoit la nationalisation : MM. Jean-Philippe Boulin, directeur général de Creusot-Loire, Jean-Pierre Bouyssonie, PDG de Thomson-CSF, Pierre Braillard, chargé des relations extérieures de la CGE, Jean-Pierre Brulé, PDG de la CII-Honeywell-Bull, Serge Dassault, PDG de la Société électronique Marcel Dassault, Jean Forgeot, PDG de Creusot-Loire, Yves Cannac, secrétaire général adjoint de la présidence de la République. On notait aussi la participation de plusieurs personnalités de la gauche non communiste, entre autres : Robert Fabre, président du MRG, André Boulloche, membre du comité directeur du PS et responsable de sa commission économique, Jean-Louis Bredin (35) et Michel Crépeau, tous les deux vice-présidents du MRG, Roger-Gérard Schwartzenberg, délégué général du MRG... Il s'agit d'une affaire sérieuse. Ce genre de rencontre est-il l'expression d'un compromis historique avec le grand patronat ? »

Ayant pourtant fait le silence durant plus de vingt ans sur l'existence de ce club, auquel appartenaient nombre des grands patrons des médias, l'ensemble de la presse se gaussa, traînant en ridicule le Parti communiste et Georges Marchais. Citons par exemple *J'informe* (13), dont le PDG, Joseph Fontanet, était membre du Siècle : « S'il est toujours vrai qu'en France le ridicule tue, sans doute les jours de Georges Marchais sont-ils désormais comptés (...) Il n'y a pas de quoi fouetter un chat. » Étroitement liée à François Mitterrand, la journaliste Michèle Cotta qui, on l'a vu, sera l'une des toutes premières femmes à entrer au Siècle et dont le propre frère, Alain Cotta, appartient aussi au Siècle, retracera l'affaire de la même manière (14) : « Dans leur polémique avec les socialistes, les communistes ne reculent devant aucun argument. Même les plus médiocres. Le procès continue. Ce n'est plus de la polémique, mais du burlesque (...) Voici qu'on en est à regarder à travers les trous de serrure qui dîne avec qui, où et quand (...). D'un dîner sans histoire, les communistes ont fait la pièce essentielle de leur démonstration. C'est au Siècle, donc, que ce beau monde aurait trahi... (...) Pas sérieux évidemment. Mais ce qui est sûr, c'est qu'en accréditant cette nouvelle légende du Siècle, comme d'autres en d'autres temps ont dénoncé les deux cents familles, les communistes choisissent de plus en plus clairement l'isolement. »

Dans *Le Figaro*, Jean d'Ormesson, représentant de cette vieille noblesse française maniant l'ironie comme le poignard, en profita pour assassiner avec courtoisie tant les communistes que les nouveaux parvenus de la république bourgeoise : « Les dîners du Siècle sont une de ces vieilles institutions démocratiques et républicaines qui n'ont jamais fait de mal à personne, au contraire. Des socialistes y rencontrent des modérés autour d'un cassoulet, et des radicaux y boivent du beaujolais avec des gaullistes. Voilà que les communistes froncent les sourcils et dénoncent des tractations obscures et des symptômes manifestes d'intelligence avec l'ennemi. C'est comme si on voulait empêcher un ami de M. Defferre de jouer aux boules

avec un copain de M. Sanguinetti ou si un journaliste du *Canard enchaîné* refusait de serrer la main à un rédacteur de *France-Soir* sous prétexte que Jean Dutourd, qui évoque dans *Mascaraigne* la reconquête de l'Algérie, écrit dans cette feuille-là. Je suis prêt à beaucoup de choses – sauf à dîner exclusivement avec des gens qui pensent comme moi. Ah ! Non ! Pitié ! Quel ennui ! Au nom de tous les principes les plus sacrés, à une époque où grâce à M. Hua Juofeng et à M. Teng Siao-Ping, de jeunes Chinois peuvent épouser de jeunes Françaises, je réclame la permission de sortir le soir avec des socialistes – et même avec des communistes – et de casser la croûte ensemble. »

LE SIÈCLE

ANNUAIRE DES MEMBRES
1993

2ème volume
Lettres I à Z

L'annuaire ultra-confidentiel du Siècle. Il se compose de volumes consacrés aux membres et de volumes consacrés aux invités.

Comme le signale Jean Bothorel, « Jean d'Ormesson a d'autant plus de facilité à manifester sa perfide délectation qu'il n'appartient pas au Siècle. Ce club, nous l'avons dit, est à l'ère de la technocratie bourgeoise ce que fut la cour de Versailles au temps de la noblesse triomphante. L'auteur de *Au plaisir de Dieu* serait mal venu de s'y commettre. (17) »

Une fois de plus, en cette période de vaches maigres pour la droite nationale, le seul à en tirer les véritables enseignements politiques fut Henry Coston (36) : « Il est bien évident que l'organe central du PCF se serait montré infiniment plus réservé si l'idylle à trois (Marchais, Mitterrand, Fabre) n'avait pas été rompue brutalement quelques semaines plus tôt. Ce n'est pas d'hier que datent de telles rencontres et jamais la presse communiste n'y avait fait allusion. La rupture de septembre déliait les langues et les plumes. On apprenait aussi que des « damnés de la terre » ne faisaient pas fi d'un bon repas en compagnie de personnalités huppées de l'industrie et de la finance. Nos lecteurs savent cela depuis longtemps, mais les bons militants socialistes l'ignoraient sans doute. Ce n'est donc pas les conversations autour d'une table agréablement servie qui retiendront particulièrement leur attention mais la révélation que ce genre de manifestation gastronomique se déroule à l'abri des regards au sein d'une société dont les habitudes tiennent plus des règles d'une loge maçonnique que des usages d'une association politique. »

Revenant sur la question, le même périodique (37) indiquait : « Sans jamais se mêler (officiellement) de politique, Le Siècle agit comme le faisaient, à la veille de la Révolution, les sociétés de pensée. L'influence de la Franc-Maçonnerie domine, ainsi que celle de la Trilatérale, sans que les membres du Siècle, soient tous loin de là, des affiliés du Grand Orient, de la Grande Loge, du Droit humain ou de la

Grande Loge nationale française. Nombreux sont ceux qui se disent foncièrement catholiques. L'élément super-capitaliste domine nettement, comme jadis dans la synarchie, dont Le Siècle, à maints égards, semble l'héritier et le continuateur. » Il faut dire que depuis la première cohabitation de 1986-1988, la classe dirigeante française s'est réorganisée afin de conserver le pouvoir et les postes, que le régime soit officiellement « "de gauche" ou "de droite": Le Siècle permet aux gens de gauche et de droite de se rencontrer sans crainte de retombées médiatiques intempestives. (27) »

Les armes au vestiaire

En fait, nombre des dossiers ne sont pas traités au cours des dîners du Siècle: les tables comprennent trop peu de convives, mais à deux moments: le plus important, le long apéritif qui s'étale de 20 heures à 20h45/21h. Puis la fin de soirée, le dîner étant expédié de 21h à 22h15/22h30. À l'entrée, chaque invité récupère un épais annuaire ronéoté, donnant la liste complète des personnes présentes au dîner, avec les fonctions, les adresses et les téléphones directs. Un annuaire général, regroupant d'une part les membres, d'autre part les invités, est accordé aux membres (dans le plus grand secret) deux fois par an (janvier et juillet, afin de tenir compte des mises à jour des six premiers mois et des changements intervenus). Cet annuaire hyper-confidentiel ne doit en aucun cas être photocopié ou diffusé, et de préférence détruit lorsqu'un plus à jour est disponible. Sa richesse est telle que certains hôtes ne se rendent au Siècle que pour le récupérer.

C'est précisément à l'apéritif que se situe le seul moment où les conversations peuvent être à la fois générales et particulières: « Un moment privilégié, l'apéritif. Il permet de rencontrer tous ceux que l'on ne verra plus, une fois assis. Discret, mais aux aguets, un homme surveille de près ces chassés-croisés qu'il organise savamment depuis 1944: Georges Bérard-Quélin. (28) » C'est le moment où « l'inspec-

LE PRÉSENT ANNUAIRE DU SIÈCLE EST CONFIDENTIEL : IL EST DESTINÉ UNIQUEMENT À L'INFORMATION DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION.

TOUTE REPRODUCTION, CITATION, UTILISATION SOUS QUELQUE FORME QUE CE SOIT, EST STRICTEMENT INTERDITE.

Le Secrétariat du Siècle étant informatisé, nous vous précisons que, conformément à l'article 27 de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Seule l'Association, ainsi que les membres et invités sont destinataires de ces données.

Comme dans les Loges maçonniques, les annuaires du Siècle sont secrets. Ils doivent être de préférence détruits chaque année. Pourquoi, si les membres n'ont rien à cacher?

tion (des Finances) fraie avec le corps des Mines, Suez avec Paribas, la finance avec l'industrie. (8) ». Voyons la scène: « Ennemis, concurrents, rivaux laissent au vestiaire de l'Automobile Club, – dont les salons place de la Concorde accueillent ce dîner – tout ce qui pourrait rompre la convivialité de rigueur. Jean-Claude Colliard, directeur du cabinet du Président de la République, côtoie le chiraquien Denis Baudouin; Jacques Calvet, président de PSA, croise son concurrent étatisé, Raymond Lévy, patron de Renault. Pierre Arpaillange, procureur général près la Cour de cassation, ne peut éviter de saluer son ennemi juré, Paul-André Sadon, directeur du cabinet d'Albin Chalandon, place Vendôme. À l'apéritif, chacun rencontre qui il veut. "Vous obtenez dix rendez-vous en un quart d'heure alors qu'il vous aurait fallu plus d'une semaine pendu au téléphone" reconnaît un membre. (8) » Et encore: « Voici les jumeaux Attali qui croisent le patron de Matra, Jean-Luc Lagardère, Jacques Fournier, manitou de la SNCF, échange ses impressions avec une nouvelle recrue du printemps 1989, Christian Blanc, président de la RATP. Plus loin, le PDG de Renault, Raymond Lévy retrouve des Mineurs comme André Giraud ou François de Wissocq. Les têtes politiques ont leurs sous-marins. Toubon y représente Chirac, Giscard a envoyé Ponia: s'ils essayaient de convaincre Casanova d'abandonner Raymond Barre? La Cour des comptes et le Conseil d'État ont aussi leurs envoyés spéciaux. » Rien n'a changé en vingt ans, si ce n'est que les têtes et les thèmes se sont renouvelés, comme en témoigne cette description datant de vingt ans (13): « Dans le brouhaha des conversations, déjà un peu assourdissantes à partir de 20h30, l'on peut entendre parler de tout: un partisan de l'Europe supranationale admoneste un disciple de Michel Debré; deux professeurs de droit essaient mutuellement de se faire un cours sur la représentation proportionnelle. Un responsable d'EDF expose à ses voisins les perspectives de l'an 2000 en matière d'énergie. »

Au hasard des articles et des enquêtes, c'est cet exceptionnel réseau relationnel qui surgit. Par exemple, deux journalistes bien informés (38) ont souligné l'importance du Siècle dans les privatisations télévisuelles, le lancement des nouvelles chaînes câblées ou par satellite, etc.: « Depuis le 17 mars 1986 au matin, la CLT prépare un dossier de candidature (à *la Cinq*). Jacques Rigaud multiplie les contacts avec Édouard Balladur, José Frèches, François Léotard, et rencontre régulièrement Maurice Ulrich aux dîners du Siècle... Il n'y a pas de raison pour que la reprise de *la Cinq* ne se fasse pas avec Havas, actionnaire de la CLT, régisseur de *RTL*, et donc tout désigné pour s'occuper également de la future régie de la chaîne. Le pragmatisme de Pierre Dauzier n'exclut pas la politique. Le nouveau PDG sait comprendre à mi-mot et lire entre les lignes ». Les deux auteurs ne précisent pas qu'outre Rigaud et Ulrich, Frèches et Dauzier sont membres du Siècle. Peut-être ne le savent-ils pas? Cette puissance, c'est sans doute ce qui explique que même les personnages les plus importants du régime aient été prêts à toutes les bassesses pour être invités, comme l'admet à demi-mot un article nécrologique: « BQ recevait au sein de cette association les plus hautes personnalités et plus d'un ministre a quémandé un couvert au dîner mensuel du Siècle. (39) »

C'est ce qui explique aussi que peu d'éléments filtrent sur Le Siècle, qu'aucun ouvrage ne lui ait jamais été consacré et qu'il existe une connivence entre tous ses membres, constituant ainsi « le système » comme l'a expliqué le journaliste de gauche Thierry Pfister, ancien journaliste du *Monde* qui devint conseiller du Premier ministre socialiste Pierre Mauroy. Désabusé par son expérience au sommet de l'État, il n'hésite pas à déclarer (40) : « Il se trouve que l'imbrication des différentes élites et la prise en main des grands secteurs de la communication par des dirigeants issus de l'administration ou des grands groupes industriels, font qu'il n'y a plus beaucoup de journalisme critique. Il n'y a plus guère de journalistes qui osent dire comment la société française et la société parisienne en particulier fonctionnent. Je ne pense pas qu'on puisse être directeur de presse ou éditorialiste et se retrouver avec des hauts-fonctionnaires dans les mêmes cercles de pensée, comme le Club Saint-Simon et Le Siècle. Cela me paraît incompatible avec le statut de journaliste. Malheureusement, je constate que, de Serge July à Jean-Marie Colombani, de Franz-Olivier Giesbert à Claude Imbert, ils fréquentent tous les mêmes cénacles et qu'à partir de ce moment-là, ils ne peuvent plus parler ouvertement de leurs petits camarades. »

Le devenir du Siècle

Le Siècle doit officiellement se saborder à la fin du siècle, d'où le nom, Le Siècle, car selon son article 1 : « Sa durée est limitée au présent siècle. » C'est-à-dire d'ici peu, or on imagine mal un tel rassemblement de têtes pensantes et de puissances s'autodissoudre pour d'obscures raisons millénaristes (41). Il n'est pas impossible qu'une association, en sommeil, créée en 1994, pourrait prendre facilement le relais à partir de 2001. Il s'agit de l'association Le Banquet républicain, fondée par Laurent Bérard-Quélin (journaliste), fils de Georges Bérard-Quélin, membre de la Société générale de presse et administrateur, ainsi que par Jean-François Copé (administrateur civil), Thomas Hirsch (publicitaire), Jean-Baptiste Massignonc (administrateur civil) et François Werner (inspecteur des Finances). Elle a pour objet : « d'encourager l'évolution des idées par la rencontre de femmes et d'hommes qui portent un vif intérêt à la chose publique et au développement de la vie de la cité. De toutes origines politiques, sociales et géographiques, les membres de l'Association veulent librement échanger des points de vue divers dans le seul but, d'aider par leurs réflexions, à l'action publique et à la formation des idées politiques de demain. »
À peu de chose près, l'objet du Siècle fondé par B-Q en 1945. L'histoire se répète.

Notes

1. Lettre personnelle de Georges Bérard-Quélin, datée du 27 juin 1989. *L'Événement du jeudi* (19 novembre 1987) donne des dates différentes : première réunion le 2 septembre 1944 et déclaration le 13 février 1946. Des réunions préparatoires eurent en fait lieu alors que la Libération de Paris n'était pas encore terminée. Les premiers dîners eurent lieu en fait à la Maison des Alliés, puis au Cercle républicain, situé à quelques encablures de la Société générale de presse, avenue de l'Opéra. Par la suite, les dîners eurent lieu dans un restaurant, 15, rue Vineuse Paris XVIe, qui fut effectivement le premier siège social de l'association.
2. *L'Événement du jeudi*, 19 novembre 1987.
3. *La Roue de la Fortune, Souvenirs d'un financier*, Fayard, 1989.
4. Archives personnelles. Par la suite, de l'argent sera régulièrement versé aux membres candidats aux élections : « Ce sont eux qui ont décidé, lors des dernières élections législatives, comme lors des précédentes, d'accorder une aide de 3 000 F à chacun des membres candidats : quatorze socialistes et radicaux de gauche, quatorze UDF, douze RPR et deux indépendants (*L'Express*, 30 juin 1979). »
5. La liste des membres de divers conseils d'administration du Siècle figure en annexe.
6. Il fut l'un des plus fidèles soutiens de Bérard-Quélin, qui, en retour, facilita son insertion dans la société française. On rappellera par exemple que ce fut lui qui prononça son hommage funèbre, *Adieu Bérard*. Comme l'écrit René Tendron (*F... comme Financiers*, Alain Moreau, 1981), à propos de son accession à la présidence de Paribas : « Jacques de Fouchier peut être satisfait ? Il n'y a pas jusqu'à sa propre succession qu'il n'ait pas réglée. En amenant avec lui en 1969, Pierre Moussa, normalien, major de l'inspection qu'il a connu comme directeur du département aux affaires d'outre-mer à l'époque où lui-même dirigeait Cofimer. Teint mat, cheveux noirs, les yeux vifs derrière des lunettes d'écaille, à la droite de Jacques de Fouchier, ce 20 juin 1978, l'ancien directeur de cabinet de Robert Buron, celui qui fut plusieurs années durant le timide président de la Fédération française des assurances, le dauphin Pierre Moussa reste une énigme pour bon nombre d'invités. Entre l'épicurien de Fouchier et le raisonnable convive des dîners du Siècle et des déjeuners du Club des directeurs généraux de grandes banques, il y a bien plus qu'une différence d'âge. Il y a tout ce qui séparait le normalien Georges Pompidou de l'homme du 18 juin : la différence entre celui qui prend le pouvoir et celui qui le reçoit. »
7. Certaines sources journalistiques indiquent le premier lundi de chaque mois. *L'Événement du jeudi* (19 novembre 1987) indique en outre que le deuxième mercredi du mois est consacré à dresser la liste des tables.
8. *Un Dîner dans Le Siècle*, *L'Express*, 25 mars 1988, article d'Olivier Jay. Diplômé du CFJ, ce journaliste, ancien rédacteur en chef d'*Enjeux-Les Echos*, a travaillé à la Société générale de presse de Georges Bérard-Quélin.
9. Chapitre La Lutte des castes, *La France du piston*, Claude Askolovitch et Sylvain Attal, Laffont, 1992.
10. Même son de cloche dans *La Privilégiature* de Xavier Périssé (1988) : « Ce cercle, l'un des plus recherchés de la privilégiature, réunit toute l'aristocratie des grands commis de l'État, du monde des affaires, de la presse et de l'intelligentsia. Cette cohabitation réussie entre les élites de droite et de gauche assure Le Siècle de résister à toutes les alternances (...) On se bouscule au Siècle et "l'énarchie" se presse à sa porte. Les candidats sont si nombreux (400 personnes en liste d'attente) que le secrétaire général refuse de voir des articles publiés sur le cercle. »
11. *Patrons et hommes... d'affaires, Les Dossiers du Canard*, avril 1995.
12. *Le Nouvel économiste*, 21 avril 1995.

13. *J'informe*, 9 novembre 1977.
14. *Le Point*, 7 novembre 1977. Michèle Cotta y traîne en ridicule le Parti communiste, qui avait révélé qu'un dîner avait réuni de grands patrons et des représentants de l'ex-union de la gauche quelques jours après la rupture sur l'actualisation du Programme commun de gouvernement.
15. *L'Express* (25 mars 1988) donne par exemple comme membre Simone Rozes, présidente de la Cour de cassation, mais nous n'en avons trouvé trace nulle part. De même, *Le Canard enchaîné* (25 mai 1983) indique : « Édith Cresson, Edwige Avice, Simone Veil, et quelques autres figurent sur la liste des femmes pressenties – c'est une petite révolution – pour l'admission au cercle politique du Siècle. » Aucune d'entre elles n'y entrera. Nom également souvent cité, celui de Christine Ockrent. Il semblerait qu'elle figure depuis septembre 1996 parmi les invités.
16. *Enquête sur les clubs de pouvoir*. Article, *L'élite du Siècle*, in *Le Point*, 11 février 1995. Voir aussi, *Le Siècle n'est plus myso*, *Libération*, 30 novembre 1983.
17. *La République mondaine*, Jean Bothorel, Gallimard, 1979.
18. Outre la biographie figurant dans cet ouvrage, consulter celle dans *l'Encyclopédie politique française* d'Emmanuel Ratier, Faits & Documents, 1992.
19. *Challenges*, février 1995.
20. *La Lettre des états-majors*, octobre 1996.
21. *Le Cercle discret des grands patrons*, *Valeur actuelles*, 30 mars 1995. L'hebdomadaire de Marc Ladreit de Lacharrière (membre du Siècle) indique que l'Afep est « un club plus fermé qu'une loge maçonnique ».
22. *L'Expansion*, 22 janvier 1988.
23. *Le Réseau caché des grands patrons*, *Le Point*, 23 avril 1994.
24. *L'Express*, 2 mai 1991.
25. *La Lettre du Siècle*, une lettre bimestrielle d'informations confidentielles en français et en anglais, était éditée par la société Le Siècle, dirigée par Daniel Remy, avec l'appui de Jean Rochet, ancien directeur de la DST et préfet honoraire qui signait l'éditorial de la première lettre. Ce n'était pourtant pas la première fois que le titre Le Siècle était repris, puisque *Le Monde* (7 décembre 1967) indique : « Le conseil d'administration de l'association Le Siècle, composée de Pierre Moussa, Jacques Fauvet, Georges Bérard-Quélin, Jacques Rigaud, Jean-Marie Dauzier, Maurice Lauré, Alof de Louvencourt, Robert Salmon et Ludovic Tron, juge utile de faire savoir que Le Siècle, association déclarée conformément à la loi de 1901, créée en septembre 1944 pour organiser la rencontre d'hommes venant de tous les horizons et représentant les tendances les plus diverses, n'a rien à voir avec le club qui vient d'être créé et auquel il déplore que ses fondateurs aient donné le nom de Club du Siècle, qui est de nature à provoquer une confusion inopportune. »
26. Le Nouveau Cercle fut vendu. Ce qui entraîna le départ du Siècle.
27. *Le Nouvel observateur*, 9 novembre 1988.
28. *France-Soir*, 7 novembre 1977. L'auteur, Michèle Ferniot, est la fille de Jean Ferniot, membre du Siècle et, entre autres, chroniqueur gastronomique.
29. *Libération*, 30 novembre 1983.
30. Anecdote rapportée dans *L'Express*, 21 septembre 1990.
31. *Le Nouvel économiste*, 18 avril 1995.
32. *La Lettre A*, 4 avril 1996.
33. *L'Express*, 16 septembre 1988.
34. 4 novembre 1977, p. 6. Nous n'avons, durant toutes nos recherches, pu trouver un seul article un peu conséquent sur le club Le Siècle, avant cette date. Le secret a donc été gardé par la presse, les hommes politiques, les financiers et les industriels, pendant plus de

vingt ans. (Note de 2011 : À la suite de la parution de la première édition de cet ouvrage, une quinzaine d'articles sont parus sur Le Siècle, pratiquement tous redondants et copiés les uns sur les autres, après avoir été recopiés sur notre livre...).
35. *L'Humanité* écrit Bernard Quélin. Même erreur un peu plus loin avec Jean-Denis Bredin, prénommé par le quotidien communiste Jean-Louis.
36. *Une singulière et inquiétante société*, *Lectures françaises*, décembre 1977, p. 11 à 14, article signé G.V. (il s'agit de Georges Virebeau, pseudonyme d'Henry Coston). À notre connaissance, cet article comprend la première liste publiée de membres du Siècle, en citant près d'une centaine avec leurs fonctions.
37. *Lectures françaises*, septembre 1982. Consulter aussi *Les Nationalisations passent par le club Le Siècle*, *Lectures françaises*, mai 1982, article signé par Yann Moncomble, qui donne également une trentaine de noms.
38. Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer, *La Télé, dix ans d'histoires secrètes*, Flammarion, 1995.
39. *Le Figaro*, 25 janvier 1990.
40. *Info-Matin*, 1er octobre 1995.
41. Nombre des membres du Siècle tentent de leur côté de monter leur propre structure ou des structures concurrentes, le pouvoir ayant évidemment un effet cumulatif. On citera la Fondation Saint-Simon ou le Club Vauban, fondé en 1983 par les époux Veil de manière à favoriser la cohabitation entre socialistes et droite modérée ou centriste : une liste avérée (*Le Monde*, 10 septembre 1992) des membres de ce « laboratoire de la réflexion politique » montre que sur 29 personnalités citées, 13 appartiennent au Siècle : Edmond Alphandéry, Jacques Barrot, José Bidegain, Fernand Chaussebourg, Roger Fauroux, Jean-Pierre Fourcade, Bernard Kouchner, Jean-Yves Le Drian, Pierre Méhaignerie, Jean Peyrelevade, Bernard Stasi, Dominique Strauss-Kahn et Antoine Veil. Curieusement, recrutant pour l'essentiel dans le même milieu, des groupements opposés se sont lancés, tel le « Club des ANE », c'est-à-dire les Acteurs de la nouvelle époque, qui se veut comme un « anti-Siècle ». En sont membre (*Le Nouvel économiste*, 19 mai 1995) : le publiciste Thierry Consigny, Pierre-Antoine Gailly, président de Desfossés International, Anne Lauvergeon (« sherpa » de François Mitterrand, entrée chez Lazard), Pierre Larrouturou (théoricien socialiste de la réduction du temps de travail comme remède au chômage), Cyrille du Peloux, patron de Lyonnaise Communication (membre d'un clone du Siècle, le Groupe des 40 de Jean-Marie Messier), Gilles Fuchs, directeur de Nina Ricci, le secrétaire d'État à la Santé Hervé Gaymard, jusqu'au directeur de l'Ena, Raymond-François Le Bris... qui présente quand même la particularité d'être également membre du Siècle.

Réalisé par un petit collectif de chercheurs anonymes, cet ouvrage d'enquête est de bonne foi. Comme le disait Beaumarchais, notre règle de conduite a toujours été : « Je ne loue ni ne blâme, je raconte. » Ici, nulle intention de nuire, sinon de rapporter quelques éléments biographiques précis sur les principales composantes de l'intelligentsia et de l'établissement (certains diraient, mais ils se trompent, l'élite) de la société française. Si certaines informations étaient erronées, nous nous engageons par avance à les rectifier, sur éléments probants, dans le cas d'éditions ultérieures (ce qui a été le cas pour la présenter édition en 2011). Nous invitons par avance toutes les personnes concernées ou ayant-droits à nous contacter. L'un des manques majeurs consiste, pour certains des membres du Siècle, en l'absence de leur date de décès. Nous ne disposions pas en effet pour eux de ce détail majeur. Nous prions par avance leurs familles de nous en excuser.

IMPORTANT :

• Ce travail de biographies a été largement allégé pour la plupart des biographies déjà traitées dans les deux tomes de l'*Encyclopédie politique française* d'Emmanuel Ratier (Faits & Documents, 1992 et 2005), et à laquelle on se reportera pour de plus amples détails.

• Dans cet annuaire biographique, on se reportera à l'index présenté en fin d'ouvrage pour déterminer si telle ou telle personnalité est ou a été membre ou invité du Siècle. Nous indiquons dans cet index les années des annuaires dont nous disposons (le plus récent étant 2010), ainsi que divers documents afférents, à savoir quelques listes publiées à l'occasion des dîners du Siècle. Dans les listes de ces dîners, il n'est pas indiqué l'appartenance au Siècle, sous la forme de « membre »

ou d'« invité », mais simplement celle de participant. Ce qui explique que certaines personnes indiquées comme membres puissent apparaître également aux mêmes dates comme invités : nous avons préféré les inclure dans les listes d'invités plutôt que de risquer une erreur. Les « invités » sont en outre déjà soigneusement sélectionnés. Il s'agit soit de candidats déjà parrainés (ils sont testés durant deux ans, parfois plus, pour être admis), soit d'anciens membres qui sont partis à la retraite mais présentent encore un intérêt de pouvoir pour d'autres membres. Cette recension a en outre été recoupée à partir de divers documents portant sur Le Siècle, ou indiquant l'appartenance au Siècle. Par exemple, dans *F... comme Financiers* (Alain Moreau, 1981), le journaliste économique René Tendron a publié l'annuaire (toutefois, légèrement expurgé) des seuls membres (et non des invités) du Siècle pour l'année 1978. Nous nous sommes également fondés sur les quelques articles de journaux et de périodiques qui ont pu traiter du Siècle, ainsi que sur les biographies individuelles parues dans la presse ou dans le *Who's Who* de certains membres du Siècle. Nous n'avons pas toutefois repris les personnalités citées dans tel ou tel ouvrage particulier (nous pensons à *La République mondaine* de Jean Bothorel ou *La Roue de la fortune* de Pierre Moussa, qui citent des personnalités comme François Mitterrand, Gaston Defferre, Jacques Chaban-Delmas, Robert Boulin, Max Hymans, premier président d'Air France), ne disposant pas des listes des années où ils figuraient.

• Comme le démontre tout cet ouvrage, l'appartenance au Siècle ne relève nullement de la vie privée mais de la vie sociale publique : aucun des membres n'a un modeste *curriculum vitae*. Ils occupent tous des places majeures dans la vie de la cité. Tel homme politique, par exemple Antoine Rufenacht, président du Conseil régional de Haute-Normandie et député-maire RPR du Havre, se fait régler sa cotisation annuelle sur des fonds publics. Tel autre indique son appartenance au Siècle dans les éditions successives du *Who's Who* : on citera au hasard des personnalités aussi diverses que MM. Georges Kervern, Philippe Atger, Jacques Toubon, Marc Tessier, Pierre Steinmetz, Tanneguy de Feuilhade de Chauvin, et même... Étienne Lacour ! Patrick Peugeot, lui, l'indique dans sa notice dans l'annuaire de l'Interallié. Tel autre se voit citer, sans jamais protester par tel ou tel autre périodique, du *Nouvel observateur* à *Lectures françaises*, de *L'Express* au *Monde*. On verrait donc mal tel ou tel protester pour atteinte à l'intimité de la vie privée, alors que c'est la recherche (parfois effrénée) du pouvoir qui est le moteur qui conduit les candidats à être sélectionnés puis, éventuellement, retenus. La meilleure preuve étant, sans doute, que la limite d'âge entraîne automatiquement le départ du Siècle : les retraités n'intéressent pas les dirigeants du Siècle. Le Siècle, c'est, comme l'a très bien résumé l'un de ses anciens présidents, le banquier Pierre Moussa, dans *La Roue de la fortune*, « un ensemble de personnes choisies parce qu'elles comptent ou sont considérées comme devant compter dans la nation ». Le pouvoir. Et rien d'autre.



AARON Hervé. Antiquaire, né le 2 janvier 1951 à Boulogne (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Didier Aaron et d'Isabelle Bouhélier-Lepelletier (et non Bouhelier-le-Pelletier comme indiqué au *Who's Who*). Elle descend donc sans doute de Lucien Hirsch qui obtint, par décret du 7 octobre 1920, à relever, en le substituant, le nom d'un rameau fixé à Ornans, de la famille de Bouhélier, qui appartenait à la noblesse de Franche-Comté (*Le Simili-nobiliaire français*, Pierre-Marie Dioudonnat, Sedopols, 2002). Passé par le lycée Janson-de-Sailly et l'université Dauphine, Hervé Aaron est titulaire d'une maîtrise de gestion et d'une licence d'histoire de l'art (il abandonnera durant sa maîtrise). En 1968, il était d'extrême gauche, présidant le comité de grève du lycée Janson de Sailly, participant aux manifestations sous l'influence notamment de Jean-François Lyotard. La Galerie Aaron avait été fondée en 1923 par Jeanne Aaron et était alors spécialisée dans les arts d'Extrême-Orient. Didier Aaron, son père, reprit la société familiale aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale et la transforma en une galerie essentiellement consacrée au XVIIIe siècle français. Hervé Aaron se destinait à la publicité, mais son père le fit rentrer dans le rang. La société prit une dimension internationale lorsqu'en 1977 Hervé Aaron ouvrit une galerie d'antiquités et de décoration (secteur développé depuis par Jacques Grange) à New York, sur la 67e rue, entre Park Avenue et Madison. En 1984, il ouvrit une troisième antenne à Londres, dans le quartier Saint James. Président de la société Didier Aaron Inc. à New York depuis 1977 et président du directoire de la société Didier Aaron & Cie à Paris depuis 1998, il dirige l'ensemble depuis Paris à partir de 1997. D'une richesse immense, il a vendu de nombreux tableaux à des musées de premier rang, l'un des derniers étant un Titien au J. Paul Getty Museum à Los Angeles (pour le compte d'AXA, étant un très proche ami de son président, Henri de Castries). Il a présidé le Comité Colbert de 1989 à 1993 et appartient à la Fondation Colbert aux États-Unis depuis 1989. Il a été vice-président du Syndicat national des antiquaires (2001-2004), ayant remplacé son père dans ce groupement à partir de 1999, et préside l'association Société du dessin depuis 1998 (qui organise le Salon du dessin). Personnalité de la vie parisienne, il appartient au Cercle Interallié, au golf de Mortefontaine, au Polo de Paris et au golf de Meadowbrook (New York).

AARON Jean-Claude. Promoteur, né le 2 août 1916 à Marseille (Bouches-du-Rhône), décédé le 7 décembre 2006. Fils de Raoul Aaron, président du syndicat des courtiers en valeurs mobilières, et de Jeanne Reinach (apparentée au membre de l'Institut Salomon Reinach et au député de Chambéry Théodore Reinach), ce licencié en droit se replia sous l'État français à Marseille, rejoignant le réseau Masséna sous le nom de Capitaine Emmanuel. Membre de l'état-major de la Direction générale des études et recherches à la Libération, il travaille dans l'import-export (notamment aux États-Unis et en Iran) avant de se lancer dans la promotion immobilière, construisant des logements locatifs pour le personnel de l'OTAN. Il fonde ensuite, en 1955, la Société d'études financières et de réalisations immobilières, puis crée l'UCIP, une banque dont tous les actionnaires sont des promoteurs. Président de 1964 à 1968 de la Fédération nationale des constructeurs-promoteurs, il a occupé des fonctions importantes dans Immofice (consortium de financement immobilier à long terme) et à l'Union internationale immobilière, qui contrôle le holding du groupe Balkany. Administrateur de la Compagnie générale de banque, de l'Union financière de participations, de la Société nouvelle de participations, et de la Barclay's Bank, il réalisera notamment la Tour Maine-Montparnasse, l'ambassade soviétique à Paris, l'Hôtel Cosmos à Moscou, Bercy-Expo, etc. Pendant la campagne présidentielle de 1974, il mettra ses locaux à la disposition de François Mitterrand (ce qui lui vaudra un refus de Valéry Giscard d'Estaing pour l'aménagement des Halles), avant d'aider ensuite Jacques Chirac dans sa campagne pour la mairie de Paris. En 1981, il soutient à nouveau François Mitterrand. Actionnaire à 25 % du *Parisien libéré*, il a été administrateur des Nouveaux Constructeurs (société immobilière d'Olivier Mitterrand, neveu du président de la République), vice-président de Drouot-Assurances et de la Vie nouvelle (1982-1990), ainsi que de Axa International. Fin 1989, il devient président du conseil de surveillance Magnan, et revient en 1990 sur la scène de l'immobilier parisien en achetant 80 ha de terrains à bâtir en bordure du périphérique, tout près du lieu choisi par la suite pour édifier le Grand Stade. Il a appartenu à la loge *Eole* du Grand Orient de France.

ABOUT Jean-Pierre. Ingénieur, né le 6 novembre 1940 à Dax (Landes). Licencié de mathématiques, ingénieur de l'aviation civile et diplômé du Centre de perfectionnement dans l'administration des affaires, il a été ingénieur à la direction de la navigation aérienne (1967-1969), puis conseiller technique au secrétariat d'État aux DOM-TOM (1969-1971). Ayant rejoint la direction générale de l'aviation civile, il a été chef de bureau des études générales (1971-1975), puis sous-directeur des transports aériens (1975-1982). Entré à Air-Inter, il en sera directeur chargé de mission auprès du président (1982-1984), puis directeur général adjoint, chargé du développement (1984-1991) et enfin, de 1991 à 1994, directeur général. Il a également été PDG d'Intercargo service, ainsi qu'administrateur de Visit France et d'Air Charter. Inspecteur général d'Air-France jusqu'en 1997, il a publié depuis deux pièces de théâtre.

ABRAHAM Claude. Ingénieur, né le 7 avril 1931 à Pont-Saint-Vincent (Meurthe-et-Moselle). Cet X-Ponts a débuté en 1957 comme chargé de mission auprès du directeur des routes. En 1966-1967, il est conseiller technique à l'Équipement, puis en 1967-1968 directeur adjoint du cabinet de Jean Chamant, ministre des Transports. Directeur adjoint des transports aériens jusqu'en 1974, il dirige alors le cabinet de Marcel Cavaillé, secrétaire d'État aux Transports. Promu directeur des transports aériens (1975-1976) puis directeur général de l'aviation civile (1976-1982), il devra défendre le Concorde contre les tracasseries des Américains, qui feront tout pour obérer l'avenir de cet admirable avion. Entré en 1982 comme président à la Compagnie générale maritime et financière, premier transporteur maritime français, il redressera la situation en dix ans, au prix de multiples licenciements. Il préside de 1988 à 1992 la Société nationale Corse-Méditerranée (bateaux pour la Corse). Ayant démissionné avec fracas de la CGM, il est devenu, en 1993, à la demande du Crédit local de France, président de la Société marseillaise du tunnel Prado-Carénage (premier tunnel urbain à péage, filiale du Crédit local de France). Jusqu'en 1997, il fut conseiller à la Caisse des dépôts. En 2008, il préside la mission d'analyse « Transport routier de marchandises » du Centre Stratégique.

ABRIAL Stéphane. Militaire, né le 7 septembre 1954 à Condom (Gers). Issu de la promotion Capitaine Marchal de l'École de l'air en 1973, il est breveté pilote de chasse en 1976. Pilote puis commandant d'escadrille en Allemagne, il sera détaché auprès de l'armée de l'air grecque avant de passer, en 1991, par l'Air War College de Montgomery (Alabama, États-Unis). Adjoint au chef de cabinet du chef d'état-major de l'armée de l'air en 1992, il monte rapidement dans la hiérarchie, avec un passage à l'état-major international de l'OTAN à Bruxelles en 1996. Adjoint du général Jean-Louis Georgelin, chef de l'état-major particulier du président de la République Jacques Chirac de 2000 à 2002, il dirige le cabinet militaire du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin (2002-2005) avant de prendre la direction de la défense aérienne et des opérations aériennes à Taverny. Depuis 2006, il est chef d'état-major de l'armée de l'air, ayant été promu au même moment général d'armée aérienne, en remplacement du général Richard Wolsztynski. Son nom avait été alors cité pour devenir chef d'état-major des armées, en remplacement du général Henri Bentegeat mais l'opération ne s'est pas faite.

LE SIÈCLE

ACCOYER Bernard. Médecin, né le 12 août 1945 à Lyon (Rhône). Après des études à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon, cet oto-rhino-laryngologiste a été interne des hôpitaux de Lyon puis assistant chef de clinique à la faculté de médecine de Grenoble. Il a ensuite exercé comme médecin hospitalier, chef de service à temps partiel, à l'hôpital d'Annecy. Président du syndicat FNF des médecins de Haute-Savoie, ce militant RPR, rallié après l'élection de François Mitterrand en 1981, devint secrétaire départemental du RPR de Haute-Savoie en 1986, année où il échoue à se faire élire député au scrutin proportionnel. Devenu maire d'Annecy-le-Vieux en 1989 et conseiller général en 1992, il entre au Palais Bourbon en 1993, ayant obtenu 51,99 % face à l'UDF Jean-Pierre Carle. Il se spécialise dans les questions médicales et sera rapporteur de la mise à jour de la loi Veil en 1994. Réélu en 1997 (58,33 %) face à la socialiste Sylvie Gillet de Thorey, il s'est prononcé en faveur d'alliances avec le Front national. À plusieurs reprises, il s'est montré relativement ferme quant à l'immigration et ses conséquences. Très opposé à la loi sur le Pacs, il devient délégué général aux élections en 1999. Il est réélu en 2002 (64,15 %) devant la même candidate socialiste qu'en 1997. Premier vice-président du groupe UMP à l'Assemblée nationale à partir de 2002, il succède à Jacques Barrot comme président du groupe en 2004. Ce « grognard » n'entra jamais au gouvernement durant l'ère de Jacques Chirac, ce dernier ayant jugé qu'il était le seul capable d'enrayer la montée des sarközystes à l'intérieur du groupe UMP. Très déçu et ne rêvant que d'un maroquin, il se rapproche alors de Nicolas Sarközy. Il est encore réélu, en juin 2007, avec 56,07 %, dès le premier tour, face à Sylvie Gillet de Thorey. Il devient alors président de l'Assemblée nationale, ayant été préféré à Patrick Ollier, le compagnon de Michèle Alliot-Marie (195 voix contre 99 lors du vote interne à l'UMP). Il ne cessera dès lors de s'opposer à la montée en puissance de Jean-François Copé, président du groupe UMP, tout en obtenant plus de pouvoirs pour l'Assemblée nationale.

ACHACHE José. Physicien, né le 4 août 1953 à Limoges (Haute-Vienne). Fils du Dr Guy Achache et du Dr Suzanne Winitzer, il est marié avec Dominique Miller, une psychanalyste. Passé par les lycées Condorcet, Louis-le-Grand et Fénelon (Paris), puis par l'École normale supérieure, l'université Paris VII, Paris VII et l'université de Stanford, il est docteur de troisième cycle en géophysique et docteur ès sciences physiques (université René Descartes). Attaché de recherche au CNRS (1981-1984), puis chargé de recherches (1984-1989), il a enseigné à l'Institut de géophysique du globe de Paris de 1989 à 1995 avant d'être directeur de la recherche au Bureau de recherches géologiques et minières (1996-1998). Il sera ensuite conseiller du président du Centre national d'études spatiales, Alain Bensoussan, puis directeur général adjoint scientifique de cet organisme (2001-2004). De 2002 à 2004, il dirige l'Observatoire de la terre à l'Agence spatiale européenne. Depuis 2005, il est directeur exécutif du Group on Earth Observations. Ce scientifique de très haut niveau a signé de multiples articles et collaboré à divers ouvrages comme Les Sentinelles de la terre ou La Géologie, dictionnaire des notions philosophiques.

ACHARD Pierre. Inspecteur général des Finances, né le 27 décembre 1934 à Paris. Fils de l'auteur dramatique Paul Achard, cet énarque est diplômé de Sciences-Po, licencié en droit et d'études supérieures d'économie. En tant qu'inspecteur des Finances, il fut chargé de mission en 1960 au Comité interministériel pour les questions de coopération économique en Europe, avant de devenir chargé de mission du ministre de l'Agriculture Christian Bonnet (1974-1975) puis de Jean de Lipkowski (Coopération, 1976). Il sera ensuite directeur de cabinet du ministre du Commerce extérieur André Rossi (1976-1978) avant de devenir conseiller financier pour la RFA et les Pays-Bas à Bonn (1978-1979). Il retourne alors à Matignon comme conseiller financier de Raymond Barre jusqu'en 1981. Il sera ensuite conseiller financier à Rome (1983-1992) puis à Bonn (1994-1999). Il préside depuis 2004 l'Association des sociétés et groupements fonciers et forestiers.

ACHILLE Jean-Claude. Ingénieur, né le 6 juin 1926 à Agen (Lot-et-Garonne). Cet X-Mines a été conseiller technique au cabinet de Maurice Lemaire (Industrie, 1956-1957), administrateur des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, directeur de cabinet d'Édouard Ramonet (Energie, 1957, Industrie, 1958-1959), conseiller technique de Paul Ribeyre (Industrie, 1957-1958). Par la suite, il sera directeur à la direction générale de Gaz de France (1959-1963), directeur général des Charbonnages de France (1963-1968), administrateur directeur général (1968) puis PDG (1974-1975) de Rhône-Poulenc et responsable de plusieurs de ses filiales. Il sera également président de l'Union des industries chimiques et président de la Fédération nationale de l'industrie des engrais.

ADLER Alexandre. Journaliste, né le 23 septembre 1950 à Paris VIII[e]. Il est le fils d'Emeric Adler, gérant d'une société de bois, et d'Eva Bauer. Issu d'une famille de l'Est européen, il est cousin avec Petre Roman, fils de Walter Roman (Weiländer), membre éminent du Komintern à partir des années trente, qui participa à la guerre d'Espagne avant d'être interné en France en 1941, puis rapatrié en URSS sous passeport soviétique. Premier ministre roumain, de 1989 à 1991 (après la chute du *Conducator*), Petre Roman fut lui-même un familier de la *Securitate*. Passé par les lycées Paul Valéry et Louis le Grand de Paris, puis l'École normale supérieure, Alexandre Adler est agrégé d'histoire. Professeur à l'École normale d'instituteurs de Douai (1976-1978), il rejoint le département des études slaves de la faculté de Vincennes en 1978, y enseignant jusqu'en 1990 l'histoire de la Russie. Détaché auprès des écoles de guerre, il sera nommé, en 1996, par Charles Millon, à la chaire de relations internationales du nouveau Collège Interarmées de Défense. Il sera conseiller pour l'Union soviétique de *Libération*, de 1982 à 1988, puis responsable de sa page Idées jusqu'en 1992, avant de prendre en main la direction de *Courrier international*, en octobre 1992, contrôlé par Pierre Bergé. Conjointement, il collabore au *Point* depuis 1994, anime depuis 1995 les *Mercredis de l'histoire* sur *Arte*, tient diverses chroniques (notamment au magazine Histoire). Consécration, lorsque la Commission trilatérale tient sa session européenne à Paris, du 27 au 29 octobre 1995, il figure parmi les trois journalistes français invités. Il a épousé Blandine Kriegel, fille d'une figure de la résistance communiste, Maurice Kriegel, dit Kriegel-Valrimont, nièce du Dr Arthur Kriegel et de la politologue ex-communiste Annie Kriegel. Membre influent du Parti communiste, ce conseiller pour la politique étrangère de Georges Marchais cosigne *L'URSS et nous* (1977, Éditions sociales), véritable morceau de propagande révisionniste où il dresse un « essai de bilan » du stalinisme. Professeur à l'École centrale du parti, il collaborera aux *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*. N'ayant pas renouvelé sa cotisation en 1980, il signe, en 1981, l'appel, avec 71 autres communistes critiques, à voter pour le candidat de gauche au second tour contre le « repli ouvriériste et sectaire » du PCF. Par la suite, il signera *L'Internationale et le genre humain*, ouvrage de réflexion sur le conflit afghan et l'eurocommunisme. Aux élections européennes de 1984, il soutient encore la liste des communistes dissidents d'Henri Fiszbin. Comme le résume Thierry Wolton dans *L'Histoire interdite*: « Alexandre Adler cache mal sous des allures critiques, sa nostalgie du communisme, version démocratisée. Il est un admirateur d'Andropov, le « père » de la perestroïka gorbatchévienne, mais dont d'aucuns se souvient surtout comme de l'ancien patron du KGB, l'inventeur de la psychiatrisation des dissidents, un grand démocrate pour sûr. [...] Fort d'une assurance à toute épreuve, d'une culture encyclopédique et d'un formidable entregent, il parvient à faire passer son intime conviction pour « parole d'évangile. » Il est administrateur de l'Union libérale israélite de France, membre du comité d'honneur de l'Association des abonnés et des amis de *L'Arche*, membre du comité éditorial de l'Observatoire du monde juif. Avec son épouse, il rejoindra Philippe Séguin, devenant rédacteurs de nombre de ses discours. En septembre 2001, il rejoint l'équipe rédactionnelle de *Tribune Juive* et signe *Le Communisme* dans la collection *Que sais-je?* Il appartient, depuis la fin des années 1990, à la loge La Lyre de Salomon de la Grande loge nationale française, où l'on retrouve d'autres géopoliticiens. Extrêmement prolifique, il a encore signé *Pour l'amour du peuple*, un officier de la Stasi parle (Albin Michel, 1999), *J'ai vu finir le monde ancien* (Grasset, 2002, sur le 11 septembre 2001), *Au fils des jours cruels: chroniques 1999-2002* (Grasset, 2003), *L'Odyssée américaine* (Grasset, 2004), etc.

LE SIÈCLE

ADLER Laure (née CLAUZET, épouse VEINSTEIN). Historienne, née le 11 mars 1950 à Caen (Calvados). Divorcée d'Oscar Adler, elle s'est remariée en 1992 avec Jean-Alain Veinstein, journaliste et éditeur. Docteur en histoire et titulaire d'une maîtrise de philosophie, elle débuta sa carrière comme lectrice et auteur d'ouvrages historiques avant d'entrer, en 1971, à *France Culture*. Productrice des *Nuits magnétiques* et de *Cote d'amour*, elle rejoint, en 1990, l'Élysée comme conseillère à la culture de François Mitterrand (elle a notamment en charge la future Bibliothèque nationale de France). Également directrice littéraire chez Plon, elle a tenu la rubrique littéraire de *Canal +*. Responsable des documentaires sur *France 2* (1992-1993), elle sera directrice de *France Culture* de 1999 à 2005. Elle anime depuis lors diverses émissions télévisuelles tout en se consacrant à l'édition. Elle a appelé à voter pour Ségolène Royal en 2007.

AGON Jean-Paul. Directeur de société, né le 6 juillet 1956 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Cet ancien d'HEC a effectué toute sa carrière au groupe L'Oréal. Ayant débuté comme représentant en 1978, il est nommé, à 24 ans, directeur général pour la Grèce (1981), puis l'Allemagne (1995), enfin directeur général de la zone Asie (1997-2001). PDG de sa filiale américaine (2001-2005), il devient directeur général du leader mondial des cosmétiques en 2006, succédant à Lindsay Owen-Jones (qui demeure président non-exécutif). Son épouse, Valérie Galatoire-Malégarie est une ancienne de L'Oréal (qui a préféré démissionner de l'entreprise pour l'épouser, les mariages entre « Loréaliens » étant mal vus). Il a déclaré (*Le Monde*, 13 juillet 2007) : « L'Oréal fait de la discrimination positive (en matière d'embauches) et l'assume. »

AHRWEILER Hélène (née GLYKATZI, épouse). Universitaire, née le 29 août 1926 à Athènes (Grèce). Autrefois championne de natation, cette ancienne résistante communiste (en Grèce) est licenciée de philosophie de l'université d'Athènes, docteur en histoire et ès lettres. De 1950 à 1953, elle fut affectée au Centre des études d'Asie Mineure, avant d'obtenir une bourse du gouvernement français et de poursuivre ses études en France. Elle entre au CNRS en 1955 et, ayant terminé sa thèse sur Byzance et la mer, y devient maître de recherches en 1964. Professeur à la Sorbonne à partir de 1967, elle y dirige le Centre d'études et de recherches d'histoire et de civilisation byzantines et du Proche-Orient chrétien. En 1970, elle devient vice-présidente de la Sorbonne, puis présidente en 1976. Propulsée par la gauche première femme recteur de l'Académie de Paris (1982-1989), elle sera ensuite président du Centre Pompidou (1989-1991) ainsi que vice-président de la Maison des sciences de l'homme (1989-1991). Présidente de l'Université de l'Europe, et à partir de l'été 1994, du Comité national d'éthique, elle préside le Centre culturel européen de Delphes.

AIGRAIN Pierre. Universitaire, né le 28 septembre 1924 à Poitiers (Vienne), décédé le 30 octobre 2002. Ce docteur ès sciences a été attaché au Centre d'études et de recherches de la marine nationale (1948-1950), assistant au Collège de France (1950-1951), professeur d'électronique générale à la faculté des sciences, directeur scientifique des recherches au ministère des Armées (1961-1965), délégué à la recherche scientifique et technique (1968), avant de rejoindre Thomson comme directeur technique général (1974-1978). Ce parfait apolitique entre alors dans le gouvernement de Raymond Barre comme secrétaire d'État à la Recherche (1978-1981). Il réintègre ensuite Thomson comme directeur général scientifique et technique en 1983. Président ou membre de multiples associations scientifiques, ce grand chercheur a notamment été président du Synchrotron (1986-1988) et du conseil scientifique de l'Institut national de recherche en informatique et automatisme.

AILLAGON Jean-Jacques. Enseignant, né le 2 octobre 1946 à Metz (Moselle). Il est issu d'une « famille de la petite bourgeoisie conservatrice » (*Le Monde*, 9 mai 2002), mais a été élevé par sa mère et son beau-père, avec huit demi-frères et sœurs, dans le bassin houiller de Lorraine (puis à Toulouse, avec son père, à partir de quinze ans, à la suite d'une nou-

velle rupture familiale). Il a été marié puis a divorcé. Il semble qu'il ait milité nettement à gauche en mai 1968. *Le Monde* (9 mai 2002) se contentant d'évoquer « sa fréquentation avec la politique lors des événements de mai 1968, pendant qu'il achève ses études ». Ce professeur certifié d'histoire et de géographie (capes d'histoire, DEA d'histoire de l'art) a enseigné aux lycées d'Egletons et de Tulle (Corrèze). C'est là qu'il fait la connaissance du couple Chirac, ce qui modela toute sa carrière. Il devait se tourner vers l'histoire de l'architecture avant d'occuper divers postes, notamment à l'École nationale supérieure des Beaux-arts comme directeur-adjoint (1977-1981). Ce n'est qu'en 1977, à l'instigation des Chirac, que ce professeur au lycée de Tulle a été détaché de l'Éducation nationale pour rejoindre le ministère de la Culture, alors dirigée par le gaulliste Michel Guy, « homosexuel discret, très ouvertement gay dans les cercles culturels parisiens mais très officiellement au placard pour les gens de la rue » (*Têtu*, juin 2002) qu'il avait rencontré au festival d'Avignon. Administrateur du Musée national d'art moderne au Centre Georges Pompidou (1982), il rejoint, comme directeur adjoint, la direction des Affaires culturelles de la Ville de Paris (1985) avant de devenir délégué général aux manifestations culturelles de la Ville (1989) puis directeur général de la Vidéothèque de Paris (1992) où il a été nommé par Françoise de Panafieu. Durant la campagne présidentielle de 1995, ce chiraquien sera chargé d'animer les réseaux culturels du futur président. Propulsé à la présidence du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou en mars 1996 (il n'avait pas obtenu le ministère de la Culture qu'il espérait, Philippe Douste-Blazy lui ayant été préféré), en remplacement de François Barré, cet « apparatchik de la culture » (*Le Figaro*, 20 février 1996) dirigera également la Mission pour la célébration de l'an 2000. À cette occasion, ce secrétaire national du RPR chargé des relations avec les professions culturelles et artistiques (ainsi qu'administrateur du Musée du septennat de Jacques Chirac) devait organiser l'opération *Les Portes de l'an 2000*, où un gigantesque banquet fut organisé dans plus de 600 communes traversées ou approchées par la « Méridienne verte ». On lui doit également les manifestations pour le centenaire de Charles de Gaulle, les 50 ans de la Libération de Paris, l'accueil à Paris de la flamme olympique, *l'Université de tous les savoirs* au Cnam, etc. Surnommé le « Lang de Jacques Chirac », cet homme apprécié des milieux intellectuels et de la gauche (lié à Pierre Bergé mais aussi à François Pinault ou Gérard Mestrallet, président du directoire de Suez-Lyonnaise des Eaux), a notamment apporté son soutien au Collectif pour le contrat d'union civile et sociale. Au *Monde* (18 mars 2002), cet « éclectique culturel » revendiquait discrètement son homosexualité : « En affirmant ma liberté de vivre ma sexualité, et cela dans un contexte historique et géographique – la province – dans un contexte familial, aussi très répressif, j'ai agi politiquement. Au-delà de mon sort, c'est la situation de tous les homosexuels qui, d'une certaine façon, était concernée par mon comportement. » *Libération* (8 mai 2002) ajoute qu'« Aillagon ne cache pas son homosexualité ». Il a signé le manifeste des parents homosexuels (*Le Nouvel observateur*, octobre 2004). Cet « ami de Bertrand Delanoë » (*Le Monde*, 9 mai 2002) a donc été reconduit en mars 2002 à la tête de Beaubourg malgré le changement de majorité dans la capitale. Le centre Georges Pompidou s'est ouvertement enflammé, lors de l'Europride 1997, pour les *gay & lesbian studies*. Un colloque ayant valeur de « manifeste de sa conviction que l'émergence des identités gaies et lesbiennes constitue précisément un phénomène culturel majeur » (*Ex Aequo*, juin 1998). Par la suite, il a accordé une subvention de 550000 euros à son ami Pierre Bergé afin de construire un monument en hommage aux morts du sida à la Cité de La Villette. Dans *Têtu* (mai 2005), il déclare encore : « Si un ministre se reconnaît homosexuel, et si cette situation est admise, chacun peut le faire. » Le 21 avril 2002, il appelait les artistes à manifester contre Jean-Marie Le Pen et fut l'un des plus actifs pour le rassemblement des professionnels de la « culture contre Le Pen », le 30 avril. Nommé ministre de la Culture et de la Communication du gouvernement Raffarin en mai 2002, son programme est clair : « La France doit redevenir un grand pays de formation et de générosité. Nous devons ouvrir nos frontières aux étudiants étrangers, leur accorder des visas d'études et des bourses de longue durée. C'est le meilleur moyen de diffuser notre culture et d'éviter qu'elle ne soit marginalisée. Il y a là une

urgence absolue » (*Le Monde*, 16 mai 2002). À son poste, il a dû avaler de nombreuses couleuvres, notamment la baisse des crédits de son ministère de 4,3 % en 2003, perdant ainsi 200 millions d'euros de crédit d'investissement. Incapable de gérer médiatiquement l'affaire des intermittents du spectacle, il a provoqué la suppression, en 2003, de la plupart des festivals d'été, notamment ceux d'Avignon, d'Aix, de Versailles ou de La Roque d'Anthéron, ruinant les espoirs de centaines de municipalités. Il a également abrogé l'excellente loi sur l'archéologie préventive qui avait permis de freiner les projets des bétonneurs pour préserver le patrimoine de la nation française et a gelé nombre de crédits pour satisfaire le projet du président, celui du Musée des Arts au quai Branly, participant au dépeçage du Musée de l'homme ou du Musée des colonies. À partir de 2003, il a tenté de s'implanter à Metz. Il a finalement été élu conseiller régional de Lorraine en mars 2004. Non reconduit dans le troisième gouvernement Raffarin, il est devenu conseiller pour les activités culturelles auprès de la holding de François Pinault (groupe PPR), Artemis, et directeur artistique de la Fondation Pinault pour l'art contemporain. Ce membre du Club nouveau siècle (« gaullistes sociaux ») a été nommé au Conseil économique et social en septembre 2004 et a succédé, en février 2005, à Serge Adda, comme président de TV5 Monde (chaîne de la francophonie) ainsi que de Canal France International. Il en démissionnera rapidement pour prendre la direction du Palazzo Grassi à Venise, racheté par François Pinault. Et, en juin 2007, il est nommé président de l'Établissement public du musée et du domaine national de Versailles où il succède à Christine Albanel, nommée ministre (reconduit en 2010).

AILLERET François. Ingénieur, né le 7 juin 1937 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ce polytechnicien, ingénieur en chef des ponts et chaussées, a effectué la première partie de sa carrière à l'aéroport Roissy-Charles De Gaulle, en charge des travaux d'aménagement (1967-1970) puis de l'exploitation (1971-1978). Ayant rejoint EDF en 1980, il en devient directeur adjoint de la production et du transport, directeur de distribution en 1982, directeur général adjoint en 1987 et directeur général délégué en 1991. Il en sera vice-président de 1996 à 1999. Depuis 2002, il préside l'Association française de normalisation (Afnor) ainsi que le conseil d'administration de l'Institut Pasteur (depuis 2005), tout en siégeant au Conseil économique et social.

ALAJOUANINE Ghislaine. Présidente de société, née le 28 juillet 1948 à Chambon-sur-Voueize (Creuse). Conseiller à la direction générale de Campenon Bernard-SGE, présidente de GALA Group Holding Finance, présidente nationale de l'Institut du savoir-faire, déléguée générale du Haut comité du savoir-faire, membre de la Commission du VIII[e] de l'industriel Jacques Bernis, qui dirige depuis 1946 le groupe limougeaud portant son nom, elle a épousé Frank Gentin, également industriel à Limoges. Diplômée de l'Institut supérieur de gestion et d'un Deug de sciences économiques, elle est entrée au cabinet d'Édouard Balladur, ministre de l'Économie, des Finances et des Privatisations en 1986, prenant rapidement en charge son service de presse, avant de passer, en 1988, chez Cerus (de l'Italien Carlo De Benedetti), comme directeur de la communication (1988-1991). Elle reprit alors la communication d'Édouard Balladur, d'abord comme député, puis comme Premier ministre (1993-1995). Directeur du cabinet du président du directoire et directeur de la communication financière de la Compagnie de Suez, devenue Suez Lyonnaise des eaux en 1997, elle est directrice déléguée de ce groupe pour la communication financière et institutionnelle depuis 1999, ainsi que présidente de sa chaîne de télévision, *Paris Première*.

ALBANEL Christine. Enseignante, née le 25 juin 1955 à Toulouse (Haute-Garonne). Cette fille d'un médecin, divorcée de Philippe Guilhot de Lagarde, a effectué la première partie de ses études à Toulouse, puis à la Sorbonne. « Agrégée (de lettres modernes) qui sait écrire », elle a pratiquement toujours été détachée de l'Éducation nationale, devenant, à 24 ans, après un bref séjour dans un lycée en Seine-Saint-Denis, chargée de presse (grâce à un cousin éloigné qui dirigeait alors

le protocole de l'Élysée) à la présidence de la République, de 1979 à 1981, durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. En réalité, elle s'occupe des relations avec la presse d'Anne-Aymone Giscard d'Estaing et lui fournit des textes pour sa Fondation pour l'enfance. Elle sera brièvement professeur de français au lycée de Luzarches, près de Senlis, jusqu'à ce qu'en 1982 Denis Baudouin lui propose de rejoindre l'Hôtel de Ville de Paris, comme chargée de mission auprès du directeur de l'information et de la communication Maurice Ulrich. Officiellement chargée de mission auprès de Jacques Chirac, durant la première cohabitation (1986-1988), elle devient en réalité sa « plume sergent-major » (*Libération*, 11 mars 1987). « Pour lui, elle a ciselé des centaines de discours, excellant dans la formule qui fait mouche » (*Valeurs actuelles*, 22 août 1998). On lui doit notamment l'intégralité de son livre La France nouvelle et le fameux discours du Vel d'Hiv', du 16 juillet 1995, où le président de la République renia toute la doctrine gaullienne pour reconnaître la responsabilité de la France dans les persécutions antijuives. Promue directeur adjoint du cabinet du maire de Paris (1988-1995), elle s'implique nettement dans la campagne présidentielle de Jacques Chirac, s'occupant notamment (avec Denis Tillinac) à établir des passerelles avec le milieu intellectuel (elle lui présentera notamment Pierre Nora). De retour à l'Élysée comme conseiller technique (1995-1997), puis comme conseiller pour l'éducation et la culture, elle aura en charge le maintien des liens avec les intellectuels, organisant des dîners de prix Goncourt, de femmes éditrices, etc. Ce qui ne l'empêche nullement d'être aussi conseiller régional RPR d'Ile-de-France de 1986 à 2004. En 2003, elle prend la présidence de l'établissement public du Château de Versailles. Nicolas Sarközy la choisit comme ministre de la Culture et de la Communication en 2007. Elle a publié un roman (*Une mère insensée*) et trois pièces de théâtre (*Barrio Chino*).

ALBERT Eric. Médecin psychiatre, né le 18 avril 1958 à Garches (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Claude Balland, enseignante, et de l'économiste et inspecteur des Finances, Michel Albert. Membre du Siècle à partir de 1978, ce dernier, proche à la fois de Jacques Delors et de Michel Rocard (il est le parrain d'un de ses enfants), fut l'équivalent dans les années 80 d'un Alain Minc en matière d'influence. Membre de la Commission trilatérale et de la Fondation Saint-Simon, cet homme de l'ombre a été administrateur de diverses sociétés (Crédit foncier, Schneider, Paribas, Cerus, Société générale, Frandev, etc.) et dirigea notamment les Assurances générales de France (1982-1993). Passé par le Lycée Louis-le-Grand et la faculté de médecine Cochin Port-Royal à Paris, Eric Albert commença sa carrière comme interne des hôpitaux de Nantes (1986-1990) avant de s'installer comme psychiatre en pratique libérale à Paris (1990-2005). Parallèlement il a fondé l'Institut français d'action sur le stress en 1990. Sur la question, il a signé, par exemple, *Un Guide de la gestion du stress* (1995) *Le Bac sans stress* (1998), *Le Manager durable* (2004), *Manager, faites en moins* (2007). Consultant en entreprise, il fut chroniqueur à *Enjeux* (2000-2009) et est éditorialiste aux *Echos* depuis 2010.

ALBERT Michel. Inspecteur des Finances, né le 25 février 1930 à Fontenay-le-Comte (Vendée). Cet énarque, diplômé de l'IEP et docteur ès sciences économiques, a rejoint l'inspection des Finances à 26 ans. Après avoir exercé diverses responsabilités au Maroc (notamment directeur général adjoint de la Banque nationale pour le développement), il travaille à la direction des affaires économiques et financières de la CEE. Administrateur de *L'Express* de 1969 à 1971, ce centriste réformateur sera directeur général de l'Union d'études et d'investissements (1972), commissaire général adjoint au Plan (1976), directeur général en 1978, après avoir été chargé de mission du centriste Jean Lecanuet, alors ministre du Plan. Il quitte le Plan en 1981, mais obtient, en raison de ses bonnes relations avec les milieux socialistes, la direction des AGF en 1982. Homme d'un rare consensus, il ne quittera son poste qu'en décembre 1993. En janvier 1994, il est appelé au Conseil de politique monétaire de la Banque de France (jusqu'en 2002). À la fois proche de Jacques Delors, de Michel Rocard (il est le parrain d'un de ses enfants) et de Raymond Barre, cet européiste militant appartient à la Commission trilatérale et à la Fondation Saint-Simon ainsi qu'à

l'Institut français des relations internationales. Il est également secrétaire perpétuel, depuis 2005, de l'Académie des sciences morales et politiques. Administrateur de diverses sociétés (Crédit foncier, Schneider, Paribas, Cerus, Société générale, Frandev, etc.), il corédigea, avec Jean-Jacques Servan-Schreiber, le manifeste du Parti radical *Ciel et Terre* (1970), et a signé de nombreux essais d'économie et de prospective (dont *Le Socialisme et l'Europe* sous le pseudonyme de C. Bruclain et *Capitalisme contre capitalisme*), souvent en association avec d'autres journalistes économiques (Jean Boissonnat, Jean Ferniot, etc.).

ALBERTIN Dominique. Conseiller à la section générale de la Société générale en 1979-1980.

ALBIS Tristan d'. Diplomate, né le 9 octobre 1938 à Limoges (Haute-Vienne). Ce fils d'industriel, diplômé de Sciences-Po et de l'Ena, a effectué la première partie de sa carrière au Quai d'Orsay. Il sera notamment premier secrétaire (1971) et deuxième conseiller (1974) à Londres. Après un passage à l'administration centrale du Quai, il prend la direction des relations extérieures de Peugeot en 1980, poste qu'il cumule avec celui de conseiller au commerce extérieur de la France. Il sera également PDG de la Société de construction mécanique Panhard et Levassor et vice-président directeur général de La Publicité française. Ambassadeur en Afrique du Sud de 1995 à 2001, il est rapporteur à la Cour de comptes depuis 2005.

ALBY Pierre. Directeur de société, né le 23 novembre 1921 à Paris, décédé le 22 juillet 1998. Descendant d'Émile Péreire, fondateur de diverses compagnies de chemins de fer en Europe, ce polytechnicien, ingénieur général des Mines, a notamment été professeur à l'École des mines de Douai (1945-1949) et directeur des mines à l'Industrie (1957-1964), avant d'entrer en 1964 à Gaz de France, où il effectuera le reste de sa carrière, ayant à traiter des approvisionnements en énergie de la France durant les crises pétrolières, comme directeur général adjoint (1964-1969), directeur général (1969-1979), président (1979-1986). Administrateur de la banque Petrofigaz et de British gaz International, il sera également président de l'Erap et du Groupement international des importateurs de gaz naturel liquéfié ainsi que vice-président du corps des Mines.

ALDUY Dominique (née DAUMAS, épouse). Directrice de société, née le 23 février 1944 à Paris. Cette fille d'universitaires, diplômée de sciences économiques, de Sciences-Po et de l'université de Pennsylvanie, fut chargée de mission au secrétariat général des villes nouvelles (1972-1976), avant de prendre en main le cadre de vie et l'environnement au Commissariat général au plan. De gauche, quoique sans étiquette partisane connue, elle fût appelée par Pierre Mauroy comme chargée de mission pour la politique sociale à Matignon (1981-1983) avant d'entrer à la Caisse des dépôts et consignations (dont le président, Robert Lion, avait été le directeur de cabinet de Mauroy) comme directeur des programmes. Elle fut notamment PDG des filiales Media Cités et Communication développement (1986-1989), avant d'être appelée par Philippe Guilhaume à la direction générale des programmes de *FR3* (elle sera reconduite dans ses fonctions par son successeur, Hervé Bourges) ainsi qu'à celle de *FR3 Films*, avant de passer à la direction générale du *Monde* puis du Centre Georges Pompidou (Beaubourg). De 1994 à 2005, elle est vice-présidente du Syndicat de la presse parisienne et depuis 2005, vice-présidente du conseil d'administration de l'*AFP*. Elle est également présidente du Théâtre de la Ville. Son mari, Jean-Paul Alduy, ingénieur des Ponts, a été conseiller technique du ministre centriste de l'Équipement Pierre Méhaignerie (1987-1988) puis directeur de l'Epad de Saint Quentin-en-Yvelines. Conseiller général UDF de Perpignan à partir de mars 1992, il est sénateur-maire UMP de cette ville (malgré plusieurs annulations).

ALEXANDRE Marc. Financier, né le 18 juillet 1928 à Paris. Licencié en droit, ancien de l'IEP, d'Harvard et de Stanford, il a débuté sa carrière comme fondé de pouvoir à la Banque Lazard de 1952 à 1961. Il deviendra gérant en 1961, puis directeur général (1972) d'Eurofinance, PDG d'Atlantic Finances (1974-1983), et administrateur de multiples sociétés (Intergestion, Noveurop, Financière Strafor, Callender Fund, etc.). Membre du cercle Foch et du Harvard Club de France, il a également cofondé la Société française des analystes financiers. Il est aujourd'hui associé gérant de M.A. Communication et finance.

ALLAVENA Jean-Luc. Dirigeant d'entreprises, né le 29 juin 1963 à Monaco (Principauté de Monaco). Ancien élève d'HEC (avec François-Henri Pinault), ce fils de directeur de société (dont la famille habite le rocher depuis plus d'un siècle et demi), qui fut notamment l'un des dirigeants de *Radio Monte Carlo*, a débuté comme attaché à la direction des relations internationales de Paribas (1986-1988), avant de devenir contrôleur financier à La Lyonnaise des eaux (1989-1992). Après un passage chez Techpak International (groupe Pechiney), il sera directeur général adjoint de Lagardère Média (2002-2005) et administrateur général délégué d'Europe 1-Communication (2001-2005). Il retourne dans sa patrie en 2005, comme directeur du cabinet du prince Albert II de Monaco, dont il était une relation d'enfance, mais quitte volontairement son poste en novembre 2006. Il rebondit au sein du fonds d'investissement Apollo Management comme associé, ayant la responsabilité en France de ce groupe britannique. Cet homme de l'ombre a été président de l'Association du groupe HEC (2001-2003) et de la Fondation HEC (2003-2006) et préside surtout, depuis 2010, la très puissante French American Foundation, l'un des principaux rouages français du mondialisme (*Faits & Documents* 271 et 272 et *La Marche irrésistible du Nouvel Ordre Mondial*, Pierre Hillard, F.-X. de Guibert, 2007). Son épouse, Marie-Françoise Allavena Pic-Pâris, a été directeur adjoint de la Banque des gestions privée, directeur associé de Bernard Krief Ressources humaines, et, depuis 2008 directeur général d'Eyrolles.

ALLEGRE Claude. Géophysicien, né le 31 mars 1937 à Paris XIIIe. Pur produit des « hussards noirs de la République » avec un père de gauche, résistant et professeur de sciences naturelles, qui sera le secrétaire général du Front national universitaire à la Libération, et une mère, directrice d'école et secrétaire fédérale de la Fédération de l'éducation nationale, ce futur docteur ès sciences se lia, à la Cité universitaire d'Antony, avec Lionel Jospin. Des deux, c'est alors lui le plus engagé : il est le responsable de la section du Parti socialiste unifié, alors que Jospin n'en sera qu'un membre intermittent. Tous deux seront extrêmement proche des « porteurs de valises » du FLN. Il sera l'un des élèves préférés du professeur Yves Rocard, père de l'ancien Premier ministre et patron du PSU Michel Rocard, qui lui obtiendra une bourse aux États-Unis, laquelle lui ouvrira la porte des laboratoires américains. Assistant à l'université de Paris de 1962 à 1968, il dirige, dès 1967, le laboratoire de géochimie et de cosmochimie de Jussieu, puis à partir de 1976 le prestigieux Institut de géophysique du globe. Iconoclaste mais scientifique renommé et multi-médaillés, il s'est attiré l'ire des syndicats de la faculté de Jussieu en dénonçant très fermement les élucubrations sur les dangers de l'amiante, en s'opposant notamment au déflocage dans un article remarqué du *Point* en octobre 1996, puis des tenants du réchauffement climatique. Il sera reconnu par ses pairs, dès 1970, étant le seul Européen sélectionné pour travailler sur la datation des premiers échantillons lunaires. Ses recherches lui vaudront de très nombreuses distinctions : légion d'honneur, palmes académiques, médaille d'or du CNRS 1994, médaille d'or de la société géologique des États-Unis, membre de l'Académie des sciences des États-Unis (il y est l'un des très rares Français) et de l'Académie des sciences de France, et surtout, consécration suprême, Prix Crawford de l'Académie des sciences de Suède, en 1986, c'est-à-dire l'équivalent du Prix Nobel. Ce spécialiste des sciences de la terre percera à ses dépens en 1976 lors d'une gigantesque querelle qui l'opposera à un autre militant socialiste, le vulcanologue Haroun Tazieff, à propos de la possible éruption du volcan de la Soufrière en Guadeloupe. Sur les instructions d'Allègre, des dizaines de milliers d'habitants seront déplacés… mais c'est Tazieff qui avait raison : le volcan ne s'embrasera pas. Des mots très durs auront été échangés : « falsificateur », « pseudo-scientifique », etc. Toute sa carrière politique, aux allures parfois météoritiques (c'est-à-dire hasardeuses), s'est effectuée dans l'ombre de Lionel Jospin, dont il fut l'un des plus féroces bretteurs. Membre du PS depuis 1973, il prend, après 1981, la tête du groupe des

experts du Parti socialiste, trois cents grosses têtes qui prépareront le programme présidentiel de 1988. De mai 1988 à avril 1992, il sera le conseiller spécial auprès de Lionel Jospin, ministre d'État chargé de l'Éducation nationale. Pour beaucoup, il est le véritable ministre bis de l'Éducation (ou le ministre des Universités sans en avoir le titre), se faisant une réputation détestable aussi bien au sein du cabinet qu'auprès des syndicats et des mandarins. Son objectif, n'étant issu d'aucune grande école, étant de casser le système des grandes écoles françaises, une spécificité française, au profit des universités, à la fois en renvoyant les professeurs des classes préparatoires dans les facultés (en réduisant la durée des prépas) et en élargissant le nombre d'élèves admis dans les grands corps: Mines, Polytechnique, Normale, etc. Son projet Université 2000 prévoit d'intégrer 800 000 étudiants de plus d'ici l'an 2000. Nommé président du Bureau de recherches géologiques et minières en juin 1992, il en fut débarqué sous la pression du corps des Mines (très puissant dans l'entourage de Jacques Chirac), avec deux ans d'avance sur son contrat, par son ministre de tutelle... mais c'est finalement le ministre lui-même qu'il a remplacé. Ce membre titulaire du conseil national du Parti socialiste depuis 1993, ne reviendra qu'en 1994 lorsque Lionel Jospin décide de se présenter aux élections présidentielles, à la suite du forfait de Jacques Delors. Jusqu'à sa nomination comme Premier ministre, c'est à lui que Lionel Jospin confie le soin de diriger son équipe constituée lors de l'élection présidentielle. Nommé ministre de l'Éducation nationale, il démissionne en 2000 après s'être vigoureusement opposé aux caciques et aux groupes de pression au sein de l'Éducation nationale. Il avait déclaré, le 24 juin 1997, vouloir « dégraisser le mammouth », s'aliénant par cette seule déclaration tout le corps enseignant. Il finit donc par être lâché par Lionel Jospin qui craignait de perdre le soutien électoral des enseignants. En 2007, il s'oppose férocement à Ségolène Royal, ce qui le conduira à démissionner du Parti socialiste. Il se rapproche alors de Nicolas Sarközy. Son nom a été plusieurs fois cité comme ministre d'ouverture.

ALLEGRE Maurice. Ingénieur, né le 16 février 1933 à Antibes (Alpes-Maritimes). Ce polytechnicien, également diplômé de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs, est entré au service des recherches à la direction des hydrocarbures en 1957 avant d'être nommé directeur des mines à l'Organisme saharien d'Alger (1962-1964). Conseiller technique de Valéry Giscard d'Estaing (1964-1966) puis de Michel Debré (1966-1967), il sera délégué à l'informatique à l'Industrie de 1968 à 1974. Directeur général adjoint de l'Institut français du pétrole en 1976, il jouera un grand rôle dans l'absorption des deux chocs pétroliers. Directeur du développement scientifique à l'Industrie de 1981 à 1984, il assure parallèlement la présidence de l'Anvar avant d'être nommé directeur général puis président (1988-1992) du Bureau de recherches géologiques et minières. En 1993, il préside l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Depuis 1998, il est président de l'association Agrer et consultant international sur les questions énergétiques.

ALLEST Frédéric d'. Ingénieur, né le 1er septembre 1940 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Ce polytechnicien, diplômé de l'École nationale supérieure d'aéronautique, a débuté sa carrière au Centre national d'études spatiales. À ce titre, il travailla sur la première fusée française Diamant avant de devenir chef de projet (1973-1976) puis directeur du programme Ariane et Ariane-Espace (1980-1990). Le père d'Ariane a dirigé le Centre national d'études spatiales de 1982 à 1989. Créateur de la Fondation Marseille-Provence en 1988, il est administrateur et directeur général (secteurs transport, espace, automobile) du groupe Matra depuis 1990, et président de Matra Transports. Il a été, de 1997 à 2004, administrateur de la Snecma et, depuis 2000, du groupe Daher.

ALPHANDERY Claude. Président de société, né le 29 novembre 1922 à Paris. Ce fils du trésorier-payeur général Pierre Lévy-Alphandéry et petit-fils du député de la Haute-Marne Georges Lévy-Alphandéry a été autorisé à s'appeler Alphandéry par décret du 13 septembre 1937. Licencié ès lettres et en droit, ce résistant et homme de gauche fut attaché d'information à Moscou (1945-1946) avant d'entrer à l'Ena. Administrateur civil des Finances, il milita au Club Jean Moulin

et s'orienta vers la construction dans le privé. PDG de l'Immobilière construction de Paris (1972-1985), de la Banque de la construction et des travaux publics (1963-1979), PDG de la Société française de contrôle et de gestion immobilière (1979-1984), il fut aussi vice-président de la Midland Bank (depuis 1979). Administrateur de multiples sociétés, il apporta un soutien officiel à François Mitterrand aux élections présidentielles de 1974 et passe pour avoir été un des bienfaiteurs du Parti socialiste.

ALPHANDERY Edmond. Universitaire, né le 2 septembre 1943 à Avignon (Vaucluse). Descendant d'une vieille famille de « juifs du pape » qui a fourni nombre de personnalités locales du Comtat Venaissin, cet agrégé d'économie politique et diplômé de Sciences-Po fut notamment maître de conférences puis professeur de sciences économiques à Paris II (depuis 1974). Ayant épousé Laurence Rivain, il a pris la succession de son beau-père, Philippe Rivain, qui fut député gaulliste de 1958 à 1971. Conseiller général de 1976 à 2008 président UDF-CDS du conseil général en 1994-1995 et député UDF-Force démocrate du Maine-et-Loire de 1978 à 1993, ainsi que maire de Longué-Jumelles, il a été vice-président du Centre des démocrates sociaux à partir de 1989. Proche de Raymond Barre (qui fut son professeur à Sciences-Po) puis d'Édouard Balladur, il a été président de la commission supérieure de la Caisse nationale de prévoyance puis vice-président du Conseil de surveillance de CNP-Assurances (1989-1993). Réélu député en mars 1993, il devient ministre de l'Économie d'Édouard Balladur et le demeurera jusqu'à l'élection de Jacques Chirac. En novembre 1995, il a remplacé Gilles Ménage comme président d'EDF (jusqu'en 1998). Il préside, à partir de 1998, le conseil de surveillance de CNP-Assurances. Il a été administrateur du Crédit agricole Indosuez, de Calyon, de Suez, et d'Icade. Familier du forum de Davos et du forum de Crans-Montana, il appartient également à la Commission trilatérale. Il ne s'est pas représenté aux élections cantonales de 2008 (canton de Longué-Jumelles).

AMARA Fadela (Fatiha, dite). Permanente associative, née le 25 avril 1964 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Son père, d'origine kabyle est arrivé en 1955, et sa mère, une analphabète de 22 ans plus jeune, en 1960. Souhaitant entreprendre des études de lettres, Fatiha se dirigera finalement vers un CAP d'employée de bureau (qu'elle n'a pas passé, à en croire *Elle*, 29 septembre 2003) et tentera de devenir assistante sociale. « Puis, elle enquille tous les dispositifs publics d'aide à l'emploi (*Libération*, 26 février 2003). » Cette « musulmane pratiquante » (*Libération*, 26 février 2003) a fondé, à 18 ans, l'Association pour l'échange intercommunautaire qui avait pour objectif de rapprocher les femmes immigrées des femmes françaises. On la retrouve, selon l'histoire officielle, dans la première marche des Beurs en 1983. En fait, elle participe uniquement dans sa ville à cette marche « et ne pourra pas suivre jusqu'à Paris » (*Elle*, 9 septembre 2003). En 1986, elle rejoint SOS-Racisme, véritable courroie de transmission du Parti socialiste à l'époque. Dès 1989, elle participe à la mise en place d'une commission « Femmes » à l'intérieur de SOS-Racisme et fonde la « Maison des Potes » de Clermont-Ferrand, avec l'appui financier de la mairie socialiste. Elle en devient aussitôt présidente. En 2000, elle est élue présidente nationale de la Fédération nationale des maisons de potes et s'installe à plein-temps à Paris. Dans le même temps, comme nombre de responsables de SOS-Racisme, elle entreprend une carrière au sein du Parti socialiste: adhérente à partir de 1989, elle se fait élire conseillère municipale de Clermont-Ferrand en 2001 et entrera au secrétariat fédéral du Puy-de-Dôme. « Elle bénéficie du soutien de Michel Charasse qui la voit déjà députée européenne. » (*Le Point*, 2 janvier 2004) En 2002, elle participe à l'organisation des États généraux des femmes à la Sorbonne (qui réunit environ 200 participantes). Une pétition et un livre blanc sont lancés sur les violences faites aux femmes (manifeste contre « le nouveau machisme »). Généralement attribué à Fadela Amara, ce livre blanc a été rédigé par une responsable de SOS-Racisme, la sociologue Hélène Orain qui a recueilli tous les témoignages. L'expression « Ni pute Ni soumises » apparaît parmi d'autres et un manifeste, qui bénéficie du soutien de Samira Bellil (auteur de *Dans l'enfer des tournantes*), est envoyé aux candidats à l'élection présidentielle de 2002. NPNS a été déclarée le 14 avril 2003 (*Journal officiel des associations* du

31 mai 2003). Les dirigeants sont alors Fatiha Amara (présidente), avec son compagnon, Mohamed Abdi (secrétaire général). Elle signe, avec Sylvia Zappi, *« Ni putes, ni soumises »* (*La Découverte*, 2003). Livre dans lequel elle propose de donner le droit de vote aux immigrés et de les rendre éligibles. En 2004, elle est nommée à la Commission nationale consultative des droits de l'homme ainsi qu'au comité d'évaluation de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (vice-présidente), présidé par Yazid Sabeg. Le 4 octobre 2004, *Time Magazine* la classe parmi ses « héros européens ». En mars 2006, elle est cooptée à l'Observatoire de la parité. En juin 2007, elle entre dans le gouvernement Fillon comme secrétaire d'État à la Politique de la ville. Au grand désespoir de ses camarades de gauche qui comptaient lui offrir un destin socialiste. Elle quitte le gouvernement en novembre 2010.

AMOUROUX Henri. Journaliste et écrivain, né le 1er juillet 1920 à Périgueux (Dordogne), décédé le 5 août 2007. Ancien rédacteur de *La Petite Gironde*, sous l'Occupation, ce brillant journaliste a fait carrière à *Sud-Ouest*, dont il sera directeur général de 1968 à 1974. Monté ensuite à Paris pour assurer la direction de *France-Soir* (1975-1981), ce notable de la presse à la sensibilité barriste (il a notamment signé une hagiographie de l'ancien Premier ministre), qui a siégé dans de nombreuses instances officielles, s'est opposé à la mainmise socialiste sur la presse, lançant notamment en 1983 le Conseil national pour la liberté de la presse écrite. Chroniqueur à *France Inter*, membre de l'Institut et collaborateur de nombreuses publications, il a publié une série d'ouvrages historiques, en particulier sur l'Occupation (*La Vie des Français sous l'Occupation*, *40 millions de pétainistes*, etc.), qui s'appuie sur un grand nombre de témoignages et va à l'encontre de l'historiographie de gauche.

ANDREANI Gilles. Magistrat à la Cour des comptes, né le 27 février 1965 à Washington (États-Unis). Il est le fils de l'ambassadeur de France Jacques Andréani, militant socialiste qui était alors en poste à Washington et membre du Siècle. Il a épousé Pascale Lavedrine, énarque, directeur de cabinet du ministre UDF des Affaires étrangères Alain Lamassoure, conseiller aux affaires européennes de Jacques Chirac (1997-1999) puis de Jean-Pierre Raffarin et de Dominique de Villepin, porte-parole du ministère des Affaires étrangères depuis 2007 et membre du Siècle. Passé par Saint-Louis de Gonzague, Assas et la Sorbonne, Gilles Andréani est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en histoire, titulaire d'une maîtrise de droit public et énarque (promotion *Droits de l'homme*, 1979-1981, la même que celle de son épouse). Auditeur à la Cour des comptes (1981), il fut détaché à partir de 1986 au service des affaires stratégiques du ministère des Affaires étrangères. Sous-directeur du désarmement (1989-1993), il devint représentant permanent adjoint de la France auprès de l'OTAN (1993-1995). Il prend alors la direction du puissant Centre d'analyse et de prévision (1995-1999 et 2003-2005), avec un intermède comme conseiller du ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette (1996-1997). Durant l'ère Jospin, il sera détaché à Londres comme directeur de recherches à l'International Institute for Strategic Studies (1999-2000) et *Visiting Fellow* à la London School of Economics, bastion des « fabiens », avant de réintégrer la Cour des comptes. Il appartient également à divers *think tanks*, comme l'Institut européen de défense et de sécurité. De 2003 à 2004, il a été conseiller de Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères.

ANDREANI Jacques. Ambassadeur, né le 22 novembre 1929 à Paris. Il fut durant longtemps le plus haut fonctionnaire du Quai d'Orsay ouvertement socialiste. Membre de la SFIO dès son entrée à l'Institut d'études politiques de Paris, cet énarque est issu de la très communisante promotion Paul Cambon. Créateur de la section CFDT des Affaires étrangères, il a milité au Parti socialiste, au Club Jean Moulin, etc. Affecté à la direction économique du Quai, il sera nommé à Washington en 1958, puis à Moscou, à la délégation permanente de l'Otan à Bruxelles (1970-1972), avant de s'occuper de la préparation de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (1972-1974), où il jouera un rôle important dans la rédaction de l'acte final de la conférence d'Helsinki. L'administration giscardienne le nommera ambassadeur au Caire durant trois ans. Dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, il prendra l'importante direction des affaires politiques au ministère des Relations extérieures (1981-1984), remplaçant Gabriel Robin. Ambassadeur à Rome (1984-1988), en remplacement de Gilles Martinet, il sera par la suite directeur du cabinet de Roland Dumas (1988-1989), avant d'obtenir, en 1989, l'un des plus beaux postes, l'ambassade de France à Washington. Depuis 2001, il est membre du conseil d'administration de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, et appartient également à la Commission trilatérale.

LE SIÈCLE

ANDREANI Pascale (née LAVEDRINE, épouse). Diplomate, née le 6 avril 1955 à Paris VIe. Cette fille de médecins a épousé, en secondes noces, Gilles Andréani, énarque, conseiller maître à la Cour des comptes, ancien collaborateur d'Hervé de Charette au Quai d'Orsay. Elle est donc la belle-fille de Jacques Andréani (voir bio, ci-dessus). Titulaire d'une maîtrise en droit et d'un DEA en droit communautaire, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, cette énarque (1982, promotion *Droits de l'homme*) a choisi le Quai d'Orsay, débutant comme secrétaire des Affaires étrangères. Affectée à New York (1982-1984) puis au service de coopération économique, elle y fut notamment sous-directrice des affaires économiques (1989-1990). Chargée des missions de coordination vers les pays de l'Est, à la suite de la fin du communisme, elle fut, d'avril 1993 à mai 1995, directeur de cabinet du ministre des Affaires européennes, l'UDF Alain Lamassoure. Après un intermède au Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, elle dirigea à nouveau son cabinet, au ministère du Budget et porte-parole du gouvernement (novembre 1995-juin 1997). Elle rejoignit alors l'Élysée, pour être la conseillère aux affaires européennes de Jacques Chirac (novembre 1997-janvier 1999). Ministre conseiller à Londres (1999), elle assura ensuite la direction de la coopération européenne au ministère des Affaires étrangères (novembre 1999-mai 2002). À la suite de la réélection de Jacques Chirac et la victoire de la droite parlementaire, elle a intégré Matignon, comme conseiller aux affaires européennes de Jean-Pierre Raffarin. Elle assure, dans le même temps, le secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Conseiller de politique étrangère auprès du Premier ministre Dominique de Villepin jusqu'en 2007, elle réintègre alors le Quai en qualité de porte-parole du ministère des Affaires étrangères et directrice de la communication et de l'information. Depuis 2008, elle est ambassadeur représentant permanent de la France au Conseil de l'OTAN à Bruxelles.

ANDREU Paul. Ingénieur, né le 10 juillet 1938 à Caudéran (Gironde). Ingénieur des Ponts, diplômé de l'École nationale supérieure des Beaux-arts (et membre de l'Académie d'architecture), cet architecte a été directeur de projets (1974-1979) puis directeur de la direction de l'architecture et de l'ingénierie aux Aéroports de Paris. On lui doit notamment l'aérogare de l'aéroport Charles de Gaulle et la Tête Défense. Il s'est alors tourné vers la Chine où il a réalisé l'aéroport de Shanghai-Pudong (1999), le Grand théâtre national de Pékin (1999), le Centre des arts orientaux de Shanghai et le nouveau Centre administratif de Chengdu (2004).

ANDREUZZA Claude. Ingénieur, né le 7 janvier 1940, décédé le 10 janvier 1995. Ce polytechnicien (également diplômé de lettres) a effectué la totalité de sa carrière chez IBM. Entré au IBM World Trade de New York en 1963, il deviendra directeur d'agence en 1972, directeur des plans en 1976, directeur de la division ordinateurs en 1979, directeur de l'organisation à IBM Europe en 1982. En 1986, il accède à la direction générale de la compagnie IBM France. Président du directoire d'IBM France, il appartenait également au comité exécutif d'IBM Europe. Il fut conseiller municipal de Saint-Nom-la-Bretèche.

ANDRIEU Thomas. Né le 15 décembre 1976 à Paris XIVe, ce pur héritier (au sens de Pierre Bourdieu) est le fils du préfet Jacques Andrieu (lui-même fils du préfet Robert Andrieu) et de l'universitaire Claire Postel-Vinay. Cette dernière est la fille d'André Postel-Vinay, résistant gaulliste et inspecteur général des Finances, qui sera notamment directeur

général de la Caisse centrale de coopération économique (devenue l'Agence française de développement), président de la Commission des opérations de bourse, et brièvement secrétaire aux Travailleurs immigrés du 28 mai au 22 juillet 1974 (Premier ministre: Jacques Chirac). Sa fille, Claire Andrieu, est professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Paris. Elle a signé plusieurs ouvrages sur la résistance, *De Gaulle ou la déportation des Juifs*, comme *La Persécution des Juifs de France (1940-1944)*, *La Banque sous l'Occupation*, *Pour l'amour de la République*. *Le club Jean Moulin (1958-1970)*, etc. Thomas Andrieu a épousé Marguerite Bérard, inspectrice des finances, chargée de mission de Jean-Pierre Jouyet à l'Inspection générale des Finances (2004-2007), conseillère technique de Nicolas Sarközy pour l'emploi, la formation et la protection sociale, membre du Siècle (cf. sa notice détaillée dans *Au cœur du pouvoir*), fille du préfet Jean-Michel Bérard, lui-même membre du Siècle (cf. sa notice détaillée dans *Au cœur du pouvoir*). Marguerite Bérard est la petite-fille d'un « artisan juif ukrainien, fabricant de bracelets-montres à Belleville [...] et d'une secrétaire dans une organisation israélite » (*Le Figaro*, 20 juillet 1998) et la fille de Marie-Hélène Bérard (divorcée Bérard, née Genstein), membre du Siècle, ancienne militante trotskiste, membre de SOS Racisme, chargée de mission de Simone Veil, conseillère pour les Affaires sociales de Jacques Chirac, PDG de MHB (société conseil pour les pays de l'Est), trésorière de la Fondation Jacques Chirac, etc. (cf. sa notice détaillée dans *Au cœur du pouvoir*). Passé par le Lycée Poincaré de Nancy et diplômé de Sciences-Po Paris, Thomas Andrieu est un ancien élève de l'Ena (promotion Léopold Sédar Senghor, 2002-2004). Ayant rejoint le Conseil d'État, il y a été auditeur (2004-2007), puis maître des requêtes (2007) et secrétaire général adjoint à partir de la même année. Secrétaire général de la Commission pour la transparence financière de la vie politique, il est directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur Manuel Valls depuis mai 2012. Incarnation (comme sa femme) de la gauche caviar qui sait toujours se ménager des places dans la fausse droite, il est également un tenant du mondialisme ayant été *chevening scholar* du British Council (1998) et *Marshall Memorial Fellow* du German Marshall Fund of the United States (2008).

ANGLES Bruno. Ingénieur, né le 14 novembre 1964 à Paris. Ce polytechnicien (promotion 1984), ingénieur des ponts et chaussées, fils d'un haut fonctionnaire européen, a débuté sa carrière comme conducteur de travaux et ingénieur d'affaires chez Borie-SAE (usine de traitements des déchets ménagers de Saint-Ouen) et Dumez (TGV Nord). En 1990, il prend la direction du service des grands travaux à la DDE d'Ille-et-Vilaine, mettant en œuvre le plan routier breton. En 1993, il rejoint le cabinet du ministre de l'Équipement, des Transports et du Tourisme, Bernard Bosson, en charge du secteur routier, autoroutier, de la sécurité routière et de la modernisation du ministère. Il est remercié en 1994 par le poste très convoité de directeur général de la Société des autoroutes et du Tunnel du Mont-Blanc, fonction qu'il exerce jusqu'en 1996, année où il rejoint le cabinet McKinsey & Company. Il devient directeur associé en 2000 de ce cabinet mais démissionne en 2004 pour rejoindre Vinci Energies en qualité de directeur général. *Senior partner* de Mercer delta Paris (2006-2007), il est depuis lors *senior vice president* de Macquarie, en charge des fonds d'investissement MEIF pour la France. De 2003 à 2005, il a présidé l'Association professionnelle des ingénieurs des ponts et chaussées. Discrètement engagé en politique, il appartient au conseil d'administration de l'Institut Turgot, l'un des principaux *think tanks* libéraux français.

ANGOULVENT Pierre. Éditeur, né le 1er février 1928 à Paris, décédé le 26 août 2008. Issu d'une famille étroitement liée à l'édition, il entra en 1952 (après un séjour aux États-Unis, à l'université de Washington) aux Presses universitaires de France, où il effectuera l'essentiel de sa carrière. Il deviendra président du directoire de cette prestigieuse maison en 1968 (jusqu'en 1994) et PDG des imprimeries des PUF deux ans plus tard. Il siégera également au conseil de surveillance de la Compagnie interprofessionnelle de participation et d'épargne et sera président du conseil scientifique des PUF de 1994 à 1999.

ANGREMY Jean-Pierre. Diplomate et écrivain (Pierre-Jean Remy), né le 21 mars 1937 à Angoulême (Charente). Diplômé de Sciences-Po, cet énarque (qui passa quelques mois aux États-Unis comme assistant d'Herbert Marcuse) a connu une belle double carrière. D'abord au Quai d'Orsay, où il sera successivement affecté à Pékin (1964), premier secrétaire à Londres (1969), conseiller culturel à Londres (1976) (après un passage à l'*ORTF* comme directeur adjoint de 1972 à 1975). Devenu directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la Culture (1979-1981), il sera chargé des relations américaines au Quai de 1983 à 1984, consul général à Florence en 1985, directeur des relations culturelles à partir de 1987, ambassadeur auprès de l'Unesco de 1990 à 1993 (succédant à François-Régis Bastide) et, pour finir, directeur de la Villa Médicis à Rome (1994-1997). Il a conduit par ailleurs une brillante carrière d'écrivain, publiant plus d'une trentaine de titres (dont certains bâclés), sous divers pseudonymes dont le plus célèbre demeure Pierre-Jean Rémy. Académicien depuis 1986 (élu au fauteuil de Georges Dumézil), il a obtenu le prix Renaudot, en 1971, pour *Le Sac du palais d'été* et le Grand prix du roman de l'Académie française, en 1986, pour *Une Ville immortelle*.

ANTOINE Dominique. Conseiller-maître à la Cour des comptes, né le 12 février 1959 à Versailles (Yvelines). Fils de Jacques Antoine, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, directeur du centre d'études socio-économiques et de management, et marié à Hélène Gombeaud, ce protestant (*Marianne*, 20 septembre 2008) est diplômé de l'Essec, de Sciences-Po Paris et de l'Ena (promotion Fernand Braudel, 1985-1987) par la voie interne. Ayant débuté comme chargé de mission à la Datar, il choisit l'Éducation nationale à sa sortie de l'Ena. Il y sera secrétaire général adjoint de l'académie de Versailles, conseiller technique de René Monory (1987-1988), secrétaire général de l'académie d'Aix-Marseille, directeur adjoint du président centriste du Sénat René Monory (1992-1993). En 1994, il se présente comme candidat UDF aux élections cantonales à Clermont (Oise). De 1995 à 1996, il est conseiller officieux au cabinet de François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale. En 1996, il devient directeur de l'administration et du personnel du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. En 1997, il est candidat dans la 7e circonscription de l'Oise comme candidat UDF-Force démocrate. Il sera également conseiller régional de Picardie à partir de 1998 et conseiller municipal d'opposition à Clermont de 1995 à 2001. Il refuse de soutenir le président de ce conseil régional, Charles Baur, qui avait bénéficié des voix des élus du Front national (il n'est pas réélu en 2004 sur la liste de Gilles de Robien, ne figurant qu'en 16e position). En 2002, il devient directeur de cabinet adjoint du nouveau ministre de l'Éducation nationale Luc Ferry et le directeur de cabinet de Xavier Darcos, ministre de l'Enseignement scolaire. En 2006, il devient secrétaire général du ministère. Dès l'élection de Nicolas Sarközy, il devient, via son protecteur Claude Guéant, son conseiller à l'Élysée pour l'éducation, la jeunesse et les postes, puis succède à Georges-Marc Benamou comme conseiller à la culture et à la communication. À ce poste, il jouera un rôle important dans la réforme des lycées et celle de la télévision. En mai 2009, il est promu conseiller-maître à la Cour des comptes au tour extérieur, sur choix personnel de Nicolas Sarközy. Il anime un club littéraire très select, L'Ivre Parole, qui se réunit une fois par mois et ne regroupe que des hauts fonctionnaires. Il assiste à la plupart des dîners d'intellectuels organisés à l'Élysée.

ANTONI Marie-Louise. Journaliste, née le 26 décembre 1949 à Lama (Corse). Diplômée de l'IEP d'Aix-en-Provence et d'études supérieures de droit public, elle a été assistante du chef du service économique d'*Entreprise*, avant d'en prendre la direction en 1974. Secrétaire général de la rédaction du *Nouvel économiste* à partir de 1975, elle en deviendra rédactrice en chef adjoint (1981), rédactrice en chef déléguée (1987) et, en septembre 1991, rédactrice en chef. En janvier 1993, elle entre chez Pechiney comme directeur du cabinet de son président Jean Gandois (futur président du CNPF), où elle supervise la direction de la communication et le suivra à la présidence du CNPF, comme directeur de cabinet en 1995. Elle est nommée directrice déléguée de Fiat France en 1998. Depuis 2005, elle est conseil-

lère du président de Sequana capital, unique actionnaire du géant mondial de la papeterie et membre du conseil de surveillance du groupe *Les Journaux du Midi*. Elle est l'épouse de Philippe Lagayette, inspecteur général des Finances et membre du Siècle.

APPARU Benoist. Permanent politique, né le 24 novembre 1969 à Toulouse (Haute-Garonne). Il est le fils d'un journaliste nettement « droitier », Jean-Pierre Apparu, qui a publié, en 1979, chez Albin Michel, *La Droite aujourd'hui*, un recueil d'entretiens avec des personnalités de la droite nationale ou de la droite de conviction (Dominique Venner, Alain de Benoist, etc.). On y ressentait une nette empathie de l'auteur pour son sujet et plusieurs témoins se souviennent qu'il fréquentait, à Toulouse, les milieux nationalistes (FEN, Ordre nouveau, Grece). Le frère de Benoist, Thierry Apparu, lui aussi journaliste, est rédacteur en chef de la chaîne de télévision locale *Monaco-Info*. Benoist Apparu a effectué ses études à Paris. Titulaire d'un DESS de droit international des affaires (Paris I-Panthéon-Sorbonne), il débuta comme maître auxiliaire au lycée privé Charles de Foucault à Paris (1990-1994). Membre du RPR à partir de 1988, il devint l'année suivante délégué Jeunes du XVIIIe arrondissement de Paris, l'arrondissement où Alain Juppé faisait campagne pour les municipales, ainsi qu'assistant de Nourdine Cherkaoui, alors délégué général à la jeunesse du RPR. Assistant parlementaire (1994-2000) de Bruno Bourg-Broc, député RPR de la Marne, il fut nommé, par Alain Juppé, secrétaire national à la jeunesse du RPR (un poste occupé, en son temps, par Nicolas Sarközy) à partir de 1996, il passe l'année suivante aux universités à l'arrivée de Philippe Séguin. À noter que sa nomination lui permettra d'obtenir un logement social très privilégié de la RIVP au village Saint-Paul (Paris IVe). Il le conservera jusqu'en 2008 (depuis lors, ce célibataire habite dans le Marais), en pleine affaire Bolufer, ce directeur de cabinet de Christine Boutin renvoyé pour le même motif. « J'ai pris les devants. Je n'étais pas dans l'illégalité. À l'époque, lorsque j'en ai pris possession, expliquera-t-il au Parisien, j'avais un petit salaire, correspondant aux ressources exigées. Depuis, je suis devenu député pour la première fois en juin dernier, et mes revenus ont évolué. J'ai donc résilié le bail il y a trois semaines. » Pourtant quelques mois auparavant, il se scandalisait dans un entretien « des gens qui occupent en France des appartements sociaux depuis longtemps, alors que leurs revenus ne sont plus en rapport avec le loyer. » En 1999, il dirigera le groupe éducation de l'Association France moderne fondée par Alain Juppé et signera un *François Mitterrand* (puis, en 2009, avec Bruno Julliard, ancien président de l'Unef, *Faut-il plus de compétition à la Fac?*, chez Magnard). Devenu quelques mois consultant en communication institutionnelle chez Euro RSCG Corporate (janvier 2001-mai 2002), il devient, en parallèle, en 2001, maire-adjoint à la jeunesse et à la communication de Châlons-en-Champagne (la mairie de Bruno Bourg-Broc). Entre-temps, après la tempête de décembre 1999, il s'était impliqué dans la reconstruction du Moulin de Valmy, haut lieu de manifestations maçonniques, devenant le trésorier de l'association chargée de la reconstruction (il est toujours trésorier de l'Association pour la promotion du Moulin de Valmy). De 2003 à 2006, il sera également secrétaire de l'UMP dans la Marne, ainsi que, à partir de 2002, suppléant de Bruno Bourg-Broc (qui ne se représentera par en 2007). En 2002, il entre dans son premier cabinet ministériel, devenant chef de cabinet du ministre à l'Enseignement scolaire Xavier Darcos (jusqu'en 2004), qu'il suivra, au même poste, à la Coopération, au Développement et à la Francophonie (2004-2005). Chargé de la communication et des affaires politiques (2005-2006), puis directeur adjoint du cabinet du ministre à la Cohésion sociale Catherine Vautrin, il se présente, aux élections législatives de 2007, dans la 4e circonscription de la Marne. Étant l'un des premiers à utiliser à grande échelle le système des automates téléphoniques, il l'emporte, au second tour, avec 59 % des suffrages, face au socialiste Gérard Berthiot. Implantée dans le même département, Catherine Vautrin l'emporte dans la 2e circonscription. En 2009, ce jeune député devient secrétaire national de l'UMP, en charge de l'animation des débats et des communautés numériques. Député, il sera rapporteur du projet de loi sur l'université, puis de celui sur la réforme institutionnelle.

Il devient secrétaire d'État au Logement et à l'Urbanisme, auprès de Jean-Louis Borloo, le 23 juin 2009. En février 2011, il assure vouloir faciliter « la construction de mosquées » y compris avec l'aide de l'État, après modification de la loi de 1905. Il précise alors : « Même si c'est contraire à la loi de 1905, il faudra faire un aménagement, s'il le faut. » Brièvement ministre du Logement (février-mai 2012), il est réélu face au socialiste Rudy Namur (52,49 %). La même année, il devient professeur d'institutions politiques françaises à Sciences-Po Paris (au sein du campus euro-américain de Reims). Tête de liste aux municipales en mars 2014, il succède à son protecteur Bruno Bourg-Broc comme maire de Châlons, dans une triangulaire (46,5 %). Se revendiquant d'une « droite moderne, ouverte et généreuse », ce célibataire endurci a été l'un des deux députés UMP, avec l'ouvertement homosexuel Franck Riester, à voter en faveur du « mariage homosexuel ».

ARAUD Gérard. Ambassadeur, né le 20 février 1953 à Marseille 6e (Bouches-du-Rhône). Ce fils d'un directeur commercial est un ancien de l'École polytechnique, de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique ainsi que de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ena (promotion Henri-François d'Aguesseau, voie interne, 1980-1982). Ayant intégré le Quai d'Orsay, il a débuté comme second secrétaire d'ambassade en Israël en 1982. Passé (1984-1987) par le centre d'analyse et de prévision, il fut ensuite premier secrétaire à Washington (1987-1989), puis deuxième conseiller (1989-1991). Conseiller diplomatique du ministre de la Défense François Léotard (1993-1995), il se retrouve ensuite représentant permanent de la France auprès de l'Otan à Bruxelles (1995-2000). Considéré comme un proche des « néo-conservateurs » américains, il sera ambassadeur extraordinaire en Israël de 2003 à 2006, où il se fera remarquer par son alignement sur les thèses des faucons israéliens (« si on veut vraiment se réconcilier avec les Israéliens, il faut arrêter de leur parler des Palestiniens », soutien au Mur d'apartheid devant la Cour internationale de justice, lancement de l'Institut français de Tel Aviv, etc.) et les facilités accordées à Nicolas Sarközy lors de ses visites en Israël et de son homme lige Christian Estrosi. En 2006, il devient secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay, en charge des affaires politiques et de sécurité. En 2009, il devient représentant permanent de la France auprès du Conseil de sécurité et de l'ONU.

ARCHAMBAULT François. Directeur financier, né le 10 septembre 1938 à Tours (Indre-et-Loire). Fils du directeur général de *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, il en deviendra le secrétaire général (1965-1973), après ses études à Sciences-Po Paris, un doctorat de droit et des débuts à l'*Agence France Presse*. Militant du Parti républicain, il entre dans son conseil national en 1977 et, la même année, au service de presse de l'Élysée. Cofondateur des Clubs Perspectives et réalités, il est attaché à la direction générale de L'Oréal depuis 1982, en charge des relations financières depuis 1991. Depuis 2004, il est président d'honneur du Cercle de liaison des informateurs financiers en France et secrétaire général de la Fondation de la Résistance (depuis 1998). Il est également l'auteur de nombreux ouvrages sur la presse.

ARCHAMBAULT Pierre. Directeur de journal, né le 24 juin 1912 à Tours (Indre-et-Loire), décédé le 8 septembre 1988. Cet ancien de Libération-Nord a été durant des lustres directeur de *La Nouvelle République du Centre Ouest*. Personnalité connue de la presse, il a présidé, à partir de 1951, le puissant Syndicat national de la presse quotidienne et, dès 1971, la Confédération de la presse française.

ARENS Chantal. Née Dieval le 10 août 1953 à Laxou (Meurthe-et-Moselle), cette licenciée en droit et titulaire du CAPA a été nommée auditeur de justice en janvier 1977 à sa sortie de l'École nationale de la magistrature. Juge au TGI de Sarreguemines, puis de Metz (1980-1984), de Thionville et de Chartres, elle est promue vice-présidente du TGI de Versailles en 1989. Premier substitut au TGI de Paris (y dirigeant la section de la délinquance astucieuse de 1993 à 1999), elle obtient la présidence du TGI d'Evreux en 2002, puis de Nanterre en 2008. En 2010, elle est enfin nommée présidente du TGI de Paris. À quelques trimestres de la retraite, elle a bien entendu été cooptée pour les fonctions qu'elle occupe.

ARJUZON Antoine d'. Banquier, né le 12 septembre 1930 à Paris VIIIe. Fils du comte d'Arjuzon, associé d'agent de change, il a épousé Hélène de Warren. Passé par l'Institut des affaires de Fontainebleau, il a fait carrière dans la banque (Comptoir national d'escompte, Banque nationale de Paris, Banque nordique de commerce) avant de devenir président en 1986, de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale. Depuis sa retraite, il se consacre à des travaux littéraires.

ARNAULT Antoine. Dirigeant de société, né le 4 juin 1977 à Roubaix (Nord). Il est le fils d'Anne Dewavrin et du milliardaire Bernard Arnault (membre du Siècle) et le frère de Delphine Arnault (également membre du Siècle). Passé par l'École Gerson et le lycée La Rochefoucauld à Paris, il n'est diplômé que du modeste HEC Montréal (qui n'a strictement rien à voir avec HEC Paris). Il a complété sa formation par un coûteux MBA de l'Institut européen d'administration des affaires (Insead). Il a fondé et dirigé *Domainoo.com* (2000-2002). Il entre ensuite chez Louis Vuitton (contrôlé par LVMH, le groupe de son père) comme directeur du réseau province (2002-2005), puis en deviendra directeur de la communication (2007-2010). Depuis 2011, il occupe la fonction de directeur général de Berluti dont la société mère est également LVMH : « J'adore cette marque, j'ai trois paires de Berluti dans ma garde-robe » explique-t-il quand on lui demande « pourquoi Berluti ? » (*Challenges*, 2 décembre 2010).

ARNAULT Bernard. Président de société, né le 5 mars 1949 à Roubaix (Nord). Il est le fils d'un centralien qui dirigea à partir de 1959 l'entreprise de construction et de travaux publics Ferret-Savinel (dite Ferinel), fondée dans les années 20 par son beau-père Étienne Savinel. Bernard Arnault, polytechnicien (après avoir été reçu l'année précédente aux Mines), a donc rejoint l'entreprise familiale comme directeur général (1977) puis président (1978-1984), concentrant l'activité de l'entreprise sur la promotion immobilière. Il s'exilera en 1981 aux États-Unis, mais reviendra trois ans plus tard en France après l'échec de sa nouvelle filiale en Floride. En 1983, par l'intermédiaire d'un ami, Haut fonctionnaire du Ciri (restructurations industrielles), il est mis secrètement en rapport avec les frères Willot, qui sont vendeurs des derniers restes de l'empire Boussac (15 000 salariés, 400 millions de F de pertes). Son propre groupe réalise alors au maximum 1 milliard de F de chiffre d'affaires annuel et ne compte que 600 salariés. En 1984, il obtient, à la stupéfaction générale et au nez et à la barbe des grands industriels du textile (notamment Maurice Bidermann), le contrôle de l'empire Boussac avec l'appui de Pierre Mauroy puis de Laurent Fabius, les ayant assurés qu'il préservera l'emploi si des subventions lui sont accordées. Par le biais d'Antoine Bernheim (l'associé-gérant le plus influent de Lazard, qui ne cessera jamais de le soutenir, à qui il a été présenté par François Polge de Combret) et du Crédit lyonnais, des crédits lui sont généreusement accordés, ce qui n'empêchera pas ce « raider bcbg » de mener une politique de restructurations à la hache : licenciement de la moitié des salariés, suppression des branches aux activités non ou peu rentables. Sur les derniers restes (Dior, plus de 100 000 m² de locaux à Paris, 5 000 logements ou appartements, le château de Mivoisin et ses 5 000 ha de terres, des villas à Deauville, etc.), il va construire en une douzaine d'années le premier empire de luxe mondial, sa technique financière lui permettant de dégager d'importantes liquidités et de donner l'impression d'activité intense, ce qui lui facilitera le montage de nouveaux coups. En 1989, il se fait un trésor de guerre à partir du Bon Marché, et s'attaque au groupe de luxe Louis Vuitton-Moët-Hennessy, et en particulier à son président Henry Racamier, qui représente la famille Vuitton (et qui commettra l'erreur de faire venir Bernard Arnault pour résister à l'offensive de Guiness). Suite à une campagne très dure et grâce à ses relations financières (Guiness apportera pratiquement la moitié des fonds) et politiques (Michel Rocard est un grand ami de son directeur Jean Dromer, ancien PDG de l'UAP), il acquiert 12 % de LVMH grâce aux bons soins de la banque Lazard et en devient président. Aujourd'hui LVMH se situe vers le cinquantième rang des entreprises françaises, avec un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs, dont 83 % à l'étranger, et elle est la deuxième capitalisation boursière après Elf

(4 milliards de F de profit en 1995). Par le biais d'un système de sociétés en cascades, il contrôle avec moins de 2 % des actions la majorité au sein de son groupe, qui est propriétaire, entre autres, de Christian Lacroix (haute couture), Dior, Guerlain, Fred Joaillier, Kenzo, Franck & Fils, le Bon Marché, Givenchy, Céline, Veuve Clicquot Ponsardin, Moët et Chandon, Lanson et Pommery, etc. Il a contrôlé le quotidien économique *La Tribune Desfossés* qu'il vient de revendre pour acquérir l'autre grand quotidien économique *Les Echos*. « Arnault est devenu le symbole de la suprématie de la finance sur l'industrie dans les années 80 » (*L'Evénement du jeudi*, 19 décembre 1991). Présent à la fameuse soirée du *Fouquet's*, le soir de la victoire de Nicolas Sarközy, en 2007, il figure parmi les dix premières fortunes françaises.

ARNAULT Delphine. Née le 4 avril 1975, elle est la fille du milliardaire (environ 20 milliards officiels) Bernard Arnault, propriétaire du groupe mondial de luxe LVMH, évidemment membre du Siècle, et de la première épouse de ce dernier, Anne Dewavrin, elle-même riche héritière, remariée depuis lors à Patrice de Maistre, gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, première fortune de France. Détenant 7,5 % de LVMH depuis 2002, elle est l'une des Françaises les plus riches, sa fortune étant estimée en 2010 à 3,9 milliards d'euros. Elle a épousé le 24 septembre 2005 Alessandro Vallarino Gancia, un richissime Italien dont la famille a fait fortune dans le vin. La messe fut célébrée dans la cathédrale Saint-Jean-Baptiste de Bazas (classée merveille mondiale de par l'Unesco) ; ayant nécessité 700 heures de travail en atelier et 600 heures de brodage, sa robe était dessinée par John Galiano, alors vedette de Dior (et licencié depuis pour national-socialisme) ; les festivités se déroulèrent au château d'Yquem, sans doute le domaine viticole français le plus célèbre. Étaient notamment de cette sauterie les plus grands noms de la politique française et du monde des affaires : Bernadette Chirac, Karl Lagerfeld, Thierry Breton, Nicolas Sarközy, Jean-François Copé, Claude Bébéar, Jean-René Fourtou, Ernest-Antoine Seillière, Henri Lachmann, Serge Dassault, Albert Frère, Michel Pébereau, Renaud Dutreil, Glenda Bailey (directrice de Harper's Bazaar), etc. Ce mariage, véritable événement de l'année pour l'hyper classe mondialisée, fit évidemment la « une » des gazettes *people* (16 pages dans *Paris Match*) mais son divorce, en 2010, a été beaucoup plus discret (il n'a été rapporté par aucun média). Elle est désormais proche d'un milliardaire français ayant fait fortune dans la téléphonie et l'internet. Diplômée de l'EDHEC (Lille) et la London School of Economics, temple des Fabiens, elle a débuté au cabinet de conseil en stratégie McKinsey & Company à Paris, avant d'intégrer le groupe familial dès 2000, se faisant les dents sur des marques comme John Galiano et Loewe. Fuyant la presse (elle n'a pratiquement jamais accordé d'entretien), cette femme de l'ombre a refusé, à la différence de son frère, Antoine Arnault, de figurer au *Who's Who* et n'a pas de notice sur Wikipédia France. Entrée au comité de direction de Christian Dior en 2001, en charge de la stratégie produits, elle est devenue administratrice de LVMH dès 2003 (en remplacement de Jean Peyrelevade), puis de Moët-Hennessy, de *M6* et est associée gérant de la Société de gestion de patrimoine. C'est sans doute elle qui prendra la succession de son père.

ARNOULT Éric. Membre du Conseil d'État et écrivain sous le pseudonyme d'Erik Orsenna, né le 22 mars 1947 à Paris XVIe. Issu d'un milieu nationaliste (à l'exception de ses deux parents), ce docteur en sciences économiques a été maître de conférences à Sciences-Po (1975-1980), à l'École normale supérieure (1977-1981), ainsi que maître-assistant à Paris I (1978-1981). Membre du PSU dès ses dix-neuf ans, il rejoint le Parti socialiste en 1969, où il compte de nombreux amis, notamment Jacques Attali. Membre du groupe des écrivains soutenant François Mitterrand, il sera nommé conseiller technique au cabinet du ministre de la Coopération et du Développement, Jean-Pierre Cot, en 1981, puis conservera le même poste avec son successeur, Christian Nucci. Appelé à l'Élysée, en 1985, comme chargé de mission, il sera l'un des principaux nègres (voire le principal) de François Mitterrand. Il rapportera cette expérience, sous une forme grinçante et désabusée, dans *Grand Amour* (1993). Maître des requêtes au Conseil

d'État depuis 1986, il rejoint le cabinet du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas en 1990, afin de traiter de son sujet de prédilection, les relations Nord-Sud. De sensibilité tiers-mondiste, il est l'auteur du célèbre discours de Mitterrand à La Baule en 1990, où ce dernier lia aide au développement et démocratie. Ce membre de l'Académie française depuis 998 a publié de nombreux romans et essais, obtenant notamment le prix Roger Nimier (1977) et le prix Goncourt, en 1988, pour *L'Exposition coloniale*.

ARPAILLANGE Pierre. Magistrat, né le 13 mars 1924 à Carlux (Dordogne). Fils d'un instituteur socialiste, il entre dans la magistrature après sa licence en droit. En 1949, il est juge suppléant à Orléans, puis à Meaux, Versailles et Paris. En 1959, il sera le secrétaire de la commission sur la torture en Algérie. Ses conclusions seront hostiles à l'armée française, mais favorables à De Gaulle. Sa carrière s'accélère alors : secrétaire général du parquet de la cour d'appel de Paris et de la Cour de cassation (1962), conseiller technique du garde des Sceaux Jean Foyer (1965) et auprès de son successeur Louis Joxe (ainsi que directeur de cabinet d'un autre ministre de la Justice, Jean Taittinger, en 1973-1974). En 1968, il avertit Georges Pompidou de la machination (affaire Markovitch) qui se trame contre lui. Georges Pompidou lui en sera reconnaissant et le fera nommer directeur des affaires criminelles et des grâces (1968-1974), l'un des postes les plus recherchés de la Chancellerie. Dès cette époque, il met en œuvre une politique proche de celle préconisée par le très gauchisant Syndicat de la magistrature (sursis multiples, permissions de sorties, augmentation des pouvoirs des juges d'application des peines, etc.). Il a d'ailleurs pour collaborateur privilégié, à partir de 1971, l'un des piliers de ce syndicat, Louis Joinet. Après la parution de son rapport sur la délinquance en col blanc et l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, il est exilé à la Cour de cassation, comme conseiller de 1974 à 1981. Il y sera un opposant farouche à la loi Sécurité Liberté d'Alain Peyrefitte, et *Le Monde* accueillera toutes ses chroniques hostiles au pouvoir. Il sera pourtant directeur de la campagne présidentielle de la très droitière Marie-France Garaud en 1981, car elle est susceptible de diminuer le score de Valéry Giscard d'Estaing. Sans surprise, il appelle au second tour à voter en faveur de François Mitterrand. Robert Badinter, le nouveau ministre de la Justice, le propulse alors procureur général près la Cour d'appel de Paris, puis en 1984 procureur général près la Cour de cassation. Garde des Sceaux du gouvernement de Michel Rocard en 1988, il fait une nouvelle fois la part belle au Syndicat de la magistrature (sept magistrats de son cabinet sur huit en font partie ainsi que tous les directeurs d'administration centrale sauf un, inscrit cependant au PS). De 1990 à 1993, il a présidé la Cour des Comptes.

ARRIGHI DE CASANOVA Émile. Universitaire, né le 21 octobre 1920 à Bastia (Corse), décédé le 18 avril 2004. Docteur en droit, il fut chargé de conférences à Aix en 1942, avant d'enseigner à Paris de 1947 à 1951. Chef de cabinet de divers ministres de la IV[e] République, il a effectué une partie de sa carrière à l'Industrie : directeur du commerce extérieur (1951-1959) puis directeur de *L'Expansion* industrielle (jusqu'en 1965), avant de s'occuper de la Chambre de commerce de Paris (1965-1977). Il fut notamment PDG de la Société d'exploitation du Palais des congrès ainsi que président de la Semmaris (marché d'intérêt national de Rungis). Conseiller d'État en service extraordinaire (1976-1979), il occupe la présidence du Comité économique et social de la Corse de 1974 à 1983 et fut vice-président du Groupement national des hypermarchés de 1989 à 1991.

ARTHUIS Jean. Expert-comptable, né le 7 octobre 1944 à Saint-Martin-du-Bois (Maine-et-Loire). Diplômé de l'IEP de Paris et major de l'École supérieure de commerce de Nantes, il a fondé un important cabinet d'expertise-comptable implanté à Paris, Laval et Château-Gontier, ville où il crée, en 1969, la Jeune chambre économique. Entré en 1967 au Centre démocrate, il se fait élire maire en 1971 (il a été constamment réélu jusqu'en 2001, sous l'étiquette centriste, puis CDS et Force démocrate). Conseiller général de cette commune à partir de 1976, ce catholique pratiquant est devenu en 1982 vice-président et

en 1992 président du conseil général de la Mayenne. En 1983, il a été élu sénateur Union centriste, fonction qu'il a abandonnée en 1986 pour devenir secrétaire d'État aux Affaires sociales (1986-1987), puis à la Consommation et à la Concurrence (1987-1988). Secrétaire général adjoint du CDS dès 1984, hostile à toute alliance avec le FN, il a été réélu sénateur en 1988 ainsi qu'en 1992 (il sera rapporteur du Budget au Sénat jusqu'en 1995). Jacques Chirac fait de cet adversaire de Raymond Barre son ministre du Développement économique et du Plan. Quelques mois plus tard, il remplace Alain Madelin, démissionnaire, comme ministre de l'Économie, des Finances et du Plan. À son poste il sera l'artisan des privatisations ratées du Crédit industriel et commercial et de Thomson SA, et tentera de liquider le Crédit foncier de France. Suite à la dissolution malheureuse des Assemblées en 1997, il retrouve son poste de sénateur. Réélu en 2001, il préside la commission des finances. Il est toujours président du conseil général de la Mayenne et a quitté, non sans fracas, en 2008, le Modem de François Bayrou suite à des divergences de vues. Son épouse dirige son cabinet d'expertise comptable et de commissaire aux comptes.

ARTUS Patrick. Directeur de banque et économiste, né le 14 octobre 1951 à Lille (Nord). Ce fils d'ingénieur, qui a épousé une cadre de banque, Annette Pujol, est passé par le lycée Louis-le-Grand avant d'intégrer l'École polytechnique. Également diplômé de Sciences-Po Paris et de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensae), il débuta comme administrateur à l'INSEE en 1975, sous la direction d'Edmond Malinvaud. Économiste à l'Organisation de coopération et de développement économique de 1980 à 1982, il fut ensuite directeur des études de l'Ensae jusqu'en 1985 puis conseiller économique à la Banque de France (1985-1988). Il accéda alors, sur demande de Robert Lion, au poste prestigieux de directeur des études économiques et financières de la Caisse des dépôts et consignations, un poste qu'il devait en fait pratiquement créer de toutes pièces. Dans le même temps, il est maître de conférences puis professeur de diverses universités étrangères ou parisiennes (il enseigne depuis 1996 à l'École polytechnique et à Paris I-Panthéon-Sorbonne). Auteur de nombreux ouvrages et articles de macro économie et de finance, il siège également au Conseil d'analyse économique rattaché au Premier ministre et fut désigné « économiste de l'année » par *Le Nouvel économiste* en 1996. S'étant imposé comme « l'un des chefs de file d'une nouvelle génération d'économistes techniciens qui mettent leur savoir au service de la finance » (*Haute Finance*, hiver 1991), il est régulièrement consulté par les principaux responsables économiques ou politiques, de droite comme de gauche et l'un des rares économistes français actif dans les cercles financiers internationaux (largement dominé par les Anglo-Saxons). Patrick Artus a cessé de fréquenter Le Siècle au bout de quelques mois : « Je suis allé deux ou trois fois aux dîners du Siècle. On s'y ennuie copieusement. Et je préfère écouter un opéra avec ma femme en buvant un verre de bon vin (*Le Point*, 22 mai 2008). »

ARVIS Jean. Assureur, né le 3 décembre 1935 à Thorigny (Seine-et-Marne). Ancien de Sciences-Po et de l'École Centrale, il a travaillé aux assurances Aigle et Le Soleil avant d'entrer au Groupe des assurances nationales, dont il sera secrétaire général (1968) et directeur général (1979-1986). Directeur général du groupe Victoire durant quatre ans, il en devient PDG en 1990. Il est contraint de laisser son poste au profit de Gérard Worms (président de Suez, principal actionnaire de Victoire avec l'UAP) en septembre 1992. Il fut par ailleurs PDG d'Abeille-Paix (1986-1990) et administrateur de Sofinco, de la Société foncière lyonnaise, de la Compagnie industrielle, etc.

ASARO BIONDO Carlo D'. Directeur de société, né le 14 avril 1965 à Rome (Italie). Il est le fils de Marco D'Asaro Biondo, administrateur de société et de Géraldine de La Chapelle (petite-fille de Guy de La Chapelle, saint-cyrien d'Action française qui démissionna de l'Armée au moment de la séparation de l'Église et de l'État). Ce Franco-Italien a fait toutes ses études à Rome où il a suivi son cursus scolaire au lycée français Chateaubriand (1970-1983). Il est diplômé en économie et en commerce de l'université la Sapienza (1984-1988) et de la Bocconi (Milan). Il débute sa carrière comme consultant en organisa-

tion d'entreprise chez Macfin Management Consultants (1989-1995), puis intègre le groupe de service d'audit et de conseil KPMG, comme directeur du département Télécom média en Italie (1995-1998), groupe dont il deviendra directeur général pour la France (1998-2001). Il rejoint ensuite Unisys comme vice-président et directeur général de la communication et des activités médias (2001-2004). Il intègre ensuite AOL Europe comme senior vice-président (en charge des télécommunications). Au bout de quelques mois, il sera nommé directeur général d'AOL France (2004-2006), puis président d'AOL Europe. En 2007, il passe chez Lagardère Active Media comme directeur général des opérations internationales avant de poursuivre par Google en 2009. Depuis septembre 2009, il est vice-président de Google en Europe du Sud et de l'Est, au Moyen-Orient et en Afrique. Son épouse, Nathalie D'Asaro Biondo (avec qui il a eu trois enfants Céline, Domitilla et Edoardo) est directrice commerciale du Groupe Revlon.

ASSOULINE Pierre. Journaliste et écrivain, né le 17 avril 1953 à Casablanca (Maroc). Fils de Marcel Assouline, directeur de société (et membre des FFL), et de Monique Zerbib, il a épousé Angela Yagdaroff, dont il a eu deux enfants. « Je me tiens, écrit-il dans *Le Fleuve Combelle*, dans une position inconfortable à équidistance entre antisémites et judéocentristes [...] Les seconds m'exaspèrent par leur étroitesse d'esprit, leur paranoïa, leur angoisse. Ils ne sont vraiment pas ma famille d'esprit, mais ils sont ma famille. Je ne désespère pas de les rallier un jour, ne fût-ce qu'en partie, à une vision du monde non exclusive de l'identité juive. Mais pour l'instant, il me faut reconnaître que j'ai lamentablement échoué. » Passé par l'école Eugène Delacroix de Casablanca, le cours Fidès et le lycée Janson de Sailly de Paris, il a étudié aux Langues O et à Paris X-Nanterre. Journaliste à Asa Presse, Foto *Libération* et APEI, il a œuvré au service étranger du *Quotidien de Paris* (1976-1978) puis à *France-Soir* (1979-1983), tout en enseignant au Centre de formation des journalistes (1979-1984). Conseiller littéraire de Balland (1984-1986), ce journaliste d'une rare indépendance (il n'a jamais hésité à dénoncer le terrorisme intellectuel de la gauche bien-pensante et a toujours défendu Louis-Ferdinand Céline) collabore régulièrement à de multiples magazines radio (Première édition sur *France-Culture*, *Les Livres ont la parole* sur *RTL*) et publications, comme *L'Histoire*. Entré à la rédaction du mensuel *Lire* en 1985, il en a été directeur de la rédaction de 1993 à 2003. Il a signé de multiples ouvrages, se spécialisant peu à peu dans la biographie historique (avec une fascination certaine pour l'Occupation), avec *De nos envoyés spéciaux* (avec Philippe Dampenon, 1977), *Lourdes, histoires d'eau* (ouvrage violemment anticlérical paru chez Alain Moreau, 1980), *Les Nouveaux convertis, Enquête sur des chrétiens, des juifs et des musulmans pas comme les autres* (1982), *Monsieur Dassault* (1983), *Gaston Gallimard* (1984), *L'Épuration des intellectuels* (1985), *Une éminence grise* (1986, consacré à Jean Jardin, conseiller de Pierre Laval ou d'Antoine Pinay), *L'Homme de l'art, D.H. Kahnwweiler* (1987), *Le Flâneur de la Rive gauche* (entretiens avec Antoine Blondin, 1988), *Singulièrement libre* (entretiens avec Raoul Girardet, ancien chef de la propagande de l'OAS-Métro, 1990), *Simenon* (1992), *Hergé* (1996), *Le Fleuve Combelle* (1997, sur Lucien Combelle, directeur de La Révolution nationale, dont il fut l'ami durant une quinzaine d'années), *Le Dernier des Camondo* (1997), *La Cliente* (1998), prix 1999 de la WIZO, association européenne des femmes sionistes, *Henri Cartier-Bresson, l'œil du siècle* (1999), *Lutetia* (2005), *Rosebud, éclats de biographies* (2006), etc. Il est lauréat du prix européen de la WIZO (femmes sionistes).

ASTOUX André. Ingénieur, né le 27 avril 1919 à Cannes (Alpes-Maritimes), décédé en 1990. Ancien de l'École navale, ce résistant est après la guerre un responsable du Rassemblement du peuple français, chargé de mission auprès de De Gaulle de 1949 à 1955. Artisan de son retour au pouvoir en 1958, il fut le correspondant en métropole du Comité de salut public d'Alger. Il rejoint le groupe automobile Simca en 1956 et deviendra directeur général adjoint de l'*ORTF* en 1964. Bien que fidèle au pouvoir gaulliste, il se retrouve en conflit avec lui en 1968 (il a retracé cet épisode dans *Ondes de choc*), et partira pour la direction générale du Centre national de la cinématographie française, prenant position contre la censure envers les mineurs. Il développe l'aide au cinéma, en liaison avec le ministre de la Culture Jacques Duhamel. En conflit avec Maurice Druon, il démissionne en 1973. Délégué général de la Fédération des syndicats patronaux et des industries graphiques, il sera conseiller technique au cabinet de Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

ATGER Philippe. Journaliste, né le 29 août 1928 à Anduze (Gard). Licencié en droit et ancien de Sciences-Po, il fut chargé de mission puis chef adjoint du cabinet d'Édouard Bonnefous (Commerce, 1952, PTT, 1955), chargé de mission de Maurice Faure (Affaires étrangères, 1956) et de Jean Masson (Économie, 1957), chef de cabinet de François Missoffe (Commerce extérieur, Rapatriés, 1961-1964), chargé de mission auprès de Christian Fouchet (Éducation nationale, 1964-1966), chef de cabinet de François Missoffe (Jeunesse et Sport, 1966-1968) puis de Philippe Dechartre (Équipement, Travail, 1969-1972). Ce gaulliste collabora à divers journaux ainsi qu'à *La Nation* et fut membre de la *Société générale de presse* (1958-1960). Il était, à la fin des années 70, délégué général du Centre d'information et de documentation jeunesse et président des Maisons internationales des jeunes.

ATTALI Bernard. Président de société, né le 1er novembre 1943 à Alger (Algérie). « Son frère est un homme d'influence. Lui se veut un homme de pouvoir » (*Passages*, *Les Cent juifs qui comptent*, février 1989). Ce fils d'un riche parfumeur (proche du PC puis de la SFIO) est entré après l'Ena (1968) comme auditeur à la Cour des comptes. De 1972 à 1974, il dirigera le cabinet de René Montjoie, commissaire général au Plan, puis sera, de 1974 à 1980, le responsable des questions financières à la Datar. Directeur financier du Club Méditerranée de 1980 à 1981, il est alors promu par Michel Rocard délégué général à l'aménagement du territoire et à l'action régionale avant de présider de 1984 à 1986 le Groupe des assurances nationales (où il sera remplacé par le très chiraquien Jacques Friedmann). Sous sa présidence, le GAN rachètera les banques du CIC à Suez (il rêvait alors de monter le premier réseau de « bancassurance »). Devenu conseiller pour les affaires européennes du groupe britannique Commercial Union Assurances (ainsi que président du conseil de surveillance de ses filiales Épargne de France et Commercial union IARD, et PDG de la Financière Saint-Georges), il prend la tête d'Air France, en 1988, au retour de la gauche. La compagnie aérienne, sous sa houlette, absorbera Air Inter, UTA (racheté 7 milliards de F juste avant la crise) et la Sabena. À la fin de 1993, quelques mois après la victoire de la droite parlementaire aux élections législatives, il doit démissionner d'Air France, à la suite de la multiplication des conflits sociaux et de déficits très importants (il en tirera *Les Guerres du ciel*, Fayard, 1994). Il est aussitôt remplacé par Christian Blanc, qui doit assurer ses fautes de gestion (dénoncée dans un rapport de la Cour des comptes) : minoration des pertes (les seules pertes d'Air France en 1993 ont représenté près de la moitié du déficit de l'ensemble des compagnies internationales de la planète), vente d'actifs en leasing, etc. Il rejoint alors la présidence du conseil de surveillance de la petite banque d'affaires Arjil (groupe Lagardère), ce qui provoquera la démission de Christian Giacomotto. En décembre 2000, il réintègre la Cour des comptes. En octobre 2002, il devient président du directoire de l'Agence régionale du développement de l'Ile-de-France (jusqu'en 2004). De 2003 à 2004, on le retrouve country advisor au sein de Texas Pacific Group pour ses activités d'investissement en France. Il anime aussi la Chambre de commerce franco-israélienne. Il est le frère jumeau de Jacques Attali.

ATTALI Jacques. Membre du Conseil d'État, né le 1er novembre 1943 à Alger (Algérie). Militant dès 1967 à la SFIO, où l'a entraîné Jean-Pierre Chevènement, il est sorti major de sa promotion à l'École polytechnique. Ingénieur des mines, docteur d'État en sciences économiques, il intègre aussi l'Ena (1970) et effectue son stage comme directeur de cabinet du préfet de la Nièvre. C'est là qu'il rencontre et séduit François Mitterrand. Ayant choisi le Conseil d'État, il collabore à la section économique du Parti socialiste avant de devenir l'un des proches du futur président (il rédigera son programme économique en 1974). En mai 1981, il devient son conseiller spécial, disposant d'un bureau par lequel tout

visiteur du président devait passer. Il sera sans doute son plus proche collaborateur, le voyant pratiquement tous les jours jusqu'en 1991, exerçant notamment les fonctions de « sherpa » (conseiller préparant les grands sommets internationaux, comme le Sommet de Versailles ou les G7). Il en tirera une véritable chronique du règne de François Mitterrand, remplie d'indiscrétions (*Verbatim*, trois volumes). Auteur d'un ouvrage stratégique sur le banquier Warburg, ce membre du groupe de Bilderberg choisit alors la banque pour appliquer ses idées et deviendra le premier président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (au capital de 70 milliards de francs), chargée de financer des opérations économiques dans les pays de l'ex-bloc communiste. Il devra quitter cette présidence en 1993, les dépenses du siège étant apparues excessives pour des résultats jugés médiocres. C'est alors qu'il fonde PlaNet Finance, une ONG de solidarité internationale. Nicolas Sarközy lui a confié la responsabilité d'un rapport ayant pour but de « libérer la croissance » qui a fait grand bruit. Très introduit dans le milieu intellectuel et du spectacle parisien (ami de Coluche par exemple), ce partisan d'un « nomadisme universel » est l'auteur de nombreux essais brillants, tirés largement des multiples lectures de leur auteur et souvent émaillés de citations sans guillemets ni références. Comme son frère, il siège au Fonds social juif unifié et a animé le Mouvement pour la liberté du commerce (contre le boycott arabe des sociétés commerçant avec Israël).

AUBERGER Bernard. Inspecteur général honoraire des Finances, né le 5 décembre 1937 à Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Cumulant Sciences-Po, les Mines et l'Ena, il sortira de cette dernière, inspecteur des finances en 1967. Chargé d'études au ministère de l'Économie, il part en 1970 aux États-Unis comme attaché financier à l'ambassade de France à Washington. Après avoir été le directeur de cabinet du secrétaire d'État au Budget, Henri Torres, en 1974, il prend la direction de la production et des échanges à l'Agriculture (1975-1980), où il se lie d'amitié avec François Guillaume, patron de la FNSEA et futur secrétaire d'État. Son expérience bancaire le conduit à la Société générale (1980-1986), où il sera chargé de mission, puis promu directeur du réseau France, avant de passer à la Caisse nationale du Crédit agricole. Désigné à ce poste de confiance par Jacques Chirac, en remplacement du socialiste Jean-Paul Huchon, il sera limogé au retour de la gauche en 1988. Président, de 1987 à 1989, de l'Association française des établissements de crédit, il devient conseiller du président de Paluel-Marmont en 1990. Vice-président du Crédit du Nord depuis 1993, puis PDG (ainsi que président de Cortal, président de la Compagnie de placement et de prévoyance, membre du directoire de la Compagnie bancaire), il préside également l'Opéra-comique (salle Favart) de 1994 à 2001. Ancien président de la Banque Directe (1994-2001), il est aussi juge au tribunal de commerce de Paris. Son frère, Philippe Auberger, a été député-maire RPR de Joigny, ainsi que secrétaire national à la politique économique du RPR.

AUBERGER Philippe. Inspecteur des Finances, né le 15 décembre 1941 à Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Fils d'un ingénieur de Gaz de France qui milita au Centre démocrate, ce polytechnicien a choisi l'Inspection des finances à sa sortie de l'Ena. Il sera, en 1972, rapporteur général du Conseil des impôts, avant de devenir en 1974 conseiller technique puis chargé de mission (jusqu'en août 1976) du Premier ministre RPR, Jacques Chirac. En 1976, il devient délégué régional du RPR, puis maire de Joigny en 1977 (jusqu'en 2008). De 1982 à 2001, il sera vice-président du conseil général de l'Yonne et député de 1986 à 2007. Il est nommé, en 1993, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale mais s'en verra relevé, en 1995, pour s'être montré trop critique vis-à-vis de la politique du Premier ministre, Alain Juppé. Il s'opposera au Pacs et soutiendra Édouard Balladur en 1995. Devenu avocat d'affaires (cabinet August & Debouzy) il sera de 2002 à 2007, président du conseil de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations et maître de conférences à l'IEP de Paris depuis 1971.

AUBERT François d'. Membre de la Cour des comptes, né le 31 octobre 1943 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Ancien de Sciences-Po, d'HEC et de l'Ena (dont il manqua de se faire exclure), ce fils

d'un exploitant agricole est entré à la Cour des comptes en 1971. Membre du cabinet du secrétaire d'État aux Immigrés Paul Dijoud (1974), du ministre de l'Équipement Robert Galley (1975), puis du Premier ministre Raymond Barre (1977-1981), il a rejoint l'UDF en 1978, après un premier échec politique en 1977 comme candidat sans étiquette. Élu député de la Mayenne en 1978, sa carrière n'a vraiment pris son essor que dans l'opposition (toujours réélu comme député et conseiller général). Ce barriste figurera au nombre des trois députés qui seront sanctionnés pour avoir mis en cause l'attitude de François Mitterrand sous l'Occupation, en février 1984. Membre du bureau politique du Parti républicain jusqu'en 1988, il sera l'un des principaux responsables de la politique audiovisuelle (privatisation de *TF1* et d'Havas, adversaire de *Canal +* et de *La Cinq*, etc.). Hostile au traité de Maastricht, il est devenu l'un des spécialistes des enquêtes sur la corruption en France, publiant notamment *L'Argent sale* (où il a mis en lumière les incroyables compromissions du Crédit lyonnais, en particulier avec le mafieux italien Giancarlo Paretti). Il a été, de 2004 à 2005, ministre délégué à la Recherche et a été nommé ambassadeur, haut représentant pour la réalisation en France du projet ITER. Maire de Laval de 1995 à 2004, il sera battu aux élections législatives de 2007 par le jeune socialiste Guillaume Garot, qui s'empare également de la mairie en 2008.

AUBERT Jean-Pierre. Banquier, né le 11 septembre 1942 à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence). Fils du sénateur socialiste Émile Aubert, cofondateur avec François Mitterrand de la Ligue pour le combat républicain, il appartient au comité directeur du PS et sera un proche de François Mitterrand. Titulaire d'un DES de sciences politiques et de droit public, ce docteur en droit, passé par l'IEP, est entré en 1970 à l'Agence générale de presse, une société de courtage financier. Il en sera l'administrateur puis le directeur général en 1979. Propulsé à la tête de la banque La Hénin en 1982, il en sera successivement commissaire du gouvernement (aux appointements de 500 000 F par an), PDG (1982-1984) et président (1984-1987). Administrateur de Paribas (1984-1987) et président d'honneur du Crédit d'équipement des PME (1987), il a été nommé à la direction du Crédit industriel et commercial par Michel Rocard en 1988 (ainsi que de l'Union européenne) et l'est demeuré après le retour de la droite parlementaire au pouvoir, aussi bien sous Édouard Balladur qu'Alain Juppé, jusqu'en mars 1996. Remplacé à cette date par Bernard Yoncourt, il a pris en avril la présidence de la Banque de la Cité, filiale de la BNP, spécialisée dans le financement des galeries d'art et du cinéma. Administrateur de la Société générale (1989), il est conseiller d'État depuis 1987, ancien membre du Conseil économique et social, maire socialiste (puis sans étiquette depuis 1994) de Jausiers (Alpes-de-Haute-Provence) et trésorier de la Fondation François Mitterrand. On le retrouve également PDG du Consortium de réalisation (CDR) et administrateur d'Air France depuis 2001.

AUBRY Martine (né DELORS, épouse BROCHEN divorcée et dite). Membre du Conseil d'État, née le 8 août 1950 à Paris. Fille de l'ancien ministre de l'Économie et des Finances, Jacques Delors, qui fut également président de la Commission européenne. Elle fut longtemps considérée comme l'un des plus sûrs espoirs de la gauche française. Cette ancienne élève de l'Ena (et précoce militante à la CFDT) a été mariée à Xavier Aubry, père de sa fille unique, commissaire aux comptes chez Price Waterhouse, dont elle divorcera, pour épouser, en 2004, un avocat, ancien bâtonnier du barreau de Lille, Jean-Louis Brochen, et maire adjoint à la culture à Lille. Militante socialiste de sensibilité catholique de gauche, elle est entrée, par choix, au ministère du Travail en 1975, assurant la direction des relations du travail (1975-1980). Rapporteur au Conseil d'État en 1980-1981, elle devient, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, directeur adjoint du cabinet du ministre du Travail Jean Auroux. Elle est considérée comme le principal rédacteur des « lois Auroux », où on retrouve une forte imprégnation des thèses de la CFDT et de la « deuxième gauche ». On lui doit notamment cette phrase : « Dans deux ans, grâce à nous, les trois-quarts des Français seront syndiqués (...) Nous devons faire le bonheur des Français malgré eux. » Par la suite, elle connaîtra une carrière fulgurante : chargée de mission du ministre des Affaires sociales et

de la Solidarité nationale de Pierre Bérégovoy (1982-1984), directeur des relations du travail au ministère de l'Emploi (1985-1987), poste qu'elle conservera au retour de la droite grâce à l'appui d'Yvon Chotard, vice-président du CNPF. Directeur adjoint de Pechiney (1989-1991), dirigé par Jean Gandois, elle y traite des affaires sociales et supervise le département du nucléaire. Ministre du Travail et de l'Emploi d'Edith Cresson (1991) puis auprès de Pierre Bérégovoy, elle crée, peu après son départ du gouvernement, la Fondation Agir contre l'exclusion, qui regroupe parmi ses bienfaiteurs, douze grands patrons (Axa, BSN, Darty, Club Méditerranée, Lyonnaise des Eaux, Renault, etc.) qui assurent l'essentiel du budget de fonctionnement (environ 3 millions de F par an). Ne s'étant pas présentée aux élections législatives de 1993, elle se présente en 1995 aux élections municipales sur la liste de Pierre Mauroy à Lille dont elle devient le premier adjoint. Élue député de la 5e circonscription du Nord en 1997, elle entre au gouvernement de Lionel Jospin comme ministre du Travail et de l'Emploi et sera à l'origine de la loi sur les 35 heures. En 2001, elle sera élue difficilement maire de Lille et sera battue aux élections législatives de 2002 par un quasi inconnu UMP Sébastien Huyghe. Elle ne se présente pas aux élections législatives de 2007 faute d'avoir trouvé une circonscription, mais elle sera largement réélue maire de Lille en 2008 avec 66,56 % des voix. En septembre 2008, elle fait un grand retour au sein du PS lors des universités d'été de La Rochelle et s'empare peu après du Parti socialiste, l'emportant, dans des conditions contestées, sur Ségolène Royal.

AUDIER Agnès (épouse CHARPY, née et dite). Directeur de société, née le 3 novembre 1964 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Elle est la fille d'Henri Audier, directeur de recherches au CNRS, et de Florence Vogel, économiste. Elle a épousé Christian Charpy, magistrat à la Cour des comptes et actuel président de Pôle Emploi (fusion de l'ANPE et des Assedic). Passée par l'École normale supérieure, l'École nationale supérieure des mines de Paris, les universités Paris VI Pierre et Marie Curie et Paris XI Orsay, cet ingénieur du corps des mines, également diplômée de Sciences Po Paris, est aussi agrégée de sciences physiques, titulaire d'une maîtrise et d'un DEA de chimie. Ayant débuté comme ingénieur de production chez Elf-Atochem (1988-1989), elle bifurqua rapidement comme analyste au département fusions et acquisitions à la Compagnie financière de Rothschild (1989-1990). Elle fut par la suite chargée de mission du préfet socialiste de la région Ile-de-France Christian Sautter (1990-1993), conseiller technique pour les questions relatives au revenu minimum d'insertion, à la toxicomanie et à la lutte contre l'exclusion au cabinet de Simone Veil, ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville ainsi que du ministre délégué à la Santé Philippe Douste-Blazy (1993-1995). Directrice du cabinet de Jean-Pierre Raffarin, ministre des Petites et moyennes entreprises, du Commerce et de l'Artisanat (1995-1997), elle entre, à la suite de l'échec de la droite parlementaire, à la Compagnie générale des eaux, devenue Vivendi. Elle sera directrice générale de Vivendi Universal Net (2001-2003) et secrétaire du comité exécutif de Vivendi Universal (1999-2002). Elle est remerciée au départ de son protecteur, Jean-Marie Messier. On la retrouve ensuite comme directeur de la performance et membre du comité exécutif du groupe Havas (2003-2006), qu'elle doit quitter après l'éviction d'Alain de Pouzilhac, Jacques Hérail et Alain Cayzac, à la suite du rachat du groupe par Vincent Bolloré. Elle devient alors directrice associée (pour les secteurs régulés, les médias et le secteur public) du Boston Consulting Group, une importante société de conseils en stratégie d'entreprise (présente dans 38 pays, avec 64 bureaux). Membre du groupe médias de l'Institut Montaigne (Claude Bébéar), elle est administrateur de la CNAF, de l'Association pour le droit à l'initiative économique et présidente du club de dirigeants 30.com, un cercle qui eut son heure de gloire au début des années 2000 (une trentaine de trentenaires occupant des fonctions dirigeantes dans des start-up de la nouvelle économie, comme Alexandre de Juniac, Laurent Ménière, Jérôme Pécresse, Diane Segalen ou Bruno Crémel).

AUDON Michèle. Conseiller juridique, née en août 1937. Maître-assistant à la faculté d'Aix (1960-1962), ce docteur en droit a été conseiller juridique aux Élections législatives et administratives, expert au Zaïre (1965-1972), directeur

de l'office HLM d'Avignon (1971-1982) et parallèlement responsable du bureau régional d'industrialisation (Datar). Associée au projet de l'Opéra Bastille (1982-1983), comme responsable de l'Association pour l'étude et la réalisation de l'Opéra-Bastille, cette militante socialiste deviendra directeur général de l'Établissement public de l'Opéra-Bastille avant d'être nommée vice-présidente de la Société immobilière du théâtre des Champs-Élysées, filiale de la Caisse des dépôts dirigée par le socialiste Robert Lion. Elle est également PDG de la société Faits et Villes et sera un temps responsable du mécénat musical à la Caisse des dépôts et consignations.

AUDOUR Jean-Pierre. Publicitaire, né le 22 juillet 1936 à Angoulême (Charente). Licencié en droit, il est diplômé de sciences politiques et d'études supérieures de droit public et d'économie politique. *Le Canard enchaîné* l'a défini comme « le plus socialiste des gens de pub ». Directeur général d'Ecom-Univas (1974-1985), administrateur vice-président d'Eurocom (1981-1985), d'où il sera pourtant évincé par le socialiste André Rousselet, président du holding Audour Soum Larue/SMS qu'il a cofondé en 1986, il est conseiller du commerce extérieur depuis 1985 et conseiller international et administrateur du groupe Scali, Mac Cabe, Sloves Inc. Militant socialiste de longue date, déjà encarté en 1956 à la SFIO, il participe depuis 1970 aux commissions de propagande politique du PS. Très actif durant la campagne des législatives de 1978 sur le thème « La Victoire en votant », il fut écarté de la campagne présidentielle de 1981. Il a, depuis lors, bénéficié d'un grand nombre de budgets des gouvernements socialistes, en particulier de la part de Michel Delebarre, dont il a été le conseiller image, et de Paul Quilès, ministre de la Poste.

AULAGNON Maryse (née BETTAN, épouse). Membre du Conseil d'État, née le 19 avril 1949 à Oran (Algérie). Elle a épousé Thierry Aulagnon, énarque et administrateur civil au Trésor, ancien administrateur du FMI. Diplômée d'études littéraires d'anglais et de sociologie à Montpellier, d'un DES de sciences économiques, et de l'IEP de Paris, cette énarque (promotion Léon Blum) a vu sa carrière s'accélérer avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, revenant aussitôt de Washington, où elle était en poste depuis 1979. Conseiller technique du ministre de l'Industrie Laurent Fabius (1983), ce maître des requêtes au Conseil d'État sera par la suite, à la demande de Georges Pébereau, alors directeur chargé des affaires internationales à la CGE, chargée, entre autres, du dossier ITT. Elle rejoint le socialiste Jean-Charles Naouri, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, en 1987, pour créer Euris, fonds d'investissement créé sous l'égide de la banque Rothschild, dont elle est directeur général. En 1990, elle quitte ses fonctions pour créer, avec l'aval de Naouri, Affine, une filiale d'Euris chargée de prospection immobilière au capital de 100 millions de F (2,4 milliards de francs de CA, dont 700 millions de F aux USA). Elle est vice-présidente directeur général de Concerto (depuis 2001), vice-présidente de la fondation franco-japonaise Sasakawa (1996), administrateur de la French American Foundation (1998), de l'European Asset Value Fund (depuis 1999).

AULAGNON Thierry. Directeur de banque, né le 24 juillet 1950 à Paris XVe. Fils d'Aimé Aulagnon, administrateur de banque, et de Georgette Danon, il a épousé Maryse Bettan, énarque et membre du Siècle (présidente de sociétés financières d'investissement est considérée comme une « surdouée de l'ingénierie financière », cf. *Challenges*, septembre 1995). Ancien élève du lycée Charles de Foucault de Casablanca (Maroc), puis du lycée Malherbe de Caen, Thierry Aulagnon est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ena. Affecté à la direction du Trésor, il sera attaché financier à l'ambassade de France à Washington, administrateur suppléant du Fonds monétaire international, chef du bureau des relations financières avec les États d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (1981). Conseiller technique de Pierre Bérégovoy, ministre socialiste de l'Économie, des Finances et du Budget, de mars 1985 à mars 1986, il retourne à la direction du Trésor après la victoire de la droite parlementaire. Chef du service des participations et des financements (1990), il sera, en 1992-1993, directeur de cabinet du ministre socialiste de l'Économie et des Finances, Michel Sapin. En 1996, il bifurque vers l'entreprise et rejoint le Groupe

des assurances nationales, où sa nomination sera contestée, comme directeur général chargé de l'immobilier et des affaires générales. Il en sera directeur général (1997-1998), puis responsable du pôle finance et logistique, membre du directoire (1998-1999) et membre du comité exécutif de Groupama-GAN. Depuis 2000, il est banquier conseil à la Société générale et directeur de sa division grandes entreprises, institutions financières depuis 2007.

AULNETTE Christophe. Président de société, né le 17 décembre 1961 à Châteaubriant (Loire-Atlantique). Cet ingénieur des télécommunications (École nationale supérieure des télécommunications) a effectué presque toute sa carrière chez Microsoft (dont il fut le soixantième embauché en France). Ingénieur commercial (1988), il dirigea les grands comptes de 1991 à 1998, avant de devenir directeur général du développement pour l'Asie (1998-2000), PDG de Microsoft France et vice-président pour l'Europe, Moyen-Orient et Afrique (2001-2007). Après avoir été PDG d'Altran de 2005 à 2006, il s'installe à son compte comme consultant. Il est premier maire adjoint DVD de Neuilly-sur-Seine depuis 2008 et directeur général de Netgem depuis juillet 2009.

AUQUE François. Magistrat, né le 1er juillet 1956 à Mazamet (Tarn). Ce fils d'industriel est diplômé d'HEC, de Sciences-Po Paris et ancien élève de l'Ena. Auditeur (1983-1987) à la Cour des comptes, il a été maître de conférences à HEC, à Sciences-Po, à l'ESC Paris et à l'ENSEAE. Directeur financier de La Hénin (1988-1991), il a rejoint CrédiSuez en 1991 comme directeur des affaires financières et du développement international. La même année, il rejoint l'Aérospatiale (devenu Aérospatiale Matra), où il sera successivement directeur financier (1991-1992), directeur chargé des affaires économiques et financières (1993-1998), directeur général adjoint (1999), PDG d'EADS-Space (2004-2006), puis PDG du groupe Astrium (depuis 2006) ainsi qu'administrateur de multiples sociétés liées à l'espace et l'aéronautique.

AURILLAC Michel. Avocat, né le 11 juillet 1928 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Il est issu d'une famille originaire de Srivotz, sur les bords du Danube, qui obtint le droit de franciser son nom. Fils d'un gouverneur de la France d'outre-mer, ce qui l'amena à voyager dans sa jeunesse, en particulier en Indochine. Diplômé de l'IEP, cet énarque (1953) est entré comme auditeur au Conseil d'État. En 1957-1958, il est conseiller technique au cabinet du secrétaire d'État à l'Algérie, puis directeur du cabinet de Léopold Sedar Senghor, ministre conseiller pour les Affaires culturelles et scientifiques (1958-1959), président de la section du contentieux à la Cour suprême du Sénégal (1960-1963), conseiller technique du Premier ministre Georges Pompidou (1963-1965). Promu préfet de l'Indre en 1965, il est nommé secrétaire général de la préfecture d'Ile-de-France en 1969 puis, la même année, préfet de l'Essonne, et en 1973 préfet de la région Picardie. Chargé de mission auprès de Pierre Messmer, Premier ministre, en mars 1974, il prend la direction du cabinet de Michel Poniatowski (Intérieur), en avril 1976, puis sera promu préfet de la région PACA. Après une première expérience d'élu comme conseiller municipal de Ribérac (1971-1977), il se fait élire en 1978 député RPR de l'Indre. Membre du comité central du RPR à la même date, il entre en 1982 au conseil politique. Battu aux élections législatives en 1981, ce franc-maçon humaniste fonde le Club 89, qui sera l'un des principaux clubs d'opposition. Conseiller général de Châteauroux en 1985, il retrouve son siège de député l'année suivante, mais démissionne aussitôt, devenant le ministre de la Coopération de Jacques Chirac. Il y sera à l'origine de la découverte et de la médiatisation du scandale du Carrefour du développement (détournements de fonds de la Coopération par Christian Nucci et Yves Chalier). À nouveau battu aux législatives de 1988, il abandonne la vie politique en 1991 et reprend sa robe d'avocat. Son épouse, née Martine Adrian, a été conseiller de Paris de 1983 à 2002. Maire du VIIe arrondissement de 1995 à 2002, elle a remplacé Michel Roussin comme député RPR de Paris en 1993. En 2007, elle sera encore réélue député avec 79 % des suffrages.

AUROUSSEAU Jean-Claude. Préfet honoraire, né le 19 septembre 1929, à Paris. Licencié en droit et ès lettres, diplômé de l'IEP, cet énarque (promotion Vauban, 1959), fils de chirurgien, a été membre de divers cabinets ministériels (Max Moulins, Michel Debré) avant d'occuper les fonctions de préfet de l'Orne (1973-1976), de la Guadeloupe (1976-1978), de l'Isère (1978-août 1981), de la Seine-Saint-Denis (1981-1986), de la Région Nord-Pas de Calais (1986-1993), de l'Île-de-France (1993-1994). Une carrière sans accroc durant l'ère socialiste, sans doute en raison de son appartenance à la franc-maçonnerie (*National Hebdo*, 7 juin 1984). Très proche du pouvoir gaulliste (il fut un camarade de promotion de Jacques Chirac), son entourage familial a milité très activement pour celui-ci dans les années quatre-vingt. Son épouse, Danielle Melet, était à la direction du Club 89, et son neveu, Jean-Noël Chavanne, en fut l'un des premiers adhérents.

AZEMA David. Président d'agence publique, né le 22 novembre 1960 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Jacques Azéma, universitaire, et de Catherine David. Licencié en droit et ancien élève de Sciences-Po Paris, cet énarque (promotion Fernand Braudel, 1985-1987) a intégré la Cour des comptes comme auditeur en 1987, et en est devenu conseiller référendaire en 1991. Chargé de mission auprès du directeur général de la police nationale (François Roussely, puis Bernard Grasset) en 1991, il rejoint le cabinet de Martine Aubry, ministre du Travail, comme conseiller technique (1991-1992), puis sera directeur adjoint, et enfin directeur de son cabinet (1993). En 1993, juste avant le retour de la droite au pouvoir, cet homme de gauche rejoint la SNCF, devenant rapidement conseiller de son président, Loïk Le Floch Prigent, puis de son successeur, Louis Gallois. Directeur des filiales et des participations de la SNCF (1996-1999), où il va tailler dans le vif (vente de Frantour, *La Vie du rail*, France Rail Publicité, etc.) puis président d'Eurostar Group, il devient, en 2002, directeur général de Vinci Concessions (bras droit de Jacques Tavernier), en étant, de 2006 à 2008, directeur général délégué. Directeur général délégué aux finances et à la stratégie de la SNCF (c'est-à-dire le n° 3) depuis 2008, ce protégé de Guillaume Pepy (membre du Siècle), avec lequel il est lié depuis 1991, a été également président du conseil de surveillance de SeaFrance, PDG de SNCF Participations, administrateur de Geodis, etc. En 2011, il devient le n° 2 de la SNCF, et prend la présidence du groupe Keolis (filiale de la SNCF spécialisée dans le transport public), mais, dès le retour de la gauche, est propulsé à la présidence de l'Agence des participations de l'État, organisme public chargé de piloter la fonction d'actionnaire de l'État dans les entreprises publiques. Son nom est également prononcé pour la direction de l'Institut d'études politiques de Paris, grâce au soutien de Guillaume Pepy, très proche ami de feu Richard Descoings. Il appartient à l'entourage proche du Premier ministre socialiste Jean-Marc Ayrault, appelé le Cercle des capteurs qui a pour charge de nourrir sa réflexion sur les sujets sociaux et de l'alimenter en propositions.

AZOULAY David (dit André). Publiciste, né le 17 avril 1941 à Essaouira (ex-Mogador), au Maroc. Issu d'une famille de « juifs de cour » marocains et marié à l'écrivain Katia Brami, ce fils d'un fonctionnaire indépendantiste révoqué en 1941 par Vichy lança en 1963, après être passé par le Centre de formation des journalistes, Maroc Informations, journal d'opposition nettement de gauche et anti-colonialiste (avec Ahmed Benkirane), et fut correspondant d'*Europe 1*, de 1963 à 1966. Rentré sous l'égide de Pierre Moussa à Paribas en 1968 (après Omnium nord-africain Transports et la SCOA) il dirigea la communication de cette banque de 1979 à 1990, réalisant sa campagne pour sa privatisation en 1987. Directeur d'Eurocom de 1990 à 1992 puis conseiller personnel de Hassan II aux affaires économiques et à la communication depuis 1991, il est chargé de promouvoir l'image du Maroc à l'étranger et sera un artisan de la réconciliation France-Maroc après l'épisode du livre *Notre ami le Roi* de Gilles Perrault. Après avoir organisé dès 1974, sous le couvert de sa banque, des rencontres entre hommes d'affaires, intellectuels juifs, marocains et palestiniens (*Tribune juive*, 15 septembre 1994), il lance en 1976 l'association Identité et dialogue, chargée de défendre les intérêts des Séfarades israéliens (en particulier d'origine marocaine, ce qui représente environ 500 000 personnes) et de promouvoir le dialogue israélo-palestinien. À l'origine de l'établissement de liens diplomatiques entre le Maroc et Israël en 1994, ce grand ami d'Issam Sartaoui, assassiné par le Mossad au Portugal en 1983, est partisan de l'existence d'un État palestinien. Il a reçu en 1989 la Légion d'hon-

neur des mains de Michel Rocard, en présence des ambassadeurs du Maroc et d'Israël. Il a été chargé de l'organisation de la conférence de Casablanca pour le Proche-Orient et le Moyen-Orient par le Council of Foreign Relations (1994). Son cousin David Azoulay dirige l'un des plus importants cabinets d'experts-comptables parisiens et appartient à la loge *Or Ve Shalom* du B'naï B'rith. Il est trésorier de Banlieuscopies.

B

BABEAU Emmanuel. Dirigeant de société, né le 13 février 1967 à Paris XVIIe. Il est le deuxième des six enfants de Dominique Rabejac et d'André Babeau. Son père, ancien élève d'HEC (1956) et de Sciences-Po Paris (1958), fut professeur d'économie à l'université Paris X-Nanterre (1968-1982) et Dauphine (1982-1994). Il a également dirigé le CREDOC (1978-1984) et a signé *Les Comportements financiers des Français* (*Economica*, 2011). Dans la famille, son frère aîné, Alexis Babeau, est directeur des opérations de Gucci Group. L'un de ses frères, Pierre-Adrien Babeau, est maire-adjoint de Neuilly. Emmanuel Babeau a épousé, le 7 juin 1997, Géraldine Brisson, publicitaire (trois enfants Théoxane, Jules et Iphigénie). Passé par les lycées Saint-Louis de Gonzague à Paris et Sainte-Geneviève à Versailles, ce diplômé de l'ESCP (et titulaire d'un diplôme d'études supérieures comptables et financières) a commencé sa carrière comme chargé de mission d'audit externe à Arthur Andersen (1990-1993). Il entre ensuite chez Pernod Ricard où il a effectué la plus grande partie de sa carrière : auditeur interne (1993-1995), chef des services financiers (1996-1997), directeur financier de la branche espagnole du groupe, directeur du développement – détaché sur le projet d'acquisition Seagram – (2001-2003), directeur financier (2003-2006) et enfin directeur général adjoint chargé des finances du groupe (2006-2009). En 2009 ce « financier « made in » Pernod Ricard » (*Les Echos*, 30 juin 2009) passe chez Schneider Electric, où, comme directeur général des finances et membre du directoire (n° 2 de la société présidée par Jean-Pascal Tricoire), il pilotera le rachat d'Areva Distribution en juin 2010. Il s'est installé à Londres en juillet 2014.

BABELON Jean Pierre. Conservateur général du patrimoine, né le 17 novembre 1931 à Paris. Archiviste-paléographe, diplômé de l'École du Louvre, il a débuté en 1954 comme archiviste adjoint de Seine-et-Oise, chargé de mission au château de Versailles, avant de devenir conservateur du musée de l'Histoire de France (1957-1978), puis conservateur en chef de la section ancienne des archives nationales (1978-1985), inspecteur général des archives de France (1985-1989). Il sera ensuite, de 1989 à 1995, inspecteur général des musées de France, puis conservateur général du patrimoine, chargé de la direction du musée et du domaine de Versailles et du Trianon. Il a été directeur général de l'Établissement public du musée et du domaine de Versailles (1995-1996). Il est président de la Société Henri IV (depuis 1997) et de la Fondation Jacquemart-André, membre associé de l'Académie d'architecture et auteur de nombreux ouvrages historiques.

BACH Jean-François. Professeur de médecine, né le 8 juin 1940 à Yvré L'Évêque (Sarthe). Ce médecin immunologiste, docteur en médecine et docteur ès sciences, a découvert une hormone de régulation du système immunitaire, qui a permis la mise au point de médicaments anti-rejet. Il a pris, en 1982, la tête de l'hôpital Necker, succédant au professeur Jean Hamburger. Professeur d'immunologie à Paris V, il est directeur de l'unité de recherches de l'Inserm sur les maladies auto-immunes, membre de l'Académie nationale de médecine et de l'Académie des sciences, président du conseil scientifique de la Ligue nationale contre le cancer et vice-président de la Fondation pour la recherche médicale.

BACHELET Jean-René. Général de division, né le 13 mars 1944 à Beaune (Côte-d'Or). Enfant de troupe, il fut admis à l'ESM de Coëtquidan en septembre 1962 avec la promotion de Saint-Cyr « Centenaire de Camerone ». À sa sortie, il choisit l'infanterie métropolitaine. La première partie de sa carrière se déroule dans les troupes alpines, où il sera chef d'unité de haute montagne (27e bataillon de chasseurs alpins d'Annecy, 11e bataillon de Barcelonnette, École militaire

de haute montagne de Chamonix, état-major de la 5[e] demi-brigade alpine d'Annecy). Après divers postes de commandement, notamment à l'État-major de l'armée de terre de 1983 à 1992, il prend la direction de la 27[e] division alpine à Grenoble en 1992. Nommé général de brigade l'année suivante, il sera commandant du secteur de Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) dans le cadre de la Forpronu (1995), s'attirant la haine des Bosniaques pour avoir pris la défense des Serbes de Sarajevo. Rappelé à Paris sous la pression des Américains, à la suite des accords de Dayton, il est promu chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre (1996 et depuis 1998), puis général de division, la même année, en charge du commandement militaire de la région de Besançon et de la 7[e] division blindée. Il est à la retraite depuis 2004.

BACHELOT Damien. Financier, né le 6 septembre 1959 à Alger (Algérie). Il est le fils d'un ingénieur chimiste, Gilles Bachelot, et de Marie-Claude Layer. Il a épousé un médecin, Florence Saczewski. Titulaire d'un DEA de droit des affaires (Paris X-Nanterre), il a débuté comme consultant fiscal chez Arthur & Young (1985-1988), avant de devenir directeur financier d'Ecofinance (1988-1989), dont il sera par la suite directeur général (1989-1991). Expert associé chez Ernst & Young (1991-1996), il cofonde alors, en 1996, avec Claude Barnier et Jean-Pascal Mahieu, Aforge Finance. Cette modeste banque d'affaires spécialisée dans les fusions-acquisitions et la gestion de patrimoine s'est trouvée un créneau délaissé: le conseil aux entreprises d'importance moyenne, souvent familiales. Parmi les clients figurent la société Jean-Paul Gaultier, les éditions Francis Lefebvre ou la famille de Dietrich et de multiples entreprises de presse familiales (mais aussi des footballeurs enrichis...). Il est administrateur de Ventilo, Visiware et de la banque belge Degroof (qui est associée avec Aforge Finance).

BACONNIER Robert. Administrateur civil, né le 15 avril 1940 à Lyon (Rhône). Diplômé de l'IEP et ancien élève de l'Ena, il entre en 1967 à la Direction générale des impôts comme administrateur civil et devient, en 1970, chargé du bureau de la fiscalité des entreprises. En 1971, ce polyglotte (il parle couramment le latin) est détaché comme attaché commercial à l'ambassade de France à Ottawa, puis revient en 1974 à la DGI, comme chef du bureau chargé de la centralisation et du contrôle des textes législatifs et réglementaires. En 1977, il devient conseiller technique au cabinet du ministre de l'Économie et des Finances, puis directeur adjoint au cabinet du ministre du Budget en 1978 et à l'administration centrale du ministère de l'Économie en 1979. Il est nommé ensuite chef du service contentieux à la DGI et, en 1986, directeur général des impôts. En mai 1990, il devient payeur général du Trésor, l'un des postes les plus prestigieux de l'administration (il règle de 15 à 20 % des dépenses totales de l'État). C'est alors qu'il bascule dans le privé pour prendre la présidence du directoire du Bureau Francis Lefebvre. Il appartient également au comité éditorial du *Nouvel économiste*. Il est administrateur et président du comité d'audit de Sodexho Alliance (depuis 2005), président du comité fiscal du Medef (depuis 2003) et conseiller du commerce extérieur de la France depuis 2001.

BADINTER Robert. Avocat, né le 30 mars 1928 à Paris. Professeur dans diverses facultés de droit, cet avocat de la haute société et du Tout-Paris médiatique, mondain, artistique et culturel, longtemps associé de Jean-Denis Bredin et ami personnel de François Mitterrand depuis 1951, devient, en juin 1981, garde des Sceaux. On lui doit l'abolition de la Cour de sûreté de l'État (4 août 1981), de la peine de mort (9 octobre 1981), des tribunaux permanents des forces armées (27 juillet 1982), l'abrogation du délit d'homosexualité (4 août 1982), ainsi que les peines non privatives de liberté comme les travaux d'intérêt général (18 juin 1983), la réforme de l'instruction (2 octobre 1985), l'élargissement du droit d'action des associations pro-immigrés (3 janvier 1985), etc. Peu avant la victoire de l'opposition, il fut nommé en février 1986, par François Mitterrand, président du Conseil constitutionnel, un poste éminemment stratégique qu'il occupera jusqu'en 1995, élargissant de manière notable le domaine de compétences qui lui était jusqu'alors imparti. Durant toute cette période, il continua à siéger aux comités directeurs de la Licra, d'Amnesty

International, du Fonds social juif unifié ainsi qu'au Conseil représentatif des institutions juives de France. Il est sénateur socialiste depuis septembre 1995 (réélu en 2004). Il a épousé en secondes noces la sociologue et essayiste féministe Élisabeth Badinter, riche héritière de l'empire Publicis, fondé par son père Marcel Bleustein-Blanchet. Tous deux ont signé ou cosigné de nombreux essais et ouvrages historiques.

BADRE Bertrand. Inspecteur des Finances, né le 10 mai 1968 à Versailles (Yvelines). Il est le fils de Denis Badré, né le 3 janvier 1943 à Pontarlier (Doubs), polytechnicien, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, ancien conseiller de Pierre Méhaignerie à l'Agriculture, sénateur Union centriste et conseiller général UDF des Hauts-de-Seine, maire de Ville d'Avray, ancien directeur général de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, ancien directeur général de l'administration au ministère de l'Agriculture. Élève du lycée Hoche de Versailles, Bertrand Badré est diplômé de HEC et de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise d'histoire. Il débuta comme assistant du directeur financier du groupe Ibexsa entre 1989 et 1991. Ayant repris ses études, il intègre l'Ena (promotion René Char), sortant dans la botte. Inspecteur des Finances (1995), il sera chargé de mission auprès de Thierry Bert, chef du puissant service de l'Inspection générale des Finances (membre du Siècle) en 1998-1999, il se tourne alors vers le privé: *assistant director* chez Lazard Brothers & Co à Londres (1999-2000), vice-président puis directeur de Lazard frères à New York (2000-2002). Il est alors coopté par le président de la République Jacques Chirac comme son représentant personnel adjoint pour l'Afrique (en particulier pour les G8). En 2004, il réintègre Lazard Frères comme associé gérant à Paris. Catholique pratiquant, il est trésorier des Semaines sociales de France depuis 2005 et secrétaire général de la Société d'économie politique depuis 2005. Il a été sélectionné comme *Young Leader* de la French American Foundation en 2002. En juillet 2007, il a été nommé directeur financier de Crédit agricole SA. Il a notamment signé *La Mondialisation a-t-elle une âme ?* (1998).

BAILLY Jean-Paul. Ingénieur, né le 29 novembre 1946 à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais). Polytechnicien, Master of Sciences du MIT, il entre à la RATP comme ingénieur au plan d'entreprise, puis chef de la mission pour le métro de Mexico à la Sofretu (1978-1981). De 1981 à 1988, il dirige l'entretien du réseau d'autobus, puis s'occupe de l'exploitation des réseaux ferroviaires. Directeur du personnel de 1989 à 1994, puis directeur général adjoint, il devient en 1994 PDG de la RATP. En 1995, il fait son entrée au Conseil économique et social et devient en 2002 président du groupe La Poste, administrateur de GDF-Suez et du groupe Accor.

BAIRD Euan. Président de société, né le 16 septembre 1937 à Aberdeen (Grande-Bretagne/Écosse). Fils de médecins, il est diplômé des universités d'Aberdeen et de Cambridge. Ayant effectué l'essentiel de sa carrière chez Schlumberger, il en a été le PDG de 1986 à 2002. Ancien administrateur de la Société générale, il est aussi président du conseil d'administration de Rolls-Royce depuis 2002.

BALACEANU Jean-Claude. Ingénieur, né le 1[er] avril 1923 à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), décédé le 2 avril 2004. Docteur ès sciences et ingénieur de l'École nationale supérieure des industries chimiques de Nancy, il a fait carrière à l'Institut français du pétrole de 1950 à 1988, notamment comme directeur (1964), directeur général adjoint (1970) puis directeur général (1973-1988), président de la Société française de chimie et administrateur de multiples sociétés liées à l'énergie.

BALDELLI Christopher. Directeur de société, né le 10 février 1965 à Sarralbe (Moselle). Cet ancien de Science-Po Paris et de l'École normale supérieure (mais il a échoué à l'Ena, où il fut toutefois admissible) est également titulaire d'une maîtrise de géographie. Administrateur à la commission des affaires économiques (1991) puis des finances du Sénat (1992), où il va se lier avec le sénateur Jean Cluzel, spécialiste des questions audiovisuelles. Il devient le conseiller technique (presse écrite, régime de la publicité) de Nicolas Sarközy, ministre de la Communication, de 1994 à

1995, puis conseiller technique pour la communication de Philippe Douste-Blazy à la Culture (1995-1997) et conseiller technique pour la culture et la presse du Premier ministre Alain Juppé (1997). Ce protégé de Nicolas Sarközy rejoint alors le groupe Lagardère comme directeur à la direction générale (1997-1998). Directeur délégué du pôle presse quotidienne régionale (1998-1999), il prend la direction du quotidien *La Provence* en 1999. Directeur général délégué de *France 2* en 1999, il succède, dès le retour de la droite au pouvoir, à Michèle Cotta, devenant le plus jeune directeur général de la chaîne publique (jusqu'en 2005). Il sera ensuite président de la Sofica (2002-2006) puis secrétaire général des programmes de *M6* et président de *M6 Thématique* (depuis 2006). Il est président du directoire de RTL depuis 2009.

BALEINE DU LAURENS Frédéric. Diplomate, né le 25 février 1948 à Constantine (Algérie). Ancien de Sciences-Po, cet énarque (1972) a fait carrière aux Affaires étrangères. Il est premier secrétaire au Vatican (1972-1976), chargé de mission au secrétariat général du gouvernement en 1979, premier secrétaire à Buenos Aires (1985-1987). De 1988 à 1991, il dirige les identités et les échanges culturels à l'administration centrale avant de devenir consul général de France à Leipzig (1991-1993), puis ambassadeur de France en Namibie (1994-1998). Chef de service à l'administration centrale et directeur adjoint des affaires politiques, il est promu ambassadeur en Argentine en 2006.

BALLADUR Édouard. Conseiller d'État, né le 2 mai 1929 à Smyrne (Izmir, Turquie). Diplômé de l'IEP de Paris, licencié en droit, ce fils de banquier réfugié à Marseille choisit à sa sortie de l'Ena (1957) le Conseil d'État. Conseiller du directeur général de l'*ORTF* (1962-1963), il est repéré par Michel Jobert (son protecteur durant la première partie de sa carrière) qui le fait nommer chargé de mission en 1964, puis conseiller technique au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou (1966-1968). Président de la lucrative et peu absorbante Société française pour la construction et l'exploitation du tunnel routier sous le Mont-Blanc (1968-1980), il devient dès la victoire de ce dernier à l'élection présidentielle, en 1969, secrétaire général adjoint (aux côtés de Michel Jobert), puis secrétaire général de l'Élysée en 1973-1974, assumant une grande partie des charges de l'État, le Président de la République étant très gravement malade. Remercié par Valéry Giscard d'Estaing, il passe dans le privé, grâce à l'appui de son ami Ambroise Roux, étant de 1977 à 1986, PDG de la Générale de service informatique, ainsi que de 1980 à 1986 président de la Compagnie européenne d'accumulateurs (deux sociétés dépendant de la CGE). Dans l'opposition, il deviendra rapidement l'un des principaux (puis le principal) conseillers de Jacques Chirac, en charge de nombreux dossiers économiques (privatisations). C'est lui qui le convaincra des bienfaits de la cohabitation (avec François Mitterrand), qu'il sera le premier à évoquer dans un article du *Monde* (16 septembre 1983). Conseiller d'État en 1984, il est élu, à la proportionnelle, député de Paris en 1986, mais est aussitôt choisi par Jacques Chirac comme son second, en tant que ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation. À ce poste, il développera une politique libérale, tout en imposant la conception, lors de la privatisation de nombreuses banques et entreprises, des « noyaux durs » réservés aux seuls amis du pouvoir en place. Réélu député de Paris en 1988 et 1993, il devient alors Premier ministre de François Mitterrand, Jacques Chirac préférant se consacrer à la préparation de sa campagne présidentielle. Arrivé au pouvoir en mars 1993 au sortir de la plus grave période récession de l'après-guerre, avec plus de 500 milliards de F de déficit de l'État et des régimes sociaux, Édouard Balladur pratiquera une rafale de ponctions sur les ménages (notamment l'augmentation de la CSG de 1,1 à 2,4 %) tout en laissant courir les déficits (à son départ en 1995, la dette publique frôle le niveau historique des 3000 milliards de F). Il réussira toutefois à relancer l'économie (+ 2,6 % en 1994) et à tenir la monnaie, au prix d'un renforcement du chômage. Fort d'une popularité importante durant dix-huit mois (l'emprunt Balladur rapportera 110 milliards), il se déclare finalement candidat à l'élection présidentielle de 1995, notamment sous la pression des élus centristes (Simone Veil, François Léotard, etc.). Parti très largement favori mais ne disposant pas toutefois d'un véritable appareil de campagne et d'un parti présidentiel (dépensant quand même 90 millions de F durant sa campagne), il est devancé de peu (600000 voix) par Jacques Chirac (18,58 % contre 20,84 %) et se désiste alors en sa faveur. Il a été réélu député RPR du XVe arrondissement de Paris le 24 septembre 1995 (68,5 %). Le 5 octobre 2006, il a annoncé son retrait de la vie politique active, laissant sa circonscription du XVe arrondissement à Philippe Goujon qui sera élu en 2007. Outre plusieurs essais de réflexion, il a signé récemment *Deux ans à Matignon* (entre Mitterrand et Chirac) où il analyse les raisons pour lesquelles il « n'a pas été compris » par les Français (Plon, 1995).

BALLE Francis. Universitaire, né le 15 juin 1939 à Fourmies (Nord). Docteur ès lettres et en philosophie, diplômé de l'IEP, il sera maître-assistant à la faculté des lettres d'Alger (1965-1967) puis à la Sorbonne (1967-1972) en qualité d'assistant de Raymond Aron. Son parcours universitaire se poursuit par un poste de maître de conférences, puis de professeur à Paris II (depuis 1972). Il dirige aussi de 1976 à 1986 l'Institut français de presse. Spécialiste des questions de communication, il devient vice-chancelier des universités de Paris en 1986. En 1989, il est choisi par Alain Poher comme membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, avant de rejoindre, en 1993, l'Éducation nationale comme directeur chargé de l'information et des technologies nouvelles. Fondateur, en 1986, de l'Institut de recherches et d'études sur les communications, il a publié divers ouvrages sur le sujet, en particulier *Médias et sociétés* (1992) et dirige depuis 1978 la *Revue française de communication*. Il est, depuis 1997, président du Comité stratégique pour l'action télévisuelle extérieure de la France.

BANON François. Né le 3 août 1964 à Oujda (Maroc), il est le fils d'Armand Banon, gérant de société, et d'Andrée Benichou, enseignante. Passé par le Lycée Florent Schmitt de Saint-Cloud et Sciences-Po Paris, ce titulaire d'une maîtrise de marketing à Paris IX-Dauphine, a débuté comme chef de publicité en 1989 chez Lowe Partners. Il en sera *business director* à Londres (1994-1995), directeur général à Madrid (1996-2000), puis enfin directeur général de Lowe Alice, devenue en 2004 Lowe Paris. Depuis 2005, il est vice-président (pour la communication) d'Euro Disney.

BAQUIAST Henri. Administrateur civil, né le 1er juillet 1936 à Meudon (Hauts-de-Seine). Cet énarque, ancien de Sciences-Po et membre du PS a été attaché financier à Londres (1967-1969), sous-directeur des affaires monétaires aux Finances (1976-1979), directeur des relations économiques au Commerce extérieur (1982-1985), puis PDG de la Coface à partir de cette date, avant d'être promu payeur général du Trésor (1991-2001).

BARBAT-LAYANI Marie-Anne. Née Barbat le 8 mai 1967 à Ussel (Corrèze), elle est la fille de deux enseignants. Passée par un lycée de Thiers, puis le Lycée Victor Duruy de Paris et Sciences-Po Paris, ainsi que titulaire d'un *Master of Politics* de la New York University, cette ancienne élève de l'Ena (promotion Léon Gambetta, 1991-1993), a débuté comme adjointe au secrétaire général du très influent Club de Paris (1993-1995), avant d'être affectée à la direction du Trésor. Attachée financière à la représentation française auprès de l'Union européenne à Bruxelles (1997-1999), elle fut conseillère technique en charge des affaires européennes du ministre socialiste de l'Économie et des Finances Christian Sautter (1999-2000). Directrice générale adjointe (affaires financières, bancaires et européennes) de la Fédération nationale du Crédit Agricole (2007-2010), elle succède à Antoine Gosset-Grainville, issu de la même promotion qu'elle de l'Ena, comme directrice adjointe du cabinet du Premier ministre UMP François Fillon (2010-2012). À ce poste, « elle a joué un rôle déterminant dans la gestion de la crise [...] et dans la mise en œuvre du plan de rigueur des finances publiques » (*Wansquare*, 11 mai 2012). Peu avant l'arrivée de la gauche au pouvoir et pour ses bons services, elle fut finalement propulsée inspectrice générale des Finances, alors qu'étant administratrice civile, elle n'appartenait pas à ce corps. À l'automne 2012, elle devait être parachutée à la tête du Crédit immobilier de France pour liquider la banque mais l'affaire ne se fit pas (*Mediapart*,

19 septembre 2012). Ne craignant pas le ridicule, elle précise au *Who's Who* qu'elle aime cuisiner le pot-au-feu. Elle a épousé Stéphane Layani, également issu de la promotion Léon Gambetta de l'Ena, ancien secrétaire général du Comité économique du médicament, qui a appartenu à divers cabinets ministériels socialistes: (Marylise Lebranchu, François Patriat, Christian Pierret, aux PME, Commerce, Artisanat et Consommation). Ancien directeur général de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs, il est PDG de la Semmaris (Rungis) depuis 2012. Nous n'avons pu déterminer s'il avait un lien de parenté avec le rabbin de Toulouse, David Layani, opposé de longue date aux mariages mixtes.

BARBE Jean-Christian. Président de société, né le 25 décembre 1920 à Paris, décédé le 27 octobre 2003. Cet ancien responsable de l'UNR (qui fut chargé de mission du général De Gaulle de 1947 à 1950 et délégué national aux relations publiques et études générales de l'UNR) fut directeur des relations publiques de Sud-Aviation (1955-1958), chef adjoint du service de presse de De Gaulle en 1958, chargé de mission de Louis Terrenoire (Information, 1960-1962), directeur général de *Sud-Radio* (1964-1967), PDG de Technisonor (1967-1981), avant d'être délégué général du Syndicat national pour la vente et le service à domicile (1982-1985), président du Centre d'information civique (depuis 1960) et secrétaire général du Comité national de liaison Défense-Armée-Nation. À partir de 1986, il est conseiller en relations publiques et en communication audiovisuelle.

BARBERIS Pierre. Directeur de société, né le 29 mai 1942 à Grenoble (Isère). Ce polytechnicien débute en 1964, sous l'égide de David Dautresme (qui sera son parrain et son protecteur dans les affaires), à la Caisse des dépôts et consignations, qu'il abandonne en 1966 pour le Crédit lyonnais. Il s'y affirmera comme un spécialiste de l'informatique bancaire. En 1979, on lui confie le sauvetage des caravanes Trigano, alors en perdition. Malgré un redressement, le Crédit lyonnais devra remettre 300 millions de F après son départ. En 1983, cet homme connu pour sa dureté dans les négociations rejoint le Crédit du Nord, alors dirigé par David Dautresme, afin de redresser la banque. Ce qu'il fera, au prix de 2800 suppressions d'emplois (en particulier dans le secteur informatique). En 1987, entré en conflit avec le successeur de Dautresme, Bruno de Maulde, il passe chez AXA en tant que vice-président (n° 2), où il est chargé de l'évolution de l'informatique. Il quitte ce poste assez rapidement, suite à un conflit d'intérêts avec le PDG Claude Bébéar, non sans toucher de très confortables indemnités grâce à un plan de stock-options (Le *Nouvel économiste*, 22 août 1991, cite le chiffre de 10 millions de F). En 1991, ce membre de l'Institut des actuaires français se met à son compte et prend pour 10 millions de F seulement le contrôle de VEV (troisième groupe textile français issu de Boussac-Prouvost, avec Pingouin, Clarence, Rodier, Customagic, etc.) avec l'appui du Crédit lyonnais et des banques créancières (engagées à hauteur de 3,5 milliards de F) et la bénédiction des pouvoirs publics. Une fois encore, l'appui de David Dautresme, figure majeure de la banque Lazard, sera décisif. Barbéris bénéficie ainsi de l'appui de l'établissement bancaire et financier. Malgré plusieurs milliers de licenciements et un premier redressement, c'est un échec en 1996. De 2002 à 2006, il occupera le poste de directeur général d'Oberthur Card System (groupe François Charles Oberthur) et est administrateur de Bouygues depuis 1997.

BARBIER DE LA SERRE René. Banquier, né le 3 juillet 1940 à Lancieux (Côtes-d'Armor). Ce polytechnicien, diplômé de l'École des manufactures de l'État, a rejoint le Crédit commercial de France en 1973, où il se spécialisera dans le secteur financier avant d'en devenir le vice-PDG (travaillant de concert avec Charles de Croisset). Membre du Conseil des bourses de valeurs (CBV) depuis sa création en 1988, il en prend la présidence en 1994. Figurant parmi les principaux artisans de la modernisation de la Bourse de Paris, il a dirigé en 1991 un groupe de réflexion sur l'avenir de l'intermédiation boursière en France, afin d'adapter la directive sur les services d'investissements. Il a été administrateur ou président de nombreuses sociétés comme le Crédit lyonnais (1999-2003), Caylon (2004-2005), Sanofi-Aventis (2004), CCF Suisse, Edmond de Rothschild Private Equity Partners depuis 2005.

BARBIZET Patricia (née DUSSART, épouse). Directrice de société, née le 17 avril 1955 à Paris XVIe. Fille du producteur de cinéma Philippe Dussart (financier de Godard, Doillon ou Rappeneau) et de l'artiste peintre Monique Cartier, elle est passée par l'institution Notre-Dame-des-Oiseaux de Paris, avant de décrocher un diplôme de l'École supérieure de commerce de Paris. Elle a épousé Jean Barbizet, banquier qui a effectué l'essentiel de sa carrière chez Vernes, à l'Union de banques arabes et françaises puis à la Barclays Bank (il est actuellement PDG de Barclays-Bail). Entrée à la direction de Renault en 1977, Patricia Barbizet franchira rapidement les échelons du pouvoir: attachée de direction en 1977, trésorier international en 1979, trésorier groupe de Renault Véhicules Industriels en 1982, directeur financier de Renault Crédit International en 1984. Repérée par François Pinault (sur recommandation de son ancien patron, Hervé Guillaume), dont elle est aujourd'hui considérée comme le principal conseiller, elle entre dans son groupe en 1989, prenant aussitôt sa direction financière, avant d'être promue directeur général adjoint chargé des finances de Pinault-CFAO, directeur général de la Financière Pinault (depuis 1992), administrateur général d'Artémis (depuis 1992), administrateur directeur général de la Séfimeg. Administrateur du Crédit lyonnais, elle a également présidé l'Association française des trésoriers d'entreprise. Elle a été *Young Leader* 2004 de la French American Foundation. Depuis 2002, elle préside le conseil de surveillance de PPR ainsi que Christie's. Elle est administratrice de PPR, Gucci, *Le Point*, la Fnac, Bouygues, Yves Saint-Laurent, Air France, etc. Se classant dans la gauche modérée, elle appartient, depuis sa fondation, au Club des 40, fondé par Jean-Marie Messier du temps de sa splendeur.

BARBOT Ivan. Préfet honoraire, né le 5 janvier 1937 à Ploueuc-sur-Lié (Côtes-d'Armor). Licencié ès lettres et diplômé de l'IEP, il a fait toute sa carrière au ministère de l'Intérieur. Chef de cabinet des préfets d'Ile-de-France, Paul Delouvrier et Maurice Doublet, il rejoint Matignon de mars à mai 1974 comme chargé de mission du Premier ministre Pierre Messmer, avant de devenir conseiller technique des ministres de l'Intérieur Michel Poniatowski et Christian Bonnet. De 1977 à 1982, il est secrétaire général de la préfecture de Seine-Saint-Denis, de 1983 à 1985 préfet de Charente, et de 1985 à 1987 préfet du Var. Ami de Roger-Patrice Pelat et protecteur de Gilles Ménage, le spécialiste des questions policières et de renseignements auprès de François Mitterrand, cet homme de droite (ne cachant pas ses amitiés avec Gérard de Villiers) est nommé, pendant la cohabitation, à la suite d'un accord entre l'Élysée et la place Beauvau, directeur général de la police nationale (remplaçant Pierre Verbrugghe). Président d'Interpol de 1988 à 1992, il sera préfet de la région Poitou-Charentes de 1989 à 1991, avant d'entrer au cabinet du Premier ministre socialiste Edith Cresson, en 1991, comme responsable des problèmes de sécurité et des services secrets. Premier dans la hiérarchie de ce cabinet, il sera un véritable ministre-bis de l'Intérieur, concurrençant très largement le titulaire du poste, le pâle Philippe Marchand. Récompense suprême, il est nommé en 1992 à la présidence de la Société française pour l'exploitation du tunnel du Mont-Blanc. Associé gérant d'IB conseil, ce proche d'Omar Bongo a également été président de la Société française de matériel d'armement.

BARDIES Bertrand de. Président de société, né le 23 mars 1926 à Alger (Algérie). Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ce fils de militaire a fait carrière dans l'assurance. Il fut attaché (1952) puis secrétaire général (1965-1969) des Assurances générales de France, directeur général adjoint du groupe Foncière (1969-1973), PDG de la Compagnie transcontinentale de réassurance (1973-1981), puis successivement de la Compagnie d'assurances et d'investissements de France (CARDIF) depuis 1981, de Cortal à partir de 1983 et conseiller du président de la Préservatrice foncière après en avoir été vice-président.

BARNIER Michel. Homme politique, né le 9 janvier 1951 à La Tronche (Isère). Militant gaulliste dès l'âge de 14 ans, diplômé d'études supérieures de commerce, ce fils d'artisans d'Albertville a été, à 22 ans, le plus

jeune conseiller général de France, avant de rejoindre le cabinet du ministre de la Jeunesse et des Sports Pierre Mazeaud en 1974, puis celui d'Antoine Rufenacht aux Relations avec le Parlement. Intégré au comité central du RPR en 1977, il sera, à 27 ans, le benjamin de l'Assemblée nationale en 1978 comme député RPR de Savoie, puis sera le plus jeune président de conseil général en 1982 (et vice-président du conseil régional Rhône-Alpes de 1981 à 1986). En politique, Michel Barnier a toujours ménagé ses arrières : il sera successivement chabaniste, giscardien, mollement chiraquien, balladurien, tout en cultivant des amitiés à gauche. C'est ainsi qu'il invitera François Mitterrand en 1984 dans son fief, dans le but de « décrisper la politique ». En 1986, Chirac refuse de l'appeler au gouvernement, mais il s'en console avec le lobbying pour obtenir la tenue des jeux Olympiques d'hiver de 1992 à Albertville, puis, une fois ceci obtenu, la responsabilité du COJO, chargé de leur organisation (1987). En 1989, il participe à la fronde des rénovateurs, puis rejoint discrètement le binôme Pasqua-Seguin. Signataire en 1991 d'un rapport sur l'environnement salué par la gauche, il prend position pour le traité de Maastricht en 1992, tentant de rallier à ses thèses les écologistes et créant à cet effet l'association Eco-Croissance. Balladur le prend enfin comme ministre de l'environnement en mars 1993. Balladurien convaincu, il appelle dès la fin de 1994 à la candidature de ce dernier. Jacques Chirac prend pourtant cet Européen compulsif (monnaie unique, etc.) comme ministre des Affaires européennes en 1995, se donnant ainsi un brevet d'européisme. Élu aux sénatoriales de 1995, il a aussitôt démissionné au profit du suivant de liste. Il devient commissaire européen chargé de la politique régionale et de la réforme des institutions (1999-2004). Puis rebondit alors comme ministre des Affaires étrangères (2004-2005). En 2006, à un an de l'élection présidentielle, il entre, comme vice-président, dans le groupe Mérieux Alliance en charge du développement international. En juin 2007, le voici de nouveau ministre, de l'Agriculture cette fois-ci, dans le gouvernement de François Fillon. Élu député européen en 2009, ayant été tête de liste de l'UMP, il est commissaire européen au marché intérieur et aux services depuis février 2010.

BAROIN François. Journaliste, né le 21 juin 1965 à Paris XIIe. Il est le fils de l'ancien Grand Maître du Grand Orient de France Michel Baroin, commissaire de police infiltré au sein de la franc-maçonnerie (*Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Jean-Émile Vié, 1988), PDG de la Garantie mutuelle des fonctionnaires, décédé accidentellement en 1987. C'est Jacques Chirac, qui le considère pratiquement comme son fils, qui lui ouvrira les portes de la politique même si l'intéressé s'en défend. Ayant échoué au concours d'entrée aux écoles de commerce après une préparation à HEC, François Baroin sera finalement diplômé de l'Institut supérieur de gestion, une modeste école privée. Il enchaînera avec un DESS de défense et un autre de sciences de l'information. Marié à la journaliste de *La Cinq*, puis de LCI et de *France 2* Valérie Broquisse, il s'en est séparé pour vivre en concubinage avec Marie Drucker, nièce de Michel Drucker, animatrice de télévision (séparation en 2008). Il débuta, en 1985, en initiant, avec le neveu de Léopold Sedar Senghor et son ami d'école primaire Jean-Michel Blanquaert, la rédaction d'une fumeuse *Déclaration des droits de l'Homme pour le troisième millénaire*, à l'inspiration très maçonnique. Il sera, par la suite, chargé de mission auprès de son successeur, Edgar Faure, en 1987-1988, et conseiller pour les problèmes de la jeunesse. Épaulé par Jean-Pierre Elkabbach, alors responsable d'*Europe 1*, il sera aussitôt engagé dans cette station de radio, où il sera journaliste au service économique et politique de 1988 à 1992. Après avoir envisagé des implantations en Gironde, à Verdun, dans le Val-de-Marne et en Seine-et-Marne, c'est finalement dans l'Aube, département où son père avait été secrétaire général de la préfecture de Troyes, qu'il sera parachuté. Il n'adhérera d'ailleurs au RPR qu'à la fin de 1992. Conseiller municipal de Nogent-sur-Seine (puis maire à partir de 1995), il l'emporte, en 1993, dans la primaire qui l'oppose à un maire UDF, ce qui lui permettra de l'emporter avec 100 % des suffrages, ses adversaires de gauche ayant été éliminés. Il se vante depuis lors d'avoir démissionné le jour même de son investiture d'*Europe 1*, afin d'éviter un mélange des genres, mais oublie de rappeler qu'il fut, durant trois mois, c'est-à-dire jusqu'à son élection, chargé de mission auprès du maire de Paris, Jacques Chirac (*Le Monde*,

17 décembre 2000). Il devient, à vingt-sept ans, le benjamin de l'Assemblée nationale. Membre du « groupe des dix » (dix députés se voulant très proche de Jacques Chirac dans l'opposition), il sera très actif dans le soutien à ce dernier et l'épaulera constamment contre Édouard Balladur. Il sera son porte-parole, dans le cadre de l'élection présidentielle de 1995, puis sera récompensé par le poste de secrétaire d'État auprès du Premier ministre, Porte-parole du gouvernement (il est le plus jeune ministre des gouvernements de la IVe et de la Ve Républiques, après François Mitterrand), poste où il sera incapable de s'imposer durablement. Bien qu'élu maire RPR de Troyes en 1995 grâce au soutien que lui apporte le maire sortant RPR Robert Galley, il sera pourtant rapidement remercié par Alain Juppé, qui l'éliminera de son gouvernement dès le premier remaniement ministériel, à la fin de 1995. Il sera repêché par Jacques Chirac comme chargé de mission à l'Élysée. En 1997, il est réélu, face à un membre du FN, avec 66,95 % des voix. Soutien officiel de SOS-Racisme (participation à plusieurs de ses dîners de gala annuels), François Baroin a ses entrées à gauche, en particulier via la MNEF. Georges-Marc Benamou lui prêtera d'ailleurs un rôle, dans *Le Dernier Mitterrand*, comme relais discret entre Jacques Chirac et François Mitterrand, afin d'éliminer Édouard Balladur à la présidentielle 1995. « François Baroin, qui avait assisté au dixième anniversaire de SOS-Racisme, a été en contact direct avec Julien Dray et reconnaît avoir déjeuné avec le PDG d'Yves Saint-Laurent (*Le Figaro*, 10 janvier 1997). » Il signera également, avec l'ancien trotskiste Julien Dray, *Chroniques d'une différence* (1998, Éditions N° 1). En mars 1998, il approuvera l'exclusion du RPR de Jean-François Mancel, accusé d'alliance avec le Front national et il stigmatisera Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes, réélu grâce à la neutralité du FN : « Je ne me reconnais en aucune façon dans l'attitude de Charles Millon [...] Il a aujourd'hui un revolver sur la tempe. » En mars 2002, il se prononcera contre la candidature de Jean-Marie Le Pen, lorsque ce dernier aura de grandes difficultés à réunir les indispensables 500 signatures. En mars 2001, il est réélu maire de Troyes dès le premier tour. En juin 2002, il est réélu député UMP-RPR avec 62,98 % des suffrages. Premier vice-président dès lors de l'Assemblée nationale, il devient également porte-parole de l'UMP. En 2003, il rédigera, pour le compte du club de Jean-Pierre Raffarin, *Dialogue et Initiative*, un rapport intitulé *Pour une nouvelle laïcité*, qui inspirera très nettement la loi sur les signes religieux à l'école, prônant la création d'un véritable Code de la Laïcité. Après l'échec cinglant des élections régionales de mars 2004, Jean-Pierre Raffarin lui propose d'entrer au gouvernement comme ministre du Budget, mais il préfère, à la demande de Jacques Chirac, après l'entrée au gouvernement de trois des piliers de l'UMP (Philippe Douste-Blazy, Éric Woerth et Renaud Donnedieu de Vabres), et des difficultés d'Alain Juppé, devenir secrétaire général délégué du parti chiraquien, étant officiellement le n° 4 de l'appareil UMP mais en réalité son n° 2. « Avec une mission : s'opposer à la promotion de Sarközy (*Le Parisien*, 7 avril 2004). » Il ne pourra le faire et sera remplacé par ce dernier en novembre 2004. En juin 2005, il est repêché dans le gouvernement de Dominique de Villepin, comme ministre de l'Outre-Mer. De mars à mai 2007, il remplace Nicolas Sarközy au ministère de l'Intérieur. Réélu député, avec 55 % des voix, dès le premier tour, il conserve également la ville de Troyes (50,42 % au premier tour) en mars 2008. Il redevient ministre du Budget en mars 2010, étant confirmé en novembre de la même année.

BARRE François. Haut fonctionnaire, né le 18 janvier 1939 à Paris. Diplômé de l'IEP, cet énarque (1965, même promotion que Jacques Toubon) a choisi les Affaires étrangères. D'abord chargé de l'Asie et de l'Océanie à la direction des affaires politiques du Quai d'Orsay, il s'oriente rapidement vers le secteur culturel, travaillant au cabinet de Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux de 1966 à 1969 avant de fonder le Centre de création industrielle (qui s'installera à Beaubourg). Directeur adjoint depuis 1969, il en démissionnera en 1976 à la suite d'une grève. Fondateur de la revue *Traverses* en 1975, il en sera rédacteur en chef durant deux années avant d'occuper le même poste, en 1977-1978, à *Architecture d'Aujourd'hui*. Conseiller du président de la régie Renault pour la communication et la politique architecturale en 1978-1980, il sera à l'origine de la politique d'achat d'art contem-

porain de la firme automobile. Par la suite, il sera le maître d'œuvre du Parc de la Villette (1981-1990), en élaborant le programme puis le concours (en 1985, il est nommé directeur délégué de la Grande Halle). Délégué aux arts plastiques et président du Centre national des arts plastiques (1990-1993), ce proche de Jack Lang est choisi par Jacques Toubon comme président du Centre national Georges Pompidou de 1993 à 1996 (remplaçant Dominique Bozo décédé et membre du Siècle). En 1996, il a été nommé par Philippe Douste-Blazy à la tête de la direction de l'architecture. Il est élu président de l'Institut français d'architecture en mars 1997. La même année, Catherine Trautmann, alors ministre de la Culture, le nomme directeur du Patrimoine au ministère de la Culture. Il démissionne en 2000 de ses fonctions au ministère de la Culture, suite à un désaccord avec le ministre d'alors, Catherine Tasca. Il supervise ensuite la Fondation pour l'art contemporain de l'homme d'affaires François Pinault.

BARRET Pierre. Président de société, né le 15 juillet 1936 à Firminy (Loire), décédé le 17 octobre 1988. Ayant débuté dans la publicité en 1962 après quelques stages aux États-Unis, ce major d'HEC (même promotion que Jean-Michel Goudard et Bernard Brochand), qui s'engagea deux ans comme volontaire dans les commandos de marine durant la guerre d'Algérie (Légion d'honneur à titre exceptionnel), devait prendre la tête de l'agence Dupuy-Compton en 1965. Éditeur puis directeur général de *L'Express* en 1969-1971, à la demande de Jean-Jacques Servan-Schreiber, ce baroudeur ultra-sportif entrera en conflit avec ce dernier et partira lancer avec quelques autres « dissidents » *Le Point*, en 1972. Il lance alors son groupe de presse spécialisée avec *Moto Journal, Connaissance du Pays d'Oc, Tennis Magazine, Musique, Planche-Magazine*, etc. Nouveau tournant en 1981, lorsqu'il entre à *Europe 1* en décembre 1981 comme président délégué. Également PDG de *Télé-Monte-Carlo* à partir de juin 1982, il sera administrateur de multiples sociétés: *Europe 1, Régie n° 1, Top n° 1*, Banque Vernes, Roquelongue Productions, *Le Nouvel économiste*, etc. Il quitte *Europe 1* après son rachat par Jean-Luc Lagardère en 1986. Ayant failli prendre la direction générale de *TF1* (c'est Patrick Le Lay qui l'obtiendra, alors qu'il avait une lettre d'engagement de Francis Bouygues au salaire de 2 millions de F par an), il prend la direction d'*Automobile Magazine* quelques mois avant de mourir d'un cancer. Il a également publié divers livres et essais, le plus souvent avec son ami Jean-Noël Gurgand, comme *Priez pour nous à Compostelle* (1978) ou *Le Roi des derniers jours* (1981).

BARRIER Geneviève. Professeur de médecine, née le 22 mai 1933 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Fille d'un médecin de campagne du Puy-de-Dôme, elle passe sa thèse de médecine en 1960 et obtient l'agrégation en 1977, après être passée par Harvard. Exerçant dans les maternités de Port-Royal et Baudelocque, spécialiste de l'anesthésie et de la réanimation (qu'elle enseigne à Paris V), elle est directrice du Samu de Paris depuis 1984 et chef du département d'anesthésie réanimation chirurgicale de l'hôpital Necker-enfants-malades. Elle a été particulièrement sur la brèche lors des attentats terroristes de 1985-86. Elle a été élue femme leader de l'année par le *Who's who in France*, et décorée par Jacques Chirac. Elle est membre de la section des affaires sociales du Conseil économique et social (depuis 2003).

BARROT Jacques. Avocat, né le 3 février 1937 à Yssingeaux (Haute-Loire). Fils de Noël Barrot, qui fut député-maire d'Yssingeaux de 1945 à 1966 (décédé subitement à l'Assemblée dans les bras de Jacques Chaban-Delmas), il a milité à la JEC, puis fut séminariste à Lyon pendant deux ans. Ayant abandonné le chemin de la prêtrise, ce catholique pratiquant fut brièvement tenté par le Parti socialiste unifié avant de succéder à son père, décédé, comme député du Centre démocrate (devenu Centre Démocratie et Progrès), dont il deviendra secrétaire général, organisant son rapprochement avec les giscardiens. Réélu sans interruption depuis lors à la députation, il a été successivement conseiller municipal, adjoint, puis à partir de 1989 maire d'Yssingeaux jusqu'en 2001. Il a soutenu, ainsi que le CDP d'ailleurs, la candidature de Georges Pompidou en 1969 puis

celle de Chaban-Delmas en 1974. De 1974 à 1978, il est secrétaire d'État au Logement, puis sera promu ministre du Commerce et de l'Artisanat (1978-1979) et enfin ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (1979-1981). Secrétaire général du Centre des démocrates sociaux (en 1976-1977 puis de 1983 à 1992), il préside également, depuis 1976, le conseil général de la Haute-Loire. Initiateur en 1981 de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, il a largement participé à la puissante campagne contre le projet Savary en 1983-1984. En 1988, il a soutenu Raymond Barre (après avoir soutenu Poher en 1969 et Giscard d'Estaing en 1981), puis la liste européenne de Simone Veil l'année suivante. Entre-temps, Michel Rocard lui avait proposé le portefeuille de la Santé qu'il refusa. À la fin de 1991, il a pris la présidence du groupe Union centriste à l'Assemblée nationale, où il a également présidé, de 1993 à 1995, l'importante commission des Finances, et où il s'opposera farouchement à l'une des promesses de la nouvelle majorité parlementaire, la déduction de la CSG (instituée par Michel Rocard) de l'impôt sur le revenu. Après avoir soutenu Édouard Balladur, il a tardivement soutenu Jacques Chirac, ce qui lui a quand même valu un poste de « super ministre »: ministre du Travail, du Dialogue social et de la Participation d'Alain Juppé (éliminant rapidement les secrétaires d'État qui lui avaient été rattachés dans le premier gouvernement Juppé). Il avait pour objectif la réforme complète de la Sécurité sociale (ainsi que des retraites, ce qui a provoqué la grande grève de décembre 1995). Il sera réélu député européen en 1997 et 2004. De 2004 à 2009, il sera commissaire européen chargé de la politique régionale et de la réforme des institutions. Il est membre du Conseil constitutionnel depuis mai 2010.

BARTHOLIN Pierre. Administrateur de sociétés, né le 2 août 1913 à Paris. Docteur en droit et diplômé de Sciences-Po, il fut directeur financier puis directeur de la Compagnie Pechiney (1965-1971), président de la Société bancaire de Paris, administrateur de nombreuses sociétés, président du conseil d'administration de l'École alsacienne, administrateur du Centre d'études pour l'investissement et la gestion (groupe Paluel-Marmont), etc.

BAS Philippe. Membre du Conseil d'État, né le 20 juillet 1958 à Paris XVIIe. Fils d'un cadre de la mairie de Rouen, qui fut également fonctionnaire international, il est diplômé de Sciences-Po et énarque (promotion Louise Michel). Ce « chrétien et humaniste » (*L'Express*, 21 juin 2001) est devenu maître des requêtes au Conseil d'État en 1987. Conseiller technique de Jean-Pierre Soisson, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle en 1988-1989 (sous Michel Rocard et François Mitterrand), ce centriste sera détaché à la direction juridique de la présidence du Sénégal (avec Abdou Diouf) de septembre 1989 à septembre 1992, avant de réintégrer le Conseil d'État. Conseiller auprès de Simone Veil, alors ministre d'État, ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (1993-1994), il fut ensuite directeur adjoint de son cabinet (1994-1995), étant par ailleurs conseiller auprès de Philippe Douste-Blazy au ministère de la Santé (1993-1994). De mai 1995 à juin 1997, il a dirigé le cabinet de Jacques Barrot, ministre du Travail quand celui-ci lança sa réforme de la sécurité sociale qui fut largement à l'origine de l'échec de la droite aux élections législatives anticipées de mai 1997. Ce qui ne l'empêche pas d'être un proche ami de Pierre Moscovici, qui fut ministre socialiste des Affaires européennes. Ayant remplacé Olivier Duthellet de Lamothe, en octobre 1997, comme conseiller social à la présidence de la République, il aura donc réussi l'exploit d'être membre de cabinets rocardiens, centristes, balladuriens et chiraquiens. Sans doute parce qu'il bénéficie de l'oreille de Claude Chirac, qui n'a toujours juré que par lui quant à l'ouverture de la majorité présidentielle vers la gauche. Il passe pour avoir été la plume de Jacques Chirac, rédigeant, entre autres, intégralement son fameux discours de Rennes, en décembre 1998, sur la démocratie de proximité et « l'écologie humaniste ». Promu conseiller d'État en septembre 1999, cet « homme de la nuance, un centriste dans l'univers élyséen » (*L'Express*, juin 2001) sera récompensé, en mai 2002, en remplaçant Dominique de Villepin (dont il était l'adjoint) comme secrétaire général de l'Élysée. « Bien avant l'élection présidentielle, il animait dans le secret les groupes de travail élyséens. Et puis, il a su se rendre indispen-

sable dans la campagne, notamment dans la rédaction des discours thématiques de Jacques Chirac (*Marianne*, juin 2002). » En juin 2005, il devient ministre à la Sécurité sociale, puis, en mars 2007, ministre de la Santé et des Solidarités. Il tente ensuite de s'implanter dans la 2e circonscription de la Manche mais sera battu, en juin 2007, par un UMP dissident, Guénhaël Huet, suppléant du député sortant René André. Nommé conseiller d'État et président du conseil d'administration de l'Agence nationale d'accueil des étrangers et des migrations, il se fait élire au conseil général de la Manche en mars 2008 (canton de Saint-Pois), étant vice-président en charge des solidarités de 2007 à 2011. Il préside depuis janvier 2011 l'Agence nationale de sécurité sanitaire.

BATSCH Laurent. Universitaire, né le 9 juin 1954 à Paris XIIIe. Fils d'un ingénieur des ponts et chaussées et d'un professeur de français, cet ancien de Normale Sup (Cachan) est docteur et agrégé en sciences de gestion. Il a été notamment maître de conférences en 1993 à Dauphine, professeur à Cergy-Pontoise, professeur agrégé à Paris-Dauphine à partir de 1999. Auteur de multiples ouvrages économiques (*La Croissance des groupes industriels*, *Le Diagnostic financier*, *Le Capitalisme français*, *Finance et stratégie*, etc.). Spécialiste de la finance d'entreprise et directement à l'origine du master de management de l'immobilier, il est, depuis 2007, le président de l'université de Paris-Dauphine, où se forment nombre des plus réputés « petits génies » mondiaux des marchés dérivés et autres produits financiers complexes à l'origine de la crise mondiale financière de 2008.

BAUDILLON Philippe. Haut fonctionnaire, né le 23 octobre 1955 à Dieppe (Seine-Maritime). Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'une maîtrise de droit privé et d'un DEA de sociologie, cet énarque (1981) a débuté à la sous-direction des affaires africaines et malgaches au ministère des Affaires étrangères (1981-1985), tout en étant, de 1984 à 1986, directeur de cabinet d'Alain Danet, vice-président de l'Association pour la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 1992, aux côtés de Guy Drut et Camille Cabana. Durant la première cohabitation, de 1987 à 1988, il sera conseiller technique au cabinet du Premier ministre RPR Jacques Chirac, puis, de 1987 à 1988, conseiller technique du ministre des Transports Jacques Douffiagues. Fondateur et gérant de Sport Ingeenering Management, société spécialisée dans l'organisation d'événements sportifs, et d'Audit Sima International, société spécialisée dans l'audit d'organisation du sport (1990-1993 puis à partir de 1998), il réintègre le gouvernement comme conseiller diplomatique adjoint (Afrique, Moyen-Orient) du Premier ministre RPR Édouard Balladur (1993-1994). De 1994 à 1998, il sera PDG de *Canal France International*, chaîne de télévision internationale et banque de programmes pour les diffuseurs (dirigée jusqu'alors par Fouad Ben Halla). En 2002, il sera chargé, par son vieil ami Dominique de Villepin (qui est le parrain de l'un de ses fils), d'une étude technique et financière en vue de la création d'une chaîne d'information internationale, puis, en 2003, sera appelé par le maire socialiste de Paris Bertrand Delanoë pour diriger le groupement d'intérêt public Paris 2012, en vue des Jeux olympiques de 2012. Comme lot de consolation, début 2006, il est parachuté par Dominique de Villepin comme directeur général de *France 2*. Fin décembre 2007, il préfère démissionner pour « divergences stratégiques sur l'évolution du groupe et sur les nouvelles orientations liées aux chantiers de réformes récemment lancés ». En réalité, il n'a jamais réussi à s'imposer et ne laissera aucun souvenir. Patrick de Carolis, à qui il a été imposé, le remplace aussitôt, sans l'accord du gouvernement (dont les représentants s'abstiennent), par François Guilbeau. Étant l'un des rares spécialistes de l'économie du sport, ce fidèle de Jacques Chirac dirige le groupe de travail « sport » de l'Institut Montaigne, le *think tank* de Claude Bébéar. C'est lui qui rédigera le secteur « sport » du livre Notre État, coordonné par Roger Fauroux pour cet institut. En décembre 2007, il est remplacé par François Guilbeau et prend la présidence de Clear Channel France.

BAUDIS Dominique. Journaliste, né le 14 avril 1947 à Paris. Fils de Pierre Baudis, député-maire UDF de Toulouse, cet ancien élève des Jésuites a pris une part importante

à la campagne de Jean Lecanuet en 1965 puis a dirigé à partir de 1966 le Mouvement des jeunes démocrates. Diplômé de Sciences-Po, il a débuté comme journaliste à *TF1* en tant que correspondant au Liban, où il avait effectué sa coopération. Correspondant au Proche-Orient de 1974 à 1976, il s'est fait connaître du public comme présentateur du journal télévisé de *TF1* de 1978 à 1980, avant de passer à celui de *FR3* (1980-1982). En 1982, ce responsable Force Ouvrière est mis au placard, comme chargé des relations avec le Sénat, par Maurice Seveno. Il revient alors à la politique (il avait été conseiller municipal de Boulogne-Billancourt de 1971 à 1977), se faisant élire maire de Toulouse en 1983 (toujours réélu), succédant ainsi à son père. Conseiller général de 1985 à 1989, parlementaire européen de 1984 à 1988, il est devenu député de Haute-Garonne en 1986, mais démissionna alors, permettant à son père de siéger à l'Assemblée. Entré au Conseil régional Midi-Pyrénées en 1983, il en sera président de 1986 à 1988. De 1988 à 1994, il a été député UDF-CDS de Haute-Garonne, avant de céder son siège, ayant conduit la liste UDF-RPR aux élections européennes de juin 1994. Il a été en 1995 vice-président du CDS. En 1997, il récupère son siège de député jusqu'en 2001, date à laquelle il est nommé président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). En février 2007, Dominique Baudis est élu président de l'Institut du monde arabe. Député européen à partir de 2009, ayant été tête de liste UMP dans le Sud-Ouest, il est nommé défenseur des droits en juin 2011.

BAUDOUIN Denis. Journaliste, né le 14 février 1923 à Paris, décédé le 20 octobre 1995. Rédacteur en chef de *France Indépendante* (1950), puis secrétaire administratif l'année suivante des Républicains indépendants au Sénat, il fut chargé de mission au cabinet de Roger Duchet, qu'il suivra en 1951-1953 au ministère des PTT. De 1954 à 1958, il est conseiller de l'Union française au titre du groupe RI au conseil de la République. Ayant conservé la rédaction en chef de *France indépendante*, puis du journal lui ayant succédé, *Le Journal des Indépendants*, il participe à la campagne de Jean Lecanuet en 1965, devient secrétaire général adjoint du Centre démocrate en 1966, puis secrétaire général de l'Entente centriste l'année suivante. Conseiller technique pour les affaires politiques et parlementaires au cabinet de Jacques Duhamel (Agriculture) en 1969-1970, ainsi que secrétaire général adjoint du Centre Démocratie et progrès, il se rapproche des gaullistes, étant en particulier conseiller technique chargé du service de presse et d'information de l'Élysée de 1970 à 1973. PDG de la Sofirad (qui contrôle *RMC*, etc.) de 1973 à 1977, il passe alors à l'Hôtel de ville de Paris, dirigeant pour le compte de Jacques Chirac, jusqu'en 1984, l'information et les relations extérieures de la mairie. Chargé de mission par la suite à ses côtés, il siège aussi au Parlement européen de 1984 à 1989. Conseiller et porte-parole de Jacques Chirac à Matignon en 1986-1988, il est passé au privé au retour de la gauche en 1988, devenant directeur à la direction générale et conseiller du président du groupe Hachette jusqu'en 1993. Il rejoignit alors le Conseil économique et social.

BAUDOUIN Jacques. Conseiller d'État, né le 16 septembre 1924 à Paris, décédé le 7 mars 1998. Ancien élève de l'École nationale de la France d'Outre-Mer et de l'Ena (1955), il fut directeur du cabinet du gouverneur de la Polynésie française (1956-1960), maître des requêtes au Conseil d'État (1962), directeur des Hôpitaux de 1970 à 1976. Il a dirigé le cabinet de Robert Boulin, chargé des relations avec le Parlement en 1976-1977, avant de prendre en 1979 la direction générale de l'Agence nationale pour l'emploi. Il est retourné au Conseil d'État, après la victoire de la gauche, comme président de sous-section.

BAUMEL Jacques. Médecin, né le 6 mars 1918 à Marseille (Bouches-du-Rhône), décédé le 17 février 2006. Cet ancien interne des hôpitaux fut secrétaire général des Mouvements Unis de la résistance en 1943, membre du comité directeur du MLN en 1944, et membre en 1944-1945 de l'Assemblée consultative provisoire. À l'assemblée constituante de 1945, il est député de la Moselle, puis de la Creuse, en 1946 (et préside l'UDSR à l'Assemblée). Délégué du Rassemblement du peuple français pour la région parisienne en 1950, il devient en 1958 secrétaire général adjoint de l'UNR, puis en sera

secrétaire général de 1962 à 1967. Sénateur de la Seine de 1959 à 1967, puis député des Hauts-de-Seine, il sera également conseiller général de ce département (dont il a été vice-président puis président du conseil général). Secrétaire d'État auprès de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre, de 1969 à 1972, il occupera par la suite un rôle relativement marginal au sein de la formation chiraquienne, se spécialisant dans les nouveaux médias et moyens de communication (Association nationale nouveaux médias) et la prospective (il présida la Fondation du futur).

BAVEREZ Nicolas. Directeur de société, né le 8 mai 1961 à Lyon (Rhône). Diplômé de Sciences Po Paris, cet énarque, également normalien, est par ailleurs agrégé en sciences sociales. Il est entré comme auditeur à la Cour des comptes en juin 1988. En 1993, il devient conseiller technique au cabinet de Philippe Seguin pour les questions économiques et sociales, et en sera aussi sa « plume ». Il rejoint en 1995 le privé, comme directeur de la communication et du développement du groupe Fimalac (*Valeurs actuelles*, *Le Spectacle du monde*, etc.) du mondialiste Marc Ladreit de Lacharrière. Très proche de la famille de Raymond Aron, il a consacré une biographie à cet essayiste libéral en 1993. Il siège au comité éditorial de la revue *Commentaire* et assure le secrétariat général du Conseil supérieur de la danse depuis 1991. Il est depuis 2004, avocat associé du cabinet Gibson, Dunn & Crutcher. Il est l'auteur de nombreux essais qui ont connu un certain succès, *Les Trente piteuses* (1998), *La France qui tombe* (2003), *Le chômage, à qui la faute ?* (2005) et chroniqueur dans de nombreux journaux. Malgré une certaine tenue, il était présent à la fameuse soirée « bling bling » du *Fouquet's*, le soir de l'élection de Nicolas Sarközy.

BAYLE Jacques-Edmond. Administrateur de sociétés, né le 29 mai 1921 à La Tronche (Isère). Docteur en droit, il a été directeur général (1967-1970) puis administrateur de la Société anonyme de gérance et d'armement, directeur général adjoint puis PDG de la Compagnie des bateaux du Nord (1967-1969), secrétaire général de l'Essec (1971-1973), délégué général (1973-1986) du Centre de recherches et d'études des chefs d'entreprise. Il devient PDG de Mory-TNTE en 1987.

BAYLE Jacques-Louis. Inspecteur des Finances, né le 1er septembre 1939 à La Tronche (Isère). Diplômé de Sciences-Po, agrégé de lettres et ancien de l'École normale supérieure, ce major de sa promotion de l'Ena (1968) a été chargé de mission au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing (Finances, 1971-1974) puis conseiller technique de Jean-Pierre Fourcade (Finances, 1974-1976), avant de devenir chef du service des études et de l'informatique à la Direction générale des impôts (1979). Il sera ensuite directeur général adjoint à la Banque internationale pour l'Afrique occidentale (1983-1987), puis directeur général de l'Européenne de Banque à partir de 1989. Chargé de mission auprès du ministre du Logement, Hervé de Charette en 1993, il sera ensuite directeur général pour la France du groupe Bearbull (dont il est devenu président en 1994), PDG de la Financière Bearbull, président du directoire de la Compagnie BTP de 1992 à 1995, PDG de la banque Joire-Pajot-Martin depuis 1992. Il siège depuis 1993 au directoire des clubs Perspectives et Réalités.

BAYLE Laurent. Enseignant, né en 1951. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon, il débuta comme enseignant en lettres modernes à la fin des années 70 dans un collège de Lyon. Passionné de musiques contemporaines et entièrement autodidacte en la matière, il sera directeur adjoint du Théâtre de l'Est lyonnais (1976-1978), administrateur général de l'Atelier lyrique du Rhin (1978-1982), avant de lancer, Musica de Strasbourg, festival des musiques d'aujourd'hui, en 1982, avec le soutien de Maurice Fleuret, directeur de la musique et de la danse au ministère de la Culture. Il en assurera la direction générale jusqu'en 1986, année où, repéré par Pierre Boulez, il devient directeur artistique de l'Institut de recherche et de coordination acoustique musique (Ircam), le département musical du Centre Georges Pompidou, avant de succéder à son fondateur six ans plus tard, en 1992. Entre-temps, il avait également été conseiller aux programmes musicaux de La Sept, chaîne culturelle récemment créée. En décembre 2001, il est désigné par le ministre socialiste de la Culture Catherine Tasca, comme directeur général de la Cité de la musique. À charge pour lui de rénover

la musique symphonique, avec notamment la réouverture de la salle Pleyel, au rapprochement à l'Orchestre de Paris et le Philarmonique de *Radio France* et faisant aboutir le projet de grande salle à la Cité. Fort de sa réussite, il est reconduit à son poste en 2005 par le ministre UMP de la Culture Renaud Donnedieu de Vabres, tout en étant directeur de la salle Pleyel en 2006. Il est souvent cité pour prendre la tête de l'Opéra de Paris.

BAYROU François. Professeur, né le 25 mai 1951 à Bordères (Pyrénées-Atlantiques). Agrégé de lettres classiques, ce fils d'agriculteurs catholiques a milité dans sa prime jeunesse au sein du groupe pacifiste de Lanza del Vasto, en 1969, avant de rejoindre les Silencieux de l'Église (Pierre Debray) et Pro Fide. Ayant adhéré au Centre démocrate en 1974, ce professeur à Pau (1974-1979) fut recruté en 1979 comme chargé de mission (en fait comme « nègre ») par le ministre de l'Agriculture Pierre Méhaignerie (Agriculture). Rédacteur en chef de l'hebdomadaire du parti, Démocratie nouvelle, il entre au secrétariat national en 1980, puis sera secrétaire général adjoint de 1986 à 1994 du Centre des démocrates sociaux (devenu Force démocrate en 1995). Il en est président depuis 1994 et a été délégué général (1989-1991) puis secrétaire général (1991-1994) de l'UDF. Devenu conseiller général (en battant André Labarrère à la surprise générale) et conseiller régional en 1982, il s'est fait élire conseiller municipal de Pau en 1983 (fondant cette année-là, avec Jean François-Poncet, l'Union pour le développement de l'Aquitaine). Chargé de mission au cabinet d'Alain Poher en 1981, il fut conseiller de Pierre Pflimlin à Strasbourg de 1984 à 1986, avant de se faire élire député des Pyrénées-Atlantiques en 1986 (après deux échecs en 1978 et 1981). Réélu en 1988 et 1993, il préside le conseil général depuis 1992. Après l'échec de 1988, il a appartenu au groupe des « rénovateurs » avant de diriger la campagne européenne de Simone Veil, réussissant pendant quelques mois à obtenir le poste de délégué général de l'UDF. Ministre de l'Éducation nationale d'Édouard Balladur (1993-1995), il a conservé son poste après la victoire de Jacques Chirac à la présidence de la République, bénéficiant du soutien d'Alain Juppé (qui lui a confié en plus l'Enseignement supérieur, la Recherche et l'Insertion professionnelle). À son poste, il a été de recul en recul, enterrant tous les projets de réformes (école privée, sélection à l'université, abrogation de la loi Falloux, enterrement du rapport Fauroux, port du voile islamique, etc.) élaborés par la droite parlementaire. Aux élections européennes de 1999, à la tête de l'UDF, il obtient 9,29 % des voix, soit mieux que ce qu'il espérait. En 2001, avec l'appui de Daniel Cohn-Bendit et du socialiste Olivier Duhamel, il sera à l'origine de l'inversion du calendrier électoral, l'élection présidentielle se déroulant avant les élections législatives. Le 2 décembre 2001, il est investi par l'UDF. Et, à la présidentielle, il va faire le score modeste de 6,5 %. À la suite de quoi, il refuse d'intégrer l'UMP et créé son propre groupe à l'Assemblée où il va surtout jouer les opposant. En 2007, François Bayrou ne dépassera pas le premier tour de l'élection présidentielle. Et aux élections législatives du mois de juin, il perd le groupe qu'il avait précédemment constitué. De même qu'il sera battu aux élections municipales de Pau en 2008.

BAZIN Benoît. Directeur de société, né le 29 décembre 1968 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils d'un médecin hospitalo-universitaire et d'un médecin pédiatre, il est marié avec une enseignante, Laure Carrard. Diplômé en économie (Institut d'études politiques de Paris), ce polytechnicien, également ancien MIT de Cambridge et ingénieur des Ponts-et-Chaussées détient aussi un DEA d'économie et un Master de Science. Affecté au ministère de l'Économie et des Finances, il fut rapporteur au Comité interministériel de restructuration industrielle (1995-1997), puis responsable aéronautique, électronique et défense au service des participations du trésor (1997-1999). Il rejoint alors le groupe Saint-Gobain comme directeur de la branche abrasifs (1999-2002). Il devient ensuite directeur du plan du groupe, directeur financier (2005-2009) puis directeur du pôle distribution. Depuis 2010, il est directeur général adjoint de la Compagnie de Saint-Gobain. À titre privé, il est un excellent musicien (premier prix du conservatoire régional de Basse-Normandie en violoncelle et en musique de chambre).

BAZIN Sébastien. Président de société, né le 9 novembre 1961 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Issu d'une famille catholique et « lui-même très croyant (*Le Parisien*, 6 juin 2007) », cet homme aux attaches bretonnes (à Saint Lunaire, Ille-et-Vilaine) est typique de l'évolution de ce que l'historien Emmanuel Beau de Loménie appelait « les dynasties bourgeoises », généralement alliées à l'aristocratie, authentique ou fausse. Il est l'un des cinq enfants de Benoît Bazin qui fut président du Syndicat des administrateurs de biens et partenaire de double de Jacques Chaban-Delmas au tennis. Son arrière-grand-père, William Bazin (1859-1953), notaire, fut le conseiller de la vicomtesse de Bonnemain, maîtresse du général Boulanger, du prince Roland Bonaparte et de sa fille, la princesse Marie Bonaparte, princesse de Grèce et du Danemark. Il acheta le château de Lisandré à Plouha (Côtes-d'Armor) en 1910 et celui des Chênes (Ille-et-Vilaine), acquis comme bien national en 1804. Son fils, Jean Bazin, grand-père de Sébastien Bazin, en hérita en 1941 et le revendait à la mairie de Saint-Malo en 1978. La famille de Sébastien Bazin est étroitement liée au *Bottin mondain*: sa sœur, Virginie, a par exemple épousé Xavier de Boissard-Dary de Sénarpont, tandis que son frère, Jean-Baptiste Bazin, s'est allié avec Marie-Alpais del Moral, ou son autre sœur, Perrine Bazin, est mariée avec Thierry Falcon de Longevialle. Aussi bien par tradition familiale que pour cultiver ses réseaux, il fréquente le Cercle du Bois de Boulogne, un club élitiste de tir au pigeon. Le 7 septembre 1985, il a épousé Juliette de Chabaneix du Chambon, née en 1963 (quatre enfants: Martin, Paul, Fleur et Emma qui fut prise en otage à la maternelle de Neuilly en 1993). L'arrière-grand-mère de Juliette, Judith Nelly Lucie Allmayer (née le 4 janvier 1869 de Benjamin Allmayer et d'Esther Roget) avait épousé Jean-Edouard de Chabaneix du Chambon en 1865. Son épouse « insiste pour que ses enfants fréquentent les rallyes qui comptent » (*Challenges*, 27 août 2009). Passé par l'école Saint-Jean-de-Passy, il n'est titulaire que de modestes diplômes: une licence d'économie et une maîtrise de gestion obtenues à l'Université Paris-Panthéon Sorbonne. Débarqué à New York, ce « jeune homme au look de « Preppie » des universités américaines de la côte Est » (*Paris Match*, mars 2007) s'invente un MBA afin d'être embauché chez Shearson American Express puis entre au Frates Group (1985-1986), en tant que chargé des investissements en action de sociétés cotées. Rapidement, la carrière dans les fusions-acquisitions du « Rastignac de la finance » (*Le Point* 17 juillet 2008) décolle: Kaiser Aluminium Inc à San Francisco (1987-1988), Painewebber Inc à New York (1988-1989), puis à Londres (1989-1990), Hottinger Rivaud Finances à Paris (1990-1994). Devenu directeur général de l'Immobilière hôtelière SA (1994-1997), le groupe de Clément Vaturi, il fait la rencontre de Thomas Barrack, un avocat américain d'origine libanaise fondateur du fonds d'investissement Colony Capital en 1991. Ce dernier lui confie quelques millions de dollars à investir en Europe avec un objectif de rendement d'au mois 20 %. Il rachète Lucia (1999), la société immobilière du « roi (déchu) de La Défense » Christian Pellerin. L'affaire est un succès, et Sébastien Bazin se retrouve propulsé directeur général de Colony Capital Europe, fonction qu'il a occupée jusqu'en 2013. En réalité, son autonomie vis-à-vis de Thomas Barrack semble avoir été limitée comme l'indiquait *Challenges* du 27 août 2009 : « Avec Sébastien Bazin, le lien est direct et permanent, un peu étouffant jugent certains. Coups de fil à 3 heures du matin depuis la Californie, coups de gueule aussi parfois. Tous deux traînent une sévère réputation de requin au grand sourire. « Vous êtes sympathiques, vous baisez tout le monde » décrit crûment off, bien entendu, un patron qui a eu affaire au fonds ». Colony Capital entrera ainsi au capital de Buffalo Grill, But, Accor, Carrefour, Château Lascombes, Château Margaux, le Cancéropole de Toulouse, le PSG, etc. En réalité, « ces investissements sont gouvernés par un projet immobilier [...] L'idée est la même chez Accor ou chez Carrefour que chez Buffalo: on achète l'entreprise, on externalise la gestion des murs et, avec le cash ramassé, on investit dans le développement et on revend cinq ou sept ans plus tard (*Le Point*, 17 juillet 2008) ». C'est-à-dire de la prédation assumée selon les méthodes des *private equity*: prendre le contrôle de sociétés, les gérer dans le seul but de les revendre avec une forte plus-value.

L'objectif initial de l'investissement dans le Paris-Saint-Germain, via Holdings Sports & Evenements, était de réaliser une grande opération immobilière autour du Parc des Princes. Mais le projet patine et Sébastien Bazin se retrouvera en surexposition médiatique comme président du PSG (février-août 2009) après la démission surprise de Charles Villeneuve. Il ne connaît rien au football mais peu importe : « Il a décoré son bureau de trois statues de footballeuses loufoques signées Niki de Saint Phalle (*Le Nouvel observateur* 15 mai 2008). » En réalité, le PSG lui confère un rôle central dans la capitale et « l'ami qui vous veut du bien » (*Le Nouvel Observateur* du 15 mai 2008) devient une personnalité incontournable du Tout-Paris, se liant avec le gotha des affaires, de la politique, des médias et du show-biz : Bertrand Delanoë, Nicolas Sarközy (il sera le premier à rendre visite au président à la Lanterne après son malaise en 2009), Bertrand de Tavernost (un ami de longue date qui était présent à son mariage), Emmanuel Chain (également ami de longue date), l'urbaniste ex-maoïste Roland Castro, Patrick Bruel, etc. Fin août 2013, il a mis fin à tous ses mandats au sein de Colony Capital pour devenir PDG d'Accor (premier opérateur hôtelier d'Europe et sixième au niveau mondial) dont il était un des principaux actionnaires.

BAZIRE Nicolas. Banquier, né le 13 juillet 1957 à Fort-de-France (Martinique). Titulaire d'un bac C et d'un bac A, ce fils d'un journaliste normand (qui fut affecté en Martinique) a échoué à deux reprises à l'entrée de l'École polytechnique, avant de choisir l'École navale (reçu second). Élève officier sur la Jeanne d'Arc puis officier sur le Guépratte, il sera ensuite rédacteur en chef adjoint du journal des armés *TAM* (Terre, Air, Mer). Passé par Sciences-Po et l'Ena (1987), il rejoint la Cour des comptes. Repéré en 1988 par Jean-Marie Messier qui le présente à Édouard Balladur, il prend rapidement la tête de la petite équipe qui entoure Édouard Balladur après la défaite de Jacques Chirac en 1988, tout en étant de 1991 à 1993 officiellement chargé de mission auprès de Pierre Cabannes, secrétaire général du groupe Thomson (où travaille son frère Benoît). Secrétaire général de l'Association pour le libéralisme populaire d'Édouard Balladur, il se retrouve en 1993, à 35 ans, le plus jeune directeur de cabinet à Matignon de la V[e] République, opérant en étroite liaison avec Nicolas Sarközy, à Bercy. Directeur de la campagne d'Édouard Balladur au printemps 1995, il lance après l'échec de ce dernier l'Association pour la réforme, dont il est président, et relatera son aventure dans *Journal de Matignon* (Plon, 1996). Il a rejoint comme associé-gérant le 1[er] janvier 1996 la Banque Rothschild, aux côtés de Jean-Charles Naouri, Édouard de Rothschild, Jean-Claude Meyer, etc. Fait rarissime, son adhésion a été rejetée par le conseil d'administration du Siècle (mais il figure à nouveau parmi les invités). Depuis 1999, il est administrateur du Groupe Louis Vuitton Moët Hennessy (LVMH) et directeur général du Groupe Arnault.

BAZY Dominique. Directeur de société, né le 15 septembre 1951 à Paris. Cet énarque a rejoint le Quai d'Orsay en 1979 et l'a quitté en 1984, rejoignant alors le groupe d'assurances Athena, holding de contrôle de GPA, dont son père est le président. Il entre à l'UAP en 1989 comme chargé de mission, et s'y fera remarquer à l'occasion des négociations autour du dossier Victoire. En novembre 1993, Jean Peyrelevade l'appelle au Crédit lyonnais, dont il avait été l'homme de confiance à l'UAP. Il y sera chargé des participations non bancaires, puis, en mai 1994, de la direction financière, gérant le dossier Tapie et s'occupant des désinvestissements du Crédit lyonnais. Président du conseil de surveillance d'Altus finances et de Clinvest ainsi que membre du comité exécutif du Crédit lyonnais, il coordonnera très largement l'élaboration des plans de sauvetage de la banque (135 milliards de F cédés au CDR), avant de retrouver en juillet 1995 l'UAP, dont il devient directeur général délégué (n° 3), puis sera promu l'année suivante président d'UAP France (n° 2), faisant figure désormais de dauphin potentiel de Jacques Friedmann. Ce qui ne se fera pas. Aussi, en 1997, on le retrouve président d'Allianz assurances France, directeur général des AGF. En 2000, on le retrouve PDG d'UBS Warburg holding France puis président d'UBS Securities France SA. Depuis 2004, il est vice-Chairman d'UBS Investment Bank. Il a épousé Claire Malaurie (voir ci-dessous), énarque comme lui.

BAZY-MALAURIE Claire. Membre de la Cour des comptes, née le 14 avril 1949 à Paris XVIIIe. Cette fille d'un expert-comptable a épousé, en 1981, Dominique Bazy, énarque, ancien conseiller des Affaires étrangères, PDG d'UBS Holding France, ancien directeur des Assurances générales de France, et membre du Siècle depuis 1984. Diplômée de l'Institut d'études politique de Paris, elle fut d'abord attaché commercial adjoint auprès de l'ambassade de France à Moscou (1972-1976), avant d'être affectée à la Direction des relations économiques extérieures. Cette énarque (1980, promotion *Voltaire*, celle de Villepin, Hollande et Royal), par la voie interne réservée aux fonctionnaires, a ensuite été auditeur au Conseil d'État. Elle devint conseiller référendaire en 1984 et conseiller maître en juillet 1998. Elle a été directrice de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), de 1987 à 1990, tout en conduisant une mission pour le compte du Premier ministre socialiste Michel Rocard sur la coordination des initiatives des informations européennes. Chargée de mission auprès du président de la Fondation nationale de transfusion sanguine (1991-1992), alors dirigée par Jean-Claude Imbert, puis président de la commission de liquidation de cette Fondation au centre du scandale du sang contaminé (1992-1994), elle fut ensuite directrice des affaires financières et de l'administration générale au ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme (1994-1995), puis directrice des hôpitaux (juillet 1995 - mars 1998). Elle a aussi été membre, de 1999 à 2002, de la Commission pour l'indemnisation des victimes des spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation. En mars 2001, elle prend la présidence du conseil d'administration de l'Institut régional d'administration de Metz, et, en septembre 2002, rapporteur général du Comité du rapport public et des programmes à la Cour des comptes. Elle est entrée au Conseil constitutionnel, en juillet 2010, à la suite du décès de Jean-Louis Pezant.

BEAU Bernard. Inspecteur des Finances, né le 26 décembre 1920 à Paris. Ce fils de banquier est diplômé de Sciences-Politiques et licencié en droit. Inspecteur des Finances, il a été directeur général d'une banque du groupe La Hénin (1953), directeur de la Banque de l'union parisienne (1956), directeur général de la Compagnie française de crédit et de banque (1965-1967), directeur général adjoint (1967-1976) de la Banque de l'union parisienne devenue le Crédit du Nord. À partir de 1976, il sera PDG de la Société française d'assurances pour favoriser le crédit. Administrateur de nombreuses sociétés, il a également été directeur administrateur de la Banque Nicolet et Lafanechère, ainsi que des Éditions Bordas.

BEAUCE Thierry MARTIN de. Administrateur civil, né le 14 février 1943 à Paris. Ancien de l'IEP, de l'Ena et de Cambridge University, il fut affecté en 1968 à la direction du théâtre et des maisons de la culture aux Affaires culturelles. Après une période gauchiste, il se découvrira une sensibilité de gaulliste de gauche. Chargé de mission pour les relations avec la presse de province au cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas en 1969, il conserve son poste auprès de son successeur, Pierre Messmer, puis au cabinet du président de l'Assemblée, Edgar Faure. À partir de 1974, il collabore à des missions à l'étranger: Asie du Sud-Est, Moyen-Orient (chargé du domaine pétrolier, il travaille sous la direction d'Albin Chalandon) et Japon. Deuxième conseiller à Rabat (1978-1979), il est affecté fin 1979 au ministère de la Culture et de la Communication. En 1980, il entre à Elf-Aquitaine comme conseiller international auprès d'Albin Chalandon et y reste jusqu'en 1986 (directeur adjoint à la direction Orient-Maghreb puis des affaires internationales), date à laquelle il devient directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay. Après la réélection de François Mitterrand, il est choisi comme secrétaire d'État d'ouverture, chargé des Relations culturelles internationales et de la Francophonie. Il sera également secrétaire général de l'Association bilatérale franco-japonaise et président de l'association Échanges franco-tunisiens. Proche de François Mitterrand qu'il connaît depuis 1980, il sera le seul non socialiste membre de son état-major de campagne en 1988. Riche propriétaire de l'abbaye de La Tour-de-Saint-Loup (Seine-et-Marne), il en fera un rendez-vous mondain de la gauche intellectuelle très prisé du président. Président (1989) puis vice-président (1990) de l'Association des démocrates (qui deviendra le Mouvement des réformateurs), cette figure du Paris politico-mondain entre à l'Élysée en 1991 comme chargé de mission pour les affaires africaines et malgaches. Après des missions de bons offices pendant la guerre du Golfe et la conférence sur la Yougoslavie, ce membre du bureau exécutif du Mouvement des réformateurs sera nommé ambassadeur en Indonésie en mars 1995. Il est, depuis 2001, membre du conseil des affaires franco-syriennes. Il vit désormais à Marrakech, au Maroc, où il poursuit une carrière d'écrivain. Son épouse, Diane Ségard, a été journaliste à *RTL*, responsable des relations extérieures de son président, avant de rejoindre la télévision.

BEAUFRET Jean-Pascal. Inspecteur général des Finances, né le 18 février 1951 à Nantes (Loire-Atlantique). Ancien de HEC, cet énarque a rejoint en 1977 l'Inspection des finances, avant d'être, de 1981 à 1982, chargé de mission à la direction du Trésor ainsi que secrétaire général adjoint du Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles. Conseiller municipal socialiste de Saint-Sébastien-sur-Loire depuis 1983, il est appelé à cette date par Laurent Fabius à l'Industrie, et le suivra à Matignon. Sous-directeur à l'administration centrale des Finances de 1987 à 1991, il est alors promu directeur des assurances à la direction du Trésor, ainsi que chef du service des affaires financières et monétaires à partir de l'année suivante (remplaçant Ariane Obolensky) et administrateur notamment du Crédit lyonnais. Sous-gouverneur du Crédit foncier de France depuis 1995 (nommé par Édouard Balladur), il est aujourd'hui directeur financier du groupe Alcatel, PDG d'Electrobanque (depuis 2002) et président de Saft. Il est le mari de Frédérique Bredin (fille de l'avocat et académicien Jean-Denis Bredin), énarque et inspecteur des Finances, ancien maire de Fécamp, député socialiste et député européen, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports du gouvernement de Pierre Bérégovoy.

BEAUX Christophe. Haut fonctionnaire, né le 1er octobre 1966 à Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône). Il est le fils de petits commerçants (son père fut d'abord technicien chez Renault et sa mère secrétaire dans une PME). Diplômé de Sciences Po Paris et ancien élève de HEC, il est issu de la promotion Antoine de Saint-Exupéry de l'Ena. Affecté à la direction du Trésor (1994), il s'est occupé du sauvetage du Crédit lyonnais avant d'être notamment attaché financier à New York en 1998-2000. Vice-président de JP Morgan de septembre 2000 à juillet 2002, il sera ensuite conseiller technique (innovation, capital-risque et financement des PME), auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Francis Mer (2002-2004), et parallèlement conseiller technique, pour les mêmes dossiers, de Nicole Fontaine, ministre de l'Industrie. Sous-directeur au Trésor (2004), il sera ensuite conseiller pour le financement de l'économie et la fiscalité au cabinet du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin (mars-décembre 2004). Directeur du cabinet de François Loos, ministre de l'Industrie, et directeur adjoint du cabinet de Thierry Breton, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, il a pris la direction de La Monnaie de Paris en 2007, succédant à Dov Zérah. N'ayant jamais milité dans aucun parti, hormis une adhésion au cercle de Raymond Barre quand il avait vingt ans, il fait figure quand même de secrétaire général du Cercle de l'industrie, un lobby fondé par Dominique Strauss-Kahn qui réunit nombre de grands patrons. Il a cosigné un manuel d'économie politique contemporaine (Armand Colin).

BEAUX Gilberte (née LOVISI, épouse). Banquière, née 12 juillet 1929 à Paris. Elle est la fille d'un paysan corse devenu banquier qui fut ruiné par la crise de 1929 et descend, par sa mère, des Thierry de Ville d'Avray. Elle a épousé Édouard Beaux, parfumeur, fils de l'inventeur de N° 5 de Chanel. Débutant comme secrétaire à la banque Seligman en 1947, elle en gravira toute la hiérarchie. Sortie major de l'Institut technique de banque, elle deviendra fondée de pouvoir à la banque Seligman de 1946 à 1956, chargée du crédit-export à la banque du groupe Simca de 1956 à 1962, directeur de l'Union financière de Paris de 1963 à 1967, avant de rejoindre en 1967 le groupe de Jimmy Goldsmith, où elle fera carrière en tant que directeur de la Générale Occidentale (18,9 milliards de F de chiffre d'affaires en 1987) jusqu'en 1987, s'occupant,

entre autres, du rachat de *L'Express* et des *Presses de la Cité*. Elle sera également, de 1976 à 1981, PDG de la Banque occidentale pour l'industrie et le commerce. Désignée femme d'affaires de l'année en 1987 (prix remis par Raymond Barre), elle se met à son compte en 1988, ouvrant le cabinet de conseil et de participation Efficacité Finance Conseil (EFC), qui entre dans le capital de BTF GmbH. Elle siège au conseil de surveillance d'Adidas et devient conseiller de Bernard Tapie. En novembre 1992, elle prend la présidence du directoire d'Adidas, dont elle possède personnellement 5 % (150 millions de F). Elle sera encore PDG d'Efficacité finances conseil, présidente de Basic Petroleum International limited et de la Compagnie de gestion hôtelière. Par ailleurs, elle a joué, dans la coulisse, un rôle important dans la vie politique, étant depuis la fin des années 70 le principal conseiller financier de Raymond Barre. Candidate battue aux législatives de 1986 sur la liste de Marie-France Garaud à Paris (moins de 3 %), elle sera la trésorière de la campagne présidentielle de Raymond Barre en 1988, et assurera la trésorerie du GESEC (cotisation : 25 000 F/an), qui regroupe les puissances financières barristes. Après l'échec de son mentor, elle travaille à la création d'une structure barriste, la Confédération libérale, européenne et sociale. Nommée en 1989 membre du Conseil économique et social, où elle est rapporteur. À partir des années 1990, on la retrouve comme administrateur de nombreux organismes financiers ou non comme cette société de produits biologiques le Goût de la vie. Elle est toujours considérée comme une des femmes les plus influentes de France.

BEBEAR Claude. Directeur de société, né le 29 juillet 1935 à Issac (Dordogne). Ce fils d'instituteurs du Périgord, passé par Polytechnique (où il entrera premier, mais sortira dans un très mauvais rang, ayant été « caissier » de sa promotion), est un virtuose des coups de bourse. Il a fait carrière au sein des Anciennes mutuelles d'Elbeuf (24e groupe d'assurances français à l'époque, qui deviendra les Mutuelles unies) alors dirigées par André Sahut d'Izarn, dont il fera un géant de l'assurance en France. Avec Claude Sastre, il est le seul patron d'un groupe d'assurance à avoir passé le diplôme d'actuariat. Entré en 1958, il en devient le PDG en 1972. Deux ans plus tard, il prend le contrôle de la holding Révillon (parfum, fourrures, transports), et en 1978 du groupe Cino Del Duca (*Nous Deux, Intimité, Télé Poche, Modes & Travaux*). En 1982, il souffle le contrôle du groupe Drouot à Bouygues, et se retrouve à la tête du second groupe français d'assurances (derrière l'UAP) et le premier privé. En 1986, il rachète Présence et en 1988 arrache la Compagnie du Midi à son rival, Bernard Pagezy, et prend pied, en 1992, aux États-Unis (Equitable Life, septième assureur américain), puis en Australie en 1995 (National Mutual, deuxième assureur) tout en s'implantant au Japon. En 1996, il a racheté la participation de 10,8 % que détenait l'assureur italien Generali dans Axa pour 5,9 milliards de F, scellant la séparation des deux groupes après sept ans de relations. Avec 151 milliards de F de chiffre d'affaires en 1995 (dont deux tiers réalisés à l'étranger) et 1 350 milliards d'actifs gérés, il figure parmi les premiers assureurs mondiaux (sans doute à la quatrième place derrière les sociétés japonaises) et est sans doute la première véritable multinationale française par son esprit (plus d'un tiers des membres de l'état-major sont étrangers). Il appartient d'ailleurs au groupe de Bilderberg (congrès de Burgenstock, 1995). PDG d'Axa, il siège au conseil d'administration de Casino, Paribas (dont Axa est le principal actionnaire), Rhône-Poulenc, Schneider, Société Générale et de la Sovac. Président de l'Institut du mécénat humanitaire et financier de la Fondation Agir de Martine Aubry, il anime le très influent club Entreprise et Cité (le club des patrons chics avec Vincent Bolloré, Jean-René Fourtou, Pierre Dauzier, Georges Pébereau, etc.) et appartient au Club des Cent. En 1995, il a gagné 13 millions de F (dont 65 % étaient annexés sur les résultats du groupe) sans compter les stock-options (*La Tribune*, 11 juillet 1996). En 2000, il cède son poste à Henri de Castries et devient président du conseil de surveillance d'Axa. La même année, il lance son propre club de réflexion, l'Institut Montaigne, dont les rapports sont lus par les principaux dirigeants français et dont les thèses proviennent largement d'outre-Atlantique. Considéré comme le « juge de paix des patrons français », il a, de fait, succédé à

Ambroise Roux comme le vrai « parrain » du monde des affaires. Il s'est fait le chantre, au sein du patronat, via son Institut, de la « discrimination positive », c'est-à-dire de défavoriser les Français de souche au profit des immigrés. En 2003, l'hebdomadaire *l'Express* indiquait qu'il gagnait près de 88 000 euros par mois.

BECHAT Jean-Paul. Président de société, né le 2 septembre 1942 à Montlhéry (Essonne). Ce polytechnicien, Master of sciences de l'université de Stanford, est entré au groupe aéronautique Snecma en 1965 et y a effectué toute sa carrière. Ingénieur de production à l'usine de Corbeil (1965-1973) puis directeur de la production d'Hispano-Suiza (1974-1978), il devint directeur des relations du travail de la Snecma en 1981. De 1982 à 1985, il sera directeur délégué aux affaires industrielles, puis directeur général adjoint d'Hispano-Suiza (nacelles et inverseurs de poussée). PDG de Messier-Bugatti de 1986 à 1994, il est également vice-président de la Snecma en 1994. PDG de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), son unique escapade, il retourne deux ans plus tard dans son entreprise d'origine, en remplaçant Bernard Dufour, démis de ses fonctions par le gouvernement en mai 1996 (il s'opposait à l'entrée de son principal partenaire américain, General Electric, dans le capital de la Snecma, alors qu'ensemble ils produisaient le moteur d'avion le plus vendu du monde, le CFM-56), en qualité de PDG de la Snecma. Il a aussi présidé le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (Gifas) de 1997 à 2001. Président du directoire de Safran, il a été administrateur de Natexis, France Telecom, Alsthom, Sogepa, etc.

BEDAGUE-HAMILIUS Véronique (née BEDAGUE, épouse HAMILIUS). Administrateur civil, née le 20 janvier 1964. Elle est diplômée de Sciences Po Paris, de l'Essec et ancienne élève de l'Ena (promotion Jean Monnet, 1988-1990). Affectée au Budget, elle fut détachée auprès du Fonds monétaire international à Washington (de 1994 à 1997). Conseiller technique (synthèse budgétaire) de Laurent Fabius, ministre socialiste de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (2000-2002) et auprès de Florence Parly, secrétaire d'État au Budget, elle s'occupera plus particulièrement du dossier de la LOLF. À la suite de la victoire de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris, elle devient directrice des finances de la Ville de Paris, avant de devenir secrétaire générale de la Ville en mars 2008, pour le second mandat de Delanoë.

BEDIER Jérôme. Administrateur civil, né le 14 janvier 1956 à Saint-Étienne (Loire). Il a épousé Laure Roux de Bézieux, ancienne directrice adjointe du cabinet du garde des Sceaux Pascal Clément, devenue maître des requêtes au Conseil d'État en 2007. Son frère Christophe Bédier, marié à Béatrice Beuverand de La Loyère (son oncle est Georges Beuverand de La Loyère, proche ami de Valéry Giscard d'Estaing, ancien trésorier national de l'UDF), est directeur associé de Mc Kinsey & Company depuis 2005. Fils d'un directeur de société spécialisé dans le redressement d'entreprises en difficulté, ce diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris appartient à la promotion Voltaire de l'Ena (1978-1980, la même que François Hollande). Affecté à la direction générale de l'Industrie (1980) puis à la direction générale de l'énergie et des matières premières (1983), il fut conseiller technique du ministre charge du Commerce et de l'Artisanat, Georges Chavanes (qui sera son mentor), puis directeur de l'Artisanat (1987-1991), devenant ainsi le plus jeune directeur d'administration centrale, conservant son poste malgré le changement de gouvernement avec le nouveau ministre radical de gauche François Doubin. Il opte alors pour le privé, entrant au cabinet d'avocats d'affaires Deloitte & Touche (1991-1995), en charge des relations avec l'Est et la CEE. Depuis 1995, il est président de la Fédération nationale du commerce et de la distribution (grâce au soutien de Georges Chavanes et de Daniel Bernard, alors tout puissant PDG de Carrefour), à savoir le principal lobby de la grande distribution. Il appartient au conseil exécutif du Medef (depuis 1995), préside sa commission Europe (depuis 2000) et sa commission fiscale (1997-2000). Il bénéficie du soutien de Luc Chatel, secrétaire d'État à la Consommation et au Tourisme, connu à l'Assemblée nationale.

BÉDIER Laure (née ROUX DE BEZIEUX, épouse). Membre du Conseil d'État, née le 14 novembre 1965 à Paris 15e. Elle est la fille de Véronique Le Vert et de Bruno Roux de Bézieux. Né le 13 novembre 1933 à Lyon et décédé à Neuilly-sur-Seine le 4 décembre 2008, ce dernier, ancien élève d'HEC et titulaire d'un MBA de la Harvard Business School, avait débuté comme directeur de la Société des emballages plastiques en 1960 avant de s'engager comme sous-lieutenant dans la 13e demi-brigade de Légion étrangère, pendant la guerre d'Algérie. Entré dans le groupe Worms en 1972 en tant qu'ingénieur-conseil de la banque Worms, il deviendra successivement secrétaire général de Worms et Cie (1977), directeur des participations (1982-1983), puis directeur général adjoint de Demachy Worms et Cie et enfin directeur général de la Financière Truffaut et Simer, des filiales du groupe Worms. Ainsi Laure Bédier est-elle la petite sœur de Geoffroy Roux de Bézieux, fondateur de The Phone House, président de l'Unedic, porte-parole médiatique du Medef et membre du Siècle (ils y font leur entrée ensemble en 2014). Elle a épousé Jérôme Bédier le 20 juillet (quatre enfants Joséphine, Louis, Elise et Gabrielle). Diplômé de l'IEP de Paris, Jérôme Bédier a été affecté à sa sortie de l'ENA (il appartient à la fameuse promotion Voltaire, 1978-1980), à la direction générale de l'Industrie (1980) puis à la direction générale de l'Énergie et des matières premières (1983), il fut conseiller technique du ministre chargé du Commerce et de l'Artisanat Georges Chavanes (qui sera son mentor), puis directeur de l'Artisanat (1987-1991), devenant ainsi le plus jeune directeur d'administration centrale, conservant son poste malgré le changement de gouvernement avec le nouveau ministre radical de gauche François Doubin. Il opte alors pour le privé, entrant au cabinet d'avocat Deloitte & Touche (1991-1995), en charge des relations avec l'Est et la CEE. De 1995 à 2011, il a présidé la très puissante fédération du commerce et de la distribution (grâce au soutien de Georges Chavanes et de Daniel Bernard, alors tout puissant PDG de Carrefour), à savoir le principal lobby de la grande distribution. Depuis 1995, il appartient au conseil exécutif du Medef dont il a présidé la commission fiscale (1997-2000) et la commission Europe (depuis 2005). De 2008 à 2011, il a présidé l'Union d'Économie Sociale pour le Logement (UESL). Membre du Cercle de l'Union interalliée et président de la Fondation de la Croix Saint-Simon, il est secrétaire général de Carrefour depuis 2012 et directeur des partenariats internationaux du groupe depuis janvier 2014. Il est évidemment membre du Siècle (depuis 2010). Passée par l'École Sainte-Marie à Neuilly, son épouse, Laure Bédier, est titulaire d'une licence de droit et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris (où elle sera maître de conférences entre 1990 et 1995). Elle a effectué toute sa carrière dans la Fonction publique, et en particulier dans le corps des administrateurs de l'Assemblée nationale, où elle a commencé comme administratrice au service de la séance (1987-1993), étant successivement par la suite administratrice à la commission des lois (1993-2003), chef de la division presse (2004) puis du secrétariat général (2005). Ayant intégré le cabinet du garde des Sceaux Pascal Clément comme directrice adjointe entre 2005 et 2007, ce membre du Cercle du Bois de Boulogne (pratique élitiste du tir au pigeon) est maître de requête au Conseil d'État depuis lors, fonction qu'elle cumule avec la direction des affaires juridiques à l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) depuis 2011.

BEFFA Jean-Louis. Directeur de société, né le 11 août 1941 à Nice (Alpes-Maritimes). Diplômé de l'IEP, de l'École polytechnique et des Mines (délégué de promotion, aux côtés du socialiste Jean-Louis Bianco), ce fils d'un ingénieur italien du Tessin est nommé en 1967 à la direction des carburants de Clermont-Ferrand, avant de rejoindre en 1974 le groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, où il fera carrière : directeur du plan (1975), directeur général (1978), président de Pont-à-Mousson (1979), directeur général de Saint-Gobain (1982), qui est nationalisé. Roger Fauroux le nomme président en 1986, chargé de la privatisation du groupe à la suite de la victoire de la droite aux législatives. En 1993, Saint-Gobain donnait du travail à plus de 100000 personnes et son chiffre d'affaires annuel était de 71,5 milliards de F, soit la 19e entreprise française. Il gagnait alors 4,5 millions de F de salaires par an (plus les stock-options), soit le

quatrième plus haut salaire de PDG de grandes entreprises. Président de l'Institut d'histoire de l'industrie, il siège au conseil d'administration de la BNP, de Suez, de la Générale des eaux (son principal actionnaire), de l'Air Liquide, de Pont-à-Mousson, d'Essilor, de la SGE et de l'UAP. Considéré comme « neutre » politiquement, cet homme fortement impliqué dans les milieux catholiques s'est prononcé en faveur du « oui » à Maastricht en 1992. Disposant d'un formidable carnet d'adresses, il joue un rôle important dans de nombreuses associations d'influence : Fondation Saint-Simon, Club des Cent, Entreprise et Cité, Table ronde européenne, Institut de l'Entreprise. À son propos, comme administrateur du Siècle, on pouvait lire (*L'Express*, 2 mai 1991) : « Jérôme Monod, Jean-Louis Beffa, Gérard Worms, Jean Peyrelevade, le quatuor qui a réglé la succession de Renaud de La Genière à la tête de Suez, a organisé aussi cette année-là les dîners du Tout-Paris. » En 2002, il a été élu président de l'Amicale du corps des Mines, l'une des associations les plus influentes de France, ce qui lui permet de disposer de son propre réseau. *Libération* (15 janvier 2004) écrit : « Depuis 2000, grâce à la création du centre Saint-Gobain pour la recherche économique, Beffa a réussi à faire venir à lui tout ce qui se fait de lieux en matière de penseurs critiques de la mondialisation. François Pinault achète des tableaux, Jean-Luc Lagardère faisait courir des chevaux, Beffa entretient, lui, une écurie de théoriciens dits " de gauche ". »

BEFFA Karol. Compositeur de musique et universitaire, né le 27 octobre 1973 à Paris XIIIe. D'origine polonaise, il est le fils d'un linguiste et logicien et d'une mathématicienne. Il est également le neveu de Jean-Louis Beffa, ancien PDG de Saint-Gobain et… membre du Siècle. Musicien et acteur très jeune, il poursuit une double carrière. Entré au Conservatoire national supérieur de musique en 1988, il y a obtenu de nombreux prix (contrepoint, harmonie, fugue, écriture, analyse et orchestration, accompagnement vocal, improvisation, etc.) En parallèle, il est licencié en histoire et philosophie, titulaire d'une maîtrise d'anglais, *Master of philosophy* (Cambridge), diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration. Reçu premier à Normale Sup, il est docteur en musicologie du XXe siècle (École des hautes études en sciences sociales) et agrégé de musique (reçu premier en 1996). Maître de conférences à la Sorbonne, à Normale Sup et à l'École polytechnique, il est titulaire de multiples prix, a composé plus d'une centaine de morceaux. Membre du comité de rédaction de *Commentaire*, il est l'unique Français à avoir été à la fois *Young Leader* de la French American Foundation (2005) et *Young Leader* du German Marshall Fund, deux organisations mondialistes pro américaines.

BEIGBEDER Charles. Président de société, né le 20 avril 1964 à Neuilly (Hauts-de-Seine). Issu de la grande bourgeoisie de province (Béarn par le père, du Poitou par sa mère, née Chasteigner de la Roche-Posay), il est le fils d'un chasseur de têtes et d'une traductrice, divorcés quand il avait 8 ans. Il est le frère de l'écrivain et ex-publicitaire Frédéric Beigbeder. Il a milité dans les rangs giscardiens dans sa jeunesse. Centralien (ce redoutable fêtard redoubla, cas unique, sa première année), il fut ingénieur en intégration chez Matra Espace, puis, de 1990 à 1991, attaché de direction aux affaires industrielles chez Paribas, avant de devenir, de 1992 à 1994, associé au Crédit Suisse First Boston à Paris. Directeur associé au département d'investissement de MC-BBL Securities à Londres de 1995 à 1997, il perçoit rapidement les bénéfices que l'on peut tirer de la dérégulation dans de multiples secteurs à la suite des directives des commissaires européens. Le futur « golden boy de la nouvelle économie » fonde alors Self Trade, devenu rapidement le leader européen du courtage en ligne. il dirige la start-up jusqu'à son rapprochement fin 2000 avec DAB Bank. À partir de 2002, il devient PDG de Poweo, premier fournisseur d'électricité indépendant français. En juin 2009, il a revendu les 13,3 % qu'il y détenait pour environ 40 millions d'euros (*La Lettre A* du 18 septembre 2009 évoque la somme de 63 millions). En parallèle, il est l'un des principaux dirigeants de l'association Croissance Plus, club de lobbyistes libéraux assez influent, membre du conseil d'administration de Business Interactif, censeur de Voluntis, membre du conseil exécutif du Medef (il a fait acte de candidature en 2005, avant de se désister), président du conseil de surveillance d'Audacia, membre du

conseil d'Euronext Paris, du club 30.com, et membre du Conseil des entrepreneurs. Ayant longtemps appartenu au Banquet républicain (fondé par le fils de Georges Bérard-Quélin, fondateur du Siècle, Laurent Bérard-Quélin), il a remplacé Jérôme Monod, comme membre du conseil de surveillance de la Fondation pour l'innovation politique, en mars 2008. Il a rejoint le Parti radical en janvier 2009, après avoir été très proche du mouvement libéral Liberté chérie. Ayant pour conseiller spirituel un ecclésiastique membre des Légionnaires du Christ, il est l'un des rares patrons médiatisés à s'avouer clairement catholique et a notamment signé le manifeste en faveur de la messe tridentine (*Le Monde*, 17 décembre 2006).

BELAVAL Philippe. Membre du Conseil d'État, né le 21 août 1955 à Toulouse (Haute-Garonne). Fils d'un papetier en gros, cet énarque (promotion *Michel de l'Hospital*, 1977-1979) entre comme auditeur au Conseil d'État, puis conseiller d'État en 1996. Conseiller technique au cabinet d'Henri Emmanuelli, secrétaire d'État au Budget (1983-1984), puis chargé de mission à ses côtés au secrétariat d'État au Budget et à la Consommation (1984-1986), il est ensuite directeur adjoint du cabinet de Michel Durafour, ministre mitterrandien d'ouverture à la Fonction publique et aux Réformes administratives (1989-1990). Nommé à la tête du Théâtre national de l'Opéra de Paris (1990-1992), il démissionne en raison de divergences de fond avec Pierre Bergé. Il préside alors les groupes de travail sur la Bibliothèque de France en 1993. Directeur général de Bibliothèque nationale de France voulue par François Mitterrand (1994-1998). Alors qu'il n'est ni historien, ni archiviste paléographe, il est nommé directeur général des Archives nationales de France (1998-2000). Président de la cour administrative d'appel de Bordeaux (2001-2004) puis de Versailles (2004-2008), il avait été précédemment secrétaire général du Haut comité des célébrations nationales (1999-2000). En 2007, il préside le comité de service public de la diffusion du droit par l'internet. Le 30 août 2008, Philippe Belaval est nommé, par décret, président du conseil d'administration de l'Institut national du patrimoine, et directeur général du patrimoine en 2010.

BELIARD Jean. Diplomate, né le 22 mars 1919 à Colmar (Alsace). Licencié en droit et diplômé d'économie politique, cet ancien résistant a débuté comme attaché à l'ambassade de France à Washington en 1945. Passé par l'Otan (1949-1951), il fut consul à Detroit, directeur adjoint du service de presse au Quai d'Orsay (1955), consul à Chicago. Directeur général de *Radio Monte-Carlo* en 1964, il dirige le service de presse de l'ambassade à Washington (1966) puis sera consul général à New York (1968-1969), directeur de la presse au Quai d'Orsay (1969-1973). Ambassadeur au Mexique (1973-1977), au Brésil (1977-1981), il a terminé sa carrière au Canada (1981-1984).

BELLANGER Serge. Banquier, né le 30 avril 1933 à Vimoutiers (Orne). Ancien élève de l'École supérieure de commerce de Paris, il sera directeur adjoint de la Citybank (1968-1969), vice-président Europe de la Citybank à New York (1972-1973), directeur général du CIC-Union européenne à New York et délégué général aux États-Unis du groupe CIC à partir de 1979. Il préside, depuis 1984, la Chambre de commerce franco-américaine et la chambre de commerce européenne aux États-Unis depuis 1991. Conseiller du commerce extérieur de la France depuis 1971, il siège dans de nombreux organismes commerciaux franco-américains. Depuis 2000, il est membre du Conseil supérieur des Français de l'étranger.

BELLET Pierre. Magistrat, né le 7 septembre 1911 à Maisons-Laffitte (Yvelines), décédé le 25 juillet 1999 à Paris. Ancien de l'École libre des Sciences-Politiques, il a débuté comme juge au Havre (1938) avant d'être juge du tribunal de la Seine (1954) et vice-président en 1959. Président de chambre à la Cour d'appel en 1964, il entre à la Cour de cassation en 1968 et sera président du tribunal de grande instance de la Seine (1968-1972), premier président de la Cour de cassation (1977-1980). Il sera aussi président du Comité de droit international privé à partir de 1971, président de la Commission nationale informatique et des libertés (1978-1979).

BELLON Pierre. Président de société, né le 24 janvier 1930 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Cet ancien d'HEC est entré en 1958

comme attaché de direction à la Société d'exploitations hôtelières, aériennes, maritimes et terrestres, une petite société familiale spécialisée dans l'avitaillement des bateaux. Il développera le premier le concept de « base vie », mis en œuvre à Kourou en Guyane, et qui sera adopté par la suite dans nombre de grands chantiers en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient. Président depuis 1966 de la Sodexho (et de la plupart de ses filiales européennes), il en fera le leader mondial de la restauration collective (4,5 millions de repas servis chaque jour, 110000 salariés, 21,2 milliards de F de CA en 1994). Ayant échoué dans sa tentative de prise en main des Wagons-Lits en 1990 (où il fut éliminé par une coalition de la Caisse des dépôts, la Société générale de Belgique et le groupe Accor), il a notamment racheté, en 1995, Gardner Merchant, n° 1 anglais du « plateau-repas », pour 4,5 milliards de F, et contrôle diverses chaînes de restauration (L'Amanguier, French corner, Oh Poivrier, Le Framboisier, etc.). Il a également été président du Syndicat national des chaînes d'hôtels et de restaurants de tourisme et d'entreprises (1972-1975) et président du Centre national des jeunes dirigeants (1968-1970). Au CNPF, il a été successivement membre de la commission sociale (1973), du comité exécutif (1976), président fondateur du comité de liaison des services (1979), puis vice-président à partir de 1981. Figurant parmi les cent premières fortunes françaises, il a également fondé, en 1987, la commission Progrès et l'association Progrès du management. Il a adoubé son successeur, Michel Landel, à la tête de la Sodexho en 2005, tout en restant président du conseil d'administration de l'entreprise qu'il a fondée en 1966. Il a participé à plusieurs reprises au Forum économique mondial de Davos.

BELLOUBET-FRIER Nicole (née BELLOUBET, épouse FRIER). Universitaire, née le 15 juin 1955. Docteur en droit et agrégée de droit public, elle a épousé un professeur de droit. Elle débuta comme adjoint du directeur du Centre d'éducation permanente de l'université de Paris I (1981-1983). Assistante, puis maître de conférences à Paris I (1982-1992), elle est devenue professeur à l'université d'Evry-Val d'Essonne en 1992. Directrice de la recherche et de la publication à l'Institut international d'administration publique (1996-1997), elle est propulsée par le socialiste Claude Allègre recteur de l'académie de Limoges en 1997, devenant le plus jeune recteur de France et l'une de quatre femmes recteurs sur trente postes, puis recteur de l'académie de Toulouse en 2000. Elle démissionnera bruyamment de sa fonction en 2005, estimant qu'elle n'avait pas les moyens financiers de sa fonction. Tout en reprenant son enseignement à la Sorbonne, elle apparaît alors officiellement comme à gauche (même si elle avait été très discrètement conseiller municipal socialiste d'opposition à Saint-Rémy-lès-Chevreuse, dans les Yvelines, durant huit ans) : en 2008, elle devient premier-maire adjoint de Toulouse, en charge de la culture, ainsi que vice-présidente de l'agglomération du Grand Toulouse. Depuis mars 2010, elle est premier vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées, en charge de l'éducation, de l'enseignement et de la recherche.

BELMER Rodolphe. Directeur de société, né le 21 août 1969 à Rennes (Ille-et-Vilaine). Ancien élève du Prytanée militaire de La Flèche, ce fils et petit-fils de général est diplômé de HEC (1992, tout comme son épouse, Coralie Bardon). Ayant débuté au département marketing de Procter & Gamble France (avec Isabelle Parize, qui deviendra PDG de CanalSatellite) où il passera six ans, il rejoint ensuite McKinsey en 1998, se spécialisant dans les missions de conseil des médias. Il entre au groupe *Canal+* en octobre 2001 comme directeur de la stratégie et du développement de Canal + Distribution et de CanalSatellite, avant de devenir directeur marketing et stratégie du groupe en janvier 2003, puis directeur général délégué. En février 2007, cet homme d'une grande discrétion (il a refusé de figurer au *Who's Who*) devient enfin directeur général de *Canal+*, derrière le président Bertrand Meheut.

BELORGEY Gérard. Préfet, né le 27 novembre 1933 à Paris. Diplômé de l'IEP, cet énarque sera chargé de mission au Secrétariat général du gouvernement dès 1961. Proche de Jacques Chirac, il sera son directeur de cabinet puis son chargé de mission (1967-1969). Sous-préfet de Palaiseau (1967-1973), il rejoint comme conseiller technique le cabinet

du Premier ministre Pierre Messmer (1973-1974). Directeur de cabinet du préfet de la région parisienne en 1974, il obtient la préfecture du Loir-et-Cher l'année suivante, puis celle de Dordogne en 1977. En 1981, il entre dans le privé comme secrétaire général du groupe Hachette, deviendra directeur général adjoint de Boussac-Saint-Frères l'année suivante, puis directeur général en 1984. En 1985, le ministre du Travail Michel Delebarre le charge d'une mission sur l'emploi des jeunes, qui aboutira à la création des Travaux d'utilité collective (TUC). Délégué à l'emploi auprès de Michel Delebarre puis de Philippe Séguin, il dirige les affaires sociales de Sacilor-Usinor (1986-1987), et préside aussi le Groupe des entreprises sidérurgiques. En 1988, il est nommé directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer quand le socialiste Louis Le Pensec est ministre en titre des DOM-TOM. Directeur général du Syndicat national de l'édition (1991-1994), il a pris la direction de *RFO* (radio d'État de l'outre-mer avec 17 millions d'euros de budget et 1 100 salariés en 1996) de 1994 à 1997. Cet ami de Jacques Chirac est un familier des chasses de Chambord, dont il a occupé le poste envié de commissaire (il a été candidat sans étiquette aux élections législatives de Blois en 1981, récoltant 14 % des voix). Une partie de la carrière qu'il a effectuée sous la gauche s'explique sans doute par le fait qu'il est le frère de l'ancien député socialiste de l'Allier Jean-Michel Belorgey.

BENGUIGUI Yamina (née BELAÏDI, épouse). Réalisatrice, née le 9 avril 1957 à Lille (Nord). Elle est détentrice d'une double nationalité franco-algérienne. Fille d'immigrés algériens kabyles arrivés en France en 1950, elle est mariée à un dentiste juif originaire d'Afrique du Nord (*Libération*, 9 février 1999). L'une de ses sœurs, Soumia Malinbaum, est porte-parole diversité du Medef, et son cousin, Fayçal Douhane, est directeur général de l'Association des maires d'Ile-de-France. Son père fut l'un des responsables clandestins du Mouvement national algérien, qui sera un temps assigné à résidence en Picardie pour avoir organisé des grèves insurrectionnelles et même détenu un temps. Ayant effectué, bien que musulmane, ses études dans une école catholique (dont les religieuses étaient favorables à la cause indépendantiste, cf. *Libération*, 9 février 1999). Elle a débuté comme assistante de réalisation, avant de fonder, avec Rachid Bouchareb, la société Raya Films, réalisant des séries ou émissions télévisuelles centrées sur l'immigration comme *Rencontres* pour *France 3*, *Femmes d'islam* pour *France 2*, *Pas d'histoires ! 12 regards sur le racisme au quotidien*, *Mémoires d'immigrés* pour Canal +, *Inch'Allah dimanche*, *Aïcha*, *Mohamed*, *Chaïhb... engagés pour la France*, *Le Plafond de verre*, etc. En parallèle, elle présente des émissions comme *Place de la République* (*France 2*). Propulsée au Haut Conseil à l'intégration en 2006, elle reçoit la Légion d'honneur en 2003, les Arts et Lettres en 2006, le Mérite en 1997. La même année, elle lance, avec le milliardaire mondialiste Marc Ladreit de Lacharrière, président de la section française du Groupe de Bilderberg et membre très influent du Siècle, la société de production Elemiah, pour « favoriser la représentation des minorités (NDA: comprendre « visibles ») à la télévision et au cinéma ». Elle y produira notamment la série *Aïcha* pour *France 2* ou *Le 9/3, mémoire d'un territoire*. Encensée par les critiques télévisuelles, la trame historique de ce documentaire à charge a fait l'objet de vives critiques d'historiens de gauche (*Le Nouvel observateur*, 2 octobre 2008, ou *L'Histoire*, novembre 2008), en raison de son incroyable parti pris et ses erreurs historiques grossières. Très nettement à gauche, ce personnage incontournable du paysage audiovisuel français (elle a même présenté sa candidature pour la direction de la chaîne parlementaire), étroitement lié à divers hommes politiques français de droite comme de gauche (auprès desquels, comme auprès de nombre d'hommes d'affaires, elle dispose d'une influence très étonnante), ce défenseur de la « discrimination positive » (par exemple, entretien au *Parisien*, 16 novembre 2005) est par ailleurs maire adjoint de Bertrand Delanoë à Paris (élue en 2008 en 7e position dans le XXe arrondissement, elle appartenait à son comité de soutien dès 2001), en charge des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations. Un poste étonnant où elle peut mettre en application ses idées : « À qualité égale, priorité au beur puisqu'il a eu plus d'obstacles à franchir qu'un blanc de souche (*Courriers cadres*, 21 octobre 2004). »

BENICHOU Alain. Né le 9 juillet 1959 à Oran (Algérie), il est le fils de Roger Bénichou, joaillier, et de Blanche Abdou, professeur de lettres. Il a épousé Claire-Isabelle Albou, ingénieur à IBM. Sa famille ayant rejoint la métropole en 1962, il a grandi à Antibes et fait ses classes préparatoires au Lycée Masséna de Nice. Ancien de Supelec (1983), il a effectué toute sa carrière au sein de la multinationale IBM. Ayant débuté comme ingénieur d'affaires, il a été directeur de la division *General Business*, directeur des opérations, *Global SMB*, vice-président de IBM Global Services (2001), vice-président pour l'Europe du Nord, etc. Il est PDG d'IBM France depuis janvier 2010.

BENOIST Gilles. Magistrat, né le 12 décembre 1949 à Paris XVe. Licencié en droit et diplômé de Sciences-Po Paris, cet énarque (promotion *Simone Weil*, 1972-1974), a débuté sa carrière comme directeur de cabinet du préfet de l'Oise (1974). Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, elle va connaître une brusque accélération : il devient chef de cabinet du ministre des Finances et de l'Économie, Jacques Delors, grâce à l'appui de son ancien employeur, Pierre Richard. Ayant rejoint la Cour des comptes comme conseiller référendaire (1983-1987), il devient conseiller-maître en 1996. Entre-temps, il avait été membre du directoire du Crédit local de France (1987-1991), directeur des services centraux de la Caisse des dépôts et consignations (1991-1993). Depuis 1998, il est président du directoire de CNP Assurances.

BENOIST Jean-Marie. Universitaire, né le 4 avril 1942 à Paris, décédé le 1er août 1990. Agrégé de philosophie, ce normalien a enseigné à Londres et sera attaché culturel à l'ambassade de France (1970-1974), et rejoint le Collège de France comme maître de conférences. Cofondateur du mouvement des Nouveaux philosophes en 1977, ce libéral anticommuniste (vice-président du Club 89, membre de l'Association pour la Russie libre) fut candidat UDF-PR contre Georges Marchais dans le Val-de-Marne en 1978, puis candidat libéral à Paris en 1981. En 1986, il entre au conseil national du PR. Spécialiste du structuralisme, il a été directeur de collection aux Presses universitaires de France, ainsi que chargé de conférences aux Ponts et Chaussées. Il a notamment publié plusieurs essais de qualité : *Les Nouveaux primaires*, *Marx est mort*, *Chronique de décomposition du PCF*, *Pavane pour une Europe défunte*, *Le Devoir d'opposition*, etc.

BENQUE Constance (née BENQUE, épouse PERROTTE). Directeur de société, née le 4 juillet 1960 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Elle est la fille d'un président de société, Paul Benqué. Elle a épousé l'éditeur Vincent Perrotte (qu'elle a connu lorsqu'il était directeur de la publicité internationale de *L'Expansion*). Titulaire d'une maîtrise en droit public (Paris II-Panthéon-Assas) et d'un DESS en marketing et communication (IEP Paris), elle a débuté comme assistante parlementaire du député centriste de la Mayenne François d'Aubert (1981-1983). Ayant échoué au concours d'administrateur de l'Assemblée nationale, elle entreprit des études de publicité et rejoignit alors L'Expansion comme chef (1983-1985) puis directrice de la publicité (1985-1990). « J'aime le pouvoir et l'argent. J'ai choisi l'argent » expliquait-elle sans pudeur aucune à *Stratégies* (27 novembre 1992). Directrice de la publicité du magazine *Capital* (1990-1993) et directrice générale de la régie du *Nouvel observateur* (1993-1999), elle entre alors au groupe Lagardère, ayant été repérée par Arnaud Lagardère. L'ambassadrice en France du « cross media » a été présidente de Lagardère Active publicité à partir de 1999 et préside Lagardère publicité depuis 2006.

BENTEGEAT Henri. Militaire, né le 27 mai 1946 à Talence (Gironde). Saint-cyrien (1965), il choisit les troupes de marine, spécialité arme blindée cavalerie. En 1988, il prendra le commandement du régiment d'infanterie des chars de marine de Vannes (RICM), et sera promu colonel la même année. Attaché de défense adjoint à Washington en 1990 (donc pendant la première guerre du Golfe), il sera par la suite auditeur à l'IHEDN et au Centre des hautes études militaires. Affecté à l'état-major particulier du président de la République François Mitterrand, en mai 1993, il prend les fonctions d'adjoint « terre » au chef

d'état-major particulier. Promu général de brigade en octobre 1995, il devient commandant supérieur des forces armées aux Antilles en 1996. Directeur adjoint à la délégation aux affaires stratégiques en septembre 1998 (où il suit la guerre des Balkans), il devient général de division le 1er octobre. Le 30 avril 1999, il devient chef de l'état-major particulier du président de la République Jacques Chirac. En octobre 2002, il succède à Jean-Pierre Kelche comme chef d'état-major, devenant le nouveau patron des forces armées françaises. « Cela n'en fait pas pour autant un homme de Jacques Chirac : sa nomination était déjà sur les rails sous le gouvernement Jospin » (*Libération*, 31 octobre 2002). Depuis 2006, il préside le comité militaire de l'Union européenne.

BERARD Jean-Michel. Préfet, né le 29 mars 1947 à Alger (Algérie). Diplômé de l'IEP, licencié en droit public, il a milité dans sa jeunesse au PSU (*La Lettre bleue*, 9 avril 1986). Cet énarque (1972) a choisi la préfectorale : directeur de cabinet du préfet de la Drôme (1972-1974), du Centre (1974-1976) et, de 1976 à 1978, du directeur général de l'Assistance publique. Conseiller technique au cabinet du ministre de la Défense en 1978-1979, il devient alors sous-préfet de Soissons puis des Hauts-de-Seine (1982-1986). En 1986-1987, il est affecté à la préfecture d'Ile-de-France comme directeur des affaires économiques et de la formation professionnelle. Préfet du Gers de 1987 à 1990, il a été nommé délégué interministériel à la sécurité routière et directeur de la sécurité et de la circulation routières (1990-1995). Président de la Société des autoroutes Esterel, Côte d'Azur, (1995-1997), préfet de la Sarthe (1997-1999), du Maine-et-Loire (1999-2001), du Val-d'Oise (2001-2004), il sera par la suite préfet du Puy-de-Dôme et de la région Auvergne (2004-2006), de la région Centre (2006-2008) et enfin de la région Nord-Pas-de-Calais (2008). Il est divorcé de Marie-Hélène Bérard (cf. ci-dessous).

BERARD Marie-Hélène (née GENSTEIN, divorcée). Haut fonctionnaire, née le 13 novembre 1947 à Paris. Diplômée de l'IEP, licenciée en droit, elle est la fille d'un « artisan juif ukrainien, fabricant de bracelets-montres à Belleville et ancien déporté, et d'une secrétaire dans une organisation israélite » (*Le Figaro*, 20 juillet 1988) qui transiteront par la Palestine avant de préférer s'installer en France. « Soixante-huitarde militante, auteur d'un mémoire sur les trotskistes, adhérente de la CFDT, cette pasionaria gauchiste » (même source) a rejoint à sa sortie de l'Ena (1972, même promotion que son mari) le ministère du Budget comme administrateur civil (où elle fut chargée de suivre le ministère de la Santé). Elle avait alors la réputation d'être demeurée « très à gauche » (elle a par la suite été membre de SOS-Racisme). Chargée de mission au cabinet du ministre de la Santé Simone Veil (1976-1978), elle a ensuite été chef de bureau à la direction du Budget, puis chargée de mission à Matignon (Raymond Barre) comme conseiller pour les affaires sociales et culturelles aux côtés de Raymond Soubie jusqu'en 1981. En 1981, Georgina Dufoix lui propose de la prendre dans son cabinet, mais elle préféra une sous-direction à la direction du Budget (1982-1986). Elle fut durant toute la première cohabitation conseiller pour les affaires sociales du Premier ministre Jacques Chirac, puis sera brièvement, en 1988, délégué général, chargé des affaires sanitaires et sociales à la mairie de Paris. Elle rejoint ensuite le privé, comme directeur général délégué de Marceau Investissements (1988-1989) de Georges Pébereau, avant de prendre en main, en 1990, comme conseiller à la direction générale, le nouveau poste de chargé des relations avec les pays de l'Est du Crédit commercial de France (rachats d'entreprises, privatisations, etc.). Elle est, depuis 2000, PDG de MHB (société spécialisée dans les pays de l'Est) dont elle est la fondatrice.

BERARD-ANDRIEU Marguerite (née BERARD, épouse ANDRIEU). Inspecteur des Finances, née le 31 décembre 1977. Sa mère, Marie-Hélène Genstein-Bérard (née Genstein, elle a épousé Jean-Michel Bérard, et en a divorcé), est membre du Siècle, tout comme son père, Jean-Michel Bérard, préfet de région. Diplômée de Sciences-Po Paris et détentrice d'un mastère de politique publique et d'économie à l'université de Princeton (États-Unis), ce major de l'Ena (promotion Léopold Sédar Senghor, 2002-2004) a choisi l'inspection des Finances (2004-2007). Elle a

été chargée de mission auprès du chef de ce service, Jean-Pierre Jouyet d'avril à mai 2007. Elle a ensuite rejoint l'Élysée, dès l'élection de Nicolas Sarközy, pour devenir conseiller en politiques sociales auprès de Raymond Soubie. Sa nomination a été d'autant plus aisée qu'elle avait effectué son stage de l'Ena à Bordeaux, auprès du préfet Christian Frémont, devenu directeur de cabinet de Nicolas Sarközy, et qu'elle avait appartenu au petit groupe d'experts et d'économistes réunis auprès d'Emmanuelle Mignon pour préparer le programme économique et social du futur président. À partir d'octobre 2008, elle sera conseillère technique à la présidence de la République (emploi, formation, protection sociale), puis, à partir de novembre 2010, directrice du cabinet de l'UMP Xavier Bertrand, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé. Elle a épousé Thomas Andrieu, fils du préfet Jacques Andrieu, et de Claire Postel-Vinay, universitaire. Cet énarque est issu de la même promotion qu'elle. Il a rejoint le Conseil d'État, dont il est secrétaire général adjoint depuis 2007.

BERARD-QUELIN Laurent. Directeur de société, né le 12 juin 1964 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Georges Bérard-Quélin, fondateur de la *Société générale de presse* ainsi que du club Le Siècle et de Jacqueline Daubige, administrateur et directeur général de la SGP, et le frère de Marianne Bérard-Quélin, PDG de la SGP, membre du Siècle. Titulaire d'une maîtrise de droit des affaires et droit public, il a débuté à la SGP en 1982 au service documentaire. Journaliste en 1983 et chargé de mission auprès de son père, il devait effectuer son service national comme coopérant au service juridique du poste d'expansion économique près l'ambassade de France à Washington (1988). Administrateur de la SGP depuis 1990, il est devenu directeur du développement et des relations extérieures en 1994. En 2000, il est directeur général adjoint de la SGP. Il préside également la commission des médias électroniques d'information de la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée. Cet héritier a épousé Anne Delmas, avocate à la Cour d'appel de Paris, fille de René Delmas, polytechnicien (1942), ingénieur en chef du corps des Mines, ancien directeur général de Citeel, ancien PDG des sociétés Languedociennes de forages pétroliers, Neptune, Flopétrol, Schlumberger Instruments et Systèmes. Il a donc pour belle-sœur Catherine Delmas-Comolli, préfet, directeur général de la SNC Groupe Lucien Barrière, qui a épousé Jean-Dominique Comolli, administrateur civil, homme de gauche et richissime co-PDG d'Altadis (ex-Seita) qui vient de prendre sa retraite.

BERARD-QUELIN Marianne. Directeur de société, née le 5 octobre 1960 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fille de Georges Bérard-Quelin, elle entre à vingt et un ans comme journaliste à la *Société générale de presse*. Elle en devient le secrétaire général en 1986, membre du conseil d'administration en 1987, puis directeur général adjoint en avril 1989. Elle accède en 1990 au poste de PDG de la SGP. Occupant de nombreuses fonctions dans les milieux de la presse, elle est notamment secrétaire générale (après en avoir été vice-présidente) du Syndicat de la presse économique, juridique et politique, et participe aux comités directeurs de la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée (dont elle a été secrétaire générale) et du Syndicat de la presse d'information spécialisée.

BEREGOVOY Pierre. Fonctionnaire, né le 23 décembre 1925 à Déville-lès-Rouen (Seine-Maritime), décédé le 1er mai 1994. Fils d'un officier ukrainien menchévik, il débuta comme fraiseur-ajusteur en 1941-1942, avant d'entrer à la SNCF, puis de rejoindre en mai 1950 Gaz de France, où il grimpera régulièrement dans la hiérarchie, devenant en 1978 chargé de mission. Membre de FO en 1947, puis de la CFDT, cet admirateur de Pierre Mendès France milite très jeune à la SFIO (il sera secrétaire de la section locale de Rouen, de 1945 à 1958). Favorable au FLN, il quitte la SFIO et participe en 1958 à la fondation du Parti socialiste autogestionnaire, de l'Union de la gauche socialiste, puis du PSU (avec Michel Rocard). En minorité au PSU, il crée son propre club en 1967 et adhère à la FGDS. Membre du Parti socialiste depuis sa création, il a appartenu à son comité directeur et au bureau exécutif de 1969 à 1981, puis de 1986 à 1988. Au PS, il fut secrétaire national aux affaires sociales (1973-1975) puis aux affaires extérieures (1975-1977). Systématiquement

battu à chaque élection, il sera placé au Conseil économique et social en 1978. Directeur de la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1981, cet autodidacte devient, après sa victoire, secrétaire général de l'Élysée en mai 1981, puis ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (1982-1984) et enfin ministre de l'Économie, des Finances et du Budget (1984-1986) du gouvernement Fabius. Maire de Nevers depuis 1983, conseiller général en 1985, député à la proportionnelle en 1986, il dirige à nouveau en 1988 la campagne présidentielle de François Mitterrand, puis redevient ministre de l'Économie, des Finances et du Budget avec le titre de ministre d'État. À partir de 1991, il est le ministre le plus important après Edith Cresson, avec sous sa tutelle le Budget, l'Industrie, le Commerce extérieur, le Commerce et l'Artisanat. En avril 1992, il lui succède comme Premier ministre, et le demeure jusqu'à la défaite de la gauche, en mars 1993. Mis en cause dans différentes affaires financières (prêts de Roger-Patrice Pelat notamment), il décède le 1er mai 1994. La cause officielle de la mort est le suicide par arme à feu.

BERES Pervenche. Fonctionnaire, née le 10 mars 1957 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Elle est la fille de l'éditeur Pierre Berès, de son véritable patronyme Berestovski (le *Who's Who* indique inexactement Berestov), né le 18 juin 1913 à Stockholm (Suède), qui obtint le droit de transformer, ainsi que celui de ses enfants mineurs, en Berès (décret du 17 mars 1953). Il lança son premier catalogue en 1931, ouvrit sa boutique, avenue de Friedland, en 1939. « Il est devenu en quelques décennies l'un des plus grands libraires au monde [...] Il possède le plus important stock de livres anciens des librairies parisiennes, environ 300 000 volumes, des manuscrits médiévaux, incunables et autres livres à figure aux textes classiques et livres illustrés du Grand Siècle, en passant par les ouvrages décorés par des peintres, graveurs ou lithographes du XVe siècle à nos jours, sans oublier les autographes et les manuscrits (*Libraire, collectionneur et mécène, Le Monde*, 23 février 2004). Il n'est pas précisé dans cet article qu'il exerça sans encombres durant l'Occupation, rachetant à foison des collections en déshérence, ayant obtenu un diplôme d' "Aryen d'honneur" » (selon *Enquêtes interdites*, 22 janvier 2003). Expert en livres et manuscrits anciens, il est PDG, depuis 1958, des éditions scientifiques Hermann. Il a vendu son fonds en juin 2005. Originellement gaulliste, il est venu à la gauche par solidarité avec les mouvements tiers-mondistes. Richissime, c'est lui qui a vendu, par exemple, le manuscrit le plus cher du monde, celui du *Voyage au bout de la nuit* de Louis-Ferdinand Céline, en 2001, pour 1,8 million d'euros. Il a donné à tous ses enfants des noms de plante ou d'arbre (Pervenche, Angélique, Anémone, Platane, Sylvain). Sa sœur, Angélique Berès, a épousé Denis Olivennes, PDG d'*Europe 1*, ex PDG de la Fnac, ancien secrétaire général de *Canal +*, ancien collaborateur de Pierre Bérégovoy et membre du Siècle. Passée par l'École alsacienne, elle-même avocate, Angélique Berès est associée professionnellement avec Me Jean-Philippe Benissan et Me Arnaud Montebourg, premier secrétaire de la conférence du stage, aujourd'hui député socialiste. Une autre sœur, Anémone Berès, diplômée de l'Insead et titulaire d'un doctorat de géographie, fut directrice du livre à la Fnac (elle lança les Fnac Junior) puis directrice générale de Larousse (groupe Vivendi) jusqu'en septembre 2002. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, Pervenche Berès, ancienne de l'École alsacienne a réussi, en 1981, le concours d'administrateur des services de l'Assemblée nationale (et raté l'ENA), rejoignant le secrétariat de la délégation française aux Communautés européennes, ce qui lui a permis de « se frotter » à la machinerie bruxelloise. Passée ensuite, grâce à l'appui de Laurent Fabius, par le secrétariat de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale (1983-1988), elle est devenue chargée de mission puis conseiller technique au cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale (1988-1992). C'est chez elle que Laurent Fabius devait déposer ses dossiers après avoir été évincé de la direction du PS en avril 1993. Secrétaire nationale du Parti socialiste chargée de la coordination et du développement (depuis 1993), cette fabiusienne pur sucre a été élue député européen socialiste en 1994 (douzième sur la liste de Michel Rocard). Très gravement blessée dans un accident de la circulation en 1995, elle a été réélue en 1999, figurant en deuxième place derrière François Hollande. À Strasbourg, elle a présidé, à partir de 1997, la délégation française au sein du groupe des socialistes européens et fut la déléguée du PS à la Convention chargée d'élaborer la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Aux élections municipales de 2001, il fut envisagé qu'elle conduise la liste socialiste dans le XVe arrondissement de Paris, alors qu'elle militait dans le XIe arrondissement. Finalement, elle a figuré en troisième position sur la liste socialiste conduite par Jean-Luc Michaud à Sèvres (Hauts-de-Seine), commune dont elle est désormais conseillère municipale. Elle a été réélue député européen en 2004 (2e sur la liste du PS en Île-de-France). En juillet 2004, elle obtient la présidence de la commission des affaires économiques et financières du Parlement européen. Pour obtenir ce poste, le PS préféra s'asseoir sur ses principes : l'ayant négocié avec les démocrates chrétiens et conservateurs, il laissa élire à la présidence de la commission des droits de la femme la Slovaque Anna Zaborska, connue pour ses positions contre l'avortement et l'homosexualité. Elle anime l'association La Gauche européenne, composante du Mouvement européen-France, dont elle est la première vice-présidente. Alors même qu'elle avait participé à la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing pour préparer la Constitution européenne, la plus bruxelloise des députés français prit position pour le « non » au référendum, se classant dans le camp de Laurent Fabius. Quelques jours auparavant, elle fustigeait le « simplisme de ceux qui osaient s'interroger sur la construction européenne ». Une volte-face qui fit beaucoup rire. Elle fut évidemment réélue en 2009 et préside depuis lors la commission emploi et affaires sociales.

BERGE Pierre. Président de société, né le 14 novembre 1930 à l'île d'Oléron (Charente-Maritime). Fils de fonctionnaires protestants et anarchistes, il crée en 1949 le journal *La Patrie mondiale* et participe au Rassemblement contre la guerre. Étroitement lié à Jean Cocteau, il deviendra le secrétaire particulier et le courtier du peintre Bernard Buffet. En 1958, il rencontre Yves Saint-Laurent, et fonde avec lui la célèbre maison de couture en 1961. Il en est alors le directeur général, puis en deviendra le PDG en 1971, ainsi que PDG d'Yves Saint-Laurent Parfums en 1987. Président depuis 1974 de la Chambre syndicale du prêt-à-porter, des couturiers et des créateurs de mode, et en 1985 de l'Institut français de la mode, il a cédé avec son ami le contrôle de leur société au groupe Elf-Aquitaine. Ce stéréotype de la « gauche caviar », qui a longtemps professé une mitterrandolâtrie proche de l'adoration, avant de se retrouver brièvement favorable à Jacques Chirac en 1995, a financé toutes les marginalités : SOS-Racisme, le magazine *Globe* de Georges-Marc Benhamou, les Assises de la laïcité, la Fondation France-Libertés de Danielle Mitterrand, le mensuel pour homosexuels *Têtu*, etc. De par la grâce présidentielle, il a été président de l'Opéra-Bastille de 1988 à 1994. Il est président fondateur de la maison de vente aux enchères Pierre Bergé et associés et président de la fondation Yves-Saint-Laurent, lequel est décédé en 2008.

BERGEAL-DURRLEMAN Catherine (née BERGEAL, épouse DURRLEMAN, dite). Maître des requêtes, née en février 1956. Titulaire d'un DEA d'histoire contemporaine, cette énarque (1979-1981, promotion Droits de l'homme) a été conseiller de tribunal administratif (1981-1986) puis inspectrice des Affaires sociales (1986-1988). Chargée de mission au secrétariat général du gouvernement de 1988 à 1993, elle retourne ensuite au tribunal administratif de Paris (1993-1994), avant d'être nommée maître des requêtes au Conseil d'État au tour extérieur. Présidente de la mission juridique du Conseil d'État auprès du ministère de l'Emploi (1995-2002), elle sera ensuite directrice des affaires juridiques au ministère de la Défense (2002-2007). À cette date, elle devient directrice des affaires juridiques au ministère de l'Économie et des Finances, en remplacement de Jérôme Grand d'Esnon. Elle a épousé Antoine Durrleman, énarque (même promotion que son épouse), magistrat à la Cour des comptes, ancien chargé de mission auprès de Jacques Chirac (1986-1988), conseiller aux affaires sociales d'Alain Juppé (1995-1997), directeur de l'Ena (2002-2007), etc.

BERGER Pierre. Président de société, né le 9 juillet 1968 à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Fils de Brigitte Bourret et Claude Berger, ingénieur, il a épousé, le 30 août 1997, Juliette Cholleat-Namy, cadre d'assurances (trois enfants: Ariane, Clémence et Paul-Eliott). Passé par le Lycée Janson-de-Sailly à Paris (il a décroché son baccalauréat à 15 ans), l'École polytechnique, et l'École nationale des ponts et chaussées, ce pur produit de la méritocratie républicaine, a monté, fait rare, sa propre entreprise, Sigmatec Ingénierie, en 1991, à la fin de ses études. Son bureau d'études sera absorbé en 1995 par Ménard Soltraitement, la PME où il avait effectué son stage de fin d'études, devenant ainsi l'associé de ses ex-employeurs, Pierre-Marie Bic et Jean-Marie Cognon, en tant que dirigeant (1995) d'une de leurs filiales, Sefi Franki Sotraisol. En 1999, il initie la vente de Ménard Soltraitement en présentant ses associés à Freyssinet (filiale du groupe Vinci). Son ascension chez le numéro deux du BTP sera fulgurante: directeur général du pôle sol à Freyssinet (2000) directeur général (2004-2008), puis PDG de Vinci Construction grands projets et directeur général délégué à Vinci Construction France chargé du pôle travaux public (2008-2010). Alors qu'il vient d'être nommé directeur des pôles grands projets, Europe de l'Est et Oil and Gas, il est débauché par le numéro trois du BTP français, Eiffage (2011), dont il est président-directeur-général depuis 2012.

BERGOUGNOUX Jean. Ingénieur, né le 15 octobre 1939 à Cauderan (Gironde). Polytechnicien et ancien de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique, il a été administrateur de l'Insee (1964-1970), puis au ministère de l'Industrie. Il entre à EDF en 1970 au service des études de réseaux, et devient chef adjoint de ce service en 1975. En 1979, il continue son ascension au sein d'EDF en devenant chef adjoint (1979) puis chef (1982) du service des études économiques générales, directeur adjoint (janvier 1984), puis directeur (juillet 1984) à la direction générale d'EDF. En mai 1987, il est promu directeur général d'EDF (n° 2), mais sa carrière est bloquée par l'arrivée de Gilles Ménage, imposé par l'Élysée. En septembre 1992, cet homme rompu aux arcanes de l'État et des services publics devient président d'Eurélectric, qui regroupe les entreprises d'électricité européennes. Membre de la commission économique du CNPF, il préside également le comité des études du Conseil mondial de l'énergie (l'une des raisons sans doute qui lui valent d'être l'un des très rares Français membres de la Commission trilatérale). Il devient président de la SNCF en 1994, sur la suggestion de Nicolas Sarközy et de son directeur de cabinet Pierre Mariani, avec pour mission de remettre de l'ordre dans les finances de la société, avant d'être sacrifié sur l'autel des grandes grèves de décembre 1995. Président du Groupe d'études et de réflexions interrégionales (Géri) depuis 1998, il est, depuis 1999 consultant indépendant et membre de la Commission nationale du débat public.

BERGOUNIOUX Alain. Né le 23 octobre 1959 à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine), cet ancien normalien, fils d'un employé et d'une institutrice, est un produit de la méritocratie républicaine mâtinée du réseautage politique. Agrégé d'histoire et docteur ès lettres, il a débuté comme professeur (1978-1981), finissant comme inspecteur général de l'Éducation nationale (1991), alors qu'il n'a enseigné qu'une dizaine d'années. Propulsé dès 1981 comme maître de conférences à l'université de Franche-Comté et à l'Institut d'études politiques de Paris, il a rejoint le PS dès 1971. Cet agitateur d'idées a été en fait durant plus de deux décennies l'un des principaux dirigeants du courant rocardien (après avoir commencé par militer au Ceres de Jean-Pierre Chevènement). Chargé de mission et conseiller social à Matignon auprès de Michel Rocard (1988-1991), il sera ensuite son conseiller à la tête du PS à partir de 1993. Membre du comité directeur du PS à partir de 1990 et du conseil national à partir de 1997, il sera notamment secrétaire national à la formation (1995-1997), puis à la communication. Directeur de *Vendredi* puis de *L'Hebdo des socialistes*, il a appartenu à divers cabinets ministériels (Catherine Trautmann à la Culture et la Communication en 1997-1998, Michel Sapin à la réforme de l'État et la Fonction publique de 2000 à 2002). Il a été l'un des très rares dirigeants socialistes français (avec Dominique Strauss-Kahn) à être invité par les Fabiens britanniques lors du colloque organisé en avril 2004 par le Policy Network de Tony Blair et la Fondation Friedrich Ebert. En 2007, c'est encore lui qui rédige le programme du PS. Président depuis 2001 de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), l'homme fort de la rocardie a signé de multiples ouvrages: *La Social-démocratie ou le compromis*, *Force ouvrière*, *La Parole syndicale*, *La Forteresse enseignante, la FEN*, *L'Utopie à l'épreuve, le socialisme européen au XXe siècle*, *Les Habits neufs de la droite*, etc. Cet homme de l'ombre ne s'est jamais présenté à aucune élection, hormis une sénatoriale dans les Yvelines en 1995. Son entrée au Siècle a de quoi surprendre tant l'homme est démonétisé, le courant rocardien ayant disparu depuis longtemps.

BERNARD Daniel. Président de société, né le 18 avril 1946 au Cateau (Nord). Cet ancien d'HEC a effectué toute sa carrière dans la grande distribution (Viniprix, La Ruche picarde, etc.), comme directeur général du groupe Metro France (1981-1989), président du directoire (1992-1998) puis PDG (1998-2005) de Carrefour, qui deviendra, sous sa direction, le second groupe mondial de grande distribution. En 2005, il est évincé de la direction du groupe qui détenait 868 hypermarchés (dont 216 en France), en raison de mauvais résultats boursiers à la suite de la fusion avec Promodès. Il quitte le groupe avec un « parachute doré » de 9,39 millions d'euros (le groupe a également provisionné 29 millions d'euros pour servir au versement de sa retraite, soit 1,2 million d'euros, à partir de ses 60 ans), ce qui suscita de vifs remous. Il a fondé et dirige Provestis depuis 2005, est administrateur d'Alcatel-Lucent et de Cap Gemini et vice-président de Kingfisher. Cet amateur de musique classique possède une importante bibliothèque wagnérienne.

BERNARD François. Membre du Conseil d'État, né le 21 décembre 1933 à Metz (Moselle). Ancien de Sciences-Po, cet énarque a débuté comme auditeur au Conseil d'État (conseiller d'État en 1983). Il a figuré parmi les membres du groupe permanent de la Convention des institutions républicaines au côté de François Mitterrand. Il fut notamment conseiller technique de Joseph Fontanet (Santé, 1961-1962), maître des requêtes (1964), conseiller technique d'Alain Poher (pendant l'intérim de 1974). Directeur du cabinet civil et militaire du ministre de la Défense Charles Hernu (1981-1985), qui s'en était fait un ami au sein du Grand Orient de France (*Libération*, 22 décembre 1987). Il a été secrétaire général de l'administration des Armées en 1985-1986 et a siégé de 1992 à 1994 au Conseil supérieur de la magistrature. Vice-président du KKL (achat de terres en Israël), il a été membre de la commission d'études politiques du Conseil représentatif des institutions juives de France et du comité directeur du Fonds social juif unifié. Vice-président de la commission d'indemnisation des victimes des persécutions antisémites (depuis 2002), de la commission nationale de contrôle des comptes de campagne et du financement des partis politiques (2000), il a également appartenu à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (2004-2005) et a présidé, à partir de 2005, la commission de recours des réfugiés. Il est le frère de Jean-René Bernard.

BERNARD Jean-René. Directeur de banque, né le 1er décembre 1932 à Metz (Moselle). Issu d'une vieille famille juive messine, cet énarque, major de Sciences-Po, entre en 1958 à l'inspection des Finances et devient en 1962 conseiller technique auprès de Pierre Sudreau puis de Louis Joxe (aux Affaires algériennes). Ce dernier le présente à Georges Pompidou, qui cherche un conseiller inspecteur des Finances. Il sera donc chargé de mission (1962-1968), secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (1967-1977), conseiller technique chargé des problèmes économiques (1969), jouant un rôle important pour le développement de la CEE, puis secrétaire général adjoint de la présidence de la République (1973-74). Ambassadeur à Mexico (1977-1982), il devient administrateur de la Compagnie financière du CCF en 1985 puis, en 1986, de la délégation financière à la commission intergouvernementale de la liaison Trans-Manche et du Consortium français de participations bancaires. Jacques Chirac le chargera en 1986 de mener les négociations avec Walt Disney pour l'implantation de Eurodisneyland à Marne-la-Vallée. Il

devient en 1987 président du CIC-Paris. De 1989 à 1993, il sera ambassadeur aux Pays-Bas. Membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France (depuis 1997), il est vice-président et trésorier (depuis 2002) de la section française du Conseil franco-britannique et président de France-Amérique.

BERNARD Paul. Préfet, né le 12 décembre 1934 à Montpellier (Hérault). Entré dans le corps préfectoral en 1958, il sera sous-préfet de Pithiviers (1966-1968), chargé de mission auprès du préfet de la région Centre (1968-1971) et du préfet de la région Bretagne (1971-1974), sous-préfet de Lorient (1974-1977), préfet de l'Aveyron (1977-1981) puis de la Sarthe (1981-1983). Devenu commissaire de la République de la région Corse en 1983, il prendra la direction de la région Champagne-Ardenne deux ans plus tard, puis du Centre en 1986, et enfin de la région Rhône-Alpes. Vice-président du Medef International (depuis 2000), consultant indépendant (depuis 2001), expert européen, il est membre de l'Académie des sciences et des lettres de Montpellier. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont: *Le Grand tournant des communes de France* (1969), *L'État et la démocratie* (1983), *Le Préfet de la République* (1992).

BERNARD-REYMOND Pierre. Homme politique, né le 16 janvier 1944 à Gap (Hautes-Alpes). Sociologue et spécialiste de Sciences-Politiques, il entre en 1971 au cabinet de Joseph Fontanet, dont il deviendra le dauphin. Élu à l'occasion d'une partielle, député des Hautes-Alpes en 1971 (benjamin du Parlement) sous l'étiquette CDP, il sera réélu en 1973, devenant vice-président du groupe Union centriste et porte-parole du CDP (dont il sera par la suite secrétaire général adjoint). En 1976, ce giscardien de gauche co-anime le Groupe d'animation et de proposition, créé par Jean-Pierre Soisson, vivier où Raymond Barre va puiser ses secrétaires d'État. Il est donc promu en 1977 secrétaire d'État au Budget, et l'année suivante aux Affaires européennes (jusqu'en 1981). En même temps, il renonce à ses fonctions au sein du CDS, en rupture avec Jean Lecanuet. Battu à la députation en 1981 à l'occasion de la vague rose, ce barriste est élu en 1984 au Parlement européen (dont il démissionne en 1986) et finalement réélu au Palais Bourbon en 1986 et 1988. Maire de Gap en 1989, ce défenseur de Maastricht est élu en 1992 président du groupe des députés français membres du PPE au Parlement européen. Conseiller régional depuis 1998, il est devenu sénateur des Hautes-Alpes le 26 janvier 2007 (en remplacement de Marcel Lesbros, décédé).

BERNHEIM Antoine. Banquier, né le 4 septembre 1924 à Paris. Fils de Léon Bernheim, riche marchand de biens d'origine juive décédé (comme sa mère) à Birkenau, il deviendra « le plus puissant et le plus secret des associés-gérants de la Banque Lazard » (*Les Echos*, 25 juin 1991), évidemment derrière Michel David-Weill, ainsi que le plus célèbre conseiller et « marieur » des grands groupes industriels français. « Il se délecte à monter les grands coups ou à mettre son savoir-faire et ses relations au service des talents prometteurs qu'il a su détecter » (*L'Événement du jeudi*, 16 novembre 1989), comme Vincent Bolloré, Jean-Marie Messier ou Bernard Arnault. Selon *Le Nouvel observateur* (24 mars 1994), il est le « véritable Père Joseph des affaires en France, le conseiller écouté des plus grands patrons de l'hexagone » et l'« un des hommes les plus riches de France » (*Le Point*, 26 février 1994), détenant officieusement 16 % de Lazard. « Cet homme-là, écrit *Le Nouvel observateur*, sait cultiver ses relations politiques, à droite principalement, mais à gauche aussi quand il le faut, avec des socialistes comme Tony Dreyfus ». Détestant parler publiquement (il n'a pratiquement jamais donné d'entretien à la presse), il a d'abord travaillé de 1952 à 1967 dans l'entreprise immobilière familiale, la Société française générale immobilière (ex-Bernheim Frères, un des principaux groupes immobiliers de l'entre-deux-guerres, où il fera une fortune colossale), avant d'entrer en 1967 chez Lazard, avec pour mission de gérer l'immobilier de la banque. Dans cette banque, où chacun des associés est responsable sur ses biens propres, il a lancé la mode des fusions associations d'entreprises. PDG d'Euromarché en 1981 (sa gestion sera un échec et le groupe sera vendu en 1991 à Carrefour), il devient en 1988 vice-président de la plus puissante banque d'Italie, la Mediobanca, en 1992 vice-président de LVMH (contrôlé par son poulain, Bernard Arnault), et en 1995 président de la compagnie d'assurances italienne Generali, deuxième d'Europe avec un chiffre d'affaires de 100 milliards de F et une capitalisation du même ordre (troisième du monde). Finalement, Axa s'est séparé de Generali à l'été 1996 pour 5,9 milliards de F. On notera au conseil d'administration de cette société l'ancien Premier ministre Raymond Barre. PDG de La France SA, La France-Iard, La France Vie, La France participation et gestion, Antoine Bernheim est actuellement titulaire de douze mandats d'administrateur de sociétés: Albatros Investissement, André, Axa, Bolloré Techno, Ciments français, Concorde (Assur), Eridiana-Beghin-Say (agro-alimentaire) Financière Agache, Gaz et Eaux, Generali France, LVMH, mais en a occupé au total une trentaine. Propriétaire d'une galerie d'art à Paris, il siège au conseil de la Fondation du Judaïsme Français, avec David de Rothschild et Robert Badinter. Sa fille a épousé le prince Domenico Orsini, descendant d'une famille qui a donné trois papes à la chrétienté.

BERNIS Valérie (épouse GENTIN, née). Directeur de société, née le 9 décembre 1958 à Limoges (Haute-Vienne). Diplômée de l'Institut supérieur de gestion de Paris et titulaire d'un DEUG de sciences économiques, cette fille d'industriel (son père, décédé en 2004, était le président de Transports Bernis et des sociétés du groupe Bernis) commence sa carrière comme directeur adjoint d'Interpromotion (1981-1986) avant de devenir attachée de presse au cabinet d'Édouard Balladur au ministère de l'Économie et des Finances et de la Privatisation (1986-1988). Directeur de la communication de Cerus (holding française de Carlo de Benedetti, où apparaissait Alain Minc parmi les principaux dirigeants) de 1988 à 1991, elle est chargée de la communication d'Édouard Balladur, alors député RPR de Paris (1991-1993) avant d'être chargée de mission pour la presse et la communication à son cabinet à Matignon, de 1993 à 1995 (tout en étant chargée de la communication du candidat Édouard Balladur à l'élection présidentielle de janvier à mai 1995). C'est elle qui présentera Alain Minc au Premier ministre, le brillant énarque devenant le mentor intellectuel du candidat (cf. *Le Magazine de Libération*, 11 mars 1995). Nommée directeur de la communication de la Compagnie de Suez, en décembre 1995, Valérie Bernis est, depuis, 1997, directeur du cabinet du président du directoire, Gérard Mestrallet, et directeur de la communication financière du groupe Suez-Lyonnaise des Eaux (1997-1999) ainsi que directeur délégué auprès du président du groupe (1999-2001). Membre du comité exécutif de GDF-Suez, elle est en charge des directions de la communication, de la communication financière et des relations institutionnelles. Elle a dirigé, en parallèle, la chaîne *Paris Première*, de septembre 1999 à 2004. Elle a épousé Frank Gentin, président du directoire de Sefivo-Berger, juge au tribunal de commerce de Paris.

BERTHET Bruno. Inspecteur général de l'armement, né le 26 août 1958 à Lyon VIe (Rhône). Ce polytechnicien, également ingénieur de l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace, est titulaire du brevet de pilote de chasse militaire. Il fut ingénieur d'essai puis chef de la division essais télécommunications au centre d'essais en vol de Brétigny (1985-1993). Ayant rejoint la direction générale de l'armement en 1996, il y a été chef du département guerre électronique, reconnaissance, armements (1998-2000), directeur des programmes Mirage 2000 et avions de combat air (2000-2002). Il est directeur adjoint du développement international à la DGA depuis 2008.

BERTRAND Xavier. Agent d'assurances, né le 21 mars 1965 à Châlons-en-Champagne (Marne). Il est le fils d'un cadre bancaire et d'une employée de banque, mariés à tout juste 18 ans (ils avaient bénéficié d'une dispense car ils étaient mineurs). Il a épousé une conseillère en ressources humaines, Emmanuelle Gontier (dont il est divorcé et revit en couple, sans être marié). Son grand-père et son grand-oncle étaient assureurs. Il a effectué ses études à Reims, y obtenant son bac avec 20/20 en mathématiques. Par la suite, il décrochera un DESS en administration locale et une maîtrise de droit public. Il devient alors agent général d'assurances en 1992 dans la campagne de Saint-Quentin où il a longtemps travaillé avec un unique salarié à temps partiel. En réalité, il a toujours conduit de concert

une carrière professionnelle et politique : il a en effet rejoint le RPR à seize ans, devenant le secrétaire départemental de ce parti dans l'Aisne en 1998. Il fut surtout l'assistant parlementaire du sénateur RPR de l'Aisne Jacques Braconnier (décédé en 1999) de 1987 à 1992, et a été élu conseiller municipal d'opposition RPR de Saint-Quentin en mars 1989 (le maire Jacques Braconnier ayant perdu la mairie au profit du communiste Daniel Le Meur). Il devient adjoint au maire de cette ville, qui avait changé de camp politique, en juin 1995 (le maire actuel est le sénateur UMP Pierre André). Conseiller général de Saint-Quentin-Nord (gagné à la gauche) de mars 1998 à juin 2002, il démissionne ayant été élu député UMP de la 2e circonscription de l'Aisne (56,96 %). Soutien de Philippe Séguin à ses débuts, il s'opposera à Maastricht mais abandonnera vite ses tentations souverainistes pour se rapprocher tactiquement d'Alain Juppé, qui lui avait demandé, en janvier 2003, d'animer le débat national sur les retraites à l'UMP. « C'est le premier qui m'a vraiment fait confiance » dira-t-il. Sérieux et travailleurs, à la différence de beaucoup, il tiendra la bagatelle de 70 réunions dans 52 départements pour aboutir à une enquête de fond très détaillée. Ayant réussi dans sa tâche, il fut alors nommé, par Juppé, secrétaire national chargé de l'organisation des débats et sera naturellement le rapporteur de ce dossier qui aboutira à la première réforme des retraites. Il appartient au club de La Boussole. Alain Juppé lui a donné le coup de pouce nécessaire pour obtenir un secrétariat d'État. Il a failli obtenir l'Éducation nationale avec François Fillon, mais a dû se contenter du secrétariat d'État à l'Assurance-maladie, un poste qui lui convenait certainement mieux, connaissant fort bien le sujet. Début juin 2005, il est promu ministre de la Santé et des Solidarités, passant du 37e au 10e rang gouvernemental dans l'équipe de Dominique de Villepin. Délégué général du club Dialogue et initiative depuis novembre 2004, il est membre du bureau politique de l'UMP à partir de décembre 2004. Peu après sa nomination, il annonce la suppression du lundi de Pentecôte comme jour ouvré, ce qui va créer un certain trouble dans l'opinion. Discret mais très ambitieux, il appartient au Grand Orient de France (*L'Express*, 21 février 2008). Il a été initié à la loge Les Fils d'Isis à Tergnier en 1995. Simple, bon vivant, doué d'une solide capacité de travail (il vient du privé), pas énarque et dénué de personnalité, l'homme a tout pour plaire à Nicolas Sarközy qui va s'en faire un obligé. Nommé porte-parole durant la campagne présidentielle, il se retrouve ministre du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité. Un poste majeur où sa tâche première sera notamment de réformer un système de santé déficitaire et ruineux. À la suite de l'échec d'Alain Juppé aux élections législatives en juin, Nicolas Sarközy lui propose le poste de ministre de l'Économie et des Finances, mais l'intéressé refuse, ne se sentant pas encore assez assuré, préférant conserver le poste attribué par le président de la République en mai 2007. Il est confirmé en mars 2008, se voyant également confier la Famille. Il quitte ensuite assez brièvement le gouvernement pour prendre la tête de l'UMP, puis revient au gouvernement avec un ministère du Travail et des relations sociales élargi en novembre 2010.

BESANÇON Alain. Universitaire, né le 25 avril 1932 à Paris. Il est le fils d'un grand patron de médecine parisien. Cet écrivain, agrégé d'histoire et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, a milité au Parti communiste lorsqu'il était étudiant à l'IEP, et le quittera en 1956. Partisan de l'indépendance de l'Algérie, il enseigne en Tunisie et vit un an en URSS, en 1961, d'où il reviendra totalement anticommunisme (il retracera son itinéraire dans *Une génération*, 1987). En 1968, il devient psychanalyste, mais retourne assez vite à l'histoire, se spécialisant dans l'histoire du communisme. Éditorialiste au *Point* et à *L'Express*, il est par ailleurs un des propriétaires, avec ses frères et sœurs, des laboratoires pharmaceutiques Delagrange. Membre du conseil d'administration de l'Institut d'histoire sociale (qui publia *Est et Ouest*), il est l'auteur de nombreux ouvrages sur les pays de l'Est, mais aussi sur les questions d'esthétique (*L'Image interdite*, 1994). Il s'est officiellement prononcé en faveur de Jacques Chirac en 1988. Il est membre de l'Institut depuis 1996.

BES DE BERC Olivier. Ingénieur, né le 16 décembre 1929 à Paris, décédé en 1984. Ce polytechnicien, également ingénieur des Mines, est entré à Pechiney en 1959. Il en deviendra directeur de la division métallurgique en 1964, directeur du secteur vente et transformation de l'aluminium (1967-1971), directeur de la branche aluminium de PUK (à partir de 1971 avec le titre de directeur général adjoint de PUK). Il fut ensuite directeur général adjoint de Schneider et administrateur général de Creusot-Loire à partir de 1982.

BESSE Georges. Ingénieur, né le 25 décembre 1927 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), décédé le 17 novembre 1986 à Paris. Ce brillant X-Mines, d'origine ouvrière, est sorti second de l'X. Après un an de stage en milieu ouvrier, il devient en 1955 chef de laboratoire à la diffusion gazeuse du Commissariat à l'énergie atomique, où il se lie d'amitié avec André Giraud, Pierre Guillaumat et Michel Pecqueur. Il est l'un des architectes de l'usine atomique de Pierrelatte dont il sera le directeur général de 1958 à 1967. Par la suite, il sera directeur général, puis président de CIT-Alcatel (1970-1973), président du directoire d'Eurodif (1974-1976), directeur général puis président de la Cogema (1976-1982). Il imagine alors l'usine d'enrichissement du Tricastin, puis dirige l'usine de retraitement de La Hague. En février 1982, il est nommé à la tête de Pechiney Ugine Kuhlmann, tout nouvellement nationalisé, y opérant une réorganisation très dure, cédant des pans de l'entreprise mais réussissant en deux ans à présenter des comptes équilibrés. Il entre alors à la Régie Renault, où il prévoit pour 1985-1986, 21 000 suppressions d'emplois et la disparition de certains secteurs (sport et tourisme). Dans un climat social difficile, il est assassiné le 17 novembre 1986 par un commando d'Action directe (sans doute commandité pour le compte d'un pays du Moyen-Orient), alors que la firme automobile se redresse.

BESSE Michel. Préfet, né le 7 juillet 1941 à Rotalier (Jura). Diplômé de l'IEP, cet énarque a été affecté au ministère de l'Intérieur en juin 1968. Il sera directeur du cabinet du préfet de la Drôme (1968-1972), puis des Yvelines (1972-1974), secrétaire général de la préfecture de l'Yonne (1974-1977) puis de l'Eure (77-80). Sous-préfet de Senlis (1980-1983) puis secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône (1983-1985), il accède aux fonctions de préfet du Lot en 1985, puis de Haute-Corse en 1987. Directeur de cabinet de Maurice Faure, ministre de l'Équipement et du Logement (1988-1989), il sera ensuite préfet de Seine-et-Marne (1989), de la région Basse-Normandie (1991), de la région Bourgogne (1993). Il devient ensuite directeur du cabinet du ministre RPR de l'Intérieur, Jean Louis Debré. Il sera préfet de la région Rhône-Alpes de 1997 à 2004, devenant alors préfet hors cadre.

BESSE Pierre. Inspecteur des Finances, né le 11 octobre 1914 à Paris, décédé le 14 juillet 1982. Fils du romancier Jules Besse, il entre au ministère des Finances en 1937 comme administrateur et passe inspecteur des Finances en 1942. Secrétaire général du Conseil national du crédit de 1946 à 1959, il dirige le cabinet du ministre des Finances Edgar Faure en 1955. Directeur chez BP en 1957-1958, il préside également l'Union française des banques. Ayant rejoint la Compagnie bancaire, il en devient directeur général puis président du directoire (1969-1972).

BESSON Éric. Cadre supérieur, né le 2 avril 1958 à Marrakech (Maroc). Fils de Gérard Besson, officier de l'Armée de l'air, et de Marie-Thérèse Musa. Il a épousé Sylvie Brunel enseignante et écrivain (une douzaine de livres), dont il a eu trois filles. Agrégée en géographie, diplômée de l'École supérieure de commerce de Montpellier, du Centre de formation des journalistes et licenciée en droit, Sylvie Brunel, après un an d'enseignement aux Minguettes, près de Lyon, puis à Forbach, fut engagée à Médecins sans frontières par son président Claude Malhuret, futur secrétaire d'État à l'Action humanitaire, avant de rejoindre en 1989, l'Action internationale contre la faim, dont elle sera conseillère stratégique, directeur puis chargée de recherches. Éric Besson est diplômé de Sciences-Po Paris et de l'École supérieure de commerce de Montpellier, licencié en droit. Le jeune homme est d'une rare ambition ayant parfaitement assimilé le rôle joué par les réseaux. Bien qu'ayant échoué à l'Ena, il a été l'un des plus brillants espoirs du Parti socialiste. Entré à Renault Véhicules Industriels comme respon-

sable de l'exportation en Afrique et en Chine de 1983 à 1985, il a ensuite été rédacteur en chef du mensuel économique *Challenges* (groupe Perdriel, qui contrôle aussi *Le Nouvel observateur*). Rédacteur en chef aux Éditions mondiales (1987), il a ensuite rejoint l'Agence nationale pour la création d'entreprises (1988), avant de devenir conseil en ressources humaines et vice-président de HRM. Détaché auprès de la Fondation Agir contre l'exclusion de son amie Martine Aubry, il est devenu l'année suivante chargé de mission auprès de l'administrateur général de la CGE et délégué général, en 1996, de la Fondation Générale des eaux, devenue Vivendi sous la houlette de son ami Jean-Marie Messier. Pour le compte de ce dernier, il devait fonder en 1991 un cercle d'influence de premier niveau, particulièrement discret, le Club des quarante. « Derrière ce nom anodin se cache l'un des plus puissants réseaux de France, note *Le Nouvel économiste* (2 juillet 1999). Ses membres: 49 quadras, la crème des jeunes dirigeants. Réunis une fois par mois autour d'un bon repas, ces nouveaux héros du capitalisme tentent de moderniser le paysage hexagonal. » De son côté, *L'Express* (20 avril 1995) remarquait: « La plupart n'ont pas encore conquis les places les plus en vue, mais tous les espoirs sont permis aux jeunes loups de cette association [...] L'un des principes fondateurs est de "réunir des dirigeants en devenir avant qu'ils ne soient trop établis" précise Éric Besson. » Bien que la liste soit soigneusement gardée secrète, on sait qu'en sont membres (les membres de cabinets ministériels, les journalistes et les consultants en sont exclus), outre Messier et Besson, Patricia Barbizet, bras droit de François Pinault, François Auque, directeur du contrôle gestion d'Aérospatiale, Henri Giscard d'Estaing, alors directeur adjoint du Club Méditerranée, André Navarri, donné comme le successeur de Noël Forgeard à la tête de Valéo, Olivier Legrain de Lafarge, Jean-Marc Espalioux d'Accor, Cyrille du Peloux de Bull, Philippe Germond de Cegetel, Guillaume Pepy de la SNCF, etc. Évidemment nombre d'entre eux sont invités ou de membres du Siècle. Il n'a adhéré au Parti socialiste qu'en 1993, mais a été coopté dès l'année suivante à la direction nationale du PS, comme secrétaire national à l'Emploi. Maire socialiste de Donzère (Drôme) depuis 1995, il a été élu député de la 2e circonscription de la Drôme le 1er juin 1997, battant à la surprise générale l'UDF-radical Thierry Cornillet, maire de Montélimar, avec 50,11 % des suffrages. Au printemps 2001, il a lancé son propre « groupe de réflexion » au sein du PS, Ancrage. Lors de la campagne présidentielle de 2007, il est l'un des socialistes les plus virulents contre Nicolas Sarközy. Durant cette campagne, il signe un pamphlet à charge, *Les Inquiétantes ruptures de M. Sarközy*, où sont rappelés, dans le détail, les liens du candidat de l'UMP avec les néo-conservateurs américains et le grand capital, définissant le futur président de la République comme un « néoconservateur américain avec un passeport français ». Ségolène Royal ayant mis en doute le chiffrage de son projet économique, il démissionne le 14 février 2008 de son poste de conseiller n'acceptant pas de ne plus être consulté (puis du Parti socialiste le 21 février). En fait, il s'opposait à l'abandon du programme nucléaire dont il a toujours été un ardent défenseur à l'Assemblée nationale. François Hollande (qu'il connaissait depuis 1980) ayant laissé entendre que son départ relevait de problèmes personnels et familiaux et Ségolène Royal ne l'ayant pas épargné (« Vous connaissez M. Besson? Personne ne connaît M. Besson »), il l'exécute dans un rapide pamphlet écrit en moins de quinze jours, *Qui connaît Madame Royal?* Un succès éditorial qui pèsera lourd dans la campagne. Dès le 12 février, cet opportuniste avait présenté ses excuses à Nicolas Sarközy. Dans le cadre de la politique d'ouverture à gauche du nouveau Président, il entre au gouvernement comme secrétaire d'État à la Prospective et à l'Évaluation des politiques publiques. En mars 2008, il est confirmé dans ce poste, auquel s'est ajouté le Développement de l'économie numérique. Il est promu ministre de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale (janvier 2009-novembre 2010) puis ministre de l'Industrie.

BETTATI Mario. Juriste, né le 7 novembre 1937 à Nice (Alpes-Maritimes). Agrégé de droit, docteur d'État en droit, ce doyen honoraire de la faculté de droit de Paris-Sud a été, de 1988 à 2006, professeur à Paris II, spécialisé dans le droit communautaire et européen (il a dirigé le Centre de droit européen et le DEA de droit communautaire de Paris II). Co-auteur avec Bernard Kouchner du livre *Le Devoir d'Ingérence* (1987), il a été auprès de lui chargé de mission (1988) puis conseiller, chargé du droit international, du droit européen, du droit d'assistance humaine et des questions relatives aux droits de l'homme (1991). Ancien négociateur de l'ONU pour les résolutions concernant le droit d'assistance humanitaire, il a été en 1992-1993 conseiller auprès de Georges Kiejman, ministre de la Justice. Ancien président de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel, il a également été conseiller juridique de la mission des Nations Unies au Kosovo (1999). Auteur de nombreux livres de droit, il a écrit un ouvrage de référence sur *L'Action humanitaire dans le monde* et peut être considéré comme le père spirituel du « droit d'ingérence ».

BEULLAC Christian. Ingénieur, né le 23 novembre 1923 à Marseillan (Hérault), décédé le 16 juin 1986. Cet X-Ponts, également diplômé de l'IEP et de Supélec, fut de 1949 à 1952 adjoint au directeur de l'électricité au ministère de l'Industrie, avant d'entrer en 1955 à la Régie Renault. Il y sera directeur des fabrications (1964), directeur général industriel (1967), directeur général adjoint (1971), directeur général et délégué général aux véhicules industriels (1976). PDG de Renault Industrie (1974-1976) il sera aussi vice-président du conseil de surveillance de la Saviem (1975-1976). En août 1976, il est choisi par Raymond Barre comme ministre du Travail (la mensualisation, c'est lui), puis en avril 1978 comme ministre de l'Éducation (il n'engagera aucune réforme, se contentant d'appliquer le plan Monory). À l'arrivée de la gauche au pouvoir, il devient vice-président d'Euréquip, société de conseil en organisation des entreprises.

BEYER Muriel (née FINCK, épouse). Éditrice, née le 30 mai 1952 à Marseille 9e (Bouches-du-Rhône). Passée par l'Institution Notre-Dame-de-Sion et l'université d'Aix-en-Provence, cette agrégée de lettres classiques, mariée au journaliste sportif de l'*AFP* Alain Beyer, a début sa carrière comme enseignante, tout en collaborant au quotidien socialiste *Le Provençal* (1975-1976), avant de devenir directrice de la communication du Parc des expositions de Marseille (1978-1982). Elle était alors une proche de Gaston Deferre, l'omnipotent maire socialiste de Marseille. Se retournant vers l'édition, elle entre en 1982, sur recommandation de Jean Dutourd, rencontré à Marseille, aux éditions Flammarion comme directrice de la communication (1982-1997), avant de devenir directrice littéraire de Plon (sur recommandation de Françoise Verny à Olivier Orban). Pour *Le Figaro Magazine* (avril 2004), c'est « l'un des plus beaux carnets d'adresses de l'édition française ». « Elle appartient au cercle restreint des éditeurs qui comptent (*Livres Hebdo*, 7 décembre 2001). » Pour la « papesse des lettres » Françoise Verny (que Beyer passe pour avoir débauché de Gallimard), elle fut « la meilleure attachée de presse de Paris ». L'un de ses premiers « gros coups » sera le *Henri IV* de François Bayrou, agrégé de lettres comme elle. Chez Plon, outre le livre d'entretiens de Patrick de Carolis avec Bernadette Chirac, elle a fait venir Nicole de Buron, Françoise Dorin, Françoise Mallet-Joris, Jean Piat, Jean Dutourd, Nicole Avril, Alain Duhamel, André Glucksmann, André Kaspi, Blandine Kriegel, Laurent Fabius, Jacques Delors, etc. « Cette éditrice a toujours affiché ses convictions de gauche (*Livres Hebdo*, 7 décembre 2001). »

BEYTOUT Nicolas. Journaliste, né le 8 juin 1956 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fils de Daniel Beytout, directeur de société, et d'Odile Pollet. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise en droit. Il est surtout le petit-fils (par alliance, mais sans lien direct de parenté, étant en fait le petit-fils de Pierre Beytout) de Jacqueline Beytout (née Egger, le 20 février 1918 à Marseille), qui avait racheté à la famille Servan-Schreiber *Les Echos de l'exportation* en 1963. Elle devait se marier, en secondes noces, avec un richissime propriétaire de comptoirs au Sénégal, Viggo Qvisigaard Petersen, dont elle hérita, à 46 ans, lorsqu'il mourut. Elle devait se remarier en troisièmes noces, en 1957, avec Pierre Beytout, alors patron des laboratoires Roussel (et gros actionnaire). Cette femme de tête fit des *Echos*, un quotidien de référence, finissant par vendre ses parts pour 885 millions de F au groupe de presse anglais Pearson en 1988 (s'attirant alors les foudres d'Édouard Balladur, alors ministre de l'Économie et des Finances). Pearson détient

notamment le *Financial Times* et l'espagnol *Expansion*, contrôle les éditions Penguin, est le premier groupe mondial dans l'éducation, a une participation importante dans *RTL* Group, produit des émissions ou séries comme *Alerte à Malibu*, *La Roue de la fortune* ou *Le Juste prix*. Journaliste à *L'Economie* (1978-1980) et à *La Correspondance économique* (groupe Bérard-Quélin), Nicolas Beytout a été journaliste puis rédacteur en chef de *La Lettre des Echos* (1981-1983). Par la suite, il a gravi tous les échelons dans le premier groupe de presse économique français (qui contrôle ou a édité aussi *City*, *Le Panorama du médecin*, *Enjeux*, *Les Dynasteurs*, *La Revue du praticien*, *L'Exportation*, etc.), étant notamment chef du service économie, rédacteur en chef, puis directeur de la rédaction des *Echos* à partir de 1997. À la différence de Jacqueline Beytout, qui rompra rapidement, début 1989, avec ses actionnaires anglais, il continuera sans problème sa carrière en son sein. Le quotidien économique se vend en moyenne à 120000 exemplaires, dont 75000 abonnés. Président du comité éditorial du groupe *Les Echos* à partir de 2000, il a également été secrétaire général (1987-1989) puis vice-président (1989-1993) de l'Association des journalistes économiques. Chroniqueur à *RTL* (1999-2002), il collabore depuis 2001 à *Europe 1*, *TF1* (depuis 1994, avec *Les Rendez-vous de l'entreprise*) et LCI (avec *L'Invité de l'économie*). En 2007, il rejoint *Le Figaro* comme directeur de la rédaction, mais suite à des tensions, il entre au groupe LVMH comme directeur du pôle médias et reprend la direction des *Echos* que Bernard Arnault vient de racheter. Il appartient au Groupe de Bilderberg, ayant notamment été invité en mai 2001 en Suède, ainsi qu'à la Commission trilatérale.

BÉZARD Bruno, Pierre. Inspecteur général des Finances, né le 19 mai 1963 à Chauny (Aisne). Issu d'une famille de modestes Picards installés en Touraine, il est le fils d'un artisan, Maurice Bézard, et d'une secrétaire médicale, Liliane Macadre. Élève brillant, son classement de sortie de l'École polytechnique (1982) lui permit d'intégrer directement l'ENA dont il sortira major (promotion Michel De Montaigne, 1986-1988). Il commence sa carrière à l'inspection générale des Finances (1988-1992). Il passe ensuite à la direction du Trésor comme adjoint au chef du bureau Afrique zone franc (1992-1994), puis sera chef du bureau logement, épargne réglementée (1994-1998), sous directeur des assurances (1998-2000), comme chargé de mission auprès du directeur au service de la dette (2000), sous-directeur (développement et marché émergents) (2000-2001), chargé du service des participations (2002), puis chef du service des participations (2002-2003). Il n'aura fait que de brefs détours dans des cabinets ministériels, d'abord comme directeur adjoint du cabinet du ministre PS de l'Économie et des Finances et de l'Industrie Christian Sautter, puis sera, durant quelques mois (2001-2002), conseiller pour les affaires économiques et financières de Lionel Jospin, alors Premier ministre. Il intègre ensuite l'Agence des participations de l'État comme directeur général adjoint (2003-2007) puis directeur général (2007-2010). À ce titre, il a représenté l'État au conseil d'administration d'EDF, Air France KLM, Thales, Dexia, Areva, etc. Promu entre-temps inspecteur général des Finances (2004), il devient, toujours à Bercy, chef du service économique régional ayant compétence sur la Chine de 2010 à août 2011, date à laquelle il est devenu directeur général des Finances publiques (DGFIP) au ministère de l'Économie et des Finances (jusqu'en juin 2014), étant alors remplacé par Bruno Parent. Il est directeur général du Trésor depuis juillet 2014.

BEZARD Pierre. Magistrat, né le 10 octobre 1932 à Saïgon (Vietnam). Docteur en droit, il est nommé auditeur de justice en 1961. Il sera substitut à Limoges, puis magistrat à l'administration centrale du ministère de la Justice (1972-1976), avant d'être détaché comme chef du service juridique de la Commission des opérations de bourse (jusqu'en 1982). Cet homme qui « ne cache pas que son cœur penche à gauche » (*Le Figaro*, 10 juillet 1990) est alors promu procureur de la République adjoint, chargé des questions financières, au tribunal de grande instance de Paris (jusqu'en mai 1986), où il suivra de très gros dossiers (Willot, Carrefour du développement, Paribas, etc.). Il devient conseiller à la chambre commerciale de la Cour de Cassation, puis procureur de la République au TGI de Paris (juillet 1988-juillet 1990). Son zèle dans diverses affaires, en particulier Luchaire et la Société générale, lui vaut de la part de François Mitterrand une promotion-sanction en 1990, date à laquelle il devient président de la chambre commerciale, financière et économique de la Cour de cassation. Il est président (depuis 2002) et administrateur d'EuroArbitrage, membre de l'association française d'arbitrage et administrateur de sociétés d'édition et de publications.

BIANCO Jean-Louis. Membre du Conseil d'État, né le 12 janvier 1943 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fils d'un riche chef d'entreprise né en France mais d'origine italienne (que son fils a présenté parfois comme un « immigré »), cet ingénieur des Mines qui était délégué de l'Unef, est également un ancien élève de l'Ena. Sorti dans la botte, il a choisi le Conseil d'État en 1971. Chargé de mission au Groupe central des villes nouvelles (1973-1974) puis sous-directeur au ministère de la Santé (1976-1979), il obtient un détachement comme chargé de mission au syndicat intercommunal de développement Durance-Bléone (dans le Lubéron, région chère aux mitterrandiens). À la fin des années 60, il a milité dans les Groupes d'action municipale avant de rejoindre la section économique du PS (sans y adhérer) de 1974 à 1979. Chargé de mission pour les affaires économiques à l'Élysée en 1981 à l'instigation de son ami d'enfance Jacques Attali, il succède l'année suivante à Pierre Bérégovoy comme secrétaire général de l'Élysée, poste qu'il conservera jusqu'en 1991. Il sera durant les deux septennats le « grand coordinateur de la machinerie élyséenne (...) notamment comme chef d'orchestre de l'opération SOS-Racisme qu'il a monté de À à Z avec Julien Dray (...) renflouant à plusieurs reprises, grâce aux fonds secrets, les caisses de l'association » (*Jeune Afrique*, 4 septembre 1991). Ministre des Affaires sociales et de l'Intégration d'Edith Cresson, il le sera ensuite de l'Équipement, du Logement et des Transports dans le gouvernement Bérégovoy. Conseiller régional PACA de 1992 à 1997, conseiller général depuis 1993, il a battu le RPR Pierre Rinaldi à la mairie de Dignes-les-Bains en 1995 (réélu jusqu'en 2001). En 1997, il est élu député, réélu en 2002 et 2007. Il préside le conseil général des Alpes-de-Haute-Provence depuis 1998.

BIDEGAIN José. Directeur de société, né le 16 mai 1925 à Buenos Aires (Argentine), décédé le 4 octobre 1999. Ancien résistant, il fut directeur général adjoint de la société familiale Beverly (fabrication de chaussures) à Pau, de 1949 à 1965. Siégeant au bureau de la Fédération nationale de l'industrie de la chaussure, il en devient le délégué général en 1966 (jusqu'en 1977 où il doit démissionner). Président national du Centre des jeunes patrons de 1961 à 1964 et membre du Conseil économique et social (1964-1969), ce prototype du « gaulliste de gauche », adepte de la Nouvelle société de Jacques Chaban-Delmas, devient en 1968 délégué général du Centre national des dirigeants d'entreprise. Fin 1969, il fonde avec François Dalle, président de L'Oréal, l'association patronale Entreprise et progrès (le club Jean Moulin du patronat), dont il sera délégué général jusqu'en 1977 et qu'il dirigera de 1973 à 1980, de manière à permettre à Chaban-Delmas d'être candidat en 1981 à la présidence de la République. On le retrouvera comme négociateur chez Lip en 1973. Il est ensuite (1978-1982) directeur du département Flaconnage de BSN, puis directeur général adjoint (chargé de la communication) de Saint-Gobain (1982-1989). Il sera de mai 1988 à mai 1991 chargé de mission auprès du ministre de l'industrie Roger Fauroux. Membre du bureau du Conseil économique et social (1984-1986, puis depuis 1989), il succédera à Jacques Delors à la présidence du club Échanges et Projets (1981-1988). Conseiller du président de la Compagnie générale des eaux pour les relations humaines depuis août 1991, cet ancien du club Jean Moulin a été l'un des financiers de Michel Rocard (*Le Canard enchaîné*, 24 août 1988). Infatigable, il a été président de l'Action internationale contre la faim, membre du comité d'honneur de France terre d'asile et appartint à la Fondation Saint-Simon. Son épouse, Martine, a été conseiller technique de Michel Rocard.

BIENAYME Alain. Universitaire, né le 22 mai 1934 à Toulon (Var). Ce docteur ès sciences économiques et agrégé de droit a enseigné à Paris, Rennes et Dijon avant de rejoindre Edgar Faure, qu'il suivra comme conseiller technique dans tous ses cabinets: Agriculture (1966-1968), Éducation natio-

nale (1968-1969), Affaires sociales (1972-1974), présidence de l'Assemblée nationale (1974-1978). Professeur d'économie à Dauphine depuis 1969, il a présidé la Société d'économie politique (1988-1992), la section des problèmes économiques généraux de la conjoncture au Conseil économique et social (1974-1984) ainsi que le conseil d'administration de l'Onisep (1979-1982). Il est membre (2001) du Conseil de perfectionnement de l'École française des attachés de presse et des professionnels de la communication (Efap), du Conseil franco-britannique (2001) et l'auteur de nombreux ouvrages universitaires.

BIGNON Charles. Directeur de société, né le 4 août 1921 à Paris, décédé le 29 mars 1980. Diplômé de l'IEP de Paris, il fut notamment directeur de cabinet de Jean de Broglie (Sahara, DOM-TOM, 1961-1962) et le suivit à la Fonction publique (1962), aux Affaires algériennes (1962), aux Affaires étrangères (1966-1967). Il fut député UDR de la Somme de 1968 à 1978, conseiller général (1964) et maire de Bernapré puis de Bermesnil. Son fils, Jérôme Bignon, a repris ses mandats de député et conseiller général.

BIGOT Bernard. Universitaire et haut fonctionnaire, né le 24 janvier 1950 à Blois (Loir-et-Cher). Ce normalien (Saint-Cloud) est agrégé de physique et docteur ès sciences. Il sera agrégé-préparateur à Normale Sup (1975-1981), puis maître-assistant, maître de conférences et enfin professeur à cette même École normale supérieure de 1983 à 1987. Directeur adjoint de Normale Supérieure Lyon (1987-1993), il sera ensuite directeur général de la recherche et de la technologie au ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche (1996-1997), directeur de l'École normale supérieure de Lyon (2000-2002), directeur de cabinet de Claudie Haigneré, ministre à la Recherche et aux Nouvelles technologies (2002-2003) et parallèlement directeur adjoint de celui de Luc Ferry. En 2003, il devient Haut-commissaire à l'énergie atomique (CEA), devenant un personnage-clé de ce secteur, ainsi que vice-président du Conseil supérieur de la sûreté nucléaire. Depuis 2009, il est administrateur général et président du conseil d'administration du Commissariat à l'énergie atomique.

BILGER Pierre. Directeur de société, né le 27 mai 1940 à Colmar (Alsace). Diplômé de l'IEP, cet ancien de l'Ena est entré à l'inspection des Finances en 1967. Détaché en 1971 au ministère de l'Économie et des Finances comme chargé de mission à la direction du budget, ce centriste devint chargé de mission (juin 1974), puis conseiller technique (1976) aux cabinets de Jean-Pierre Fourcade, Michel Durafour et Robert Boulin, ministres successifs de l'Économie et des Finances. En 1978, il retourne brièvement à l'inspection des Finances, avant de devenir, jusqu'en 1981, directeur de cabinet de Maurice Papon, ministre du Budget. Il rejoint alors le privé, appelé par Pierre Suard de la Compagnie générale d'électricité. Il sera d'abord directeur de la planification puis directeur financier. En 1987, il est le maître d'œuvre de la privatisation du groupe décidée par Édouard Balladur, ancien salarié du groupe partenaire Alcatel, et deviendra, la même année, secrétaire général d'Alsthom. Il est le promoteur de sa fusion avec son partenaire britannique GEC, en 1989, et deviendra alors le directeur général de la nouvelle société GEC-Alsthom. Il en prend les commandes en 1991, et en devient le président, le 1er janvier 1995 (75 000 salariés). PDG de Gec-Alsthom SA devenu (1998) Alstom (1991-2001), admis à faire valoir ses droits à la retraite de l'inspection générale des finances (1998), il est administrateur de la Société générale (1999) de Thales (2003) et du conseil international de l'alliance Renault-Nissan (2000).

BILLARDON André. Né le 22 octobre 1940 à Montceau-le-Comte (Nièvre). Ce professeur de mathématiques au lycée militaire d'Autun de 1967 à 1978 est le fils d'un artisan socialiste de la Nièvre. Après un mandat de conseiller municipal à Autun obtenu en 1973, date de son entrée au PS, et de conseiller général en 1975, il accède à la députation en 1978. En 1981, ce spécialiste des questions industrielles est élu président de la commission spéciale sur les nationalisations et responsable du groupe socialiste pour l'industrie. En 1984, ce mitterrandiste, longtemps protégé de Pierre Joxe avant de devenir fabiusien, est élu, malgré les réticences des rocardiens, président du groupe socialiste de l'Assemblée (et le demeure jusqu'en 1986). De 1986 à 1988, il est vice-président de l'Assemblée. Devenu proche de Laurent Fabius, membre du comité directeur et du bureau exécutif du PS, il en sera le n° 2 (1991-1992). Par la suite, il sera conseiller spécial de Laurent Fabius (1992) et dirigera la campagne socialiste pour le référendum sur Maastricht. Il est nommé en octobre 1992 ministre de l'Énergie auprès du ministre de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, poste auquel avait pu le préparer sa présidence (de 1983 à 1986) du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz. Député de Saône-et-Loire de 1978 à 1993 et de 1997 à 2002, président de la communauté urbaine du Creusot-Montceau (1989-2001), il est maire du Creusot depuis 1995 et secrétaire adjoint de la Fédération des maires des villes moyennes de France depuis 2004.

BILLE Jacques. Publiciste, né le 2 juin 1944 à Alger (Algérie). Cet énarque a été nommé en 1970 attaché commercial en poste en Chine, puis à Mexico (1974), avant d'entrer la même année comme conseiller technique au cabinet du ministre du Commerce extérieur (Norbert Segard, puis Raymond Barre, dont il avait été l'élève à Sciences-Po). Il suivra ce dernier à Matignon et deviendra, en 1978, chef du Service d'information et de documentation du Premier ministre, fonction qu'il abandonne en mai 1981. Chargé de mission au secrétariat général du gouvernement, il rejoint le secteur privé en avril 1982, devenant vice-président délégué général de l'Association des agences conseil en publicité. En août 1985, il entre au Conseil national de la communication audiovisuelle, ancêtre du CSA, comme représentant des entreprises de communication. Il travaille toujours avec Raymond Barre, et crée avec lui sa lettre *Faits et Arguments* (dont il demeure directeur). Il est en 1988 son conseiller en communication, responsable de son département image et communication. En 1992, il devient vice-président de l'European advertising tripartite, spécialisée dans les activités de lobbying en faveur des publicitaires. Il est aussi vice-président de la Fédération mondiale de la publicité et conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes (depuis 2004). Il est membre du Conseil national du développement durable depuis 2003.

BILLETDOUX François. Écrivain, né le 7 septembre 1927 et décédé le 26 novembre 1991 à Paris. Collaborateur des *Lettres françaises* (1946), ce romancier (et auteur de pièces de théâtre) a travaillé pour diverses radios officielles (directeur des programmes de *RFO* en 1958) et sera chargé de mission à partir de 1975 auprès de *Radio France* et de l'Institut national de l'audiovisuel. Président de la Société des gens de lettres (1981-1986), il est le père de l'écrivain Raphaëlle Billetdoux.

BINET Jean-Paul. Professeur de médecine, né le 9 janvier 1924 à Paris, décédé le 31 mai 2008. Ce fils de médecin a été chirurgien des Hôpitaux de Paris à partir de 1963, chef du service de chirurgie cardio-vasculaire à l'hôpital Marie Lannelongue (1987). Professeur de pathologie chirurgicale depuis 1968, il avait été élu à l'Académie de médecine en 1984.

BIRRAUX Claude. Ingénieur chimiste, né le 19 janvier 1946 à Ambilly (Haute-Savoie). Docteur ès sciences, cet ingénieur a fait carrière en Suisse, enseignant notamment à l'université de Genève. Conseiller municipal UDF-CDS d'Annemasse en 1977, il devint député de Haute-Savoie l'année suivante (réélu systématiquement depuis 1981) et est conseiller général d'Annemasse depuis 1982. À l'Assemblée, il est secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques depuis 1993 et vice-président de la commission de la science et de la technologie du Conseil de l'Europe depuis 1995, membre honoraire du Conseil de l'Europe depuis 2002.

BISCH Pierre-Étienne. Préfet, né le 19 octobre 1951 à Lörrach (Allemagne). Fils d'un colonel des transmissions stationné à Baden-Baden et petit-fils de militaire, ce licencié en droit, diplômé de Sciences-Po Strasbourg est issu de la promotion *Pierre Mendès-France* de l'Ena (1976-1978). Ayant débuté comme directeur de cabinet du préfet des Côtes-du-Nord (1978), il fut conseiller de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur (1993-1995) qui le nomme préfet, chargé de mission de service public en 1995. Il s'occupe alors étroitement, avec Daniel Léandri, des négociations secrètes avec les nationalistes corses et prépare le projet de statuts fiscal de l'île de Beauté. Mais, il est remercié à la suite des révélations faites par François Santoni,

leader de la Cuncolta. On le retrouve préfet de Savoie (1996-1999) et de l'Ain (1999-2002). Conseiller pour les affaires intérieures (en particulier la police) et l'Outre Mer au cabinet du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin (2004-2005) il devient le directeur de cabinet de Dominique Perben, ministre des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (2005). Son nom fut cité comme éventuel directeur général de la police nationale mais il a été nommé finalement PDG de Météo-France (2005) puis préfet de la région Alsace en 2009.

BITTERLICH Joachim. Diplomate, né le 10 juillet 1948 à Sarrebruck (Allemagne). Élève étranger à l'Ena (1974-1975), il fut deuxième secrétaire à l'ambassade d'Allemagne à Alger (1978-1981), premier secrétaire auprès de la CEE à Bruxelles (1981-1985), conseiller diplomatique du chancelier Helmut Kohl (1993-1998), ambassadeur auprès de l'OTAN (1998-1999), ambassadeur en Espagne (1999-2002). Depuis lors, il est directeur des affaires internationales de Veolia Environnement. Administrateur de multiples sociétés françaises ou allemandes, il siège au Medef International et est administrateur de Notre Europe et Friends of Europe. Marié à une Française, il a signé plusieurs ouvrages sur le couple franco-allemand et l'Europe.

BIZARD François. Inspecteur général des Finances, né le 22 juin 1918 à Lons-le-Saunier (Jura). Licencié en droit et de Sciences-Po, il devint inspecteur des Finances en 1942. Membre des cabinets des trois ministres des Finances de 1952 (Edgar Faure, Antoine Pinay, Pierre Abelin), il fut également directeur général de la Banque du Maroc (1957-1964), conseiller technique à l'Industrie (1966-1967), avant d'entrer chez BP comme directeur général (1969-1977), dont il était membre du comité de direction depuis 1967. Membre du Conseil économique et social, il fut président de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole.

BLANC André. Inspecteur des Finances, né le 31 mars 1931 à Vernassal (Haute-Loire). Cet énarque (1958), sorti dans la botte, a effectué sa carrière aux Finances. Il fut notamment directeur financier et juridique de CII (devenu CII-Honeywell-Bull) en 1971-1974, PDG de Manufrance (1975-1977), directeur général de la concurrence et de la consommation au ministère de l'Économie (1978-1982).

BLANC Christian. Président de société, né le 17 mai 1942 à Talence (Gironde). Il est le fils de deux militants socialistes, Marcel Blanc, ami d'Alain Savary et de Pierre Mendès France, franc-maçon de haut-grade, et d'Encarma Miranda, militante basque républicaine. Il a mené de front une carrière dans une société d'aménagement du ministère de l'Équipement et une carrière de révolutionnaire. Responsable de l'Unef, il milita en faveur du FLN avant de rallier le gauchisme pur et dur (séjour avec les guerilleros castristes à Cuba en 1967). Président de la Mnef en 1965, il sera récupéré par le réseau de François Bloch-Laîné au sein de l'Équipement. Ayant rejoint le PS en 1974, il sera directeur de cabinet de Michel Rocard de 1979 à 1981, et son directeur de pré-campagne présidentielle, puis d'Edgard Pisani en 1981 à la commission des communautés européennes. En 1983, il est propulsé préfet des Hautes-Pyrénées, avant de rejoindre Edgard Pisani en Nouvelle-Calédonie l'année suivante, comme secrétaire général du territoire. Préfet du Val-de-Marne en 1985, il est nommé par Michel Rocard, dès que celui-ci devient Premier ministre en 1988, haut-commissaire à Nouméa, où il sera l'artisan de l'accord entre RPCR et FLNKS. L'année suivante, il devient président de la RATP. Conséquence des grèves de 1992, et en désaccord avec son ministre de tutelle, il démissionne, avant d'être propulsé, par le gouvernement RPR/UDF en novembre à la tête d'Air-France (au salaire de 1,4 million de F annuel). En termes détestables avec son ministre de tutelle, Bernard Pons (qu'il tient pour responsable du drame d'Ouvéa) mais bénéficiant de l'aval du Premier ministre, il mène depuis lors tambour battant dans la compagnie d'aviation nationale une politique de restructuration, court-circuitant autant qu'il le peut les syndicats. Il est l'une des figures de la Fondation Saint-Simon. Président fondateur en 2002 d'Énergie démocrate, il a été élu la même année député des Yvelines, apparenté au groupe UDF. Christian Blanc était tête de liste (liste Ensemble pour Le Chesnay-classée majorité présidentielle) au Chesnay en 2008. Sa liste a recueilli 37,30 % au 1er tour, 36,38 % au 2e tour. Il a été battu par le maire sortant divers-droite Philippe Brillault. La liste de Christian Blanc obtient 6 élus mais lui-même démissionne aussitôt. Le 18 mars 2008, il a été nommé secrétaire d'État du développement de la région capitale auprès du ministre d'État, ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo (jusqu'en 2010).

BLANC Jean-Louis. Haut fonctionnaire, né le 5 février 1949 à Cannes (Alpes-Maritimes). Ingénieur agronome diplômé de l'IEP, cet énarque fut chef du bureau du vin au ministère de l'Agriculture (1976-1979) puis conseiller technique au cabinet du ministre du Commerce extérieur (1980). De 1980 à 1984, il dirige le cabinet du secrétaire général du gouvernement, puis rejoint le groupe viticole Cordier, étant de 1984 à 1993 directeur général, puis président du directoire des domaines Cordier ainsi que PDG des établissements Cordier. Il est devenu en 1992 président du directoire de la Compagnie d'aménagement de la région du Bas-Rhône et du Languedoc. Depuis 2003, il est directeur commercial pour la France de Suez.

BLANC Pierre-Louis. Diplomate, né le 18 janvier 1926 à Apt (Vaucluse). Diplômé de Sciences-Po, cet énarque a travaillé au Maroc (1954-1959), en Suisse (1960), puis fut premier secrétaire au Japon en 1962, conseiller en Espagne en 1965. Chargé de mission auprès de Charles De Gaulle jusqu'en 1969, il devient conseiller culturel à Londres (1971-1975) après avoir été attaché au secrétariat privé de De Gaulle en 1969-1970. Il a été directeur de l'École nationale d'administration de 1975 à 1982, puis sera remercié par un poste d'ambassadeur en Suède (1981-1985) et enfin en Grèce (1985-1987). Représentant permanent au conseil de sécurité et chef de la mission permanente près de l'ONU de 1987 à 1991, il devient l'année suivante le représentant permanent du président de la République au conseil permanent de la francophonie, dont il est également président. Il a été membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (1996-1999).

BLANCHARD François. Ingénieur, né le 21 décembre 1949 à Amiens (Somme). Cet X-Ponts a été chargé de mission à l'Environnement et au Cadre de vie (1976-1981), puis chargé des financements à Indosuez (1981-1983). Conseiller technique pour les financements des projets industriels au cabinet du ministre de l'Industrie et de la Recherche Laurent Fabius (1983-1984), il le suivra à Matignon (1984-1986) en charge de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du logement, des transports et de l'environnement. De 1986 à 1991, il est directeur central (chargé du plan) à la Banque Worms ainsi que membre du comité exécutif du groupe Worms, et responsable de diverses filiales : PDG de la banque de l'Union occidentale (1987-1992), PDG de Banque transatlantique (1987-1993). En 1993, il devient conseiller du président de la Banque de l'Union européenne (groupe CIC), puis, l'année suivante PDG de Marignan SA. Il est également administrateur de l'Alliance française.

BLANCHARD Laurent. Dirigeant de société. Ayant débuté chez IBM France en 1988 comme ingénieur commercial, ce diplômé de l'École nationale supérieure d'électricité et de mécanique, a ensuite rejoint le siège européen d'UNIX à Munich, avant de gérer le centre de compétences SAP en Allemagne, puis au niveau mondial. Il rejoint Compaq Europe en 1996, ayant en charge les relations avec les éditeurs et les intégrateurs. Il prend ensuite la direction des grands comptes de Hewlett Packard France, avant d'en devenir directeur général. Ayant rejoint Cisco France en mars 2006, il en devient directeur général en 2007, puis, en 2011, vice-président de la zone EMEA de Cisco.

BLANCHARD-DIGNAC Christophe. Président de société, né le 20 novembre 1953 à Bordeaux (Gironde). Il est le fils d'André-Roland Blanchard, administrateur de sociétés, et d'Anne-Marie Dignac, directrice d'un cabinet d'assurances et ancienne maire-adjointe de La Teste. La famille Dignac compte des magistrats municipaux sans discontinuer depuis six générations dans le bassin d'Arcachon, à La Teste ou Gujan-Mestras. On compte aussi dans la famille le corsaire Jean-Pierre Dignac au XVIIIe siècle (toute la famille appartient à l'Association des descendants de corsaires) ou son grand-père, Pierre

Dignac, député-maire radical et dreyfusard (mais qui vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain) d'Arcachon, secrétaire d'État à la Marine (1931-1932), président de la commission d'enquête sur l'affaire Stavisky, etc. Son frère, Denis Blanchard-Dignac, haut dignitaire maçonnique, a notamment été le directeur général du marketing de la Fnac, ancien maire adjoint radical du X[e] arrondissement de Paris de 1983 à 1995, conseiller municipal de La Teste depuis lors. Licencié en droit et diplômé de Sciences-Po Bordeaux, cet énarque (promotion Michel de L'Hospital, 1977-1979), marié (son témoin fut Pierre-Mathieu Duhamel et le maire officiant, Alain Juppé) à la parfumeuse Véronique Debroise (créatrice notamment de Sentosphère, née le 3 mars 1959 à Suresnes), est un golfeur et un bridgeur émérite et a longtemps été de toutes les nuits parisiennes (Castel, etc.). Cet administrateur au Budget a notamment été conseiller technique auprès du ministre de l'Économie et des Finances Édouard Balladur (1986-1988), directeur adjoint à la direction du Budget (1993), directeur financier de La Poste (1994-1995), où sa gestion risquée fit l'objet d'un rapport de la Cour des comptes, directeur du Budget (1995-2000), en remplacement d'Isabelle Bouillot, et enfin, depuis 2000, PDG de La Française des jeux, véritable manne pour l'État et chasse gardée de Bercy.

BLANCHET Jean-Didier. Directeur de société, né le 2 décembre 1939 à Angoulême. Ancien de l'École polytechnique et des Ponts et Chaussées, il est nommé ingénieur à la direction départementale de l'équipement du Calvados (1964-1968), puis à la direction des transports aériens (1968-1972). Après un passage à la RATP, il entre en 1973 au cabinet de Pierre Billecocq, secrétaire d'État aux Transports, comme conseiller technique, et occupera le même poste auprès d'Aymar Achille-Fould et de Marcel Cavaillé. En 1975, il devient directeur de cabinet, avant d'entrer en 1978 à Air France, où il occupe les fonctions de secrétaire général adjoint, de directeur du transport, de directeur général adjoint chargé des affaires commerciales (1982) et de président de la filiale Air Charter. En 1988, il accède à la direction générale d'Air France, succédant à Henri Sauvan, avant de devenir en 1994 président de la société des Hôtels Méridien. Conseiller pour le développement du groupe Egis (2000), il retourne au conseil général des Ponts en 2002.

BLANGY Michel. Préfet, né le 5 mai 1939 à Suresnes (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'IEP, cet énarque est affecté en 1966 à la direction générale des collectivités locales. Il devient directeur du cabinet du préfet du Val-de-Marne, Lucien Lanier, en 1968, et le suit en 1974 à la direction générale de l'administration à l'Intérieur. De 1975 à 1981, il sera directeur adjoint de son cabinet à la préfecture de la région Ile-de-France, et occupera ce poste avec son successeur jusqu'en juillet 1982. Préfet des Hautes-Alpes en 1982, puis de la région de la Réunion en 1984, il assure la direction des personnels et de la formation de la police de 1986 à 1989. Il sera ensuite préfet du Val-de-Marne, de la région Poitou-Charentes (1991), puis en 1993 directeur général de l'administration à l'Intérieur. Il sera le directeur de cabinet de Jacques Chirac à l'Élysée (2002-2007), ainsi que président du conseil d'administration de l'Office national des forêts (2002-2004). Il est administrateur de Transdev.

BLANQUER Jean-Michel. Né le 4 décembre 1964 à Paris, il est le fils d'un grand avocat parisien, Roland Blanquer, et d'une professeur d'anglais, Anne-Marie Vendeuil. Marié à une traductrice, Sophie de Puybaudet, il est passé par le Lycée Stanislas de Paris, Paris I-Panthéon, Paris II-Assas et la Harvard University (*graduate student*, ayant remporté la bourse Lavoisier du ministère des Affaires étrangères). Multidiplômé, il est docteur en droit, agrégé de droit public, titulaire d'une maîtrise de philosophie, d'un DEA de Sciences-Po Paris, etc. Spécialiste de l'Amérique latine, il a occupé durant une quinzaine d'années des responsabilités administratives et scientifiques dans ce secteur, tout en continuant à enseigner en parallèle le droit (Assas, faculté de Tours, IEP de Lille, Sciences-Po Paris, etc.), étant notamment en coopération à l'Institut français d'études andines à Bogota (Colombie), directeur de l'Institut des hautes d'études d'Amérique latine (Paris III), président de l'Institut des Amériques qui associe une soixantaine d'établissements dont le CNRS. En 2004, ce très proche ami de François Baroin (dont il a rédigé la biographie) devient recteur de Guyane, étant le plus jeune recteur de France. Directeur adjoint du cabinet du ministre centriste de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche Gilles de Robien (2006-2007), il est propulsé à la tête de l'académie de Créteil. Le « nouveau Richard Descoings », à la communication très maîtrisée, y testera une étrange idée, la « cagnotte » pour réduire l'absentéisme. Il y lancera aussi les « internats d'excellence » (qualifiés d'« utopies éducatives ») et les « micro-lycées » pour lycéens « en décrochage ». Autant d'idées farfelues et coûteuses rapidement passées à la trappe mais qui ne l'empêchent pas d'être nommé, en 2009, directeur général de l'enseignement scolaire (il est débarqué tardivement, en novembre 2012). Ayant vainement tenté de prendre la succession de Descoings à Sciences-Po, il devient directeur général du groupe ESSEC en juin 2013.

BLAYAU Pierre. Directeur de société, né le 14 décembre 1950 à Rennes (Ille-et-Vilaine). Ancien de l'École normale supérieure (allemand) et de l'IEP, ce fils d'enseignants est sorti second de l'Ena (derrière Éric Giuily), rejoignant alors l'inspection des Finances. Il entre en 1982, présenté par Alain Minc (qui demeurera son parrain dans les affaires), comme directeur du plan chez Saint-Gobain, puis devient en 1985 directeur financier de Pont-à-Mousson. En 1987, il en prend la direction générale et en est nommé président en 1990. En avril 1993, il est appelé, toujours sous l'influence d'Alain Minc, à la présidence du directoire du groupe Pinault-Printemps (90 000 salariés), qui fusionne rapidement avec La Redoute. En octobre 1994, il devient président de la Fnac, absorbée elle aussi sous la pression d'Alain Minc, mais est acculé à la démission du groupe Pinault en juillet 1995, suite à un conflit d'autorité avec François Pinault (il est remplacé par Serge Weinberg). Pressenti pour succéder à Jules Coulon, à la tête du groupe d'électroménager Moulinex (7,7 milliards de F de chiffre d'affaires en 1995, 12 000 salariés) à la demande de son principal actionnaire, Jean-Charles Naouri (qui avec Euris détient 33 % de la holding), il en est devenu président en février 1996, conduisant dès lors une politique de restructuration à la hache. À la fois proche de Michel Rocard et de Jacques Chirac, appartient également à la Fondation Saint-Simon. Ce passionné de football sera président du conseil de surveillance du club Paris-Saint-Germain (2005-2006). Il a été nommé directeur général délégué de la branche transport et logistique de la SNCF, Geodis, en 2008, par son nouveau président Guillaume Pépy.

BLIN Maurice. Enseignant, né le 28 août 1922 à Levrezy (Ardennes). Cet agrégé de philosophie a été enseignant et attaché de recherches au CNRS avant de se faire élire député MRP des Ardennes (1958-1962). Il rejoignit alors *L'Usine nouvelle* dont il sera rédacteur en chef en 1963, directeur adjoint en 1966 et directeur de 1972 à 1977. Il demeure conseiller de la direction de la CEP. Sénateur des Ardennes UCDP puis centriste en 1971, il préside le groupe de l'Union centriste de 1993 à 1998. Il donne sa démission du Sénat le 4 juillet 2007.

BLOCH-LAINÉ François. Inspecteur des Finances, né le 25 mars 1912, décédé le 25 février 2002 à Paris. Ce fils du banquier Frédéric Bloch (qui fut autorisé par décret du 24 octobre 1925 à ajouter à son nom celui de sa femme) fut docteur en droit, diplômé de Sciences-Po, inspecteur des Finances (1936). Il épousa Anne-Marie-Béatrix d'Abbadie d'Arrast. Il passe pour avoir été le principal agent financier de la Résistance (*Réalités*, décembre 1957), étant notamment chargé de la coordination financière auprès du délégué du Comité français de Libération nationale à Paris, et aurait été chargé de l'épuration au sein du ministère des Finances (*Les Documents politiques*, mars 1965). Attaché financier en Chine et en Indochine (1945-1946), ce Haut fonctionnaire d'élite (considéré par Roger Mennevée ou Henry Coston comme un « synarque ») dirigera le cabinet de Robert Schuman (1946) avant d'occuper les postes prestigieux de directeur du Trésor (1947) puis de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations de 1952 à 1967, et enfin de président du Crédit lyonnais, à la demande de Michel Debré, de 1967 à 1974 (éliminé par Valéry Giscard d'Estaing). Ayant refusé à deux reprises de devenir ministre des Finances du général De Gaulle, il fut adminis-

trateur de multiples sociétés, notamment d'Air France, d'Elf-Aquitaine, de PUK, du CCF, de la SNCF, des Charbonnages de France, des Wagons-lits, du Comptoir des entrepreneurs, etc. En 1981, il opte clairement pour François Mitterrand, appelant à voter pour la gauche, et l'appuiera encore en 1984 en participant à l'Association pour le référendum sur les libertés publiques. Ayant à plusieurs reprises signé des pétitions pro-immigrés, il a été choisi en 1990 par Michel Rocard comme médiateur dans une affaire d'immigrés expulsés. Il a publié ses mémoires, *Profession : fonctionnaire* en 1976.

BLOCH-LAINE Jean-Michel. Inspecteur général des Finances, né le 28 avril 1936 à Boulogne-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fils du précédent, cet ancien élève de Sciences-Po et de l'Ena a rejoint l'inspection des Finances en 1963. Chargé de mission au ministère des Finances en 1970, il sera directeur adjoint du cabinet de Michel Debré (Défense nationale) en 1970-1971 avant de rejoindre la direction du Trésor en 1972 comme chef du bureau des mouvements des fonds au service des activités financières. Sous-directeur à la direction du Trésor en 1974, il dirige ensuite le secteur de la construction, de 1976 à 1978, au ministère de l'Équipement, puis devient délégué à l'architecture et à la construction en 1978. L'année suivante, il préside le Centre scientifique et technique du bâtiment, et de 1980 à 1982 la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques. Propulsé directeur général des impôts de 1982 à 1984, il sera affaibli par l'affaire Doumeng (fraude fiscale du « milliardaire rouge »). Cédant son poste, il entre alors à la Banque Worms et sera maintenu, tant par la gauche que par la droite, comme président du directoire et président du conseil d'administration de la banque Worms de 1984 à 1992 (ainsi que PDG de sa filiale, la Banque de l'Union occidentale de mai à décembre 1992). Il fut également président de la Grande Halle de la Villette (1990) et président du conseil d'administration du Logement Français (1991). Figurant parmi les principaux responsables du sinistre immobilier de Worms, il a été mis sur la touche, sans fonction exécutive, comme président du conseil de surveillance de la Caisse française de développement depuis 1993. Il est membre du Haut comité pour le logement des personnes défavorisées (depuis 1997) et du conseil national de l'habitat, depuis 1999.

BLONDEAU Jacques. Président de société, né le 7 avril 1944 à La Bourboule (Puy-de-Dôme). Ce fils d'industriel est un ancien élève d'HEC (option Finance). Il a longtemps travaillé à l'étranger, chez Pechiney, aux États-Unis comme vice-président de Pechiney Corporation, puis en Australie. Président de Howmet Resources (États-Unis) de 1984 à 1988, il retourne alors en France sur proposition de Patrick Peugeot, alors président de la Scor (Société commerciale de réassurance). Entré comme directeur général, il succède à ce dernier de septembre 1994 à fin 2002. Il assurera la transition d'une société de place à un groupe ouvert sur l'extérieur, avec introduction d'une bonne partie de son capital en Bourse (il négociera le départ successif des AGF, de l'UAP puis d'Axa). Il appartient également au Wall Street Club et à l'American National Club.

BLOT Jacques. Ambassadeur, né le 26 juin 1939 à Vineuil (Loir-et-Cher). Entré en 1966 à la direction des affaires africaines et malgaches, cet énarque sera de 1969 à 1972 premier secrétaire puis deuxième conseiller à Bonn. Revenu au Quai de 1972 à 1975 comme adjoint au chef de service de la diffusion et des échanges culturels, il deviendra directeur du cabinet du secrétaire d'État Jean François-Poncet (1976) aux Affaires étrangères, puis dirige l'Europe méridionale à la direction des affaires politiques. Secrétaire général adjoint de la défense nationale (1978), il rejoint à nouveau Jean François-Poncet à la fin de l'année comme directeur adjoint. Porte-parole adjoint de l'Élysée de 1979 à l'arrivée de la gauche au pouvoir, il se replie durant deux ans sur le Collège royal d'étude de défense de Londres. Chargé de mission auprès du directeur du personnel et de l'administration générale au Quai d'Orsay, affecté en 1987 à la direction Europe du Quai d'Orsay, il est nommé ambassadeur représentant permanent de la France auprès de l'Otan à la fin de 1992. Ambassadeur en Italie de 1998 à 2002, il préside ensuite Cultures france (2006-2009). Il a été conseiller général (UDF-CDS) du Loir-et-Cher dans les années 80 et adjoint au maire de Blois.

BOCCON-GIBOD Laurent. Médecin, né le 4 septembre 1940 à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône). Ce fils d'avoué, marié au médecin Liliane Friedmann, a été interne des hôpitaux de Paris (1963-1969), chef de clinique (1969), puis professeur à la faculté de médecine de Paris, chirurgien des hôpitaux (1977), chef du service d'urologie de l'hôpital Bichat (depuis 1998). Membre de l'Académie de chirurgie, ancien secrétaire général de la Société française d'urologie, ce ponte en matière d'urologie siège dans de nombreuses sociétés médicales étrangères ou internationales. L'un de ses fils, Édouard Boccon-Gibod, est directeur général de *TF1* Production depuis 2007, après avoir fait carrière sur cette chaîne dès 1992. Né en 1949, Didier Boccon-Gibod, sans doute son cousin, est magistrat. Il a notamment été conseiller technique des ministres PS de la Justice Élisabeth Guigou et Marylise Lebranchu.

BOCKEL Jean-Marie. Avocat, né le 22 juin 1950 à Strasbourg (Alsace). Fils d'un notaire MRP, neveu de l'archiprêtre de la cathédrale de Strasbourg, ce chrétien de gauche, proche de *Témoignage Chrétien*, s'inscrit en 1973 au barreau de Mulhouse. Membre du PS depuis 1973, il sera l'artisan de l'implantation du Ceres en Alsace. Depuis 1977, il est secrétaire de la fédération PS du Bas-Rhin, et appartiendra de 1977 à 1980 au comité central de la Ligue des droits de l'homme. En 1981, il est élu député du Haut-Rhin (rapporteur de la loi Quilliot à l'Assemblée), et l'année suivante conseiller général de Mulhouse. Il ne réussit toutefois pas l'année suivante à prendre la mairie à l'UDF Joseph Klifa. Laurent Fabius en fait en 1984 son secrétaire d'État auprès du ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme (Michel Crépeau), puis le ministre du commerce et de l'Artisanat en février-mars 1986. Réélu député en 1986 et 1988, il devient maire de Mulhouse en 1989, faisant une large place aux écologistes et au CDS (partisan du vote des immigrés, il crée pour eux un conseil municipal associé). Lors de la guerre du Golfe, il se sépare de Jean-Pierre Chevènement (bien que membre du groupe parlementaire d'amitié France-Irak) et rallie Espace Socialiste. En 1992, il est élu au Conseil régional d'Alsace, dont il démissionne peu après. Battu aux élections législatives en 1993 par l'UDF Joseph Klifa dans une triangulaire avec le FN Gérard Freulet, il a battu ce dernier par 54 % seulement à la mairie de Mulhouse en 1995, ayant bénéficié d'un « front républicain », l'UDF et Joseph Klifa ayant appelé à faire barrage au Front national. Il retrouvera son siège de député en 1997 et se fera élire sénateur en 2004. En 2007, le président Nicolas Sarközy en fera un des ministres d'ouverture du gouvernement en le nommant secrétaire d'État de la Coopération et de la Francophonie. Mais, ayant tenu des propos malheureux à l'égard d'Omar Bongo, le très influent président du Gabon, il se verra déplacé au secrétariat d'État chargé de la Défense et des Anciens Combattants auprès du ministre de la Défense, un poste nettement moins exposé. Il est réélu de justesse maire de Mulhouse en 2008 (43,16 %) dans une triangulaire face au PS Pierre Freyburger (42,57 %) et le FN Patrick Binder (14,27 %). Il abandonne son mandat en mai 2010 pour la présidence de Mulhouse agglomération.

BOCQUET Dominique. Administrateur civil, né le 9 juin 1956 à Paris XIVe. Fils d'un ingénieur et d'une enseignante, il est passé par le lycée de Martigues, le lycée Hoche de Versailles, les universités Paris VII et Dauphine. Diplômé de Sciences Pô Paris, licencié en histoire et titulaire d'une maîtrise d'économie appliquée, cet énarque (promotion Solidarité, 1981-1983) a débuté comme administrateur civil au ministère de la Culture (1983-1987), avant d'être chargé de mission à la direction du Trésor (1987-1990). Engagé à gauche, il fut directeur de cabinet de Charles Josselin, ministre de la Coopération et de la francophonie, ainsi que chargé de mission d'Hubert Védrine (2000-2002). Il intègre ensuite l'Organisation de coopération et de développement économique, puis sera chef des services économiques et financiers français au Maroc. Auteur de France-Allemagne, un couple en panne d'idées (Notes de la Fondation Saint-Simon, 1996), ce collaborateur de la revue Commentaire a été secrétaire général du Mouvement européen (1991-1996) et directeur de son bimestriel La Lettre des Européens (1992-1996). Il a été marié avec Brigitte Molkhou, fille du Dr Paul Molkhou

et de Janine Rebbouh, architecte, dont il est aujourd'hui divorcé (le couple a eu deux enfants). Issue de la promotion Louise Michel (1982-1984) de l'Ena, elle a été chef de bureau au service des participations à la direction du Trésor. Responsable de la communication financière de CNP assurances depuis 1999, elle est également directrice des relations avec les actionnaires et les analystes depuis 2004.

BOIDEVAIX Serge. Ambassadeur, né le 15 août 1928 à Aurillac (Cantal). À sa sortie de l'Ena, ce fils de cheminot entre en 1954 à la direction Europe de l'administration centrale des Affaires étrangères. Il est successivement en poste à Vienne (1956-1958), Washington (1962-1964) et Bonn (1964-1969). Il est nommé en 1969 directeur adjoint des affaires africaines et malgaches, puis conseiller technique au cabinet du ministre de la Défense nationale Michel Debré (il y reste jusqu'en 1973). Directeur adjoint, puis directeur du cabinet de Michel Jobert au Quai d'Orsay (1973-74), conseiller pour les affaires et la coopération de Jacques Chirac en 1974, il se fait l'artisan du rapprochement entre Paris et Bagdad. Ambassadeur à Varsovie en 1977, il devient directeur de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient en 1980. À ce titre, il s'entremet auprès de l'OLP, des Américains et des Israéliens lors du siège de Beyrouth par l'armée israélienne, et participe à la mise sur pied de la force multinationale occidentale chargée de séparer les factions dans la capitale libanaise. Ambassadeur en Inde de 1982 à 1985 (qu'il quitte à la suite du scandale des « espions français »), il est choisi par Roland Dumas comme secrétaire général adjoint du quai d'Orsay, s'occupant notamment de la libération des otages français du Liban. Ambassadeur à Bonn à partir de 1986, il remplace François Scheer, acculé à la démission, comme secrétaire général du Quai d'Orsay en 1992. Il est conseiller d'État en service extraordinaire depuis 1993. Président de la chambre de commerce franco-arabe depuis 2002, il est mis en examen en 2005 pour corruption dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture » de l'ONU. Il dirige par ailleurs, depuis 1997, la société SB Consultant.

BOIRON Michel. Né le 21 juillet 1965, ce quasi autodidacte a créé, en 1998, avec Bruno Rosenfeld, l'agence de publicité et de communication (packaging, design) The Brand Nation (200 salariés). Elle contrôle d'importants marchés comme Ferrero, Haribo, Unilever, Guerlain, Dior, Clarins, GDF Suez, Netto, etc.

BOISDEFFRE Martine (née LANGLADE, épouse NERAUD LE MOUTON DE). Conseiller d'État, née le 15 août 1957 à Orthez (Pyrénées-Atlantiques). Elle est la fille d'un officier, le colonel René Langlade et de Solange Laborde. Elle a épousé le 19 avril 1986 Christian Néraud Le Mouton de Boisdeffre, sous-préfet. Enarque et diplômé de Cambridge, il est sous-préfet de L'Haÿ-les-Roses en 1998 et trésorier-payeur général de Corrèze en 2008. Mère de trois enfants, elle est la belle-fille par alliance du diplomate et écrivain Pierre Néraud Le Mouton de Boisdeffre (né Pierre Néraud, qui avait d'abord tenté de relever vainement le nom de sa mère, Le Mouton de Boisdeffre, puis fut adopté par sa tante, et qui obtint alors par jugement du tribunal de la Seine du 24 mai 1951 de transformer son nom, cf. *Le Simili-Nobiliaire français* de Pierre-Marie Dioudonnat, Sedopols, 2002, ainsi que la généalogie extrêmement détaillée figurant dans *À la recherche de leurs racines* de Joseph Valynseele). Bien que de sensibilité droitière, il apporta son soutien à Jean-Pierre Chevènement aux élections présidentielles de 2002. Il est décédé le 23 mai 2002. Normalienne (Sèvres), titulaire d'une maîtrise d'histoire et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, elle devint auditeur au Conseil d'État, en 1983, à sa sortie de l'Ena. Maître des requêtes en 1986, elle fut notamment secrétaire général du Comité national consultatif d'éthique (1985-1992). Conseiller technique auprès du ministre socialiste des Affaires européennes Élisabeth Guigou (1990-1993), elle devint secrétaire général adjoint (1994-1995), puis secrétaire générale (1995-2001) du Conseil d'État. Conseiller d'État depuis 1998, elle préside le conseil d'administration de l'Institution nationale des Invalides (depuis 2000). Elle a été directrice des Archives de France de 2001 à 2010. À ce titre, elle a dirigé, à la demande de Lionel Jospin, une importante mission de préfiguration du nouveau centre des archives. En juillet 2010, elle devient présidente de la cour administrative d'appel de Versailles.

BOISIVON Jean-Pierre. Universitaire, né le 25 juin 1940 à Saint-Pierre-Église (Manche). Ce docteur en sciences économiques et agrégé de sciences de gestion a été directeur général adjoint de la Caisse d'épargne de Paris (1978-1985), secrétaire général de l'Union de banques (1985-1987), directeur de l'évaluation et de la prospective à l'Éducation nationale de 1987 à 1990. Professeur agrégé des facultés de droit et de sciences économiques, il a été directeur général du groupe Essec (1990-1997). Il a également présidé le conseil d'orientation de l'Institut de haute finance. Il a aussi présidé le CNED de 2002 à 2005 et est administrateur de Lafarge.

BOISSARD Sophie (née BOMBOIS). Membre du Conseil d'État, née le 11 juillet 1970 à Paris XIIe. Fille d'une enseignante et d'un ingénieur, cette ancienne élève de l'École normale supérieure (Ulm), détient un DEA d'histoire contemporaine, une licence d'allemand, diplômée de Sciences-Po Paris et énarque (promotion Victor Schoelcher, 1994-1996). Auditeur au Conseil d'État, puis maître des requêtes (1999), c'est elle qui a traité de la responsabilité juridique du gouvernement de Vichy et déclenché le versement d'indemnités aux familles juives spoliées. Spécialiste du droit du travail, elle a été directrice adjointe puis directrice du cabinet de Gérard Larcher, ministre aux Relations du travail, puis ministre de l'Emploi, du Travail et de l'Insertion professionnelle des jeunes (2004-2005). Elle aura en charge le rapport Virville, traitant des nouvelles lois sur le licenciement économique, sur le rapprochement de l'Unedic et de l'ANPE et la simplification du Code du travail. Directrice adjointe du cabinet de Jean-Louis Borloo, ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale (2005), elle devient commissaire général au Plan en 2005, avec pour mission de liquider cette direction naguère importante, succédant à Alain Etchegoyen, remercié pour ses novations inopportunes. De 2006 à 2007, elle a dirigé, à seulement trente-six ans, le Centre d'analyse stratégique qui a notamment repris les fonctions du commissariat au Plan, avant d'être nommée conseiller chargé des études et de la prospective auprès du Premier ministre Alain Juppé (2007). Elle sera directrice adjointe du cabinet de Christine Lagarde, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, puis, à partir de 2008, directrice de la stratégie ferroviaire de la SNCF.

BOISSEAU Philippe. Né le 29 janvier 1962 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), ce fils de deux ingénieurs (qui est marié à une ingénieur, Jeanne Moyret) est passé par Saint-Jean-de-Passy et Janson-de-Sailly. Ancien de l'École polytechnique et ingénieur du corps des Mines, il est également titulaire d'un DEA de physique théorique (École normale supérieure). Ayant débuté à la direction régionale de l'industrie de Midi-Pyrénées (1986-1989), avant de passer à la direction du gaz, de l'électricité et du charbon au ministère de l'Industrie (1990-1993), il fut conseiller technique puis conseiller pour les affaires industrielles et la recherche du ministre PR de la Défense François Léotard (1994-1995). Il rejoint alors le groupe Total, où il a effectué sa carrière depuis lors : responsable de la stratégie en Argentine, directeur de Total Austral en Argentine (1999-2002), directeur général gaz et énergies nouvelles (2007), directeur général du raffinage et du marketing depuis 2012.

BOISSIEU Christian de. Universitaire, né le 18 mars 1947 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Françoise Cahen, médaillée de la Résistance, qui fut notamment secrétaire générale du Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale au ministère de la Santé (1976-1981), puis secrétaire générale adjointe de la Ligue nationale contre le cancer. Son père, Michel de Boissieu, était entré à la Cour des comptes en 1943 pour occuper le poste de chef de cabinet dans plusieurs cabinets ministériels. Conseiller commercial à Londres (1950), il rejoignit la société Pennaroya, du groupe Rothschild, en 1955, comme secrétaire général. Par la suite, il fut administrateur de la Banque Rothschild, directeur général puis vice-président de la Compagnie du Nord, vice-président de la Compagnie du PLM, avant d'être nommé par le gouvernement Mauroy administrateur général de la Banque Rothschild en février 1982. Selon certaines sources, il aurait appartenu au Siècle, mais nous n'en avons pas trouvé trace dans les annuaires que nous détenons. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur en sciences économiques, Christian de Boissieu est professeur agrégé de sciences économiques. Il fut assistant à la

faculté de droit et des sciences économiques de Paris (1971-1974), chargé de cours à la faculté de Rennes (1974-1975); maître de conférences à l'université de Rouen (1976-1980). Professeur à Paris I depuis 1980, ce spécialiste des problèmes d'endettement international a également professé à Sciences-Po de 1978 à 1992. Président de l'Association française de finance de 1989 à 1992 et de la Société européenne de recherches financières à partir de 1991, il a également été vice-président (1992) puis président (1996-1998) de la Société d'économie politique. Depuis début 2003, il est président délégué du Conseil d'analyse économique qui dépend du Premier ministre. Collaborateur de nombreux magazines économiques, il a signé divers ouvrages comme *Les Vitesses de circulation de la monnaie* (1975), *Principes de politique économique* (1980), *Monnaie unique européenne, système monétaire international* (1991), *Monnaie et économie* (1998), etc. Cet expert auprès de nombreux organismes internationaux (Banque mondiale, Commission économique et monétaire du Parlement européen, etc.) a également été administrateur ou membres de diverses sociétés ou associations, comme le Conseil national du crédit, la Commission économique de la nation, la Banque Hervet, etc.

BOISSIER Pierre. Haut fonctionnaire, né le 27 février 1958 à Paris XVIIe. Fils d'un médecin et d'une directrice de galerie d'art, il est passé par Saint-Jean-de-Passy et l'Institut britannique de Paris. Diplômé de Sciences Po Paris, cet énarque (promotion Denis Diderot, 1984-1986) a rejoint l'inspection générale des affaires sociales. Directeur de l'Agence nationale pour l'insertion des originaires des départements d'Outre-Mer (1990-1992), il fut directeur de cabinet de la RPR Anne-Marie Couderc, secrétaire d'État à l'Emploi (1995-1997), avant d'être promu inspecteur général des Affaires sociales (1997). Il suivit Anne-Marie Couderc chez Hachette, comme directeur adjoint des ressources humaines de Hachette Filipacchi Medias (1998-2001). Directeur d'Afimage, sa division photos, il fut par la suite président de l'agence photographique Gamma (2001-2003). Depuis octobre 2009, il est le chef de l'inspection générale des Affaires sociales, l'Igas.

BOISSONNAT Jean. Journaliste, né le 16 janvier 1929 à Paris. Ce diplômé de l'IEP (il échoua deux fois à l'Ena) entre en 1954 au journal *La Croix*, où il dirigera la rubrique économique. En 1967, il fonde avec Jean-Louis Servan-Schreiber le magazine des cadres *L'Expansion*, dont il sera jusqu'en 1986 rédacteur en chef (il l'est également de *La Lettre de L'Expansion*). À partir de 1974, ce brillant journaliste économique, qui a largement participé à la diffusion des idées économiques auprès du public français, a été chroniqueur économique à *Europe 1*, à *Ouest France*, au *Midi Libre*, au *Progrès* ou à *L'Est Républicain*. Auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation, il a appartenu à la commission nationale de la planification, à la commission des comptes et des budgets économiques de la nation, au conseil scientifique de l'Ined. De janvier 1986 à 1988, il sera directeur des rédactions du groupe *Expansion*, puis, de 1988 à 1994, directeur général du groupe. En 1994, « cette voix de la presse économique » (*Le Monde*, 6 janvier 1994) abandonne le journalisme et l'écriture, ayant été choisi pour figurer à l'important conseil de la politique monétaire de la Banque de France, qui détermine la politique monétaire de la France. Il appartient à la Fondation Saint-Simon.

BOISTARD Pascale (née AUBURGAN). Secrétaire d'État chargée des Droits des femmes du gouvernement Valls II, nommée le 26 août 2014. Née le 4 janvier 1971 à Mont-de-Marsan (Landes), elle est diplômée d'un DEA en sciences politiques spécialisé dans les institutions européennes obtenu à l'université Paris VIII après deux mémoires sur le sujet, *Le Principe de subsidiarité dans la construction politique européenne* et *L'Europe sécuritaire*. Ayant adhéré au PS en 1997, elle a été l'attachée parlementaire du député PS de la Nièvre Gaëtan Gorce (1998-2001) puis conseillère technique chargée des relations avec les élus du ministre de l'Enseignement professionnel d'alors Jean-Luc Mélenchon (2001-2002). Elle a participé en 2003 à la création de l'association Les Temps nouveaux (proche du NPS et du courant Rénover maintenant au congrès du Mans) et sera candidate sur la liste des européennes du PS en Ile-de-France l'année suivante. Membre du bureau national du PS depuis novembre 2005 et secrétaire nationale adjointe aux élections depuis septembre 2007, elle a largement participé au lâchage de Georges Frêche par Solferino, ayant obtenu, en 2006, sa suspension du parti pour deux ans. Le 22 décembre 2009, Georges Frêche déclare : « Si j'étais en Haute-Normandie, je ne sais pas si je voterais Fabius. Je m'interrogerais. Ce mec me pose problème. Il a une tronche pas catholique. Mais ça fait rien, peut-être que je voterais pour lui, mais j'y réfléchirais à deux fois. » Pascale Boistard, toujours vigilante, s'insurge : « Les propos de Georges Frêche sur un homme d'État de la dimension de Laurent Fabius rappellent les heures les plus sombres de notre histoire ». Un Laurent Fabius, auprès duquel elle a été chargée du suivi des questions électorales (en lien avec Claude Bartolone), et qu'elle a suivi en 2005 dans son positionnement pour le « non » lors du référendum sur la constitution européenne. En septembre 2010, elle sera chargée de la mise sous tutelle de la fédération de l'Hérault où elle a mis en place et dirigé une direction collégiale. C'est toutefois à Paris qu'elle trouvera un mandat en se faisant élire dans le XIe arrondissement sur la liste de Patrick Bloche lors des municipales de mars 2008, devenant adjointe au maire de Paris Bertrand Delanoë, en charge de l'intégration et des étrangers non communautaires avec la mise en place, en 2010, d'une nouvelle « assemblée des citoyens parisiens extra-communautaires ». Pour les élections législatives de juin 2012, elle s'est toutefois fait parachuter in extremis dans la très à gauche 1re circonscription de la Somme (Amiens Nord-Abbeville), devant attendre le second tour pour l'emporter avec 59,14 % des voix face à l'UMP Stéphane Decayeux, succédant ainsi au communiste stalinien Maxime Gremetz (qui ne se représentait pas). Elle prend, dans la foulée, la tête du secrétariat fédéral du PS de la Somme. Depuis, ses collaborateurs en circonscription, ont dénoncé ses méthodes devant les prud'hommes (cf. *Le télescope d'Amiens*, 27 février 2014). Cette fabusienne de choc était devenue un des soutiens les plus inconditionnels de Manuel Valls à l'Assemblée nationale, ce qui explique sans doute sa nomination.

BOITEUX Marcel. Président de société, né le 9 mai 1922 à Niort (Deux-Sèvres). Agrégé de mathématiques, ce normalien a commencé sa carrière au CNRS (1946-1949). Entré à EDF, il y franchira tous les échelons : ingénieur au service des études économiques générales (1949-1959), directeur de ce service jusqu'en 1967. Il sera parallèlement chargé de mission au commissariat général du Plan (1952-1955) et expert au Conseil économique et social (1959-1963). Directeur général adjoint, directeur général (1967-1979), président d'EDF (1979-1987), il peut être considéré comme le principal responsable de l'option « tout nucléaire » adoptée par la France. Siégeant dans de nombreux conseils d'administration, écoles, associations et fondations (Ena, Cnes, Anvar, Centre européen de l'entreprise publique, Institut des hautes études scientifiques, Fondation EDF, CIC Euroleaders, Biosphère, Conseil mondial de l'énergie), il est devenu président de l'Institut Pasteur en 1988. Au sein du Siècle, il occupera des fonctions importantes : vice-président du Siècle (1971-1972), puis président (1972-1974). Ayant retracé ses mémoires dans *Haute tension*, il est depuis 1979 un membre influent de la Trilatérale, de la même façon que son prédécesseur à la tête d'EDF, Paul Delouvrier. La section française de la Commission trilatérale a d'ailleurs été domiciliée durant des années au siège d'EDF. Il est, depuis 1992, membre de l'Institut.

BOIX-VIVES Laurent. Industriel, né le 30 août 1926 à Brides-les-Bains (Savoie). Fils d'un négociant en primeurs, il reprend en 1956 la société Rossignol, spécialisée dans la fabrication de skis et devenue le numéro un mondial de sa spécialité, avec 25 % du marché et une capitalisation de 1,6 milliard de F. Oscar de l'exportation en 1970, manager de l'année 1976, ce PDG entre à la commission économique du CNPF en 1978. PDG de Skis Dynastar, chairman de Rossignol ski company ainsi que président de Lange international et de Rossignol Lange Spa, il a également tenté de se diversifier dans la raquette de tennis. Il a, par ailleurs, été administrateur de nombreuses sociétés et conseiller de la Banque de France (1971-1998). Il revend son entreprise à Quicksilver en 2005 pour 360 millions d'euros.

BOLLORE Vincent. Président de société, né le 1er avril 1952 à Boulogne-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fondé de pouvoir à la Banque de l'Union européenne de 1970 à 1975, puis à la Compagnie financière Rotschild (1976-1981), ce rejeton d'une lignée de catholiques bretons a repris en 1981 pour 1 F les moribondes papeteries Bolloré, dont cette future coqueluche du patronat et de la presse économique des années 80 a fait un groupe puissant, présidant ses filiales aux États-Unis ou au Japon. « C'est Edmond de Rothschild, patron de la Compagnie financière du même nom, qui l'a initié aux ficelles du métier » (*Les Dossiers du Canard*, 1995). Très largement soutenu par la banque Rivaud (qui contrôle 40 % de la deuxième société de sa cascade de holdings), ce PDG du groupe Bolloré technologie depuis 1984 (rachetant la Scac et Sofical cette année-là, puis Rhin-Rhône en 1988) est aussi administrateur à ce titre de Didot-Bottin, de Job, des Machines Bull, de Burelle SA, d'Optorg, de la Scoa, de Rivaud, de la Compagnie du Cambodge, de Padang, des Terres rouges, de la Socfin, de l'Omnium Nord-africain, des Mines de Kali, etc. Membre du conseil exécutif du CNPF depuis 1987 et conseiller de la Banque de France, le « petit prince des affaires » a également été PDG de Delmas-Vieljeux de 1991 à 1994 (racheté trop cher – 4 milliards de F – et qui faillit entraîner sa chute) et préside une nébuleuse de 600 sociétés, (232 milliards de F de chiffre d'affaires en 1994, 380 millions de F de bénéfices en 1994, 25 000 salariés, 35e entreprise française). « Bolloré garde ses meilleurs coups pour lui. Car l'homme qui a beaucoup fait pour se bâtir une réputation d'industriel est en fait d'abord un excellent financier. Son véritable parrain en affaire – son modèle ? – n'est autre qu'Antoine Bernheim, l'une des stars, controversée – de chez Lazard. Sans lui, dit-il, le groupe n'existerait pas. La cascade de holdings concoctée par Bolloré, capitaliste sans capital, pour garder le contrôle de son groupe, pur produit Lazard, est considérée comme un chef-d'œuvre. Il piège une kyrielle d'actionnaires (les Agnelli, Rothschild, les Marocains de l'Onas, les AGF, le Crédit national...) disposant de participations minoritaires modestes (*Le Point*, 15 avril 1995). » Beau-frère de Gérard Longuet, ancien président du Parti républicain et président du groupe des sénateurs UMP, il a participé à la soirée du *Fouquet's*, le soir de l'élection présidentielle de 2007 (et lui a prêté son jet privé). Il est actionnaire majoritaire de l'institut CSA depuis 2008 et PDG d'Havas, 6e groupe de communication mondial depuis 2005 (et a lancé les quotidiens gratuits *Direct Matin*, *Direct Soir* et la chaîne de télévision *Direct 8*).

BOLLORE Yannick. Directeur de société, né le 1er février 1980. Il est le fils du milliardaire Vincent Bolloré (18e fortune française avec 2,2 milliards d'euros en 2009), bien évidemment membre du Siècle. Il a épousé Chloé Bouygues, nièce de Martin Bouygues, ennemi pourtant juré de Vincent Bolloré et membre du Siècle. Comme tant d'autres fils de famille, il a fait carrière dans le giron familial, après avoir abandonné un DESS de communication audiovisuelle pour s'improviser, avec l'argent de son père, producteur de cinéma. Avec Wassim Béjif, neveu du producteur franco-tunisien Tarak Ben Ammar, il monte WY Production, vivotant jusqu'en 2006 lorsqu'il entre dans le groupe de son père. D'abord directeur des programmes de *Direct 8*, aujourd'hui la première chaîne de la TNT, il deviendra rapidement administrateur d'Havas, directeur général de Bolloré Médias et coprésident d'Havas Productions, il a la haute main sur les chaînes *Direct Star* (ex-*Virgin 17*) et *Direct 8* (revendues fin 2011 à *Canal +* pour 465 millions d'euros après avoir obtenu les fréquences gratuitement), ainsi que sur les quotidiens gratuits *Direct Matin* et *Direct Soir*. En octobre 2010, il a reçu la Menorah d'or du B'naï Brith (ordre maçonnique juif) pour avoir « illustré et défendu les valeurs universelles ou individuelles, d'éthique, de morale philosophique et religieuse » (*Actualité juive*, 10 juin 2010).

BOMPARD Alexandre (né JOUBERT-BOMPARD, dit). Président de société, né le 4 octobre 1972 à Saint-Étienne (Loire). Il est le fils d'un chef d'entreprise, Alain Joubert-Bompard, qui fut notamment président du club de football professionnel de Saint-Étienne de 1997 à 2003 ainsi que maire-adjoint UMP aux Sports d'Avignon. Ayant grandi à Megève (où son père était maire-adjoint) et Annecy, il

a épousé Charlotte Caubel, magistrat au tribunal de Bobigny (rencontrée à Sciences-Po). Diplômé de Sciences-Po Paris et titulaire d'une maîtrise de droit public, il est issu de la promotion Cyrano de Bergerac de l'Ena (1997-1999). Il a effectué son second stage d'études chez McKinsey aux États-Unis. Sorti dans la botte (4e), ce protégé de Jean-Pierre Jouyet, passé du PS à l'UMP, devient aussitôt inspecteur des Finances adjoint puis à part entière (2001). Conseiller technique de François Fillon, ministre des Affaires sociales et du Travail, en 2003, ce jeune loup bifurque vers *Canal +* en 2004, comme directeur de cabinet du président Bertrand Méheut. Il remplace Michel Denisot comme directeur des sports de la chaîne privée payante en juin 2005. C'est lui qui négocie les droits de la Ligue 1 de football, ce qui permet à *Canal +* de retrouver son audience passée. « Il noue des liens partout où il va [...] Son carnet d'adresses est tentaculaire, son côté filou-sioux, son envie de réussir, son caractère vertébré, son univers impitoyable, son contact facile (*Le Journal du dimanche*, 26 juillet 2009). » En juin 2008, il remplace Jean-Pierre Elkabbach comme PDG d'*Europe 1* (et de Lagardère News, entité destinée à être du « desk » numérique pour les titres du groupe). Il remanie largement la rédaction et recrute diverses personnalités comme Michel Drucker, Marc-Olivier Fogiel, Marie Drucker, Nagui, etc. Protégé de Nicolas Sarközy et d'Alain Minc (pour qui Bompard « allie l'intelligence à la quintessence de la technocratie »), il paraît programmé pour prendre la direction de France Télévisions mais les multiples fuites sur cette nomination entraîneront la sélection du candidat par raccroc, Rémy Pflimlin. Ses relations s'étant tendus avec Arnaud Lagardère, il bascule alors vers la Fnac, dont il devient président en 2011. Il a été coopté au sein du Groupe de Bilderberg en 2009 et sera Young Leader de la French American Foundation la même année.

BOMPART Henri. Chirurgien, né le 11 septembre 1912 à Amiens (Somme). Ce docteur en médecine fut chef de clinique de la faculté de médecine de Paris, chirurgien en chef de l'hôpital Pean, membre de l'Académie de chirurgie, expert national auprès des Cours d'appel.

BON Michel. Inspecteur général des Finances, né le 5 juillet 1943 à Grenoble (Isère). Ancien de l'Essec, de Sciences-Po, il a dirigé la campagne de Pierre Mendès France, candidat à Grenoble en 1968, tout en préparant l'Ena. Il demeure trésorier de l'Institut Pierre Mendès France. Sorti en quatrième position de l'Ena, il entre à l'inspection des Finances en 1971. Chargé de mission au Crédit national (1975-1978), il rejoint ensuite le Crédit Agricole, où il sera directeur des engagements, puis directeur général adjoint (n° 2) et président d'Unicrédit en 1981. Frondeur, il quitte la banque verte en 1985, n'ayant pas réussi à être nommé à la tête de l'établissement et refusant d'être dirigé par Jean-Paul Huchon, ancien directeur de cabinet de Michel Rocard, sorti dans un moins bon rang de la même promotion de l'Ena que lui (la place lui avait déjà échappé précédemment avec la nomination du mitterrandien Jacques Bonnot). Peu après, il est engagé par la famille Defforey, propriétaire du groupe de grande distribution Carrefour, comme directeur général adjoint, puis directeur général (1987-1990), et enfin président en juillet 1990. Le rachat d'Euromarché et Montlaur en 1991 en fait le premier distributeur de France. Premier énarque à avoir réussi dans « l'épicerie », il est pourtant évincé en août 1992 par les actionnaires, en raison d'une nette baisse des résultats, recevant toutefois des indemnités conséquentes (20 millions de F, *Le Nouvel économiste*, 28 avril 1995). Administrateur de la Société des lecteurs du *Monde*, il est chargé à la fin de 1992 d'étudier la création d'un projet de nouveau quotidien sous l'égide de trois éditeurs européens et du *Monde*. Le projet ayant échoué, il prend la direction de l'Agence nationale pour l'emploi en août 1993, puis, en septembre 1995, la présidence de France Télécom, remplaçant au pied levé François Henrot qui, nommé, avait refusé le poste. Il préside Transparency International France, association internationale de lutte contre la corruption. Il a été par ailleurs administrateur de Lafarge, de la banque Transatlantique, de Sonepar et d'Esmertec. Depuis 2003, il est *senior advisor* chez Dome Close Brothers.

BONDOUX Jacques. Administrateur de sociétés, né le 31 juillet 1902 à Pontoise (Val-d'Oise). Diplômé de Sciences-Po et licencié en

droit, il a été président de la Fédération nationale des entreprises à commerces multiples (le lobby des grandes surfaces), président du Groupement des grands magasins et magasins populaires et de multiples organismes officiels de la grande distribution. Membre du CNPF, il fut aussi vice-président du Comité français de la chambre de commerce international. Il a appartenu au Club des Cent.

BONELLI Pierre. Directeur de société, né le 25 août 1939 à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), décédé le 31 mars 2004. Ancien de Polytechnique, de l'IEP et d'Harvard, il commence sa carrière chez Texas instruments, puis passe à la Sema, société de service informatique spécialisée dans la défense et le nucléaire. Il entre ensuite chez Saint-Gobain, puis revient à la tête de la Sema en 1982. Il a organisé le déploiement de sa société en Europe, avec un intérêt tout particulier pour la Grande-Bretagne. Sa société, devenue Sema Group, réalisait 5 milliards de F de chiffre d'affaires en 1995. Il avait pris en 2001 la direction de Bull.

BONIN Georges. Inspecteur des Finances, né le 10 janvier 1930 à Paris. Ancien de Sciences-Po, licencié en droit, diplômé de sciences économiques, cet énarque, sorti dans la botte, a été notamment PDG de l'Établissement financier de la construction et des travaux publics (1969-1976), directeur général adjoint puis directeur de la Banque de la construction et des travaux publics (1969-1976). Directeur de divers organismes financiers, il est devenu gouverneur du Crédit foncier de France (1982-1994) ainsi que membre du Conseil national du crédit (1982-1987 et depuis 1988) et du conseil général de la Banque de France (1984-1994). À partir de 1993, ce franc-maçon sera président de la Société de gestion du fonds de garantie de l'accession sociale et de la Société des immeubles de France et, depuis 1995, de la Société investissement construction patrimoine.

BONNET Christian. Directeur de société, né le 14 juin 1921 à Paris. Ce docteur en droit diplômé de Sciences-Po a été directeur d'une conserverie avant de se faire élire député du Morbihan en 1956 (jusqu'en 1983), ainsi que conseiller général (à partir de 1958), maire de Carnac de 1964 à 1996 (premier adjoint depuis cette année). Il a été à diverses reprises secrétaire d'État ou ministre de 1972 à 1981, notamment à l'Agriculture entre 1974 et 1977 et à l'Intérieur de 1977 à 1981. Il quitte l'Assemblée pour le Sénat en septembre 1983 où il sera réélu jusqu'en 2001.

BOONE Laurence. Économiste, née le 15 mai 1969. Diplômée de l'université Paris X-Nanterre (DEA de modélisation et d'analyse quantitative), de la London Business School (doctorat d'économie) et de la Reading University (master d'économétrie), elle a soutenu une thèse consacrée au « filtre de Kalman appliqué aux taux structurels de croissance et de chômage puis a débuté comme qu'analyste chez Merrill Lynch Asset Management (1995-1996). Elle est ensuite recrutée par Jean Pisani-Ferry (qui est, depuis 2013, commissaire général à la stratégie et à la prospective), comme chercheur au Centre d'études prospectives et d'informations internationales, le CEPII (1996-1998). Elle passe ensuite au département des affaires économiques de l'OCDE (1998-2004) comme « modélisatrice économètre ». De 2004 à 2011, elle a été chef-économiste à Barclays Capital France où elle fera excellente impression à l'actuel secrétaire général de l'Élysée Jean-Pierre Jouyet, qui présida brièvement Barclays-France à cette époque. Elle a, par exemple, établi pour les clients de Barclays Capital un « indice de libéralisme des candidats » notés de -4 à +4, pendant la présidentielle de 2007. Laurence Boone fait « partie des cercles proches du pouvoir, navigant entre milieux bancaires, *think tank mainstream*, CAC 40 et presse libérale » comme le faisait remarquer *Mediapart* (10 juin 2014), étant membre du Cercle des économistes du très écouté (notamment par François Hollande) Jean-Hervé Lorenzi. Actuellement professeur à Sciences-Po Paris, elle a enseigné à l'École polytechnique, à l'ENSAE et à l'École normale supérieure de Cachan (et a siégé au jury du concours de l'ENA). Depuis 2010, cette mère de deux enfants a été administrateur du Groupe Kering (ex-Pinault-Printemps-La Redoute) avant d'annoncer sa démission à la suite de sa nomination, en juin 2014, comme conseillère économique et financier au palais de l'Élysée, en remplacement d'Emmanuel Macron, ne disposant toutefois pas du titre de secrétaire général adjoint de l'Élysée. Comme devait l'écrire *Le Monde* (12 juin 2014) : « La nouvelle entrante ne procède ni de l'appareil socialiste ni de la haute fonction publique : elle débarquera directement de la city londonienne au cabinet de François Hollande. » Et l'intéressée de préciser : « C'est justement parce que j'ai beaucoup d'expérience internationale, que je ne viens pas d'un univers totalement franco-français et que j'ai un regard différent, que le président me recrute. » Social-libérale et pro-européenne, Laurence Boone est une proche de Manuel Valls, ayant rejoint son équipe de campagne lors de la primaire socialiste en 2011. Cet exemple du « succès au féminin », dont le « CV est beau comme une notice du *Who's Who* » (*Le Figaro*, 11 juin 2014) ne rechignait pas à critiquer pourtant la politique socialiste dans des chroniques publiées depuis le début de l'année dans le quotidien patronal *L'Opinion*, comme le 26 mai au lendemain des élections européennes : « Un bilan économique désastreux [...] Les choix de politique économique sont quasiment inexistants. La déclaration de politique générale de Manuel Valls l'annonçait : c'est un programme qui ne vise ni à soutenir la demande à court terme, ni à élever le potentiel de croissance de long terme [...] Quant aux choix pour le long terme : ils sont absents du discours de politique économique, comme le reflète le plan d'économies du gouvernement. Les réductions de dépenses sont un énième coup de rabot synonyme de non-choix : coup de rabot sur les dépenses, gel des points d'indice des fonctionnaires et gel des prestations. Jusqu'à quand ? » Lors de sa nomination, le ton avait déjà changé : « La reprise est là. Elle n'est pas encore très forte mais elle est incontestable » (*Le Monde* du 12 juin 2014).

BORDAZ Robert. Avocat, né le 6 juillet 1908 à Argenton-le-Château (Deux-Sèvres), décédé le 22 mars 1996. Diplômé de Sciences-Po, il fit carrière au Conseil d'État (maître des requêtes en 1944, conseiller d'État en 1958), il fut commissaire du gouvernement auprès de la Banque Paribas (1946-1951), directeur de cabinet d'Eugène Claudius-Petit (Reconstruction, 1948-1951), conseiller économique à Moscou (1956-1958), directeur général de la *RTF* (1962-1964), président du Centre Georges Pompidou (1970-1977). Avocat à la Cour d'appel de Paris (1977-1982), il fut également président de l'Union centrale des arts décoratifs à partir de 1975.

BORDIER Paul. Président de société, né le 16 janvier 1921 à Saint-Nazaire-sur-Charente (Charente-Maritime), décédé le 5 octobre 2003. Cet ancien inspecteur des Finances (1962-1973), qui fut aussi gouverneur de la France d'Outre-Mer, a fait carrière au Maroc (1940-1942) puis dans les DOM-TOM (1946-1961). Administrateur de la société Vichy à partir de 1981, il fut président dès 1968 de la Chambre syndicale des Eaux minérales et de la Fédération nationale des industries et des commerces des eaux embouteillées, ainsi que du Syndicat national des boissons rafraîchissantes et du Groupement européen des producteurs d'eau minérale (1975).

BORGES Antonio. Universitaire. Doyen de l'INSEAD (Fontainebleau), MA et PHD en économie de l'université de Stanford. Il est président du Hedge Funds Standard Board, directeur général de Goldman Sachs international et ex-doyen du Bilderberg Group (2002).

BORIES Christel (née SAUVONNET). Directrice de société, née le 20 mai 1964 à Jalieu (Isère). Mariée à un consultant, François Bories, cette ancienne de HEC a débuté chez Booz Allen & Hamilton (1986-1987), avant de passer chez Corporate Value Associates (1987-1993). Directrice stratégique de l'Union minière (1993-1995), elle a rejoint, grâce à la protection de Jean-Pierre Rodier, Pechiney, n° 1 européen de l'aluminium, où elle dirigera le secteur emballages (1999-2003), avant d'intégrer le géant mondial de l'aluminium Alcan (qu'elle quitte peu après sa reprise par le fonds de pension Apollo en raison de fortes divergences de management). Depuis 2013, elle est directrice générale déléguée du groupe pharmaceutique Ipsen (ainsi qu'administratrice de Natixis, ayant été repérée par François Pérol, présidente du comité stratégique de Legrand, etc.). Celle qui connaît une « carrière hallucinante (*Le Nouvel observateur*, 14 juillet 2011) » est vice-présidente du *think tank* patronal de gauche La Fabrique de l'industrie, créé par Dominique Strauss-Kahn, présidé par Louis Gallois et dont le délégué général est Thierry Weil (et dont le vice-président fut Pierre Moscovici...).

BORZEIX Jean-Marie. Journaliste, né le 1er août 1941 à Bugeat (Corrèze). Professeur de lettres en Algérie, il sera journaliste à *Combat* (1968-1973), chef du service politique du *Quotidien de Paris* (1974-1975), rédacteur en chef des *Nouvelles littéraires* (1975-1979) durant l'ère de Jean-François Kahn. Directeur littéraire au Seuil de 1979 à 1984, il devient à cette date directeur de *France Culture*. Ce mitterrandiste bon teint (mais non sectaire) a notamment signé un *Mitterrand lui-même* (1973). Il a été PDG de *Télérama* (1999-2000), président de Paris-Bibliothèque (depuis 2001), et membre du Haut conseil de la francophonie (1985-2002). Il est président du festival international des francophonies en Limousin (depuis 2002).

BOSSON Bernard. Avocat, né le 25 février 1948 à Annecy (Haute-Savoie). Fils de Charles Bosson, sénateur-maire MRP puis centriste, ce diplômé d'études supérieures de droit social a milité à la JEC puis a rejoint le Centre démocrate en 1965. Avocat au barreau d'Annecy depuis 1976, il entre au conseil municipal de cette ville en 1977, puis au conseil général en 1979. En 1983, il devient conseiller régional et maire d'Annecy (encore réélu en 1995), reprenant le fauteuil familial quitté par son père en 1975. En 1986, il est élu député, et sera brièvement, cette même année, secrétaire d'État aux Collectivités locales, puis ministre des Affaires européennes de la cohabitation (où il ratifiera l'Acte unique européen). Réélu député en 1988 (puis en 1993), il participe au mouvement des « rénovateurs », avant de prendre en 1991 le secrétariat général du CDS. Il sera le ministre de l'Équipement, des Transports et du Tourisme d'Édouard Balladur (1993-1995). Réélu député en 1997 et 2002, Bernard Bosson est battu aux élections législatives de 2007. Il décide alors d'arrêter sa carrière politique et démissionne de tous ses mandats.

BOUCAULT Bernard. Préfet, né le 17 juillet 1948 à Blois (Loir-et-Cher). Spécialiste de droit public, cet énarque entre en 1975 au ministère de l'Intérieur. Directeur de cabinet du préfet du Var, puis du préfet de la région Bretagne (1977), secrétaire général de la Haute-Saône (1978), puis directeur adjoint des stages à l'Ena (1980-1983), il est choisi par Jacques Delors comme chef de cabinet en 1984 avant de rejoindre Pierre Joxe comme conseiller technique (1984-1986). Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes (1986), puis préfet de Haute-Corse (1988), il devient directeur adjoint du cabinet de Pierre Joxe à l'Intérieur en 1990, puis conseiller auprès de son successeur, M. Marchand, en 1991. Directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques depuis lors, il est nommé, en juin 1993, préfet du Maine-et-Loire, en 1997, préfet de Seine-Saint-Denis, préfet de la région Midi-Pyrénées puis de Haute-Garonne (1999-2000). De 2000 à 2002, il redevient directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur de Daniel Vaillant. En 2002, il reprend sa carrière préfectorale en Pays de Loire puis comme préfet de Loire-Atlantique (jusqu'en 2007). Il prend ensuite la direction de l'Ena.

BOUEE Charles-Edouard. Président de société, né le 17 mai 1969 à Neuilly (Hauts-de-Seine). Ce fils de banquier et d'une adjointe au maire de Neuilly a effectué sa scolarité dans le privé avant de devenir centralien. Il est également licencié en droit et titulaire d'un MBA de la Harvard Business School. Ayant débuté comme chargé d'affaires à la Société générale (1991) pour les fusions-acquisitions, il a exercé à Londres à partir de l'année suivante. Ayant rejoint Booz, Allen & Hamilton, puis AT Kearney et Roland Berger Strategy Consultants (2001-2006), il en fut *senior partner* avant de prendre en main ses activités en Asie. Responsable de ses activités en Asie, France, Belgique et Afrique du Nord, cet habitué du Forum économique mondial de Davos a été plusieurs fois reconnu comme un spécialiste des marchés chinois (2012 Shanghai Magnolia Gold Award). Il est conseiller du commerce extérieur de la France depuis 2009.

BOUGRAB Jeannette. Maître des requêtes au Conseil d'État, présidente de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (2010), secrétaire d'État UMP à la Jeunesse et à la Vie associative depuis 2010. Biographie détaillée dans *F&D* 294.

BOUILLOT Isabelle. Haut fonctionnaire, née le 5 mai 1949 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fille d'une infirmière et d'un polytechnicien, ex-PDG de société, elle a adhéré au PS dès 1974. À sa sortie de l'Ena (où elle sera déléguée CFDT, dans la même promotion que Martine Aubry et Alain Minc), en 1975, elle est affectée à la direction du Budget, et, en 1979, devient chef du bureau des transports. En août 1981, elle entre comme conseiller technique au cabinet de Jean Le Garrec, secrétaire d'État à l'Extension du secteur public (nationalisations) et reçoit la présidence du comité juridique auprès du comité interministériel sur les nationalisations. Directeur du cabinet de Le Garrec, devenu ministre de l'Emploi en juillet 1982, elle rejoint Jacques Delors à l'Économie et aux Finances, l'année suivante, comme directeur adjoint du cabinet, aux côtés de Philippe Lagayette. Revenue début 1985 à la direction du Trésor comme conseiller financier pour l'Afrique centrale, orientale et australe, elle reçoit la présidence de l'Union des banques à Paris, qu'elle occupe de décembre 1985 à septembre 1986, avant d'en être éloignée sans ménagement par Édouard Balladur. Commissaire du gouvernement à la mission de contrôle des activités financières de la direction du Trésor en 1987, elle entre à l'Élysée en 1989 comme conseiller économique de François Mitterrand. En 1991, elle devient directeur du budget au ministère de l'Économie, première femme à accéder à ce poste (succédant à Daniel Bouton). Cette technocrate adepte de la rigueur économique y préparera sans état d'âme trois lois de finances de gauche puis deux de droite (pour le compte de Nicolas Sarközy). En juin 1995, elle remplace Hélène Ploix comme directeur général adjoint (n° 2) de la Caisse des dépôts et consignations, dirigée par Philippe Lagayette. Elle est aujourd'hui consultante et membre du conseil d'administration de Saint Gobain et d'Accor.

BOUJNAH Stéphane. Banquier, né le 11 avril 1964 à Albertville (Savoie). Il est le fils de Michel-Mordekhaï Boujnah, un « tune » (juif d'origine tunisienne), et de Jacqueline Mathex, institutrice. Il a épousé Catherine Sayag (avec qui il a eu deux enfants), a divorcé, et s'est remarié avec Hélène Roques (avec qui il a eu deux enfants), directrice du développement durable chez Accor et ex-attachée de presse du groupe socialiste au conseil régional d'Ile-de-France, ancienne collaboratrice de la chiraquienne Margie Sudre au secrétariat d'État à la Francophonie. Il a effectué ses études à Champigneulles, Nancy et Paris I Panthéon-Sorbonne. Titulaire d'une maîtrise de droit des affaires, d'un DEA de droit international économique et *master of laws* de l'université de Canterbury (Grande-Bretagne), cet ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris détient également un MBA de l'Insead. Engagé dans la frange rocardienne du Parti socialiste depuis ses 17 ans (il en est toujours membre), il fut, en 1985, l'un des trois principaux cofondateurs de SOS Racisme, avec Julien Dray et Harlem Désir. Il débuta comme délégué commercial en charge des transferts de technologie au Canadian Traide Commissionner Service à Tel-Aviv (Israël) en 1988. Devenu avocat d'affaires au cabinet Freshfields à Paris (1991-1997), il retourne à la politique, étant conseiller technique, en charge des nouvelles technologies et des investissements étrangers au cabinet du socialiste Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (1997-1999). Il conserva, durant quelques mois, ses fonctions auprès de son successeur, Christian Sautter. Directeur des fusions-acquisitions à Crédit Suisse First Boston Technology Group à Palo Alto (États-Unis), puis à Londres (2000-2002), il devient associé-gérant de KM5 Capital (2003-2005) puis managing director à la Deutsche Bank (à partir de 2005). Il est également président de Deutsche Securities Algeria (2007), jusqu'en 2010 où il devait prendre la direction de la Banque Santander en France afin de développer la Banque de financement et d'investissement. Demeuré un proche de Dominique Strauss-Kahn, ce membre du Banquet républicain a également cofondé le groupe de réflexion En temps réel (pour lequel il a notamment rédigé une étude sur le modèle social suédois en 2003).

BOULET Jean-Claude. Publicitaire, né le 11 décembre 1941 à Chambéry (Savoie). Il est le fils d'un Saint-Cyrien mort durant la seconde Guerre mondiale. Il a vécu jusqu'à 14 ans au Maroc. Cet ancien d'HEC débuta comme journaliste à *Tennis de France* puis à l'*AFP* (1965-1966), avant d'effectuer le reste de sa carrière dans la publicité. Il a été notamment assistant marketing chez le lessivier

Procter & Gamble, PDG (1971-1981), dès ses 30 ans, de Young and Rubicam France, directeur général (1981-1983) de Young Europe, PDG de BDDP (1984-1998), société devenue le n° 3 français et n° 14 mondial de la publicité, PDG (1998-2010) de Harrison & Wolf, agence conseil en communication corporate. Il a retracé son itinéraire de « publicitaire au temps de la mondialisation » dans *Passion communication* (Cherche-Midi, 2003). Il a été qualifié de franc-maçon dans *Les Frères invisibles* de Ghislaine Ottenheimer (ainsi que dans *Le Livre noir de la pub* de Florence Amalou), ce qui a provoqué sa fureur.

BOULEZ Pierre. Compositeur de musique, né le 26 mars 1925 à Montbrison (Loire). Directeur musical de la Compagnie théâtrale de Jean-Louis Barrault en 1948, il sera notamment chef d'orchestre au festival de Bayreuth (1966-1969 et 1976-1980) et directeur du New York Philarmonic Orchestra (1971-1977) et de l'orchestre symphonique de la BBC (1971-1975). Père de la musique sérielle, il règne sans partage depuis 1974 sur le très influent et très coûteux Institut de recherche et de coordination acoustique musique (Ircam) tout en présidant l'Ensemble intercontemporain. Entendant faire de la France le phare de la musique contemporaine et atonale (les œuvres sont élaborées à partir de sources sonores sans respecter les codes ni les harmonies traditionnelles), il collectionne les qualificatifs les plus extrêmes: Lully du XXe siècle, ayatollah, empereur musical de la Ve République, etc. En trente ans, l'Ircam a reçu plus d'un milliard de F, sans jamais rallier qu'un cercle très restreint d'adeptes, toujours les mêmes. Disposant d'une incroyable influence, il réussira à obtenir par exemple en 1991 la démission de Michel Schneider, directeur de la musique à la Culture, qui entendait assurer son rôle de surveillance des deniers publics. Il a également été vice-président de l'Opéra-Bastille, conseiller spécial à *Radio France*, à la Sept et à la Villette, professeur au Collège de France, directeur de collection chez Christian Bourgois, etc.

BOULIN Philippe. Président de société, né le 27 juin 1925 à Neuilly (Hauts-de-Seine). Cet X-Mines est entré chez Creusot-Loire en 1955, en devenant administrateur-directeur général en 1978 et PDG en 1982. Il fut également président de Jeumont Schneider, de Merlin-Gérin, de Framatome. Administrateur de Shell, de la Compagnie générale des eaux, d'Havas, de la CGE, il est devenu président de la Compagnie financière Montenay et de la Société Montenay en 1985. Il a également présidé l'Ipecode et le Rexeco (prévisions économiques) et l'Association française de normalisation. Il est président de Pica depuis 1993 (groupe Générale des eaux).

BOUQUET Patrick. Conseiller à la Cour des comptes, né le 18 janvier 1943 à Paris. Cet énarque (1968), qui sortit administrateur civil à la direction du Budget (1968-1972) a été conseiller technique de Michel Poniatowski à l'Intérieur (1974-1976), directeur de cabinet de Pierre Brousse (Commerce et Artisanat, 1976-1997), et a rejoint en 1978 la Cour des comptes. Sous-directeur des affaires financières à l'Intérieur (1980-1982), il a été directeur général des collectivités locales à l'Intérieur (1986-1989), chef de la mission de contrôle économique et financier auprès de la Poste et de France-Télécom (1989-1993) puis devient en 1994 secrétaire général du Groupe central des villes nouvelles et en 1995 secrétaire général adjoint de la Mairie de Paris. Président du conseil d'administration du Fonds d'intervention et de régulation du marché du sucre (Firs) depuis 2004.

BOURDIS Jean-Jacques. Militaire. Conseiller du gouvernement pour la défense, puis commandant du 2e corps d'armée à la fin des années 70. Il est compagnon de la Libération.

BOURGES Hervé. Journaliste, né le 2 mai 1933 à Rennes (Ille-et-Vilaine). Sorti major de l'École supérieure de journalisme de Lille, ce militant anti-colonialiste d'origine catholique fut de 1955 à 1959 rédacteur, puis rédacteur en chef (1961-1962) à Témoignage chrétien. De 1959 à 1962, ce partisan de l'indépendance de l'Algérie est aussi chargé de mission auprès du garde des Sceaux Edmond Michelet, où il entreprend à l'initiative de son ministre des missions de sauvetage de fellaghas menacés de mort. « Porteur de valise » du réseau Jeanson, il adopte la nationalité algérienne après l'indépendance (*Journal officiel de la république algérienne*, 9 août 1963, p. 790). Il deviendra conseiller du président Ben Bella, puis directeur de la jeunesse et de l'éducation populaire. Il continuera un temps son travail sous Boumédienne, comme conseiller du ministre de l'Économie puis de l'Information Bachir Boumaza, puis du ministre de la Justice Hadj Smaïn. De retour en France en 1967, il devient maître-assistant à Paris II puis directeur du département d'études sur l'information dans le tiers-monde à l'Institut français de presse (1968-1976), tout en dirigeant, de 1970 à 1976, l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (Cameroun). De 1976 à 1980, il dirige l'École supérieure de journalisme de Lille, où il se lie d'amitié avec le maire PS de la ville, Pierre Mauroy. En 1980, il devient le porte-parole du directeur général de l'Unesco, Amadou Mahtar M'Bow, et défendra l'idée d'un nouvel ordre mondial de l'information (NOM), d'inspiration marxiste et tiers-mondiste. En 1981, Michèle Cotta propulse ce militant tiers-mondiste à la tête de *Radio France* International. En 1983, il devient PDG de *TF1* (42 000 F/mois), où il réorganise toute la rédaction dans une optique favorable au pouvoir socialiste. Il conserve en 1986-1987 son poste, le Premier ministre RPR Jacques Chirac ne voulant pas être accusé de chasse aux sorcières. Il quitte toutefois la chaîne quelques mois après sa privatisation et sa concession à Francis Bouygues. Il crée sa société Média connection international, puis devient président de *Canal* + Afrique, et de la Cipac, avec Gilbert Gross et Robert Maxwell. Dès le retour de la gauche, il se retrouve en novembre 1988 à la tête de RMC, puis est nommé PDG de la Sofirad en 1989. PDG de *France-Télévision* (*A2, FR3*) de 1990 à 1993, il reconstitue son ancienne équipe. Il sera remercié par un poste d'ambassadeur délégué permanent de la France auprès de l'Unesco, avant de devenir, avec l'aval de la droite, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (jusqu'en 2001). « Sans ministre de la Communication, le patron du CSA devient l'encombrant régulateur de l'audiovisuel français » (*Le Nouvel économiste*, 2 juin 1995). De 2000 à 2008, il a encore présidé l'Union internationale de la presse francophone.

BOURGES-MAUNOURY Maurice. Administrateur de sociétés, né le 19 août 1914 à Luisant (Eure-et-Loire) et décédé à Paris le 10 février 1993. Polytechnicien et diplômé de Sciences-Po, cet ancien résistant fut préfet de Bordeaux à la Libération, député radical de Haute-Garonne de 1946 à 1958 (membre de l'Association France-Israël). Successivement secrétaire d'État du ministre au Budget (1947), à la Guerre (1948), puis ministre des Travaux publics (1950), de la Défense (1951), de l'Armement et aux Finances (1953), à l'Industrie (1954), aux Forces armées (1955), à l'Intérieur (1955) et de nouveau à la Défense (1956). Il fut président du Conseil du 13 juin au 6 novembre 1957, puis à nouveau ministre de l'Intérieur (1957). Maire de Bessières jusqu'en 1971 et conseiller général de Montastruc de 1949 à 1973, il fut administrateur de *La Dépêche du Midi* et du *Petit Toulousain* ainsi que de très nombreuses sociétés, et PDG des Mines de Kali-Sainte-Thérèse et de la Société industrielle et financière de l'Artois.

BOURGOIS Christian. Éditeur, né le 21 septembre 1933 à Antibes (Alpes-Maritimes), décédé le 20 décembre 2007. Diplômé de Sciences-Po, il a interrompu ses études à l'Ena pour rejoindre les Éditions Julliard en 1959. Il en devient administrateur directeur général en 1965. Il est directeur général des Éditions Christian Bourgois depuis sa fondation en 1966 et PDG de Christian Bourgois Productions depuis 1988, ainsi que président de la Société civile de l'édition littéraire française et a présidé la Commission d'avances sur recettes du cinéma (1984-1986). Il a été directeur de 10/18, Plon, Perrin et Julliard à partir de 1989, administrateur des Presses de la Cité à partir de 1970.

BOURGOIS Jean-Manuel. Éditeur, né le 25 mars 1939 à Antibes (Alpes-Maritimes). Diplômé de l'université de Columbia de New York, il entre dans l'édition en 1967. Il crée alors Ediscience, puis la revend en 1970 au groupe Mac Graw-Hill tout en restant PDG de la désormais filiale. Administrateur directeur général de Bordas de 1974 à 1977, il en devient le président en 1977. Président du Syndicat national de l'édition de 1982 à 1985, il prend la direction générale en 1988

du groupe de la Cité et la présidence des Presses de la Cité (Julliard, Plon, Ed. Christian Bourgois, Perrin, Presses-Pocket, Solar, etc.), puis en 1989 celle de Bordas-Dunod-Dalloz. Mais, à la fin de 1991, suite à de mauvais résultats et à des restructurations, il quitte toutes ses fonctions au Groupe de la Cité. En juillet 1992, il se recase à la vice-présidence du groupe d'éditions Masson et à la direction générale de Belfond (groupe de Marc Ladreit de Lacharrière). Administrateur délégué de La Revue des deux mondes, qui appartient au même groupe. Il passe alors chez Magnard-Vuibert (MSA, groupe Albin Michel) comme directeur général et, en 1996, il est PDG de Dilisco SA. Il est également membre du comité exécutif de l'Union internationale des éditeurs à Genève (Suisse). Il est le frère de l'éditeur Christian Bourgois.

BOURGOIS Joëlle (née LOMBARD-PLATET, épouse). Diplomate née le 24 juin 1945 à Thaon-les-Vosges (Vosges). Elle a épousé Olivier Bourgois, frère des éditeurs Christian et Jean-Manuel Bourgois. Son mari est normalien (lettres) et énarque, administrateur civil (également écrivain) a effectué toute sa carrière au ministère de la Culture. Il a notamment été conseiller technique de Michel Guy (1974-1976), secrétaire général de l'Académie de France à Rome (villa Médicis) en 1976-1977, conseiller technique de Michel d'Ornano, conseiller culturel à Mexico (1984-1986) puis sous-directeur des affaires culturelles à la mairie de Paris de 1986 à 1990. Fille d'un directeur de banque, Joëlle Bourgois est une ancienne élève de Sciences-Po Paris et de l'Ena. Ayant opté pour les Affaires étrangères, elle a appartenu à la délégation française à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe en 1973-1974. Premier secrétaire à l'ambassade de France près le saint-Siège en 1976-1977, puis affectée à la direction Europe, elle assure les fonctions de premier conseiller d'ambassade à Mexico de 1984 à 1986, avant de devenir directeur adjoint de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient au Quai d'Orsay (1986 à 1989). Chef du service des relations industrielles internationales en 1989-1991, elle décroche, grâce à Roland Dumas, sa première ambassade, celle de Prétoria (Afrique du Sud) en 1990. Elle est alors l'unique femme ambassadeur. Depuis 1995, elle représente la France à la Conférence du désarmement à Genève, avant d'être désignée, en janvier 1999, comme ambassadeur représentant permanent de la France auprès de l'OCDE. Elle a été ambassadeur en Belgique (2003-2007) ; ambassadeur auprès de l'Unesco (2007-2008), ambassadeur en Suisse (depuis 2008).

BOURGUIGNON Philippe. Directeur de société, né le 11 janvier 1948 à Salins-les-Bains (Jura). Titulaire d'une maîtrise en sciences économiques et d'un diplôme de l'Institut d'administration des entreprises de Paris, il a effectué l'essentiel de sa carrière à l'étranger (Systembau à Munich, directeur du développement de Novotel pour l'Asie et le Moyen Orient, directeur général d'Accor à New York puis Los Angeles), avant de revenir en France pour rejoindre le groupe Euro Disney SA, qui recherchait un manager français formé aux méthodes américaines, comme directeur du développement immobilier (1988-1989), puis directeur général (1990-1993) puis PDG (en remplacement de Robert Fitzpatrick), dans une période difficile (1993-1997). Parallèlement vice-président exécutif pour l'Europe de Walt Disney Company en 1996-1997, il quitte pourtant la multinationale américaine en 1997 pour prendre en charge (à la demande de la famille Agnelli, principal actionnaire), succédant à Serge Trigano, le Club Méditerranée, qui battait de l'aile. Remplacé en 2002, il sera administrateur délégué du Forum économique mondial de Davos (2003-2004), puis président d'Aegis Média France (2004-2006). Il est ou a été administrateur de Dexia, d'e-Bay, de *Libération*, Meetic et de *Canal +*. Depuis Washington, il dirige désormais les lieux de villégiatures de Revolution Resorts, le groupe que Steeve Jobs a créé en 2005. Il appartient au comité d'orientation d'une organisation mondialiste, l'Institut Aspen France.

BOURIEZ Philippe. Né le 11 août 1933 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Polytechnicien, diplômé de l'IEP et de Harvard, cet ingénieur des manufactures de l'État a débuté au Seita en 1955 à Tonneins, avant de rejoindre Bordeaux puis Roubaix, ville où il sera, de 1961 à 1965, attaché de direction du groupe

Prouvost. En 1965, il débute dans la distribution alimentaire où sa famille s'est déjà brillamment illustrée, devenant administrateur directeur général adjoint, puis en 1967 PDG des établissements B. Mielle. Il est depuis 1969 PDG de la Société des hypermarchés Cora, et président du groupe Cora depuis 1975, du groupe Révillon depuis 1981, et de la banque Révillon depuis 1983. À la tête d'un groupe familial à 98 %, qui ne divulgue aucun chiffre, mais dont on estimait en 1995 le chiffre d'affaires à près de 60 milliards de F, il pèserait personnellement plus de 6 milliards de F. La galaxie des frères Bouriez (son frère, Michel, dirige les hypermarchés Cora et a été président de la CCI de Lorraine), outre les sociétés déjà citées, se compose notamment de Truffaut (jardineries), des Parfums Caron, des cosmétiques Ingrid Millet, des Éditions mondiales (ex-groupe Del Duca avec *Nous Deux, Intimité, Modes et Travaux, Auto-Plus*, etc.), de Rev Com (films TV), de la maison de production Les Films Ariane, de Distridis (importation pétrolière). Il est administrateur de *L'Est Républicain* depuis 1991 (qu'il a vainement tenté de racheter en 1990) et de Otis-Europe.

BOURLANGES Jean-Louis. Conseiller à la Cour des comptes, né le 13 juillet 1946 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Détenteur d'un Capes, agrégé de lettres modernes et diplômé de l'IEP, il fut stagiaire dans divers établissements de Paris (1968-1971), puis professeur agrégé au lycée Claude Bernard (1972) et enfin professeur associé à la Johns Hopkins University de 1973 à 1975. Il intègre alors l'Ena (1979), en sortant comme auditeur à la Cour des Comptes, où il est promu en 1983 conseiller référendaire. La même année, il se fait élire conseiller municipal RPR de Dieppe, en 1986 conseiller régional RPR de Haute-Normandie, et entre au comité central de ce parti. Auteur de quelques essais critiques vis-à-vis de l'absence de véritable projet politique dans la droite parlementaire, il rejoint en 1989 la liste dissidente de Simone Veil. Élu puis réélu en 1994 au Parlement européen, il préside à partir de 1995 la section française du Mouvement européen et siège à la Commission trilatérale. Début décembre 2007, il met fin à son mandat européen.

BOURLOT Pierre. Général, né le 26 juillet 1957 à Paris XIVe. Diplômé de l'École de l'air et passé par le Collège interarmées de défense, il devint colonel en 1996, général de brigade aérienne en 2004, général de division aérienne en 2007 et général de corps aérien en 2008. Il fut notamment chef de la section « Alliance atlantique » à la délégation aux affaires stratégiques (1996-1999), adjoint « air » au chef d'état-major particulier du président de la République (2002-2006). Il devient ensuite chef de la division « Euroatlantique » de l'état-major des armées (2006-2007) puis, à partir de 2009, secrétaire général adjoint du secrétariat général de la Défense nationale.

BOURSIN Jean-Louis. Universitaire, né le 16 novembre 1937 à Paris. De 1969 à 1973, ce normalien agrégé de mathématiques fut chargé de mission au secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports. Recteur de l'académie de Reims de 1976 à 1981, il a présidé la conférence des recteurs de France (1987-1988). Militant des milieux gaullistes (Uni), il s'occupa notamment de la formation des cadres de l'UDR et fut conseiller RPR de Paris de 1983 à 1995 (adjoint au maire du Ier arrondissement). En 1986, il sera chargé de mission de Nicole Catala (secrétaire d'État à la Formation professionnelle), puis devient à la fin de l'année recteur de l'académie de Montpellier (jusqu'en 1988), présidant à nouveau la conférence des recteurs français en 1987-1988. Ce professeur à l'IEP de Paris est président depuis 1983 du Syndicat des auteurs d'ouvrages d'enseignement et de vulgarisation. Depuis 1994, il est membre du Conseil supérieur de la langue française.

BOUSQUET DE FLORIAN Pierre de. Préfet, né le 12 juin 1954 à Boulogne (Hauts-de-Seine). Il est issu d'une famille de la bourgeoisie protestante du Saumurois. Petit-fils d'un directeur de banques, fils de Bernard de Bousquet de Florian, directeur de société, et de Marie-Hélène Meyer, ce diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris est issu de la promotion *Henri-François d'Aguesseau* de l'Ena (1982). Affecté à l'Intérieur, il fut directeur de cabinet du préfet de l'Indre (1982-1983) puis chef de cabinet des préfets de la région Ile-de-France Lucien Vochel et Olivier Philip, avant

de devenir sous-préfet d'Yssingeaux en 1985. Chef de cabinet du ministre de la Justice Albin Chalandon durant la première cohabitation, il fut ensuite adjoint aux directeurs des relations publiques et de la communication d'Elf-Aquitaine (1988-1991) durant l'ère du très controversé Loïk Le Floc'h Prigent. Conseiller technique à la présidence de la république auprès de Jacques Chirac (1995-1999), où il fut en charge de la décentralisation et des départements d'outre-mer (ainsi que représentant du président en Andorre), il sera préfet de la Mayenne de 1999 à 2002. Au retour de la droite au pouvoir, il est nommé directeur à la Direction de la sécurité intérieure, le service de contre-espionnage français, en remplacement du préfet Jean-Jacques Pascal. À ce poste, il traitera notamment de l'affaire Clearstream où Nicolas Sarközy se trouvait faussement impliqué. Devenu président de la République, ce dernier le remercie quelques semaines après son arrivée à l'Élysée, en juillet 2007. Il est nommé préfet des Hauts-de-Seine (puis du Pas-de-Calais en 2009).

BOUTET Jacques. Administrateur civil, né le 17 mars 1928 à Rodez (Aveyron). Diplômé de l'IEP de Toulouse, cet énarque, qui milita aux Jeunesses socialistes, a rejoint le Conseil d'État en 1955. En 1962, il est président de la chambre administrative de la Cour suprême d'Abidjan, puis directeur des études à l'Institut des hautes études d'outre-mer (1963-1966) et à l'Institut international d'administration publique. Président de la stratégique Commission de contrôle des émissions officielles de propagande électorale en mai 1981, ce discret membre du Parti socialiste fut propulsé PDG de *TF1* dès juillet 1981, où il entreprit une sévère épuration. Remercié dès l'année suivante pour ses maladresses et excès de zèle, il remplace Jacques Thibau à la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du Quai d'Orsay (1982-1986), où il provoquera la première grève de son histoire. Vice-président de la Cour de discipline budgétaire et financière et président de la section des finances du Conseil d'État à partir de 1986, il bénéficie à nouveau en 1989 de la protection présidentielle qui en fait le nouveau président du Conseil supérieur de l'Audiovisuel (1989-1995), où cet « homme du château » sera incapable d'empêcher la nomination de Philippe Guilhaume à la tête d'*A2-FR3*. Son fils, Jean-François Boutet, avocat, est spécialisé dans les questions audiovisuelles.

BOUTINARD-ROUELLE Michel. Publiciste, né le 8 février 1946 à Paris. Fils d'un directeur de banque, cet énarque est devenu en 1971 administrateur civil au ministère de l'Intérieur. Après un passage à la préfecture des Vosges, il est devenu chef-adjoint de cabinet (1874-1975) puis chargé de mission (1975-1976) du Premier ministre Jacques Chirac. Il gardera cette fonction auprès de Raymond Barre jusqu'aux élections municipales de 1977. Il rejoint alors Chirac à la mairie de Paris, comme chef de cabinet (1977-1979), puis assure la direction des affaires culturelles, puis de la jeunesse et des sports jusqu'en 1985. Il dirigea également la Fondation Claude Pompidou durant cinq ans (1975-1980). Conseiller technique au cabinet du Premier ministre Jacques Chirac pour la culture, la jeunesse et les sports durant toute la cohabitation, il entre en 1989 chez Havas comme directeur à la direction générale du groupe. Directeur général adjoint d'Avenir Havas Média en 1990, il cumule à partir de septembre 1992 les fonctions de président d'Avenir Havas Hebdo et du pôle affichage Avenir pour la France et l'Europe. En avril 1993, il devient administrateur directeur général du groupe AHM et en mai de la même année PDG de la Comareg. En octobre 1995, il prend la tête d'Havas-Média Communication, qui réalise en 1995 un chiffre d'affaires proche de 10 milliards de francs en 2005, et rejoint les éditions Gallimard comme directeur général adjoint (jusqu'en 2009). Directeur général du groupe Libella (Buchet-Chastel, Phébus, Librairie polonaise), il quitte Havas en 1999 pour devenir consultant.

BOUTON Daniel. Banquier et inspecteur des Finances, né le 10 avril 1950 à Paris. Diplômé de l'IEP, il a rejoint l'Inspection générale des Finances à sa sortie de l'Ena (même promotion que Léotard et Fabius). Il sera le plus jeune inspecteur des Finances. Chargé de mission au service de l'inspection générale des Finances (1976-1977), il sera en outre secrétaire du bureau de l'association de ses membres, administrateur de l'Association des anciens de l'Ena, trésorier adjoint en 1979, et trésorier en 1982-1983. Parallèlement, il est chargé de mission à la direction du budget au ministère de l'Économie et des Finances (1977), puis au Budget (1977-1979). Conseiller technique au cabinet du ministre du Budget Maurice Papon (1980-1981), il occupera ensuite diverses fonctions au Budget, avant d'être promu sous-directeur en juillet 1984 par le socialiste Henri Emmanuelli. Au retour de la droite, cet homme discret et méthodique devient directeur du cabinet d'Alain Juppé, poste qu'il occupe jusqu'en 1988, date à laquelle il est nommé patron de la direction du Budget par Jacques Chirac. Ce proche d'Alain Juppé sera maintenu à son poste par Michel Rocard, où il va boucler trois lois de finances socialistes, jusqu'en 1991. Il entre alors à la Société Générale au poste créé pour lui de directeur à la présidence, membre du comité financier et du comité de direction. Il en devient en 1993 directeur général et était considéré fin 1995 comme le futur président de la banque, et ce, avant 1998, le PDG Marc Viénot, lui-même inspecteur des Finances, ayant annoncé l'intention de mettre fin à son propre mandat avant cette date. Ce qu'il devient en 1997. Cet homme, un des mieux payés du secteur bancaire découvre, en janvier 2008, qu'un trader de 31 ans, Jérôme Kerviel, a planté la banque de 4,9 milliards d'euros. Daniel Bouton accuse le coup, donne sa démission, qui est refusée, et cède l'opérationnel de la banque à son directeur financier, Frédéric Oudéa. Son épouse, Nicole, est directeur adjoint à la banque Lazard, chargée d'assurer les contacts entre la banque et la Bourse.

BOUYGUES Martin. Président de société, né le 3 mai 1952 à Suresnes (Hauts-de-Seine). Il est le fils cadet de Martin Bouygues (décédé en 1993) et son héritier à la tête du groupe Bouygues par défaut (son père lui préféra longtemps ses autres frères, en particulier Nicolas). PDG du Groupe Bouygues depuis 1989, ce simple bachelier y était entré en 1974 comme conducteur de travaux. Rapidement affecté à la direction commerciale, il devient administrateur en 1982 et PDG de Maisons Bouygues en 1987 et, enfin, vice-président la même année. Dans les années 90, il multiplie les investissements dans la communication (*TF1*, LCI, TPS) et la construction à l'international. Dans les années 2000, ce multimilliardaire (3,2 milliards de dollars, 214ᵉ fortune mondiale) développe Bouygues Telecom et Colas. Il entretient des liens étroits avec Nicolas Sarközy : il a été son témoin lors de son mariage avec Cécilia Ciganer Albéniz et est le parrain de leur fils, Louis.

BOUYSSONNIE Jean-Pierre. Ingénieur, né le 12 septembre 1920 à Sarlat (Dordogne). Ce polytechnicien, également ingénieur en chef de l'armement et du génie maritime, entre chez Thomson en 1952. Grimpant tous les échelons, il en sera directeur industriel en 1959, directeur général en 1969, vice-président en 1975 et président-directeur-général de 1976 à 1982, ainsi que président du groupe Thomson-Brandt (1980-1982), jusqu'à la nationalisation du groupe, où il est remplacé par Alain Gomez. Il a appartenu à la Commission nationale de la communication et des libertés de 1986 à 1989.

BOUZINAC Roger. Journaliste, né le 28 juillet 1920 à Albi (Tarn), décédé à Nice le 2 février 2003. Diplômé de droit, il commença à *Nice-Matin* (dont il fut durant des lustres chroniqueur), tout en étant avocat-stagiaire (1946), attaché parlementaire (1950) puis conseiller au ministère de l'Éducation nationale. Membre de plusieurs cabinets sous la IVᵉ République, il présidera le Syndicat national de la presse quotidienne régionale (1957-1978) et la Confédération de la presse française aux mêmes dates. Il fut PDG de l'*Agence France Presse* de 1978 à 1980, membre de la Commission nationale de la communication et des libertés (1986-1989). Il était franc-maçon selon Henry Coston.

BOYER Dominique. Inspecteur des Finances, né le 4 juin 1921 à Paris. Inspecteur des Finances et diplômé de Sciences-Po, il fut conseiller technique auprès du président du Conseil en 1951, sous-directeur du trésor en 1952, directeur adjoint du cabinet du ministre des Finances en 1955 (Pierre Pflimlin), puis rejoint en 1961 la Compagnie des chargeurs réunis, en devenant directeur général adjoint, administrateur directeur général (1968)

puis vice-PDG de 1970 à 1983. Il sera à ce titre PDG de la Nouvelle compagnie de paquebots, la Société financière de l'armement, la Compagnie des croisières Paquet, président du Comité central des armateurs de France, ainsi qu'administrateur d'UTA, d'Air Afrique, de la Société navale chargeurs Delmas-Vieljeux, de Peugeot, de la Sfac et membre du conseil de surveillance de la Sovac. Il est vice-président trésorier honoraire (depuis 1995) de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

BOYLES Peter. Président de banque, né le 30 novembre 1955 à Singapour (Singapour). Fils d'un colonel de l'armée de terre britannique, il a effectué toute sa carrière chez HSBC (dont on oublie souvent qu'il s'agit de la Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation). Patron de sa filiale à Abu Dhabi (1993-1996), au Qatar (1996-1997), en Malaisie (1997-2000), il est vice-président de HSBC France depuis 2010 et *executif officer* de HSBC pour l'Europe continentale depuis la même année. Il appartient également au Cercle de l'Union interalliée.

BOYON Michel. Conseiller d'État, né le 30 avril 1946 à Paris. Diplômé de l'IEP, cet énarque a été auditeur au Conseil d'État avant de rejoindre le cabinet de Michel d'Ornano en 1976 (Industrie, Culture, Environnement). En décembre 1985, il est nommé président de la société de distribution des bases de données Juridial. Directeur du cabinet de François Léotard à la Culture durant toute la cohabitation, il préparera la loi Léotard sur la communication audiovisuelle et jouera un rôle majeur dans la privatisation de *TF1*. Conseiller d'État depuis mai 1989, il sera délégué national du Parti républicain à la culture et à la communication (1990-1993). Administrateur de *France 2* depuis 1993, de l'*AFP* depuis 1994 et du Celsa à Paris IV, président de la commission des aides à la presse, il est devenu à la surprise générale PDG de *Radio-France* à la fin de 1995, succédant à Jean Maheu. Chargé de mission sur la TNT en 2002, il revient à la politique fin 2003, à l'appel de Jean-Pierre Raffarin, qui espère ainsi redonner un second souffle à son action. Sa mission de directeur de cabinet à Matignon prend fin dès 2005. Devenu président du réseau ferré de France, il est nommé en 2007 à la tête du CSA. L'occasion pour Michel Boyon, nouveau gendarme du PAF, de mêler en une même fonction ses connaissances audiovisuelles et politiques. Son frère Jacques a été trésorier national du RPR (1990-1993), député, secrétaire d'État à la Défense (1986-1988). Son épouse, Maryvonne Boyon, docteur en droit, a travaillé au groupe Rothschild de 1979 à 1988. Ancienne responsable de la communication de l'Européenne de Banque, de l'UBP et de la Banque Chaix. Elle a dirigé la communication du Crédit national de 1988 à 1992 puis de la Société marseillaise de crédit en 1996.

BOZO Dominique. Conservateur, né le 28 janvier 1935 à Alençon (Orne), décédé le 28 avril 1993. Diplômé de l'École du Louvre, de l'Institut d'art et d'archéologie et de l'EPHE, il commence une carrière de chercheur à l'Inventaire général des monuments historiques avant d'être nommé en 1968 conservateur des musées de France. En 1969, il entre au Musée national d'art moderne, en charge de la réorganisation des collections d'arts contemporains. Quand ce musée passe du Palais de Tokyo au Centre Beaubourg, il le suit, tout en étant chargé, à partir de la dation de 1974, de préparer la naissance du musée Picasso, dont il organisera l'exposition d'ouverture. En 1981, il devient directeur du Musée national d'art moderne, poste dont il démissionnera en 1986 pour des raisons de faibles crédits et de désaccord avec le président du Centre Pompidou, Jean Maheu. De juin 1987 à janvier 1990, cet « esthète et homme de pouvoir » (*Libération*, 30 avril 1993) dirige la délégation aux arts plastiques du ministère de la Culture, puis succède à Hélène Ahrweiler en 1990 comme président du Centre Pompidou, où il réalisera en particulier l'exposition Manifeste.

BOZO Pierre-Jean. Directeur de presse, né le 23 octobre 1956 à Strasbourg (Bas-Rhin). Il est le fils d'un chirurgien-dentiste, Jean Bozo, et d'une enseignante, Catherine Jost. Il a épousé, le 7 décembre 1985, Dominique Mougin, directrice d'études (trois enfants Sébastien, Pierre-Alric et Jean-Charles). Passé par la modeste École supérieure de commerce de Dijon en 1978, titulaire d'un diplôme d'expert-comptable et d'un DESS de sciences économiques et de droit des affaires, il commence sa carrière dans l'audit en 1979 chez Audit Continental, avant de rejoindre Nielsen (1982-1983), puis intègre comme consultant Peat Marwick Mitchell & Co (1983-1986), dont il devient directeur (1986-1987). Il rejoint ensuite *France-Antilles*, le groupe de Philippe Hersant, où il a dirigé la gestion du plan (1987-1989) puis, comme gestionnaire, a dirigé les quotidiens *L'Union de Reims* (1989-1992) et *Paris-Normandie* (1993-1995). Contacté par Serge July, il passe chez *Libération* comme gestionnaire de la SNPC-Libération et directeur de la holding SA Investissement presse (1995-996), ayant également été en 1996, directeur de la société Pathé, chargé des activités de communication. De 1996 à 2000, il a été directeur général de la Socpresse (*Le Figaro*), puis a présidé le Syndicat indépendant des régies des radios privées (2000-2001). Par la suite, il a été PDG de *Radio Nostalgie* et président du conseil d'administration du Groupe Nostalgie, ainsi que de NRJ Régie (2001-2002). Il devient administrateur du gratuit *20 minutes* en 2003, fonction qu'il cumulera avec celle de président et directeur de la publication entre 2004 et 2012. Trésorier et vice-président de l'Institut pratique de journalisme, il s'est reconverti comme vice-président du Medef, en charge des relations institutionnelles depuis 2011.

BOZONNET Marcel. Directeur de théâtre, né le 18 mai 1944 à Semur-en-Auxois (Côte-d'Or). Fils, petit-fils et arrière-petit-fils de pâtissier, il a commencé des études de philosophie à l'université de Dijon, mais s'orienta rapidement vers le théâtre. Il débute en 1966 chez Victor Garica dans *Le Cimetière des voitures* de Fernando Arrabal, devenant rapidement l'un des principaux représentants français du théâtre d'avant-garde (Marcel Maréchal, Roger Blin, Pierre Guyotat, Patrice Chéreau, etc.). Entré à la Comédie française, il en devient administrateur général en 2001, après avoir dirigé le Conservatoire national supérieur d'art dramatique. Il s'emploiera à multiplier la diversité et les innovations : « Le destin de la Comédie française passe par le métissage (*L'Express*, 8 décembre 2005). » En juillet 2006, il n'est finalement pas reconduit par le ministre de la Culture Renaud Donnedieu de Vabre (remplacé par Muriel Mayette), après avoir autoritairement et abruptement déprogrammé Peter Handke, coupable d'avoir soutenu la Serbie et d'avoir honoré la mémoire de Slobodan Milosevic.

BRAC DE LA PERRIERE Gilles. Inspecteur des Finances, né le 1er avril 1927 à Lyon (Rhône). Cet énarque (1954), sorti dans la botte, est également diplômé de Sciences-Po et licencié en droit. Conseiller technique de Pierre Guillaumat puis de Michel Debré (Armées, 1958-1959), il a été chargé de mission au Commissariat général au Plan, directeur financier de Rhône-Poulenc (1970-1974), puis PDG de la Société lyonnaise de dépôts et de crédits industriels (1977-1982). Président de la Sofaris (1982-1985), il sera de 1983 à 1992 PDG de la Banque privée de gestion financière (devenue la Banque Pallas-Stern) ainsi que président de la Banque Pallas-Suisse et depuis 1992 d'Indépendance & Expansion et d'Evalfi. Il est ou a été administrateur de Seb, Gerland, Thomson, Ciba-Geigy, Instinct, Novalys, Nina Ricci, GLP Conseil, etc.

BRAIBANT Guy. Conseiller d'État, né le 5 septembre 1927 à Paris, décédé le 25 mai 2008. Fils de Charles Braibant (ancien directeur général des Archives de France et collaborateur de *L'Humanité*) et d'Evelina Curiel, il a donc des liens avec Henri Curiel, fondateur du Parti communiste égyptien, créateur du « réseau Curiel ». Diplômé de Sciences-Po, cet énarque a été auditeur de 2e classe au Conseil d'État en 1953, commissaire du gouvernement (1958), maître des requêtes en 1960, puis commissaire du gouvernement près le tribunal des conflits de 1969 à 1974. Il fut également secrétaire général (depuis 1966), puis directeur général (1979-1981) de l'Institut international des sciences administratives (et président depuis 1992). Militant communiste dès l'Institut d'études politiques, ce « hors cadre » du Parti communiste (interdiction de se réunir en cellule en raison de son rang élevé dans l'administration, collaboration sous le pseudonyme de Perceval à *Economie et Société*, revue économique du PCF) a notamment rédigé une bonne partie du projet de Déclaration des Libertés du PCF. Son importance apparut au grand jour lorsqu'il devint chargé de mission directement

rattaché auprès du ministre communiste des Transports Charles Fiterman (1981-1984). Il assurait en fait la liaison entre les quatre représentants du PCF au gouvernement (ce qui lui valut le surnom de « cinquième ministre ») et s'occupait du recrutement de communistes dans l'administration (Claude Quin à la RATP, Jacques Roux à la direction de la Santé, etc.). Il était, en 1989, le communiste (connu) le plus haut placé dans la fonction publique. N'ayant pas obtenu l'importante section du contentieux à son retour au Conseil d'État, il devint finalement en 1985 président de la section du rapport et des études (qu'il quitte en 1992). Il est vice-président du Conseil supérieur des archives depuis décembre 1994. Il a rédigé avec Marceau Long *Les Grands arrêts de la jurisprudence administrative*, bréviaire des étudiants en droit public. Il a également cosigné avec Nicole Questiaux, ministre PS, *Le Contrôle de l'administration et la protection des citoyens*. Il a été représentant de la France à l'Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes de l'Union européenne (depuis 2001).

BRAILLARD Pierre. Directeur de société, né le 14 janvier 1921 à Paris. Secrétaire général de la CSF de 1957 à 1968 puis directeur du service du livre au département étranger d'Hachette (1968-1970), il a assuré durant toutes les années soixante-dix les relations publiques de la Compagnie générale d'électricité. Président de 1968 à 1970 de l'Association française des relations publiques, il a également présidé la Fédération française des relations publiques de 1972 à 1977. Il fut par la suite conseiller de diverses sociétés implantées dans l'édition, comme le groupe de presse nord-américain Horizon-House.

BRANCHE René BOULLIER de. Haut fonctionnaire, né le 17 février 1941 à Mende (Lozère), décédé le 15 avril 1981 à Mayenne. Cet énarque (1967), qui fit carrière aux Affaires étrangères, fut chargé de mission au secrétariat général de l'ONU (1969-1972) et sous-directeur à la direction des grandes entreprises et du développement à la Banque nationale de Paris (1975-1977). Conseiller général UDF de la Mayenne de 1973 à 1981, il fut député UDF-Parti républicain de ce département de 1978 à 1981.

BRANDOLINI D'ADDA Tiberto Ruy. Président de société, né le 8 mars 1948 à Lausanne (Suisse). Fils du comte Brandolini d'Adda, administrateur de société, et de la comtesse Christina Agnelli (famille du constructeur automobile italien), il a épousé Georgina de Faucigny-Lucinge. Son frère Leonardo Brandaloni d'Adda est PDG des éditions Robert Laffont (Laffont, Fixot, Seghers, Julliard, Nil, etc.) à partir de 1999. Docteur en droit commercial, Tibero Ruy Brandolini d'Adda a été chargé de mission à la direction de Fiat (1972-1974). Vice-président d'Exor, il a été PDG de Worms & Cie (1976-2002), devenu en 2005 Sequana Capital. Il est ou a été administrateur d'Ifil, Continent Iard, Continent Vie, Bolloré Investissement, Espirito Financial Group, Château Margaux, de Fiat, SGS, etc. Il a également été président du Club Méditerranée (1997-2002), dont il demeure membre du conseil de surveillance.

BRECHOT Christian. Médecin, né le 23 juillet 1952 à Paris VIe. Fils de médecins, marié à un médecin, ce docteur d'État en médecine a été interne des Hôpitaux de Paris (1975), puis professeur de biologie cellulaire et hépatologique (1989). Directeur de recherches à l'Inserma (1993) et directeur du service d'hépatologie (depuis 1997) de l'hôpital Necker, ce spécialiste des hépatites et des maladies du foie est directeur de l'Inserm depuis 2001, ayant été nommé par le radical de gauche Roger-Gérard Schwartzenberg, au titre d'une double casquette, chercheur et clinicien. Il rejoint Biomérieux en 2007.

BREDIN Frédérique. Inspecteur des Finances, née le 2 novembre 1956 à Paris. Fille de l'influent avocat Jean-Denis Bredin (académicien, ancien vice-président des Radicaux de gauche), elle entre à sa sortie de l'Ena (à 23 ans) à l'inspection générale des Finances (quatrième femme à intégrer ce corps d'élite). Nommée inspecteur des Finances en décembre 1981, elle sera chargée par Jack Lang d'une mission d'études sur les industries culturelles en 1984, avant de devenir son conseiller technique, chargée du cinéma (1984-1986). En janvier 1986, elle devient chargée de mission pour les affaires culturelles à la présidence de la République.

Benjamine de l'Assemblée nationale en 1988 (parachutée en Seine-Maritime, elle sera élue de justesse), cette protégée de François Mitterrand est élue maire de Fécamp l'année suivante. En mai 1991, elle devient ministre de la Jeunesse et des sports. Membre depuis 1990 du comité directeur et du bureau exécutif du PS, cette fabiusienne est également secrétaire nationale adjointe à l'audiovisuel. Battue en 1993, elle retrouvera son siège lors d'une partielle en décembre 1995. Député européen, elle abandonne, sur injonction expresse de Lionel Jospin son siège de député européen, conservant uniquement celui de maire. Elle est directrice des nouveaux marchés et des études marketing pour la presse magazine France, éditeur du *Journal du Dimanche* (depuis 2004). Son mari, Jean-Pascal Beaufret, ancien collaborateur de Laurent Fabius au ministère de l'industrie et de la recherche, est également inspecteur des Finances. Il a été directeur des assurances (n° 3) du Trésor.

BREDIN Jean-Denis. Avocat, né le 17 mai 1929 à Paris. Il est le beau-fils du bâtonnier Jean Lemaire, qui fut l'un des avocats du maréchal Philippe Pétain. Agrégé des facultés de droit et licencié ès lettres, il devint en 1950 avocat à la Cour d'appel de Paris. En 1951, il a été premier secrétaire à la conférence du stage, puis professa à Rennes et Lille. Conseiller technique à la direction générale des enseignements supérieurs en 1968-1969 (il demeurera longtemps dans le sillage d'Edgar Faure), il a ensuite enseigné le droit privé à Dauphine (professeur de 1971 à 1993). Il a mené, par ailleurs, une intense vie politique. Membre du Nouveau Contrat social, il soutint François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1974 (puis de 1981) et fut de 1976 à 1980 vice-président du Mouvement des radicaux de gauche. Durant les septennats de François Mitterrand, ce lettré, collaborateur très régulier du *Nouvel observateur* et auteur de plusieurs romans et ouvrages à succès (élu à l'Académie française en 1989) a conduit plusieurs missions ou figuré dans de nombreuses commissions officielles (commission Moinot, commission sur la réforme du cinéma, mission sur l'audiovisuel, etc.).

BREGOU Christian. Éditeur, né le 19 novembre 1941 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ancien de l'Essec, ce fils d'un petit éditeur (décédé jeune) entre, sur recommandation de Pierre Archambault (*La Nouvelle République du Centre Ouest*), à l'Agence Havas en 1969, où il deviendra adjoint du directeur financier, directeur financier (1971), directeur général de la société touristique Havas-PLM (1974). Ses deux parrains dans les affaires seront Jacques Douce, pilier d'Havas (qui détient 38,5 % de CEP), et Ambroise Roux, qui crée le Groupe de la Cité avec CEP. Cet expert en montages financiers, qui a racheté de nombreux petits groupes de presse et éditeurs et rationalisé à l'extrême un secteur qui ne l'était guère, est d'une grande discrétion: sa notice au *Who's Who* fait moins de dix lignes. Administrateur directeur général d'Usine Participation en 1975 (devenu en 1976 CEP), il sera vice-président délégué, puis PDG de la Compagnie française d'éditions, filiale de la CEP. Administrateur de la Société des publications du *Moniteur* et d'*Usine Publications*, il est également PDG de la Société d'édition et de propagande industrielle et commerciale (1977-1981), directeur général (1977-1979) puis PDG (1979-1982) du *Nouvel Économiste*, président de la Compagnie européenne de publications (1979), puis PDG d'Usine Publication SA, qui devient en 1984 CEP Information-Industrie. En juin 1984, il prend la tête du Groupe Larousse, avec la bénédiction de François Mitterrand, et en décembre 1984, du groupe Test. Il obtient la présidence, début 1988, du nouveau Groupe de la Cité, où Jean-Manuel Bourgois lui a préparé le terrain, et en 1989 de CEP international. Le Groupe de la Cité, imaginé par Brégou et Ambroise Roux (alors PDG de la Générale occidentale, rachetée en juillet 1987 par la CGE à Jimmy Goldsmith), est constitué autour des apports des deux groupes, Générale occidentale et CEP Communication: Presses de la Cité (Plon, Bourgois, Orban, 10/18, Julliard, Press Pockett, Fleuve noir, Bordas, Rouge et or, etc.) et CEP (presse économique et informatique, Le Moniteur des BTP, édition éducative avec Larousse, Nathan, Le Robert, etc.). Président de la division Groupe de la Cité international (1991) et président par intérim du groupe Usine Nouvelle, il sera également président du directoire du Groupe expansion SA, directeur de la publication de *La Lettre de l'Expan-*

sion et de *L'Expansion* (1994), lorsqu'il avale le groupe de Jean-Louis Servan-Schreiber, trop endetté. En octobre 1995, à l'occasion de la cession par Alcatel à Havas des activités presse de la Générale occidentale, il accède à la présidence de *L'Express*. Avec le groupe CEP Communication-Générale occidentale, il est à la tête d'un empire de presse (6000 titres et 200 revues, dont *Le Point*, *Courrier international*) qui pèse 11,5 milliards de F de CA. Avec 7 milliards de F de CA, 10000 auteurs sous contrat et 25 % du marché du livre en France, le Groupe de la Cité est également le premier éditeur de France (outre les noms cités, il faut ajouter depuis lors Masson, Laffont, etc.), le premier éditeur scolaire, le premier éditeur français à l'étranger, le premier éditeur de livres techniques et scientifiques, le premier éditeur de jeux et de logiciels éducatifs, le premier éditeur européen de dictionnaires, le premier club mondial de livres (France Loisirs, contrôlé à 50 % par Bertelsmann), etc. Il siège également au comité stratégique de Havas, et préside la commission juridique et fiscale du Syndicat de la presse magazine et d'informations. Evincé de CEP Communication, en 1997, quand ce dernier est racheté par Vivendi (Jean-Marie Messier), il va présider DI Group, pôle média de LVMH. Cette expérience sera toutefois de courte durée (2001-2003) et Christian Bregou intègre alors le groupe Editis, racheté par Wendel qui le revendra à l'Espagnol Planeta. Christian Bregou, à l'origine de cette affaire devient le président du conseil de surveillance (2008).

BRETON Thierry. Ingénieur, né le 15 janvier 1955 à Paris XIVᵉ. Fils de Denis Breton, directeur scientifique au Commissariat à l'énergie atomique, ce protestant est passé par l'École alsacienne et Louis-le-Grand. Diplômé de l'École supérieure d'électricité, il a enseigné l'informatique et les mathématiques à Paris et New York, avant de lancer Forma-Systèmes SA (1981-1986). Repéré par René Monory, il sera le responsable du projet du Futuroscope de Poitiers de 1986 à 1990, tout en se faisant connaître du grand public en publiant une série de romans ou essais sur l'informatique et ses conséquences (*Softwar*, *Netwar*, *Vatican III*, *Le Lièvre et la tortue*, etc.). En mars 1986, il est élu également conseiller régional divers-droite de Poitou-Charentes (en cinquième position sur la liste de René Monory), alors qu'il n'a jamais fait de politique, et deviendra président de la commission formation du conseil régional, puis vice-président (non repris en 1992). Conseiller du ministre de l'Éducation nationale René Monory (dont il sera le « Monsieur ordinateur »), il a été directeur général de CGI, délégué à la Mission Télétravail, avant de rejoindre Bull, où il occupe successivement les postes de directeur de la stratégie et du développement, directeur général adjoint et vice-président (1995-1997), en charge de la privatisation du groupe, avant de rejoindre Thomson et Thomson Multimédia comme PDG en 1997. Adoubé par ses pairs, il siège, un vrai record, dans pas moins de neuf conseils d'administration de premier plan (Axa, Dexia, Bouygues, France Telecom, Rhodia, Schneider, La Poste). Claude Bébéar envisage de lui décrocher la direction de Vivendi Universal. On parle aussi de lui pour Suez, mais ce sera finalement la direction de France Télecom qu'il décroche, le 3 octobre 2002, avec un salaire près de huit fois supérieur à celui de son prédécesseur Michel Bon. Il est envisagé, en 2004, qu'il remplace Nicolas Sarközy, comme ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, mais c'est finalement Hervé Gaymard qui est désigné en novembre 2004. Affaibli par le scandale de son appartement, ce dernier doit toutefois démissionner en février 2005 et il est aussitôt remplacé par Thierry Breton. La rémunération brute du nouveau ministre des Finances s'élevait, en 2003, à 1,35 million d'euros, soit environ dix fois plus que son salaire de ministre. De 2001 à 2004, il aura touché 5,7 millions d'euros, selon Arnaud Montebourg à l'Assemblée nationale le 4 mai 2005. N'étant pas parti volontairement mais à la demande de l'État pour intégrer Bercy, il bénéficiait d'une clause spéciale lui octroyant 21 mois de salaire, soit 2,35 millions d'euros. Il est renouvelé à son poste par Dominique de Villepin en juin 2005, mais si Bercy demeure un pôle de stabilité, il passe désormais derrière le secteur social. Il n'est pas repris en 2007 dans le gouvernement de Nicolas Sarközy et, dans l'attente d'un nouveau poste de direction, devient enseignant à Harvard. Il se reclasse comme senior advisor chez Rothschild & Cie banque.

BREZIN Antoine. Professeur de médecine. Docteur en médecine et docteur en sciences, il est le petit-fils de Léon Brézin et de Rachel Oksendeuchler et le fils du physicien Édouard Brézin, membre de l'Institut, ancien professeur à l'École polytechnique, directeur du département de physique de l'École normale supérieure, professeur invité à Princeton, Harvard, Rutgers, etc. Professeur d'ophtalmologie à la faculté Paris Descartes, Antoine Brézin est responsable de l'unité d'ophtalmologie de l'hôpital Cochin et du pôle ophtalmologie-chirurgie maxillo-faciale de l'Hôtel-Dieu.

BRIAND Philippe. Assureur, né le 26 octobre 1960 à Tours (Indre-et-Loire). Passé par le collège du Christ-Roi et le lycée Sainte Marguerite de Tours, il est titulaire d'un diplôme de commerce. Attaché parlementaire du sénateur gaulliste André-Georges Voisin de 1982 à 1991, il est devenu adjoint au maire de Saint-Cyr-sur-Loire en 1983 et maire en 1989 (réélu en 2008). Vice-président du conseil régional du Centre (1992-1998), ce proche conseiller de Jacques Chirac a été élu député de la 5ᵉ circonscription d'Indre-et-Loire en 1993, et réélu de justesse en 1997. Ce membre de la GLNF conserve son siège en 2002 et en 2007, date à laquelle il devient questeur de l'Assemblée nationale. Il sera un éphémère secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire du 31 mars au 14 avril 2004, préférant conserver le contrôle de son entreprise de gestion de biens.

BRION Alain. Ingénieur, né le 21 août 1938 à Lyon (Rhône). X-Mines, diplômé de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs, il est ingénieur des mines à Saint-Étienne (1963-1964), puis directeur adjoint des carburants au ministère de l'Industrie (1968-1972) et en 1973 conseiller technique secrétaire d'État aux Transports (Pierre Billecocq), en cette période de crise pétrolière. Conseiller technique au secrétariat général de l'Élysée avec Valéry Giscard d'Estaing, il entre au groupe Total (où il effectuera le reste de sa carrière) comme directeur financier adjoint (1975-1979), puis en deviendra (jusqu'en 1990) directeur financier. En 1985, il est membre du comité exécutif, directeur de Total Compagnie française des pétroles, puis de 1990 à 1994 directeur général de Total trading et Moyen-Orient, ainsi que membre du comité exécutif du groupe. Depuis 1991, il est PDG de Saint-Honoré Pacifique, a été vice-président de Prétabail-Sicomi, et est depuis 1994 Senior Executive vice-président de Golf Ressources Corp, administrateur de Nord-Est et de diverses branches du groupe Total. Il est PDG d'Artisan International (2002).

BROCHAND Bernard. Publicitaire, né le 5 juin 1938 à Cannes (Alpes-Maritimes). Cet ancien d'HEC a travaillé de 1964 à 1968 chez Procter et Gamble, avant de prendre en 1975 la présidence d'Eurocom, filiale d'Havas, où il engage une politique de regroupement d'agences, en faisant le premier groupe français en publicité (180 sociétés filiales, 23 % du marché français). Il quitte le groupe début 1989 alors qu'il en est devenu vice-président et président du directoire (1986), suite à un conflit avec André Rousselet (Havas, *Canal +*) qui le fait éliminer par Pierre Dauzier, PDG d'Havas. Il entre alors chez Omnicom, deuxième réseau publicitaire mondial, au comité du planning stratégique, où il est le PDG de DDB international (plus haut Français dans un groupe de publicité internationale). Considéré comme l'un des publicitaires les plus influents en France et en Europe depuis vingt ans, ce professionnel de sensibilité gaulliste a conseillé Jacques Chirac en 1977 (*Oui à la France qui gagne*), en 1986 (*Vivement demain*), en 1988 (*le Courage, la Volonté, l'Ardeur*), puis en 1989 pour la mairie de Paris. En 2001, ce membre de la GLNF est élu maire de Cannes et député, toujours réélu depuis. Il est le frère de Pierre Brochand (voir ci-dessous).

BROCHAND Pierre. Ambassadeur, né le 4 juillet 1941 à Cannes (Alpes-Maritimes). Il est le frère de Bernard Brochand. Cet énarque (promotion Turgot, 1966-1968), diplômé d'HEC, a notamment été ambassadeur en Hongrie (1989-1992), en Israël (1992-1995), puis conseiller diplomatique de Lionel Jospin, Premier ministre (1988-1999), et ambassadeur au Portugal (1999-2002). Jacques Chirac en fait, à l'été 2002, le directeur général de la Direction générale de la sécurité extérieure, les services du contre-espionnage français. Il faut bien dire qu'il était considéré de longue date comme un agent secret, ayant notam-

ment été en poste à Saïgon de 1971 à 1975, où il assurait la liaison avec la CIA (*L'Express*, 31 mars 1979). Il sera maintenu à son poste, jusqu'en octobre 2008, par Nicolas Sarközy, connaissant particulièrement bien Jean-David Lévitte, conseiller diplomatique et sherpa du président. Il a été élevé au rang d'ambassadeur de France en 2003, une distinction attribuée au compte-gouttes.

BROGLIE (Prince) Gabriel de. Conseiller d'État, né le 21 avril 1931 à Versailles (Yvelines). Héritier d'une vieille famille française, cet énarque (1960), qui devait rejoindre le Conseil d'État à sa sortie (maître des requêtes en 1967), a appartenu au cabinet de Jean-Marcel Jeanneney (Affaires sociales, 1966-1968), de Maurice Schumann (Affaires sociales, 1968), de Maurice Couve de Murville (Premier ministre, 1968-1969) et d'Edmond Michelet (Affaires culturelles, 1970) avant de rejoindre l'*ORTF*, où il sera directeur des affaires juridiques (1971), secrétaire général (1972), directeur général adjoint (1973). Directeur (1975-1977) et directeur général (1978-1979) de *Radio-France*, il a été ensuite président de l'Institut national de l'audiovisuel (1979-1981). Membre de la Haute autorité de la communication audiovisuelle de 1982 à 1986, il devient conseiller d'État en 1985. Il présidera la Commission nationale de la communication et des libertés de 1986 à 1989. Il a été élu à l'Académie française le 22 mars 2001. Auteur de nombreux ouvrages historiques et essais, il préside aujourd'hui la Société d'histoire diplomatique.

BROSSARD Hervé. Publicitaire, né le 12 septembre 1949 à Châteauroux (Indre). Il est le fils d'une pianiste et d'un sculpteur. Licencié en droit et diplômé de l'Institut de recherche des études publicitaires, il a débuté comme chef de publicité chez Darcy Mac Manus (1975), après un passage chez Dupuy et de s'être occupé du Festival de jazz de Châteauvallon. Directeur de diverses agences de publicité, ce protégé de Pierre de Plas a été PDG (1998) de DDB-Needham, plus grosse agence de publicité américaine en France, puis président (2005) de DDB Communication France. Depuis 2002, ce franc-maçon est vice-président de DDB Worldwide et préside l'Association des agences conseil en communication depuis 2004.

BROSSMANN Jean-Pierre. Directeur de théâtre, né le 15 mai 1940 à Paris XVᵉ. Fils de Marcelle Brossmann, directrice de maison de haute couture, il est passé par le Collège Estienne de Paris et le Conservatoire national de musique. Conseiller d'Erato, il devint directeur de la troupe et adjoint du directeur artistique de l'Opéra du Rhin (1974-1980), avant d'être codirecteur (depuis 1980) et administrateur général (1995-1998) de l'Opéra national de Lyon. De 1998 à 2006, il sera directeur général du Théâtre du Châtelet.

BROUSSE Pierre. Conseiller d'État, né le 30 novembre 1926 à Limoges (Haute-Vienne), décédé le 30 juillet 1992. Militant depuis sa jeunesse du Parti radical socialiste, il fut président des jeunes radicaux (1955), membre du bureau (1955), secrétaire général (1960-1969), vice-président en 1969 et président en 1971. Délégué général de la FGDS de 1966 à 1969, il devient sénateur de la gauche démocratique en 1968 (le demeurant jusqu'en 1976), conseiller général de l'Hérault (1967-1982) et maire de Béziers (1967-1977). Membre du Mouvement des radicaux de gauche en 1974, il rompit rapidement avec Maurice Faure lorsque celui-ci approuva le programme commun d'union de la gauche. Valéry Giscard d'Estaing, développant son ouverture vers la gauche, prit ce franc-maçon anticommuniste comme ministre du Commerce et de l'Artisanat de Raymond Barre à partir d'août 1976 (jusqu'en 1977). Cela ne lui réussit pas et il fut battu à la mairie par le candidat communiste, puis à toutes les élections suivantes. Il fut toutefois nommé au Conseil d'État au tour extérieur.

BRUCKNER Pascal. Essayiste, écrivain et universitaire, né le 15 décembre 1948 à Paris XVᵉ. Fils d'un ingénieur conseil, René Bruckner, qui était également pasteur protestant (nettement engagé à gauche), et de Monique Fourteau, fonctionnaire, il a été marié en premières noces avec la comédienne Violaine Barret, avant de se remarier avec une psychothérapeute, Caroline Thompson (fille de Danièle Thompson, épouse du cinéaste Gérard Oury) Il a d'abord vécu, jusqu'à six

ans, en Autriche, dans un sanatorium. Passé par Saint-Joseph de Lyon et Henri IV de Paris, cet ancien élève de Roland Barthes est titulaire d'une maîtrise de philosophie (avec Vladimir Jankélévitch) et d'un doctorat de lettres. Il a raté deux fois Normale Sup. Professeur invité aux universités de San Diego et New York, il est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris depuis 1990. Collaborateur du *Nouvel observateur* depuis 1987, il est l'auteur de nombreux essais, fortement teintés au début par l'esprit libertaire et ludique de mai 1968, comme *Fourier* (sa thèse, 1975), *Le Nouveau désordre amoureux* (1977, avec Alain Finkielkraut, son plus proche ami), *Lunes de fiel* (1981), *Le Sanglot de l'homme blanc* (1983, esquisse d'un sottisier du tiers-mondisme), *La Mélancolie démocratique* (1990), *La Tentation de l'innocence* (1995, prix Médicis), *Les Voleurs de beauté* (1997, prix Renaudot), *Misère de la prospérité, la religion marchande et ses ennemis* (2002). Comme beaucoup, il a viré au libéralisme, poursuivant de ses piques l'antiaméricanisme d'un Régis Debray, s'enflammant pour la Bosnie et le Kosovo, voire la guerre anglo-américaine contre l'Irak. Administrateur d'Action internationale contre la faim de 1983 à 1988, il a figuré sur la liste européenne de Bernard-Henri Lévy, *L'Europe commence à Sarajevo*.

BRUEL Jean-Marc. Directeur de société, né le 18 février 1936 à Akbou (Algérie). Diplômé des Arts et Métiers, cet ingénieur est entré chez Rhône-Poulenc en 1963. Il y sera notamment directeur de son usine Nylon-Polyester au Brésil, directeur général de la production textile de Rhône-Poulenc au Brésil, directeur général de la division agronomique de Rhône-Poulenc (1976). Entré au comité exécutif en 1979, il devient l'assistant du président (1979-1982), directeur général adjoint (1980-1982), puis directeur général (1982-1984). Il quitte alors le groupe, en désaccord avec Loïk Le Floch-Prigent. Après un séjour chez Sandoz à Bâle, il revient en 1987 chez Rhône-Poulenc pour reprendre la direction générale du groupe (1987-1992), remplaçant Serge Tchuruk (ex-éminence grise de Le Floch-Prigent) à la demande de Jean-René Fourtou, et présider (1987-1992) Rhône-Poulenc Chimie. Vice-président du groupe, il dirige la Fondation Villette Entreprises depuis 1995. Signe de son influence dans son corps, il préside l'Association des centraliens.

BRULE Jean-Pierre. Ingénieur, né le 20 septembre 1929 à Saint-Lô (Manche). Ce polytechnicien a débuté sa carrière à la CSF (1953-1955), avant de rejoindre IBM, comme ingénieur puis directeur (1960-1966) de sa division militaire. Il entre alors chez Bull comme directeur général adjoint (1967) et sera promu directeur général (1970), puis PDG de 1972 à 1981 (le groupe deviendra CII-Honeywell-Bull).

BRUNET Jean-Pierre. Diplomate, né le 20 janvier 1920, décédé le 6 février 2004 à Paris. Élève de l'école navale, il rallie De Gaulle dès 1940, deux mois après Mers-el-Kébir. En 1945, il est admis au concours spécial d'entrée dans la carrière diplomatique, et devient attaché d'ambassade à Londres. Entré en 1947 à la direction des affaires économiques du Quai d'Orsay, il y demeurera pendant vingt ans (il s'est largement occupé de la construction européenne), dans l'ombre de son protecteur Olivier Wormser, à qui il succédera comme directeur de 1966 à 1975. Il a curieusement longtemps appartenu à la CGT au Quai d'Orsay, syndicat auquel il avait adhéré dès la scission avec Force ouvrière. Ambassadeur au Japon en mars 1975, il a par la suite été ambassadeur à Bonn (1977-1982). Il entre alors à la Compagnie générale d'électricité nouvellement nationalisée, succédant à Ambroise Roux, mais ne demeurera président que deux ans. En 1987, il devient senior vice-président international de Drexhel Burnham Lambert et PDG de DB-Pargesa, et préside depuis 1990 Transoptions Finance, ainsi que le conseil de surveillance de Palluel Marmont depuis 1988.

BRUNHES Bernard. Ingénieur, né le 22 mars 1940 à Paramé (Ille-et-Vilaine). Fils du député et sénateur Julien Brunhes, élu sous les étiquettes Parti République et Liberté puis CNIP, ce polytechnicien et énarque socialiste a fait carrière dans la statistique, d'abord à l'Insee, puis à New York, avant de devenir directeur de cabinet du commissaire au Plan (1975-1976), puis conseiller pour les affaires sociales du Premier ministre socialiste Pierre Mauroy (1981-1983). Président du directoire de la Caisse des dépôts-développement (1983-

1985), aux côtés de Robert Lion (qui a largement modelé sa carrière), puis conseiller du président Philippe Essig et du directeur général de la SNCF (1986-1987), il bascula alors vers le privé, lançant Bernard Brunhes Consultants (gestion de ressources humaines et de crise) puis Bernard Brunhes International, dont il devint le PDG. Administrateur de *L'Express* et président de la société d'HLM d'Emmaüs, ce « pompier social », qui intervient régulièrement dans les conflits difficiles comme médiateur, a signé plusieurs ouvrages d'économie appliquée, particulièrement en matière d'emploi (chômage, flexibilité, 35 heures, etc.). Son conseil de surveillance est présidé par Danielle Kaisergruber, ancienne conseillère de Jacques Chérèque, ex-rédactrice en chef de la revue *Dialectique* (1973-1982) et présidente du conseil de surveillance de Maintenant (1978-1979). Il sera vice-président de Bernard Brunhes International à partir de 2004, et président, à partir de 2003, de France Initiative Réseau.

BUFFET Patrick. Ingénieur, né le 19 octobre 1953 à Lyon (Rhône). Ingénieur des Mines, il devient en 1978 chargé de mission auprès du préfet de la région Rhône-Alpes. Chargé de mission au service des matières premières et du sous-sol de la direction générale de l'énergie et des matières premières (1981-1982), il figure ensuite comme conseiller technique, de 1982 à 1984, au cabinet du ministre de l'Industrie Jean-Pierre Chevènement et de celui de l'Energie (Jean Auroux), puis de son successeur Martin Malvy, dont il sera directeur de cabinet jusqu'en 1986. Il passe ensuite au privé, rejoignant comme directeur du plan, du contrôle de gestion et du développement l'Entreprise minière et chimique (1986-1989). PDG de Sanders SA (premier producteur français d'aliments pour bétails, 5 milliards de F de chiffre d'affaires en 1989) de 1989 à 1991, il sera conseiller industriel à la présidence de la République (1991-1994). Il retourne alors au privé comme membre du comité de direction, directeur des participations industrielles et de la stratégie à la Société générale de Belgique, et administrateur de la Générale de banque, de l'Union minière, de Recticel et de Finoutremer. Il est également membre du conseil de surveillance d'Areva et de CDC Ixis (depuis 2002). PDG d'Eramet en 2007, il est administrateur de Rhodia depuis 2009, ancien directeur général de Suez (2001-2007) et ex-directeur adjoint de la Lyonnaise des eaux (1998-2001).

BUFFEVENT Georges LIFFORT de. Directeur de société, né le 21 mars 1938 à Versailles (Yvelines). Cet X-Ponts a effectué l'essentiel de sa carrière chez Spie-Batignolles, où il est entré en 1972. PDG depuis 1982, il doit quitter son poste en 1992, à la demande de son actionnaire majoritaire, Schneider, suite à une année noire provoquée par le tunnel sous la Manche et des investissements hasardeux dans l'immobilier de montagne (près de 1 milliard de F de pertes). Il a lancé en 1993, à Prague, une société chargée de détecter des sociétés tchèques susceptibles d'être vendues à des groupes étrangers pour devenir leurs sous-traitants, GDB Conseil, puis Corsum Group en 1995.

BUJON DE L'ESTANG François. Diplomate, né Bujon le 21 août 1940 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Major de sa promotion à l'Ena, il ne choisit pas l'inspection des Finances mais le Quai d'Orsay. Chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République de 1966 à 1969, il sera ensuite second (1969) puis premier secrétaire (1970-1973) à Washington, puis premier secrétaire et deuxième conseiller à Londres (1973-1975). Par la suite, il sera chargé de mission pour les affaires internationales à la délégation générale à l'énergie au ministère de l'Industrie (1975-1978), directeur des affaires internationales au Commissariat à l'énergie atomique (1978-1980), directeur du cabinet d'André Giraud, ministre de l'Industrie (1980-1981). Durant le premier mandat socialiste, il se replie aux États-Unis comme président de la Cogema (1982-1986). Au retour de la droite, Jacques Chirac en fait son conseiller pour les affaires diplomatiques, la défense et la coopération. Ambassadeur au Canada (février 1989-octobre 1991), il entre dans le privé en 1991, comme conseiller de Marc Fournier, président de la Compagnie de navigation mixte et de Via Banque, puis est, en mars 1992, président de la SFIM, spécialisée dans l'équipement pour l'aéronautique et l'espace. Fin 1992, il lance sa propre société,

FBE international (expert ès stratégies diplomatiques), dont le but est d'aider de grands groupes français à s'installer à l'étranger. Président du Harvard Business School Club de France et membre du Groupe de Bilderberg, il devient ambassadeur aux États-Unis en septembre 1995. Il est président de Citigroup France (depuis 2002), vice-président de l'Institut Pasteur (2003-2005), administrateur du Centre national d'études spatiales (depuis 2003). Il a été épinglé dans le *Dictionnaire de la fausse noblesse*, ne portant à l'état-civil que le nom de Bujon, « fils de Louis Marie Bujon né à Crosne (Seine) et d'Eugénie Vera Markels, née le 7 juillet 1910 à Kiev (Russie). » Il a épousé la fille de Bernard de Margerie, ancien directeur général adjoint de Paribas.

BUKSPAN Élisabeth. Inspecteur général des Finances, née le 14 septembre 1948 à Paris. Diplômée de l'IEP et de HEC Paris (et de la Georgetown University), cette énarque a été la première femme à entrer à l'inspection des Finances (en 1975). Chargée de mission à la Direction des relations économiques extérieures (1979-1980), puis chef du bureau interventions financières de la DREE, elle sera recrutée comme conseiller technique de Michel Jobert (1981) au Commerce extérieur, puis d'Edith Cresson (1983-1984). Elle occupera par la suite des fonctions importantes : directrice de l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (1984-1987), secrétaire général de Thomson CSF Finance (Altus Finance) de 1988 à 1991, présidente d'Afdicap (assurance vie) à partir de 1989. Elle quitte ces postes pour rejoindre Total en 1991, comme directrice des accords industriels, puis directeur pour les relations extérieures (1993). En mai 1995, elle devient directrice du cabinet d'Yves Galland, ministre de l'Industrie, puis ministre délégué aux Finances et au Commerce extérieur. On la retrouve ministre conseiller financier à l'Agence financière près l'ambassade de France en Grande-Bretagne (1996-1998), chercheur associé au groupe d'analyse des politiques publiques du CNRS, directeur de recherche honoraire à l'Université de Londres (depuis 2002) et conférencière invitée à l'université Cornell à New York (2004).

BUQUEN Olivier. Haut fonctionnaire, né le 15 juin 1964 à Rennes (Ille-et-Vilaine). Ancien de l'Essec, de Sciences Po Paris et de la Harvard Business School, il a notamment été responsable de la communication du groupe Bolloré (1988-1990), cadre supérieur à la direction de BNP Paribas (1990-2002), y terminant comme directeur de l'exploitation de BNP Paribas Lease Group Italia à Milan, directeur du développement de Plastic Omnium. En parallèle, il a été conseiller municipal UDF de Carnac de 1983 à 2002, et maire de 1996 à 1998, candidat aux élections européennes de 1989, conseiller régional de Bretagne (1998-2000), président du Comité du bassin d'emploi du Pays d'Auray, etc. En 2009, cet ami de Brice Hortefeux et de Claude Guéant est propulsé, à la surprise générale, au poste nouvellement créé de délégué interministériel à l'intelligence économique. Il appartient à l'Institut Montaigne de Claude Bébéar, membre influent du Siècle.

BURGARD Jean-Jacques. Inspecteur des Finances, né le 20 juin 1926 à Fort-de-France (Martinique), décédé le 23 novembre 2003. Cet énarque (1953), ancien élève de Sciences-Po et licencié en droit, a choisi le corps de l'inspection des Finances. Ayant débuté dans les DOM-TOM (notamment en Algérie), il fut par la suite secrétaire général de la Commission des opérations de bourse (1968-1974), secrétaire général de la SNCF (1974-1978), délégué général de l'Association française des banques (1980), président de l'Association des anciens élèves de Sciences-Po (1980-1986). Après sa retraite, il est devenu vice-président du Secours catholique et président de l'Institut Curie (depuis 1985) et du Haut comité hospitalo-universitaire (depuis 1994) ainsi que de l'association Le Moulin vert. Il a également été, en 1989, président de la Commission nationale de l'expérimentation animale et de la Commission nationale de l'activité libérale, puis en 1993 de la Commission nationale permanente de la biologie médicale.

BURGELIN Jean-François. Magistrat, né le 17 décembre 1936 à Metz (Moselle). Ce diplômé d'études supérieures de droit a commencé comme procureur militaire en

Algérie durant un rappel de quinze mois, puis sorti auditeur de justice en 1962, il devient en 1965 substitut du procureur de la République de Nancy. Il sera par la suite adjoint du secrétaire général (1970) puis secrétaire général (1975) de la présidence de la Cour d'appel de Paris. En 1976, il entre comme chargé de mission au cabinet de Paul Dijoud, secrétaire d'État aux travailleurs immigrés. Directeur de l'École nationale de la magistrature (premier directeur à en être sorti) à partir de 1978, ce « catholique de centre droit » (*Le Monde*, 26 juillet 1996) est remercié dès l'arrivée au pouvoir de la gauche, devenant vice-président au TGI de Paris, puis président de chambre à la Cour d'appel de Paris (1982-1986). Ce membre de l'Association professionnelle des magistrats dirige ensuite le cabinet du garde des Sceaux Albin Chalandon. Remis sur la touche en 1988 comme conseiller à la Cour de cassation, il devient en 1994 procureur général près la Cour d'appel de Paris puis remplace en juillet 1996 Pierre Truche, malgré les protestations de la gauche, comme procureur général près la Cour de cassation (deuxième poste dans la hiérarchie de la magistrature). Ce qui lui vaut d'assurer la fonction de l'accusation devant la Cour de Justice de la République dans l'affaire du sang contaminé. À la surprise générale, il requiert deux réquisitoires de non-lieu au bénéfice des ministres PS incriminés. En avril 2001, dans le cadre du forum de Crans Montana, il en assure le patronage sur le thème de « Affaires et l'Ethique ». Il est décoré de la Légion d'honneur par Jacques Chirac, ce qui suscite la polémique ce dernier faisant l'objet de différentes enquêtes financières. Jean-François Burgelin a pris sa retraite en 2004. Sous le pseudonyme de Solon, il a signé *Raison pour la justice*.

BURGUBURU Danièle (née COMBALDIEU, épouse). Magistrate, née le 16 août 1944 à Toulouse (Haute-Garonne). Avocate au barreau de Paris, elle est intégrée à la magistrature le 2 novembre 1979 comme substitut, puis devient secrétaire général au parquet de la Cour de cassation. Moins de deux ans plus tard, ce magistrat aux états de service plutôt minces est nommé par François Mitterrand à la tête du Conseil supérieur de la magistrature (un poste extrêmement sensible, théoriquement garant de l'indépendance de la magistrature). Elle dirige l'ensemble des services administratifs et contrôle la totalité des nominations. Catholique pratiquante mais ardente socialiste, elle est liée de longue date au président de la République. Son père, Raoul Combaldieu, qui fut notamment président de chambre à la Cour de cassation (décédé en 1991), était un proche ami de François Mitterrand et elle-même fut, un temps, fiancée à son fils, Jean-Christophe Mitterrand. Elle habite d'ailleurs rue de Bièvres, celle de la famille Mitterrand. C'est sans doute la raison pour laquelle elle disposait d'une ligne directe avec l'Élysée pour toutes les nominations importantes, préparant des dossiers détaillés sur chaque candidat. « La secrétaire générale, écrit Edwy Plenel dans *La Part d'ombre*, s'y dévoilait comme infatigable vigie présidentielle, s'immisçant dans tous les domaines de la vie judiciaire, se mêlant aussi bien de l'ordre des préséances que des convictions des magistrats, intervenant sur les nominations et pesant sur les carrières. » Elle se retrouvera en 1987 au cœur d'un scandale d'écoutes et d'interception de courriers : elle avait envoyé au Président divers courriers, qui seront rendus publics, avec des appréciations professionnelles, mais également politiques, sur des magistrats (Rozès, Sadon, Kirsch, etc.). Éclate alors l'affaire Yves Lutbert, du nom de cet huissier du CSM qui fera l'objet de diverses intimidations et sera même mis sur écoutes par des « plombiers » clandestins. Après plus de onze années passées à la tête du CSM (un record de longévité), elle l'a quitté en décembre 1992, ayant été nommée conseiller d'État au tour extérieur par la présidence. En février 2000, Danièle Burguburu a succédé à Michèle Gendreau-Massaloux (membre du Siècle également) comme présidente de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (jusqu'en 2004). Depuis 2003, elle est administratrice de l'Office national des forêts.

BURGUBURU Jean-Marie. Avocat, né le 4 août 1945 à Paris XVIIe. Avocat depuis 1967 puis associé (1976) chez Gide Loyrette & Nouel, il s'est présenté sans succès à l'élection de bâtonnier des avocats de Paris en novembre 2000 (face à Albert Iweins). Il

siège au conseil d'administration du *Parisien-Aujourd'hui*, de Paribas Affaires industrielles, etc. Il a finalement été très largement élu bâtonnier de Paris en 2002, avec le score le plus important jamais obtenu. Il a notamment été le conseiller de la famille Pelat (le milliardaire ami de François Mitterrand) et du promoteur Christian Pellerin. « Ses clients se nomment Didier Pineau-Valencienne, Christian Pellerin, Michel Mauer, tous mis en cause dans des affaires de délinquance en col blanc (*La Tribune*, 6 décembre 2002). » Son épouse, Danièle Burguburu est aussi membre du Siècle.

BUSSIERE Claude. Préfet, né le 6 novembre 1928 à Clamecy (Yonne). Ce licencié en droit fut chef de cabinet de divers préfets (1952-1957), occupa divers postes de sous-préfets, avant de devenir directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris (1963-1972), préfet pour la police auprès du préfet des Bouches-du-Rhône (1974-1976), directeur de cabinet du préfet de police de Paris (1976-1979). Promu préfet du Val d'Oise (1979-1981), il prend la direction adjointe (1981-1983) puis la direction (1983-1984) du cabinet de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire. Il sera ensuite préfet de Midi-Pyrénées (1984-1986), de la région Lorraine (1986-1989), et de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (1989-1993).

C

CABANES Pierre. Conseiller d'État honoraire, né le 22 juin 1939 à Clermont-l'Hérault (Hérault). Ancien de Sciences-Po, cet énarque (1966), qui a fait carrière au Conseil d'État (maître des requêtes en 1973, conseiller d'État en 1987) a appartenu au cabinet de Jean Taittinger (Justice, 1973-1974), puis fut directeur des relations du travail au ministère du Travail (1975-1980). Il entre chez Thomson, après sa nationalisation en 1982, devenant directeur général adjoint de Thomson Brandt (affaires sociales), s'occupant parallèlement des affaires sociales et juridiques de Thomson SA de 1983 à 1986. De 1986 à 1999, il est secrétaire général du groupe Thomson. Il préside également, à partir de 1994, président du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts.

CABANNE Yvan. Membre de la Cour des comptes, né le 26 décembre 1910 à Laruscade (Gironde). Cet énarque (1947) a occupé divers postes dans des cabinets ministériels (Affaires économiques, PTT) puis fut secrétaire général du ministère des P et T (1960-1970). Conseiller-maître à la Cour des comptes (1970-1979), il a présidé à la fin des années 70 la Commission mixte de diffusion de la presse française dans le monde et fut président de l'Association des anciens élèves de l'Ena, ainsi que président de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel. Conseiller d'État (1987), président de la société Antée (depuis 2000), il est gérant du groupement foncier agricole (GFA) Cabanes depuis 2002.

CABANNES Jean. Magistrat, né le 2 mars 1925 à Mirande (Gers). Avocat stagiaire à Toulouse (1945), cet ancien des corps francs Pomiès dans le Gers est nommé substitut à Saint-Flour en 1951, puis délégué au ministère de la Justice en 1952 et substitut à la Chancellerie, chargé de la grande Chancellerie de la Légion d'honneur (octroi de décorations), et dirige les travaux qui aboutissent à la création de l'ordre national du Mérite, dont il est secrétaire général de 1964 à 1969. Avocat général à Paris (1969-1976) puis conseiller à la Cour de cassation en 1976, il dirige le cabinet d'Alain Peyrefitte à la Justice de 1977 à 1981, étant l'un des deux ou trois magistrats considérés comme les plus influents. En 1981, juste avant l'arrivée de la gauche, il est nommé au poste majeur de premier avocat général à la Cour de cassation. En 1987, Jacques Chirac lui confie la présidence de la mission d'harmonisation gendarmerie-police. En 1988, ce proche de l'Association professionnelle des magistrats est barré par le ministre de la Justice Pierre Arpaillange pour le poste de procureur général à la Cour de cassation (il parlera alors des « juges bouffons de la République »). En février 1989, Alain Poher le fait entrer au Conseil constitutionnel (1989-1998). Membre du Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur (depuis 1995), il est président de la Commission d'éthique de la magistrature (2003-2005).

CABARET Bernard. Directeur de société, né le 7 juin 1938 à Montargis (Loiret). Polytechnicien et ingénieur des Mines, diplômé de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs, il travaille à la Datar, comme chargé de mission de 1967 à 1970, sous la direction de Jérôme Monod qui le repère et modèlera largement sa carrière. Il sera ensuite conseiller technique du ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire André Bettencourt (1971-1972), puis du ministre des Transports (1972-1974), des Armées, puis à la Défense, de 1974 à 1977 (Robert Galley, Jacques Soufflet, Yvon Bourges), où il assurera la tutelle de diverses entreprises travaillant pour la défense nationale. Directeur des affaires militaires de RVI de 1977 à 1979, il rejoint alors Jérôme Monod en 1980 comme directeur général adjoint de la Lyonnaise des eaux. Il y reste jusqu'en 1991, devenant successivement directeur général en 1982, puis directeur de l'eau et, de 1988 à 1991, président d'Eau et Force. En 1991, Jérôme Monod le fait nommer PDG de Dumez-France, de manière à marginaliser Jean-Paul Parayre. Directeur général de Via-Générale de transport et d'industrie GTI, il est administrateur de Dégrémon, Sita, etc. Président du Bureau de recherches géologiques et minières (1997-2003), il est depuis 2004 président de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise d'énergie (Ademe).

CACHIN Françoise. Conservatrice générale du patrimoine honoraire, née le 8 mai 1936 à Paris. Petite fille de Marcel Cachin, cofondateur de *L'Humanité* et du Parti communiste, et du peintre Paul Signac, elle fait ses études à l'Institut d'art et d'archéologie de la Sorbonne (et obtiendra également une licence d'art en 1961). Poussée par Pauline et Philippe de Rothschild (pour qui elle créa le musée du vin au début des années soixante), elle devient conservateur au Musée national d'art moderne (reçue au concours des conservateurs en 1967), puis elle rejoint en 1978 l'équipe chargée d'étudier la faisabilité du futur Musée d'Orsay. En 1986, elle devient directeur du Musée d'Orsay (où la responsable de la statuaire est Anne Pingeot, avec qui François Mitterrand aura une fille, Mazarine). Ayant commencé en 1983 un programme de grandes expositions avec Manet, Degas, Toulouse-Lautrec, etc., elle a poursuivi cette politique dans le cadre d'Orsay, souvent en relation avec les musées américains. Elle devient en 1994 directeur des Musées de France. De 2001 à 2009, elle préside la Réunion des musées nationaux, où elle tentera, vainement, de s'opposer à la « marchandisation » du Louvre.

CAEN Jacques. Professeur de médecine, né le 11 mars 1927 à Metz (Moselle). Chef de laboratoire en 1956, chef de travail en 1961, il devient maître de conférences agrégé en 1966. Spécialiste de la coagulation sanguine, il est chef de service à l'hôpital Lariboisière en 1971. Directeur de l'Institut des vaisseaux et du sang et professeur à Paris VII depuis 1978, il est aussi correspondant de l'Académie des sciences depuis 1986. Originaire d'une famille juive qui quitta la Lorraine en 1914 (sa mère est morte en déportation à Auschwitz), il fut proche du Parti communiste jusqu'au Printemps de Prague, en 1968. Il est membre fondateur de l'Académie des technologies (depuis 2000) et membre de l'académie des sciences de l'ingénieur de la République populaire de Chine (depuis 2001).

CAGNI Pascal. Président de société, né le 28 octobre 1961 à Cernay (Haut-Rhin). Ce fils d'un contremaître d'origine italienne est diplômé de Sciences-Po Paris, titulaire d'une maîtrise en droit des affaires (Strasbourg), d'un MBA de l'Institut supérieur des affaires et diplômé de la Stanford School of Business (États-Unis). Consultant en management à San Francisco puis Paris, il a été responsable des ventes et du marketing de Compaq (1988-1991), directeur-fondateur de Software Publishing Company France (1991-1992), vice-président pour l'Europe de Packard Bell (1997-1999). Il a ensuite rejoint Apple (après une rencontre avec Steve Jobs), dont il est vice-président des ventes et du marketing pour l'Europe depuis 2000, et directeur général pour l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique. Il est également administrateur de l'Institut Aspen France, depuis 2003, un puissant *think tank* mondialiste. « Cet adepte des clubs de réflexion parisiens, courtisé par le Medef » (*La Tribune*, 28 octobre 2002) appartient aussi, depuis 2003, au conseil consultatif d'Ernst & Young Europe. Il envisage depuis longtemps de se lancer en politique, s'étant implanté à Angers où il soutient le club de football.

CAILLARD Jean-Pierre. Administrateur de journaux, né le 19 juillet 1946 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Diplômé de l'IEP de Paris et de l'ESC de Clermont-Ferrand, il fut de 1970 à 1977 journaliste à *La Montagne*, puis attaché de direction (jusqu'en 1982), secrétaire général, directeur général adjoint (1982-1992), et depuis 1993 directeur général. Il est PDG du *Berry Républicain*, administrateur de *La Montagne*, du *Populaire du Centre*, du *Journal du Centre*, d'Espace 3, et PDG de la Sacerp, régie du groupe Centre France, depuis 1984. Ce franc-maçon de la Grande loge nationale française est premier vice-président du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR), président du groupement des grands régionaux (depuis 2004), membre du conseil économique et social régional d'Auvergne, administrateur de l'*AFP* et de la Société professionnelle des papiers de presse et de la Compagnie française des papiers de presse.

CALAVIA Philippe. Administrateur civil, né le 1er octobre 1948. Affecté à la direction du budget au ministère des Finances, cet énarque sera secrétaire général de l'Opéra Bastille de 1982 à 1984, puis conseiller technique au cabinet du Premier ministre socialiste Laurent Fabius. Conseiller budgétaire de Pierre Bérégovoy et de Michel Charasse (puis directeur de son cabinet), il sera directeur général du Crédit national (1992-1996), directeur général de Natixis (1997-1998), directeur général délégué aux affaires économiques et financières d'Air France (Air France Finance SA). En 2005, il accède à la direction financière de la société holding Air France KLM.

CALDERON Gérald. Cinéaste, né le 29 décembre 1926 à Paris. Ce réalisateur de films était au début des années 90 directeur général d'Images investissements, PDG de la Société Ciné-alliance, président de la Chambre syndicale des studios de cinéma, PDG de Paris studios Billancourt. Il est de 1981 à 1993 directeur général, et depuis administrateur de l'Union pour le financement du cinéma et de l'audiovisuel. De 1985 à 1988, il a présidé le conseil d'administration de Télé-Image et depuis 1993 Films Garantie finances. Il est depuis 1994, PDG de Groupe Tectis SA (laboratoires Eclair-Télétota).

CALLEUX Philippe. Publicitaire, né le 27 septembre 1935 à Paris. Ancien élève d'HEC et de Sciences-Po, il a été chef de publicité à Publicis (1960-1964) avant de cofonder Collet-Dickinson-Pearce (1966). Il a ensuite effectué toute sa carrière au sein de Feldman Calleux Associés (FCA), dont il a été directeur général (1970) puis PDG à partir de 1977, et administrateur, directeur ou président de diverses filiales européennes du groupe FCA. Ancien président de la Fédération nationale de la publicité, il préside également l'European Advertising Agencies Association. Il est depuis 1994 co-président du réseau FCA BM2 et président d'honneur de la Fédération nationale de la publicité.

CALMELS Virginie. Président de société, née le 11 février 1971 à Talence (Gironde). Fille d'un administrateur de sociétés rapatrié d'Algérie, Jean-Marie Calmels, elle est passée par les lycées Marceau de Chartres et Claude Bernard de Paris. Elle est diplômée de l'ESC Toulouse, titulaire d'un DESCF d'expertise comptable et de commissariat aux comptes et d'un *Advanced Management Program* de l'INSEAD. Ayant débuté comme auditeur financier chez Salustro Reydel, elle y devint directrice de mission, avant de passer, à la demande de Denis Olivennes et de Christian Kozar, chez Numericable, (groupe Canal +), en 1993, comme directeur financier. En 1999, elle intègre Sky Gate BV (technologie satellitaire) à Amsterdam. De 2000 à 2002, elle assure la direction financière du groupe Canal + à l'international avant d'être directeur financier du groupe, étant promue directrice générale adjointe, puis co-directrice générale déléguée. Finalement, à la suite d'un différend avec Bertrand Méheut, elle intègre Endemol France, première société de programmes de divertissements audiovisuels en France, comme directrice générale en 2003 et en devient PDG en 2007 (en remplacement de Stéphane Courbit, membre du Siècle). À ce titre, la « reine du petit écran » (*Management*, juin 2010) est vice-présidente du Syndicat des producteurs et créateurs d'émission. Elle figure également au conseil d'administration d'Iliad (de Xavier Niel), au conseil de surveillance d'Euro Disney et est vice-présidente du Centre d'études et de prospective stratégique. La « dame de fer de la télé » appartient également au Club des Vigilants de Marc Ullmann et au Cercle interallié. Mariée en 1996, elle divorce trois ans plus tard, en 1999, devenant la compagne de Christian Blanc (membre du Siècle), alors le patron de Sky Gate. Le couple vivra cinq ans ensemble, jusqu'à ce qu'elle rompe trois semaines avant le remariage. Particulièrement discrète sur sa vie privée, qui n'apparaît nulle part, elle vit en couple (ou est remariée) avec François-David Cravenne, dont elle a eu deux enfants. Celui-ci est le fils de l'imprésario, agent de presse, homme d'affaires et producteur de cinéma Georges Cravenne, de son véritable nom Joseph Raoul Cohen (décret de changement de nom du 29 mai 1961), lui-même fils d'Elise Nataf et d'Elie Cohen, né le 24 janvier 1914 à Kairouan (Tunisie), décédé le 10 janvier 2009. D'une influence colossale dans les milieux du cinéma et du show-business, Georges Cravenne fut à

l'origine des César du cinéma, des Sept d'Or ou des Molières. Le 18 octobre 1973, la mère de François-David Cravenne (c'est-à-dire la troisième épouse de Georges Cravenne, marié une première fois à Charlotte Zenenski, puis avec l'actrice Françoise Gautsch, dite Arnoul), Danièle Batisse, instable psychologiquement, détourna un *Boeing 727* à l'aéroport de Marignane, entendant protester contre la sortie des *Aventures de Rabbi Jacob*, dont son époux assurait la promotion (en pleine guerre du Kippour), qu'elle jugeait comme un film « anti-palestinien ». Elle fut abattue par le GIPN. Son mari perdit le procès qu'il avait intenté à l'État français. François-David Cravenne a débuté chez Publicis Conseil, avant de devenir directeur du cabinet de Philippe Douste-Blazy à la mairie de Lourdes, puis chef adjoint de son cabinet comme ministre à la Santé (1993-1995). Il fut par la suite (1997-2000), assistant parlementaire d'Édouard Balladur, responsable de la communication de ce dernier (2000-2002), conseiller spécial de Patrick Devedjian au ministère des Libertés locales puis à l'Industrie (2004-2005), chef de cabinet de Christian Estrosi au ministère de l'Aménagement du territoire, à l'Outre-Mer, à l'Industrie, conseiller politique de Christine Albanel au ministère de la Culture, etc. Ce sarközyste est aujourd'hui porte-parole de la fédération UMP de Paris.

CALVET Jacques. Président de société, né le 19 septembre 1931 à Boulogne-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Licencié en droit, diplômé de l'IEP et d'études supérieures d'économie politique et de sciences économiques, cet énarque (1957) est entré comme auditeur à la Cour des comptes. De 1959 à 1962, il est chargé de mission au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, et le suit comme conseiller technique puis directeur adjoint de son cabinet de 1962 à 1966, aux Finances. Il retrouve en 1969 Valéry Giscard d'Estaing comme directeur adjoint, puis sera de 1970 à 1974 directeur de son cabinet, toujours aux Finances. En 1974, il entre à la Banque nationale de Paris comme directeur général adjoint, et devient en 1976 directeur général, puis sera de 1979 à 1982 président de la BNP. Il est alors administrateur d'Athéna, de la Générale des eaux, des chaussures André, de la Société générale, des Galeries Lafayette, de Peugeot Talbot Motor, de l'UAP et de l'Ansa. Il est ensuite appelé par la famille Peugeot pour reprendre en main le groupe automobile. Vice-président en 1982-1983 puis depuis lors président du directoire de Peugeot SA et depuis 1990 président du conseil d'administration des automobiles Peugeot, il a fait de ce groupe l'un des premiers constructeurs européens. Figurant parmi les très rares grands patrons ne cachant pas leur hostilité à la mondialisation et à l'intégration européenne forcenée, il s'est opposé publiquement à la ratification du traité de Maastricht. Il est également président du conseil d'administration des automobiles Citroën depuis 1983, administrateur de Pétrofina depuis 1990, membre du conseil international de Allianz et conseiller consultatif de la Banque de France. Il a pris sa retraite comme il l'avait annoncé en 1997. Il a toutefois accepté, en 2000, de devenir président du conseil de surveillance du groupe BHV.

CAMBAU Claude. Administrateur, né le 10 octobre 1920 à Toulon (Var). Ancien professeur d'histoire et géographie à Arcachon (1943), il entre aux Affaires étrangères en 1946 (Maroc, Onu) puis sera chef de cabinet du président du Conseil économique et social (1958) puis de celui des Communautés européennes (1962). Il se tourne alors vers le papier, devenant en 1966 administrateur délégué du Syndicat des fabricants de papier journal, gérant du Comptoir français du papier (il le restera plus de 20 ans), et il occupera divers postes dans les groupements professionnels du papier.

CAMBOURNAC Jean. Président de société, né le 22 juin 1913 à Douai (Nord), décédé le 19 août 2000. Ce diplômé de sciences-politiques a occupé divers postes dans des groupements professionnels (électricité, métaux, etc.), avant de rejoindre le Groupement foncier français en 1951. Il en deviendra administrateur directeur général en 1969, vice-PDG en 1971. Il a également occupé des postes dans diverses filiales et diverses sociétés de promotion : Groupement pour le financement de la construction, Compagnie financière de promotion, Groupement foncier africain.

CAMBOURNAC Thierry. Militaire, né le 30 juillet 1953 à Paris XVIIIe. Ce Saint-Cyrien (1975-1976) a connu une carrière clas-

sique jusqu'en 1991, année où il était officier rédacteur au bureau planification-finances de l'état-major de l'armée de terre. Il devient alors aide de camp de François Mitterrand, le demeurant jusqu'en 1994. On parle de lui comme chef d'état-major particulier du président, mais la place lui sera soufflée par l'amiral Édouard Guillaud. Il reçoit le commandement du 17e régiment du génie parachutiste à Montauban (jusqu'en 1996), commandant la partie génie du secteur de Sarajevo (1994-1995). Chef d'état-major de la brigade Ifor à Sarajevo (1995-1996), il sera ensuite sous-directeur du recrutement de l'armée de terre. En février 2005, il déclare sur *TF1* : « Engager un voleur de mobylette ou un tagueur ne pose aucun problème à condition qu'il accepte ensuite les règles du soldat. » Il devient général de brigade en 2002 et sera promu général de division en 2005. Il est chef de la division plans programme évaluations à l'état-major des armées de 2005 à 2007, devenant alors général de corps d'armée et inspecteur de l'armée de Terre. C'est lui qui dirige la mission pour la coordination de la réforme au ministère de la Défense. Il siège au jury du prix Erwan Bergot.

CAMOUS Paul. Préfet honoraire, né le 13 juillet 1922 à Nice (Alpes-Maritimes). Licencié ès lettres, cet ancien résistant débute en 1945 comme chef de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes. Il occupera divers postes dans les préfectures, devenant sous-préfet de la Meuse en 1953, conseiller technique auprès de Louis Jacquinot (1958), préfet du Val-de-Marne (1964), directeur du cabinet d'Olivier Guichard (Industrie, puis Plan, 1967-69) qui le fera nommer préfet des Pays de Loire en 1973. Directeur du cabinet puis chargé de mission de Christian Beullac (Travail, 1976, Éducation 1978), il sera après sa retraite administrateur ou responsable de diverses sociétés (Eurocom, Prétabail, Financière Truffaut, Sicommerce, etc.) ainsi que membre du Haut conseil de l'audiovisuel. Il a été ces dernières années administrateur de Sophia Antipolis, de Sedeis et Havas Advertising (1990-2000) et de Rallye SA (1992-2003).

CAMUS Philippe. Président de société, né le 28 juin 1948 à Paris. Ce normalien, agrégé de sciences physiques, a été chargé de mission à la Caisse des dépôts et consignations de 1972 à 1982. Il rejoint alors le groupe Matra comme directeur à la direction générale et sera notamment PDG de Manurhin à partir de 1985, PDG de Multi-Média Beaujon à partir de 1986, ainsi que président du conseil de surveillance de la Banque Arjil de 1987 à 1993. Il est directeur général et président du Comité financier de Matra-Hachette, ainsi que PDG de Arco, société commanditée de Lagardère Group. Il a été président du directoire d'Aérospatiale Matra en 1999 puis coprésident exécutif d'EADS de 2000 à 2005. Il est administrateur du Crédit agricole SA (depuis 2005) et membre du conseil général de l'armement (depuis 2003). En 2008, il est nommé coprésident directeur général d'Alcatel-Lucent, groupe sinistré par Serge Tchuruk et l'Américaine Pat Russo.

CANDILIS Takis (Panagiote, Alexandre, dit). Cinéaste, né le 27 octobre 1954 à Paris XVIe. Il est le fils du très célèbre architecte Georges Candilis, militant communiste, ancien assistant de Le Corbusier qui construisit notamment Port Leucate et Le Mirail à Toulouse. Ce producteur a d'abord tourné pour le cinéma (il tourne son premier court-métrage à 18 ans) avant de devenir producteur de télévision en 1984. Animateur de Prony production, de Fnac communication (1988-1991) et de Tara Productions avec Rachel Kahn, femme de Jean-François Kahn, il a été directeur général d'Hamster Productions de Pierre Grimblat (1996-1999), succédant à Nicolas Traube, avant de rejoindre *TF1* comme directeur de la fiction (1999-2006) et comme président de *TF1* Production (2003-2006). Il a été ensuite directeur général adjoint en charge des programmes, un poste stratégique au sein de la chaîne, puis a rejoint, en 2008, le groupe Lagardère. Son épouse est la comédienne d'origine autrichienne Babsie Steger.

CANIARD Étienne. Haut fonctionnaire, né le 24 juillet 1952 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Ancien président de la Mutuelle des agents des Impôts, ce spécialiste des questions de santé et de sécurité sociale au sein de la Fédération nationale de la mutualité française siège au Conseil économique et social. Il préside la Fondation pour le futur de la recherche médicale appliquée et l'Observatoire national de l'éthique médicale. Administrateur de l'Anaes et du Comité national de santé publique, il préside également la commission communication et la commission de valorisation de la qualité de l'Afssaps et la commission santé et prévention de la Caisse nationale d'assurance-maladie.

CANINO Andrea. Président de société, né le 22 novembre 1959 à Rome (Italie). Fils d'un architecte, qui fut conseiller artistique du Saint-Siège, et d'une universitaire, également architecte et écrivain, il est passé par le lycée français Chateaubriand de Rome et le Liceo Scientifico Goethe de la même capitale. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de la Harvard Business School, il fut chargé de mission du président du Conseil italien Giovanni Spadolini de 1981 à 1982, puis responsable de la formation financière à l'ENI (1983-1985). Entré chez Indosuez comme responsable Europe du Sud pour les opérations financières (1986-1989), il sera ensuite directeur général adjoint du Crédit national (1989-1992) ; président de MC Partners (à partir de 1993), conseiller de René Thomas, président de la Banque nationale de Paris, de Silvio Berlusconi, président du Conseil des ministres italiens, du président du Crédit agricole René Carron et enfin du président de la Banco Espirito Santo Ricardo Salgado. Il est également administrateur de diverses banques françaises et italiennes. Auteur de Méditerranée 2015 : conditions et moyens pour construire un ensemble prospère (2008), ce président du Conseil de coopération économique depuis 2003 s'est beaucoup impliqué dans le projet de l'union euroméditerranéenne lancé par Nicolas Sarközy.

CANIVET Guy. Magistrat, né le 23 septembre 1943 à Lons-le-Saunier (Doubs). Il est d'une extrême discrétion sur sa famille et son enfance, n'ayant jamais donné aucun détail sur celles-ci. Après un diplôme d'études supérieures de droit privé et sciences criminelles, il entre à l'École nationale de la magistrature en 1967. Juge d'instruction à Chartres (1972-1975) puis substitut du procureur à Paris (1975-1977), il progresse régulièrement, devenant conseiller (1988) puis président de chambre à la Cour d'appel de Paris pour les questions de bourse et de concurrence. Conseiller à la Cour de cassation à la chambre commerciale (1994-1996), il est nommé premier président de la Cour d'appel de Paris en 1996, étant le plus jeune président que cette cour ait jamais connu. « Une pensée claire et opérationnelle, un homme décidant vite et combattant avec franchise. Il a deux défauts : une voix sourde, qui l'empêche d'être un orateur ; et une brutalité que même les plus laudateurs reconnaissent. "Un Kemal Atatürk, porteur d'une mission qui emporte tout sur son passage" dit un avocat général (*Le Monde*, 27 septembre 2006). » En 1999, ce « moine du droit » devient premier président de la Cour de cassation, le plus haut poste de la magistrature française, à la surprise générale. À nouveau, il est le plus jeune à avoir jamais occupé ce poste prestigieux. Il présidera l'Association des présidents de cours suprêmes de l'Union européenne ainsi que d'autres associations (Association Louis Chatin pour la défense des droits de l'enfant, Comité de coopération franco-britannique, etc.). Le 19 juin 2006, il a tenu à rendre un vibrant hommage à Alfred Dreyfus, à l'occasion d'un colloque sur La Justice dans l'affaire Dreyfus, assurant que « en dernière analyse, de l'accusation portée contre Dreyfus, rien ne reste debout. » En septembre 2006, il a pris la défense des juges du tribunal de Bobigny, accusés de laxisme par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarközy, exigeant un rendez-vous (obtenu aussitôt) avec le président de la République Jacques Chirac. Quelques mois plus tôt, en janvier 2006, il avait eu un vif accrochage avec Dominique de Villepin lors de la rentrée de la Cour de cassation, son discours étant paru dans *Le Monde* avant même qu'il le prononce. En février 2007, le président de l'Assemblée nationale Jean-Louis Debré le nomme, toujours à la surprise générale, membre du Conseil constitutionnel. Il a signé de nombreux ouvrages sur le droit économique, le droit civil, la déontologie des magistrats et a enseigné le droit des affaires à Paris V et à Sciences-Po. Son épouse, Françoise Beuzit, a été présidente de chambre à la Cour d'appel de Versailles. Présidente de chambre à la Cour d'appel de Paris, elle préside également la Chambre nationale de discipline des experts-comptables et comptables agréés.

CANNAC Yves. Directeur de société, né le 23 mars 1935 à Chartres (Eure). Normalien, agrégé d'histoire, premier prix de français au concours général en 1951, cet homme brillant et cultivé fut également major de sa promotion de l'Ena. En 1966, il tentera de créer avec Alain Gomez et Jean-Pierre Chevènement un groupe de travail politico-philosophique à sensibilité de gauche. L'initiative tournera court. Entré en 1965 comme auditeur au Conseil d'État, il œuvre en 1966-1967 au groupe de travail du Comité interministériel des entreprises publiques. Il y fera la connaissance de l'influent Simon Nora, future éminence grise de Jacques Chaban-Delmas. Chargé de mission au commissariat général au Plan (1968-1969), il est chargé de mission, puis conseiller technique, au cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas jusqu'en 1972. Avec Jacques Delors et Paul Questiaux, il est alors l'un des inspirateurs de la politique de « Nouvelle société » (on lui doit de nombreux discours de Chaban-Delmas et la réécriture du rapport sur le VI[e] Plan). Directeur-adjoint du cabinet de Valéry Giscard d'Estaing aux Finances et à l'Économie (1973-1974), il suit ce dernier à l'Élysée comme secrétaire général adjoint à la présidence de la République de 1974 à 1978. PDG de l'agence Havas de 1978 à 1981, il doit réintégrer le Conseil d'État après l'arrivée de la gauche au pouvoir, et y sera rapporteur général de la commission du rapport et des études. En janvier 1985, il devient administrateur puis président de la Cegos (un des premiers organismes de formation, 500 consultants). En janvier 1990, il obtient la présidence de l'Institut de l'Entreprise. Administrateur de BSN depuis 1986, il est également vice-président de l'Institut d'études et de perspectives de l'École normale supérieure. Il a été président de la commission Qualité des services publics (2003-2004) et membre de la commission d'évaluation des stratégies ministérielles de réforme (depuis 2004).

CANTO-SPERBER Monique (née CANTO, divorcée SPERBER, dite). Universitaire, née le 14 mai 1954 à Alger (Algérie française). Elle descend d'une famille de juifs séfarades convertis au catholicisme au Moyen-Âge, venus d'Espagne en Algérie (selon *Le Monde*, 18 novembre 2003). Son père, ingénieur, travaillait dans l'industrie pétrolière (même source). Elle a été mariée avec Dan Sperber, psychologue et anthropologue, fils de l'écrivain Manès Sperber (1905-1984), issu d'une famille galicienne juive hassidique. Durant ses études, elle a milité dans un groupe à tendance anarchiste et libertaire, assez proche des situationnistes et dans des groupes féministes. Cette normalienne (qui fut repérée par Serge Boucheron et poussée par l'heideggerien Jean Beaufret), agrégée de géographie et docteur en philosophie, a débuté comme assistante à l'université de Haute-Normandie (1980-1984). Elle fut ensuite maître de conférences à l'université de Picardie (1984-1991), puis directrice de recherches au CNRS, au centre de recherches politiques Raymond Aron, et est devenue présidente de l'École normale supérieure (rue d'Ulm) en 2005, sur choix de Jacques Chirac (mais surtout de la conseillère de ce dernier, Blandine Kriegel) qui était allé outre l'avis défavorable de la commission chargée de se prononcer sur les candidatures (ce qui entraîna plusieurs démissions du conseil d'administration, dont celle de Pierre Rosanvallon). Elle devait coordonner, en 2005, l'appel des intellectuels à voter en faveur de la Constitution européenne. Vice-présidente du Comité consultatif national d'éthique (2004-2007), cette spécialiste de la philosophie morale, de la théorie des biens et des valeurs, a signé de multiples essais philosophiques comme *L'Inquiétude morale et la vie humaine* (2001), *Éthiques grecques* (2001), *Essai sur la vie humaine* (2008), *Le Libéralisme et la gauche* (2008), etc. Elle a également cosigné divers ouvrages (elle fut le maître d'œuvre du *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*) et publié plusieurs traductions d'auteurs grecs. Dans plusieurs ouvrages, elle a tenté de concilier socialisme et libéralisme, en particulier dans *Les Règles de la liberté* (2003), développant les thèmes ultra politiquement corrects de « libéralisme social » ou de « social libéralisme ». Ce qui l'a conduit à graviter autour de cercles libéraux de gauche comme de droite, comme l'association En temps réel ou la Fondation Jean Jaurès ou le Cercle de l'Oratoire, rendez-vous parisien des néocons. Elle a appartenu au comité d'honneur des Amis de Shalom Arshav.

CAPRON Jean-Pierre. Ingénieur, né le 19 septembre 1943 à Paris. Ancien polytechnicien et ingénieur des Mines, ce fils d'un couple de médecins d'Arras a été ingénieur aux Houillères du bassin de Lorraine (1966-1967), puis ingénieur des mines à l'arrondissement minéralogique de Marseille jusqu'en 1972. Il sera parallèlement, de 1970 à 1972, chargé de mission à la mission régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur. De 1972 à 1974, ce fonctionnaire austère et rigoureux est chargé de mission à la direction du Trésor, entre au cabinet de Jean-Pierre Fourcade, ministre des Finances. Il le suit à l'Équipement. De 1978 à 1984, il est directeur des hydrocarbures au ministère de l'Industrie (la fameuse Dhyca), un poste clé en cette période de choc pétrolier, succédant à André Giraud. La révélation de l'affaire des avions renifleurs lui coûte alors son poste (il était commissaire du gouvernement auprès de Elf-Aquitaine), bien que Laurent Fabius, maintes fois alerté par lui, n'ait jamais voulu prendre connaissance du dossier (*Le Monde*, 2 juillet 1986). Directeur du plan au groupe Thomson en septembre 1984, il prend en 1985 la tête de la société Technip. En juillet 1986, ce proche du ministre André Giraud (qui l'a toujours soutenu) prend la direction du Commissariat à l'énergie atomique. Il a été président du groupe Fives-Lille (1994-2002) et est directeur général de Stolt Offshore SA depuis 2003.

CARAYON Bernard. Consultant, né le 1[er] octobre 1957 à Paris XVI[e]. Cet ancien élève (non diplômé) de Sciences-Po Paris est, de 1982 à 1988, chargé d'enseignement de droit public à Paris II Assas. De 1984 à 1986, il est chargé de mission au cabinet de Jacques Chirac, maire de Paris, puis de 1986 à 1988 de Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité. Ce membre de la droite de conviction est ensuite maître de conférences à la faculté de Nice, consultant, puis directeur d'Ecofise, filiale de la Banque Rothschild. De 1990 à 1992, il est directeur adjoint du cabinet de Charles Pasqua au conseil général, et de 1992 à 1995, conseiller auprès de la direction générale de Sodexho. Élu député de la 4[e] circonscription du Tarn, en 1993, par 56,3 % des voix contre la sortante socialiste Jacqueline Alquier, il sera conseiller général du Tarn de 1994 à 2001, maire de Lavaur depuis 1995, (encore réélu en 2008), conseiller régional de Midi-Pyrénées de mars 1998 à juillet 2002, ce poulain de Pasqua a été président de la Ligue des contribuables jusqu'en octobre 1995. Début 1996, ce membre de la GLNF a été nommé parlementaire en mission auprès d'Alain Juppé, chargé de réaliser un audit des aides publiques aux entreprises. Il a souhaité enquêter sur les rapports FO-Sécu, mais Jacques Chirac a exigé qu'il cesse. Il a signé l'appel du RPR Jacques Myard pour le boycott des produits néerlandais, afin de protester contre la politique laxiste des Pays-Bas en matière de drogue, et la proposition de loi Masson, destinée à « limiter les abus émanant de certains étrangers polygames résidant en France ». Aux élections législatives anticipées de 1997, il a été battu (48,69 %) au second tour par la socialiste Monique Collanges. En juin 2002, il retrouve son siège de député de Mazamet, battant (51,58 %) au second tour le député sortant socialiste. À l'Assemblée nationale, il préside le groupe d'amitié France-Angola. Il appartient à l'Adelmad, association des élus locaux amis d'Israël. Ancien auditeur de l'IHESI et de l'IHEDN, il est devenu le parlementaire le plus féru en matière d'intelligence économique et de services de renseignements et a dirigé plusieurs rapports parlementaires sur ces questions. Avec l'appui de dix grandes entreprises du lobby militaro-industriel, il lance la fondation d'entreprise Prometheusdans le cadre du développement de l'intelligence économique. Il est réélu député UMP, en 2007, avec 53,61 % des suffrages.

CARDOSO Aldo. Président de société, né le 7 mars 1956 à Tunis (Tunisie). Fils de Charles Cardoso et de Colette Maarek, il est passé par le lycée Masséna de Nice et Paris I-Panthéon-Sorbonne. Diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris, cet expert-comptable, qui détient aussi une maîtrise de droit, a effectué toute sa carrière au cabinet Arthur Andersen, devenu Andersen en 2001. Il y fut auditeur-consultant (1979-1989), associé (1989-1993), directeur de l'audit (1993-1998), directeur européen de l'audit et du conseil financier (1998), président pour la France (Andersen France) à partir de 1998, président du conseil de surveillance depuis 2002 et président exécutif depuis 2002 d'Andersen Worldwide. La même année, la faillite du courtier américain

Enron, la plus importante faillite de l'histoire de l'économie américaine, devait jeter le discrédit complet sur son auditeur, Andersen, provoquant l'éclatement du groupe. Ayant liquidé Andersen Worldwide, il a signé, chez Fayard, *L'Anarchie libérale*, sous-titré Pour une nouvelle gouvernance de l'entreprise. Censeur de Veritas depuis 2005, il est conseiller senior de la société 3I et administrateur de diverses sociétés (Imerys, Gaz de France, Rhodia, Mobistar, etc.). Il appartient également au conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique, proche de l'UMP.

CAREIL Patrick. Inspecteur général des Finances, né le 18 mars 1947 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Issu de la grande bourgeoisie, il est le fils d'un directeur des Galeries Lafayette, qui fut ensuite président de la riche Société des centres commerciaux. Diplômé de l'IEP, cet énarque fut d'abord rapporteur à la commission technique des ententes et positions dominantes (1976), puis auprès du comité consultatif des plus-values. En 1978, il est chargé de mission au service de la législation fiscale au ministère du Budget et rapporteur de la commission d'études sur l'institution d'un prélèvement sur les grandes fortunes. À l'époque, il est déjà membre du Parti socialiste et appartient à sa commission fiscale. C'est pourquoi, de 1981 à 1983, il sera conseiller technique de Jacques Delors puis de Laurent Fabius (connu à Janson de Sailly) au Budget, en charge de la législation fiscale. Il peut être considéré comme le père de l'impôt sur les grandes fortunes. Après un passage chez Bérégovoy, il devient en janvier 1985 directeur du cabinet civil du ministre de la Défense Charles Hernu, puis de son successeur Paul Quilès (jusqu'en mars 1986), chargé notamment de coordonner une Inspection générale des armées, composée d'officiers supérieurs proche du PS. En septembre 1987, il est promu secrétaire général de la Commission centrale des marchés de l'État. Après la réélection de François Mitterrand, il retrouve comme chargé de mission Pierre Bérégovoy (au moment de l'offensive sur la Société générale orchestrée par le pouvoir), qui le nomme en juin 1989 président de la Banque Hervet (alors qu'il n'a aucune expérience, ni de la banque, ni des entreprises). En 1991, il devient également président de la banque Alcyon (ex-Crédit Chimique), et en 1993 de la Compagnie financière Hervet. En 1994, lors de la grande vague de remplacement des présidents de sociétés à nationaliser, il est le seul à garder sa fonction, malgré une perte de 1,2 milliard de F pour 1,4 milliard de F de produit net bancaire (un résultat proportionnellement pire que celui du Crédit lyonnais). La privatisation de la banque, qui était prévue, dut alors être repoussée. Ses amitiés avec Charles de Croisset, le président du CCF (principal actionnaire de la Banque Hervet), un proche de Balladur, pourraient en donner l'explication. Il a également milité à la Ligue des droits de l'homme sous le pseudonyme de Patrick Leirac et à Echanges et projets, le club de Jacques Delors. En 2003, il est administrateur d'Electro-Banque. En 2007, Patrick Careil, alors directeur général délégué de HSBC-France, prend sa retraite alors qu'il vient tout juste de fêter ses 60 ans. « Il s'agit en réalité d'une éviction, commente un banquier. Il paie la bérézina de la migration informatique et la désorganisation complète du réseau. » (*Challenges* 31.05.07) Son épouse, Dominique Danic, est une ancienne d'*Entreprise*, de *Globe* et de *Gault & Millau*.

CARESCHE Christophe. Permanent politique, né le 2 septembre 1960 à Arcachon (Gironde). Diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble et titulaire d'une maîtrise de sciences politiques, il a été chargé d'études dans une société de conseil aux entreprises de 1982 à 1986. Secrétaire général du groupe socialiste au conseil régional d'Ile-de-France de 1986 à 1992, ce jospiniste appartient au conseil national du Parti socialiste depuis 1993. En 1989, il est élu, pour la première fois, conseiller du XVIIIe arrondissement de Paris, puis devient premier adjoint de cet arrondissement en 1995 auprès du maire Daniel Vaillant. Également conseiller régional d'Ile-de-France de 1992 à 1997, il se présente face à Alain Juppé, en 1993, dans la 18e circonscription de Paris Il obtient 40,53 % au second tour. En 1997, il bat Patrick Stéfanini, obtenant 51,58 %. Il présentera un rapport très controversé sur la Corse en 1999. En 2001, il dirige la campagne de Bertrand Delanoë et devient maire adjoint de Paris en charge de la prévention, de la sécurité, de l'organisation et du fonctionnement du Conseil de Paris. Il est l'auteur d'une proposition de loi visant à pénaliser les « acheteurs de sexe », c'est-à-dire les clients des prostitué(e)s. En juin 2002, il est réélu avec 57,37 % face à l'UMP-DL Xavier Chinaud (fils de Roger Chinaud). Il l'emporte, en juin 2007, sur l'UMP Jeannette Bougrab, avec 62,39 %. Ce soutien de Ségolène Royal a signé *Prison, peine perdue : pour une autre politique de sécurité et de justice*.

CARIES François. Président de société, né le 27 août 1927 à Montpellier (Hérault). Cet énarque (1959), reçu dans le corps de l'inspection des Finances, a été notamment conseiller technique de Georges Gorse (Coopération, 1962) puis de Raymond Triboulet (Coopération, 1962-1965), directeur général de la Compagnie du Nord (1968-1973), vice-président puis président de la Société anonyme de gérance et d'armement (Saga), directeur général (1973-1978) puis administrateur directeur général de la Banque Rothschild, président de la Compagnie européenne de banque (1978-1979), président de la Banque Stern (1978-1982), président de la Banque de l'Union européenne (1982-1986). Ce membre de la Grande loge nationale française (*GLNF Actualités*, mars 1984) a été président de l'Association euro-africaine pour la promotion des cultures traditionnelles (1999-2003) et membre du conseil d'administration de la Société des amis d'Alphonse Dupront, historien (depuis 1993).

CARIGNON Alain. Permanent politique, né le 23 février 1949 à Vizille (Isère). Fils d'un journaliste du *Dauphiné libéré*, cet autodidacte, simplement diplômé de l'Institut de l'administration des entreprises de Grenoble, a milité activement à l'UJP dès 1967 et en sera délégué général de 1971 à 1976. Journaliste à *L'Essor* et au *Dauphiné libéré*, travaillant de surcroît au service des relations extérieures et des publications de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, il sera candidat gaulliste dès 1971 à Saint-Martin-d'Hères, suppléant aux législatives de 1973, avant d'être en 1974-1975 chargé de mission du médiateur de la République Aimé Paquet. Militant pour Jacques Chaban-Delmas à l'élection présidentielle de 1974, il appelle à voter blanc au second tour. Il devient conseiller général de l'Isère en 1976, avant de figurer l'année suivante en seconde place aux élections municipales de Grenoble. Chargé de mission auprès de Jérôme Monod, secrétaire général du RPR (futur patron de la Lyonnaise des eaux) jusqu'en 1980, il bat Hubert Dubedout en 1983 à la mairie de Grenoble. Député européen l'année suivante, il se fait élire en 1985 président du conseil général de l'Isère. En 1986, alors qu'il était secrétaire national de son parti à l'environnement, il devient député puis ministre de l'Environnement. Réélu en 1988, il sera le seul RPR à adhérer au GIR, groupe de réflexion barriste, tout en hésitant à rallier le gouvernement de Michel Rocard. Réélu maire de Grenoble en 1989, il sera l'un des principaux animateurs en 1989 des « rénovateurs ». Peu après, il crée son propre courant au sein du RPR et appelle en 1990 à voter pour le candidat socialiste face à celui du Front national. Il est alors mis en congé du RPR, avant d'être réintégré en 1992. Réélu député en 1993, il devient ministre de la Communication, mais est acculé à la démission en 1994, à la suite de la découverte d'une très grave affaire de corruption dans la distribution de l'eau de sa ville, pour laquelle il effectuera une longue peine de prison préventive et sera condamné à une peine de prison ferme en première instance, puis en appel. Battu en 1995 par le candidat socialiste Michel Destot, il a refusé de démissionner de la présidence du conseil général de l'Isère, bien qu'ayant été emprisonné. C'est Alain Juppé qui lui remettra le pied à l'étrier en le nommant secrétaire départemental de l'UMP de l'Isère. Bien décidé à prendre sa revanche, il sera candidat aux élections législatives de juin 2007 mais sera battu par la socialiste Geneviève Fioraso, faisant ainsi perdre à la droite un siège qui lui revenait traditionnellement. Il fait alors savoir qu'il se présentera aux élections municipales de mars 2008, mais, en octobre 2007, il annonce son retrait définitif de la vie politique.

CARLE Rémy. Ingénieur, né le 9 mars 1930 à Paris. Polytechnicien et ingénieur des Mines, il a consacré toute la première partie de sa carrière au Commissariat à l'énergie atomique où il est entré en 1957 : adjoint au chef du

département de construction des piles (1964), directeur de la division de construction des réacteurs (1971), PDG de Technicatome (1972), PDG de la Compagnie pour l'ingénierie des rédacteurs refroidis au sodium (1974). Entré à EDF en 1976, il a été coopté à sa direction générale en 1979. Président de l'Association mondiale des opérateurs nucléaires, il est devenu directeur général adjoint d'EDF en 1987. Il est président de la Centrale nucléaire européenne à neutrons rapides, administrateur du CEA depuis 1983, et de l'Électricité de Strasbourg, chairman de la World association of Nuclears Operators depuis 1993.

CARMOY Hervé de. Banquier, né le 4 janvier 1937 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Marié à une Rohan-Chabot, il descend d'Antoine Carmoy, devenu comte romain et autorisé à titre personnel à porter ce titre en France par décret de 1874. Son père, Guy de Carmoy, qui fut chargé de mission à Vichy, passe pour avoir été lié à la Synarchie. Il pantouflera après la Libération et tentera même de se faire élire député FGDS (le groupe de François Mitterrand) en 1967. « La puissance financière et politique des Carmoy dépasse largement leur propre richesse : elle s'étend au monde occidental tout entier » (*Minute*, 7 janvier 1987). Diplômé de l'IEP et titulaire d'un MBA de l'Université Cornell (USA), il a débuté sa carrière à la Chase Manhattan Bank (la banque de Rockefeller, qui le soutiendra et l'épaulera dans sa carrière), et en deviendra président pour l'Europe en 1973. Il entre à la Midland Bank en 1978, en devient administrateur en 1984, puis directeur de la division internationale et des grandes entreprises, à Londres et à Paris, (1985-1988) et président du directoire (premier non anglo-saxon à occuper cette fonction de premier plan au sein de la troisième banque anglaise). Il gagnait alors 8 millions de F par an (*Libération*, 23 juin 1988). Il quitte la Midland Bank en 1988, à la suite de l'entrée dans le capital de banques chinoises, lui enlevant ses attributions aux États-Unis et en Asie. Il est alors disponible pour Indo-Suez, qui le parachute dans sa principale filiale, la Société générale de Belgique. Nommé administrateur en juin 1988, il en devient directeur de la Société générale de Belgique (3,3 milliards de F de bénéfices en 1989, 260 000 salariés, 1 200 sociétés, premier employeur belge) jusqu'en février 1991. Il est actuellement président de la Banque industrielle et mobilière privée ainsi que de Parvazlind gérance. Coopté au sein de la Commission Trilatérale, il assume la présidence de sa section française depuis 1988. Il a été associé de Rhône Group (1998-2004) et est président d'Almatis à Francfort (Allemagne) depuis 2004. Il a écrit un ouvrage de stratégie bancaire sur la renégociation des dettes du tiers-monde.

CAROLIS Patrick de. Journaliste, né le 19 novembre 1953 à Arles (Bouches-du-Rhône). Il est issu d'une vieille famille arlésienne, moitié catholique, moitié athée. Il est passé par les écoles chrétiennes, le catéchisme et les mouvements de jeunesse catholique. Il est marié à Carol-Anne Hartpence (avec laquelle il a eu quatre enfants), née le 4 avril 1954 à Casablanca (Maroc) qui a travaillé dans des entreprises agroalimentaires comme cadre à l'exportation avant de se lancer dans les relations publiques. En 1986, elle devint l'attachée de presse de Jacques Boyon, secrétaire d'État à la Défense. Ayant effectué sa première partie de carrière à *France 3* Champagne-Ardenne, ce journaliste efficace et discret, loin du microcosme parisien, rejoignit *TF1* en 1975, y étant successivement reporter (chargé du Parti communiste), chef de rubrique, et présentant même à peine vingt ans le *23 heures*, avant d'entrer comme grand reporter à *France 2*. En 1984, c'est lui qui concoctera avec Patrice Duhamel, qui devrait rapidement réapparaître dans son équipe tant les deux hommes sont complices, Jean-Marie Cavada et Philippe Ramond le dossier télévision de Robert Hersant (l'aventure « flamboyante » de *La Cinq*). Rédacteur en chef des magazines *Reporters, Nomades et Réussite* (1987-1989), il dirigera les magazines de *La Cinq* puis l'information de *M6* avec des magazines comme *Zone interdite* et *Les Documents de Zone interdite*, dont il assurait également la présentation. Finalement, en 1997, il prend la direction des magazines de *France 3*. À partir de 1999, il est responsable de la stratégie éditoriale et adjoint au directeur général de l'antenne de *France 3*. Il conservera ses fonctions de présentateur, lorsqu'il prendra la direction du *Figaro-Magazine* en octobre 2001 (jusqu'en 2004). À partir de 1997, il anime, sur *France 3*, l'émission *Des racines et des ailes* qui tire son nom d'un proverbe juif : « On ne peut donner que deux choses à ses enfants des racines et des ailes. » Il a également lancé la société Eclectic Production, qu'il devait revendre quelques années plus tard. Il a été élu, en mars 2001, conseiller municipal sans étiquette de Rocamadour. Il a signé un livre d'entretiens avec Bernadette Chirac (Plon, 2001) qui connut un énorme succès. Comme devait l'indiquer *Le Monde* (8 juillet 2005), Bernadette Chirac fut le « meilleur soutien du producteur » pour la prise de la direction de *France Télévisions* en 2005. En termes détestables avec Nicolas Sarközy, il n'est évidemment pas reconduit à son poste et se retrouve remplacé par Thierry Pflimlin, lui aussi membre du Siècle. En mai 2010, il a été élu à l'Académie des Beaux-Arts.

CAROUR Roger. Préfet, né le 10 octobre 1910 à Lorient (Morbihan), décédé le 13 mars 1998. Cet administrateur civil aux Finances (1931) a été notamment membre de divers cabinets ministériels dans l'après-guerre (Transports, Intérieur) avant de devenir préfet en 1948. Il sera ensuite directeur général (1948-1971) puis président (1972-1975) de la Compagnie des messageries maritimes ainsi que PDG de diverses filiales. Il fut ensuite de 1975 à 1980 directeur général de la Compagnie foncière et financière Agache-Willot.

CAROUS Léonard. Président de société, né le 30 septembre 1923 à Herin (Nord). Ce polytechnicien est entré chez Shell-Berre en 1947, et y fera toute sa carrière. Il a notamment été directeur de l'usine de Berre (1952-1961), directeur de la recherche (1962), directeur général adjoint de la Compagnie de raffinage Shell-Berre (1964-1966), PDG de la Shell française durant toutes les années soixante-dix ainsi que de Shell chimie, administrateur de la Société d'investissement de travaux publics et de l'Institut français du pétrole (1972-1979).

CARRERE Gilbert. Préfet honoraire, né le 26 février 1925 à Lamontjoie (Lot-et-Garonne). Sous-préfet de Saint-Flour en 1957, puis de Sebdou (Algérie) en 1959, il dirige le cabinet du préfet de Constantine en 1961. L'année suivante, il est nommé dans la Somme, puis en 1963 dans l'Hérault. En 1969, ce fonctionnaire apolitique (discrètement gaulliste) devient chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République (chargé des réformes administratives et relations avec l'Intérieur). Préfet des Pyrénées-Orientales (1970-1973), il revient à la présidence en 1973. Puis ce sera préfet du Val-d'Oise (1974), du Limousin (1979), de la Bretagne (1981), de la région Rhône-Alpes (1985). En juin 1989, Pierre Joxe l'appelle pour diriger son cabinet à l'Intérieur. Directeur général de l'administration à l'Intérieur dès l'année suivante, il prend sa retraite en 1991. Président de la Fondation des orphelins d'Auteuil, il mène régulièrement des missions d'information pour tel ou tel ministère. Il est maire de Lamontjoie (Lot-et-Garonne) depuis 2005.

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène (née ZOURABICHVILI, épouse ENCAUSSE, dite). Universitaire, née le 6 juillet 1929 à Paris. La famille Carrère d'Encausse n'est pas noble (s'écrit aussi Carrère-Dencausse). Le *J.O.* (15 mai 1991) précise par exemple : « Hélène Carrère, dite Carrère d'Encausse ». Son père, d'origine géorgienne, fut fusillé sans jugement par les FTP, en 1944, accusé d'avoir travaillé pour les services allemands. ce qui explique qu'elle est largement été élevée par la famille Bardèche. Après son diplôme de l'IEP, elle se spécialise dans l'étude de l'URSS. Enseignant à l'IEP, où elle dirige le cycle supérieur d'études soviétiques et est-européennes, elle deviendra en 1991 conseiller à la BERD pour les problèmes de l'ex-URSS et vice-préside la commission des archives diplomatiques du Quai d'Orsay depuis août 1993. Auteur de nombreux ouvrages grand public, elle est surtout connue pour *L'Empire éclaté* (1978), qui ne prévoyait ni ne souhaitait la fin de l'URSS (et dont seul le titre, trouvé par son éditeur, était prophétique). Élue à l'Académie française en décembre 1990, elle participa au comité de soutien à Raymond Barre en 1988, préside le Comité national pour le oui à Maastricht en 1992, avant de figurer en deuxième position, derrière Dominique Baudis, aux élections européennes de 1994, s'inscrivant au RPR quatre jours avant le

dépôt de sa candidature. Membre du groupe de Bilderberg (conférence à New York, 1985) et de la Fondation Saint-Simon, elle a créé en 1992 avec Kofi Yamgnane et Claude Sérillon, une Fondation pour l'intégration républicaine, d'influence directement maçonnique (cf. *Les Francs-maçons des années Mitterrand*). Elle appartient également au Comité international du *Figaro* et au comité éditorial de la *Revue politique et parlementaire*.

CARRERE-GEE Marie-Claire (née, épouse THIRIEZ). Magistrat à la Cour des comptes, née le 23 mars 1963 à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Elle a épousé, le 1er juillet 1995, Frédéric Thiriez, ancien militant gauchiste, ancien maître des requêtes au Conseil d'État, avocat et président de la Ligue de football professionnel, membre du Siècle. Cette diplômée de Sciences-Po Bordeaux a débuté comme administrateur au Sénat. Elle fut également maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris. Membre du RPR, dont elle fut déléguée nationale chargée des retraites (puis secrétaire nationale), elle a tenté de s'implanter dans la région Centre. Elle a figuré, en 13e position, sur la liste RPR-UDF aux élections régionales de 1998 dans l'Eure-et-Loir et au titre de la région Centre, en 55e position sur la liste européenne de juin 1999 conduite par Nicolas Sarközy. Elle souhaitait être élue à Chartres, où elle passait pour la « dauphine » de Colette Chauvigné-Bourlaud (qui fut successivement RPR, divers droite, Parti républicain, Démocratie libérale). Elle a donc figuré en deuxième position, au premier tour des élections municipales de mars 2001, derrière l'UDF Éric Chevée. Leur liste, qui bénéficiait pourtant de l'investiture officielle RPR et UDF, fut toutefois devancée au premier tour de deux points (223 voix) par celle du candidat DL Jean-Pierre Gorges. Ce dernier refusa alors la fusion des deux listes pour affronter la gauche. La liste Chevée se retira alors, appelant à voter pour Gorges. Ce dernier fut alors élu, remportant la mairie face à la liste gauche-Verts conduite par l'historien Pascal Ory (qui était le dauphin du socialiste Georges Lemoine, maire de la ville depuis 1977, qui ne se représentait pas et avait déjà cédé son fauteuil, en 1998, à son premier adjoint, le divers gauche Jean-Louis Guillain). Ses espoirs n'ayant pas été couronnés de succès, elle se rabattit sur la capitale, le RPR tentant de l'imposer, en 2002, comme suppléante de la députée RPR sortante du XIVe arrondissement, l'ancien ministre Nicole Catala. L'affaire ne se fit pas et Catala, qui fut dépassée dès le premier tour par Dominique Versini, se présenta en candidate dissidente. Nommée conseiller d'État aux Affaires sociales, elle est entrée à l'Élysée, au même moment, comme chargée des affaires sociales auprès de Jacques Chirac. Elle a signé *Les Temps de la liberté, l'autre façon de parler des retraites* (Ramsay, 2001), qui a bénéficié d'une préface d'Alain Juppé. C'est donc elle qui fut chargée à l'Élysée de la difficile élaboration de la pourtant urgente réforme des retraites, qu'elle qualifiait de « priorité absolue ». Elle est devenue conseillère régionale d'Ile-de-France en mars 2004, ayant figuré en 5e place (puis en 11e au second tour) sur la liste parisienne de l'UMP. Depuis 2007, elle est conseiller-maître à la Cour des comptes. Elle est également conseiller de paris depuis 2008, ayant conduit la liste UMP dans le XIVe arrondissement.

CARREZ Gilles. Haut fonctionnaire, né le 29 août 1948 à Paris VIe. Ce spécialiste de l'urbanisme, diplômé de HEC et ancien élève à l'Ena (promotion *Guernica*, 1976) sera administrateur civil au ministère de l'équipement (1976-1980), secrétaire général de l'établissement public d'aménagement de Marne la Vallée (1980-1982) puis chargé de l'aménagement du plan et des contrats régionaux de l'Ile-de-France (1983-1986). De 1987 à 1990, il est secrétaire général adjoint, puis, de 1990 à 1993, secrétaire général du Groupe central des villes nouvelles. Conseiller général du Val-de-Marne de 1985 à 1993, premier adjoint au maire, puis maire du Perreux-sur-Marne (depuis 1992 et encore réélu en 2008), il devient député de la 5e circonscription du Val-de-Marne, en 1993, quand Michel Giraud, dont il est le suppléant, entre au gouvernement. Il a été chargé par Hervé de Charette d'étudier l'application de la loi d'orientation sur les villes, et a, à la suite de cette mission, déposé une proposition de loi réclamant que les villes qui continueraient à refuser de construire des logements sociaux voient leurs sanctions aggravées. Il est réélu député en 1997 ainsi qu'en 2002 et 2007 (55,61 %).

CARRIERE Jean. Haut fonctionnaire, né le 7 novembre 1925 à Châlons-en-Champagne. Docteur en droit, cet énarque (1957) fut attaché financier à Beyrouth (1962), à Washington ainsi qu'administrateur suppléant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (1968-1971), attaché financier à New York (1972), directeur européen de la Bird (1972-1978). Président de l'Association des anciens de l'Ena, il fut PDG de la Seita (tabacs) de 1980 à 1983, puis, PDG de la Société lyonnaise de banque.

CARRIERE Jean-Claude. Écrivain et scénariste, né le 17 septembre 1931 à Colombières-sur-Orb (Hérault). Ce normalien (docteur en histoire), fils de vigneron, est passé par les lazaristes. Devenu écrivain, scénariste et dramaturge (avec Peter Brook, il a adapté *Le Mahabharata*), il a collaboré avec Luis Buñuel, Louis Malle, Milos Forman (*Les Liaisons dangereuses*), Jean-Luc Godard, Jean-Paul Rappeneau (*Cyrano*), etc. Grand spécialiste du cinéma, ce bouddhiste a présidé de 1986 à 1994 l'Institut de formation et d'enseignement pour les métiers de l'image et du son. Il est membre du Conseil supérieur de la langue française (1989), administrateur de la cinémathèque française.

CARRON René. Banquier, né le 13 juin 1942 à Yenne (Savoie). Cet exploitant agricole a fait carrière au sein du Crédit agricole. Dès 1978, il figure dans les « cinquante inconnus qui font l'avenir de la France » du *Nouvel Observateur*. Il a également été maire de sa commune natale de 1995 à 2001 et vice-président divers droite du conseil général de Savoie (alors présidé par le RPR Michel Barnier qui verra en lui un rival potentiel). Président de la caisse locale de Yenne en 1981, il préside la Caisse régionale de Savoie (que son père avait déjà présidée) puis des Savoies à partir de 1992. En 1983, il prend la présidence de la chambre départementale d'agriculture sans jamais avoir adhéré ni à la FDSEA ni au CDJA. En 1991, Edith Cresson fait appel à lui pour présider le Groupe d'études et de mobilisation « espace rural ». Membre du bureau de la Fédération nationale du Crédit agricole dès 1995 (grâce au soutien d'Yves Barsalou), il en devient président en 2000 et demeurera vice-président à partir de 2003. Depuis 2002, il est président de la Caisse nationale du Crédit agricole (ayant renversé par surprise Yves Bué, proche des milieux francs-maçons), devenu le Crédit agricole (deuxième ou troisième banque mondiale), et administrateur de multiples sociétés. « L'ancien éleveur de vaches, qui ne parle pas anglais, côtoie le gratin de la finance mondiale, déjeune en tête à tête avec François Pinault ou Gérard Mestrallet (*Capital*, octobre 2005). »

CASADESUS Jean-Claude (né PROBST, dit). Chef d'orchestre, né le 7 décembre 1935 à Paris. Ce fils de comédiens (Gisèle Casadeus et Lucien Pascal, né Lucien Probst) est d'origine catalane et russe. Ancien élève de l'École normale de musique (premier prix de direction d'orchestre), cet ancien élève de Pierre Boulez et de Pierre Dervaux est chef d'orchestre lyrique et symphonique ainsi que compositeur de musique de scène et de films. Chef d'orchestre permanent à l'Opéra et à l'Opéra-comique (1968-1971), puis directeur-fondateur de l'orchestre philharmonique national de Lille (à partir de 1976), il fut conseiller auprès du Premier ministre Pierre Mauroy (1982-1984). Secrétaire général du Conseil national de la à partir de 1983, il sera également président de Musique nouvelle en liberté à partir de 2000 et de l'Orchestre français des jeunes de 2005 à 2008. Il a signé *Le plus court chemin d'un cœur à l'autre, histoire d'une passion* (Stock, 1997).

CASANOVA Jean-Claude. Universitaire, né le 11 juin 1934 à Ajaccio (Corse). Il milita dans sa jeunesse aux Jeunesses indépendantes (avec Jean-Marie Le Pen). Ce professeur, agrégé de sciences économiques et docteur ès sciences économiques, est un ami de très longue date de Raymond Barre qu'il a connu sur les bancs de la faculté de droit de Tunis. Ayant débuté comme assistant à la Fondation nationale des Sciences-Politiques, il sera de 1959 à 1961 chargé de mission au cabinet de Jean-Marcel Jeanneney, dont le directeur était Raymond Barre. Il sera assistant puis professeur dans diverses facultés de droit (1963-1968), avant d'être nommé à Nanterre (1968), puis à l'IEP de Paris (1969), où il reprend le célèbre cours de Raymond Barre. Conseiller technique de Joseph Fontanet (1972-1974),

chargé de l'éducation supérieure, il rejoint à nouveau Barre dès que ce dernier devient Premier ministre. De 1976 à 1981, il sera son conseiller pour l'éducation et les universités, protégeant systématiquement les universitaires de gauche face à Alice Saunier-Seïté. En 1978, il devient directeur de la revue *Commentaire*, la revue libérale la plus influente, et en janvier 1983 PDG de la société Commentaire. De 1985 à fin 1995, il sera un des éditorialistes les plus influents de *L'Express*. Également administrateur de la SEDEIS, du groupe de la Cité depuis 1987, membre du comité éditorial de la revue juive *Passages* depuis 1987, membre du comité directeur de Syndicat de la presse périodique culturelle et scientifique depuis 1990. Membre du bureau politique de l'UDF à partir de 1992, il a siégé au Conseil économique et social de 1985 à 1995. Défenseur de la monnaie unique et du traité de Maastricht, il appartient à la Commission trilatérale, au Club Saint-Simon, au Committee for the Free World, ainsi qu'à l'Observatoire de l'extrémisme (chargé de déstabiliser et de surveiller le Front national) et préside la commission de réflexion sur le mode de scrutin aux élections européennes du Mouvement européen. En 1996, il a été élu à l'Académie des sciences morales et politiques.

CASSIGNOL Étienne. Ingénieur, né le 17 septembre 1930 à Carcassonne (Aude). Ce docteur ès sciences physiques, également diplômé de l'École nationale d'électrotechnique et d'électronique de Toulouse, a été expert pour la coopération technique au Brésil (1958-1964), puis professeur à la faculté des sciences de Toulouse. Par la suite, il sera directeur général de Motorola semi-conducteurs (1966-1972), de Jaeger (1973), du groupe DBA (1975-1980), du groupe horloger Matra-Vdo (1980-1981), avant d'intégrer la division presse du groupe Matra-Hachette (Lagardère Group). Il a notamment été directeur général de Hachette distribution (1981-1984), d'Hachette industrie (1984-1986), puis directeur général des Nouvelles messageries de la presse parisienne, qui assurent l'essentiel de la distribution de la presse en France, de 1986 à 1994, avant de rejoindre la direction de Lagardère Group.

CASTAREDE Jean. Haut fonctionnaire, né le 6 mars 1934 à Bordeaux (Gironde). Docteur ès sciences économiques, cet ancien d'HEC et de l'Ena (1967) a été chef adjoint du cabinet d'Alain Peyrefitte (Information puis Rapatriés, 1962-1965), conseiller technique d'Olivier Guichard (Industrie, Aménagement du territoire, Éducation, 1967-1969 puis 1972), directeur de cabinet de Jean-Jacques de Bresson, directeur général de l'*ORTF* (1970-1972), directeur de cabinet d'Henri Torre (Développement industriel, 1973-1974). Directeur de l'administration à la Culture de 1974 à 1979, il devient alors directeur de cabinet de Norbert Segard (P et T, 1980-1981). Depuis 1986, il préside Comexport et Comminove, Distribution de monnaie de Paris internationale (1993), est vice-président du Conseil supérieur du mécénat culturel depuis 1987 et fut directeur général du groupe Essec en 1988-1989. Chef du département études et synthèse du contrôle d'État à partir de 1991, il est en 1995 contrôleur d'État et contrôleur financier du Centre national de la cinématographie. PDG du service distribution de la Monnaie de Paris internationale (1991-1995), président d'ENA-Recherche (1994-1999), il est vice-président de la Commission spécialisée de terminologie et de néologie depuis 2001.

CASTEX Jean. Magistrat, né le 25 juin 1965 à Vic-Fezensac (Gers). Diplômé de Sciences-Po Paris et titulaire d'une maîtrise de droit public, cet énarque (promotion *Victor Hugo*, 1989-1991) débuta comme auditeur à la Cour des comptes en 1991 et devint conseiller référendaire trois ans plus tard. Secrétaire général de la préfecture du Vaucluse (1999-2001), il a présidé la chambre régionale des comptes d'Alsace (2001-2005). Il devient ensuite directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins au ministère de la Santé et des Solidarités, c'est-à-dire le patron des hôpitaux français (2005-2006, succédant à Édouard Couty). Directeur du cabinet de Xavier Bertrand, ministre de la Santé (2006-2007) et chargé de mission de Philippe Bas (mars-mai 2007), au même poste, il demeure directeur de cabinet de Xavier Bertrand, mais cette fois au ministère du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité. Il est maire de Prades (Pyrénées-Orientales) depuis 2008.

CASTRES Didier. Militaire, né le 12 mai 1959 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils du lieutenant-colonel Alain Castres et de Marie-Claire Corsaut, il a épousé le 6 juillet 1984 Anne Panon Desbassayns de Richemont (quatre enfants Géraud, Alban, Marine et Ombeline). Cette dernière est la petite-fille du comte de Richemont, Pierre Panon Desbassayns (1903-1990) et de Ghislaine Thibaud de La Rochethulon (1906-1967). Son aïeul, Alexandre Panon Desbassayns, troisième comte de Richemont (1833-1912), fut notamment archéologue, sénateur et député centriste (orléaniste) des Établissements (comptoirs) de l'Inde de 1871 à 1882. Passé par le lycée Hoche de Versailles, Didier Castres, saint-cyrien (1982) commence sa carrière en 1983 comme chef de section au 2[e] régiment d'infanterie de marine du Mans (2[e] RIMA), avant de rejoindre le 2[e] régiment de parachutistes d'infanterie de marine de la Réunion (2[e] RPIMA) entre 1986 et 1988 comme chef de section. De 1990 à 1992, il a été commandant d'unité au régiment d'infanterie de marine du Pacifique de Nouvelle-Calédonie (RIMAP). Stagiaire au cours supérieur d'état-major et au collège interarmées de défense entre 1995 et 1997, il part ensuite pour Djibouti jusqu'en 1999 comme chef du bureau « opérations-instructions » au 5[e] régiment Interarmées d'Outre-mer, puis intègre le bureau des ressources humaines de l'état-major de l'armée de terre. Il a été chef de corps du 21[e] régiment d'infanterie de marine de Fréjus (21[e] RIMA) (2002-2004), rédacteur à l'Inspection de l'armée de terre (2004) puis rejoint ensuite la direction des opérations extérieures (OPEX) à l'état-major des armées comme chef du Centre de planification et de conduite des opérations (2009-2011), puis, comme sous chef d'état-major « opérations », l'état-major des armées (coordination depuis Paris des déploiements en Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye, Mali, Centrafrique). Protégé de l'ancien chef d'état-major des armées Jean-Louis Georgelin, il pouvait espérer, au printemps 2014, devenir chef d'état-major particulier du président de la République (mais le général Puga fut finalement maintenu). Ce marsouin pensait se consoler comme chef d'état-major de l'armée de terre (CEMAT) mais le général Jean-Pierre Bosser lui a pour le moment été préféré.

CASTRIES Henri DE LACROIX DE. Inspecteur des Finances, né le 15 août 1954 à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Ancien élève d'HEC, énarque et inspecteur des Finances, ce descendant d'une grande famille (qui compte un maréchal et un pair de France) a été en 1983-1984 chargé de mission au service de l'inspection générale des Finances, puis chargé de mission à la direction du Trésor. En 1984-1985, il sera secrétaire général adjoint du Comité interministériel de restructuration industrielle, et de 1985 à 1988 chef du bureau des biens d'équipement, avant de diriger le bureau du marché des changes et balance des paiements à la direction du Trésor en 1988 à 1989. Ayant rejoint le groupe d'assurances AXA, il y a été directeur à la direction centrale des finances (1989-1990), puis secrétaire général du groupe d'assurances AXA (1991-1993), directeur général à partir de 1993 et président, depuis 2000, du directoire d'AXA. Il appartient à la Commission Trilatérale.

CATALA Nicole. Universitaire, née le 2 février 1936 à Millau (Aveyron). Cette agrégée de droit a professé aux universités de Dijon, Dakar, Vincennes et Paris II-Assas. Ayant rejoint le RPR en 1981, par le biais du Club 89, elle sera élue conseiller régional d'Ile-de-France en 1986. Secrétaire d'État à la Formation professionnelle (1986-1988), elle sera élue député de Paris en 1988 (11[e] circonscription). Hostile au Traité de Maastricht, en 1992, comme au Pacs et soucieuse de l'indépendance de la justice, cette femme de conviction sera réélue député jusqu'en 2002. Conseiller de Paris de 1989 à 2008, elle est mise sur la touche comme candidate UMP aux élections législatives de 2007 devant céder sa circonscription à Nicole Guedj, qui sera battue. Elle se présente alors en dissidente n'obtenant que 13,71 % des voix.

CAVADA Jean-Marie. Journaliste, né le 24 février 1940 à Epinal (Vosges). Ses parents (d'origine espagnole) étant morts lorsqu'il avait huit mois, il a été placé à la DDASS. Ayant débuté en 1960 comme journaliste à l'ORTF-Nancy, il passe à Strasbourg en 1964. De 1969 à 1972, il collabore à la rédaction de *France Inter*, avant d'être promu chef du service de politique étrangère et présentateur du

journal de la 2[e] chaîne. En 1975, ce « dandy du PAF », qui passera par la suite pratiquement par toutes les chaînes et toutes les radios, devient rédacteur en chef adjoint à *Antenne 2* (et présentateur du magazine d'information *C'est-à-dire*). Il en devient en mai 1976 rédacteur en chef. Rédacteur en chef à *RTL*, responsable des journaux du matin (1977), il produit le magazine *Un homme, un jour* (1978-1980). Directeur adjoint à *FR3*, responsable de l'information d'Ile-de-France (1978-1980), il obtient en 1981 la direction de l'information de *TF1*, qu'il doit quitter en février 1982 sous la pression du socialiste Jacques Boutet. Il rejoint alors le groupe Hersant. À la création de la Cinq, en 1985, il devient directeur de l'antenne et des programmes de la TVES. Directeur par la suite de l'antenne à *Antenne 2* (1986-1987) puis directeur général de l'antenne à *FR3* de septembre 1989 à janvier 1990 (soit moins de quatre mois, acculé à la démission par Philippe Guilhaume), chroniqueur sur *France Inter*, animateur des matinées d'*Europe 1*, ce vrai professionnel sera également coproducteur-présentateur d'*États d'Urgence* sur *FR3* (1993). En 1994, il devient président de la Cinquième chaîne, au salaire d'1 F symbolique, tout en continuant à recevoir 125 000 F par mois pour son rôle dans *La Marche du Siècle*. En 1982, il a fondé, avec Serge Siritzky, la société Cinéma-Communication-Vidéo. Il sera aussi PDG de Parafrance (1983), administrateur du groupe de pub FCA et FCB. En 1990, il lance la société de production Théophraste, dont l'unique client sera *La Marche du Siècle*, sur *FR3* (70 millions de F de chiffre d'affaires annuel). Salarié à 1,8 million de F en 1995 (dont seulement 140 000 F de *Radio-France*), il contrôle aujourd'hui huit sociétés, regroupée dans Sofigecom (dont il reçoit environ 3 millions de F de dividendes annuels). De 2000 à 2003, il préside la Communauté des radios publiques de langue française. Le CSA le reconduit en novembre 2001 et devra affronter une longue grève en janvier et février 2004. Il démissionne de son poste en mai 2004 pour prendre la tête de liste européenne de l'UDF dans le Grand Sud-Ouest où il réalise le meilleur score du parti centriste (13,17 %). En 2007, il est candidat Modem aux élections législatives à Créteil. Délaissant le Modem de François Bayrou, il est investi par l'UMP, en 2008, aux élections municipale dans le XII[e] arrondissement de Paris. Jean-Marie Cavada fait alors son entrée au Conseil de Paris. Il est réélu député européen en 2009 (figurant en troisième position sur la liste UMP en Ile-de-France) sous l'étiquette du Nouveau Centre. Son épouse, Françoise Cavada, est directrice des relations extérieures du *Nouvel observateur*.

CAYLA Véronique (née DESAINT, épouse). Directeur de société, née le 5 juillet 1950 à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Diplômée de Sciences-Po, elle est directeur général du groupe de cinéma MK2 (Marin Karmitz) ainsi que directeur général de la Vidéothèque de Paris. Membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel de 1999 à 2000, elle est directeur général du Festival international du film de Cannes (2000-2005) et directeur général du Centre national de la cinématographie (2005-2010) et membre du conseil de surveillance de la société Arte France (depuis 2005). En janvier 2011, elle prend la tête d'*Arte*, succédant à Jérôme Clément. Son mari, Philippe Cayla, est PDG de la chaîne d'informations en continu *Euronews*.

CAZENEUVE Bernard. Cadre bancaire, né le 2 juin 1963 à Senlis (Oise). Il est issu d'une famille de gauche, son père, instituteur à Senlis, étant l'un des principaux responsables de la fédération du PS de l'Oise. Diplômé de Sciences-Po Bordeaux (1985), il a échoué à l'Ena. Président de la fédération de Gironde des jeunes radicaux de gauche, membre du comité directeur dès 1982 et de son bureau national de 1985 à 1987, il rejoindra finalement le PS. Il cofondera et présidera le petit club d'influence discrètement mitterrandien Avenir-Démocratie et sera l'un des animateurs du cercle fabiusien Micromégas de Thierry Coudert. Chargé de mission à la caisse centrale des Banques populaires (fief maçonnique de 1987 à 1990), il intègre son premier cabinet ministériel avec le mitterrandien Thierry de Beaucé, secrétaire d'État aux Relations culturelles internationales, comme conseiller technique aux questions audiovisuelles extérieures. Il enchaîne comme chef de cabinet d'Alain Vivien, secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1991-1992) et responsable de la Fraternelle parlementaire, puis chef de Charles Josselin, secrétaire d'État à la Mer (1992-1993). Secrétaire général du Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques (1993-1995), cet homme d'appareil est parachuté dans la Manche, où la fédération est en passe d'éclater. En 1997, il l'emporte, à la surprise générale (mais son suppléant était Jean-Pierre Godefroy, qui garantissait l'ancrage local), dans la 5[e] circonscription de la Manche, avec 58,6 % sur l'UDF-PPDF sortant Yves Bonnet. En juin 2002, il est battu de peu (49,10 %) par l'UMP Jean Lemière. Conseiller général de la Manche de 1994 à 1998 ainsi que maire d'Octeville (1995-2001), ce fabiusien devient maire de Cherbourg en 2001, profitant de la fusion de Cherbourg avec Octeville (il succède au socialiste Jean-Pierre Godefroy). Propulsé par François Hollande comme tête de liste dans la Manche aux élections régionales de 2004, ce défenseur de l'énergie nucléaire (favorable à l'EPR), très hostile à Daniel Cohn-Bendit (qu'il qualifie de « fossoyeur de l'industrie »), ne réunira pas la gauche plurielle, les Verts et les radicaux de gauche formant une liste commune concurrente au premier tour. Celui qui a été surnommé « le député Cogema » devient toutefois premier vice-président du conseil régional, à la suite de la victoire de Philippe Duron. En parallèle, à partir de 2006, il travaille, comme avocat non-associé, au cabinet August & Debouzy, qui gère notamment les « dossiers de lobbying » du PS (Vincent Nouzille, *La République du copinage*). En 2007, il reprend son siège face à Jean Lemière, l'emportant largement (58,96 %). Il est réélu maire de Cherbourg lors d'une élection municipale partielle en 2008 et devient aussitôt président de la Communauté urbaine de Cherbourg. À l'Assemblée nationale, il s'est fait remarquer comme rapporteur de la mission parlementaire sur l'attentat de Karachi contre des employés de la DCNS (il signe *Karachi, l'enquête impossible*, Calmann-Lévy, 2011). Bien que n'ayant soutenu aucun candidat aux primaires socialistes, il sera l'un des quatre porte-parole de François Hollande durant la campagne présidentielle, ayant en charge notamment les questions industrielles et le dossier nucléaire. Il est réélu député en juin 2012 dès le premier tour (55,39 %). Il appartient au comité d'honneur du Cercle Léon Blum, qui réunit les communautaristes juifs du PS et leurs amis. Il est remplacé à la mairie par Jean-Michel Houllegatte, et à l'Assemblée nationale par sa première adjointe à la mairie, Geneviève Gosselin. Née en 1954, cette ancienne contrôleuse de gestion, puis responsable de la formation à la Chambre de commerce et d'industrie Cherbourg-Cotentin dans les années 80 (elle ouvrira notamment l'école de commerce et de distribution de Cherbourg), devait créer F Majuscules, sa propre société de formation continue et d'insertions sociale et professionnelle (revendue depuis lors). Présidente de la section locale d'Agir contre l'exclusion, elle a rejoint le PS en 1996 et préside le Schéma de cohérence territoriale du Cotentin (Scot). Réélu député dès le premier tour (55,93 %), il démissionne, ayant été nommé ministre aux Affaires européennes (2012-2013). À la suite de la démission de Jérôme Cahuzac, il est promu ministre du Budget, puis, en avril 2014, ministre de l'Intérieur, remplaçant Manuel Valls, nommé à Matignon.

CELLARD André. Avocat, né le 19 mars 1921 à Rabat (Maroc), décédé le 11 mars 1999 à Neuilly-sur-Seine. Diplômé d'études supérieures de droit privé, cet ancien résistant est devenu avocat à Aix-en-Provence (1944), puis à Paris (1945). Membre du Parti radical socialiste, il a présidé de 1959 à 1969 sa commission de politique générale et figuré de 1960 à 1969 à son bureau national. Membre du comité exécutif et secrétaire de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste de Paris en 1965, il se présentera sans succès aux législatives de 1967, devenant en février 1968 premier secrétaire général adjoint de la FGDS. Encore battu aux élections législatives de 1968 et 1973, il avait été exclu du Parti radical en 1969 et devait rejoindre le Parti socialiste. Après une annulation, le maire de Saint-Clar (1977-1989) devait finalement réussir à se faire élire député du Gers en 1978. Réélu en 1981, il céda aussitôt son siège à sa suppléante, Lydie Dupuy, belle-mère de Jean-Christophe Mitterrand, et fut remercié par un poste de secrétaire d'État auprès du ministre de l'Agriculture (1981-1983). Il a ensuite été président du conseil d'administration de la Compagnie nationale du Rhône jusqu'en 1986 (un des « fromages » de la République).

Ayant vainement conduit une liste radicale de gauche aux élections législatives de 1986, il fut exclu du PS et perdit tous ses mandats, conservant toutefois celui d'administrateur des publications de Georges Bérard-Quélin. Auteur de divers ouvrages, ce franc-maçon a soutenu en 1991 une thèse de sciences politiques consacrée à la FGDS.

CHABOT Arlette. Journaliste, née le 21 juillet 1951 à Chartres (Eure-et-Loir). Fille d'un industriel de la soudure, elle est passée par les sœurs dominicaines de Nogent-sur-Marne et semble n'avoir pour tout diplôme que le baccalauréat, bien que passée par une école préparant aux métiers de la télévision. Elle débuta, à 22 ans, à *RFI*, puis passa, en 1974, à *France Inter*, où il n'y avait alors que trois femmes journalistes. Ayant brillamment couvert une grève à Rungis, elle devient chef adjoint du service politique de *France Inter* et fut présentatrice des journaux du matin (1974-1984). Elle intègre ensuite *TF1* en qualité de chef adjoint puis chef du service politique (1984-1989), avant de devenir grand reporter (1989-juillet 1990). Rédactrice en chef et chef du service politique intérieure et économique de *France 3* (juillet 1990-septembre 1992), elle entre alors à *France 2*, où elle sera, successivement rédactrice en chef du service France (politique intérieure, économie, social) de septembre 1992 à septembre 1997, puis directrice adjointe de l'information de *France 2*, en charge de la rédaction (février 1994-juillet 1996), tout en étant parallèlement co-présentatrice avec Benoît Duquesne et Albert Du Roy du magazine mensuel *La France en direct* sur *France 2* (janvier 1995-juillet 1997). Directrice adjointe de la rédaction de *France 2*, en charge de la rédaction puis de la politique éditoriale (juillet 1996-1998), secondant Jean-Luc Mano, alors directeur de l'information de *France 2*, elle co-présente, avec Alain Duhamel, le magazine mensuel *Franchement* de *France 2* de septembre 1996 à juin 1997. À cette date, elle prend en charge le magazine mensuel puis bimensuel (à partir de septembre 1999), *Mots croisés* sur *France 2*, qu'elle co-présente avec Alain Duhamel jusqu'en septembre 2001. Elle a été directrice déléguée de l'information à *France 2* de 2004 à 2010.

CHADEAU André. Préfet honoraire, né le 8 avril 1927 à Pérols-sur-Vézère (Corrèze). Ayant occupé onze postes préfectoraux au cours d'une longue carrière, commencée comme chef de cabinet du préfet du Gers en 1948, ce fils de cheminot sera conseiller technique (1962) puis chef du cabinet (1962-1964) de Roger Frey à l'Intérieur. Directeur de cabinet de Chaban-Delmas (1971-1972), il est alors promu préfet pour la région Midi-Pyrénées (puis Nord-Pas-de-Calais) jusqu'en mai 1974. Ce grand commis de l'État coordonne la campagne présidentielle de Chaban. De retour à la préfecture du Nord-Pas de Calais, il est nommé délégué à la Datar en 1978. En 1981, il entre au cabinet de Pierre Mauroy, dont il s'est fait un ami dans le Nord, comme conseiller. D'août 1981 à 1985, il sera président de la SNCF, avec pour mission de freiner l'emprise du parti communiste et de la CGT. En 1986, il rejoint Bouygues comme vice-président, et président de sa filiale SAUR. L'année suivante, il entre chez Havas comme conseiller à la présidence (il devient vice-président en 1988). De décembre 1990 à juin 1992, il sera PDG du groupe Avenir Havas Média. Depuis 1987, il était conseiller du président de Spie Batignoles et président de Spie Aménagement. En 1995, il est devenu président de Spie-Batignoles (jusqu'en 1997). Il devient PDG des Taxis Bleus (1999), président de l'Union nationale des industries du taxi (Unit) dès 2001 après avoir été administrateur dans de nombreuses sociétés.

CHAGNOLLAUD Dominique. Professeur de droit constitutionnel, né le 24 avril 1956 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils d'un industriel et d'un conseil en immobilier, il est passé par Janson-de-Sailly et la Sorbonne. Docteur d'État en sciences politiques, ancien de Sciences-Po Paris et agrégé de droit, ce brillant constitutionnaliste débuta comme collaborateur de Philippe De Gaulle pour l'édition des carnets du général De Gaulle (1980-1984) tout en étant assistant au département de sciences politiques de Paris I-Panthéon-Sorbonne (1983-1989). Professeur depuis 1994 et directeur du Centre d'études constitutionnelles et politiques d'Assas (1998-2009), ce membre du Club Vauban (*Le Monde*, 10 septembre 1992) a également

été conseiller au cabinet de Simone Veil, ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville de 1993 à 1995. Conseiller juridique du comte de Paris depuis 2002 et président du Cercle des constitutionnalistes (2008-2011), il appartient et a appartenu à de multiples commissions (notamment vice-président du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie ou membre du Tribunal suprême de la Principauté de Monaco) et sociétés savantes, signant de multiples ouvrages de droit constitutionnel parmi lesquels *Le Premier des ordres : les hauts fonctionnaires XVIIIe-XIXe siècles*, *La Cinquième République*, *Un président peut en cacher un autre*, *Histoire constitutionnelle et politique de la France 1789-1995*, *Les Origines canoniques du droit constitutionnel*, *Droit constitutionnel contemporain*, etc. Ancien rédacteur en chef de l'annuel *L'État politique de la France* et de la revue *Politiques*, il utilise le pseudonyme de S. Holmes lorsqu'il signe dans *Les Petites affiches des chroniques constitutionnelles*.

CHAIN Emmanuel. Journaliste, né le 5 août 1962 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fils d'un neurologue, François Chain, et d'une psychothérapeute, Marie-Claire Cornély. Il a été marié avec une psychiatre, Catherine Joubert, avant de se rapprocher, un temps, de Mazarine Pingeot, la fille adultérine de François Mitterrand. Passé par Stanislas et Henri IV, il fut le condisciple de François-Henri Pinault à HEC. Il a fait ses classes à la division marketing de BSN en 1985 avant d'être chef de groupe du même département, à Turin (Italie), pour Danone. Peu après, il entre, en juillet 1987, à *Radio France*, comme stagiaire à *France Inter*, grâce au soutien de l'un de ses anciens professeurs, Guillaume Durand. Il rejoint dès septembre *M6* où il anime *M6 Finances*, un « clip financier » quotidien sponsorisé par le Crédit lyonnais. Grâce au krach boursier de 1987, il va réussir la gageure de transformer ce « clip » en un authentique magazine économique de qualité, diffusé en « prime-time » le dimanche soir, *Capital*, rendant l'économie compréhensible aux téléspectateurs (4,5 millions d'auditeurs en moyenne). Ce protégé de Nicolas de Tavernost va donc produire *Capital 6* (hebdomadaire), *Capital* (bimensuel) et *Les Dossiers de Capital*. L'émission recevra le 7 d'or du meilleur magazine télévisuel en 1996, et Chain celui du meilleur animateur de magazine de société en 1997, celui de la meilleure réalisation en 1998 et de la meilleure émission d'information de débat et de société en 1999. En 1996, il avait déjà été co-lauréat du prix Dauphine-Tezenas du Montcel. En 1996, il dirige la société de production, Capital Productions, filiale à 100 % de *M6* mais dotée d'une réelle autonomie et d'une gestion propre, avant de lancer, en 1999 (ce qui provoquera une brouille durable avec Nicolas de Tavernost qui l'empêchera de partir avec son équipe), avec Thierry Bizot, sa société Eléphant & Cie (allusion au film d'Yves Robert). Il produira, entre autres, *Plus vite que la musique*, *Produits Stars*, *Mister Biz*, pour *M6*, *Sexe* pour *TF6*, *7 à 8* pour *TF1*, *À notre santé* pour *France 3*, etc. Directeur de l'information de *M6* de 1997 à 1999, il dirigera aussi les magazines d'information de la chaîne privée, avec l'assistance de Patrick Charles et Michel Cellier, remplaçant ainsi Patrick de Carolis. En 1997, il sera l'un des trois journalistes (avec Michel Field et Alexandre Adler) choisis par l'Élysée pour interroger Jacques Chirac. En septembre 2003, il rejoint *Canal +*, pour animer l'émission d'actualité *Merci pour l'info* sur la tranche 19-20 heures. N'ayant pas eu l'audience escomptée, il regagne alors *M6*, en septembre 2004, pour animer en troisième partie de soirée *Soyons directs*. L'émission sera arrêtée au bout de deux mois. En décembre 2004, il a intégré sa société Elephant & Cie au sein de Sparks, un réseau international de sociétés de productions indépendantes qui mettent en commun leurs concepts et leurs réalisations.

CHAINE Louis. Notaire, né le 30 juin 1917 à Francheville (Rhône). Docteur en droit, diplômé de lettres et de Sciences-Politiques, cet important notaire lyonnais, fils de notaire, fut président (1974-1976) du Conseil supérieur du notariat, vice-président de l'Union internationale du notariat et conseiller général du Rhône à partir de 1960. Il fut le trésorier de la campagne présidentielle de Jacques Chaban-Delmas en 1981. Son frère, Jacques Chaine, fut président du Crédit lyonnais de 1974 à 1976.

CHAISEMARTIN Yves de. Directeur de société, né le 26 août 1948 à Paris XIIe. Il s'est remarié, en troisièmes noces, en septembre 1999, avec Diane de La Borde

Caumont. Ancien avocat, proche de la famille Fournier (Carrefour) qui vend, en 1978, *L'Aurore* à Hersant, recruté, en 1986, par Robert Hersant comme secrétaire général adjoint de la Socpresse, devenu administrateur général en 1988, directeur général de *La Cinq* en 1990. PDG depuis 1996 (à la suite de la disparition de son fondateur, le 21 avril 1996, et à la demande des héritiers) du Groupe de communication Robert Hersant, directeur politique du *Figaro* depuis cette date, PDG de *France-Soir* de 1995 à sa vente, en 1998, président du Syndicat de la presse parisienne depuis 1996. Il a bouclé, en mai 1999, la recapitalisation du *Figaro* à hauteur de 1,8 milliard de F en donnant la préférence, pour 49 % du capital, au groupe américain Carlyle et non à Serge Dassault dans un premier temps. Ce sont ces 30 % qu'il revendra ensuite à Serge Dassault, en 2002, pour 366 millions d'euros frais qui serviront à payer l'ardoise fiscale des Hersant et à financer en partie le rachat du groupe *Express-Expansion*. Dans la foulée de l'entrée de Carlyle, il se débarrasse ensuite de *France-Soir*, structurellement déficitaire et revendu au raider Georges Ghosn. Le 29 mai 2002, celui qui, dans le passé, avait déjà défendu Roland Dumas (lors de l'affaire Deviers-Joncour) signe une tribune qui fera date, *Il faut sauver le soldat Messier*. On y lit notamment : « Ce genre de réussite devrait être notre fierté [...] Cessons cette chasse à l'homme indécente qui ne rend service ni à l'Europe, ni à la place financière française, ni aux actionnaires. Oui, il faut sauver le soldat Messier. Je suis tenté d'ajouter : il faut « cloner » le soldat Messier [...] À tout prendre, notre vieux pays se porterait mieux avec dix Messier plutôt qu'un seul. » Il apporte ainsi un stupéfiant soutien au fossoyeur de Vivendi-Universal... mais trois mois plus tard, la Socpresse rachète le groupe Express-Expansion à Vivendi. En novembre 2003, il démissionne avec fracas du Syndicat de la presse parisienne pour échapper aux derniers oukases du Syndicat du Livre CGT, qui signe quelques mois plus tard un accord qui lui est très favorable. Il demeure actionnaire, se séparant de 5 % des actions du groupe, avec une poignée de managers (Cyrille Duval, Christian Grimaldi, Michel Sénamaud), depuis que les Dassault, en mars 2004, ont racheté 80 % du groupe. Il finira par quitter le groupe en septembre 2004 (*Chaisemartin, l'ex magicien de la rue du Louvre, Marianne*, 12 février 2005). Il est aujourd'hui le PDG d'Altran, une société de conseils en innovation. Il passe généralement pour franc-maçon, une rumeur qu'il n'a jamais commentée si l'on en croit *Le Point* (29 janvier 2004), qui laisse entendre qu'il l'a été mais ne l'est plus. Son fils, Jean-Yves de Chaisemartin, est maire Modem de Paimpol depuis 2008.

CHALENDAR Pierre-André de. Inspecteur des Finances, né le 12 avril 1958 à Vichy (Allier). Il est le petit-fils du comte André de Chalendar, inspecteur des Finances, et le fils du comte Jacques de Chalendar, inspecteur général des Finances honoraire, qui fut notamment directeur général adjoint de la Bred, membre de plusieurs cabinets ministériels gaullistes, président de la fondation France-Pologne et d'Initiatives France-Hongrie. Il a épousé Laeticia Petrie, une Anglaise fille de diplomate. Pierre-André de Chalendar, énarque (major de la promotion *Solidarité*, 1981-1983), est également ancien élève de l'Essec. Inspecteur des Finances (1984), il a effectué l'essentiel de sa carrière chez Saint-Gobain, où il est entré en 1989 comme directeur du plan. En 2007, cet homme d'une rare discrétion a succédé à Jean-Louis Beffa, bien que non-ingénieur des Mines, à la tête de cette entreprise mondiale, remplaçant à la surprise générale Christian Streiff, qui était le dauphin désigné. Il appartient au conseil de surveillance du *Monde* et au Club des Cent.

CHALMIN Philippe. Économiste, né le 22 octobre 1951 à Caudéran (Gironde). Cet ancien d'HEC est également agrégé d'histoire et docteur ès lettres et sciences humaines (*L'Emergence d'une firme multinationale au sein de l'économie sucrière mondiale : Tate and Lyle, 1860-1989*). Ayant effectué la première partie de sa carrière au Conservatoire national des arts et métiers (jusqu'en 1991), il a également été, de 1991 à 2003, conseiller économique de Euler-SFAC et enseignant à Paris-Dauphine depuis 1993. Directeur d'édition chez Economica, consultant auprès de divers organismes internationaux comme la Banque mondiale, le GATT ou l'OCDE, il est également conseiller du commerce extérieur,

administrateur de La Mondiale, etc. Signataire de multiples ouvrages d'économie, il a été président de la Société d'économie politique et assure la présidence, très discrètement, d'Objectif Alpha Obligataire qui appartient à la banque Lazard. Fondateur et animateur du club de réflexion Ulysse, devenu l'un des principaux clubs d'économistes, il a par ailleurs créé Cyclope en 1986 (et en demeure président), qui publie, chaque année, un rapport internationalement utilisé sur l'évolution des cours des matières premières. Cet économiste libéral a été candidat aux élections sénatoriales dans les Hauts-de-Seine sur la liste du Modem en septembre 2011.

CHANDERNAGOR André. Président à la Cour des comptes, né le 19 décembre 1921 à Civray (Vienne). Diplômé de droit, il fut administrateur adjoint de la France d'Outre-Mer (1945), avant d'entrer à l'Ena (promotion 1951). Auditeur au Conseil d'État, il sera conseiller technique de Guy Mollet (président du Conseil, 1956-1957), de Gérard Jaquet et Bourgès-Maunoury (Outre-Mer, 1957), de Félix Gaillard (1957-1958). Il devient député socialiste de la Creuse en 1958 (réélu jusqu'en 1986, cédant alors son siège à Nelly Commergnat), alors qu'il était déjà maire de Mortroux depuis 1953 (jusqu'en 1983) et sera conseiller général de 1961 à 1985 (président du conseil général de 1973 à 1983), ainsi que président du conseil régional du Limousin (1974-1981). Il appartiendra au comité directeur de la SFIO puis du PS (1969-1979), devenant ministre des Affaires européennes (1981-1983). Il sera ensuite premier président de la Cour des comptes (1983-1990). Il est le père de l'écrivain Françoise Chandernagor (divorcée de Jurgensen), également membre du Conseil d'État et membre du Siècle.

CHANDERNAGOR Françoise. Écrivain née le 19 juin 1945 à Palaiseau (Essonne). Entrée seconde et sortie major de l'Ena (la première femme à ce rang), elle entre au Conseil d'État en 1969. Elle a épousé Philippe Jurgensen, énarque et membre du Siècle dont elle a divorcé. De 1974 à 1978, elle sera chef de service au ministère de l'Équipement. Membre du Conseil d'État, elle a été admise à faire valoir ses droits à la retraite en 1993. Cette romancière à succès, ancienne vice-présidente de la Fondation de France, appartient à l'Académie Goncourt depuis 1995. Elle a notamment publié *L'Allée du Roi* (1981) et la trilogie *Leçons de Ténèbres* (1988-1990).

CHANTEPY Christophe. Conseiller d'État, né le 8 août 1959 à Saint-Chamond (Loire). Son père, marionnettiste, était proche du Parti socialiste unifié, et sa mère, également de gauche, préparatrice en pharmacie. Il a effectué de brillantes études, étant diplômé de l'École centrale des arts et manufactures, de Sciences Po Paris et ancien élève de l'Ena (promotion *Denis Diderot*). Il effectuera l'un de ses stages au Monde. Il est également germaniste (il a acheté un appartement à Berlin et a vécu quatre ans avec un ami allemand) et diplômé de la Chambre de commerce franco-allemande. Il ne s'est fait remarquer par aucun militantisme particulier dans sa jeunesse mais paraît avoir directement adhéré au Parti socialiste en 1980 pour la campagne présidentielle de François Mitterrand. Sorti dans la botte, il a rejoint le Conseil d'État comme auditeur, puis devient maître des requêtes (1986-1990). Il a également été en poste à la Commission d'accès aux documents administratifs et à la Commission de recours des réfugiés (1986-1990). En 1990, il devient conseiller technique de Michel Charasse, ministre socialiste délégué au Budget, puis passera, en 1991, au cabinet du Premier ministre Edith Cresson et enchaînera avec celui de Pierre Bérégovoy (1992-1993). Après la victoire de la gauche en 1997, il est recommandé par François Hollande, Premier secrétaire du PS, à sa compagne, Ségolène Royal, qui venait d'être nommée ministre délégué à l'Enseignement scolaire. Il devient son directeur de cabinet, assurant la liaison avec le ministre de tutelle Claude Allègre (qui sera rapidement au plus mal avec Ségolène Royal). La ministre, difficile à contenter et cassante avec ses subordonnés, est difficile à supporter et à suivre. « Il est sorti essoré de trois années passées à la tête de son cabinet (*Têtu*, avril 2007). » En mars 2000, épuisé, il passe donc au cabinet de Michel Sapin, ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, dont il sera le directeur de cabinet jusqu'en 2002. Cette même année 2000, il rompt définitivement avec Laurent Fabius, nouveau ministre de l'Économie et

des Finances, dont il rejette la politique fiscale. En 2005, Ségolène Royal l'appelle alors qu'il est retourné au Conseil d'État, lui demandant de lancer en sous-main une association destinée à soutenir sa future campagne présidentielle, Désirs d'avenir, qui, sous son impulsion, deviendra une véritable machine de guerre. Il est engagé de longue date dans la défense de la communauté homosexuelle. « La défense des droits des homosexuels, c'est son combat le plus personnel, toujours discret mais efficace (*Le Figaro*, 2 mars 2007). » Pilier du club fabiusien Gays pour les libertés (avec Henri Maurel, le patron de Fréquence gaie) et d'Homosexualité et socialisme, il a été le principal rédacteur (même si Adeline Hazan en avait la tutelle) du premier projet du PS sur le « contrat d'union civile ». Comme l'indique le mensuel homosexuel *Têtu* (avril 2007), « c'est lui qui l'a (NDA : Ségolène Royal) convaincue d'accorder le mariage et l'adoption aux couples homos » À l'époque c'était, selon *Têtu*, « Mister fêtard » : au cabinet de Michel Sapin, « il arrivait le lundi à 9 heures, les yeux fatigués après deux nuits blanches et enchaînait sur une négociation avec les syndicats ». Il est retourné au Conseil d'État après la présidentielle de 2007 et demeure président d'honneur de Désirs d'avenir.

CHAPELLE Jean. Président de société, né le 31 octobre 1924 à Paris, décédé le 8 août 1981 à Paris. Résistant, il s'engagea au sein de Libération Nord. Ancien de Sciences-Po, cet énarque (1948) a choisi les Finances. Il sera directeur du Forma (fonds agricoles) de 1963 à 1967, président de la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur (Coface) dans les années 70 ainsi qu'administrateur de Renault, des Messageries maritimes, de la Chambre de commerce franco-soviétique, etc. et présidera l'Institut géographique national de 1975 à 1981.

CHAPIN Allan. Conseil, de nationalité américaine. Allan Melville Chapin est diplômé de la Yale Law School (LLB et BA degree). Il a effectué son service militaire dans les Marines et appartenu aux corps des Marines de réserve de 1961 à 1967. Il a débuté sa carrière chez Sullivan & Cromwell en 1968 où il est devenu associé en 1976 puis directeur des opérations européennes. Au cours de 31 ans passés dans cette firme, il a représenté différents États, sociétés commerciales (Renault, Elf Aquitaine, etc.), banques et sociétés d'assurances de taille internationale (Crédit lyonnais, Suez, etc.). Devenu Managing director chez Lazard Frères & Co, il rejoint, en 2002, Compass Advisers comme associé au bureau de New York. Il est notamment administrateur de Scor, de PPR et d'Inbev.

CHAPON Jean. Président de société, né le 24 mai 1928 à Alès (Gard). Vice-président du Conseil des Ponts et Chaussées (1978-1981), cet X-Ponts a été notamment directeur des ports maritimes et des voies navigables à l'Équipement (1968-1975), directeur du cabinet du ministre de l'Équipement (1970-1972), vice-président de la Compagnie générale transatlantique (1972-1974), administrateur de la Compagnie nationale du Rhône, président de Voies navigables de France, avant de devenir PDG d'Elf-France (1981-1988) et membre du comité de direction et du comité exécutif du groupe Elf-Aquitaine. Par la suite, il sera à la fin des années 80 président du Conseil national des usagers du transport de fret, des Voies navigables de France (1991-1992), vice-président de la commission économique et président de la commission des transports du CNPF, ainsi que président de l'Institut pour la recherche appliquée et l'expérimentation en génie civil, du conseil de perfectionnement de l'École spéciale de travaux publics, du bâtiment et de l'industrie. De 1989 à 1992, il a présidé le conseil d'administration d'Elf Espagne et préside à partir de 1989 celui d'Atochem Suisse. Président de l'Institut océanographique (de 1999 à 2006), il a été conseiller municipal de Châteauneuf-de-Gadagne (Vaucluse).

CHARDON Paul. Notaire, né le 6 juillet 1926 à Paris. Ce fils de notaire est notaire à Paris depuis 1957. Il a été président du Congrès des notaires de France (1971), vice-président puis président du Conseil supérieur du notariat (1980-1984), président de l'Association des professions juridiques et judiciaires depuis 1983. Il a été conseiller régional d'Ile-de-France de 1986 à 1992 (élu sur la liste RPR-UDF). Il a arrêté ses activités professionnelles en 1999.

CHARDON Rémy. Préfet, né le 13 juin 1947 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ce fils de médecin, diplômé de l'Ena (promotion Charles De Gaulle) a commencé sa carrière comme secrétaire général de la préfecture de Corrèze (1976-1977), le département fétiche de Jacques Chirac. Chargé des relations avec le Parlement au cabinet du ministre des Affaires étrangères, Louis de Guinringaud (1978-1979), puis chef de cabinet de son successeur, Jean-François-Poncet (1979-1981), il deviendra, après un bref passage par le ministère de l'Intérieur, chef du cabinet de Jacques Chirac à Matignon (1986-1988). Nommé préfet en octobre 1987, il dirige alors le cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris (1993-1995), en charge notamment des DOM-TOM, chasse gardée du président du RPR. Chargé de mission auprès d'Alain Juppé à Matignon (1995-1997), ce fidèle chiraquien préside ensuite la Société pour la construction du tunnel du Mont-Blanc, un « fromage » normalement de tout repos (1996-2001), hormis la catastrophe intervenue en 1999 qui lui vaudra deux ans de prison avec sursis et 15 000 euros d'amende en 2005. Président de l'Erap (pétrole) de 1997 à 2000, PDG des Autoroutes Paris-Normandie (2001-2003), il présidera de l'Association française des sociétés d'autoroutes (2002-2004). En 2006, il rejoint le groupe Progosa comme conseiller stratégie et développement à la Fondation Progosa pour l'Afrique (dont il devient président en 2005).

CHARETTE Hervé de. Haut fonctionnaire, né le 30 juillet 1938 à Paris. Arrière-arrière-arrière-petit-neveu du chef vendéen, ce social-démocrate, d'abord giscardien puis chiraquien, est issu d'une famille catholique monarchiste. Il a effectué un stage en kibboutz en Israël en 1960 (une partie de sa famille habite d'ailleurs Israël). Diplômé de l'IEP et d'HEC, cet énarque a été, en 1973-1974, conseiller technique de Georges Gorse, ministre du Travail, puis chargé de mission (1974-1976) auprès du secrétaire d'État aux Travailleurs immigrés. Directeur du cabinet de Christian Beullac, ministre du Travail, puis de l'Éducation (1977-1978), il devient en 1977 président de l'Office national de l'immigration et de la Sonacotra en 1980-1981. Il supervisera à ces divers titres la politique de regroupement familial des immigrés. Au cabinet du ministre du Commerce extérieur (1980-1981), il milite au Parti républicain : secrétaire national à la défense, délégué général (1978), secrétaire général adjoint, chargé des relations internationales au bureau politique. Il présidera également la commission nationale des droits de l'homme à l'UDF. Membre de l'état-major de campagne présidentielle de Giscard d'Estaing, son véritable parrain en politique, il est battu aux élections législatives dans les Alpes-Maritimes en 1981 et rejoint le Conseil d'État. Il choisit alors la Nièvre comme terre d'élection mais il est battu aux municipales de Nevers en 1983 puis aux cantonales en 1985. Il est enfin élu député, grâce au scrutin proportionnel instauré en 1986. Choisi par Jacques Chirac comme ministre de la Fonction publique et du Plan, il est à nouveau parachuté en 1988, cette fois avec succès dans le Maine-et-Loire (profitant de l'éviction de Jean Foyer). Délégué général des clubs Perspectives et réalités (1989), il devient également conseiller régional des Pays de la Loire en 1992 (réélu en 1998 et 2004) et sera réélu en 1993. Réélu député en 1993, il devient ministre du Logement d'Édouard Balladur, il tente de susciter une candidature Giscard, avant de rallier et d'appuyer chaudement Jacques Chirac dès octobre 1994. Ce pro-européen devient donc en 1995 ministre des Affaires étrangères. Réélu député en 1997, 2002 et en juin 2007, il appartient au groupe parlementaire France-Israël. Passant pour membre des loges Jérusalem 909, Unité et Harmonie de la Grande Loge nationale française, il est président d'honneur du Carrefour de l'amitié, une fraternelle maçonnique huppée. Il est également maire de St-Florent-le-Vieil, une des rares communes de France à ne pas fêter le 14 juillet, en raison du génocide vendéen, et président de l'Association bancaire pour la finance islamique.

CHARHON Francis. Médecin, né le 30 août 1946 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Docteur en médecine, titulaire d'un certificat d'études supérieures en anesthésiologie, il fut de 1976 à 1980 médecin-anesthésiste à l'hôpital de Poissy, puis occupa des fonctions importantes au sein de l'association humani-

taire Médecins sans frontières: président en 1980, directeur de 1982 à 1992. Il a fondé en 1986 le Centre de recherche en épidémiologie et santé internationale (Épicentre) et en 1988 la Fondation MSF. Depuis lors, il est directeur général de la Fondation de France.

CHARMET Philippe. Publicitaire, né le 4 mars 1921 à Paris. Cet ancien journaliste (spécialisé dans l'Afrique du Nord) a opté pour la publicité en 1950 entrant chez Lintas où il sera directeur général à Milan (1962), PDG de l'agence de publicité Lintas-Paris (à partir de 1964), occupant de hautes fonctions dans ce groupe international. Il a présidé la commission marketing de la chambre de commerce internationale. Vice-président de la Fédération nationale de la publicité (1979-1987), il a été administrateur de la Régie française de publicité (1974-1983) ainsi que président du Centre d'études des supports de publicité à partir de 1987.

CHARPENTIER Jacques. Compositeur, né le 18 octobre 1933 à Paris. Premier prix du Conservatoire national supérieur de musique de Paris, cet organiste (spécialiste du grégorien) est professeur dans cet établissement. Inspecteur général de l'enseignement musical, il fut également directeur de la musique au ministère de la Culture et de la Communication (1975-1981). Il préside aussi l'Association des élèves et anciens élèves des conservatoires nationaux supérieurs de musique et d'art dramatique de Paris.

CHARRIERE Henri. Ingénieur, né le 23 août 1930 à Lyon (Rhône). Cet ingénieur des Mines a fait carrière à la Compagnie bancaire de 1964. Il sera également directeur général (1974-1982) puis président (1982-1991) de l'Union de crédit pour le bâtiment ainsi que directeur général de la Compagnie française d'épargne et de crédit (1974-1991).

CHARTIER Jérôme. Permanent politique, né le 14 novembre 1966 à Paris VIIIe. Il a épousé Stéphanie von Euw, conseillère parlementaire de Patrick Devedjian. Cet ancien élève de l'Essec, qui fut brièvement associé-gérant de société, a débuté très jeune en politique, ayant été élu maire RPR puis UMP de Domont (Val-d'Oise) dès 1995 (encore réélu en 2008). Vice-président de l'Association des petites villes de France et président du conseil d'orientation du Forum pour la gestion des villes, a été élu député, pour la première fois, en 2002, dans la 7e circonscription du Val-d'Oise, l'ancienne circonscription du RPR Raymond Lamontagne: il obtient 57,71 % face au député socialiste sortant, Didier Arnal (qui était devenu député lorsque le titulaire du siège, le Vert Yves Cochet, était devenu ministre en juillet 2001). Il le bat à nouveau en juin 2007 avec 56,78 % de suffrages. Dès 2003, il est jugé suffisamment prometteur pour être sélectionné afin de suivre une formation politique de haut niveau, tant en France qu'aux États-Unis, dans le cadre de la French American Foundation. À l'Assemblée nationale, il s'est beaucoup investi dans la rénovation de la Constitution de la Ve République, présidant le groupe d'études sur la modernisation de la vie politique (non-financement des partis politiques ayant obtenu moins de 1 % des suffrages, limitation à deux des candidats au second tour des élections législatives, reconnaissance du vote blanc, etc.), et en a tiré un essai, *Le Lifting de Marianne* (2006). Secrétaire départemental de l'UMP du Val-d'Oise depuis 2003, il est également secrétaire national chargé des fédérations professionnelles, la nouvelle mouture des ex-sections professionnelles du RPR et des structures sœurs de DL et de l'UDF. Sous l'influence de Jérôme Monod, il a également relancé les Entretiens de Royaumont. Il a été réélu député du Val-d'Oise en 2007.

CHARTRON Jacques. Préfet, né le 19 juin 1922 à Hériménil (Meurthe-et-Moselle). Assistant à la faculté de droit de Nancy en 1945, il devient l'année suivante chef de cabinet du préfet du Cantal, sous-préfet de Mirande en 1954. Après divers postes en Algérie (notamment secrétaire général de la préfecture de police d'Alger en 1961 où il s'engage nettement dans la lutte anti-OAS), il devient sous-directeur des affaires politiques à l'Intérieur en 1968, préfet de la Creuse en 1969, directeur de la Surveillance du directoire (1974), préfet d'Alsace (1978-1981). Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, ce gaulliste sera secrétaire national aux élections du RPR (1981-1986), où il prépare toutes les échéances électorales. Secrétaire général de l'Association nationale des élus locaux RPR et sympathisants (Anelars), il devient député de la Creuse en 1986, avant d'être battu en 1988 dans la 2e circonscription.

CHASSIGNEUX Pierre. Préfet, né le 25 décembre 1941 à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis). Licencié en droit et ancien de Sciences-Po, cet énarque (1969) sortit administrateur civil à l'Intérieur. Il fut sous-préfet du Tarn (1969-1971), en Seine-et-Marne (1971-1974), de l'Orne (1976-1978), secrétaire général de la Manche (1978-1980). Directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris jusqu'en 1982, il est promu préfet de la Nièvre (1982-1983), département de prédilection de François Mitterrand, puis grimpe comme directeur central des renseignements généraux (1983-1986), remplaçant le socialiste Paul Roux. Préfet de l'Oise durant la première cohabitation, puis préfet d'Aquitaine (1988-1992), il a dirigé de cette date à la fin de son septennat le cabinet du président de la République François Mitterrand, ayant succédé à Gilles Ménage. Il a pris la présidence de l'Agence technique d'importation charbonnière (1995-2001), la présidence des conseils d'administration d'Aéroports de Paris (2001-2003). Il est administrateur de la Caisse nationale des autoroutes depuis 2005.

CHATEL Luc (Luc-Marie, dit). Directeur de ressources humaines, né le 15 août 1964 à Bethseda (États-Unis). Père de quatre enfants, il est le fils de l'amiral Robert Chatel (ce qui explique sa naissance outre-Atlantique) et de Claude Massis, danseuse et ancienne présidente de la Fédération française de danse. Il est issu d'une famille d'industriels implantée à Bayard-sur-Marne. Passé par les jésuites de Saint-Louis-de-Gonzague (Paris) et Paris I (où il sera élu président d'un syndicat de droite), il détient une maîtrise de droit en gestion et un DESS de marketing. Il a effectué toute sa carrière professionnelle au sein du groupe L'Oréal, ayant débuté, en 1990, comme chef de groupe marketing puis directeur des ressources humaines de 2000 à 2002. Fasciné très jeune par Valéry Giscard d'Estaing, il adhère au Parti républicain en 1991, se liant très vite avec François Léotard. Conseiller municipal de Bayard-sur-Marne (1993-1995) puis conseiller municipal d'opposition de Chaumont, où il conduisit, dès 1996, la liste de droite. Il finira par emporter la mairie en mars 2008. Battu aux élections cantonales et législatives de 1997, il devient toutefois conseiller régional DL (puis UMP) de Champagne-Ardenne, en 1998, puis premier vice-président de cette assemblée en charge du développement économique. Il sera secrétaire fédéral du mouvement d'Alain Madelin en 1995, puis membre de son bureau politique. Le 16 juin 2002, il est élu député UMP de la 1re circonscription de Haute-Marne. Il rejoint alors les rangs de l'UMP comme secrétaire fédéral puis secrétaire national de l'UMP (2002) et, enfin, l'un des deux porte-parole de l'UMP en 2004 (avec Valérie Pécresse). C'est ainsi qu'il participe très activement à la campagne présidentielle de Nicolas Sarközy. Il est délégué général du club Dialogue & Initiative, créé par Jean-Pierre Raffarin, et membre de la Fondation Concorde, l'un des *think tanks* proches de l'UMP. En 2007, il est réélu député dès le premier tour avec 53,9 %. Il devient secrétaire d'État à la Consommation et au Tourisme, puis, lors du remaniement ministériel de mars 2008, est promu secrétaire d'État à l'Industrie et à la Consommation, Porte-parole du gouvernement. En juin 2009, il devient ministre de l'Éducation nationale.

CHATENET Pierre. Président de société, né le 6 mars 1917 à Paris, décédé le 4 septembre 1997. Membre de la délégation française à la Conférence des Nations unies de San Francisco en 1945, cet auditeur au Conseil d'État (1941) fut conseiller de la délégation permanente française à l'Otan, à Londres puis à Paris (1950-1954). Secrétaire d'État puis ministre de l'Intérieur de Michel Debré (1959-1961), il préside la Communauté européenne de l'énergie (Euratom) de 1962 à 1967. Président de la Commission des opérations de bourse (1967-1972) puis membre du Conseil constitutionnel (1968-1977), il fut par la suite président de Créditel, de Cofiroute et Cotravel.

CHATILLON Dominique. Inspecteur des Finances, né le 15 janvier 1928 à Enghien-les-Bains (Val-d'Oise), décédé le 4 février 2007. À sa sortie de l'Ena, en 1953, ce fils de ban-

quier entre à l'inspection des Finances avant de travailler avec Félix Gaillard, puis Pierre Pflimlin aux Finances (et à la présidence du Conseil). Adjoint au conseiller financier à Washington puis à New York (1958-1960), il sera par la suite chargé de mission, puis sous-directeur des relations financières avec l'étranger à la direction des finances extérieures à la direction du Trésor. Directeur de la Caisse des dépôts et consignations (1967-1974), il entre alors en novembre 1974 au CIC, dont il sera PDG d'avril 1978 jusqu'à sa nationalisation, en février 1982. Conseiller du président de Suez, Georges Plescoff (qui le protégera jusqu'à sa retraite en 1983), il est évincé lorsque ce dernier part à la retraite et rejoint alors, comme président, le conseil de surveillance de la Midland Bank avant d'entrer à La Hénin comme PDG. En décembre 1986, il succède à Jean Dromer comme président de la très influente Association française des banques (jusqu'en 1990) ainsi que de l'Association française des établissements de crédit (jusqu'en 1987). Président du Crédit foncier et immobilier, il quitte en 1990 La Hénin et devient PDG de la Compagnie foncière internationale (filiale de Suez), dont il sera évincé l'année suivante par Patrick Ponsolle. En 1992, il est nommé président d'Eurosuez capital management en Grande-Bretagne et au Luxembourg, puis devient en 1993 président du Centre de recherches économiques sur l'épargne. En octobre 1994, cet administrateur de multiples sociétés prend la présidence d'Epargne Partenaires (qui gère environ 500 millions de F en FCPR). Il a été également président du Centre de recherche sur l'épargne.

CHAUMONT Jacques. Diplomate, né le 17 novembre 1934 au Mans (Sarthe). Secrétaire des Affaires étrangères en 1962, cet ancien élève de l'École nationale de la France d'Outre-Mer sera cette même année chargé de mission au ministère de la Coopération. De 1962 à 1967, il travaille au cabinet de Pierre Messmer, ministre des Armées, puis de 1967 à 1968, au ministère de l'Information. Il est alors élu député UDR de la Sarthe, siège qu'il conserve jusqu'en 1977, devenant alors sénateur RPR. Conseiller général de la Sarthe depuis 1979 (vice-président du conseil général) et conseiller municipal du Mans (battu par le PCF en 1983), il appartient depuis 1976 à la délégation française auprès de l'ONU, et siège pour le compte du Sénat à l'assemblée de l'Atlantique Nord. Il a présidé le groupe d'amitié France-URSS (puis de France-Russie) du Sénat. Il ne se représente pas au Sénat en 2004.

CHAUSSEBOURG Fernand. Permanent politique, né le 6 mai 1921 à Paris, décédé le 20 février 2004. Rapporteur général puis président (1980) du conseil régional Poitou-Charentes, il fut secrétaire général du groupe de l'Union centriste des démocrates de progrès au Sénat, conseiller général CDS de la Vienne, président de la Fédération nationale des comités départementaux de tourisme de 1982-1988.

CHAVANON Christian. Conseiller d'État, né le 12 mars 1913 à Pontivy (Morbihan), décédé le 4 juin 1981. Ce docteur en droit fut avocat à la Cour d'appel de Bordeaux (1933-1941) avant d'entrer au Conseil d'État (1941). Directeur de cabinet d'Eugène Claudius-Petit (Reconstruction, 1951-1953), il sera PDG de la Société nationale des entreprises de presse (qui gérait les biens de presse saisis en 1944), directeur de cabinet de Jean Meunier (Fonction publique, 1967), directeur général de la Radiodiffusion télévision française (1958-1960). PDG de l'Agence Havas de 1960 à 1973, avant d'être administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (*RTL*), PDG d'Ediradio (*RTL*) puis vice-président du Conseil d'État (1980).

CHENEVIER Jean. Ingénieur, né le 30 avril 1918 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), décédé le 20 juillet 1998. Cet X-Mines a été ingénieur à la Société française des pétroles BP (1949-1979), et en deviendra PDG à partir de 1969 (et PDG de diverses filiales). Il a également été président de l'Institut de l'entreprise (1975-1983), de l'Essec (1970-1983) et du Centre de recherches et d'études des chefs d'entreprise (1967-1984).

CHENOT Bernard. Conseiller d'État, né le 20 mai 1909 à Paris, décédé le 5 juin 1995. Ce fils d'avocat entra au Conseil d'État en 1932. Membre de divers cabinets ministériels avant-guerre, il sera ministre de la Santé publique et de la Population (1958-1959 puis 1960-1961),

garde des Sceaux (1961-1962), membre du Conseil constitutionnel (remplaçant Georges Pompidou) de 1962 à 1964, président des Assurances générales de France de 1968 à 1970, vice-président du Conseil d'État (1971-1978). Il fut aussi le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques et se prononça en faveur de François Mitterrand en 1988.

CHÉRÈQUE François. Ex-permanent syndical, né le 1er juin 1956 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Il est l'un des cinq fils de Marie-Elisabeth Colson et de Jacques Chérèque, n° 2 de la CFDT (dont la biographie détaillée est parue dans l'*Encyclopédie politique française* d'Emmanuel Ratier) puis propulsé par Laurent Fabius en 1984 préfet au redéploiement industriel en Lorraine, avant de devenir ministre délégué chargé de l'Aménagement du territoire et des Reconversions dans l'éphémère gouvernement Rocard (1988). Il fut invité au Siècle en 1989, et en devint membre dès l'année suivante. À noter que la secrétaire générale de la CFDT qui a précédé François Chérèque, Nicole Notat, appartient également au Siècle (et en fut présidente afin de donner une couleur « sociale » à ce cercle oligarchique au début des années 2010). Parmi les quatre frères Chérèque, on citera notamment Philippe Chérèque, ingénieur, diplômé de l'Institut supérieur d'électronique de Paris, vice-président exécutif commercial du groupe Amadeus (2009-2011), ainsi que Marc Chérèque, président du FC Grenoble, un club qui évolue dans la première division du championnat de France de rugby. Fonctionnaire au ministère de la Santé (et marié avec un cadre hospitalier, avec qui il a eu deux enfants), François Chérèque est un modeste diplômé de l'École d'éducateurs spécialisés de Livry-Gargan (1975). Il devait adhérer à la CFDT, dès son premier emploi, à l'hôpital de Digne-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence) en 1978. En 1984, il devient permanent (et ne travaillera plus dès lors) en tant que secrétaire du syndicat santé-sociaux des Alpes-de-Haute-Provence, puis, en 1991, entre, comme secrétaire national, à la direction nationale de sa fédération Santé et services sociaux, qui est, on l'ignore souvent, le plus gros syndicat de la CFDT avec 113 000 adhérents. En 1992, il rejoint la direction nationale à Paris. Secrétaire général de cette branche à partir de 1996 (entre-temps, en 1995, il a accédé au bureau national, puis, en octobre 2001, à la commission exécutive), il fait directement concurrence à la CGT, étant le deuxième syndicat du secteur aux élections professionnelles dans la partie hôpitaux, et largement le premier dans le secteur sanitaire et social. Sa fidélité durant plus de dix ans à la « ligne Notat » provoquera la création de coordinations d'infirmières et le départ d'une partie de ses adhérents vers SUD. En 2002, il succède à Nicole Notat comme secrétaire général de la CFDT. Le 15 mai 2003, il déclare « acceptable » la réforme des retraites avant même d'avoir consulté le conseil national de sa confédération. En novembre 2003, plus de 5 000 adhérents de la branche cheminots quittent la CFDT pour rejoindre la CGT, SUD ou l'UNSA. Il a signé une autobiographie obligée, *Réformiste et impatient* (Seuil, 2005), dans laquelle il se prononçait en faveur de la Constitution européenne (allant directement à l'encontre du vote de ses adhérents). L'année suivante, il devenait membre du bureau exécutif de la Confédération syndicale internationale où il siège depuis lors. À la fin de l'année 2012, il a laissé la présidence de la CFDT à son dauphin désigné de longue date, Laurent Berger, pour prendre, quelques semaines plus tard, la présidence du *think tank* du PS Terra Nova, présidence laissée vacante par le décès de son fondateur Olivier Ferrand en juin 2012. Au même moment, il a été propulsé inspecteur général des affaires sociales, un poste rémunérateur de tout repos. Ce quasi autodidacte siège au conseil d'administration de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP, c'est-à-dire au CA de Sciences-Po Paris) depuis 2006. Il a signé *Patricia, Romain, Nabila et les autres. Le travail entre souffrance et fierté* (2011).

CHEREQUE Jacques. Préfet, né le 7 septembre 1928 à Dijon (Côte-d'Or). Entré aux Aciéries de Pompey en 1949, il est ouvrier spécialisé, agent de maîtrise, puis chef de fabrication. Il déploie également une intense activité syndicale, devenant en 1968 secrétaire, puis en 1971 secrétaire général de la fédération CFDT de la métallurgie, ainsi que secrétaire du bureau national (en 1973-1974, il sera le négociateur de la CFDT dans le conflit Lip à Besançon). Membre du PSU en 1967, il

rejoint le Parti socialiste en 1970 et sera l'un des organisateurs des Assises pour le socialisme de 1974. Il est également membre du Conseil économique et social de 1974 à 1979. En 1979, il devient l'un des principaux dirigeants de la CFDT auprès d'Edmond Maire (on parle de lui comme un des deux dauphins possibles) comme secrétaire général adjoint chargé des relations internationales. C'est alors qu'en 1984, il abandonne le syndicalisme ayant été promu par Laurent Fabius préfet commissaire de la République de la région Lorraine, chargé du redéploiement industriel de cette région sidérurgique sinistrée. Il conservera son poste durant la cohabitation, grâce à l'appui de Philippe Séguin. Au retour de la gauche au pouvoir, il est nommé ministre de l'Aménagement du territoire et des Reconversions du gouvernement. Il a été membre (1988-2001) et vice-président (1998-2001) du conseil général de Meurthe-et-Moselle et conseiller régional de Lorraine (1992-2004).

CHERKI Claude. Éditeur, né le 28 juillet 1940 à Alger (Algérie). Ce membre influent de l'intellocratie française appartient à une famille séfarade bien connue en Algérie, originaire d'Espagne. Il a milité à l'Unef et fut très proche du PSU. Ancien de Sup'Elec, il est en 1964 attaché de recherches au CNRS puis, en 1969, chargé de recherche (et maître des recherches en 1976). Collaborateur (1966-1971) du mensuel scientifique La Recherche, il devient directeur adjoint en 1971. Conseiller technique chargé des affaires scientifiques et techniques au cabinet de Michel d'Ornano à l'Industrie (1974-1976), il est promu directeur général adjoint du Cnexo. En 1978, il remplace Michel Chodkiewicz comme directeur général de la Société d'éditions scientifiques, filiale du Seuil, et directeur de ses deux mensuels, *La Recherche* et *L'Histoire*. Élu en 1980 vice-président, puis en 1981 premier vice-président, il devient en 1983 président du Syndicat de la presse périodique culturelle et scientifique, et occupe également des responsabilités dans la Fédération nationale de la presse spécialisée (secrétaire général en 1981, président depuis 1987). Il a été PDG du Seuil de 1988 à 1995 puis du Seuil SA de 1996 à 2004. Lors de la vente des éditions du Seuil à La Martinière, en 2004, il a été accusé de délit d'initié, ayant réalisé une plus-value de 2 millions d'euros grâce à un jeu de rachat d'actions à la société Friedland Investissement créée et dirigée par Jacques Darmon.

CHERPITEL Didier. Administrateur de sociétés, né le 24 décembre 1944 à Paris. Diplômé d'études supérieures de sciences économiques et de l'IEP, il entre en 1971 chez JP Morgan/Morgan Guaranty Trust, et grimpera dans cette charge (notamment comme vice-président de 1977 à 1981 de l'exploitation bancaire de JP Morgan Paris, managing director de Morgan à Singapour en 1981-1982, vice-président responsable de l'exploitation bancaire à JP Morgan Bruxelles en 1983, *executive director* responsable du Capital market Group à JP Morgan securities à Londres en 1984). *Managing* director et chairman de JP Morgan Paris depuis 1988, il devient à cette date directeur général puis PDG, en 1990, de JP Morgan & Cie SA. Il est aussi PDG de la société de bourse JP Morgan SA depuis 1988 et membre du comité de direction de JP Morgan Europe depuis 1994. Il appartient depuis 1991 au conseil des Bourses de valeurs et est trésorier de la Chambre de commerce américaine en France. Il est, par ailleurs, administrateur de Security Capital (US Realty), depuis 1998, de Wendel Investissements (depuis 1999), de la fondation Croix Rouge (depuis 2000) et de la fondation MSF depuis 2004.

CHERTIER Dominique-Jean. Directeur du personnel, né le 24 juin 1950 à Issoudun (Indre). Diplômé d'études approfondies ès lettres et des Hautes études de la communication, il a été adjoint au directeur des services administratifs et du personnel de Renault international (1976-1982), responsable des relations sociales du groupe Sacilor (1982-1986), directeur des ressources humaines d'Air Inter (1986-1992), et assure depuis 1992 la direction générale de l'Unedic. Il est également chargé de cours à Paris IV-Sorbonne depuis 1986. Conseiller social au cabinet de Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre de 2002 à 2003, il est directeur général adjoint (depuis 2005) de Safran, membre du Conseil économique et social (2003) et du Conseil d'orientation des retraites (2004). Il a été nommé, le 28 avril 2008, président de Pôle Emploi, organisme dans lequel ont fusionné l'ANPE et les Assedic.

CHERTOK Grégoire. Banquier, né le 6 avril 1966 à Neuilly (Hauts-de-Seine). Il est le fils du célèbre psychiatre d'origine russe Léon Chertok (qui redonna ses lettres de noblesse à l'hypnose) et d'Odette Gildmuntz. Il a épousé Élisabeth de Castex, conseiller en communication. Diplômé de l'Essec et du Centre de formation à l'analyse financière, MBA de l'Insead, il a débuté à la Banque de gestion privée (1988-1991) avant de rejoindre la banque Rotschild & Cie comme fondé de pouvoir (1991-1993). Ce très proche ami de Jean-François Copé est associé-gérant (le plus jeune) depuis 2000 ainsi qu'administrateur de Business Interactif, et de Poweo. Membre de la Fondation pour l'innovation politique (UMP), il appartient également au Conseil d'analyse économique et à l'Institut Jean Monnet, l'un des *think tanks* de Claude Bébéar. Membre de la loge Le Duc d'Antin n° 939 de la Grande Loge nationale française, il est maire adjoint UMP de Paris XVIe depuis 2008.

CHETAILLE Bruno. Président de société, né le 31 mars 1954 à Tarare (Rhône). Ce fils de pharmaciens est passé par le lycée parisien Henri IV et est un ancien élève de HEC. Directeur commercial de l'Institut national de l'audiovisuel (1978-1981), il fut ensuite responsable de la culture au secrétariat général au Plan (1982-1983). Conseiller technique du président François Mitterrand de 1988 à 1992, il obtient ensuite la présidence de Télédiffusion de France (1992-2006). Depuis lors, il a succédé à Jacqueline Aglietta comme PDG de l'institut de mesure de l'audience télévisuelle Médiamétrie (il a encore été reconduit pour trois ans en décembre 2009), qui joue un rôle essentiel dans la mesure de l'audience des diverses chaînes (audience qui fixe les prix de la publicité).

CHEURF Achour Maurad. Conseil, né le 28 mai 1969 à Montfermeil (Seine-Saint-Denis). Issu du quartier difficile des Bosquets, ce sportif est devenu éducateur en maison de jeunes et centre de loisirs. Animateur ou coordonnateur de diverses associations d'insertions de jeunes immigrés, il a confondé l'association Musique en aide qui développe des programmes « d'éducation citoyenne par l'activité musicale ». En 2001, il devient conseil en politique de la ville comme « spécialiste des quartiers sensibles ». Chargé de mission de l'Institut Montaigne pour une étude sur les Entreprises aux couleurs de la France, il sera à l'origine de deux rapports du ministère de l'Emploi sur la lutte contre les discriminations ethniques et l'initiative à l'épreuve de la promotion sociale. Il a été à l'origine du collectif AC-Le Feu après la crise des banlieues en novembre 2005. Depuis 2008, ce beur ambitieux, aux titres ronflants et au CV démesuré, préside sa société dénommée en toute simplicité Acheurf.

CHEVALIER Alain. Directeur de société, né le 16 août 1931 à Alger (Algérie). Cet énarque est entré en 1959 à la Cour des comptes comme auditeur, avant de passer au ministère de l'Industrie, comme chargé de mission à la direction des carburants. En 1964, il entre à Sacilor comme secrétaire général. En 1970, il entre comme directeur général chez Moët et Chandon, ayant fait la connaissance de Robert-Jean de Voguë, PDG du groupe. En 1971, il en assure l'union avec la société Hennesy, créant le groupe Moët-Hennesy (il en fera un géant du luxe), dont il devient PDG en 1982. Ce proche de Giscard d'Estaing (anti-gaulliste car pied-noir) sera « le patron vedette des années 80 » (*Le Nouvel économiste*, 14 juin 1991). Après une série d'absorptions et de concentrations (Dior, Roc, Louis Vuitton, etc.), qui aboutissent sous l'égide de la Banque Lazard et de Paribas (la fine fleur de la finance parisienne) à la création de LVMH, il devient président de ce groupe en 1987, mais en démissionne en janvier 1989, remplacé par Bernard Arnault, PDG de Financière Agache et principal actionnaire de LVMH avec environ 40 % (il avait racheté les parts d'Henri Racamier, actionnaire de Vuitton). Brièvement consultant pour le groupe Guiness, il assure la direction en septembre 1989 de la maison Balmain, achetée au prix délirant de 550 millions de F (pour une estimation entre 160 et 200 millions de F) et revendue 18 mois plus tard seulement 50 millions de F, mais avec l'annulation de la dette personnelle de Chevalier. Vice-président du CNPF et président de sa commission économique en 1979, il refuse d'en devenir le président à l'arrivée de la gauche au pou-

voir. Cet ami de Jacques Chirac (camarade de promotion à l'Ena et travaillant dans le même bureau à la Cour des comptes) a flirté un moment avec le Parti radical de Maurice Faure et Félix Gaillard (il fut membre de sa commission rénovation en 1969). Il financera en partie divers journaux libéraux : *J'informe*, *Magazine Hebdo*, *La Tribune de l'économie*. Pressenti comme ministre de l'Industrie en 1986, il refuse le poste. Coopté au sein de la Commission trilatérale, il a signé un *Éloge du Conservatisme*. Président de LVMH-Louis Vuitton-Moët-Hennessy (1987-1989), il devient PDG de la société Pierre Balmain (1989-1991). Il sera de 1996 à 2001 président de Partenariat France.

CHEVENEMENT Jean-Pierre. Haut fonctionnaire, né le 9 mars 1939 à Belfort (Territoire-de-Belfort). Licencié en droit et sciences économiques, ce boursier à l'IEP de Paris milita dans sa jeunesse au sein de Patrie et Progrès, mouvement nationaliste et socialiste favorable à l'Algérie française animé notamment par Alain Gomez. Ancien élève de l'Ena (école à laquelle il a consacré un brillant pamphlet, *L'Enarchie ou les mandarins de la société bourgeoise*), il fut chef adjoint du cabinet du dernier préfet d'Oran pendant son service militaire, puis de 1965 à 1968, attaché commercial au ministère de l'Économie, avant de rallier Djakarta en 1969 comme conseiller commercial. Il démissionnera peu après de l'administration pour se consacrer entièrement à la politique. Fondateur avec Alain Gomez et les frères Motchane du Cérès, club de gauche progressiste et nationaliste qui forgera l'essentiel du projet politique du PS, il en sera le secrétaire général de 1965 à 1971, ayant rejoint la SFIO en 1964 puis le Parti socialiste dès sa fondation. Secrétaire politique de la fédération PS de Paris en 1969-1970, il sera ensuite secrétaire national (1971-1975 et 1979-1980), membre du bureau exécutif et du comité directeur de 1971 à 1993, en restant pratiquement toujours dans sa minorité oppositionnelle. Rédacteur du programme Changer la vie, en 1972, et du Projet socialiste (1979-1980), il a été député du Territoire-de-Belfort à partir de 1973. Il sera également premier adjoint au maire de Belfort en 1977 puis maire à partir de 1983 (réélu en 1995). Ministre de l'Industrie et de la Technologie en 1981-1982 puis ministre de l'Industrie et de la Recherche (1982-1983), il démissionne en mars 1983, en désaccord avec le tournant vers la rigueur financière opéré par François Mitterrand. Il redevient toutefois ministre, cette fois de l'Éducation nationale, du gouvernement Fabius (1984-1986). Réélu député, il transforme le nom du Ceres en Socialisme et République. Devenu ministre de la Défense après le retour de la gauche aux affaires en 1988, ce membre des Amitiés franco-irakiennes depuis 1985 démissionnera au début de 1991, en désaccord avec l'engagement français dans la guerre du Golfe sous une puissante tutelle américaine. Il tente de créer alors les refondateurs du PS, puis lance en 1992 le Mouvement des citoyens, prenant position contre la ratification du Traité de Maastricht. Il quitte alors le Parti socialiste, ne demeurant qu'apparenté au groupe socialiste, mais sera incapable de faire dépasser le stade quasi groupusculaire à son mouvement. Il devient toutefois ministre de l'Intérieur du gouvernement Jospin (1997-2000). Il obtient 5,33 % aux élections présidentielles en 2002, après avoir été crédité de près de 17 % dans les sondages. Aux élections législatives de 2007, il est battu par l'UMP Michel Zumkeller. Il démissionne alors de son mandat de maire le lendemain de sa défaite. Il devient sénateur en septembre 2008 et rejoint le groupe RDSE.

CHEVRIER Charles. Ingénieur, né le 26 novembre 1918 à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Cet X-Ponts a travaillé à la reconstruction du port de Dunkerque (1946-1957) avant d'être directeur du gaz et de l'électricité au ministère de l'Industrie (1964-1967). Il devient alors directeur général adjoint d'EDF, puis directeur général en 1979 (jusqu'en 1982) et administrateur de diverses sociétés liées à l'énergie, en particulier nucléaire.

CHEVRILLON Olivier. Haut fonctionnaire, né le 28 janvier 1929 à Paris. Cet énarque a débuté comme auditeur en 1952 au Conseil d'État, effectuant notamment des missions relatives à la sécurité sociale et à l'industrie de l'armement. En 1956, il devient conseiller technique d'Alain Savary. Nommé l'année suivante maître des requêtes, il est mis à la disposition du ministère de la Coopération pour les questions culturelles. En 1964, mis en disponibilité, ce membre du comité directeur du club Jean Moulin assure le secrétariat général du comité national Horizon 80, qui prépare l'élection de Gaston Defferre pour 1965 (avant de se rapprocher de Jacques Chaban-Delmas et des centristes). Devenu administrateur fin 1968 de Presse-Union (*L'Express*) et Technic-Union (*L'Expansion*), il s'oriente vers la presse. Vice-président de Presse-Union et responsable de son développement à la fin de 1968, il progresse dans la hiérarchie du groupe, qu'il quitte début 1972 pour devenir PDG de Presse & Information, qui va éditer *Le Point* (il y restera jusqu'en 1985, lorsqu'il part « pour raisons personnelles »). Il sera en outre administrateur de la COFREMCA (Compagnie française d'études de marchés), de France Éditions et Publications (1976), PDG de la SA Vie Publique (1976-1985). Administrateur de la société éditrice du *Journal du Dimanche* en 1977, il sera également président de la SEBDO – Société d'exploitation de l'hebdomadaire *Le Point*. Ayant abandonné ses fonctions au *Point*, il sera chargé par François Léotard d'une mission d'études sur le projet de l'Opéra de la Bastille en 1986. Par la suite, il occupe le poste important de directeur des musées de France (1987-1990), avant d'être remercié par Jack Lang. Il devient alors PDG des Laboratoires Delagrange (famille Besançon), assurant une mission de bons offices jusqu'en juillet 1991. Depuis octobre 1991, il est vice-président de la COFREMCA. En 2000 il prend la présidence du conseil de surveillance de Financière CPI, tout en étant administrateur de la Fondation de France. Il est le beau-père de Guy de Boysson, ancien PDG de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, ex-député PCF de l'Aveyron.

CHEYSSON Claude. Diplomate, né le 18 avril 1920 à Paris. Ce polytechnicien et énarque a effectué l'essentiel de sa carrière au Quai d'Orsay. Chef de cabinet du président du Conseil Pierre Mendès France (1954-1955) et conseiller technique d'Alain Savary en 1956 aux Affaires marocaines et tunisiennes, il fut ambassadeur en Indonésie de 1966 à 1969. Membre du Parti socialiste depuis 1974, il s'occupait depuis 1973 des relations avec les pays en voie de développement au Parlement européen, lorsque François Mitterrand en fit son ministre des Relations extérieures en mai 1981 (jusqu'en décembre 1984). Ce tiers-mondiste antisioniste y développa une politique conforme à ses idées et à celles du nouveau président de la République. De retour à Bruxelles en 1985, il s'occupera jusqu'en 1989 des relations avec les pays méditerranéens. Il devint alors député européen, présidant le groupe socialiste français à Strasbourg. Il ne fut pas repris en 1994, n'ayant pas caché son hostilité à l'engagement français dans la Guerre du Golfe. Président de la Fondation Pierre Mendès France (1987-1989) ainsi qu'associé du journal *Le Monde* depuis 1968, il a également présidé la Fondation internationale des droits de l'homme, devenue la Fondation Arche de la Fraternité de 1989 à 1993 (dont la gestion désordonnée fit l'objet d'un cruel audit). À plusieurs reprises, il a défendu la politique menée par Jacques Chirac (défense des essais nucléaires notamment).

CHODRON DE COURCEL Georges. Banquier, né le 20 mai 1950 à Amiens (Somme). Ce centralien, diplômé de sciences économiques, est entré à la BNP en 1972. Il rejoint en 1977 sa division financière puis en sera détaché en 1983-1984 auprès de sa filiale Banexi. Il devient, en 1986, directeur de département, puis, en 1988, fait son entrée à la direction de la gestion et du conseil en épargne investie. Directeur de la direction des affaires financières et participations industrielles en 1989, il sera vice-président, puis PDG de la Banexi (encore en 1994), et administrateur de la BNP, ainsi que directeur général de la Compagnie d'investissements de Paris (puis vice-président en 1994). En 1991, directeur central de la BNP, il devient responsable de l'ensemble de sa division financière. En 1992, il est directeur général adjoint de la BNP. Il est directeur délégué de BNP Paribas depuis 2003 et administrateur de Bouygues depuis 1996.

CHODRON DE COURCEL Jean. Directeur de banque, né le 14 mai 1955 à Paris XVIe. Fils de Geoffroy Chodron de Courcel (ambassadeur de France, ancien secrétaire général à la présidence de la République aux côtés du général De Gaulle, ancien ambas-

sadeur à Londres, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, etc.) et donc le neveu de Bernadette Chirac (née Chodron de Courcel), il est passé par le lycée français de Londres, le collège d'Eton, Stanislas et Sainte-Geneviève à Versailles. À la fois énarque et diplômé d'HEC, cet administrateur civil a d'abord fait carrière à la Caisse d'épargne et à la Caisse des dépôts et consignations. Conseiller technique du ministre RPR du Commerce extérieur Michel Noir au début de la première cohabitation, puis au cabinet du Premier ministre RPR Édouard Balladur (1987-1988) en charge des questions internationales, il rejoint rapidement le groupe Schneider comme directeur délégué (1990-1991), puis directeur financier (1991-1995). Directeur adjoint du cabinet du Premier ministre RPR Alain Juppé en 1996-1997 (après en avoir été le conseiller pour les affaires économiques et financières), il entre en février 1997 au Crédit agricole Indosuez comme directeur général adjoint et membre du comité exécutif (directeur général de 1999 à 2000). Il a été conseiller municipal RPR de Blois de 1989 à 1995 et délégué national de ce parti chargé des relations économiques internationales.

CHOUSSAT Jean. Inspecteur des Finances, né le 9 septembre 1934 à Alger (Algérie), décédé le 24 mai 1998. Diplômé de l'IEP et d'études supérieures d'économie politique et de sciences économiques, cet énarque (1963) a choisi l'inspection des Finances. Passé par la direction du Budget, notamment comme sous-directeur (1974-1979) puis chef de service (1979-1980), il est devenu en 1980 directeur général de la Santé et des Hôpitaux, avant de diriger le Budget de 1981 à 1986. Recasé en 1986 comme directeur général de l'Assistance Publique, il démissionne de son poste en 1989 et se retrouvera délégué à la modernisation au ministère de l'Économie (1990-1993). Membre du Haut conseil de la réforme hospitalière depuis 1995, il est administrateur des AGF, de l'Imprimerie nationale et de la Villa Médicis. Une note rédigée par ses soins va faire scandale en 1997, elle révèle qu'il y a un sureffectif dans l'administration de 500 000 agents (10 % du nombre total des fonctionnaires).

CHRISTIE William. Chef d'orchestre et claveciniste, né le 19 décembre 1944 à Buffalo (État-Unis). Sacré mondialement, il a été professeur au Conservatoire national supérieur de musique de Paris (1982-1995), tout en dirigeant les Arts florissants (1979) et le Jardin des voix (2002-2005). Il est administrateur de la Cité de la musique depuis 2006 et membre de l'Académie des Beaux-Arts depuis 2008.

CICUREL Michel. Banquier, né le 5 septembre 1947 à Cannes (Alpes-Maritimes). Fils d'un compositeur de musique, il est le neveu de Pierre Mendès France. À sa sortie de l'Ena (il obtiendra 20 sur 20 à son oral de sortie en 1973), dans la promotion de François Léotard et Laurent Fabius, il choisit le ministère des Finances, avant de passer à l'Équipement, puis à l'Environnement et au Cadre de vie (il sera conseiller technique à la direction de la construction). En 1979, ce brillant financier (qui fit figure de poulain de Raymond Barre) est chargé de mission pour les affaires générales, puis directeur de cabinet du directeur du Trésor, soutenu par Jacques de Fouchier. Chargé de mission en 1982 à la Compagnie Bancaire (sous la présidence d'André Lévy-Lang), il en devient directeur en 1984, puis directeur général adjoint en 1988. Il redresse (et lance véritablement) en 1984 la banque Cortal. Il entre en novembre 1989 chez BSN, faisant rapidement figure de dauphin d'Antoine Riboud. En 1990, administrateur délégué de sa filiale italienne Galbani, il est appelé par Carlo De Benedetti, chez Cerus : directeur général (1991), puis vice-PDG (1993), il est également président du directoire de la banque Duménil-Leblé, qui se révélera être une catastrophe financière en raison d'investissements dans l'immobilier. Il a été chargé de mettre fin à l'amiable aux activités de la banque en 1996. Membre du conseil des commanditaires de Rothschild et Compagnie Banque (depuis 1999) il est également membre du conseil de surveillance de Publicis, censeur de Francarep (2002), et administrateur de Bouygues Telecom et de la Société générale (depuis 2004). Président de la commission de réflexion économique du CNPF, il a publié divers ouvrages et essais d'économie d'inspiration libérale. « Ce juif d'origine égyptienne est resté très pieux dans sa pratique de la religion » (*Passages*). Il préside l'Association des amis français de Beith Hatefutsoth (Musée de la diaspora) de Tel Aviv.

CIEUTAT Bernard. Magistrat, né le 8 octobre 1940 à Tarbes (Hautes-Pyrénées). Licencié en droit et diplômé de Sciences-Po, cet énarque a fait carrière au ministère des Finances (notamment sous-directeur à la direction du Budget en 1979-1981) avant de devenir directeur général des finances et du contrôle financier au ministère de l'Éducation nationale (1985-1993). Conseiller-maître – au tour extérieur – à la Cour des comptes, il préside la commission des marchés d'électronique et de télécommunications, assure des cours à Paris IX-Dauphine et est chargé de mission au Conseil constitutionnel, jusqu'à sa nomination, en mai 1999, comme président du Centre national de documentation pédagogique. Ancien président à la Cour des comptes (2002-2008), il préside la Commission des marchés publics depuis 2008.

CIRELLI Jean-François. Haut fonctionnaire, né le 9 juillet 1958 à Chambéry (Savoie). Fils d'hôteliers, cet énarque, également diplômé de Sciences-Po Paris et licencié en droit, a débuté sa carrière au Trésor (1985), étant notamment administrateur au Fonds monétaire international (1989-1991) puis secrétaire général du très discret et surpuissant Club de Paris (1991-1994), qui réunit les argentiers des grands pays industrialisés. Chef des marchés financiers au Trésor (1994-1995), il est devenu conseiller technique à partir de 1995 puis conseiller technique en 1997, à la présidence de la République, auprès de Jacques Chirac, s'occupant notamment du passage à l'euro. Directeur adjoint du cabinet de Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, de 2002 à 2004, il est, depuis lors, président de Gaz de France (devenu GDF-Suez).

CLAMADIEU Jean-Pierre. Président de société, né le 15 août 1958 à Chambéry (Savoie). Fils d'un cadre à la SNCF, il est ingénieur en chef de mines. Ayant débuté à la Datar, il sera conseiller technique de la socialiste Martine Aubry, ministre du Travail (1991-1993), avant de prendre en main les activités chimiques de Rhône-Poulenc en Amérique latine (1996). Il devient président de Rhodia Éco services en 1990, directeur des achats en 2001 (année où il entre au comité exécutif du groupe) et sera directeur général du groupe à partir de 2003 et PDG depuis 2008. En fait, il sera imposé à la tête de l'entreprise, alors en très grave difficulté, par les banques : tombé en disgrâce auprès du PDG de Rhodia, Jean-Pierre Tirouflet, il quitte l'entreprise… mais quelques jours plus tard, Tirouflet est acculé à la démission par les banques et Clamadieu le remplace aussitôt.

CLAUSADE Josseline de (veuve JOURDAN, née). Membre du Conseil d'État, née le 19 février 1954 à Suresnes (Hauts-de-Seine). Fille d'un président de société. Diplômée de Sciences-Po Paris, elle a rejoint le Conseil d'État en 1983, à sa sortie de l'Ena, devenant maître des requêtes en 1986 et conseiller d'État en juillet 1998. Chargée de mission du ministre de la Fonction publique Michel Durafour et du ministre des Affaires européennes Edith Cresson, elle fut conseiller pour les questions de coopération économique au secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (1990-1991), puis conseiller technique d'Edith Cresson à Matignon (1991-1992) et directeur de cabinet de Georges Kiejman, ministre des Affaires étrangères (1992-1993). Conseiller à Bruxelles de 1993 à 1996, elle fut ensuite chargée de mission pour les relations culturelles, scientifiques, culturelles et la francophonie au cabinet du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine de 1997 à 2000, date à laquelle elle est partie pour Los Angeles, comme consul général de France (jusqu'en 2001). Après un passage à la mairie de Paris, elle réintègre le Conseil d'État. Elle est la veuve de Pierre Jourdan, qui fut préfet du Finistère et du Val-d'Oise, ancien directeur de cabinet du ministre de la Sécurité Robert Pandraud, ancien président de la Société d'autoroute Paris-Normandie.

CLEMENT Jérôme. Directeur de société, né le 18 mai 1945 à Paris. Il a raconté dans son autobiographie (*Un homme en quête de vertu*) comment il descend d'une famille de juifs russes, les Gornick, installée à Paris dès 1906. Ses grands-parents sont morts à Auschwitz. Sa mère, mariée à un catholique français, célébrait secrètement les principales fêtes juives. Sa sœur, Catherine Clément, exerce une influence importante dans le milieu intellocrate parisien. Se présentant comme catho-

lique de gauche, il explique qu'il a été baptisé et a fait sa communion solennelle « pour ne pas finir au four crématoire ». Cet énarque fut de 1972 à 1974 administrateur civil au ministère des Affaires culturelles, puis chargé de mission auprès du directeur de l'architecture et chef de bureau du budget et du plan à la Culture jusqu'en 1976. Il sera ensuite détaché à la Cour des comptes (1976-1978), sous-directeur à la direction du patrimoine (1978-1980), conseiller culturel et scientifique à l'ambassade du Caire (1980). Nettement engagé à gauche, ce soixante-huitard actif fut le premier secrétaire de la section CFDT de l'Ena et milita au PSU avant de rejoindre le PS en 1973 (il s'est présenté comme chevènementiste à diverses élections), il entre dès mai 1981 au cabinet du Premier ministre Pierre Mauroy comme conseiller technique pour la culture et la communication. D'octobre 1984 (peu après l'arrivée de Fabius comme Premier ministre) à fin 1988, il dirige le Centre national de la cinématographie. Il prend ensuite la direction de la nouvelle chaîne, *La Sept*, grâce à l'appui de son camarade de promotion à l'Ena, Catherine Tasca, alors secrétaire d'État à la Communication, puis celle d'*Arte*, en 1991. Il a conservé son poste jusqu'en 2011, notamment en raison d'une vieille amitié avec le Premier ministre Alain Juppé, et a été chargé depuis l'été 1996 du rapprochement entre *La Cinq*uième et *La Sept/Arte*. Il est président, depuis 2002, du comité de gérance de la chaîne culturelle européenne *Arte* et figure comme administrateur dans de nombreuses institutions à caractère culturel (Orchestre de Paris, musées nationaux, etc.). Il est conseiller municipal de Clamart depuis 2001.

CLEMENT Martine (née ROUSSET-BERT, épouse). Chef d'entreprise, née le 8 septembre 1943 à Neuilly (Hauts-de-Seine). Son père, Henri Rousset-Bert, était propriétaire de la Société de galvanoplastie. Diplômée de Sciences-Po Paris et d'études supérieures de droit privé, cette ancienne élève de l'Institut d'administration des entreprises a été secrétaire générale puis directrice générale adjointe de l'entreprise familiale (1969-1977) qu'elle développa très largement, avant d'en devenir présidente, en 1977, à la mort de son père. Vice-présidente (1987-1993), puis présidente de la Fédération des industries mécaniques, elle fut également vice-présidente du CNPF (1993-1994), durant l'ère Gandois, et président de la commission petites et moyennes entreprises. Elle fut également présidente de la Caisse mutuelle de garantie des industries mécaniques et première vice-présidente du Groupe des industries mécaniques. À partir de novembre 2001, elle préside Orgalime. Conseiller régional (DVD puis UMP) d'Ile-de-France de 1998 à 2004, la « reine des PME » siègera également au Conseil économique et social ou elle représentera le Groupe des entreprises privées. Son époux, Jean-Marie Clément, après un passage dans les cabinets ministériels dans les années 70, est professeur à Sciences-Po Paris depuis 1989 ainsi qu'à l'Institut catholique de Paris et chargé de conférences à l'École pratique des hautes études. Membre du comité de rédaction de *La Revue des deux mondes*, il a été président de l'Association française des maisons d'écrivains. Président de la Nouvelle société des études sur la Restauration, il est conservateur de la Maison de Chateaubriand dans la Vallée-aux-Loups depuis 1987. Il est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de Chateaubriand, auquel il a consacré une dizaine d'ouvrages.

CLEMENT Pascal. Avocat, né le 12 mai 1945 à Boulogne-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Marcel Clément, gaulliste et philosophe chrétien, directeur de l'hebdomadaire catholique traditionaliste conciliaire *L'Homme nouveau*. Licencié en droit et ès lettres, il a travaillé chez Rank Xerox comme chef d'agence (1971-1978) puis comme chef de service marketing. Il est avocat depuis 1982. Ancien soixante-huitard, il ralliera rapidement le club Perspectives et Réalités, devenant par la suite trésorier national et vice-président des jeunes républicains indépendants (1971-1976). Maire de Saint-Marcel-de-Félines depuis 1977, député UDF-PR de la Loire depuis 1978 (encore réélu en 2007), conseiller général depuis 1982, il a été secrétaire fédéral, et est depuis 1984 président du PR de la Loire. Ayant toujours défendu des positions modérées, il a été vice-président de la commission des lois durant la première cohabitation, présidant la commission d'enquête sur les manifestations étudiantes de décembre 1986. Il sera le rapporteur du projet ayant aboli le scrutin proportionnel au profit du scrutin majoritaire aux élections législatives. Délégué général du Parti républicain à partir de 1990, il sera le ministre des Relations avec l'Assemblée nationale du gouvernement d'Édouard Balladur. En 1994, il prend la présidence du conseil général de la Loire à la place de Lucien Neuwirth. Il retrouve en 1995 son siège de député et soutiendra, en 2002, la candidature d'Alain Madelin à l'élection présidentielle. Il a été un des rares élus à ne pas jeter d'anathème sur le Front national, refusant de soutenir un candidat de gauche face à un FN. En juin 2002, réélu député, il prend la présidence de la commission des lois. Et, couronnement de sa carrière, devient en 2005, garde des Sceaux. En 2007, il a été réélu député de la Loire et, en 2008, il perd la présidence du conseil général, ayant été battu dans son propre canton par le candidat DVG Jean-Claude Tissot.

CLEMENT Philippe. Président de société, né le 16 mai 1922 à Paris, décédé le 5 décembre 2002. Licencié en droit et ancien de Sciences-Po, cet énarque (1948) a fait carrière chez Léon Chagnaud où il est entré en 1956 (il en sera PDG de 1969 à sa retraite). Président de la Fédération nationale des travaux publics (1973-1982), vice-président du CNPF (1975-1981) et de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (1983-1989). Président de la section des relations extérieures du Conseil économique et social (1974-1979 et à partir de 1984), il préside l'Automobile Club de France (où se réunit Le Siècle) depuis 1989.

CLERC François. Ingénieur, né le 3 juillet 1927 à Calais (Pas-de-Calais). Cet ingénieur en chef du génie rural et des eaux et forêts a été directeur général de la FNSEA (1970-1976), et chargé de mission au département de l'information et des relations extérieures à la Caisse nationale du Crédit agricole (1976-1981), rédacteur en chef d'*Économie et finances agricoles*, secrétaire général puis président de la Société française d'économie rurale (1978-1987), sous-directeur de l'information au ministère de l'Agriculture (1981-1984), directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Paris (1984-1992), secrétaire général de l'Association des anciens élèves de l'Institut national de la recherche agronomique et agricole.

CLERMONT-TONNERRE Antoine de. Directeur de société, né le 18 juin 1941 à Lyon (Rhône). Cet énarque a suivi, à partir de 1967, les relations commerciales avec les pays de l'Est, avant d'entrer à la Datar. Ce centriste d'opposition, repéré par Jacques Rigaud (son maître d'écurie à Sciences-Po), sera pourtant chargé de l'environnement au cabinet du ministre de l'Agriculture Alain Duhamel, de 1969 à 1971, puis le suivra aux Affaires culturelles (1971-1972). Conseiller technique de Pierre Messmer à Matignon, il sera ensuite chargé de mission au cabinet du porte-parole du gouvernement, André Rossi (1974-1976), avant de revenir à Matignon sous Raymond Barre (sur recommandation d'Yves Sabouret, ami de Sciences-Po et de l'Ena) comme conseiller technique, puis comme conseiller pour la culture et la communication. Il devient alors PDG de la Société française de production, perdant son poste en juillet 1981. Il rejoint alors, comme président, les Éditions mondiales (groupe Cora-Révillon de la famille Bouriez). En 1987, il est mis sur la touche et devient responsable de la branche audiovisuel du groupe, puis, fin 1991 (à la suite de l'échec du film sur la Révolution française de Robert Enrico) il doit quitter le groupe et crée alors sa propre société de productions audiovisuelles, MACT Production, en association avec les films Ariane et Revcom, du groupe Cora. Ce barriste a mené la guerre contre les projets audiovisuels de la gauche, en particulier les privilèges de *Canal +*. Jack Lang, à qui le lie une solide amitié, n'a cependant pas hésité à le nommer président de la Commission d'aide à la création dramatique (1982-1986). De 1999 à 2003 il a été président de la Chambre syndicale des producteurs et exportateurs de films français et, il exerce, depuis 2002, la présidence du Bureau de liaison des industries cinématographiques et préside, depuis 2009, Unifrance.

CLIVE WORMS Nicholas. Banquier, né le 14 novembre 1942 à Londres (Angleterre). Il est le fils de Robert Clive et de Viviane Worms. Ancien élève (mais non diplômé) de l'IEP et de la Harvard Business school, il est, par sa mère,

l'héritier de la maison Worms, fondée par son aïeul Hypolite en 1848, issu d'une famille de négociants israélites de Sarrelouis, convertis au catholicisme, qui s'allieront par la suite avec quelques grands noms de l'aristocratie française (Kerjégu, Villers, Le Ferronnays) et la gentry britannique (Lewis-Morgan, Clive). Entré dans le groupe en 1964, il deviendra en 1970 associé commandité (responsable sur ses biens mais non gestionnaire), puis en 1974 associé gérant de la maison Worms & Cie. Les nationalisations socialistes lui enlèveront leur plus beau fleuron, la Banque Worms (290 millions de F d'indemnités). Le groupe décapité se reconstituera autour de l'assurance, de la gestion immobilière, de la banque et du transport maritime. Il réalisait 17,5 milliards de F de chiffre d'affaires, avec 835 millions de F de bénéfice en 1995. De 1976 à 1989, il sera en outre PDG, puis associé gérant de Pechelbronn (1989-1991), ainsi que gérant de la banque d'affaires Demachy Worms & Cie (1989-1995), administrateur, puis vice-président de la banque Worms (1972-1982), vice-président d'Athéna depuis 1989, président de Christie's France et membre du conseil d'administration de Christie's International depuis 1993. Il figure aussi parmi les administrateurs de LVMH, de la Préservatrice foncière Iard, de *TF1*, de Danone, de GPA-Iard et GPA-Vie, d'Unibail, d'Arjo Wiggins Appleton. À la suite du décès accidentel de Bernard Dumont, il a même été président par intérim en 1995 de Saint-Louis (Générale sucrière) dont Worms est le principal actionnaire avec 28 %. Il touchait 5,8 millions de F par an en 1995. Worms détient des participations importantes notamment dans Saint-Louis, Danone, Lancel, Kenzo, Dior, les compagnies d'assurance Athena (n° 10 français, 60 % du résultat du groupe) et PFA, la Générale sucrière, Unibail (immobilier de bureaux, Eura Lille, Forum des Halles, Les Quatre Temps, etc.), la Compagnie nationale de navigation. Affaibli par sa mise en examen pour délit d'initié dans l'affaire des Ciments français en octobre 1995, il a dû rendre la liberté à l'actionnariat familial (les familles Clive-Worms, Thierry et Labbé détiennent à elles seules 58 % de Maison Worms) en avril 1996, rendant du même coup son groupe (qui peut être estimé environ à 15 milliards de F) plus facilement opéable.

CLOSEL Jacques du. Administrateur de sociétés, né le 27 juin 1912 à Paris, décédé le 21 novembre 2000. Diplômé de Sciences-Po, de droit et de lettres, il a fait carrière dans la distribution, étant notamment délégué général (1968) puis vice-président (à partir de 1979) de la Fédération nationale des entreprises à commerces multiples et responsable des divers groupements de grande distribution. Il fut également sous-directeur (1948), directeur général adjoint (1953), directeur général de *Radio-Luxembourg* (1956-1958) et sera PDG de Lancôme (1964), PDG de Julliard (1964), ainsi qu'administrateur de ces deux sociétés.

CLOUET Jean. Permanent patronal, né le 7 mai 1921 à Nantes, décédé le 20 octobre 2008. Licencié ès lettres et diplômé de Sciences-Po, cet énarque (1950) a débuté comme administrateur civil au secrétariat d'État aux Affaires économiques (1950-1954). Il sera chargé de mission aux cabinets d'Henri Caillavet (Affaires économiques, 1954), de Robert Buron (Outre-mer, Finances, 1954-1955). De 1955 à 1965, il sera secrétaire général du syndicat des constructeurs automobiles français, puis de 1966 à 1978 délégué général de la Fédération nationale des travaux publics, et président de l'Union routière de France (1976-1989). Fils d'un adjoint au maire de Vincennes, il a été maire UDF-PR de Vincennes de 1971 à 1996, ainsi que conseiller général (1976-1989), et fut sénateur du Val-de-Marne de 1986 à 2004.

CLUZEL Jean-Paul. Président de société, né le 29 janvier 1947 à Paris XIXe. Diplômé de Science Po Paris, premier prix au concours général d'économie, master of arts de la faculté de Chicago, cet énarque est sorti dans « la botte », ce qui lui a permis d'intégrer l'Inspection des Finances en 1972. Il fut successivement chargé de mission au secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopérations économiques européennes (1976-1978), et rapporteur général du Conseil des impôts (1975-1977), conseiller technique du ministre des Affaires étrangères Jean François-Poncet (1979-1981), conseiller financier pour l'Afrique à la direction du Trésor (1982-1984). Sous-directeur,

chargé de la recherche et du développement, à partir de 1985 au Groupe des assurances nationales, il devient directeur de cabinet du ministre aux Affaires européennes Bernard Bosson en septembre 1986. De retour à l'Inspection générale des Finances en mai 1988, il sera adjoint au chef du service de l'Inspection, le puissant Pierre Gisserot de 1990 à 1992. Directeur général (sur proposition de Pierre Bergé et aval de Jack Lang), de 1992 à 1995, du Théâtre national de l'Opéra de Paris, devenu l'Opéra national de Paris, il est choisi par le Premier ministre RPR Alain Juppé, avec aval du CSA, en décembre 1995 pour succéder à André Larquié comme président-directeur-général de *Radio France International*. Il entretenait des relations suffisamment étroites avec le futur maire de Bordeaux : ils sont non seulement issus de la même promotion mais ont effectué leur service ensemble dans l'armée de l'Air en 1969. Jean-Paul Cluzel est aussi le parrain de sa fille aînée, Marion Juppé. Cela ne l'empêchera pas d'être reconduit dans ses fonctions en décembre 1998 par Lionel Jospin et Hervé Bourges. En 2000, il échouera à la présidence de l'*Agence France Presse*, bien que donné comme favori des cinq candidats en lice, notamment à la suite de la campagne de Dominique Alduy, directrice générale du *Monde*. Il est méconnu qu'il a également été trésorier de APARTS, Association pour les appartements de relais thérapeutique et social, qui gère des logements pour les malades du sida (avec Henri Maurel, comme secrétaire général). Dans *Le Nouvel observateur* (20 mai 2004), cet élégant dandy se définissait pour la première fois comme « catholique, gay et libéral » (voir aussi son entretien à *Têtu*, mai 2005, Ma génération a été marquée par deux choses : le sida et le combat pour la visibilité). Le 13 mai 2004, il est élu PDG de *Radio France*, succédant ainsi à Jean-Marie Cavada. Peu après son arrivée, il remanie la rédaction dans un sens plus favorable au pouvoir, démettant de leurs fonctions Jean-Luc Hees et Pierre Bouteiller. Son mandat n'est pas renouvelé en mai 2009, étant remplacé par Jean-Luc Hess. Il prend alors la présidence de l'établissement public du Grand Palais. En octobre 2004, il a signé le manifeste des parents homosexuels (Pétition dans *Le Nouvel observateur*).

COCHARD Jean-Pierre. Magistrat, né le 14 février 1927 à La Ronde (Charente-Maritime), décédé le 4 décembre 2009. Diplômé d'études supérieures de droit privé, il a débuté comme substitut à Briey en 1953 et sera notamment membre du cabinet de Paul Pageaud, premier substitut au tribunal de la Seine en 1969, directeur de la gendarmerie et de la justice militaire (1973-1981). Il est devenu avocat général à la Cour de cassation en 1979, avant de présider la chambre sociale de la Cour de cassation.

COHEN Daniel. Universitaire, né le 19 juin 1953 à Tunis (Tunisie). Fils d'un médecin, Maurice Cohen, et d'une pharmacienne, Suzy Nahum, ce brillant sujet est passé par Louis-Le-Grand, l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, et l'université de Harvard. Agrégé de mathématique, docteur d'État ès sciences économiques et agrégé de sciences économiques, il a débuté comme chargé de mission à la direction de la prévision du ministère des Finances (1977-1980), avant d'être chargé de recherches au Cepremap (1982-1988) et professeur des universités à la faculté de Nancy, Paris I et l'École normale supérieure. Consultant de multiples gouvernements étrangers (notamment la Bolivie, où il a travaillé avec Jeffrey Sachs) et de divers organismes internationaux comme la Banque mondiale ou les Nations Unies, mais aussi la Banque de France, cet économiste connu internationalement (mais peu en France), titulaire de divers prix, a été délégué général de la très influente Fondation Saint-Simon de 1997 à 2000 et siège au Conseil d'analyse économique rattaché au Premier ministre Lionel Jospin. Il a d'ailleurs été un conseiller de Michel Rocard à la fin des années 80, avant de se lasser rapidement des batailles d'appareils au sein du Parti socialiste. Présenté par *L'Événement du Jeudi* (1er juillet 1999) comme « le pédagogue de la mondialisation réussie », ce proeuropéen a notamment signé *Richesse du monde, pauvreté des nations* (1997, prix du *Nouvel Économiste* 1997). Codirecteur du prestigieux Centre de recherche en politique économique de Londres, dont il dirige le programme de macroéconomie internationale, il est également chroniqueur régulier du *Monde* et de *Libération*.

COHEN Élie. Professeur de gestion, né le 3 janvier 1950 à Meknes (Maroc). Issu d'une famille de juifs séfarades, il est le fils d'un petit commerçant, Moïse Cohen, et de Sol Boussidan, sans profession. Il a épousé une enseignante, Danièle Afriat, dont il a eu deux filles. Diplômé de Sciences Po Paris (lauréat 1972), titulaire d'un DESS d'urbanisme et d'aménagement du territoire et docteur en sciences des organisations, cet universitaire a été ingénieur de recherche au centre de sociologie de l'innovation (1976) à l'École des mines. Directeur de recherches au Centre d'études de la vie politique française, il est professeur des universités, directeur de recherches au CNRS au groupe d'analyse des politiques publiques, directeur de séminaire à Sciences Po, enseignant à l'École normale supérieure, l'école des mines, l'Ena, etc. Également professeur invité à Harvard (1993) et vice-président du Haut conseil du secteur public financier, ce défenseur du mondialisme a signé divers ouvrages comme *Qui gouverne les groupes industriels ?*, *Les Grandes manœuvres industrielles* (1985), *L'Ordre économique mondial: essai sur le pouvoir régulateur, La Tentation hexagonale*, *Penser la crise*, etc.

COHEN-SEAT Jean-Étienne. Éditeur, né le 20 mars 1946 à Paris. Il est le petit-fils du grand rabbin de Marseille. Licencié ès lettres, maître de philosophie, diplômé de l'IEP, il entre en 1969 à la Sofres comme adjoint du directeur général, tout en étant lecteur aux éditions Gallimard (il professera également en 1971-1972 les sciences politiques à l'Institut royal de droit de Vientiane durant sa coopération). Collaborateur du *Quotidien de Paris*, il est alors introduit au sein du groupe Hachette par l'influent Pierre Nora pour qui il avait été lecteur durant quatre ans chez Gallimard (dans tous les domaines de non-fiction) et dont le frère, Simon Nora, dirigeait alors « la pieuvre verte ». Directeur d'Hachette Littérature de 1974 à 1978, il fonde les Éditions Mazarine qu'il dirigera jusqu'en 1984 (date à laquelle il est éliminé par Hachette), tout en étant l'adjoint direct de Jean-Claude Lattès à partir de 1983 (à la suite de la prise de contrôle d'Hachette par Floirat-Lagardère-Filipacchi) et administrateur délégué des Éditions Marabout. Ancien gérant des éditions du Chêne (1983-1984), puis PDG des éditions Calmann-Lévy de 1985 à 1996, il est devenu directeur délégué d'Hachette Livre, en charge des relations humaines de 1996 à 2003. Personnage important du milieu intellocrate, il appartient à la Fondation Saint-Simon.

COHEN-SOLAL Jean-Martin. Médecin, né le 12 janvier 1950 à Alger (Algérie française), de Georges Cohen-Solal, chirurgien, et de Jacqueline Vaisse, conseillère conjugale. Il est donc le frère d'Annie Cohen-Solal, professeur des universités (études américaines à Caen et *visiting scholar* à l'Université John Hopkins de Baltimore) et docteur ès lettres, qui fut notamment conseiller culturel à l'ambassade de France à Washington (1989-1993), professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem et à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Elle a notamment signé *Paul Nizan, communiste impossible* (Grasset, 1980), *Sartre 1905-1980* (Gallimard, 1985), *L'Avènement des peintres américains: Paris 1867-New York 1948* (Gallimard, 2000), *Leo Castelli et les siens* (Gallimard, 2009). Son autre sœur est Lyne Cohen-Solal, née le 18 janvier 1947 à Alger. Membre du Parti socialiste depuis 1974, cette journaliste a rejoint le cabinet de Pierre Mauroy en 1982. L'ayant suivi à l'Internationale socialiste, à la tête du Parti socialiste et à la Fédération mondiale des villes jumelées, elle est demeurée simple maire adjointe de Paris, n'ayant jamais réussi à l'emporter sur l'indéracinable Jean Tibéri dans le V[e] arrondissement de Paris. Elle a été condamnée, par la 15[e] chambre de la Cour d'appel de Douai, le 15 décembre 2011, pour emploi fictif à la mairie de Lille, étant condamnée à rembourser la communauté urbaine, plus diverses condamnations pécuniaires. Jean-Martin Cohen-Solal a été médecin généraliste à Paris de 1977 à 1981 (tout en étant chargé de mission au Centre d'information sur les innovations sociales en 1976-1977), avant de percer, sans doute grâce à l'arrivée de la gauche au pouvoir, dans de multiples organismes paragouvernementaux. Comme l'écrira *Libération* (13 septembre 1986) : « Militant socialiste il l'était, et il entend le rester. Médecin généraliste, il évolue depuis près de dix ans dans les eaux du PS. Jean-Martin Cohen-Solal a ainsi participé, à la fin des années 70, avec quelques autres, à l'élaboration de la politique de santé qu'entendaient mener les socialistes, juste après le congrès d'Epinay. De 1979 à 1981, il est président de l'association Santé et socialisme, et conseiller pour les problèmes de santé de François Mitterrand. Mai 1981, c'est bien évidemment le coup d'accélérateur. » Ancien conseiller municipal, socialiste de Behoust (Yvelines), il sera également candidat socialiste aux élections municipales de 1989 dans le XIV[e] arrondissement de Paris. Il fut ainsi conseiller d'Edmond Hervé, ministre de la Santé, délégué général au Comité français d'éducation pour la santé (1981-1986, il est alors « remercié » par la RPR Michèle Barzach), secrétaire général de l'Union internationale pour la santé, conseiller de Bruno Durieux, ministre de la santé (1989-1990), directeur de réseau des bureaux de presse de l'Agence de coopération technique et industrielle (1993-1996), directeur général adjoint et directeur de la communication (1996-2009) puis directeur général de la Mutualité française. Une grande partie de sa carrière dans cet organisme mutualiste est incompréhensible si l'on ignore qu'il est un membre très influent du Grand Orient de France, appartenant notamment à la loge d'apparat Demain (cf. *Minute*, 27 septembre 1995).

COHEN-TANUGGI Laurent. Avocat, né le 8 février 1957 à Tunis (Tunisie). Cet ancien normalien, agrégé de lettres et diplômé de la Harvard Law School, est associé de Cleary-Gottlieb-Steen-Hamilton, important cabinet de juristes internationaux. Il appartient au conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique (proche de l'UMP). Avocat aux barreaux de Paris et de New York, ce « maastrichtien » de choc poursuit également une carrière d'essayiste, ayant signé plusieurs ouvrages très favorables à l'*Europe ou au mondialisme et hostile aux nationalismes* (Jacob, 1989), *Le Droit sans l'État* (Puf, 1985), *La Métamorphose de la démocratie*, *L'Europe en danger* (1992), *Le Choix de l'Europe* (Fayard, 1996).

COINTAT Michel. Ingénieur, né le 13 avril 1921 à Paris. Ingénieur agronome et ingénieur des eaux et forêts, c'est à Uzès qu'il débute sa carrière (1943-1949). Directeur du cabinet d'Edgard Pisani à l'Agriculture en 1962, il prend la direction de la production et des marchés dans ce ministère (1962-1967). Il est élu député UDR d'Ille-et-Vilaine en 1967 (et sera réélu jusqu'en 1993) et sera ministre de l'Agriculture en 1971-1972 puis ministre du Commerce extérieur en 1980-1981. Maire de Fougères de 1971 à 1983, il fut battu à cette date. Sans doute le plus européen des élus gaullistes, il n'a jamais figuré en position éligible sur les listes européennes du RPR à partir de 1979. Il fondera toutefois la délégation parlementaire pour les communautés européennes en 1979 et a réactivé la branche française de l'Union paneuropéenne internationale en 1989. Son fils, Christian Cointat, est sénateur UMP depuis 2001.

COISNE Marie-Christine (épouse ROQUETTE, née). Chef d'entreprise, née le 4 novembre 1956 à Paris VIII[e]. Elle est la fille d'Henri Coisne, héritier de la société Coisne et Lambert fondée en 1853, un géant du textile, fournissant notamment les toiles pour les carcasses de pneus Michelin au début du XX[e] siècle. L'expansion se poursuivra avec la construction d'usines en Europe de l'Est et en Afrique du Nord. En raison de la nationalisation à l'Est, de l'indépendance de l'Algérie et de la crise du textile, l'entreprise se réoriente dans les années 60, lançant la Sonepar, société de matériel électrique, puis électronique, qui deviendra un distributeur mondial (elle a changé son nom en Colam Entreprendre en 2000). En 2003, les familles Coisne et Lambert détenaient plus de 400 millions d'euros, avec un chiffre d'affaires annuel de 6,6 milliards d'euros. Titulaire d'un CAPA, d'une licence en droit et d'une maîtrise d'anglais, cette avocate internationale (Paris, New York) est devenue présidente de la Sonepar en 1988. Depuis 2005, elle préside la commission fiscalité du Medef et appartient au conseil exécutif de cet organisme patronal depuis 2000. Elle appartient au Club 40, ce club très sélectif fondé par Jean-Marie Messier, aux côtés de Patricia Barbizet ou de Véronique Morali (tous trois membres du Siècle).

COLIN Pierre. Banquier, né le 20 juillet 1952 à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Il est le fils d'André Colin (1910-1978), homme politique démocrate-chrétien, ancien président de l'Asso-

ciation catholique de la jeunesse française, professeur de droit à Lille, ancien résistant, membre du CNR, à plusieurs reprises secrétaire d'État ou ministre durant la IVe République, sénateur Gauche démocratique du Finistère à partir de 1959, président du MRP, conseiller général d'Ouessant, etc. Diplômé de Sciences-Po et licencié en droit, cet énarque (promotion Michel de l'Hospital, 1977-1979) a débuté à la direction des relations économiques extérieures, avant de rapidement bifurquer vers la banque (après avoir été conseiller économique à l'ambassade de France à Washington de 1981 à 1985). Il fut notamment vice-président de Dillon Read Gestion vice-président de JP Morgan (1982-1995), managing director (1996-2006), directeur (1995-2003), managing director de Bank of America à partir de 2003, directeur général de Bank of America NA France à partir de 2004, président de Merrill Lynch France depuis 2004. Il est une parfaite incarnation de cette hyper-classe mondialisée dont Le Siècle est si friand.

COLIN DE VERDIERE Hubert. Diplomate, né le 31 octobre 1941 à Roubaix (Nord). Fils de l'ingénieur Jacques Colin de Verdière et de Bernadette de La Croix-Vaubois, il a épousé Marie-Hélène de Roquette Buisson. Ancien d'HEC, ce titulaire d'un DES de sciences économiques est issu de la promotion Robespierre qui passe pour être la plus à gauche de l'Ena, après avoir exercé durant trois ans à la Banque de Paris et des Pays-Bas. Avant embrassé la carrière diplomatique, il débuta comme secrétaire aux Affaires étrangères en 1970. Premier secrétaire en Australie (1973-1975) et en Algérie (1975-1980), sous-directeur pour l'Afrique du Nord (1980-1983), deuxième conseiller d'ambassade puis premier conseiller d'ambassade à Madrid (1984-1987), il sera ambassadeur auprès des Émirats arabes unis de 1987 à 1991. Ambassadeur en Iran (1991-1994), il a été directeur du cabinet du ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charrette, en 1995-1996. Ancien ambassadeur en Russie (1996-2000), il a été ambassadeur en Algérie de 2000 à 2002 avant de diriger le secrétariat général du Quai d'Orsay (2002-2004) puis d'être à nouveau ambassadeur en Algérie (2004-2006). Il se signala alors, lors d'un déplacement à Sétif, le 26 février 2005, en présentant une repentance en bonne et due forme pour « la tragédie inexcusable qui a particulièrement endeuillé votre région [...] je veux parler des massacres du 8 mai 1945... Fallait-il, hélas, qu'il y ait sur cette terre un abîme d'incompréhension entre les communautés, pour que se produise cet enchaînement d'un climat de peur, de manifestations et de leur répression, d'assassinats et de massacres. »

COLLARD Jean-Philippe. Pianiste, né le 27 janvier 1948 à Mareuil-sur-Aÿ (Marne). Ayant commencé sa carrière aux États-Unis avec Seiji Osawa, ce lauréat de multiples concours de piano (lauréat du concours international des jeunes pianistes à Berlin en 1960, premier grand prix du concours international Cziffra en 1970, Victoire du meilleur soliste classique en 1988, etc.) est l'une des valeurs les plus sûres parmi les pianistes français.

COLLI Jean-Claude. Inspecteur général des Finances, né le 11 mars 1933 à Nice (Alpes-Maritimes). Ancien élève de l'Ena, entré à l'inspection des Finances en 1960, il a été, à la suite de la crise pétrolière de 1973, délégué aux énergies nouvelles au ministère de l'Industrie (1975-1978) puis, jusqu'en 1981, délégué à la qualité de la vie au ministère de l'Environnement. Ce giscardien est, en marge de à ses fonctions officielles, président du Crédit immobilier de l'Ile-de-France. Il retourne à son corps d'origine après l'arrivée de la gauche. De 1980 à 1986, il préside la Société centrale de crédit immobilier ainsi que la Société française des habitations économiques, filiales du groupe Arcade. La cohabitation lui permet de devenir sous-gouverneur du Crédit foncier de France, poste qu'il conservera jusqu'en novembre 1994 (maintenu deux fois par la gauche et deux fois par la droite). En décembre 1986, il devient également président de l'Auxiliaire du Crédit foncier de France. En 1994, il est promu gouverneur du Crédit foncier de France, en remplacement de Georges Bonin (en poste de 1982 à 1994). Il voit durant l'année 1995 le titre passer de 270 à 57 F, avant d'être rayé du CAC 40. Il est remercié par le gouvernement en janvier 1996, le trou est tel que la banque devrait prochainement disparaître. Ce social-démocrate libéral, ancien secrétaire général (1973-1974) du Mouvement réformateur et auteur du Projet réformateur, a été battu aux élections législatives de 1973. Vice-président du Parti radical (1975-1977), il figurera sur la liste de Michel d'Ornano aux municipales de Paris en 1977. Cofondateur en 1979 du Carrefour social-démocrate (et président de 1979 à 1981), il a présidé la commission des problèmes de société du club giscardien Perspectives et Réalités. Cet inspecteur général des finances honoraire (1996) a été président du Centre d'étude et de formation pour le logement et l'urbanisme (1997-2000).

COLLIARD Jean-Claude. Universitaire, né le 15 mars 1946 à Paris XVIe. Il est le fils d'Albert Colliard, agrégé de droit, surnommé « le doyen rouge », qui fut doyen des facultés de Grenoble et de Paris. Diplômé de l'IEP, docteur en droit, agrégé de droit public et de sciences politiques, ce brillant professeur d'université, spécialiste de droit constitutionnel (et qui sera doyen de la faculté de droit de Nantes en 1980-1982), a milité au PSU avant de rejoindre la Convention des institutions républicaines en 1969. Il deviendra le spécialiste des sondages (et du mouvement giscardien) au sein du Parti socialiste dès 1971, alors qu'il était l'assistant de Maurice Duverger. Membre du comité directeur du PS dès 1973, il travaille pour le cabinet de François Mitterrand dans l'opposition et participe à ses campagnes électorales (y compris en 1988). Directeur adjoint (1981-1982) puis directeur (1982-1988) du cabinet du président de la République, il s'occupe notamment des questions de presse. Surnommé « le secrétaire confident », ce mitterrandien est alors le n° 3 de l'appareil d'État. Il dirigera ensuite le cabinet de Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale (1988-1992). Battu aux législatives de 1988 dans les Bouches-du-Rhône (et aux cantonales en 1992), il appartient au Grand Orient de France (*Les Politocrates*). Il a été membre du Conseil constitutionnel de 1998 à 2007. Il est professeur de droit à Paris I.

COLLOMB Bertrand. Directeur de société, né le 14 août 1942 à Lyon (Rhône). Cet X-Mines a commencé sa carrière en 1966 au service régional de l'industrie de Lorraine. Adjoint de 1971 à 1973 de Maurice Allègre, délégué à l'informatique, il devient en 1973 conseiller technique d'Alain Peyrefitte (Réformes administratives, puis Affaires culturelles), puis de René Haby, à l'Éducation. Il intègre le privé en 1975, comme directeur au groupe Lafarge. Membre actif du Centre français du patronat chrétien, il y a en effet été repéré et poussé par le patron de Lafarge, Olivier Lecerf. Ce catholique pratiquant sera un fidèle de Mgr Lustiger. Il grimpe rapidement dans la hiérarchie: directeur général adjoint, directeur général, président de Ciments Lafarge France, directeur général adjoint du groupe Lafarge Coppée (1982), PDG de la filiale de biotechnologie Orsan, PDG de Lafarge Corp (1985), vice-PDG du groupe (1988), PDG (1989). Président du conseil d'administration en 2003, il devient président d'honneur en 2007. Son groupe, n° 1 mondial des matériels de construction, au Chiffre d'affaires de 33 milliards de F, compte 33000 salariés dans 35 pays. Président de l'influent Institut de l'entreprise à partir de 1996 en remplacement de Didier Pineau-Valencienne, il appartient au groupe de Bilderberg et au Forum de Davos. Il siège également au sein de la Commission trilatérale. Il a également présidé la puissante Association française des entreprises privées (AFEP) de 2001 à 2007. Autant de cénacles sur lesquels il a toujours été d'une extrême discrétion.

COLLOMB Gérard. Universitaire, né le 20 juin 1947 à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Il est le fils d'un ouvrier métallurgiste devenu contremaître et d'une femme de ménage. Il a épousé en premières noces Geneviève Bateau, dont il a eu deux enfants, avant d'en divorcer en 1994. Il s'est enfin remarié en mai 2000 avec une étudiante en sciences politiques de 25 ans, de près de trente ans sa cadette (avec qui il a eu un enfant). Passé par le lycée de Chalon-sur-Saône puis la khâgne du lycée du Parc de Lyon, il a effectué des études supérieures à la faculté des lettres de Lyon, où il a obtenu, à vingt-trois ans, une agrégation de lettres classiques. En 1969, il adhère à la « gauche raisonnable », via Démocratie et université, cotisant à la Convention des institutions républicaines, puis, dès sa fondation, en 1971, au Parti socialiste. Professeur de lettres classiques au lycée Jean-Perrin de Lyon, il abandonne pra-

tiquement l'enseignement dès 1977 pour se consacrer exclusivement à la politique. Cette année-là, il devient conseiller municipal de Lyon et président du groupe socialiste minoritaire. Délégué régional du PS en Rhône-Alpes à partir de 1974, il tentera après son entrée au conseil municipal, en s'appuyant sur les « sabras », de faire un « putsch » au sein de la fédération socialiste, face à Charles Hernu (Villeurbanne) et Jean Poperen (Meyzieu). Cela lui vaudra d'être privé de toute responsabilité au sein du PS par François Mitterrand. Il rejoindra donc, au Congrès de Metz (1979), le tandem, Michel Rocard-Pierre Mauroy, opposé à l'époque à François Mitterrand. Il n'obtiendra jamais un poste au gouvernement durant l'ère Mitterrand. Il devient député, en 1981, de la 2[e] circonscription du Rhône, le conserve en 1986 grâce à la proportionnelle. Mais il sera battu en 1988 et en 1997 (il ne se représente pas en 1988). Il lui faudra attendre dix-huit ans pour gagner la mairie du IX[e] arrondissement (grâce à la mésentente entre la droite au Parlement et le FN) et près d'un quart de siècle (vingt-quatre ans) pour accéder à la mairie. Il sera en effet battu aux élections municipales de 1983 (Francisque Collomb), de 1989 (Michel Noir), où il subira une humiliation face au « grand chelem » de son adversaire RPR. Il envisage alors de s'implanter à Saint-Fons, mais n'obtiendra pas l'investiture socialiste. Idem en 1995 avec Raymond Barre, où il réussit à prendre trois mairies d'arrondissement sur neuf, d'une part grâce aux triangulaires avec le RPR et le FN, d'autre part en passant des accords avec le chef de file des Verts lyonnais Gilles Buna. Il sera membre du comité directeur à partir de 1987, secrétaire national du Parti socialiste aux relations extérieures puis aux pays en voie de développement (1988-1993), membre du Conseil économique et social (1994-1999), conseiller régional de la région Rhône-Alpes de 1992 à 1999, directeur de *La Nouvelle revue socialiste*, ainsi que secrétaire général, dès sa création en 1991, de la Fondation Jean Jaurès. En 1999, à la suite de la miraculeuse démission du sénateur et maire de Bron, Franck Sérusclat, il devient sénateur. Il semble d'ailleurs que l'appartenance au Grand Orient ait aidé Collomb à élargir son réseau de soutien. Il y a été initié en 1989 et y tissera des liens plus qu'utiles dans cette métropole où les loges ont joué un rôle majeur. En 2001, il remporte la mairie, en raison des dissensions de la droite (avec Charles Millon, soupçonné d'accointances avec le Front national). Il sera réélu sénateur du Rhône en septembre 2004 et maire, face à l'UMP et ancien ministre Dominique Perben, en mars 2008.

COLMOU Yves. Responsable de communication, né le 9 mai 1955 à Lorient (Morbihan). Titulaire d'un DES de Sciences-Politiques et d'une maîtrise de droit public, il débuta à l'Office HLM de Joinville-le-Pont (1978-1979), avant de venir l'assistant parlementaire d'Alain Richard, alors député socialiste du Val-d'Oise (1980-1982). L'arrivée de la gauche au pouvoir entraîna le déclenchement d'une carrière fulgurante pour ce non-énarque. Il faut souligner qu'une bonne partie de sa carrière est difficilement compréhensible si l'on ignore qu'il est un initié de longue date au sein du Grand Orient de France. Il siégera d'ailleurs au bureau du Cercle Paul Ramadier, qui regroupe les francs-maçons socialistes de toutes obédiences. Chef adjoint du cabinet de Michel Rocard, alors ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire (1982-1983), puis directeur de son cabinet à l'Agriculture (1983-1985), il occupa le même poste auprès de son successeur au ministère de l'Agriculture, Henri Nallet (1985). Directeur adjoint de l'Agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole (1986-1987), il fut ensuite chef de division à l'Office national interprofessionnel des vins (1987-1988). Dès l'arrivée de Michel Rocard à Matignon, il devenait chef adjoint du cabinet du Premier ministre socialiste (1988-1989) puis son chef de cabinet. Demeuré aux côtés du leader de la « deuxième gauche » après son éviction du gouvernement, sous couvert d'un poste de chargé de mission auprès du Médiateur de la République, il dirigea son cabinet au Parti socialiste de 1993 à 1994 lorsque Rocard en fut le premier secrétaire. En février 1995, ses talents d'organisateur conduisirent Lionel Jospin à en faire son directeur adjoint de campagne présidentielle. Chargé de mission auprès de ce dernier, premier secrétaire du PS à partir d'octobre 1995, après un bref passage au cabinet de ressources en management Progress, il devint directeur de cabinet de ministre des Relations avec le Parlement Daniel Vaillant (mai 1997), tout en étant parallèlement conseiller parlementaire du Premier ministre Lionel Jospin. Conseiller régional socialiste de Franche-Comté depuis mars 1998 et membre du bureau national du PS depuis novembre 1997, il avait tenté de se faire élire en 1997 dans la 1[re] circonscription du Jura, y étant littéralement parachuté, mais sera battu, avec 47,01 %, par le député-maire sortant RPR de Lons-le-Saunier, Jacques Pélissard. En décembre 2000, il devient délégué national auprès de François Hollande. Il remplace Manuel Valls (lui aussi membre du GODF), lorsque celui-ci fut élu maire d'Evry en mars 2001, comme conseiller pour la communication et la presse du Premier ministre. Après avoir orchestré la calamiteuse campagne présidentielle de 2002, il se recase rapidement, prenant en charge le développement du secteur public et parapublic chez IBM Global Services France. Entre-temps, il avait été sévèrement battu aux élections municipales à Lons-Le-Saunier en mars 2001 (38,16 % au premier tour, avec la liste Pélissard élue avec plus de 61 %), puis aux élections législatives de 2002 dans la 1[re] circonscription du Jura, n'obtenant que 27,96 % face à Pélissard, élu dès le premier tour avec 50,50 %. Il a épousé Anne-Marie Artaud-Macari. Attachée parlementaire de Catherine Lalumière, secrétaire d'État à la Fonction publique et aux Réformes administratives, puis ministre de la Consommation (juin 1981-1983), elle devint par la suite chargée de mission de Robert Badinter, garde des Sceaux (1983-1986), chargée de mission au Centre national de la cinématographie (1986-1988), conseiller technique du ministre des Relations avec le Parlement Jean Poperen (1988-1989). Elle fut alors propulsée maître des requêtes au Conseil d'État au tour extérieur, bien que ne disposant que d'une maîtrise de droit et du CAPA, avant d'être imposée, en juin 1997, par Lionel Jospin au cabinet d'Émile Zuccarelli, ministre de la Fonction publique, de la Réforme de l'État et de la Décentralisation, comme responsable du dossier de la réforme de l'État. Elle appartient à l'Observatoire de la parité entre les hommes et les femmes depuis janvier 1999.

COLOMBANI Jean-Marie. Directeur de journal, né le 7 juillet 1948 à Dakar (Sénégal). Ce catholique pratiquant est le fils de Jules-Antoine Colombani, délégué pour le commerce extérieur qui fut longtemps en poste en Nouvelle-Calédonie. Diplômé de l'IEP, il a d'abord été journaliste à l'*ORTF* (1973), puis durant trois ans affecté à *FR3* Nouméa. Il sera alors licencié après avoir réalisé deux films sur l'indépendantiste Jean-Marie Tjibaou. Entré en 1977 au service politique du *Monde*, il en devient chef adjoint en 1982, et en prend la tête en 1983 (jusqu'en 1990). Il sera rédacteur en chef puis, en 1991, adjoint au directeur de la rédaction. Devenant un intime de l'éditorialiste Alain Duhamel et du politologue Jérôme Jaffré, à la télévision, il sera co-responsable de La suite s'écrira plus tard (1984), puis présentateur avec Anne Sinclair de l'émission *Questions à Domicile* (1987-1989), ainsi qu'intervenant régulier de *L'Heure de vérité*. En 1994, à la suite de manœuvres au sein de la rédaction (conduites en particulier par les journalistes trotskistes, cf. notamment *Le Nouvel économiste*, 9 février 1996), il devient président du directoire ainsi que directeur des publications de la SA *Le Monde*. À peu près au même moment, *Le Monde* s'ouvre à des actionnaires des milieux d'affaires, introduits par l'influent Alain Minc, président de la Société des lecteurs du *Monde*. Ceux-ci (Pébereau, Lacharrière, Pinault, Pflimlin, Lagardère, Faure, Levy, etc.) apporteront 300 millions de F. « En fait, le directeur a noué une double alliance : Edwy Plenel d'un côté, Alain Minc de l'autre (*Le Nouvel économiste*, 9 février 1996) ». Social-démocrate, Colombani a été un proche de Michel Rocard, puis de Raymond Barre après 1988. Déçu de la gauche et de Mitterrand, il est considéré par certains analystes comme ayant discrètement soutenu Édouard Balladur à l'élection présidentielle de 1995. Membre du Club de Torcello (balladurien), il a prêté sa plume au Club Vauban de Simone Veil, préfaçant notamment un de ses rapports. En octobre 2007, un vote de défiance de la société des rédacteurs du *Monde*, le débarque de la présidence du directoire du groupe *Le Monde* qu'il a en grande partie bâti. Il va se voir confié par le président de la République, Nicolas Sarközy, une mission sur le problème de l'adoption (ayant lui-même adopté un enfant).

En 2009, il participe au lancement du site internet d'informations de qualité *slate.fr* Son épouse, Catherine Sénès, est responsable des manuscrits aux Éditions Flammarion.

COLONNA Catherine. Diplomate, née le 16 avril 1956 à Saint-Symphorien (Indre-et-Loire). Fille d'agriculteurs, ce pur produit de la méritocratie républicaine est titulaire d'un DEA de droit public, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et ancienne élève de l'Ena (promotion Solidarité). Ayant choisi le Quai d'Orsay, elle fut deuxième secrétaire (1983-1984), puis adjointe au chef du service de presse et d'information de l'ambassade de France à Washington (1984-1986), où elle fit la connaissance et se lia alors étroitement avec Dominique de Villepin. Elle se fera également un ami du chef du service de presse, Philippe Faure, fils de l'influent Maurice Faure, ancien ministre de François Mitterrand. « Vingt ans après son passage à Washington, elle n'ignore pas grand-chose des lobbies militaro-industriels ni de la pensée des néoconservateurs américains (*Le Monde*, 5 avril 2003). » De retour en métropole, elle rejoignit la sous-direction des questions européennes et du droit communautaire avant de devenir conseillère technique au cabinet du mitterrandien Maurice Faure, ministre d'État, ministre de l'Équipement et du Logement de mai 1988 à février 1989, c'est-à-dire au retour de la gauche au pouvoir. De 1990 à 1996, elle sera secrétaire générale adjointe de l'Association des anciens élèves de l'Ena et directrice de son périodique, *Ena Mensuel*. Chargée de mission pour les questions européennes auprès du chef du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères (CAP), elle sera par la suite sous-directeur de la presse au Quai d'Orsay de 1990 à 1993, puis porte-parole adjointe et directrice adjointe de la presse, de l'information et de la communication du ministère des Affaires étrangères jusqu'en mai 1995. Elle s'y était fait remarquer par celui qui, en 1993, deviendra ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, dont le directeur de cabinet sera Dominique de Villepin. Elle rejoint en 1995 l'Élysée comme porte-parole (succédant à Maurice Gourdault-Montagne), dès que Dominique de Villepin devient secrétaire général de la présidence et qu'Alain Juppé devient Premier ministre. Elle sera durant près de dix ans « la voix de Jacques Chirac » en particulier pour les questions internationales et européennes tout au long de la cohabitation avec Lionel Jospin. Cela lui sera d'autant plus facile qu'elle a longtemps été de gauche, ayant encore voté Lionel Jospin en 1995 (*Libération*, 3 juin 2005). François Baroin devait avouer : « Quand Chirac l'a nommée, on a failli tomber de l'armoire. Pour nous, elle était de gauche (*Le Monde*, 5 avril 2003). » Elle avait même dans un premier temps refusé le poste avant que Dominique de Villepin, qui l'avait choisie, ne lui force la main. Elle demeurera en poste durant dix ans, devenant « l'un des points fixes de Jacques Chirac, l'une des plus proches collaboratrices du chef de l'État (*Le Figaro*, 3 juin 2005) ». Ce n'est pourtant que difficilement que le président laissera partir cette « précieuse conseillère » (qui avait failli être nommée ambassadeur peu avant l'élection présidentielle de 2002) comme directrice générale du Centre national de la cinématographie au ministère de la Culture en septembre 2004 (et parallèlement présidente de l'École nationale des métiers de l'image et du son, la FEMIS). Elle y sera remplacée par Véronique Cayla. En 2005, elle entre au gouvernement de Dominique de Villepin comme ministre des Affaires européennes. Dans ses nouvelles fonctions, elle a eu essentiellement pour charge de rassurer les partenaires européens et de « recoller la vaisselle cassée par la victoire du non (*Libération*, 3 juin 2005) », c'est-à-dire non seulement de surveiller pour le compte de la présidence son ministre de tutelle, Philippe Douste-Blazy, mais surtout pour « compenser l'inexpérience diplomatique et l'inconsistance (*Libération*, 3 juin 2005) » de ce dernier. Suite au changement de président de la République en 2007, elle a été nommée déléguée permanente de la France auprès de l'Unesco. Elle devient présidente du conseil d'administration de l'École du Louvre en mai 2010, et rejoint la même année le groupe de communication financière Brunswick, comme *managing partner*.

COMBEAU Paul. Ingénieur, né le 28 janvier 1929 à Paris. Ce polytechnicien a débuté en 1952 à la Compagnie électromécanique. Grimpant dans la hiérarchie, il sera ingé-

nieur en chef en 1957, directeur adjoint de la branche équipements travaux en 1962, directeur commercial en 1965, directeur général adjoint (1971-1976) puis, en 1983, PDG. En outre, il a été au sein d'Alsthom directeur général de la division matériel électromécanique en 1977, directeur général adjoint en 1979, directeur général en 1981, puis vice-PDG. Il a été directeur général de Gec Alsthom de 1989 à 1994, et en est depuis lors vice-président.

COMBES Michel. Président de société, né le 29 mars 1962 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils d'un ancien directeur général de la Seita (tabac), cet ancien élève de Polytechnique a fait carrière dans les télécommunications, malgré des détours au ministère de l'Équipement (conseiller technique des socialistes Paul Quilès et Jean-Louis Bianco et du centriste Bernard Bosson), chez Nouvelles Frontières comme vice-président exécutif (1999-2001). Il est donc passé par France Telecom aux États-Unis, à la direction des affaires industrielles et sera directeur financier de FT (2002-2006). PDG de TDF (2002-2008), dont il est actionnaire (via un LBO), il est depuis lors directeur général pour l'Europe de Vodafone Group et président du conseil de surveillance d'Assystem (depuis 2002). Contrairement à ce qu'il espérait, il n'a pas réussi à devenir PDG de France Telecom.

COMBLE DE NAYVES Dominique de. Magistrat, né le 13 septembre 1954 à Paris XVIIe. Diplômé de Sciences-Po Paris, il débuta sa carrière au ministère des Affaires étrangères (1976) avant de percer comme conseiller technique auprès du socialiste Claude Cheysson (1981). Il reprit ses études afin de se présenter l'Ena (promotion Léonard de Vinci, 1983-1985). Auditeur à la Cour des comptes (1981), il sera directeur de cabinet d'Edwige Avice, ministre de la Coopération et du Développement (1990-1992) et de son successeur, Marcel Debarge (1992). Un temps consul général au Québec (1992-1996), il sera le conseiller diplomatique (1997) puis le directeur du cabinet civil et militaire (1998-2000) d'Alain Richard, ministre de la Défense (succédant à François Roussely). Ambassadeur en Hongrie (2001-2004), il passe conseiller maître à la Cour des comptes en 2003. Secrétaire général de la Cour des comptes (2005-2007), il est depuis lors avocat associé au cabinet August & Debouzy.

COMBRET Bernard POLGE de. Diplomate, né le 27 octobre 1942 à Paris. À la fois énarque (1969) et polytechnicien, ce conseiller des affaires étrangères au Quai d'Orsay fut attaché financier à Washington (1975-1977) avant d'occuper des fonctions importantes à Elf-Aquitaine : directeur des affaires internationales (1978-1982), directeur du commerce international (1983-1989), des transports maritimes, du raffinage et de la distribution, membre du comité de direction générale depuis 1991, administrateur délégué d'Elf Trading, président de Socap International, président d'Elf Antar France. Il est depuis 1991 membre du comité de direction générale, et depuis 1993 directeur délégué raffinage distribution d'Elf Aquitaine. En 2001, il est devenu président d'Elf Trading SA devenu Total Trading SA. Il est, par ailleurs, membre du conseil consultatif de Banco Santander., et consultant international.

COMET Henri-Michel. Préfet, né le 2 février 1957 à Sidi-Abdallah (Tunisie). Diplômé de Sciences-Po Paris et titulaire d'une maîtrise de droit public, cet énarque (promotion Henri-François d'Aguesseau, 1980-1982) a débuté comme directeur de cabinet des préfets de la Drôme (1982) et des Alpes-Maritimes (1983-1985). Chargé de mission au ministère de l'Intérieur et aux DOM-TOM pour le cabinet du Premier ministre, Jacques Chirac (1986-1988), il sera par la suite secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir (1988-1991) et secrétaire général pour les affaires régionales de la région Lorraine (1991-1993). Conseiller technique du Premier ministre Édouard Balladur, en charge de la décentralisation (à partir de 1993), il est nommé préfet chargé d'une mission de service public en janvier 1995. Directeur des affaires politiques, administratives et financières au ministère de l'Outre-Mer, il devient, en juillet 1999, préfet du Tarn-et-Garonne. En 2004, il rejoint le ministre de l'Intérieur Dominique de Villepin comme directeur adjoint, puis devient conseiller, chargé de l'Intérieur et des affaires de sécurité à Matignon, lorsque son patron devient

Premier ministre. Préfet de la région Picardie, il devient secrétaire général du ministère de l'Intérieur (2009).

COMOLLI Jean-Dominique. Président de société, né le 25 avril 1948 à Bougie (Algérie). Il est le fils d'Yvan Comolli, PDG du Comptoir central de matériel d'entreprise et président des sociétés du groupe Sacier (travaux publics). À sa sortie de l'Ena, en 1977, il est affecté au ministère de l'Économie et des Finances. En poste au Conseil d'État de 1982 à 1984, il rejoint ensuite, comme chargé de mission, le cabinet du Premier ministre Pierre Mauroy, puis celui du ministre du Budget Laurent Fabius (il demeurera avec lui jusqu'en 1986). Chargé de la 3e sous-direction de la direction du budget durant la cohabitation, il devient directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Économie et des Finances Pierre Bérégovoy en 1988. Devenu directeur du cabinet de Michel Charasse, il est nommé directeur général des douanes et droits indirects en août 1989 (800 000 F par an) puis président de la SEITA en décembre 1993 (13,5 milliards de F de chiffre d'affaires, 5 600 salariés). Ce socialiste bon teint y prépare, sans états d'âme, la privatisation et conserve ainsi la présidence. La SEITA deviendra Altadis qui sera vendu à Imperial Tobacco dont Jean-Dominique Comolli assure toujours la vice-présidence. Alors qu'il vient de prendre sa retraite, il est désormais à la tête d'un pactole (actions et stock-options) estimé à 8,2 millions d'euros. Son épouse, Catherine Delmas-Comolli, ancien conseiller technique de Pierre Bérégovoy et d'Edith Cresson, a été nommée, en juin 2008, préfet du Cher.

CONSIGNY Pierre. Inspecteur général des Finances, né le 12 février 1930 à Mondeville (Calvados). Diplôme de l'IEP et de l'Ena, cet ancien de Yale (USA) a rejoint l'inspection des Finances en 1959. Il sera conseiller technique de Maurice Couve de Murville, au Quai d'Orsay (1963-1968), en 1968 à l'Économie et aux Finances, puis à Matignon (1968-1969). Directeur du bâtiment, des travaux publics et de la conjoncture au ministère de l'Équipement et du Logement de 1971 à 1977, il sera également vice-président du bâtiment et des travaux publics au Commissariat général du Plan (1972). Il préside ensuite jusqu'en 1981 l'Établissement public pour l'aménagement de la Défense, l'un des plus grands chantiers d'Europe. Il retourne à l'inspection des Finances durant la première législature socialiste, avant d'être chargé de divers rapports : gestion optimale de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (1987), gestion de la fiscalité du contrôle des marchandises après la fin des frontières intereuropéennes (1990). En 1991, il devient directeur des Monnaies et médailles aux finances. Administrateur de la Croix Rouge française depuis 1990 (il en a été président de 1994 à 1997). Conseiller général de l'Orne (DVD) de 1974 à 1988, il a également été maire DVD de La Ferrière-Bechet de 1983 à 1994. Il est le père de la comédienne Anne Consigny, du publicitaire Thierry Consigny (membre du Siècle), et de la décoratrice Pascale Consigny.

CONSIGNY Thierry. Publicitaire, né le 28 septembre 1961 à Paris XIIIe. Fils d'un influent inspecteur général des Finances, Pierre Consigny, qui fut lui-même membre du Siècle, cet énarque, rapidement reconverti dans la publicité (il n'a exercé au Budget que deux années), est diplômé de Sciences-Po et de l'université d'Harvard. Directeur associé de BDDP de 1990 à 1992, il a ensuite cofondé les agences Opéra (1992), puis Roux-Lambert-Consigny (1992) et Les Ouvriers du paradis en 1997. En 1995, il avait lancé son propre cercle, le Club des acteurs de la nouvelle époque (ou club des ANE), qui se voulait un... « anti-Siècle » (*Le Nouvel économiste*, 19 mai 1995), où l'on devait retrouver Anne Lauvergeon (Cogema), Pierre Larrouturou, Cyrille du Peloux (Lyonnaise Communications), Gilles Fuchs (Nina Ricci), Hervé Gaymard (député RPR de Savoie), Raymond-François Le Bris (directeur de l'Ena), pour la plupart intégrés depuis lors au Siècle.

CONSTANTIN Daniel. Préfet honoraire, né le 8 septembre 1940 à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie). Fils d'un employé des PTT, cet énarque (1969), qui a épousé une Tahitienne, Maeva Haereraaroa, a été affecté en Nouvelle-Calédonie (1972-1975), directeur du cabinet du Haut commissaire dans le Pacifique (1975-1978), puis secrétaire général de la zone de défense de cette région. Préfet du Cantal en 1986, puis de la Drôme en 1987, il a été préfet de la région Réunion de 1989 à 1991 et enfin de la Sarthe (1991-1994). Par la suite, il a été directeur de l'administration générale de la Ville de Paris (1994-1997), préfet de la Franche-Comté (1997-1998), du Languedoc-Roussillon (1998-2002) et Haut commissaire en Nouvelle-Calédonie (2002-2005).

CONTAMINE Claude. Haut fonctionnaire, né le 29 août 1929 à Metz (Moselle). Diplômé d'études supérieures de droit public, cet énarque est entré en 1953 comme attaché au Quai d'Orsay, devenant en 1956 secrétaire particulier de Louis Joxe, secrétaire général des Affaires étrangères. Chargé de mission au cabinet de Michel Debré, Premier ministre de 1959 à 1962, il dirige ensuite le cabinet d'Alain Peyrefitte (Information), et bifurque alors vers l'audiovisuel, devenant directeur général adjoint de l'*ORTF* et directeur de la Télévision (1964-1967). Il sera par la suite PDG de l'Union générale cinématographique (UGC) de 1967 à 1971, consul général à Milan en 1971-1972, puis, en 1973-1974, directeur général adjoint de l'*ORTF*, chargé des affaires extérieures et de la coopération. Il sera président de *FR3* de 1975 à l'arrivée des socialistes au pouvoir, retournant alors à la Cour des comptes comme conseiller maître. Durant la première cohabitation il retrouve un poste, d'abord en 1986 comme président de Télévision de France, puis succède à Jean Drucker comme président d'*A2* de 1987 à 1989. Il est membre de la commission nationale consultative des Droits de l'homme (2002).

CONTENAY Daniel. Diplomate, né le 1er mai 1937 à Nice (Alpes-Maritimes). Licencié en droit et ancien de Sciences-Po, cet énarque (1963) qui a fait carrière au Quai d'Orsay a été chargé de mission d'Edgard Pisani (Agriculture, puis Équipement, 1965-1966), conseiller technique de Jean Chamant (Transports, 1967-1968), deuxième conseiller à Londres (1973-1977), directeur adjoint du cabinet de Jean François-Poncet (Affaires étrangères, 1978-1981), consul à Munich (1982-1986), ambassadeur en Syrie (1989-1993) puis en Pologne. Il est nommé ambassadeur en Tunisie de 1999 à 2002. Depuis 2003, il est conseiller pour les affaires internationales à la présidence d'EDF, associé-gérant de Lynx conseil international (depuis 2003) et directeur général d'ATE France.

COPE Jean-François. Administrateur civil, né le 5 mai 1964 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est le fils d'un chirurgien cardiologue, Roland Copé, et de Monique Ghanassia. Dans *Tribune juive* (15 février 2002), il s'est confié pour la première et unique fois sur ses origines : « Je suis juif non-pratiquant. Mais je veille à demeurer, avant tout, le représentant d'une autorité laïque ». À la suite d'un article du *Point* (8 novembre 2002), il a assuré ne pas être franc-maçon. Il est diplômé de Sciences-Po Paris et ancien de l'Ena, où il a étudié de 1987 à 1989. Il débute à la Caisse des dépôts et consignations, où il sera, de 1989 à 1991, administrateur civil, chef du bureau des études économiques. De 1991 à 1993, il occupe le poste de directeur du cabinet du président du Crédit local de France. Tout en étant le suppléant du sportif (franc-maçon) RPR Guy Drut, aux élections législatives de 1993, il sera, de 1993 à 1995, directeur du cabinet du ministre délégué aux Relations avec le Sénat, chargé des rapatriés, Roger Romani (franc-maçon). Après l'élection de Jacques Chirac, il est proclamé député de la 5e circonscription de Seine-et-Marne (en remplacement de Guy Drut, entré au gouvernement d'Alain Juppé). Il devient alors le benjamin de l'Assemblée nationale. La même année, il est élu maire de Meaux face au socialiste sortant Jean Lion (et sera aisément réélu en 2001). En juin 2002, toute honte bue, il fera voter par son conseil municipal, alors qu'il doit abandonner son fauteuil de maire pour se conformer à la coutume de non-cumul de ce poste avec une fonction ministérielle, un doublement des indemnités de premier adjoint, le poste qu'il prend en remplaçant Ange Anziani (qui le remplace comme maire), touchant désormais 5 300 euros par mois au lieu de 2 523 précédemment. Il fait partie de la commission des Lois et adhère au comité directeur de l'Association France-Israël. En juillet 1996, ce « pitbull de Juppé » est, comme les autres groupies d'Alain Juppé, battu à l'élection du bureau du groupe RPR de l'Assemblée, n'obtenant que 34 voix. En 1997, il a été un des rares députés à soutenir le projet de loi Toubon contre le racisme. Il fonde aussi,

avec Hervé Poulet, Nicolas Sarközy et Denis Tillinac, l'institut Res Civica, qui entend restaurer « l'esprit d'entreprise ». Homme de réseau, il est également, avec son très proche ami François Werner, ancien directeur de cabinet de Guy Drut, le principal animateur d'une discrète association de trentenaires (qui deviendront des quadras), Le Banquet républicain. Cet ancien maître de conférences d'économie et de finances locales à l'IEP de Paris de 1990 à 1993, porte-parole national du RPR, se présente, en 1997, dans la 6e circonscription de Seine-et-Marne (le sortant RPR Pierre Quillet ne se représente pas). Au premier tour, il obtient 28,72 % des voix devant la socialiste Nicole Bricq (22,79 %) et la FN Marie-Christine Arnautu (21,60 %). Au second tour de cette triangulaire, il est battu (40,73 %) par la candidate socialiste. De son expérience sur le terrain, ce partisan d'une alliance nettement à droite (ou du moins sur des thèmes de droite) tirera un essai, *Ce que je n'ai pas appris à l'Ena, l'aventure d'un maire* (1999). Ouvrage venant s'ajouter à *Les Finances locales*, cosigné avec François Werner (et une préface chaleureuse du socialiste Pierre Richard, réédition 1997) et *Devoir d'inventaire : le dépôt de bilan de Jospin* (2002). Conseiller régional d'Ile-de-France depuis 1998, cette « étoile montante » du chiraquisme sera secrétaire général adjoint chargé de l'élaboration du programme pour les fédérations du RPR en 2002. Ayant activement participé à la campagne présidentielle de Jacques Chirac, il est nommé secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement Raffarin. En juin 2002, il est élu (59,05 %) député de la 6e circonscription de Seine-et-Marne (Meaux Nord) face à la sortante socialiste Nicole Bricq (Guy Drut lui se représente dans la 5e circonscription). Il a participé à la réunion du Bilderberg group en 2003. Tête de liste UMP aux élections régionales de 2004 en Ile-de-France, il est très nettement battu par le socialiste Jean-Paul Huchon : il obtient 40,72 % (64 sièges) contre 49,16 % pour Huchon (130 sièges) et 10,11 % pour Marine Le Pen (15 sièges). Dans le 3e gouvernement Raffarin, il devient, en avril 2004, ministre délégué à l'Intérieur et porte-parole du gouvernement, puis, en novembre 2004, ministre délégué au Budget tout en restant porte-parole. En juin 2005, il est à nouveau récompensé par Dominique de Villepin, voyant son portefeuille élargi à la Réforme de l'État. En 2006, il lance son propre club, Génération France.fr, et entre au bureau politique de l'UMP. S'étant beaucoup impliqué dans l'élection de Nicolas Sarközy, il est élu président du groupe UMP à l'Assemblée nationale le 20 juin 2007, juste après sa réélection. Depuis mai 2007, il est également avocat, ayant été admis après avoir fait valoir son expérience politique. Il rejoint alors discrètement le cabinet Gide Loyrette Nouel où il exerce à temps partiel. Ayant abandonné en 2007 son siège de conseiller régional d'Ile-de-France (pour cause de cumul de mandats), il est réélu à la mairie de Meaux (67,24 %) en mars 2008. Il prend la direction de l'UMP fin 2010.

COPPEE Evence-Charles. Directeur de société, né le 16 juin 1953 à Bruxelles (Belgique). Diplômé d'administration et de gestion des entreprises de l'université de Louvain, il fut chargé d'études au Xavier Institute of Social Service en Chine (1977-1978), avant de devenir consultant (1979-1984) puis directeur d'études (1984-1986) au Boston Consulting Group à Paris, puis au Groupe Chargeurs comme directeur de la diversification (1987-1988). Il s'occupera ensuite, dans le même groupe, du secteur textile, avant de rejoindre le quotidien *Libération* comme directeur général de la société éditrice et cogérant de la SARL de 1996 à 2005. De 2005 à 2008, il a été directeur général délégué à Infogrames. Depuis 2008, il est président de LTK Farma. Son épouse Fatine Layt appartient également au Siècle.

CORBON Jacques. Préfet honoraire, né le 13 janvier 1929 à Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis). Licencié en droit et diplômé de l'IEP de Paris, il débute en 1952 à l'Intérieur. Il sera sous-préfet en Algérie et secrétaire général de la Conférence d'Évian (1961-1962), sous-préfet de Villeneuve-sur-Lot, chargé de mission du Premier ministre Georges Pompidou (1964-1967), préfet du Cantal puis des Vosges, secrétaire général de la région parisienne (1974-1977). Il sera par la suite préfet du Limousin (1978-1979), de Midi-Pyrénées (1979-1984), de Rhône-Alpes (1984-1985). Directeur de cabinet de Charles Pasqua à l'Intérieur en 1986, il devient après la première cohabitation directeur général de l'Assemblée permanente des

chambres de commerce et d'industrie. Depuis 1993, il est directeur du cabinet du président du conseil général des Hauts-de-Seine, Charles Pasqua. Il a été de 2000 à 2004, vice-président de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministre de l'Intérieur.

CORDIER Alain. Inspecteur général des finances, né en mai 1954 à La Ferté-Bernard (Sarthe). Il est le fils d'un médecin généraliste et d'une sage-femme. Licencié en sciences économiques, diplômé de Sciences-Po Paris, titulaire d'un DEA de l'École des hautes études en sciences sociales, il fut chargé de mission au Secrétariat général du gouvernement, puis chargé de mission à la direction de la prévision du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget de 1983 à 1986. Conseiller financier de Jean Chossat à la direction générale de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (1986-1989) puis directeur des finances de cette institution (1989-1993), il est choisi, en février 1993, par le nouveau ministre de la Santé Bernard Kouchner, comme directeur général de l'AP-HP, en remplacement de François Stasse, jugé trop proche de la mairie de Paris. En 1997, il abandonne la fonction publique pour rejoindre le groupe de presse Bayard Presse (*La Croix*, *Le Pèlerin*, magazines pour la jeunesse, etc.) comme président (en remplacement de Bernard Porte) du directoire de cette société détenue majoritairement par la Congrégation des augustins de l'Assomption (dits Assomptionnistes). Il s'agit du 5e groupe de presse français avec un chiffre d'affaires d'environ 500 millions d'euros. De formation bénédictine, ce chrétien convaincu a été particulièrement marqué, sur le plan philosophique, par Emmanuel Levinas. Nommé inspecteur général des finances en 2005, il appartient au Comité consultatif national d'éthique.

CORNUT-GENTILLE François. Cadre dirigeant, né le 22 mai 1958 à Saint-Mandé (Val-de-Marne). Licencié en philosophie et en histoire, il a débuté au service des relations publiques du CNPF en 1982, avant de passer aux études politiques de la Sofres (1983-1992). Directeur des études d'opinion chez Louis-Harris (1992-1993), il est aussi critique littéraire à *La Croix* (1982-1991). Ce séguiniste, encarté au RPR depuis 1988, sera quasiment parachuté à Saint-Dizier. Conseiller municipal en 1989, puis maire en 1995 (encore réélu en 2008) de Saint-Dizier (dirigée jusqu'alors par le socialiste Guy Chanfrault), il est élu député RPR de la 2e circonscription de la Haute-Marne le 28 mars 1993, après l'élimination du député socialiste sortant, Guy Chanfrault, dès le premier tour. En 2004, il est l'un des fondateurs de l'amicale Condition humaine, lancée par Jean de Boishue, au sein du RPR. Il est difficilement réélu député (43,06 %) en 1997, dans une triangulaire qui l'oppose au Front national et au socialiste Guy Sauvadet. En 2002, il améliore nettement son score avec 74,04 %, face au candidat Front national. En 2007, il l'emporte dès le premier tour avec 56,7 %. Rapporteur du budget de la Défense depuis 2004, il préside le Club de la Boussole depuis 2004.

CORNUT-GENTILLE Pierre. Avocat, né le 30 avril 1950. Titulaire d'une licence en droit et d'une maîtrise de gestion, cet avocat au barreau de Paris est fondateur et associé du cabinet French-Cornut-Gentille.

COSSE Pierre-Yves. Inspecteur général des Finances, né le 14 novembre 1934 à Nantes (Loire-Atlantique). Il a été président de l'Unef en 1957-1958. Entré à l'inspection des Finances en 1964 cet énarque est chargé de mission à la direction de la prévision (1968-1972), avant d'être rapporteur général du comité de la concurrence du VIe plan. Directeur administratif et financier de la Société centrale pour l'aménagement du territoire, filiale de la Caisse des dépôts (1973-1978), puis chef de la mission économique et financière près l'ambassade de France à Alger (1979-1980), cet ancien secrétaire national du PS au secteur public est engagé par le nouveau ministre des Finances Jacques Delors en 1981 comme chargé de mission, avant d'être promu directeur général adjoint, chargé de la direction des grandes entreprises et du développement de la Banque nationale de Paris l'année suivante. Il y restera jusqu'en 1988, année où ce vieil ami de Michel Rocard est nommé commissaire au plan, chargé de préparer le grand marché européen de 1993. En 1991, il devient président de la Coface

(jusqu'en juin 1994). Il réintègre alors son corps avant de rejoindre en août 1995 les AGF comme conseiller chargé d'apurer les comptes de sa filiale le Comptoir des entrepreneurs. Président du Forum économique et financier franco-vietnamien (depuis 2002), il est également administrateur du groupement d'intérêt public Adetef, d'Inalco.

COSTA Jean-Paul. Membre du Conseil d'État, né le 3 novembre 1941 à Tunis (Tunisie). Il a épousé la fille du gaulliste historique Yves Guéna. Cet ancien élève de l'Ena (1966), également licencié en droit et ancien de Sciences-Po, qui a fait carrière au Conseil d'État (conseiller d'État en 1987), est professeur associé de droit public à Paris I-Panthéon-Sorbonne et secrétaire général de l'Institut français des sciences administratives (1985). Il a été directeur du cabinet du ministre de l'Éducation nationale Alain Savary (1981-1984), avant de réintégrer son corps. Il a notamment été ensuite président de l'Observatoire juridique des technologies de l'information (1988-1990), rapporteur général du Haut Conseil à l'Intégration (1990-1991), et préside depuis 1993 la 10e sous-section du contentieux au Conseil d'État. Vice-président de la Cour européenne (2001), il a été élu en 2006 président de la Cour européenne des droits de l'homme.

COSTA de BEAUREGARD Albert. X-Mines né à Paris le 20 juin 1942, décédé le 12 mars 1987. Il a été conseiller pour les affaires économiques auprès du Premier ministre, Raymond Barre, de 1976 à 1981. Ayant quitté la fonction publique, il est de 1983 à 1986, directeur des affaires industrielles de la BNP, puis PDG de la BANEXI (banque d'affaires du groupe BNP). De 1986 à 1987, il devient directeur des activités défense et espace de Matra Espace.

COSTA de BEAUREGARD Olivier. Inspecteur des Finances, né le 17 mars 1960 à Paris. Ce normalien, également passé par Sciences-Po, a rejoint l'inspection des Finances après l'Ena (1986). En 1990, il entre à la Société générale de Belgique comme chargé de mission auprès de l'administrateur délégué, puis rejoint en janvier 1991 l'UAP comme chargé de mission auprès du directeur des investissements. Conseiller technique pour l'équipement et le logement au cabinet d'Édouard Balladur d'avril 1993 à mai 1995, il est depuis septembre 1995 retourné à l'UAP comme directeur auprès du directoire de l'UAP Vie. Directeur au Crédit commercial de France (1998), il est PDG de Netvalor (groupe CCF) depuis 1999.

COSTE André. Ecclésiastique, né le 19 novembre 1918 à Firminy (Loire). Ce Jésuite, ordonné prêtre en 1958 a été directeur des études à l'École technique du Marais (1959-1963) puis directeur (1965-1967). Recteur de la faculté de théologie de Lyon-Fourvière (1967-1971), il a été provincial des Jésuites de France (c'est-à-dire leur chef) de 1971 à 1979. Il devient alors secrétaire de la Commission épiscopale des migrations et directeur des œuvres de migration pour l'Église de France.

COSTES Gilbert. Directeur de sociétés de restauration, né le 11 mars 1949 à Saint-Amans-des-Cots (Aveyron). Titulaire du CAPA et d'un DEA de droit privé, il est, avec son frère Jean-Louis, l'un des principaux piliers de la dynastie Costes, particulièrement discrète, qui règne sur les restaurants, cafés et brasseries de Paris. Un véritable empire avec plus d'une cinquantaine d'adresses (et sans doute une centaine si on réunit toute la famille) aussi bien rive droite que rive gauche (*Le Café Marly, L'Avenue, l'Hôtel Costes, Le KP Palace, L'Esplanade, Georges, Le Café Beaubourg, Le Murat, la Grande Armée, Le Café Ruc, L'Etienne Marcel*, etc.). Dans le même temps, il s'est fait élire président du tribunal de commerce de Paris (1999-2004) et président de la Conférence générale des tribunaux de commerce en 2001. La famille se classe dans les 200 plus grandes fortunes françaises.

COT Jean Pierre. Avocat, né le 23 octobre 1937 à Chêne-Bougeries (Suisse). Fils du ministre de l'air du Front populaire, le très prosoviétique Pierre Cot, il devient après des études de droit international professeur à Amiens, puis à Paris. En 1969, il entre au PS, alors dirigé par Alain Savary. En 1971, ce tenant de la deuxième gauche succède à son père comme maire de son village, Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier (jusqu'en 1985) puis devient député de Savoie. Dès l'arrivée à la tête du PS de François Mitterrand, il se lie avec lui et effectue diverses missions internationales pour son parti. Opposant du Ceres, il rejoint finalement Michel Rocard, dont il sera le conseiller pour les affaires extérieures. En 1981, il obtient le ministère de la Coopération, poste qu'il doit quitter en décembre 1982 (remplacé par Christian Nucci) pour tiers-mondisme excessif. Membre du comité directeur du PS (depuis 1973), il est élu l'année suivante au conseil exécutif de l'Unesco puis, en 1984, au Parlement européen (il présidera la commission des budgets). Réélu en 1989, il prend la présidence du groupe socialiste européen. En avril 1991, il insulte Boris Eltsine (avant de se raviser en août 1991). Réélu en 1994, il n'est plus que simple député européen. Son épouse depuis 1991, la Belge Raymonde Dury, est vice-présidente du groupe socialiste au Parlement européen. En 1989, il fera exclure tous les membres du Front national des postes de responsabilité au Parlement européen, et, en 1994, il sera à l'origine d'une motion demandant que le gouvernement Berlusconi refuse d'intégrer des membres de l'Alliance Nationale (ex-MSI).

COT Pierre. Avocat, né le 20 novembre 1895 à Grenoble (Isère), décédé le 21 août 1977 à Paris. Élevé par les jésuites, cet agrégé de droit, fils de grands bourgeois, a été avocat à la cour d'appel de Paris de 1922 à 1946. Tenté d'abord par le Sillon, il rejoindra le Parti radical, se situant dans sa branche la plus gauchisante. Député de Chambéry de 1928 à 1940, il sera ministre de l'Air en 1933-1934, puis à nouveau dans le gouvernement du Front Populaire (où il approvisionnera clandestinement en matériel de guerre les Républicains espagnols). Demandant que le Maréchal Pétain assume provisoirement le pouvoir suprême en temps de crise et louant son loyalisme (*Vu*, 30 novembre 1935), il est absent de France au moment du vote des pleins pouvoirs au Maréchal en 1940. Après la Seconde Guerre mondiale, il sera député, avec soutien du Parti communiste, jusqu'en 1958. Exclu du Parti radical en 1946, il rejoindra Emmanuel d'Astier de la Vigerie dans l'Union progressiste, une nébuleuse crypto-communiste dont il sera le président dans les années 50. Ayant soutenu François Mitterrand en 1965, il devra attendre 1967 pour être réélu député (apparenté communiste). En 1969, il soutient Jacques Duclos à l'élection présidentielle de 1969. L'écrivain Thierry Wolton, s'appuyant sur des archives fiables et concordantes, l'a présenté, malgré les pressions du milieu historiographique communisant français, comme un agent soviétique (nom de code: Daedalus). Agent réel ou objectif, il fut de l'avis de tous d'une docilité et d'une indulgence extrême envers l'Union soviétique, n'hésitant jamais à lui transmettre des documents confidentiels.

COTTA Alain. Économiste, né le 16 février 1934 à Nice (Alpes-Maritimes). Il est le fils de Jacques Cotta, ancien maire SFIO de Nice et le frère de la journaliste Michèle Cotta, ex-président de *TF1*. Diplômé de HEC et agrégé de sciences économiques, il a enseigné de 1960 à 1967 à la faculté de Caen, et à Paris IX-Dauphine depuis lors. Il donne également des cours au Centre d'enseignement supérieur des affaires, à HEC, et dirige depuis 1971 le Centre de recherches d'économie pure et appliquée. Ancien du comité directeur du Nouveau contrat social (Edgar Faure) et des clubs Perspectives et réalités, cet économiste atypique a condamné aussi bien les politiques économiques de Pierre Bérégovoy que d'Édouard Balladur. Il est sans doute l'unique membre de la Commission trilatérale à avoir défendu le non au traité de Maastricht en 1992. Collaborateur de diverses revues, il a publié de nombreux ouvrages et essais d'économie.

COTTA Michèle. Journaliste, née le 15 juin 1937 à Nice (Alpes-Maritimes). Divorcée de l'éditeur Claude Tchou, elle s'est remariée avec Philippe Barret, ancien maoïste du secours Rouge, inspecteur général de l'Éducation nationale. Elle a été l'une des premières femmes cooptées au Siècle. Diplômée de l'IEP, elle débute sa carrière de journaliste en 1958 à *France Observateur*. Après un séjour à la Fondation nationale des Sciences-Politiques (1959-1963), elle entre au service politique de *L'Express*. Après un court passage (1970-1971) au service politique d'*Europe 1*, elle retourne à *L'Express* (1971-1976). Elle passe alors à *France Inter* comme grand reporter politique, puis chroniqueur politique (1977-1980). Directeur du service politique de *RTL* (1980-1981), elle est l'un des deux journalistes rete-

nus par François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing pour arbitrer le débat de l'élection présidentielle de 1981 (alors même qu'elle avait appelé à voter Mitterrand en 1974). En août de la même année, le nouveau président de la République la fait nommer PDG de *Radio-France*. De 1982 à 1986, elle préside la Haute Autorité de l'audiovisuel. Elle produit ensuite pour *Europe 1 Découvertes* et pour *TF1 De bonnes sources*, et collabore au *Point*. Elle est également PDG de la Sofica Image investissement, contrôlée par la BNP et la Banque Worms. Devenue directeur de l'information de *TF1* privatisée, elle retourne à *RTL* en 1994 pour les interviews politiques du matin et s'occupe de la revue de presse puis de l'émission Polémiques sur *France 2*. Protégée par tous les régimes, en juin 1999, Marc Tessier, nouveau PDG de *France 2* et *France 3* lui confie la direction générale de *France 2*. Remerciée en 2002, elle a rejoint quelques semaines plus tard le groupe AB Sat (chaînes diffusées sur le satellite).

COTTE Bruno. Magistrat, né le 10 juin 1945 à Lyon (Rhône). Sorti deuxième de l'École nationale de la magistrature en 1970, ce frère du général Cotte est entré au bureau des affaires économiques et financières à la direction des affaires criminelles. Il y sera, de 1971 à 1973, le secrétaire de Pierre Arpaillange, futur ministre de la Justice, qui favorisera largement sa carrière fulgurante. Substitut à Lyon avec Pierre Truche (1973-1975), il revient au bureau des affaires économiques pour en prendre la direction. Il militera au Syndicat de la magistrature jusqu'en 1976. Chargé de mission auprès du premier président de la Cour de cassation en 1980, il est repris par Pierre Arpaillange, nommé procureur général de Paris en 1981, comme son secrétaire général. En mai 1983, il devient sous-directeur à la direction de la justice criminelle et des grâces, puis directeur l'année suivante, plus jeune magistrat à occuper ce poste clé. Il le gardera jusqu'en 1990 (sous Badinter, Chalandon et Arpaillange), lorsqu'il est nommé procureur de la République à Versailles puis, quatre mois après, à Paris. Il y aura à connaître de nombreuses affaires (Pechiney, Société générale, Cogedim, Luchaire, Tjibaou, Urba, sang contaminé, Schuller/Maréchal, affaires immobilières de la ville de Paris, etc.). À la suite de l'affaire de l'appartement Juppé, classée sous conditions, et de l'affaire de celui de Chirac, renvoyée à l'appréciation du Tribunal administratif, il sera relégué-promu à la Cour de cassation en novembre 1995 comme trentième avocat général, après être entré en conflit avec Pierre Méhaignerie puis Jacques Toubon. En 2000, il sera nommé président de la Chambre criminelle à la Cour de cassation. En 2007, il est nommé juge à la Cour pénale internationale de La Haye.

COUDERC Anne-Marie. Avocate, née le 13 février 1950 à Aubusson (Creuse). Elle est la fille d'un directeur de société, ancien militaire qui avait rejoint Londres en 1940 et sera membre de toutes les formations gaullistes successives. C'est d'ailleurs chez ses parents, qu'elle rencontrera Jacques Chirac, venu en voisin corrézien. Avocate au barreau de Paris depuis 1973, cette licenciée en droit (également titulaire d'un DESS en droit privé et sciences criminelles) était à Nanterre, en 1968, dans les rangs de la droite. Elle s'est spécialisée dans la presse, devenant responsable juridique du secteur industriel du groupe Hachette en 1979, adjointe au secrétaire général, puis directrice des relations humaines et de la communication (1982-1993), et enfin directeur général adjoint d'Hachette Filipacchi (1993), en charge de la presse magazine France. Elle a conduit une importante carrière politique au sein du RPR auquel elle a adhéré en 1979. Chargée de la presse magazine au sein d'Hachette Filipacchi, Anne-Marie Couderc a rejoint la section RPR du XIII[e] arrondissement de Paris en 1979, devenant dès 1983 conseiller de Paris aux côtés de Jacques Toubon, longtemps son mentor, puis adjoint au maire, en charge de la propreté en 1989, puis de l'urbanisme à partir de 1995. Élue député de la 9[e] circonscription de Paris le 28 mars 1993 face à Jean-Marie Le Guen (Paul Quilès l'avait battue en 1988), elle sera, sans doute grâce à l'intervention pressante de Jacques Foccart auprès de Jacques Chirac (cf. *Le Nouvel observateur*, avril 1996), secrétaire d'État à l'Emploi dans le premier gouvernement Juppé de 1995, puis ministre délégué à l'Emploi dans le gouvernement Juppé II, notamment en charge des Droits des femmes, étant l'une des rares « juppettes » à conserver son poste. À ce titre, elle se fit remarquer à l'Assemblée par son animosité vis-à-vis de toutes les propositions de

loi natalistes, et fit allégeance à l'avortement, s'opposant notamment à l'amendement de Christine Boutin qui ouvrait la possibilité aux associations anti-avortement de se porter partie civile (cf. séance de l'AN du 15 avril 1997). Battue en 1997, elle est devenue en juillet 1999 directeur de publication de *Paris-Match* et du *Journal du dimanche* en septembre 1999. En 1998, elle est devenue maire adjoint de Paris sans délégation, ayant participé au « putsch » de Jacques Toubon, avec le lancement du groupe Paris audace renouveau initiative solidarité. Elle a participé au Forum Universale de Crans Montana en 1997. Secrétaire générale de Lagardère Active à partir de 2006, elle a pris la tête de Presstalis (ex-NMPP) en remplacement de Rémy Pflimlin.

COULON Jean-Marie. Magistrat, né le 1[er] avril 1939 à Orléans (Loiret). Docteur en droit, diplômé d'études supérieures de droit privé et de sciences criminelles, il fut en 1973-1974 auditeur de justice, puis juge d'instruction au tribunal de Grande instance d'Evry (1974-1976). En 1976, il devient chargé de mission auprès du secrétariat général du gouvernement, puis assure de 1977 à 1985 le secrétariat général de la première présidence de la Cour d'appel de Paris. Premier juge au tribunal de grande instance de Bobigny (1985-1986), puis conseiller technique d'Albin Chalandon, garde des Sceaux durant la première cohabitation, il devient en 1987 vice-président au tribunal de grande instance de Paris, en 1993 président de chambre à la cour d'appel de Paris, puis enfin président au tribunal de grande instance de Nanterre. Il sera Premier président (1999-2003) puis Premier président honoraire de la Cour d'appel de Paris.

COURBIT Stéphane. Directeur de société, né le 28 avril 1965 à Crest (Drôme). Diplômé de l'Institut supérieur de gestion et titulaire d'un DESS de finance, il a débuté en 1990 auprès de Christophe Dechavanne (qui refusera de s'associer avec lui et le licenciera). « D'une discrétion féline et d'un entregent démoniaque » (*Le Point*, 15 octobre 1999), le créateur de *Loft Story*, *Star Academy*, *On a échangé nos mamans* ou *Les Enfants de la télé*, qui a introduit la « téléréalité » en France, est entré au Siècle grâce à l'appui de son mentor Alain Minc, qui avait décelé chez lui le « chromosome des grands entrepreneurs », et Philippe Labro en 2005 (*Le Canard enchaîné*, 28 décembre 2005). Le « nabab secret de la télévision française » (*Paris-Match*, avril 2006), fils d'une postière et d'un employé de banque, a une fortune estimée à au moins 500 millions d'euros (via sa société familiale, la Financière LOV), ayant notamment vendu sa société, Endemol France, fin 2006 pour 450 millions d'euros, tout en demeurant à sa tête. Le plus gros producteur audiovisuel français, avec plus de 2 000 heures de programmes diffusés par an, envisage désormais de racheter sa société-mère, le groupe néerlandais Endemol. « Riche et célèbre », ce quadragénaire a toute la panoplie : appartement à Neuilly, villa à Saint-Tropez, chalet à Courchevel, voiture avec chauffeur, costume sur mesure (*Le Monde*, 11 janvier 2007). » À la différence de son ami et compère, Arthur, « voilà un homme des plus discrets. Pas de photos en agence, pas d'interview. Mais, c'est aussi l'un des plus ambitieux » (*Les 200 qui comptent*, Le *Nouvel observateur*, 16 juin 2005) et il est parrainé par Alain Minc et Denis Olivennes afin de trouver de nouveaux relais dans le monde politique, économique ou financier. Refusant de figurer au *Who's Who*, on lira à son sujet *L'Histoire secrète d'Endemol* de Benoît Delmas et Véronique Richebois (Flammarion, 2006). Bien qu'assurant se situer à gauche, il a soutenu étroitement Nicolas Sarközy durant la dernière campagne présidentielle. Cet ami de Vincent Bolloré (il est associé avec lui dans *Direct 8*) s'est prononcé en faveur de la Constitution européenne. À partir de sa structure personnelle, Financière LOV, dotée de 250 millions d'euros de fonds propres, il se lance dans la télévision, à travers Banijay, mais aussi dans un tout nouveau métier, les jeux en ligne. Ces deux activités s'ajoutent à une kyrielle de participations qui vont de l'hôtellerie de luxe à l'énergie. Selon Jean-Laurent Nabet, son directeur des investissements, « Financière LOV a déjà investi largement plus de 200 millions d'euros ».

COURCOL Jean-Pierre. Directeur de société, né le 18 mars 1944 à Montgeron (Essonne). Entré en 1970 chez NCK comme chef de publicité, cet ancien international de tennis (qui « vendra » Roland Garros à la publicité) en deviendra directeur commercial.

En 1975, il entre chez Havas Conseil comme directeur de clientèle et accède à sa direction générale en 1979. Directeur du développement de Young & Rubicam (1979-1980), il est appelé en 1981 au *Parisien Libéré* par Philippe Amaury, comme directeur du développement. En mars 1983, il devient président de la régie publicitaire du journal, et en avril directeur général adjoint du *Parisien*. Entré au conseil d'administration de la SA Parisien libéré en 1983, il devient directeur général du quotidien *L'Équipe* l'année suivante et sera directeur, de 1984 à 1992, des publications du groupe *L'Équipe*. Il est en 1986 directeur général adjoint des Éditions Philippe Amaury, puis, de 1990 à 1994, directeur général. Il sera également directeur du Tour de France en 1993-1994 et du Paris-Dakar en 1992-1994. En août 1995, il a changé de branche, devenant directeur général d'Air Inter (dénommé Air France Europe) à la demande de Christian Blanc (afin d'orchestrer sa disparition en 1997) et soutenu par Jacqueline Chabridon. Revenu dans le groupe Amaury comme président du directoire en 1998, il devra le quitter en 2002, à la suite de l'échec du Futuroscope. Aministrateur de Penauille Polyservices depuis 2004, il a présidé le Centre national des arts plastiques de 2003 à 2007.

COUSIN Bertrand. Membre du Conseil d'État, né le 12 janvier 1941 à Brest (Finistère). Il a milité dans sa jeunesse à Patrie et Progrès, petit groupe de gauche pro-Algérie française où se retrouveront les principaux fondateurs du Ceres. En 1968, il est élu délégué de la promotion de l'Ena. Auditeur de 2e classe au Conseil d'État, cet énarque a été en janvier 1970 rapporteur près de la commission centrale d'aide sociale et la commission nationale de l'aménagement du territoire. Secrétaire général du Haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs (1973-1976), il devient en 1975 conseiller technique auprès du porte-parole du gouvernement André Rossi, et rejoint alors le conseil national des Réformateurs. En 1976, il entre dans le domaine de l'audiovisuel, devenant en 1978 directeur du cabinet du président, puis secrétaire général de *FR3*. De 1979 à 1982, il dirige le Service juridique et technique de l'information et à la SNEP. Il sera en outre administrateur de la Sofirad et de TDF, et membre en 1981 de la commission de contrôle chargé de vérifier les conditions de la propagande audiovisuelle pour les élections. En 1982, comme directeur du SJTI, il accorde un entretien approfondi à André Audinot, bras droit de Robert Hersant, premier visé par la loi de concentration sur la presse, dont Cousin est en même temps l'un des principaux rédacteurs. En 1984, Robert Hersant débauche ce spécialiste de la loi qui le vise en premier chef. Le gouvernement refusant son détachement, il prend alors sa retraite anticipée du Conseil d'État, devenant directeur général adjoint de la Socpresse, s'occupant notamment du réseau de radios locales du groupe. Avec le vif soutien du groupe Hersant, il conduit une carrière politique: adjoint au maire de Brest (1983-1984), parachuté député RPR des Côtes du Nord (1986-1988). Battu aux législatives de 1988 et aux municipales de 1989 (et de 1995) à Brest (ainsi qu'aux cantonales de 1992), il sera toutefois élu vice-président du conseil régional de Bretagne (1992-1998) et finalement député RPR du Finistère de 1993 à 1997. Au sein du parti chiraquien, il sera responsable du secteur communication et a dirigé le groupe *Médias 92* de 1989 à 1992 (suite de l'Association nationale des nouveaux médias créée en 1984). Il fut conseiller de Jean-Marie Messier chez Vivendi Universal, puis conseiller du président d'Editis (deuxième groupe français d'édition). Il a épousé Marie-France Gallois, fille du président du directoire du *Dauphiné libéré*.

COUSQUER Yves. Ingénieur, né en décembre 1941 à Montpellier (Hérault). Cet X-Ponts et chaussées a été chargé de mission, de 1971 à 1973, à la division urbanisme de la direction départementale de l'équipement de Seine-Saint-Denis, puis directeur adjoint à la mission interministérielle d'aménagement de la région de Fos-Etang de Berre (1973-1975). Directeur de l'exploitation technique du Port autonome de Marseille jusqu'en 1981, il entre à la société Degrémont, où il sera directeur de l'exploitation (1982), directeur de la division réalisation et travaux (1982), et directeur général (1984). De 1984 à 1989, il est directeur des affaires économiques et internationales au ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports alors dirigé par Paul Quilès (appartenant à la même promotion de Polytechnique, il ne cessera de le pousser) puis de juillet 1989 à début 1991 directeur général de la Poste, dont il préside ensuite le conseil d'administration jusqu'en décembre 1993. En juin 1994, il se voit confier la présidence d'International Post Corporation. Il conseille aussi depuis l'été 2005 le Wali de Casablanca sur la stratégie de développement de la capitale économique du Maroc et dirige le projet de ParisTech pour créer une école franco-chinoise d'ingénieurs à Shanghai.

COUSSEAU Henry-Claude. Conservateur général du patrimoine, né le 3 février 1946, à Cholet (Maine-et-Loire). Fils d'un directeur de société dans le textile, il a été largement élevé par ses grands-parents, des pépiniéristes. Cet ancien élève des écoles privées catholiques et de l'École du Louvre a obtenu une maîtrise d'histoire de l'art. Ce célibataire sans enfants débuta comme conservateur des musées de Vendée en 1973, avant d'être conservateur à l'Inspection générale des musées de France (1982-1985). Conservateur général des musées à partir de 1990, il dirigea l'inspection générale des musées de 1994 à 1996. Directeur du Musée d'art contemporain de Bordeaux (et des musées de Bordeaux) de 1996 à 2000, il est directeur de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts depuis 2000. « Le directeur de l'ENSP donne l'impression d'un grand bourgeois raffiné, hédoniste matissien tendance dandy (*Le Journal des Arts*, 1er décembre 2006). » Son nom est apparu dans le grand public à l'occasion d'une exposition extrêmement controversée en 2000, intitulée *Présumés innocents - L'Art contemporain et l'enfance*, qui entraîna, six ans plus tard, sa mise en examen en raison de son « caractère pornographique », avec « diffusion de messages violents à caractère pornographiques ou contraires à la dignité accessibles à un mineur » et « diffusion de l'image d'un mineur présentant un caractère pornographique » (y figuraient des hommes en train de sodomiser des enfants, des enfants torturés ou des enfants avec des animaux à sexe humain...). À noter qu'Alain Juppé, maire de Bordeaux, choqué, avait refusé d'inaugurer l'exposition et fit retirer son nom des cartons d'invitation. Pour avoir vivement critiqué Henry-Claude Cousseau, le quotidien *Présent* a été condamné en 2007. Une pétition de soutien en sa faveur a reçu plus de 3000 signatures, pour l'essentiel des professionnels de la culture (une partie a été publiée dans *Le Journal des Arts*, 15 décembre 2007). À cette occasion, l'ancien ministre UMP de la Culture d'alors, Jean-Jacques Aillagon, estima que « ce serait un recul effrayant de la liberté d'expression si l'on venait à considérer qu'Henry-Claude Cousseau a commis un délit ». Il en fut de même du suivant, Renaud Donnedieu de Vabres: « Il est important de laisser à l'artiste ce degré de liberté supplémentaire, par rapport au commun des mortels, qui lui permet de représenter et dénoncer les maux de la société. » Il fut relaxé en 2008.

COUSTE Pierre-Bernard. Président de société, né le 29 juin 1920 à Rochefort-sur-Mer (Charente-Maritime), décédé le 11 avril 1989. Docteur en droit et ancien d'HEC, il fut chargé de mission à l'Information et à la Défense dans l'immédiat après-guerre. PDG de la Société Lumière à partir de 1964, il sera président du Centre des jeunes patrons (1958-1961), de la Fédération des jeunes chefs d'entreprises d'Europe, avant de remplacer, en 1963, Maurice Herzog comme député non-inscrit du Rhône. Il sera élu en 1967 et réélu en 1968, s'apparentant au groupe UDR (puis RPR), 1973, 1978 et 1981. Membre du Parlement européen à partir de 1979 (liste DIFE), il fut candidat noiriste aux élections municipales de Lyon en 1983. Ne s'étant pas représenté en 1986, il espérait une place de sénateur, mais fut écarté par son parti. Il monta alors une liste dissidente en septembre 1986, mais ne fut pas élu.

COUTTS Eric. Directeur de banque, né le 25 novembre 1961 à Windlesham (Grande-Bretagne). Ce fils d'universitaires est titulaire d'un master of Arts Honours en droit et en musique. Assistant à l'Institut de droit comparé de Paris II (1984-1985) puis avocat au cabinet Slaughter and May à Londres et Paris (1985-1993), cet ancien directeur-gérant de Goldman Sachs à Londres (1993-2000) puis gérant du bureau de Paris (1993-2000) a rejoint ensuite la banque Citigroup. Il en a été directeur des fusions-acquisitions (2009-2012) puis en a été directeur général en 2011-2012. Depuis lors, il a repris ses activités d'avocat international.

COUTURON Jean. Avocat, né le 19 mai 1921 à Paris. Docteur en droit et diplômé de Sciences-Po, il est devenu avocat en 1945. Secrétaire de la conférence du stage en 1951, il sera bâtonnier du barreau de Paris en 1980-1981, président du Centre de formation professionnel des avocats de la région parisienne de 1981 à 1985, puis président national des CFPA en 1985-1986.

CREMEL Bruno. Inspecteur des Finances, né le 27 septembre 1965 à Saint-Brieuc (Côtes d'Armor). Issu d'un milieu de gauche, il n'a toutefois jamais milité au Parti socialiste. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ingénieur de l'École centrale des arts et manufactures, cet énarque (promotion Condorcet, il en sort troisième, loin devant Aquilino Morelle, futur rédacteur des discours de Jospin). Il conduira la fronde des élèves contre le déménagement des élèves énarques à Strasbourg. À sa sortie, il fut chargé de mission à l'Inspection générale des Finances (1994-1996), avant d'être détaché comme adjoint à l'un des chefs de bureau de la direction du Trésor (1996-1997). Il s'occupera notamment de la privatisation ratée des AGF (rachetées par l'allemand Allianz) et de la vente très politique du CIC au Crédit mutuel. Ayant rejoint le groupe Pinault-Printemps-Redoute comme directeur de la stratégie et du plan en septembre 1998, il accède à la présidence de PPR Interactive en octobre 1999. À ce titre, il sera l'un des fondateurs d'un groupe de « jeunes loups » influents dans le monde de l'Internet, 30.com. Mais, il se retrouve alors chapeauté par l'héritier du groupe, François-Henri Pinault, bombardé responsable du web par son père. C'est alors qu'en avril 2000, il rejoint, sur recommandation de Serge Weinberg (aujourd'hui à la tête de PPR, mais ancien bras droit de Fabius au Budget en 1981), le cabinet du ministre socialiste de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Laurent Fabius comme directeur adjoint du cabinet en charge des entreprises, du développement économique et du suivi du secteur public, puis devient son directeur du cabinet de ce dernier alors qu'il n'a que 34 ans. Il passe pour y avoir été l'artisan du règlement, à l'été 2001, de la succession de François Pinault, même s'il s'en défend (*Challenge*, juillet 2002). Toujours est-il que ce spécialiste des relations sociales réintégrera le groupe, comme directeur général de la Fnac (2002-2006), avant de devenir *investment manager* de LBO France.

CREMISI Teresa (épouse PINNA, née). Cadre de l'édition, née le 7 octobre 1945 à Alexandrie (Égypte). Fille d'un commerçant italien, Vittorio Cremisi, et du sculpteur Gabrielle Hellou, elle est mariée au paléontologue Giovanni Pinna. Sa famille a dû quitter l'Égypte en 1956. Entrée très jeune aux éditions Garzanti de Milan en 1963, elle en a été directrice littéraire (1979-1985) et directeur général (1985-1989). En 1989, elle est directrice éditoriale aux éditions Gallimard (donc le bras droit d'Antoine Gallimard), régnant sur une prestigieuse « écurie » (Le Clézio, Pennac, Modiano, etc.). En 2005, elle prend la direction de Flammarion, racheté par un groupe italien, en devenant son PDG. Son nom a été plusieurs fois cité comme possible ministre de la Francophonie

CREPEAU Michel. Avocat, né le 30 octobre 1930 à Fontenay-le-Comte (Vendée), décédé le 30 mars 1999. Diplômé d'études supérieures de droit privé et d'histoire du droit, il s'inscrivit au barreau de La Rochelle en 1955. Conseiller général de Charente-Maritime de 1967 à 1985, maire de La Rochelle de 1971 à son décès, il a été député du département, au titre des radicaux de gauche de 1973 à 1993. Vice-président (1976-1978) puis président du Mouvement des radicaux de gauche (1978-1981), il fut candidat à l'élection présidentielle de 1981 (2,21 %) et se désista en faveur de François Mitterrand. Il sera remercié par un poste de ministre de l'Environnement (1981-1983), suivi par celui de ministre du Commerce et de l'Artisanat en 1983-1984, de ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme de 1984 à 1986, et enfin en février-mars 1986, de ministre de la Justice. Mis en minorité au MRG en 1987, il en démissionne et créé ensuite Libertés pour demain. Il a appartenu à la Commission trilatérale.

CREYSSEL Jacques. Haut fonctionnaire, né le 20 août 1956 à Lyon VIe (Rhône). Diplômé de l'Institut d'études politiques de

Paris, cet énarque, fils du conseiller d'État Pierre Creyssel qui fut membre de nombreux cabinets ministériels et membre de nombreux organismes étatiques, a été affecté à la direction du Budget en 1981. Affecté à la Commission des opérations de bourse (1985-1987), il réintégra ensuite son corps d'origine. Directeur général des affaires économiques au CNPF (1993-1996), il devint alors directeur général chargé des affaires économiques et de la coordination stratégique du Medef (patronat). Coprésident du groupe chargé par le ministère des Finances d'examiner les conséquences du passage à l'euro pour les entreprises, il devient, en janvier 1999, directeur délégué du Medef, puis directeur général en 2003. Membre du Conseil économique et social depuis 2001, il siège dans diverses commissions comme la Commission économique de la nation.

CROISSET Charles WIENER DE. Inspecteur des Finances, né le 28 septembre 1943 à New York (USA). Il est le petit-fils de l'écrivain Francis Wiener, qui prit pour pseudonyme Francis de Croisset (et fut autorisé à changer son nom par décret du 31 décembre 1910). Licencié en droit et ancien de Sciences-Po, cet énarque (1968) sorti dans la botte (ce qui lui a permis d'entrer à l'inspection des Finances) fut chargé de mission à la présidence de la République (Georges Pompidou, 1972), faisant ainsi la connaissance d'Édouard Balladur, puis auprès du ministre de l'Économie et des Finances, Jean-Pierre Fourcade (1974), conseiller technique du ministre de l'Équipement (Fourcade, 1976), conseiller technique puis directeur de cabinet du ministre de l'Industrie (André Giraud, 1978-1980). Il entre alors au Crédit commercial de France (dirigé par Jean-Maxime Levêque), y effectuant une carrière fulgurante comme secrétaire général, puis directeur général adjoint (1983), directeur général (1987) sous les ordres de Georges Pébereau et enfin président en 1993. Durant la première cohabitation, il a dirigé le cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, Édouard Balladur, avant de retrouver son poste antérieur au retour de la gauche (procédure extrêmement rare). Dans sa biographie d'Édouard Balladur, la journaliste Claire Chazal écrit : « Édouard et Josée Balladur dînent avec plaisir à la table de Marie et Charles de Croisset. Ils savent qu'ils y rencontreront toujours ce qui compte à Paris, avec en plus un parfum aristocratique. Il y a toujours rue de Bellechasse un ambassadeur, un conservateur de musée, des écrivains en vue et quelques duchesses. La table est fine, l'appartement aux boiseries XVIIIe a la chaleur des lieux habités par des objets choisis avec patience (...) Chez les Croisset, la conversation est brillante. » Il fut ensuite PDG du CCF (1993-2004), *vice-chairman Europe* de Goldman Sachs à partir de 2004 et administrateur de Bouygues à partir de 2003. Charles Wiener de Croisset a été admis à prendre sa retraite de l'inspection des finances le 16 juin 2000.

CROUZET Philippe. Directeur de société et membre du Conseil d'État, né le 18 octobre 1956 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Sorti major de l'Ena (promotion *Droits de l'homme*) en 1981, il devient rapporteur près la commission spéciale de cassation des pensions et près la commission centrale d'aide sociale. Secrétaire général de la commission des sondages ainsi que du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et la santé aux côtés du Pr Jean Bernard (1984-1985), il est l'auteur d'un rapport majeur sur *L'Avenir du système de santé français*. Promu maître des requêtes en 1985, il devient l'année suivante conseiller juridique du directeur général des communications et coresponsable du centre de documentation du Conseil d'État (pour le contentieux fiscal). En octobre 1986, il rejoint le privé comme directeur du plan au groupe Saint-Gobain. Directeur général de la filiale Papeteries de Condat (1989), il est nommé délégué général de Saint-Gobain en Espagne et au Portugal en 1992. Protégé de Roger Fauroux et de Jean-Louis Beffa, il appartient au puissant lobby de Saint-Gobain, fortement représenté à la Fondation Saint-Simon avec Fauroux, Beffa, José Bidegain, Pierre Blayau, Francis Mer, etc. Il est directeur général adjoint du pôle distribution-bâtiment du groupe Saint-Gobain depuis 2005. Il est marié avec Sylvie Hubac, collaboratrice de Michel Rocard à Matignon.

CROZIER Michel. Universitaire, né le 6 novembre 1922 à Sainte-Menehould (Marne). Ancien d'HEC, docteur en droit et docteur

d'État ès lettres, il a effectué toute sa carrière au CNRS, où il est entré en 1952 comme attaché de recherche, en devenant directeur de recherche en 1970. Professeur à l'université de Stanford (1959-1960 et 1973-1974) ainsi qu'à Harvard (1966-1967 et 1968-1970), il a également enseigné la sociologie des organisations à Nanterre, tout en fondant et dirigeant depuis 1961 le Centre de sociologie des organisations (reconnu comme laboratoire par le CNRS en 1976). Il appartient au conseil d'administration de la Fondation du futur et est conseiller scientifique de diverses sociétés (cabinet de management SMG, Andersen Consulting, etc.). Auteur de très nombreux essais de sociologie politique (dont *La Société bloquée* en 1970 et *On ne change pas la société par décret* en 1979), il a notamment cosigné en 1975 *The Crisis of democracy*, avec le CFR Samuel Huntington, qui est devenu la Bible de la Commission trilatérale dont il est membre depuis sa fondation. Il a signé en 1995 *La Crise de l'intelligence, Essai sur l'impuissance des élites à se réformer* (Interéditions) où il estime que ce n'est pas la société française qui est bloquée mais le système de formation de ses dirigeants qui est totalement inadapté. Il est membre de l'Institut depuis 1999.

CULTIAUX Didier. Préfet, né le 9 juin 1943 à Paris XIVe. Licencié en droit et diplômé de Sciences-Po, cet énarque (issu de la promotion la plus à gauche, la promotion Robespierre), issu d'un milieu modeste (père, technicien d'organisation du travail) a été notamment délégué auprès du préfet des Bouches-du-Rhône pour l'aménagement de Fos-Etang de Berre (1971-1974), secrétaire général de la Charente (1978-1980), sous-préfet d'Argenteuil (1982), puis de Lorient (1985-1990), avant devenir préfet du territoire-de-Belfort (1990-1993), le département du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement. Préfet délégué du gouvernement et haut-commissaire pour la Nouvelle Calédonie (1994-1995), il devient préfet de Seine-et-Marne en 1995 puis directeur général de la police nationale (1998), alors qu'il était « un parfait inconnu dans la police » (*Libération*, 21 janvier 1998), jusqu'à la nomination de Patrice Bergougnoux. À ce titre, il a été l'invité d'une tenue blanche fermée des loges L'Émancipation et Université maçonnique, le 14 mai 1998, pour y traiter de *Sécurité publique et police républicaine*. Préfet de la région Auvergne (1999-2002), et de la Basse-Normandie (2002-2004), il accède au grade de conseiller maître à la Cour des comptes en 2004.

CUNEO Pierre. Haut fonctionnaire, né le 6 janvier 1975 à Paris XIVe. Diplômé de Sciences-Po Paris et de l'École nationale de la statistique et des études économiques, ce fils de sociologue débuta comme administrateur de l'INSEE en 1999. Entré à l'Ena par la voie interne (2001-2003, promotion René Cassin), il intègre l'inspection des finances. Chargé de mission auprès du chef du service de l'Inspection générale des finances Jean-Pierre Jouyet (2005-2007), il sera directeur adjoint de ce « socialiste sarközyste » (et membre du Siècle) lorsque ce dernier devient secrétaire d'État aux Affaires européennes (2007-2008). Il rejoint ensuite la SNCF comme directeur de cabinet de son président, Guillaume Pépy (membre du Siècle), de 2008 à 2009, avant de prendre en main la direction de la stratégie ferroviaire et de la régulation. Directeur du RER C depuis 2010, il a succédé, en 2010, à Jean-Pierre Jouyet, comme président du directoire de l'Institut Aspen France, filiale française d'une influente association mondialiste américaine libérale. Il a suivi, en 2010, le German Marshall Fund Fellowship Programm, équivalent de celui de la French American Foundation. Il est marié avec Dorothée Bidegain, fille de l'influent José Bidegain et de Martine Michelland-Bidegain. José Bidegain (1925-1999) fut membre du Siècle. Cet homme de l'ombre, au pouvoir occulte important, fut notamment président du Centre des jeunes patrons, cofondateur d'Entreprise et Progrès (le club Jean Moulin du patronat), responsable de la communication de Saint-Gobain, chargé de mission de Roger Fauroux, financier de Michel Rocard, président du club de Jacques Delors Echanges et Projets (1981-1988), membre de la Fondation Saint-Simon, président de l'Action internationale contre la faim, etc. Martine Bidegain, également très influente dans la coulisse, née en 1938 à Marseille, a toujours milité à gauche, voire à l'extrême gauche (PSU), notamment contre la guerre d'Algérie, pour le féminisme et l'avortement et l'anti-psychiatrie (avec Félix Guattari). Elle a notamment été présidente de la Mnef (1962-1964), vice-présidente de l'Unef, conseiller de Michel Rocard au ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire (1981-1983), directrice des ressources humaines de Thomson, directrice générale d'Air France en charge des ressources humaines à partir de 1995.

CUNY Bertrand. Président de société, né le 10 mars 1936 à Paris. Polytechnicien et ingénieur général de l'armement, il a dirigé le département « moteurs » de l'atelier industriel de l'air, à Alger, avant d'entrer au service technique aéronautique à la Délégation ministérielle à l'armement. Chargé de mission à la Datar (secteur industriel) de 1968 à 1972, il entre alors comme conseiller technique au cabinet du ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, avant de réintégrer l'année suivante la Datar, chargé de coordonner les activités des chargés de mission dans le secteur industriel, dont il sera le directeur de 1976 à la fin de 1981. Michel Rocard le charge alors d'une mission d'étude sur les grandes entreprises nationales. Il sera par la suite promu directeur technique général de la Sodeteg, directeur général adjoint de Messier Hispano Bugatti (1983), directeur du déploiement industriel de la Snecma (1985), PDG de la Financière Vigon, président du conseil de surveillance de Vigon SA (depuis 1987) et chairman de Vygon UK. Maire adjoint centriste-UDF de Saint-Cloud (1977-1983), il a été élu maire de cette ville d'avril 1992 (remplaçant Jean-Pierre Fourcade) de 1995 à 2005. Son épouse, Marie-Denise Cuny, est attachée de presse du groupe Union centriste au Sénat.

CUVILLIER Philippe. Diplomate, né le 17 octobre 1930 à Paris. Licencié ès lettres et diplômé de l'IEP, cet énarque (1957) a débuté comme secrétaire des affaires étrangères. Il sera notamment deuxième secrétaire d'ambassade en Thaïlande (1958-1960) et en Tunisie (1960-1961), premier secrétaire puis deuxième conseiller auprès de la Communauté européenne (1961-1967). Il entre alors comme conseiller technique au cabinet de Maurice Schumann et le suit de 1969 à 1972 comme directeur adjoint de son cabinet au Quai d'Orsay. Ministre-conseiller en Grande-Bretagne (1972-1975) puis chef de service au Quai de 1975 à 1978, il rejoint alors le Bureau de recherches géologiques et minières, avant de devenir en 1981 ambassadeur en Égypte, puis au Maroc (1985-1987), au Brésil (1987-1989), en Suisse (1989-1991), en Italie (1991-1993). En 1996, il a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

D

DAGNAUD Monique (épouse BOUAER, née). Sociologue, née le 31 juillet 1947 à Villefranche-sur-Saône. Elle a épousé Michel Bauer, chercheur au CNRS. Ancienne d'HEC et de Sciences-Po, ce docteur en sociologie, chargée de recherches au Centre d'étude des mouvements sociaux depuis 1980 (CNRS), a consacré de multiples ouvrages aux médias, en particulier la télévision et son rôle social, comme *Patrons de chaîne, les dirigeants des télévisions* (1990), *Programmateur : les risques du métier* (1991), et à la sociologie urbaine (*La Ve République et l'aménagement de la région de Paris*, 1977) ou la sociologie du pouvoir : *L'Elite rose* (1982) fut le premier livre décrivant les élites socialistes, ce qui lui était d'autant plus facile qu'elle était une proche amie de Françoise Castro, l'épouse de Laurent Fabius. Son entrée en 1991 au Conseil supérieur de l'audiovisuel, évidemment sur le contingent dépendant de Laurent Fabius, alors président de l'Assemblée nationale, en surprit plus d'un, mais *Le Monde* (13 avril 1991) indiquait sur cet auteur de plusieurs enquêtes sur les carrières des inspecteurs des Finances : « En revanche, parmi les "élites" du pouvoir (elle est considérée comme) l'une des spécialistes du petit monde des hauts fonctionnaires et de leurs carrières [...] Elle intègre, en entrant au CSA, le petit monde de la nomenklatura qu'elle a minutieusement passé au crible de ses analyses. » Elle en a été membre jusqu'en 1999 et enseigne depuis lors à l'Institut d'études politiques de Paris.

DALBERTO Michel. Pianiste, né le 2 juin 1955 à Paris XVIe. Fils d'un administrateur civil, cet ancien du Conservatoire national de musique de Paris a été premier prix de piano, de musique de chambre, d'harmonie et de contrepoint. Il a conduit une carrière internationale depuis 1975, jouant dans le monde entier et les plus grands festivals. Ayant enregistré de nombreux disques, prix de l'Académie Charles Cros, prix Clara Haskil, Premier prix Leeds Competition, ce bon vivant, qui appartient au Club des Cent, préside le jury du concours Clara Haskil.

DALIBARD Barbara (née PLOUX). Dirigeante de société, née le 23 mai 1958 à Suresnes (Hauts-de-Seine). Cette fille d'un capitaine de vaisseau a épousé un physicien membre de l'Académie des sciences, le Nobélisable Jean Dalibard. Cette ancienne de Normale sup (où elle sera formée par Jean-Pierre Serre) et de Louis-le-Grand (où elle rencontrera son futur mari) est agrégée de mathématiques et ingénieure des Mines. Classée 35e femme d'affaires la plus influente du monde (*Fortune*, 16 octobre 2006), elle a été la première femme à siéger (à partir de 2002) au comité de direction générale de France Telecom (elle y avait été poussée par le ministre de l'Économie Thierry Breton). Cette « Ferrari qui reste hélas trop souvent au garage (*Libération*, 3 mars 2012) » a effectué l'essentiel de sa carrière dans les télécommunications : chez France Telecom, responsable marketing (1988-1990), directeur du service clients entreprises (1995-1998) ; chez Alcatel, PDG d'Alcatel International (1998-1999), vice-présidente France (1999-2000) ; chez Orange, vice-présidente entreprises (2001-2002), directrice générale d'Orange Business services (2007-2009). Depuis 2010, elle est directrice générale de SNCF Voyages, ayant été choisie par Guillaume Pepy pour faire évoluer ce dinosaure vers la mondialisation et les techniques rationnelles de gestion.

DAMIEN André. Avocat, né le 10 juillet 1930 à Paris. Ancien de l'IEP et diplômé de l'Institut de criminologie, il fut élu en 1950 secrétaire de la Fédération française des étudiants catholiques. Devenu avocat, il a appartenu au barreau de Versailles de 1953 à 1981. Bâtonnier en 1969-1970 et 1973-1976, il sera vice-président puis président de la Conférence des bâtonniers de France (1979-1981). Conseiller d'État au tour extérieur en 1981, ce proche de Charles Pasqua (dont il sera le conseiller pour les cultes de 1993 à 1995, avant de l'être à nouveau auprès de Jean-Louis Debré) a été maire centriste (UDF-CDS) de Versailles de 1977 à

1995 et conseiller général des Yvelines de 1979 à 1998. En 1996, il a remplacé Franck Borotra comme député des Yvelines (il s'est apparenté au groupe RPR tout en demeurant membre de Force démocrate). Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, il a publié une douzaine d'ouvrages historiques (notamment sur Versailles) et de droit. Catholique pratiquant et membre de Laissez les vivre, il fut l'un des principaux organisateurs des manifestations pour l'école confessionnelle. Il est commandeur de l'ordre du Saint-Sépulcre.

DAMOUR Thibault. Physicien, né le 7 février 1951 à Lyon VIe (Rhône). Ce fils d'un administrateur de sociétés est normalien, agrégé et docteur en sciences physiques et docteur d'État ès sciences. Titulaire de nombreuses distinctions (médaille de bronze du CNRS, prix Paul Langevin, prix Einstein, etc.), il est devenu chargé (1981) puis directeur de recherche (1985) au CNRS. Auteur de nombreuses communications scientifiques sur les trous noirs, la gravitation et la cosmologie, il est professeur à l'Institut des hautes études scientifiques et directeur adjoint du département d'astrophysique relativiste et de cosmologie du CNRS et de l'Observatoire de Paris.

DANNAUD Jean-Pierre. Conseiller d'État, né le 6 février 1921 à Paris, décédé le 7 décembre 1995. Cet ancien normalien, agrégé des lettres, a été professeur à Jeanson de Sailly (1947), puis part au Vietnam où il dirigera notamment la mission culturelle de la France (1954-1956) avant d'exercer la même charge au Maroc. Conseiller d'État en 1966, il dirige le cabinet de Christian Fouchet, ministre de l'Intérieur d'avril 1967 à mai 1968 (ayant à gérer les grèves « révolutionnaires »). Ayant réintégré en 1974 le Conseil d'État, il présidera en 1981 le Centre national des œuvres universitaires et scolaires.

DANGEARD Frank. Directeur de société, né le 25 février 1958 à Ottawa (Canada). Son père, Alain Dangeard, fut notamment un haut fonctionnaire aux Nations Unies, à la direction de l'ORTF, au Bureau de recherches géologiques et minières, directeur général de Meed SA, etc. Diplômé d'HEC, de Sciences Po Paris et de la faculté de droit d'Harvard, Frank Dangeard a débuté comme avocat à New York (1985-1987) et Londres (1987-1989), avant d'être directeur à la banque Warburg et sera président du directoire de SBC Warburg France en 1995. Il rejoint alors Thomson en 1997 à la demande de Thierry Breton, son plus proche ami (les deux hommes se sont croisés chez Bull quand Dangeard conseillait l'entreprise via Warburg). Il négocie alors le rachat de Grass Valley ou de Technicolor. Il suit Thierry Breton à France Télécom en 2002, en étant directeur général jusqu'en 2004, tout en demeurant président du conseil d'administration de Thomson. Il sera donc PDG de Thomson de 2004 à 2008, cédant les dernières activités historiques du groupe, abandonnant l'univers du grand public. Il rachète Cirpack et Inventel (créateur de la Livebox). Sa stratégie est finalement rejetée par le conseil d'administration après que la valeur boursière de Thomson a chuté de 78 %. Il part avec un parachute doré de 2,29 millions d'euros (plus le bénéfice de ses stock-options, qui représentaient, 1,48 million d'euros, rien qu'en 2007). Ancien président du Club des Trente, ce franc-maçon (*Challenges*, 24 septembre 2009) est président non exécutif du conseil d'administration d'Atari, président du conseil stratégique de PriceWaterhouse Coopers France, administrateur du Crédit agricole, de Symantec, d'Enerqos, de Moser Baer, de Sonaecom, etc.

DANON Laurence (née ARNAUD, épouse). Présidente de société, née le 6 janvier 1956 à Caudéran (Gironde). Fille d'un directeur de société et d'une iconographe, cette normalienne (Ulm, option chimie) est agrégée de sciences physiques, titulaire d'un DEA de chimie organique et ingénieur des Mines de Paris. Chargée de mission en Picardie (1984-1987), chercheur au CNRS puis chef de service exploration-production à la direction des hydrocarbures du ministère de l'Industrie (1987-1989), elle rejoint Elf-Atochem (soutenue par Jacques Puéchal) devenu Atofina en 2000. Présidente de multiples sociétés (dont Bostley Findley, n° 2 mondial des adhésifs), elle rejoint finalement, à la demande de Serge Weinberg, le groupe Pinault-Printemps-Redoute en 2001 et sera présidente du directoire (2001-2005, seule femme parmi 16 autres membres) et enfin PDG de France-

Printemps (2005-2007). Avec 2,5 millions d'euros d'indemnité (deux années de salaire) selon *Le Monde* (3 février 2007), elle en part lorsque PPR vend sa filiale, contre sa volonté, à Maurizio Borletti (avec l'appui de la Deutsche Bank). Depuis 2007, elle est membre du directoire d'Edmond de Rothschild Corporate France, administrateur de Plastic Omnium (depuis 2003), de Diageo (depuis 2005), de Experian Plc (depuis 2007), de Rhodia (depuis 2008). Elle a également présidé le conseil d'administration de l'ENSM de Nantes et la commission Nouvelles générations du Medef (depuis 2005). *Le Financial Times* l'a classée, en 2006, en troisième position des 25 femmes d'affaires les plus influentes d'Europe. Ancien membre du directoire d'Edmond de Rothschild Corporate Finance, elle a repris, en juillet 2008, l'enseigne de prêt-à-porter Gérard Darel grâce au fonds Advent International. Son mari, Pierre Danon, né le 14 mai 1956 à Paris XIe, fils des chercheurs Guy Danon et de Jeanne Sebban, est ingénieur civil des ponts et chaussées, licencié en droit, diplômé de l'Institut supérieur des affaires. Directeur général de Rank Xerox (Benelux-Suisse, Autriche) de 1992 à 1995 puis président de Xerox Limited Europe (1998-2000), il a été directeur général délégué de British Telecommunications Retail (2002-2005, 60 000 salariés). Directeur des opérations de Cap Gemini (2005), il a failli prendre ensuite la tête d'Accor mais Gilles Pélisson lui fut préféré. Il devient alors senior advisor de JP Morgan. Le couple détient une vaste propriété à Bonifacio, à proximité du golf de Sperone, rendez-vous des milliardaires.

DARCOS Xavier. Universitaire, né le 14 juillet 1947 à Limoges (Haute-Vienne). Il est le fils d'un trésorier-payeur général de Dordogne. Agrégé et docteur ès lettres et sciences humaines, ainsi que titulaire d'un doctorat de 3e cycle en études latines, cet universitaire, qui enseigna à Louis-le-Grand et à la Sorbonne en littérature comparée, fut conseiller du ministre de l'Éducation nationale François Bayrou, en 1993, avant de devenir directeur de son cabinet l'année suivante. Doyen de l'inspection générale de l'éducation nationale, il rejoint Matignon, recruté par Alain Juppé, comme conseiller pour l'éducation en 1995. Déjà conseiller municipal (1989) de Périgueux, il devient maire de cette ville en 1997, lorsqu'Yves Guéna entre au Conseil constitutionnel. À partir du 1er janvier 1998, il conduisit, à la demande du ministre socialiste Claude Allègre, une mission sur l'avenir du livre face au multimédia. Il a été élu sénateur divers droite de Dordogne en septembre 1998, rejoignant finalement le RPR (en cas de réélection du sortant RPR Gérard Fayolle, il devait entrer au groupe UDF, mais ce dernier fut finalement battu). En mai 2002, il est nommé ministre délégué à l'Enseignement scolaire dans le gouvernement Raffarin, ayant pour tâche de marquer Luc Ferry « à la culotte » pour le compte de l'Élysée. Comme l'écrit *Libération* (8 mai 2002), « s'il s'agit de rassurer le milieu enseignant, le sénateur-maire de Périgueux fera l'affaire. "Il mesure très bien ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire", dit un syndicaliste manifestement très confiant. » Et *Le Monde* (9 mai 2002) ajoute : « Xavier Darcos apportera sa grande connaissance des rouages de la machine éducative. Ce représentant de l'inspection générale de l'Éducation nationale, dont il a été le doyen, connaît parfaitement la maison, et celle-ci l'estime. » De 2004 à juin 2005, il sera ministre au Développement, à la Coopération et à la Francophonie mais ne sera pas repris par Dominique de Villepin qui voulait se débarrasser des fidèles d'Alain Juppé. En mai 2007, il devient ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Fillon. Puis il devient ministre du Travail, des Relations sociales, de la Solidarité, de la famille et de la Ville (2009-2010). En juin 2010, il devient ambassadeur chargé de l'action culturelle extérieure de la France. Créateur du Salon du livre gourmand et du Centre régional des lettres d'Aquitaine, cet homme sympathique, membre de l'Institut depuis 2006, est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont une anthologie littéraire par siècle (parue chez Hachette), du *Robert des grands écrivains de langue française* (en collaboration, 1999), *L'Art d'apprendre à ignorer* (Plon, 2000) et d'ouvrages sur Mérimée comme *Prosper Mérimée* (1998) ou *Mérimée* (Table ronde, 2004). *La Lettre du Continent* (15 avril 2004) a indiqué lors de sa nomination qu'il « est "frère de lumière" du Grand Orient de France ». Sa seconde épouse (la première est décédée), Laure Darcos, s'occupait de sa communication et deviendra son chef adjoint

de cabinet à l'Éducation nationale. Elle l'a rencontré lorsqu'il appartenait, tout comme elle, au cabinet de François Bayrou. Son frère, Bernard Darcos est président du Tribunal de grande instance de Versailles.

DARD Guillaume. Banquier, né le 15 septembre 1958 à Paris. Diplômé de l'ESSEC et d'études approfondies d'économie monétaire, il a débuté comme exploitant au département des grandes entreprises de la banque Vernes et commerciale de Paris (1982-1985) avant de devenir fondé de pouvoir, puis directeur de la direction des marchés de la Banque de financement et de trésorerie (1985-1988). Entré comme directeur général en 1988 à la Banque du Louvre, il en devient PDG en 1990. Il sera, de 1992 à 2003, président de LGI, et à partir de 1995 PDG du groupe Essec Finances, administrateur des sociétés Panorama, de l'Office de coordination bancaire et financière, de la Société d'extension hôtelière internationale Concorde et de TTC conseil. Il est PDG de Montpensier Finance depuis 2004, administrateur et vice-président de l'Office de coordination bancaire et financière (OCBF).

DARDEL Frédéric. Universitaire, né le 14 novembre 1959 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fils d'un administrateur de société et d'une gérante de société, cet ancien de Janson-de-Sailly est polytechnicien et docteur es sciences (université Pierre et Marie Curie). Entré au CNRS en 1985, ce professeur de biologie moléculaire a dirigé (2007-2008) le Laboratoire des sciences du vivant et celui de cristallographie et résonance magnétique depuis 2010. Depuis 2011, il est également président de l'université Paris Descartes.

DARMON Jacques. Inspecteur des Finances, né le 12 août 1940 à Alger (Algérie). Ancien de l'École polytechnique et de l'Ena (ainsi que de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique), il entre en 1966 à l'inspection des Finances. De 1969 à 1973, il est successivement chargé de mission, conseiller technique, puis adjoint au directeur du cabinet de Michel Debré, à la Défense. En juin 1973, il est nommé chargé de mission à la Datar. Directeur du cabinet de Michel d'Ornano à l'Industrie, à la Culture puis au Cadre de Vie (1974-1978), il préside à partir de 1977 le conseil d'administration de l'Opéra de Paris. Il choisit alors le privé, entrant en 1979 dans le groupe Willot comme directeur, puis administrateur à la direction générale de Boussac St Frères. Démissionnaire en janvier 1980, il passe peu après chez Thomson-CSF comme directeur délégué et PDG de Thomson CSF Informatique. Le retour de la droite en 1986 lui permet d'obtenir la présidence de Télédiffusion de France, avant de rejoindre comme PDG en 1989 la Banque d'investissement et de trésorerie. Ce cousin de Claude Cherki, autre membre du Siècle, est aussi PDG de Sarman-Da Costa et associés, cogérant de Friedland Investissements et directeur général de Friedland Finances.

DARMON Marco. Magistrat, né le 26 juillet 1930 à Tunis (Tunisie). D'abord magistrat en Bretagne (1957-1959), il est ensuite détaché au ministère de la Justice. D'avril 1973 à mars 1974, il sera conseiller technique auprès du garde des Sceaux Jean Taittinger, avant d'être promu vice-président du tribunal de grande instance de Paris. En 1981, il devient directeur adjoint du cabinet de Maurice Faure à la Justice et le demeure avec son successeur, Robert Badinter. Directeur des affaires civiles et du sceau en 1982, il devient avocat général à la Cour de Justice de l'Union européenne à Luxembourg (1984), avec rang de président de chambre à la Cour de Paris. En 2003 il est magistrat honoraire, ancien avocat général à la Cour de Justice des Communautés européennes, avocat à la Cour.

DARROIS Jean-Michel. Avocat, né le 14 juillet 1947 à Paris. D'origine juive sépharade, cet avocat, depuis 1973, s'oriente rapidement vers les affaires, devenant l'un des meilleurs spécialistes des montages financiers complexes, OPA et autres prises de contrôle de la place de Paris. Avocat près la Cour d'appel de Paris, il a notamment suivi les dossiers de Télémécanique, LVMH, Société générale de Belgique, Victoire, Cérus, Suez. Mais il a également défendu Laurent Fabius dans l'affaire du sang contaminé. En juin 2010, Nicolas Sarközy lui a confié la présidence d'une commission chargée de réfléchir à la réforme de la profession d'avocat. Il est le mari de la photographe Bettina Rheims.

DASSAULT Laurent. Directeur de société, né le 7 juillet 1953 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le second fils de Nicole Raffel et de Serge Bloch, devenu Dassault, par décret du 8 décembre 1950. Il a grandi dans l'ombre d'Olivier Dassault, son frère de deux ans son aîné, « chouchou de son défunt grand-père » (*Le Point*, 25 avril 2013), député UMP de l'Oise, administrateur de la Socpresse (*Le Figaro*), nommé président du conseil de surveillance du groupe Dassault en 2011 et favori pour la succession à la tête du groupe. Comme le résumait *Capital* (mars 2012) : « Olivier et Laurent, se détestent cordialement [...] Serge Dassault n'a pas réussi à transmettre le goût des études à tous ses enfants. Thierry n'a pas son bac, Marie-Hélène s'est consacrée à l'éducation de ses cinq enfants, et Laurent n'a qu'une licence de droit et une petite école de commerce à faire valoir. » Il est le père de Julien et Adrien, nés de son premier mariage avec Martine Reich. En 2002, il a épousé en secondes noces Martine Lambrey de Souza, mariage célébré à bord d'une 2 CV de 1968, bien que « son garage compte une Porsche *Panamera* ou une Aston Martin *Cygnet* (*Capital*). » En premières noces, Martine, fille de Philippe Lambrey de Souza et de Lise Alcan (et sœur d'Aline Lambrey de Souza, épouse de François Schapira) a été mariée avec Jean de Gunzburg (fils d'Alexandre de Gunzburg et de Minda Bronfman), issu d'une famille richissime principalement implantée dans les alcools. Passé par le Lycée Janson-de-Sailly et la modeste École libre supérieure de sciences commerciales appliquées, Laurent Dassault n'est titulaire que d'une licence de droit des affaires (Paris II-Assas). Il commence sa carrière dans le milieu bancaire dans des établissements associés au groupe Dassault : à la Banque Vernes d'abord, entre 1977 et la nationalisation du groupe en 1982, puis comme directeur du département bancaire France à la Banque industrielle et commerciale du Marais (1983-1989), après un bref détour comme secrétaire général de la Société centrale d'investissements (1982-1983). En 1990-1991, il a administré et dirigé la Banque parisienne internationale, suite à une prise de participation de 40 % par le groupe Dassault. Depuis 1983, il est administrateur de Sogitec Industrie, une filiale du groupe familial, ainsi que de Dassault Systèmes (depuis 1993). Il dirige Dassault Investissements, une entité créée en 1990, chargée des compensations indirectes liées aux contrats du groupe. À ce titre, il siège ou a siégé dans divers conseils d'administration comme la Banque Edmond de Rothschild au Luxembourg, Power corporation du Canada, Industrial Procurement Services (États-Unis), National Aerospace Fasteners Co (Taïwan), etc. *Le Point* (24 avril 2014) résumait son rôle dans le groupe : « Directeur général délégué de la holding familiale Groupe industriel Marcel Dassault (GIMD), il est chargé de la diversification des activités. À ce titre, il gère la Foncière immobilière – 10 immeubles dans le triangle d'or parisien – la maison de ventes Artcurial et les participations dans le vin. Il a investi avec les Benetton, Albert Frère, Vincent Bolloré ou Bernard Arnault. « Avec mon père, mes frères, Olivier et Thierry, ma sœur, Marie-Hélène et son mari, Benoît, on se réunit régulièrement dans des comités d'investissement, raconte Laurent Dassault. Je leur présente des dossiers, et ils disent oui ou non. J'ai un capital confiance vis-à-vis de ma famille, mais je n'ai pas le droit à l'erreur. Ils sont prudents et ils ont raison. » Ami d'enfance de Vincent Bolloré, il est de ceux qui tutoient et qui financent Nicolas Sarközy, étant, tout comme son frère Olivier, un des membres du Premier Cercle Premium UMP. Membre du Cercle de l'Union interalliée, du Travellers Club et de l'Automobile Club de France, ce féru de polo et d'art contemporain, qui s'affiche sur son site internet aussi bien avec Bernadette Chirac qu'avec Benjamin Netanyahou, est entré, en 2013, au conseil d'administration de l'Association pour la mémoire des enfants cachés et des Justes.

DASSAULT Olivier. Ingénieur, né le 1er juin 1951 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Docteur en gestion et en informatique et maître de conférences à HEC, il monte avec son grand-père Marcel Dassault la société Production 2000. En 1978, il entre chez Avions Marcel Dassault-Bréguet-Aviation comme conseiller aux affaires internationales. En octobre, il fonde Inter-Promotion, devenu en 1981 groupe Olivier Dassault International Communication (ODIC), qu'il préside jusqu'en 1985, après en avoir fait

une des dix premières agences de France (il organisera notamment la campagne de 1984 pour l'école libre). En 1989, il devient chargé de mission auprès du président, puis, en 1990, directeur de la stratégie de AMDBA. L'année suivante, il rentre à sa filiale Airinfi, spécialisée dans le financement des aéronefs, dont il demeurera conseiller jusqu'en 1993. Membre du comité central du RPR, secrétaire national au commerce extérieur depuis 1990, il siège à partir de 1978 au conseil municipal de Paris. Député de l'Oise à partir de 1988 (reprenant à l'occasion d'une partielle la circonscription de son grand-père), il sera réélu en 1993, battu en 1997, réélu en 2002 et 2007. Ce compositeur de musique à ses heures a épousé la fille du député RPR Georges Tranchant, un des plus gros propriétaires de casinos français et de sociétés important des « machines à sous ». Battu aux élections municipales de 1989 et de 1995 à Beauvais, il a siégé au conseil régional de Picardie en 1992-1993 et siège au conseil général de l'Oise de 1993 à 1998. Il soutiendra Édouard Balladur en 1995. Il appartient à la loge parisienne La Nouvelle Jérusalem de Paris (Grande loge de France) et au club maçonnique le Carrefour de l'Amitié. Il a été réélu député de l'Oise en juin 2007.

DASSAULT Serge. Président de société, né le 4 avril 1925 à Paris. Ancien élève de Polytechnique et de l'École nationale supérieure de l'aéronautique, le fils de l'avionneur Marcel Dassault (anciennement Bloch, *Journal officiel*, 15 février 1949), figure légendaire majeure du « complexe militaro-industriel », est entré en 1955 dans la société paternelle, où il fera toute sa carrière. Directeur général adjoint de l'Électronique Serge Dassault dès 1963, il en sera le PDG de 1967 à 1986, devenant alors (à la suite du décès de son père) PDG de Avions Marcel Dassault-Bréguet-Aviation, dont il était administrateur depuis 1967. Il appartient depuis 1968 au comité de direction du Groupement des industries électroniques, au bureau du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (président depuis 1993). Président depuis 1972 de l'Association française pour la participation dans les entreprises, il siège à la commission économique du CNPF et préside le Conseil des industries de la défense française depuis 1994. Appartenant toujours à un groupe qui réussit à échapper plus ou moins complètement aux nationalisations (y compris en 1981 par un splendide tour de passe-passe), Serge Dassault a été engagé dans un bras de fer avec le gouvernement qui souhaitait sa fusion avec le groupe Aérospatiale. Il l'a finalement emporté. Ayant milité jusqu'en 1980 au CNI (dont il était tête de liste en 1977 à Corbeil-Essonnes), il s'est présenté en vain à diverses élections (notamment les législatives de 1978 et 1981 comme candidat UDF) avant de fonder l'Union des libéraux indépendants, qui devient en mai 1981 le Parti libéral. Élu conseiller municipal de Corbeil (1983-1995), il réussit finalement à devenir conseiller régional d'Ile-de-France (indépendant puis RPR) en 1986 et conseiller général de l'Essonne en 1988, puis maire de Corbeil en 1995, après une polémique due à la présence de membres ou de proches du Front national sur sa liste (qu'il dut éliminer). Réélu en 1998, il a été invalidé et déclaré inéligible pour un an. Il a également été élu au Sénat en 2004. Ce franc-maçon modéré (membre de la loge La Franche Amitié du Grand Orient de France) appartient au Carrefour de l'Amitié. Sa fortune personnelle est évaluée à plus de 6 milliards d'euros.

DATI Rachida. Magistrate, née le 27 novembre 1965 à Saint-Rémy (Saône-et-Loire). Elle est issue d'une famille d'origine maghrébine de confession musulmane de douze enfants. Mbrak Dati, son père, un marocain analphabète arrivé en France en 1963, a été maçon puis ouvrier chez Saint-Gobain, et sa mère, également analphabète, d'origine algérienne (aujourd'hui décédée), a élevé les enfants. La différence d'âge était énorme entre eux : c'était un mariage arrangé. De même que sera arrangé un mariage entre Rachida Dati et un immigré. Épisode uniquement évoqué de temps à autre mais jamais réellement explicité : en août 1992, elle est mariée avec un homme « avec lequel elle n'avait rien à partager » pour mettre fin aux « pressions récurrentes » de sa famille. En décembre de la même année, elle demande l'annulation de cette union, qu'elle obtiendra de la justice en 1995. Inscrite dans une église privée catholique, Le Devoir, tenue par des

Carmélites, cette musulmane s'adapte à la situation : « On ne faisait pas les sacrements - ni communion, ni confession - mais on allait à la messe (*Le Journal du dimanche*, 7 mai 2006). » Elle a multiplié les « petits boulots » tout en préparant son baccalauréat (mention « assez bien » à 17 ans et demi) : vente de cosmétiques en porte à porte, vendeuse (en charcuterie !) en supermarché, aide-soignante dans des cliniques, etc. Inscrite à la faculté de sciences économiques à Dijon, elle aurait obtenu une maîtrise de gestion financière et une maîtrise de droit. En réalité, sur tous ces diplômes, nombre s'interrogent mais le livre à révélations qui devait sortir sur la question n'est jamais paru. Elle a percé dans *Le Monde* au terme d'une stratégie soigneusement calculée : depuis la faculté, elle notait, à partir de la lecture des magazines, les « gens qui comptent », établissant de petites fiches sur eux. Ayant appris un jour qu'une réception avait lieu à l'ambassade d'Algérie à Paris en 1986, elle s'y fit inviter et en profitera pour rencontrer Roger Hanin (qui la recommandera à gauche) et surtout le ministre Albin Chalandon, ancien président d'Elf. Ce dernier lui accordera un rendez-vous et lui proposera la botte : « Je peux vous mettre le pied à l'étrier, mais vous me prouverez que vous pouvez mettre l'autre. ». Deuxième marche de l'échelon social avec Jean-Luc Lagardère rencontré lors de la remise du Prix 1989 de la Fondation de la vocation qui était décerné à sa sœur aînée, Malika Dati, aujourd'hui maire-adjoint en Lorraine. Un an plus tard, elle rejoint comme auditeur financier Matra-Communication (1990-1993) qui lui avait financé entre-temps un coûteux MBA en droit des affaires. Elle est par la suite envoyée à Londres comme auditeur interne à la Banque européenne de reconstruction et pour le développement (1993-1994) alors dirigée par Jacques Attali. De retour en France, elle devient secrétaire générale du bureau d'études parisien de la Lyonnaise des eaux. À chaque reprise, elle va diversifier ses relations : elle renoue avec Marceau Long, alors président du Conseil d'État, à qui elle avait écrit alors qu'elle était étudiante à la suite d'un colloque sur l'Europe. Il lui fait connaître Simone Veil, avec laquelle elle se lie étroitement : elle lui commande un projet sur la politique de la ville lorsqu'elle devient ministre des Affaires sociales du gouvernement Balladur. Par leur intermédiaire (mais aussi celui de Pierre de Bousquet de Florian, futur directeur du contre-espionnage), elle est ainsi admise, sur titres (mais des titres dont on se demande la valeur réelle), à l'École nationale de la magistrature et devient magistrat afin de « disposer d'un statut » sans avoir passé le moindre concours. Elle n'a d'ailleurs pas laissé grand souvenir à l'ENM, n'y étant strictement que le temps nécessaire et ne se liant avec personne. Consécration suprême, Simone Veil lui offrira sa propre robe de magistrat lorsqu'elle est nommée, en 1999, juge-commissaire aux procédures collectives à Péronne. Deux ans plus tard, elle est propulsée substitut du procureur d'Evry, effectuant une carrière éclair. Entre-temps, elle a appartenu au cabinet du ministre de l'Éducation nationale, un certain François Bayrou, où elle est chargée des conflits à propos du « foulard islamique ». Elle se liera ensuite étroitement avec Henri Proglio, le PDG de Veolia Environnement (lors de la soirée au Fouquet's, on les voit épaule contre épaule dans le reportage de *Paris-Match*). Elle n'a pourtant pas fait ses premières armes à droite, mais à gauche. Par le biais de Roger Hanin, elle a flirté à ses débuts avec la gauche : approchée par Bernard Kouchner, elle figura sur l'ébauche de la liste Rocard aux élections européennes de 1994. L'affaire ne se fit pas et elle finit par écrire, en 1996, à Nicolas Sarközy qui l'avait reçue à la mairie de Neuilly afin de lui proposer ses services. Faute de réponse, elle récidive en 2002. Elle entre alors au cabinet du ministre de l'Intérieur en charge de la prévention de la délinquance, de la cohésion sociale et de l'intégration, s'occupant très largement des affaires islamiques mais aussi de la rédaction de la loi sur la prévention de la délinquance. « Madame Discrimination positive » suivra Sarközy ensuite aux Finances avant de revenir à l'Intérieur (avec un court intermède comme directeur général adjoint aux affaires juridiques et marchés publics du conseil général des Hauts-de-Seine en 2004-2005). Elle appartient aussi au club d'influence Le Siècle et à l'Institut Montaigne de Claude Bébéar dont elle est l'une des protégées. L'un de ses coups de maître a été la fondation en 2004 avec Hakim el-Karoui,

ex-plume de Jean-Pierre Raffarin à Matignon (avec lequel elle est désormais en froid) d'un cercle de Français d'origine immigrée ayant réussi qu'elle préside depuis lors, le Club XXIe siècle, dont la charte indique que « la diversité est aujourd'hui l'une des caractéristiques fondamentales de la France » même si les Français s'en inquiètent car « ils ignorent le plus souvent qu'au niveau économique, la diversité est aussi un facteur déterminant d'innovation et de créativité ». Le cercle, étroitement soutenu par Claude Bébéar, est donc notamment favorable au CV anonyme. Elle est ensuite propulsée porte-parole de l'UMP durant la campagne présidentielle électorale avec un autre quasi-inconnu, Xavier Bertrand. En mai 2007, cette femme inexpérimentée, qui ne se fera pas apprécier par les membres de son cabinet et par la magistrature, devient garde des Sceaux et ministre de la Justice. En mars 2008, sans aucune expérience de terrain, elle est parachutée pour être élue maire du VIIe arrondissement de Paris, au second tour, avec seulement 57,69 % dans cet arrondissement très bourgeois. Élue député européen en 2009 (deuxième sur la liste UMP en Ile-de-France), cette ambitieuse, qui a tour reçu en un temps record, quitte le gouvernement, largement sous l'influence de Carla Bruni-Sarközy, qui la déteste.

DAUGE Yves. Économiste, né le 26 janvier 1935 à Fontevraud-l'Abbaye (Maine-et-Loire). Après des études de droit et d'économie en France et aux États-Unis, ce brillant fils d'agriculteurs catholiques a été en 1964-1965 chargé de mission, puis chef adjoint du cabinet d'Edgard Pisani, à l'Agriculture, puis en 1966-1967 à l'Équipement. Directeur d'études au Bureau d'études et de réalisations urbaines en 1967, il dirige de 1976 à 1981 l'Union nationale des HLM. Chargé de mission au cabinet du Premier ministre Pierre Mauroy dès l'été 1981, il dirige la section de l'urbanisme et des paysages à l'Urbanisme (1982-1985). Devenu inspecteur général de la construction, il deviendra en 1986 président de la Mission interministérielle de coordination des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme (les grands travaux de François Mitterrand), avant d'être conseiller spécial de Maurice Faure au retour de la gauche. Concurrencé par le vibrionnant Roland Castro, il va devenir le « Monsieur Ville » de la gauche, comme délégué interministériel à la ville et au développement social urbain, ainsi que conseiller auprès du ministre de la Ville et de l'Aménagement du territoire Michel Delebarre. Il entre en juillet 1991 à l'Élysée, comme chargé de mission auprès de François Mitterrand pour les dossiers concernant la ville, l'urbanisme et les banlieues. Membre du Parti socialiste, il sera maire de Chinon de 1989 (après l'avoir été durant 18 ans de Saint-Germain-sur-Vienne) à 2006. Il sera également conseiller général d'Indre-et-Loire de 1976 à 2006, conseiller régional du Centre de 1986 à 1997. Député socialiste d'Indre-et-Loire (1997-2001), il est devenu sénateur le 23 septembre 2001. Son épouse, Isabelle Dauge, est une ancienne collaboratrice de Georgina Dufoix.

DAUTRESME David. Banquier, né le 5 janvier 1934 à Marseille (Bouches-du-Rhône). À la sortie de l'Ena, ce fils d'un capitaine au long cours rejoint la Cour des comptes. En 1964, on le retrouve rapporteur adjoint de la commission de l'équipement sanitaire et social du cinquième plan puis, en 1966, contrôleur général de la Caisse des dépôts et consignations. Chargé de mission au cabinet de Michel Debré, à l'Économie et aux Finances, en 1967, il entre au Crédit lyonnais l'année suivante. Il y sera successivement sous-directeur, directeur des programmes et du contrôle de gestion, directeur général adjoint, chargé de la direction centrale de la production et de la comptabilité générale (1978). En 1979, il reprend en main les affaires financières (n° 3 du Crédit lyonnais), à la suite d'un scandale financier au sein de la gestion des patrimoines particuliers, et développera l'informatisation au sein de la banque. En 1981, ce social-démocrate de sensibilité de gauche (proche de Jacques Delors et de François Bloch-Lainé) sera chargé par Laurent Fabius de faire des propositions pour réanimer la bourse et dynamiser l'épargne. Il propose un réaménagement complet de la fiscalité et la création d'un second marché boursier, idées qui seront mises en œuvre les années suivantes. Président du Crédit du Nord en 1982, il intègre le privé en 1986, entrant à la banque Lazard, qui s'occupera de très près

des dénationalisations. Forte personnalité du monde bancaire, il s'imposera rapidement à la tête de la division des produits financiers, avec Bernheim, Combret et Roger, comme l'un des quatre grands féodaux de la banque Lazard. Il est administrateur de plusieurs sociétés (Club Méditerranée, Axa, Casino, Eurazéo, Fimalac).

DAUTRY Alice. Biologiste, née en 1950. Docteur d'État ès sciences, cette biologiste cellulaire a débuté par la physique des solides, bifurquant rapidement vers la biologie moléculaire qu'elle avait étudiée aux États-Unis (MIT et National Institute of Health notamment). Signataire de plus de 150 publications dans des journaux scientifiques internationaux dans les domaines de la biologie cellulaire, de l'immunologie, des récepteurs et des agents infectieux, elle a notamment été professeur à l'École polytechnique et a créé à l'Institut Pasteur le cours de biologie cellulaire. Membre de conseils scientifiques et conseils d'administration de diverses académies internationales, elle est devenue, en remplacement de Philippe Kourilsky, directrice générale de l'Institut Pasteur en octobre 2005 (renouvelée pour quatre ans en 2009).

DAUZIER Jean-Marie. Banquier, né le 22 juin 1926 à Cornil (Corrèze), décédé en juin 1982. Ancien de l'Institut national agronomique, ce fils d'agriculteurs a appartenu aux cabinets des ministres des Finances, Pierre Pflimlin (et à nouveau en 1957-1958 avec ce dernier) et Robert Buron en 1955. Secrétaire général du Centre national du commerce extérieur de 1960 à 1964, ainsi qu'une nouvelle fois directeur de cabinet de Pierre Pflimlin, ministre de la Coopération en 1962, il rejoint ensuite le Crédit agricole dont il deviendra secrétaire général. Chargé de mission au cabinet du ministre de l'Agriculture Jacques Duhamel (1969-1970), il devient PDG de l'Union financière pour l'Europe et l'Afrique. Administrateur d'Havas (dont son frère deviendra le PDG), il sera vice-président (1970) puis président à partir de 1972 de la caisse du Crédit agricole de Corrèze. Également maire pendant quinze ans de sa commune natale, il a très largement aidé Jacques Chirac à s'implanter en Corrèze. Il était le frère de Pierre Dauzier.

DAUZIER Pierre. Président de société, né le 31 janvier 1939 à Périgueux (Dordogne), décédé le 28 septembre 2007. Licencié en droit et ès lettres, ce fils d'agriculteurs corréziens entre en 1963 au groupe Havas, recommandé par son frère, comme chef de publicité. Il y fera toute sa carrière, devenant peu à peu le dauphin de Claude Douce. Il devient en 1972 directeur général, puis en 1982 PDG d'Havas conseil, président du directoire d'Havas Tourisme, PDG d'Eurocom et d'Information et Publicité (grâce notamment à l'appui d'un autre Corrézien, Georges Roquette, éminence grise d'Havas). En 1986, ce fidèle et vieil ami de Jacques Chirac succède au mitterrandien André Rousselet lui laissant habilement la présidence de *Canal+* et baissant la participation du groupe de 50 à 25 % comme PDG du Groupe Havas. « Ni énarque, ni polytechnicien, sans fortune, sans famille et sans charisme apparent, c'est l'anti-star, l'anti-patron de choc (…) Il ne bridge pas, il belote. Ne chasse pas, mais se passionne pour le rugby. Il refuse de jouer au golf : il lit et se pique même d'écrire (*Le Monde*, 5 septembre 1995). » Lors de la privatisation, il ouvre le capital aussi bien à la droite qu'à la gauche, ce qui lui permettra de passer sans problème les cohabitations successives. « Habile, voire retors (…) discret et souriant, il cultive le côté grand dadais trop benêt pour être dangereux » (Antoine Lefébure, *Havas, les arcanes du pouvoir*, Grasset, 1992). Il gagnait 8 millions de F en 1993, plus les stock-options (selon André Rousselet, *L'Événement du jeudi*, 14 juillet 1994). Il a tenté en vain de racheter Hachette (qui appartient au groupe Matra-Lagardère) à l'automne 1992, mais en 1994 devient président de la Compagnie Luxembourgeoise Multi Média, puis en 1995 reprend à Alcatel *L'Express* et *Le Point* (en retour Alcatel a pris 21 % d'Havas, devenant son actionnaire de référence), doublé par la prise de contrôle de CEP Communication (*L'Usine nouvelle*, *L'Expansion*, *La Vie française*, etc.) et de sa filiale d'édition, Le Groupe de la Cité, ce qui hisse le groupe au cinquième rang mondial des groupes de communication avec 45 milliards de F de chiffre d'affaires. Il est notamment administrateur de CEP Communication, *Canal+*, la CLT et Gallimard. Il appartient au club des Cent et à Entreprise et Cité de

Claude Bébéar. « Lui qu'on peignait en 1986 lors de son arrivée comme un patron de transition, sans éclat ni entregent s'affirme comme un acteur majeur des grandes manœuvres à venir du multimédia en Europe » (*Capital*, décembre 1995).

DAVID Jacques-Henri. Inspecteur des Finances, né le 17 octobre 1943 à Ygrande (Allier). Ancien de l'École polytechnique, de l'IEP et de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique, celui qui sera à la fois un grand commis de l'État, un banquier et un industriel, a commencé comme administrateur à l'Insee (1967-1968), puis sera détaché à la Banque de France comme conseiller technique auprès du directeur général du crédit (chef du service d'études économétriques), avant de devenir secrétaire général adjoint du Conseil national du crédit (1969-1975). Nommé inspecteur des Finances au tour extérieur en 1979, cet homme affable et discret entre comme conseiller technique au cabinet du ministre de l'Économie René Monory. Il deviendra directeur adjoint (1980) puis directeur de son cabinet, et en restera un proche. Secrétaire général du Conseil national du crédit (1981-1984), il entre en 1985 à Saint-Gobain comme directeur financier, avant d'en devenir directeur général (n° 2, de 1986 à 1989) aux côtés de Jean-Louis Beffa. Spécialiste en gestion financière, il supervisera de bout en bout la privatisation du groupe. Président de la Banque Stern (1989-1992), puis (après fusion avec la banque Pallas) président de la Banque Pallas-Stern (1992-1993), il quitte alors la banque pour entrer comme directeur général à la Compagnie générale des eaux (faisant un temps figure de dauphin de Guy Dejouany). Il sera également vice-président de la commission économique du CNPF et président du Centre de recherches pour *L'Expansion* de l'économie et le développement des entreprises (Rexecode). Pressenti par le ministre des Finances Jean Arthuis comme directeur de cabinet en 1995, il prendra finalement la tête du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises, et de la nouvelle Banque de développement des PME qui sera créée à la fin de 1996. De 1997 à 1999, il a été président de la Banque de développement des petites et moyennes entreprises (BDPM) et membre du Conseil économique et social de 1996 à 1999 et, de 1999 à 2009, président du groupe Deutsche Bank.

DAVID Pierre. Ingénieur, né le 15 juin 1940 à Toulouse (Haute-Garonne). Ingénieur du génie maritime en 1964, cet ingénieur général de l'armement est affecté à Toulon à la direction des constructions et armes navales jusqu'en 1972. Chargé de mission auprès du préfet de région Rhône-Alpes, il entre au cabinet du Premier ministre Jacques Chirac en 1974. Chargé de mission de 1976 à 1978 auprès du directeur de la SNCF, il est l'homme idoine pour prendre la direction du cabinet de Joël Le Theule, ministre des Transports, en 1978 (et le suivra à la Défense en 1980). PDG d'Electronique Aérospatiale de 1981 à 1986, il passe alors chez Souriau, où il occupera les postes de secrétaire général adjoint et de PDG (1987). Depuis lors, il a été directeur à Friedland Finance, président de la Cité des sciences et de l'industrie (1993), président de l'Ifremer (1995-2000). Conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes (2000-2004), il présidera le conseil d'administration de l'ANPE (2003-2007).

DAVID-WEILL Michel. Banquier, né le 23 novembre 1932 à Paris. Il descend d'une dynastie de banquiers arrivés en France au XVIII[e] siècle et aux États-Unis au XIX[e], notamment David Weill, l'un des personnages les plus considérables de la III[e] République qui fut autorisé à s'appeler David David-Weill par décret du 7 avril 1921. Une biographie assez convenue leur a été consacrée : *MM. Lazard Frères et Cie, Une saga de la fortune, par Anne Sabouret* (Orban, 1987). Lui-même a été défini par Globe comme « le roi des banquiers d'affaires, une puissance financière dix fois supérieure à celle des Rothschild », par *Le Nouvel observateur* comme « le Français le plus important de la finance mondiale », et, selon *L'Expansion*, Lazard est le « vrai ministère de l'industrie ». *Le Nouvel économiste* parlait en 1994 de « Trilatérale des grands maîtres de la banque d'affaires ». Coordinateur et véritable patron de la Banque Lazard, (la « Rolls-Royce » des banques d'affaires) tant à Paris, Londres qu'à New York, David-Weill, qui descend des fondateurs de la banque, est une

des plus grosses fortunes de France (estimée à 5 milliards de F en 1989, sans doute le double aujourd'hui) avec des rémunérations annuelles connues qui s'élevaient en 1989 à 400 millions de F (un salaire 189 fois supérieur à celui de Jacques Calvet, PDG de Peugeot par exemple). Affilié à la Trilatérale, c'est un ami de l'Élysée et de Matignon, quels qu'en soient d'ailleurs les occupants (Mitterrand lui octroie la rosette sur demande de Rocard). Détenteur par héritage de 51 % du capital de Lazard, cet orfèvre en matière financière, aussi secret que les banquiers qu'il dirige, a pris la direction de Lazard-Paris en 1975, et de Lazard-New York en 1977. Conseiller de nombreuses grandes fortunes de France, il a participé à la plupart des principales OPA des décennies 80/90. En 1986, il a couvert l'accord entre ITT et CGE dans le téléphone. Il est également à l'origine de la création de LVMH sous la direction de Bernard Arnault (poulain de son associé chez Lazard, Antoine Bernheim), de la montée du groupe de Vincent Bolloré, ainsi que de la vente des *Echos* à un groupe britannique. En général défenseur de l'establishment des affaires, il a une politique d'anti-raider, qui lui permet d'entrer dans le capital des sociétés faisant l'objet d'OPA ou simplement menacées de rachat (comme Jérôme Seydoux ou Antoine Riboud, deux clients privilégiés). Résident américain et citoyen français, il contrôle une bonne partie du financement des industries françaises, et est au conseil d'administration d'une douzaine (vice-président de Danone, président du conseil de surveillance de la Sovac, etc.). Il a toujours refusé l'introduction en Bourse de Lazard, afin de ne pas être obligé de communiquer ses résultats. Il est par ailleurs membre du Club des Cent, de l'Académie des Beaux-arts, ancien président du Conseil supérieur du mécénat, et l'un des plus gros donateurs du Fonds social juif unifié (bien que son père et son grand-père se soient convertis au catholicisme). Passionnée d'art et de mécénat, son épouse préside l'Union centrale des arts décoratifs depuis 1994, les Amis du musée national d'art moderne du centre Georges Pompidou depuis 1987, etc.

DAVIN Jean-Paul. Directeur de société, né le 27 mai 1945 à Antony (Hauts-de-Seine). Son père, directeur de société, ancien de la division Leclerc, fut un gaulliste historique. Ce simple licencié en droit (et ancien élève non diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris) a exercé dans divers cabinets ministériels : chargé de mission pour les relations avec le Parlement au cabinet du ministre de la Santé Jean Foyer (1972), qui avait été l'un de ses enseignants, chargé de mission de Joseph Comiti, secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement (1973-1974) puis au secrétariat aux DOM-TOM (1974). Chargé de mission pour les relations avec le Parlement au cabinet du ministre de la Santé Simone Veil (1974-1979), il fut ensuite directeur du cabinet de Jacques Limouzy, secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement (1979-1981) et responsable de la cellule « courrier » de Valéry Giscard d'Estaing lors des élections présidentielles de 1981. Il devient, par la suite, adjoint du directeur de la communication de la Compagnie générale d'électricité (1985-1986). Durant la cohabitation, on le retrouve comme conseiller technique, chargé des relations avec le Parlement d'André Giraud, ministre de la Défense (1987-1988). Devenu conseiller à la direction des relations extérieures des Wagons Lits (1988-1990), il sera ensuite directeur des relations extérieures de Philips (1990-1993). Au retour de la droite au pouvoir, il devient conseiller pour les relations avec le Parlement d'Édouard Balladur à Matignon (1993-1995) qui le nomme préfet (décembre 1993). Il s'activera beaucoup pour rallier les élus RPR et UDF à la cause du Premier ministre, candidat aux élections présidentielles de 1995. Directeur des relations extérieures d'Elf Aquitaine (1995-2000) puis conseiller du président de Philips France, « l'oreille des parlementaires » (*Le Monde*, 19 octobre 2002) sera encore conseiller parlementaire de Jean-Pierre Raffarin à Matignon (2002-2005). En janvier 2006, il retourne dans le privé comme responsable des affaires publiques d'Alcatel. À la suite d'un article du *Point* révélant son appartenance maçonnique, il a aussitôt démenti (*Le Point*, 6 décembre 2002). Sa supposée appartenance était déjà mentionnée dans un article de *L'Express* (5 mai 1993) qu'il avait également démenti.

DAVY DE VIRVILLE Michel. Directeur de société, né le 13 mai 1945 à Paris XVe. Fils

d'un médecin et d'une universitaire, ce docteur (troisième cycle) en statistiques mathématiques a débuté comme ingénieur de recherches au CNRS (1968-1975). Conseiller technique du Premier ministre Laurent Fabius (1984-1986), il sera, par la suite, conseiller technique du ministre d'ouverture au Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle Jean-Pierre Soisson (1988-1991). Conseiller maître à la Cour des comptes (1991), il devient, en 1993 secrétaire général du groupe Renault, directeur des ressources humaines (1998-2007) et responsable des performances depuis 2007. Il devient président de l'Unedic en 2008.

DAYAN Georges. Avocat, né le 6 mars 1915 à Oran (Algérie), décédé le 28 mai 1979. Avocat à Oran de 1940 à 1947, il arrive à Paris en 1947, où il devient chef de cabinet de François Mitterrand. Il reste à ses côtés tout le long de la IVe République, et anime de 1952 à 1962 l'UDSR. Fondateur en 1965 de la FGDS, député du Gard en 1967, il représente Mitterrand au présidium du comité directeur du Parti socialiste à partir de 1971. Sénateur de Paris à partir de 1977, il sera le plus proche ami de Mitterrand, avec qui il a fait une partie de ses études et son service militaire. Contrairement aux usages, Mitterrand le fera nommer au tour extérieur maître des requêtes au Conseil d'État. Il était le père de Paule Dayan.

DAYAN Paule (épouse COHEN, née). Avocate, née le 17 janvier 1944 à Oran (Algérie). Fille du précédent, cette avocate près la Cour d'appel de Paris (1968-1981) a été intégrée dans la magistrature en mars 1981. Juge au tribunal de grande instance de Nanterre en juin 1981, elle est aussitôt appelée comme chargé de mission (pour les questions de justice, puis de très nombreux autres dossiers) à la présidence de la République. Elle y demeurera jusqu'en 1993. En 1986, elle est nommée aussi juge au tribunal de grande instance de Paris et s'occupe des relations avec le Parlement. Secrétaire général du Conseil supérieur de la magistrature (1993-1994) où elle succède à Danièle Burguburu, elle retourne ensuite à l'Élysée. En 1995, François Mitterrand l'impose comme conseiller d'État au tour extérieur, contre l'avis motivé du Conseil d'État (publié au *J.O.*).

DEAU Thierry. Président de société, né le 20 novembre 1969 à Fort-de-France (Martinique). Ingénieur civil des Ponts et Chaussées (1993), il a débuté comme ingénieur dans le secteur de l'eau chez GTM International avant de rejoindre Egis Projects (1995), en charge du financement, du développement et de la gestion de projets d'infrastructures et de diverses sociétés concessionnaires. Directeur général d'Egis Projects en 2001, il rejoint en 2004 le groupe d'ingénierie américain Aecom Global Technology afin d'y développer une activité indépendante d'investissements spécialisés dans les projets financés dans le cadre de partenariats public-privé. Il lance ensuite Meridian Infrastructure Management (Paris et Londres), racheté par Credit Agricole Private Equity, dont il demeure PDG. Il est administrateur de diverses sociétés comme Fulam Investment Group (Grande-Bretagne), Awsa (concession d'autoroutes en Pologne), North Tarrant Expressway (États-Unis), LBJ Expressway (Slovaquie), etc.

DEBARGE Marcel. Postier, né le 16 septembre 1929 à Courrières (Pas-de-Calais). Son père, mineur, blessé pendant la guerre de 1914-1918, sera versé en 1939 dans les Postes. Lui-même postier, ce cégétiste actif a finalement adhéré à la SFIO en 1964 (et au PS en 1975), après avoir milité au PSA et au PSU. Membre du comité directeur du Parti socialiste en 1977, ainsi que maire du Pré-Saint-Gervais (il n'en démissionnera qu'en 1995, au profit de Claude Bartolone) et sénateur de Seine-Saint-Denis depuis la même date, il assiste François Mitterrand pour les problèmes d'entreprise. Entré au secrétariat national du PS en 1979, il devient, à l'arrivée de la gauche au pouvoir, secrétaire d'État à la Formation professionnelle de mai à juin 1981 sans renoncer à son mandat de sénateur. Secrétaire national aux relations extérieures (1981-1985) puis aux fédérations et au contentieux (1985-1988), ce négociateur bonhomme à la fibre populaire dirige la campagne du PS aux élections européennes de 1989. Secrétaire national à la coordination (n° 2) du PS depuis mars 1990, ce fabiusien (précédemment jospiniste) devient finalement secrétaire d'État au Logement en 1991. Il sera ensuite

(1992-1993) ministre de la Coopération et du Développement. Sénateur de la Seine-Saint-Denis jusqu'en 2004, ce franc-maçon a été président, en 2002, de la commission des relations parlementaires et publiques de l'UEO.

DEBATISSE Michel. Agriculteur, né le 1er avril 1929 à Palladuc (Puy-de-Dôme), décédé le 11 juin 1997. Secrétaire général de la Jeunesse agricole chrétienne (1954-1957), ce simple titulaire d'un certificat d'études (quand même copropriétaire d'une ferme de 120 hectares avec son frère) a fait carrière dans le syndicalisme agricole. Il occupera tout naturellement les mêmes fonctions qu'à la JAC au Centre national des jeunes agriculteurs de 1958 à 1964. Entré au bureau national de la FNSEA en 1963, il est élu secrétaire général adjoint en 1964, secrétaire général en 1968, président en 1971. Bien que considéré comme très proche de Jacques Chirac, il se prononce pour Valéry Giscard d'Estaing en 1978. Élu député européen en 1979 sur la liste de Simone Veil, il démissionne de la direction de la FNSEA. Une obscure affaire de siège invalidé le propulse au gouvernement en octobre 1979. Il y occupe le secrétariat d'État à l'Industrie agroalimentaire, taillé sur mesure pour lui par Valéry Giscard d'Estaing. C'est le basculement de l'agriculture traditionnelle vers une agriculture européenne, industrielle et rationalisée. C'est sans doute ce qui lui vaudra d'être alors coopté au sein de la Commission trilatérale. Réélu en 1984 au Parlement européen, il est vice-président et trésorier du groupe du Parti populaire européen. Délégué général adjoint des adhérents directs de l'UDF, il entre au bureau politique du CDS en 1991. Il revient enfin au Parlement européen, à la faveur d'une démission, en 1992. Président du Comité économique et social d'Auvergne (1974-1983) et de la chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme depuis février 1983, il préside également la coopérative internationale Sodiaal depuis 1989 et la société des produits laitiers Prodiaal depuis 1990, il commercialise notamment les marques Candia et Yoplait. Il est aussi président de l'Institut de formation des cadres agricoles et délégué général du Centre d'étude et de réflexion pour la promotion de l'agriculture et des industries agricoles et alimentaires.

DEBBASCH Charles. Universitaire, né le 22 octobre 1937 à Tunis (Tunisie). Licencié en droit en 1957, docteur en 1960, agrégé en 1963, il devient avocat à la cour d'Aix-en-Provence. De juin 1968 à avril 1969, il est chargé de mission auprès d'Edgar Faure, ministre de l'Éducation nationale. Élu directeur de l'UER de droit et science politique d'Aix-Marseille II en 1970, il organise la création d'Aix-Marseille III, une université libérale et anti-marxiste, et en devient le président en 1973. Il a publié de nombreux ouvrages de droit. Doyen honoraire de la faculté de droit et science politique d'Aix-Marseille III, il appartient au Comité consultatif des universités, au directoire et au conseil d'administration du CNRS. En 1976, il figure parmi les cofondateurs de l'Association pour la démocratie française (giscardienne), et deviendra conseiller à l'Élysée sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1978-1981). En 1984, il bifurque en direction du groupe Hersant (tout en demeurant universitaire) et prend la direction générale du groupe Dauphiné Libéré (il est également éditorialiste au *Figaro*). Il sera aussi conseiller du président du Togo Eyadema et précepteur d'un des fils de Hassan II. Président de la Fondation Vasarely de 1981 à 1993, date à laquelle il en est démissionné par la famille du peintre pour détournements de fonds, il sera détenu aux Baumettes de décembre 1994 à février 1995. Ce catholique pratiquant a pourtant été classé par *Le Nouvel observateur* parmi les Séfarades qui comptent (9 février 1989). Il est arrêté de nouveau, en Belgique cette fois, en mai 2007, dans le cadre de la succession Vasarely dont le dossier n'est pas clos.

DEBON-JAY Marie-Ange. Magistrate à la Cour des comptes, née le 18 mai 1965 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fille de Denise Maison et de Jean Debon, administrateur de société, elle a épousé François Jay, administrateur de société, le 1er juin 1991 (trois enfants: Salomé, Lorraine et Pénélope). Passée par le Lycée Carnot, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et d'HEC (elle y assurera un cours d'économie européenne en 1990), Catherine Debon a intégré à sa sortie de l'ENA (promotion Jean Monnet, 1988-1990) la Cour des comptes comme auditrice (1990-1993), puis conseillère référendaire (1993-1994). En 1995, elle rejoint *France 3*, d'abord comme directrice de la gestion puis comme directrice générale adjointe en charge des ressources (1997-1998) avant d'intégrer le groupe Thomson au poste de vice-présidente de la coordination (1998-2000), puis directrice financière adjointe (2001-2003), membre du comité exécutif, secrétaire générale en charge de la direction juridique et de l'immobilier (2003-2007) et enfin directrice générale adjointe (2007-2008). En 2008, elle a rejoint Suez environnement en tant que secrétaire générale (responsable du juridique et de l'audit). Administratrice de Technip (depuis 2010), membre du collège de l'Autorité des marchés financiers (depuis 2008) et présidente de la commission droit de l'entreprise du MEDEF (depuis 2009), elle a été nommée directrice générale adjointe en charge de l'international à Suez environnement en avril 2013.

DEBORD Valérie. Juriste, née le 29 novembre 1971 à Chaumont (Haute-Marne). Elle est la fille d'une attachée territoriale, Simone Bilinski, et de Bernard Debord, salarié chez Renault. La famille qui, comme l'indique *Libération* (25 septembre 2011), fait tous les ans un pèlerinage au Struthof, s'est installée en Lorraine afin de bénéficier des structures de prise en charge du cadet Laurent, sourd et muet de naissance (elle-même parle le langage des signes). Ce dernier travaille aujourd'hui comme manutentionnaire à la mairie de Nancy. Valérie Debord, « vrai garçon manqué » (*Libération*, 25 septembre 2011) a épousé le 17 février 1996 un professeur de mathématiques devenu principal de collège, Nicolas Rosso, avec qui elle a eu une fille, Noémie. Elle paraît avoir divorcé: alors qu'elle s'était présentée aux élections législatives sous le nom de Rosso-Debord, elle a annoncé par tweet être redevenue Valérie Debord le 8 novembre 2012. Titulaire d'une maîtrise de droit privé et d'un DEA d'histoire du droit (université Nancy II), cette « fille de giscardiens » (*Libération* 25 septembre 2011) s'engage d'abord au Collectif des étudiants libéraux de France (CELF) en 1990 puis chez les Jeunes démocrates sociaux (le mouvement de jeunesse du Centre des démocrates sociaux) dont elle sera vice-présidente (1992-1998), puis présidente (1998-2001) de la section départementale de Meurthe-et-Moselle, à la suite de sa rencontre avec le député UDF (1988-2002) puis UMP (2002-2007) du département, Claude Gaillard, qu'elle considère depuis comme « son deuxième père ». Dans le même temps, cette « rotaryenne classique » comme, elle se définit (*Le Monde*, 11 août 2011) a dirigé l'Union régionale des associations de parents d'enfants déficients auditifs pour la Bourgogne (1995-1998), puis a été embauchée par le conseil régional de Lorraine (1998-2002) en tant que déléguée territoriale chargée de la formation professionnelle, puis à la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) de Meurthe-et-Moselle en tant que secrétaire générale (2002-2004). En 2001, poussée par Claude Gaillard, elle devient adjointe chargée des personnes âgées et des handicapés auprès d'André Rossinot à la mairie de Nancy. Alors qu'elle avait fait la campagne de François Bayrou à l'élection présidentielle de 2002, elle rejoint l'UMP, dans le sillage de Claude Gaillard, dès sa création (2002). En 2007, Claude Gaillard (qui deviendra conseiller de François Fillon à Matignon), lui laisse le champ libre dans la 3e circonscription de Meurthe-et-Moselle. Elle s'y fait élire face au PS Pascal Jacquemin (51,37 % au second tour). D'abord proche de François Fillon, elle se met au service du président de l'UMP Jean-François Copé qui, dès 2011, la nomme déléguée générale adjointe au projet et lui confie l'organisation de la convention UMP sur la laïcité et l'islam. Alors qu'elle espérait être porte-parole de Nicolas Sarközy lors de la campagne présidentielle de 2012, elle se contentera d'un second rôle sur *Twitter* au sein de la « cellule riposte » de l'UMP. Elle n'a pas été réélue députée en 2012 (45,85 % face à Hervé Feron au second tour). Son parrain au Siècle a été le président UMP de l'Assemblée nationale d'alors, Bernard Accoyer.

DEBOUZY Olivier. Avocat, né le 4 septembre 1960 à Paris XVe. Ce fils d'universitaires est ancien élève de l'Ena (1984-1985). Affecté aux Affaires étrangères, il a notamment été Research Fellow à l'Institut international d'études stratégiques de Londres (1988-1989), courroie traditionnelle des organisations mondialistes, puis conseiller diplomatique au Commissariat à l'énergie atomique (1989-

1991). Conseiller juridique (1991-1993), il est devenu avocat en 1993 (cabinet August & Debouzy). Expert international en matière nucléaire, il collabore à la revue *Commentaire* et a signé divers ouvrages sur la défense.

DECAUX Jean-Charles. Président de société, né le 8 juillet 1969. Avec Jean-François et Jean-Sébastien, il est l'un des trois fils de Jean-Claude Decaux, magnat de la signalétique et du mobilier urbain et des espaces publicitaires. Simple bachelier, il a débuté mais n'a pas terminé un master à l'université d'Austin. À 21 ans, il intègre le groupe familial avant d'être nommé deux ans plus tard directeur général de la filiale Espagne du groupe. En 1994, il rajoute l'Asie et l'Amérique du Sud. Une ascension très rapide qui se déroule sous la vigilance de son père, toujours président du conseil de surveillance. À partir de 2000, il codirige avec son frère Jean-François le groupe international. En 2008, il gagnait déjà 2,72 millions d'euros.

DEFFOREY Denis. Directeur de société, né en 1925 à Lagnieu (Ain), décédé le 6 février 2005. Fils de Louis Defforey, qui créa en 1960 avec Marcel Fournier le premier Carrefour, il a joué un grand rôle dans le développement des hypermarchés. En 1976, il invente le concept de « produits libres ». Quelques années plus tard, il lance les « hard-discounts » avec les magasins Ed. Sa société réalisait 75 milliards de F de CA avec 120 hypermarchés en 1990. Il contrôle une série d'enseignes (Castorama, But, Comptoirs modernes). Arrivé à l'âge de 65 ans, cet homme d'une rare discrétion abandonne la présidence du groupe en 1990 à Michel Bon qu'il avait sélectionné depuis plusieurs années. En 1987, il était classé 19e fortune française, totalisant entre 1,5 et 1,8 milliard de Francs.

DEFLASSIEUX Jean. Banquier, né le 11 juillet 1925 au Cap-d'Ail (Alpes-Maritimes), décédé le 22 juillet 2009 à Monaco. Il est le fils d'un artisan mécanicien monégasque. Ancien d'HEC, diplômé d'études supérieures d'économie politique et de sciences économiques, ancien de la London School of Economics, il entre en 1948 au Crédit lyonnais, où il effectuera l'essentiel de sa carrière. En 1969, il en devient directeur du commerce extérieur, en 1972 directeur des affaires internationales, membre du comité de direction générale en 1978. Socialiste de longue date (il entre à la SFIO en 1951 et au comité directeur du PS en 1969), il a appartenu à divers cabinets de ministres socialistes entre 1956 et 1958. Il luttera en 1958 contre Guy Mollet, rejoindra Pierre Mauroy et animera son association, le CEDEP. Tout au long des années 70, il collabore aux travaux économiques du PS sous le pseudonyme de Jean-Pierre Barel, son nom de résistance (il participera au montage d'Urba). Il rédigera l'essentiel des chapitres sur la finance et la banque des programmes socialistes. À l'arrivée de la gauche, ce proche ami de Mauroy jouera un rôle essentiel dans la sélection des membres des cabinets et des futurs patrons de banques. Étant d'évidence l'une des (rares) têtes pensantes en matière économique du PS, il est nommé en février 1982 administrateur général, puis président du Crédit lyonnais en juillet 1982. Il déclare alors : « Je suis un socialiste banquier avant d'être un banquier socialiste. » Quittant la présidence du Crédit lyonnais en 1986, il préside depuis lors une de ses filiales, la Banque pour le développement des échanges internationaux. Ce conseiller pour le commerce extérieur de la France appartient, signe de son influence souterraine, à la Commission trilatérale, dont il est devenu le trésorier en 1982. Depuis 1988, il est le président d'Euralille-Métropole, et a présidé à partir de 1990 l'association France-Exporte-Plus, créée par Edith Cresson. En 1989, il a conduit la liste socialiste à Menton. Il a été président de l'Association monégasque des banques (1990-1995).

DEFOIS Gérard. Ecclésiastique né le 5 janvier 1931 à Rueil-sur-Layon (Maine-et-Loire). Passé par le grand séminaire d'Angers et l'Institut catholique de Paris, ce fils d'agriculteur est docteur en théologie et diplômé de l'École pratique des hautes études. Aumônier des lycées de Cholet (1957-1963), ce sociologue de formation (maîtrise sous la direction de Pierre Bourdieu) a été ordonné prêtre le 11 octobre 1956. Cette personnalité marquante de l'Église de France a occupé de très nombreuses fonctions dans l'enseignement confessionnel catholique, avant de devenir secrétaire général adjoint de l'Episcopat français en 1973, puis secrétaire général en 1977 (jusqu'au 1983, année où il est écarté, étant jugé comme trop

médiatique et trop proche du Vatican). En 1980, il signe un rapport, resté célèbre, où il trace de nouvelles perspectives libérales pour l'Église (« identité », « visibilité », « communion »), se situant dans une perspective progressiste sur laquelle il reviendra largement. Selon lui, le slogan « Français d'abord » est « radicalement antichrétien » et la doctrine du Front national « incompatible avec l'Évangile » (*FA3*, 5 juillet 1985) Depuis 1996, il préside la Commission épiscopale de la catéchèse et du catéchuménat (après avoir présidé le Comité épiscopal Justice et Société, l'aumônerie générale des prisons, etc.). En purgatoire, il sera recteur de l'université catholique de Lyon de 1984 à 1990, tout en étant nommé prélat du pape en 1985, puis vice-président la même année puis président, en 1986, de l'Union des établissements d'enseignement supérieur catholique. Évêque coadjuteur puis archevêque de Sens partir de 1990, il prend l'évêché de Reims en 1995 (c'est lui qui accueillera Jean-Paul II, le dimanche 22 septembre 1996, à Reims, à l'occasion du XVe centenaire du baptême de Clovis, après avoir été le maître d'œuvre de ses visites à Paris en 1980 et à Lourdes en 1983) et celui de Lille trois ans plus tard. Comme l'écrit *La Croix* (juillet 1998), à propos de Reims, il « réussit le tour de force de neutraliser les récupérations nationalistes, de rassurer les défenseurs de la laïcité et de faire de l'événement un grand succès populaire ». Il est notamment soutenu dans l'Église de France par le groupe Paroles, proche du patronat chrétien et libéral. Prédicateur du carême de Notre-Dame de Paris de 1989 à 1991, il sera évêque de Lille de 1998 à 2008. Il a signé de nombreux ouvrages comme *Le Pouvoir dans l'Église* (1973), *Prendre parti pour l'homme* (1977), *Jonas ou l'insurrection de Dieu* (1979), *L'Occident en mal d'espoir* (1982), *L'Europe et ses valeurs, une question pour l'Église* (1983), *Le Second souffle de Vatican II* (1996), *Les médias et l'Église* (1997), *Chrétiens, que faisons-nous de Dieu ?* (2006), etc.

DEGOS Laurent. Médecin, né le 9 juillet 1945 à Paris. Fils de Monique Lortat-Jacob, ce docteur en médecine et en biologie humaine a été interne des hôpitaux de Paris (1967-1974), puis chef de clinique (1974-1979), avant de devenir professeur agrégé (1977) et professeur titulaire (1988). Spécialiste en hématologie, il a été directeur de recherches à l'Inserm, directeur de l'Institut universitaire d'hématologie (1993), etc. Auteur de nombreux articles dans les revues internationales (ainsi que rédacteur en chef de *La Presse médicale* de 1979 à 1983) et membres de diverses académies de médecine internationales, il préside le conseil scientifique de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. Il préside de nombreux organismes « médicaux » publics ou privés et collectionne les distinctions.

DEGRANDI Jacques. Magistrat, né le 17 avril 1949 à Pontarlier (Doubs). Licencié en droit, il fut nommé auditeur de justice en 1974. Substitut à Grasse, il sera ensuite juge d'instruction, substitut à Aix et Evry. Vice-président du tribunal de grande instance de Toulouse (1983-1987), il devient président du TGI de Draguignan en 1994, puis de celui d'Avignon en 1999. Président du TGI de Nanterre à partir de 2004, il est nommé président du tribunal de grande instance de Paris en 2007, avant de prendre la direction de la première cour d'appel de France en 2010.

DEHECQ Jean-François. Président de société, né le 1er janvier 1940 à Nantes (Loire-Atlantique). Diplômé du Cnam, ce fils d'un employé de banque débuta comme professeur de mathématiques, avant de rejoindre les Pétroles d'Aquitaine en 1965. Gravissant plusieurs échelons, il passe chez Sanofi en 1973, en devenant le PDG en 1988 (jusqu'en 2006). Il est président du conseil de surveillance d'Aventis depuis 2004 et président de l'Association nationale de la recherche technique depuis 2002.

DELACOUR Jean-Paul. Banquier, né le 7 novembre 1930 à Saint-Claude (Jura). Héritier d'une riche famille d'industriels jurassiens, cet inspecteur général des Finances est le frère de Mme Édouard Balladur et le petit-fils du maire de Saint-Claude, nommé en décembre 1940 par le maréchal Philippe Pétain (mort en déportation). Cet énarque (1955) a été de 1959 à 1961 conseiller technique au cabinet de Joseph Fontanet (Commerce extérieur), puis directeur adjoint au Crédit national (1961-1968). Ayant rejoint la Société générale, il en sera directeur central en 1973, directeur général adjoint en 1975, avant d'être détaché en 1978 à la présidence de sa filiale Société générale d'Alsace. De

retour au siège en 1982, il est promu directeur général adjoint et président de l'une de ses plus importantes filiales, Sogébail. Directeur général de la Société générale depuis 1986 (n° 2) et vice-président directeur général du conseil d'administration depuis 1993, il abandonne sa fonction en janvier 1996, atteint par la limite d'âge, tout en conservant d'autres responsabilités dans la banque et siégeant dans de nombreux conseils d'administration. Il a présidé l'Institut catholique de Paris à partir de 1984.

DELAMARE Charles. Inspecteur des Finances, né le 2 juin 1928 à Deauville (Calvados). Fils d'agriculteurs, cet ancien élève de Normale supérieure et de l'Ena (1956), sorti inspecteur des Finances, a été conseiller technique de Pierre Messmer (Armées, 1961-1962) avant de rejoindre la Société française de financement de la copropriété comme directeur général (1962-1966). Directeur général (1969) puis président du conseil de surveillance de la Banque de la construction et des travaux publics (1979), qui devient la même année la BCT-Midland Bank, il sera aussi conseiller technique à la présidence de la République, durant l'intérim d'Alain Poher en 1969. Il devient ensuite directeur général de la Saudi European Bank (1980-1982), président de la Compagnie européenne de placements (1981), directeur général de l'Européenne de banque (1982-1984), ainsi que président de diverses banques. Il fut également conseiller national à l'économie du Centre des démocrates sociaux.

DELAPALME Bernard. Directeur de société, né le 23 mai 1923 à Paris. Polytechnicien et ingénieur général de l'armement, il a été pendant vingt-cinq ans le patron de la recherche du groupe Elf-Aquitaine, et fut président de l'Association nationale de la recherche technique. Ancien administrateur d'Antar et des Pétroles de l'Atlantique, il est parallèlement depuis 1990 président d'Atlantech, GIE établi par Olivier Guichard (dont il avait été conseiller au ministère de l'Éducation) pour faire la liaison entre l'école et les milieux économiques, et conseiller de Jérôme Monod, président de la Lyonnaise des Eaux.

DELAPALME Nathalie (épouse ANDRE, née). Haut fonctionnaire, née le 15 février 1957 à Grenoble (Isère). Arrière-petite-fille du facteur de pianos Étienne Gaveau, elle est la fille de Bernard Delapalme, qui fut membre du Siècle. Passée par Notre-Dame-de-Sion, Sainte-Marie de Passy, Sainte-Marie de Neuilly et l'université de Paris II-Assas, elle est diplômée de Sciences-Po Paris et titulaire d'un DEA d'économie appliquée. Chargée de mission à la Fondation nationale des sciences-politiques (1980-1984), elle rejoint le Sénat comme administrateur. Ayant occupé divers postes aux questions budgétaires, elle sera « la plume discrète des sénateurs des Français de l'étranger » (*La Lettre du Continent*, 23 mai 2002). Conseiller technique puis directeur adjoint du ministre RPR délégué à la Coopération Jacques Godfrain (1995-1997), conseiller auprès du ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie Pierre-André Wiltzer (2002), elle devient le conseiller Afrique du ministre UMP des Affaires étrangères Dominique de Villepin (2002-2004), puis au cabinet de Michel Barnier (2004-2005) et enfin de Philippe Douste-Blazy (2005-2007). Elle a été nommée, peu avant le départ de Jacques Chirac, inspecteur général des Finances au tour extérieur en 2007 (pour trois ans). Elle appartient au comité directeur de la revue *Commentaire*. Mariée en premières noces avec Bernard Notari (énarque, administrateur de la Ville de Paris, ancien conseiller de Jacques Toubon et Renaud Donnedieu de Vabres, ministres de la Culture, conservateur du domaine national et du château de Fontainebleau), elle s'est remariée en 1998 avec Jean-Charles André, haut fonctionnaire, né le 3 octobre 1953 à Nantes (Loire-Atlantique). Ayant effectué toute sa carrière au Sénat, il est depuis 2003 directeur du service du cabinet du questeur et de la sécurité.

DELAPORTE Pierre. Directeur de société, né le 30 juillet 1928, à Paris. Ce polytechnicien, fils d'un ingénieur des ponts et chaussées, a participé de 1954 à 1959 à la construction de la zone industrielle de Mers-el-Kébir avant de prendre la direction du port de Dieppe. Entré en 1964 au ministère des Travaux publics (Edgard Pisani) comme chargé de mission auprès du directeur du personnel, il sera (1966-1967, 1968-1969) conseiller technique aux Transports (Jean Chamant, Raymond Mondon), et adjoint au directeur

des ports maritimes entre les deux. Directeur du personnel et de l'organisation des services à l'Équipement et au Logement (1970-1971), il entre alors à Gaz de France, devenant successivement directeur général adjoint (1972), directeur général (n° 2, en 1979). En 1987, cet homme d'action très dynamique et anti-technocrate bifurque vers le gigantesque EDF (130 000 salariés), remplaçant Marcel Boiteux comme président (1987). Il quitte le poste en 1992, sur décision du gouvernement de gauche, qui souhaite nommer un proche (en l'occurrence Gilles Ménage) avant l'échéance législative de 1993. De sensibilité barriste, il a négocié tous les grands contrats de fourniture de gaz des vingt dernières années, en particulier ceux très contestés avec l'Algérie (auquel il était hostile) et l'URSS (après le coup d'Afghanistan).

DELAUNAY Jean-Luc. Amiral, né le 3 janvier 1940 à Châtellerault (Vienne). C'est en 1961 que débute sa carrière après sa sortie de l'École navale. Il fut affecté sur diverses unités de la marine en Polynésie, Brest et Oulon, se spécialisant dans les missiles de surface et anti-aériens, étant breveté de l'École missile-artillerie en 1969 (il est également diplômé de la Missile School de Norfolk). Capitaine de vaisseau en 1988, il fait l'École supérieure de guerre, et sera chargé des affaires internationales au cabinet militaire des ministres de la Défense de 1984 à 1988 Charles Hernu, Paul Quilès et André Giraud. Nommé amiral le 1er janvier 1992, il est affecté à l'état-major de la marine, préparant les restructurations, avant de devenir, l'année suivante, adjoint au directeur du personnel militaire de la marine pour le commandement des écoles. En septembre 1995, il est chef de l'état-major particulier du président de la République, Jacques Chirac, après avoir refusé à deux reprises de devenir chef d'état-major des armées. De 1999 à 2001, il sera chef d'état-major de la marine nationale, avec rang d'amiral, décision prise hors hiérarchie et « même prise contre l'avis de la haute hiérarchie » (*Le Monde*, 24 mars 1999).

DELEBARRE Michel. Fonctionnaire, né le 27 avril 1946 à Bailleul (Nord). Cet ancien militant jociste, issu d'un milieu bourgeois conservateur, est licencié en histoire et géographie. Socialiste dès sa jeunesse, ce proche de Pierre Mauroy, à qui il avait été présenté par son beau-père, le recteur de Lille Guy Debeyre, a débuté comme secrétaire général adjoint (1968), puis secrétaire général (1971-1974) du comité d'expansion régionale Nord-Pas-de-Calais. À partir de 1973, il dirige le cabinet de Pierre Mauroy, président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais. En 1978, il devient délégué général au développement de la ville de Lille, puis en 1980 secrétaire général de la ville. Chargé de mission auprès du Premier ministre Pierre Mauroy dès mai 1981, il devient directeur de son cabinet en mai 1982, faisant tourner la « machine Matignon ». Nommé préfet hors-cadre en 1983, il deviendra le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation de Laurent Fabius (1984-1986), lançant notamment les Travaux d'utilité collective (Tuc) et se faisant l'apôtre du traitement social du chômage. Élu député du Nord en 1986 (systématiquement réélu depuis), il sera durant la cohabitation premier vice-président du conseil régional (sans obtenir la présidence promise par Mauroy). De 1988 à 1993, il a été ministre des Affaires sociales (1988), ministre des Transports et de la Mer (1988-1989), ministre de l'Équipement et du Logement (1989-1990), ministre chargé de la Ville (1990-1992), ministre de la Fonction publique (1992-1993). Maire de Dunkerque depuis 1989 (réélu en 1995), il n'a pas retrouvé son siège de député en 1993. Premier vice-président du conseil régional (derrière la présidente Verts en titre, Marie-Christine Blandin, qu'il a fait élire) à partir de 1992, il lui succédera de 1998 à 2001. Il est entré au conseil national du PS en 1993 et en a pris la présidence en 1995. Il est également professeur associé à l'Institut d'études politiques de Lille. Il a été réélu député en 1997, 2002 et 2007, et également reconduit comme maire en 2008 (il préside toujours la communauté urbaine de Dunkerque).

DELEU Alain. Enseignant, né le 22 juin 1946 à La Madeline (Nord). Titulaire d'un CAPES de sciences naturelles, il a présidé le Syndicat national de l'enseignement chrétien CFTC de 1975 à 1981. Vice-président de la CFTC (1979-1981), puis secrétaire général adjoint (1981-1990), il sera secrétaire général de la CFTC de 1990 à 1993 puis président de 1993 à 2002. Il appartient de 1994 à 2006 au Conseil économique et social. Il a signé *Travail, reprends ta place* (1997).

DELMAS Denis. Président de société, né le 24 septembre 1961 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Ce diplômé de l'ESC de Reims, après avoir envisagé une carrière de psychanalyste, a effectué toute sa carrière dans les sondages, le marketing et la publicité. Ayant débuté chez Nielsen (1985-1990) comme conseiller en marketing. Passé à la Cegos (1990-1994) puis directeur général de la Secodip (société d'études de la consommation et de la distribution) de 1994 à 2000, il a été directeur général de Media Planning (groupe Havas) de 2000 à 2001. Depuis 2001, il est président du directoire de Taylor (devenu Sofres-Taylor, avec la Sofres, Secodip, Louis Harris, etc.). Il est vice-président de TNS Europe depuis 2006.

DELMAS Philippe. Président de société, né le 7 janvier 1954 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) Ce fils de chef d'entreprise, passé par le collège Stanislas et le lycée Saint-Louis de Paris, est énarque, docteur de 3e cycle en économie et diplômé d'études approfondies en mathématiques. Auditeur à la Cour des comptes de 1982 à 1985, il sera le co-rapporteur de la mission Karsenty sur la réforme hospitalière. Chargé de mission pour les questions de stratégie industrielle au Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay (1984-1987), il devient chargé de mission de Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, en 1991. En octobre 1993, il rejoint Matra Marconi Space (groupe Lagardère), comme directeur à la direction générale, puis, en 1998, Airbus Industrie, comme directeur de la stratégie et des relations extérieures (1993-1998). Jusqu'en 2006, il siège au comité exécutif d'Airbus Industrie. Il est administrateur de l'Institut Aspen France. Il a signé plusieurs essais économiques comme *Le Cow-boy et le samouraï: réflexion sur la compétition nippo-américaine* (1984), *Le Maître des horloges, modernité de l'action publique* (1991), *Le Bel avenir de la guerre* (1995) *Il n'y a pas de malheur français* (2007), etc.

DELMAS-MARSALET Jacques. Banquier, né le 26 avril 1936 à Bordeaux (Gironde). Ancien de l'IEP de Bordeaux et de l'Ena (et titulaire de divers diplômes d'économie et de droit), ce conseiller d'État a travaillé au début de sa carrière au service de la législation fiscale. Il en deviendra le directeur. Nommé en 1977 au Conseil national du crédit, puis à la vice-présidence du Centre de recherche sur l'épargne, il devient en 1982 administrateur du Crédit lyonnais, et sera de 1982 à 1989 le numéro deux de la Caisse des dépôts et consignations. Ayant rejoint le groupe Banques populaires (qui regroupe une trentaine de banques régionales) en tant que conseiller, cet homme très discret en devient le président en septembre 1990 (président du groupe Banques populaires, président de la Chambre syndicale des banques populaires, PDG de la Caisse centrale des banques populaires, président de l'Association française des établissements de crédit). Membre de la section des finances du Conseil d'État (1999-2003), membre du collège de la Commission des opérations de Bourse (Cob) 2000-2003, il est également membre de l'Institut français des sciences administratives et de l'Association fiscale internationale.

DELMON Pierre. Directeur de société, né le 23 février 1923 à Colombes (Hauts-de-Seine), décédé le 10 février 1988. Il a fait une grande partie de sa carrière dans l'industrie charbonnière, où il a exercé des fonctions de 1947 à 1969 dans le cadre de l'Association technique de l'importation charbonnière, a été président des Houillères du bassin Nord-Pas-de-Calais (1969-1980), puis président des Charbonnages de France (1980-1982). De 1964 à 1969, il a été parallèlement conseiller auprès des Premiers ministres Georges Pompidou puis Maurice Couve de Murville et président du Comité économique et social du Nord-Pas-de-Calais. Ancien conseiller municipal RPR de Granville, il présidera également la Fédération des sociétés de crédit immobilier de France.

DELORME Guy. Inspecteur des Finances, né le 12 mai 1929 à Lyon (Rhône). Cet énarque, membre de l'inspection des Finances, a rejoint la Direction générale des impôts en 1959. Il en deviendra directeur adjoint en 1964, directeur général adjoint en 1969, puis directeur général intérimaire en 1972, avant de prendre la direction des assurances. Conseiller technique au cabinet du ministère des Finances (1967), il dirigera également le cabinet de Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Économie et des Finances, à partir de mai 1974. Sous-gouverneur du Crédit foncier (1979-1982), il sera président de la Banque Monod de 1986 à 1992.

DELORS Jacques. Haut fonctionnaire, né le 20 juillet 1925 à Paris XIVe. Brièvement membre de la Jeunesse ouvrière chrétienne, puis des Compagnons de France sous l'État français, ce fils d'un employé de la Banque de France est entré dans cette même banque à la fin de 1944 comme rédacteur. Il y deviendra chef de service et attaché de cabinet (1950-1962). Adhérent au MRP en 1945, ce catholique personnaliste militant et pratiquant, membre de l'association catho de gauche Vie nouvelle, mène aussi une importante activité syndicale. Membre de la CFTC Banque, il représentera ce syndicat de 1959 à 1961 au Conseil économique et social, et participe au lancement de la CFDT. Proche de Michel Rocard et d'Edmond Maire, il est considéré comme l'un des principaux promoteurs de la « deuxième gauche », militant à Jeune République, à l'Union de la gauche socialiste, au club Jean Moulin, à Citoyens 60, ainsi qu'au PSU (dont il appartiendra au bureau politique) dont il démissionne en 1960. En 1965, il participe à la campagne de François Mitterrand, puis, appuyé par les milieux technocratiques du centre gauche, se rapproche de Jacques Chaban-Delmas. Chef du service des affaires sociales au Commissariat au Plan de 1962 à 1969, il rejoint alors Matignon (1969-1972) comme conseiller pour les affaires sociales et culturelles, puis sera chargé de mission de Jacques Chaban-Delmas, avec pour mission de lancer le concept de « Nouvelle société » (ce qui vaudra son poste au Premier ministre, renvoyé par Georges Pompidou). Il réintègre alors la Banque de France comme membre du conseil général. En 1974, il crée les clubs Echanges et dialogue. À l'élection présidentielle de 1974, il ne prend pas position au premier tour, avant de rejoindre à la fin de l'année le Parti socialiste, dont il deviendra délégué national pour les relations économiques internationales. En 1979, il est élu député européen socialiste, puis devient président de la commission économique et monétaire du Parlement européen. Ministre de l'Économie et des Finances de François Mitterrand de 1981 à 1983, il cumule le Budget par la suite. Élu maire de Clichy en 1983 (alors qu'il n'avait jamais été candidat par le passé), il en démissionne rapidement, peu fait pour la chose publique locale. En 1984, il quitte le gouvernement, ne voulant pas dépendre de Laurent Fabius, et devient commissaire européen à Bruxelles. Début 1985, il devient président de la Commission européenne, c'est-à-dire le plus puissant fonctionnaire d'Europe (et l'un des mieux payés), conservant son siège pendant dix ans. Il sera l'un des principaux architectes de la marche forcée vers une Europe fédérale (Acte unique européen, Traité de Maastricht, monnaie unique, etc.), obtenant de plus en plus de pouvoirs pour les technocrates de la Commission européenne face à un Parlement européen croupion. Pressenti (notamment par François Mitterrand) en raison de sa popularité pour être le candidat de gauche consensuel à l'élection présidentielle de 1995, il préfère se tenir à distance de la compétition, n'étant pas assuré d'avoir un soutien parlementaire suffisant. Il explique aujourd'hui dans la presse ce qu'il ferait s'il était devenu président. En mars 2005, il prend la tête du comité de soutien au « oui » à la Constitution européenne, « en tant que militant CFDT ». Dans le même temps, sortait un livre d'entretiens (*Jacques Delors, entretiens*, Ed. Michel Maule) dans lequel il se montrait critique vis-à-vis de la future constitution européenne.

DELORT Jean-Jacques. Directeur de société, né le 20 septembre 1935 à Toulouse (Haute-Garonne), décédé le 17 avril 2000. Ancien de l'IEP et de l'ESC de Toulouse, il débute à Toulouse dans une PME d'aliments pour bétail. En 1972, sa société est rachetée par Continental Grain, pour laquelle il effectue des missions dans des filiales espagnoles et italiennes, avant de devenir directeur de cette société pour la France de 1973 à 1974. Il rejoint alors Prouvost comme administrateur des publications générales du groupe (*Paris Match*, *Télé 7 jours*, *Marie Claire*). En 1977, il devient directeur général du groupe Printemps, et en 1982 président de son directoire. Il diversifie les activités du Printemps (La Redoute rachetée 2 milliards de F en

1988, Prisunic, Prénatal, La maison de Valérie, Armand Thiery, Brummel, etc.). Mais ce remarquable stratège de la distribution doit quitter le Printemps en décembre 1991 (avec un dédommagement de 22 millions de F), éliminé par François Pinault qu'il avait pourtant activement soutenu dans sa prise de contrôle du groupe. Depuis 1994, il préside l'ONA International (ainsi qu'Esclar Stratégie), premier groupe privé du Maroc, propriété du gendre de Hassan II, continue à conseiller les anciens propriétaires du Printemps (famille Maus-Nordmann), possesseur de la plus importante chaîne de magasins suisse, ainsi qu'Alain Afflelou, et appartient au directoire d'Orcofi. En 1986, il a appartenu au groupe de réflexion économique d'Édouard Balladur.

DEMAROLLE Alain. Inspecteur des Finances, né le 1er décembre 1956 à Dijon (Côte-d'Or). Ce fils d'enseignants est diplômé de Sciences-Po Paris, titulaire d'un DEA de philosophie politique, ancien élève de l'Essec et de l'Ena (major de la promotion Léon Gambetta, 1991-1993). Inspecteur des Finances (1991-1993), il est chargé de mission à la Commission des opérations de bourse (1994-1995), rapporteur de la mission sur la réforme fiscale (1996), avant d'être détaché à New York par l'Agence financière du Trésor (1996-1997) et chargé de mission à la Direction du Trésor (1997-1998), s'occupant en particulier du passage à l'euro. Passé chez Salomon Smith Barney, il sera vice-président des fusions acquisitions à New York et Londres, puis responsable des activités de banque d'investissement pour la France chez Bear Sterns International (2002). On le retrouve conseiller économique et financier du Premier ministre UMP, Dominique de Villepin, de 2005 à 2007. Depuis lors, il est directeur général, en charge des affaires européennes, d'Eton Park International. Il est également conseiller français du commerce extérieur, membre de la Société d'économie politique, membre du conseil d'orientation de France Investissements, administrateur du Grand Palais et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a été désigné comme Young Global Leader par le Forum économique mondial de Davos en 2007.

DEMIER Catherine. Membre de la Cour des comptes, né le 11 septembre 1957 à Maisons-Laffitte (Yvelines). Titulaire d'une maîtrise d'histoire et d'une licence en droit, elle entre à l'Ena par voie interne (promotion Victor Hugo, 1982-1987). Auditeur à la Cour des comptes (1992) puis conseiller référendaire (1995), elle a été secrétaire générale adjointe de cette institution alors dirigée par Pierre Joxe. Directrice des financements du Centre national de la cinématographie (1997-2000), elle sera conseillère pour le cinéma et l'audiovisuel du ministre socialiste de la Culture et de la Communication Catherine Tasca (2000-2002). À son retour à la Cour des comptes, elle est secrétaire générale (2004-2005). Elle est aujourd'hui directrice générale du Festival de Cannes.

DEMORAND Nicolas. Journaliste, né le 5 mai 1971 à Vancouver (Canada). Fils de Jacques Demorand, diplomate et de Jacqueline Bouaniche, une « juive pied-noir » (supplément télé du *Monde*, 4 juin 2006), il a effectué ses études au lycée franco japonais de Tokyo, à l'école Lesseps de Paris, au lycée français de Bruxelles, au lycée Descartes de Rabat (Maroc), à Lakanal et Henri IV (où il se fera un très proche ami d'Ali Baddou, ex-compagnon de Mazarine Pingeot et producteur à *France Culture*). Il a été lauréat du concours général de français. Passé par l'École normale supérieure (Saint-Cloud), cet agrégé de lettres modernes, également titulaire d'une licence de philosophie, a ensuite quitté volontairement l'Institut d'études politiques de Paris, y jugeant l'enseignement « infantile ». Il a débuté comme enseignant en lycée professionnel (Cergy) et en classes préparatoires, avant de bifurquer rapidement vers le journalisme. Pigiste aux *Inrockuptibles* et à *Gault & Millau*, il a rejoint *France Culture* en 1997, comme collaborateur de l'ex-communiste Antoine Spire, puis de Sylvain Bourmeau. Présentateur de la tranche matinale de cette radio, le « nouveau PPDA de gauche sans cravate » (*Technikart*, 2009) a ensuite animé, succédant à Stéphane Paoli, la tranche d'information du matin de *France Inter*, jusqu'en juin 2010. Ayant rejoint *Europe 1*, il avait été sacré l'année précédente meilleur intervieweur en 2009. Son frère, Stéphane Demorand a été journaliste à *Europe 1*.

DEMUTH Gérard. Président de société, né le 22 décembre 1940 à Paris XXe. Fils d'éditeur, ce sociologue est licencié en psychologie. Chargé d'études à l'Institut de recherches économiques et sociales (1962-1961), il intègre la Cofremcaen 1965, dont il est administrateur depuis 1968. Président de diverses filiales (Makrotest, Cofremca Internationale Alimentaire), il sera PDG de Cofremca-France de 1992 à 1995 avant de prendre la direction de sa nouvelle structure, l'Agence de sociologie pour l'action (1996). La Cofremca, considérée comme l'agence nec plus ultra des gourous du marketing. est spécialisée dans l'étude de la consommation et de l'évolution de la société. Conseiller scientifique de l'Institut La Boétie (1985-1993) et de Valéry Giscard d'Estaing à partir de 1982 (l'ancien président de la République, qui envisageait toujours un retour au plus haut niveau de l'État, ne comprenait plus pourquoi il avait été battu et cherchait à connaître scientifiquement et rationnellement les causes de son échec), ce consultant a signé de nombreux ouvrages de sociologie, l'économie, la politique et le management socio-culturel.

DENIEUIL Paul-Henri. Président de société, né le 20 mars 1941 à Paris. Cet ancien d'HEC, licencié en droit, a effectué la première partie de sa carrière à la Banque de Paris et des Pays-Bas où il sera fondé de pouvoir, sous-directeur, directeur adjoint à la direction bancaire (1966-1970) puis à la direction industrielle (1970-1979). Directeur général, puis président du directoire de Heurtey SA (1979-1980), PDG de Heurtey industries (1981-1982) puis directeur général de Scoa (1983-1987), il devient ensuite directeur général, puis, en 1990, PDG de la Société française d'Assurance crédit (Sfac) et de la Compagnie financière Sfac. Membre de la commission des affaires économiques générales du CNPF, il est administrateur de la Coface et de Saatchi & Saatchi France. Ancien président du Syncibé, président ou vice-président en alternance de la Fédération française des sociétés de commerce international depuis 1986, il a été de 1990 à 1993 président de l'Institut de recherche du commerce international, et est depuis 1993 président des conseillers du commerce extérieur. Membre du Conseil supérieur des Français de l'étranger (1997-2003), il est toujours membre de la commission des affaires économiques générales puis du groupe de propositions et d'actions croissance du Medef.

DENIEUL Michel. Préfet, né le 7 janvier 1926 à Rennes (Ille-et-Vilaine). Ce chartiste fut archiviste départemental en Martinique et en Loire-Atlantique (1949-1953), avant d'entrer à l'Ena en 1953. Ayant choisi l'Intérieur, il sera notamment chef de cabinet du préfet à Tizi-Ouzou (Algérie), puis dans le Morbihan, sous-préfet en 1957, directeur adjoint du cabinet du préfet de la Seine en 1963. De 1966 à 1968, il collabore avec le ministre de l'Intérieur Roger Frey, et sera en 1968 directeur du service de liaison interministérielle pour l'information. Après un passage au ministère de la Culture, il devient préfet du Lot, puis directeur du cabinet d'Alain Peyrefitte (1973, Réformes administratives) puis de René Haby (1974, Éducation). Préfet de Franche-Comté et directeur général de la Marine marchande (1981), il a présidé la Société des autoroutes du sud de la France et de la Côte basque à partir de 1986.

DENIS Jean-Pierre. Inspecteur des Finances, né le 12 juillet 1960 à Quimper (Finistère). Ce fils de médecin, ancien pensionnaire d'un lycée catholique à Châteaulin, qui a épousé Marie-Laure Bernard, membre du Conseil d'État (son beau-père, René Bernard, est l'ancien sous-gouverneur du Crédit commercial de France et fut secrétaire général adjoint de la présidence sous Georges Pompidou), est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de HEC. Ancien de l'Ena (promotion *Michel de Montaigne*), il intègre l'Inspection des Finances à sa sortie en 1988. Directeur adjoint du cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris (1992-1995), cette « vigie de la politique économique » suit ce dernier à l'Élysée comme secrétaire général adjoint de la présidence après l'avoir largement épaulé durant la campagne présidentielle. En 1998, ce spécialiste des questions industrielles, en mauvais termes avec Dominique de Villepin, rejoint Vivendi comme conseiller de son président Jean-Marie Messier (en fait « lobbyiste de luxe » selon *Capital*, juin 1998), devenant par ailleurs PDG de Dalkia (2001-2003), la filiale énergie de Vivendi Environnement. En novembre 2003,

il est nommé président de la Banque du développement des PME, un poste habituellement réservé à un haut fonctionnaire du Trésor. En 2004, on le retrouve président de l'Anvar, l'agence de valorisation de la recherche. Il siège au conseil d'administration du Musée du septennat, le musée Chirac, à Sarran. Un temps président d'Osea (organisme d'aide à l'innovation des PME), il a été nommé en juillet 2007, vice-président exécutif d'Arkea, une institution regroupant le Crédit mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et du Massif central.

DENIS-LINTON Martine (née DENIS, épouse LINTON). Conseiller d'État, née le 31 mai 1948 à Angers (Maine-et-Loire). Fille d'Éric Linton, industriel elle a épousé le chirurgien Bernard Denis. Docteur en droit et diplômée de l'Institut de droit des affaires, elle enseigna à la Sorbonne, comme maître-assistant (1980), avant d'être chef de cabinet du ministre socialiste de la Justice Robert Badinter (1981-1985). Nommée maître des requêtes au Conseil d'État au tour extérieur en février 1985, elle est devenue conseiller d'État en février 1997. Directeur des affaires juridiques au ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie depuis octobre 1997, elle est choisie, en avril 2000, par le président PS de l'Assemblée nationale Raymond Forni, comme directeur de son cabinet (elle est la seule femme à occuper un tel poste), qui l'avait connue lorsqu'il fut rapporteur, en 1981, du projet de loi d'abolition de la peine de mort. Conseiller d'État depuis 1997, elle préside depuis 2002 la Commission nationale d'indemnisation des victimes de spoliations du fait des législations antisémites.

DENIZET Pierre. Inspecteur général de l'Équipement, né le 7 mai 1947 à Paris. Cet énarque a été adjoint au chef du bureau des villes nouvelles à la direction de l'urbanisme (1975-1976), puis directeur du cabinet de Louis Mermaz, président socialiste du conseil général de l'Isère (1976-1978), chef du bureau de la montagne à l'Environnement (1978-1980), chargé de mission auprès du directeur de l'urbanisme. Membre du PS, il sera délégué général aux organismes associés (1979-1981) et membre de la commission nationale de contrôle financier (1979-1987). À l'arrivée de la gauche au pouvoir, il devient directeur adjoint du cabinet de Louis Mermaz (1981-1983). Directeur des équipements et des constructions à l'Éducation nationale, il sera délégué interministériel à la sécurité routière (1985) et directeur de la sécurité et de la circulation routière (1985-1987). Inspecteur général de l'équipement au tour extérieur, il entre à Air Inter comme directeur en juin 1988, devenant en octobre directeur général adjoint chargé des affaires opérationnelles et techniques. En 1992, il est directeur général de la branche touristique du groupe Pierre et Vacances. Directeur général des services transversaux du groupe Accor (1997-2001), il est directeur adjoint du Consortium de réalisation (CDR) de 2002 à 2006. Il a depuis lors rejoint Savin Martinet Associés.

DENOIX Pierre. Chirurgien, né le 26 octobre 1912 à Paris, décédé de 1er septembre 1990. Chirurgien des hôpitaux de Paris à partir de 1948, il a dirigé l'Institut Gustave Roussy de 1956 à 1982. Membre de l'Académie de chirurgie, il a été directeur général de la Santé au ministère de la Santé (1975-1978), tout en professant à l'UER médicale de Paris-Sud.

DENOIX de SAINT MARC Renaud. Conseiller d'État, né le 24 septembre 1938 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Diplômé de Sciences-Po, cet énarque a choisi le Conseil d'État en 1964 (il devient conseiller d'État en 1986). Chef de la mission juridique à la direction générale de la nature, au ministère de l'Agriculture de 1970 à 1973, il passe ensuite à l'Équipement comme conseiller juridique à la direction des transports terrestres. En 1974, il devient commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux du Conseil d'État. Directeur adjoint du cabinet du ministre de la Justice Alain Peyrefitte (1978-1979), il est nommé en 1979 directeur des affaires civiles et du Sceau, poste qu'il conserve sous Robert Badinter jusqu'en septembre 1982. Redevenu de 1983 à 1986 commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux du Conseil d'État, il collabore discrètement à l'aspect juridique des dénationalisations pour le compte du RPR. Il est nommé secrétaire général du gouvernement

par Jacques Chirac au retour de la droite aux affaires en mars 1986 (il remplace le socialiste Jacques Fournier). Inconnu du grand public, ce grand commis de l'État d'une rare discrétion (il est le seul autorisé à prendre des notes dans les conseils des ministres) occupera ce poste prestigieux sans grande difficulté malgré les cohabitations successives (Chirac, Rocard, Cresson, Bérégovoy, Balladur) jusqu'en avril 1995, date à laquelle il devient vice-président du Conseil d'État, c'est-à-dire le premier fonctionnaire civil de l'État. Passionné de chasse, il est vice-président de l'Office national des forêts (1987-2004). Il est président du conseil d'administration de l'Ena et de l'Institut international d'administration publique (IIAP) depuis 1995. Son épouse, ancienne avocate à la Cour d'appel de Paris, est juge au tribunal de grande instance de Paris. Admis en 2006 à faire valoir ses droits à la retraite, il est désigné par le président du Sénat, le 23 février 2007, comme membre du Conseil Constitutionnel. Il appartient à l'Institut depuis novembre 2004.

DENY Louis. Ingénieur, né le 8 octobre 1924 à Paris. Ce polytechnicien, également ancien des Mines, est entré à la Compagnie française des pétroles en 1956. Il y sera directeur et administrateur de diverses filiales étrangères puis françaises (Compagnie française de raffinage, etc.) et PDG (1968-1974) de Total, administrateur directeur général adjoint puis vice-PDG (1977-1989) de la CFP.

DERAY Gilbert. Professeur de médecine. Chef du service de néphrologie du groupe Pitié-Salpêtrière, professeur des universités, docteur d'État en médecine.

DEREZ Thierry. Assureur, né le 18 février 1957 à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Titulaire du diplôme d'avocat et ancien secrétaire de la Conférence du stage des avocats à la Cour d'appel de Paris, il est entré à la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) en 1995, en tant que directeur général adjoint. Il en devient directeur général. En 2003, il devient PDG du groupe Azur GMF et de Maaf Assurances en 2005. En 2007, il prend la tête des MMA (troisième réseau d'assurances français), succédant à Jean-Claude Seys.

DERMAGNE Jacques. Président de société, né le 28 novembre 1937 à Paris. Il a fait carrière à Tapis et moquettes de France (où il est entré en 1958 et en est PDG depuis 1975) et de Pirce (Propriétés d'immeubles commerciaux en Europe). Administrateur de nombreuses sociétés et de banques, il est président, depuis 1981, du Conseil national du commerce, vice-président médiateur du CNPF, président du Comité français des expositions, etc. Entré en 1984 au CESE, il a accédé à la présidence du Conseil économique, social et environnemental en 1999 (il est remplacé par Jean-Paul Delevoye en novembre 2010).

DERMOUCHE Aïssa. Préfet, né le 14 janvier 1947 à Laperrine/Kadiria (Algérie française/Algérie). Ce fils d'agriculteur kabyle, après des études au lycée Bugeaud, a quitté l'Algérie en 1960. Docteur (3e cycle) en sciences de l'information, il détient également un DEA en sciences sociales et un DEA en sciences de gestion. Il a indiqué divers diplômes dans ses CV qui ont disparu depuis lors, suite à leur mise en doute par la presse. « À l'université, où sa réussite agace, certains rappellent à ce propos qu'on l'avait accusé, il y a quelques années, d'avoir rallongé la liste de ses diplômes pour impressionner son entourage et ses collègues (*Le Parisien*, 10 janvier 2004). » Entré en 1976 à l'ESC de Nantes, il fonde le Centre de recherches et d'études appliquées en 1982. En 1989, il prend la direction de l'ESC Nantes, qu'il transforme en Audencia Nantes en 2000. Membre de l'Institut Kervégan, un *think tank* breton, il passe pour franc-maçon. À la suite des vœux de Jacques Chirac de favoriser l'émergence d'élites issues de l'immigration, il est nommé préfet du Jura en 2004. Dès 2005, il est contraint de quitter son poste, officiellement à la suite d'un accident cardio-vasculaire. En fait, il a été condamné le 17 mai 2005 par la chambre correctionnelle du TGI de Nantes pour « abandon de famille ». Il est dispensé de peine.

DERVELOY Christian. Directeur de société, né le 13 octobre 1942 à Luneray (Seine-Maritime). Ancien de l'X (où il se lie d'amitié avec Albert-Bruno Prouvost, décédé en 1987 dans un accident d'avion), il effectue un rapide passage chez Schlumberger avant

d'entrer à la Lainière de Roubaix en 1969, où il se fera une réputation de redresseur d'entreprises et de coupeur de têtes dans deux filiales (Lepoutre et Pennel & Flipo). Devenu PDG en 1977, il crée en 1980 Prouvost SA et en devient également PDG. Il en fera le premier groupe lainier mondial (18 000 employés, 8,5 milliards de F de CA en 1988) et premier groupe textile français (DMC, Boussac, Bidermann, etc.). À la suite d'une OPA de Chargeurs (Jérôme Seydoux) en 1988 (où l'on découvre qu'il contrôle environ 30 % du groupe à lui tout seul, pesant environ 500 millions de F), il doit céder une partie de son activité et intègre toutes les actions de Prouvost dans le groupe VEV. En 1991, sa société chute brutalement, avec plus de 45 millions d'euros de dettes. Limogé, il doit céder ses 30 % d'actions pour 1 F symbolique. Il quitte alors la France pour créer une imprimerie en Roumanie, puis s'installe à Prague. En 1995, il a racheté le promoteur immobilier en faillite ACL, qui réalise 7 millions d'euros de chiffre d'affaires. Il est PDG des sociétés Afid (1980-2001), ACL finance, ACL SA Île-de-France et ACL Méditerranée (1993-2001).

DESAZARS de MONTGAILHARD Jacques. Haut fonctionnaire, né le 21 mai 1923 à Epernay (Marne). Tout jeune résistant, il est sorti de la première promotion de l'Ena, France combattante. Après un séjour dans le public au Trésor, aux cabinets de Maurice Petsche et de René Mayer, puis comme secrétaire de la commission des Investissements, ce baron (qui descend d'une vieille famille méridionale) entre chez Schneider en 1953, puis chez Ugine Kuhlmann, dont il réalise la fusion avec Péchiney. Il deviendra directeur général adjoint de PUK en 1972 puis en sera administrateur directeur général de 1975 à 1983. Membre de nombreux conseils d'administration, il a également enseigné à l'IEP. Il a présidé Japacic à partir de 1985 et la Société générale de brasserie à partir de 1986.

DESBARATS Bruno (né DESBARATS-BOLLET, dit). Publicitaire, né le 6 juin 1943. Diplômé de sciences économiques et de sciences sociales, il commence sa carrière chez Philips (Radio-Technique). Il entre en mai 1970 à Publicis Conseil. En avril 1977, il devient directeur commercial, puis en 1980 administrateur directeur général de Régie-Presse. Fin 1984, il en devient le PDG. Membre du directoire de Publicis, il y dirige la branche média et régie, est le président de la SFPR et PDG de Médias et régies d'Europe. Il est le président de Média-Rencontre-Presse-Amitié, carrefour de rencontre entre médias et communication. Membre du directoire du groupe Publicis. Il a pris sa retraite en 2003 après trente-trois ans de service.

DESCHAMPS Jacques. Ingénieur, né le 29 juillet 1925 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Cet X-Ponts, affecté à l'Équipement, a été détaché à la RATP en 1966, en devenant directeur général adjoint en 1971 et directeur de la RATP de 1975 à 1981.

DESCLAUX Henri. Magistrat, né le 26 avril 1939 à Elne (Pyrénées-Orientales). Diplômé en droit privé et en sciences politiques. Auditeur de justice en décembre 1963, il est promu juge d'instruction à Caen en 1968, substitut en 1972, premier substitut à Bordeaux en 1975, avant d'être détaché à l'École nationale de la magistrature comme maître de conférences et sous-directeur de la formation (1977), directeur des études (1979), directeur de la formation initiale (1983-1985), tout en étant parallèlement vice-président au tribunal de grande instance de Paris (1980). Inspecteur des services judiciaires à partir de 1985, il devient procureur de la République au TGI de Bordeaux en 1986 puis directeur des services judiciaires, place Vendôme, de 1989 à 1992. Procureur général près la Cour d'appel de Bordeaux, il appartient au Conseil supérieur de la magistrature de mars 1994 à mai 1998 (élu par les procureurs généraux), représentant notamment le ministère public lors du procès de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, Maurice Papon, d'octobre 1997 à avril 1998 (après avoir été largement à l'origine du procès en cour d'assises, par ses fonctions passées à la cour de Bordeaux, il requiert vingt années de réclusion criminelle). En novembre 1998, il est remercié par une nouvelle promotion, comme procureur général près la Cour d'appel de Versailles (jusqu'en 2004). Ce fin parquetier est considéré comme un fin diplomate, adepte des « slaloms intellectuels dignes d'un jésuite » (*Le Monde*, 21 mars 1998).

DESCOINGS Richard. Membre du Conseil d'État, né le 23 juin 1958 à Paris. Il est issu d'une famille calviniste du Valais suisse. Diplômé de Sciences Po Paris, il débute, en 1985, à sa sortie de l'Ena, comme auditeur au Conseil d'État, avant d'être promu maître des requêtes en 1988. Chargé de mission auprès du directeur de l'Institut d'études politiques de Paris pour la section Service public (1988), puis rapporteur général de la Commission d'accès aux documents administratifs et directeur adjoint de l'IEP de Paris. Conseiller technique au cabinet de Michel Charasse (1991-1992) puis chargé de mission auprès de Jack Lang et Jean Glavany (1992-1993), il réintègre le Conseil d'État au retour de la droite. Commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux du Conseil d'État en 1995, il succède à Alain Lancelot comme président de l'Institut d'études politiques de Paris en 1996. Il a rendu un nouveau lustre à cette institution si typiquement française, n'hésitant pas à camoufler une sélection accrue par la médiatisation de filières d'accès pour les élèves issus de ZEP.

DESMAREST Thierry. Président de société, né le 18 décembre 1945 à Paris XII[e]. Marié à un médecin anesthésiste, dont il a eu trois enfants, « il est l'un des premiers patrons de France, et personne, ou presque, ne le connaît » (*Libération*, 12 janvier 1999). Fils de Jacques Desmarest, magistrat à la Cour des comptes, il est donc le frère d'Éric Desmarest, énarque et diplomate qui a notamment été secrétaire d'ambassade au Maroc, directeur de cabinet du ministre des Relations extérieures Jean-Bernard Raymond (1986-1988), directeur général des affaires internationales de Dassault-Aviation (1988-1990), chargé de missions internationales (en particulier pour l'Afrique) et envoyé personnel de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, de 1993 à 1995. Il a depuis lors fondé Stratégie et synergies internationales et agit comme consultant international d'entreprises. Thierry Desmarest, quant à lui, est passé par Jeanson de Sailly, Louis-le-Grand, Polytechnique et les Mines (donc X-Mines, la voie royale). Directeur des mines et de la géologie pour la Nouvelle Calédonie (1973-1975), il sera conseiller technique des ministres de l'industrie (Michel d'Ornano et René Monory) et de l'Économie (1978-1980), toujours avec René Monory, avant d'intégrer, à l'arrivée de la gauche, le groupe Total, appelé par Pierre Vaillaud. Il y fera carrière comme directeur délégué de Total Algérie (1980), directeur pour l'Amérique latine et l'Afrique de l'Ouest (1983-1987), pour les Amériques, la France, l'Extrême Orient et directeur de la division gestion et économie (1988-1989), avant de devenir directeur général de Total Production (1989-1995), puis PDG de Total en 1995, succédant à Serge Tchuruk qui en avait fait son dauphin. « Dans le monde du pétrole où l'on cultive le secret, ce jeune président est comme un poisson dans l'eau » (*Challenges*, avril 1996). Il défie Washington, en septembre 1997, en signant un accord d'exploitation avec l'Iran, malgré l'embargo américain. Au terme d'une gigantesque bataille boursière, ce joueur de poker est devenu le patron du premier groupe pétrolier français (et le quatrième mondial) en prenant le contrôle d'Elf-Aquitaine en septembre 1999, éliminant son concurrent Philippe Jaffré, après avoir racheté au début de la même année à Albert Frère le groupe belge PetroFina. Il appartient à Entreprise et Cité, le groupe d'influence de Claude Bébéar, ainsi qu'à l'Association française des entreprises privées. PDG de Total jusqu'en 2007 (il passe la main à Christophe Jacquin de Margerie), il en demeure toutefois le président.

DESMYTTERE Jacques. Permanent patronal, né le 19 avril 1911 à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Fils d'un banquier catholique, ce docteur en droit sera délégué de l'Union des industries textiles de 1948 à 1974. Professeur, vice-président puis président de l'École nouvelle d'organisation économique et sociale, il a été administrateur de diverses sociétés et s'est passionné pour la sauvegarde de l'environnement et du patrimoine en Ile-de-France.

DESPRAIRIES Pierre. Membre de la Cour des comptes, né le 10 juin 1921 à Bayeux (Calvados). Cet énarque (1948) a été conseiller technique auprès du ministre de l'Industrie (1951), directeur adjoint du cabinet de Pierre Guillaumat (Armées, 1959), tout en travaillant dans les pétroles, en France et à l'étranger. Il sera notamment directeur

général de l'Union générale des pétroles (1960-1964), directeur des relations extérieures d'Elf-Erap (1966-1974), président du conseil d'administration de l'Institut français du pétrole (1974-1986). Membre du comité des mines de l'énergie atomique, il a présidé l'Association des anciens élèves de l'Ena (1979-1982) ainsi que la commission de l'énergie du VIII[e] Plan. En 1987, il a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

DEVAQUET Alain. Scientifique, né le 4 octobre 1942 à Raon-l'Etape (Vosges). Ce normalien (Saint-Cloud) est agrégé en physique nucléaire et diplômé de diverses universités américaines et canadiennes. Il a enseigné à l'École polytechnique et à Paris-VI, tout en conduisant une modeste activité politique. Chargé de mission au secrétariat d'État aux Universités en 1976, il est repéré par le Premier ministre Jacques Chirac. Ayant rejoint le RPR dès sa fondation en 1977, il devient conseiller de Jacques Chirac pour les questions d'énergie et chargé des groupes d'études sur la recherche technologique de pointe et l'éducation-recherche. Élu député de Paris dès 1978, il est propulsé, à la surprise de tous, secrétaire général du RPR en 1978. Dès l'année suivante, il sera rétrogradé comme conseiller scientifique du RPR tant la fonction ne convenait pas à l'homme. Battu à la députation par Georges Sarre en 1981, il bat ce militant socialiste sectaire aux élections municipales de 1983, devenant maire du XI[e] arrondissement (réélu en 1989 et battu en 1995). Depuis 1982, il dirige le club Science et société, qui regroupe les scientifiques de haut niveau soutenant Jacques Chirac. Tête de liste aux élections régionales à Paris en 1986, il devient à la suite de la victoire de la droite parlementaire secrétaire d'État aux Universités. À ce poste, bien qu'ayant montré son peu d'attirance pour les réformes libérales préparées par son parti, il doit affronter d'importantes grèves étudiantes à la fin de 1986 et démissionne après la mort d'un manifestant (Malik Oussekine), en tirant un essai *L'Amibe et l'étudiant* (1988). Il aura toutefois eu le temps d'annuler la thèse de Nantes de l'historien révisionniste Henri Roques. Il aurait alors fait des offres de service à la gauche (selon Jacques Attali, *Verbatim II*). Réélu député en 1988, il sera l'un des cinq parlementaires RPR à avoir voté la ratification des accords de Maastricht en mai 1992. Délégué général du RPR et président du Haut comité scientifique de ce parti (depuis mars 1993), il est nommé conseiller pour la recherche scientifique et les technologies auprès de Jacques Chirac à l'Élysée en juin 1995. Ce franc-maçon de haut rang fréquente la Grande Loge de France (il fut vénérable de la Loge Jean Jaurès) ainsi que le Grand Orient de France (loge Victor Schoelcher de Michel Reyt, puis vénérable de la loge d'apparat Demain en 1991).

DEVEDJIAN Patrick. Avocat, né le 26 août 1944 à Fontainebleau (Seine-et-Marne). Ce fils d'un Arménien fut l'un des principaux activistes et animateurs du mouvement Occident (il en sera finalement exclu), avec Alain Madelin et Gérard Longuet (il est le parrain de l'un de ses enfants). Son itinéraire militant est longuement retracé dans *Génération Occident* (Frédéric Charpier, Seuil, 2005). Sans doute échaudé, Devedjian rejoindra après mai 1968 les rangs gaullistes, sous l'influence notamment de l'ancien responsable du SAC Charles Pasqua, se refaisant rapidement une virginité politique. Dans ses biographies, il est généralement présenté comme titulaire d'une maîtrise en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Son nom ne figure pourtant pas dans l'annuaire des anciens élèves (qui recense exclusivement les diplômés), à la différence de son épouse, signalée sous le nom de Sophie Van Bremeersch. Il passe pour avoir été l'un des rédacteurs des statuts du RPR à la suite de la dissolution de l'UDR en 1976. Chargé de mission du RPR pour la Côte d'Azur en 1976, Devedjian, qui s'associera par la suite avec un ancien militant d'Occident et du Bétar, Serge Woliner, se retrouvera à la commission nationale des conflits, avant de ravir, largement grâce à l'appui de la droite nationale, qui lui fournira les bras et les énergies, la mairie d'Antony au Parti communiste en 1983. Se piquant de culture, Devedjian dirige dans le même temps la revue aronienne *Contrepoint*, dont le rédacteur en chef était alors l'anticommuniste Ricardo Paseyro, collaborateur régulier de *Minute*. Aujourd'hui, il rappelle plus volontiers la figure tutélaire de Raymond Aron, qui avait accordé son patronage à la revue. Après avoir été délégué national aux professions libérales,

il se fait élire député RPR des Hauts-de-Seine le 16 mars 1986 sur la liste pasquaïenne, et, ayant bétonné sa mairie, sera réélu dès lors sans interruption à la mairie et dans la 13[e] circonscription des Hauts-de-Seine. En janvier 1990, il quitte son mentor et protecteur, Charles Pasqua, lorsque celui-ci s'oppose à Jacques Chirac, et rallie ce dernier. Président de la commission des conflits du RPR de 1982 à 1986, il appartiendra au comité politique du RPR à partir de 1998 et sera vice-président du groupe RPR à l'Assemblée nationale à partir de 1999. En 1994-1995, il se brouillera un temps avec Jacques Chirac, ayant opté pour Édouard Balladur lors de l'élection présidentielle de 1995. En 1999, à la suite de la démission de Philippe Séguin, il tente sa chance en présentant sa candidature à la présidence du RPR (8,92 %), puis épaule, au second tour Michèle Alliot-Marie, laquelle en fera son porte-parole (décembre 1999-avril 2001), tout en étant son conseiller politique. Il intègre le Club Vauban et La Force unie de Michel Noir et François Léotard, allant jusqu'à appuyer la candidature dissidente de Michèle Barzach en janvier 1991. Dès 1987, il conduit une campagne afin de tenter d'interdire à Jean-Marie Le Pen de se présenter, contactant les maires et élus en leur demandant de ne pas signer en faveur du candidat national. Dans *Ouest-France* (25 mars 1998), il déclare : « Je considère que le Front national n'est pas un parti républicain, et je souhaite son interdiction pure et simple [...] Nous n'avons pas la majorité sans lui. Nous ne l'aurons jamais avec lui. Il n'y a pas d'autres solutions que d'avoir sa peau. » Favorable à l'abolition de la peine de mort et à la suppression de la Cour de sûreté de l'État, il sera l'un des rares responsables de droite à juger que Robert Badinter était un excellent ministre de la Justice, appuyant son bilan « à 80 % ». Par la suite, sous Lionel Jospin, il lui arrivera de voter, avec les socialistes, le budget de la Justice. Ces changements sont sans doute partiellement liés à son initiation maçonnique. Longtemps demeurée secrète ou discrète, elle apparaît dans *Les Francs-Maçons sous François Mitterrand*, mais ne fut révélée au grand public qu'en octobre 1992 lors de l'émission *Le Droit de savoir* où il évoqua directement son appartenance à la Grande Loge nationale française. Il soutiendra évidemment l'intervention américano-européenne contre l'Irak en 1991, signant une tribune libre dans *Le Figaro* (10 septembre 1990) : « Saddam Hussein doit être jugé en application de la jurisprudence du tribunal de Nuremberg. Il faut aller le chercher avec nos alliés de toujours. » D'origine arménienne, il a joué un rôle important dans les réseaux de soutien à la libération de l'Arménie, dont les thuriféraires paraissent avoir disparu à la suite de la chute du communisme. Il a notamment appartenu à l'Association de solidarité franco-arménienne et au Mouvement national arménien, qui appellera d'ailleurs à voter pour lui. Ayant participé à de multiples meetings, comme orateur, en faveur de la libération de l'Arménie, un thème alors très cher au Parti communiste français, il se fera remarquer par les services officiels turcs pour n'avoir pas condamné les attaques de sièges de sociétés et de bâtiments officiels turcs en raison du « génocide arménien » et avoir assuré régulièrement la défense des terroristes arméniens, responsables de multiples attentats meurtriers en Europe, et notamment en France avec l'Asala. Ayant été l'un des seuls cinq députés RPR à voter, dès la première lecture, en faveur des Accords de Maastricht, il se montrera tellement favorable aux accords de vassalisation américaine à propos du GATT que son rapport parlementaire sera, fait rarissime, rejeté par la commission des Finances de l'Assemblée nationale. Lorsque le Danemark votera contre, il publiera un communiqué fleurant bon le racisme anti-nordique : « Ce ne sont tout de même pas ceux qui n'ont laissé en Europe que les traces dévastatrices des Vikings et les petits contes de M. Andersen qui vont arrêter une aussi grandiose aventure que celle de la Communauté européenne. » (*Le Monde*, 5 juin 1992). Il est l'un des seuls Français à cumuler l'appartenance à la Commission Trilatérale et au groupe de Bilderberg. En février 2000, il devait également se féliciter de l'attitude de la France vis-à-vis de l'Autriche, jugeant que Jacques Chirac et Lionel Jospin étaient tous deux des « antifascistes ». Attaquant inlassablement l'instrumentalisation des affaires de corruption et financières par la gauche contre Jacques Chirac, il sera l'avocat personnel de ce dernier jusqu'au milieu des années 90, ainsi que de diverses

personnalités impliquées dans les affaires de la mairie de Paris. Il sera aussi l'avocat de François Léotard dans ses déboires fréjusiens. « Il passe du prétoire au cabinet noir de l'Élysée, indique *Libération* (8 mai 2002). Avec Dominique de Villepin, le secrétaire général, il mène la contre-attaque pour protéger le chef de l'État menacé par les affaires. » C'est d'ailleurs lui qui interpellera le Premier ministre Lionel Jospin sur un éventuel emploi fictif. Dès la victoire de Jacques Chirac, il participe au premier gouvernement Raffarin, puis au deuxième, comme ministre délégué aux libertés locales. Il est promu ministre délégué à l'Industrie dans le troisième gouvernement Raffarin en mars 2004. Eliminé du gouvernement de Dominique de Villepin, ce vieil ami de Nicolas Sarközy revendiquait dès lors le « ministère de la parole », devenant presque aussitôt le conseiller politique du président de l'UMP Nicolas Sarközy. Secrétaire général adjoint de l'UMP, il hérite à la fois du conseil général des Hauts-de-Seine en 2007 puis de la direction générale de l'UMP, bénéficiant du soutien total du président de la République, même s'il regrettera amèrement un temps de ne pas avoir été nommé ministre (il espérait la Justice). Toujours prêt à se damner pour un bon mot, il aura, dès août 2007, ce mot dans lequel il rejetait totalement l'ouverture à gauche : « Je suis pour aller très loin dans l'ouverture (...), très loin, y compris jusqu'aux sarközystes, c'est dire ! » Il a finalement été désigné comme munistre chargé du Plan de relance en 2008.

DEVEDJIAN Thomas. Directeur de société, né le 16 juin 1971 à Paris 18e. Il est le petit-fils du général et chef d'état-major des armées (CEMA) Claude Vanbremeersch (1921-1981) dont la fille Sophie, née Vanbremeersch, a épousé, en 1969, Patrick Devedjian, aujourd'hui député UMP des Hauts-de-Seine et membre du Siècle. Thomas Devedjian a épousé le 30 juin 1994 Aurore Delagrange, enseignante (trois enfants : Gabriel, Anne et Jean). Passé par le Lycée Stanislas (Paris), ce diplômé de Sciences-Po Paris et de HEC a rejoint à la sortie de l'ENA (promotion Cyrano de Bergerac, 1997-1999), le corps des administrateurs civils (il est passé hors classe en 2006) au ministère de l'Économie et des Finances à la Direction des relations économiques extérieures où il a été adjoint au chef du bureau de la politique agricole extérieure (1999-2001). Il rejoint ensuite le bureau de l'assurance-crédit (2001-2002) puis le bureau énergie télécommunication et matières premières de la direction du Trésor puis de l'Agence des participations d'État. Conseiller technique au cabinet du ministre de l'Économie et des Finances sous Nicolas Sarközy (2004), Hervé Gaymard (2004-2005) et Thierry Breton (2005-2006), il pantoufle une première fois dans le privé comme directeur adjoint d'investissements d'Eurazeo (2006-2009). En 2009, il est nommé à la tête du Fonds stratégique d'investissement qui dépend du groupe Caisse des dépôts et consignations (placé sous la tutelle du ministre de la Relance d'alors, Patrick Devedjian), siégeant à ce titre aux conseils d'administration d'Eutelsat, Eramet, Paprec, etc. En février 2014, il a rejoint la société d'investissement d'Arnaud de Ménibus, Yam Invest, comme directeur des investissements et membre du directoire.

DEWAR Andrew. Senior adviser chez Brunswick. Diplomé de la London School of Economics, il a signé *Privatisation, l'art et la manière*. Il appartient au conseil d'administration de l'Investor relations Society, l'Institute of Public relations, d'Euroxnext. Ayant plus de vingt ans d'expérience à New York, Londres et Paris en matière de fusion-acquisition, il s'est notamment occupé du rachat d'Aventis par Sanofi-Synthelabo, de Sidel par tetra Laval, de la Scor, du rachat de Liffe, de Saipem, de Bouygues Offshore, etc.

DIDIER Michel. Haut fonctionnaire, né le 22 novembre 1940 à Tunis (Tunisie). Ce polytechnicien a été de 1963 à 1973 chargé de mission au cabinet de Michel Debré et conseiller technique au cabinet de Georges Gorse. En 1973, il est délégué pour le contrôle de la gestion et des finances auprès du directeur général adjoint de l'*ORTF*, et chef de la division des projections économiques d'ensemble aux Finances. De 1978 à 1986, il est sous-directeur, chef du service de l'information à la direction générale pour les relations avec le public. En 1990, il a organisé le regroupement de deux importants organismes d'analyse économique, l'Ipecode et le Rexecode. Administrateur de l'Insee, il est maître de conférences à Polytechnique et professeur au Conservatoire national des arts et métiers (président de son département économie et gestion). Depuis 1985, secrétaire général de la Société d'économie politique et ancien président (1978-1982) de l'Association des ingénieurs statisticiens, il a publié divers ouvrages sur l'économie et la comptabilité nationale. Il est membre de la commission économique puis du groupe de propositions et d'actions croissance du Medef et du Conseil économique et social (depuis 2004).

DIJOUD Paul. Homme politique, né le 25 juin 1938 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'IEP de Paris, cet énarque a débuté sa carrière en 1966 dans le corps de l'expansion économique à l'étranger. Se tournant rapidement vers la politique, il sera député RI puis UDF-PR des Hautes-Alpes de 1967 à 1981 (sauf lorsqu'il était au gouvernement). Il siège également au conseil général des Hautes-Alpes (1968-1988), et dirige la mairie de Briançon de 1971 à 1983. Secrétaire d'État à la Fonction publique (1973), puis à la Formation professionnelle et la Promotion sociale (1973-1974), et à l'Environnement (1974), il sera de juillet 1974 à avril 1977 secrétaire d'État chargé des Travailleurs immigrés, où il fera signer le décret sur le regroupement familial, largement à l'origine de la déferlante de l'immigration des vingt dernières années et de la sensible augmentation de la natalité étrangère en France. Par la suite, ce giscardien sera secrétaire d'État auprès du ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire (avril 1977), puis à la Jeunesse et aux Sports (juin 1977), aux DOM-TOM (1978-1981). Cet ancien membre de la SFIO jusqu'en 1965 devait rallier Raymond Barre à la présidentielle de 1988. Très hostile à Jacques Chirac (il fermera sa mairie à double tour pour ne pas recevoir Chirac), cet ami de Gaston Defferre était considéré comme favorable à un rapprochement avec la gauche socialiste. Il sera d'ailleurs pressenti pour une liste d'union aux législatives de 1986. En 1983, il devient directeur général de Sucres et Denrées (société étroitement liée à Jean-Christophe Mitterrand), avant d'être de 1984 à 1986 PDG de la Comidex, puis à nouveau directeur général de Sucden (1986-1988). Nommé ministre plénipotentiaire au tour extérieur en 1988, il sera ambassadeur en Colombie jusqu'en janvier 1991, puis directeur des affaires africaines et malgaches, au Quai (1991-1992). Ambassadeur à Mexico (1992-1994), il a obtenu fin 1994 la nomination très recherchée (financièrement) de ministre d'État de la principauté de Monaco, avant d'obtenir l'ambassade de France en Argentine de 1997 à 2003. *Présent* (2 octobre 1985) le donne comme « sans doute franc-maçon ». Depuis 2006, il est maire de la commune Les Orres (Hautes-Alpes).

DININ Alain. Président de société, né le 22 février 1951 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est issu d'une famille d'origine russe. Son père, socialiste, représentant en réfrigérateurs, s'appelait Léon Moussaïeff et fit changer son nom en Dinin (décret du 23 juillet 1955). Ancien élève de l'École supérieur de commerce de Lille, il a effectué toute sa carrière dans l'immobilier. Il entre comme responsable administratif à l'Union foncière et financière (groupe Crédit lyonnais), avant de passer par Férinel devenu le groupe George V, dont il deviendra PDG en 1997. Conseiller du PDG de la Compagnie générale des eaux (devenue Vivendi), il a également été PDG de Maeva (1998-2000). Vice-président du Crédit foncier de France depuis 2007, cet excellent connaisseur du marché français est également PDG de Nexity. En 2005, il gagnait 1,5 million d'euros et détient 5 % de Nexity, valorisée à au moins 600 millions d'euros. Après avoir refusé le poste de directeur général de Vinci, malgré les demandes répétées d'Antoine Zacharias pour lui succéder, il a rapproché son groupe des Caisses d'épargne en 2007, devenant l'un des acteurs majeurs de l'immobilier européen.

DINTILHAC Jean-Pierre. Magistrat, né le 16 mars 1943 à Paris Ve. Il est le petit-fils d'un notaire, le fils d'un magistrat, et marié à un magistrat. Passé par le collège Stanislas et la faculté de droit de Paris, il est titulaire d'une licence en droit et d'un DEA de droit pénal et de politique criminelle. Auditeur de justice (1970) puis substitut au TGI de

Melun (1973), il a rejoint l'administration pénitentiaire en 1975. Chef de cabinet du directeur (1977-1978) de l'éducation surveillée, puis responsable des affaires financières, il a connu une accélération de carrière avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, ayant été conseiller technique de François Autain, secrétaire d'État aux Travailleurs immigrés dès 1981. Militant de gauche, il figurait dès 1977 sur une liste d'union de la gauche aux élections municipales à Bois-le-Roi (selon *Présent*, 27 février 1998). Il sera donc chef de la division de l'exécution des peines (1982-1984), directeur de l'administration pénitentiaire (1988-1990, date à laquelle il est muté à la suite d'un film tourné clandestinement en prison sur le n° 1 de la branche lyonnaise d'Action directe) et bras droit de Myriam Ezratty, directeur de cabinet du garde des Sceaux, Henri Nallet (1990-1991), au moment des affaires Urba, Tapie-OM et Pelat (finalement anéanti lorsqu'il sera à la Cour de cassation), puis directeur général de la gendarmerie nationale (1991-1993). Recasé, par le haut, comme avocat général à la Cour de cassation (1994-1998), il est devenu, au forceps, procureur de la République du TGI de Paris en 1998. L'Élysée avait pourtant refusé sa nomination comme procureur général d'Aix-en-Provence (il n'avait jamais eu d'expérience de chef de juridiction). Conseiller de chambre à la Cour de cassation (2002-2006), il est président de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation.

DOBKINE Michel. Magistrat né le 11 avril 1956 à Paris 9e. Il est le fils de Bernard Dobkine, spécialiste d'art moderne, et de Marie Curutchet. Ce père de trois enfants, remarié en 2007, est décrit comme un « aristocrate distingué d'origine lituanienne » par les journalistes Michaël Darmon et Yves Derai (*Belle-Amie*, 2009). On notera qu'il a concocté un « *digest* » des 30000 pages du tribunal de Nuremberg, intitulé *Crimes et humanité. Extraits du procès de Nuremberg* (Romillat, 2004). Passé par l'université de Nanterre Paris-X, l'université de Göteborg (Suède) et l'École nationale de la magistrature (1982-1983), il est titulaire du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa) et d'un diplôme de littérature suédoise. Nommé auditeur de justice en 1981, Michel Dobkine a été (1983-1986), substitut du procureur de Compiègne, puis magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice. Chef du bureau de la législation pénale, financière, économique et sociale à la direction des affaires criminelles et des grâces (1992-1994), le garde des Sceaux centriste Pierre Méhaignerie le charge d'une mission de lutte contre la corruption en mai 1994. Dans la foulée, il se voit confier la nouvelle sous-direction des affaires économiques et financières et de la lutte contre la criminalité organisée à la direction des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice (1994-2001). Poussé vers la sortie par la socialiste Elisabeth Guigou, il se retrouve au ministère du Budget (2001-2002) comme sous-directeur délégué aux missions judiciaires de la douane. En 2002, il est nommé procureur général près la Cour d'appel de Nîmes, puis en 2005 directeur général de l'École nationale de la magistrature. Réputé proche de Nicolas Sarközy, il a brièvement été le directeur de cabinet du ministre de la Justice Rachida Dati (mai à juillet 2007), ayant démissionné avec fracas à la suite de désaccords avec sa ministre et à des lettres anonymes envoyées aux institutions judiciaires l'accusant d'avoir gonflé ses notes de frais lorsqu'il dirigeait l'ENM (cf. *Capital*, 11 juillet 2007). Il devient, en septembre 2007, avocat général à la Cour de cassation. Trois mois plus tard, il partait pantoufler chez Havas Worldwide (anciennement Euro-RSCG) dont il est le secrétaire général depuis lors. Il est également professeur associé à l'Université Nanterre-Paris X depuis 2009.

DONDOUX Jacques. Ingénieur, né le 16 novembre 1931 à Lyon (Rhône), décédé le 21 mai 2002. Ancien de Polytechnique et de l'École normale supérieure des télécommunications, il entre au Centre national d'études des Télécom en 1956. Véritable Père Joseph des PTT, il a été durant des lustres l'un des fonctionnaires les plus puissants de France, à l'origine de l'installation du téléphone dans 95 % des foyers français. En 1971, il devient ingénieur général des Télécoms, et sera de fin 1971 à 1974 directeur du Centre nationale d'étude des télécommunications, avant de s'opposer à son patron, Gérard Théry. Exilé à l'inspection générale des Postes et Télécoms, il crée l'Institut de recherches économiques

et sociales sur les télécommunications. En 1981, ayant appelé à voter pour François Mitterrand, il devient directeur général des Télécommunications, remplaçant Théry. Il quitte ce poste en 1986, et rejoint la Cour des comptes ainsi que, comme professeur, Paris IX-Dauphine. Adjoint au maire de Saint-Agrève et conseiller général, il se présente à la députation en 1988 sous l'étiquette de candidat d'ouverture, avec le soutien du PS, en Ardèche, et rate son siège d'1,5 %. Il sera maire de Saint-Agrève de 1991 à 2001, ainsi que député de Tournon, l'emportant en 1997. Il entre dans le gouvernement Jospin comme secrétaire d'État au Commerce extérieur (jusqu'en 1999). Membre du conseil de surveillance d'Alcatel et du conseil d'administration de Thomson, il continue à diriger l'IREST et la Caisse nationale des télécommunications. À plusieurs reprises, il a été orateur au Grand Orient de France. Son frère, Philippe, conseiller d'État, a appartenu au RPR.

DONIOL Guirec. Amiral. Ancien de l'École navale, cet amiral a été chargé de mission du ministre de la Défense en 1993. Il appartient à l'Académie de marine depuis 2001 et préside l'Association pour la recherche de documentation sur l'histoire de l'aéronautique navale.

DONTOT Jacques. Président de société, né le 24 août 1915 à Lyon (Rhône), décédé le 23 octobre 2001. Cet X-Mines a œuvré aux mines de la Sarre (1946-1956), et fut directeur général de Thomson-Brandt (1960), président de Sony France (1973-1982), de la Compagnie européenne de radio-télécommunications, de l'Office technique pour l'équipement du territoire et directeur de la Fondation de France (1971-1976).

DORE Christiane. Directeur de société, née le 20 mars 1942 à Strasbourg (Alsace). Diplômée de l'IEP de Lyon, cette fille unique de rhumatologue, licenciée d'allemand, débute en 1965 comme journaliste économique à l'Entreprise. Pigiste permanent aux Informations industrielles et commerciales (1967-1968), elle entre en 1968 à l'Institut national de la consommation, et participe au lancement de la *Revue hebdomadaire de l'INC* ainsi qu'à celui de *Consommateurs Actualités* (elle en devient rédacteur en chef en 1970). Parallèlement secrétaire général, puis rédacteur en chef de 50 millions de consommateurs (1973-1978), elle rejoint la direction de la construction en 1979 comme responsable de l'information, appelée par Jean-Michel Bloch-Lainé. L'année suivante, on la retrouve rédacteur en chef technique de *Jeune Afrique*. Militante socialiste depuis 1971 et responsable nationale chargée de la consommation à partir de 1975, elle entre comme chargée de mission auprès du ministre de la Consommation Catherine Lalumière en 1981. Parachutée administrateur général de Sofinco-La Hénin (numéro 2 des crédits à la consommation) en juillet 1982, elle en devient PDG en décembre 1982, après la nationalisation. Au retour de la droite, elle prend la direction générale d'Exofinances, une filiale des assurances La Mondiale. En juin 1987, recrutée par Vincent Bolloré, elle devient PDG de SCAC-Voyages, puis de Diners Club France, et en 1988, de DCF Holding, qui couvre les activités précédentes (elle gagnait alors 700000 F). Propulsée en 1990 à la présidence de la régie publicitaire commune *A2-FR3*, elle devra, en désaccord avec Hervé Bourges, quitter son poste en janvier 1993, les résultats étant rapidement en chute (sa gestion fera l'objet de rapports de la Cour des comptes et de l'inspection des Finances). Elle figure en deuxième place sur la liste de Bernard Tapie aux élections européennes et sera candidate du PS aux élections législatives de 1997 à Bergerac. Elle devient ensuite PDG de Vitrine de France, filiale du Groupe Cible. Inspectrice générale des postes et télécommunications (1998), membre du conseil général des technologies de l'information (CGTI), elle est contrôleur général économique et financier (2005), membre du Comité économique, social et culturel du Parti socialiste (depuis 1998).

DORE Joseph. Évêque, né le 26 septembre 1936 à Grand-Auverné (Loire-Atlantique). Ordonné prêtre en 1961, il fut admis en 1962 dans la Compagnie du Saint-Sulpice. Spécialisé en théologie, il devait soutenir sa thèse à Rome, au moment du concile Vatican II, sur le sacerdoce du Christ. Directeur et professeur pendant six ans au Grand Séminaire de Nantes, puis pendant dix ans au séminaire

universitaire de l'Institut catholique de Paris (séminaire des Carmes), il se spécialisa dans l'ecclésiologie, la christologie et la théologie fondamentale, étant fortement influence par Lubac, Chenu et Congar, signant notamment de nombreux articles dans *Recherches de science religieuse*. Directeur de la maîtrise de théologie biblique et systématique de la Faculté de théologie et de sciences religieuses, il fut le doyen de l'Institut catholique de 1988 à 1994. Il devait diriger de multiples collections, notamment la série Jésus et Jésus Christ (72 volumes), *Le Christianisme et la foi chrétienne* (8 volumes), *Sciences théologiques et religieuses* (7 volumes), et publié de nombreux ouvrages comme *Jésus-Christ* (1987), *Jean Guitton, Le Christ de ma vie*. Dialogue avec J. Doré (1987), *Dictionnaire des religions* (en collaboration), *Introduction à l'étude de la théologie* (en collaboration), etc. Entré à la Commission théologique internationale en 1992, il est également consulteur du Conseil pontifical de la culture, président de l'Académie des sciences internationales religieuses depuis 1993. Le ministre d'ouverture mitterrandien Roger Fauroux (mécène de la Fondation Saint-Simon) devait lui obtenir la croix de chevalier de la Légion d'honneur en 1996. Le 23 octobre 1997, il devient archevêque de Strasbourg. À ce poste, dans la « dynamique du Concile Vatican II », il s'opposera à la création d'une annexe du monastère du Barroux en Alsace en 1999. « Il était préférable de ne pas donner suite. »

DORLAND-CLAUZEL Claire. Administrateur civil née le 15 novembre 1954 à Rennes (Ille-et-Vilaine). Fille du Dr Jacques Dorland et d'Hélène Piot, elle est veuve de Pierre Clauzel, également administrateur civil. Passée par Henri IV, la Sorbonne et l'Institut de géographie, cette titulaire d'une maîtrise d'histoire et d'un DEA de géographie est ancienne élève de l'Ena (promotion Michel de Montaigne, 1986-1988). Ayant intégré le ministère des Finances, elle fut notamment directeur financier adjoint de Sacilor (1990-1992), conseillère de Christian Noyer, directeur du Trésor, conseillère technique du centriste Jean Arthuis, ministre de l'Économie et des Finances (1995) et d'Yves Galland, ministre du Commerce extérieur (1995-1996), avant de « pantoufler » (*Le Monde*, 17 mars 1998) comme directrice centrale de l'audit et du contrôle d'Axa France assurances (1998-1999), avant de devenir directrice générale d'Axa France Support (2003), directrice de la communication et de la marque du Groupe Axa (2003), pour devenir enfin directrice de la communication et des marques du groupe Michelin en 2008, ainsi que membre de son comité exécutif.

DOUBIN François. Haut fonctionnaire, né le 23 avril 1933 à Paris. Il est le fils d'Elie Doubinski, autorisé à changer de nom ainsi que son fils par décret du 25 février 1954. Diplômé de l'IEP, ce fils d'un cadre de Citroën débute comme chargé de mission au cabinet de Houphouët Boigny en 1957-1958, avant d'intégrer l'Ena en 1961. Administrateur civil de deuxième classe à l'Industrie, il entre alors à la régie Renault, repéré par Pierre Dreyfus: directeur commercial adjoint à la Saviem (1963), chargé de mission à la direction commerciale (1965-1968), directeur de la grande exportation (1970-1972), du groupe moteurs (1972-1977), des projets spéciaux (1977-1978), directeur central de l'information et des relations publiques (1978-1984), et secrétaire général (c'est-à-dire le n° 2, 1984-1985). Parallèlement, il poursuit une carrière politique, ce qui l'amènera à quitter Renault en 1985: secrétaire national du Mouvement des radicaux de gauche en 1978, il en devient trésorier en 1983 puis président, succédant à Michel Crépeau (1985-1988). En 1984, il conduit avec Brice Lalonde et Olivier Stirn la liste ERE. Il est battu dans l'Orne aux législatives de 1986 par une liste locale de socialistes dissidents. Michel Rocard l'appellera en 1988 comme ministre du Commerce et de l'Artisanat. Il y ajoute la Consommation en 1991-1992. Président et directeur général du Centre Français du Commerce extérieur (1992-1995), il sera maire d'Argentan de 1989 à 2001 et conseiller général de l'Orne de 1992 à 1998. Il a été à nouveau battu en 1996 lors d'une législative partielle. Membre du Groupement fraternel des francs-maçons du MRG (*Lettre de Magazine-Hebdo*, 30 octobre 1987), il s'est mis en congé des radicaux de gauche (MRG, puis Radical), où il conserve de l'influence. Il a lancé en avril 1994 la coordination Communauté République. Il est vice-président de la Confédération française

des métiers d'art (depuis 1997). Son épouse, d'origine iranienne, a travaillé au Commissariat général au Plan, chez Ipsos et Publicis.

DOUBLET Maurice. Préfet, né le 8 avril 1914 à Saint-Maixent (Deux-Sèvres), décédé le 14 avril 2001. Ayant commencé sa carrière à la préfecture de Gironde en 1938, ce gaulliste sera secrétaire général de la Corrèze en 1945, préfet du Tarn en 1958 et de l'Isère de 1961 à 1966. Passé par divers cabinets ministériels, il devient préfet de la Seine en 1967, préfet de Paris en 1968, et sera préfet de la région parisienne de 1969 à 1975. C'est l'époque de l'urbanisation et de l'industrialisation triomphante. De 1977 à 1979, ce franc-maçon dirigera le cabinet du nouveau maire de Paris, Jacques Chirac.

DOUFFIAGUES Jacques. Directeur de société, né le 28 janvier 1941 à Paris. À sa sortie de l'Ena, cet ancien partisan de l'Algérie française (passé par l'Action française universitaire) entre en 1966 à la Cour des comptes, où il sera de 1969 à 1971 chargé de mission au secrétariat général. Chargé de la sous-direction de l'équipement et du développement à la direction générale des collectivités locales à l'Intérieur, il devient en 1976 directeur du cabinet de Jean-Pierre Soisson à la Formation professionnelle. Il le suit en 1977 à la Jeunesse et aux Sports. Délégué général du Parti républicain en 1977-1978, il se fait élire député du Loiret en 1978. Battu en 1981, ce léotardien est réélu en 1986. Il sera également conseiller général du Loiret (1979-1992), maire d'Orléans de 1980 à 1988 (date à laquelle il démissionne). Ministre des Transports durant la première cohabitation, il réintègre la Cour des comptes, promu conseiller-maître en novembre 1988. Mais peu après, il quitte la Fonction publique, rejoignant les Éditions techniques comme vice-PDG (1989) puis PDG (1990-1993), présidant le Syndicat de la presse économique, juridique et politique. Le retour de la droite en 1993 lui permet de devenir PDG de la Sofresa, une importante société contrôlée par l'État de vente d'armement (1993-1995). Il a remplacé Pierre Sudreau comme président de la Fédération des industries ferroviaires en 1996. Il est par ailleurs avocat à la Cour d'Appel de Paris. Jacques Douffiagues a rejoint l'Autorité de régulation des télécommunications en 2001. Son mandat s'est achevé en 2007.

DOUMENC Maurice. Ingénieur, né le 21 janvier 1921 à Paris. Ce fils de général fut à la fois polytechnicien et ingénieur en chef du corps des Mines. Il dirigea diverses sociétés en Afrique du Nord dans les années cinquante, avant d'entrer à Paribas comme directeur en 1959, devenant directeur général adjoint en 1967 et administrateur l'année suivante. Président de l'Omnium nord-africain à partir de 1969, PDG de Heurtey à partir de 1974, il a été administrateur de diverses banques et sociétés.

DOUROUX Lucien. Banquier, né le 16 août 1933 à Saint-Rémy-sur-Durolle (Puy-de-Dôme). Chef des services économiques (1960-1964), directeur adjoint (1964-1965) puis directeur général du Centre national des jeunes agriculteurs, cet autodidacte (passé par le Cnam) et fils d'agriculteurs (qui est également le beau-frère de Michel Debatisse, président de la FNSEA) devient en 1969 sous-directeur de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. Entré à la Fédération nationale du Crédit agricole en 1970, il en sera successivement directeur des affaires extérieures, puis directeur (1971-1975). Directeur général de la caisse régionale du Crédit agricole mutuel de l'Ile-de-France en 1976 et secrétaire général de la Fédération nationale du Crédit agricole à partir de 1982, il y reste jusqu'en 1993, date à laquelle cet homme d'une discrétion extrême succède enfin (on lui préféra Jacques Bonnot en 1981, Jean-Paul Huchon en 1985, Bernard Auberger en 1988) à Philippe Jaffré à la direction générale de la « banque verte », la Caisse nationale du Crédit agricole, première banque française qui regroupe les 94 caisses régionales (il gagnait 2,5 millions de F en 1995). Unique grand banquier à ne pas être issu d'un grand corps, il préside depuis 1984 la section des finances du Conseil économique et social. Président du conseil de surveillance du Fonds de garantie des dépôts (1999-2004), il a été administrateur de Bouygues et d'Euris, étant distingué en 1996 comme « financier de l'année » par l'Association des docteurs ès sciences économiques (Andèse).

DRAI Pierre. Magistrat, né le 3 juillet 1926 à Constantine (Algérie). Son père, Samuel Drai, greffier en chef du tribunal de Constantine,

sera licencié sous l'État français. Avocat stagiaire à Philippeville en 1947, il est nommé en 1949 juge suppléant à Tunis. Nommé à Grenoble en 1957, il ne rejoint ce poste que deux ans plus tard. Il y reste jusqu'en 1965, date à laquelle il est nommé juge au tribunal de la Seine. Vice-président au tribunal de Paris en 1971, il entre comme conseiller technique au cabinet du garde des Sceaux, Jean Taittinger, en 1973. Devenu en mai 1974 conseiller à la Cour d'appel de Paris, il est nommé en août 1977 premier vice-président du tribunal de Paris. Ce civiliste est promu conseiller à la cour de Cassation en août 1981, président du tribunal de Paris début 1983, premier président de la Cour d'appel de Paris en 1985, et en 1988, consécration suprême, premier président de la cour de Cassation, succédant à Simone Rozès. Président de l'Association française des amis de l'université hébraïque de Jérusalem, il dispose d'une grande influence dans la communauté séfarade. Il a été nommé, en 1999, président de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations pendant l'Occupation. L'une de ses filles, Jeanine, a épousé Claude Grellier, vice-président du tribunal de grande instance de Paris. Son frère est commissaire de police.

DREYFUS Louis. Cadre de presse, né en février 1970. Ancien de HEC et de la London School of Economics, il débuta comme coopérant auprès de Lagardère Group aux États-Unis, avant de devenir directeur du contrôle du groupe Hachette Filipachi Medias aux États-Unis (1995-1999). Correspondant du mensuel *Première à New York*, il devient, à son retour en France, directeur financier du groupe *La Provence* (avril 1999). Il passe ensuite à *Libération* comme directeur financier et directeur du développement (2001-2003) et cogérant de sa filiale PAP. De 2005 à 2006, il sera directeur général du quotidien, avant de passer au *Nouvel observateur* comme directeur général adjoint. Devenu directeur général, il quitte l'hebdomadaire en 2008 près l'arrivée de Denis Olivennes, sa carrière étant dès lors bloquée. Il a été choisi comme *Young Leader* par la French American Foundation en 2005. Il est le petit-fils de l'écrivain Alfred Fabre-Luce et le fils de l'ancien ministre socialiste Tony Dreyfus. L'une de ses sœurs, Pauline, a épousé François Hennessy.

DREYFUS Tony. Avocat, né le 9 janvier 1939 à Paris. Il est le fils d'un riche homme d'affaires originaire de Vesoul, Louis Dreyfus, et d'une Smyrnote, Winifrid Gabbaï. Après des études de droit, pendant lesquelles il a été, de 1960 à 1963, vice-président de l'Unef (anti-Algérie française), il devient avocat en 1965 (passant par les cabinets Badinter et Bredin). Il fait en 1967 la connaissance de Michel Rocard, dont il deviendra l'un des plus proches amis (Michel Rocard est le parrain de Bar-Mitsva de deux de ses cinq enfants), et entre alors au PSU puis suit son ami au PS en 1974. Entre-temps, en 1973, il se fait connaître comme avocat des ouvriers de Lip. Pendant le premier septennat de François Mitterrand, il assure la liaison entre l'Élysée et Michel Rocard, par l'intermédiaire de Jean-Claude Colliard. Lorsque Rocard devient Premier ministre, Dreyfus est nommé secrétaire d'État d'abord sans affectation précise puis à l'Économie sociale (1988-1989), servant en réalité d'éminence grise de Matignon auprès du grand patronat et des milieux d'affaires, rôle qu'il n'a cessé d'exercer depuis trente ans. Président du groupe interministériel de suivi des grands contrats (1989-1991), candidat en 1968 à Paris, aux municipales à Villepreux en 1971 et à Troyes en 1977, il devient conseiller de Paris en 1989, avant d'être finalement élu maire du Xe arrondissement (la seule section rocardienne de Paris) en 1995 (réélu en 2001, il ne se représente pas en 2008). Membre du comité directeur du PS depuis 1989 et du conseil national du PS depuis 1993, cet homme riche (il possède notamment le château de La Rivière, ancienne propriété d'Alfred Fabre-Luce, père de Mme Dreyfus, cousine d'Anne-Aymone Giscard d'Estaing) dispose d'un important entregent: Jacques Chérèque, Edmond Maire, Jacques Fauroux, Pierre Bergé, Jack Lang, le duo Ockrent-Kouchner, Claude Perdriel (qui a financé en partie sa campagne municipale en 1989), Yitzhak Shamir, etc. Il a été réélu député de Paris (5e) en juin 2007.

DRILLEAUD Guy. Electricien, né le 2 mai 1933 à Paizay-le-Chapt (Deux-Sèvres). Electricien à partir de 1957, il a bifurqué vers le syndicalisme professionnel, devenant en 1971 secrétaire général de la Fédération des

employés, cadres et agents de maîtrise de la Confédération française des travailleurs chrétiens. Entré au bureau confédéral en 1977, il devient secrétaire général adjoint en 1979, en charge de *L'Expansion* et de la formation, puis sera secrétaire général de la CFTC de 1981 à 1990 et président de 1990 à 1993. Membre depuis 1985 du Comité économique et social européen, et depuis 1989 du Conseil économique et social, il a appartenu à la Commission nationale des droits de l'homme et préside la Fondation de solidarité internationale de la Confédération mondiale du travail.

DROMER Alain. Directeur de banque, né le 16 mai 1954 à Boulogne (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Jean Dromer, inspecteur des Finances et membre influent du Siècle, qui fut notamment président de l'Association française des banques, de l'UAP, du CIC et de Vuitton. Passé par Claude Bernard et Louis-le-Grand, ce polytechnicien est également diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique. Administrateur à l'Insee, il rejoignit ensuite la direction du Trésor (1981-1982). Chef du bureau affaires et institutions monétaires pour la préparation des sommets économiques internationaux en 1985, il entre deux ans plus tard à la Compagnie financière Edmond de Rothschild, comme directeur des opérations de marché. En 1991, il devient directeur à l'administration centrale du CCF, puis devient, en 1993, directeur central, et directeur général adjoint en 1998. Président de la gestion des actifs d'HSBC de 2001 à 2007, il est depuis lors directeur général d'Aviva Global Investors et de Morley.

DROMER Jean. Directeur de société, né le 2 septembre 1929 à Paris, décédé le 24 novembre 1998. Diplômé de l'IEP et ancien de l'Ena (major 1957), cet inspecteur des Finances est devenu en 1959 secrétaire général du comité Rueff-Armand, avant d'entrer en 1961 comme chargé de mission au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing (avec qui il ne s'entendra pas et qui le poursuivra de sa vindicte). Conseiller technique de 1961 à 1964 au cabinet de Maurice Couve de Murville, au Quai d'Orsay, il rejoint rapidement le secrétariat général de la présidence de la République (1964-1967) et sera secrétaire général du Comité interministériel pour la coopération européenne. Ayant largement construit sa carrière dans le sillage d'Ambroise Roux, il entre alors à la BNP. Faisant figure de dauphin, il sera directeur général adjoint, chargé du secteur international, de 1968 à 1975. Éliminé sous l'influence de Giscard au profit de Jacques Calvet, il prend la présidence de la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale. Homme au naturel chaleureux et toujours favorable au compromis, il sera l'homme idoine pour devenir président de la puissante Association française des banques en 1982 (élu pour l'essentiel par les nouveaux présidents des banques récemment nationalisées), puis en 1985 de l'Association française des établissements de crédit. Il abandonne ces fonctions en juillet 1986, lorsqu'il devient PDG du CIC. Il n'y restera que neuf mois, car Édouard Balladur le choisit en 1987 pour remplacer Yvette Chassagne à la présidence de l'UAP (première banque d'affaires, 130 milliards de F de patrimoine en 1988), « le plus beau des postes parapublic » selon le Premier ministre. Il est chargé de préparer la future privatisation. « On ne compte plus ses participations et ses sièges dans les conseils d'administration du gotha de l'industrie et de la finance » (*Le Nouvel observateur*). Limogé par Michel Rocard à l'été 1988 au profit de Bernard Attali, il rejoint alors Bernard Arnault qui le nomme à la présidence de la Financière Agache en 1989 (puis PDG) et à celle de Louis Vuitton en 1990 (puis PDG). Figure majeure du milieu financier des trente dernières années, ce vice-président du CNPF international appartient à la Commission trilatérale.

DRU Jean-Marie. Publicitaire, né le 24 janvier 1947 à Boulogne (Hauts-de-Seine). Étudiant, ce fils d'un marchand de salaisons aux abattoirs de La Villette a participé à l'occupation de la Sorbonne en mai 1968. Cet ancien de HEC a effectué toute sa carrière dans la publicité, débutant comme chef de publicité (1970) à l'agence Dupuy-Compton (épousant, en premières noces, Marie-Catherine Dupuy, la fille du président de l'agence). Cette vedette du Tout-Paris publicitaire sera directeur général puis président de l'agence Young

& Rubicam (1977-1983), avant de cofonder l'agence Boulet Dru Dupuy Petit (BDDP) en 1984. Vice-président de l'Association des agences conseil en publicité depuis 1991, il a été président de BDDP Worldwide (1998-2001) puis PDG de TBWA Worldwide (294 bureaux dans le monde), filiale du numéro 1 mondial Omnicom, à partir de 2001. Ce gourou de la publicité, créateur du concept de « disruption » (auquel il a consacré un ouvrage, devenu la bible des publicitaires), est l'unique Français jamais parvenu à la tête d'un réseau de publicité américain.

DRUCKER Jean. Directeur de société, né le 12 août 1941 à Vire (Calvados), décédé le 18 avril 2003. Ce fils de médecin d'origine roumaine ashkénaze et lui-même frère de médecin (chef de service au CHU de Tours) a été nommé administrateur civil de 2e classe, affecté au ministère des affaires culturelles, à sa sortie de l'Ena en 1968 (il sera notamment en poste à Téhéran). Dès 1970, sa carrière bascule vers l'audiovisuel, secteur qu'il ne quittera plus, franchissant pratiquement un échelon dans la hiérarchie chaque année. Nommé conseiller technique au cabinet du directeur général de l'*ORTF* Jean-Jacques de Bresson, il sera adjoint au directeur de la première chaîne de 1971 à 1974. En octobre 74, il rejoint comme chargé de mission le président de la SFP, Jean-Charles Eudeline. De 1975 à 1978, il y dirige les affaires extérieures, puis sera directeur général de la SFP (1978-1980). Repéré de longue date par Jacques Rigaud, celui-ci le débauche de la SFP pour l'engager à la Compagnie luxembourgeoise de télévision comme adjoint à l'administrateur délégué de la CLT (1980). Il sera également vice-PDG d'Ediradio et membre du conseil d'administration de *Télé-Star*, administrateur de la SA Hamster Films et de la SA Paris Studios Billancourt (1981), membre de l'Agence centrale parisienne de presse (1983). Numéro 2 de *RTL* depuis 1980, il est choisi par la CNCL comme président d'*Antenne 2* en octobre 1985. Sous la pression du pouvoir, il est éliminé à la fin de 1986 par la même CNCL, bien que ce professionnel apolitique ait largement amélioré l'audience de la chaîne. En mars 1987, il rebondit comme PDG de la nouvelle sixième chaîne, *M6* (Métropole TV, projet commun de la CLT et de la Lyonnaise des Eaux, avec Nicolas de Tavernost), qui deviendra très vite « la petite chaîne qui monte ». Professeur à l'IEP de Paris depuis 1982, il était par ailleurs le frère de Michel Drucker, présentateur vedette à *France 2*.

DUBEDOUT Hubert. Ingénieur, né le 9 décembre 1922 à Paris, décédé le 25 juillet 1986. Ancien de Navale et du Carnegie Institute, il fut officier de marine (1947) puis commandant de patrouilleur en Indochine. Affecté à l'École de guerre navale à partir de 1957, il entre comme ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique de Grenoble en 1958. Fondateur des Groupes d'action municipale, il devient maire de Grenoble en 1965 et sera réélu jusqu'à ce qu'il soit battu par Alain Carignon en 1983. Défendant une ligne de gauche modérée, faisant largement intervenir les associations et les comités de quartier, il avait fait de sa ville un véritable laboratoire municipal. Il avait en revanche battu Alain Carignon aux élections législatives de 1978 et de 1981. En décembre 1983, il démissionne de l'Assemblée au profit de son suppléant, Bernard Montergnole. Il décède lors d'une ascension en montagne.

DUBERNARD Jean-Michel. Chirurgien, né le 17 mai 1941 à Lyon IIIe (Rhône). Fils de médecin, cet ancien interne des hôpitaux de Lyon a été chef de clinique (1970) puis chef du service d'urologie et de chirurgie de transplantation à l'hôpital Édouard Herriot (1981). Connu mondialement pour ses succès dans les transplantations cardiaques, il est élu député RPR du Rhône en mars 1986 et réélu, en 1988, dans la 3e circonscription. Maire adjoint de Lyon à partir de 1983, ce proche de Michel Noir est réélu en 1989 dans le VIe arrondissement. Il démissionne en même temps que Michel Noir et Michèle Barzach en 1990 et se fait réélire en janvier 1991, après avoir affronté au premier tour Pierre Botton, le propre gendre de Michel Noir. Il sera réélu en 1995, 1997 et 2002. En 2007, il est battu aux élections législatives par le socialiste Jean-Louis Touraine. Il a signé *L'Hôpital a oublié l'homme* (1997) et *Sauvons la Sécu* (2004).

DUBOS Jean-François. Directeur de société, né le 2 septembre 1945 à Cabourg (Calvados). Après des études au lycée de La Flèche (il s'est longtemps targué d'avoir été élève du Prytanée Militaire), à la faculté de lettres du Mans (où il préside l'Unef-Lettres), à Paris V et Paris X, ce diplômé d'anglais, d'espagnol, de droit public et de science politique a été assistant en droit public, puis expert consultant juridique (1976-1980) auprès de divers gouvernements étrangers. Responsable de 1978 à 1981 des questions de défense au PS (auquel ce protégé de Louis Mermaz a adhéré en 1972), il sera un chargé de mission très influent (véritable « éminence grise », *Le Point*, 28 décembre 1987) auprès de Charles Hernu, ministre de la Défense (1981-1984), dont il était déjà l'attaché parlementaire. Cet « homme de pouvoir et d'influence » (*Le Monde*, 5 novembre 1987) s'occupe notamment des affaires de services secrets, ayant appartenu en 1976 à la commission de réflexion du PS pour moderniser les services secrets et s'en assurer le contrôle. Auteur en 1974 de Ventes d'armes, une politique, il est de ceux qui ont fait évoluer François Mitterrand vers la force de frappe. Il passe alors (*L'Événement du jeudi*, 5 novembre 1987, *Libération*, 22 décembre 1987) pour conseiller Charles Hernu en fonction de critères maçonniques sur les nominations ou mise à l'écart d'officiers généraux. Déçu de ne pas être nommé à la tête de la Direction générale de la sécurité extérieure (services secrets) en 1984, et malgré une nomination comme maître de requêtes au conseil d'État (1984-1991), il se brouille avec Hernu à l'occasion du divorce de ce dernier. En 1986, son nom apparaît dans de nombreuses affaires qui éclatent : Greenpeace, Carrefour du développement, Luchaire, puis plus tard dans celle des plombiers de l'Élysée. Membre fondateur du Club Espaces 89 en 1987, il sera conseiller de François Mitterrand pour les affaires africaines de 1991 à 1994. Il devient alors secrétaire général et directeur du patrimoine de la Compagnie générale des eaux et PDG de la société Investment Development Consultancy. En octobre 2007, il a été réintégré puis rayé des cadres du Conseil d'État. Son épouse, Aimée Chantemesse, riche héritière, fut nommée sous-préfet au tour extérieur, puis sous-préfet d'Argenteuil de 2005 à 2010.

DUBOST Michel. Ecclésiastique né le 15 avril 1942 à Safi (Maroc). Il est le fils de Robert Dubost, général d'artillerie, et de Mireille de La Borde Caumont. Lauréat de l'Institut d'études politiques de Paris, après des études à Condorcet (Paris) et Saint-Jean-de-Béthune (Versailles), ce licencié en théologie (Institut catholique de Paris en 1968) a été ordonné prêtre en 1967. Ancien chargé d'études à la Sofres durant quatre ans et chroniqueur religieux à *RTL* (1976-1982) puis à Radio Notre Dame (*Un mot pour la foi*), cet eudiste fut notamment secrétaire général de la Fédération des organismes de communication sociale (devenu Chrétiens-Médias), secrétaire général de l'Office catholique français du cinéma (1976-1982), ancien directeur des Fiches du cinéma, vice-président de l'Association catholique internationale pour la radio et la télévision, avant de devenir notamment curé de Saint-Jacques-du-Haut-Pas (1983-1989) et responsable des aumôneries des lycées publics de la région parisienne. Il fut également rédacteur en chef de Théo, encyclopédie catholique pour tous. Évêque aux Armées de 1989 (ordonné le 8 septembre 1989) à 2000, cet ancien de l'IHEDN est devenu évêque d'Evry-Corbeil-Essonnes en 2000. « Appartenir à un groupe unique est une chose dépassée, expliquait-il à *Libération* (16 août 1997). Il faut faire partie de réseaux. » Président des Journées mondiales de la jeunesse en 1997, après avoir dirigé les groupes français lors des précédentes JMJ, il a pris la présidence de la commission épiscopale de la catéchèse et du catéchuménat de la Conférence et des évêques de France. Il a signé divers ouvrages dont *Paroles pour Marie*, *Se battre avec Dieu*, *Un Chrétien vous parle*, *Il a fait de nous un peuple*, *Église, la jeunesse se renouvelle*, *Chemin faisant, l'Église* (Cerf, 1996) et un *Guide des relations extérieures d'une communauté chrétienne* (Le Centurion, 1997). Vieil ami de Jacques Delors, il devait marier religieusement sa fille, Martine Aubry, lorsqu'il était aumônier de lycée à Versailles.

DUBRULE Paul. Président de société, né le 6 juillet 1934 à Tourcoing (Nord). Diplômé des Hautes études commerciales de l'université de Genève, il fit quelques stages à l'étranger (Suisse, États-Unis), où il se forma au contact de Bernardo Trujillo à Dayton (le « pape de la

distribution ») avant de fonder en 1963 avec son ami Gérard Pélisson, un ingénieur lyonnais d'IBM rencontré aux États-Unis, le premier Novotel, à Lille, embryon de la future chaîne Novotel (qu'il préside depuis lors) qui deviendra le n° 1 mondial de l'hôtellerie (31 milliards de F de chiffre d'affaires en 1995), en développant le concept américain des hôtels confortables pour hommes d'affaires pressés dans la périphérie des grandes villes. Novotel s'est développé autour d'une cinquantaine de marques, dans les secteurs de l'hôtellerie (2200 hôtels et 132000 chambres, avec Novotel, Ibis, Sofitel, Mercure, Formule 1, Motel 6, etc.), des restaurants (Courte Paille), la restauration collective (Lenôtre) ou rapide (Bun Burger, Pizza del Arte) et de la location de voitures (Europcar). De 1971 à 1983, il sera président du groupe Novotel-Sieh, et depuis 1983 co-président d'Accor (Novotel + Jacques Borel International). Il est depuis 1990 administrateur de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme contrôlé par son groupe depuis 1991 (chaînes Altea, Pullman, Arcade). À la suite de la crise de l'immobilier, le groupe, qui avait multiplié les acquisitions, s'est retrouvé en difficulté (25 milliards de F d'endettement, 264 millions de F de pertes en 1994) et son actionnaire majeur, Suez (12,5 %) a exigé une plus grande rigueur financière. Comme son associé, il détient 1,5 % du groupe, soit environ 500 millions de F (*Capital*, janvier 1995). Ils ont également racheté à titre personnel en 1992, avec Jérôme Seydoux et Marc Ladreit de Lacharrière la très rentable Société touristique du Mont-Blanc. Longtemps conseiller municipal, il a succédé en 1992 à Paul Séramy comme maire divers droite de Fontainebleau (jusqu'en 2001). Sénateur de Seine-et-Marne en remplacement d'Alain Peyrefitte (1999-2004), il a été également président de la Maison de la France de 2005 à 2007. On ne peut manquer de souligner que tout sénateur qu'il fut, il a rallié, à 68 ans, Paris à Siem Reap au Cambodge à vélo en suivant la route de la soie et en passant par Pékin.

DUCASSE Alain. Restaurateur, né le 13 septembre 1956 à Orthez (Pyrénées-Atlantiques). Figurant parmi les cuisiniers les plus prestigieux du monde, ce fils d'agriculteurs a opté pour la nationalité monégasque en 2008. Ayant fait ses classes dans les meilleures tables françaises après n'avoir même pas terminé ses études de cuisine, « l'imperator des fourneaux » (*Le Monde*, 19 juin 2005) a lancé *Le Louis XV-Alain Ducasse* (Monte-Carlo) en 1987, possède depuis 1995 *La Bastide de Moustiers* à Moustiers-Sainte-Marie, dirige le restaurant du *Plaza-Athénée* depuis 2000, *Le 59 Poincaré* depuis 2001, supervise *Altitude 95* et *Le Jules Verne* (Tour Eiffel), tout en étant président délégué de Cooking consultant, corepreneur de l'École nationale supérieure de pâtisserie d'Yssingeaux, président du conseil de surveillance de Châteaux et Hôtels indépendants (près de 500 hôtels de charmes, dont près d'une centaine de châteaux privés), créateur de la ligne d'objets *Saveurs* ou du Centre de formation Alain Ducasse d'Argenteuil et de Tokyo, concepteur et conseiller des restaurants *Spoon, Food and Wine* à Paris, Londres, New York, Tokyo, Saint-Tropez, *La Trattoria* (depuis 2010), *Aux Lyonnais*, etc. Implanté sur quatre continents, ce chef, quatre fois triplement étoilé (ce qui en fait le chef le plus étoilé du monde), est le parfait représentant d'une certaine cuisine française, à la fois inventive et mondialisée (« ingénierie culinaire »), déclinant son talent – même s'il est absent des fourneaux depuis longtemps – sous de multiples formes dans des ballets réglés au millimètre près (haute gastronomie, restaurants, bistrots, livres, fast-food, consulting, centres de formation, hôtellerie, etc.). Faut-il que Le Siècle soit d'influence pour que cet homme de goût, pressé, très souvent à l'étranger, ait accepté d'entrer en un lieu où la qualité des dîners est d'une médiocrité inégalée depuis plus de cinquante ans ?

DUCLOS Michel. Diplomate, né le 20 août 1949 à Lisieux (Calvados). Fils d'un simple mécanicien, il débuta cadre de chancellerie en 1970, étant attaché au consulat de France à Tunis et à La Valette. Entré à l'Ena (1976-1978) par la voie interne réservée aux fonctionnaires, il fut alors chargé de mission au cabinet du secrétaire général de la défense nationale (1978-1981), chargé de mission au Centre d'analyse et de prospective du quai d'Orsay, en devenant directeur adjoint. Conseiller d'ambassade en URSS (1987-1991) et en Allemagne (1991-1994), il est devenu ambassadeur en 1998, comme représentant permanent de la France auprès de l'Union de l'Europe occidentale, et, en 2000, auprès du comité politique et de sécurité intérieure de l'Union européenne. il a été ambassadeur en Syrie de 2006 à 2009. Il a épousé Isabelle Hausser, également énarque (même promotion que son mari), qui fut conseiller commercial de France à Moscou et à Bonn. Elle a publié plusieurs romans de qualité, dans lesquels la Russie tient une place importante, dont *Nitchevo* (prix des Libraires 1994) et *Les Magiciens de l'âme*, qui fut l'un des quatre derniers romans sélectionnés pour le prix Goncourt 1996.

DUCOUSSET Richard. Éditeur, né le 23 octobre 1944 à Chatelus-Malvaleix (Creuse). Passé par le lycée Pasteur de Neuilly, la faculté de droit de Paris et l'École des langues O, ce docteur en économie, également licencié en droit et diplômé de Sciences-Po Paris, a été assistant à la faculté de droit de Paris en 1967-1968, avant d'entrer à France Éditions Publications, comme conseiller de Pierre Lazareff. Directeur du marketing de Régie-Presse et Publicis (1971-1976), il a basculé vers l'édition, devenant directeur général d'Albin Michel à partir de 1977, formant un tandem à succès avec le PDG de cette maison, Francis Esménard. Administrateur du Grand Livre du mois, gérant de *Canal* + Éditions et des éditions Magnard, ce Machiavel de l'édition a épousé Isabelle Laffont, fille de l'éditeur Robert Laffont et directrice générale des éditions Jean-Claude Lattès. « Séducteur, un rien ironique, il est l'homme des coups, des relations mondaines et littéraires, et donc des prix (*L'Événement du jeudi*, mars 1998). »

DUFOIX Georgina (née NEGRE, épouse). Femme politique, née le 16 février 1943 à Paris. Fille de la gentry protestante nîmoise, cette descendante de camisards, titulaire d'un doctorat de sciences économiques, a repris la société de location de voitures de son père. Militante du PS dès 1970, elle fut nommée secrétaire d'État à la Famille à l'arrivée de la gauche au pouvoir, recommandée par Véronique Néiertz à qui Mitterrand aurait dit : « Trouvez-moi une femme de province avec enfants ». Par la suite, elle sera ministre des Affaires sociales (1984) et porte-parole du gouvernement. En 1988, elle est rappelée brièvement au gouvernement, mais ne sera pas reprise, à la suite de sa défaite aux législatives. Elle rejoint alors l'Élysée comme chargée de mission. En 1989, elle est portée à la tête de la Croix-Rouge française, et devient déléguée à la lutte contre la toxicomanie. Quand éclate, en 1991, l'affaire du sang contaminé, elle crée le nouveau concept de « responsable, mais pas coupable ». En avril 1992, à l'occasion du tollé des médias à cause de l'hospitalisation du responsable palestinien Georges Habache à Paris, elle doit quitter ses postes, malgré le soutien du président de la République. En 1994, elle est mise en cause dans des affaires de commissions en l'échange d'autorisation d'installation de scanners, datant de 1985-1986. Depuis plusieurs années, elle n'a plus d'activité politique, s'étant réfugiée dans le mysticisme religieux (proche du groupement sectaire IVI).

DUFOUR Bernard. Ingénieur, né le 14 février 1933 à Rambouillet (Yvelines). Ce polytechnicien a débuté à Sud Aviation en 1957. Directeur de l'usine de Saint-Nazaire en 1964, il prend la direction de l'usine de l'Aérospatiale à Toulouse l'année suivante. Directeur général adjoint de la Snias (1976-1977), il prend alors la direction de la division électromécanique d'Alsthom (1981-1988) puis en devient directeur général (1989) et PDG (1992). Il est président ou administrateur de multiples filiales ou de groupements industriels en rapport avec la construction aérienne.

DUFOUR François-Régis. Éditeur, né le 7 décembre 1961 à Paris XVe. Ce diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris a été cadre à Paribas au Japon puis à Paris (1983-1986). Il a ensuite cofondé, en 1986, le groupe Play Bac, éditeur de livres et revues pour les examens (comme *Les Incollables* ou *Speak Everyday*) et le soutien scolaire, un secteur en pointe en raison de la baisse générale du niveau d'éducation. Il a lancé Play Bac Presse en 1994 puis les Éditions du petit musc (2000). Il est également cofondateur et rédacteur en chef des quotidiens *Mon Quotidien* (1995), *Le Petit quotidien* (1998), *L'Actu* (1998) et *Quoti* (2001). *Young Leader* de la French American Foundation 2004, il est également administrateur de l'Association mondiale des journaux et maître de conférences à Sciences-Po Paris.

DUFOURCQ Bertrand. Diplomate, né le 5 juillet 1933 à Paris. Licencié en droit et ancien de Sciences-Po, cet énarque (1961), qui a fait carrière au Quai d'Orsay, a été notamment chef de cabinet du préfet d'Alger en 1961, conseiller culturel à Tokyo (1964), chargé de mission au cabinet du ministre des Affaires étrangères Maurice Couve de Murville (1967), chef du service culturel, scientifique et technique à Moscou (1969-1972), ambassadeur au Congo (1976-1978), directeur d'Europe aux Relations extérieures (1979-1984), directeur de cabinet de Claude Cheysson (Relations extérieures, 1984) puis de Roland Dumas (1984-1985). Ambassadeur au Vatican de 1985 à 1988, il prend en main la direction des affaires politiques aux Affaires étrangères en 1988 avant d'être nommé ambassadeur à Moscou en 1991, puis à Bonn en 1992. Il devient secrétaire général du Quai d'Orsay en octobre 1993, sur proposition d'Alain Juppé. Président de la Fondation de France (2000-2007), il a également présidé le concours international d'orgue de Chartres.

DUFOURCQ Nicolas. Inspecteur des finances, né le 18 juillet 1963 à Paris XVIe. Il est le fils de l'ambassadeur Bertrand Dufourcq (et petit-fils de Norbert, musicologue) et d'Élisabeth Dufourcq, éphémère secrétaire d'État à la Recherche du premier gouvernement d'Alain Juppé en 1995. Passé par HEC, cet énarque (1988) a rejoint l'inspection des Finances. Il sera conseiller technique puis directeur adjoint du cabinet de René Teulade, ministre des Affaires sociales (1992-1993). Il rejoint ensuite France Telecom comme conseiller de son président, Michel Bon (1994-1996), puis directeur de l'audiovisuel (1996-1998) et directeur du multimédia (1998-2000). Il a ensuite été PDG de Wanadoo (2000-2002), il est depuis 2004 directeur exécutif de la branche téléphonie et Internet de Capgemini.

DUHAMEL Alain. Journaliste, né le 31 mai 1940 à Caen (Calvados). Diplôme de l'IEP de Paris et de la Fondation nationale des sciences politiques, fils d'un professeur agrégé de médecine, ce politologue extrêmement influent débute dans le journalisme comme chroniqueur au *Monde* (où Jacques Fauvet, qu'il connaissait par le Racing, lui mit le pied à l'étrier, recherchant un collaborateur pour son *Histoire du Parti communiste*), à *l'Express* et à *Témoignage chrétien*. De 1967 à 1974, il sera maître de conférences, directeur de séminaire, puis professeur à l'IEP. À la télévision, il coproduit et anime *À armes égales* (avec Michel Bassi), *Les trois vérités*, *Lettres ouvertes*, et enfin *Cartes sur tables* (avec Elkabbach), inventant les duels politiques à la télévision. Par la suite, il sera un des principaux animateurs de *L'Heure de vérité* et du *Club de la presse*. Dans le même temps, ce stakhanoviste du journalisme dispose d'un nombre impressionnant de collaborations : chroniqueur au *Monde* et éditorialiste au *Nouvel économiste*, conseiller à l'Ifop puis à la Sofres, éditorialiste à *Europe 1* (1974) puis chroniqueur (1981) et directeur politique tout en étant à partir de 1976 conseiller auprès du directeur de l'information, éditorialiste politique à *Antenne 2* (1978-1981), chroniqueur au *Quotidien de Paris* (1981-1992), collaborateur du *Point* (à partir de 1986), du *Parisien libéré*, d'*Information juive* et de *Libération* depuis 1992. Auteur de nombreux ouvrages de politique, dont *Les Habits neufs de la politique* et *Le Complexe d'Astérix*, *Les Peurs françaises*, cet « avocat brillant de la caste politique » (Le *Nouvel observateur*, 26 janvier 1995) est le frère de Patrice Duhamel, ancien directeur des programmes de *Radio-France*. Il est, au sein du club de Torcello, un fidèle de Balladur (dont il avait prévu l'élection inéluctable, tout comme la disparition du Front national depuis 1984). En 2002, il choisit encore le mauvais cheval, signant un livre d'entretiens avec Lionel Jospin, *Le Temps de répondre*. En 2006, son ouvrage, *Les Prétendants*, ne prendra pas en compte la candidature de Ségolène Royal. Et, en 2007, il va clairement jouer la carte de François Bayrou.

DUHAMEL Nathalie (née CLARET DE FLEURIEU, veuve). Responsable de communication, née Claret de Fleurieu le 2 juillet 1948 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fille de Marie-Claire Servan-Schreiber (qui fut PDG des *Echos* et épousa en secondes noces Pierre Mendés France, dont Nathalie est donc la belle-fille), elle a épousé en premières noces Jérôme Duhamel. Veuve, elle s'est remariée en juin 1978 avec François Stasse, conseiller d'État, qui appartient de longue date au Siècle (il a notamment été conseiller technique à la présidence de la République de 1981 à 1983, directeur général de l'Assistance publique, avant d'entrer au Conseil d'État). Nathalie Duhamel, simple bachelière, a été assistante de production à *Europe n° 1* (1971-1973), avant de devenir permanente du Parti socialiste, exerçant comme attachée de presse de François Mitterrand de 1974 à 1981, puis, après son élection, à la présidence de la République. « Pilier du château, véritable ange gardien du président, filtrant toutes les demandes d'interviews, régnant sur les rencontres informelles des journalistes avec le chef de l'État, suivant tous les domaines d'actualité » (*Le Figaro*, 18 septembre 1991). Elle y demeure jusqu'au 1991, année où elle prend la direction générale de l'Association internationale contre la faim, devenue Action contre la faim (4 500 salariés), et conserve ce poste jusqu'au 1997. Elle passe alors à la direction de la Mission interministérielle pour les droits de l'homme (1999-2000), avant de devenir secrétaire générale de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

DUHAMEL Olivier. Universitaire, né le 2 mai 1950 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Agrégé de droit et docteur en droit, ce fils de l'ancien ministre centriste Jacques Duhamel (dont il faillit reprendre la circonscription jurassienne) enseigne à l'IEP Paris et le droit public à Paris I Panthéon-Sorbonne. Il a signé divers ouvrages de droit constitutionnel ou de science politique. Conseiller à la Sofres (où il est codirecteur de la série annuelle L'État de l'opinion), directeur de l'influente revue Pouvoirs (études constitutionnelles et politiques) ainsi que de collections au Seuil, chroniqueur à *L'Express*, cet ami de Robert Badinter a notamment coopté au Siècle Yann de l'Ecotais (*L'Express*) et Jérôme Jaffré (Sofres). Ces dernières années, cet influent intellocrate dans le petit milieu universitaire parisien s'est fait remarquer par sa hargne anti-FN, demandant par exemple en 1992 à François Mitterrand de renoncer à la proportionnelle, assurant à la droite officielle la victoire la plus large (en sièges) de son histoire. En 1993, lors de l'affaire des « rouges-bruns » (convergences entre communistes et nationalistes), il signe l'Appel dit « des Vigilants ». Membre de la Fondation Saint-Simon, il a cosigné avec Martine Aubry en 1995 le *Petit dictionnaire pour lutter contre l'extrême droite*, où la naïveté voisine avec les approximations élémentaires. Député européen socialiste depuis 1994, il fut écarté en 2004. Il s'est toujours montré favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, refusant « une Europe blanche et chrétienne ». En 2005, il a fait campagne en faveur du « oui » à la Constitution européenne.

DUHAMEL Pierre-Mathieu. Administrateur civil, né le 17 novembre 1956 à Boulogne (Hauts-de-Seine). Fils de médecins, ce diplômé de Sciences-Po Paris est un ancien de l'Ena (promotion Droits de l'homme). À sa sortie, il rejoint le ministre de l'Économie et des Finances et sera directeur général adjoint des services du conseil général des Hauts-de-Seine (1985-1986), puis conseiller technique d'Alain Juppé, dont il est un fidèle, au ministère du Budget (1986-1988). Directeur général des services des Hauts-de-Seine (1988-1991), ce « parfait exemple de la technocratie » (*Le Nouvel économiste*, 23 février 1996) fut ensuite directeur adjoint du cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris (1991-1992), puis directeur des finances et des affaires économiques (1992-1994), ce qui lui vaudra d'être inquiété dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris au profit du RPR. Directeur de la Comptabilité publique au Budget (1994-1995), il sera ensuite directeur adjoint du cabinet du Premier ministre Alain Juppé (1995-1996), avant de devenir directeur général des Douanes et des droits indirects (1996-1999). Secrétaire général de LVMH de 1999 à 2000, il rejoint alors l'OCDE comme ministre conseiller financier à sa représentation permanente. Directeur du Budget (2002-2006), faute d'avoir obtenu la présidence de la Caisse des dépôts ou celle du Crédit industriel et commercial, il préside, à partir de 2006, le directoire de la Financière Océor (groupe Caisse d'épargne). Deuxième adjoint au maire de Boulogne Jean-Pierre Fourcade (éducation, culture, relations internationales) de 2001 à 2007, il devient maire de cette ville en mars 2007, à la suite de la démission de Jean-Pierre Fourcade. Ce sera un maire éphémère puisque l'UMP impose l'année suivante Pierre-Christophe Baguet, issu des rangs de l'UDF, et qui est largement élu (malgré une liste dissidente conduite par Jean-Pierre Fourcade).

LE SIÈCLE

DUHAMEL Stéphane. PDG de société de presse, né le 2 mai 1951 à Paris. Il est le fils du ministre « pompidolien » de la Culture Jacques Duhamel et un membre du fameux et influent « clan Duhamel » dont parle Guillaume Durand dans son livre *Une Peur bleue*. On y retrouve Gilles Duhamel, le médecin, Olivier Duhamel, le député européen socialiste, mais aussi les Funck-Brentano, le journaliste Guillaume Durand ou Alain Genestar, l'ancien directeur de *Paris Match*. « En entrant dans la tribu, on conserve la couleur de celui qui vous parraine » indique *Le Figaro* (27 mars 2000). Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et diplômé de Sciences-Po Paris, il débuta à la direction du marketing d'UTA (1974-1976), avant de rejoindre *Le Point* comme chef de publicité. Passé à *J'informe* (quotidien centro-giscardien) puis à *L'Echo républicain* en 1978, il entra, en 1979, à la Caisse nationale du Crédit agricole pour les relations extérieures et les problèmes de commercialisation. En 1983, il passa à *RTL*, comme directeur général adjoint de la Société de commercialisation et de promotion-RTL. Le PDG de *RTL* d'alors était Jacques Rigaud qui avait été le directeur de cabinet de Jacques Duhamel, à la Culture... Devenu, en 1986, le conseiller pour le développement auprès du directeur général des programmes Philippe Labro, il fut propulsé, en 1987, à la direction générale de la communication de *RTL* (groupe CLT-UFA). De 1992 à 1998, il sera directeur général adjoint des programmes de *RTL*, en charge de la communication et des questions artistiques, étant un protégé du patron de *RTL* Group, Didier Bellens. Occupant plusieurs postes dans des filiales de *RTL*, il devient, en mars 2000, directeur général et président exécutif du pôle radio d'Ediradio (*RTL*, *Fun Radio*, *RTL2*, *IP France*). En septembre 2000, il commet une grossière erreur qui aura des conséquences importantes pour la radio dont il entendait « rajeunir l'audience » : il remplace Philippe Bouvard, qui dirigeait *Les Grosses Têtes* depuis 24 ans, par Christophe Dechavanne. L'expérience, désastreuse en termes d'audience (perte de 600 000 auditeurs pour l'émission et perte de plus d'un million pour *RTL*), s'interrompra piteusement en décembre. Quelques jours plus tard, il est remercié lors d'un conseil d'administration extraordinaire (c'est Rémy Sautter qui a finalement succédé, en juin, à Rigaud, alors que le poste paraissait promis à Philippe Labro). En avril 2001, il rejoint donc le groupe Hachette-Filipacchi Médias, comme directeur général du groupe *La Provence* (qui avait alors pour PDG Ghislain Le Leu, devenu président des NMPP en mai). Il en sera le PDG de 2003 à 2008.

DULAC Philippe. Inspecteur des Finances, né le 19 août 1942 à Evreux (Eure). Cet énarque sera chargé de mission à l'inspection générale des Finances (1971), chargé de mission auprès du conseiller financier à Londres (1972), chargé de mission à la direction du Trésor en même temps que collaborateur de Giscard, puis de Fourcade (1972-1975). Conseiller technique de Michel Durafour (1976) puis de son successeur Robert Boulin (1977), il entre ensuite comme sous-directeur des investissements au Trésor, où il sera nommé chef du service des investissements et participations en 1982. En décembre 1982, il entre à Paribas comme chargé de mission auprès du président, en charge de la direction des activités bancaires en France jusqu'en 1986. Membre du directoire de la Compagnie financière de Paribas ainsi que de la Banque Paribas, il est président de la banque Paribas Luxembourg.

DUMAS Philippe. Inspecteur des Finances, né le 14 janvier 1943 à Clamecy (Yonne). Cet énarque, inspecteur des Finances (qui est également ingénieur civil des Mines), a d'abord été rapporteur auprès de la commission des marchés du Centre National d'études spatiales (1972), puis rapporteur général auprès du conseil des impôts (1975). Chargé de mission au cabinet de Jean-Pierre Fourcade (1976), au ministère de l'Économie et des Finances, puis de Michel Durafour. Par la suite, il monte dans la hiérarchie de la Direction générale des impôts : chef du bureau de la coordination, des travaux parlementaires et des études générales (1977), sous-directeur au service de la législation fiscale (1978), chef du service des études et de l'informatique (1983), chef du service des opérations fiscales et financières (1985). En 1986, ce haut fonctionnaire qui penche à gauche devient directeur à la direction des activités financières de la Caisse des dépôts et consignations. Il a été directeur adjoint du groupe d'assurances GAN.

Inspecteur général des finances au ministère de l'Économie et des finances (2002), il est président du conseil d'administration d'Autoroutes de France depuis 2004 et administrateur de l'Institut des marchés financiers.

DUMAS Roland. Avocat, né le 23 août 1922 à Limoges (Haute-Vienne). Député UDSR de la Haute-Vienne en 1956, député FGDS de la Corrèze en 1967, ce vieil ami de François Mitterrand sera envoyé contre Chaban-Delmas aux municipales de Bordeaux en 1977. Élu député PS de Dordogne en 1981, ce pro-arabe devient ministre des Affaires européennes et porte-parole du gouvernement en 1983, puis ministre des Affaires étrangères en 1984. Réélu député en 1986, il devient président de la commission des affaires étrangères d'une chambre de droite en octobre, et le demeurera jusqu'en avril 1987. En 1988, il redevient ministre des Affaires étrangères et le demeure jusqu'en 1993. Il s'y occupe de la réconciliation israélo-palestinienne et de la construction de l'Europe. Battu aux législatives en 1993, il est devenu président du Conseil constitutionnel en 1995 sur choix de François Mitterrand. Il préside la toute nouvelle Fondation François Mitterrand. Ancien journaliste militant au *Socialisme limousin* et à *La Corrèze républicaine et socialiste*, cet avocat d'affaires richissime a défendu le réseau Jeanson (porteurs de valise du FLN) pendant la guerre d'Algérie, François Mitterrand lors de l'affaire de l'Observatoire, la fille de Picasso, *Le Canard enchaîné*, la famille Ben Barka, le galeriste Paul Pétridès ainsi que le militant palestinien Abou Daoud. Longtemps proche des communistes, il a organisé le premier voyage de Mitterrand à Cuba et s'est assuré du soutien du PCF à Mitterrand en 1965. Il a signé l'Appel des 100 (contre les Pershing) en 1983. Il est président honoraire du Conseil Constitutionnel depuis 2002, en ayant démissionné à la suite de sa mise en cause dans l'affaire Elf et la révélation du rôle de sa maîtresse, Christine Deviers-Joncour (qui signera *La Putain de la République*).

DUMAS Sidonie (née SEYDOUX FORNIER de CLAUSONNE, épouse). Présidente de société, née le 28 avril 1967 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Par sa mère, elle est issue de la lignée des Cahen-Salvador. Par son père, elle est une héritière Schlumberger, famille protestante incarnant parfaitement les « dynasties bourgeoises ». Elle est en effet la fille d'Anne Cahen-Salvador, fille de Jean Cahen-Salvador, chef de cabinet de Michel Debré, président du GIFAS (1965-1967) et des Chantiers de l'Atlantique (1971-1974), lui-même fils Georges Cahen-Salvador (1875-1963), délégué de la France à la SDN (1927-1934) puis conseiller d'État (1936-1940) destitué après la promulgation du statut des Juifs. Elle a épousé, le 21 décembre 1964, Nicolas Seydoux, fils de Geneviève Schlumberger, membre du Siècle et PDG de Gaumont depuis 1974. Ainsi est-elle la nièce du patron de Pathé Jérôme Seydoux et la cousine de l'actrice Léa Seydoux. Le 16 juin 1995, elle a épousé Laurent Dumas. Cette parfaite inconnue du grand public a été élue « personnalité la plus influente du cinéma français » par *Télérama* en 2014. Véritable « nouvelle patronne du cinéma français » (*Le Parisien*, 8 janvier 2014) Sidonie Dumas n'est titulaire que d'un modeste Deug de droit mais issue d'une famille de l'oligarchie mondiale. Elle a pris, à seulement 36 ans, la présidence de Gaumont (depuis 2004), où elle était entrée en 1991 comme responsable de l'accueil des projets des jeunes acteurs, après avoir travaillé avec le cinéaste et producteur Luc Besson au sein de sa société Les films du loup (1988-1991) ainsi qu'à la Warner à Hollywood (1991). Cette nouvelle membre du Siècle est exemplaire, par son réseau et ses alliances familiales, de la constitution de véritables dynasties au sein du Siècle, s'étendant désormais sur plusieurs générations.

DUMONT Pierre. Préfet, né le 28 décembre 1911 à Epinac-les-Mines (Saône-et-Loire), décédé le 22 septembre 1989. Licencié en droit et ès lettres, il fut professeur (1933-1939) avant d'entrer à l'Intérieur en 1939. Chef de cabinet du préfet de Belfort en 1941, préfet du Doubs en 1944, des Pyrénées orientales en 1948, préfet de la région Nord (1963-1971). Administrateur de diverses sociétés (Alcatel, Fulmen, etc.), il a été président de l'Agence financière du Bassin Artois-Picardie (1974-1980).

DUPEYROUX Jean-Jacques. Universitaire, né le 16 novembre 1929 à Montpellier (Hérault). Professeur à la faculté de droit

d'Alger en 1956, puis à la faculté de Toulouse de 1958 à 1966, il a été directeur des études à l'Ena (1966-1970) avant d'être promu professeur à Paris II-Assas (où il a dirigé le département de droit social). Directeur de la revue *Droit social*, expert à la CEE, il a siégé à la section des activités sociales du Conseil économique et social (1972-1973 et 1984-1985). Après de nombreuses missions à l'étranger, il a en outre été chargé de mission au cabinet de Robert Boulin (Travail et participation), avant d'appartenir à la commission du bilan instituée par François Mitterrand. De 1984 à 1989, ce spécialiste de San-Antonio a également présidé le Conseil supérieur de la prud'homie.

DUPONT Jacques-Bernard. Haut fonctionnaire, né le 5 avril 1922 à Castelnau-Magnoac (Hautes-Pyrénées), décédé le 19 août 1998. Ancien lecteur en Allemagne, cet énarque (1952), reçu inspecteur des Finances, a été conseiller technique de Maurice Couve de Murville (Affaires étrangères, 1958), ambassadeur au Dahomey (1961-1963), directeur général de l'*ORTF* (1964-1968). Administrateur directeur général de la Compagnie internationale des Wagons-lits (à partir de 1969), il a également été PDG de PLM (à partir de 1982) ainsi que président du Groupement des industries du transport et du tourisme.

DUPONT Philippe. Banquier, né le 18 avril 1951 à Versailles (Yvelines). Fils de Max Dupont, chef d'entreprise, il est titulaire d'une licence de sciences économiques et d'une maîtrise de gestion. Ce qui ne l'a pas empêché de devenir, à la suite d'un accident de santé de son père, PDG, à 24 ans, de Max Dupont & Cie (1981-1999), une importante société de négoce en grains des Yvelines (16e du secteur céréalier français). Il a longtemps pratiqué le rugby, étant l'arrière-petit-fils du fondateur de l'Ovalie, le premier club de rugby en région parisienne (en 1911). « Fin tacticien, doté d'une bonne dose de culot, il a su jouer la carte de la tradition pour séduire les caciques de cet empire bancaire conservateur (NDA: les Banques populaires) [...] (Il) est réputé pour son art consommé de l'esquive comme de l'attaque (*Le Nouvel économiste*, 16 juillet 1999). » Ce lobbyiste du monde agricole, qui représenta longtemps ses intérêts à Bruxelles avec le commissariat général à l'agriculture, fut aussi président du conseil d'administration de la Banque populaire de la région Ouest de Paris (BPROP) en 1998-1999, président du Comité du commerce des céréales et des aliments du bétail de la CEE (1988-1991), président de + X Développement (1992) et membre de multiples organismes patronaux et professionnels, président de tribunal de commerce, vice-président (1995-1999) des Banques populaires. Depuis 1999, il est président de ce groupe bancaire, PDG de Natexis Banques populaires, ayant habilement succédé à l'énarque Jacques Delmas-Marsalet, qui n'avait pas démérité lors de ses trois mandats précédents mais dont la gestion « moderniste » avait fait l'objet d'un rejet. Il a été président du conseil d'administration de Natexis Assurances (1999-2003). Il préside le directoire de Natexis depuis 2006, les Banques populaires s'étant rapprochées sans fusionner de la Caisse d'épargne, devenant ainsi le n° 2 des activités de détail en France. Cet « homme de réseaux, et surtout de réseaux internes » (*Les Echos*, 23 juin 2006), appartient également à la très puissante Association française des entreprises privées (Afep). « Son héritage gaulliste – son père était résistant - et ses convictions catholiques, qu'il ne cache pas, peuvent donner à réfléchir à ceux qui le disent franc-maçon (*Les Echos*, 23 juin 2006). »

DURAND Claude. Éditeur, né le 9 novembre 1938 à Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis). Après des débuts d'instituteur, cet ancien militant mendésiste, romancier, obtint en 1979 le prix Médicis pour son livre *La Nuit zoologique*. Également traducteur, il était entré au Seuil, dont il sera directeur littéraire (1965-1978) et où il lancera en 1967 la collection Combats. Il part ensuite chez Grasset, dont il sera directeur général de 1978 à 1980. PDG de Fayard (groupe Hachette) depuis janvier 1981, il sort cette société du rouge en deux ans. En juin 1991, il devient conseiller de la direction de Hachette pour le secteur du livre, fonction qu'il abandonnera au bout de trois mois, tout en conservant ses prérogatives chez Fayard. PDG de Stock de 1991 à 1998 (il cède la présidence à Olivier Nora), il préside le conseil d'administration de l'Institut mémoire de l'édition contemporaine.

DURAND Guillaume. Journaliste, né le 23 septembre 1951 à Boulogne (Hauts-de-Seine). Héritier de deux importantes familles de marchands de tableaux, les Durand et les Luce, il est le fils de Lucien Durand, galeriste qui lança le sculpteur César. Lui-même détient une importante collection de tableaux, classiques ou contemporains. Licencié en histoire et géographie, il fut d'abord enseignant avant de devenir rapidement l'un des brillants espoirs du journalisme français. Entré à *Europe 1* grâce à l'appui de son beau-père, il en devint rédacteur en chef adjoint en 1978. Il sera, de 1987 à 1991, le présentateur vedette du 20 heures de *La Cinq*, à l'époque de Robert Hersant, y introduisant un style incisif et rapide. Il passa ensuite à *TF1* puis *LCI*, dont il fut directeur adjoint de la rédaction (1996-1997). Ce touche-à-tout, passionné de culture (en particulier la littérature) a de nouveau œuvré pour *TF1*, *France 2*, *iTélé*, *Radio Classique*, *Histoire*, etc.

DURIEUX Benoît. Colonel. Entré en 1985 à Saint-Cyr, il est également diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'université de Georgetown (États-Unis) avec un MBA in National Security Studies. Il a effectué l'essentiel de sa carrière dans la Légion étrangère, participant à des opérations à Djibouti (1992-1993), en Somalie (1993), avec les forces armées américaines, en Bosnie (1995 et 1996). Affecté à nouveau à Djibouti de 2002 à 2004, il prend ensuite la direction du 2e Régiment étranger d'infanterie à Nîmes, qui sera envoyé en Afghanistan (secteur de Surobi) de juin 2009 à janvier 2010. Il y met en œuvre les pratiques de contre-guérilla. En 2007, il a obtenu un doctorat en histoire à l'École pratique des hautes études consacré à l'accueil de Clausewitz en France (paru sous le titre *Clausewitz en France. Deux siècles de réflexion sur la guerre en France, 1807-2007*, chez Economica, maison où il avait déjà publié *Relire De la guerre de Clausewitz* en 2005). Ancien auditeur de l'IHEDN et du Centre des hautes études militaires, cet officier supérieur d'élite rédigea nombre des discours des chefs des armées de 2006 à 2008, avant de devenir adjoint au chef du cabinet militaire du ministre de la Défense.

DURIEUX Bruno. Haut fonctionnaire, né le 23 octobre 1944 à Montigny (Sarthe). Ancien élève de l'École polytechnique, diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique, le septième de neuf enfants (fils d'un conservateur des eaux et forêts) débute en 1970 comme chargé de la conjoncture et du plan à la division emploi de l'Insee. En 1975, il prend la rédaction en chef de sa revue, *Économie et Statistiques*. Devenu en 1976 conseiller technique de Raymond Barre au Commerce extérieur, il le suit à Matignon (1976-1981) où il passe pour son éminence grise. Sous-directeur des études à la direction générale de la concurrence et de la consommation au ministère des Finances (1981-1986), il se présente avec succès à la députation dans le Nord en 1986 comme UDF (il rejoint alors le CDS), et sera réélu en 1988. Ce barriste de la première heure sera le principal animateur du groupe d'experts (le GESEC) qui préparait la candidature Barre à la présidence pour 1988. Membre du groupe Union centriste, il entre en 1990 au gouvernement (déclenchant une vaste polémique aussi bien à droite qu'à gauche) comme « ministre d'ouverture » à la Santé de Michel Rocard (puis d'Edith Cresson). Pierre Bérégovoy le nommera ensuite ministre du Commerce extérieur. Quand il entre au gouvernement en 1990, Michel Rocard le charge, en autre, de faire accepter la fameuse Contribution sociale généralisée. Il s'y montrera fort zélé en faveur de la gauche, et son dernier acte de ministre délégué à la santé sera de contresigner la loi Néiertz sur les poursuites contre les anti-IVG. Il avait par ailleurs, en dépit d'une mise en garde du directeur général de la Santé, laissé pratiquer des importations sauvages de plasma non vérifié (*Le Monde*, 18 février 1992) et fait réprimer brutalement les manifestations des infirmières. Membre du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts en 1994, et membre du comité éditorial du *Nouvel économiste*, il est depuis février 1995 professeur associé à l'IEP de Paris. Il a été chargé par Alain Juppé, en novembre 1995, d'une mission de réflexion sur l'exportation des industries d'armement. Inspecteur général des finances (2001). Président du Comité national des conseillers du Commerce extérieur de la France (depuis 1999), il est maire

de Grignan (Drôme) depuis 1995. Il a épousé, en 1992, en secondes noces, Sylvie Dumaine, directrice de la communication de Thomson (devenu Thales), ancien maire adjoint du XVI[e] arrondissement de Paris (2001-2008), ancien conseiller régional UDF d'Ile-de-France (1998-2004), qui fut de 1981 à 1990 chargée des relations publiques de Raymond Barre.

DUROUX Axel. Journaliste, né le 25 mai 1963 à Lyon VI[e] (Rhône). Titulaire d'une maîtrise de droit international (Assas), ce diplômé de l'Institut français de presse débuta à l'agence photographique Sipa-Press (1987-1989), avant de rejoindre comme reporter *La Cinq* (1989-1992). À la tête du service de presse d'IBM (1992-1994) et « nègre » de son président, Claude Andreuzza, il fut par la suite directeur général du réseau radiophonique M40, avant de fonder et de diriger le réseau *RTL2* dont il est PDG de 1996 à 2000 ainsi que PDG de *Fun Radio* (1997-2000). Il passe alors chez Endemol France comme vice-président, avant de revenir, cinq ans plus tard, dans le groupe luxembourgeois, pour cause de mésentente avec Stéphane Courbit. Depuis 2005, cet homme peu connu du grand public, à la réputation d'être un gestionnaire plutôt qu'un créatif. Président du directoire de *RTL*, il a rejoint, en 2009, *TF1*, comme directeur général.

DUSSART Catherine. Producteur de cinéma, née le 18 juillet 1953 à Paris XVI[e]. Elle est la fille de Philippe Dussart, également producteur de films. Sa sœur, Patricia Barbizet, membre du Siècle, est le bras droit de François Pinault, comme gérante de la Financière Pinault et administratrice générale d'Artémis. Gérante de CD Productions, Catherine Dussart appartient au Club des producteurs européens, à la commission du Centre national de la cinématographie et est consultante pour les Ateliers du cinéma européen.

DUTHEILLET de LAMOTHE Olivier. Membre du Conseil d'État, né le 10 novembre 1949 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Diplômé de Sciences-Po Paris, licencié en droit public, il entre après l'Ena, en 1975, comme auditeur au conseil d'État. Rapporteur à la section du contentieux de 1975 à 1977, il est ensuite responsable du centre de documentation de 1977 à 1979, avant de rejoindre comme conseiller technique le cabinet de Jacques Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (1979-1981). De retour au Conseil d'État de 1981 à 1986 comme maître des requêtes, il sera commissaire du gouvernement près l'Assemblée du contentieux. Au retour de la droite parlementaire au pouvoir, il devient à nouveau conseiller de Philippe Seguin (Affaires sociales et Emploi), puis est promu, en 1987, directeur des relations du Travail au ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, qui deviendra le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Conseiller d'État en 1992, il a été choisi par Jacques Chirac en 1995 comme conseiller social à la Présidence de la République (étant secrétaire général adjoint de 1997 à 2000). De 2001 à 2010, il a été membre du Conseil constitutionnel.

DUTREIL Renaud. Haut fonctionnaire, né le 12 juin 1960 à Chambéry (Savoie). Lauréat du concours général de philosophie en 1978, il sera reçu à l'École normale supérieure (rue d'Ulm). Il passe dans la foulée une maîtrise de lettres, puis rejoint l'IEP-Paris et l'Ena (1987-1989). Issu de la promotion Liberté, Égalité, Fraternité, il en sort dans la botte, choisissant le Conseil d'État comme auditeur de seconde classe (1989), où il sera rapidement repéré par Raymond Marcellin qui lui confiera une mission sur la Bretagne avant de le recommander à André Rossi. Il connaîtra un très rapide début de carrière : il est promu auditeur de première classe dès 1990, puis commissaire du gouvernement (1991-1992) près l'Assemblée du contentieux, la section du contentieux et ses sous-sections, et enfin maître des requêtes dès 1992. Dutreil s'engage en politique tout en se jugeant auparavant « plutôt bienveillant pour la gauche » (*Le Monde*, 25 février 2004) : en 1989, il se fait élire conseiller municipal d'une commune rurale de l'Ain, puis, dès 1992. C'est au même moment qu'il signe un essai, *Le Coq sur la paille* (Quai Voltaire, 1993), où il fustige une droite « divisée, archaïque, féodalisée et trop timide [...] orpheline d'un chef et d'un rassembleur ». Ayant pointé l'échec des rénovateurs de 1989, il appelle de ses vœux « une nouvelle génération de responsables politiques » dont il compte bien faire partie. Au

retour de la droite parlementaire aux affaires en mars 1993, il entre enfin en avril 1993 au cabinet du PR Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur, où il aura en charge les affaires juridiques et les relations avec le Parlement. Dès le 27 mars 1994, il réussit à se faire élire conseiller général UDF-PR dans le canton de Charly-sur-Marne (Aisne), reprenant le siège de son mentor, André Rossi, qui avait décidé d'en faire son poulain et successeur. C'est ce qui explique que très rapidement il obtiendra au conseil général, malgré sa jeunesse, la présidence de la commission des finances et de l'administration générale, l'un des postes les plus importants et recherchés. Fin août 1994, André Rossi meurt et Dutreil, son suppléant, lui succède au Palais Bourbon, tout en montrant rapidement ses limites : il se révèlera incapable de conserver la mairie de Château-Thierry en 1995, qui retourne alors à la gauche. Il est élu député, en 1997, éliminant dès le premier tour le cardiologue Christian Cabrol, qui disposait pourtant de l'investiture officielle du RPR, et obtenant, au second tour, 43,70 %, dans la 5[e] circonscription de l'Aisne, dans une triangulaire l'opposant au socialiste Dominique Jourdain, maire de Château-Thierry (41,68 %), et le FN Colette Fecci-Pinatel (14,60 %). Porte-parole du Parti républicain de 1995 à 1997, il en a démissionné et a rejoint l'UDF en septembre 1998 lorsque son parti a réintégré dans le groupe parlementaire Jacques Blanc, président du conseil régional du Languedoc-Roussillon qui avait bénéficié de l'apport des voix FN. Il avait pourtant signé une pétition de 17 députés en faveur de Charles Millon, élu exactement de la même manière, le 24 mars 1998. À l'Assemblée nationale, il a été l'un des députés les plus actifs contre le Pacte civil de solidarité, avant de lisser son discours par la suite, puis lança une pétition contre « l'adoption d'un enfant par des personnes du même sexe liées par un Pacs ». Ce « refondateur » prend la présidence d'Alternative 2002 en février 2001, s'affichant très tôt comme l'un des plus fervents partisans de la constitution d'un grand parti unique a droite. Il n'a donc pas soutenu François Bayrou lors de la campagne présidentielle de 2002. Ce chiraquien présidera donc l'Union en mouvement à partir de sa création en avril et est devenu, de fait, celui de l'Union pour la majorité présidentielle, même si c'est Alain Juppé qui en tirera longtemps les ficelles. Il est réélu député, en juin 2002, avec 73,39 % face au FN Franck Briffaut, conseiller municipal de Villers-Cotterêts. Secrétaire d'État aux PME, au Commerce, à l'Artisanat et aux Professions libérales et à la Consommation à partir de mai 2002, il devient ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État dans le troisième gouvernement Raffarin, en avril 2004 (il faillit, jusqu'au dernier moment, devenir ministre de la Justice). De diverses sources, il apparaît qu'il a été initié à la loge La Lyre de Salomon de la GLNF mais il a toujours démenti être franc-maçon. En fait, il en aurait été membre peu de temps, son parrain étant Antoine Pagni, contrôleur général honoraire d'EDF, conseiller général de l'Aisne, ainsi que maire de Vaux-Andigny, une commune de la circonscription de Dutreil. Pagni fut aussi l'un animateurs des « réseaux Pasqua » (ils sont du même village corse), notamment au sein de l'EDF. Renaud Dutreil, dans *Le Point* du 15 novembre 2002, a d'ailleurs démenti l'être mais n'a pas indiqué ne pas l'avoir été. Il a envisagé de se présenter aux élections municipales à Lyon où il a passé près de la moitié de sa vie puis a reculé face aux ambitions de Dominique Perben. Le 3 mai 2005, cet européiste a lancé l'Appel de la Génération Europe en faveur de la ratification de la Constitution européenne, mais c'est le « non » qui l'a emporté. Il a publié *La République des âmes mortes* (Le Cherche-Midi, 2001), où il étrille à nouveau « les élites archaïques ». En juin 2005, il retrouve, au sein du gouvernement Villepin, le portefeuille des Petites et Moyennes entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales. En juin 2007, il est réélu député de la 1[re] circonscription de la Marne. Il devient vice-président du groupe parlementaire UMP. En mars 2008, il brigue la mairie de Reims, obtenant l'investiture plutôt que sa collègue Catherine Vautrin, qui se présente comme dissidente avec le soutien du Modem de François Bayrou. Il est battu dès premier tour et la mairie passera à gauche au second tour. Début août 2008, il annonce son retrait de la vie politique et part comme représentant de LVMH à New York.

DUVAL Alexis. Président de société, né le 6 décembre 1977 à Paris XIVe. Il est le fils de Philippe Duval, président du directoire de l'Union des sucreries et distilleries agricoles (1984-2012), devenu Tereos à la suite de sa fusion avec Beghin-Say en 2002. Cette union de coopératives agricoles est le quatrième producteur mondial de sucre. Passé par le Lycée Stanislas à Paris et HEC, Alexis Duval, après un stage au Crédit suisse à Londres, a commencé sa carrière aux États-Unis comme trader au sein du groupe Sucres & Denrées, avant de rejoindre le groupe familial en 2002 au Brésil au sein de la société Franco Brasileira SA Açucar e Alcool, une société dont les actionnaires sont Tereos et le brésilien Cosan. En 2003, il est nommé membre du directoire de la filiale brésilienne de Tereos, Guarani, puis directeur international et membre du directoire de Tereos (octobre 2007) où il prendra la responsabilité de sa direction financière (2009-2012), devenant en 2010, président du directoire de Tereos Internacional, filiale cotée à la Bourse de São Paulo qui regroupe les actifs canniers et amidonniers de Tereos. Depuis 2012, il préside le directoire de Tereos où il a succédé à son père.

DUVERGER Maurice. Enseignant, né le 5 juin 1917 à Angoulême (Charente). Cet agrégé des facultés de droit se fait remarquer, dès le début de sa carrière, par son commentaire de la législation de Vichy sur le statut des juifs, qui paraît dans le n° 57 de la *Revue du droit public*. Membre du Parti populaire français de Jacques Doriot (1935-1938), il avait auparavant été chroniqueur à *La Liberté du Sud-Ouest* (1937-1939). Professeur à la faculté de droit de Poitiers (1942) puis de Bordeaux (1943), cet anti-vichyste depuis l'automne 1943 deviendra après la guerre l'une des « grandes consciences » de gauche intellectuelle et politique. Il entre au *Monde* dès 1946 et fonde en 1951 *La Revue Française des Sciences-Politiques* et collabore à *L'Express* (1955-1958). Disposant de multiples collaborations dans les journaux français et étrangers, il a en outre enseigné à l'Institut d'enseignement supérieur du journalisme, à Paris I et aux Instituts d'études politiques de Paris, Aix et Bordeaux. Directeur du département de science politique de la Sorbonne et directeur du centre d'analyse comparative des systèmes politiques jusqu'en 1975, il prend sa retraite de Paris I en 1985, mais continue ses chroniques pour *Le Monde*, *El Pais* et le *Corriere della Sera*. En 1988, il est élu député européen comme apparenté sur une liste du Parti communiste italien (il rejoint le groupe socialiste en 1992). Ce très influent sociologue politique, qui a formé des générations d'étudiants, a publié une trentaine d'ouvrages consacrés en bonne partie au droit constitutionnel.

E

EELSEN Pierre. Directeur de société, né le 12 juillet 1933 à Montmorency (Val-d'Oise). Adhérent de l'Unef en 1956 à Sciences-Po (et licencié en droit), il entre en 1958 à la régie Renault, où il fera toute sa carrière jusque dans les années 80. Chargé des études économiques en 1959, il devient chef du département des affaires internationales en 1962, attaché à la direction des accords en 1965, chef de service du matériel agricole en 1967. Il passe ensuite au secrétariat général de la Régie, où il est chargé de mission en 1969, puis adjoint au secrétaire général en 1971 et secrétaire général adjoint en 1975. D'avril 1979 à juillet 1984, il est délégué général de la Régie, et en octobre 1981 membre du comité exécutif Renault à la direction générale de la Régie. Administrateur de l'Ena (1983-1986), ce militant socialiste, ami intime de Michel Rocard, quitte Renault en 1984, proposé par Charles Fiterman, ministre communiste des Transports, comme président d'Air Inter. Il en part en 1990 (il gagnait alors 790 000 F par an), à la suite d'un conflit avec Bernard Attali, PDG d'Air France. Il sera également, de 1985 à 1991, président du conseil d'administration de l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente, et de 1986 à 1990 président de la Chambre syndicale et du Syndicat national des transporteurs aériens. En 1988, il devient président du Centre national d'enseignement à distance, et en 1989 administrateur de la Snecma, d'Aéroports de Paris, et président de la section française du CEEP et du comité français de l'année européenne du tourisme. En 1991, il entre chez Havas comme conseiller à la présidence, puis devient président du conseil de surveillance d'Havas Tourisme et d'Havas Informatique (jusqu'en juin 1992). Il préside aussi l'Observatoire national du tourisme et l'association Nord-Pas-de-Calais développement, et sera administrateur du comité de direction du cabinet de stratégie Solving (depuis 1993), président de l'Institut régional d'administration de Nantes, président du Centre national d'enseignement à distance. Une partie de sa carrière s'explique sans doute par ses amitiés maçonniques qu'il gardera secrètes durant plus de trente ans. Initié alors qu'il était encore étudiant à la Grande Loge de France, il sera d'ailleurs l'un des plus jeunes vénérables de France (*Challenges*, novembre 1992). Il a en outre appartenu à la fameuse loge d'affaires Victor Schoelcher du Grand Orient de France, fondée par Michel Reyt, PDG de la Sages, un des plus gros collecteurs de fonds du Parti socialiste, et Max Théret. Il sera aussi PDG de Confluences Europe, une des sociétés d'assistance du groupe Sages (affirmant par la suite ne pas en avoir connu les liens avec la Sages ni que Reyt en était actionnaire). Il est, depuis 2004, PDG du cabinet de gestion immobilière Sogindo. Son épouse a été la cogérante d'Alain Ayache communication, société qui a obtenu pendant la présidence de Pierre Eelsen à Air Inter pour 2 millions d'euros de contrats.

ELIACHEFF Caroline. Médecin, née Marie Caroline Natasha Eliacheff le 5 juin 1947 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Elle est la fille d'Anatole Eliacheff, producteur de cinéma, et de la journaliste et ancien secrétaire d'État giscardien Françoise Giroud. Docteur en médecine et titulaire d'un diplôme d'études spécialisées en psychiatrie infantile, elle est psychanalyste depuis 1974. Elle fut notamment attachée de consultation à l'hôpital des Enfants malades (1972-1980), responsable du centre médico-psychologique d'Issy-les-Moulineaux (1980-1995). Vice-présidente de l'association La Cause des bébés et de l'Association pour la recherche et l'enseignement sur les troubles de type aphasique, elle a signé divers ouvrages, dont *Les Indomptables, figures de l'anorexie* (en collaboration, 1989), *À corps et à cris, être psychanalyste avec les tout-petits* (1993), *Vies privées, de l'enfant roi à l'enfant victime* (1997). Membre du club Femme Forum, elle a signé la pétition des auteurs hostiles à son éditeur, Odile Jacob, qui avait osé publier, en 1998, un essai de

Charles Millon, *La Paix civile*, mais s'est toutefois opposée, comme pédopsychiatre et psychanalyste à l'adoption de la loi sur le PACS (*Le Monde*, 27 janvier 1999), ainsi qu'à la loi sur la parité en matière politique.

EL KAROUI Hakim. Banquier, né le 30 août 1971 à Paris XIIIe. Il est le fils de deux universitaires. Arrivé en France en 1958, son père, Mohammed Fayçal El Karoui, chercheur à la Sorbonne (en anthropologie juridique), est issu de la grande bourgeoisie tunisienne. Un oncle d'Hakim El Karoui, Hamed El Karoui, fut notamment Premier ministre de la Tunisie et est l'actuel vice-président du RCD (le parti au pouvoir). Son autre oncle, Ahmed Ben Salah, a été ministre de l'Économie et des Finances. Comme l'indique la revue *Les Afriques* (26 mai 2010), ce dernier fut « l'architecte du collectivisme sous le règne de l'ancien président tunisien Habib Bourguiba. (Hakim El Karoui) est, à ce titre, l'incarnation même de la théorie de la transmission héréditaire de la culture et du savoir. D'autant qu'il compte parmi ses frères et sœurs, une normalienne, deux polytechniciens et une interne en médecine devenue néphrologue de renommée. » Sa mère, une protestante de l'Est, née Nicole Schwartz, est une mathématicienne de renom. Professeur de mathématiques appliquées, elle dirige les enseignements mathématiques financiers à l'École polytechnique et est directrice scientifique du Programme de recherche de méthodes quantitatives en finance (CNRS, HEC et Polytechnique). Leur fils se présente pourtant comme un représentant de la « France d'en bas » (*Le Monde*, 28 avril 2007), alors même que tout son parcours indique le contraire. Ancien élève du lycée Henri IV et de l'École normale supérieure, il est agrégé de géographie et titulaire d'un DEA de géopolitique (*La Palestine, Géopolitique et société*, paru chez Inalco en 1997). Il débuta comme chargé de cours de géopolitique à l'université de Tunis-I en 1993-1994, avant de devenir, bien que musulman, chargé de cours au collège jésuite du Caire (1995-1997), en tant que coopérant. Il y enseigne le français et en profite pour apprendre l'arabe. « Au pays du Nil, il se rend vite compte que l'union politique et économique arabe qui l'intéresse était impossible en raison des « égoïsmes nationaux qui prenaient toujours le pas sur l'intérêt collectif ». C'est alors qu'il retourne en France pour préparer une thèse de doctorat en rapport avec l'Union européenne (*Les Afriques*, op. cit.). » Il rejoint ensuite le groupe Bernard Krief Consulting, avant d'être allocataire-moniteur à l'université de Lyon-II (2000-2002). S'étant rapproché de l'Institut pour la démocratie en Europe de Valéry Giscard d'Estaing, il s'y fait une amie d'Anne-Marie Raffarin qui le présentera à son mari. Ce dernier l'associe à son projet d'ouvrage, qu'il rédigera largement, *Pour une nouvelle gouvernance* (paru en janvier 2002). Il sera, d'octobre 2002 à mai 2005, conseiller technique de Jean-Pierre Raffarin à l'Hôtel Matignon (en fait il travaille dès le début pour Raffarin mais ne peut apparaître officiellement, étant lié par un contrat avec l'université libre de Bruxelles, cf. *VSD*, 27 février 2003). Officiellement chargé des médias, du cinéma, des affaires postales et de la régulation des communications électroniques, il est en réalité son « nègre », sa « plume ». En parallèle, il est responsable de la prospective du club Dialogue et Initiative, qui réunissait des proches du Premier ministre. On le retrouve également au Conseil économique et social à partir de septembre 2004 et au conseil scientifique de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration à partir de 2005. Il passe ensuite au cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Thierry Breton comme conseiller technique chargé des études et de la prospective, poste qu'il conserve jusqu'en août 2006. Il est alors débauché par Rothschild & Cie Banque, basculant vers le privé pour son plus grand profit en tant que banquier d'affaires. Devenu directeur général, il travaille essentiellement sur les marchés émergents. Il lancera par ailleurs un fonds d'investissement avec Planet Finance de Jacques Attali et lance le projet d'une chaire « management et diversité » à l'université Dauphine (elle fonctionne depuis janvier 2009), en partant du principe que « la diversité n'est pas un problème, mais une chance ». C'est par le biais de Rothschild qu'il lèvera pas moins de 600000 euros auprès de la Macif, Suez, la Poste et EADS (*La Lettre A*, 13 mars 2009). En 2004, avec le soutien non dissimulé de Claude Bébéar, ancien patron d'Axa, et du journaliste Jean-Pierre Elkabbach,

il a par ailleurs fondé, le Club XXIe siècle, qu'il a dirigé jusqu'en 2010, lorsque Fleur Pellerin lui a succédé. Parmi les autres fondateurs, Rachida Dati, alors simple conseillère de Nicolas Sarközy, et Béchir Mana, conseiller pour les élus de Jacques Chirac puis affecté au secrétariat général de la Défense nationale. Ce club, c'est « une sorte de Rotary Club de Français d'origine étrangère » (*Le Monde*, 20 février 2005) qui joue d'interface avec les grands patrons et les hommes politiques. Depuis lors, fin 2007, El Karoui a également lancé l'Association française des managers de la diversité, « une structure d'influence auprès des pouvoirs publics, rassemblant les dirigeants de société qui partagent sa cause » (*La Lettre A*, 19 octobre 2007). Il a aussi lancé, en 2008, le Young Mediterranean Leaders Forum. D'une extrême discrétion, il a épousé Delphine Pagès, une universitaire également géographe, spécialiste des pays arabes, qui enseigne à l'Inalco (langues O'). Il pratique la religion musulmane mais a toujours refusé de se confier sur cette question. Elle a appelé à voter pour Ségolène Royal en 2007 (*Le Monde*, 18 avril 2007). Cet homme de « consensus » était idéal pour Bertrand Delanoë, lequel l'a propulsé à la présidence de l'Institut des cultures d'islam (avec mosquée intégrée), un projet plus qu'ambitieux adopté par la mairie socialiste de Paris.

ELKABBACH Jean-Pierre. Journaliste, né le 29 septembre 1937 à Oran (Algérie). Il est issu d'une vieille famille algérienne attestée dans le livre du Grand Rabbin Eisenbeth, *Les Juifs de l'Afrique du Nord*. Comme l'écrit son complice Alain Duhamel : « Star ou vedette ? Jean-Pierre Elkabbach n'en finit-il pas de vouloir éblouir le petit garçon juif d'Oran qui, seul au cimetière, promettait à l'ombre de son père de devenir quelqu'un ? » Ce personnage incontournable de l'histoire de la radio-télévision depuis plus de quarante ans a épousé en secondes noces, en 1974, la romancière Nicole Avril. Il est généralement présenté comme diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, mais ne figure pas dans l'annuaire des anciens élèves. Il commença sa carrière comme stagiaire à la radio d'Oran, puis d'Alger et de Constantine. Lorsque les parachutistes envahirent le forum d'Alger, il fut interpellé par les parachutistes, qui avaient, semble-t-il, peu apprécié ses commentaires, à l'intérieur de l'immeuble de la radio qui avait été investi. *Télérama* (24 février 1973) indique : « Pied-Noir né à Oran, à aucun moment Jean-Pierre Elkabbach n'a été de ceux qui voulaient garder l'Algérie française. » Ayant rejoint l'Hexagone, il intègre *France Inter*, comme rédacteur, avant, après les grèves de 68, d'être transféré à Toulouse, puis, l'année suivante, en Allemagne. Retour du Rhin en 1970, lorsqu'il entre à la première chaîne comme présentateur du journal. De 1972 à 1974, il sera rédacteur en chef adjoint d'*INF 2*, avant de revenir à *France Inter* comme rédacteur en chef et responsable de l'émission *Treize-Quatorze*. En janvier 1977, il devient directeur de l'information d'*Antenne 2*, la suffisance du libéralisme avancé de Valéry Giscard d'Estaing n'ayant qu'à se réjouir de sa reconnaissance envers le pouvoir en place. « Sa nomination, note Henry Coston dans son *Dictionnaire de la politique française*, coïncida avec l'élimination ou le départ, plus ou moins volontaire, de plusieurs journalistes de gauche, ce qui lui valut des critiques acerbes dans les milieux marxistes où on le considérait à tort ou à raison comme un giscardien inconditionnel ». Bien que se situant en réalité nettement à gauche, « l'homme de Giscard » apparut comme l'homme à abattre aux lendemains du 10 mai 1981. Symbole de cette France insipide, il fut unanimement hué place de la Bastille, avec quatre autres confrères : Patrice Duhamel, Étienne Mougeotte, Jean-Marie Cavada, et Alain Duhamel. Vers 2 heures du matin, il devait se rendre à la soirée festive du *Palace*, où le service d'ordre n'eut que le temps de l'évacuer par une porte dérobée avant qu'il ne soit littéralement lynché. Comme l'écrivit son confrère, Ivan Levaï (*Le Figaro Magazine*, 12 septembre 1981) : « Quand on est nommé par le Château et que le Château vient à changer de maître, il faut bien s'attendre à être remplacé. Elkabbach a été nommé par le pouvoir. Moi, ce sont des journalistes qui m'ont élu. » Chargé de cours à la Sorbonne Paris I pour les étudiants préparant une maîtrise d'audiovisuel, il devait toutefois rapidement revenir en grâce à son vieil ami d'Algérie, Jacques Attali. Dès 1982, il fut repris sur *Europe 1*, grâce à l'appui d'un autre ami, Jacques Abergel. Très

vite, il retrouva le chemin de l'Élysée, François Mitterrand multipliant les attentions : lorsqu'il se rendit par exemple en Israël, Elkabbach figurait, non parmi les journalistes, mais parmi les invités personnels de l'homme qui dénonça sur le tard le rôle du « lobby juif ». À la télévision, il y eut cet échange : « Ils croient tous que je suis victime de votre vindicte, monsieur le président, que je suis l'objet de votre rejet. » Et le président de la République de répondre : « Mais je ne suis pas responsable de ce qui vous est arrivé. Je le déplore d'ailleurs et je vais vous en faire un aveu : j'aurais dû m'en occuper. Mais j'avais tant à faire. » Le président lui accorda donc un entretien exclusif à Découvertes : le « Paysage audiovisuel français » sut alors qu'Elkabbach était à nouveau en cour. Directeur d'antenne et directeur général adjoint d'Europe 1 Télécompagnie en 1987, et président d'*Euronews* en 1988, il servit également de faire-valoir et de rédacteur au ministre d'État Édouard Balladur, avec *Passion et longueur de temps* (tout en préparant évidemment par la suite une biographie télévisuelle de François Mitterrand). En avril 1991, il effectua son grand retour à la télévision, tout en conservant son poste de directeur général adjoint d'*Europe 1*, avec une émission d'actualité sur *La Cinq*, *Trente Minutes*, devenue *Dimanche, 19 heures*. Après la disparition de *La Cinq*, où il était arrivé avec Jean-Luc Lagardère, il fut recruté par *France 3*, lançant l'émission dominicale *Repères*, tout en animant le *Club de la presse du lundi* (et en dirigeant sa propre société de conseil en communication, Nelco SA). En décembre 1993, le Conseil supérieur de l'audiovisuel le désigna pour succéder à Hervé Bourges comme président de *France Télévision*. Afin de faire remonter l'audience, face à la déferlante *Bouygues-TF1*, il développa la « télé-poubelle » avec des « faiseurs d'audimat » : paillettes, strass, racolage, femmes potiches et jeux débiles, star-system. Six vedettes se sépareront 640 millions de F par an sur un budget total de 4,8 milliards (Mireille Dumas, Jacques Martin, Jean-Luc Delarue, Arthur, Nagui et Michel Drucker). Il initiera également le déménagement de *France Télévision* dans un gigantesque immeuble ayant coûté plus d'un milliard de F. Dans un rapport, la Cour des comptes parla « d'usage non conforme à l'intérêt social », d'autant qu'Alain Griotteray, dans *L'Argent de la télévision*, avait fourni des données rocambolesques : une *Minute* de Delarue (sans invité payé) coûtait 13 370 F à *France Télévision* alors qu'une journée de reportage à l'étranger revenait à moins de 5 000 F *Ça se discute* coûtait 800 000 F et était facturé 1,27 million. De là, des bénéfices énormes pour les sociétés privées de production. L'émotion fut telle que la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la gestion de *France 2* et *France 3* fut même envisagée, mais elle ne vit jamais le jour. Bien qu'ayant toujours assuré qu'il ne le ferait pas, Jean-Pierre Elkabbach devait finir par démissionner. Il conservera toutefois un bureau, une secrétaire, un téléphone, une voiture de fonction avec chauffeur, plus une indemnité de départ égale à 70 % du salaire brut, soit 924 000 F. Il faudra que Xavier Gouyou-Beauchamps, son successeur, finisse par protester pour que « la liquidation de la situation de M. Elkabbach » soit finalement soldée. Il retourna alors à *Europe 1* comme « conseiller spécial » de Jean-Luc Lagardère, animant en plus chaque semaine une émission d'entretien chaque matin à 8h20, tout en coprésentant *Le Club de la presse d'Europe 1* avec Catherine Nay. Quatre ans à peine après l'enquête de la Cour des comptes, en octobre 1999, il était recruté, par le Sénat, pour prendre la direction de sa chaîne parlementaire câblée, *Public Sénat* (au salaire d'environ 100 000 F par mois). Comme devait l'indiquer *Le Figaro économie* (15 novembre 1999), dans un article titré *Elkabbach ou savoir rebondir*, « Jean-Pierre Elkabbach a toujours su transformer ses accidents de parcours en simple péripétie de carrière ». En juin 2001, son documentaire, en cinq épisodes, *François Mitterrand : Conversations avec un Président* devait susciter à nouveau la controverse : François Mitterrand ayant été désigné comme co-auteur, une pratique jusqu'alors inédite, la moitié des droits étaient reversés à ses enfants, ce, en outre, bien que le film, aidé par le Centre national de la cinématographie (à hauteur de 1,7 million de F), avait été tourné « avec des moyens techniques et du personnel payés par le contribuable » (*Libération*, 1er juin 2001. Voir aussi *Mitterrand, l'auto interviewé*, *Libération*, 29 mai 2001). Quelques mois plus tard, en juillet 2001, la cour de discipline budgétaire et financière de la Cour des comptes estimait « qu'il n'y a pas lieu à poursuivre » ses décisions léonines prises lorsqu'il était président de *France Télévision*. À l'époque, Alain Griotteray avait estimé que « la redevance payée par les usagers de la télévision a assuré à quelques vedettes des rémunérations individuelles parmi les plus élevées de France ». Membre du club d'influence Le Siècle, il fut reconduit en 2001 (pour trois ans) à la tête de la chaîne du Sénat malgré l'opposition de nombre de sénateurs aussi bien de droite que de gauche. En avril 2005, il remplace Jérôme Bellay à la tête d'*Europe 1*, alors qu'on le donnait favori pour la future chaîne d'informations internationales en français, *CII*. En 2007, il est mis en accusation par la rédaction pour ses liens étroits avec Nicolas Sarközy. À la suite de l'annonce prématurée du décès du chanteur Pascal Sevran, qu'il considère d'abord comme une « erreur collective », il doit s'expliquer devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel le 6 mai 2008. La station reçoit une « mise en demeure ». Un mois plus tard, il démissionne de la présidence d'*Europe 1* et est remplacé par Alexandre Bompard. Il demeure au sein de Lagardère Group, comme directeur de Lagardère News, une nouvelle structure sans réel pouvoir. Il est le père de l'actrice Emmanuelle Bach.

EL KHOMRI Myriam. Secrétaire d'État chargée de la Ville dans le gouvernement Manuel Valls II, nommée le 26 août 2014. Dès sa nomination, elle tweetait : « très honorée d'être nommée secrétaire d'État à la Ville, au service des quartiers populaires » et se voyait qualifiée par *Le Figaro* d'« icône de la diversité du gouvernement Valls II », comme si elle était une fille d'immigrés ayant grandi dans une cité sordide de Seine-Saint-Denis. Née le 18 février 1978 à Rabat (Maroc), cette maroco-française (tout comme Najat Vallaud-Belkacem) est en réalité la fille d'une enseignante bretonne (bénéficiant donc d'un double salaire puisqu'expatriée) et d'un commerçant marocain. Elle a grandi à Tanger avant que sa famille ne s'installe à Thouars (Deux-Sèvres) en 1988 puis à Mérignac (Gironde). Pendant son enfance, elle pratique les échecs, le théâtre et le karaté. Dans la famille, les attaches marocaines semblent avoir systématiquement primé sur ses racines bretonnes comme le révèle le prénom de son frère, Karim, ainsi que les prénoms de ses deux filles, Jasmine et Thelma. Après avoir étudié le droit public à l'université Bordeaux IV (1995), puis à Paris I Panthéon-Sorbonne (plutôt qu'à Assas « parce que c'était le GUD, une organisation d'extrême droite », *Jeune Afrique*, 16 octobre 2011) où elle a obtenu un DESS (2001). Elle a effectué son stage de fin d'étude à la délégation interministérielle à la ville après avoir écrit à Claude Bartolone qui était alors ministre délégué à la ville. En 2001, quand Bertrand Delanoë est élu à la Mairie de Paris, Myriam El Khomri rejoint la mairie du XVIIIe arrondissement de Paris où elle est en charge des questions relatives à la prévention, la sécurité et la toxicomanie. Après le 21 avril 2002, elle prendra finalement sa carte du Parti socialiste où elle siégera au conseil national après le congrès de Reims de 2008. En mars 2008, elle a été élue dans le XVIIIe arrondissement de Paris, sur la liste Daniel Vaillant. Elle est depuis membre du Conseil de Paris et adjointe au maire de Paris chargée de la protection de l'enfance et de la prévention spécialisée (2008-2010), puis chargée de la prévention et de la sécurité (2011-2014). Membre du bureau national du PS depuis 2012, elle est la suppléante de Christophe Caresche, député PS de Paris. Elle a été co-porte parole de la campagne d'Anne Hidalgo, qui n'a pas réussi à l'imposer comme tête de liste pour succéder à Daniel Vaillant dans le XVIIIe arrondissement de Paris. Elle devint alors adjointe au maire de Paris chargée des questions relatives à la sécurité, la prévention, la politique de la ville et à l'intégration. C'est le conseiller spécial de Manuel Valls, Yves Colmou, qui a suggéré son nom au Premier ministre.

EMMANUEL Pierre. Écrivain, né Mathieu Noël, le 3 mai 1916 à Gan (Pyrénées-Atlantiques), mort le 22 septembre 1984 à Paris. Poète de tradition humaniste chrétienne, il appartient au Comité départemental de résistance de la Drôme. Il dirige de 1945 à 1959 les services anglais puis américains de la *RTF*, et collabore à de nombreux journaux (*Témoignage chrétien, Esprit*, etc.). Élu à l'Académie française en 1968, il en démissionne en 1975, refusant l'entrée de Félicien Marceau. Président du

Pen Club français (1973-1976), il a également présidé la commission de réforme de l'enseignement du français (1970), le Conseil de développement culturel (1971-1973), l'Institut national de l'audiovisuel (1975-1979) et dirigé la Cinémathèque de Paris. Militant gaulliste, il fut de 1979 à 1984 le délégué à la culture du RPR et membre de son conseil politique.

EMMANUELLI Henri. Cadre de banque, né le 31 mai 1945 à Eaux-Bonnes (Pyrénées-Atlantiques). Diplômé de l'IEP de Paris, il sera fondé de pouvoir (1974), sous-directeur (1975), puis directeur adjoint des services commerciaux de la Banque Rothschild en 1976. Après avoir échoué aux législatives de 1973 dans le Lot-et-Garonne, il se fait élire député PS des Landes en 1978 (toujours réélu). De 1981 à 1983, il est secrétaire d'État aux DOM-TOM, poste qu'il cumule dès 1982 avec celui de président du conseil général des Landes. Secrétaire d'État au Budget en 1983-1984, il traitera de l'affaire des avions renifleurs et d'un dégrèvement fiscal de 16 millions de F en faveur de Jean-Baptiste Doumeng. Il rajoute en 1984 à son portefeuille celui de la Consommation. Conseiller régional d'Aquitaine (1986-1988 et depuis 1992), il devient président de l'Assemblée nationale en 1992, tout en conservant son poste de président du conseil général des Landes. Ce franc-maçon, fils de militants PCF et CGT, a toujours conservé une réputation de sectarisme. Après avoir voté communiste jusqu'en 1968 (*Libération*, 11 novembre 1992), il est entré au comité directeur du Parti socialiste en 1979, puis à son bureau exécutif en 1987. Secrétaire national chargé de la communication en 1987, de la coordination et de la trésorerie en 1988 (n° 2 du PS), du budget, de l'administration et de la trésorerie à partir de mars 1990 (n° 3 du PS), il espérait vivement être le candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1995, mais les primaires se concluent par le choix, à une très forte majorité, de son rival Lionel Jospin. En tant que trésorier du PS, il a été mis en examen, jugé et condamné en appel à une peine avec sursis et à deux ans de privations de droits civiques, en 1996, dans le cadre des bureaux d'études techniques Urba. Il bénéficiera d'un non-lieu en 2004. En 2000, il retrouve son siège de député. En mai 2001, critiquant le « social-libéralisme » de Lionel Jospin, il lance le Club Démocratie-Egalité pour réancrer le PS à gauche. En juin 2002, il est réélu, pour la neuvième fois, député. En 2002, il lancera avec Jean-Luc Mélanchon le courant *Nouveau Monde*. En 2004, il s'est fait le héraut du « non » à la Constitution européenne. Il a été réélu député des Landes en juin 2007 et président du conseil général en 2008.

ENGEL Laurence. Magistrat à la Cour des comptes, née le 17 septembre 1966 à Paris XIIe. Elle est la fille de Charles Engel, commerçant, et d'Elyane Bygoum. Passée par les lycées Charlemagne et Henri IV, titulaire d'une maîtrise de lettres est diplômée de Sciences-Po Paris et ancienne élève de Normale Sup. (Fontenay-aux-Roses), cette énarque (promotion Condorcet, 1990-1992) est entrée, comme auditrice, à la Cour des comptes en 1992. Secrétaire générale adjointe de l'Institut des hautes études sur la justice (1997-1998), puis directrice du cabinet du président de *La Cinquième-Arte* Jérôme Clément, elle sera ensuite conseillère technique (audiovisuel, cinéma) auprès de Catherine Tasca, ministre socialiste de la Culture et de la Communication (2000-2002). En charge de la Culture au cabinet de Bertrand Delanoë, maire socialiste de Paris, de 2004 à 2008, elle fut ensuite directrice des affaires culturelles de la Ville de Paris, organisant une fête retentissante au Musée Carnavalet lors de son départ, ayant été propulsée à la direction du cabinet d'Aurélie Filippetti, ministre socialiste de la Culture et de la Communication dès mai 2012. Elle a signé *La Responsabilité en crise, Mitterrand, le fil d'Ariane, Le Mépris du droit.* Elle est la compagne (non mariée mais avec trois enfants) d'Aquilino Morelle, ancien nègre de Lionel Jospin et conseiller politique de François Hollande, divorcé d'Elizabeth Martichoux (deux enfants). Né le 5 juin 1962 à Paris IVe, il est le fils d'immigrés espagnols asturiens (Mieres). Seul enfant sur sept à avoir effectué des études supérieures, il a grandi à Belleville puis dans le XVIe arrondissement de Paris. Docteur en médecine (lauréat de la faculté de médecine de Paris), cet ancien interne aux Hôpitaux de Paris (1985) est également licencié en philosophie, diplômé de Sciences-Po Paris et énarque (promotion

Condorcet, 1990-1992, admis second, sorti dans un rang moyen). Inspecteur à l'Inspection générale des affaires sociales, où il enquêtera sur l'affaire du sang contaminé (il en tirera *La Défaite de la santé publique*), ce proche des Fabiens britanniques (21 novembre 1999) sera conseiller technique, sur recommandation de Pierre Moscovici (qui avait été son examinateur au Grand Oral de l'Ena), au cabinet du ministre socialiste de la Santé et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner (1992-1993). Il adhère au PS en 1993. Il tente vainement de s'implanter dans la 4e circonscription des Pyrénées-Orientales en 1999. Candidat aux élections municipales à Nontron (Dordogne), il est battu en 2001 (il sera conseiller municipal d'opposition jusqu'en 2005), puis, se fait parachuter, en 2002, dans la 2e circonscription des Vosges, mais renoncera finalement à se présenter, face à l'opposition de Christian Pierret. Principale « plume » du Premier ministre socialiste Lionel Jospin (1997-2002), il intègre Euro RSCG après la réélection de Jacques Chirac, avant de revenir en politique dès 2004 dans le sillage de Laurent Fabius. À nouveau parachuté en 2007, cette fois dans la 6e circonscription de Seine-Maritime, il est dépassé (16,41 %) dès le premier tour par le communiste Jean-Pierre Lecoq (finalement élu) et l'UMP sortant Denis Merville. Après avoir corédigé le rapport de l'IGAS sur le Mediator, il dirige la campagne d'Arnaud Montebourg à la primaire socialiste pour la présidentielle de 2012, puis écrit, durant la campagne présidentielle, les principaux discours de François Hollande. Il a été *Young Leader* de la French American Foundation en 1998.

EQUILBEY Laurence. Chef d'orchestre et chef de chœur, née le 6 mars 1962 à Paris XVIIe. Cette fille d'un militaire, devenue consultant, est titulaire d'une maîtrise de musicologie et de certificats d'aptitude au chant choral et à la direction de chœur. S'étant formée à Paris, Vienne et en Scandinavie, elle a fondé en 1991 le Chœur de chambre Accentus, qui se consacre à la musique a cappella, dans un répertoire allant du XVIIIe siècle à la musique contemporaine. En 1995, elle lance le Jeune chœur de Paris qui deviendra, en 2002, un département supérieur du conservatoire régional de Paris. Personnalité musicale de l'année 2000, Victoire de la musique classique en 2002, 2005 et 2008, elle a également créé, sous le pseudonyme d'Iko, le projet *Private Domain*, qui réunit des musiciens issus du domaine classique et de la musique électronique.

ERIGNAC Claude. Préfet, né le 15 décembre 1937 à Mende (Lozère), assassiné à Ajaccio (Corse) le 6 février 1998. Diplômé d'études supérieures de droit public et de l'IEP de Paris, ce fils de préfet entre lui-même dans la préfectorale en 1962. En 1966-1967, il est chargé de mission au cabinet du secrétaire d'état à la Coopération, Jean Charbonnel, puis chef de cabinet du ministre des transports Jean Chamant (1967-1969), et enfin du ministre délégué aux DOM-TOM Henry Rey (1969-1971). Secrétaire général de la Martinique jusqu'en 1973, il dirige ensuite le cabinet d'Olivier Stirn, secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement. Secrétaire général de la Nouvelle Calédonie de 1974 à 1978, on le retrouve sous-préfet d'Avesnes (1978-1981), puis de Roanne (1981-1984) et préfet du Gers (1984-1986). D'avril 1986 à juin 1988, il dirige les affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer au ministère des DOM-TOM, puis passe sans encombre, après la victoire de la gauche, à la direction du cabinet du centriste de gauche Jacques Pelletier (Coopération et Développement). Préfet de Meurthe-et-Moselle en 1989, il est promu préfet des Yvelines en juin 1993, puis en février 1996 préfet de la région Corse. On remarquera que sa carrière, largement politique, n'a souffert en rien des changements de régime, et que la plupart des ministres pour lesquels il a travaillé sont des francs-maçons.

ERLANDE-BRANDENBURG Alain. Conservateur, né le 2 août 1937 à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône). Cet archiviste paléographe, conservateur général du patrimoine et inspecteur général des musées, a été directeur du Musée national du Moyen Âge (Thermes de Cluny) jusqu'en 1992, et depuis lors directeur des Archives de France, ainsi que président de la Société française d'archéologie (1985-1994), directeur d'études à l'École des hautes études (4e section), professeur à l'École nationale des chartes, directeur des Archives de France depuis 1994 et président depuis l'année suivante de la

Société nationale des antiquaires de France.

ERNOTTE-CUNCI Delphine (née CUNCI, épouse ERNOTTE). Dirigeante de société, née le 28 juillet 1966 à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Cette fille de médecins est centralienne. Elle a fait toute sa carrière à France Télécom où elle a effectué un parcours sans faute, parité oblige: analyste financier (1989-1993), ingénieur économiste (1993-1999), directrice régionale Val-de-Loire (2004-2006), directrice de la communication France (2006-2008), directrice grand public France (2009-2010), directrice générale adjointe (2011) grâce à l'appui de Stéphane Richard qui voulait féminiser ses équipes.

ERRA Mercedes. Publicitaire, née le 23 septembre 1954 à Barcelone (Espagne). Elle est arrivée en France à l'âge de six ans. Ancienne de HEC, elle détient un capes de lettres (après un échec à Normale Sup). Son compagnon, ancien documentaliste chez Saatchi devenu homme au foyer (outre deux gouvernantes philippines), élève ses quatre enfants. Rare femme dans le milieu publicitaire (une ultra-féminité affichée, doublée d'un tempérament résolument viril » selon *Le Nouvel économiste* du 1er octobre 2004), elle a d'abord enseigné au lycée Bergson (1978-1979), avant d'entrer chez Saatchi-Saatchi Advertising, franchissant toutes les marches, d'assistante (1981-1983) jusqu'à directrice générale (1990-1995). Passée chez Euro-RSCG, « la pasionaria des marques » (*Challenges*, 6 juillet 2006) en a été PDG (1995-2000), puis présidente exécutive de Euro-RSCG Worldwide (groupe Havas) depuis 2005, directrice générale du groupe Havas (depuis 2005). « Mercedes Erra ne s'interdit rien [...] Responsable de clients poids lourds comme Évian ou Orange, elle fait sensation avec ses cheveux blond platine et ses mini-jupes en cuir (*Stratégies*, 25 janvier 2002). » *Le Nouvel économiste* (1er octobre 2004) ajoute: « Si la publicité crée des légendes, Mercedes en fait partie. Son personnage charismatique emprunte l'apparence non-conformiste et l'affect rebelle aux héroïnes de Pedro Almodovar. Cheveux platine, vêtements chatoyants volontairement provocateurs, voix rauque, Mercedes attache. » « Sa très haute rémunération (NDA: plusieurs dizaines de millions d'euros) a été remise en cause par Vincent Bolloré lorsqu'il a pris le contrôle du groupe Havas, évinçant Alain de Pouzilhac (*Vincent Bolloré remet à plat les rémunérations des dirigeants d'Havas*, *Le Monde*, 16 juin 2006). » Cofondatrice du Women's Forum, elle a aussi été présidente (2002-2004) de l'Association des agences conseil en communication (elle en est vice-président depuis lors) et préside l'Association des diplômés d'HEC depuis 2005. Elle est considérée comme l'un des principaux soutiens de Ni Putes, ni soumises de Fadela Amara. « J'ai toujours été très à gauche » confiait-elle à *Paris Match* (juin 2004). Elle préside le conseil d'administration de la Cité nationale de l'immigration depuis juillet 2010.

ESAMBERT Bernard. Banquier, né Eisenberg le 7 juillet 1934 à Paris. « Le petit juif qu'il était n'a jamais oublié qu'à 7 ans, il a entendu la milice de Vichy venir chercher son oncle et sa tante » (*Le Nouvel économiste*, 7 mai 1993). Fils d'un ouvrier électricien d'origine polonaise arrivé à Paris en 1920, ce brillant boursier (qui portera l'étoile jaune au collège Arago) est un ancien de Polytechnique et des Mines. Après une année passée au Plan de Constantine (1960), puis trois ans à la direction des Mines des Antilles et de la Guyane, il s'est occupé des affaires énergétiques au ministère de l'Industrie, avant d'entrer rapidement au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou. Il sera son conseiller pour les affaires industrielles (on le surnomme le « mousquetaire de l'industrialisation » pour sa poigne de fer, contrôlant alors le tiers de l'économie française au moment des « trente glorieuses »), l'équipement et l'aménagement du territoire (notamment les dossiers du câble et du satellite), durant toute sa présidence à l'Élysée, étant considéré depuis lors comme l'un des acteurs essentiels du paysage économique français. Directeur adjoint du Crédit lyonnais, chargé des grandes entreprises (1974-1976), il entre à la Compagnie financière Rothschild (où avait travaillé Pompidou) comme directeur général, puis en devient président en 1977. En seize ans, il multipliera la valeur de la banque par trente, y ayant introduit les technologies les plus pointues et de nombreuses activités financières nouvelles. Ne « cachant pas ses amitiés socialistes » (*Valeurs actuelles*, 23 septembre 1981), cet athée œcuménique prendra, en plus de son travail, la présidence des Groupes d'études et de mobilisation (GEM) d'Edith Cresson en 1991. En 1992, cet ancien président de la chambre de commerce franco-israélienne fait partie de la dizaine de personnalités invitées à titre personnel par François Mitterrand en Israël. Alors qu'il passait pour un plausible dauphin, Il sera évincé du groupe en mai 1993 – suite à de mauvaises performances, une demande d'audit d'Edmond de Rothschild et le changement de statut de la Compagnie Financière – mais deviendra dès juillet suivant, président du comité stratégique du holding de contrôle du groupe Bolloré (Albatros). En août 1993, ce proche d'Édouard Balladur est également nommé président du conseil de surveillance de GSI Participations, et en avril 1994 vice-président du conseil de surveillance de Lagardère Groupe. Disposant d'un important carnet d'adresses (notamment dans la presse, le cinéma et l'audiovisuel), il devient en septembre président de Bolloré Technologies et de SDV (ex Scac Delmas-Vieljeux). En avril 1995, il est nommé au Comité pour la compétitivité et la sécurité économique, chargé de réfléchir sur l'intelligence économique, avant de mener un audit financier poussé du groupe Hersant en 1996, dans le but de restructurer le groupe de presse très lourdement endetté. Rallié depuis les années soixante aux thèses du mondialisme et de la « globalisation de l'économie » (il a signé notamment *Le 3e conflit mondial* et *La Guerre économique mondiale*), il appartient au Groupe de Bilderberg et à la Commission trilatérale. Ancien président du conseil d'administration de l'École polytechnique, il préside également la Fondation française pour la recherche sur l'épilepsie et vice-préside l'Institut Pasteur et l'Institut de l'entreprise.

ESCANDE Jean Paul. Banquier, né le 19 octobre 1939 à Nîmes (Gard). Licencié en droit, diplômé de l'IEP de Paris et de l'Institut d'administration des entreprises, ce protestant cévenol sera de 1967 à 1976 directeur de groupe à la Banque Hervet. Il rejoint ensuite la direction financière du groupe Renault, où il occupe la direction commerciale de la Société financière et foncière et la direction de la Gogéra. En février 1982, il devient PDG – nommé par les socialistes – de la Société marseillaise de crédit (qui vient d'être nationalisée), poste où il est confirmé par Jacques Chirac en 1986, et qu'il occupe jusqu'en juin 1992 (fortement impliquée dans l'immobilier, la banque est alors en chute libre), lorsqu'il rejoint le groupe CIC comme président du Crédit industriel de l'Ouest. En juillet 1994, il accède à la présidence de la Bordelaise de CIC. Membre du Conseil économique et social depuis 1984, il est également administrateur du port autonome de Marseille, de l'Inserm et de diverses sociétés financières.

ESCATHA Yannick d'. Ingénieur en chef des Mines, né le 18 mars 1948 à Paris XVe. Ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1966), maître de conférences à l'École polytechnique et ancien directeur de l'établissement de Cadarache, il a ensuite été administrateur général adjoint puis administrateur général (c'est-à-dire n° 1) du Commissariat à l'énergie atomique de 1990 à 1999. PDG du Centre nationale d'études spatiales depuis 2003, il est également administrateur d'EDF et de la RATP.

ESKENAZI Gérard. Banquier, né le 10 novembre 1931 à Paris. Cet ancien d'HEC commence sa carrière à la Banque de Paris et des Pays-Bas en 1957, où il sera successivement fondé de pouvoir (1963), sous-directeur (1968), directeur adjoint (1971), directeur (1975-1978), enfin directeur général de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas (1978-1982) et de la Banque de Paris et des Pays-Bas (1981-1982), ainsi que Président de Paribas-Suisse (1980-1990). Peu après l'arrivée des socialistes au pouvoir, il tente, avec Pierre Moussa, de soustraire deux holdings aux nationalisations (« opération Arche de Noé »), Cogepa (belge) et Paribas Suisse, avec l'objectif de les rapprocher si Paribas revenait plus tard dans le secteur privé. Cette opération se fait à partir d'une coquille vide, Pargesa, qui prend le contrôle des deux holdings avec le concours du Canadien Paul Desmarais et du Belge Albert Frère. Ces deux hommes seront ensuite les partenaires de Gérard Eskenazi pour construire une véri-

table « internationale de banques » à partir de Pargesa. À la suite du scandale, Eskenazi mènera les négociations avec la Paribas France qui aboutiront finalement en 1990, après un premier rapprochement en 1984: Paribas reprendra le contrôle de sa filiale suisse (qui vaut alors près de 20 milliards de F). Après son départ précipité en février 1982, Eskenazi se retrouvera vice-président administrateur délégué du groupe Bruxelles Lambert (1982-1990), PDG de la holding Parfinance (1986-1990) et président du CA et du comité de direction de Pargesa Holding SA. Cet expert en montages financiers complexes dirige donc un véritable empire, pesant 35 milliards de F et contrôlant la CLT, *RTL*, *M6*, la banque américaine d'affaires Drexel Burnham Lambert, le groupe Schneider, Wagons-Lits, etc. Consécration, il entre dans le noyau dur de Paribas lors de sa privatisation. Fragilisé par l'échec de l'OPA sur la Navigation mixte, il est évincé de Pargesa en septembre 1990 par ses partenaires Frère et Desmarais. Il annonce en février 1991 la création de Comipar (disposant d'un trésor de guerre de 2 milliards de F), chargé de prendre des participations dans quelques grandes sociétés industrielles. Dans le tour de table, on retrouve la Société des banques suisses (20 %), Elf Aquitaine, Schneider, AGF, Pinault, Gan ou Groupama. Il prend des parts dans Schneider, Marie Brizard, Cie des Signaux (pour environ 1 milliard de F). En 1992, il fusionne la Comipar avec Pallas Holdings, présidée par son ancien patron Pierre Moussa, damnant le pion à Jean-Charles Naouri qui aspirait à une alliance avec Moussa. Parmi les membres du holding figurait la banque Pallas Stern, qui prête 3,5 milliards de francs à la maison mère (mais qui est elle-même engagée pour 7 milliards dans un marché immobilier en pleine crise). Lorsqu'est venu le temps de rembourser, la Comipar ne peut assurer ses engagements (il manque 900 millions de F, les autres actionnaires refusant de remettre au pot). Le 23 juin 1995, il perd son poste de président, met son affaire en dépôt de bilan, entraînant dans la chute la banque Pallas. Il est mis en examen pour faux bilan, diffusion de fausses nouvelles et escroquerie à l'épargne publique. Ce qui ne l'empêchera pas de devenir administrateur de l'École nationale de la magistrature (depuis 2003), de Schröder & Schügler (depuis 2004) et du Crédit municipal de Paris (depuis 2005).

ESPINASSE Jacques. Directeur de société, né le 12 mai 1943 à Alès (Gard). Fils d'un industriel, ce diplômé de l'université du Michigan et titulaire d'un MBA, a débuté chez Chrysler International à Londres et chez Ford. Il fut notamment chef du service trésorerie internationale du groupe Renault (1980-1981), directeur financier de Sommer-Alibert, avant de rejoindre CEP Communication comme directeur général adjoint. Directeur financier d'Havas à la demande d'André Rousselet (1985-1987), il crée sa société de conseil Jed Conseil en 1993 (jusqu'en 2004), devenant l'un des principaux conseillers « free lance » de la place de Paris. Il sera par la suite président de Bernard Tapie Finance (1996), directeur général de Télévision par satellite-TPS (1999-2002), membre du directoire de Vivendi Universal (2005-2007) et directeur financier de Vivendi sur recommandation d'Henri de Castries à Jean-René Fourtou, et administrateur ou membre du conseil de surveillance de multiples sociétés françaises et étrangères.

ESSER Franck. Président de société, né le 5 septembre 1958 à Erkelenz (Allemagne). Ce docteur en économie, de nationalité allemande, a été professeur à l'université de Cologne (1984-1988) avant de basculer dans le privé. Entré au groupe Mannesmann comme responsable du développement, il en a été directeur général adjoint de 1996 à 2000, jusqu'à son rachat par Vodafone. Il passe alors chez Cegetel (comme représentant de Vodafone, à la demande de Jean-Marie Messier), devenu en 2003 SFR-Cegetel. Directeur général (2000-2002), il en est PDG depuis 2002 (ayant succédé à Philippe Germond avec le soutien de Jean-René Fourtou), ainsi qu'administrateur de GSM association (association internationale des opérateurs).

ESSIG François. Membre du Conseil d'État, né le 18 décembre 1934 à Paris. Cet énarque de sensibilité gaulliste a été affecté, en 1962, au Conseil d'État. En 1964, il entre à la Datar, où il sera chef du service financier (1966), délégué adjoint (1969), puis délégué général (1975), poste qu'il quitte en 1978 à la

suite d'une vision divergente avec son ministre de tutelle, Jean Lecanuet. De septembre 1978 à janvier 1981, il sera directeur général de la marine marchande au ministère des Transports (poste qu'il doit abandonner sur injonction du gouvernement Barre), puis de janvier 1983 à octobre 1990 directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. En 1985, il est promu conseiller d'État. En février 1991, il devient président puis PDG de Worms et Cie développement, chargé des conseils et services aux collectivités, puis en 1992 président du conseil de surveillance de Worms et Cie. Il préside également le Comité de coordination pour le développement industriel de la Corse, le groupe décentralisation des anciens de Sciences-Po et le cercle de l'Orchestre de Paris, une structure de mécénat où se retrouvent Indosuez, LVMH, Bouygues, etc.

ESSIG Philippe. Consultant international, né le 19 juillet 1933 à Paris. Ce catholique de gauche (frère du précédent, il a poursuivi des études de théologie), ancien de Polytechnique et ingénieur des ponts et chaussées, devient en 1957 adjoint au directeur de la régie du chemin de fer Abidjan-Niger, puis dirige la Régie des chemins de fer du Cameroun (1961-1966). Entré en 1966 à la RATP, il y occupe les postes d'ingénieur en chef du service des études, chef du service de l'exploitation du métro (1971), et de 1973 à 1981 dirige le réseau ferré. Promu directeur général de la RATP en décembre 1981, ce militant socialiste (qui préside en 1981 le Comité des polytechniciens du XVI[e] arrondissement pour François Mitterrand) sera en conflit régulier avec son supérieur, le communiste Claude Quin (qu'il est en fait chargé de freiner dans ses aspirations collectivistes). Cet ami de longue date de Paul Quilès démissionne à la suite de la série d'accidents de l'été 1985, mais accède peu après à la présidence de la SNCF, en remplacement d'André Chadeau (éliminé pour cause d'une série noire d'accidents), poste qu'il conservera jusqu'en février 1988. De mai à juin 1988, il sera secrétaire d'État au Logement, puis responsable de la rénovation du patrimoine immobilier du bassin minier Nord-Pas-de-Calais. De 1989 à 1991, il est président de Transmanche Link. Devenu consultant en 1991, il a appartenu au conseil du Centre d'étude des revenus et des coûts de 1992 à 1994. Il sera chargé de mission pour les problèmes miniers de Nouvelle-Calédonie (1997) et sur les risques industriels (2001-2002).

ESTEVA Pierre. Président de société, né le 29 décembre 1925 à Reims (Marne), décédé le 16 mars 2005. Cet énarque a été inspecteur adjoint (1951) puis inspecteur (1953) des Finances. Adjoint à l'attaché financier à l'ambassade de France à Washington, il devient chargé de mission à la direction des finances extérieures au ministère des Finances, en 1956. Après avoir travaillé aux cabinets d'Antoine Pinay et de Baumgartner, il sera sous-directeur à l'administration centrale des finances (1960), directeur adjoint des finances extérieures et secrétaire général du Conseil national du crédit (1964). Consécration, il devient directeur du Crédit national en 1967. Conseiller technique du Premier ministre Georges Pompidou, il dirigera le cabinet de Maurice Couve de Murville (Finances) en 1968 puis celui de François-Xavier Ortoli (Finances, puis de 1969 à 1971 Développement industriel et scientifique). Administrateur directeur général depuis 1974 de l'UAP, il en devient président honoraire en 1983, après avoir présidé le groupe de 1980 à 1983. De 1987 à 1992, il est directeur de County Nat-West, de 1988 à 1993 président de National Westminster Bank Sa, président de l'Association française des sociétés de bourse entre 1991 et 1993 et fut administrateur, entre autres, de Peugeot et de la Société séquanaise de banque. Signe de son influence dans le milieu de la « bancassurance », il a été orateur de la réunion de la Trilatérale à Paris en octobre 1995.

ESTRANGIN Louis. Journaliste, né le 24 juillet 1914 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Professeur à Pontoise (1936-1939) puis agriculteur (1942-1964), il siège en 1959-1960 au comité Rueff-Armand sur l'expansion de l'économie française. De 1959 à fin 1965, il remplit des missions d'expert au Conseil économique et social, et à la commission des comptes de la nation (1961-1967). Devenu en 1965 directeur des ventes et de la promotion à la Bonne Presse, il préside de 1970 à 1975 le conseil de gérance et est directeur des éditions et du journal *Ouest France*, puis jusqu'en 1984 préside son conseil. Il sera également PDG d'Havas Atlantique publicité et gérant de Havas Ouest-France Voyages. De 1968 à 1971,

il préside le Groupement des grands régionaux, et vice-préside le Syndicat national de la presse quotidienne régionale (1971-1984). De 1976 à 1984, il a été vice-président de l'*AFP*.

ETRILLARD Gilles. Banquier, né le 2 septembre 1957 à Bordeaux (Gironde). Diplômé de l'IEP et de sciences économiques, il sera nommé auditeur (1981) puis maître des requêtes (1985) au conseil d'État à sa sortie de l'Ena (il en est radié en 1993). Ce brillant énarque a connu une carrière foudroyante. Chargé de mission à la Commission des opérations de bourse en 1984, il entre au groupe Sovac (n° 2 du crédit à la consommation en France, groupe Lazard) en 1986, repéré par André Wormser. Il en devient en 1987 directeur financier (à 29 ans!), entre en 1989 à son directoire (où siègent André Wormser et Antoine Berheim, entre autres). Promu directeur général en 1993, il accède à la présidence du directoire du groupe en 1995. Il est également directeur de la banque Sovac immobilier, et membre du directoire de Credipar, filiale de Sovac et PSA. Membre de la commission des comptes de la nation depuis 1995, il a créé la *Revue française d'économie et de fiscalité internationale*, et enseigné à Sciences-Po et à l'École normale supérieure. Avec François Sureau, il a cosigné *À l'Est du monde*, un ouvrage extrêmement favorable aux thèses mondialistes, préfacé par Raymond Barre et comprenant les avis de nombre des membres les plus importants de la Commission trilatérale. Gilles Etrillard traque toujours les bonnes affaires pour le compte de LFPI, fonds d'investissement spécialisé dans le rachat de PME sponsorisé par Lazard.

EUVRARD Michel. Inspecteur des Finances, né le 4 août 1933 à Paris. Licencié en droit, diplômé en économie politique et sciences économiques, cet ancien de l'IEP et de l'Ena est devenu inspecteur des Finances en 1964. Chargé de mission aux Finances (direction de la comptabilité publique) en 1966, puis à la direction de la construction en 1969, on le retrouve en 1970 comme conseiller technique au cabinet d'Albin Chalandon, ministre de l'Équipement et du Logement. Il rejoint ensuite l'Aérospatiale, où il sera directeur central financier (1971), directeur central administratif et financier (1983), chargé de mission auprès du vice-président, puis du PDG. Nommé directeur général du Comptoir des Entrepreneurs en 1985, il réintègre deux ans plus tard l'inspection des Finances. Le ministre des Finances, Édouard Balladur, le charge alors d'une mission d'enquête et de proposition sur la réforme du crédit au logement (1987-1988). De septembre 1988 à septembre 1994, il sera sous-gouverneur du Crédit Foncier de France, avant de réintégrer son corps. De juillet 1995 à 2002, il a présidé l'Association des anciens élèves de Sciences-Po. Il est président du conseil d'administration de Eona SA et de Temex (depuis 2003), membre du bureau de la Fédération des industries électriques, électroniques et de communication ainsi que de la CGPME (depuis 2004).

EVENO Bertrand. Inspecteur des Finances, né le 26 juillet 1944 à Egletons (Corrèze). Ancien élève d'HEC et de l'Ena (major en 1973), cet inspecteur des Finances atypique (il n'a pas choisi la facilité dans sa carrière) a rédigé avec Simon Nora en 1975 un important rapport sur l'amélioration de l'habitat ancien. Rapporteur de la commission Guichard sur les responsabilités locales en 1976, il sera ensuite conseiller technique au ministère de la Santé (Simone Veil), de 1977 à 1978, puis directeur de cabinet de Jean-Philippe Lecat (Culture et Communication) jusqu'en 1981. De 1981 à 1983, il est mis sur la touche, siégeant à la commission de contrôle du Commissariat à l'énergie atomique. Il rejoint alors le groupe Chaussures André : attaché à la direction générale (1983), directeur général adjoint (1984-1986) et PDG de Sag Chaussures. Recruté chez Nathan en 1986 par Christian Brégou, il est depuis 1987 PDG des éditions Nathan (il appellera à ses côtés Françoise Castro-Fabius) et PDG de Larousse-Nathan International et des Éditions Masson. Directeur général du groupe de la Cité en 1988, et des Presses de la Cité depuis 1991, de la Librairie et des Jeux Nathan et des Dictionnaires Le Robert, il est également président de Gens d'Images (depuis 1986), de la Fondation nationale de la Photographie, depuis 1994, membre du conseil d'administration de La Poste et du groupe Anaya (édition scolaire en Espagne) (1999-2000). En octobre 2000, Bertrand Eveno est nommé PDG de l'*Agence France Presse* (*AFP*), poste dont il démissionnera en novembre 2005, un an avant l'échéance de son mandat, pour rejoindre le groupe Hachette Filipacchi Médias (HFM) où il dirige les agences photo Gamma, Rapho, Hoa-Qui et Keystone. En décembre 2007, associé à l'homme d'affaires Vincent Bolloré, il rachète le bureau français de l'agence de presse américaine *Associated Press* (AP).

EVRARD Luc. Journaliste né le 25 décembre 1955. Licencié en sociologie et du Centre de formation des journalistes (où il militait alors à l'extrême gauche), il a débuté à *Radio Caraïbes International* (1980), avant de rejoindre *Radio 7*, puis *France Inter* en 1982. Responsable du service économique d'*Europe 1*, ce « bobo » a figuré en 15ᵉ place sur la liste Vivre à Sceaux, conduite par Michel Laurent, maire UDF sortant de Sceaux soutenu par le Modem, en 2008. Figurait sur la même liste Bruno Patino, alors directeur de *Télérama* et du *Monde Interactif*.

EWALD François. Universitaire, né le 29 avril 1946 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est le fils d'un architecte d'origine allemande et protestante, Jacques Ewald, et d'une mère au foyer élevant ses six enfants, Jeanine Verrier. Son épouse, Henriette Guillois, dont il a eu deux enfants, est directrice d'école primaire à Clichy, ce qui lui, permet, encore aujourd'hui, de disposer d'un logement de fonction malgré ses revenus élevés (marié il y a trente ans à la mairie, il s'est marié à l'église très tardivement). Il est passé par le lycée Lakanal de Sceaux et la Sorbonne, où il se trouve durant l'avant mai 1968. Quoique s'étant engagé dans le gauchisme le plus extrême, il considère mai 1968 comme « un mouvement anticommuniste » (*Le Monde*, 11 septembre 2003). Titulaire d'une maîtrise en droit et d'un diplôme d'études approfondies de psychanalyse, mais aussi docteur en droit et traducteur d'allemand, il fut professeur de philosophie de 1972 à 1975 à Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais), où il était pratiquement parti comme « établi » selon la phraséologie maoïste. Cette ville minière rappelle évidemment l'affaire Brigitte Dewevre, du nom de cette fille de mineur violée et assassinée, le 6 avril 1972, par un proche, issu du même milieu, comme il devait finalement l'avouer plus d'une décennie plus tard. À l'époque, il est « membre actif du Comité pour la Vérité et la Justice » (*Le Monde*, 11 septembre 2003). C'est ce qui ressort également de *Génération* (Hervé Hamon et Patrick Rotman, Seuil, 1988, p. 431), où il est présenté comme l'un des deux principaux instigateurs de ce happening de haine pure. Dans *Les Maoïstes* (Plon, 1996), mais, très discret sur cet épisode, Ewald « dément toute paternité » et « date de là sa rupture avec le gauchisme » (*Le Monde*, 11 septembre 2003). Ce qui est inexact, comme en témoignera, par exemple, *Libération* (31 mai 2004) dans un portrait peu amène, *Tout foutl'cault*: « On a le droit de ne pas être le même à 20 ans et à 60 ans. On peut avoir eu jeunesse folle et maturité tempérée. Ou l'inverse. Naître à gauche, mourir à droite [...] Mais l'étonnante est qu'Ewald soit dans le déni de la rupture, dans l'affirmation d'une incohérence [...] Pour l'affaire de Bruay, c'est pareil. [...] jeune prof de philo, Ewald y prend sa part. [...] Au lieu de plaider l'excès du jeune âge, il minimise son rôle, prétend n'avoir lutté que pour l'indépendance de la justice. » Reclassé depuis les brumes du nord comme assistant de Michel Foucault en 1975, Ewald sera sous-directeur de son laboratoire au Collège de France. Il le demeurera jusqu'à la mort de ce dernier, le 25 juin 1984, s'occupant dès lors d'être l'exécuteur testamentaire littéraire d'un pointillisme extrême. Dès 1983, il a rallié le camp des mondialistes libéraux dans l'acception américaine du terme (libéral en économie, d'extrême gauche en matière culturelle et sociétale). Il signe la première *Note verte* de la Fondation Saint-Simon, « temple de la deuxième gauche », sur *Le Droit du travail: une légalité sans droit*. Il est très méconnu que de 1984 à 1990, il sera chargé de recherches puis directeur de recherches à l'Institut de recherche sur l'entreprise du CNRS, nouant dès lors des liens étroits avec le patronat, d'autant, qu'en 1986, il publie sa thèse sur *L'État-providence* (Grasset, 1986). Il sera chargé de mission au cabinet de Bernard Kouchner au secrétariat d'État à l'Action humanitaire (mai 1988-1989), s'occupant notamment de la préparation des Assises Pauvreté et précarité. Il réalisera également pour lui, en 1992, une importante étude sur l'indemnisation des accidents thérapeutiques (cf. *Le Monde*, 9 décembre 1992). Directeur de recherche au

Centre d'étude et de recherche sur l'épargne, le patrimoine, les inégalités (CEREPI) depuis 1991, ce chercheur, qui s'est spécialisé dans la « notion de risque » et l'évolution des systèmes de responsabilité dans nos sociétés, devient également directeur des affaires publiques (1993-1997), puis directeur de la recherche et de la stratégie à la Fédération française des sociétés d'assurances FFSA (1997-2003) dirigée par son ancien camarade de combat maoïste, Denis Kessler. Il sera, dans les années 2000, conseiller de ce dernier, considéré longtemps comme le principal « penseur du patronat ». Professeur, titulaire de la chaire Assurances au Conservatoire national des arts et métiers depuis 1997, Ewald est par ailleurs membre du Conseil national du développement durable, chroniqueur à *Enjeux* (le mensuel des *Echos*), membre du comité de rédaction du *Magazine littéraire*, etc. Il signe ou cosigne de nombreux ouvrages consacrés à l'assurance et au risque : *Un monde pluriel mais commun* (entretiens avec Bruno Latour, 2003), *Le Principe de précaution* (en collaboration, 2001), *Naissance du Code civil* (en collaboration, 1992), *Encyclopédie de l'assurance* (1998), *L'Accident nous attend au coin de la rue : les accidents de la circulation, histoire d'un problème* (1992), etc. Il est devenu directeur des travaux de la Fondation pour l'innovation politique, la fondation intellectuelle de l'UMP, en 2004. En mars 2005, il s'est prononcé à la fois pour le « oui » au référendum sur la constitution européenne, dans une perspective ouvertement « libertarienne », et sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (*Le Monde*, 30 mars 2005).

EYT Pierre. Ecclésiastique, né le 4 juin 1934 à Laruns (Pyrénées-Atlantiques), décédé le 11 juin 2001 à Bordeaux (Gironde). Ordonné en 1961, ce docteur en théologie, passé par l'université grégorienne de Rome et l'Institut catholique de Paris, a fait sa thèse sur l'histoire de la science au temps de Luther. Il sera notamment chapelain de St Louis des Français à Rome (1963) avant d'enseigner à l'université catholique de Toulouse. Il en deviendra recteur en 1975, puis rejoindra l'Institut catholique de Paris, qu'il dirigera de 1981 à 1986. Promu évêque en 1985, il est nommé en 1986 à Bordeaux, puis en devient l'archevêque en 1989. En 1994, il accède au cardinalat. Collaborateur de *La Nouvelle revue théologique et de Communion*, il a également signé des commentaires du credo. Fort estimé par Jean-Paul II, il a été nommé au secrétaire spécial du synode des évêques sur les laïcs, en 1987, puis membre des synodes des évêques européens (1991-1994). Grand ami de feu Mgr Decourtray, il est souvent cité comme possible archevêque de Lyon. Il n'a pas hésité à déclarer que le seul coupable de la crucifixion était Ponce-Pilate (conférence *Qui a tué Jésus ? les Romains !*, 13 juin 1994, Musée d'Aquitaine, Bordeaux). Connu pour sa « fibre républicaine », il s'est fait remarquer en accordant un entretien sur la question sociale à *L'Humanité* (5 janvier 1995), où il se déclare « proche des analyses de Proudhon sur l'argent et la société (…) et de certaines analyses de Marx sur le travail et l'argent, l'aliénation des personnes et de la société ». Il s'est également déclaré, en 1996, scandalisé par la présence des deux ménages de François Mitterrand à l'occasion de ses obsèques religieuses. Son frère, Henri Eyt, a été conseiller général de Laruns (Pyrénées-Atlantiques) de 1979 à 1992.

EZRATTY-BADER Myriam. Magistrat, née le 7 décembre 1929 à Nice (Alpes-Maritimes). Fille de parents alsaciens, elle appartient à la WIZO (Union des femmes sionistes… où elle rencontrera son futur mari) et au B'naï B'rith. *Passages* (février 1989) l'a classée dans « Les cent juifs qui comptent ». Cette brillante élève de l'École nationale de la magistrature (elle devra attendre un an pour être juge d'instruction, la limite basse d'âge étant 23 ans, et elle n'en avait que 22 !) a effectué toute sa carrière dans la magistrature : attachée stagiaire à Paris de 1951 à 1952, juge suppléant à Nancy de 1953 à 1955, substitut en 1958, substitut (1959) et premier substitut (1964) à l'administration centrale du ministère de la Justice. De 1974 à 1978, elle sera conseiller technique au cabinet du ministre de la Santé, son amie Simone Veil, qu'elle a connue au lycée de Nice. En 1981, Robert Badinter nomme ce pilier du Syndicat de la magistrature d'abord à la tête de l'Éducation surveillée, puis en 1983, à la direction de l'administration pénitentiaire. Ce qui lui vaudra d'être entendue dans l'affaire du sang contaminée, ayant

signé une circulaire le 13 janvier 1984 encourageant le don du sang de la part des détenus, alors que le sida faisait rage en milieu carcéral. Démissionnaire en 1986 à l'arrivée d'Albin Chalandon, elle se retrouve avocat général à la cour de Cassation. En juillet 1988, dès le retour de la gauche, elle est promue premier président de la cour d'Appel de Paris, en remplacement de Pierre Drai. Dans le secteur privé, elle a appartenu aux conseils d'administration de la Régie française de publicité et de la Sofirad. Elle est la belle-sœur de Claude Estier, qui fut député et sénateur socialiste.

F

FABIUS Laurent. Conseiller d'État, né le 20 août 1946 à Paris. Fils d'un antiquaire parisien de renom, ce normalien a passé l'agrégation de lettres avant d'entrer à l'Ena, dont il sortira second en 1973 montrant alors une sensibilité centriste. Pressenti en 1969 pour un travail de réécriture (nègre) auprès de Georges Pompidou, il déclinera l'offre avant d'envisager de rejoindre les Républicains indépendants, ayant notamment été sollicité pour entrer au cabinet du ministre de la Culture Michel Guy. Jugeant les allées du pouvoir (où les jeunes gens de son profil se bousculaient) trop encombrées à droite, il rejoint le Parti socialiste à la fin de 1974, où son ascension sera météoritique. Grâce à l'appui de Georges Dayan, il devient le conseiller économique puis le directeur de cabinet de François Mitterrand. Ce dernier l'impose dans la circonscription de son ami Tony Larue, en en faisant un adjoint au maire en 1977 et un député socialiste en 1978 (puis le président du conseil régional de Haute-Normandie en 1980-1981). En 1979, il sera chargé d'exécuter Michel Rocard au congrès du PS. Il épouse en 1981 Françoise Castro, « pasionaria » gauchiste et fondatrice de Socialisme et judaïsme. Il ne jouera aucun rôle durant la campagne présidentielle. Réélu député, il devient aussitôt ministre du Budget (mettant en œuvre le nouvel impôt sur la fortune, la tranche supérieure de 65 %) et défendant alternativement relance et rigueur. Devenu ministre de l'Industrie et de la Recherche en 1983 (plus le Développement industriel en 1984), ce « wonder boy » succède le 17 juillet 1984, à Pierre Mauroy, devenant le plus jeune Premier ministre de la France. Bien que réélu dans tous ses mandats, soutenu par Mitterrand, et président de l'Assemblée nationale de 1988 à 1992, il ne sera secrétaire du Parti socialiste qu'en 1992-1993, ayant toujours attiré l'hostilité de nombre des caciques du PS (dont Lionel Jospin). Les mauvais résultats de la gauche en 1993 puis le scandale du sang contaminé provoquent sa chute et ne lui laissent que peu d'espoir pour l'élection présidentielle. Il n'a cessé toutefois d'accroître son influence au sein du Parti socialiste où il est apparu, un temps, comme le successeur possible de François Mitterrand. En septembre 2004, afin de marquer sa différence au sein du PS, il prend position contre l'adoption de la future Constitution européenne. Il sort vainqueur, en apparence, de cette confrontation avec François Hollande. Ce dernier finira par le suspendre de toutes ses fonctions au sein du Parti socialiste. C'est que les hostilités sont ouvertes au PS pour l'élection présidentielle de 2007. Ségolène réglera le problème en s'imposant, au final, comme seule et unique candidate. Laurent Fabius est réélu député en juin 2007 dans la 4[e] circonscription de la Seine-Maritime.

FABRA Paul. Journaliste, né le 21 décembre 1927 à Paris. Licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il a été journaliste à *L'Entreprise* (1953-1954), à *La Vie française* (1954), puis au *Monde* à partir de 1961. Ce brillant journaliste économique aux analyses pertinentes (tranchant souvent par leur libéralisme tempéré au sein d'un journal très marqué à gauche) y fut notamment éditorialiste et responsable du supplément *Le Monde de l'Économie* de 1975 à 1985. Collaborateur de diverses revues françaises et étrangères, dont le *Wall Street Journal* et *The Economist*, il est également éditorialiste aux *Echos*, où il tient une rubrique hebdomadaire. Il a été également directeur général du Center for the New Europe à Bruxelles (Zellik) (Belgique). Il a publié, entre autres, un ouvrage salué par la critique, *L'Anticapitalisme, essai de réhabilitation de l'économie politique* (1974).

FABRE Robert. Pharmacien, né le 21 décembre 1915 à Villefranche-de-Rouergue (Aveyron), décédé le 23 décembre 2006. Pharmacien de profession, ce gendre du maire de Foix a été maire de sa ville de naissance de 1958 à 1983, conseiller général radical de gauche de l'Aveyron de 1955 à

1979, et député de ce département de 1962 à juillet 1980, date à laquelle il a été nommé par Valéry Giscard d'Estaing médiateur de la République (ce qui lui valut d'être alors exclu du Mouvement des radicaux de gauche), poste qu'il occupera jusqu'en février 1986, ayant toujours entretenu de bonnes relations avec François Mitterrand. Il est alors nommé par Louis Mermaz, président socialiste de l'Assemblée nationale, au Conseil constitutionnel pour une durée de 9 ans. Partisan de l'union de la gauche dès 1962, il soutiendra la candidature Mitterrand à la présidentielle de 1965. Devenu vice-président du parti radical-socialiste (1968-1970), il sera l'un des fondateurs du MRG qu'il présidera de 1973 à 1978. Signataire du Programme commun de gouvernement de la Gauche, avec le Parti communiste et le Parti socialiste, il quitte les négociations d'actualisation le 14 septembre 1977, créant la rupture de l'union de la gauche. À ce sujet, plusieurs journaux noteront que le rôle du Siècle aura été essentiel dans la rupture, un déjeuner opportun ayant réuni Fabre et un représentant de l'Élysée. Il démissionne de la présidence de son parti après les législatives de 1978 et siège parmi les non-inscrits à l'assemblée (jusqu'en 1980), tout en conservant une influence certaine au MRG puis à Radical : en 1995, il préside le comité de soutien à la candidature avortée de Jean-François Hory à la présidentielle. Vice-président de France-Israël information, il appartient au comité directeur de France-Israël Alliance Général Koenig. *Lectures et Tradition* (mars 1979) le donne comme « franc-maçon actif » mais sans indication d'appartenance d'obédience.

FAIVRE D'ARCIER Bernard. Administrateur civil né le 12 juillet 1944 à Albertville (Savoie). Marié en secondes noces à Madeleine Lévy, il est diplômé d'HEC, de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ena (où il a cofondé la section CFDT, avec Jérôme Clément). Administrateur au ministère des Affaires culturelles (1972), il refuse les grands corps à sa sortie et appartient à ces énarques « qui, dans la mouvance de l'après-68, ont choisi la culture plutôt que la politique, l'économie ou la diplomatie » (*Le Monde*, 8 juillet 1995). Il milite alors à l'extrême gauche (Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception – il vivait à l'époque avec la trésorière nationale de ce mouvement – Union de consommateurs, CFDT, etc.), avant de rejoindre le Parti socialiste peu après sa sortie de l'Ena. Il a effectué toute sa carrière dans le domaine culturel : chef de la division des interventions culturelles (1974-1976), directeur du festival d'Avignon (1980-1984), grâce à l'appui de François Mitterrand, avant d'en démissionner, en opposition avec la mairie RPR, et de retrouver un poste comme conseiller technique de Laurent Fabius à Matignon (1984-1986). Il prend alors la présidence de La Sept (1986), puis retourne auprès de Laurent Fabius comme chargé de mission auprès du président de l'Assemblée nationale (1988-1989). Directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la Culture de 1989 à 1992, il préside, à nouveau, à partir de 1992, le Festival d'Avignon (jusqu'en 2002) et le Centre national du théâtre (1989-1992). Fondateur de l'association Études et Cultures (1977), il figure parmi les signataires de l'appel des intellectuels refusant toute alliance entre la droite et le Front national dans les régions.

FALQUE-PIERROTIN Thierry. Président de société, né le 1[er] novembre 1959 à Neuilly (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'Essec et de Sciences-Po Paris, il débuta sa carrière chez JP Morgan à New York avant de rejoindre Pallas Finance (1987-1989) comme directeur adjoint. Il entre ensuite chez PPR où il sera directeur du développement de la CFAO (1990-1991), PDG de Transcap Logistique (1991-1992), directeur de la stratégie et du développement du groupe PPR (1992-1994), directeur général adjoint puis directeur général de Prisunic (1994-1997). Il sera ensuite PDG de Pinault Bois & Matériaux et PDG de Redcats. En 2009, il rejoint le groupe Kesa Electricals dont il devient directeur général. Son épouse, Isabelle Falque-Pierrotin, née Boulin, est membre du Conseil d'État, déléguée générale du Forum des droits sur l'internet, vice-présidente de la CNIL.

FARGE Jean. Inspecteur des Finances, né le 1[er] août 1928 à Tours (Indre-et-Loire). Issu d'une famille de militaires, cet énarque catholique fervent, véritable moine-soldat, a rejoint l'inspection des Finances en 1953. Affecté à

la direction de la comptabilité publique, ce modèle de rigueur en devient le directeur en janvier 1968 et demeurera le grand patron des percepteurs durant dix ans. En 1978, il est nommé sous-gouverneur au Crédit foncier puis responsable au ministère du Travail, en charge de la réforme de l'ANPE. Cet ami de Valéry Giscard d'Estaing entre au gouvernement en 1979 comme secrétaire d'État à la Sécurité Sociale sous la tutelle de Jacques Barrot, et y demeure jusqu'en 1981. En 1984, il participe à la rédaction du rapport Tricot sur les marchés financiers, tout en demeurant le numéro deux du Crédit foncier, alors qu'il aurait pu aspirer à la présidence de la Caisse des dépôts si VGE avait été réélu. En juillet 1988, ce barriste d'ouverture accède à la présidence de la Commission des opérations de bourse (COB), avant de devenir en juin 1990 président du PMU (jusqu'en 1997).

FARKAS Gabriel. Journaliste, né le 3 novembre 1922 en Hongrie, décédé en décembre 2001. Ce « Juif et communiste, déporté durant la guerre, demande asile à la France et devient journaliste à *France Observateur* » (*Libération*, 21 décembre 2001). Entré à *France-Soir* en 1956 comme rédacteur au service politique, il y devint grand reporter, chef des informations économiques, politiques et sociales, puis à partir de 1968 éditorialiste et rédacteur en chef. En 1988, il devient commentateur et éditorialiste, puis est nommé, en mars 1988, conseiller pour la communication auprès de Maurice Lévy, président du directoire de Publicis.

FARON Olivier. Universitaire, né le 22 novembre 1959 à Tours (Indre-et-Loire). Ce fils de médecins, passé par l'École normale supérieure (Saint-Cloud) et la Sorbonne est docteur en histoire et agrégé d'histoire. Il fut notamment adjoint au conseiller scientifique de l'ambassade de France à Rome, chercheur au CNRS et collaborateur de François Fillon au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (1993-1995). Nommé professeur à Lyon II, il sera ensuite conseiller pour les sciences humaines et sociales de Claudie Haigneré, ministre de la Recherche et des Nouvelles technologies (2002-2004). En 2005, il décroche le poste très recherché de directeur de l'École normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud (délocalisée ensuite à Lyon), en remplacement de Sylvain Auroux.

FASQUELLE Jean-Claude. Éditeur, né le 29 novembre 1930 à Paris. Fils et petit-fils d'éditeur, il a été le PDG de 1953 à 1967 de la société d'éditions Fasquelle qui, en 1960, fusionne avec Grasset. Administrateur et directeur général adjoint des éditions Grasset et Fasquelle en 1967, il prend la direction du *Magazine littéraire* trois ans plus tard (qu'il conserve encore aujourd'hui) et devient administrateur gérant de *Magazine-Expansion*. De 1980 à 2000 (remplacé par Olivier Nora), il sera PDG des éditions Grasset et Fasquelle, dont il était actionnaire à 15 %.

FAUGERE Jean-Paul. Préfet, né le 12 décembre 1956 à Paris XIIIe. Ce fils de préfet rejoignit le Conseil d'État à sa sortie de l'Ena (promotion Solidarité, 1981-1983) est également ancien de Sciences-Po (lauréat) et polytechnicien. Maître des requêtes en 1986 et conseiller d'État en 1998, il fut conseiller technique de Pierre Méhaignerie à l'Équipement (1987-1988), directeur financier du Commissariat à l'énergie atomique (1991-1994), directeur des libertés publiques au ministère de la Justice (1994-1997), préfet du Loir-et-Cher (1997-2001), de la Vendée (2001-2002). Directeur de cabinet de François Fillon aux Affaires sociales (2002-2004), il suit ce dernier à l'Éducation nationale (2004-2005). Nommé préfet de la région Alsace en 2005, il prendra des arrêtés d'interdiction contre les « soupes aux cochons » organisées par des mouvements nationalistes au profit de clochards. Il prend la direction du cabinet de François Fillon lorsque ce dernier est nommé Premier ministre par Nicolas Sarközy en 2007.

FAUGERE Mireille. Directrice de société, née le 12 août 1956 à Tulle (Corrèze). Cette fille d'un cheminot et d'une institutrice, ancienne élève de HEC (mariée à un HEC, secrétaire général d'un groupe d'assurances, sur lequel elle garde le secret le plus total), exemple de la méritocratie républicaine, a appartenu dans sa jeunesse à divers mouvements féministes (mais « l'association entre féminisme et homosexualité la gênait » selon

Femmes en tête). Elle a effectué la quasi-totalité de sa carrière à la SNCF où elle est entrée en 1979. Responsable du développement du réseau TGV Méditerranée à partir de 1987, elle a ensuite dirigé la gare Montparnasse (1991 à 1993) puis lance sur demande de Louis Gallois, en 2000, le site *voyages-sncf.com* qui deviendra le premier site marchand et de tourisme français. Membre du comité exécutif de l'entreprise (en raison de la volonté de féminisation voulue par Guillaume Pepy), elle devient directrice générale de SNCF Voyages et présidente de *voyages-sncf.com* (30 000 collaborateurs, 128 millions de billets). Brutalement relevée de ses fonctions en décembre 2009 pour s'être opposée au très fort relèvement (voulu par le gouvernement Fillon) des péages payés par les trains lors de leurs passages, celle qui en était devenue le n° 2 sera recasée momentanément, par Pepy (qui la conserve comme conseillère), comme administratrice d'EDF et d'Essilor, puis, en septembre 2010, grâce au soutien d'Anne-Marie Idrac et de Rose-Marie Van Lerberghe, alors que le poste est traditionnellement réservé à un inspecteur des Finances, comme directrice de l'AP-HP, le plus gros CHU d'Europe (37 hôpitaux, 570000 équipements, 72000 agents), avec pour mission d'en poursuivre la restructuration. Elle est brutalement débarquée (et remplacée par le socialo-sarközyste Martin Hirsch) par la ministre socialiste de la Santé Marisol Touraine le 4 novembre 2013, sous la pression de la CGT de l'AP-HP opposée à la fermeture de l'Hôtel-Dieu.

FAURE Maurice. Homme politique, né le 2 janvier 1922 à Azerat (Haute-Loire). Arrière-petit-fils d'un maire républicain révoqué par Napoléon III et fils d'instituteurs, ce radical rejoint le corps franc Pommiès. Agrégé d'histoire et géographie ainsi que docteur en droit, il fut attaché au cabinet d'Yvon Delbos, puis chargé de mission (1947-1948) et chef de cabinet de Bourgès-Maunoury. Député du Lot de 1951 (plus jeune député de France) à 1983, maire de Cahors de 1965 à 1989, sénateur de 1983 à 1988 et président du conseil général du Lot (1971-1995), il sera à plusieurs reprises secrétaire d'État aux affaires étrangères sous divers présidents du Conseil de 1956 à 1958 (à ce titre, il sera signataire du Traité de Rome en 1957), puis ministre de l'Intérieur et des Institutions européennes en 1958. Après avoir voté l'investiture de De Gaulle en 1958, il sera pourtant de 1958 à 1981 un opposant résolu au gaullisme. Il ne retournera au gouvernement qu'en 1981, comme éphémère garde des Sceaux (mai-juin 1981). François Mitterrand le chargera d'une mission officieuse de réorganisation du centre gauche, tentant par exemple de monter une liste « des deux Faures » aux élections européennes de 1984 (avec en arrière plan, Georges Berthoin, président européen de l'Organisation trilatérale) et soutenant finalement la liste Lalonde-Stirn-Doubin pour les États-Unis d'Europe. Il devient sénateur en 1983, avant de revenir au gouvernement après la réélection de François Mitterrand en mai-juin 1988 comme ministre de l'Équipement et du Logement. L'année suivante, François Mitterrand le désigne pour siéger au Conseil constitutionnel. Secrétaire général du Parti radical de 1953 à 1955, il le présidera de 1961 à 1965, puis de 1969 à 1971 (évincé par Jean-Jacques Servan-Schreiber). En 1971, il participe à la création du Mouvement des radicaux de gauche. Cofondateur de l'Institut Atlantique et pilier de France-Israël, président d'honneur du Mouvement européen, il appartient au groupe de Bilderberg et est proche de la Trilatérale. En 2007, il est nommé président du comité d'honneur du 50e anniversaire du traité de Rome.

FAURE Pascal. Ingénieur général des Mines, né le 1er février 1963 à Nice (Alpes-Maritimes). Fils d'un agent de la SNCF, cet ancien du lycée Thiers de Marseille est X-Mines et ingénieur de l'École nationale supérieure des télécommunications de Paris. Conseiller technique du ministre du Tourisme RPR Françoise de Panafieu (1995) puis de Jean-Claude Gaudin, ministre PR de l'Intérieur (1995-1997), il est, depuis 2009 vice-président du Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies au ministère de l'Économie et des Finances. Il est également administrateur de La Poste, de l'École normale supérieure, de France Telecom et de La Française des jeux.

FAURE Patrick. Directeur de société, né le 12 mai 1946 à Périgueux (Dordogne). Fils

du précédent et frère de Philippe (voir bio ci-dessous), cet énarque, également diplômé de l'IEP, a été de 1972 à 1974 en poste au service des participations de la Caisse des dépôts et consignations. Il devient alors conseiller du président de Précision mécanique Labinal, puis secrétaire général de cette société à la fin de 1975. Il rejoint la Régie Renault en 1978 et y effectuera la suite de sa carrière météorique: directeur de la succursale de Toulouse-Le Mirail (1970), secrétaire exécutif de la direction commerciale France (1980), directeur de Renault Autriche (1981), Renault Grande Bretagne (1982), directeur central des relations publiques (1984), directeur des affaires publiques et de la communication (1985), délégué général (1985), secrétaire général (soit le n° 2) de Renault (1988). Nommé également à la tête de Renault Sport en 1986, il a initié la politique de participation aux championnats de F1. Depuis 1990, il est directeur général adjoint et directeur commercial de la Régie Renault. Il appartient aux loges Logos et La Tierce sacrée de la Grande Loge nationale française.

FAURE Philippe. Haut fonctionnaire, né le 13 juin 1950 à Toulouse (Haute-Garonne). Fils de Maurice Faure et frère de Patrick, il a intégré le Quai d'Orsay, en 1976, à sa sortie de l'Ena (direction des conventions administratives et des affaires consulaires, puis direction des affaires africaines et malgaches). De juillet 1977 à mai 1981, il sera chargé de mission puis conseiller technique au cabinet du ministre Jean François-Poncet. Épargné par la vague rose, il sera envoyé à Washington (1981-1987) comme deuxième conseiller, puis chef du service de presse et d'information à l'ambassade de France. En mars 1987, il devient ministre conseiller à Madrid, avant d'entrer comme directeur général adjoint, en janvier 1990, de la Compagnie européenne de courtage d'assurances et de réassurances, leader de l'assurance en risques industriels. Ce proche d'Édouard Balladur et de Nicolas Bazire sera même vice-président du directoire, en septembre 1991, puis coprésident en mai 1993. Mais, il réintègre le Quai où il est nommé ambassadeur de France au Mexique (2000-2004) et au Maroc (2004-2006). Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, il devient ambassadeur au Japon en 2007.

FAURE Roland. Journaliste, né le 10 octobre 1926 à Montélimar (Drôme). Engagé volontaire en 1944, il entre comme journaliste au *Méridional* en 1947. Délégué en 1951 de l'Association de la presse latine d'Europe et d'Amérique en Amérique, il fonde en 1952 le *Journal français du Brésil*. En 1954, il prend en main la direction de *Toutes les nouvelles de Versailles* (qu'il n'abandonnera jamais), tout en assurant des fonctions de grand reporter dans le monde entier de 1955 à 1958. En 1959, il devient chef du service de politique étrangère et des affaires algériennes à *L'Aurore*, quotidien dont il devient rédacteur en chef adjoint en 1961, puis rédacteur en chef, chargé de la direction de la politique étrangère, en 1963 (jusqu'en 1971). En 1971, il est directeur délégué à l'administration générale du groupe, et de novembre 1978 à 1979 directeur de la rédaction et directeur politique de *L'Aurore*. Membre du conseil d'administration d'*Antenne 2* (1975-1979), ce vrai professionnel prend la direction de l'information de *Radio-France* en 1979, poste dont il démissionne en juin 1981 à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il lance alors la radio libre *CVS* qui connaîtra un succès certain dans la région versaillaise. En décembre 1986, il revient à *Radio-France* comme PDG et y demeure jusqu'en 1989, année où il est nommé par Alain Poher au Conseil supérieur de l'audiovisuel. Ce sioniste convaincu a épousé une lointaine cousine de Léon Blum. Il a participé notamment à un colloque du Grand Orient de France sur l'audiovisuel le 31 mai 1988. En 2003, il était médiateur à la Cour d'appel de Paris pour l'attribution des droits de télévision du football.

FAUROUX Roger. Président de société, né le 21 novembre 1926 à Montpellier (Hérault). Ce catholique fervent, licencié en théologie et parlant l'hébreu, est entré à Normale Sup (reçu premier à l'agrégation d'allemand) en 1947 et à l'Ena en 1953. Marié à Marie Le Roy Ladurie (fille du ministre de l'agriculture du maréchal Pétain et sœur de l'administrateur général de la Bibliothèque nationale), ce fils de proviseur (et petit-fils de paysan) fut

chargé de mission de Louis Joxe, ministre de l'Éducation, en 1960, puis entra en 1961 chez Pont-à-Mousson, sur l'instigation de son PDG, Roger Martin, qui l'avait remarqué et ne cessera de le pousser. Il y deviendra successivement directeur administratif (1963), directeur financier (1964), puis en 1972 directeur général adjoint de Saint Gobain-Pont-à-Mousson (nouveau nom du groupe depuis 1970). En 1975, il devient vice-président de Saint Gobain Industries. En 1978, Roger Martin le fait introniser comme son dauphin: en 1980, il devient PDG de Saint Gobain, poste qu'il gardera après la nationalisation (le fait qu'Alain Minc soit nommé directeur financier ne sera pas étranger au fait qu'il soit le seul PDG rescapé de la « vague rose »), jusqu'en janvier 1986 (date à laquelle son propre dauphin, Jean-Louis Beffa, lui succède), préférant partir plutôt que d'être remercié par le futur gouvernement. Il devient alors directeur de l'Ena, succédant à son ami Simon Nora. En mai 1988, Michel Rocard en fait son ministre de l'Industrie, du Commerce extérieur et de l'Aménagement du territoire. Dans le second gouvernement Rocard, il conserve l'Industrie et l'Aménagement du territoire et ne sera pas reconduit par Edith Cresson. En septembre 1995, il est nommé par François Bayrou à la présidence de la commission chargée d'élaborer la concertation nationale sur l'école, dont le rapport sera soigneusement enterré car trop dérangeant pour le ministre et le lobby enseignant. Depuis des nombreuses années, Roger Fauroux joue un rôle important (notamment financier) au sein de l'intelligentsia française. Président de la société des investisseurs du journal *Le Monde* en février 1986, il présidera d'octobre 1986 à mai 1988 les éditions (catholiques) du Cerf et assure depuis 1984 la vice-présidence du conseil d'administration de l'Institut catholique. Membre de la Commission trilatérale, il a également été président du Siècle de janvier 1987 à mai 1988, et est coprésident de la Fondation Saint-Simon, temple du politiquement correct et de l'idéologie maastrichienne, qu'il a très largement contribué à créer avec François Furet et Pierre Rosanvallon. Conseiller pour les affaires financières du cardinal Lustiger et vice-président de l'Institut Pasteur, il appartient également au comité de parrainage de la revue juive *Passages*. Membre du conseil commun d'Eurotunnel (1991), il est administrateur de la compagnie d'assurances Commercial Union (1992), du conseil de surveillance de Siemens (1993, il en est le seul Français) et pendant dix ans membre du conseil de surveillance de la Deutsche Bank. Maire de Saint-Girons de 1989 à 1995, il a poussé à la candidature de son ami Michel Rocard pour l'élection présidentielle de 1995, après avoir voté pour Raymond Barre en 1988. Il a été administrateur de nombreuses sociétés à partir des années 90.

FAURRE Pierre. Directeur de société, né le 15 janvier 1942 à Paris, décédé le 6 février 2001. Major de l'X, ingénieur des Mines, docteur ès-sciences et diplômé de Stanford, ce mathématicien hors pair entre comme directeur adjoint du centre d'automatique à l'École normale supérieure des Mines, en 1967. En 1972, il rejoint la Sagem dont il a épousé la fille du fondateur. Il en fera un mastodonte européen (15 milliards de F de chiffre d'affaires en 1994) des technologies de pointe (système de guidage de missiles, fax, mais aussi Radio Classique, Le Monde de la musique, etc.). Il y sera successivement secrétaire général (1972), directeur général (1983), et PDG en 1987. Depuis 1988, il est également PDG de la Société anonyme de télécommunications et a racheté les cristalleries Daum à la fin de 1995. Ayant toujours continué à enseigner, il est par ailleurs vice-président de la Coficem, structure de contrôle de la Sagem, et administrateur de Suez, Saint Gobain, Schlumberger, *Le Monde* (dont la Sagem détient 5 %), etc. Plus jeune membre de l'Académie des sciences lorsqu'il fut élu en 1985, il siège au conseil scientifique de la Défense et fut nommé président du conseil d'administration de Polytechnique en 1993, succédant à Bernard Esambert. En mai 1995, il a été coopté par Ambroise Roux au sein du conseil de l'Afep, association qui rassemble l'élite des grands patrons.

FAUST Jean-Jacques. Journaliste, né le 20 août 1927 à Rabat (Maroc). Fils d'officier supérieur, il fut journaliste à l'*Agence France Presse* (1950-1968, terminant comme rédacteur en chef adjoint à Paris), puis passa à *L'Express* comme rédacteur en chef adjoint

(1968-1974). Il devint alors directeur des relations extérieures (1975-1982) de Saint-Gobain, puis directeur général de Saint Gobain au Brésil (1982-1992).

FAUTRIER Bernard. Diplomate, né le 10 janvier 1945 à Monaco (principauté de Monaco). Conseiller du gouvernement pour les travaux publics et les affaires sociales de la principauté de Monaco en 1993-1994. Il sera par la suite ministre plénipotentiaire (1995), ambassadeur en Suisse (1995), au Liechtenstein (1996) puis ministre plénipotentiaire chargé de la coopération internationale pour l'environnement et le développement (depuis 1998).

FAUTZ Marcel. Magistrat, né le 21 février 1920 à Varangeville (Meurthe-et-Moselle). Entré dans la magistrature en 1943, cet ancien avocat fut juge à Versailles (1954-1968), vice-président du tribunal de Paris (1968-1970), conseiller à la Cour d'appel (1970-1975), tout en étant directeur adjoint du cabinet du président de l'Assemblée nationale en 1973. Directeur des affaires civiles à la Chancellerie (1976-1978), il devient conseiller à la Cour de cassation et a appartenu au Conseil supérieur de la Magistrature (1979-1983).

FAUVET Jacques. Journaliste, né le 9 juin 1914 à Paris, décédé le 1er juin 2002. Licencié en droit, il fut d'abord rédacteur à *L'Est Républicain*, à Nancy, de 1937 à 1940. Après sa captivité, il entre en 1945 au service politique du *Monde*, journal dont il sera successivement, de 1958 à 1963, rédacteur en chef adjoint, de 1963 à 1969 rédacteur en chef, directeur, de 1969 à 1982. Il est aussi, de 1968 à 1982, cogérant de la SARL *Le Monde*. Durant plus de vingt ans, il aura joué un rôle essentiel de magistère au sein du milieu intellectuel français, au sens large, modelant jour après jour les consciences des lecteurs du quotidien, cachant de moins en moins ses préférences pour la gauche socialiste et mondialiste. En 1983, il est président du jury du concours extérieur de l'Ena. En 1984, il préside la Commission nationale de l'informatique et des libertés. En 1988, il est jury des premiers Prix des droits de l'homme. Il a signé divers ouvrages politiques, en particulier *La IVe République* (1959) et l'*Histoire du Parti communiste français*, en deux tomes (1964-1965). Un de ses fils, Christian, a été chef du service politique de *L'Express*. Sa fille Sylvie est mariée au socialiste Michel Vauzelle.

FAVIER Denis. Général d'armée, né le 18 mai 1959 à Lons-le-Saunier (Jura). Fils d'un sous-officier du génie, ce Saint-Cyrien (sorti 4e), passé par le collège militaire d'Autun et le lycée militaire d'Aix, a dirigé le Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) de 1992 à 1997 (avec une difficile reprise de ce groupe en déshérence) et de 2007 à 2011 (ce qui reste unique). Celui qui est sans conteste l'un des plus brillants officiers de sa génération a notamment assuré la sécurité du G8 à Evian en 2003, a conduit la libération des otages du vol Air France à Marignane en 1994 (à ce jour, le plus grand exploit de ce groupe d'élite), celle des otages du voilier *Le Ponant* en 2008 (où il sera parachuté en pleine mer). Général de division en 2010 et d'armée en 2011, il a été commandant de la région Ile-de-France de 2011 à 2012 avant de devenir directeur général de la gendarmerie en 2013, ayant pour charge difficile de faire passer les réductions de personnels et les restrictions budgétaires. Entre-temps, il avait été brièvement conseiller gendarmerie au cabinet du ministre socialiste de l'Intérieur Manuel Valls en 2012-2013.

FAVIER Jean. Historien, né le 2 avril 1932 à Paris. Lauréat du concours général, major de l'École des Chartes, agrégé d'histoire, membre de l'École française de Rome de 1956 à 1958, docteur ès-lettres, ce spécialiste du Moyen Âge a été maître de conférences à la faculté de lettres de Rennes (1964), puis est devenu professeur d'histoire économique du Moyen Âge à Paris-Sorbonne. Directeur d'études à l'École pratique des hautes études, il s'est vu confier la direction générale des Archives de France en 1975 (poste qu'il occupe jusqu'en 1994). Il préside également le Conseil international des archives et le conseil d'administration de l'École normale supérieure depuis 1988. « Cet homme de pouvoir à la conversation souvent brillante (...) est également un bon navigateur : réputé giscardien à la fin des années soixante-dix, il a réussi à tenir la

barre des Archives sous tous les gouvernements de gauche, en dépit de tentatives répétées de la Rue de Valois (Jack Lang) pour lui ravir son poste » (*Le Monde*, 18 janvier 1994). Élu en 1985 à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, il est l'auteur de nombreux ouvrages et fut le maître d'œuvre, en 1993, d'un *Dictionnaire de la France médiévale*. Il sera, de janvier 1994 à 1997, président de la Bibliothèque nationale de France (premier président de la Très Grande Bibliothèque) tout en demeurant conservateur du Château de Langeais depuis juillet 1993. Il préside un grand nombre d'institutions culturelles.

FAVRE Philippe. Haut fonctionnaire, né le 16 août 1961 à Ambilly (Haute-Savoie). Ce fils de promoteur immobilier est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de la promotion Fernand Braudel (1985-1987) de l'Ena. Conseiller commercial de France, il fut secrétaire de la commission mixte franco-soviétique à la direction des relations économiques, conseiller commercial à Washington (1990-1993) et chef des services d'expansion à Hong-Kong (1993-1997). Conseiller technique du ministre de l'Économie et des Finances Jean Arthuis, où il était en charge du commerce extérieur, il le sera également auprès d'Yves Galland (1997), avant de devenir chef des services d'expansion économiques à Taïwan, après la défaite de la droite aux élections législatives. De retour à la DREE à partir de 2001, il devient directeur de cabinet de François Loos, ministre du Commerce extérieur en 2002, il sera par la suite directeur adjoint des cabinets de Nicolas Sarközy, Hervé Gaymard et Thierry Breton à Bercy (2004-2006) et enfin directeur de cabinet de Christine Lagarde, ministre du Commerce extérieur, de 2005-2006. Président de l'Agence française des investissements internationaux (2006-2008), cet homme à conseiller les ministres en coulisses est depuis lors directeur du réseau international d'Alstom.

FEFFER Marc-André. Membre du Conseil d'État, né le 22 décembre 1949 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'IEP de Paris, major de l'Ena (1976), il est devenu maître des requêtes en 1980. Secrétaire général de la commission des sondages en 1980-1981, il rejoint Bruxelles en novembre 1981 comme conseiller au cabinet de Gaston Thorn, président de la Commission des communautés européennes, puis sera, à partir de décembre 1984, administrateur délégué du Centre mondial informatique et ressource humaine (de Jean-Jacques Servan-Schreiber). De décembre 1985 à 1988 (donc aussi bien sous la gauche que sous la droite), il va diriger le Service juridique et technique de l'information du Premier ministre. Il entre alors à *Canal* + en 1988, où il sera secrétaire général (1988-1994) puis délégué général et directeur du comité exécutif. Directeur général délégué, chargé de la stratégie et de l'innovation à La Poste, il est aussi président du conseil de surveillance de Xange Capital (groupe La Poste), depuis 2004.

FELS Xavier. Directeur de société, né le 17 octobre 1945 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils d'un industriel et d'un médecin, cet ancien élève d'HEC et de l'Ena, également licencié en droit, est devenu secrétaire des Affaires étrangères en 1971. Après un passage au cabinet du ministre des Affaires étrangères Louis de Guiringaud (1976-1978), comme conseiller technique, il fut premier conseiller à Washington de 1980 à 1983, conseiller diplomatique à la Direction générale des télécommunications, secrétaire international du programme Eurêka (1986-1989) et secrétaire général de la délégation française aux Nations Unies (1990). Chargé de mission pour les affaires internationales de Catherine Tasca, ministre socialiste de la Communication (1991) puis conseiller diplomatique d'Hubert Curien, ministre mitterrandien de la Recherche, de la Technologie (1991-1993), il est devenu, en 1993, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'organisation de l'aviation civile internationale. En 1995, ce spécialiste des réseaux, fin connaisseur du lobbying, est devenu directeur des relations extérieures de Peugeot, puis de PSA (jusqu'en 2007). Ce franc-maçon (Grand Orient de France) préside depuis lors le Comité français des constructeurs d'automobiles.

FERNANDEZ Ramon. Administrateur civil, né le 25 juin 1967 à Paris XVe. Il est le

petit-fils de l'écrivain talentueux, journaliste et essayiste Ramon Fernandez (de Arteaga), fils d'un consul du Mexique à Marseille. Naturalisé français en 1919, il devint l'un des plus grands critiques littéraires qui fut successivement socialiste, communiste, fasciste puis collaborationniste. Membre du bureau politique du Parti populaire français, il collabora notamment à *La Gerbe*, *La Nouvelle revue française* (dirigée par Pierre Drieu La Rochelle et dont il prendra la succession après la démission de ce dernier). Son décès, le 2 août 1944, lui évitera d'être poursuivi pour crime de la pensée (en revanche, sa seconde épouse, Betty Bouwens, sera tondue). Il eut pour fils l'écrivain Dominique Fernandez (né le 25 août 1929), membre de l'Académie française, normalien, docteur ès lettres, professeur d'italien (et spécialiste de la civilisation italienne, cf. par exemple *Porporino ou les mystères de Naples*). Il a consacré à son propre père un bel ouvrage d'hommage filial, *Ramon* (Grasset, 2009) et l'a évoqué lors de sa réception sous la Coupole: «Je vous demande d'accueillir avec moi l'ombre de quelqu'un qui avait plus de titres à prendre ma place et à qui je dois d'être celui que je suis: Ramon Fernandez, mon père.» Homosexuel flamboyant et revendiqué (il se présente comme le «premier académicien ouvertement gay», ce qui est très inexact, et a fait figurer Ganymède sur le pommeau de son épée), il a été marié de 1961 à 1971 à l'écrivain (Prix Chardonne 1996, membre du Jury Femina), traductrice, critique littéraire et biographe Diane (Jacquin) de Margerie, héritière d'une illustre famille depuis Louis XV (elle est petite-fille et fille d'ambassadeur), fille du diplomate Roland Jacquin de Margerie et de Henriette Fabre-Luce. Son frère, Bertrand de Margerie (décédé en 2003) a été l'un des derniers théologiens français. Ramon Ferandez est donc le cousin germain de l'inspecteur général des Finances Gilles de Margerie, ancien collaborateur de Michel Rocard, directeur général adjoint du Crédit Agricole Indosuez, directeur général de Ricol Lasteyrie, fondateur et président du club socialiste En temps réel, etc. Ramon Fernandez a épousé Justine Lesourne, présentée au *Who's Who* comme «professeur des écoles» (institutrice) mais surtout fille du trilatéraliste Jacques Lesourne, entre autres polytechnicien, président de l'association Futuribles international et ancien directeur du *Monde*. Diplômé de Sciences-Po Paris, Ramon Fernandez est issu de la promotion Léon Gambetta (1991-1993) de l'Ena. «La vie professionnelle de Ramon junior se confond avec l'histoire de l'économie française de ses seize dernières années (*Les Echos*, 27 février 2009).» Entré à la direction du Trésor en 1993, ce non-inspecteur des Finances a été administrateur suppléant du Fonds monétaire international (1997), vice-président de la Caisse nationale des télécommunications (2000-2001), administrateur du Commissariat à l'énergie atomique, des Charbonnages de France, de Framatome, de l'Erap, de la Compagnie nationale du Rhône, etc. Conseiller technique du ministre de l'Économie chiraquien Francis Mer en 2002, il devient sous-directeur du Trésor en 2003, en charge de la dette, du développement et des marchés émergents. Proche de François Pérol, il sera le conseiller économique de Nicolas Sarközy à l'Élysée à partir de 2007 avant de devenir directeur du cabinet du ministre des Affaires sociales Xavier Bertrand l'année suivante. La crise financière de 2008 va rapidement lui donner un rôle de premier plan même s'il demeure dans la coulisse. En mars 2009, le «hussard de l'euro» succède comme directeur du Trésor à Xavier Musca (*F&D* 325), lui-même nommé secrétaire général adjoint de l'Élysée. Tous les deux vont piloter la politique financière de la France durant la fin de l'ère Sarközy. Sa compétence incontestée lui permet de conserver son poste après la victoire du socialiste François Hollande. «Inconnu du grand public, ce svelte haut fonctionnaire est le directeur général du Trésor, le ministre bis (NDA: des Finances) […] Il appartient à la caste des grands argentiers, qui ont quasiment droit de vie et de mort sur l'euro […] Les politiques passent, le directeur du Trésor reste […] Le Trésor est craint pour son immense pouvoir d'influence. Les majors de l'Ena rêvent d'y démarrer leur carrière […] Les turpitudes de la finance américaine, la crise de l'euro, le sauvetage de la Grèce, le naufrage de Dexia puis du Crédit immobilier, le débat sur les 3 %, le plan de compétitivité. Depuis cinq ans, les lumières des bureaux du Trésor ne s'éteignent jamais (*Le Nouvel observateur*, 13 décembre 2012).»

FERNIOT Jean. Journaliste, né le 10 octobre 1918 à Paris. Collaborateur en 1944-1945 de l'*AFP*, il est de 1945 à 1955 coresponsable (avec Bernard Lefort) du service politique de *Franc Tireur*. En 1949, il est rédacteur politique, puis en 1952 chef du service politique et de 1955 à 1958, directeur de la rédaction de la *Société générale de presse*. Chroniqueur politique à *L'Express* en 1958, il y revient comme corédacteur en chef en 1963, et chroniqueur de 1963 à 1969, après un intermède à *France Soir*, de 1959 à 1963, comme chef du service politique. En janvier 1967, il entre comme éditorialiste à *RTL*, avant d'en devenir chroniqueur politique. Par ailleurs, de 1967 à 1969, il sera éditorialiste politique, puis en janvier 1970 rédacteur en chef, et adjoint au directeur général de *France-Soir*. Pendant vingt ans, il fut l'un des deux ou trois journalistes politiques les plus puissants de Paris, le premier à bénéficier d'une voiture avec téléphone, et à qui *RTL* avait installé un studio d'enregistrement dans son hôtel particulier. Selon Charles Gombault, rédacteur en chef de *France-Soir*, il pouvait «téléphoner à n'importe qui, à n'importe quelle heure», disposant de relations dans tous les partis. Marié en secondes noces – et divorcé – à la sœur de Jean-Jacques Servan-Schreiber (dite Christiane Collange), ce sioniste convaincu (dont le père fut un sympathisant de Marcel Déat durant l'Occupation) est membre d'honneur de la Licra et a appartenu au Comité de solidarité avec les Juifs d'URSS. Il a publié de très nombreux ouvrages et essais politiques.

FERONE Geneviève. Présidente de société, née le 12 mars 1963. Docteur en droit international économique (Panthéon-Sorbonne) et diplômée de l'École supérieure de commerce et d'administration des entreprises, elle a d'abord exercé dans différentes organisations internationales (Nations Unies, OCDE, OSCE, Agence international de l'énergie atomique), avant d'être associée au cabinet KHN Consulting à San Francisco, se spécialisant dans les fonds de pension et l'investissement socialement responsable. Présidente de 1997 à 2002 de l'Arèse, la première agence française de notation sociale et environnementale sur les entreprises cotées (financée par la Caisse des dépôts), elle en fut écartée au profit de Nicole Notat, ancienne secrétaire générale de la CFDT. Elle fonde alors Core Ratings SAS (1,5 million d'euros de CA), détenu partiellement par la Fimalac de Marc Ladreit de Lacharrière. Elle devient directrice du développement du groupe Eiffage en 2006, puis de Véolia Environnement en 2008. Elle a été sélectionnée comme *Young Leader* en 2001 par la French American Foundation.

FERRAND Olivier. Haut fonctionnaire, né le 8 novembre 1969 à Marseille (Bouches-du-Rhône), décédé le 30 juin 2012 à Velaud. Fils de Claude Ferrand et de Marie-José Lembo, il a épousé Carole Moreau, directeur de société, qui appartient au collège des fondateurs de Terra Nova (indiquée sous son nom de jeune fille, c'est la seule à n'avoir ni photo ni CV sur le site de l'association). Passé par les lycées Perier (Marseille) et Louis-le-Grand (Paris), ce fort en thème a enchaîné avec l'Institut d'études politiques de Paris puis HEC. Il est également titulaire d'un DESS de fiscalité internationale et d'une maîtrise de droit. Il a ensuite rejoint l'Ena (promotion Marc Bloch, 1995-1997). Tenant de la «social-démocratie» mondialisée et anti-interventionniste, il est entré au Parti socialiste par le biais des jeunes rocardiens. «À 38 ans, cet inspecteur des finances (en réalité, un administrateur civil) appartient à la queue de comète de la génération des jeunes énarques qui rejoignirent le PS au milieu des années 90 (*Le Monde*, 27 août 2009).» Affecté à sa sortie de l'Ena à la direction du Trésor, l'une des directions les plus prestigieuses de la haute administration, il s'est occupé des négociations financières internationales et de la préparation des grands sommets (G7, OMC, OCDE, FMI) puis des négociations européennes. En 2000, il devient aussi le secrétaire du Comité national de l'euro, et peut être considéré, à ce titre, comme l'un des introducteurs de l'euro en France. Il entre, en 2001, au cabinet du Premier ministre socialiste Lionel Jospin, comme conseiller technique aux affaires européennes. Il entre en politique en 2001, devenant maire-adjoint (finances, développement économique, communication, urbanisme) PS du III[e] arrondissement de Paris. Durant la campagne présidentielle de Lionel Jospin en 2002, il coordonne le pôle «études, ripostes et propo-

sitions ». Par la suite, il sera aussi conseiller du représentant français à la Convention sur l'avenir de l'Europe Pierre Moscovici et appartiendra au groupe des conseillers politiques du président de la Commission européenne Romano Prodi. Européiste convaincu, il rédigera, en 2004, le rapport *Construire l'Europe politique* que Romano Prodi avait commandé à Dominique Strauss-Kahn. La même année, il prend la tête, comme délégué général, d'A gauche en Europe, association fondée par Dominique Strauss-Kahn et Michel Rocard. Très lié au futur directeur général du Fonds monétaire international, celui qui sera délégué national du PS aux questions européennes dirige le cabinet de DSK durant les primaires socialistes de 2006 pour l'élection présidentielle. La même année, il rédige avec Guillaume Klossa, conseiller technique de Jean-Pierre Jouyet durant la présidence française de l'Union européenne, *Peut-on faire l'Europe sans les Européens?* (remis au Conseil européen en juin 2006). Il a également cosigné, avec Rémy Rioux et François Adam, le manuel *Finances publiques* (Presses de Sciences Po, 2007), *Pour une primaire à la française* (avec Olivier Duhamel, Terra Nova, août 2008), *L'Europe contre l'Europe* (Hachette, 2009) et *Primaire: comment sauver la gauche* (avec Arnaud Montebourg, Seuil, 2009). Signe de son influence, il est sélectionné comme Young Leader 2005 de la French-American Foundation. C'est sans doute par ce biais qu'il entretient d'étroites relations avec diverses fondations anglo-saxonnes, en particulier avec le Policy Network britannique ou que Ferrand a conduit une mission, du 11 au 20 décembre 2008, juste après la campagne présidentielle aux États-Unis pour en tirer des leçons de modernité pour le PS en France (une soixantaine d'entretiens avec les principaux collaborateurs de Barack Obama et Hillary Clinton). Pour cette opération, Terra Nova bénéficie d'un partenariat avec le Quai d'Orsay, du soutien financier d'entreprises comme Euro RSCG & Co (Laurent Habib) ou Opinion Way (Bruno Jeanbart), mais aussi d'organisations atlantistes comme le German Marshall Fund of the US ou le Center for American Progress. Il est en effet le fondateur en 2008 et la principale tête pensante d'une fondation sociale libérale mondialiste, Terra Nova, qui aura pour objectif de « favoriser la rénovation intellectuelle de la social-démocratie » et de « contribuer à sortir le progressisme de l'impasse dans lequel il se trouve » en repensant « le modèle de l'État providence dans une économie ouverte ». En 2007, il se fait parachuter, avec le soutien de François Hollande, dans la 4e circonscription des Pyrénées-Orientales, une circonscription en or détenue par le socialiste Henri Sicre depuis 1988. La greffe prend très mal, d'autant qu'un candidat a déjà été désigné à 62 % par les militants locaux. Ferrand est quand même imposé, mais il sera dépassé, au premier tour, par le candidat socialiste dissident, désigné par les militants, le conseiller général et maire d'Argelès-sur-Mer Pierre Aylagas (15,25 % contre 17,92 %). Au second tour, l'UMP Jacqueline Irles l'emporte avec seulement 50,25 %. À noter que les comptes de campagne de Ferrand seront rejetés. En 2008, il se fait modestement élire maire-adjoint de Thuir et devient vice-président de la communauté de communes des Aspres. Mal implanté et peu apprécié, il recherche une circonscription en Ile-de-France. Terra Nova, lancé à grand son de trompette en 2008 revendique 700 adhérents. Ferrand est parti d'un constat simple: quand elle n'est pas au pouvoir, la gauche manque cruellement de programme et d'expertise. À lui de bâtir la plate-forme idéologique et programmatique qui permettra de revenir au pouvoir. Il faut donc réunir quelques centaines de « technos » capables de fournir, en temps réel, des notes de cabinet pour disséquer les actions gouvernementales et faire des propositions. Bref, pour Ferrand, « convertir le diagnostic des intellectuels sur la société française en propositions politiques ». Un « objet politique non identifié (qui) entend s'affirmer comme le pôle de la réflexion social-démocrate en France (*Le Nouvel observateur*, 6 mars 2008). » Se qualifiant de « fondation progressiste », elle associe en réalité quelques-uns des plus beaux fleurons de la « gauche caviar »: son vice-président est le banquier d'affaires Christophe Bejach, cofondateur et président du conseil de surveillance de L'Avion. Ingénieur et titulaire d'un MBA du groupe HEC (ISA), il a effectué une carrière orientée dans l'investissement dans des entreprises européennes ou américaines. Directeur associé du groupe Euris

(1993-2001), il a rejoint en 2001 la Compagnie financière Saint-Honoré, holding du groupe LCF Rothschild, dont il est aujourd'hui membre du directoire et directeur général adjoint. La trésorière, Laurence Girard, est conseiller PS du VII[e] arrondissement de Paris. Diplomée d'HEC, elle est une spécialiste du microcrédit. Le directeur du cabinet des experts est Jean-Philippe Thiellay, rapporteur public et membre du Conseil d'État. Parmi les administrateurs figurent le préfet Alain Christnacht, Louis Dreyfus, directeur général du Nouvel observateur, Roger Godino, ancien doyen de l'Insead, etc. Pas exactement des « miséreux ». Son conseil d'orientation scientifique (divisé en collège universitaire, collège société civile et collège international) laisse pantois au vu de la qualité des membres: économistes, PDG de grandes sociétés, commissaires européens, sociologues, chercheurs au CNRS, historiens, banquiers d'affaires, préfets, etc. On y trouve aussi une foultitude de présidents ou de représentants de *think tanks* et d'associations comme Jean-Pierre Dubois, ancien président de la Ligue des droits de l'homme, Gilles de Margerie, président de En temps réel, Bruno Rebelle, ancien président de Greenpeace, Bernard Spitz, fondateur des Gracques, Hakan A. Bengtsson, directeur du *think tank* suédois Arena, Matt Browne, ancien directeur de Policy Network, Fabienne Hara, vice-présidente de l'International Crisis Group (américain), François Lafond (Italie), délégué général du *think tank* Glocus, Will Marshall (US), président du Progressive Institute, Joakim Palme (suédois), directeur de l'Institute for Futures Studies, etc. À nouveau investi par le PS, mais cette fois dans la 8e circonscription des Bouches-du-Rhône, il devient enfin député (40,48 %) à l'issue d'une triangulaire avec l'UMP Nicolas Isnard et le FN Gérald Gérin. La coqueluche des « bobos » et de la gauche libéralo-libertaire mondialiste décède peu après d'une rupture d'anévrisme.

FERRERO Dominique. Banquier, né en mars 1947 à Nice (Alpes-Maritimes). Il est le fils d'un chauffeur routier. Cet ancien élève de l'École normale supérieure a milité très activement dans les rangs trotskistes dans sa jeunesse (cf. notamment *Capital*, janvier 2000). *Challenges* (février 2000) précise qu'il est « une bête politique formée à l'école rigoriste du trotskisme, brevet dont il ne parle jamais ». Ce qui explique sans doute qu'il n'ait pas pris la voie royale (l'Ena), qu'il ne soit, semble-t-il, titulaire d'aucun diplôme de l'enseignement supérieur (en tout cas, pas l'agrégation ou le capes), qu'il ne figure pas au *Who's Who* et que sa biographie officielle ne débute qu'en 1978, alors qu'il avait déjà 31 ans (il fut sans doute « établi » auparavant). Il n'entre donc qu'en 1978 à la Banque française du commerce extérieur, comme attaché de direction avant d'être chargé de mission à la direction du Trésor (1982-1983). Conseiller technique du ministre socialiste du Commerce extérieur et du Tourisme Edith Cresson en 1983-1984 (c'est-à-dire à l'époque d'un très strict contrôle des changes), ce « fin politique » (étiquette revenant régulièrement dans les articles qui lui sont consacrés) la suivit, comme chargé de mission, au ministère du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur (1984-1986). Revenu à la BFCE lors de la première cohabitation, il en devient le sous-directeur (1986), directeur du développement (1988) puis directeur général adjoint (1991-1994). En 1994, ce directeur général de la BFCE (qui sera rebaptisée, en 1996, Natexis, à la suite du rapprochement avec le Crédit national) devient directeur général de Natexis Banques Populaires en juillet 1999. En octobre de la même année, il succède (par le cabinet de chasseurs de tête Russell Reynolds) à l'influent delorien Pascal Lamy, devenu commissaire européen, comme directeur général du Crédit lyonnais (c'est-à-dire n° 2 derrière Jean Peyrelevade). « Les qualificatifs élogieux abondent: intelligent, fin, rusé, rapide. Presque trop beau pour être vrai. « Le meilleur banquier de sa génération » confie un bon connaisseur du monde financier français. Que l'on dit aussi redoutable tacticien, tueur à ses heures, dissimulateur parfois si cela lui permet d'arriver à ses fins (*La Tribune*, 7 mars 2000). » Peu après son arrivée, il applique les méthodes qu'il a si bien apprises auparavant: il écarte la vieille garde des sous-directeurs et directeurs (une douzaine sera mutée ou remerciée en quelques mois) et propulse des proches aux postes clés (cf. *Le Bras droit de Peyrelevade fait valser les têtes*, *Capital*, avril 2001). Il organise le rapprochement du Crédit lyonnais et du Crédit

agricole, mais sera remercié en 2003. Il passe alors chez Merrill Lynch comme senior advisor, s'occupant plus particulièrement des liens avec les Caisses d'épargne. En 2006, il prend la tête du projet Natixis, banque de financement et d'investissement comme conseiller spécial des deux groupes (Caisses d'épargne et Banques populaires), en qualité de directeur général, avec des pouvoirs renforcés en 2008, malgré de très mauvais résultats. Il est finalement débarqué en avril 2009.

FERRY Dominique. Ingénieur, né le 23 mai 1944 à Paris. Cet X-Mines a été ingénieur de recherche et chargé de cours aux Mines en 1968-1969, puis contrôleur de gestion de la société Express-Union (1969-1971), avant de devenir en 1971 directeur du cabinet de Simon Nora, directeur général d'Hachette, où il participera de près au lancement du *Point*. Secrétaire général du groupe presse Hachette (1973-1978), il sera nommé en 1974 cogérant et directeur général de France Éditions et Publications (*Elle*, *France-Dimanche*), puis PDG (1976-1978), ainsi que PDG d'Edi 7, président du conseil de gérance de *Télé 7 jours*, gérant unique du magazine *Parents*. En 1982, il est promu conseiller du PDG d'*Europe 1*, PDG du *Nouvel économiste* (jusqu'en juin 1983) et sera de janvier à septembre 1983 président d'Affichages Giraudy. C'est alors que, fin 1983, cet ancien élève des jésuites à Saint-Louis-de-Gonzague, qui pouvait aspirer aux plus hautes fonctions au sein du groupe Hachette, démissionna de tous ses mandats, pour rejoindre avec sa famille une communauté charismatique à Lyon. « J'ai fait la rencontre personnelle, intime, aveuglante, du Christ ressuscité. Cette parole voulait dire : laisse ton métier et mets-toi au service de l'Église. » Catholique fervent, il y prendra la direction d'un centre de formation théologique, et se fera ordonner diacre en 1989. Il devient la même année attaché de presse de Mgr Albert Decourtray. L'une de ses filles, Stéphanie, travaille à *La Correspondance de la presse* et à *La Correspondance de la publicité*.

FERRY Jacques. Industriel, né le 28 avril 1913 à Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle). Président, entre autres, de l'Association des grandes entreprises françaises faisant appel à l'épargne et de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, cet industriel, prototype du « grand patron » des années cinquante et soixante, joua un grand rôle dans le secteur sidérurgique. Il fut notamment vice-président du CNPF et président de sa commission de politique économique générale (à partir de 1974). Membre du conseil d'administration de l'Institut français des relations internationales, il a présidé ou appartenu à des dizaines de conseils d'administration (Solmer, Paternelle, Charbonnages de France, Omnium de participations financières, Banque de France, etc.)

FERRY Luc. Universitaire, né le 3 janvier 1951 à Colombes (Hauts-de-Seine). Cet universitaire joue un rôle majeur, non seulement dans le milieu intellocrate parisien, où il représente l'aile humaniste et libérale (« aronienne »), mais aussi dans l'Éducation nationale, comme directeur des programmes. Agrégé de philosophie et docteur en Sciences-Politiques, il est professeur agrégé de Sciences-Politiques. De 1977 à 1979, il a enseigné à l'école normale d'Arras, fut chargé de cours à l'université de Reims, professeur à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, jusqu'en 1982, chargé de cours à Paris X (1980-1982), chargé de cours à Paris I (à partir de 1980). De 1982 à 1988, il est professeur de Sciences-Politiques à l'université de Lyon II, et à partir de 1989 professeur de philosophie à l'université de Caen. En 1994, il est nommé par François Bayrou président du Conseil national des programmes au ministère de l'Éducation nationale, poste majeur où se définissent les grilles d'enseignement (la commission Fauroux, maître à penser de la Fondation Saint-Simon, s'est largement inspirée de ses thèses pour rédiger son rapport sur l'avenir de l'éducation). Il a fondé en 1974 le Collège de philosophie (et en demeure le secrétaire général depuis lors). À la tête depuis 1987 de la section idées/essais de *L'Express*, il est devenu chroniqueur au *Point* en 1995. Membre de l'intellocratie dirigeante, il a signé en 1992 l'appel contre la proportionnelle, tant par hostilité contre le FN que contre les écologistes, qu'il perçoit comme un danger majeur des années à venir. Membre de la Fondation Saint-Simon et directeur de collection chez Grasset, il a publié divers essais philosophiques comme *La Pensée 68* (essai sur

l'antihumanisme contemporain), *Heidegger et les Modernes*, *Pourquoi ne sommes-nous pas nietzschéens ?*, *Le Nouvel ordre écologique*. Il a été ministre de l'Éducation nationale, de 2002 à 2004, et vivra assez mal son éviction du gouvernement. Il est nommé président délégué du Conseil d'analyse de la société et entre au Conseil économique et social.

FEUILHADE de CHAUVIN (Comte) Tanneguy de. Inspecteur des Finances, né le 6 mai 1918 à Veneux-les-Sablons (Seine-et-Marne). Cet inspecteur des Finances (1945) a rejoint le Crédit lyonnais en 1951. Il sera tour à tour directeur à la direction générale (1961), directeur du secteur financier et international (1967), directeur général adjoint (1968). Il a également été président et vice-président de ses diverses filiales.

FEVRE Charles. Haut fonctionnaire, né le 2 février 1933 à Arc-en-Barrois (Haute-Marne). Fils d'un employé de bureau, inspecteur des impôts, il entre à l'Ena, et devient à sa sortie administrateur civil. Il occupe de 1966 à 1971 des fonctions de conseiller technique auprès des ministres des Transports André Bettencourt, Jean Chamant et Raymond Mondon. Conseiller général de Haute-Marne (1992-2004), conseiller régional (1986-1992), maire de sa ville de naissance (1983-1989), il sera député UDF (proche de Charles Millon) de la Haute-Marne de 1978 à 1997. En 1983, il a défendu les transports routiers face à Charles Fiterman, ministre des Transports, qu'il accusait de favoriser le rail. De 1986 à 1988, il a été à l'Assemblée rapporteur du budget de l'Urbanisme et du Logement. Admis à faire valoir ses droits à la retraite (1984), il est premier vice-président puis président (1989-2001) du Comité départemental du tourisme de Haute-Marne, président de l'association Habitat-développement Addar-Pact de la Haute-Marne (1998-2004).

FIELD Michel (né FELDSCHUH, dit). Journaliste et animateur, né le 17 juillet 1954 à Saint-Saturnin-lès-Apt (Vaucluse). Il est le fils de Jacqueline Lévy (dont la mère avait épousé, en secondes noces, le maire de Saint-Saturnin), et d'Ernest Feldschuh, dit Field, ingénieur-conseil autrichien (mais d'origine hongroise) qui s'était réfugié en France après l'Anschluss. Salarié chez Ferrodo puis dans des organismes de planification et d'aide au développement dans le tiers-monde, celui-ci devait travailler pour le père de Paul-Loup Sulitzer qui leur prêta l'argent pour acheter un appartement dans le XVIe arrondissement. Membre du Parti communiste et de la CGT aux usines de La Seyne, il s'installa par la suite en Côte-d'Ivoire. En 1983, il fera reparler de lui, ayant été arrêté, accusé d'avoir détourné 4,4 milliards de Francs CFA. Condamné à vingt ans de prison, il sera gracié l'année suivante (après la visite de Michel Field à Houphouët-Boigny). Michel Field est passé par les lycées parisiens Claude-Bernard, Balzac, Condorcet, où il milita, dès l'âge de quinze ans, dans les rangs trotskistes, étant un responsable des Comités d'action lycéens, avant d'adhérer, à sa fondation, à la Ligue communiste, puis au Front communiste révolutionnaire et à la Ligue communiste révolutionnaire. Il en sera l'un des dirigeants nationaux (« ancien membre de sa direction nationale », signale *Libération*, 22 mars 1999), signant dès l'âge de quinze ans son premier essai, chez Maspéro, *Jeunesse et Révolution*, avec Jean-Marie Brohm (avec lequel il créera, par la suite, la revue *Quel corps ?* (« tentative hallucinée de marier cul et pavé ») et participera au boycott de la Coupe du monde de football en Argentine). Par la suite, il collabore à *Rouge*, y tenant la rubrique lycéenne sous les pseudonymes de Beauchamp et Saturnin. En avril 1973, il prend la tête des manifestations contre la réforme du service national (« loi Debré ») alors qu'il est en hypokhâgne à Condorcet (il aura droit à un reportage dans *Paris-Match* et passera, à la télévision, le 3 juin, avec le ministre de l'Éducation nationale d'alors, Joseph Fontanet). À l'époque, il se déclare favorable pourtant au service national : « Parce que nous y serons contraints par les gens d'en face, nous pensons que nous changerons de société par la force. Nous pensons que la lutte armée n'est pas à exclure. Qui dit lutte armée, dit se servir d'armes. Donc nous disons : Pourquoi laisser à la bourgeoisie le privilège de se servir d'armes ! » Après avoir signé *L'École dans la rue* (1973, qui fut le premier livre édité par Bernard-Henri Lévy chez Grasset), il rejoint les facultés de Nanterre et

Vincennes, ayant échoué à l'École normale supérieure, et s'inscrit en philosophie: « La philosophie doit permettre de percer le carcan idéologique [...] Le marxisme est la seule philosophie qui n'ait pas fait faillite. Il y a eu des courants qui se sont réclamés du marxisme et qui ont échoué. Mais je crois que le marxisme, en tant que philosophie, est toujours valable (*Le Point*, 9 avril 1973). » Il prend toutefois quelques distances avec le trotskisme officiel, une fois le capes obtenu (à sa troisième tentative), puis l'agrégation de philosophie (ainsi qu'un DEA sur Hegel): « Je suis toujours un militant actif à la Ligue communiste mais mon combat se porte ailleurs (*Le Nouvel observateur*, 17 mars 1975) ». Il a d'abord enseigné à l'École normale d'instituteurs de Douai (1979-1982) puis à Versailles de 1982 à 1993. En parallèle, il conduit une intense activité éditoriale, se tournant peu à peu vers le journalisme et l'audiovisuel: *Les Nouvelles littéraires* (1984-1985), *Le Matin de Paris*, *L'Autre Journal*, *Panorama* sur *France-Culture* (1984-1992), *Ciel, mon mardi!* sur *TF1* où il sert de « joker philosophique » à Christophe Dechavanne (1989-1992), etc. En 1992, il lance et présente *Le Cercle de minuit* sur *France 2*, puis sera le producteur-présentateur de *La Grande famille* (en remplacement de Jean-Luc Delarue), *Pas si vite* et *L'Hebdo* sur *Canal* + (1994-1997). Il anime également, pas toujours avec succès, *Découvertes* (1994-1995), *Génération Europe 1* (1995-1997). En 1996, il sera l'un des quatre journalistes sélectionnés par Claude Chirac et Jacques Pilhan pour interroger Jacques Chirac. Il lance alors sa propre société de production, la Field Compagnie SA (1997), produisant notamment *Public* pour *TF1* (1997-1999), *La Marche du siècle* (1999-2000), *Prise directe* (2000) pour *France 3*, *Ce qui fait débat* (2000), *Chante, la vie chante* (2000), *Bandes à part* (*TF1*), ainsi que la chaîne internet *alatele.com*. *De Marx à Bouygues* titrera à son propos *Le Monde* (31 août 1997), qui cite Alain Krivine: « Le parcours de Michel Field prouve que la Ligue sert à quelque chose. » Il a également animé *Field dans ta chambre* (devenu *Ça balance à Paris*) sur *Paris-Première*, *Le Oui/Non* sur *LCI*, *Au Field de la nuit* sur *TF1*, a un rendez-vous hebdomadaire (puis quotidien) sur *Europe 1*, *Café Découverte*, et sur Wanadoo, *Politique directe*, coanime *Médiapolis* avec Olivier Duhamel, etc. Auteur de divers essais (comme *Petits dialogues entre amis*, cosigné avec le philosophe André Scala, ou *Jours de manif* en 1996) et romans, il a signé des ouvrages très autobiographiques ou érotiques comme *Le Passeur de Lesbos* (un homme dont la femme part avec une autre femme) ou *Impasse de la nuit* (sélectionné pour le prix du Crazy Horse Saloon) qui retrace la vie d'un pervers. Dans *Penthouse* (avril 1991), il explique (voir aussi son entretien à *Généreux*, octobre 1997): « Bien sûr que je le suis. Peut-on vivre sans l'être? Je suis contre les faux-fuyants. Il faut aller au bout de son expérience, tout au bout [...] Avant tout, je suis un voyeur. Tout le reste en découle [...] Je suis, si vous voulez, obsédé sexuel, encore que je n'aime pas trop ce mot parce que justement ce n'est qu'un mot... J'assume, je persiste et signe en affirmant qu'il y a quelque chose de rassurant dans la débauche sauvage que le voyeur vrai découvre dans certains hauts lieux de la baise comme le Bois de Boulogne, la rue Saint-Denis. » Ce qui lui vaut d'être qualifié par *Le Nouvel Observateur* (septembre 1992) de « pilier du Bois de Boulogne ». Quant au *Nouvel économiste* (7 juin 1996), il révèle que « la nuit, il lui arrive de dériver du côté des peep-shows de Pigalle, des rendez-vous échangistes de la porte Dauphine ou des gens mi-hommes, mi-femmes du bois de Boulogne. » Il vit, depuis 1995, avec Julie Cléau (avec laquelle il a rédigé *Le Livre des rencontres* sorti chez Laffont en 2002) dont il était tombé amoureux le jour de son mariage et qui divorça deux ans après pour le rejoindre.

FIEVET Antoine. Président de société, né le 31 janvier 1964 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Son grand-père, Robert Fiévet, fut le gendre de Léon Bel, fondateur des Fromageries Bel. Il lui succéda, à son décès, en 1967. Titulaire d'une maîtrise d'économie et d'un diplôme de 3e cycle de l'Institut supérieur de gestion, Antoine Fiévet a débuté dans la publicité, comme gérant d'Anfica (objets publicitaires), avant d'être directeur associé de La Toute petite agence (1994-1996), puis responsable marketing chez Emap France Pôle TV (1997-2001). En 2001, il intègre le groupe familial, devenant associé gérant commandité d'Unibail, la holding de contrôle du géant de la

LE SIÈCLE

fromagerie. De 2006 à 2009, il en est président du directoire, puis devient président du conseil d'administration des Fromageries Bel. La fortune des familles Fiévet, Bel, Dufort et Sauvin, qui contrôle 71 % du fromage (CA: 2,4 milliards d'€ en 2011), s'élève à 725 millions d'€ (64e fortune française).

FILIPPETTI Aurélie. Professeur de lettres, née le 17 juin 1973 à Villerupt (Meurthe-et-Moselle). Cette « incarnation parfaite de la Parisienne cool, écolo de gauche à tendance intello » (*Le Nouvel observateur*, 22 novembre 2007) est la fille d'Angelo Filippetti (1938-1992), ancien mineur de fond (délégué CGT), maire communiste d'Audun-le-Tiche (1983-1992) et conseiller général (1979-1985). Cela l'a conduit à partir en famille en vacances, à 13 ans, en juin 1986 en Union Soviétique (*Le Nouvel observateur*, 22 novembre 2007). Son grand-père, d'origine italienne, fut arrêté pour faits de résistance pro-soviétiques et déporté avec ses deux frères (il est décédé à Bergen-Belsen en avril 1945 après la libération de ce camp). Cette normalienne (Saint-Cloud), agrégée de lettres classiques et titulaire d'un DEA de lettres modernes, a débuté comme professeur de lettres, avant de bifurquer rapidement vers la politique, faisant ses premières armes au sein des Verts. Élue, en 2001, conseiller de Paris au titre du Ve arrondissement, celle qui se définit comme « une enfant de mai 1968 » (*Le Parisien*, 24 février 2008) entre au cabinet d'Yves Cochet, ministre de l'Environnement (2001-2002), comme « conseillère à la pensée ». En 2002, elle obtient 6,55 % dans la 2e circonscription de Paris. En 2003, elle se distingue en critiquant vertement l'antisionisme des Verts et se rend en Israël, tous frais payés, à l'invitation de l'Institut MedBridge du député européen PS et membre du B'naï B'rith François Zimeray. À son retour, elle déclare trouver Ariel Sharon « jovial et sympathique ». C'est à son initiative que Ginette Skandrani, militante écologiste exemplaire mais révisionniste, sera exclue. Rapidement marginalisée au sein de la nébuleuse écologiste en raison de son caractère « paillettes » et « bobo prolo », elle en démissionne en 2006 (elle s'était vue refuser la circonscription de Longwy), pour entrer presque aussitôt dans l'équipe de campagne de Ségolène Royal (conseiller spécial pour l'environnement, la culture et l'éducation). En 2007, elle vise la 7e circonscription de Meurthe-et-Moselle mais sera finalement parachutée dans la 8e circonscription de la Moselle, où le député PS sortant Jean-Marie Aubron ne se représentait pas. Elle l'emporte de justesse (50,97 %) face à l'UMP Alain Missoffe (frère de Françoise de Panafieu). Elle devient aussitôt porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Figurant en troisième position sur la liste européenne de 2009 dans le Nord-Est, elle n'a pas été élue. Elle appartient au comité d'honneur du Cercle Léon Blum, qui réunit nombre des responsables juifs du PS. En février 2009, cette ultra-féministe a déposé plainte pour violences conjugales contre son compagnon, l'économiste Thomas Piketty, longtemps conseiller économique de Ségolène Royal. Elle est chargée de la culture au sein de l'équipe de campagne de François Hollande (qu'elle a soutenu dès les primaires). Elle a également signé deux romans, *Les Derniers jours de la classe ouvrière* (2003) et *Un homme dans la poche* (2006).

FILIPPI Charles-Henri. Inspecteur des Finances, né le 15 août 1952 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils de l'ancien sénateur et ministre radical Jean Filippi, diplômé de l'IEP, major de l'Ena en 1979, il entre à l'inspection générale des Finances comme inspecteur adjoint avant d'être promu, en 1981, inspecteur. De 1981 à 1983, ce militant socialiste appartient, comme conseiller technique, aux cabinets de Jacques Delors et Laurent Fabius (Finances). Candidat PS-MRG aux cantonales de Haute-Corse en 1982, il sera également de 1982 à 1984 conseiller à l'assemblée régionale de Corse. En 1984, il entre comme chargé de mission à la direction du Trésor, avant de devenir en juillet de la même année le plus jeune directeur de cabinet du gouvernement, à savoir celui de Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale. À ce titre, il signera, le 23 juillet 1985, le fameux arrêté ministériel qui retardait le remboursement des produits sanguins chauffés pour les hémophiles. De septembre 1985 à janvier 1987, il est secrétaire du Comité interministériel de restructuration industrielle, et à partir de 1986, chef du bureau des financements à la direction du Trésor.

En 1987, il entre à la banque Stern, chargé de la diversification des activités et de la mise au point de nouveaux produits, puis devient responsable des opérations de marché. En septembre de la même année, ce brillant et ambitieux « alchimiste financier » est recruté au Crédit commercial de France, appelé par Michel Pébereau comme chargé de mission au département financier, et se retrouve en septembre 1988 chargé de mission auprès du directeur général. En juillet 1989, il en devient le plus jeune directeur central, chargé des grandes entreprises, puis en juillet 1992 directeur délégué, chargé des grands clients, Il est nommé directeur général par Édouard Balladur en mai 1993, en même temps qu'Olivier Lavédrine. En octobre 1991, il avait été désigné comme président de CPIH et Sofipa, filiales d'Elf-Gabon. PDG du CCF, devenu en décembre 2005 HSBC France, il quitte le groupe en 2009 pour fonder sa société de conseil financier Alfina. En 2011, il succède à François Bujon de l'Estang, membre du Siècle, comme président de Citigroup. Il est le gendre de Claude Binet, chef de la mission de contrôle économique et financier des Charbonnages de France.

FILIPPI Jean. Inspecteur des Finances, né le 19 octobre 1905 à Genève (Suisse), décédé en janvier 1993, père du précédent. Diplômé de Sciences-Politiques, cet inspecteur des Finances fut notamment secrétaire général de la SNCF en 1937, et directeur de cabinet de divers ministres. Secrétaire général pour les affaires économiques en 1941-1942, il deviendra en 1949 conseiller économique du président du Conseil Henri Queuille, et l'année suivante directeur de cabinet de Maurice Petsche, aux Finances. Directeur général de Louis-Dreyfus et Compagnie (1951-1955), il sera aussi président de la Banque Louis-Dreyfus de 1953 à 1971. De 1956 à 1957, il est secrétaire d'État au Budget. Il sera également sénateur du groupe Gauche démocratique de 1955 à 1980 et président du conseil régional de Corse en 1979-1980, siégeant au bureau du mouvement de la gauche radicale-socialiste.

FILLON François. Homme politique, né le 4 mars 1954 au Mans (Sarthe). Il a une maîtrise de droit public, un diplômé d'études approfondies de droit public et de sciences politiques. Il a commencé sa carrière comme assistant parlementaire du député de la Sarthe, Joël le Theule, qui en fera son dauphin, en 1977-1978. De 1978 à 1980, il est chargé de mission (officieux) à son cabinet au ministère des Transports, puis en 1980 à la Défense, où il est chargé des relations avec le Parlement et des problèmes de sa circonscription. Il devient également adjoint au maire de Sablé-sur-Sarthe et conseiller général RPR de la Sarthe. Passé au début de 1981 par le cabinet d'André Giraud (Industrie) comme chargé des relations avec le Parlement. À la mort de Joël Le Theule, il reprend sa circonscription et se fait élire député RPR en 1981 (constamment réélu depuis lors) ce qui fait de lui le benjamin de l'Assemblée. Vice-président du conseil général de la Sarthe en 1982 et maire de Sablé-sur-Sarthe en 1983 (constamment réélu), il se spécialise dans la défense: de 1984 à 1988, il est secrétaire national du RPR à la défense, de 1986 à 1988 président de la commission de la défense nationale et des forces armées. Depuis 1990, il appartient au bureau politique du RPR. En 1992, il devient président du conseil général de la Sarthe (le plus jeune de France), et l'année suivante ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Opposé à la ratification du traité de Maastricht, ce séguiniste prendra position en 1995 pour Édouard Balladur. C'est le président de l'Assemblée, Philippe Séguin, qui l'aurait imposé à Jacques Chirac comme ministre délégué à la Poste, aux Télécommunications et à l'Espace (il conserve exactement le même poste dans le second gouvernement Juppé). Évincé du gouvernement de Dominique de Villepin, il se rapproche alors de Nicolas Sarközy et participe très largement à sa campagne présidentielle. Dès son élection à la présidence de la République, Nicolas Sarközy en fait son Premier ministre (encore reconduit en novembre 2010).

FINCHELSTEIN Gilles. Publicitaire, né en juin 1963 à Paris. Il a « trois grands-parents roumains et un quatrième polonais » (*Actualité juive*, 27 novembre 1997). Il se range dans la catégorie des « Juifs athées, (étant) très attaché à une certaine forme de judaïsme composé de culture au sens large du terme, d'histoire et de mémoire » (même source). Cet apparatchik socialiste de toujours peut être considéré comme l'idéologue et le responsable argumentaire de DSK. Ancien de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise en droit social (Nanterre), il a appartenu au courant rocardien avant de se rapprocher de Pierre Mauroy. Envisageant une carrière juridique, il débutera chez un avocat au Conseil d'État mais rejoindra finalement le Parti socialiste comme permanent en 1988. Il sera membre du cabinet du Premier secrétaire du PS puis le suivra à l'Internationale socialiste et enfin à la Fondation Jean Jaurès, dont il deviendra délégué général en 2000 et directeur de la revue idéologique de cette fondation, ainsi que rédacteur en chef de la revue de débats du PS. En parallèle, il a été chargé d'enseignement de droit constitutionnel à Paris X-Nanterre (1990-1994), ainsi que chargé de mission de Lionel Jospin, lors de l'élection présidentielle de 1995, puis en charge de l'animation de la cellule « arguments-ripostes » aux élections législatives de 1997. Il se lie étroitement avec Dominique Strauss-Kahn en 1997, devenant conseiller technique, en charge des affaires politiques, à son cabinet lorsque DSK devient ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (1998-1999). En fait, il devient sa principale « plume », rédigeant la plupart des discours du ministre. En parallèle, il tentera une courte carrière politique: en 1996, il se fait élire conseiller municipal d'opposition à Elancourt (Yvelines), avant de jeter l'éponge en 2001, après un second échec face au RPR Jean-Michel Fourgous. Promu conseiller en charge des relations avec le Parlement, il conservera son poste avec son successeur Christian Sautter. En 2000, il rejoint Pierre Moscovici, ministre délégué aux Affaires européennes, en charge des questions politiques. Signe de son influence, alors qu'il est d'une grande discrétion, il est l'un des très rares à être invité de la Fabian Society de Londres, le principal *think tank* mondialo-travailliste, pour une discrète rencontrer jospino-blairiste à Londres en 1999 (*Le Monde*, 30 novembre 1999). Chargé d'imposer définitivement le libéralisme et le mondialisme à l'intérieur du Parti socialiste, il développe les thèses blairistes de la « troisième voie » (libéralisme et mondialisme économique, socialisme en matière sociale et culturelle). En 2002, il sera donc le principal contributeur du programme présidentiel de Lionel Jospin (*Marianne*, 25 mars 2002), faute que DSK ait pu se présenter, ayant été empêché pour cause de démêlés judiciaires multiples... Membre du courant strauss-kahnien Socialisme et démocratie, « l'intello démineur » se recase rapidement, sa carrière paraissant désormais bouchée après l'échec de 2002, comme directeur des études chez Euro RSCG France, grâce au soutien actif de Stéphane Fouks, faisant dès lors fructifier financièrement son copieux carnet d'adresses. Dès la nomination de DSK au FMI, il entre dans sa garde la plus rapprochée et, comme ses comparses, jouera un rôle important dans le sauvetage du « soldat Strauss-Kahn » empêtré dans une affaire d'adultère, vite rebaptisée par lui d' « incident dans sa vie privée ». Il a signé, avec Matthieu Pigasse, banquier d'affaires vedette de Lazard, *Le Monde d'après, une crise économique sans précédent* (Plon, 2009), œuvre qui a reçu le prix du meilleur livre politique décerné par *La Tribune* et HEC.

FISCHER Alain. Médecin, né le 11 septembre 1949 à Paris XIXe. Marié à un médecin, Anne-Marie Horowitz, ce médecin est docteur en médecine et docteur ès sciences. Ancien interne des hôpitaux de Paris (1975-1979), il est professeur des universités depuis 1988. Directeur de l'unité U 429 de l'Inserm depuis 1991, chef du service d'immunologie et d'hématologie à l'hôpital Necker depuis 1996, ce pédiatre renommé, récipiendaire de multiples prix, appartient à l'Académie des sciences depuis 2002.

FITOUSSI Jean-Paul. Universitaire, né le 19 août 1942 à La Goulette (Tunisie). Diplômé (et docteur) ès sciences économiques et d'études comptables supérieures, ce professeur agrégé de sciences économiques a été successivement assistant (1968-1971), chargé de cours (1971-1973), maître de conférences agrégé (1974-1975), puis professeur de sciences économiques à la faculté de Strasbourg (dont il sera doyen de 1974 à 1977). Il entre ensuite à l'Institut universitaire européen de Florence, où il dirige le département de sciences économiques, puis sera professeur responsable du programme de recherche Fondements de la politique macroéconomique. Depuis 1982, il est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris,

ayant succédé à Raymond Barre, et dirige le département des études de l'Observatoire français de la conjoncture économique. Il a succédé en 1989 à Jean-Marcel Jeanneney à la présidence de l'Observatoire français de la conjoncture économique (OFCE). En 1991, il siège en outre au conseil économique de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, dirigée par Jacques Attali (qui en parle comme étant le meilleur professeur d'économie de France) jusqu'en 1992. En contact avec de nombreux économistes étrangers, ce néo-keynésien, qui a été secrétaire général puis président de l'Association internationale de sciences économiques, est opposé à la politique du franc fort. Membre du club Phares et Balises, il a exposé ses thèses dans son ouvrage *Le Débat interdit*, le dernier d'une longue série de livres. Il collectionne par ailleurs les titres et les fonctions tant au plan national qu'international.

FIXOT Bernard. Éditeur, né le 6 octobre 1943 à Villejuif (Val-de-Marne). Ce fils d'un simple policier (devenu inspecteur) d'origine bretonne et d'une concierge n'a ni le brevet élémentaire ni le baccalauréat (il a le certificat d'études). Il est remarié, depuis 1987, avec Valérie-Anne Giscard d'Estaing, fille de l'ancien président de la République. Cet éditeur à succès (cf. *La Machine Fixot*, *Le Monde*, 22 mars 1996, qui détaille longuement son parcours et ses méthodes), passionné de littérature, fut ferrailleur, magasinier chez Hachette, serveur dans un restaurant, représentant pour Le Livre de poche et la Bibliothèque verte. Il a réellement débuté chez Gallimard comme directeur commercial (1972-1997), y lançant la collection *Folio* (plus de 110 millions d'exemplaires). Il fut ensuite directeur commercial d'Hachette Livre (1978-1980), gérant d'Édition n° 1 (groupe Hachette) de 1977 à 1986 (il lancera notamment Paul-Loup Sulitzer) directeur général de Promotion et spectacles d'*Europe 1* (1985-1986). Son premier best-seller sera *Les Poneys sauvages* de Michel Déon en 1977. Il fonde sa propre maison d'édition en 1978 (dont le premier best-seller sera *Jamais sans ma fille* de Betty Mamoody, plus de 3,5 millions d'exemplaires), tout en étant directeur général (1988-1992) et PDG (1992-1994) de *TF1* Éditions. Il sera aussi PDG de Berlitz-Fixot (1991-1996) et des éditions Robert Laffont (1993-1999), à la suite de la fusion de Fixot avec Laffont au sein du Groupe de la Cité dirigé par Christian Brégou. Il publiera notamment *Le Livre noir du communisme* dirigé par Stéphane Courtois. En 1999, étant en opposition avec Jean-Claude Lattès, il relance son propre groupe, XO Éditions, largement tourné vers l'international (il rentabilise ses livres en les vendant notamment en Corée) rapidement devenu une machine à best-sellers, devenant le deuxième éditeur de littérature générale (avec notamment Christian Jacq qui a vendu plus de 12 millions de livres ou Max Gallo, Mireille Calmel, Philippe Djian, etc.). Son principe est: « Pourquoi publier 100 livres à 10 000 exemplaires au lieu d'en éditer 10 000 à 100 000 exemplaires ». « Pour vendre toujours plus de livres, il a mis au point une méthode éprouvée qui se résume en quelques principes. D'abord, éditer des ouvrages qui reprennent des thèmes universels, facilement déclinables hors des frontières. Ensuite, les "pousser" par une politique marketing que ne renierait pas une maison de disques, afin de porter le livre à la connaissance d'un maximum de lecteurs potentiels. Enfin, le patron de XO veille à maîtriser ses coûts et à ne pas s'éparpiller (*Le Figaro Entreprises*, 22 avril 2002). » Il a revendu son groupe, dont il demeure le PDG, à Editis, en janvier 2006 (en 2004, le groupe réalisait un CA de 17,3 millions de CA et 3 millions d'euros de bénéfice net).

FLEURIOT Pierre. Inspecteur général des Finances, né le 31 janvier 1954 à Paris VIIIe. Ce fils de médecin, diplômé de Sciences-Po Paris et titulaire d'une maîtrise de droit, a rejoint l'Inspection des Finances à sa sortie de l'Ena (promotion Droits de l'homme) en 1981. Chargé de mission (1985-1986) puis chef du service des études (1986-1991) à la Commission des opérations de bourse, il sera chargé de la modernisation du marché financier avant d'être promu directeur général de la Cob (1991-1997). Conseiller du président d'ABN Amro France (filiale du géant hollandais) de 1997 à 2001, il devient président du directoire d'ABN Amro Corporate Finance France, puis président du directoire d'ABN Amro France (2001-2003). Il est également vice-président, depuis 2006, de la Banque Neuflize.

FLEURY Jean. Général d'armée, né le 1er décembre 1934 à Brest (Finistère). Entré à l'École de l'air en 1952, il effectue son entraînement au pilotage au Canada de 1954 à 1955, puis est affecté pour six ans en Algérie. De 1961 à 1966, il est chargé de l'expérimentation du Mirage III à Mont-de-Marsan. Breveté de l'École supérieure de guerre aérienne, il a notamment commandé la 30e escadre de chasse tous temps à Reims et la zone aérienne de défense Nord de 1981 à 1983. À l'état-major, il sera chargé de la politique de guerre électronique de l'Armée de l'air (1972-1974), puis du bureau des programmes de matériels (1978-1981). Sous-chef de l'état-major des armées en 1983, chargé de la programmation militaire 1983-1985 et responsable des programmes nucléaires futurs, il devient à cette époque président du Groupe d'études spatiales au ministère de la Défense. D'août 1985 à 1987, il commande les forces aériennes stratégiques, puis est choisi par François Mitterrand comme son chef d'État-major particulier (1987-1989), avant d'être promu, en 1989, chef d'état-major de l'armée de l'air. De 1992 à 1999, il sera président d'Aéroports de Paris. Selon *Minute* (juillet 1993), il serait un « franc-maçon de haut grade ».

FLORNOY Yves. Agent de change, né le 9 mars 1929 à Paris, décédé le 12 mars 1988. Agent de change depuis 1962, il fut syndic de la Compagnie des agents de change de 1976 à 1984. Il a assuré la présidence de la Fédération internationale des Bourses de valeurs et celle du Comité des Bourses de la communauté européenne. Membre du Conseil économique et social, il fut à l'origine de la grande réforme de la Bourse (années soixante-dix et quatre-vingt) et de l'introduction de nombreux nouveaux produits boursiers.

FOGLIZZO Jean. Banquier, né le 21 février 1945 à Fez (Maroc). Polytechnicien et énarque, cet administrateur civil a été sous-directeur des participations à la direction du Trésor (1981), président d'ATS-Etrali et d'IMM (aux États-Unis dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix), de Petrochem (2000-2007) et d'Exochem (2000-2009).

FOLZ Jean-Martin. Directeur de société, né le 11 janvier 1947 à Strasbourg (Bas-Rhin). Cet X-Mines a débuté comme conseiller technique de Vincent Ansquer, ministre du Commerce et de l'Artisanat de 1974 à 1976, puis fut directeur de son cabinet à la Qualité de la vie en 1976 et 1977. Il passe alors chez Antoine Rufenacht, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie et du Commerce, toujours comme directeur de cabinet. Ce grand travailleur effectue le reste de sa carrière dans l'entreprise. Il songe très vite à une direction de grand groupe. Il lui faudra toutefois attendre 1996 pour y parvenir. En 1978, remarqué par Jean Gandois, il rejoint le groupe Rhône-Poulenc, où il sera successivement chargé de mission à la direction générale, directeur de l'usine Rhône-Poulenc de Saint-Fons (1979-1980), directeur général adjoint de sa branche de spécialités chimiques jusqu'en 1984. Brouillé avec Gandois, il passe alors chez Jeumont Schneider comme directeur général adjoint (1984) puis comme PDG, avant de rejoindre Pechiney comme directeur général en 1987, et parallèlement président de Carbone Lorraine. Par la suite, il sera directeur général d'Eridania Beghin Say (1991), puis, à partir de 1995, occupe une série de postes chez PSA-Peugeot-Citroën, avant de devenir au début de 1996 directeur général d'Automobiles Peugeot, c'est-à-dire le dauphin de Jacques Calvet. Il lui succèdera en 1997. Il tiendra les rênes de PSA Peugeot jusqu'en 2006, date à laquelle il prend sa retraite et cède la place à son successeur, Christian Streiff. Il est le cousin germain de feu le juge Michel. Il a présidé l'Association française des entreprises privées de 2007 à 2010.

FONTAINE André. Journaliste, né le 30 mars 1921 à Paris. Ce démocrate-chrétien, assez sensible aux sirènes de la gauche, aurait milité à l'époque de Vichy au Centre de la jeunesse intellectuelle et appartenu au Comité des cuirs (cf. *Présent*, 6 avril 1985). Licencié es lettres et diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique, ce compagnon d'Hubert Beuve-Méry entre en 1946 comme secrétaire de rédaction à *Temps Présent*. L'année suivante, il entre au *Monde* et y demeurera le reste de sa carrière: chef adjoint des informations, chef du service étranger (1951-1969),

rédacteur en chef. Après deux tentatives nettement ratées, il devient en janvier 1985 directeur du *Monde*, poste qu'il occupe jusqu'en 1991. Durant plus de vingt ans, il a exercé un véritable magistère (notamment en matière de politique étrangère) sur le monde étudiant, professoral et intellectuel. Ancien administrateur de la banque Indosuez, il appartient à la Commission trilatérale. Il a signé de nombreux ouvrages et essais dont une *Histoire de la guerre froide* (1969), *La France au bois dormant* (1978), *Après eux, le déluge* (1995), etc.

FONTANET Joseph. Homme politique, né le 9 février 1921 à Frontenex (Savoie), décédé le 31 janvier 1980 à Paris. Docteur en droit, cet ancien d'HEC s'inscrit, très jeune – en 1937 – à la Jeunesse étudiante chrétienne. En 1943, il rejoint l'Afrique, via l'Espagne, et participe au débarquement de Provence. Il entre ensuite au MRP et occupe diverses fonctions dans des cabinets ministériels. Secrétaire d'État, puis ministre au début de la V[e] République, il quitte le gouvernement en 1962. En 1969, il soutient Georges Pompidou, et sera ministre tout au long de sa présidence. Collaborant étroitement avec Jacques Delors, il met sur pied la formation permanente, le SMIC, la mensualisation. Il se montre également très actif à l'Éducation nationale. Il choisit en 1974 avec ses amis du Centre démocratie et progrès, Jacques Chaban-Delmas contre Valéry Giscard d'Estaing. Battu alors qu'il tente de reprendre son siège de député, il choisit d'abandonner tous ses mandats électifs, et crée en avril 1975 le Club de Paris. En 1977, il tente de lancer un quotidien, *J'informe*, qui s'arrêtera après trois mois seulement de parution. Il devient alors administrateur de la Soderec. Ses assassins n'ont jamais été identifiés.

FONTANET Xavier. Directeur de société, né le 9 septembre 1948 à Malestroit (Morbihan). Il est l'un des cinq enfants de Joseph Fontanet (1921-1980), plusieurs fois ministre et figure du centrisme, assassiné mystérieusement sans que son meurtrier ait jamais été retrouvé. Marié à Christine de Chalendar (qui fut notamment conseiller technique de Lucette Michaux-Chevry à l'Action humanitaire et aux Droits de l'homme), Xavier Fontanet est ingénieur civil des ponts et chaussées et titulaire d'un master of science du MIT. Ingénieur au Boston Consulting Group (1973-1981), il fut ensuite directeur général des Chantiers Bénéteau (1981-1986), directeur d'Eurest (restauration des Wagons-lits), avant d'entrer chez Essilor, numéro 1 mondial du verre optique. Il en fut directeur général à partir de 1991 et en est PDG depuis 1996. Il est également administrateur de L'Oréal et du Crédit agricole.

FONTENAIST Bruno. Préfet, né le 3 décembre 1940 à Boulogne-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Cet X-Ponts a été chargé des grands travaux des Hauts-de-Seine (1970-1977), avant de devenir directeur adjoint des collectivités locales (jusqu'en 1985). Il devient secrétaire général de la préfecture de la région Ile-de-France (1989-1993), préfet du Val-de-Marne (1994-1996), préfet de la région Poitou-Charentes, préfet de la Vienne (1996-1998). Il a exercé son dernier poste en Haute-Normandie (1998-2002).

FORESTIER Christian. Inspecteur général de l'Éducation nationale, né le 8 décembre 1944 à Aubière (Puy-de-Dôme). Ingénieur de l'Insa, docteur en physique électronique et docteur ès sciences, il débuta comme professeur de lycée technique en 1966, puis recteur de l'académie de Reims en 1981. Chargé de mission pour l'enseignement technologique supérieur auprès du secrétaire d'État socialiste à l'Enseignement technique et technologique Roland Carraz (1985-1986), il est nommé inspecteur général peu avant le retour de la droite au pouvoir. Avec le retour de la gauche au pouvoir, on le retrouve recteur de l'université de Créteil (1989-1992). Il lance alors un club de réflexion sur l'école nettement engagé à gauche (avec Alain Savary, Roger-Gérard Schwartzenberg, Christian Bècle, etc.). Il sera ensuite directeur des lycées et collèges au ministère de l'Éducation nationale (1992-1995), puis directeur général des enseignements supérieurs (1995-1998). À remarquer que François Bayrou, arrivé au ministère de l'Éducation nationale en 1993, le maintiendra en poste, « craignant de s'attaquer à un maçon qu'on disait très influent » (*L'Express*, 2 avril 1998). Christian Forestier est, en effet, un membre éminent de la loge d'apparat Demain du Grand Orient de France (*Minute*, 27 septembre 1995 et *Le Nouvel observateur*, 1[er] juin 2000). Recteur de l'académie de Versailles (1998-2000), il devient directeur du cabinet de Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale. Président du Haut conseil de l'évaluation de l'école (2003-2005) ainsi que du Centre d'études et de recherches sur les qualifications depuis 2004, il siège dans de multiples commissions sur l'éducation. Professeur associé à l'université du Val-de-Marne depuis 2002, il appartient au comité directeur de l'Institut Montaigne de Claude Bébéar. Il peut être considéré comme l'un des principaux responsables de l'évolution des programmes scolaires depuis une vingtaine d'années. Depuis 2008, il est administrateur de la CNAM.

FORETTE Françoise (née Madeleine Alberte Françoise BRIBET, épouse). Professeur de médecine. Chef du service de gérontologie clinique à l'hôpital Broca et professeur des universités au CHU Cochin et à l'université Paris V, ce docteur en médecine est l'un des meilleurs spécialistes français du vieillissement. Également présidente de la filiale française de l'International Longevity Center, elle est cofondatrice et présidente du conseil scientifique de l'association France-Alzheimer et directeur de la Fondation nationale de gérontologie, ainsi qu'administrateur de la Croix-Rouge française. En 2001, Jacques Toubon ayant été contraint, à la suite de son inculpation, de figurer en seconde place sur la liste séguiniste dans le XIII[e] arrondissement de Paris, elle a conduit cette liste, devenant conseiller RPR de Paris. Elle sera conseiller technique de Catherine Vautrin (2005-2007) et Philippe Bas (2007).

FORGEARD Noël. Ingénieur, né le 8 décembre 1946 à La Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne). Cet X-Mines a notamment été secrétaire général adjoint puis secrétaire général de la direction des mines à l'Industrie (1973-1978). Conseiller technique auprès de Joël Le Theule (Transports, Défense, de 1978 à 1980) puis chargé des affaires industrielles et de l'armement auprès de son successeur Robert Galley (1980-1981). L'arrivée de la gauche l'exilera dans deux filiales de Sacilor : en juillet 1982, il devient directeur général adjoint à la Compagnie française des aciers spéciaux (PDG en 1984), puis, en 1985 PDG d'Asco-Métal. Conseiller pour les affaires industrielles du Premier ministre Jacques Chirac en 1986, il entre l'année suivante chez Matra comme PDG de sa branche défense et espace, et sera promu en 1992 administrateur directeur général du groupe Matra-Hachette (n° 2), PDG de Matra défense espace et de Matra défense, ainsi que vice-président du Groupement des industriels français de l'armement et de l'espace. Directeur général de la branche Airbus (2000-2005), il devient en 2005 coprésident exécutif de l'European Aeronautic Defense and Space Compagny (EADS). En 2006, Airbus connaît de gros problèmes et des retards de livraison. C'est alors que Noël Forgeard est accusé d'avoir vendu pour deux millions et demi de stock-options, trois mois avant l'annonce par Airbus de ses problèmes. D'autres membres du groupe auraient fait d'ailleurs de même. Le scandale éclate. Et ce d'autant que Noël Forgeard a négocié son départ d'EADS et de juteuses indemnités. On parle de 8,2 millions d'euros. Et, en mai 2008, Noël Forgeard est placé en garde à vue.

FORGEOT Jean. Inspecteur des Finances, né le 10 octobre 1915 à Paris, décédé le 13 mars 2000. Ce docteur en droit est devenu inspecteur des Finances en 1942. Il fut notamment chargé de mission auprès d'Henri Fresnay (*Prisonniers et déportés*, 1944-1945), directeur de cabinet de Vincent Auriol, président de l'Assemblée nationale (1945-1947), secrétaire général de la présidence de la République (1947-1954). Vice-président de Simca en 1955, administrateur directeur général puis PDG de Creusot-Loire (1956-1982), PDG de Schneider (1969-1972) il fut administrateur de nombreuses banques et sociétés.

FORGES Sylvain (Hubert, Sylvain LEMOYNE DE). Sa famille figure dans *Le Simili-nobiliaire français* de Pierre-Marie Dioudonnat comme une « famille de la Marche et du Berry ». Fils d'un ingénieur et d'une enseignante, Françoise Charles-Roux, il est polytechnicien, titulaire d'un DE1 d'économie politique et ancien élève de l'Ena (promotion Droits de l'homme, 1979-1981). Ayant rejoint la direction du Trésor, il fut administrateur suppléant au Fonds monétaire international à

LE SIÈCLE

Washington (1985-1987), sous-directeur des affaires monétaires et bancaires (1992-1995), chef de ce service (1995-1998). Directeur général de l'agence France Trésor à la direction du Trésor (2001-2003) sur décision de Laurent Fabius, il est ensuite passé dans le privé (2003) comme directeur des opérations financières de Veolia Environnement. En 2006, il a failli être nommé directeur du Trésor mais Thierry Breton fut obligé de faire machine arrière, Bercy protestant contre l'idée de confier la tutelle des participations de l'État à un haut responsable d'une entreprise privée.

FORNI Raymond. Avocat, né le 20 mai 1941 à Belfort (Territoire de Belfort), décédé le 5 janvier 2008. Petit-fils d'émigrés italiens, il débute comme ouvrier chez Peugeot à la mort de son père, avant de reprendre des études pour devenir avocat au barreau de Belfort (il défendra de nombreux militants de gauche ou syndicaux, ainsi que Nicole Mercier, jeune professeur inculpée d'outrage aux bonnes mœurs). En 1966, il adhère à la SFIO et deviendra secrétaire fédéral en 1969. Cofondateur du Ceres, il est élu député socialiste en 1973. En 1985, il n'obtient pas du Ceres une place éligible pour les législatives de 1986. Il préfère alors démissionner pour devenir membre de la Haute autorité de la communication audiovisuelle. Il quitte cette institution en novembre 1986, à sa dissolution. Auparavant, en 1981, il a été président de la commission des lois, où il fut le rapporteur de la loi abolissant la peine de mort et celle instituant la proportionnelle départementale aux législatives. Il a été président du conseil régional de Franche-Comté en 1982 et député européen de mai 1978 à juin 1979. Réélu député en 1988, il est devenu maire de Delle (dont il était déjà maire-adjoint) en 1991. Sommet de sa carrière politique, Raymond Forni devient le quatrième personnage de l'État en étant élu président de l'Assemblée nationale du 29 mars 2000 au 18 juin 2002, succédant à Laurent Fabius, également socialiste. Il a appartenu à la franc-maçonnerie (*Dictionnaire historique des francs-maçons*, Jean-André Faucher).

FOTTORINO Éric. Journaliste, né le 26 août 1960 à Nice (Alpes-Maritimes). Il est le fils de Monique Charbrerie et d'un juif marocain, Maurice Maman, gynécologue. La famille de sa mère, de tradition catholique, s'oppose à cette mésalliance. Lorsqu'il a neuf ans, sa mère épouse un kinésithérapeute, Michel Fottorino, qui lui donnera son nom (il se suicidera en mars 2008). De cette double ascendance, ce passionné de cyclisme (il envisagea de devenir professionnel) a tiré le sujet de deux romans autobiographiques, *L'Homme qui m'aimait tout bas* (2009) et *Questions à mon père* (2010). Passé par la faculté de droit de La Rochelle (licence en droit) et Sciences Po Paris, il a débuté comme pigiste à *Libération* et *La Tribune de l'économie*. Sans être encarté, il a milité aux jeunesses socialistes tendance Rocard (*Le Nouvel observateur*, 23 août 2007). Entré au *Monde* en 1986, il devient grand reporter en 1995 puis rédacteur en chef en 1998. Promu directeur de la rédaction en 2006, il est élu directeur du journal l'année suivante (en remplacement de Jean-Marie Colombani). Le 19 décembre 2007, il démissionne en même temps que Pierre Jeantet et Bruno Patino. Mais il reprend rapidement sa démission et devient président du directoire (le septième de l'histoire du journal) du groupe en 2008, succédant à Pierre Jeantet. Il a signé de nombreux ouvrages (prix François Mauriac, prix Fémina, prix Europe 1, prix des Bibliothécaires, etc.).

FOUCAULD Jean-Baptiste de. Inspecteur des Finances, né le 19 janvier 1943 à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Licencié en droit, ancien de l'IEP et de l'Ena, il entre en 1969 au ministère de l'Économie et des Finances comme administrateur civil à la direction du Trésor. Il est détaché en 1980 comme inspecteur des Finances, et titularisé en décembre 1981. De 1982 à 1983, il est rapporteur général du conseil des Impôts, puis conseiller technique au cabinet de Jacques Delors (1982-1984), avant de revenir aux Finances. Commissaire adjoint au Plan (1988-1992), après avoir été en mai-juin 1988 chargé de mission auprès de Bernard Kouchner, secrétaire d'État chargé de l'Insertion, il devient commissaire général au Plan en janvier 1992. À la suite de la publication du rapport Minc sur la France de l'an 2000 (novembre 1994), jugé beaucoup trop balladurien, il doit finalement quitter son poste

en août 1995 à l'installation du pouvoir chiraquien. Ce militant contre l'exclusion, démocrate chrétien de centre-gauche et proche de Jacques Delors, appartient à la commission permanente d'Échanges et projets, collabore au bulletin du même nom, et préside Solidarités nouvelles face au chômage. Il a notamment signé *La Révolution du temps choisi* (1980) et *La Fin du social-colbertisme* (1988). Il a participé au colloque de Davos en 1995. Il est membre du comité de parrainage de la Coordination française pour la Décennie de la culture de non-violence et de paix.

FOUKS Stéphane. Publicitaire, né le 6 avril 1960 à Paris XVII[e]. Il est le fils de Moïse Fouks, sous-directeur à la Sécurité sociale et militant communiste (qu'il quittera en 1948). « La famille maternelle est originaire de Pologne et la famille paternelle d'Odessa. Installée dans le Jura puis dans le Lyonnais, celle-ci sera cachée par des habitants durant la Seconde Guerre mondiale [...] On assure surtout un judaïsme œcuménique et laïc, plus culturel que cultuel. Le jeune Fouks ne fait pas Kippour et esquive le rabbin mais il n'échappe pas, en revanche, aux cornichons *Molossol* et à la *pikelfleisch* (*Le Figaro*, 2 juin 2001). » Il a épousé Véronique Dutrou (née en novembre 1961, elle apparaît dans la SCI La Métairie Bruyère, sise à Parly (89240), avec Lydie Dutrou) le 6 juillet 1985 (trois enfants). Titulaire d'un DESS de droit, il n'est pas diplômé de Sciences-Po Paris contrairement à ce qu'affirment diverses biographies. Membre des Jeunesses socialistes dès 1975, il sera vice-président du syndicat trotsko-socialiste Unef-ID à partir de 1979 ainsi que responsable national de la Mnef, ce qui lui vaudra quelques déboires lors de la découverte des détournements financiers de cette mutuelle étudiante. Cofondateur du Mouvement des jeunes rocardiens en 1981, ce vieux routier du syndicalisme étudiant entre dès l'année suivante au bureau national du Parti socialiste (plus jeune membre à 22 ans). Il se lie alors étroitement avec Alain Bauer, futur Grand Maître du Grand Orient de France et conseiller pour la sécurité de Nicolas Sarközy, et Manuel Valls, aujourd'hui ministre de l'Intérieur. Membre du cabinet de Michel Rocard au ministère de l'Agriculture (1983-1985), grâce à Yves Colmou, il pressent très vite que sa carrière sera bloquée par les mitterrandiens. Il devient coactionnaire de la société Déclic, qui organise les concerts de SOS Racisme (1986-1987), puis lance, en 1988, RSCG Public, la branche « politique » de l'agence de publicité, grâce au soutien du rocardien Tony Dreyfus. En 1996, il prend la tête d'Euro RSCG Institutionnel, le tout fusionnant, deux ans plus tard, en Euro RSCG Corporate. Véritable « fils spirituel » de Jacques Séguéla, celui « qui vendrait une télé couleurs à un aveugle » (*Stratégies*, 27 mai 1991), sera également cogérant de l'hebdomadaire *Politis* ou PDG de *Profession Politique*, est devenu l'un des communicants les plus puissants de France, tissant des réseaux étroits avec de nombreux élus, mais aussi à l'étranger (campagne de Shimon Pérès et d'Ehud Barak en Israël, d'Aleksander Kwasniewski en Pologne, de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, du Chilien Ricardo Lagos, d'Ali Bongo au Gabon, de Faure Gnassimbé au Togo, etc.). Véritable conseiller politique occulte de Lionel Jospin à Matignon de 1997 à 2002, celui qui est devenu président-directeur général d'Euro RSCG C&O, président d'Euro RSCG Worldwide et vice-président d'Havas (depuis mars 2011 en même temps que Yannick Bolloré) se mettra ensuite au service de Dominique Strauss-Kahn (avec Ramzy Khiroun, Anne Hommel, Gilles Finchelstein) se trouvant marginalisé à la suite de sa déconfiture politique de ce dernier (mais nombre de ses collaborateurs ont intégré les cabinets du gouvernement Ayrault). Mais Euro RSCG C&O est intervenu, durant le dernier quinquennat, également pour Xavier Bertrand (qui lui a accordé la Légion d'honneur) Valérie Pécresse ou Laurent Wauquiez : « Une maille, à droite, une maille à gauche. Dans le bunker de briques qui abrite Euro RSCG, on ne pratique pas l'ostracisme (*Le Nouveau gourou des politiques*, *Le Point*, 19 novembre 2009). » *Le Nouvel observateur* (21 juin 2011) indique : « En vingt ans, Stéphane Fouks a construit la première agence de conseil en communication d'entreprise en France. Loin devant ses concurrents, Publicis, Image 7 ou DGM. Une véritable *success story*. Ce sont ses réseaux politiques qui lui ont permis d'asseoir son influence auprès des entreprises. La com politique, il en a toujours fait [...] Il peut ainsi

affirmer sans rougir qu'il conseille quatorze patrons du CAC 40. » Il intervient régulièrement dans divers cénacles comme la French American Foundation. Il s'est refait une chevelure grâce aux implants capillaires de Jérôme Cahuzac lorsque ce dernier faisait encore dans la chirurgie esthétique (*Le Nouvel observateur*, 21 juin 2011). « "Stéphane" aime la vie de nabab. Magnifique appartement dans le XVI[e] arrondissement avec potager en terrasse, Ferrari en copropriété avec quatre potes, il ne se refuse aucun grand cru et se fait déposer en hélicoptère sur les pentes canadiennes. Sa rémunération annuelle est de 900 000 euros (hors part variable) » indique *Le Nouvel observateur* (21 juin 2011). En réalité, ses revenus sont beaucoup plus élevés : entre 2003 et 2010, son intéressement devait plafonner… à 6 millions d'euros par an (*Le Pli*, mars 2006).

FOUQUET Olivier. Membre du Conseil d'État, né le 11 juillet 1942 à Paris XVI[e]. Ancien de Sciences-Po et diplômé en droit, cet énarque (1968), qui a fait carrière au Conseil d'État, a été conseiller technique de Jean-Philippe Lecat (1972-1973) puis de Valéry Giscard d'Estaing (Économie, 1973-1974) qu'il suivra au secrétariat général de la Présidence (1974-1981) avant de retourner comme maître des requêtes à son corps d'origine en 1981. Il sera rapporteur général de la Commission du Code de la nationalité (1987-1988). Conseiller d'État depuis 1988, il appartient au Club des Cent. Président adjoint de la section du contentieux du Conseil d'État (1999-2001) il a été aussi membre du tribunal des conflits (1998-2001).

FOURCADE Jean-Pierre. Inspecteur des Finances, né le 18 octobre 1929 à Marmande (Lot-et-Garonne). Ancien de l'Ena, cet inspecteur des Finances a été un proche collaborateur de Valéry Giscard d'Estaing de 1959 à 1968 : conseiller technique en 1962, directeur adjoint au cabinet en 1964, chef du service du commerce et des prix en 1966, directeur des prix en 1968. Il sera ensuite, de 1972 à 1974, directeur général du Crédit industriel et commercial, puis est nommé ministre de l'Économie et des Finances en 1974 dès l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. Il sera ensuite ministre de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire (1977), avant de rejoindre le Sénat (systématiquement réélu depuis lors) où il préside la commission des affaires sociales. Ancien premier vice-président du conseil régional d'Île-de-France (1986-1995), il sera maire de Boulogne-Billancourt de 1995 (éliminant le RPR Paul Graziani) à 2007, après avoir été maire UDF-PR de Saint-Cloud à partir de 1992 (et maire adjoint dès 1971). Depuis 1983, cet ami de Giscard, a été longtemps l'un des principaux animateurs des clubs Perspectives et réalités. Il milite également à la Licra. Sénateur des Hauts-de-Seine depuis 1977, il a, en revanche, été battu en 2008, aux élections municipales de Boulogne-Billancourt où il a dû se présenter en dissident afin d'empêcher l'élection du maire actuel, Pierre-Christophe Baguet.

FOURNIER François. Banquier, né le 11 avril 1950 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Cet énarque a intégré en 1976 la Caisse des dépôts et consignations, où il travaillera aux départements de la gestion prévisionnelle, de la comptabilité et de l'informatique, enfin de la gestion financière (chargé du bureau des opérations bancaires internationales). Entré en 1982 dans le groupe Shearson Lehman Brothers de New York, il deviendra président du directoire de la banque Lehman Brothers à Paris ainsi que partner de Lehman Brothers Inc. En 1991, il rejoint Lazard frères et Cie, où il s'occupe des opérations de financements structurés pour les multinationales. En 1994, il devient associé-gérant, ainsi que *general manager* du Crédit Agricole Lazard Financial Product, nouvellement créé. En 2000, il devient administrateur délégué de HSBC-CCF, directeur des financements et des montages du CCF, de Nexgen (groupe CDC Ixis) depuis 2003.

FOURNIER Jacques. Membre du Conseil d'État, né le 5 mai 1929 à Épinal (Vosges). Ce militant socialiste marxiste (membre du Ceres) a choisi, à sa sortie de l'Ena en 1953, le Conseil d'État. Après un passage au Maroc comme conseiller juridique de l'ambassade (1961-1964), il succéda à Jacques Delors comme chef du service des affaires sociales au Commissariat général au Plan (1969-1972). Il sera candidat à diverses élections, mais sans succès, en particulier dans les Hauts-de-Seine. Connaissant tous les rouages de la haute administration, cet homme d'une rare discrétion sera appelé par François Mitterrand dès son élection à la présidence, occupant les postes de secrétaire général adjoint de la présidence (1981-1982) puis, jusqu'en mars 1986, de secrétaire général du gouvernement (tout en conservant son poste de professeur à l'Institut d'études politiques). En novembre 1986, il obtient, cohabitation oblige, la présidence du conseil d'administration de Gaz de France, avant d'être nommé, en août 1988, président de la SNCF. Renouvelé en février 1993, il prend sa retraite en mai 1994 (son salaire net était de 11 000 € par mois, *Le Nouvel économiste*, 16 février 1996). Il est alors devenu président du Centre européen de l'entreprise publique et président de la commission relative au départ des fonctionnaires dans le secteur privé. Il a épousé en troisième noce Noëlle Lenoir-Fréaud, militante socialiste, conseiller d'État, également membre du Siècle.

FRAIDENRAICH Pierre. Journaliste, né le 25 mai 1965 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils de Sacha Fraidenraich, ce diplômé du Celsa (Paris IV-Sorbonne) en journalisme a débuté comme reporter à La Cinq (1985-1992), avant d'intégrer *France 3*, où il sera journaliste au journal, chargé de la coordination du magazine politique hebdomadaire *Dimanche Soir*, puis présentateur du journal du déjeuner du week-end (1994-1995). Ayant cofondé, en 1997, Usual Productions SARL avec Arthur et Stéphane Courbit, il devient, en 1998, directeur de l'antenne d'*Infosport* qu'il avait contribué à fonder. En 2004, il devient directeur général de cette chaîne sportive du groupe *Canal +*, tout en continuant à diriger les « opérations de basket » de *TPS*. En 2008, il prend la direction générale d'*I-Télé*, autre filiale du groupe, puis, en janvier 2012, prend la direction des acquisitions du pôle sport de *Canal +* (en remplacement de Jean-Louis Dutaret). Il a obtenu l'Ithem 99 du meilleur magazine de sport (*Actualité juive*, 3 juin 1999).

FRANC Michel. Membre du Conseil d'État, né le 6 novembre 1937 à Lyon (Rhône). Licencié en droit et ancien de Sciences-Po, lauréat du concours général de philosophie, cet énarque (1965), sorti auditeur au Conseil d'État (maître des requêtes en 1972), a été conseiller technique du préfet d'Ile-de-France (1969-1973), secrétaire général du Conseil d'État (1983-1987), directeur de l'Institut des sciences administratives (1987-1993) puis à partir de 1993 professeur associé à la Sorbonne et secrétaire général de l'Institut français des sciences administratives.

FRANÇOIS-PONCET Jean. Haut fonctionnaire, né le 8 décembre 1928 à Paris. Diplômé de Sciences-Po, Master of Arts, docteur ès sciences économiques, il est le fils d'André François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin de 1932 à 1937 (ce qui fait qu'il sauta sur les genoux du Führer) et a épousé une Mitry, fille d'une de Wendel (les plus célèbres et richissimes maîtres des forges), ce qui fait de lui un beau-frère d'Hélène Missoffe, l'oncle de Françoise de Panafieu, etc. Sorti major de l'Ena en 1955, il choisit la diplomatie, devenant secrétaire d'ambassade, puis directeur adjoint du cabinet de Maurice Faure, secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Négociateur du traité de Rome, il dirige au Quai d'Orsay le service des organisations européennes jusqu'en 1961. Chef de la mission de coopération au Maroc en 1962, il est ensuite de 1963 à 1965 sous-directeur du département d'Afrique, puis attaché de recherches au CNRS (1965-1966) et conseiller à Téhéran (1969-1971). Devant l'opposition des gaullistes à le voir devenir ambassadeur à Madrid, ce giscardien libéral entre dans le privé en 1971. En 1973, il est PDG de Carnaud et Forges de Basse-Indre (groupe de Wendel), administrateur de Marine-Wendel et de la Compagnie navale Worms. Après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, il réintègre le Quai d'Orsay. Il sera secrétaire d'État aux Affaires étrangères en 1976, puis secrétaire général de la présidence de la République aux côtés de Valéry Giscard d'Estaing. Il succède en 1978 à Louis de Guiringaud comme ministre des Affaires étrangères (jusqu'en 1981). Conseiller général du Lot-et-Garonne en 1967 et président du Conseil général de 1978 (grâce au vote des radicaux de gauche) à 1994 (et de 1998 à 2004), il effectue son retour politique après la victoire de la gauche de 1981 en se faisant élire sénateur (rassemblement des démocrates européens) de ce département en 1983 (réélu en 1992). Bien implanté, il est président de la

commission des affaires économiques et du plan au Sénat (1986), premier vice-président du conseil régional d'Aquitaine (1985) et collabore au *Figaro* depuis 1984. Ce mondialiste et européen convaincu est président du conseil français du Mouvement européen. Il a été réélu sénateur du Lot-et-Garonne en 2001.

FRANCOIS-PONCET Michel. Banquier, né le 1er janvier 1935 à Paris, décédé en 2005. Fils de l'ancien directeur général de Carnaud, il est le cousin de l'ancien ministre Jean François-Poncet et le neveu de l'ambassadeur André François-Poncet. Diplômé de l'IEP et de la Harvard Business School, il a effectué toute sa carrière chez Paribas, où il sera successivement attaché de direction, fondé de pouvoir, sous-directeur, directeur adjoint, directeur central (1983), membre du comité exécutif (1985). Proche collaborateur des patrons successifs du groupe (Reyre, de Fouchier, Moussa et Haberer), il sera délégué permanent du groupe en Amérique du Nord, et prendra la présidence en 1985 de Paribas North-America. Selon *L'Expansion* (7 décembre 1989), il est « le financier français le plus connu en Amérique ». Au départ de Jean-Yves Haberer, en 1986, cet ami de très longue date de Jacques Chirac (ils ont fait Sciences-Po ensemble), parrain de Claude Chirac, est propulsé PDG de la Compagnie financière de Paribas (28e banque mondiale), alors qu'il n'en était que le n° 7 dans la hiérarchie, chargé d'assurer la privatisation. Entre 1987 et 1992, l'action Paribas, dans un marché boursier très haussier, chutera de 30 % en francs constants. Michel François-Poncet était, en 1995, membre d'une dizaine de conseils d'administration importants : Compagnie financière Paribas, Compagnie bancaire, Axa, Ciments Français, Club Méditerranée, Crédit du Nord, Havas, LVMH, Schneider, Total.

FRANCQ Thierry. Haut fonctionnaire, né le 30 avril 1964 à Lyon (Rhône). Ce polytechnicien, diplômé de l'Ensae, administrateur hors classe de l'Insee, est devenu, en 1992, adjoint au chef de bureau du financement du logement à la direction du Trésor, avant d'exercer, de 1995 à 2000, les fonctions de chef du bureau système monétaire et financier international. Sous-directeur des assurances (2000-2002), il devient sous-directeur des participations à la direction du Trésor avant de prendre la direction de l'économie à la direction du Trésor. Il est secrétaire général de l'Autorité des marchés financiers depuis 2009.

FRAPPART Charles. Membre de la Cour des comptes, né le 29 juillet 1920 à Verdun (Meuse), décédé le 20 juin 1983. Auditeur à la Cour des comptes en 1944, il a été chargé de mission de Robert Schumann (Finances et président du Conseil, 1946-1947), chef de cabinet d'André Philip (Économie, 1947), de Léon Blum (vice-président du Conseil, 1948), directeur du cabinet civil de Robert Lacoste, ministre résidant en Algérie (1956), il a dirigé le service des alcools aux Finances (1956-1963). Directeur général de la Banque Vernes (1966-1973), cet ancien conseiller référendaire à la Cour des comptes (1950-1970) est devenu, en 1973, PDG de la Société centrale de banque.

FRASCA Giorgio. Directeur de société, né le 13 octobre 1941 à Rome (Italie). Ce fils de banquier est docteur en droit administratif. Il a travaillé, à partir de 1962, à la Banca nazionale del Lavoro en Italie, avant de rejoindre Paris, en 1968, comme directeur adjoint de la Société financière européenne. Directeur de la banque Lazard frères (1973) puis directeur général d'Ifnit (1975), il a pris la présidence de Fiat USA en 1978. Il sera président-directeur-général de Fiat-France jusqu'en 2006 et d'Iveco à partir de 1991, ainsi qu'administrateur de Rhône-Poulenc, Le Monde-presse, Continent-Vie, Europe assistance, etc. Il est vice chairman chez Lazard International depuis 2006.

FRECHES José. Directeur de société, né le 26 juin 1950 à Dax (Landes). Diplômé de l'IEP, licencié de chinois et d'histoire de l'art, il fut reçu en 1971 conservateur des musées nationaux et conservateur à l'inspection générale des musées de province (1972-1975). À sa sortie de l'Ena en 1978, il devint auditeur de deuxième classe à la Cour des comptes. Il sera chargé de mission auprès du premier président de la Cour des comptes (1980) puis détaché comme administrateur de la Commune de Paris, chargé de mission auprès du directeur général de l'information et des relations extérieures. Il devient en 1984 directeur général adjoint de l'information et des relations extérieures (chargé notamment du câble). Directeur de la collection littéraire l'Enathèque en 1980, il devient directeur de la Vidéothèque de Paris en 1985. Auteur de divers essais sur la communication et les médias, il sera rapporteur de la commission communication du RPR en 1986. Conseiller technique pour la communication auprès du Premier ministre Jacques Chirac durant la cohabitation, il entre alors à la direction générale d'Havas, détaché auprès du président de *Canal +*. En juillet 1989, il entre au groupe Fabre comme directeur chargé des activités de communication (*Sud Radio*), puis devient en avril 1990 directeur général de Pierre Fabre participations. Gérant de Frèches Fine Arts et de la galerie Le Petit Camarguais (depuis 2000).

FREDET Pierre. Haut fonctionnaire, né le 20 août 1936 à Paris. Ancien élève de Normale Sup et de l'IEP, il est de 1963 à 1966 chargé de mission à la délégation à la recherche scientifique et technique, puis de 1966 à 1972 à la Datar. En 1970-1971, il sera conseiller technique au cabinet d'Olivier Guichard (Éducation nationale), puis en 1972-1973 directeur chargé de la prévision au même ministère. On le retrouvera par la suite conseiller ou chargé de mission de Robert Galley (Armées), de Jean Pierre Fourcade (Finances), de Christian Beullac (Travail). Directeur de cabinet de Pierre Aigrain, secrétaire d'État à la recherche de 1978 à 1980, il entre alors au Syndicat national de l'édition et au Cercle de la Librairie comme directeur général.

FREMONT Jean-Pierre. Cadre, né le 9 février 1964 à Nogent-sur-Seine (Aube). Diplômé de l'ESC de Troyes (plus un DESS de communication politique et sociale), il débuta comme chargé de mission à la direction de l'information et de la communication de la Conférence des évêques de France (1986-1989), avant d'être chargé de mission auprès de Jacques Barrot, au secrétariat général du CDS (1989-1990). Il fut ensuite chargé de mission auprès de François Bayrou (1990-1993), puis son conseiller technique pour la communication au ministère de l'Éducation nationale (1994-1997). Ayant intégré la direction commerciale de la CGEA, filiale de la Compagnie générale des eaux, il devint conseiller personnel de Jean-Marie Messier pour la communication. Malgré le départ de ce dernier, il a continué sa carrière sans encombre, étant aujourd'hui directeur général adjoint de Veolia Environnement, en charge des collectivités publiques et des affaires européennes. *Le Nouvel observateur* (28 septembre 1995) a assuré qu'il était franc-maçon, avant de démentir. Même si un Jean-Pierre Fremont a été vénérable de la loge Charles Magnette n° 560 de la Grande Loge de France.

FREROT Antoine. Président de société, né le 3 juin 1958 à Fontainebleau (Seine-et-Marne). D'une rare discrétion, celui qui est un des plus grands patrons français ne figure même pas au *Who's Who*. Cet X-Mines, également docteur en sciences et techniques de l'environnement, a débuté, en 1981, comme ingénieur au Bureau central d'études pour l'Outre-Mer, avant de rejoindre, deux ans plus tard, le centre d'études et de recherches de l'École nationale des Ponts et Chaussées, dont il sera directeur adjoint (1984-1988). Ce fils d'un médecin de campagne passe ensuite au Crédit national comme responsable de diverses opérations financières liées aux transports. Il intègre finalement la Compagnie générale des eaux en 1990, devenant en 1995 directeur général de CGEA et de CGEA Transport. En 2000, il prend la direction générale de la division transport de Vivendi Environnement, en 2003, devient directeur général adjoint de Veolia Eau. À la suite de la nomination d'Henri Proglio (membre du Siècle) à la tête d'EDF, il devient directeur général de Veolia Environnement, n° 1 mondial des services aux collectivités, en septembre 2009 puis président en décembre 2010. Il appartient à l'Association française des entreprises privées, au Club des juristes et au Cercle de l'industrie.

FREYCHE Michel. Banquier, né le 31 octobre 1929 à Lachy (Marne). Ce fils d'ouvrier agricole est sorti major de l'Ena en 1960. Fortement imprégné par son milieu d'origine, il aurait été au début de sa carrière conseiller du leader communiste Waldeck Rochet (selon *Minute*, 28 novembre 1973). Inspecteur des Finances, il fut de 1966 à 1968 chargé de mission au cabinet de Michel Debré

(Économie et Finances), ainsi que conseiller technique au service de liaison interministériel pour l'information. Sous-directeur chargé des interventions financières et de la coopération technique à la direction du Trésor (1968-1972) puis directeur et chef de service (1973) à la direction des relations économiques extérieures, il entre à l'Élysée en mai 1973 comme conseiller technique au secrétariat général de la Présidence de la République. Promu ministre plénipotentiaire et conseiller financier à Londres en 1974, il devient en 1978 directeur des relations économiques extérieures. Après l'arrivée des socialistes, il est promu en 1982 président de la Banque française du commerce extérieur, et préside aussi la Société pour le financement des industries exportatrices. Vice-président du CNPF International, il a également été élu, en novembre 1992, président de la puissante Association française des banques, succédant à Dominique Chatillon (et vice-président du CNPF International). Il a été de 1995 à 2005 président de Galileo.

FRIEDMANN Jacques. Président de société, né le 15 octobre 1932 à Paris. Issu d'une famille alsacienne aisée, qui se réfugia à Grenoble durant l'Occupation, il fut élève au lycée Carnot, avec Jacques Chirac, qu'il retrouvera sur les bancs de Sciences-Po (ainsi qu'une certaine Bernadette Chodron de Courcel, future Mme Chirac). Proche du Parti communiste par sa mère (militante de l'Union des femmes françaises), il signera, tout comme Jacques Chirac, l'Appel de Stockholm et militera contre la guerre en Corée. Selon *L'Arche* (décembre 1993), « Jacques Friedmann compte parmi ces Juifs discrets qui, depuis quelques années, étudient avec un cercle d'amis les textes essentiels. Il n'est pas du genre à s'afficher. Il se contente, et c'est mieux, d'assumer. » Pour Chirac, il est « le plus proche de mes amis (d') une extraordinaire qualité humaine ». Sorti dans la botte de l'Ena, il choisit, en 1959, l'inspection des Finances. Il passera, comme Chirac, par Alger, auprès de Paul Delouvrier, au Rocher-Noir, à l'époque où OAS et barbouzes se déchirent. Chargé de mission puis conseiller technique de 1964 à 1968 au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing (Finances), il devient directeur du cabinet du jeune secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances, son vieil ami Jacques Chirac, en 1969. Il le suit lorsqu'il devient en 1970 ministre des Relations avec le Parlement, avant d'être de 1972 à 1974 directeur de cabinet de Pierre Messmer à Matignon. À nouveau chargé de mission de Jacques Chirac à Matignon en 1974, il sera propulsé à la fin de l'année président du conseil d'administration de la Compagnie générale maritime, en 1975-1976 à la présidence du conseil d'administration de la Compagnie des messageries maritimes et vice-président de la Compagnie générale transatlantique. L'ensemble deviendra la Compagnie maritime et il en sera président de 1976 à 1982. Vice-président du Comité central des armateurs de France (1975) et membre de la commission d'étude de l'approvisionnement du marché français des produits pétroliers (à l'époque administration stratégique), il est également administrateur du Centre national pour l'exploitation des océans (1975-1979), membre du Haut conseil de l'audiovisuel (1976). En 1983, Jacques Chirac le reclasse comme PDG de la puissante Compagnie parisienne de chauffage urbain et président du comité d'orientation et de surveillance de la Caisse d'épargne de Paris en 1985, deux institutions clés de la capitale. Il en profitera pour établir l'essentiel du programme économique du RPR notamment en matière de privatisations. En mars 1986, il refuse le poste de ministre que lui propose Jacques Chirac et devient chargé de mission auprès d'Édouard Balladur (Économie, Finances et Privatisations), chargé en fait de préparer les privatisations avec leurs noyaux durs et de désigner les nouveaux responsables des cabinets et des entreprises. Il y soutiendra notamment le choix de Jean-Claude Trichet, futur gouverneur de la Banque de France, comme directeur de cabinet de Balladur. C'est lui qui convaincra Jacques Chirac d'enterrer la réforme du Code de la nationalité. Franc-maçon de longue date (*Les Francs-Maçons sous Mitterrand*), il a présidé l'Association d'entreprises pour le Bicentenaire de la Révolution. Remercié par un poste de PDG d'Air France en 1987, il devra l'abandonner en octobre de l'année suivante, à la suite de la victoire des socialistes. Il devient alors PDG de la Société anonyme de gestion immobilière (SAGI) et président du comité stratégique et administrateur du groupe publicitaire BDDP. Au retour de la droite aux affaires, celui qui est « l'éminence grise de la chiraquie » (*Le Nouvel observateur*, 18 novembre 1993) obtient (difficilement) la présidence recherchée de l'UAP (2[e] compagnie d'assurances européenne, gérant 700 milliards de F d'actifs en 1993), et, en 1995, devient vice-président de Suez. En 1994, il est décrit comme « l'homme clé du nouveau pouvoir, tout à tour négociateur, financier ou diplomate, mais toujours discret, voire secret » (*Le Parisien*, 17 février 1994). Personnalité incontournable des affaires françaises, ce chiraquien de toujours (qui eut pourtant quelques faiblesses pour Balladur) siège dans pas moins de neuf conseils d'administration de premier plan: UAP, Alcatel-Alsthom, BNP, Suez, Compagnie Financière Paribas, Crédit Foncier de France, Elf Aquitaine, Compagnie Générale des Eaux, Lyonnaise des Eaux.

FRISON-ROCHE Marie-Anne. Universitaire, née le 2 août 1959 à Bar-le-Duc (Meuse). Ce docteur d'État en droit privé et agrégée de droit privé est devenue professeur de droit privé à l'université de Paris-Dauphine, ainsi que directrice de l'Institut de droit économique fiscal et social de Paris IX. Directeur de collection chez de grands éditeurs juridiques, elle a été secrétaire générale de l'Association française de philosophie du droit (1995-2004). Elle dirige le master droit économique et la chaire de régulation économique à l'Institut d'études politiques de Paris.

FROMENT-MEURICE François. Membre du Conseil d'État, né le 8 mai 1949 à Paris. Fils de l'ambassadeur Henri Froment-Meurice, il sera un condisciple de Laurent Fabius à l'Ena. Auditeur en 1973, conseiller juridique de la direction de la Sécurité sociale de 1974 à 1978, il devient maître des requêtes en 1978. Depuis une douzaine d'années, il joue un rôle majeur dans les milieux centristes dont il peut être considéré comme la principale éminence grise. Chargé de mission au secrétariat général du gouvernement (1978-1981), il lance en 1981 avec de jeunes députés RPR-UDF d'opposition (Séguin, Millon, Noir, d'Aubert) le Cercle. Ayant participé de très près à la création du groupe UDC (Union du centre à l'Assemblée) dont il sera secrétaire général en 1988-1989, il n'exercera jamais, en raison d'échecs répétés aux élections, qu'un mandat de maire adjoint à Montmorency (depuis 1983) et de député européen, sur la liste Simone Veil, en 1992, à la suite de la démission de ses précédents de liste pour cumul des mandats. Son rôle d'éminence grise est plus porteur. Cet homme qui s'est rendu indispensable de longue date a ainsi su faciliter l'accession de Pierre Méhaignerie – qui lui en gardera sa reconnaissance – à la tête du CDS en 1982, veiller sur la composition du cabinet de ce dernier à l'Équipement et de celui de Chavanes au Commerce en 1986, puis de Méhaignerie à la Justice en 1993. Il négociera également la succession de François Bayrou à la présidence du CDS en 1994. Promu conseiller d'État en 1994, il a été secrétaire général adjoint du CDS. Très engagé en faveur de Raymond Barre en 1988, il a contrôlé pendant des années le financement du CDS, activité qui lui a valu d'être placé en garde à vue en juin 1995, le parquet lui reprochant d'avoir utilisé des financements occultes (notamment des commissions versées par des constructeurs d'hypermarchés) après 1990, en particulier par de fausses études du cabinet Stratégies et méthodes, dont il était le dirigeant, la création d'un réseau en Suisse, et l'utilisation d'associations paravents comme SOS-Chrétiens du Liban, qu'il préside depuis 1988.

FRIEDMANN Michel.

FRYDMAN Jean. Financier, né en 1925. Il est de mère ukrainienne et de père juif russo-polonais, émigré en France. Cet ancien résistant, qui aurait participé à l'assassinat de Philippe Henriot, a été l'un des trois cofondateurs en 1959, avec Marcel Bleustein-Blanchet et Sylvain Floirat, de la régie publicitaire d'*Europe 1*. Il sera même l'artisan du sauvetage d'*Europe 1*, en organisant sa reprise partielle par la Sofirad. Immensément riche, possédant des propriétés aussi bien en France qu'aux États-Unis ou en Israël, il sera durant trente ans l'un des hommes les plus puissants de l'audiovisuel français, sans que jamais son nom n'apparaisse jusqu'à la fin des années 80 lorsqu'il médiatisera son procès contre L'Oréal. « Il est connu du Tout-Paris, partage son temps entre son appartement de Neuilly et sa villa de Savyon, où se retrouvent tous ceux qui comptent en

Israël (*Information juive*, 7 novembre 1995). » Pour tous les spécialistes, il a été « le jardinier secret du paysage audiovisuel français » (*Libération*, 11 avril 1986). Administrateur de *Télé Monte-Carlo* (1967), créateur et président de Médiavision (publicité dans les salles de cinéma) et créateur de *Canal 10*, premier projet sérieux de télévision privée en France, en 1970. Conseiller de Jacques Marchandise, président de Hachette, en 1976, il jouera le même rôle auprès d'Yves Cannac, président d'Havas, en 1980. À la suite de l'arrivée de la gauche, dont il est pourtant proche, il a abandonné toutes ses activités en France en 1982, et s'est installé en Israël, où il contrôle diverses sociétés et préside Régie Israël, la régie publicitaire hébraïque depuis 1966. Il a également créé une société de négociation auprès des organismes internationaux pour l'obtention d'espace et de fréquences (General satellite corporation). En 1986, il fonde la Société financière d'image, avec les frères Gross (Carat), Daniel Filipacchi, Pierre Dauzier (Havas), François Dalle (L'Oréal), la banque Lazard, etc. Ancien administrateur et vice-président de Paravision, filiale du groupe L'Oréal, filiale créée en 1988 et où les parts respectives de L'Oréal et de Frydman sont de 75 et 25 %, il en est démissionné en 1989. Entré en conflit avec ses anciens associés, il affirme que ce sont les accords aux exigences de boycott de la Ligue arabe qui ont provoqué son élimination. S'en suivra un long procès, où Jean Frydman met sur la place publique tout un flanc du passé de L'Oréal (Cagoule, collaboration, etc.). Sioniste nettement engagé à gauche, il vote pour François Mitterrand en 1965 et 1974, puis se rapprochera de Valéry Giscard d'Estaing après sa défaite de 1981. C'est dans son ranch du Montana (contrôlé par Pinch Creek ranches Ltd) que l'ancien président se réfugiera après le 10 mai. Par la suite, il organisera tous les différents séjours de l'ancien président de la République en Israël. Partisan de la paix avec les Palestiniens, ce gros financier du Parti travailliste a notamment organisé le meeting pour la paix où Yitzhak Rabin fut assassiné par un militant d'extrême-droite juif.

FUNCK-BRENTANO Jean-Louis. Professeur de médecine, né le 10 juillet 1924 à Paris, décédé le 3 juillet 1997. Professeur de néphrologie à la faculté de médecine Necker-Enfants malades et directeur d'une unité de recherche de l'Inserm sur la pathologie rénale, il a travaillé aux côtés de Jean Hamburger sur le rein artificiel et l'hémodialyse. Conseiller de Simone Veil au ministère de la Santé (1974-1977), il sera ensuite chargé de mission auprès de Norbert Segard, secrétaire d'État aux PTT (1980-1981). En 1976, il corédigea le document Santé du rapport Nora-Minc sur l'informatisation de la société et, plus tard, un rapport sur l'avenir des professions de santé. Ce passionné d'informatique (conseiller de l'Agence de l'informatique) devint, en 1985, président du Centre mondial informatique et ressource humaine lancé par Jean-Jacques Servan-Schreiber (succédant à ce dernier). Il quitta ce poste en 1987, à la dissolution du centre, dont la gestion avait été épinglée par la Cour des comptes. Président du centre informatique Necker-Enfant malades, il a appartenu au conseil scientifique de la Fondation de l'Arche de la fraternité et fut vice-président de l'association Intelligences 2000. Il était, par ailleurs, le beau-père de Jacques Duhamel.

G

GADONNEIX Pierre. Directeur de société, né le 10 janvier 1943 à New York (USA). Il est né aux États-Unis où son père dirigeait le bureau des Potasses d'Alsace. Ancien de l'École polytechnique, licencié en sciences économiques, diplômé de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs, docteur de la Harvard Business School, il a débuté comme ingénieur à Elf Aquitaine (1966-1972) tout en animant une petite société de services informatiques qu'il revend en 1972. Il rejoint alors l'Institut de développement industriel comme chargé de mission (1972-1974), puis sera promu directeur (1974-1976). Conseiller technique aux cabinets des ministres de l'Industrie Michel d'Ornano puis René Monory (1977-1978), il va diriger pendant une dizaine d'années la direction la plus difficile du ministère de l'Industrie, celle des industries métallurgiques mécaniques et électriques (1978-1986), servant neuf ministres de droite ou de gauche. Passant aux yeux de certains comme le « fossoyeur de la sidérurgie française », il sera à ce titre administrateur de Renault, commissaire adjoint du gouvernement auprès d'EDF, de 1983 à 1987 administrateur d'Usinor, de Sacilor, de la Compagnie financière de Suez et de la SNCF (ainsi que maître de conférences à Polytechnique à partir de 1983). Directeur général de Gaz de France (1987-1996), il succède en 1996 à Loïk le Floch Prigent comme président. En 1987, il sera également, de janvier à juillet, chargé de mission pour la construction navale auprès d'Alain Madelin (Industrie). Membre du Conseil économique et social, il préside aussi depuis 1992 le comité français du Conseil mondial de l'énergie. Il sera PDG d'EDF de 2004 à 2009.

GAILLARD Jean Michel. Haut fonctionnaire, né le 16 mai 1946 à Nîmes (Gard), décédé le 19 juillet 2005. Fils d'instituteurs strictement laïcs et républicains des Cévennes, ce normalien fut major à l'agrégation d'histoire. Également docteur ès lettres et énarque, il fut affecté à la direction des affaires économiques et financières du Quai d'Orsay en 1979, après avoir été notamment professeur d'histoire à Rennes. Dès juin 1981, ce membre du Parti socialiste depuis 1971 est appelé à l'Élysée comme chargé de mission pour les affaires internationales au secrétariat général de l'Élysée, recommandé par Hubert Védrine (1981-1984). Écrivain reconnu, il sera l'un des principaux nègres du président de la République (on lui devrait la formule, « les missiles sont à l'Est, les pacifistes à l'Ouest ») et fera par la suite le même travail pour Laurent Fabius. Sous le pseudonyme de Jean-François Trans (avec François Hollande et Jean-Yves Le Drian), il fonde en 1984 au sein du PS le mouvement Transcourants, mais ne réussira pas à obtenir d'investiture aux législatives en Haute-Loire en 1986. Après deux années à la Cour des comptes, où il est promu conseiller référendaire, il revient à l'Élysée comme conseiller technique, en charge des dossiers des régions, de la décentralisation et des innovations, avant d'être nommé à la tête de la cellule chargée d'élaborer les thèmes de la seconde campagne présidentielle de François Mitterrand. De retour à la Cour des comptes en 1988, il est appelé l'année suivante par Philippe Guilhaume à la direction d'*Antenne 2*, en est débarqué par son successeur, Hervé Bourges, en janvier 1991, et réintègre son corps. Spécialiste de Jules Ferry auquel il a consacré une importante biographie, ce franc-maçon a écrit régulièrement dans *Humanisme*, la revue du Grand Orient de France. Son épouse, Michèle Gaillard, fut responsable de la rédaction des argumentaires sur le bilan de l'action gouvernementale au Service d'information et de diffusion du Premier ministre. Nommée sous Laurent Fabius, elle conserva son poste avec Jacques Chirac.

GALATOIRE-MALEGARIE Henri. Ingénieur, né le 11 février 1925 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ce polytechnicien, également ingénieur des Ponts, a participé à la construction du port autonome de Dunkerque

dans les années cinquante, puis en fut directeur (1966-1967). Directeur du gaz et de l'électricité à l'Industrie (1967-1971), il a par la suite été PDG de diverses sociétés.

GALL Hugues. Administrateur, né le 18 mars 1940 à Honfleur (Calvados). Cet ancien Sciences-Po fut remarqué très jeune par Edgar Faure, qui en fit son chargé de mission au ministère de l'Agriculture, puis, en juin 1968, à l'Éducation nationale, où il présida à moins de trente ans la Commission musique et enseignement. Edmond Michelet, à la Culture, le charge l'année suivante de réformer l'Opéra et il se retrouve secrétaire général de la Réunion des théâtres lyriques la même année. En 1971, il ferme l'Opéra Garnier, en pleine crise. De 1973 à 1980, il est administrateur adjoint de l'Opéra, adjoint fidèle de Rolf Liebermann. Au départ de ce dernier en 1980, il fait de même et s'installe à Genève où il prend en main le Grand théâtre (Opéra) à partir de septembre 1980. À la suite de sa réussite à ce poste, il est élu l'année suivante secrétaire général de l'Association internationale des directeurs d'Opéra. En 1993, il reçoit une mission de réorganisation de la vie lyrique en France, comme directeur délégué, et est désigné directeur de l'Opéra national de Paris (Opéra Garnier et Opéra Bastille) en 1995 pour six ans. *Le Nouvel observateur* (28 septembre 1995) ayant précisé que « le Grand Orient compte beaucoup sur ce personnage phare pour attirer des nouveaux venus », il a démenti avoir appartenu « à quelque obédience maçonnique que ce soit ». Il est depuis 2003, vice-président de la Chambre professionnelle des directeurs d'opéra et membre de l'Institut. Il figure parmi les invités de Nicolas Sarközy le soir de son élection, en 2007, au *Fouquet's*.

GALLEY Robert. Ingénieur, né le 11 janvier 1921 à Paris. Ancien de l'École centrale et de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs, cet ingénieur a travaillé de 1950 à 1954 à la Compagnie chérifienne des pétroles avant de devenir chef du département de construction des usines au Commissariat à l'énergie atomique, en 1955-1966, avec la responsabilité de Marcoule (1955-1958) puis de Pierrelatte (1958-1966). Délégué à l'informatique auprès de Georges Pompidou à Matignon en 1966, il est élu l'année suivante député UDR de l'Aube (puis RPR), ainsi que conseiller général en 1970 (jusqu'en 1988). Il devient en outre adjoint au maire de Troyes en 1971, puis maire (1972-1995). Brièvement ministre de l'Équipement et du Logement en 1968, il sera par la suite, en 1968-1969, ministre de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, puis, de 1969 à 1972, ministre des Postes et télécommunications, et en 1973 ministre des Transports. Il passe ensuite par les Armées (1973-1974), l'Équipement (1974-1976), la Coopération (1976-1980), à quoi il ajoute la Défense en 1980-1981. Élu sénateur, mais ayant cédé son siège en 1980, il est élu député en 1981 et systématiquement réélu depuis lors. Ce « baron » a en outre été trésorier du RPR de 1984 à 1990. C'est en 2002 qu'il a mis fin à son mandat de député et à sa carrière politique.

GALLI Philippe. Administrateur civil, né le 8 juillet 1956 à Strasbourg (Bas-Rhin). D'abord instituteur spécialisé, il est entré à l'Ena par la voie interne (promotion Michel de Montaigne). Affecté au ministère de l'Intérieur en 1988, il sera directeur du cabinet du préfet de la Haute-Savoie puis de celui du préfet de la région Bourgogne Gérard Cureau. Sous-préfet de Ribeauvillé (1991-1994), il devient directeur adjoint des services régionaux d'Alsace (1996-1998), puis secrétaire général de la préfecture de l'Hérault en 2004. Il devient préfet de Corrèze, un département très politique, en 2005, puis, en 2008, préfet du Loir-et-Cher, et, en 2010, préfet de l'Ain.

GALLOIS Louis. Directeur de société, né le 26 janvier 1944 à Montauban (Tarn-et-Garonne). Ancien de l'Ena (même promotion qu'Alain Juppé) et d'HEC, il est entré en 1972 à la direction du Trésor, au service des activités financières, avant de devenir attaché financier auprès de l'ambassade de France à Tokyo (1976-1978) puis chef du bureau de l'aide au développement, au Trésor (1979-mai 1981). Ce militant socialiste très proche du Ceres est alors recruté par Jean-Pierre Chevènement comme directeur de cabinet en 1981-1982 (Recherche et Technologie, puis Recherche et Industrie). Il occupe le même poste en 1988-

1989 à la Défense. Entre-temps, il aura été de 1982 à 1986 directeur général de l'Industrie, puis mis au placard comme simple chargé de mission sous Balladur lors de la première cohabitation. En juin 1989, il est nommé, sur proposition de Chevènement, PDG de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (Snecma), premier énarque à occuper ce poste jusqu'alors réservé aux polytechniciens, puis appelé à la présidence d'Aérospatiale en juin 1992, poste renouvelé pour trois ans en 1994. Au début de 1993, il devient également président de la Société de gestion de participations aéronautiques, sur proposition de Pierre Joxe. En 1996, il est nommé à la tête de la SNCF et quitte à regret la direction d'Aérospatiale. En 2006, suite au départ de Noël Forgeard, il est de nouveau nommé à la tête d'une entreprise aéronautique, EADS, au côté de son homologue allemand.

GALLOT Michel. Inspecteur des Finances, né le 16 janvier 1931 à Paris. Ancien de Sciences-Po et diplômé d'économie, cet énarque (1957), sorti dans la botte, a été chargé de mission de Wilfrid Baumgartner (*Finances*, 1960-1962), puis rejoint le Crédit lyonnais en 1962. Il en deviendra sous-directeur des agences parisiennes (1963), secrétaire général (1968), directeur général adjoint (à partir de 1973). Il sera, à ce titre, administrateur de La Hénin, Bouygues, Club Méditerranée, Compagnie de navigation mixte, Générale occidentale, etc. Président de la Société de banque occidentale de 1975 à 1994, il est devenu conseiller du président Jean-Yves Haberer et préside Gras Savoye & Compagnie (assurances) depuis 1992. Ce franc-maçon est également consultant financier depuis 1994.

GALVANI Jacques. Dirigeant de société, né le 11 avril 1969 à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Fils d'un orthoptiste et d'une enseignante, ce Guadeloupéen est à la fois ingénieur civil des mines et énarque (promotion Marc Bloch, 1995-1997). Entré chez McKinsey en 1997, il y a été consultant, chef de projet (1999-2001), avant de rejoindre le groupe Hachette Filipacchi comme directeur de l'organisation du service photos (2002-2003). PDG de l'agence Gamma (2003-2005), il aura la direction générale des magazines masculins du groupe, avant de devenir vice-président de Publicis Consultants France en charge des ressources humaines, puis de rejoindre en 2009 Casino Consultants. De sensibilité socialiste, il est l'un des fondateurs du *think tank* Terra Nova d'Olivier Ferrand (également membre du Siècle depuis l'année dernière).

GANCEL Denis. Président de société, né le 20 août 1959 à Fécamp (Seine-Maritime). Fils d'un président de société et d'une artiste peintre, cet ancien de Stanislas a une maîtrise de droit privé et de droit public et des diplômes de l'Institut supérieur des affaires et de l'Institut de droit des affaires. Directeur général d'*Alouette FM* (la radio de Philippe de Villiers) en 1985-1986, il a ensuite été directeur de la communication du Conseil régional d'Ile-de-France (1986-1990). Entré chez Compagnie Corporate (groupe BDDP), il en fut directeur conseil, directeur général adjoint (1994-1997). Coprésident fondateur de W & Cie, devenu en 2011 W@Just (groupe Havas Advertising), il est un spécialiste de la communication des élus des collectivités locales.

GANDOIS Jean. Directeur de société, né le 7 mai 1930 à Nieul (Haute-Vienne). Cet X-Ponts a débuté sa carrière comme directeur commercial au groupe Wendel. En 1970, il devient directeur général adjoint, puis en 1972 directeur général de Wendel Sidélor, membre du directoire de Sacilor Aciéries et laminoirs de Lorraine (1973), puis vice-PDG, et enfin, en 1975, PDG de Sollac. Il rejoint alors, en novembre 1975, Rhône-Poulenc comme directeur général. Vice-PDG en 1977, et PDG en juin 1979, il sera l'un des seuls PDG maintenus à son poste après la nationalisation, en février 1982 (notamment grâce à l'appui de son ami Jacques Delors), mais démissionne en juillet. Il remplit alors des missions d'étude : en décembre 1982, à la demande du gouvernement luxembourgeois, à la société sidérurgique Arbed, puis à la demande du gouvernement belge, à Cockerill Sambre, où il devient le délégué général du gouvernement belge (il y sera remplacé par Raymond Levy, qui prendra plus tard la tête de Renault). Fin 1985, il étudie pour Murdoch et Bruxelles-Lambert divers projets européens de satellite.

En 1986, Jacques Chirac lui confie une mission d'étude sur la sidérurgie française, puis le nomme en juillet président de Pechiney, poste où il reste jusqu'en 1994 (il y engagera comme directeur des affaires sociales Martine Aubry). Président du groupe Cockerill Sambre depuis 1984, il sera administrateur de BSN, Lyonnaise des Eaux, BNP, Société Générale de Belgique, Forges de Chobec, Frecolux, Air Liquide Espagne, membre du conseil de surveillance de Paribas, Peugeot, Vallourec, etc. Il est président du CNPF (devenant le « patron des patrons ») en 1994 (jusqu'en 1997), succédant à François Périgot (en se faisant élire sur le thème de l'« entreprise citoyenne »). Il appartient également à l'Unité de recherche « entreprise » du monastère de Ganagobie qui regroupe une trentaine de patrons catholiques de haut niveau. En 2001, il prend la vice-présidence de Suez-Lyonnaise des eaux et devient administrateur de Tractebel et de Vigeo.

GARAUD Marie-France (née QUINTARD, épouse). Avocate, née le 6 mars 1934 à Poitiers (Vienne). Diplômée d'études supérieures de droit, elle devient en 1954 avocate au barreau de Poitiers, puis sera de 1957 à 1960 attachée juridique au ministère de la Marine, et en 1961-1962 attachée parlementaire au cabinet de Jean Foyer (Coopération), avant de suivre ce dernier comme chargée de mission à la Justice (1962-1967). Cette femme de tête, disposant d'une influence énorme dans les milieux pompidoliens (avec son alter ego Pierre Juillet) rejoint alors Matignon en 1967-1968 comme chargée de mission de Georges Pompidou. Dès son élection à la présidence de la République, elle sera conseillère technique à ses côtés, sans interruption de 1969 à sa mort, en 1974. Elle passait alors pour le n° 2 ou 3 de la présidence, disposant de pouvoirs étendus, concurrençant largement ceux du Premier ministre (notamment Jacques Chaban-Delmas dont elle obtiendra la tête en 1972). En 1974, Alain Poher, alors président du Sénat, la fait nommer conseiller à la Cour des comptes. Bien qu'elle soit considérée dans les années soixante-dix comme la marraine et l'égérie de Jacques Chirac, ce dernier finira par s'en séparer (notamment sous l'influence de son épouse) tant pour des raisons personnelles qu'idéologiques. Elle n'hésitera pas à se présenter en 1981 à l'élection présidentielle, n'obtenant 1,33 % des voix (386 623 voix). Présidente depuis 1982 de l'Institut international de géopolitique, elle a toujours défendu des thèses antieuropéennes et a figuré parmi les principaux opposants aux thèses de Maastricht. Ce qui ne l'empêchera pas d'être député européen de 1999 à 2004 (liste Pasqua-Villiers).

GARBOIS Jean. Banquier, né le 1er octobre 1940 au Caire (Égypte). Ancien élève d'HEC, il sera vice-PDG de la Banque Odier Bungener Courvoisier (groupe ABN-AMRO) et président de l'Office de coordination bancaire et financière, ainsi que du Groupement des banques étrangères de l'Association française des banques.

GARNIER Patrice. Économiste, né le 17 septembre 1947 à Saint-Dizier (Haute-Marne). Licencié en sciences économiques et diplômé d'HEC en 1969, après une année comme coopérant au ministère du Plan en Haute-Volta, il entre en 1971 au service des études économiques du ministère des PTT. De 1974 à 1976, il s'occupe d'un bureau d'études d'aménagement d'espaces de loisirs, l'association Loisirs urbains, fondé avec des amis. En 1976, il rejoint la CFDT, dont il sera secrétaire confédéral de 1979 à 1983, comme responsable du bureau économique, conseiller direct d'Edmond Maire, responsable du secrétariat économique, membre du Conseil économique et social. Il aura été l'homme de la « resyndicalisation » de la CFDT, qu'il réoriente vers l'entreprise et le libéralisme tempéré alors que la centrale était jusqu'alors très marquée par l'Union de la gauche. En 1983, il est appelé par le socialiste Robert Lion à la Caisse des dépôts comme chargé de mission au service plan et projets. En 1985, il devient conseiller de son directeur général et secrétaire du comité exécutif. Directeur général du Bureau d'information et de prévisions économiques (1988), puis PDG de la Société d'études pour le développement économique et social, filiale de la Caisse des dépôts (1989-1990), il devient directeur général, puis PDG de la société Caisse des Dépôts-Développement (C3D), de 1991 à 2003. Il est consultant depuis 2003.

GATTAZ Pierre. Ingénieur, né le 11 septembre 1959 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Geneviève Beurley et d'Yvon Gattaz. Né le 17 juin 1925 à Bourgoin-Jallieu (Isère), ce dernier, fils d'instituteur, ingénieur de formation, a fondé le groupe Radiall (connecteurs électroniques) avec son frère Lucien en 1952 et a présidé le Centre national du patronat français (prédécesseur du Medef) de 1981 à 1986. Une expérience qu'il racontera au journaliste Philippe Simonnot dans *Mitterrand et les patrons* (Fayard 1999). L'aînée de ses trois enfants, Roselyne Gattaz, cadre chez IBM, est membre du conseil de surveillance de Radiall (tout comme le fils de Lucien Gattaz, Bruno), tandis que le benjamin, Vincent Gattaz, est dans l'enseignement. Pierre Gattaz, de l'aveu de son épouse Marie-Aude Mazetier (mariage en 1983, quatre enfants), fonctionnaire des Finances et conseillère municipale UMP du Vésinet, a, avec son père Yvon Gattaz « beaucoup de points communs. Mêmes mimiques, même franchise, même humour, même sens de la formule. Et surtout, même engagement (*Challenges*, 12 septembre 2013). » Passé par l'École Saint-Geneviève à Versailles, il est diplômé de l'École nationale supérieure des télécommunications de Bretagne et titulaire d'un *administrative manager certificate* de l'Université George Washington aux États-Unis (1984). Après avoir commencé sa carrière comme attaché industriel au poste d'expansion économique de l'ambassade de France à Washington, il fut ingénieur d'affaire de la société Électronique Serge Dassault (1984-1986) avant d'être nommé en 1990 chef de projet export et monétique. Il fut ensuite nommé directeur général de Convergie et de Dynateg (1992-1993). En 1992, le groupe familial Radiall alors en crise, l'appelle en renfort comme directeur général (1993-1994) et Pierre Gattaz succède rapidement à son père comme président du directoire du groupe (1994) qu'il a depuis développé, avec succès, à l'international. En effet, selon *Challenges*, la famille Gattaz est considérée comme la 277e fortune de France, étant actionnaire à 90 % de Radiall, valorisé à 140 millions d'euros. S'étant impliqué dans le syndicalisme patronal, il a été élu président du Syndicat des industries des composants électroniques passifs (1999), puis est devenu en 2003 vice-président chargé des branches de l'électronique, puis président (depuis 2007) de la Fédération des industries électriques, électronique et de communication. Il en devient président en 2010, ayant succédé à Yvon Jacob. Il est par ailleurs membre du Comité national qualité performance et membre du bureau de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) à partir de 2011. En 2013, « avec sa silhouette un peu voûtée, sa mine fatiguée et ses sourires désabusés », celui qui n'a « ni l'allure ni le phrasé des hommes de l'establishment » (*Challenges*, 12 septembre 2013) a été élu à la présidence du MEDEF, (soutenu notamment par Denis Kessler, ancien patron de la Fédération des sociétés d'assurance), ses principaux concurrents, le médiatique Geoffroy Roux-de-Bézieux et le président de la Fédération des travaux publics Pierre Bernasconi, s'étant finalement ralliés à lui (en échange d'une vice-présidence exécutive) afin de contrer l'intrigante Laurence Parisot (qui avait tenté jusqu'au dernier moment de faire modifier les statuts pour prolonger son mandat de deux ans). Son « Medef de combat » est constitué d'un bureau syndical de quatorze membres dont trois anciens membres de cabinets ministériels socialistes : Ariane Obolensky (conseillère technique au cabinet de Michel Rocard en 1988), Frédéric Saint-Geours (directeur de cabinet d'Henri Emmanuelli, 1984-1986) et Bernard Spitz (qui dirige Les Gracques, le *think tank* de la gauche libérale, ancien conseiller du Premier ministre Michel Rocard, 1988-1991).

GAUDIN Michel. Préfet, né le 9 août 1948 à Cosne-sur-Loire (Nièvre). Fils de boulangers, cet ancien élève de l'Ena (promotion Henri-François d'Aguesseau) est également diplômé de droit public et de sciences politiques. Ayant rejoint le ministère de l'Intérieur, il y a effectué toute sa carrière, avec un passage dans les Hauts-de-Seine, alors dirigés par Charles Pasqua, comme directeur général des services (ce qui lui permettra de se lier étroitement avec Nicolas Sarközy et Claude Guéant). Directeur du personnel et de la formation de la police (1993), puis préfet du Gard (1998), il sera, de 2002 à 2007, directeur général de

la police nationale. Membre du premier cercle du président Nicolas Sarközy, il est propulsé préfet de police de Paris en 2007, en remplacement du chiraquien Pierre Mutz

GAUTIER-SAUVAGNAC Denis. Inspecteur général des Finances, né le 28 mai 1943 à Paris. Diplômé de l'IEP, cet énarque a rejoint l'inspection des Finances en 1967. Après avoir gravi les premiers échelons, il est en 1971 chargé du bureau des affaires monétaires internationales à la direction du Trésor avant d'être nommé, en 1972, attaché financier à Bruxelles, puis conseiller pour les affaires économiques et financières (1973), directeur adjoint (1974-1975), puis directeur (1976-1978) du cabinet de François-Xavier Ortoli, président, puis vice-président de la Commission européenne. Il retrouve Paris en 1978, comme secrétaire adjoint du secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Ayant intégré en 1979 l'Union laitière normande, comme directeur général délégué, il en deviendra directeur général en mars 1981. En 1986, il tente une carrière politique, mais le RPR ne s'étant pas prononcé en sa faveur, il se présente comme divers droite dans la Manche et est battu. Ce spécialiste des questions européennes sera toutefois directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture François Guillaume de 1986 à 1988. Après un bref passage au Crédit agricole, comme directeur de la gestion financière, et un retour à l'inspection des Finances, il devient président en octobre 1990 de la filiale française de la banque britannique Kleinwort-Benson. En septembre 1993, il rejoint l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), qui regroupe 20 000 entreprises du secteur, et devient, en mars 1994, son délégué général. En septembre 1994, il succède à Nicole Notat comme président de l'Unedic. En novembre 2007, la presse révèle l'existence de « caisses noires » et que Denis Gautier-Sauvagnac effectue régulièrement de forts retraits en liquide sur les comptes de l'UIMM. Le scandale éclate et il doit quitter la présidence de l'UIMM où il est remplacé par Frédéric Saint-Geours. Une information judiciaire est ouverte contre lui. Denis Gautier-Sauvagnac avait été suppléant du député RPR de la Manche, Émile Bizet, de 1978 à 1981.

GAVOIS Francis. Inspecteur des Finances, né le 10 juillet 1935 à Paris. Ayant intégré à sa sortie de l'Ena (1961) l'inspection générale des Finances, il fut chargé de mission au cabinet de Michel Debré, ministre de l'Économie et des Finances (1966-1968), conseiller technique de Roland Nungesser (secrétariat d'État à l'Économie et aux Finances) puis de Maurice Couve de Murville (Économie et Finances). Il est en 1968 nommé chargé de mission à la direction des relations extérieures, puis en 1971 adjoint au chef de service de l'inspection générale des Finances. Conseiller technique du ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing en 1972-1973, il assure la direction du cabinet de Michel Jobert au Quai d'Orsay en 1973. Après un bref passage à la sous-direction des interventions financières et de la coopération technique (1973), on le retrouve de janvier à août 1976 comme directeur du cabinet de Raymond Barre, ministre du Commerce extérieur, puis comme directeur adjoint de son cabinet à Matignon d'août 1976 à mai 1981. Ayant réintégré son corps à l'arrivée de la gauche, il devient en 1984 directeur général adjoint, en 1990 directeur général, en août 1994 administrateur, puis président du conseil d'administration de la Banque française du commerce extérieure. Président du conseil de surveillance d'Oddo et Cie (1998-2003), il est également administrateur de plusieurs sociétés.

GAYMARD Hervé. Haut fonctionnaire né le 31 mai 1960 à Bourg-et-Maurice (Savoie). Père de huit enfants, cet énarque a épousé Clara Lejeune, fille du professeur Jérôme Lejeune, découvreur du gène de la trisomie 21 et continuateur de Laissez-les-vivre. Ancien membre du cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris, cette énarque appartient à la Cour des comptes. Directeur de cabinet de Colette Codaccioni, au ministère de la Solidarité entre les générations (1995), elle est sous-directeur au ministère des Finances. Ils sont considérés tous deux comme proches, Voire comme membres, de l'*Opus Dei* (cf. notamment *Un Président très entouré* d'Anne Fulda, Grasset, 1997). Hervé Gaymard, également énarque, dépend de la direction du Budget. D'abord attaché financier à l'ambassade de France au Cake, il a été élu député RPR de la Savoie en

1993. Conseiller général de ce département, cet ancien suppléant de Michel Barnier vient de lui succéder à la présidence du conseil général de Savoie. Il a animé le comité d'experts chargé de préparer la plate-forme électorale de Jacques Chirac à la présidence de la république. Secrétaire d'État aux Finances auprès d'Alain Juppé (1995), puis secrétaire d'État à la Santé et à la Sécurité sociale (1995-1997), il est réélu en 1997, l'emportant avec 53,87 %. Conseiller général de Moutiers à partir de 1994, il devint président du conseil général de la Savoie en septembre 1999 (remplaçant son protecteur Michel Barnier). Ce partisan de l'union des divers partis de l'opposition lança l'association Alternance 2002, dont il fut le secrétaire général en 2000-2001. À partir d'avril 2001, il assure le secrétariat général de l'Union en mouvement et fut chargé du projet et des discours dans l'équipe de campagne présidentielle de Jacques Chirac en 2002. Il entre comme ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales dans le premier gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, conservant le même poste après les élections législatives. Le 9 juin 2002, ce « chiraquien pur sucre » (*Le Monde*, 9 mai 2002) est réélu dès le premier tour, obtenant 50,92 % face à une dizaine de candidats. Membre du Mouvement Initiative et Liberté, qui regroupe les « grognards » du RPR et de l'ex-SAC, il a présidé l'Union paneuropéenne de France d'octobre 2000 à 2002. Il est choisi par Jacques Chirac pour succéder à Nicolas Sarközy, en novembre 2004, comme ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. « Le duo exécutif veut montrer à l'ambitieux Nicolas Sarközy qu'il n'est pas si doué qu'il le croit puisque n'importe qui – même une figure guère connue du grand public – peut le remplacer, pourvu qu'il soit en totale entente avec l'Élysée (*Libération*, 30 novembre 2004). » Son destin est brisé lorsqu'il est poussé à la démission, le 25 février 2005 (il est remplacé par Thierry Breton), à la suite d'une très vive polémique sur son nouvel appartement de fonction dans le VIIIe arrondissement de Paris d'une superficie de 600 m² loué 14 000 euros par mois. Ayant multiplié les palinodies et les demi-mensonges, il s'était défendu seul refusant l'assistance d'une cellule de communication de crise qui aurait sans doute réussi à le sauver et finira par avouer avoir « commis des maladresses ». Il retrouve son poste d'administrateur civil hors classe au ministère des Finances et sera chargé par le Premier ministre d'une mission sur la politique française vis-à-vis des pays émergents. En septembre 2005, il remboursera, pour respecter l'engagement pris publiquement au moment de sa démission, la somme de 58 894 euros correspondant aux dépenses engagées lors de son installation dans l'appartement de fonction de la rue Jean-Goujon. Le 10 juin 2007, il récupère son siège de député de la Savoie, étant réélu dès le premier tour avec 50,93 %, puis celui de président du conseil général de Savoie en 2008. Il a accédé à la présidence de l'Office national des forêts en janvier 2010.

GELAMUR Jean. Directeur de société, né le 24 juillet 1920 à Rabastens (Tarn), décédé le 8 juillet 2008. Ingénieur conseil en organisation de 1946 à 1953, directeur aux Glaces de Boussois (1955-1960), il devient en 1960 PDG de la maison de la Bonne Presse (devenue Bayard-Presse en juin 1969), poste qu'il occupera jusqu'en 1985. Il préside ensuite son conseil de surveillance (1985-1991) et sera directeur du quotidien chrétien *La Croix*. À partir de 1962, il présidera la Coopérative des journaux et publications non syndiqués et sera vice-président du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, ainsi qu'administrateur de la Société professionnelle des papiers de presse. De 1965 à 1968, il a présidé la Fédération internationale des quotidiens et périodiques catholiques, puis de 1968 à 1974 l'Union catholique internationale de la presse. De 1983 à 1991, il a été PDG de la Société centrale d'impression armentièroise.

GELLARD Jacques. Ecclésiastique, né le 5 novembre 1931 à La Baule (Loire-Atlantique). Licencié ès lettres, en philosophie et théologie, il est devenu jésuite en 1948. Ordonné prêtre en 1962, il a enseigné la philosophie chez les Jésuites à Chantilly puis à Paris. Directeur du centre Sèvres-Institut supérieur de philosophie et de théologie de la Compagnie de Jésus (1979-1985), il a été provincial de France des Jésuites de 1985 à 1991, puis est devenu l'année suivante assistant régional du supérieur général de la

Compagnie de Jésus à Rome. Il appartient à diverses associations françaises et internationales de sociologie.

GENDREAU-MASSALOUX Michèle (née MASSALOUX, épouse GENDREAU). Universitaire, née le 28 juillet 1944 à Limoges (Haute-Vienne). Agrégée d'espagnol et diplômée de l'IEP, cette normalienne polyglotte a commencé sa carrière universitaire en 1969. Vice-présidence de l'université de Limoges en 1979, puis recteur de l'académie d'Orléans-Tours en 1981 (elle disait alors, « je suis socialiste avant d'être recteur », selon *Le Figaro*, 20 mai 1989). Appelée en mars 1984 comme conseiller technique à l'Élysée pour les questions d'éducation (cette adhérente du PS depuis 1983 avait en effet de bonnes relations avec l'épiscopat), elle succède, à la surprise générale, en juillet 1985, à Christian Sautter comme secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Elle cumule en outre ce poste avec celui de porte-parole de l'Élysée à partir de mars 1986. En juin 1988, ne faisant plus l'affaire, elle est recasée par François Mitterrand à la Commission nationale de la communication et des libertés (au fauteuil de Catherine Tasca), puis en janvier 1989 comme recteur de l'académie de Paris (ainsi qu'administrateur d'*Antenne 2*). Membre de la commission de contrôle des sondages (1999-2000), recteur de l'Agence universitaire de la francophonie, professeur associé à l'université de Paris VIII-Vincennes-Saint-Denis. Son mari, Pascal Gendreau, énarque, a été directeur de cabinet de Claude Cheysson aux relations extérieures (1982-1984).

GENESTAR Alain. Journaliste, né le 16 janvier 1950 à Caen (Calvados). Directeur de *L'Echo de Chartres* en 1980, il entre chez Hachette en 1986. En 1987, il obtient la direction de la rédaction du *Journal du dimanche* et en demeure directeur jusqu'en 1999. Il sera aussi, à partir de mai 1998, administrateur de *L'Événement du jeudi* et chroniqueur hebdomadaire à *Radio France International* (depuis 1995). Vice-président du Club français de la presse – Press Club de France, en charge des relations avec les institutions politiques, il a succédé, en mai 1999, à Roger Thérond (malgré l'opposition de ce dernier) comme directeur général de la rédaction de *Paris Match*, vice-président du comité éditorial d'Hachette Filipacchi médias. Lors de la guerre contre la Yougoslavie, il fut l'un des journalistes les plus bellicistes, estimant que « la décision de faire la guerre marque la volonté de l'Europe de prendre son destin en main » (*Le Journal du dimanche*, 28 mars 1999). Il quitte la rédaction quelques mois après la publication d'une série de photos sur Cécilia Sarközy, alors séparée de son époux, l'influent Nicolas Sarközy, et de son nouveau compagnon, Gérard Attias. Toute la France découvrit alors officiellement les déboires conjugaux du président de la République. Professeur associé à l'Institut d'études politiques de Paris depuis lors, il a signé un ouvrage à charge, *Expulsion* (2008). Il a vainement été candidat à la présidence du *Monde* en 2008. Il dirige depuis lors *Polka Magazine*, un magazine de photojournalisme.

GENEVOIS Bruno. Haut fonctionnaire, né le 13 décembre 1941 à Paris. Cet énarque, expert en droit administratif, est entré au Conseil d'État en 1967. Après avoir fait ses premières armes à la section travaux publics et avoir travaillé au ministère de l'Équipement avec Robert Galley (préparation de la loi sur la réforme de la politique foncière), il reste pendant neuf ans commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux (où il se fera remarquer pour ses interprétations très libérales). Rapporteur sous le gouvernement socialiste du rapport Schmelck sur les écoutes téléphoniques, il est recruté en 1985 par le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, qui le propulse à la direction des libertés publiques. En avril 1986, bien qu'il n'ait pas été limogé par le nouveau gouvernement, il est appelé par Robert Badinter, et nommé par François Mitterrand, secrétaire général du Conseil constitutionnel (jusqu'en 1993).

GENG Françoise. Permanente syndicale, née le 21 mars 1957 à Tetouan (Maroc). Membre de la direction nationale (secrétaire fédérale) de la Fédération Santé Action sociale - CGT, cette proche du secrétaire général Thierry Le Paon, qui a fait carrière dans les cadres hospitaliers, est présidente de la section du travail et de l'emploi (celle à laquelle a appartenu Le Paon) au sein du Conseil économique, social et environnemental, chasse gardée de la franc-maçonnerie adogmatique. Sa cooptation au sein du Siècle s'explique par le désir du grand patronat de disposer d'interlocuteurs privilégiés au sein des centrales syndicales, particulièrement en cette période d'incertitude économique, potentiellement prérévolutionnaire.

GENIN Maurice. Banquier. Il a été directeur des affaires financières au Crédit lyonnais, puis PDG de la Banque franco-roumaine au début des années 80.

GENOYER Maurice. Industriel, né le 10 mai 1933 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Cet ancien officier mécanicien de marine a travaillé comme VRP d'une usine de fonderie, avant de lancer à Marseille, en 1963, avec quatre amis, la Société phocéenne de métallurgie, qui deviendra une puissante société, diversifiée dans plusieurs domaines (pas toujours avec succès). En 1972, il se lance dans la presse, créant *Objectif Sud* et rachetant en 1973 *Provence Magazine*. Appelé au chevet de l'OM en 1974, il abandonnera au bout de trois mois. Il a également lancé une compagnie d'aviation, qui disparaîtra rapidement. En 1979, il se retire de la vie publique, pour n'y revenir que cinq ans après, en 1984. Il tentera notamment, en 1986, de reprendre les chantiers maritimes de La Seyne. Ce marginal a tenté, sans succès, de mener une carrière politique: il fut indépendant, conseiller municipal defferriste de 1971 à 1977, tout en participant en 1974 à la campagne de Valéry Giscard d'Estaing à Marseille. Éloigné par Defferre, ignoré par Jean-Claude Gaudin, il crée en 1986 une liste législative indépendante, soutenant Barre (mais ce dernier lui refuse tout label). Il obtient 3 % des suffrages au prix d'une campagne de 8 millions de F de dépenses. En 1992, il se fait finalement élire conseiller régional, comme second sur la liste Tapie dans les Bouches-du-Rhône. Il quittera rapidement Tapie pour donner en 1995 son soutien à l'équipe Gaudin-Muselier. Président fondateur de la Fondation Genoyer l'enfant et la vie (1997).

GENTIL Paul. Ingénieur, né le 20 décembre 1921 à Bourbon-l'Archambault (Allier), décédé le 11 novembre 1985. Cet ancien X-Mines a effectué l'essentiel de sa carrière à la SNCF où il est entré en 1954. Chef du service d'exploitation de la région Est, il devient en 1966 directeur du mouvement, puis, en 1971, directeur général adjoint technique, et, en 1974, directeur général (il occupera ce poste pendant onze ans).

GENTIN Frank, Daniel, Jean-Pierre. Président de société, né le 1er novembre 1957 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Fils d'un ingénieur Daniel Gentin et de Christiane Robyn, il a épousé, le 23 juin 1984, Valérie Bernis, fille d'un industriel décédé en 2004 qui présidait les sociétés du groupe Bernis. Née le 9 décembre 1958 à Limoges (Haute-Vienne), cette mère de trois enfants (Pauline, Lorraine et Charles), diplômée de l'Institut supérieur de gestion de Paris et titulaire d'un Deug de sciences économiques, a été attachée de presse au cabinet d'Edouard Balladur au ministère de l'Économie et des Finances (1986-1988), puis chargée de sa communication comme député, Premier ministre et candidat à l'élection présidentielle (1991-1995), ayant été entre-temps directrice de la communication de Cerus (holding française de Carlo De Benedetti, où apparaissait Alain Minc parmi les principaux dirigeants). C'est d'ailleurs Valérie Bernis qui a présenté Edouard Balladur à Alain Minc. Membre du Siècle de longue date, elle entre ensuite chez Suez, en charge de la communication, puis devient membre du comité exécutif de GDF Suez en charge des relations institutionnelles et de la féminisation de l'entreprise (2008). Depuis 2011, elle est directrice générale adjoint de GDF Suez. Elle a par ailleurs dirigé la chaîne *Paris Première* (1999 à 2004). Passé par le lycée Carnot, Franck Gentin est entré chez Bouygues (1981-1982) à la direction financière de la joint-venture Bouygues Blount à Riyad (Arabie Saoudite) à l'issue de ses études à l'Essec. En 1983, il intègre Arthur Andersen Consulting comme consultant puis rejoint le groupe de sa belle-famille Bernis (SeficoBerger, devenu Bernis Investissements en 2007) en 1986. Nommé président du directoire en 1990, il développe les activités du groupe dans le transport (Bernis Trucks), la location de véhicules (Bernis Location), etc. Juge au Tribunal de commerce de Paris depuis 2003, il a obtenu une licence de droit en 2005 et a été élu président du Tribunal de com-

LE SIÈCLE

merce de Paris en 2011. Il est administrateur de la Conférence générale des juges consulaires de France depuis 2012.

GENTON Joseph-Camille. Banquier, né le 17 septembre 1923 à Montbrison (Loire), décédé le 25 août 1992. Docteur en droit, il fut chargé de mission au tribunal international de Nuremberg (1945-1946) avant de rejoindre en 1966 la Compagnie française des pétroles (directeur financier, puis directeur jusqu'en 1985). Il a été PDG de l'OFP-Omnium financier de Paris, PDG de Pretabail-Sicomi, et administrateur de nombreuses sociétés.

GENTOT Michel. Membre du Conseil d'État, né le 8 janvier 1932 à Charmes (Vosges). À sa sortie de l'Ena en 1958, il entre comme auditeur au Conseil d'État, puis deviendra enquêteur au comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics. De 1965 à 1967, il est conseiller juridique à l'ambassade de France à Alger. Secrétaire général en 1978-1979 de l'Institut d'études politiques, il en devient directeur en 1979, poste qu'il conservera jusqu'en 1987 (Alain Lancelot lui succède). Promu conseiller d'État, il accède à la présidence d'une sous-section de la section du contentieux (1987-1988). Il en prend la présidence en 1995 après un passage à la présidence de la cour administrative d'appel de Lyon (1988-1991). Il a été président du tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail et de la Cité internationale universitaire de Paris (1998), président de la Commission d'accès aux documents administratifs (1989-1995 et 1998-1999) ainsi que de la CNIL (1999-2004).

GENUINI Benoît. Président de société, né le 14 avril 1953 à Versailles (Yvelines). Ce polytechnicien a débuté chez Accenture (ex-Andersen Consulting), étant président de son conseil d'administration de 1995 à 2005. Il préside l'Agence nouvelle solidarités actives, avant de devenir médiateur de Pôle Emploi (2009-2010).

GEORGELIN Jean-Louis. Militaire, né le 30 août 1948 à Aspet (Haute-Garonne). Passé par l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, il s'est engagé en septembre 1967. Capitaine en 1976, colonel en 1989 et général de brigade en juillet 1997, cet ancien de l'Institut des hautes études de défense nationale, est également diplômé d'état-major et du Centre des hautes études militaires, ainsi que breveté parachutiste. Il a notamment été en poste au 9e régiment de chasseurs parachutistes de Toulouse, au 153e régiment d'infanterie de Mutzig, membre du Centre d'exploitation du renseignement militaire (1979-1980), aide de camp du général chef d'état-major de l'armée de terre (1980-1981). Stagiaire pour le Command and General Staff College de Fort Leavenworth (États-Unis) en 1982 et à l'École supérieure de guerre l'année suivante, il fut affecté à Coëtquidan en 1985. Adjoint terre du cabinet militaire du Premier ministre Édouard Balladur en juillet 1994 (puis d'Alain Juppé), il devient adjoint au général de la 11e division parachutiste de Toulouse en mai 1997 (spécialisée dans les opérations clandestines), un poste « sensible », qui sera suivi par le commandement de la SFOR en ex-Yougoslavie. À la suite de l'installation d'Henri Bentegeat à l'état-major des armées, il est nommé, en octobre 2002, en remplacement de ce dernier, comme chef d'état-major particulier du président de la République Jacques Chirac. De 2006 à 2010, il sera chef d'état-major des Armées, ayant remplacé le général Henri Bentegeat, également membre du Siècle.

GEORGES-PICOT Bruno. Banquier, né le 20 janvier 1927 à Paris. Diplômé de Sciences-Po et licencié en droit, il fit carrière à partir de 1952 à la Banque de l'Indochine et de Suez (sous-directeur en 1963, directeur adjoint en 1967, directeur en 1971, directeur général adjoint en 1984) et président de diverses filiales (Banque Indosuez Luxembourg) ainsi qu'administrateur de diverses sociétés. Il a été conseiller municipal (1959) puis maire de Noisy-sur-Oise de 1967 à 1983.

GEORGY Guy. Ambassadeur, né le 17 novembre 1918 à Paris, décédé le 8 juillet 2003. Breveté de l'École nationale de la France d'Outremer, ce descendant d'une modeste famille de paysans (né de père inconnu), qui se fit à la force du poignet, fut un véritable « ambassadeur itinérant ». Cet excellent spécialiste de l'Afrique sera notamment en 1955-1956 chef de cabinet de Pierre-Henri Teitgen,

ministre de la France d'Outre-mer, puis de 1961 à 1964 ambassadeur à La Paz, de 1965 à 1969 à Cotonou, puis de 1969 à 1975 à Tripoli (affaire Claustre). Il est alors nommé directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, ambassadeur à Téhéran (1980-1981), puis à Alger jusqu'en 1984, date à laquelle il est admis à la retraite. En 1984, il a présidé la Fondation France-Amérique latine (maison de l'Amérique latine). Il a retracé sa vie dans *La Folle avoine*, *Le Petit soldat de l'Empire*, *L'Oiseau sorcier*, etc.

GERARD Patrick. Universitaire, né le 30 décembre 1957 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Ce fils de magistrat est docteur en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et agrégé de droit public. Il s'engagea très jeune en politique auprès des giscardiens, lançant le comité des étudiants libéraux de France, le syndicat universitaire souhaité par Valéry Giscard d'Estaing, puis fut président national (1981-1986) du Mouvement des jeunes giscardiens. Il devint conseiller municipal de Nancy en 1983 et collabora directement avec Valéry Giscard d'Estaing, alors président de l'UDF, de 1986 à 1993. En parallèle, il devait conduire une carrière universitaire comme maître de conférences au CNAM (1987-1992) puis en tant que professeur à l'université d'Orléans (1992). Ayant quitté sa terre natale pour s'implanter à Vincennes, il en devint conseiller municipal PR en 1989. Membre du Conseil économique et social (1991-1993), il devint, en 1993, délégué général de la fédération des clubs giscardiens Perspectives et Réalités. Conseiller technique au cabinet du ministre de l'Éducation nationale François Bayrou (1993-1994), il fut propulsé recteur de l'académie d'Orléans-Tours en avril 1994. Devenu maire-adjoint de Vincennes en 1995 et maire en 1996 (jusqu'en 2002), il sera aussi conseiller régional d'Ile-de-France de 1992 à 2002. Il prend la direction du Centre national des œuvres universitaires et scolaires en 1996. Recteur de l'académie de Bordeaux (2002-2004), on le retrouve encore comme directeur de l'enseignement scolaire (2004-2005), puis comme directeur de cabinet de Gilles de Robien, ministre de l'Éducation nationale (2005-2006). Il est alors nommé conseiller d'État au tour extérieur (sur choix politique). Il sera un éphémère directeur de cabinet du ministre de la Justice Rachida Dati (2007-2008), étant obligé de s'arrêter de travailler pour incompatibilité avec son ministre en raison des « sautes d'humeur » de cette dernière (*Le Monde*, novembre 2008). Il devient alors recteur de l'académie de Paris et chancelier des universités de Paris. Il a signé plusieurs ouvrages, en particulier sur le système électoral américain.

GERGORIN Jean-Louis. Membre du Conseil d'État, né le 22 avril 1946 à Paris IXe. Ancien élève de l'École polytechnique, de l'Ena et d'Harvard, il a débuté en 1972 comme auditeur au Conseil d'État, avant de rejoindre l'année suivante le tout naissant Centre d'analyses et de prévisions du ministère des Relations extérieures. En juin 1976, il en devient l'adjoint, puis en janvier 1979 le directeur. En 1984, il rejoint le groupe Matra comme conseiller de son président Jean-Luc Lagardère, avec rang de directeur et de membre du comité exécutif, directeur de la stratégie industrielle et internationale de groupe (jusqu'en 1992). De 1990 à 1992, il est administrateur de Matra SA et depuis 1994 appartient à la commission prospective du CNPF. Il est aussi administrateur de l'Institut international d'études stratégiques et membre de la Fondation du futur. Cet homme brillant va se retrouver au cœur d'un immense scandale qui va secouer la fin du quinquennat de Jacques Chirac, l'affaire Clearstream.

GERMOND Philippe. Directeur de société, né le 19 février 1957 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Ce fils d'ingénieur chez NCR, passé par Saint-Louis-de-Gonzague de Paris et Sainte-Geneviève de Versailles, est ingénieur de l'École centrale et Master of Science of Management de la Stanford University (Californie). Entré aux États-Unis chez Hewlett-Packard en 1980, il a gravi de nombreux échelons dans cette multinationale informatique, étant notamment directeur du réseau de distribution (1986-1988), directeur commercial (1989), directeur général pour l'Europe du Sud, le Moyen-Orient et l'Afrique (1994-1995), avant d'entrer chez SFR (téléphonie mobile) comme PDG en 1997, ainsi que de TDR (radio-messagerie).

Considéré comme le principal responsable de la diversification de la CGE dans la téléphonie et la communication, ce quasi-inconnu a également été administrateur-directeur général de Cegetel à partir de 1997 (succédant à Philippe Glotin, disparu brutalement). Il devient PDG en 2000. Il sera également membre du comité exécutif de Vivendi et directeur général délégué pour la communication de ce groupe, ainsi qu'administrateur de plusieurs de ses filiales (Pathé, *Canal +*, etc.) Il a appartenu au Club des 40 de Jean-Marie Messier (qui le recruta à la suite de rencontres dans ce cercle très sélect). Directeur général d'Alcatel (2003-2005), il préside, depuis 2007, le directoire d'Atos Origin.

GERONDEAU Christian. Ingénieur, né le 23 mars 1938 à Paris. Cet X-Ponts est entré en 1962 au ministère de l'Équipement (direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme). Il sera de 1968 à 1969 conseiller technique de Pierre Dumas, aux Affaires sociales, puis, de 1969 à 1972, chargé de mission de Jacques Chaban Delmas à Matignon. Il est ensuite nommé délégué interministériel (auprès du Premier ministre) à la sécurité routière, et va devenir le célèbre premier « Monsieur Sécurité routière ». Il dirige le service national de la protection civile, puis celui de la sécurité civile au ministère de l'Intérieur (1975-1982). Se tournant vers l'entreprise, il sera ensuite directeur du développement des Charbonnages de France, vice-président de la société des hôtels Méridien (1984-1987), président de la chaîne hôtelière Eldorador (1986). Il est nommé alors président de Tourisme loisirs développement (Crédit agricole), poste qu'il abandonne rapidement pour la présidence de la Caisse nationale des monuments historiques (1988-1991). Il a rejoint le Parti républicain en 1988. En 1992, il prend la présidence de l'Union routière de France, regroupement d'une soixantaine d'associations et entreprises liées à la route. Il préside également, depuis 1988, l'Association pour la diffusion des techniques de sécurité routière et la Fondation Fraternité. Il est président de la Fédération française des automobiles clubs (depuis 1997) et du Congrès mondial de la route (2001). En 2009, il a pris la tête du PMU.

GERONDEAU Jean-Louis. Directeur de société, né le 3 octobre 1943 à Nancy (Meurthe-et-Moselle), décédé le 22 novembre 2009. Ce polytechnicien, également diplômé de la Harvard Business School, a été consultant chez Mac Kinsey (1970-1975), avant d'entrer chez Zodiac, dont il sera président du directoire de 1980 à 2007. Il est également président du conseil de surveillance de l'Institut du développement industriel (à partir de 1990), président du Groupement des équipements aéronautiques et des systèmes électroniques de défense et de sécurité (Gifas) de 2005 à 2007.

GHOSN Carlos. Président de société, né le 9 mars 1954 à Porto Velho (Brésil). Libanais par son grand-père et français par sa mère, il a épousé une Libanaise. Cet ancien élève des Jésuites est titulaire de la nationalité française. Il est donc « libanais de souche, brésilien de naissance, américain de culture et français d'adoption, polyglotte et cosmopolite » (*L'Express*, 1er avril 1999). Après des études primaires et secondaires au Brésil, il a rejoint la France, reçu à l'École polytechnique (et membre du corps des Mines), détenant également un DEA de sciences économiques. Entré chez Michelin en 1978, il débuta comme chef de fabrication à Cholet avant de diriger l'usine du Puy. Il a pris, à 35 ans, la présidence de sa filiale en Amérique du Nord en 1989, réussissant la fusion avec l'Américain Uniroyal Goodrich, alors en difficulté. « Il a fallu casser les syndicats et virer des milliers d'ouvriers (*Libération*, 26 juin 1999). » Ayant gagné la confiance de François Michelin, c'est ce « cost killer » qui sera chargé de la formation de son fils, Édouard Michelin. N'ayant aucune chance de prendre la tête de la société de pneumatiques, bien que contrôlant 60 % de son chiffre d'affaires (la filière de pneus « camionnettes et tourisme »), il sera recruté, via un chasseur de têtes, par Louis Schweitzer, ex-directeur de cabinet de Laurent Fabius, comme n° 2 de Renault en décembre 1996, toujours pour redresser la firme française qui accumulait alors les pertes (5,25 milliards de F en 1996), devenant le benjamin du comité exécutif de l'entreprise nouvellement privatisée. Il s'y emploiera d'une part en réduisant les coûts, d'autre part en développant à l'international (en particulier au Brésil, pays phare du développement de Renault). Il devient le 25 juin 1999, le n° 2 opérationnel de Nissan (dont Renault est l'actionnaire de référence avec 36,8 %), chargé en fait de redresser l'entreprise japonaise en difficulté depuis le début des années 90, succédant alors au président Yoshikazu Hanawa, ayant réussi cette véritable mission impossible, devenant ainsi « le Français le plus connu au Japon » (*Le Monde*, 30 mai 2000). Le « roi Carlos » succède logiquement à Louis Schweitzer en 2007. Il participe pratiquement à tous les Forums de Davos.

GIACOMETTI Pierre. Directeur de société, né le 14 juin 1962 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils d'un ingénieur conseil, cet ancien de Sainte-Croix de Neuilly est diplômé de Sciences-Po Paris. Chargé d'études chez BVA (1985-1986), il en est devenu directeur des études politiques et directeur du département opinion (1987-1991) puis directeur exécutif. Passé chez Ipsos Opinion, ce spécialiste des sondages a été directeur général (1995-2000) puis, depuis 2000, directeur général d'Ipsos France (ayant succédé à Jean-Marc Lech) et directeur international Division Public Affairs. « Dans l'ombre, le président d'Ipsos-France a été l'un des hommes-clés de la victoire de Nicolas Sarközy. Quand il s'est installé Place Beauvau en 2002, le ministre de l'Intérieur lui a demandé de suivre pour lui l'état de la France. Pierre Giacometti n'y a mis qu'une seule condition : la confidentialité absolue. Elle a été respectée jusqu'au bout (*Le Point*, 17 mai 2007). » Il figurait donc parmi les invités du *Fouquet's* le soir de la victoire de Nicolas Sarközy à l'élection présidentielle. Il a quitté Ipsos le 15 janvier 2008, créant avec Alain Péron une société de conseil en stratégie et en communication.

GIACOMOTTO Christian. Banquier, né le 21 juillet 1940 à Tunis (Tunisie). Il est issu d'une famille mi-corse, mi-italienne. Diplômé d'études supérieures de droit public et de Sciences-Politiques, diplômé de l'IEP (avec Michel Charasse et Jean Peyrelevade), il entre en 1965 à la Banque de l'Union européenne, dont il sera de 1980 à 1985 directeur des relations et financements internationaux. En janvier 1982, ce vieux routier des banques d'affaires à qui certains prêtent une sensibilité socialiste (il est un participant régulier des réunions d'Echanges et Projets, club deloriste, et possède une maison de campagne à Latche) devient conseiller technique de Jacques Delors, aux Finances. Quelques mois plus tard, en juin, il prend la direction générale adjointe du Crédit industriel et commercial, puis en sera directeur général de 1984 à 1986. En 1987, ce spécialiste des fusions-acquisitions rejoint le groupe Lagardère comme président du directoire de la banque Arjil, tout juste naissante. Il quitte ce poste en avril 1994, (où il est remplacé par Bernard Attali, nommé par surprise président du conseil de surveillance), prenant la présidence de la CEGER (conseil et développement en matière financière), avant de lancer, grâce à un système de commandite par action, la filiale française de la banque Kleinwort Benson (un des grands acteurs de la City) de 1994 à 1999. Fondateur et président du collège de gérance de Gimar finance et Cie (depuis 1999). Membre (depuis 2001), président (depuis 2005) du Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques. Vice-président, depuis 2004, de la Réunion des musées nationaux.

GIESBERT Franz-Olivier. Journaliste, né le 18 janvier 1949 à Wilmington, Delaware (États-Unis). Diplômé du Centre de formation des journalistes, il débute à *Paris-Normandie* (dont son grand-père maternel, important imprimeur normand, était l'un des principaux actionnaires) comme pigiste aux pages littéraires (1968-1972). Il négocie la vente des parts familiales à Robert Hersant, puis entre au *Nouvel observateur* où il deviendra successivement journaliste politique (1971-1979), grand reporter (1979-1980), chef du service politique (1981-1985) et enfin directeur de la rédaction de 1985 à 1988 (successeur de Jean Daniel). Auteur de divers ouvrages sur François Mitterrand, tout en servant de « nègre » à Pierre Mauroy, en 1977, pour *Héritiers de l'avenir*, ce fils de l'opposant le plus résolu de l'entrée à *Paris-Normandie* d'Hersant (qui signa un papier au vitriol en 1976 contre lui dans *Le Nouvel observateur*) entre en 1988 au *Figaro*, sous l'influence de son confrère du Siècle, Philippe Villin, donné à l'époque comme le dauphin du « papivore ». Il y prend la direction de la rédaction, passant sans complexe de la gauche caviar à la droite bourgeoise,

et mettant rapidement sur la touche la plupart des journalistes représentant la sensibilité plus droitière du quotidien (Max Clos notamment). Pour se justifier, il déclare : « Le journalisme n'est ni de droite ni gauche. L'important est de savoir si un article est bien écrit, si les informations sont exactes. » Contrairement à une légende volontiers colportée, il n'est pas juif, n'ayant tout « au plus qu'un arrière-grand-père juif » (*Passages*, février 1989). Ayant quitté *Le Figaro*, il devient PDG du *Point*. Il sera, de 2001 à 2006, présentateur de *Culture et dépendance* sur *France 3*., puis de *Chez FOG* sur *France 5* (2006-2009), et enfin de *Vous aurez le dernier mot* sur *France 2* (depuis 2009). Membre fondateur de la Fondation Saint-Simon et chroniqueur à *Europe 1* depuis 1992, il a notamment signé *François Mitterrand ou la tentation de l'histoire* (1977), *Le Président* (1990), *Jacques Chirac* (1987), *La Fin d'une époque* (1993) ainsi que divers romans.

GILBERT Jean-Pierre. Magistrat, décédé le 17 mai 1995. Cet avocat est devenu conseiller général UDF-PR de la Vienne, avant de devenir magistrat. Il sera notamment substitut près du procureur de la Cour d'appel de Paris puis vice-président du tribunal de grande instance de Tours. Président du Syndicat des eaux de la Vienne, il se suicidera après la publication d'un rapport de la chambre régionale des comptes dénonçant de nombreuses irrégularités de gestion.

GILLES Roland. Militaire, né le 7 février 1954 à Albi (Tarn). Passé par Saint-Cyr (major de la promotion Maréchal de Turenne, 1973-1975), il a effectué toute sa carrière dans la gendarmerie. Il fut notamment commandant de l'école de sous-officiers de la gendarmerie camerounaise à Yaoundé (1987-1990), chef du bureau des affaires réservées au cabinet du directeur général de la gendarmerie nationale (1992-1994), commandant de la légion de gendarmerie de Corse. Nommé général de brigade en 2003, il sera chef de cabinet du directeur général de la gendarmerie (2004-2006) major général de la gendarmerie (2006-2008) puis directeur général de la gendarmerie. Général d'armée depuis 2008, il devient ambassadeur en Bosnie-Herzégovine en 2010.

GINOCCHIO Roger. Ingénieur, né le 12 juin 1918 à Saint-Claude (Jura), décédé le 19 novembre 1990. Cet X-Ponts a fait carrière dans l'électricité dès 1943. Conseiller technique de Félix Gaillard (Finances, 1957) et directeur de cabinet d'André Bettencourt (P et T, Industrie, Plan, 1968-1969 et 1972-1973), il sera notamment chef de service de la production thermique d'EDF (1959-1966), directeur de la production (1966), directeur à la direction générale (1967-1983), directeur à la direction générale d'EDF à la fin des années soixante-dix. Il a également présidé la Société de l'autoroute Paris-Normandie (1976-1983).

GIRAL Jean-Louis. Président de société, né le 25 août 1934 au Ban-Saint-Martin (Moselle). Fils d'un père cheminot qui créa sa propre entreprise de construction ferroviaire en 1936, il intègre l'entreprise familiale sans avoir achevé ses études et en prend la direction en 1971, à la mort de son père. Il augmente la surface de son entreprise par une politique de rachats des concurrents. En 1977, sa société devient Gestion Desquenne et Giral, puis, en 1980, la politique de diversification lui fait acheter une série d'entreprises spécialisées dans la pose de câbles et de canalisations de gaz. En 1985, il prend contact avec la Lyonnaise des eaux pour lui acheter Intrafor Cofor, une de ses filiales. Aujourd'hui, il emploie 2700 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 228 millions d'euros (le groupe a été introduit au second marché en 1983). De 1982 à 1989, il a été président de la commission sociale, puis président de la Fédération nationale des travaux publics. Durant l'été 1989, il prend la présidence de la commission sociale du CNPF, après en avoir quitté la vice-présidence en 1985, en désaccord avec Yvon Gattaz. Ce patron de choc quitte cette présidence en 1992. En novembre 1994, il est battu par Jean Gandois à l'élection du président du CNPF, où il se présentait comme le candidat des PME. Conseiller de Paris (1995-2001) et conseiller régional RPR d'Ile-de-France (président de sa commission des finances) de 1992 à 1998, il est également le suppléant de Gilbert Gantier, député de Paris. Il possède France Empire, maison d'édition nettement classée à droite qu'il a rachetée à son ami

Yvon Chotard (l'un des directeurs de collection est Gérard Longuet). Il est l'un des rares patrons français connus à s'être nettement prononcé contre le traité de Maastricht. *Libération* (27 février 1996) laisse entendre qu'il serait franc-maçon.

GIRARD Christophe. Directeur de société, né le 9 février 1955 à Saumur (Maine-et-Loire). Passé par le lycée David-d'Angers à Angers et l'Institut national des langues et civilisations orientales, l'École des Hautes études en sciences sociales et l'université de Tokyo (selon le *Who's Who*), ce « jouisseur de la vie » (*Libération*, 25 juin 2004) détient un modeste certificat du British Council à Paris. Il a effectué toute la première partie de sa carrière chez Yves Saint Laurent, étant devenu très jeune le protégé du « milliardaire rose » Pierre Bergé, qui fera sa carrière. Les deux hommes (Girard n'avait que 19 ans) s'étaient rencontrés, avec Yves Saint Laurent, dans une boîte de nuit de Tokyo. Chez YSL, il sera inspecteur commercial (1978-1980), assistant du directeur des licences (1980-1984), directeur des licences (1984-1986), secrétaire général (1986-1996) et enfin directeur général adjoint (1998-1999). Pour *Le Point* (25 octobre 2002), son véritable « job », c'est « de servir de dir-cab à Bergé, aplanir les problèmes de son colérique patron, se constituant au passage un phénoménal carnet d'adresses. Mais aussi, avec l'argent d'YSL, organiser la lutte contre le sida. » Cette proximité avec Pierre Bergé fera qu'il sera également, directeur de la rédaction, de 1997 à 1999, du mensuel homosexuel *Têtu* fondé et financé par le même. *Le Figaro* (3 octobre 2005) évoque « sa fulgurante ascension, son exhibitionnisme déconcertant, son cynisme affiché comme un étendard, sa soif apparemment jamais inassouvi de reconnaissance. » Les deux hommes se fâchent lorsque Girard passe au concurrent Bernard Arnault, devenant, en 1999, conseiller du propriétaire de LVMH, avec pour titre officiel « directeur de la stratégie mode et maroquinerie ». Icône gay, il déclare : « Pendant des années, j'ai été échangiste, c'est-à-dire dans ce genre de pratiques sexuelles Maintenant, je suis un échangiste humaniste (*VSD*, 11 avril 2002). » Il fut coprésident d'Arcat Sida (1988-1995) et secrétaire général d'Ensemble contre le sida – Sidaction (1994-1999). Dès son élection, comme maire-adjoint à la Culture de Paris, il propose presque aussitôt la création d'une bibliothèque exclusivement gay et lesbienne. Ce militant communautaire a soutenu officiellement, par sa présence avec son écharpe tricolore, le mariage homosexuel célébré à Bègles, la commune de Noël Mamère, mais il revendique pour lui le « droit de ne pas se marier ». « J'ai perdu deux de mes partenaires et plus d'une centaine d'amis (*Le Nouvel observateur*, février 2001). » Il vit aujourd'hui avec Olivier Meyrou, un cinéaste ancien d'Act-Up (qui a notamment tourné *Au-delà de la haine*, film contre l'homophobie). Il possède d'ailleurs une société de production, Hold Up Films. En politique, il a largement évolué. Anticommuniste à ses débuts, il a voté pour Valéry Giscard d'Estaing en 1981, se rapprochant ensuite de Simone Veil qu'il soutiendra aux élections européennes de 1989. Appréciant Michel Rocard et détestant François Mitterrand, il se reconnaît ensuite dans Lionel Jospin, vivant comme « un coup de poignard » ses critiques contre le mariage gay. Il rejoint tardivement Les Verts, en 1998, via Daniel Cohn-Bendit. Il figure sur la liste européenne de Verts en 1999 (31e place) et, en 2004, sur la liste des Verts italiens dans le Latium (Rome). Un temps membre du club fabiusien Fraternité, il rejoint finalement le Parti socialiste en novembre, 2005, s'inscrivant à la section du IIIe arrondissement (où il habite) alors qu'il est élu du IVe arrondissement. Il lance alors son propre cercle, Liberté, Égalité, Réalité, en y associant des intellectuels, des artistes et des « militants issus de l'immigration ».

GIRARD Renaud. Journaliste, né le 25 mai 1955 à New York (États-Unis). Il est le fils d'Augustin Girard, diplomate. Passé par la Rugby School de Londres, l'École alsacienne et le Lycée Louis-le-Grand de Paris, ainsi que l'École normale supérieure (Ulm), ce licencié des lettres a opté pour le ministère de l'Industrie à sa sortie de l'Ena (promotion Solidarité, 1981-1983), embrassant toutefois rapidement la carrière de journaliste. Grand reporter au Figaro (1985-1987) et depuis lors grand reporter pour la politique étrangère (il a assisté à la plupart des conflits dans le monde depuis 1984), il est également membre du comité

de rédaction de *La Revue des deux mondes*, membre du Conseil franco-britannique, maître de conférences à Sciences-Po Paris. Il a signé plusieurs ouvrages comme *Pourquoi ils se battent ? Voyage dans les guerres du Moyen Orient* (Flammarion, 2005), *La Guerre ratée d'Israël contre le Hezbollah* (Perrin, 2006), *Retour à Peshawar* (Grasset, 2010). Considéré comme très proche des services de renseignement (cf. entretien au *Point*, 6 octobre 2005), ce récipiendaire du prix Mumm du journalisme en 1999 est réputé pour la qualité de ses analyses, ne se laissant pas intoxiquer par l'idéologie sioniste au Proche Orient.

GIRAUD André. Ingénieur, né le 3 avril 1925 à Bordeaux (Gironde), décédé le 27 juillet 1997. Cet ingénieur multidiplômés a été durant quarante ans l'un des hommes clés de l'énergie en France (en 1968, c'est lui qui sauvera le régime gaulliste en organisant le déblocage de l'essence le week-end de la Pentecôte, provoquant la démobilisation des grévistes et des citadins soixante-huitards). Fils d'un surveillant général de lycée, accessit au concours général en mathématiques, ancien de Polytechnique (où il est reçu major) avec Valéry Giscard d'Estaing, et des Mines, ingénieur de l'École nationale supérieure du pétrole, il entre en 1949 au ministère de l'Industrie. De 1951 à 1964, il travaille à l'Institut français du pétrole, où il sera successivement chef de département (1951), directeur technique (1955) et directeur général (1958). De 1960 à 1964, il appartient au comité consultatif de la recherche scientifique et technique, puis de 1964 à 1969 dirige le service des carburants, tout en étant commissaire du gouvernement auprès du Conseil supérieur du pétrole. Il est également administrateur (1964) puis, de 1965 à 1971, vice-président de la Régie Renault, et de 1966 à 1969 responsable au Cnexo. Directeur du cabinet d'Olivier Guichard, ministre de l'Éducation nationale (1969-1970), il deviendra administrateur général délégué du gouvernement auprès du Commissariat à l'énergie atomique, (1970) ainsi qu'administrateur d'EDF (1972), président du conseil d'administration de l'École polytechnique (1974), administrateur d'Aérospatiale (1975), président de la Compagnie générale de matières nucléaires (1976). Il quitte toutes ces fonctions en avril 1978, quand il devient ministre de l'Industrie. Pratiquement apolitique (il est membre d'honneur du Parti républicain), il ne briguera aucun poste électif en 1981, choisissant cette année-là de devenir ingénieur conseil et professeur associé à Paris-Dauphine. Apprécié de tous, il sera durant la première cohabitation le ministre de la Défense de Jacques Chirac et de François Mitterrand. De 1984 à 1986, puis de 1988 à 1993, il a été conseiller du président de Saint-Gobain et président du conseil de surveillance de la Compagnie industrielle et financière de Presbourg, ainsi que conseiller et administrateur de Matra et Total. Grand connaisseur du Proche-Orient, il est l'un des rares hommes politiques français à avoir nettement pris position contre la guerre du Golfe.

GIRAUD Michel. Enseignant, né le 14 juillet 1929 à Pontoise (Val-d'Oise). Professeur de lettres à Pontoise en 1949-1950, il fut par la suite directeur adjoint de la Centrale des bois de 1951 à 1957, directeur commercial de la société Charles (importation de bois exotiques) de 1960 à 1972. Il est PDG de la Sonibat depuis 1972. PDG de la société d'économie mixte d'aménagement et de gestion de Rungis en 1975-1977, il est conseiller général UDR (puis RPR) du Val-de-Marne depuis 1967. Il a été maire du Perreux-sur-Marne de 1971 à 1992. Président de la puissante Association des maires de France de 1983 à 1992 (où il avait succédé à Alain Poher), il a présidé le conseil régional d'Ile-de-France de 1976 à 1988, et le préside à nouveau depuis 1992 (en s'appuyant sur des majorités diverses en raison d'une forte opposition, notamment du Front national). Il a fondé et préside l'Association mondiale des grandes métropoles, l'Institut du citoyen depuis 1984, et la Fondation pour la communication locale. Ce membre français du Bilderberg group a été de 1993 à 1995 ministre du Travail, de l'Emploi et de la formation professionnelle du gouvernement d'Édouard Balladur. Sénateur du Val-de-Marne de 1977 à 1988, il fut député du département de 1988 à 2002. Sa carrière politique est marquée par le scandale des marchés publics d'Ile-de-France où il est condamné le 26 octobre 2005 (quatre ans de prison avec sursis et 80 000 euros d'amende) pour complicité de corruption visant différents partis dont le RPR auquel il appartenait. Michel Giraud ne fera pas appel de sa condamnation, contrairement à la majorité des autres inculpés.

GIRAUDET Pierre. Directeur de société, né le 25 décembre 1919 à Koléa (Algérie), décédé le 11 avril 2007. Ingénieur des travaux publics (hydraulique) en Algérie en 1942, il travaille à Orléansville de 1947 à 1954, où il construit des centrales hydro-électriques et aménage des zones irrigables. En 1954, il prend en charge les problèmes de transports en Algérie, puis est affecté au port d'Alger (1957-1961). En 1961, il devient directeur des études et des travaux du port autonome du Havre. En 1967, il entre à l'Aéroport de Paris, comme directeur des investissements, avant d'être promu en 1971 directeur général adjoint. De 1971 à 1975, il est directeur général de la RATP, et préside Air France de 1975 à 1984. En 1980-1981, il a également présidé l'Association internationale du transport aérien. En juillet 1984, il entre chez Radar comme PDG et en démissionne trois mois plus tard.

GISCARD D'ESTAING Henri. Directeur de société, né le 17 octobre 1956 à Paris XVᵉ. Le fils de l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing est un ancien de Saint-Jean-de-Passy, de Paris II (maîtrise de sciences économiques) et de l'Institut d'études politiques de Paris (où il milita à Génération sociale et libérale, le mouvement des jeunes giscardiens). Directeur à la Cofremca (grandes tendances de l'opinion française) de 1982 à 1987, il a ensuite été, sur recommandation d'Antoine Riboud, directeur du développement du groupe BSN (1987-1990), directeur général de la Société des eaux d'Évian (1992-1994), directeur de la branche eux minérales du groupe Danone (1994-1997). Il tentera bien de faire une carrière politique, étant conseiller général (le plus jeune de France) UDF-PR de Marchenoir (Loir-et-Cher) de 1979 à 1992 (le château familial de l'Étoile, à Authon, se trouvait à 50 kilomètres) mais n'arriva pas à se faire désigner comme candidat aux élections législatives. En 1988, il participa au comité de soutien à Raymond Barre et tenta vainement de se présenter à Blois contre Pierre Sudreau en 1983. En mauvais termes avec Franck Riboud, il faillit rejoindre la banque d'affaires Lazard par le biais de Michel David Weill, actionnaire de Danone, mais choisit finalement, sur recommandation d'Alain Minc, le Club Méditerranée, alors dirigé par Philippe Bourguignon, comme directeur général adjoint chargé des finances, du développement et des relations internationales (1997-2001), directeur général (2001-2002). Il est devenu PDG de ce groupe de tourisme de luxe en 2005. Il est également président du conseil d'administration de Jet Tours depuis 2001 et administrateur de Casino (depuis 2004). Il est marié, depuis 1984, à Wilhelmine Sickinghe, fille d'un homme d'affaires hollandais protestant, qui a été notamment directrice des relations publiques aux Éditions mondiales.

GISCARD d'ESTAING Jacques. Président à la Cour des comptes, né le 8 février 1929 à Paris. Ancien de l'IEP, il a rejoint à sa sortie de l'Ena en 1953 la Cour des comptes comme auditeur. En 1960, il est promu conseiller référendaire, puis conseiller maître en 1981. De 1959 à 1962, il est chargé de mission au cabinet du Premier ministre Michel Debré, puis sera chef du service des Dom à la caisse centrale de coopération économique (1962), directeur général adjoint à l'Institut d'émission des DOM-TOM (1964), directeur général adjoint de l'Institut d'outre-mer (1967), secrétaire général (1968-1969) de la caisse centrale de coopération économique. De 1969 à 1971, il est directeur adjoint du cabinet d'Olivier Guichard à l'Éducation nationale, puis entre au Commissariat à l'énergie atomique, où il sera notamment directeur financier et comptable (1982-1989), directeur et conseiller financier de l'administrateur général. Il est en même temps président de la société des mines de l'Aïr (uranium) au Niger et d'Entreprise de promotion de l'innovation du Cae, deux filiales du CEA. Ce cousin de Valéry Giscard d'Estaing sera également, à partir de 1990, président de la commission des marchés d'électronique et de télécommunications. Depuis 1994, il est président de chambre à la Cour des comptes.

GIUILY Éric. Directeur de société, né le 10 février 1952 à Alger (Algérie). Ancien de l'IEP, ce brillant énarque (sorti major) a

appartenu en 1981-1982 au cabinet de Gaston Defferre, largement en charge des projets de décentralisation. De 1982 à 1986, il sera le plus jeune directeur général des collectivités locales que la France ait connu. Au retour de la droite, il rejoint le privé comme directeur de la diversification au groupe Chargeurs (1986), directeur général France (1987) puis président (1988-1990) du groupe Causse Walon. En 1990, il accède à la direction générale d'un de ses secteurs les plus prometteurs, Chargeurs communication, avant de bifurquer pour quelques mois (1991-1992) à la direction générale d'*Antenne 2*. En 1992, il devient président du groupe de transport maritime Compagnie Générale Maritime, avant de passer en septembre 1995 au groupe d'assurances La France-Generali. En septembre 1996, il a quitté ce groupe (qui s'est séparé d'Axa) pour rejoindre le comité stratégique de l'UAP. En 1999, il est nommé président de l'*Agence France Presse* et démissionne en 2000. Il prend alors la présidence de Publicis Consultant et de Carré Noir en 2001. Il est PDG, depuis 2009, de sa propre agence de publicité, Clai.

GIULIANI Jean-Dominique. Membre du Conseil d'État, né le 5 février 1956 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Licencié en droit et diplômé de l'IEP d'Aix-en-Provence, il a d'abord travaillé au service des relations internationales du ministère de l'Agriculture (1979-1981), avant de donner un tour plus politique à sa carrière comme secrétaire général adjoint du groupe de l'Union centriste des démocrates de progrès (1981-1983), devenu le groupe de l'Union centriste (1983-1992) au Sénat. Directeur de cabinet de René Monory, président du Sénat, depuis 1992, il est l'une des principales « chevilles ouvrières » des centristes en France. Il a en outre été secrétaire général du Centre d'études politiques et parlementaires (1985), du Centre de recherches sur les problèmes internationaux (1988) et de l'Association France-Outre-Mer (1985-1992). Secrétaire général adjoint du Centre des démocrates sociaux (CDS) en 1991-1992, nommé au Conseil d'État il en démissionne aussitôt (1995). Il a dirigé la Fondation Robert Schuman en 1992-1993. Ce membre de l'Académie des sciences a appartenu au conseil consultatif de l'Internet (à partir de 2004).

GLASER Emmanuel. Membre du conseil d'État, né le 31 mai 1964 à Paris XVe. Il est le fils de Florence Magnan, psychiatre, et de Paul Glaser, professeur de médecine. Emmanuel Glaser a épousé, en 1991, Sylvie Chuard, diplômée de l'École des hautes études en sciences de l'information et de la communication (anciennement Centre d'études littéraires et scientifiques appliquées ou CELSA), secrétaire générale du Palais Galliera (musée de la mode à Paris), secrétaire générale du Musée d'art moderne de la ville de Paris (2007-2009) et administratrice du domaine national de Saint-Cloud (2009-2013). Passé par le lycée Henri IV, l'Institut d'études politiques de Paris, l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, Emmanuel Glaser a été nommé auditeur au Conseil d'État à sa sortie de l'Ena (promotion Condorcet 1990-1992). Promu maître de requêtes en 1995 et conseiller d'État en 2007, il a été directeur des affaires juridiques et européennes au Secrétariat général de la défense nationale entre 1995 et 1998 avant de passer au ministère de l'économie et des finances comme sous-directeur du droit public et international à la direction des affaires juridiques (1998-2002) tout en étant agent judiciaire adjoint au Trésor (2000-2002). Il a ensuite réintégré le Conseil d'État (2003-2010) avant d'être nommé membre de la commission des infractions fiscales et président de la commission de classification des œuvres cinématographiques au Centre national du cinéma et de l'image animée. Depuis 2000, il est professeur à l'IEP de Paris et depuis, 2005, à l'université Paris XII. En février 2011, il a été recruté comme avocat associé (droit public, droit de la concurrence) au cabinet de Jean Veil et Georges Jourde, ce qui a sans doute facilité sa cooptation au Siècle. Ce mondialiste, qui a signé *Le Nouvel ordre international* (Hachette), siège à la World Policy Conference du trilatéraliste Thierry de Montbrial, qui promeut la « gouvernance mondiale ».

GLAVANY Jean. Enseignant, né le 14 mai 1949 à Sceaux (Hauts-de-Seine). Il est le fils du général de l'armée de l'air et pilote d'essai Roland Glavany, gaulliste de gauche et ami personnel de François Mitterrand, ancien trésorier d'une association d'étude des questions militaires, le GERM, fondée par Charles

Hernu. Il assure que sa « famille (a) connu les camps de concentration (et) que les membres de sa famille portent dans leur chair les traces de balles ou des obus allemands » (*Le Monde*, 10 septembre 1994). Dans sa jeunesse, il pensa devenir pilote de chasse. Sa participation, après un passage à l'UJP, à la Ligue communiste est avérée (cf. notamment *Le Point*, 22 juin 2001). Il fut étudiant à la faculté de Nanterre, où il se lia avec Alain Geismar, qu'il prendra comme directeur de cabinet. Officiellement, il se serait détaché vers 1970-1971 du trotskisme pour rejoindre le PS aux élections législatives de 1973 (il militera d'abord en Bretagne... pour faire de la voile). Ancien de Sciences-Po, docteur en économie urbaine et licencié en sociologie, il a exercé dans l'enseignement secondaire, devenant très rapidement permanent du Parti socialiste. C'est lui qui apprendra à François Mitterrand en 1981 qu'il a été élu président de la République : « Pas un trait de son visage n'a bougé. » Il devient son chef de cabinet à l'Élysée, en charge notamment des deux départements fétiches du président, la Nièvre et les Landes (ayant failli être candidat dans le Nord sur proposition de Pierre Mauroy). Dans ce département, il achètera opportunément en 1983 une maison de campagne, près de Soustons, à Monbercet (qu'il utilisera comme pseudonyme dans la presse), à proximité de celle que détient François Mitterrand à Latché. Il gérera l'organisation des voyages officiels, le protocole, le service de sécurité, les attachés de presse et les rendez-vous, ainsi qu'une bonne partie des affaires politiques. Il servira dans les premiers temps de nègre et assurera la liaison avec le Parti socialiste, ayant pour homologue Lionel Jospin. L'aventure avait failli pourtant s'arrêter très vite : à peine nommé, il déclara péremptoirement aux journalistes que l'Élysée était « cradingue ». Le président lui fera savoir que le style débraillé était de trop. Fort de ses appuis nationaux et soucieux de développer son implantation locale, il lance les Rencontres de Maubourguet, une espèce de convention consacrée à l'art et au sport. Les troisièmes rencontres (21 août 1992) seront honorées par la présence de François Mitterrand, ce qui lui permettra de se faire élire député l'année suivante. Conseiller régional de Midi-Pyrénées (n° 3 sur la liste départementale PS-MRG), puis conseiller général en mars 1992, il entre quelques jours plus tard dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy, comme secrétaire d'État à l'Enseignement technique. Il est finalement élu, en pleine déroute socialiste, député des Hautes-Pyrénées en 1993, le député PS sortant, Claude Miqueu, ne s'étant pas opportunément représenté (et allant jusqu'à présider son comité de soutien). Il obtient 50,32 % face au conseiller général et conseiller municipal UDF-radical de Tarbes Jean Journé. Réélu sans difficulté en 1997, il obtient 61,23 % face à l'UDF-Force démocrate Pierre Lagonelle et devient premier vice-président de l'Assemblée nationale. Secrétaire national à l'emploi du PS grâce à sa réintégration par François Hollande en 1997 et premier vice-président du conseil général des Hautes-Pyrénées depuis 1992, il a présidé la commission d'enquête sur la Corse. C'est par l'intermédiaire de Daniel Vaillant qu'il se réconcilie avec Lionel Jospin et remplacera finalement Louis Le Pensec à l'Agriculture en octobre 1998. Poste où il se heurtera à la FNSEA et traitera notamment de la maladie de la vache folle et de la fièvre aphteuse. De cette expérience, il tirera un ouvrage polémique, *Politique folle* (Grasset, 2001) où il s'interroge sur l'attitude de Lionel Jospin et de Claude Allègre et avoue même que sa « présence même » au gouvernement est pour lui « une énigme ». Mais surtout, il attaque Jacques Chirac et ses « coups de Jarnac ». Ce dernier ayant réagi, il s'en prendra à « ce cocktail assez ahurissant d'outrance, d'exagérations, de manipulations et de mensonges ». Étant avant tout un mitterrandiste, il s'est auto-proclamé gardien de l'orthodoxie mitterrandienne, faisant de ses deux septennats un « bloc » : porte-parole du PS de 1993 à 1995 (sous Michel Rocard, puis Henri Emmanuelli), il reprochera à Lionel Jospin le fameux « droit d'inventaire » de ce dernier, revendiqué pendant la campagne présidentielle de 1995, lorsque la jeune génération du PS s'empara du livre de Pierre Péan sur la jeunesse de François Mitterrand et ses liens étroits avec la Cagoule, la droite nationaliste et le gouvernement du maréchal Philippe Pétain. « 100 % des Français étaient pétainistes » répondra Glavany. Lorsque Jacques Attali publiera *Verbatim*, il lui enverra une *Lettre ouverte* (*Le Figaro*, 23 octobre 1995) : « Il y a des règles morales à respecter [...] Toute pseudo-vérité n'est pas bonne à raconter. » Il

soutiendra aussi Henri Emmanuelli contre Lionel Jospin dans la bataille interne pour la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1995. Il enjoindra dans une note interne confidentielle adressée à Henri Emmanuelli, alors que ce dernier était premier secrétaire mais que Lionel Jospin avait déjà été désigné comme candidat, de reprendre un contrôle étroit de l'appareil: c'est-à-dire d'« agir vite » et de « taper fort » pour éviter « le risque d'une nouvelle crise » au sein du PS. Jean-Marc Ayrault, aujourd'hui président du groupe socialiste à l'Assemblée, qualifiera la note de « scandaleuse » et demandera, comme d'autres responsables, la démission de Glavany (*Le Monde*, 16 mai 1995. L'essentiel de la note interne y est reproduite). En 2002, il sera le directeur de la campagne présidentielle de Lionel Jospin, qui ne s'appuiera guère pourtant sur lui (lui préférant Pierre Moscovici, chargé du programme et des interventions, ennemi intime de Glavany). Sans doute parce qu'il lui avait conseillé de se défendre sur son passé trotskiste (*Glavany, barreur du candidat Jospin, Le Monde*, 27 février 2002). En janvier 2002, l'ancien député socialiste des Pyrénées-Atlantiques Jean-Pierre Destrade demandera à être confronté » avec lui dans le cadre du financement occulte du parti socialiste. En retour, il invoquera les « troubles psychologiques graves », la « mythomanie » et la « relation maladive et irrationnelle à l'argent » de ce dernier. Mettant en cause le juge d'instruction Jean-Louis Lecué, il demandera volontairement à être entendu (cf. sa lettre publiée dans *Le Figaro Magazine* du 14 janvier 2002) et le sera le 22 février 2002. Membre du Siècle depuis 2001, il est devenu maire d'Aureilhan en 2001. Il a été réélu député en juin 2002, ayant obtenu 59,16 % face au maire-adjoint UMP-UDF de Tarbes Pierre Lagonelle. Il démissionnera du conseil général en 2002 (en raison de la loi sur le cumul des mandats). Il est encore réélu en juin 2007, obtenant 61,41 % face à l'UMP Cristine Rabaud-Carrié. Il se présente l'année suivante aux élections municipales à Tarbes mais est battu, (45,66 %) siégeant dès lors dans l'opposition. Il a déclaré (*La République des Pyrénées*, 21 décembre 2005) : " Aujourd'hui, être un bon laïque, c'est encourager la construction de mosquées en France."

GLOWINSKI Jacques. Professeur de médecine, né le 30 août 1936 à Paris. Ce médecin, est un spécialiste mondial de la neuropharmacologie. Après l'Institut Pasteur (1961-1963), et Bethesda (USA) de 1963 à 1965, il est chargé de recherche (1965), maître de recherches (1969), directeur de l'unité 114 (1972) et directeur de recherche (1974) à l'Inserm. Il est professeur associé à Paris VII de 1973 à 1977, professeur au Collège de France depuis 1982, vice-président de cette assemblée depuis 1991, et membre de l'Institut depuis 1992.

GODE Pierre. Président de société, né le 4 décembre 1944 à Abbeville (Somme). Fils d'un fonctionnaire et d'une enseignante, cet agrégé de droit fut professeur à la faculté de droit de Lille (1973-1980), tout en exerçant comme avocat au même barreau (1967-1980). Après cinq années d'enseignement à la faculté de Nice (1980-1985), il change d'orientation, ayant été recruté par Bernard Arnault (Financière Agache), dont il devient le plus proche conseiller (1986-1997). Les deux hommes se connaissaient de longue date, très exactement depuis 1970, lorsque Godé devint l'avocat de Jean Arnault, son père, alors à la tête de l'entreprise de bâtiment Ferret-Savinel. D'une extrême discrétion (il n'existe pratiquement aucun article sur lui), ce stratège, considéré comme « l'éminence grise de Bernard Arnault » (*L'Expansion*, 15 avril 1999), participera donc à la reprise de Boussac, l'éviction d'Henry Racamier de Vuitton, l'achat de Château-Yquem, le conflit avec Guinness, l'OPA sur Gucci, etc. « La répartition des rôles est simple. Bernard Arnault imagine des coups. Pierre Godé les réalise (*L'Expansion*). » Président de la maison de couture Christian Lacroix (1988-1993), il entre au directoire puis au conseil d'administration de Louis Vuitton Moët Hennessy en 1989. Administrateur de nombre de ses filiales, il a été directeur général (1989-1997) puis président (1997-2000) de Louis Vuitton SA. Il sera enfin directeur général de LVMH Fashion Group.

GODEST François. Directeur de société, né le 4 janvier 1925 à Auxerre (Yonne). Licencié en droit et ancien de Sciences-Po, il débuta comme fondé de pouvoir à la Banque de l'Indochine en 1952. Sous-directeur chargé des

succursales en 1963, il entre à Air Inter en 1966 comme chef du département financier. Il en a été directeur général adjoint de 1982 à 1990.

GODINO Roger. Directeur de société, né le 17 février 1930 à Chambéry (Savoie). Ancien élève de Polytechnique et de Harvard, il participe à la création et au développement de l'Insead comme professeur, doyen, puis administrateur. Il crée un groupe de sociétés spécialisées dans le développement des entreprises, en particulier des stations de sports d'hiver. Administrateur et président du groupe des Arcs, station de sports d'hiver qu'il a créée et lancée, il en perd le contrôle en 1988, à la suite de déboires financiers (et climatiques). Il a lancé diverses sociétés mixtes franco-soviétiques, en particulier dans l'édition, et participe au développement de stations de sports d'hiver dans les pays de l'Est. De mai 1988 à mai 1991, il sera conseiller pour l'économie internationale du Premier ministre Michel Rocard, l'un de ses très vieux amis, ainsi que président du conseil d'administration de la Maison de France, chargée de la promotion du tourisme français à l'étranger (1989-1991). En 1991, il a rejoint la Compagnie générale des eaux et est devenu, l'année suivante, président de sa filiale SDIM. Il a été conseiller municipal (divers gauche) de Chambéry et président de nombreux organismes à caractère culturel. *Marianne* (26 mai 2007) indique qu'il est le « porte-parole des Gracques, ces hauts fonctionnaires qui ont voulu relier les sociaux-démocrates du PS et les centristes de François Bayrou ».

GOLDBERG Serge. Ingénieur, né le 29 décembre 1927. Cet X-Ponts a été affecté en 1958 au service des études et des recherches pour la circulation au ministère des Travaux publics, avant de devenir directeur à l'Office national de la sécurité routière l'année suivante. Spécialiste de la région parisienne, il dirigera de 1960 à 1967 les études générales à l'Institut d'aménagement, puis prendra en main la direction de la ville nouvelle de Trappes/Saint-Quentin-en-Yvelines (1971-1978), après avoir été directeur de la mission d'aménagement de cette ville à partir de 1969 (certains éléments de sa gestion provoqueront des remous, cf. notamment *Le Figaro*, 14 juin 1979). Chargé de mission au ministère de l'Environnement à partir de 1979, il assure de 1983 à 1989 le secrétariat international du projet Habitat et urbanisme des pays en développement. En août 1983, il succède à Paul Delouvrier comme responsable de l'Établissement public du parc de la Villette.

GOLDMARK Peter. Président de société de presse, né le 2 décembre 1940 à New York (États-Unis). Bachelor of Arts de l'université Harvard de Cambridge (Massachusetts), il enseigna d'abord l'histoire à la Putney School du Vermont avant de rejoindre l'Office of Economic Opportunity de Washington (1965-1966). Entré à la planification de la ville de New York, il fut notamment adjoint au maire de cette ville en 1970-1971 puis secrétaire des services sociaux du Massachusetts (1971-1974), directeur du budget de l'État de New York (1975-1977), directeur du programme « air et climat » de l'Environmental Defense Fund, une ONG américaine, directeur de l'administration des ports de New York et du New Jersey (chapeautant également les tunnels, les quatre aéroports et le World Trade Center, propriété de la ville). Vice-président du groupe *Times Mirror* (1985-1988), il a présidé ensuite, de 1988 à 1997, la Fondation Rockefeller. De 1998 à 2003, il sera président de l'*International Herald Tribune* à Paris.

GOMEZ Alain. Directeur de société, né le 18 octobre 1938 à Paris. Ancien de Sciences-Po, d'Harvard et de l'Ena (promotion 1965), il a milité dans sa jeunesse à l'extrême droite, faisant notamment office de chauffeur de Pierre Lagaillarde, avant de cofonder le Ceres avec ses camarades de Patrie et Progrès, Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane. Membre de la SFIO depuis 1964, puis du PS, il écrira, en collaboration avec Chevènement (sous le pseudonyme de Jacques Mandrin) deux pamphlets contre l'Ena et la SFIO. Inspecteur des Finances (1965), il a effectué l'essentiel de sa carrière dans le privé comme directeur financier adjoint (1970) puis directeur financier (1971-1972) de Saint Gobain, directeur général (1972), puis PDG (1977) de la Société générale pour l'emballage, PDG de Saint Gobain Desjonquières (1973) et de Saint Gobain Emballage (1974), direc-

teur de branches à partir de 1977. L'arrivée de la gauche permet à celui qui n'était encore qu'un cadre supérieur ambitieux de devenir PDG d'un des nouveaux groupes nationalisés, Thomson Brandt (devenu Thomson SA et Thomson CSF). Il conservera son poste jusqu'en 1996, bénéficiant d'excellentes relations aussi bien dans les milieux politiques de gauche que de droite. Il est pratiquement impossible d'établir un bilan de son action tant les résultats sont divers selon les branches et tant le groupe a été restructuré. Il a dirigé jusqu'en 2002, la société d'outillage Facom (jadis un des fleurons de l'industrie française) réduite à faire fabriquer à Taïwan.

GOMEZ Geneviève. Directeur de société, née le 13 avril 1943 à Paris. Sœur du précédent, elle est divorcée de Philippe Lagayette, inspecteur général des Finances, gouverneur de la Banque de France puis PDG de JP Morgana France. Major de Sciences-Po et diplômée de l'Institut de la construction et de l'urbanisme, cette femme d'une rare ambition fut, de 1968 à 1970, attachée au secrétariat de la Fédération parisienne du bâtiment, puis, de 1970 à 1978, fondée de pouvoir à la direction de la Société corporative auxiliaire de participation. En 1979, elle est recrutée par la banque Indosuez où cette « golden-girl » fera carrière dans l'euphorie boursière et immobilière : fondé de pouvoir, sous-directrice rattachée à la direction générale (1980-1982), secrétaire général (1983-1986), directrice adjointe responsable de la cellule développement et synergie immobilier, directrice général de Suez Loisirs (1986-1988), directrice responsable de l'immobilier et PDG de la Satis (1988-1990), directrice générale de la Foncière des Champs-Élysées, puis conseillère pour les affaires immobilières en 1990 (elle gagnait plus de 15 000 € nets par mois à la Satis en 1992, VSD, 5 mars 1992). En 1992, ses achats de l'immeuble des NMPP et de la Tour BP de La Défense se révèlent des flops très coûteux (Suez doit provisionner au moins 2 milliards de F). « Fossoyeur des comptes de Suez dans l'immobilier » (*Le Nouvel économiste*, 28 avril 1995), elle doit quitter en 1993 le secteur immobilier, mais disposant encore de solides soutiens, elle rejoint aussitôt Philippe Jaffré, PDG d'Elf-Aquitaine, chargée du dossier de la privatisation du groupe. En 1995, elle devient PDG de sa filiale Sogerap, dont elle était directeur général depuis son entrée dans le groupe. Directeur général de la Société marseillaise de crédit (1997-2000) elle est, depuis 2000, directeur chargé du développement du secteur immobilier à Deloitte Touche Tohmatsu.

GOSSET-GRAINVILLE Antoine. Inspecteur des Finances, né le 17 mars 1966 à Paris XVe. Fils d'un administrateur civil, cet ancien de Sciences-Po Paris est également titulaire d'un DESS de gestion des organismes financiers et bancaires (Paris IX-Dauphine). Sorti dans la « botte » de l'Ena (promotion *Léon Gambetta*, 1991-1993), il a choisi l'Inspection des finances. Inspecteur depuis 1994, il a été secrétaire général adjoint du Comité monétaire européen puis du Comité économique et financier de l'Union européenne à Bruxelles (1997-1999), avant d'être conseiller pour les affaires économiques et monétaires du socialiste Pascal Lamy, commissaire européen au commerce (1999-2002). Avocat au barreau de Paris et Bruxelles (cabinet Gide Loyrette Nouel) jusqu'en 2007, il sera directeur adjoint (questions économiques et sociales) du cabinet du Premier ministre François Fillon depuis 2007, puis, à partir de mai 2010, directeur adjoint de la Caisse des dépôts et consignations.

GOUGENHEIM Jacques-Henri. Directeur de société, né le 19 novembre 1932 à Paris. Ce polytechnicien a été de 1954 à 1960 commissaire de la marine nationale, avant de rejoindre le groupe d'assurances UAP, où il sera successivement attaché (1960), directeur financier (1968), directeur général en charge des investissements (1971), et enfin, de 1972 à 1984, directeur général. Il rejoint alors sa filiale, la banque Worms, où il est directeur général jusqu'en 1987. De 1987 à 1991, il se consacre au développement de l'UAP sur le plan international comme vice-PDG, puis de 1991 à 1993 comme président du conseil de surveillance d'UAP International. En décembre 1992, il obtient la présidence du comité de direction générale de la banque Worms, et en mai 1993, la présidence de la Banque Worms (remplaçant Jean-Michel Bloch-Lainé). Également contrôleur général et membre du comité exécutif de l'UAP depuis décembre 1991, il est aussi depuis juillet 1995 président du conseil d'administration de Sun Life, compagnie d'assurances britannique. Il est membre de la commission de contrôle des assurances (2004) devenue Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance.

GOURDAULT-MONTAGNE Maurice. Diplomate, né le 16 novembre 1953 à Paris. Ancien de Langues'O (hindi et ourdou), diplômé de l'IEP et maîtrise de droit, il devint en 1978 secrétaire des Affaires étrangères à la division Orient, puis Asie et Océanie (1979-1981). Deuxième puis premier secrétaire d'ambassade en Inde (1981-1983), il fut ensuite chargé de mission auprès du secrétariat général du Quai d'Orsay (1984-1986), et, durant la première cohabitation, conseiller technique, chargé des relations avec le Parlement et la presse, au cabinet du ministre des Affaires étrangères Jean-Bernard Raimond. Conseiller d'ambassade pour les affaires politiques à Bonn en 1989-1991, il est alors promu directeur adjoint de la presse, de l'information et de la communication, porte-parole adjoint du Quai d'Orsay. Lors de la seconde cohabitation, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, le prend comme directeur adjoint, et le conserve à Matignon, à partir de 1995, comme directeur de cabinet. Il a ensuite été nommé ambassadeur de France à Tokyo (Japon) de 1998 à 2002 puis conseiller diplomatique à la présidence de la République sous Jacques Chirac. Le 6 novembre 2007, il a été nommé ambassadeur de France à Londres (Royaume-Uni).

GOURDON Alain. Membre de la Cour des comptes, né le 16 octobre 1928 à Paris. Ancien de l'Ena et agrégé de lettres, il a débuté sa carrière, en 1953, comme auditeur à la Cour des comptes. Ce militant socialiste, vieil ami de François Mitterrand, sera notamment secrétaire du comité des hauts fonctionnaires à la CED (1954), expert auprès du gouvernement cambodgien (1957-1960), conseiller à la cour suprême du Maroc (1961-1963), consultant de l'OCDE (1964). Ce dilettante conduira également une discrète carrière politique. Aux côtés de Pierre Mendès France à partir de 1955 (ce dernier lui confiera, dans le cadre du Club des Jacobins, la rédaction en chef du bulletin L'Information radicale-socialiste), membre du bureau politique de la Convention républicaine de François Mitterrand (1967-1971), il a été vice-président de la commission de contrôle du PS, et candidat sans succès aux législatives de 1967 et de 1968. Sous le pseudonyme de Julien Cheverny, il publiera également de nombreux ouvrages, en général au ton pamphlétaire (*Sexologie de l'Occident*, *Éloge du colonialisme*), ainsi qu'une vie de Pierre Mendès France. En 1981, il devient administrateur général de la Bibliothèque nationale, poste qu'il quitte en 1984. Il a été président de la mission laïque française, dont la gestion a été dénoncée par la Cour des comptes (juin 1984). En 1991, ce franc-maçon de haut grade (33°) au Grand Orient de France est chargé d'étudier la mise en place des principales mesures susceptibles d'être prises en faveur des Français de l'étranger. Sa fille a épousé le cinéaste Serge Moati.

GOURGEON Pierre-Henri. Ingénieur général de l'armement, né le 28 avril 1946 à Mâcon (Saône-et-Loire). Il a été élevé en Algérie où son père était fonctionnaire des Finances. Polytechnicien, cet ingénieur de l'École supérieure de l'aéronautique (également breveté pilote de chasse) a débuté comme ingénieur d'essai à Saclay (1971). Adjoint au chef du cabinet militaire pour les affaires d'aéronautiques et d'armement (juin 1981) puis chargé de mission pour les affaires industrielles du Premier ministre Pierre Mauroy (1983-1984), cet homme de gauche sera ensuite conseiller technique du ministre socialiste du Travail et de l'Emploi Michel Delebarre (1984-1985), puis chargé de mission à la Snecma puis directeur de ses programmes militaires (1985-1988). Il sera à nouveau conseiller de Michel Delebarre, aux Transports et à la Mer (1988-1989), puis à l'Équipement, au Logement et aux Transports (1989-1990). Directeur général de l'Aviation civile de 1989 à 1993, il sera limogé par Bernard Bosson, il prend la présidence de Servair (groupe Air France), un vieux « nid de barbouzes ». Conseiller du président d'Air France, Christian Blanc, en 1996, il sera par ailleurs administrateur de diverses sociétés du groupe. Depuis janvier 2009, il est directeur général du groupe Air France KLM.

GOURNAY Bernard. Membre de la Cour des comptes, né le 31 mai 1930 à Paris. Licencié en droit et diplômé de Sciences-Po, cet énarque (1954) a fait carrière à la Cour des comptes. Il sera chargé de mission de Roger Houdet (Agriculture, 1959), conseiller technique d'Henri Rochereau (Agriculture, 1959). Chercheur à la FNSP et professeur à l'Institut d'études politiques, il sera conseiller technique de Joseph Comiti (Jeunesses et Sport, 1969-1973), avant de passer conseiller-maître en 1981. Conseiller maître à la Cour des comptes, il est président de la commission de coordination de la documentation administrative (1995), membre de la Commission nationale française pour l'Unesco (depuis 2002).

GOUX Christian. Ingénieur, né le 19 décembre 1929 à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Ingénieur civil des Ponts et chaussées et professeur agrégé de sciences économiques, il est titulaire de la chaire de prospective économique de Paris I (1966-1969) (reprenant la chaire de Raymond Barre en 1976). Ayant adhéré au PS en 1972, ce théoricien marxiste a été élu maire de Bandol en 1977 (battu en 1983), et sera député du Var de 1981 à 1988 (il sera battu comme candidat parachuté dans l'Eure en 1988, face à Ladislas Poniatowski). En 1995, il a conduit la liste socialiste à Toulon. Membre du comité directeur du PS en 1977 et de son comité exécutif en 1983, il appartient à l'équipe présidentielle de François Mitterrand. De 1981 à 1986, il préside l'importante commission des finances de l'Assemblée nationale, ainsi que la commission de réforme de la planification. Membre depuis 1989 du conseil général de la Banque de France, il a également présidé de janvier 1989 à mai 1993 l'Association technique de l'importation charbonnière, et de 1992 à 1994 le Centre d'études des revenus et des coûts. Selon *L'Élite rose*, il serait franc-maçon.

GOUYOU-BEAUCHAMPS Xavier. Haut fonctionnaire, né le 25 avril 1937 à Paris. Diplômé de l'IEP, cet énarque a été directeur de cabinet du préfet de la région Centre de 1964 à 1966, avant d'être repéré par Edgar Faure, qui en fera son attaché de presse à l'Agriculture de 1966 à 1968, puis son chef adjoint de cabinet à l'Éducation nationale (1968-1969). Il rejoint alors Valéry Giscard d'Estaing comme chargé de mission (1969-1971), puis comme conseiller technique chargé de l'information (1971-1974). Après l'élection présidentielle, il cumule les fonctions de conseiller technique au secrétariat général de la présidence, chef du service de presse et porte-parole de l'Élysée. Considéré comme trop discret, il sera remercié quelques mois plus tard, mais obtient un poste de préfet de l'Ardèche (1976-1977) puis de PDG de la Sofirad (jusqu'en 1981) et de président de la Compagnie française de télévision (jusqu'en 1984). En 1986, François Léotard le charge d'une mission de préparation des réformes de l'audiovisuel (il est chargé de préparer la loi « mal ficelée » sur la privatisation de l'audiovisuel), avant d'obtenir comme lot de consolation la présidence de Télé Diffusion de France, poste où il demeure jusqu'en 1992. De février 1987 à 1992, il préside également l'Association des employeurs du service public de l'audiovisuel (chargée des négociations salariales), et de mai 1990 à janvier 1992, l'Association des organismes français de radiodiffusion et de télévision. En mars 1992, il devient président de Sofipost (filiale de la Poste), avant d'être retenu en janvier 1994 comme président de la troisième chaîne, les chiraco-balladuriens imposant Jean-Pierre Elkabbach à la tête de *France Télévision*. À la surprise générale, il succède toutefois à ce dernier en juin 1996, à la suite de la découverte de divers scandales financiers. Marc Tessier, membre du Siècle, lui succède en 1999. Il dirige la chaîne francilienne *CAP 24* sur la TNT et l'agence de presse *Citizenside*.

GRANGE-CABANE Alain. Membre du Conseil d'État, né le 25 janvier 1946 à Paris. Cet énarque, qui a rejoint le Conseil d'État en 1972, a effectué l'essentiel de sa carrière dans les médias et l'audiovisuel. Chargé d'études à l'*ORTF* (1972-1974), il a également appartenu à la Commission d'avances sur recettes du cinéma (1975-1976), est administrateur des Césars du cinéma (depuis 1976) et a dirigé le cabinet du président d'*Antenne 2* de 1976 à 1981. De retour à son corps d'origine comme maître des requêtes, il sera vice-PDG de la puissante Union des annonceurs de 1985 à 1997, ainsi que vice-président du Bureau de vérification de la publicité cette même année et en 1990 du Centre d'études des supports publicitaires. En 1991, il préside la commission création-diffusion du Conseil supérieur du mécénat culturel. Il est depuis 1995 président de la commission consommation du Medef et administrateur de la Fondation de France. Il a participé au colloque du Grand Orient de France sur les enjeux de la communication les 18 et 19 janvier 1986. Depuis 1998, il préside la Fédération des industries de la parfumerie et l'École alsacienne depuis 2010.

GRANRUT Bernard de BIGAULT du. Avocat, né le 12 mai 1920 à Sainte-Menehould (Marne), décédé le 16 août 2009. Avocat spécialisé dans le droit des sociétés depuis 1940, cet ancien secrétaire de la conférence du stage des avocats à la Cour d'appel de Paris et à la Cour de cassation (1946) a été avocat-conseil au ministère des Affaires étrangères (à partir de 1959). Membre du conseil de l'ordre des avocats de Paris de 1968 à 1972, ancien vice-président de l'association nationale des avocats (1974-1976), il a été bâtonnier du barreau de Paris en 1982-1983. Membre du conseil de l'ordre depuis 1983 et du comité d'études pour l'amélioration du fonctionnement des juridictions depuis 1985, il a été délégué interministériel pour les professions libérales de 1985 à 1989. En 1994, il est entré au Comité économique et social européen. Son épouse, Claude de Bigault du Granrut a été maire adjoint de Senlis de 1977 à 2008 et conseiller régional NC de Picardie de 1986 à 2010.

GRENIER Rémi. Assureur, né le 6 avril 1960 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Jean Grenier, ancien d'HEC, qui fut notamment directeur de Rhône-Poulenc (1977-1982) et président du Syndicat de l'industrie chimique organique de synthèse et de la biochimie. La famille de sa mère, Marie-Alix Bonnet des Paillerets, figure dans *Le Simili-Nobiliaire français* de Pierre-Marie Dioudonnat, en tant que famille « de noblesse inachevée. Elle a possédé la terre des Paillerets, près de Marvejols. Claude Bonnet des Paillerets fut pourvu en 1755 de la charge de conseiller maître en la cour des comptes, aides et finances de Montpellier, et la conserva jusqu'à la révolution, mais elle était de noblesse graduelle. » Ancien d'HEC, docteur en droit (sa thèse de droit privé a été préfacée par Claude Bébéar) et titulaire d'un diplôme d'études comptables, Rémi Grenier a débuté comme assistant du directeur financier des Mutuelles Unies (devenues Axa). Directeur des opérations financières (1988-1991), directeur des risques des particuliers (1994-1995), directeur des assurances collectives (1998-2001), ce très proche collaborateur d'Henri de Castries sera chargé de l'intégration du réseau des courtiers de l'UAP. Directeur général délégué d'Axa Collectives (2002-2003) et enfin directeur financier d'Axa France (2003-2004), il passe ensuite chez Médéric comme directeur général (2005-2006), avant d'intégrer les AGF comme directeur général adjoint (2006-2007). Depuis 2007, il est président de Mondial Assistance.

GREVISSE Fernand. Membre du Conseil d'État, né le 28 juillet 1924 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), décédé le 11 janvier 2002. Cet énarque (1950) est sorti auditeur au Conseil d'État (maître des requêtes en 1956). Il fut directeur des affaires civiles et du Sceaux à la Justice en 1960, puis directeur général des Eaux et Forêts en 1964. Directeur général de l'administration au secrétariat général du gouvernement (1967-1971), il passe conseiller d'État en 1973 et président de section deux ans plus tard.

GRIGNARD Marcel. Permanent syndical, né le 16 avril 1951 à Saint-Vincent-des-Landes (Loire-Atlantique). Titulaire d'un DUT de génie électrique, ce mari d'une enseignante a fait carrière chez Sollac à Fos-sur-Mer, devenant secrétaire national (2005-2009) et secrétaire général (2000-2005) de la fédération générale des mines et métallurgie de la CFDT. Secrétaire national (2005-2009), puis secrétaire général adjoint (n° 2) de cette centrale syndicale, il a cédé sa place, en mars 2012, à Laurent Berger (lequel a pris la tête de la CFDT quelques mois plus tard). Il est alors devenu trésorier confédéral, poste qu'il devrait occuper jusqu'au congrès confédéral de 2014. Vice-président de Confrontations-Europe et président de l'Institut Belleville, cet apparatchik apprécié du patronat gère également la politique internationale et européenne et en direction

des DOM-TOM, l'évolution des règles de dialogue social et de la politique, les garanties collectives en matière de salaires, la politique de consommation et le pouvoir d'achat.

GRILL Alain. Ingénieur, né le 15 octobre 1929 à Nîmes (Gard). Ancien de l'École polytechnique et ingénieur général du génie maritime, il a été notamment délégué général des Armateurs de France (1969-1971), directeur général adjoint (1972) puis directeur général (1980) des Chargeurs réunis, président des Chantiers de l'Atlantique (1989), président du comité français du Lloyds Register, PDG des Ateliers et chantiers de Bretagne (1988), président depuis 1985 de la Chambre syndicale des constructeurs de navires et de Euroyards, depuis 1995 président du comité de liaison-défense du CNPF, etc.

GRILLET Thierry. Ancien élève de l'École normale supérieure, chroniqueur au *Nouvel observateur*, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris. Directeur des affaires culturelles de la Bibliothèque nationale de France et responsable du mécénat pour la BNF.

GRISCELLI Claude. Professeur de médecine, né le 2 mars 1936 à Rabat (Maroc). Externe des hôpitaux (1959-1961) puis des hôpitaux de Paris (1962-1967), cette sommité médicale qui écrit dans de nombreux journaux médicaux internationaux a été assistant de physiologie à la faculté de médecine de Paris (1964-1967) avant de travailler à New York. Chef de clinique en 1968, il est également professeur agrégé de pédiatrie et de génétique médicale à René Descartes, et médecin à l'Hôpital Necker. Depuis 1978, il est chef de service d'immunologie et de rhumatologie pédiatrique à l'Inserm, et depuis 1981 professeur titulaire de pédiatrie et de génétique médicale. En 1993, il a été conseiller technique de François Fillon (Enseignement supérieur et Recherche). Il présidera également le Centre international de l'enfance (1993-1996), le conseil scientifique de l'Assistance publique (1990-1994) et sera directeur général de l'Inserm de 1996 à 2001. Il a été conseiller responsable du pôle affaires hospitalo-universitaires et recherche médicale dans le cabinet de Philippe Douste-Blazy.

GRIVET Jérôme. Inspecteur des Finances, né le 26 mars 1963 à Londres (Grande-Bretagne). Ancien de l'ESSEC, de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ena (promotion *Liberté, Egalité, Fraternité*), il fut conseiller pour les questions financières au secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne de 1992 à 1995, il entre comme conseiller technique (affaires européennes) au cabinet du Premier ministre Alain Juppé (1995-1997). Il rejoint alors le Crédit lyonnais comme directeur finances et contrôle de gestion (1998-2001), puis directeur de la stratégie et du développement (2001-2003). En 2003, il entre au Crédit agricole comme directeur de la stratégie et du développement. Il est directeur délégué de Calyon depuis 2007 et membre du comité exécutif du Crédit agricole.

GROSSER Alfred. Universitaire, né le 1er février 1925 à Francfort (Allemagne). Fils d'un pédiatre et d'un professeur de l'Université, il quitte l'Allemagne en 1933. Agrégé d'allemand et professeur des Universités, cet universitaire qui disposa d'une grande influence dans le milieu de la science politique comparée (ce qui ne l'empêchera pas de se tromper systématiquement au moment de la chute du communisme et de la réunification allemande) fut directeur adjoint du bureau de l'Unesco en Allemagne (1950-1951), professeur à l'IEP (depuis 1956), dirige le cycle supérieur d'études politiques de la Fondation nationale des Sciences-Politiques (1966-1980) et a présidé le Centre de recherches sur l'Allemagne contemporaine. Chargé de Cours à HEC et Polytechnique, ainsi qu'à Stanford, il a publié de nombreux articles de politologie et sur l'Allemagne (*La Croix*, *Le Monde*, *L'Expansion*, etc.) et signé de nombreux ouvrages sur l'Allemagne, la politique française, etc.

GRUMBERG Armand W. Avocat d'affaires. Docteur en droit (Paris XII) et diplômé d'Harvard, cet avocat d'affaires d'origine autrichienne au barreau de Paris a travaillé chez Sullivan & Cromwell (1997-2003), avant de rejoindre, à la demande de Pierre Servan-Schreiber, le cabinet Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom. Il s'est notamment occupé de la Scor, de Cap Gemini, de PPR, de William Invest Holdings, de Renault, Goldman Sachs, Arcelor, Fournier Pharma, la Société générale, Adidas, Puig Group (Paco Rabanne), Swiss Re, Philips, etc. Il a cosigné un ouvrage technique sur les offres publiques lors de fusions-acquisitions.

GRUNITZKY Claude. Président de société, né le 28 février 1971 à Lomé (Togo). Son oncle, Nicolas Grunitzky, d'origine germano-polonaise, fut le deuxième président du Togo de 1963 à 1967. Fils d'un diplomate, Otto Grunitzky, qui fut notamment ambassadeur aux États-Unis, et de Victorine de Medeiros, commerçante, ce franco-togolais est passé par le lycée français de Washington, le Collège de Juilly, Sciences-Po Paris (mais il n'est pas diplômé). Diplômé de l'université de Londres (Bachelor of sciences en finance au Birkbeck College), ce membre des minorités visibles, parfaite incarnation des nouvelles valeurs de la société mondialisée et métissée, a été correspondant d'*Actuel* (1993), rédacteur en chef de *Dazed and Confused Magazine* (1994), journaliste au *Guardian* (1994-1996), fondateur de *True Magazine* (1995) à New York et de *Trace* (1996 et depuis lors) à Londres. Cofondateur, avec le soutien de Goldman Sachs, de *Trace Television* (avec Olivier Laouchez et Richard Wayner), devenue la troisième chaîne française, spécialisée dans le hip-hop, la plus distribuée au monde, et de True Agency, celui qui se définit comme un « activiste transculturel, journaliste et entrepreneur », a signé plusieurs ouvrages (comme *Transculturalismes* chez Grasset) et fut entrepreneur de l'année du Pratt Institute (2003) et d'Ernst & Young en 2007. Administrateur de Humanity in Action, association internationale visant à défendre les minorités et promouvoir les droits de l'Homme, il a été Young Leader de la French American Foundation en 2009.

GUEGUINOU Jean. Ambassadeur, né le 17 octobre 1941 à Carhaix (Finistère). Cet énarque a effectué la première partie de sa carrière dans la diplomatie : secrétaire adjoint (1967), puis secrétaire des affaires étrangères affecté au service de presse et d'information, deuxième secrétaire à l'ambassade de Londres (1969). Il effectue ensuite un long passage dans les cabinets ministériels : chef de mission au cabinet de Michel Debré (Défense nationale, 1971-1973), chef de cabinet de Michel Jobert (1973-74), conseiller technique de Jean Sauvagnargues (Affaires étrangères, 1974-1976), directeur du cabinet d'Antoine Rufenacht, secrétaire d'État auprès de Raymond Barre (1976). Il sera par la suite (1977-1982) sous-directeur aux affaires africaines et malgaches, puis consul général à Jérusalem (1982-1986). Nommé chef du service de presse et d'information au Quai d'Orsay en 1986 (poste qu'il conserve durant deux ans avec Roland Dumas), il obtient l'ambassade de France en Tchécoslovaquie en 1990 puis celle de Londres. Ambassadeur auprès du Saint-Siège (1998-2000), il est vice-président du conseil exécutif de l'Unesco depuis 2003 et président de Cultures France à partir de juillet 2009.

GUÉHENNO Jean-Marie. Membre de la Cour des comptes, né le 30 octobre 1949 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils de l'écrivain Jean Guéhenno, ce normalien est agrégé de lettres, diplômé de Sciences-Po et ancien élève de l'Ena. Entré en 1976 comme auditeur à la Cour des comptes en 1976, il fut, de mars à juin 1981, adjoint au chef du Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, puis brièvement conseiller technique au cabinet de Maurice Faure (Justice). De 1982 à 1986, on le retrouve à Washington comme conseiller culturel, puis rapporteur particulier de la mission relative à l'organisation des administrations centrales à la Cour des comptes. Conseiller à la présidence de la Banque de l'Union européenne (1987-1989), il dirige ensuite (1989-1993) le Centre d'analyse et de prévision avant de devenir représentant de la France auprès de l'Union de l'Europe occidentale (1993-1995). Fin 1995, il réintègre la Cour des comptes comme directeur de son service des affaires internationales. Nommé le 19 juin 2000, secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de maintien de la paix, par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, il prend son poste à partir du 1er octobre 2000. Sous le pseudonyme de Jean-Marie Guillaume, il a tenu la rubrique du marché de l'art dans *Le Monde*. Le 5 mars 2008, il

annonce qu'il ne renouvellera pas son mandat à la tête du département du maintien de la paix de l'ONU posant la question de l'attribution de ce poste qui avait été faite à un responsable français en condition du soutien de la France à l'élection de Ban Ki-moon. Il a été remplacé par un autre diplomate français, Alain Le Roy.

GUELFI Julien. Professeur de médecine, né le 26 février 1913 à Mantes-la-Jolie (Yvelines), décédé le 2 juin 2001. Agrégé de médecine et de lettres, cet ancien normalien a enseigné les lettres jusqu'en 1945 puis est devenu assistant à la faculté de médecine de Paris (1950-1955). Professeur de physique à la faculté de médecine de Rennes (1955-1982), ce spécialiste de cancérologie a été notamment chef de service au centre hospitalier universitaire de Rennes (1978-1982), puis de 1985 à 1988 chargé de consultation à l'hôpital Paul Brousse de Villejuif.

GUEROULT Jean. Ingénieur. Cet ingénieur des ponts et chaussées a été vice-président de l'European Enterprises of Development, puis président de l'Institut de formation de conseil en informatique, président de Gerard et de Despalle à la fin des années soixante-dix.

GUICHARD Alain. Journaliste, né le 21 octobre 1917 à Saint-Étienne (Loire). Fils de Georges Guichard, un des fondateurs du groupe de commerce Casino (dont il sera administrateur à partir de 1972), il a collaboré en 1945-1946 au *Courrier de Paris*, puis jusqu'en 1951 à L'Aube. En 1953, il devient rédacteur au service économique du *Monde*, puis en 1957 au service politique. Administrateur de sa société de rédacteurs de 1971 à 1973, il sera durant des lustres correspondant du *Journal de Genève*. De 1973 à 1975, il est vice-président, puis à partir de 1979 président de l'Association syndicale professionnelle des journalistes parlementaires, à partir de 1978, vice-président, puis en 1983 président de l'Association française des journalistes catholiques. Membre de divers cabinets ministériels de 1946 et 1953 (Prigent, Schumann, Buron), il a publié divers ouvrages dont *Les Juifs, Les Jésuites, et les Francs-Maçons* (d'après *Lectures Françaises*, janvier 1984, il serait lui-même un initié).

GUICHARD Antoine. Président de société, né le 21 octobre 1926 à Saint-Étienne (Loire). Cet ancien d'HEC, passé par les Frères oratoriens, a fait carrière dans le groupe familial (environ 300 héritiers qui détiennent 21 % du capital) de distribution Casino (fondé par son grand-père Geoffroy Guichard), qu'il a transformé en l'un des plus importants groupes de distribution français, contrôlant en outre diverses marques (La Ruche méridionale reprise à François Pinault, Hippopotamus), s'associant avec Rallye en 1992 grâce au soutien de Jean-Charles Naouri (qui, repris, devient le premier actionnaire de Casino avec 24 %). Président du conseil de gérance de Casino-Guichard-Perrachon et Cie (groupe Casino) jusqu'en 1996, il contrôle au total environ 120 hypermarchés, 550 supermarchés et 2 000 supérettes (72 milliards de F de chiffre d'affaires en 1994). Il a également été PDG des HLM et conseiller de la Banque de France. Il préside aussi le groupe du mécénat d'entreprise au CNPF depuis 1987. Il a pris sa retraite en septembre 1996, laissant son poste à son dauphin, Georges Plassat.

GUIDONI Pierre. Homme politique, né le 3 octobre 1941 à Montpellier (Hérault), décédé le 13 juin 2000. Licencié ès lettres et en droit, DES de Sciences-Politiques et diplômé de l'IEP, ce cofondateur du Ceres a été président de l'Unef et secrétaire général des jeunesses socialistes (1963-1964). Militant à Paris, ce socialiste « historique » a été vice-président du groupe socialiste du conseil de Paris de 1971 à 1978 (réélu en 1977). En 1975, il entre au bureau exécutif du PS et devient en mars 1978 député socialiste de l'Aude (réélu en 1981). Chargé de mission pour les affaires extérieures auprès de François Mitterrand à partir de 1979, il sera, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, de 1981 à 1983, secrétaire national, chargé des collectivités locales, et de 1981 à avril 1982 vice-président de l'Assemblée nationale (vice-président de la commission des affaires étrangères en 1981, secrétaire de l'assemblée en 1982). En 1983, ce non-diplomate est nommé parlementaire en mission auprès de Claude Cheysson (Quai d'Orsay), et propulsé ambassadeur à Madrid (il connaissait nombre des dirigeants socialistes espagnols et était président du groupe parlementaire France-Espagne). Nommé préfet en 1985, il sera le second président de l'Institut du monde arabe (1985-1986). Secrétaire national chargé des questions européennes (1987-1990), il s'occupe ensuite des relations internationales. Membre du comité directeur et du bureau exécutif du PS, ce chevènementiste présidera le conseil politique de Socialisme et République à partir de 1989 (avant de s'éloigner de Chevènement – largement à cause de la Guerre du Golfe – et de rejoindre en 1993 le courant Jospin). En 1991, il est nommé ambassadeur en Argentine. Il avait épousé Élise Marjolin, fille de Robert Marjolin, ancien économiste et universitaire (décédé en avril 1986).

GUIGOU Élisabeth (née VALLIER, épouse). Haut fonctionnaire, née le 6 août 1946 à Marrakech (Maroc). Cette fille d'un colon conserveur du Maroc fut, à sa sortie de l'Ena (promotion Simone Weil comme son proche ami Hubert Védrine, qui fut longtemps porte-parole de l'Élysée, et Thierry Le Roy, chef du service juridique de l'information au SID), en 1974, la première femme affectée à la direction du Trésor. De 1979 à 1981, elle effectue sa mobilité comme attaché financier à Londres, puis est en 1981-1982 chef du bureau des États d'Europe, d'Amérique et d'Asie à la direction du Trésor. Socialiste bon teint, elle est choisie par Jacques Delors, qui en fait en 1982 un de ses conseillers techniques aux Finances, avant qu'elle ne rejoigne François Mitterrand à l'Élysée, comme « sherpa » adjoint, aux côtés de Jacques Attali (jusqu'en 1988). « L'Europe, c'est sa carrière » (*Libération*, avril 1992). Chargée de mission toujours auprès de François Mitterrand de 1988 à 1990, elle sera parallèlement secrétaire général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (de 1985 à 1990, c'est-à-dire y compris sous la cohabitation), « un poste-clé puisque son titulaire est chargé de coordonner l'action des ministères concernés par toutes les négociations qui se déroulent au sein de la CEE » (*Le Monde*, 8 novembre 1985), et aura à traiter des anciens pays communistes de l'Est de février à octobre 1990. Propulsée ministre délégué aux Affaires européennes d'octobre 1990 à mai 1993, cette représentante de la « gauche caviar » a connu de grandes difficultés pour s'implanter électoralement dans le Vaucluse en raison de ses prétentions et de son caractère difficile (tous les parachutés font le même parcours, on atterrit à Nîmes, on déjeune en Avignon et on dîne à Gordes », *Le Figaro*, 8 octobre 1991). Elle est toutefois conseiller régional PS de la région PACA depuis 1992 (liste Tapie), et député européen de 1994 à 1997 (président de la délégation socialiste française). Depuis juillet 1993, elle préside l'Association Femmes d'Europe, et depuis 1994 l'association Europartenaires (qui compte divers grands patrons comme Jean-Louis Beffa, Jean-René Fourtout, Jean Gandois, etc.). En octobre 1992 à Strasbourg, elle a présidé le congrès de la WIZO (organisation mondiale des femmes sionistes). Elle a adhéré en 1965, avec son futur mari, à la Convention des Institutions républicaines, tout en militant à l'Unef. En 1971, elle rejoint le PSU, puis en 1974 le PS, choisissant sa sensibilité rocardienne. En 1992, cette mondialiste convaincue a conduit la campagne pro-Maastricht du PS. Elle sera garde des Sceaux (1997-2000) et ministre de l'Emploi (2001-2002). Après son échec face à Marie-Josée Roig dans sa conquête de la mairie d'Avignon en 2001, elle triomphe, comme député, en Seine-Saint-Denis l'année suivante (réélue en 2007). Elle a participé à la rencontre annuelle de la Grande Loge de France à Marseille en octobre 1991 (*Le Figaro*, 17 octobre 1991). Son mari, Jean-Louis Guigou (fils d'un des plus gros confiseurs d'Apt), ancien président de la section PS d'Avignon, a été professeur de faculté et directeur de la Datar.

GUIGUET Olivier. Président de société, né le 15 mai 1970 à Bourgoin-Jallieu (Isère). Ancien de l'ESC Reims, il débuta comme chef de produit marketing à Danone Mexico (1993-1995), avant d'être chef de secteur de ventes chez Danone France (1995-1996). Il sera ensuite responsable marketing du stade de Marseille, chef de projet au comité français d'organisation de la coupe de du monde de football 1998, directeur du marketing, du développement et de la communication de France Galop (1996-2004), puis intégrera Lagardère Active, comme directeur du marketing et de la communication, prenant en parallèle la direction de la communication d'*Europe 1*, auprès de

Jérôme Bellay puis de Jean-Pierre Elkabbach. En 2006, il devient PDG de Lagardère Sports et PDG de Sportfive SA. Ayant privilégié exclusivement le football, il est discrètement limogé en 2011 par Arnaud Lagardère, désormais adepte du « multisport » et de toute la gamme des métiers du marketing sportif.

GUILBAUD Armand. Ingénieur, né le 23 décembre 1927 à La Baule (Loire-Atlantique). Ce polytechnicien spécialiste en statistique a été administrateur de l'Insee (1953-1957) avant de rejoindre la Compagnie française des pétroles, occupant notamment les postes de chairman Total Afrique de l'Est (1967-1969), directeur du raffinage pour les filiales étrangères (1970-1976), directeur de l'approvisionnement et de la distribution (1977-1979), PDG de la Compagnie française de raffinage (1980-1989) tout en étant directeur, membre du comité exécutif et administrateur de Total-CFP (1980).

GUILLAUD Jean-Louis. Journaliste, né le 5 mars 1929 à Caen (Calvados). Diplômé de l'IEP, il a été journaliste politique à la Société générale de presse (1953-1958) et au bureau parisien du *Time*, à *Paris-Jour* (1958-1960) à *France-Soir* et au *Nouveau Candide* (1960-1963), avant d'entrer en 1963 à l'*ORTF* (appelé par Édouard Sablier), où il sera successivement rédacteur en chef de l'actualité télévisée, directeur de l'actualité télévisée (1968-1969), responsable de la coordination des études pour la création de la troisième chaîne (1969-1972), directeur de la régie des stations régionales et de la troisième chaîne (1972-1974), puis directeur général (1975-1978) et enfin PDG (1978-1981) de *TF1*. Entre-temps, il aura réorganisé le service de presse de Georges Pompidou à l'Élysée entre 1970 et 1972. Il sera rapidement démissionné par la gauche en 1981, qui se souvenait que ce pilier gaulliste (qui serait même colonel de réserve du Sdece, selon *Minute*, 5 février 1987) avait été l'âme du Comité d'action civique (anti-grève) en mai 1968. Entré chez Hachette en 1984, il dirigera son département télévision et sera conseiller du président et du vice-président pour les activités de télévision (il préparera le dossier de rachat de *TF1*). Par la suite, il a présidé l'*Agence France Presse* de janvier 1987 (imposé par le gouvernement chiraquien) à 1990. Il a été président de Polycom (1988-1990) puis président de TV France international (à partir de 1994). Son fils, Édouard Guillaud, amiral, est chef d'état-major des armées depuis février 2010.

GUILLAUME François. Agriculteur, né le 19 octobre 1932 à Ville-en-Vermois (Meurthe-et-Moselle). Après son bac de philosophie (ce qui est rare à l'époque) et un brillant service en Algérie, ce fils d'agriculteurs catholiques démocrates-chrétiens (chaque année, enfant, il a fait le pèlerinage de Sion, la « colline inspirée » de Barrès) a préféré prendre la responsabilité d'une ferme de 112 hectares dans sa ville de naissance. En 1957, il devient président du Centre des jeunes agriculteurs de Meurthe-et-Moselle, puis, en 1963, secrétaire général adjoint du Centre national des jeunes agriculteurs (qu'il préside de 1964 à 1968). De 1971 à 1984, il préside la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Meurthe-et-Moselle, tout en occupant des responsabilités nationales à la FNSEA: de 1972 à 1975 secrétaire adjoint, de 1975 à 1979 secrétaire général, et en 1979 président. En 1972, il entre aussi au Conseil économique et social européen, et en 1974, devient vice-président du CES de Lorraine, et en 1980 son président (jusqu'en 1986). Président du fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires en 1981, il présidera par la suite Saint-Hubert Industrie laitière (jusqu'en 1990, date à laquelle il démissionne, en conflit à Michel Debatisse). De 1986 à 1988, il est ministre de l'Agriculture de Jacques Chirac, avant d'être élu en 1989 au Parlement européen (douzième sur la liste Giscard). Cet anti-Maastricht (qui fut porte-parole du groupe RPR dans le débat sur l'Europe) sera député RPR de Lunéville de 1993 à 2002. Il a également été administrateur de Pont-à-Mousson (1981), de la Banque française du commerce extérieur (1979) et du Centre français du commerce extérieur (1980). Depuis 1979, il est administrateur de la Caisse nationale du Crédit agricole. Conseiller régional de Lorraine (de 1992 à 1993, puis de 1998 à 2010), il est le fondateur du village du livre de Fontenoy-la-Joute et président de l'association des Amis du livre depuis 1997.

GUILLAUME Henri. Ingénieur, né le 3 février 1943 à Lille (Nord). Ingénieur civil des ponts et chaussées et agrégé en sciences économiques, il est entré en 1967 comme chargé de mission à la direction de la prévision. Il est l'un des co-auteurs du célèbre modèle de prévision économique DMS (Dynamique multi-sectorielle), un des instruments essentiels de la planification. Professeur à l'université Lille I en 1973 et expert auprès du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, il deviendra un proche ami de Pierre Mauroy et de Michel Delebarre. Professeur à l'école centrale des arts et manufactures en 1977, à la tête de son département d'économie et de gestion industrielle, il travaillera également au Plan dans les années soixante-dix, comme rapporteur de la commission de développement du huitième plan, puis comme conseiller scientifique au commissariat général. Socialiste de longue date, il rejoint Matignon dès mai 1981 (et y demeure jusqu'en 1984) comme conseiller technique de Pierre Mauroy. Ayant très vite saisi les aberrations de la gestion financière de la gauche, il sera à l'origine du premier plan de rigueur (puis du second). En mai 1984, il rejoint le Plan comme commissaire général (poste qu'il conserve jusqu'à la fin de 1987), présidant le CEPREMAP et le CREDOC. Conseiller du président de la Cogema (compagnie générale des matières nucléaires), François de Wissocq de décembre 1987 à juin 1989, il sera chargé en 1989 par Roger Fauroux (Industrie) et Henri Curien (Recherche) d'une mission de réflexion sur la filière électronucléaire, avant de devenir secrétaire général du comité interministériel Eurêka et président de l'Agence nationale de valorisation de la recherche. Très hostile à toute forme de protectionnisme, il a été administrateur de la Banque Hervet et siège au conseil de l'Institut français des relations internationales.

GUILLAUME Marc. Conseiller d'État, né le 14 décembre 1964 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est lui-même le fils d'un énarque et conseiller d'État, Gilbert Guillaume, qui fut directeur des affaires juridiques du Quai d'Orsay et président de la Cour internationale de justice de La Haye. Titulaire d'une maîtrise de droit, cet ancien de Sciences-Po Paris a été nommé au Conseil d'État en 1991, à sa sortie de l'Ena (promotion *Victor Hugo*). Secrétaire permanent de la Commission du livre blanc sur la défense (1993-1994) puis délégué aux affaires juridiques du ministère de la Défense (1995-1999). Il sera également secrétaire général du conseil supérieur de l'*Agence France Presse* (1994-1995) et président de la Commission administrative de l'aviation civile (2000). Ancien secrétaire général de l'Association des membres et anciens membres du Conseil d'État (1993-1995), il prend la direction des affaires civiles et du Sceau au ministère de la Justice en 2002. Depuis 2007, il est secrétaire général du Conseil constitutionnel. Auteur de plusieurs ouvrages, il est codirecteur de la revue *Pouvoirs* depuis 2000.

GUILLENCHMIDT Jacqueline de (née BARBARA DE LABELOTTERIE DE BOISSESON, épouse). Magistrate, née le 25 septembre 1943 à Pékin (Chine). Elle est la fille du baron Robert de Boisséson, diplomate, et de France Pasquet du Bousquet de Laurière. Elle a épousé Michel de Guillenchmidt, conseiller d'État et membre du Siècle, qui était le représentant du RPR, comme délégué national de ce parti aux droits de l'homme, lors du fameux « serment des B'naï B'rith » qui devait exclure du jeu politique le Front national. Il fut notamment directeur de cabinet du ministre de la recherche et de l'Enseignement supérieur Jacques Valade, d'André Giraud au ministère de l'Industrie et de Michel Durafour au ministère du Travail. Passée par le collège protestant de Beyrouth et l'université de Paris X-Nanterre, cette diplômée de Sciences-Po a été notamment avocate au barreau de Paris (1972-1982), juge d'instruction au TGI de Pontoise (1982-1985), magistrate à la direction des affaires civiles à la Chancellerie (1985-1989). Conseiller technique (1993) puis directrice adjointe (1994-1995) du cabinet du garde des Sceaux Pierre Méhaignerie, elle est conseiller d'État depuis 1995 et membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel de 1999 à 2004 (désignée par Christian Poncelet). Se considérant comme « viscéralement gaulliste » (*Elle*, 29 octobre 1999), elle siège au Conseil constitutionnel depuis 2004.

GUILLENCHMIDT Michel de. Membre du Conseil d'État, né le 19 août 1941 à Paris. Diplômé de l'IEP, certifié de russe (il est le

fils de la princesse Hélène Kourakine), cet énarque est entré au Conseil d'État en 1968. Maître des requêtes en 1974, il dirige de janvier à août 1976 le cabinet de Michel Durafour (Travail), puis celui d'André Giraud (Industrie, 1978-1979). En 1981, il est nommé conseiller d'État. Associé du Cabinet d'avocats Gide Loyrette Nouel après l'arrivée de la gauche au pouvoir, il a dirigé de janvier 1987 à mai 1988 le cabinet de Jacques Valade (Recherche et Enseignement supérieur), puis retourne à la section du contentieux, du rapport et des études (mai 1989-avril 1990). Avocat à la cour depuis cette date, il est également professeur associé (1988), puis professeur des facultés de droit à Paris V en octobre 1992 (droit public et communautaire), il a aussi mené une carrière politique au sein du RPR. Conseiller municipal (1971-1983) et adjoint au maire (1977-1983) de Blois aux côtés de Pierre Sudreau, il a également siégé au conseil général du Loir-et-Cher de 1973 à 1976. Délégué national du RPR aux droits de l'homme (1983-1988), il fut l'un des participants du fameux colloque des B'naï B'rith (franc-maçonnerie juive) où fut adopté le « serment des B'naï B'rith » excluant du jeu politique traditionnel le Front national. Membre du comité central du RPR de 1987 à 1990, il assura également, de 1985 à 1988, le secrétariat général du Club et préside l'association Liberté depuis 1988. Son épouse, Jacqueline de Guillenchmidt, est une magistrate de haut rang.

GUILLOU Marion (née CHARPIN, épouse). Ingénieur, née le 17 septembre 1954 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Ancienne de l'École polytechnique (1973), cette fille d'un médecin et d'un chercheur en pharmacie est ingénieur du génie rural, des Eaux et Forêts (1978) et docteur en physico-chimie des bio-transformations. Ingénieur à la direction départementale de l'agriculture de la Manche (1978), elle fut conseiller technique de février à mai 1981 pour les questions de qualité des produits au cabinet du ministre CDS de l'Agriculture, Pierre Méhaignerie. Chargée de mission auprès du président du conseil régional des Pays de la Loire de 1981 à 1983, puis déléguée pour la recherche et la technologie de cette région (1983), elle devient chercheur à la Cemagref de Rennes trois ans plus tard. Sous-directrice de la recherche, de l'innovation et de la réglementation à la direction générale de l'alimentation au ministère de l'Agriculture et de la Forêt de 1989 à 1992, elle devient ensuite directrice des relations industrielles et de la valorisation à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Attachée agricole à Londres (1993-1996) puis directrice générale de l'alimentation au ministère de l'Agriculture et de la Pêche (1996-2000), elle remplace Paul Vialle comme directeur général de l'INRA. Elle en est PDG depuis 2004. Elle a épousé, en 1979, Hervé Guillou, ingénieur de l'armement, polytechnicien, ingénieur de l'École nationale supérieure des techniques avancées (construction navale) et de l'École nationale supérieure des techniques nucléaires. Ingénieur général de l'armement, spécialiste des sous-marins nucléaires, il a appartenu au cabinet du directeur général pour l'armement Yves Sillard (1993-1996) et fut notamment directeur général de Technicatome de 1996 à 2002. Il rejoint EADS en 2003 (président d'EADS défense et sécurité).

GUIRAUD David. Directeur de société, né le 27 avril 1955 à Neuilly (Hauts-de-Seine). Il est le fils de François Guiraud, qui fut notamment PDG de Fichet-Bauche et administrateur de la Brink's, mais aussi trésorier de la Fédération protestante de France. Son fils, diplômé de l'ESC de Rouen, après être passé par l'École des Roches et le lycée international de Saint-Germain-en-Laye, a débuté sa carrière au *P'tit Normand* (Rouen). Chef de produit au groupe Siac (1982-1984), société de journaux gratuits, il rejoint ensuite *L'Express* comme chef de publicité. Éditeur du mensuel *Lire*, il entre aux *Echos* en 1994 comme directeur délégué du mensuel Enjeux et de ses suppléments. Directeur général adjoint du groupe *Les Echos* depuis 1996, il en devient directeur général en 1998. Protestant engagé, il a également été vice-président de l'hebdomadaire protestant *Réforme* (1994). Depuis 2008, il est directeur général du *Monde*.

GUITONNEAU Raymond. Ingénieur, né le 13 août 1921 à Villeparisis (Seine-et-Marne), décédé le 31 mars 2001. Cet X-Ponts a été notamment directeur du Port de Dunkerque (1962-1964), directeur des travaux neufs à la RATP (1964-1967), directeur

général d'Aéroports de Paris (1967-1971), directeur général puis PDG de la Société des autoroutes Rhône-Alpes (1971-1978). Après avoir été une première fois PDG, en 1975, du groupe de travaux publics Campenon-Bernard, il l'a été à nouveau de 1985 à 1988, dirigeant en outre diverses filiales.

GUTMANN Francis. Directeur de société, né le 4 octobre 1930 à Paris. Il a épousé Chantal De Gaulle, une des nièces du général De Gaulle et fille de Pierre De Gaulle (qui fut président RPF du conseil municipal de Paris), ce qui lui a sans doute évité des déboires lors de ses choix politiques. Diplômé d'études supérieures d'économie politique et de droit romain, il est chargé de mission au Quai d'Orsay de 1951 à 1957, où il participe à la délégation française du CES des Nations unies, et à celle qui négocie le Traité de Rome. Il entre ensuite au Groupe Pechiney comme conseil. Il en devient en 1963 secrétaire général (et occupe le même poste aux Bauxites de Guinée), président d'Alucam, directeur (1970-1971) de la branche chimie de Pechiney Ugine Kuhlmann, président de Produits chimiques Ugine Kuhlmann et chargé des affaires sociales (1976-1978) au comité directeur du groupe. Il fait à cette époque connaissance avec le socialiste Claude Cheysson, et, tenté par la politique, se présente – sans succès – comme candidat du Mouvement des démocrates (il est un ami intime de Michel Jobert) aux élections législatives en Seine-Maritime. Alors qu'il est directeur général de La Croix Rouge française depuis 1980, cet « élément d'ouverture » est propulsé par Claude Cheysson à la tête du secrétariat général du Quai d'Orsay. À la fureur de nombre d'ambassadeurs, il sera le premier non diplomate à occuper ce poste. Ambassadeur à Madrid à partir de 1985, il passe une tranquille cohabitation, avant d'occuper, d'août 1988 à août 1993, la présidence de GDF. En septembre 1993, il sera président de l'Institut français du pétrole (1993-1995). Cet islamophile convaincu de la justesse de la cause arabe (tout en étant d'origine juive par son père, selon *David et Marianne*, p. 227) a effectué une mission au Liban suite à l'explosion de l'immeuble Le Drakkar en 1982. Il figure dans de nombreux conseils d'administration.

GUYAU Luc. Agriculteur, né le 21 juin 1948 à Thorigny (Vendée). Exploitant agricole d'une ferme de 85 ha avec son frère, il est, tout comme ses prédécesseurs Debatisse ou Guillaume, un « vieux routier » du syndicalisme agricole, ayant démarré au Mouvement rural de la jeunesse chrétienne avant de devenir président du Centre départemental des jeunes agriculteurs de Vendée (1975-1978), puis secrétaire général (1978-1982), président (1982-1984) du Centre national des jeunes agriculteurs. En 1985, il rejoint le bureau national de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, dont il sera successivement secrétaire général adjoint (1985), secrétaire général (1986-1992), puis finalement président, élu (30 voix contre 23 à son concurrent) grâce à l'appui du puissant lobby des céréaliers. La FNSEA ne compte plus que 500 000 adhérents actifs et retraités. Il est également président de la FDSEA de Vendée de 1984 à 1996, et de la FRSEA Pays de la Loire depuis 1985, membre du Conseil économique et social depuis 1986, du Centre d'étude des revenus et des coûts, du Conseil national de l'informatique statistique et du Conseil national de l'alimentation. Son renouvellement en 1996 ne s'est pas fait sans difficultés, les numéros deux et trois de l'organisation (Gérard Lapie et Michel Teyssédou) préférant quitter le bureau national plutôt que de cautionner sa politique de productivisme à tout prix. Politiquement, il est proche de Jacques Chirac, mais ses attaches locales en font également un sympathisant de Philippe de Villiers. Il est, depuis 2001, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) et vice-président du Conseil économique et social. Depuis novembre 2009, il est président du conseil de la FAO. Il a été nommé en janvier 2011 inspecteur général de l'agriculture au tour extérieur.

H

HAAS Pierre. Banquier, né le 17 février 1920 à Paris. Diplômé de Sciences-Po et d'Harvard, licencié en droit, il est entré à la Banque de Paris et des Pays-Bas en 1965, y effectuant le reste de sa carrière: directeur adjoint en 1965, directeur en 1968, directeur délégué de 1979 à 1982, PDG de Paribas International de 1979 à 1985, administrateur de Paribas Suisse, cochairman de Backer Warburg Paribas Group à New York, puis conseiller du PDG et membre du comité exécutif du Groupe et de la banque Paribas (1982-1984), vice-président de la Banque ottomane (1983-1991). On le retrouve également comme président de Power Corporation International ltd Bermudes, administrateur de la Compagnie continentale France, de Cepinter, d'Educinvest, censeur de Parfinance SA, conseiller du groupe Pargesa-Bruxelles-Lambert et consultant de Finagrain.

HABERER Jean-Yves. Inspecteur des Finances, né le 17 décembre 1932 à Mazagan (Maroc). Il est originaire d'une famille alsacienne qui émigra au Maroc en 1870 et fit fortune dans l'huile d'olive. « Jamais ce haut fonctionnaire ne s'est départi d'une solide dose de mépris pour tous ceux qui ne font pas partie de la petite confrérie des solides esprits » (*Le Nouvel économiste*, 13 juillet 1994), comprendre l'inspection des Finances (ce catholique pratiquant y créera la première section CFTC) où cet énarque (major de sa promotion, la même que Jacques Chirac) est entré en 1959 (il est également titulaire d'une licence de lettres et diplômé de Sciences-Po, où il est entré et sorti premier). Dès cette époque, ses protecteurs seront Pierre Moussa, futur président de Paribas, Paul Delouvrier et François Bloch-Lainé, futur président du Crédit lyonnais. Il a commencé sa carrière comme conseiller financier à Washington, avant de rejoindre la direction du Trésor, au FDES, puis le cabinet du ministre des Finances, Michel Debré, de 1966 à 1969. Il suivra ce dernier aux Affaires étrangères et à la Défense. Par la suite, il sera de 1976 à 1978 directeur de cabinet des ministres des Finances Michel Durafour et Robert Boulin. En 1978, il accède à la direction du Trésor, après en avoir été sous-directeur de 1973 à 1976. Il disposait alors déjà d'une influence considérable: « Avant même d'avoir 35 ans, se souvient Michel Albert, il s'est imposé pour succéder à Bloch-Lainé à la tête des jeunes inspecteurs des Finances. Il s'était assigné une mission personnelle: conseiller les plus jeunes et s'assurer qu'aucun ne resterait en plan » (*Le Nouvel économiste*, 13 juillet 1994). Proche de Jacques Delors, avec qui il a fondé Échanges et Dialogues, ce technocrate membre du premier cercle du pouvoir devient président de Paribas après sa nationalisation en 1981, succédant à Pierre Moussa, sur intervention directe de Pierre Bérégovoy auprès de François Mitterrand. Il y restera durant cinq ans, jusqu'au retour de la droite en mars 1986, où il est remplacé par Michel François-Poncet. N'ayant jamais accepté son éviction et ayant une revanche à prendre sur la classe bancaire parisienne, il prend, en juin 1988, la tête du Crédit lyonnais, propulsé par le ministre des Finances Pierre Bérégovoy, en remplacement de Jean-Maxime Lévêque. Il entend alors, très rapidement à contre-courant du marché financier, faire du Crédit lyonnais l'une des premières banques mondiales (voire la première) à coups de rachats et en développant la banque-industrie: l'implication financière de la banque dans des entreprises, sortant ainsi totalement de son rôle de banquier traditionnel. Par le biais de filiales étrangères, le groupe prêtera ainsi plus de 15 milliards de F à un homme de main de la mafia sicilienne, Gianfranco Paretti (aidé par son ami, l'homme d'affaires véreux italien Florio Fiorini), ou à l'escroc apatride Robert Maxwell. Il investira également sans compter dans l'immobilier, multipliant les opérations désastreuses avec dessous-de-table, ou dans les sociétés de « charognards » des affaires comme Bernard Tapie. Ayant fait en outre appel au « Mozart de la finance » Jean-

François Hénin, qui se livrera à des placements plus que hasardeux à la tête de sa filiale Altus Finances, il laissera la première banque européenne en faillite financière, avec une ardoise estimée dans un premier temps à 50 milliards, puis 100 et enfin 135 milliards de F, comme le démontreront six rapports, notamment un rapport particulièrement saignant de la Cour des comptes en octobre 1995. La lecture de ce rapport édifiant (pourtant largement expurgé) démontre à chaque page l'incroyable liberté octroyée à Jean-Yves Haberer ainsi que l'incapacité des représentants de l'État présents dans l'établissement bancaire (direction du trésor, ministère des Finances, commission bancaire, etc.) – pour l'essentiel des inspecteurs des Finances comme Haberer – d'empêcher ce qui demeure pour l'instant « l'arnaque du siècle ». « Seul de toute la place financière de Paris, malgré une conjoncture défavorable à partir de la mi-1990, le Crédit lyonnais s'est lancé, sans en avoir tous les moyens, dans une stratégie de croissance accélérée et dans tous les domaines tout en négligeant les règles prudentielles habituelles et les avertissements reçus. (Par exemple dans le domaine du cinéma), la Cour des comptes a constaté que la banque, en s'engageant dans le métier très spécialisé et très risqué des producteurs de cinéma indépendants, avait commis, simultanément, ou successivement, nombre de fautes professionnelles graves: pratiquer en grand un métier dans lequel on ne dispose que de compétences limitées; traiter sans précautions avec des partenaires dont la moralité et la réputation, parfois la compétence, étaient connues comme douteuses; dissimuler à la maison mère la nature et le montant des engagements contractés, etc. » Entre-temps, il a été discrètement limogé (malgré ses protestations, y compris par écrit à Édouard Balladur) à la fin de 1993, ayant été aiguillé vers un placard doré, la présidence du Crédit national... dont il sera rapidement révoqué, en mars 1994, à la découverte de l'ampleur du désastre (longtemps tenu secret). Entendu par la commission d'enquête parlementaire, Jean-Yves Haberer tombera le masque: « Peyrelevade (son successeur) ne peut pas comprendre: il n'a pas fait l'Ena ». Sur ce dossier scandaleux, on pourra lire, outre le rapport de la Cour des comptes et celui de la commission d'enquête parlementaire de juillet 1994 (dont *Le Nouvel observateur* écrivait: « C'est un document qui fait peur. Une plongée dans l'univers inconnu de ceux qui tiennent le pouvoir économique et financier en France »). Ainsi que, *Crazy Lyonnais, les infortunes d'une banque politique* d'Éric Leser (Calmann-Levy, 1995), *Crédit lyonnais, le casse du siècle* de Gérard Pouradier et Fabien Perucca (Transparence, 1995), *Dérives bancaires, le système bancaire français à l'épreuve du Crédit lyonnais* d'Hervé Juvin (Djinns, 1995). « Récemment à l'une des tables du Siècle, Jean-Yves Haberer (...) donnait avec son habituelle modestie (...) des conseils appuyés à Antoine Guichard, le PDG de Casino. Jusqu'à ce que l'un des convives fasse remarquer à l'ancien banquier qu'il n'était peut-être pas le mieux placé pour s'ériger ainsi en "consultant" fort directif... » (*Le Nouvel économiste*, 28 avril 1995).

HABERT Benoît. Président de société, né le 12 juillet 1964 à Dijon (Côte-d'Or). Titulaire d'un MBA (Insead) et d'un DESS de droit des affaires et de fiscalité, cet homme d'une rare discrétion, spécialisé dans la finance, est issu de la mouvance du high-tech. Il est directeur général adjoint stratégie et développement du groupe Dassault ainsi que PDG de Dassault Développement, à la suite de son mariage avec Marie-Hélène Dassault, fille de Serge Dassault (née le jour de ses 40 ans) et responsable du mécénat et communication du groupe familial. Il s'occupe notamment du site internet du *Figaro*, a des relations privilégiées avec le groupe Mérieux, etc.

HADAS-LEBEL Raphaël. Directeur de société, né le 24 avril 1940 à Tlemcen (Algérie). Fils du grand rabbin de Tlemcen (puis de Sélestat) Israël-Achel Hadas-Lebel (décédé le 4 janvier 1995), ce diplômé de la Harvard Business School a été major de sa promotion de l'Ena en 1967, choisissant alors le Conseil d'État. Cette belle intelligence présente la particularité d'avoir appartenu au cabinet de trois Premiers ministres successifs: Pierre Messmer (1972-1974), Jacques Chirac (1974-1976), et Raymond Barre de 1976 à 1981 (affaires sociales et judiciaires). Il jouera un rôle majeur dans la politique contractuelle et sociale durant dix ans. À la suite de

l'arrivée de la gauche au pouvoir, il rejoint Elf-Aquitaine, où il sera secrétaire général et membre du comité exécutif (1984-1994). Nommé en janvier 1994 directeur général de *France 2* par Jean-Pierre Elkabbach, son ami de longue date, ce mélomane averti préside également la commission juridique du CNPF (1991), le conseil d'administration du Conservatoire national supérieur de musique de Paris depuis 1987, et le Conseil supérieur de la musique depuis la fin de 1994. Professeur à Sciences-Po, chroniqueur à *L'Express* et collaborateur de *Commentaire*, maire adjoint de Bois-le-Roi à partir de 1977, ce balladurien est aussi trésorier de l'influent Institut Aspen France, filiale de l'Institute for Humanistic Studies de Washington, qui organise des rencontres internationales d'hommes d'affaires de premier plan. Il a signé un ouvrage sur les institutions politiques françaises, en collaboration avec Bernard Tricot. Son épouse, Mireille, professeur d'université, est une spécialiste de l'histoire juive.

HAENEL Hubert. Conseiller d'État, né le 20 mai 1942 à Pompey (Meurthe-et-Moselle). Ayant exercé mille petits métiers durant ses études, il est issu d'une famille très modeste, et dut abandonner ses études après le certificat d'études avant de les reprendre quelques années plus tard. Brillant sujet des Jésuites, il est sorti major de promotion de l'École nationale de la magistrature (et militera au Syndicat de la magistrature). Il fut conseiller technique au Cabinet de Paul Dijoud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre (1973-1974), et le suivra comme chef de cabinet à l'Environnement. Chef de cabinet d'André Jarrot (1974-1975), il sera ensuite secrétaire au Conseil supérieur de la magistrature (1975-1977), avant de devenir en 1977 maître des requêtes au Conseil d'État. Maire RPR de Lapoutroie de 1977 à 2001, il est élu sénateur du Haut-Rhin en 1986 (toujours réélu depuis lors). Premier vice-président du conseil régional d'Alsace (depuis 1992), il préside à partir de 1990 le Groupe d'études sénatorial pour l'aménagement rural et copréside, depuis septembre 1993, la commission d'étude pour une justice de proximité et la commission parlementaire chargée d'une mission d'étude relative aux réserves militaires auprès de François Léotard. À partir de 2004, il sera vice-président du conseil régional d'Alsace. Membre du Cercle de l'Ill, il est également franc-maçon, appartenant à la loge La Lyre de Salomon (Grande Loge nationale française). Il a été nommé au Conseil constitutionnel en 2010. Auteur de divers ouvrages, ce catholique pratiquant a fait préfacer l'un d'entre eux par Mgr Léon Arthur Elchinger.

HAGELSTEEN Bernard. Haut fonctionnaire, né le 12 août 1947 à Alger (Algérie). À sa sortie de l'Ena, en 1973, il entre au ministère de l'Intérieur. Il sera successivement directeur du cabinet du préfet de la Charente-Maritime (1973) et de la Seine-Saint-Denis (1975). De 1979 à 1984, il est chargé de mission au secrétariat général du gouvernement, ainsi que rapporteur général de la Commission supérieure de la codification et de la simplification des textes législatifs et réglementaires. Secrétaire général, par la suite, de la préfecture des Hauts-de-Seine (1984) puis des Bouches-du-Rhône (1986), il est nommé en 1989 directeur de la police générale à la préfecture de police de Paris. Il est devenu ensuite coordinateur pour la libre circulation des personnes en Europe, puis en 1993 secrétaire général de la préfecture de la région Ile-de-France. Préfet du Maine-et-Loire de 1997 à 1999, de la Seine-Saint-Denis (1999-2001) de la région Bourgogne et de la Côte-d'Or (2001-2002), il est nommé en 2002, préfet de la région Lorraine et de la zone de défense Est et de la Moselle, puis, en 2007, préfet de la région des Pays de la Loire, préfet de Loire Atlantique. En 2010, il réintègre la Cour des comptes. Son épouse, également énarque, a dirigé le service juridique d'Elf-Aquitaine de 1981 à 1986.

HAGELSTEEN Marie-Dominique. Membre du Conseil d'État, née le 1er avril 1948 à Arenberg (Allemagne). Elle est la fille de Jean Monfraix, préfet. Entrée au Conseil d'État à sa sortie de l'Ena en 1972, elle est devenue maître des requêtes en 1978 et conseiller d'État en juillet 1990. Directeur des services juridiques d'Elf-Aquitaine (1981-1986), elle fut par la suite conseillère juridique du directeur du Budget, Christophe Blanchard-Dignac (1992-1993), président de l'Observatoire juridique des technologies de l'information (1993-1996), au tout début de la percée d'Internet ainsi que président du Bureau de vérification de la publicité (1994-1998). Elle a épousé Bernard Hagelsteen, énarque et membre du Siècle. Entrée au Conseil de la concurrence en 1989, elle en sera président d'août 1998 (tout en dirigeant déjà la commission de qualification et de contrôle de l'Association des agences de conseil en communication) à 2004. Elle préside la section des travaux publics du Conseil d'État depuis janvier 2007.

HALBRON Jean-Pierre. Directeur de société, né le 31 août 1936 à Paris. Cet X-Mines, également diplômé de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs, a rejoint en 1963 le groupe Edmond de Rothschild, où il exercera diverses responsabilités avant d'être nommé en 1974 président du directoire de la Compagnie financière. En janvier 1983, il entre chez Rhône-Poulenc comme directeur financier, avant d'être promu directeur général adjoint (1984) puis directeur général de sa filiale, Orkem, fin 1986. En 1990-1991, il sera directeur financier de Total, puis, à partir de l'année suivante, président de la Banque Wasserstein Perella France ainsi que directeur général et associé de Wasserstein Perella Group Inc, importante et discrète banque d'affaires américaine. En juillet 1995, il devient directeur stratégie et finances d'Alcatel Alsthom, et membre de son comité exécutif. Reconnu comme un grand spécialiste des négociations dans le cadre des fusions-acquisitions, il a notamment réalisé la vente d'Yves Saint-Laurent à Sanofi, ainsi que celle des hôtels d'Air France au groupe anglais Forte.

HALLEY Paul-Louis. Directeur de société, né le 11 septembre 1934 à Strasbourg (Haut-Rhin), décédé le 6 décembre 2003. Fils de Paul-Auguste Halley, déjà un des grands grossistes français, il a fait de la société familiale calvadosienne Promodès le plus européen des distributeurs : surnommé le « Pompidou de la distribution » pour son sérieux et sa discrétion toute terrienne, il contrôle Promodès, Shopi, Continent, Champion. Un empire de 21 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, riche d'environ 550 hypermarchés et 2500 commerces, de nombreuses enseignes à l'étranger (34 % du chiffre d'affaires). Sa valorisation boursière dépasse les 16 milliards. Avec son frère et sa sœur, il détient encore 43,2 % du capital, ce qui situe la fortune familiale au-dessus de 7,5 milliards de F, le plaçant du même coup parmi les toutes premières fortunes françaises. En 1961, il est chargé du développement de Promodès, la société de son père et des Duval-Lemonnier, dans le commerce de détail. Dès 1965, il s'intéresse aux hypermarchés. Les premiers hypers Promodès sont lancés en 1970, et les premiers Continent apparaissent en 1972, quand il est nommé à la tête de Promodès. Il implante son entreprise, cantonnée jusqu'alors au nord de la France, en Espagne (1974), puis en Allemagne (1976). En 1979, il fait entrer sa société en Bourse. En 1980, il rachète la chaîne de supermarchés Red Food aux USA, puis s'implante en Grèce en 1991. Membre du comité de soutien à Valéry Giscard d'Estaing en 1981, il s'est rapproché par la suite des barristes.

HAMON Léo (né Lew GOLDENBERG, dit). Avocat, né le 12 janvier 1908 à Paris, décédé en octobre 1993. Cet ancien secrétaire de la conférence du stage des avocats fut membre du barreau de Paris. Pendant l'Occupation, il est responsable des groupes Combat puis de ceux de la Résistance. Il a changé son nom en Léo Hamon, par décret du 24/11/1965. Membre du MRP (1945-1954), il fut sénateur de la Seine de 1946 à 1958. Exclu pour avoir voté contre la Communauté européenne de défense, il rejoint le Parti de la Jeune République. En 1958, il participe à la création de l'Union Démocratique du Travail, qui se rallie au mouvement gaulliste. Député de l'Essonne en 1968, il est de 1969 à 1972 secrétaire d'État auprès du Premier ministre, puis chargé de la Participation et de l'Environnement. Il crée ensuite le Mouvement d'initiative républicaine et socialiste, qui rallie François Mitterrand, et participe aux municipales de 1983 sur les listes socialistes Paris pour Tous. Fondateur du club Notre Présence, il présidera en 1989 le comité de réflexion sur le programme de l'Association des démocrates de Lionel Stoleru.

HANNOTIN Marc. Administrateur de sociétés, né le 15 avril 1909 à Paris. Fils d'un avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, ce licencié en droit et ancien de

Sciences-Po est entré au Conseil d'État en 1932. Maître des requêtes, il démissionne du Conseil d'État en 1947, et entre à la Banque de l'Indochine dont il deviendra directeur adjoint (1960-1969). Par la suite, il sera vice-PDG puis PDG des Ciments français (à partir de 1969). Il fut également administrateur de nombreuses sociétés, dont Denain-Nord-Est-Longwy, Air Inter, Phénix, Chausson, Opfi Paribas, etc.

HANNOUN Hervé. Banquier, né le 3 août 1950 à Constantitne (Algérie française). Il est diplômé de Sciences Po Paris et énarque (promotion *Léon Blum*, 1973-1975). Ce membre du Parti socialiste depuis 1978, qui fut chargé de mission de Pierre Mauroy puis conseiller technique pour l'économie à la présidence de la République de 1984 à 1985 et de 1986 à 1988 (« la victoire de François Mitterrand en 1988 fut un peu la sienne »), il devint chef de cabinet du ministre des Finances Pierre Bérégovoy, qu'il suivit à Matignon. En décembre 1992, cette incarnation de la rigueur budgétaire a remplacé Philippe Lagayette comme sous-directeur de la Banque de France, avant d'en devenir le premier sous-directeur en 1999. Ce « hussard noir du mitterrandisme » (*Libération*, 18 décembre 1992) d'un effroyable sectarisme « est de la race des militants, des croisés, des Saint-Just. Ce fils de directeur de collège est viscéralement de gauche au sens où il parle toujours des "riches" avec mépris et des "petites gens" avec émotion (*Le Nouvel observateur*, 31 décembre 1992) ». Il s'est depuis lors converti aux ors de la République et à l'orthodoxie néolibérale (voir notamment *Les Socialo-capitalistes, portrait et métamorphose des élites roses*, Renaud de La Baume, 1993), oubliant l'époque où, en 1988, « au sortir de son bureau élyséen, (il) allait décoller des affiches du RPR du côté de Saint-Cloud » (*Le Nouvel observateur*, 26 janvier 1989). Depuis 2006, il est directeur de la Banque des règlements internationaux à Bâle (Suisse). Son frère, Laurent Hannoun, est un des meilleurs chirurgiens français du foie.

HANON Bernard. Industriel, né le 7 janvier 1932 à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine). Entré en 1959 chez Renault-États-Unis après avoir obtenu un Master of business administration de l'université de Columbia, cet ancien d'HEC quitte l'entreprise en 1963 pour créer à l'université de New York un enseignement de sciences du management. Il rentre en France en 1966 où la Régie Renault le charge de son management. En 1970, il devient responsable de la planification, de l'informatique et du marketing. De 1976 à 1981, il est directeur de l'automobile à la régie, dont il devient en février 1981 directeur général et en décembre 1981 le plus jeune PDG, nommé par la gauche mitterrandiste, avec l'appui de la CGT, succédant à Pierre Dreyfus. En 1985, il doit quitter la Régie à la suite de mauvais résultats, notamment avec sa filiale américaine American motors. Il est devenu depuis lors gérant de Hanon et associés ainsi que conseiller de Lazard Frères à New York.

HANOTAUX Pierre. Haut fonctionnaire, né le 17 mai 1961 au Mans (Sarthe). Après des études d'histoire et une maîtrise de droit public, ce descendant du ministre des Affaires étrangères Gabriel Hanotaux (1853-1944), est passé par l'École nationale des impôts. Ayant débuté comme vérificateur, il deviendra chef de brigade à la direction des vérifications (1996-1998), avant d'être détaché à l'Inspection générale des Finances (1998-1999) et d'être propulsé inspecteur des Finances en 1999, puis inspecteur général des Finances en 2008 (une procédure extrêmement rare, la quasi-totalité de ces postes revenant aux premiers de l'Ena). Entre-temps, il avait été secrétaire général de l'Établissement public du Quai Branly (2003-2004), qui abrite le Musée des Arts premiers voulu par Jacques Chirac, et directeur général délégué de cet établissement public. À partir de 2009, il dirige le cabinet du ministre de la Culture Frédéric Mitterrand. Fin 2011, il remplace Christine Ockrent comme directeur délégué de l'Audiovisuel extérieur de la France, qui coiffe *France 24*, *RFI* et *Monte Carlo Doualiya*.

HARARI Simone (née HALBERSTADT, épouse). Directrice de société, née le 11 août 1952 à Paris XVIe. Diplômée de l'IEP et de l'Ena (1976), cet administrateur civil fut affecté en juin 1976 au ministère de l'Éducation, puis chargée de mission au secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports. En 1977, elle devient

chef de bureau de l'information et des actions interministérielles à la direction de la jeunesse, au ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, puis en 1979 prend la direction du département des affaires financières et sociales du Service juridique et technique de l'information du Premier ministre (Raymond Barre). Conseillère technique à la Sofirad en 1982, puis conseillère d'André Rousselet avant le lancement de *Canal* +, devenant directrice général de Pathé-Images, elle crée l'année suivante Télé-Images (dont elle devient le PDG), productrice de très nombreux sitcoms (*Maguy*, *Marc et Sophie*, etc.) ainsi que de l'*Histoire des intellectuels français* de Bernard-Henri Lévy. En 1989, avec Havas, actionnaire à 40 %, elle a créé une société de production franco-américaine, Futur-Images, dont elle est également PDG, ainsi que d'Images télévision international. Elle est la veuve de Robert Harari, président du directoire de la Compagnie financière du Scribe. Contrôlée désormais par Havas (40 %), la BNP, la Banque Worms, le Groupe de la Cité et le Crédit agricole (environ 45 %), sa société, Télé-Images (production), renforcée par ITI (achat de droits) et Futur-Images (coproductions internationales) réalisait 180 millions de F de chiffre d'affaires en 1990. En 2006, elle a fondé sa propre société, Effervescence Production.

HARTOG Lucien. Banquier, né le 1er septembre 1915 à Paris, décédé le 1er mars 2007. Cet ancien d'HEC a fait carrière au Crédit commercial de France, où il entra en 1938. Il en devint directeur général (1973) puis administrateur (1977), ainsi que responsable de diverses filiales : vice-président de la Banque de Savoie (1975), président de l'Union de banques pour l'équipement (1976-1980), etc.

HASSAN Jean-Claude. Banquier, né le 11 novembre 1954 à Tunis (Tunisie). Ancien de Normale Sup, agrégé de sciences économiques et major de la promotion 1981 de l'Ena, ce brillant « crâne d'œuf » a alors rejoint le Conseil d'État. Conseiller technique de Georgina Dufoix (Affaires sociales) en 1984-1985, il réintègre le Conseil d'État avant d'entrer en 1986 à la Banque Stern. Directeur général adjoint en 1987, puis directeur général en 1989, à l'initiative de Jacques-Henri David, il rejoint en septembre 1992, après avoir mené à bien la fusion Pallas-Stern, la banque Worms comme directeur général. Il préside également une filiale de Worms, la Banque de l'Union Occidentale, spécialisée dans les médias, le marché de l'art et la gestion du patrimoine. Il sera conseiller spécial pour l'euro au cabinet de Laurent Fabius alors ministre de l'Économie (2000-2002). Il a depuis cette date réintégré le Conseil d'État.

HAU Emmanuel. Administrateur civil, né le 25 novembre 1939 à Villefranche-sur-Saône (Rhône). Marié à une fille de préfet, il est le fils de Claude Hau, journaliste, et de Paulette Latzarus. Diplômé de Sciences-Po, licencié en droit et titulaire d'un DEA de droit public, cet ancien élève de l'Ena a notamment été sous-préfet de Dordogne (1967), chargé de mission au cabinet du premier ministre Pierre Messmer (1972-1974), secrétaire du conseil de direction du Fonds de développement économique et social. Détaché à EDF en 1977, à la demande de Marcel Boiteux, il y a gravi de nombreux échelons, étant en particulier directeur des services juridiques et financiers (1985), directeur général adjoint (1994), directeur général délégué (1995-1997), c'est-à-dire n° 2. Éliminé d'EDF par Edmond Alphandéry (il portera plainte auprès du tribunal administratif pour « excès de pouvoir »), ce franc-maçon du Grand Orient de France (*L'Express*, 2 avril 1998) a été, de 1997 à 2000, directeur délégué économie et finances de la SNCF. Il a ensuite été membre du directoire (2000-2004) de la Compagnie financière Edmond de Rothschild ainsi que président du conseil de surveillance de CDC (groupe Rothschild) en 2001. Il est gérant de Valéry Stratégic Action.

HAZAN Adeline. Magistrate, née le 21 janvier 1956 à Paris VIIIe. Elle est la fille d'un président de société d'origine « juive égyptienne » (*Tribune juive*, 17 octobre 1996), Édouard Hazan, et de Nicole Lanfranchi, « corse catholique ». Dans *L'Evénement du jeudi* (25 janvier 1996), ils sont présentés tous deux comme « juristes ». « Parisienne et viscéralement de gauche, ajoute *Tribune juive*, elle avoue n'avoir jamais eu à subir les affres du racisme ni même d'un quelconque antisémitisme. » Mariée aujourd'hui à Christophe Blandin-

Estournet, elle avait épousé, en premières noces, un magistrat, le juge Jean-Michel Hayat, juge d'instruction à Nanterre (où il instruisit notamment le dossier du commissaire Yves Jobic, avant d'être désavoué par le tribunal de Nanterre) et conseiller technique pour la prévention de la violence en milieu scolaire, de la citoyenneté, de l'éducation civique, de l'enseignement privé et des langues régionales au cabinet du ministre à l'Enseignement scolaire Ségolène Royal de 1997 à 1999 (cf. notamment *Rivarol*, 15 novembre 1989). Passée par Paris I-Panthéon-Sorbonne, elle est titulaire d'une maîtrise de droit privé et d'un diplôme de l'Institut de criminologie. Auditeur de justice en 1978, juge d'application des peines à Châlons-sur-Marne (1980-1983) puis juge des enfants à Nanterre (1983-1990), cette ancienne de l'École nationale de la magistrature fut ensuite chargée de mission au Secrétariat général à l'intégration (1990-1991) dirigé par le socialiste Hubert Prévost et responsable de la prévention de la délinquance à la Délégation interministérielle à la Ville (1991-1995). Elle est surtout, de 1986 à 1989, présidente du Syndicat de la Magistrature, qui regroupe les magistrats de gauche et d'extrême gauche. Comme bon nombre de ses prédécesseurs, elle est entrée en 1992 au Parti socialiste, œuvrant dans le groupe des experts de Dominique Strauss-Kahn, avant de présenter sa propre option Agir en socialistes au congrès de Liévin (1994), puis de se rapprocher de Lionel Jospin connu en 1989. Et ce, afin de conduire dans ce parti une carrière politique, projet facilité par la féminisation obligée de la vie politique française. Juge des enfants à Paris (1995-1997), cette ambitieuse juriste entra au cabinet du ministre des Affaires sociales Martine Aubry après la victoire de la gauche aux législatives anticipées de 1997. Après avoir échoué à s'implanter en Picardie, elle choisit pour terre d'élection la région Champagne-Ardenne, car, en tant que magistrate à Paris, elle ne peut se faire élire dans la capitale. Conseiller régional de cette région depuis 1998, elle a été battue en mai 1997 dans la 3e circonscription de la Marne, par le RPR Jean-Claude Thomas, mais finalement élue député européen le 13 juin 1999, figurant en treizième position sur la liste conduite par François Hollande (réélue en 2004). Membre du conseil national (depuis 1994), du bureau national et du secrétariat national (1995) du Parti socialiste, elle a été en charge des questions de société à partir de 1995 (grâce au soutien de Lionel Jospin), c'est-à-dire la justice, l'immigration, le sida, la drogue, la ville, etc. Elle y a constamment défendu des positions très avancées, favorisant systématiquement toutes les marginalités. Elle devait ainsi soutenir, en avril 1997, un nouveau programme du PS sur l'immigration, que *Le Parisien* (3 avril 1997) qualifia de "coup de barre à gauche", exigeant notamment la reprise de l'immigration, le regroupement familial facilité, le retour au droit du sol, le droit de vote pour les étrangers aux élections locales, etc. Dans *Vendredi* (23 février 1996), elle a cosigné un texte avec un autre jeune député ambitieux, Vincent Peillon, intitulé Socialiste, donc mondialistes et européens : « Nous affirmons en préambule que si nous voulons faire l'Europe, c'est en pensant au monde, une Europe ouverte sur le monde, une Europe pour le monde. L'idée socialiste comme perspective, le monde comme aire de militantisme, l'Europe comme instrument, voilà notre parti ! [...] Entre l'écueil du repli nationaliste et celui de la dilution dans une zone de libre-échange, nous choisissons résolument le combat pour la citoyenneté mondiale et la construction fédérale de l'Europe. » Elle a conduit la liste socialiste aux municipales à Reims en mars 2001. Donnée gagnante par la presse, cette représentante de la gauche tendance « champagne rosé » a été sévèrement battue par Jean-Louis Schneiter. En juin 2002, elle a été à nouveau battue à la députation, dans la 2e circonscription, obtenant 46,05 % face à l'UMP-RPR Catherine Vautrin. Elle remporte toutefois la mairie de Reims en mars 2008, face à une droite très divisée.

HEFES Sylvain. Banquier, né le 28 mars 1952 à Alexandrie (Égypte). Fils d'Edgar Hefes, Directeur de société, et de Régina Misan. Il a fait ses études aux lycées de Saint-Cloud et Hoche de Versailles. Cet ancien d'HEC a été attaché financier auprès de l'ambassade de France au Canada (1974-1976), avant d'entrer à la banque Rothschild & Cie comme directeur adjoint en 1976. Directeur à Londres de la banque N. M. Rothschild & Cie (1980-1982), avant de revenir à Paris comme directeur général adjoint auprès de David de Rothschild qui relançait la banque familiale, nationalisée en 1981. En 1990, il a été coopté comme directeur de Goldman Sachs International à Londres, avant d'être promu associé-gérant en 1992 (seul Français parmi 190 associés) et directeur général des bureaux de Paris en 1993, participant à la plupart des fusions de grandes entreprises des dernières années, de concert avec Jacques Mayoux (Axa-UAP, Pinault-Printemps-Redoute, Indo-Suez-Crédit agricole, Elf-Total, Rhône-Poulenc-Hœchst, Société Générale-Paribas, Auchan-Docks de France, etc.). Ce « banquier de l'ombre » (*La Tribune*, 11 janvier 2000) dirige les activités européennes de la banque privée Goldman Sachs (gestion de fortunes) à partir de 2000, seul non-Anglo-Saxon à occuper cette fonction. Associé gérant jusqu'en 2004, il est conseiller de la direction générale du groupe Rothschild à Londres depuis 2005, président du directoire de Paris-Orléans depuis 2005, administrateur de Rothschild Holding Suisse depuis 2006, et de Nyse-Euronext depuis 2007.

HEILBRONNER François. Inspecteur des Finances, né le 17 mars 1936 à Paris XVIIe. « Ses parents étaient représentatifs de cette bourgeoisie juive d'avant-guerre, cultivée, laïque, très intégrée » (*Le Nouvel économiste*, 17 janvier 1992). Lui-même a été louveteau dans une meute protestante. Licencié en droit et diplômé de Sciences-Politiques, cet énarque a rejoint l'inspection des Finances en 1962. Conseiller technique de Michel Debré au Quai d'Orsay en 1968-1969, il sera de 1969 à 1972 secrétaire général adjoint du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne à Bruxelles. Le ministre de l'Agriculture Jacques Chirac le prend ensuite comme directeur adjoint, puis comme directeur de cabinet (1972-1973). Il le suivra à l'Intérieur, puis à Matignon (1974-1976). Il sera candidat (non élu) du RPR aux élections législatives en Charente-Maritime en 1978. « Il appartient à la génération des hauts-fonctionnaires de la phalange chiraquienne dont le dévouement et la fidélité sont à toute épreuve » (*Le Monde*, 25 juillet 1986). De retour à l'inspection des Finances, il y restera au purgatoire dix ans, jusqu'en 1986, effectuant alors un bref passage à Matignon, où il avait retrouvé son poste de directeur adjoint du cabinet de Jacques Chirac, avant de succéder en juillet à Bernard Attali à la tête du Groupe des assurances nationales (12 milliards d'euros gérés en 1988, 5e assureur français). Il y développera la bancassurance par le biais du réseau CICV, dont le GAN détenait 35 %. Il financera, à hauteur de 60 millions de F, entre 1989 et 1991, le très gauchisant Autre journal. Administrateur de Médecins sans frontières, il le sera, jusqu'en 1994, de Gan Minster Insurance, de CTR, d'Al Wataniya, de la Scor, de la Compagnie financière du CIC, de la Compagnie industrielle Pallas-Comipar, de la Financière Sofrès, de Matra-Hachette, etc. Sa participation au raid lancé par la Caisse des dépôts contre la Société générale lui vaudra le soutien de Pierre Bérégovoy, qui le maintiendra en poste, mais lui attirera l'hostilité de la plus grande partie de l'establishment financier et bancaire (ainsi qu'une rancune farouche des chiraquiens). Cet homme discret et timide quitte son poste en 1994, retournant à l'inspection des finances pour y superviser les services financiers de Haute-Normandie.

HEISBOURG François. Diplomate, né le 24 juin 1949 à Londres (Grande-Bretagne). Cet énarque socialiste (qui a épousé Elyette Lévy en 1989), qui fut conseiller du ministre de la Défense Charles Hernu pour les affaires internationales a dirigé de 1987 à 1992 l'International Institute for strategic studies (IISS), la plus prestigieuse fondation mondialiste en matière de sécurité, de stratégie et de défense. Directeur de la stratégie au sein du groupe Matra-Défense (qu'il quitte fin 1997), il fut conseiller au Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères de 1989 à 1997 et préside, depuis mai 1998, le Centre de politique de sécurité intérieure de Genève (qui dépend de l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève), qui regroupe les représentants de quatorze États européens, des États-Unis et de la Confédération suisse afin de donner un enseignement de haut niveau aux fonctionnaires gouvernementaux de haut rang. En 1998, il conduisit pour Lionel Jospin une mission d'analyse et de proposition sur l'enseignement et la recherche dans les domaines des relations internationales et des affaires stratégiques et de défense. Une note de Raymond Nart (n° 2 de la DST), produite

devant le juge Jean-Paul Valat, assure qu'il est « un agent américain » (après avoir été accusé d'être un « agent soviétique »), sans qu'aucun élément n'étaye cette affirmation (dans ses mémoires, *Contre-espionnage*, Calmann-Lévy, 2000, l'ancien directeur de la DST Yves Bonnet devait démentir toute l'affaire mais dut reconnaître que la direction internationale de la Délégation générale de l'armement échappa alors à Heisbourg en raison de ces accusations fallacieuses). Auteur de divers ouvrages (dont *Les Volontaires de l'an 2000* en 1995), où il préconise le recours à l'armée professionnelle, suggestion qui sera reprise dès 1996 par Jacques Chirac (*Hyper-terrorisme: la nouvelle guerre*, Odile Jacob, 2002). Il a pris la direction de la Fondation pour la recherche stratégique en avril 2001 et la présidence à Londres, en septembre 2001, de l'IISS (International Institute for Strategic Studies) dont il avait été le directeur. Premier Français à présider cet institut, succédant à l'Australien Robert O'Neil, il est généralement considéré, au niveau international, comme le meilleur expert français des questions stratégiques et militaires.

HENART Laurent. Député UMP de la Meurthe-et-Moselle depuis 2002, secrétaire d'État à l'Insertion professionnelle des jeunes (2004-2005), président de l'Agence nationale des services à la personne, secrétaire général du Parti radical depuis 2007. Biographie détaillée dans *F&D* 173.

HENNEKINNE Loïc. Ambassadeur, né le 20 septembre 1940 à Caudéran (Gironde). Diplômé de l'IEP, cet énarque a effectué sa carrière au Quai d'Orsay : direction des affaires politiques au département Europe méridionale (1967), premier secrétaire à Saïgon (1969), puis, en 1971, à Santiago du Chili (il jouera un rôle important dans la récupération et l'évacuation de militants d'extrême gauche après le putsch du général Pinochet). En 1973, il est conseiller de deuxième classe, avant d'être nommé à la direction des affaires économiques et financières au service de la coopération économique au Quai, où il est délégué, en 1978-1979, dans les fonctions de sous-directeur. Premier conseiller à Tokyo (1979), ce militant socialiste (Patrie et Progrès, puis Ceres), devient en septembre 1981 délégué à l'action extérieure au ministère de l'Industrie, puis directeur du cabinet de son camarade Jean-Pierre Chevènement (Recherche et Industrie). À la tête de l'importante direction du personnel et de l'administration générale au Quai (1983-1986), il obtient après le retour de la droite en 1986 l'ambassade d'Indonésie. Fin 1988, il assure le secrétariat général du pharaonique Sommet des pays industrialisés (durant l'année du Bicentenaire) et devient conseiller de Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères. Conseiller diplomatique à la présidence de la République en 1989, il est promu ambassadeur au Japon en janvier 1991, avant d'être mis sur la touche en 1993 comme inspecteur général des Affaires étrangères. Ambassadeur au Canada (1997-1998) puis secrétaire général du Quai d'Orsay (1998-2002), il sera enfin, de 2002 à 2005, ambassadeur en Italie et en République de Saint-Marin, en résidence à Rome.

HENROT François. Banquier, né le 3 juillet 1949 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Grand ami d'Alain Minc, son camarade de promotion à l'Ena, il entre en 1975 au Conseil d'État, dont il devient maître des requêtes en 1979. Repéré par Gérard Théry, il rejoint la direction des télécommunications comme chargé de mission pour la télématique auprès du directeur général en 1979 (il y sera l'un des artisans du succès du minitel), puis est promu directeur des affaires commerciales et télématiques (1979-1985). Intégrant la Compagnie bancaire (Paribas), chaudement soutenu par son président André Lévy-Lang, comme directeur de la participation et du développement (1985), il y deviendra directeur général adjoint, chargé de la planification, du financement et du développement (1988). En 1989, il appartient à son comité directeur, avant d'entrer au directoire et d'être nommé directeur général en juin 1990. En août 1995, il remplace Marcel Roulet à la tête de France Télécom, mais en démissionne une semaine plus tard, n'ayant pas obtenu les engagements de soutien ministériel qu'il désirait. Il réintègre alors le groupe Paribas, avant de devenir en novembre 1995 président du conseil de surveillance du Crédit du Nord, filiale de Paribas (au salaire annuel de 730 000 euros). Il est, depuis 1997, associé-gérant de Rothschild et Cie Banque. Depuis 2010, il préside l'École nationale supérieure des arts décoratifs.

HERBERT Michel. Architecte, né le 25 octobre 1933 à Beyrouth (Liban). Cet architecte a été de 1961 à 1968 l'assistant de Jean Fayeton, puis s'installa à Paris. Ancien patron de l'agence Michel Herbert et ancien président de l'Association des architectes français pour l'exportation et la coopération, il a réalisé, entre autres, la tour Manhattan à la Défense, les sièges sociaux d'Axa, de la Compagnie bancaire, du Crédit lyonnais et du Crédit agricole, ainsi que l'École d'électricité de Gif-sur-Yvette. Parmi ses derniers chantiers, on trouve la barrière de péage du viaduc de Millau.

HERMELIN Paul. Directeur de société, né le 30 avril 1952 à Etterbeek (Belgique). Fils de Benjamin Hermelin et de Simone Silberschatz, ce polytechnicien est aussi issu de la promotion Pierre Mendès France (1976-1978) de l'Ena. Ayant débuté à la direction du Budget, il fut chargé de mission puis conseiller technique du ministre socialiste de l'Économie et des Finances, Jacques Delors (1981-1984), puis chargé de mission du ministre socialiste de l'Urbanisme et du Logement, Paul Quilès (1984-1985). Après la cohabitation, on le retrouve comme directeur de cabinet du ministre mitterrandien Hubert Curien à la Recherche et la Technologie (1988-1991). Il passe alors directeur du cabinet de Dominique Strauss-Kahn à l'Industrie et au Commerce extérieur (1991-1993). Après la victoire de la droite parlementaire, cet homme qui ne connaît que le fonctionnement des cabinets ministériels se tourne vers le privé, rejoignant Cap Gemini (première SSII européenne), où Serge Kampf l'avait repéré, comme directeur délégué. Vice-président du groupe puis directeur général adjoint, il en sera PDG pour la France, dès 1997, et directeur général en 2001 (avec la fusion avec Ernst & Young en mai 2000). Ce redoutable réducteur de coûts (plusieurs milliers de suppressions d'emplois) a été trésorier du club de réflexion « deloriste » Clisthène.

HERNU Charles. Homme politique, né le 3 juillet 1923 à Quimper (Finistère), décédé le 17 janvier 1990. D'après une note des RG, reprise par *L'Idiot International*, il aurait été proche en 1943-1944 du service de la Propagande ouvrière, dépendant du ministère de l'Information de Vichy. On le retrouve peu après la Libération, sous-lieutenant FFI. Rédacteur en 1945 au journal communisant *Le Patriote de Saint-Étienne*, il rejoindra rapidement le Parti radical-socialiste puis les milieux socialistes, sans doute par le biais de la maçonnerie. Il avait en effet été initié très jeune à la loge Tolérance et Fidélité de la Grande Loge de France (il créera par la suite à Paris la loge Foi et politique et à Vienne la Fraternelle maçonnique des partisans de la paix). Ce compagnon de lutte de toujours de François Mitterrand, ayant fondé le Club des Jacobins (premier club politique de l'après-guerre) et dirigé son journal *Le Jacobin*, fut élu pour la première fois député de la Seine en 1956 comme mendésiste. Responsable de la Convention des institutions républicaines et de la Fédération de la gauche démocrate et socialistes, il devint, après plusieurs échecs, maire de Villeurbanne en 1977 et député du Rhône en 1978 (réélu systématiquement par la suite). Ministre de la Défense de François Mitterrand dès mai 1981, ce fils de gendarme gagnera l'estime du corps militaire, malgré qu'il ait été le premier ministre à présenter (en 1983) un budget en régression. Son implication dans le sabotage par les services secrets français du Rainbow Warrior de l'organisation antinucléaire Greenpeace lui fut fatale, à la suite de sa mise en cause par *Le Monde*. Il accepta de démissionner le 20 septembre 1985, servant de « fusible » à Mitterrand, dont on sait aujourd'hui qu'il fut informé de l'opération. Le Premier ministre, Laurent Fabius, qui n'avait pas été mis dans la confidence, affirma que le ministre de la Défense avait agi de sa propre initiative. Cette lâcheté marqua à ce point la famille Hernu que sa veuve interdit à Laurent Fabius d'assister à ses obsèques. Réélu député en 1986 (à la tête de la liste Hernu) et en 1988, ainsi que maire de Villeurbanne en 1983 et 1989, il avait tenté en 1988 de relancer le Club des Jacobins.

HEROUARD Antoine. Ecclésiastique, né en août 1965 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ancien élève d'HEC, ce titulaire d'une licence de théologie morale à l'université grégorienne a été ordonné prêtre en juin 1985. Vicaire de la paroisse Saint-Jacques du Haut-Paris (Paris V^e^), puis aumônier des lycées du Quartier latin (1987-1993), il sera aumônier diocésain du Mouvement chrétien des cadres

et dirigeants (1998-2004) ainsi qu'aumônier diocésain du Secours catholique. Il représentera également Mgr Jean-Marie Lustiger au sein de la Commission nationale consultative des droits de l'homme. Chanoine titulaire à Notre-Dame de Paris (2001-2005), il devient secrétaire général adjoint de la Conférence des évêques de France en 2005 et secrétaire général en 2007. En 2008, il devient prélat d'honneur de Benoît XVI.

HERREWYN Jean-Michel. Directeur de société né le 14 février 1961 à Menton (Alpes-Maritimes). Polytechnicien et énarque (promotion Denis Diderot, 1984-1986), il a débuté sa carrière comme ingénieur à la division avionique de Thomson CSF. En 1991, il rejoint la Générale de chauffe (devenue Dalkia) comme directeur technique devenant ensuite directeur général de sa filiale domotique. Chargé de mission auprès du directeur général de Dalkia en 1993, il deviendra directeur de ses filiales allemandes, puis autrichienne et suisse. En 2000, il devient directeur général de la filiale allemande de Veolia Transport, supervisant son développement en Autriche et en Suisse. La même année, il devient président de Valorec, filiale commune de Dalkia et Veolia Propreté. En mars 2003, il intègre Veolia Water Solutions & Technologies comme directeur général. En 2009, cet affidé d'Henri Proglio devient directeur général de Veolia Eau, division eau de Veolia Environnement.

HERTEMAN Jean-Paul. Président de société, né le 13 novembre 1950 à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Ce fils d'un entrepreneur s'est marié avec un professeur d'éducation physique, Martine Pleurdeau. Passé par Sainte-Geneviève à Versailles, ce polytechnicien, également ingénieur de l'École nationale supérieure d'aéronautique (et détenteur d'un brevet de pilote privé), a effectué toute sa carrière dans l'aéronautique : ingénieur de l'armement au Centre d'essais aéronautiques de Toulouse (1975-1983), puis à la Snecma (devenue Safran) : directeur général de la division moteurs fusées (1999-2002), PDG de Snecma Moteurs (2002-2003), PDG de Sagem Défense sécurité (2006-2007), PDG de Safran à partir de 2011 (succédant à Jean-Paul Béchat), réussissant rapidement à associer les cadres de Sagem et de Safran. Cet « anti-patron vedette » (*Les Echos*, 3 septembre 2007) est également président du Groupement des industries françaises aéronautiques (Gifas) depuis 2010. Il gagnait 1,5 million d'euros en 2012.

HERZOG Félicité. Directrice de société, née le 23 avril 1968 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Elle est la fille de l'ancien ministre, député RPR de la Haute-Savoie, administrateur de sociétés et alpiniste Maurice Herzog et de l'écrivain Marie-Pierre de Cossé-Brissac, également sous-directrice des sciences humaines et sociales au Quai d'Orsay et directrice de la division droits de l'homme à l'Unesco. Elle a deux enfants, Benjamin Grierson (elle fut mariée avec Jacob Grierson) et Louis Weinberg-Herzog. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, cette ancienne élève de l'École alsacienne et de l'Institut de la Tour détient également un MBA de l'Insead. Collaboratrice du président du comité éditorial du *Figaro* (1991), elle fut attachée de direction à Paris et Moscou de Lazard Frères, puis chargée d'affaires de cette banque d'affaires à New York (1993-1996). Passée chez JP Morgan (1996-1997) et à Apax Ventures (1997-1999), elle sera directrice de participations à Madison Derabron Partners Ltd à Londres et New York (2000-2002). Elle rejoint ensuite Publicis Groupe, à la demande de Maurice Lévy, comme directrice des fusions acquisitions (2002-2007), avant de poursuivre comme chargée de mission chez Saatchi & Saatchi (groupe Publicis) en 2006. Depuis 2007, elle est directrice du développement d'Areva.

HESPEL Véronique (née BEAU, épouse). Inspecteur des Finances, née le 23 mai 1951 à Paris. Sortie de l'Ena en 1978, cet inspecteur général des Finances sera chargé de mission au cabinet du ministre de l'Économie et des Finances Jacques Delors en 1982-1983, puis sous-directeur du Budget. Trop peu intéressée politiquement, elle préfère se tourner ensuite vers l'industrie, et entre alors au Commissariat à l'énergie atomique, dont elle a été directrice financière de 1989 à 1991. Depuis 1992, elle est chargée de mission auprès de la direction générale de l'UAP. Son mari est magistrat à la Cour des comptes.

HETZEL Patrick. Universitaire, né le 2 juillet 1964 à Phalsbourg (Moselle). Ce fils de

restaurateurs est docteur ès sciences de gestion (thèse sur le design management) et agrégé en gestion. Professeur à l'université de Strasbourg (1997-1999) puis à Panthéon-Assas (1999-2005), ce spécialiste du marketing fut également chef du service des études de défense de l'IHEDN entre 2001 et 2004. Recteur de l'académie de Limoges (2005-2007), alors le plus jeune recteur de France, sur intervention directe de Bernadette Chirac (alors que Dominique de Villepin voulait en faire son conseiller pour l'éducation), ce spécialiste de l'étude du comportement des consommateurs et des organisations est depuis lors conseiller pour l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche du Premier ministre UMP François Fillon. Professeur invité à l'étranger et membres de multiples associations internationales de management, il a publié *Planète conso* (2002) et *Le Marketing relationnel* (2004) et fut rédacteur en chef, jusqu'en 2003, de la revue *Décisions Marketing*.

HIERONIMUS Nicolas. Directeur de société, né le 3 janvier 1964 à Paris XIIIe. Il est le fils du scénariste Yves Hiéronimus et d'Anne-Marie Lataste, ingénieur. Il a épousé, le 3 juillet 1993, Géraldine Lefebvre, consultante (deux enfants : Hugo et Noé). Diplômé de l'ESSEC, il a fait toute sa carrière au groupe L'Oréal : chef de produits marketing aux laboratoires Garnier (1987-1989), chef de groupe marketing à Gemey France (1990-1993), directeur marketing aux laboratoires Garnier (1993-1997), directeur général de Garnier-Maybelline en Grande-Bretagne (1998-1999), directeur général de L'Oréal Paris (2000), directeur général international de la marque L'Oréal Paris (2000-2005), PDG de L'Oréal au Mexique (2005-2007), président mondial et directeur général de la division des produits professionnels (2008-2010), président mondial et directeur général de la division produits de luxe (depuis 2011), vice-président directeur général des divisions sélectives (depuis 2013).

HINFRAY François. Dirigeant de société, né en février 1954. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, cet énarque (promotion *Henri-François d'Aguesseau*) fut premier secrétaire à l'ambassade de France à Bonn (Allemagne) de 1984 à 1986 puis chargé de mission d'André Giraud, ministre de la Défense (1986-1987). Changeant alors d'orientation, de directeur des affaires internationales et de la coopération à *Radio France International* (1987-1989), il fait son entrée chez Renault. Il y sera directeur des affaires européennes (1989-1991) et assistant du président Raymond Lévy, directeur général Renault Allemagne (1993-1997) et directeur commercial du groupe Renault (1997-2004). Membre du directoire de Renault-Nissan BV, il rejoint finalement, en 2005, le cabinet Boston Consulting Group comme *senior advisor*.

HINNIN Dominique d'. Inspecteur des Finances, né le 4 août 1959 à Canteleu (Seine-Maritime). Fils d'un cadre à la SNCF, ce normalien (Ulm) est issu de la promotion *Denis Diderot* de l'Ena. Cet inspecteur des Finances (1986) a choisi le privé, étant directeur de l'audit au groupe Lagardère (1990-1993), directeur financier d'Hachette Livre (1993-1994), vice-PDG de Grolier (1994-1998). Depuis 1998, il est directeur financier de Lagardère Group et cogérant de Lagardère SCA depuis mars 2010. Administrateur de diverses sociétés (dont Infogrames), il siège au conseil de surveillance du *Monde*.

HIRSCH Georges-François. Directeur de théâtre, né le 5 octobre 1944 à Paris XIVe. Il est le fils de Georges Hirsch, ancien administrateur de l'Opéra et directeur des théâtres lyriques nationaux. Après des études littéraires et musicales, il sera régisseur du théâtre des Capucines (1969), puis, jusqu'en 1974, directeur du théâtre de Limoges, appelé par Marcel Landowski. Nommé ensuite administrateur de la danse à l'Opéra par Bernard Lefort en 1979, il y reste jusqu'en 1982, puis passe en 1983 au théâtre des Champs-Élysées. À l'issue de son contrat, en 1990, il est nommé en Conseil des ministres administrateur de l'Opéra-Bastille, dont il démissionne durant l'été 1992 à la suite d'un très vif conflit avec le président de l'Opéra-Bastille, Pierre Bergé, proche du président de la République. Il siège au Conseil supérieur de l'audiovisuel (1993-1996). Depuis 2004, il est président de la Fédération nationale des employeurs du spectacle vivant, public et privé. Il est nommé, en 2008, direc-

teur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère de la Culture. En 2010, il devient directeur général de la création artistique au même ministère.

HIRSCH Jean-Pierre. Ingénieur, né le 10 octobre 1927 à Paris, décédé le 17 mai 1994. Cet X-Ponts a été directeur de la Société centrale pour l'équipement du territoire (1962), directeur général de l'Union touristique et hôtelière (1969), puis est devenu directeur à la Caisse des dépôts et consignations, en charge des filiales techniques (1980-1983). Il a ensuite été président de la Société centrale d'études et de réalisations autoroutières (1984), président du GIE Transroute, ainsi que président de la Société des autoroutes Rhône-Alpes (1984).

HIRSCH Martin. Membre du Conseil d'État, né le 6 décembre 1963 à Suresnes (Hauts-de-Seine), il est issu d'une famille célèbre. Il est en effet l'arrière-petit-fils du banquier Richard Hirsch et le petit-fils d'Étienne Hirsch qui fut directeur adjoint de l'armement des Forces françaises libres à Londres et à Alger (1940-1944), commissaire général au Plan (1952-1959, succédant à Jean Monnet), président de l'Euratom (1960), etc. Ce dernier joua aussi un rôle important dans la construction de l'Europe et les prémices du mondialisme comme président du comité central Mouvement fédéraliste européen. Nettement engagé à gauche, il lancera le club Jean Moulin, véritable laboratoire de la deuxième gauche mondialiste. À sa mort, *Le Monde* (19 mai 1994) indiqua: « Il a passé le siècle en tapinois. Rares sont les personnalités qui ont marqué le temps avec cette discrétion. » Martin Hirsch est le fils de Bernard Hirsch, énarque et inspecteur général des ponts et chaussées. Ce polytechnicien fut le père de Cergy-Pontoise. Martin Hirsch a épousé Françoise Noiville, critique littéraire au *Monde*. Ancien de l'École normale supérieure ainsi que de la faculté de médecine de Cochin et l'université Pierre et Marie Curie, il est titulaire d'une DEA en neurobiologie et d'une maîtrise de biochimie. Il ne devait pas continuer dans la branche médicale (il abandonne en cinquième année!), préférant la biologie et la psychiatrie. Finalement, il entre à l'École nationale d'administration (1988-1990) par un biais lui évitant de passer le concours habituel (Laurent Fabius, alors à Matignon, avait ouvert quelques places aux normaliens qui devaient simplement présenter un dossier). À sa sortie, il opte pour le Conseil d'État, étant promu maître des requêtes en 1993. Conseiller juridique à la Caisse nationale d'assurance-maladie, il devait rejoindre le ministère de la Santé et de l'Action humanitaire en 1992. Il sera ensuite secrétaire général adjoint du Conseil d'État (1993-1995) puis directeur de la pharmacie centrale des Hôpitaux de Paris à l'AP-HP (1995-1997). Dès la victoire de la gauche, il sera directeur de cabinet de Bernard Kouchner au secrétariat d'État à la Santé et à l'Action sociale (où il s'occupera du scandale du sang contaminé), tout en étant conseiller chargé de la santé au cabinet de Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité (1997-1999). Kouchner le nomme ensuite à l'Agence de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA), que « Monsieur Vache folle » dirigera de 1999 à juillet 2005 (il réintègre le Conseil d'État), après n'avoir cessé de dénoncer le lobby de l'industrie agroalimentaire. Sa carrière prend alors une tournure nouvelle, ayant décidé de s'impliquer dans le mouvement associatif. Il préside l'Union centrale des communautés d'Emmaüs de 1995 à 2002, puis prend la présidence d'Emmaüs France, reprenant le flambeau de l'abbé Pierre. Il siège également au comité consultatif de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, est vice-président de l'Association pour la recherche sur le cancer et préside, depuis janvier 2006, l'Agence nouvelle des solidarités actives, lancée avec Benoît Genuini, membre du Siècle. En mars 2006, il a été promu conseiller d'État. En mai 2007, il entre au gouvernement de François Fillon comme Haut commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté. En 2010, il devient président de la nouvelle Agence du service civique.

HOEFFEL Daniel. Homme politique, né le 23 janvier 1929 à Strasbourg (Bas-Rhin). Fils de l'ancien sénateur du Bas-Rhin Robert Hoeffel, ce docteur en droit (également diplômé de Sciences-Po Strasbourg) devient en 1954 un collaborateur du général Koenig à la Défense nationale avant d'entrer à la chambre patronale des industries du Bas-

Rhin, dont il sera délégué général (1974), puis vice-président délégué (1978). Maire centriste de Handschuheim de 1965 à 2008 (élu avec 100 % des voix) et ancien président du Comité économique et social d'Alsace (1976-1977), il sera sénateur Union centriste du Bas-Rhin de 1977 à 2004, conseiller général de Strasbourg VIII, et président du conseil général de 1979 à 1998. Cet ancien président du groupe Union centriste du Sénat (1986-1993) est un protestant pratiquant (son frère, pasteur, dirige la plus importante Église protestante d'Alsace). Numéro un des barons barristes, ce proeuropéen a par ailleurs été secrétaire d'État auprès du ministre de la Santé et de la Famille Simone Veil en 1978 et du ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Jacques Barrot de 1978 à 1980, ministre des Transports en 1980-1981, et ministre délégué à l'Aménagement du territoire et aux Collectivités locales de mars 1993 à mai 1995. Il a participé en 1995 au Forum de Davos. Président de la commission Europe à l'Association des maires de France depuis 2005.

HOLDER Maxime. Président de société, né le 21 août 1969 à Lille (Nord). Il est le fils de Francis Holder, fondateur du groupe Holder, qui comprend les boulangeries Paul, Ladurée, Château Blanc (à l'étranger), Moulin Bleu et Saint-Preux. On trouve à l'origine son grand-père, Julien Holder, né en Grande-Bretagne mais élevé en France: « Ses parents étaient des Ukrainiens, d'origine juive, émigrés en Angleterre à la recherche d'un avenir meilleur (*La Tribune*, 3 août 2007). » Francis Holder a surfé sur la vague de la boulangerie pseudo-artisanale: décoration rustique, four à bois visible, poutres apparentes, ustensiles de boulangerie, etc. Les boutiques sont implantées dans les centres-villes et dans les hypermarchés. Le réseau Paul compte environ 350 boutiques, dont 150 franchisés, plus une centaine à l'étranger. La totalité du capital est détenue par la famille Holder. Diplômé de Sciences Po Paris, Maxime Holder, d'abord consultant chez Accenture, a rejoint l'entreprise familiale en 1998. Il est PDG des Boulangeries Paul.

HOLLANDE François. Membre de la Cour des comptes, né le 12 août 1954 à Rouen (Seine-Maritime). Fils d'un médecin Algérie Française, ce prototype de la « gauche caviar » a découvert la gauche dans son lycée de Neuilly. Responsable syndical étudiant, il entre à HEC. Il choisit la gauche institutionnelle et dès 1974, milite pour François Mitterrand, dont il préside le comité de soutien à Sciences-Po. En 1979, cet énarque ambitieux rejoint le PS, et se présente (sans succès) en 1981 contre Jacques Chirac en Corrèze. En 1981, entré à la Cour des Comptes, il travaille avec Jacques Attali, puis en 1982-1983, sera chargé de mission à la présidence de la République, avant d'être de mars 1983 à juin 1984 chef de cabinet de Max Gallo, porte-parole du gouvernement, qu'il suivra à la direction du quotidien socialiste Le Matin. En 1985, il lance le mouvement Transcourants au sein du PS, ce qui lui vaut l'inimitié de Lionel Jospin et l'empêche, malgré le soutien de Jacques Delors, d'entrer au comité directeur du PS. Élu député de Corrèze en 1988, dans une circonscription précédemment communiste (il a préféré ne plus s'attaquer à Jacques Chirac), il devient maire-adjoint de Tulle et conseiller régional en 1992. Battu en 1993, il entre au Parlement européen. Depuis février 1997, il est en disponibilité de la Cour des comptes, étant devenu avocat à la Cour d'appel de Paris au cabinet Mignard, Teitgen, Grisoni & Associés. Il est confirmé comme premier secrétaire du PS au congrès de Brest, en novembre 1997. En juin 2002, il est réélu député de Corrèze. En 2005, unique candidat, il est réélu à la tête du Parti socialiste. En 2007, la défaite de Ségolène Royal ne l'empêche nullement de se faire réélire député du Corrèze (60,3 %) et président du conseil général. C'est durant cette même période aussi qu'il annonce sa séparation avec Ségolène Royal. Et fait savoir qu'il ne sera pas candidat à un nouveau mandat de Premier secrétaire du PS. En revanche, il ne se cache pas de concourir pour être le candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2012.

HOLLARD Vincent. Président de société, né le 8 septembre 1929 à Montrouge (Hauts-de-Seine). Docteur ès sciences juridiques et politiques, il a fait carrière à partir de 1961 à la Banque de l'Union européenne (dont il fut directeur adjoint en 1967, directeur général adjoint en 1971), PDG de l'Omnium de l'Union européenne (1976), ainsi qu'administrateur de Petrofigaz et de Tunnel sous la Manche. Depuis 1979, il est PDG de Didot-

Bottin, et notamment président du groupe Didot-Bottin, vice-président des Éditions Jacques Lafitte (de 1988 à 1992), de l'OVP et de Chemical Week (États-Unis), après l'avoir été du Chasseur français, ainsi que président de la Compagnie financière privée. Président du Palais des Congrès depuis 1989, il a été vice-président de la délégation de la Chambre de commerce et d'Industrie de Paris (1989-1994). Jusqu'en 2003, il est président ou administrateur d'un nombre impressionnant de sociétés et organismes.

HOLLEAUX André. Membre du Conseil d'État, né le 30 juin 1921 à Paris, décédé le 2 juillet 1997. Licencié en droit, diplômé de Sciences-Po, cet ancien de la 2e DB entre en 1946 au Conseil d'État. En 1948, il sera chargé de mission au cabinet de Robert Lecourt (garde des Sceaux), avant de devenir en 1951 directeur de la Caisse centrale de la France d'outre-mer à Madagascar. En 1954, il est nommé maître des requêtes, et sera, jusqu'en 1957, conseiller du gouvernement royal cambodgien. En 1958, il devient directeur adjoint du cabinet de Robert Buron, puis en 1959 directeur de celui d'Edmond Michelet, et enfin en 1962 de celui d'André Malraux. Directeur général du Centre national de la cinématographie française (1965-1970) et membre du conseil d'administration de l'*ORTF*, il retourne en 1971 au Conseil d'État. Conseiller à l'IEP et à l'Ena, ce discret socialiste préside en 1982 la commission consultative sur les radios privées locales, avant de revenir sur le devant de la scène comme PDG de *FR3* de 1982 à 1985, où il sera accusé d'avoir favorisé l'implantation du PC. En 1992, il avait été élu sur la liste régionale de Génération écologie en Ile-de-France.

HOOG Emmanuel. Haut fonctionnaire, né le 15 septembre 1962 à Paris XVe. Il est le fils de deux conservateurs des Musées nationaux, Michel Hoog, conservateur au Musée national d'art moderne et à l'Orangerie, et de Simone Hoog, chargée des sculptures au château de Versailles. Diplômé de Sciences-Po Paris, cet ancien élève de l'Ena (promotion Michel de Montaigne, 1986-1988), passé par Saint-Jean-de-Béthune (Versailles) a rejoint le ministère de la Culture. Il sera notamment administrateur du théâtre de l'Odéon, directeur délégué du Piccolo Teatro de Milan, conseiller à la culture et aux médias du socialiste Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale (1997-2000) puis à l'Économie et aux Finances (et de Florence Parly au Budget). Proche de Jack Lang, il a lancé, en 1999, le Printemps des poètes. En 2001, il devient PDG de l'Institut national de l'audiovisuel, où il lancera la numérisation et la mise à disposition sur internet de toutes les archives, avant de prendre, en 2010, la direction de l'*Agence France Presse*, à la suite de très vives pressions de Nicolas Sarközy. Il est divorcé de la comédienne Marie Favasuli.

HOSS Jean-Pierre. Membre du Conseil d'État, né le 6 juin 1946 à Argenteuil (Val-d'Oise). Diplômé de l'IEP et de l'Ena, il entre au Conseil d'État en 1970. Il sera ensuite maître de conférences à l'École nationale des ponts et chaussées et à l'université de Brasilia. En 1977, il devient maître des requêtes, et assure de 1979 à 1982 le conseil juridique du président du Sénégal. Membre du Parti socialiste, ce rocardien sera notamment secrétaire de la commission économique du PS. Chef du Service juridique et technique de l'information rattaché au Premier ministre (1982-1984), il a rédigé la loi sur la presse, « imposée par le Premier ministre Pierre Mauroy, pour offrir à la majorité socialiste la tête de Robert Hersant » (*Le Monde*, 20 juin 1990). Remercié par le poste de directeur général de *RMC* en 1985, il doit quitter la station l'année suivante au retour de la droite. En 1987, son ami socialiste Robert Lion, président de la Caisse des dépôts, le charge de préparer l'important projet immobilier Tête-Défense. En 1988-1989, il sera son conseiller chargé du suivi des participations de la Caisse. Espérant mieux, il obtient le poste de PDG de la très malade Société française de production (1989-1993), dont il est poussé à démissionner par Alain Carignon, à la suite de ses échecs de gestion : « Malgré les sacrifices consentis (l'État aura versé un million par salarié), les commissaires aux comptes ont émis une réserve quant à la continuité de l'exploitation. M. Hoss porte la responsabilité de cet échec. » Promu conseiller d'État en décembre 1989, il est appelé par le socialiste Christian Blanc en octobre 1994

à Air France, comme président du centre de résultat Afrique-Moyen-Orient. Il sera, à partir de 1997, directeur général adjoint, chargé du développement et des affaires internationales à Air France. De 1999 à 2001, il a été directeur général du Centre national de la cinématographie. Depuis 2004, il est président de section à la Cour nationale du droit d'asile.

HOUZE Philippe. Président de société, né le 27 novembre 1947 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils de l'industriel Bernard Houzé, il a effectué ses études à Saint-Louis-de-Gonzague à Paris et La Providence à Amiens. Par sa femme, Christiane Moulin, ingénieur agronome, fille d'Étienne Moulin, il est étroitement lié familialement à Théophile Bader, fondateur des Galeries Lafayette, société où il a effectué toute sa carrière, son beau-frère (qui a épousé la sœur de sa femme), Philippe Lemoine étant le PDG de Cofinoga. Le fameux Georges Meyer, décédé en 1998, fut le PDG de l'ensemble. Titulaire d'un MBA de l'Institut européen des affaires, il est donc entré aux Galeries Lafayette, contrôlées par les deux seules familles Moulin et Meyer, en 1974, en gravissant tous les échelons : directeur général du groupe Monoprix (1982-1993) et de Radar (1984-1985), il a été PDG de Monoprix SA (1993-1994), vice-PDG des Galeries Lafayette (1993-1998), président du directoire de Monoprix depuis 1994 et coprésident du directoire des Galeries Lafayette depuis 1998. Il a également été, de 1996 à 1999, président de l'Union du grand commerce de centre-ville. Il siège dans de très nombreux conseils d'administration et associations patronales.

HUA Daniel. Banquier, né le 1er janvier 1930 à Paris. Fils de haut fonctionnaire, il a débuté en 1961 comme fondé de pouvoir de la Société générale, où il a effectué toute sa carrière : sous-directeur en 1967, directeur en 1974, directeur central (section financière) de 1978 à 1981, directeur général adjoint à partir de 1981. Il sera à ce titre administrateur de nombreuses sociétés (La Redoute, Devanlay, Carnaud, *Canal+*, Peugeot, etc.) et a appartenu à la commission de la privatisation en 1993.

HUBERT Jean-Michel. Ingénieur des télécommunications, né le 18 juillet 1930 à Boulogne (Hauts-de-Seine). Ce polytechnicien, également ancien de l'École nationale supérieure des télécommunications, débuta comme ingénieur au Centre national d'études des télécommunications. Conseiller technique de Michel Poniatowski (1973-1974 et 1974-1975), il fut ensuite directeur des services techniques à la direction générale de la police nationale. Secrétaire général de la Ville de Paris (1992-1996), il fut ensuite président de l'Autorité de régulation des télécommunications. Depuis 2004, il préside le Conseil stratégique des technologies de l'information et, depuis 2006 le Comité stratégique pour le numérique. Il est administrateur de la Poste depuis 2010.

HUCHON Jean-Paul. Administrateur civil, né le 29 juillet 1946 à Paris. Ancien élève du lycée Rodin puis de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ena (promotion *Thomas-More*, avec Michel Bon, Alain Richard, François d'Aubert et Jean-Claude Trichet), il est simple administrateur civil. Ancien directeur de cabinet de Michel Rocard, au Plan, à l'Agriculture puis à Matignon. Directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole (1985-1986), directeur général, chargé du développement national et international des affaires financières au groupe Printemps, directeur général puis conseiller de François Pinault à Pinault-Printemps, vice-président du cabinet de chasseurs de têtes Progress. Il reprend en 1994 la mairie de Conflans-Sainte-Honorine qui fut celle de Michel Rocard (il conserve la mairie jusqu'en 2001), et devient président du conseil régional d'Île-de-France en 1998, réélu en 2004 à la majorité absolue suite aux divisions de la droite, ainsi qu'en 2010. Il est l'auteur, comme « nègre », de nombreux ouvrages et essais politiques, et, sous son nom, de *Jours tranquilles à Matignon*. Animateur du Cabaroc, association qui regroupe les anciens membres des cabinets Rocard. Très certainement franc-maçon selon *Les Francs-Maçons des années Mitterrand*.

HUET Philippe. Inspecteur des Finances, né le 17 mars 1920 à Paris, décédé le 3 août 1994. Élève de l'IEP, licencié ès lettres et docteur en droit, cet inspecteur des Finances fut directeur de cabinet de Paul Ramadier aux Finances. De

1962 à 1965, il est directeur général des prix et enquêtes économiques, puis directeur général du commerce intérieur et des prix. À partir de 1972, il préside à l'OCDE le comité d'examen des situations économiques et des problèmes du développement. Vice-président du Credoc (consommation, 1967), de l'Institut français de science administrative (1973) et, à partir de 1977, de la commission de la concurrence, il préside la Seita de 1974 à 1981, puis jusqu'en 1983 le conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique (prêts aux pays d'outre-mer). Fin 1983, il est désigné comme président des Charbonnages de France, avant de rejoindre en 1986 la Commission nationale de la communication et des libertés. Il a également été président du Reform club de Londres, président de l'Association des anciens de Sciences-Po et administrateur de nombreuses sociétés.

HUG Michel. Directeur de société, né le 30 mai 1930 à Courson-les-Carrières (Yonne). Fils d'instituteur, cet X-Mines (également diplômé de l'université d'Iowa) entre à EDF en 1956, dont il devient le directeur des études et recherches en 1969. En 1972, il y devient le directeur de l'équipement, et s'y montre un chaud partisan du tout-nucléaire. En désaccord avec le PDG d'EDF, Marcel Boiteux (alors qu'il devait devenir directeur général), ce « nucléocrate », toujours considéré comme le véritable père du nucléaire français, obtient finalement en 1982 la direction générale des Charbonnages de France, où il aura des rapports difficiles avec son président, le communiste Georges Valbon. En 1986, cet homme entier doit quitter les Charbonnages de France, en raison de ses mauvaises relations avec ses autorités de tutelle et des résultats contrastés qui accusent un déficit de 1,22 milliard d'euros de pertes et 2,29 milliards d'euros de dettes. Il est administrateur délégué de l'Organisation des producteurs d'énergie nucléaire depuis 1993 puis administrateur délégué de l'Organisation des producteurs d'énergie nucléaire (Open) (1992-2000) et membre fondateur de l'Académie des technologies.

HUILLARD Xavier. Président de société, né le 27 juin 1954 à Paris XVe. Fil d'un ingénieur, Jean-Pierre Huillard, et de Françoise d'Armau de Pouydraguin, ce père de cinq enfants est ingénieur des ponts et chaussées et polytechnicien. Ayant débuté à la DDE de Saint-Lô (Manche) en 1979, il quitte la fonction publique dès 1982 pour entrer chez Fougerolles (groupe Eiffage). En 1986, il devient PDG de Forclum (Eiffage) qu'il redresse dans une situation difficile. Il passe ensuite, en 1996, chez Vinci. Entré en guerre avec son PDG, Antoine Zacharias, il obtient le soutien des actionnaires face à son concurrent direct, Alain Dinin, patron de Nexity, et devient administrateur-directeur général du groupe Vinci en décembre 2006, ainsi que PDG de Vinci concessions en 2008.

HULLO Antoine. Membre de la Cour des comptes décédé en 1983. Cet énarque, (1950) qui a choisi pour corps la Cour des comptes, a été chef de la mission de contrôle économique et financier des entreprises du secteur aéronautique et spatial à la fin des années soixante-dix, puis président du Comité national pour l'expansion de l'industrie aéronautique après l'arrivée de la gauche au pouvoir.

HUNT Pierre. Diplomate, né le 3 septembre 1925 à Paris XVIe. Ce proche de Valéry Giscard d'Estaing a commencé sa carrière à l'administration centrale du Quai d'Orsay, où il fut chargé des relations avec les pays associés, puis des questions asiatiques, avant de partir pour Rabat. De 1969 à 1972, il est conseiller technique au ministère de l'Information, et responsable du comité interministériel de l'information et ardent défenseur de la « nouvelle société » de Chaban-Delmas. Ambassadeur à Brazzaville (1972-1976), puis à Madagascar (1976-1978), il assure les fonctions de porte-parole de l'Élysée de 1978 à 1980. Ambassadeur à Tunis (1980-1983), il obtient l'ambassade d'Égypte au Caire en 1985 puis celle du Portugal (1989-1990).

HUNTZINGER Jacques. Diplomate et universitaire, né le 8 janvier 1943 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Ce docteur en droit et agrégé de droit public, devenu professeur à l'université Paris X, fut le rapporteur général de la commission défense du PS en 1977, puis l'assistant pour l'Amérique du Nord du secrétaire national du PS pour les relations internationales, Lionel Jospin. Membre du comité directeur du PS de 1981 à 1993, il dirige également, de 1981 à 1985, le secrétariat national aux relations internationales (le secrétariat le plus important du PS). Cet espoir du PS n'obtiendra jamais de poste à sa mesure. Conseiller économique et social (1984-1989), il sera chargé en 1988 d'une mission d'étude sur la coopération avec les pays riverains de la Méditerranée occidentale par Roland Dumas (Relations extérieures). Ambassadeur en Estonie, de septembre 1991 à mai 1994, il devient peu après conseiller pour les affaires internationales au secrétariat général de la défense nationale. Atlantiste et proeuropéen, il a fondé en 1990 le Club financier méditerranéen, qui regroupe sur le plan financier les neuf pays de la Méditerranée occidentale. Il a été ambassadeur en Macédoine (1996-1999) puis en Israël (2000-2003). Il est désormais ambassadeur itinérant chargé de la dimension internationale de la Shoah, des spoliations et du devoir de mémoire depuis 2003.

HUYBRECHTS Jacques. Chef d'entreprise, né en décembre 1964. Titulaire d'une maîtrise d'économie et d'un DESS de droit des administrations audiovisuelles, cet agitateur d'idées (marié avec une Indienne) dirige, avec Sylvain Kern, la société d'événementiel CHK, spécialisée dans la conception et le développement d'événements en liaison avec les pouvoirs publics (Cité de la réussite avec la Sorbonne, Université de la Terre avec l'Unesco, Forum des idées économiques, Forum de l'écrit, Talents de cités, etc.). Ce partisan du métissage multiculturel a fondé, en 2005, l'Université de la Terre et lancé en 2009 le réseau Entrepreneurs d'avenir (500 entreprises associées).

LE SIÈCLE

I

IDRAC Anne-Marie (née COLIN, épouse). Administrateur civil, née le 27 juillet 1951 à Saint-Brieuc (Côtes-d'Amor). Elle est la fille d'André Colin, qui fut ministre, sénateur centriste et président du MRP. Elle a épousé le 10 octobre 1974 Francis Idrac, énarque qui a été directeur du cabinet de Nicole Pasquier, ministre giscardien de la Participation et du Travail, directeur de cabinet du préfet d'Ile-de-France (1993-1994), président de la Délégation interministérielle à la Ville, préfet d'Aquitaine (2005-2009). Également énarque, Anne-Marie Idrac, licenciée en droit et diplômée de Sciences-Po, qui a effectué sa carrière au ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports, a notamment été conseiller technique au cabinet de Marcel Cavaillé (Transports) et de Michel d'Ornano (Environnement et Cadre de Vie) de 1979 à 1981. Directeur général de l'EPAD de Cergy-Pontoise (1990-1993), elle est apparue au grand jour lorsqu'elle devint, à la surprise générale, secrétaire d'État aux Transports dans le gouvernement d'Alain Juppé (1995-1997). Rare rescapée des « juppettes », elle a été élue député UDF des Yvelines en juin 1997 et conseiller régional d'Ile-de-France l'année suivante. Secrétaire générale de Force démocrate, elle appartient au Groupe de spiritualité des assemblées parlementaires. En juin 2002, elle a été réélue avec 57,94 % face au divers-droite Philippe Brillault, maire du Chesnay. Nommée en septembre présidente de la RATP (en remplacement de Jean-Paul Bailly), elle démissionne de l'Assemblée nationale après avoir échoué dans sa tentative de se faire élire président du groupe UDF (c'est l'UDF Christian Blanc qui reprendra son siège). Elle va dès lors s'employer à rénover le statut de la RATP malgré la puissante CGT. « Habituée aux milieux transpartisans, elle se sent aussi proche de Jacques Delors que d'Édouard Balladur (*Enjeux*, janvier 2003). » Membre du Conseil économique et social depuis septembre 2004, elle préside aussi le comité de sélection pour le recrutement d'inspecteurs des Finances au tour extérieur depuis 2005. Présidente de la SNCF de 2006 à 2008, en remplacement de Louis Gallois, elle est remerciée au profit de l'ambitieux Guillaume Pépy. Elle est alors nommée secrétaire d'État au Commerce extérieur, dans le gouvernement Fillon jusqu'en novembre 2010. Elle a signé, *Nous sommes tous des hommes politiques* (2002).

IMBERT Claude. Journaliste, né le 12 novembre 1929 à Quins (Aveyron). Entré en 1950 à l'*AFP*, où ce petit-fils de paysans aveyronnais sera successivement reporter aux informations générales, secrétaire de rédaction, envoyé spécial permanent en AEF et au Cameroun (1952-1955), envoyé permanent en Afrique centrale et orientale (1956-1959), rédacteur en chef adjoint (1959-1965), et chef du service politique (1965-1967), il passe ensuite à *L'Express* comme rédacteur en chef (1967-1968), à la suite d'un dîner avec Jean-Jacques Servan-Schreiber chez Georges Suffert. De mars 1969 à juin 1971, il appartient au comité exécutif de Presse-Union, puis d'Express-Union, avant d'effectuer un bref passage (août 1971-février 1972) à *Paris Match* comme rédacteur en chef. En 1972, il est étroitement impliqué dans le lancement de l'hebdomadaire de centre droit du groupe Hachette, *Le Point*, grandement aidé par Pierre Lazareff, Simon Nora et Ithier de Roquemaurel. Rédacteur en chef à l'origine, il en devient le directeur en 1974, poste qu'il conserve jusqu'en 1993 et qu'il reprend en juillet 1995 à la suite du départ de Denis Jeambar pour *Europe 1*. Administrateur directeur général depuis 1978 de sa société d'exploitation (SEBDO), il est également éditorialiste à *Europe 1*, et à partir de 1992 président de la société Jour Azur (Gault-Millau). Faisant preuve d'une certaine indépendance d'esprit (il est l'un des rares journalistes de renom à critiquer l'immigration, les accords de Maastricht, etc.), il a publié plusieurs ouvrages et essais. Signe de son influence majeure dans le milieu journalistique, il est le seul Français exerçant cette profession à avoir été coopté au sein de la Commission trilatérale. Il en est l'un des piliers européens, organisant très régulièrement des dîners politiques auxquels se presse le Tout-Paris : « Le nec plus ultra ? Sans doute la table rare de Claude Imbert, le seul médiacrate qui participe à la Trilatérale. Seize personnes, pas une de plus, pas une de moins. Réparties par petites tables, elles viennent de milieux très divers et discutent de la pluie et du monde comme il va. Leurs noms : François Mitterrand, Jacques Chirac ou Valéry Giscard d'Estaing » (*L'Evénement du jeudi*, 2 mai 1991). Il appartient également au Groupe de Bilderberg (notamment, conférence de Baden-Baden, 1991).

IMBERT Jean. Universitaire, né le 23 juin 1919 à Calais (Pas-de-Calais), décédé le 13 novembre 1999. Cet agrégé de droit a enseigné à l'Institut catholique de Paris, puis aux facultés de droit de Nancy et de Sarrebruck. En 1958, à Paris, il occupe la chaire d'histoire du droit, tout en étant parallèlement conseiller technique de Bernard Chenot (Santé publique, 1958-1959), puis de Pierre Sudreau et Olivier Guichard (Éducation nationale). De 1973 à 1975, il est recteur de l'académie de Versailles, puis directeur des enseignements supérieurs (1976-1979), et enfin directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (1979-1981), ainsi que président du conseil de perfectionnement du Conservatoire national des arts et métiers. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques à partir de 1981, il a été élu de janvier 1984 à 1989 président de Paris II.

INGALL-MONTAGNIER Philippe. Magistrat, né le 6 avril 1953 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Titulaire d'un CAPA, d'un DEA de droit public et d'un DES de science politique, il fut substitut à Orléans (1982-1984), magistrat au ministère (1983-1984), conseiller du garde des Sceaux Albin Chalandon (1987-1988), procureur à Fontainebleau (1988-1993), conseiller du ministre de la Défense François Léotard (1993), substitut à Paris (1993-1995). Il rejoint ensuite la Place Vendôme aux côtés de Jacques Toubon, avant d'être promu directeur des affaires criminelles (1996). Procureur de la République au TGI de Melun (1998-2002), il devient alors directeur adjoint du cabinet de Dominique Perben ministre de la Justice, avant d'être nommé procureur général près la Cour d'appel de Rouen en 2003, puis procureur général de Versailles. Son épouse, Magali du Lac a notamment été premier conseiller au tribunal administratif de Paris (2000) et conseiller référendaire à la Cour de cassation (2003).

ISAUTIER Bernard. Ingénieur, né le 19 septembre 1942 à Saint-Symphorien (Gironde). Cet X-Mines, sera de 1967 à 1970 conseiller technique auprès de Hamani Diori, président du Niger, et secrétaire général du comité national interministériel de l'uranium. Il devient alors chef de la division de la recherche minière au ministère du Développement industriel et scientifique. Il sera par ailleurs conseiller technique de Jean Charbonnet (Développement industriel, 1973-1974, où il est un des artisans du plan Énergie), d'Yves Guéna (Industrie, Commerce et Artisanat, mars-mai 1974) et de Michel d'Ornano (Industrie et Recherche, 1974-1977). En 1976, il entre à Elf-Aquitaine. D'abord directeur en Tunisie, il devient en 1978 président d'Aquitaine Canada. Quand cette société est rachetée par la Canada Development Corporation, il devient président de la société Canterra Energy. En 1987, il est nommé PDG de CDC, 15e groupe Canadien. Il quitte ce poste en 1990 après avoir permis un formidable développement au groupe, revenant alors en France où il tente de créer une société d'investissement. En octobre 1990, il devient PDG de Thomson Consumer Electronics, qui regroupe les activités grand public de Thomson. Il est président de Hurricane Hydrocarbons Ltd depuis 1999 et administrateur chez le cimentier Lafarge.

ISRAËL Stéphane. Dirigeant d'entreprise, né le 3 janvier 1971 à Paris XVIe. Fils de Me Jean-Jacques Israël et de Caroline Giros, psychothérapeute, il a épousé Aurélie Robineau, directrice adjointe du cabinet de Claude Bartolone à l'Assemblée nationale. Passé par Jean-Baptiste-Say et Henri IV, ce normalien (Ulm) est agrégé d'histoire. Lecteur à Harvard (1994-1995) puis enseignant à Valenciennes, il a intégré l'Ena (où il rencontrera son épouse, issue de la

même promotion que lui) en 1999 (promotion Nelson Mandela). Membre du Parti socialiste dès sa jeunesse (et membre du conseil national de 2005 à 2008, rédacteur en chef de la *Revue socialiste*, collaborateur de Terra Nova), celui qui a longtemps servi de plume (via Marc-Antoine Jamet) à Laurent Fabius, notamment à la présidence de l'Assemblée nationale en 1997-1998, a très vite (dès 2001) investi les cercles de pouvoir, via la Fondation Saint-Simon, avec ses ambitieux amis Marc-Olivier Padis, Laurent Bouvet et Frédéric Martel. Il a également été la cheville ouvrière du groupe Gauche 21, un petit comité de jeunes normaliens et de fabiusiens qui se réunissait, au début des années 2000, dans l'appartement de Raphaël Enthoven (alors en couple avec Carla Bruni), boulevard Saint-Germain. En 1999, il effectuera son stage en Corse, auprès du préfet Bernard Bonnet (commanditaire de l'« incendie des paillotes » d'Ajaccio). Sorti comme auditeur au Conseil d'État, il devient dès 2004 conseiller référendaire à la Cour des comptes. Conseiller du président d'EADS (2007-2008) et responsable de la division géo-information d'Astrium Services (2010-2012), ce proche ami d'Olivier Schrameck sera directeur de cabinet du ministre socialiste du Redressement productif Arnaud Montebourg de 2012 à avril 2013. Grâce au soutien de ce dernier (et de son souhait de se dégager du dossier Arcelor/Mittal) et de Laurent Fabius, il part alors pantoufler dans le juteux secteur privé-public, étant propulsé (en remplacement de Jean-Yves Le Gall) PDG d'Arianespace, leader mondial du lancement de satellites, et de sa filiale Starsem. Comme l'indiquait même *Le Monde* (18 avril 2013), « M. Israël a d'indéniables talents, mais il est un littéraire à la tête d'une entreprise d'ingénieurs. Sa promotion éclair après un passage fugace à Bercy peut donner le sentiment d'un remerciement politique. » Dans une enquête fouillée, *Libération* (15 avril) montrait que le pouvoir socialiste avait négocié pour obtenir la majorité des voix à sa « nomination politique » qui « fait grincer des dents dans le petit monde du spatial » avec un « parcours trop littéraire et politique ».

ISTEL Yves-André. Directeur de banque, né le 8 février 1936 à Paris XVIe. Fils du banquier et diplomate André Istel (collaborateur de Paul Reynaud, il s'installa à New York dès 1940, fondant un établissement financier destiné aux entreprises françaises commerçant avec les États-Unis) et d'Yvonne Crémieux (descendante du ministre signataire du fameux décret accordant la nationalité française aux Juifs d'Algérie), ce protégé de Sigmund Warburg est bachelor of Arts de l'université de Princeton. Ce financier, d'une extrême discrétion, a effectué toute sa carrière dans les affaires, notamment comme administrateur délégué de Lehman Brothers Kuhn Lœb (1977-1983), coprésident de la First Boston International (première banque d'investissement à Londres et New York dans les années 80), administrateur délégué de Wasserstein Perella & Co, vice-président de Rothschild Inc. et Rothschild Europe (depuis 1993), etc. Il est administrateur de multiples banques et sociétés financières. *L'Expansion* (25 septembre 1987) lui a consacré une des très rares biographies existant sur lui, intitulée *Derrière les grandes alliances Europe-Amérique, Istel, un banquier de l'ombre*: « Le culte du secret. L'art de l'ombre. Le sens aigu à tisser entre les puissants du business, ses clients [...] Un seul homme rivalise avec lui: Michel David-Weill, patron de Lazard Frères et principal concurrent. »

IZRAELEWICZ Erik. Journaliste, né le 6 février 1954 à Strasbourg (Bas-Rhin). Docteur en économie internationale, ancien d'HEC et du Centre de formation des journalistes, il a débuté sa carrière à *L'Usine nouvelle* (1979-1981), avant de rejoindre *L'Expansion* (1981-1984), puis *Le Nouvel économiste* (1984-1986). Entré au *Monde* à la fin de 1986 comme journaliste économique, il devint chef adjoint du service économique et finances en 1988 puis chef de service l'année suivante. Ce journaliste libéral en matière économique sera également dans ce quotidien éditorialiste économique (1991-1993), rédacteur en chef adjoint (1992-1993), correspondant à New York (1993-1994). Rédacteur en chef de 1996 à 1998, il quitte *Le Monde* pour devenir éditorialiste des *Echos*, directeur adjoint de la rédaction en 2004, puis directeur de la rédaction en 2006. En 2008, à la surprise générale, il quitte *Les Echos* et rejoint *La Tribune* en qualité de directeur adjoint et directeur des rédactions.

Il est également administrateur de l'Ena et membre de la Commission économique de la nation. Proche de la mouvance mondialiste, il appartient à l'institut Aspen France et a participé à plusieurs reprises au Forum économique mondial de Davos. Il est également l'un des très rares Français à avoir suivi un stage de formation aux États-Unis dans le cadre de l'influente French American Foundation (en 1994). Il a signé divers ouvrages comme *Ce monde qui nous attend: les peurs de l'économie française* (Grasset, 1997. Ce livre se voulait une réponse à *L'Horreur économique* de Viviane Forrester), *Le Capitalisme zinzin* (Grasset, 1999), *Monsieur Ni-Ni, l'économie selon Jospin* (Laffont, 2002, avec Christine Mital, *Quand la Chine change le monde*, Grasset, 2005).

J

JACAMON Jean-Paul. Président de société, né le 5 août 1947 à Thaon-les-Vosges (Vosges). X-mines, il est de 1972 à 1975 ingénieur des mines à Châlons-en-Champagne, puis de 1975 à 1980 chargé de mission à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Entré chez Schneider en 1981 comme attaché de direction, il dirigera l'établissement de Ferrière-la-Grande (1983-1985), puis sera directeur général de la division ingénierie et entreprise générale (1985-1987) et de la division électricité et nucléaire (1988-1993). Il est enfin directeur général des entreprises du groupe Spie Batignolles de 1993 à 1995, puis directeur général, en charge de la division Europe de Schneider electric. Il a également été PDG de Speichim (1985-1988), de Spie-Trindel (1991-1995), et appartient depuis 1993 au comité exécutif du groupe Schneider. Conseiller du président de Schneider Electric (2001-2002), président du programme de partenariat européen Eureka (2003-2004), il est également administrateur de Carbone-Lorraine et d'Alcan à Montréal (Canada) depuis 2004.

JACOB Christian. Agriculteur, né le 4 octobre 1959 à Rozay-en-Brie (Seine-et-Marne). Ce fils d'agriculteurs, marié à une agricultrice est agriculteur dans son département natal, ayant repris, en 1990, l'exploitation familiale. Il s'est fait connaître par le biais du syndicalisme agricole, étant secrétaire général du Centre national des jeunes agriculteurs (1990-1992), puis président (1992-1994). Entré au Conseil économique et social (1992-1994), il se fait élire député européen en juin 1994, figurant, à la demande de Jacques Chirac, en quatrième position sur la liste de Dominique Baudis. Élu député RPR de la 4e circonscription de la Seine-et-Marne à la faveur d'une élection partielle en 1995, il est réélu en 1997 (44,22 %) à la faveur d'une triangulaire l'opposant à un socialiste et un frontiste. Il est élu maire de Provins en mars 2001 et réélu député en juin 2002 (62,2 %). Il entre alors au gouvernement, comme ministre de la Famille, puis ministre des PME, du Commerce, de l'Artisanat, des Professions libérales et de la Consommation en 2004. En juin 2005, il devient ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'État dans le gouvernement de Dominique de Villepin. Il est encore réélu député, dès le premier tour, avec 54,67 %, en juin 2007, ainsi que maire de Provins l'année suivante. Il préside le groupe parlementaire UMP depuis novembre 2010.

JACOB Odile. Éditeur, née le 17 mai 1952 à Paris. Fille du prix Nobel de biologie François Jacob (1965) et de la pianiste Lise Bloch, elle a fait des études de linguistique, avant d'étudier à Harvard et au Rockfeller Institute. Entrée chez Jean-Claude Lattès en 1978, elle passe en 1981 chez Fayard où elle dirige la collection Le temps des sciences. En 1986, elle crée sa propre maison d'édition, spécialisée dans les essais, contrôlée par sa holding, la Société civile de participations du Panthéon (où l'on retrouve, pour des montants symboliques, mais significatifs Jean-Pierre Changeux, Antoine Bernheim et Pierre-Antoine Bernheim de Lazard, Pierre-André Mauss du Printemps, etc.). Elle a remporté de grands succès de librairie (46,5 millions de F de chiffre d'affaires en 1995) avec des auteurs comme François Jacob, Claude Hagège, Élisabeth Badinter, Michel Baroin, Michèle Barzach, Michel Rocard, François Mitterrand, Elie Wiesel, Gorbatchev ou Shimon Peres. Elle est l'épouse de Bernard Gotlieb, normalien et énarque.

JACOMET Dominique. Président de société, né le 10 décembre 1956 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Ce fils de haut fonctionnaire est diplômé de Sciences-Po Paris et docteur en sciences de gestion. Ayant débuté à la *Société générale de presse* de Georges Bérard-Quélin (1981), il a été directeur adjoint de la Société des bourses françaises (1989-1990), directeur général adjoint de Devanlay (1994-1998) et membre de son directoire

(1999-2007), puis directeur général de l'Institut français de la mode depuis 2006. Il est aussi vice-président de l'Union des industries textiles depuis 1992, vice-président de Fédération de la maille (depuis 2000). Il participe au Forum économique mondial de Davos depuis 1999.

JACQUARD Pierre. Ingénieur, né le 5 mars 1935 à Rabat (Maroc). Cet ingénieur des mines multidiplômés a effectué l'essentiel de sa carrière dans le nucléaire et surtout le pétrole. Il a d'abord travaillé à Toulouse (1960-1961), puis de 1962 à 1970 à l'Institut français du pétrole comme ingénieur de production. En 1970, il devient directeur général adjoint et président fondateur d'Internationale de services industriels et scientifiques. En 1976, il est délégué aux matières nucléaires au Commissariat à l'énergie atomique, et en 1978 à l'innovation et à la valorisation industrielle. De 1980 à 1982, il est le président-fondateur de l'Entreprise de promotion de l'innovation au CEA. En 1982, on le retrouve directeur général délégué de l'Institut français du pétrole, tout en présidant le groupement interministériel pour l'exploitation des océans (Asteo) et le comité scientifique du congrès mondial du pétrole. En 1988, il devient enfin directeur général de l'Institut français du pétrole, principal instrument de recherche français sur les hydrocarbures. Président du comité stratégique puis du conseil de surveillance (depuis 2003) de Maurel et Prom, du conseil de surveillance d'Aldran (2002), administrateur de Sophor, de Sercel et Vigicell (2003).

JACQUET Nicolas. Préfet, né le 1er juin 1952 à Clémont (Cher). Fils du préfet Raymond Jacquet, cet ancien élève de l'École nationale des services du Trésor a débuté comme inspecteur du Trésor (1971), avant d'accéder à l'Ena par la voie interne (promotion *Voltaire*, 1978-1980, avec François Hollande). Il a milité à Génération sociale et libérale, les jeunes giscardiens, dans les années 70. Devenu sous-préfet, il sera chef de cabinet du secrétaire général de la préfecture de Paris (1980-1982) puis secrétaire général de la préfecture de l'Aube. Directeur aux Charbonnages de France (1985), il deviendra sous-préfet du Havre (1993) puis préfet délégué pour la sécurité et la défense de la zone Sud-Ouest (1995). Préfet de la Haute-Loire et du Lot-et-Garonne, il sera secrétaire général de la préfecture de Paris (2000-2002) avant de devenir, brièvement, chef de cabinet du Premier ministre UMP Jean-Pierre Raffarin (dont il était l'ami depuis une trentaine d'années), avant de basculer comme délégué à l'aménagement du territoire (2002-2004), remplaçant le socialiste Jean-Louis Guigou. Depuis lors, il est directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

JACQUILLAT Bertrand. Universitaire, né le 11 avril 1944 à Paris VIIIe. Fils d'un ingénieur, il est passé par le lycée Carnot de Paris et la faculté de droit de Paris. Ancien élève d'HEC, de l'Institut d'études politiques de Paris et de la Harvard Business School, il est également docteur en gestion et agrégé de gestion. Professeur à HEC, Lille I et Paris-Dauphine (depuis 1983), ainsi que Visiting Scholar dans diverses facultés américaines (Berkeley, Hoover Institution), il se rattache aux écoles libérale et libertarienne. PDG d'Associés en finance, il a présidé, de 1983 à 1989, l'Association française de finance. Directeur de collection aux Presses universitaires de France, membre du conseil scientifique de l'IPECODE, conseiller éditorial des Éditions Bonnel, il a signé divers ouvrages techniques ou pratiques (de haut niveau) sur les marchés financiers (dont Finance internationale chez Dalloz), les introductions en bourse, la gestion de portefeuilles, etc. En 1985, alors proche des milieux madeliniens, il a publié *Désétatiser* chez Robert Laffont. Selon *L'Événement du jeudi* (27 novembre 1997), il est considéré comme l'un des « dix anonymes qui décident de la composition du CAC 40, l'indice de la Bourse » au sein du très anonyme Conseil scientifique du CAC 40, fondé en 1993. Vice-président du Cercle des économistes depuis 2006, il est également administrateur de Total depuis 1885 et des PUF depuis 2006.

JACQZ Hubert. Président de société, né le 30 mai 1926 à Beaunay (Marne), décédé le 3 mars 1995. Ce polytechnicien, spécialiste des problèmes de carburants, a fait carrière dans le pétrole. Entré en 1951 chez BP, il sera directeur général adjoint en 1975, administrateur directeur général en 1977, vice-PDG en 1978, PDG de 1979 à 1986, et président ou administrateur de nombreuses sociétés filiales.

JAFFRE Jérôme. Politologue, né le 27 juillet 1949 à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne). Son père Me Yves-Frédéric Jaffré fut avocat au barreau de Paris à partir de 1944 (il sera l'avocat de Pierre Laval et publiera ses derniers propos). Diplômé de l'IEP et d'études supérieures de sciences politiques à Paris II, il entre en 1973 comme chargé de mission à la Fondation nationale des sciences politiques. Il rejoint ensuite en 1976 la Sofres (institut de sondages influent) comme directeur des études politiques, et en devient directeur général adjoint en 1985 (ainsi qu'administrateur), puis vice-président, en 1989. Il sera également codirecteur de sa série annuelle, L'État de l'opinion. N'ayant jamais caché son hostilité au Front national, il quitte son poste de directeur des études politiques de la Sofres en septembre 1995, à la suite de la crise de confiance provoquée par les résultats inattendus de l'élection présidentielle de 1995, et prend en main le département Entreprises et Médias, tout en demeurant associé au secteur politique. Maître de conférences à l'Institut d'études politiques depuis 1979, il s'est fait connaître du grand public par ses multiples collaborations aux journaux (chroniqueur au *Monde*) et médias télévisuels, il appartient au Club de Torcello, qui regroupe des sympathisants de Balladur. Son parrain, au Siècle, a été le sociologue Olivier Duhamel.

JAFFRE Philippe. Inspecteur général des finances, né le 2 mars 1945 à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), décédé le 5 septembre 2007. Il est le frère du précédent. Major en 1973 de sa promotion de l'Ena, devant Laurent Fabius et Gérard Longuet, il fut chargé de mission à la direction du Trésor, puis en 1977-1978 secrétaire général adjoint, puis secrétaire général du Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles, avant de devenir en 1979 conseiller technique du ministre centriste de l'Économie René Monory, où il a été recommandé par son protecteur Michel Pébereau, PDG de la BNP. Ce dernier le pousse : dès 1984, cette brillante mécanique intellectuelle devient le n° 3 de la direction du Trésor comme directeur adjoint chargé des participations, puis en 1986 le n° 2 comme chef du service des affaires monétaires et financières, où ce protégé d'Édouard Balladur orchestrera les privatisations en privilégiant systématiquement les noyaux durs, très majoritairement composés de proches du pouvoir. En 1988, ne pouvant accéder à la Direction du Trésor (bloqué par Jean-Claude Trichet), ce libéral pur et dur entre à la banque Stern comme directeur, succédant à Jean Peyrelevade. Il n'y reste que trois mois, pour passer au Crédit agricole comme directeur général, reprenant le fauteuil de Philippe Auberger. En 1990, il est nommé administrateur d'Ambroveneto, dont il devient vice-président en 1992. Il reste quatre ans et demi au Crédit agricole (avec une gestion mitigée) puis sera, de 1993 à 1999, PDG d'Elf-Aquitaine (première capitalisation boursière de France), sous l'influence d'Édouard Balladur (4 millions de F de salaire annuel en 1995), en remplacement de Loïk Le Floc'h Prigent. Il s'emploiera à nettoyer le portefeuille de participations douteuses engrangées par son prédécesseur (Pallas-Stern, Bidermann, etc.) Il sera administrateur d'Elf, BNP, CCF, Gaz de France, Sanofi, Suez. Étant l'un des rares Français à appartenir au Bilderberg Group (Finlande 1994, Suisse 1995), il a été directeur financier (2002-2004) puis vice-président d'Alstom.

JANCOVICI Jean-Marc. Consultant, né en 1962 à Paris. Fils d'un enseignant en physique, il a effectué l'essentiel de ses études à Grenoble, avant d'intégrer maths Spé à Louis-Le-Grand. Ce polytechnicien, également diplômé de l'École nationale supérieure des télécommunications de Paris (promotion 1986) a fait du « réchauffisme » son unique credo (avec la décroissance et le « peak oil »). Consultant, il a collaboré de 2001 à 2010 avec l'ADEME pour la mise au point du « bilan carbone », dont il peut être considéré comme le véritable inventeur, ayant fondé le cabinet Carbone 4 en 2007 (il a pour clients Bouygues, Lafarge, *TF1*, Unibail, LVMH, Veolia, etc.) et ayant rédigé l'essentiel de l'article 75 de la Loi Grenelle II (qui impose de réaliser un inventaire d'émissions de gaz à effet de serre à toutes les entreprises de plus de 500 salariés et aux collectivités de plus de 50000 habitants). Enseignant-vacataire à Mines Paris Tech depuis 2008, il anime le groupe X-Environnement, tout en siégeant au comité de veille écologique de la Fondation Nicolas Hulot / Fondation pour la nature et l'homme (et au comité stratégique de cette fondation depuis 2005). À ce titre, le « Monsieur crise énergétique » de Nicolas Hulot a cosigné *Le Pacte écologique* et participé aux « Grenelle de l'environnement ». Figurant parmi les principaux écologistes français, il se distingue par sa défense de l'énergie nucléaire qui permet de réduire la « contrainte carbone ». Il a notamment signé ou cosigné *L'Avenir climatique : quel temps ferons-nous ?*, *L'Effet de serre, allons-nous changer le climat ?*, *Le Plein s'il vous plaît ! La solution au problème de l'énergie*, *Le Changement climatique expliqué à ma fille*, *C'est maintenant ! 3 ans pour sauver le monde*, *Changer le monde, tout un programme !* Selon les médias, il n'a pas de téléphone portable (mais utilise Internet), ne mange pas de viande rouge et ne se déplace qu'en transports en commun. De quoi vraiment trancher sur les autres membres du Siècle (où on se demande vraiment pourquoi il est entré puisque la quasi-totalité des idées qui y sont émises vont à l'encontre des siennes).

JANICOT Daniel. Membre du Conseil d'État, né le 20 mai 1948 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ce maître des requêtes et secrétaire général adjoint du Conseil d'État de 1978 à 1982 a été rapporteur général de la Commission d'accès aux documents administratifs en 1979, tout en étant depuis 1978 administrateur de la bibliothèque publique du Centre Pompidou et depuis 1981 vice-président de la Bibliothèque nationale. De 1982 à 1986, il sera délégué général de l'Union centrale des Arts décoratifs, puis sera en 1987 chargé d'une mission d'étude sur la création d'un centre culturel américain dans l'Est parisien. De 1988 à 1990, il dirige la mission de l'American Center à Paris-Bercy. En 1990, il devient conseiller spécial, puis en septembre 1991 directeur du cabinet de Federico Mayor, directeur général de l'Unesco, avec titre de sous-directeur de l'Unesco. Vice-président du conseil d'administration de l'Institut français de gestion (1996). Administrateur du musée du Quai Branly (2000-2005). Professeur à l'université de Genève (depuis 2003).

JANSSEN Claude. Banquier, né le 1er octobre 1930 à Paris. Ce polytechnicien, également diplômé d'Harvard, a fait carrière chez Worms à partir de 1955. Il est administrateur directeur général (1978-1982) de la Banque Worms, associé-gérant depuis 1980 de Worms et Cie, président de Worms Suisse, vice-président de la Banque Demachy et associés, administrateur de Pechelbronn, Hôtels Concorde, Unibail, Columbia, Paluel-Marmont. Il a été vice-président exécutif (1971-1981) puis président (1982) de l'Institut européen d'administration des affaires, trésorier (1981-1988) puis président de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris (1988-1995).

JEAMBAR Denis. Journaliste, né le 14 janvier 1948 à Valréas (Vaucluse). « Je suis d'origine juive par ma mère, bien que baptisé. Je me sens très attaché à Israël et la plus grande partie de ce qui me reste de famille aujourd'hui est juive » (*Tribune juive*, 14 mars 1996). Licencié en droit et diplômé de Sciences-Po, il a commencé sa carrière à *Paris Match* (1970), dont il devient reporter en 1971. En septembre 1972, il rejoint *Le Point*, nouvellement créé, comme reporter à la rubrique Ville-Environnement, dont il sera chef d'enquête de 1976 à 1978. À la fin de 1978, il devient grand reporter au service société, puis chef du service partis politiques (1980), puis du service nation, et rédacteur en chef adjoint chargé du service nation (1982), tout en étant rédacteur en chef du service nation (1985), rédacteur en chef de *Vie Publique*, et rédacteur en chef de *Musiques*. Directeur de la rédaction en 1993, il quitte l'hebdomadaire en juillet 1995 pour devenir directeur général de l'antenne d'*Europe 1*, à la demande de Jacques Lehn et de Jean-Luc Lagardère. La greffe n'ayant pas pris, il quitte la radio en mars 1996 pour prendre la direction de la rédaction de *L'Express*. En 2006, il quitte *L'Express*, où il signait des éditoriaux exprimant l'opinion de la droite néo-conservatrice, sioniste et atlantiste, pour prendre la direction des Éditions du Seuil. Il est l'auteur d'une quinzaine de romans et d'essais, dont *Le PC dans la maison* (1984) et *Le Poisson pourrit par la tête* (1991).

JEANCOURT-GALIGNANI Antoine. Inspecteur des Finances, né le 12 janvier 1937 à Paris VIIe. Il descend des libraires d'origine vénitienne Galignani, toujours installés (depuis 1840) en face des Tuileries (librairie anglaise). Diplômé de l'IEP, cet énarque (même promo-

tion Stendhal que Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement) est inspecteur des Finances. D'une rare érudition, il est « le plus brillant de sa génération », selon l'ancien PDG de Suez. En octobre 1968, il devient chargé de mission auprès du ministre des Finances Xavier Ortoli, avant d'occuper le même poste auprès de Valéry Giscard d'Estaing de 1969 à 1970. Il sera ensuite, jusqu'en juillet 1972, chargé du bureau de financement de la construction à la direction du Trésor. Il entre alors au Crédit agricole comme conseiller du directeur général Jacques Mayoux, devenant en juin 1973 directeur général adjoint de la Caisse nationale du Crédit agricole, et en 1976 président d'Unicrédit. En 1979, il entre à Indosuez comme conseiller du président, devient directeur général de la banque en avril 1980, puis PDG en juin 1981. Quand Indosuez est nationalisée, il en redevient directeur général (bloqué par Georges Plescoff). De février 1982 à mars 1983, il est également directeur général de la Compagnie financière de Suez. En 1986, il devient vice-PDG d'Indosuez derrière Jean Peyrelevade, et en devient président, succédant à Renaud de La Genière en janvier 1988, mais en octobre 1990 il n'obtient que la vice-présidence de la Compagnie de Suez, car on lui préfère Gérard Worms. En 1994, il prend donc la présidence des AGF (jusqu'en 2001) et, en septembre 1995, celle du conseil de surveillance d'Euro Disney. Élu en 1991 président de l'Institute of International finance (170 banques issues de 38 pays), il est administrateur d'une dizaine de sociétés de premier plan: AGF, Bouygues, Compagnie financière Paribas, Crédit foncier de France, Euro Disney, Havas, Rhône-Poulenc, SGE, Société générale, Worms & Cie. Ses rémunérations annuelles s'élèvent à 530 000 € (plus 150 000 € de revenus du capital).

JEANNENEY Jean-Noël. Universitaire, né le 2 avril 1942 à Grenoble (Isère). Fils de Jean-Marcel Jeanneney, ancien député et ancien ministre, cet héritier est le petit-fils du président du Sénat et ancien ministre Jules Jeanneney. Cet ancien de Normale sup et de Sciences-Po, agrégé d'histoire et docteur ès lettres, débute en 1968 comme maître de conférences à l'IEP de Paris. De 1969 à 1972, ce jeune homme bon chic bon genre d'une rare ambition sera assistant, puis de 1972 à 1977 maître-assistant en histoire contemporaine à Nanterre, puis maître de conférences (1977) et enfin professeur des universités (1979). Spécialiste de la III[e] République, il a publié divers ouvrages historiques dont un panégyrique de Léon Blum. Chroniqueur au quotidien socialiste *Le Matin*, puis conseiller des programmes à l'Ina et membre du Haut Conseil de l'audiovisuel, il sera chroniqueur au *Point* en 1980, puis PDG de *Radio France* de 1982 à 1986 (où il fera preuve d'autoritarisme et de parti pris) ainsi que PDG de RFI de 1983 à 1986. En janvier 1988, il entre au Haut Conseil de la communication et en mai 1988 prend en charge la Mission du Bicentenaire de la Révolution (pour lui, « la Révolution est un tout »). En 1991, il devient secrétaire d'État au Commerce extérieur d'Edith Cresson, puis secrétaire d'État à la Communication de Pierre Bérégovoy. En 1992, il conduit enfin la liste socialiste aux régionales en Haute-Savoie, avant d'être battu comme candidat d'ouverture (avec le soutien du PS) à la députation dans la circonscription familiale de Haute-Saône en 1993 (il est toutefois conseiller régional de Franche-Comté). Il a épousé en secondes noces Anne-Lou Cot, sœur du ministre Jean-Pierre Cot. Ancien membre des conseils d'administration de l'*AFP*, de *TDF*, de la Société des lecteurs du Monde et de la *Sept*, il a fondé en 1980 le Comité d'histoire de la télévision. Il a été de 2002 à 2007 président de la Bibliothèque nationale de France.

JEANNENEY Pierre-Alain. Avocat, né le 3 juillet 1952 à Paris XVI[e]. Il est l'un des petits-fils de Jules Jeanneney, président du Sénat, et l'un des fils de l'ancien ministre Jean-Marcel Jeanneney, et de Marie-Laure Monod. Il est donc le produit de deux grandes familles républicaines qui ont joué un rôle majeur en France dans la seconde moitié du XX[e] siècle. Passé par les lycées parisiens Montaigne et Louis-le-Grand, il est titulaire d'un DESS de sciences économiques, diplômé de Sciences-Po Paris et ancien élève de l'Ena (promotion Voltaire, 1978-1980). Il rejoint le Conseil d'État à sa sortie de cette école prestigieuse. Il sera notamment détaché comme directeur de l'aménagement et du développement collectif de la région Ile-de-France (1986-1990), directeur

de l'aménagement de la RATP (1990-1991), délégué aux affaires générales du groupe Air France (1994-1996) et directeur du cabinet de son président, Christian Blanc. Promu conseiller d'État en 1997, il se met en disponibilité pour devenir avocat d'affaires, comme responsable du département de droit public économique et du droit de la concurrence du cabinet Veil Jourde. Son frère, Jean-Noël Jeanneney a notamment été PDG de *Radio France*, président de la Mission du bicentenaire de la Révolution française, président de la Bibliothèque nationale de France, etc.

JEANSON André. Syndicaliste, né le 13 octobre 1911 à Manois (Haute-Marne), décédé le 21 novembre 1994 à Fontenay-sous-Bois. Licencié en droit et en lettres, rédacteur à la préfecture de la Seine en 1936, il s'engage en 1937 à la CFTC, dont il présidera en 1951 la fédération des fonctionnaires. En 1957, il devient vice-président de la CFTC, puis, en 1964, prend une part importante à la déconfessionnalisation du syndicat, qui devient la CFDT. De 1967 à 1970, il est président de la CFDT, à qui il fait adopter en 1970 l'option socialiste. En 1971, il crée le Centre de recherches et d'initiatives socialistes, qui se fond avec le mouvement de Robert Buron, Objectif 72, pour devenir Objectif socialiste. Par la suite, ce chrétien de gauche a continué toute une activité en faveur de l'immigration, présidant notamment le Comité pour l'alphabétisation et la promotion des immigrés et l'association Droit et Nationalité, lancée en 1986 avec Bernard Langlois et l'abbé Christian Delorme.

JEANTET Pierre. Directeur de société de presse, né le 14 mai 1947 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de l'éditeur Gabriel Jeantet, militant nationaliste qui fut notamment secrétaire général des Étudiants d'Action française (1928-1929), chargé de mission au cabinet du maréchal Philippe Pétain (1940-1944), directeur de France, revue de l'État nouveau (dans laquelle signa François Mitterrand), membre du conseil national d'Ordre nouveau, décédé le 1[er] décembre 1978 à Villejuif. Il rejoindra par la suite Ordre nouveau puis le Parti des forces nouvelles. Pierre Jeantet, dont il est parfois indiqué qu'il est licencié ès sciences économiques, effectua la première partie de sa carrière à l'*Agence France Presse* où il débuta, en 1972, comme rédacteur au service économique. Chef du service économie en 1980 puis secrétaire général de l'*AFP* en 1983, il en devient directeur général adjoint en 1987. En 1990, il rejoint le groupe *Expansion*, alors présidé par Jean-Louis Servan-Schreiber, comme directeur général d'Expansion, filiale d'investissement du groupe à l'étranger. En 1993, il devient directeur général de *Sud-Ouest*. En mai 1999, il entre au directoire de la Société du Groupe Sud-Ouest et préside la commission publicité du Syndicat de la presse quotidienne régionale. En 2001, il devient président du directoire du Groupe Sud-Ouest et président de la Société anonyme de presse et d'édition du Sud-Ouest. En juin 2006, dans une atmosphère de crise, il devient directeur général du *Monde*. En juillet 2007, il succède à Jean-Marie Colombani comme président du directoire du groupe, mais fin décembre il démissionne à la suite de désaccord sur la stratégie du groupe. Il est remplacé par Éric Fottorino. Début 2008, Pierre Jeantet revient à la tête du Groupe Sud Ouest (GSO), en remplacement d'Olivier Faguer qui quitte le groupe.

JENGER Jean. Administrateur civil, né le 26 novembre 1930 à Nice (Alpes-Maritimes). Cet énarque (1964) a choisi la Culture. Il sera directeur adjoint de la Caisse nationale des monuments historiques (1970-1971), sous-directeur de la création architecturale (1973-1978), directeur du Musée d'Orsay (1978-1987) et en 1987 de la Documentation française. Il a également été président de la Fondation Le Corbusier. En 1996, il est chargé de mission pour la conservation des Domaines de Chamarandes.

JEORGER Léopold. Inspecteur des Finances, né le 3 août 1933 à Sidi-Bel-Abbès (Algérie). Licencié en droit et diplômé de l'IEP d'Alger, cet énarque (1961) sorti dans la botte est inspecteur général des finances. Chargé de mission au Crédit national (1966-1970), il rejoint Air France (directeur général adjoint en 1974), et sera PDG des Hôtels Méridien (1970-1974). Il entre ensuite à la Société générale, dont il deviendra directeur général adjoint à partir de 1981, chargé des grandes entre-

prises en 1989. Il a également été président de diverses filiales, comme Intersogé (Zurich) et Sogevalor (Paris) et est administrateur de Navigation mixte, d'Accor, de Devanlay, de Spie-Batignolles, des automobiles Peugeot, de Studio *Canal+*, ainsi que membre du conseil de surveillance de Sommer-Allibert, de Pinault-Printemps et de Vallourec.

JEVAKHOFF Alexandre. Inspecteur général des Finances, né le 21 août 1952 à Paris XIXᵉ. Il est le fils d'un artisan bottier d'origine russe, Boris Jevakhoff, précédemment officier de la marine impériale russe, et de Vera Grigorenko. Diplômé de HEC et de Sciences-Po, titulaire d'une maîtrise de droit international privé et d'un diplôme d'études comptables supérieures, il appartient à la promotion Droits de l'homme de l'Ena (1979-1981). Sorti dans la botte, il entre à l'Inspection des Finances (1981). Chef du bureau des exportations au ministère des Finances (1985-1987), il est nommé directeur adjoint du cabinet du ministre mitterrandien de l'Équipement et du Logement, Maurice Faure (1987-1988). Secrétaire général de *TF1 Entreprises* (1990-1992), on le retrouve directeur de la programmation des affaires financières et immobilières au ministère de l'Intérieur (1993-1999). Il se dirige alors vers le privé comme directeur général d'Aura (1999-2001) président d'Engeu (2000-2001). Promu inspecteur général des Finances (2001), il devient, au retour de la droite parlementaire au pouvoir, conseiller pour les affaires économiques, financières et administratives de Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense (2002-2007). Il est depuis lors son directeur de cabinet adjoint à l'Intérieur, en charge notamment des questions d'intelligence économique et de la politique de soutien aux technologies liées à la sécurité des nouveaux systèmes d'information. Président du comité France-Turquie (2000-2002), ce haut fonctionnaire favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, a notamment signé *Kemal Atatürk, les chemins de l'Occident* (2001). Il appartient à l'Association de la noblesse russe.

JOEL Nicolas. Metteur en scène, né le 6 février 1953 à Paris XVᵉ. Sa famille a des origines allemandes, juives et protestantes (*Le Monde*, 18 janvier 2007). Son grand-père fut le président de Perrier. Sa mère, Anne-Marie Joel, fut une féministe engagée. Elle travailla à Hollywood avant de devenir médecin. Il a effectué toute sa carrière dans le milieu artistique, en particulier musical et théâtral, aussi bien en France qu'à l'étranger (Chicago, Salzbourg, Amsterdam, New York, Zurich, Copenhague, Madrid, Milan, etc.). Il sera notamment l'assistant de Patrice Chéreau pour sa *Tétralogie* à Bayreuth à la fin des années 70. Après avoir dirigé pendant seize ans le Théâtre du Capitole de Toulouse, dont il fera le deuxième établissement lyrique français, il est choisi, en 2006, par Jacques Chirac pour prendre la présidence de l'Opéra de Paris en 2009, en remplacement de Gérard Mortier.

JOFFRIN Laurent (né MOUCHARD, dit). Journaliste, né le 30 juin 1952 à Vincennes (Val-de-Marne). Il est le fils de Jean Mouchard, éditeur (François Beauval, Luc Janville, Socardis, Crémille, Famot, Les Éditions de la mer, etc.). Personnalité de la droite nationale, il fut durant une dizaine d'années l'un des principaux collecteurs de fonds du front national par le biais de la Cotelec. Son fils Laurent, passé par Stanislas, est diplômé du Centre de formation des journalistes et de Sciences-Po Paris. Ancien secrétaire du Mouvement de la jeunesse socialiste (contrôlée par les trotskistes), il rejoignit par la suite le Ceres et le Parti socialiste. Il fit ses premières armes à l'*AFP* et à Forum international avant de rejoindre *Libération* en 1981, y développant le service économique. Auteur de nombreux essais, il rejoint, en 1988, *Le Nouvel observateur*, comme directeur de la rédaction. Membres du groupe Phares et Balises à la fin des années 90, il retourne à *Libération* en 1996, puis retourne au *Nouvel observateur* en février 1999. Finalement, il est nommé directeur de publication par le nouvel actionnaire majoritaire de *Libération*, Édouard de Rothschild, en novembre 2006. Chroniqueur à la radio et la télévision, il anime son propre cercle, le Club Danton, et siège au conseil d'administration de l'association socialiste En temps réel.

JOHANET Gilles. Haut fonctionnaire, né le 22 mai 1950 à Paris XVᵉ. Fils d'un imprimeur du Loiret, il est divorcé de Catherine Bolotte, fille de Pierre Bolotte, ancien préfet de région, ancien conseiller maître à la Cour des comptes, ancien élu Force démocrate du XVIᵉ arrondissement de Paris (et franc-maçon). Il a épousé en secondes noces Isabelle David. Il a milité dans sa jeunesse au Parti communiste marxiste léniniste de France (maoïstes) de 1967 à 1971, adhérant finalement au Parti socialiste en 1972. Maître en droit public, titulaire de DEA d'économie appliquée et de démographie économique, diplômé de Science-Po Paris, cet énarque (promotion André Malraux 1975-1977) est entré à la Cour des comptes comme auditeur en 1977. Rapporteur près le Haut Comité de la population et le Conseil supérieur de l'aide sociale en 1978, il fut le rapporteur du groupe de travail sur la famille du VIIIᵉ Plan en 1980 (il fut l'un des rares à prévoir « l'hiver démographique français »). L'arrivée de la gauche au pouvoir favorisa évidemment la carrière de ce militant socialiste, considéré encore aujourd'hui comme le meilleur spécialiste des questions de sécurité et de protection sociale au PS. Directeur de cabinet de la secrétaire d'État à la Famille Georgina Dufoix (1981-1983), il fut ensuite chargé de mission auprès du Premier ministre Pierre Mauroy pour la santé, les personnes âgées, la famille, la sécurité sociale et les immigrés. Revenu au cabinet Dufoix, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (1984), il réintégra rapidement son corps avant d'être appelé, en novembre 1985, comme directeur des Invalides. Délégué national du PS au tiers-monde à partir de 1987 et secrétaire général administratif de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, il prit la direction du cabinet du premier secrétaire du PS Pierre Mauroy en mai 1988, tout en étant parallèlement délégué national du PS à la Sécurité sociale puis secrétaire général du groupe des experts du PS (1988-1990). Il fut élu conseiller municipal de Beaune-la-Rolande (où il est militant de base de la section socialiste) en 1989 et s'est présenté plusieurs fois aux élections cantonales locales. Directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés de février 1989 à octobre 1993 (remercié par Simone Veil alors qu'il avait été le premier à développer la notion de « maîtrise médicalisée »), il fut nommé, en juin 1995, président du conseil d'administration du Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants, tout en étant parallèlement secrétaire général de la Cour des comptes (à partir d'avril 1997). En juillet 1998, cet homme de rigueur (hostile à la « démocratie au Temesta ») retrouvait son poste de directeur de la CNAM, succédant à Bernard Fragonard, démissionnaire, notamment grâce au soutien de la CFDT. Partisan d'une refonte générale des régimes de santé et d'un strict encadrement des dépenses de santé (il n'est pas partisan de la retraite à 60 ans ou de la gratuité totale des soins), ce véritable ministre bis de la Sécurité sociale (donc peu apprécié de Martine Aubry à qui il faisait de l'ombre et qui ne devait pas le recevoir une seule fois en trois ans) est l'auteur de divers rapports comme *Comptes et mécomptes de la protection sociale* (*PUF*, 1986) et Santé: *dépenser sans compter* (Santé de France, 1995), *Sécurité sociale, l'échec et le défi* (Seuil, 1998), où il a constamment dénoncé les aberrations du système de santé français. En février 2002, il a été à nouveau remercié de la direction de la CNAM, étant remplacé par le gouvernement socialiste au profit de Daniel Lenoir. Le motif retenu fut son refus d'accepter, malgré la décision de la CNAM et l'accord d'Élisabeth Guigou, la revalorisation des tarifs des masseurs. Depuis 2007, il préside Apria RSA tout en étant directeur adjoint de la caisse de sécurité sociale des immigrés.

JOINET Louis. Magistrat, né le 26 mai 1934 à Nevers (Nièvre). Éducateur puis instituteur pour enfants inadaptés, il est titulaire d'une licence en droit et d'un certificat de sciences criminelles avant d'entrer en 1963 à l'École nationale de la magistrature, dont il sortira major. Il commencera sa carrière comme adjoint du juge Zollinger dans l'affaire Ben Barka. Juge à Melun de 1970 à 1972, il est en même temps rapporteur pour les questions de justice au Vᵉ plan, puis rapporteur de la commission de réforme de l'éducation nationale près d'Olivier Guichard. De retour à la Justice en 1973, il dirige le service de la recherche à la direction des affaires civiles. En 1978, il devient directeur de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Il sera l'un des fondateurs du Syndicat de la magistrature, occupant les fonctions de secrétaire général (1968-1970), puis de président (1970-1972). Membre de multiples associations, il a notamment présidé le Comité de défense des pri-

sonniers politiques en Uruguay et effectué de nombreuses missions au nom du Mouvement des juristes catholiques, puis de l'Association des juristes démocrates (proche du PCF). Il sera l'un des conseillers du président chilien Salvador Allende lorsque celui-ci voudra réformer la constitution, et expertisera le « génocide » arménien. Proche de l'extrême gauche judiciaire, en particulier par son épouse, Germaine Durif, fortement impliquée au Cedetim (cercle de recherches anti-impérialistes), il jouera, durant toute la période où la gauche sera au pouvoir, un rôle majeur, en particulier en matière de neutralisation des milieux terroristes, notamment italiens, et avec la généreuse loi d'amnistie de 1981. Il dispose alors d'un pouvoir énorme, véritable chef d'orchestre de la prise en main de la justice par le Syndicat de la magistrature, qui sera parfois décrit comme « le système Joinet » (cf. notamment *Histoire secrète du terrorisme* de Charles Villeneuve et Jean-Pierre Péret, *Le Livre noir du Syndicat de la magistrature* d'Yves Lemoine et Frédéric N'Guyen, etc.). Substitut du procureur de la République à Paris (1980-1981), il entre au cabinet de Pierre Mauroy, à Matignon, pour les questions de justice, de libertés publiques et de droits de l'homme, et conservera ce poste avec son successeur, Laurent Fabius, puis le retrouvera en mai 1988 avec Michel Rocard. Nommé en mars 1986, deux jours avant les législatives, procureur de Créteil contre toutes les règles, il devient en avril avocat à la cour d'appel de Paris, et en juillet 1989 à la Cour de cassation. Conseiller technique puis chargé de mission à Matignon en 1991, il demeurera conseiller pour la justice et les droits de l'homme d'Edith Cresson puis de Pierre Bérégovoy, avant de rejoindre la présidence de la République après les législatives de 1993. Membre du conseil des experts internationaux de La Croix Rouge, il a également été rapporteur général de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU.

JOLY Alain. Directeur de société, né le 18 avril 1938 à Nantes (Loire-Atlantique). Sorti de l'École polytechnique en 1958, il rejoint la société Air Liquide en 1962 comme ingénieur pour l'ingénierie et la construction. Il y fera toute sa carrière : de 1967 à 1971, il travaille dans sa filiale canadienne Air Liquide Canada successivement comme assistant du président, directeur du contrôle des opérations et directeur des opérations. En 1972, il devient assistant du vice-président d'Air Liquide Amérique. De 1973 à 1976, il est directeur du plan à Paris, et de 1976 à 1978 responsable de secteur dans la division française des gaz pour l'est de la France. Vice-président, responsable du marketing (1981), il entre l'année suivante au conseil d'administration. Directeur général en 1985, il succède en 1995 comme PDG à Édouard de Royère. Ce membre de la Trilatérale a également été directeur de Lafarge-Coppée, de la banque Indosuez, vice-président du CNPF (devenu le Medef) et président de son comité international. Depuis 2001, il est président du conseil de surveillance de Lafarge Coppée. On le retrouve aussi à la vice-présidence d'un puissant lobby mondialiste européen, l'European Round Table.

JOLY Alexandre. Inspecteur des finances, né le 21 juillet 1971 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fils d'un avocat et d'un notaire, il est passé par le lycée parisien Henri IV, Sciences Po Paris et l'Ena (promotion Marc Bloch, 1995-1997). Entré à l'inspection des Finances, il devient inspecteur dès 1998. Il sera notamment chargé de mission auprès du délégué général de Suez (2001-2003), directeur général de la Compagnie nationale du Rhône et directeur du développement d'Electrabel France (2003-2007). On le retrouve très brièvement directeur adjoint du cabinet d'Alain Juppé, ministre de l'Écologie et du Développement en mai-juin 2007. Il conserve ce poste auprès de son successeur, Jean-Louis Borloo. En 2008, il rejoint le groupe Dexia en charge notamment des fusions-acquisitions, de la stratégie et du développement.

JOLY Hubert. Président de société, né le 11 août 1959 à Laxou (Meurthe-et-Moselle). Passé par le lycée parisien Louis-le-Grand et l'Institut catholique de Paris, il est ancien élève d'HEC (où il a rencontré sa femme) et de l'Institut d'études politiques de Paris. Il débute comme assistant du président de Sacilor, Jacques Mayoux, puis entre chez Mc Kinsey en 1984, où il sera en poste à Paris, San Francisco et New York. Il y demeure douze ans, dont la moitié comme directeur associé.

C'est par le biais de ce cabinet de conseil qu'il rencontre Alain Richard, alors patron de la branche française d'Electronic Data System, qui lui propose de prendre sa succession. C'est chose faite en 1996. Distingué comme l'un des « global leaders for tomorrow » au Forum économique mondial de Davos en 1997, il est promu, en 1998, vice-président en charge de l'Europe. En juillet 1999, par le biais d'Agnès Touraine, alors chez Vivendi Universal, il devient directeur général de Vivendi Universal Games à Los Angeles. Il conserve son poste avec le successeur de Jean-Marie Messier, Jean-René Fourtou, étant dès lors chargé de suivre les actifs américains du groupe. En 2004, il devient PDG de Carlson Wagonlit Travel, division voyage d'affaires du groupe Carlson (codétenue alors par le groupe Accor). En 2008, il est nommé à la tête du groupe américain. Il est administrateur de diverses fondations américaines et l'a été de l'Aspen Institute France de 1996 à 2008.

JORDA Claude. Magistrat, né le 16 février 1938 à Bône (Algérie). Auditeur de justice (1963-1966) à l'administration centrale du ministère de la Justice, il devient secrétaire général (1970-1976) puis directeur adjoint (1978-1981) de l'École nationale de la magistrature, il sera directeur des services judiciaires du ministère de 1982 à 1985, puis procureur général près la Cour de Bordeaux en 1985, puis auprès de la Cour d'appel de Paris (1992). Il est juge du tribunal international chargé de juger les crimes de l'ex-Yougoslavie (1993) avant d'en devenir le président (1999-2003). De 2003 à 2007, il a siégé à la Cour pénale internationale.

JOSPIN Lionel. Diplomate, né le 12 juillet 1937 à Meudon (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Robert Jospin, pacifiste absolu et anticommuniste, qui flirta avec la collaboration de gauche. Son frère est un militant trotskiste, membre du comité central du Parti communiste internationaliste, et lui-même est fortement suspecté d'avoir été membre de cette chapelle trotskiste. Diplômé de Sciences-Po, cet énarque (1965) a rejoint le Quai d'Orsay comme secrétaire jusqu'en 1970, avant d'être détaché comme professeur d'économie à l'IUT de Sceaux de 1970 à 1981. Secrétaire national du Parti socialiste chargé de la formation (1973-1975), du tiers-monde (1975-1979) puis des relations internationales (1979-1981), il sera l'un des élus de la vague rose à Paris (il était déjà conseiller de Paris depuis 1977). Après l'élection de François Mitterrand, il le remplace comme premier secrétaire de 1981 à 1987 à la tête du PS. L'adoption du scrutin proportionnel le fait opter pour un parachutage en Haute-Garonne en 1986 (réélu en 1988 et 1993). Au retour de la gauche aux affaires en 1988, il devient ministre de l'Éducation, de la Recherche et des Sports, puis sera ministre de l'Éducation nationale en 1991-1992 (non repris dans le gouvernement Bérégovoy). Membre depuis 1988 du conseil général de la Haute-Garonne et depuis 1992 du conseil régional Midi-Pyrénées, il envisage d'abandonner la vie politique en 1993, mais se verra refuser un poste d'ambassadeur par Édouard Balladur. Jacques Delors ayant déclaré forfait, il est choisi comme candidat du PS à l'élection présidentielle. Après avoir réalisé une bonne campagne, il arrive en tête au premier tour avec 23 %, et obtient au second 47,3 % des suffrages face à Jacques Chirac. Après la présidentielle, il redevient premier secrétaire du PS. Suite à la dissolution malheureuse de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac en 1997, Lionel Jospin devient Premier ministre. De nouveau candidat à l'élection présidentielle de 2002, il ne sera pas présent au second tour ayant été devancé par Jean-Marie Le Pen. Il annonce alors son retrait de la vie politique et démissionne de tous ses mandats.

JOSSELIN Charles. Ingénieur, né le 31 mars 1938 à Pleslin-Trigavou (Côtes-du-Nord). Orphelin de père à dix ans, diplômé d'études supérieures de droit public, ancien ingénieur économiste à la Société centrale pour l'équipement du territoire, où il sera délégué syndical CFDT (1969-1971), ce socialiste de longue date, qui a été membre du bureau national de l'Unef de 1958 à 1962 (élu vice-président), membre en 1965 du Club des Bonnets rouges, puis de 1965 à 1968 du groupe permanent de la Convention des institutions républicaines, entre en 1971 au PS. En 1973, il devient député dans les Côtes-du-Nord (contre René Pléven), battu en 1978,

mais réélu de 1981 à 1997. Il sera aussi, de 1973 à 1997, conseiller général de Ploubalay, préside de 1976 à 1997 le conseil général de son département, et est maire de sa ville de naissance en 1977. De 1979 à 1981, il sera député à l'Assemblée des communautés européennes, ainsi que représentant rocardien au comité directeur du PS. Réélu en 1981, il préside la délégation de l'Assemblée pour les communautés européennes, et est vice-président de sa commission des finances d'avril 1984 à avril 1985. En novembre 1985, il devient secrétaire d'État aux Transports. Réélu en 1986, ce membre du Grand Orient de France devient vice-président, puis président, en 1988, de la délégation de l'Assemblée pour les communautés européennes. En 1992, il devient secrétaire d'État à la Mer. Ancien délégué national du PS pour les problèmes d'aménagement du territoire, à nouveau membre, à partir de 1987, du comité directeur du PS, il a été chargé en 1988 de l'outre-mer pour la campagne présidentielle de Mitterrand. Il préside depuis 1989 le Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local et, depuis 2003, le Haut Conseil de la coopération internationale.

JOUANNO Chantal (née PAUL, épouse). Haut fonctionnaire, née le 12 juillet 1969 à Vernon (Eure). Fille d'un industriel du carton, elle a d'abord été titulaire d'un BTS de commerce international, débutant comme assistante export pour la zone Afrique chez Citroën en 1988. En parallèle, elle avait conduit une carrière sportive (et une scolarité difficile), son palmarès en karaté de posture (que son père avait participé à introduire en France) incluant 12 coupes de France, 12 titres de championne de France, un titre de championne d'Europe universitaire. Ayant repris ses études, elle passe d'abord une maîtrise d'administration économique et sociale (Sorbonne), et entre alors à EDF afin d'y mettre en place un observatoire social. Finalement diplômée de Sciences-Po Paris, elle entre à l'Ena (promotion Cyrano de Bergerac, 1997-1999), après y avoir été poussée par Martine Aubry, auprès de laquelle elle avait effectué un stage en 1992. Administrateur civil au ministère de l'Intérieur, elle devient sous-préfet et directrice de cabinet du préfet de Poitou-Charentes (1999-2001). Officiellement chargée de communication de Michel Gaudin, directeur général de la police nationale à partir de juillet 2002, elle devient en réalité la principale rédactrice des discours de Nicolas Sarközy, alors ministre de l'Intérieur. Elle le suit au conseil général des Hauts-de-Seine comme directrice de cabinet et responsable de sa communication. Elle retourne ensuite à l'Intérieur, comme conseillère pour le développement durable, lorsque son mentor réintègre la place Beauvau, puis participe à l'élaboration de son programme présidentiel. Dès sa victoire à l'Élysée, elle devient son conseiller au développement durable, en charge du Grenelle de l'environnement. En février 2008, elle prend tout naturellement la présidence de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), succédant à Françoise Pappalardo, avant d'être propulsée, en janvier 2009, secrétaire d'État à l'Écologie, succédant à Nathalie Kosciusko-Morizet. Aux élections régionales, elle conduit la liste UMP à Paris (après avoir failli être parachutée en Poitou-Charentes face à Ségolène Royal) et siège depuis lors au conseil régional d'Ile-de-France. En novembre 2010, elle prend le ministère des Sports (en remplacement de Rama Yade), puis entre au Palais du Luxembourg en septembre 2011 au titre de sénateur UMP de Paris (elle est remplacée par David Douillet). Six maires UMP d'arrondissement contesteront sa légitimité à conduire la liste UMP, ce qui conduira à la création d'une liste dissidente et à l'élection de Pierre Charron. Elle est favorable au mariage des homosexuels et à l'adoption d'enfants par des homosexuels (*Têtu*, avril 2011). Son mari, Hervé Jouanno, est directeur des achats chez Pernod Ricard.

JOUBERT Bruno. Diplomate, né le 29 juillet 1950 à Tours (Indre-et-Loire). Diplômé de Sciences-Po Paris, cet énarque (promotion Pierre Mendès France, 1976-1978) a largement effectué sa carrière à l'ombre des services secrets extérieurs français (DGSE). Il débuta en 1978 comme deuxième secrétaire à l'ambassade de France à Washington (puis comme premier secrétaire de 1979 à 1982). Il sera ensuite notamment deuxième conseiller à la mission permanente de la France à Bruxelles (1985-1990), directeur de cabinet du ministre RPR aux Affaires européennes Michel Barnier. Il devient alors directeur de la stratégie à la DGSE (1999-2001), étant ensuite ambassadeur auprès de l'OSCE (2001-2002) et directeur d'Afrique et de l'Océan Indien (2002-2006). Secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay, il devient, en 2007, le « Monsieur Afrique » de Nicolas Sarközy, ayant bénéficié du soutien de son prédécesseur auprès de Jacques Chirac, Michel de Bonnecorse. Il est ambassadeur au Maroc depuis 2009. Son épouse, Catherine Robin-Joubert, ancienne présidente de l'association Bienvenue en France, est la directrice générale de la Fondation Jacques Chirac.

JOUSSET Frédéric. Président de société, né le 3 mai 1970 à Paris XVIIe. Ancien du collège Stanislas, ce diplômé d'HEC a été responsable marketing chez L'Oréal (1994-1998). PDG de Clientis (1998-1999) et consultant en stratégie chez Bain & Cie (1999-2000), il est depuis lors coprésident de Webhelp, opérateur international de centre d'appel. Colonel de réserve dans l'armée de l'air, il appartient au Conseil supérieur du mécénat du Louvre.

JOUVEN François. Haut fonctionnaire, né le 23 janvier 1947 à Paris XIIIe. Fils de Georges Jouven, architecte en chef des Monuments historiques, et de Maïté Soupre, il est licencié en droit, diplômé de Sciences-Po Paris et énarque (1972-1974). Entré à la Direction des relations économiques extérieures, où il resta jusqu'en 1978, il s'est tourné vers la banque, étant notamment chargé de mission auprès du directeur des affaires internationales du Crédit agricole (1978-1980), avant de devenir conseiller technique de Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances, de 1981 à 1984. Directeur adjoint chargé des affaires internationales au Crédit agricole (1986-1989), il entra à la Caisse des dépôts et consignations en janvier 1989, devenant directeur général adjoint en charge des finances et de la stratégie à la Caisse des dépôts développement (jusqu'en 2003). Administrateur directeur général de la Caisse autonome de refinancement à partir de 1993, il sera promu l'année suivante directeur du cabinet du directeur général de la CDC Philippe Lagayette, en charge de la stratégie de cet organisme financier de première importance. À partir de 1996, il préside sa filiale immobilière, la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts (SCIC), et, en 2003, directeur du développement territorial de la CDC. Depuis 2006, il est président du groupe immobilier Akerys.

JOUYET Jean-Pierre. Inspecteur des Finances, né le 13 février 1954 à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Titulaire d'un DEA de droit public, cet énarque (1980) a rejoint en 1980 l'inspection des Finances. En 1983, il devient rapporteur général de la mission d'études des mesures de simplification en matière fiscale au Conseil des impôts, puis chef du bureau et, en février-mai 1988, sous-directeur chargé des questions relatives à la TVA. De 1988 à mai 1991, il dirige le cabinet de Roger Fauroux (Industrie et Aménagement du Territoire). Par la suite, on le retrouve comme directeur adjoint (1991-1994), puis, à partir de mai 1994, directeur du cabinet de Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes. Fasciné par De Gaulle (son frère est conseiller général RPR de l'Eure), il a fait campagne pour Jacques Chaban-Delmas à la présidentielle de 1974 avant de se rapprocher de François Hollande, avec qui il a lancé Démocratie 2000 (qu'il préside), proche de Jacques Delors. Il était chef du service de l'inspection générale des finances depuis 2005 quand, en 2007, suite à l'élection de Nicolas Sarközy à la présidence de la République, il est nommé secrétaire d'État chargé des Affaires européennes auprès du ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner. En décembre 2008, il accède à la présidence de l'Autorité des marchés financiers.

JOXE Pierre. Membre de la Cour des comptes, né le 28 novembre 1934 à Paris. Ce membre de la Haute société protestante est le petit-fils de l'écrivain Daniel Halévy et le fils de Louis Joxe, signataire des accords d'Évian. Licencié en droit, cet énarque (1962) a opté pour la Cour des comptes. Chargé de mission auprès du ministre des Affaires étrangères de 1967 à 1970, il devient à cette date secrétaire général adjoint de la Convention des institutions républicaines puis sera membre du bureau exécutif et du comité directeur du nouveau Parti socialiste. Militant marxiste pur et dur, inscrit à la CGT (encore en 1981), il se fait élire député socialiste de Saône-et-Loire dès

1973 (régulièrement réélu depuis lors) et sera maire adjoint de Châlon-sur-Saône de 1977 à 1983, ainsi que président du conseil régional de Bourgogne de 1979 à 1982. En mai-juin 1981, il devient brièvement ministre de l'Industrie, avant de présider d'une main de fer le nouveau groupe socialiste à l'Assemblée, où il échoua, malgré sa volonté à faire abroger l'amnistie finale des généraux de l'OAS. Propulsé ministre de l'Intérieur du gouvernement Fabius en 1984, il remodèle la carte de France des préfets et instaure le scrutin proportionnel. Réélu en 1986, il retrouve le poste de président du groupe parlementaire socialiste avant de redevenir, en 1988, ministre de l'Intérieur. En 1989, il conduit la liste socialiste aux municipales de Paris, n'arrachant aucun arrondissement au parti chiraquien (il conduira en 1992 la liste régionale). Dans l'exercice de ses fonctions, il aura à traiter de la profanation de Carpentras, fait divers médiocre transformé en affaire d'État (lui-même désignera le Front national comme responsable, au moins moral), ainsi que des accords de Schengen. En janvier 1991, il remplace au pied levé Jean-Pierre Chevènement, démissionnaire au moment du déclenchement de la riposte américano-européenne à Saddam Hussein, endossant la tenue de ministre de la Défense. Il le restera jusqu'au retour de la droite parlementaire, en mars 1993. Membre du Grand Orient de France, où il a été initié jeune, il est, depuis 1993, président de la Cour des comptes, un poste où il a été personnellement placé par François Mitterrand. De 2001 à 2010, il siège au Conseil Constitutionnel. Il est également président de la Fondation pour le protestantisme et vice-président du bureau de l'Association des amis de l'Institut François Mitterrand.

JULLIARD Jacques. Journaliste, né le 4 mars 1933 à Brénod (Ain). Ancien de l'École normale (agrégé d'histoire), ce catholique de gauche a milité à l'Unef pendant la guerre d'Algérie, et s'y liera avec les futurs chefs de la « deuxième gauche ». Il participe en 1964 à la transformation de la CFTC en CFDT et en est longtemps, au côté d'Edmond Maire, le principal théoricien. En 1965, il entre par le biais de la revue Esprit aux Éditions du Seuil, où il animera diverses collections politiques. Bientôt recruté au *Nouvel observateur* par Jean Daniel, il sera également maître assistant à Paris VIII-Vincennes, et représentant du Syndicat général de l'éducation nationale au bureau national de la CFDT (1973-1976). Élu en 1979 directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, ce rocardien est l'un des principaux « intellocrates » français et l'une des « grandes consciences » de la gauche intellectuelle, faisant et défaisant les modes au hasard de sa plume. Éditorialiste au *Nouvel Observateur* depuis 1978, il y dirige à partir de 1985 la rubrique Idées. Également directeur adjoint de la rédaction de ce journal, et chroniqueur à *Europe 1* et au journal *Challenges*, il a publié de nombreux ouvrages politiques (*Ce fascisme qui vient*, *L'Année des dupes*, *Le Racisme anti-blanc*, etc.). Il quitte l'hebdomadaire de Jean Daniel en 2010, devenant éditorialiste de *Marianne*. Très pro-américain et fanatiquement maastrichien, ce membre de la Commission trilatérale et de la Fondation Saint-Simon est hostile à toutes les formes de nationalisme même de gauche (Max Gallo, Régis Debray, Jean Pierre Chevènement ou Philippe Séguin). Il quitte *Le Nouvel observateur* en 2010 pour devenir éditorialiste de *Marianne*.

JULY Serge. Journaliste, né le 27 décembre 1942 à Paris XV[e]. De lointaine origine jacobite, ce fils du directeur des exportations de Thomson Ducretet, qui fut libertaire et candidat radical sous le Front populaire, se passionna pour les écrivains de droite dans sa jeunesse, avant d'opter pour le communisme, devenant vice-président de l'Union des étudiants communistes (en charge de l'information et collaborateur du magazine *Clarté*). Il en sera exclu, comme nombre, pour gauchisme. Vice-président de l'Unef, chargé de l'information, en 1965, il rejoint les rangs maoïstes (Mouvement du 22 mars, Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes, Gauche prolétarienne). Responsable de l'Organisation de solidarité avec la révolution latino-américaine, ce proche d'Henri Curiel a effectué un stage à Cuba à l'été 1968, avant de cosigner un très violent libelle, *Vers la guerre civile* (1969), qui servira de support théorique aux futurs mouvements terroristes français, notamment la Nouvelle Résistance populaire. Renvoyé à la base dans le Nord pour « déviation petite bourgeoise » après avoir été chargé des relations extérieures de la Gauche prolétarienne en 1971-1972, il sera largement

à l'origine des événements de Bruay-en-Artois (mise en accusation d'un notaire faussement accusé de meurtre). De retour à Paris en 1972, il est imposé par Benny Lévy au sein de l'Agence de presse *Libération*, puis devient le premier rédacteur en chef de *Libération*, le premier quotidien gauchiste lancé en 1973. Il remplacera rapidement Jean-Paul Sartre comme directeur et conservera ce poste tout au long des années 70, 80 et 90. Après plusieurs échecs (dus au manque de finances), il relance le journal en 1974 avec l'équipe des *Cahiers de Mai*, éliminant nombre des fondateurs. Dès 1978, il restructure le journal, supprimant l'égalité des salaires. Pendant trois ans, le journal sera en crise, tiraillé entre ses tendances gauchistes et plus affairistes. Serge July interrompt le quotidien en février 1981, et le relance en mai, profitant au maximum de la « vague rose », y introduisant la publicité, avant de faire appel en 1983 à des capitaux extérieurs. À la fois directeur et gérant depuis 1987, il a su se concilier l'essentiel de l'intelligentsia et de l'intellocratie dont il apparaît comme un archétype, défendant aujourd'hui le capitalisme avec la même vigueur qu'il le pourfendait il y a vingt ans. Principal relais dans la presse des thèses de la Fondation Saint-Simon, il a su attirer dans la structure financière de son quotidien nombre de capitalistes les plus célèbres de l'hexagone (en particulier Chargeurs Réunis). En 1995, il tente une formule nouvelle, sous la forme d'un city magazine très épais, qui se révélera rapidement un échec financier (comme l'avait été *Lyon Libération*). Membre du club de la Presse d'*Europe 1* dès 1975, il a animé sur *France 3*, avec Christine Ockrent et Philippe Alexandre, une émission sur les questions d'actualités. En juin 2006, il est débarqué de son poste de PDG de *Libération* par le nouvel actionnaire majoritaire, Édouard de Rothschild. Depuis lors, il est éditorialiste à *RTL* et réalise des films avec sa compagne Marie Génin.

JUNIAC Alexandre BEGOUGNE de. Membre du Conseil d'État, né le 10 novembre 1962 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Gontran Begoügne de Juniac, diplomate (qui fut notamment ambassadeur à Ankara et Bruxelles), et de Myriam des Moutis. Cette famille, anciennement connue en Limousin, a eu un baron d'Empire sans descendance mâle survivante à la génération suivante. En 1876, Jules Juniac demanda à joindre à son patronyme Bégoügne. Selon Pierre-Marie Dioudonnat (*Le Simili-Nobiliaire français*), bien que cette requête n'ait pas été suivie d'un décret, le nom figurera à l'état civil aux naissances suivantes, à partir de 1878. Passé par l'École française d'Ankara, le lycée français de Bruxelles, puis le lycée Pasteur de Neuilly, il est à la fois polytechnicien et énarque. Auditeur au Conseil d'État (1988), secrétaire général adjoint du Conseil d'État (1990-1993), maître des requêtes (1991), il devint conseiller technique (1993-1994) puis directeur adjoint, en charge de la communication, au cabinet du ministre RPR du Budget, Porte-parole du gouvernement (puis également en charge du ministère de la Communication), Nicolas Sarközy (où il supervisera toute la réforme de l'audiovisuel). Il rejoint ensuite Thomson comme directeur du plan et du développement (1995-1997), avant de devenir directeur commercial de la branche « avions civils » de Sextant Avionique (1997-1998). Secrétaire général adjoint de Thomson-CSF (devenu Thalès en 2000) en 1998, il en devient secrétaire général l'année suivante. Depuis 2004, il est également directeur général adjoint des systèmes aériens. Il est l'un des quatre cofondateurs de 30.com, une discrète mais influente association fondée en mars 2000 par une trentaine de trentenaires occupants des fonctions de dirigeants dans de grands groupes (on y trouve aussi Agnès Audier, ingénieur des Mines, alors directrice du développement chez Vivendi, Laurent Ménière, responsable de la branche française d'un gros cabinet d'affaires New Yorkais, normalien et Ena, Jérôme Pécresse, X-Ponts, directeur de la stratégie et du développement chez Imerys, Diane Segalen, Insead, du cabinet de conseil en organisation Heidick and Struggles, Bruno Crémel, Ena, Inspection des Finances, ex-dirigeant de PPR Interactive, ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius, etc.).

JUPPE Alain. Inspecteur des Finances, né le 15 août 1945 à Mont-de-Marsan (Landes). Fils d'un riche agriculteur membre du parti gaulliste dans tous ses avatars et secrétaire de circonscription du RPR, ce lauréat au concours général est passé par Normale sup avant d'obtenir l'agrégation de lettres classiques. Ancien de Sciences-Po, cet énarque (1972), qui flirta avec la gauche en

1968, a rejoint l'inspection des Finances. En 1973, il adhère à l'UDR, avant d'être recommandé par Jean Friedmann à Jérôme Monod, secrétaire général du mouvement. Il entre alors comme « nègre », en juin 1976, au cabinet de Jacques Chirac à Matignon. Après la démission de ce dernier, il devient conseiller technique de Robert Galley, ministre de la Coopération, puis démissionne en avril 1977 afin de se consacrer exclusivement au RPR. Délégué national aux études, il se présente vainement aux élections législatives dans les Landes en 1978 et entre alors à la mairie de Paris comme conseiller technique pour les questions financières et budgétaires, avant de devenir directeur général des services de la ville (n° 2 ou 3 de l'appareil chiraquien) et de s'imposer comme le conseiller économique du président du RPR. Encore battu dans les Landes aux élections cantonales de 1979, il se parachute à Paris, tout en préparant la campagne présidentielle de Jacques Chirac, dont il sera le directeur, en charge des affaires économiques. Fondateur du Club 89 et secrétaire général jusqu'en 1984, il entre au comité central, puis au bureau politique du RPR, devenant également maire adjoint de Paris en 1983, rapidement en charge des finances de la capitale. Député européen en 1984, il devient la même année secrétaire national chargé du redressement économique et responsable de la plate-forme économique de l'opposition (n° 2 du RPR). Élu député de Paris en 1986, il est promu ministre du Budget et Porte-parole du gouvernement. Porte-parole et coordinateur de la campagne de Jacques Chirac en 1988, ainsi que maître d'œuvre du Projet pour la France, il sauve son siège de député et remplace Jacques Toubon comme secrétaire général du RPR. Réélu député européen en 1989 et député en 1993, il sera jusqu'en 1995 le ministre des Affaires étrangères d'Édouard Balladur, hésitant longuement avant de se décider en faveur de Jacques Chirac. Après l'élection de ce dernier, il est propulsé Premier ministre, et élu maire de Bordeaux, en remplacement de Jacques Chaban-Delmas. Depuis sa nomination, sa cote de popularité n'a cessé de baisser, faisant de lui l'un des Premiers ministres les plus impopulaires de la V[e] République. Débarqué en 1997, suite à la victoire de la gauche aux élections législatives, Alain Juppé, en août 1998, est mis en examen pour « détournement de fonds publics et complicité et recel d'abus de biens sociaux, abus de confiance aggravé, prise illégale d'intérêts et complicité et recel d'abus de confiance », dans le cadre des emplois fictifs de la mairie de Paris de 1988 à 1995. Le 30 janvier 2004, il est condamné par le tribunal de Nanterre à 18 mois de prison avec sursis et dix ans d'inéligibilité. Il démissionne alors de tous ses mandats et cède surtout la direction de l'UMP à Nicolas Sarközy. Le 1[er] décembre 2004, sa condamnation est allégée. La Cour d'appel de Versailles le condamne à 14 mois de prison avec sursis mais réduit à un an sa peine d'inéligibilité. Il part former les hauts fonctionnaires québécois pendant un an alors qu'il est sous le coup d'une condamnation avec sursis. Il revient aux affaires en 2006 à la mairie de Bordeaux et, le 18 mai 2007, il est nommé au ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable aux côtés de François Fillon, Premier ministre. Mais, battu aux élections législatives de juin 2007, il démissionne du gouvernement. Il sera réélu maire de Bordeaux en avril 2008, son seul et unique mandat auquel il déclare vouloir entièrement se consacrer. En novembre 2010, il prend une nouvelle fois sa revanche, devant ministre de la Défense (tout en demeurant maire de Bordeaux).

JURGENSEN Jean-Daniel. Ambassadeur, né le 4 juillet 1917 à Paris, décédé le 4 novembre 1987. Père de Philippe (voir bio ci-après), cet ancien de Normale sup, agrégé de lettres, passe le concours d'entrée aux Affaires étrangères en 1943, mais sa nomination sera annulée aussitôt par Vichy. Député en 1944-1945, il entre aux Affaires étrangères, occupant de nombreux postes : représentant permanent adjoint à l'Otan (1959), directeur Amérique (1964), directeur adjoint des affaires politiques (1969), ambassadeur à New Delhi (1972), à La Haye (1980).

JURGENSEN Philippe. Inspecteur des Finances, né le 18 septembre 1944 à Macon (Saône-et-Loire). Fils de Jean-Daniel Jurgensen, ambassadeur de France. Reçu major et sorti troisième de l'Ena, il devient en 1969 inspecteur des Finances. En 1973-1974, il sera chargé de mission de Valéry Giscard d'Estaing aux Finances, avant de passer au Trésor, où il est successivement chef du bureau des prêts et de l'assurance-crédit (1974), des prêts, aide et garanties

des entreprises (1977), sous-directeur des affaires multilatérales (1979) puis responsable du service des affaires internationales (1982-1985). Également président du Club de Paris, il deviendra directeur de l'importante Direction des relations économiques extérieures, sur choix de Laurent Fabius. En 1987, il perd son poste au profit d'un proche de Michel Noir, et devient administrateur directeur général du Comptoir des entrepreneurs, puis, en 1989, directeur général de la Caisse centrale de coopération économique. Il reste à ce poste jusqu'en avril 1995, devenant alors directeur de la Sofaris, société d'assurances pour les PME. Ce grand spécialiste des relations économiques internationales a également été administrateur de la Banque européenne d'investissements, de la Banque des États d'Afrique centrale (1984-1985), de la Banque d'Afrique occidentale de développement (1982-1987), et gouverneur de la Banque africaine de développement (1983-1988), de la CGE (1982-1984), d'Havas et du Crédit lyonnais (1983-1987), de Matra (1985-1988), de la Compagnie financière de Suez et du Centre national d'études spatiales (1985-1987). De 1999 à 2004, il a été secrétaire général du Comité interministériel Eurêka et préside depuis 2004 la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance. Il est divorcé de la romancière Françoise Chandernagor.

JUTHEAU Raymond. Président de société, né le 21 janvier 1913 à Paris XII[e], décédé le 11 mars 1986 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Cet assureur-conseil est devenu associé de la Société Faugère et Jutheau en 1944, puis gérant en 1946. Il sera PDG de l'Union française de réassurances à partir de 1964 et président du Syndicat national des courtiers d'assurances de 1967 à 1976, ainsi qu'administrateur de multiples sociétés.

K

KAHN Axel. Médecin, né le 5 septembre 1944 au Petit-Pressigny (Indre-et-Loire). Il est le fils du professeur de philosophie Jean Kahn (il ne fut pas inquiété sous l'Occupation, étant de mère catholique d'origine italienne), qui fut curieusement un disciple de l'ésotériste Georges Gurdjieff. Inscrit au Parti communiste dans les années 30, il en fut exclu en 1947 pour avoir protesté contre les purges staliniennes. Il appartint à la Résistance sous le nom de Ferriot et ses enfants naquirent sous ce nom. Encore en 1968, il « abandonne l'école privée du 7e arrondissement où il est professeur et va prendre une chambre au Quartier latin pour participer plus intensément aux événements, du côté des gauchistes. Pour Jean, l'échec de mai 1968 sera amer [...] Un matin d'avril 1970, il prend sa voiture et se jette sur la voie à Mantes (*La Recherche*, juin 1998). » Ayant pour frère le journaliste Jean-François Kahn (qui sera membre du Parti communiste) et Olivier Kahn, chercheur en biologie moléculaire (qui sera également membre du PC), Axel Kahn, bien que d'origine juive, fut élevé (ayant été placé en nourrice) dans la religion catholique, notamment chez les Jésuites de Pontlevoy (où il était surnommé « l'abbé Kahn »!). « J'ai été très catholique. J'étais enfant de cœur, j'ai fait ma promesse scoute sur le chemin de croix grandeur nature de Lourdes et, jusqu'à l'âge de quinze ans, j'ai voulu être prêtre. Puis j'ai perdu la foi. Aujourd'hui, j'ai beau me poser la question, je ne crois pas (*La Vie*, 6 avril 2000). » À Paris, il dirigea les Jeunesses communistes du lycée Buffon (après avoir adhéré pendant quelques mois au Parti socialiste unifié). Membre du bureau national de l'Union des étudiants communistes en 1965, « du côté des staliniens, à ma grande honte », il ne quittera le Parti communiste qu'en 1979. Premier au concours général de philosophie, il deviendra docteur en médecine et docteur ès sciences. Interne des Hôpitaux de Paris en 1967, assistant en 1972, chef de clinique en hématologie en 1973-1974, il est directeur de recherches depuis 1978 à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. Également président du groupe des experts de haut niveau des sciences de la vie auprès de la Commission européenne, il est strictement opposé à toute forme de clonage humain. Ancien directeur scientifique adjoint du groupe Rhône-Poulenc, en charge des sciences de la vie (1997-2000), il appartient à de multiples commissions et associations scientifiques internationales. Outre de multiples articles scientifiques, ce membre du Comité national d'éthique de 1992 à 2005 a notamment signé *La Médecine du XXIe siècle, des gènes et des hommes* (1996), *Copies conformes* (en collaboration, 1998), *Et l'homme dans tout ça? Plaidoyer pour un humanisme moderne* (2000). Familier des loges (9 février 2000 à la loge Galilée du GODF, 8 mars à la loge Conscience de l'Armor du GODF à Vannes), il a notamment été l'invité de la loge *Les Bâtisseurs d'étoiles* (Droit humain) le 29 janvier 2001 pour y parler d'*Humanisme et progrès*.

KALFON Thierry. Haut fonctionnaire, né en mai 1968. Il est le petit-fils de Marc Kalfon et d'Anne Lévy et le fils de Lucien Kalfon. Ce dernier, né en 1936, a appartenu à divers cabinets ministériels (de droite comme de gauche), avant d'être finalement brièvement nommé préfet des Hautes-Alpes en 1985. Haut dignitaire du Grand Orient de France, cet énarque présida aux funérailles maçonniques de l'ancien Grand Maître du GODF et patron de la Fnac et de la Garantie mutuelle des fonctionnaires Michel Baroin (biographie détaillée dans l'*Encyclopédie politique française*, tome I). De 1999 à 2008, il a été directeur de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation. Aujourd'hui à la retraite, cette personnalité de la communauté juive, qui a notamment été secrétaire général de l'Association française des amis de l'université hébraïque de Jérusalem, préside toujours le conseil d'administration d'ORT-France, une association s'occupant des orphelins juifs.

Son fils, diplômé de l'ESC de Lyon, de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique et de l'Institut d'études politiques de Paris, est également énarque (promotion Marc Bloch). Affecté au ministère des Finances, il a été économiste au département des affaires fiscales du Fonds monétaire international (2001-2005), brièvement conseiller pour les affaires budgétaires d'Alain Juppé au ministère de l'Écologie, de l'Aménagement et du Développement durable (juin 2007), conseiller économie, fiscalité, industrie de Jean-Louis Borloo, au même ministère (2007-2009). Il devient alors directeur financier et juridique de GRTgaz, filiale du groupe Suez.

KANNER Patrick. Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, nommé le 26 août 2014. Né le 29 avril 1957 à Lille (Nord), il est le fils d'Oscar Kanner, artisan et de Paulette Komar: « Pour lui, ses racines familiales ont été déterminantes dans son engagement » écrivait *La Croix du Nord* (20 mai 2011). Il explique en effet: « Mes grands-parents maternels vivaient en Pologne, mon père est né en Allemagne. Il est arrivé en France pendant le nazisme. Je n'ai aucune racine française [...] J'ai eu accès aux archives départementales du Pas-de-Calais pour m'informer sur ma famille paternelle, et je sais maintenant dans quelles conditions mon père a perdu son petit frère David pendant l'exode, il avait quatre sœurs. Ma mère vivait dans un taudis dans la rue la plus pauvre de Lille. C'était Victor Hugo. J'imagine ce qu'a vécu ma famille en Europe de l'Est; elle a connu peu de pertes pendant la guerre. Je ne suis jamais allé en Pologne, je n'étais pas assez mûr pour aller chercher ce passé... J'ai beaucoup lu. [...] Mon hyperactivité au service des autres est peut-être ma thérapie pour soigner cette lourdeur du passé. » Patrick Kanner se définit comme « profondément laïc ». Membre de la loge la Lumière du Nord du Grand Orient de France, il inaugurait, en mai 2013, la quatrième édition du Salon du livre maçonnique de Ronchin en compagnie d'Alain-Noël Dubart et Georges Komar (sans doute un proche parent tout comme le frère de ce dernier, Jean-Claude Komar, vice-président du Conseil représentatif des institutions juives de France pour le Nord-Pas-de-Calais), anciens Grands Maîtres de la Grande Loge de France. Il a épousé le 20 juin 1981 une enseignante, Dominique Laigle, avec laquelle il a eu deux enfants, Clara et Emmanuelle. Diplômé d'une maîtrise de droit public à l'université de Lille II, il a adhéré au PS à 17 ans et fait carrière dans le « socialisme municipal ». Il a débuté comme directeur du centre communal d'action sociale de Faches-Thumesnil (1978-1979), puis de celui de Roubaix (1979-1986). Directeur général adjoint des services de la ville de Roubaix (1986-1993), il se fait élire au conseil municipal de Lille en 1989, étant sans interruption jusqu'en 2014, adjoint au maire. Ce « disciple de Pierre Mauroy » (*La Croix*, 28 août 2014) a été, à partir de 1991, vice-président du Crédit municipal de Lille. Depuis, 1996, il préside l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (UNCCAS). Dans la communauté urbaine de Lille métropole (LMCU), il sera directeur général adjoint (1993-2000), puis chef de service (2000-2011). En mars 1998, en battant l'ancienne ministre RPR Colette Codaccioni aux élections cantonales, il devient conseiller général du canton de Lille-Sud-Ouest et vice président (1998-2011), puis président (depuis 2011) du conseil général du Nord, succédant au socialiste Bernard Derosier. Le mois suivant, il devient membre de la commission exécutive de l'Assemblée des départements de France (ADF) en tant que trésorier national. Patrick Kanner est membre du conseil national du PS. Ce cumulard est par ailleurs membre du Conseil national de lutte contre les exclusions (CNLE), secrétaire général de l'École supérieure de commerce SKEMA Lille, membre du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) Université Lille Nord de France, Président du Syndicat mixte Nord-Pas de Calais Numérique, membre du bureau de l'Association française du Conseil des communes et régions d'Europe, et, depuis 1982, maître de conférences associé à l'université Lille III. Directement issu du « mille-feuille territorial », il s'est plusieurs fois montré sceptique quant au projet de réforme territoriale du gouvernement et s'est déclaré hostile à la suppression des conseils généraux: « Suppressions des conseils généraux: quel bénéfice pour la démocratie locale? Prenons garde à l'appauvrissement démocratique! » avait-il tweeté en juin dernier. André Vallini,

ministre en charge du dossier, avait alors subi les foudres de Patrick Kanner qui l'avait qualifié de « Terminator chirurgien-dentiste ».

KARMITZ Marin. Cinéaste, né le 7 octobre 1938 à Bucarest (Roumanie). Né dans une des plus riches familles de Roumanie, il arrive en France en 1947 (Marseille, puis Nice) peu avant la prise du pouvoir par les communistes. Diplômé de l'Institut des hautes études cinématographiques (opérateur), il travaille de 1959 à 1964 avec Godard, Varda et Tacchella. Il crée en 1965 sa structure de production MK production. Passé par les jeunesses communistes, il milite à la Gauche prolétarienne (avec son journal *La Cause du peuple*), et appartiendra à sa branche clandestine, après sa dissolution. Il tourne trois documentaires et trois longs-métrages, d'inspiration gauchiste-maoïste: *Sept jours ailleurs* (1968), *Camarades* (1969), et *Coup pour Coup* (1970). Aucun distributeur n'étant intéressé, il ouvre sa première salle d'art et d'essai, le 14 juillet-Bastille, puis crée en 1974 sa société de diffusion. Il participera, comme photographe, au lancement de l'Agence de presse *Libération* (maoïste). Spécialisé dans les films intellectuels de gauche, il rachète des salles et finit par en posséder une trentaine à Paris. À côté de sa maison de production et ses salles, il contrôle également majoritairement une maison de diffusion et une maison spécialisée dans l'exploitation des droits cinématographiques, la Compagnie européenne de droits (60 millions d'euros de capital en 1991), fondée en collaboration avec Suez (Jean Peyrelevade) en 1985 et présidée par Simon Nora (parmi les actionnaires figurent l'UAP, Suez, une filiale du Crédit Agricole, Marc Ladreit de Lacharrière, la Banque Stern, etc.). « Il est accepté comme un pair, un VIP par les dirigeants de la Lyonnaise des eaux ou de L'Oréal » (*Le Nouvel observateur*, 10 juillet 1987). « Sa femme (...) et Le Tout-Paris du cinéma, de la finance et des médias lui offrent une page de pub dans *Libération* pour son anniversaire » (*L'Express*, 16 juin 1989). En 1987, il a fondé avec le journal *Le Monde* et la banque Worms (Jean-Michel Bloch-Lainé) la société LMK Image, présidée par André Fontaine. La présidence de *FR3* lui aurait été proposée en 1988. Par ailleurs longtemps actionnaire de *Libération* et de *M6* (2,5 %), il a été nommé, en 1992, président du groupe de concertation sur la création culturelle du Xe plan. Il a vendu, en 1996, 20 % de sa société MK2 Holding à Havas pour environ 15 millions d'euros. Sauvé de graves difficultés par Jack Lang en 1981 (le ministre de la Culture provoqua l'éclatement du GIE Gaumont-Pathé), celui qui s'est longtemps présenté comme un petit exploitant indépendant et défendant la liberté de création est aujourd'hui le troisième producteur de l'industrie de l'image, et un homme clef du capitalisme audiovisuel, en France (environ 45 millions d'euros de chiffre d'affaires en 1993, avec une rentabilité de 10 %). « Il a compris: on peut gagner beaucoup d'argent en combattant le système, tout en en profitant » (*Le Spectacle du monde*, juillet 1995). Bref, il est « un homme d'affaires avisé » (*Libération*, 31 octobre 1983). Comme nombre de maoïstes français (dont son chef Benny Levy), ce militant, un temps sympathisant du Parti communiste puis engagé dans le gauchisme le plus extrême (dont il n'a rien renié), a fait sa techouva, revenant aux sources du Talmud (*Tribune juive*, 25 février 1995). Il a épousé la fille de Françoise Giroud, Caroline Eliacheff, ex-Mme Robert Hossein. Signe de son importance et de son influence dans les milieux intellectuels de gauche, il a été l'un des fondateurs de la Fondation Saint-Simon. Il est délégué général du Conseil de la création artistique, depuis février 2009.

KATLAMA Christine. Professeur de médecine, spécialiste en maladies infectieuses (malaria, dingue, etc.), chef de l'unité de recherche clinique Sida à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, présidente du Centre d'information et de soins de l'immunodéficience humaine de cet hôpital, présidente de l'association Solidarité thérapeutiques et initiatives contre le sida. Auteur de plusieurs ouvrages consacrés au sida, ce professeur de médecine qui a « le cœur à gauche » (*Le Nouvel observateur*, 2 juillet 1998), a été l'un des pionniers des recherches sur le sida.

KEMOULARIA Claude de. Haut fonctionnaire, né le 30 mars 1922 à Paris. Fils d'un réfugié géorgien, il débute en 1945 comme attaché au cabinet du ministre de l'Intérieur, avant d'être, de 1948 à 1955, secrétaire puis chef du cabinet de Paul Reynaud. Adjoint de Dag Hammarskjold, secrétaire général de l'ONU, de 1955 à 1961, puis directeur du service d'information à Genève, cet ami de François Mitterrand sera promu ambassadeur en Hollande (1982-1984), puis auprès de l'ONU de la fin de 1984 au début de 1987, date à laquelle il prend sa retraite. En 1990, il a mené diverses missions auprès des États du Golfe pendant la crise irakienne pour le compte de François Mitterrand. Administrateur de nombreuses sociétés (Société générale de surveillance, Nina Ricci, filiales de Paribas et d'Educinvest, Aérospatiale, Eurocopter), il a été conseiller financier de Paribas de 1968 à 1982 et préside depuis la fin de 1988 le conseil d'administration de Paribas Nederland. Ayant racheté en 1989 la *Revue politique et parlementaire*, il appartient au Bilderberg Group. Sa fille a épousé le financier et homme d'affaires Bertrand Cluzel, devenu le leader des écoles de formations pour secrétaires et hôtesses.

KEMPINSKI Michel. Président de société, né le 19 novembre 1959 à Aïn-Fares (Algérie française). Il est le fils d'un sous-officier, Simon Kempinski, et de Lucie Dudkiewicz. Ancien de l'École supérieure de commerce de Lille, il a effectué la première partie de sa carrière à *Valeurs actuelles*, comme journaliste économique. Conseiller technique au cabinet d'Alain Madelin, ministre des Entreprises et du Développement économique, puis des PME, du Commerce et de l'Artisanat (1993). Devenu rédacteur en chef puis directeur délégué du *Journal des Finances* (groupe Valmonde), il en sera président du directoire de 1995 à 2006, tout en étant directeur général des rédactions du groupe Valmonde (*Valeurs actuelles*, *Le Spectacle du monde*) de 2002 à 2006. En 2005, ce mondialiste engage le groupe de presse dans le « oui » à la Constitution européenne, parlant de « catastrophe » si elle était rejetée lors du référendum. Il passe ensuite chez Plastic Omnium, dont il devient directeur général adjoint en 2006 et PDG à partir de 2007.

KEPEL Gilles. Universitaire, né le 30 juin 1955 à Paris XIe. Il est le fils d'un intellectuel d'origine tchèque, traducteur du président Vaclav Havel, et d'un professeur d'anglais d'origine niçoise. Passé par les lycées Montaigne et Louis-le-Grand de Paris, il est licencié en arabe (il passera un an en Syrie) et anglais, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École des hautes études en sciences sociales, où il a obtenu un doctorat en Sciences Politiques (*Les Mouvements islamistes dans l'Égypte de Sadate*). *L'Événement du jeudi* (11 septembre 1997) indique qu'il est passé par la Ligue communiste révolutionnaire. Boursier au Centre d'études juridiques du Caire (1980-1983), après un long séjour à Damas à l'Institut d'études arabes (1977-1978), ce spécialiste des questions islamiques a été ensuite chargé de recherches au CNRS dans la même spécialité (1983-1993), ce qui lui permit d'être le premier chercheur à analyser, à partir de l'exemple égyptien, la montée en puissance de l'islamisme politique dans les années 80. Avec lui, « l'islam cesse d'être une affaire orientale, pour devenir un souci de l'intérieur, face à la génération montante des enfants de l'immigration » (*Livres Hebdo*, 7 avril 2000). Selon lui, comme l'explique *Le Spectacle du monde* (octobre 2001), « sous la double influence de l'occidentalisation des élites musulmanes, corollaire de la mondialisation, et de la normalisation démographique, facteur de stabilité économique, le fondamentalisme islamique et son bras armé, le terrorisme, connaissent un déclin inéluctable ». Dans *Les Guerres qui menacent le monde* (Le Félin, printemps 2001), il écrit: « Nous connaîtrons encore, ici et là, des explosions de violence, mais l'islamisme radical n'est pas la grande menace qui pèse sur le monde. » Les événements du 11 septembre 2001 devaient apporter un démenti total à ses thèses sans qu'il s'en trouble aucunement. Se rattachant à la mouvance républicaine laïque et intégrationniste, il s'est prononcé contre tout financement du culte musulman (*La République n'a pas à construire de mosquées*, *Marianne*, 7 janvier 2002). *Visiting professor* aux États-Unis depuis 1993, « Monsieur Islam » est directeur de recherches depuis la même date et directeur d'études à la Fondation nationale des Sciences Politiques, où il dirige le programme d'études doctorales sur le monde musulman. Il a participé au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, en janvier 1999, comme professeur au Centre d'études et de recherches internationales. Outre de nombreux articles et diverses collaborations à des ouvrages collec-

tifs (dont, avec Rémy Leveau, *Les Musulmans dans la société française*, Presses de la FNSP, 1988, et *Intellectuels et militants de l'Islam contemporain*, avec Yann Richard, Seuil, 1990), il a notamment signé *Le Prophète et le pharaon : aux sources des mouvements islamistes* (tiré de sa thèse de doctorat, *La Découverte*, 1984), *Les Banlieues de l'islam* (sur la montée de l'islamisme chez les « beurs », Seuil, 1987), *La Revanche de Dieu, la résurgence du christianisme de l'islam et du judaïsme dans le monde moderne* (Seuil, 1991), *À l'ouest d'Allah, les mouvements islamistes en Europe et en Amérique du Nord* (Seuil, 1994), *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme* (Gallimard, 2000), *Chroniques d'une guerre d'Orient* (2002), *Fitna, guerre au cœur de l'islam* (Gallimard, 2004). Dans tous ces ouvrages, il défend la thèse d'un islam allant vers des pratiques démocratiques et laïques, ne cessant d'assurer que l'islam a partout échoué politiquement, sauf en Iran. Dans son dernier livre, il espère « l'émergence d'une nouvelle génération de penseurs musulmans à vocation universelle ». Il a rejoint, en 2004, la Fondation pour l'innovation politique (fondation de l'UMP) comme membre correspondant.

KERGORLAY Denis (comte de). Directeur de sociétés, né le 9 février 1947 à Paris XVIe. Fils d'Yves-Louis de Kergorlay, administrateur de sociétés et de Marie de Boysson, il a épousé, le 13 octobre 1989, Marie-Christine de Percin, avocate et membre de l'association Presse-Liberté (présidée par Ivan Levaï), avec laquelle il a eu deux enfants, Marie-Victoire (née en 1990) et Henry-Louis (né en 1991). Il est le neveu du comte Roland de Kergorlay (1926-2003), directeur de la Société européenne de satellites, ambassadeur de la CEE auprès des USA. Par ailleurs, son frère Geoffroy de Kergorlay (devenu Père Pierre-Marie) appartient à la Fraternité Saint-Dominique (ou Dominicains d'Avrillé), longtemps proche de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X : « Pour une famille papiste comme la nôtre ce fut un coup de tonnerre » expliquera lâchement Denis de Kergorlay à *Point de vue* (2 avril 2003). La famille Kergorlay, anoblie en 1671, est alliée aux Wendel par le comte Bernard de Kergorlay. Passé par le cours Hattemer, le lycée Janson-de-Sailly et l'école Saint-Louis-de-Gonzague, ce diplômé de l'Institut Politique de Paris (1967) a raté l'Ena. Il a suivi un *Business Administration Programme* à l'université de Columbia aux États-Unis, ayant été un adepte de la contre-culture hippie américaine au début des années 70. Attaché culturel à l'ambassade de France en Thaïlande (1976-1978), il a participé activement au développement de Médecins sans frontières (1977-1987) dont il a été le trésorier (1982-1987). Il a également été trésorier de Libertés sans frontières et a appartenu à l'état-major de campagne de l'écologiste malthusien René Dumont en 1981. En 1988, cet ancien barriste a appelé à voter pour François Mitterrand. En septembre 1988, il s'est présenté aux élections cantonales contre le conseiller général sortant FN Fernand Le Rachinel, avec l'appui du PS, du RPR et de l'UDF (qui ne présentèrent aucun candidat contre lui). Homme de l'ombre, Denis de Kergorlay possède un château du XVIIe siècle, entouré d'un parc de 250 hectares, à Canisy, un village de 1 000 habitants situé dans la Manche, dont il a été conseiller municipal, puis maire de 1985 à 1995. Après le décès de son père en 1976, Denis de Kergorlay a hérité du château familial qui devint, dans les années 80, un des hauts lieux de la gauche caviar avec l'organisation de week-ends où Denis de Kergorlay recevait une cinquantaine d'hôtes payants de la « nomenklatura politico-journalistico-intellectuelle parisienne » (*Globe*, septembre 1988), via l'Association des amis de Canisy, créée en 1982 : « Jamais on n'avait vu au château autant de monde : écrivains, musiciens, énarques, avocats, financiers... venus avec leurs enfants. Des amis glanés à Janson-de-Sailly, à Sciences-Po, aux États-Unis, en Thaïlande. Les chroniques du château de Canisy retiendront fièrement les noms de Joan Baez (connue en Thaïlande par l'aide aux réfugiés cambodgiens), PPDA, BHL, Jean Bothorel, Alexandre Adler, Yann Queffélec... » indiquera *Point de vue* (22 août 1991). Joseph Macé-Scaron et François Bazin écrivent dans *Les Politocrates, Vie, mœurs et coutumes de la classe politique* (1993) : « Au coin du feu, une petite tribu très parisienne vient passer là de délicieuses soirées, dans une ambiance à prétention culturelle [...] C'est par son ami Jean de Kervasdoué, alors directeur des hôpitaux et intime du Premier Ministre, que Canisy va devenir un haut lieu du fabiusisme. Toute la bande de « Laurent » – Henri Weber, Gérard

Unger, Pierre Jouven, Charles-Henri Filippi, Maurice Benassayag, Serge Moati – est une habituée du château ». Le château de Canisy a également organisé, en toute discrétion, les séminaires internationaux mondialistes de haut niveau de l'Institut Aspen-France (créé en 1983, filiale française de l'Aspen Institute for humanistic studies de Washington, fondation mondialiste américaine créée en 1950), ou encore des colloques de l'Institut français des relations internationales, dirigé par Thierry de Montbrial. En février 2004, le château de Canisy accueillait un discret séminaire de trois jours consacré à *La Nouvelle question juive et le développement du judaïsme européen* réunissant la fine fleur du judaïsme européen. Depuis 2003, Denis de Kergorlay est membre du conseil d'administration d'Europa Nostra, dont il est devenu membre du comité de gestion l'année suivante, vice-président en 2005, puis président (depuis 2009). Il a présidé le Nouveau Cercle de l'Union (2006-2009) et a succédé, en 2009, à Pierre-Christian Taittinger comme président du très important Cercle de l'Union interalliée. Il a été à l'origine de l'accueil, controversé, du dîner du Siècle, dans les salons de l'Interallié depuis janvier 2014, ce qui explique très certainement sa cooptation. Depuis 2008, il préside également l'association franco-américaine French Heritage Society. Ce lecteur de *Charlie Hebdo* participe à toutes sortes de mondanités : membre du Jockey Club, il est un invité des dîners débats The Kitson organisés par Elisa Kitson.

KERVASDOUE Jean de (KERGUIZIAU de). Ingénieur, né le 28 décembre 1944 à Lannion (Côtes-du-Nord). Fils d'avocats, cet ingénieur en chef du génie rural, des eaux et forêts, ingénieur agronome et docteur en philosophie, a été notamment chargé de mission au cabinet de Pierre Mauroy (1981), directeur des Hôpitaux (1981-1986), PDG de Sanesco (depuis 1986), et a présidé l'Association amicale des anciens élèves de l'Institut national agronomique de Paris-Grignon jusqu'en 1994. Il est professeur titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au Conservatoire national des arts et métiers (depuis 1997). Il a participé au Salon des écrivains du B'naï B'rith en 2007.

KERVERN Georges-Yves. Ingénieur, né le 9 novembre 1935 à Nantes (Loire-Atlantique). Polytechnicien et ingénieur des Mines, il a été directeur à la direction de Puk (1971-1976), président de Tréfimétaux (1976-1980) puis président d'Aluminium Pechiney (1980-1987). Président du Conseil supérieur des installations classées (1988-1991), il a été président de l'Acadi (cadres dirigeants de l'industrie) puis directeur général adjoint de l'Union des assurances de Paris (depuis 1990). Il a été président de l'European Aluminium Association (1986-1987) et du Conseil supérieur des installations classées de 1988 à 1991. Il est membre du Comité national d'évaluation de la recherche (depuis 1997), du comité des programmes de l'Inet (depuis 2001), membre du directoire de Tele Region Network (TRN) à Bruxelles.

KESSLER David (Michel, David, dit). Membre du Conseil d'État, né le 24 février 1959 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Paul Kessler, directeur de recherches au CNRS (qui a longtemps milité dans les mouvements pour la défense des Juifs d'URSS et pour le dialogue judéo-arabe), et de Colette Oppenheim, enseignante (notamment dans les écoles talmudiques dépendant de la synagogue de la rue Copernic et du MJLF). « Il a été élevé (et élève ses trois enfants) dans l'amour de la tradition juive » (*Tribune juive*, 10 juillet 1997). Marié à l'universitaire Sophie Mesguich, cet ancien de l'École normale supérieure de Saint-Cloud est agrégé de philosophie (major). Professeur de philosophie, il a intégré l'Ena en 1989. Maître des requêtes au Conseil d'État depuis 1992, il a notamment été directeur à la direction des affaires administratives et financières du ministère des DOM-TOM, secrétaire général du conseil supérieur de l'Agence France Presse, conseiller technique au secrétaire général du gouvernement (1992-1994) Renaud Denoix de Saint-Marc, directeur de cabinet (1994-1995) puis directeur délégué auprès du directeur général de *France 2* (1995-1996), Raphaël Hadas-Lebel puis Michèle Pappalardo-Goulard. Directeur général du Conseil supérieur de l'audiovisuel (1996-1997) présidé par Hervé Bourges, il a été choisi par le Premier ministre socialiste Lionel Jospin comme conseiller pour la

culture et la communication. De 1990 à 1994, ce militant communautaire a été président du Mouvement juif libéral de France et appartient au Comité préparatoire des colloques des intellectuels juifs de langue française. Il enseigne également à l'Institut d'études politiques de Paris et est conseiller de la revue *Études*, animée par les Jésuites de France. De 1997 à 2001, il sera conseiller pour la culture et l'audiovisuel de Lionel Jospin à Matignon. En mars 2001, avec le soutien bienveillant de Catherine Tasca (*Actualité juive*, 18 janvier 2001), il devient directeur général du Centre national de la cinématographie, en remplacement de Jean-Pierre Hoss, après avoir failli être désigné à ce poste en 1999. Il le demeure jusqu'à l'automne 2004, date à laquelle il est remplacé par Catherine Colonna. Devenu conseiller du président de *France Télévisions*, chargé de la direction de la stratégie et des programmes, il a succédé à la tête de *France Culture*, en juin 2005, à Laure Adler. Fin août 2008, Jean-Paul Cluzel l'a nommé directeur général délégué, chargé de la stratégie et des contenus. Il aura pour mission de proposer des stratégies de développement pour Radio France. Conseiller à la culture de Bertrand Delanoë (2009-2011), il est directeur des *Inrockuptibles* depuis 2011.

KESSLER Denis. Universitaire, né le 25 mars 1952 à Mulhouse (Haut-Rhin). Il est le fils d'un agent commercial textile alsacien. Docteur en sciences économiques (deux agrégations en sciences économiques et sciences sociales) et titulaire d'un DEA de philosophie, cet ancien d'HEC (qui conduira une grève en 1976, militant alors à l'AGE-Unef) a été très vite remarqué par Dominique Strauss-Kahn (il écrira deux ouvrages économiques avec le futur ministre socialiste), dont il deviendra l'assistant à Nanterre en 1973. Il travaille au CNRS de 1985 à 1988 sur l'analyse des comportements face à l'épargne, et sera dans la décennie quatre-vingt, sous la gauche, un conseiller écouté à Matignon, ressenti comme proche de Pierre Bérégovoy, tout en étant apprécié, pour sa rigueur, par la presse économique (spécialiste de la retraite par capitalisation). Administrateur de l'UAP et de Paribas (depuis 1995), il professe les sciences économiques à Nancy II et depuis lors à l'École pratique des hautes études en sciences sociales, préside la Fondation pour la recherche économique et financière, et sera secrétaire général délégué de l'association de Genève (80 dirigeants d'assurance barristes de haut niveau) dès 1980. Jusqu'en février 1990, il préside le comité des usagers du Conseil national du crédit. La même année, il est appelé par Claude Bébéar et Jean Peyrelevade à la présidence de la Fédération française des sociétés d'assurances, le lobby des assurances (il engagera François Ewald, ancien secrétaire du philosophe Michel Foucault, comme directeur de la communication). Peu après, Jean Gandois le coopte également à son conseil au CNPF (commission économie générale et prospective), avant d'en faire un de ses vice-présidents. Il est aujourd'hui considéré comme son principal conseiller. « Il tutoie une bonne moitié de ce que Paris compte de PDG » (*Le Point*, 7 octobre 1995). Membre du Conseil économique et social, il appartient également à la Commission des comptes de la nation. Vice-président délégué du Medef de 1999 à 2002, il est, depuis 2002, PDG du groupe Scor spécialisé dans la réassurance.

KHAYAT David. Médecin, né le 27 août 1956 à Sfax (Tunisie). Passé notamment par le lycée de Tel Aviv, ce docteur d'État en médecine et en biologie humaine, est spécialiste en cancérologie. Il est chef du service de cancérologie à l'hôpital La Pitié-Salpêtrière depuis 1990, professeur à l'université de Houston (Texas) depuis 2001, conseiller de la Mission interministérielle de lutte contre le cancer depuis 2003, etc. Il appartient à de multiples sociétés internationales de cancérologie.

KIEJMAN Georges. Avocat, né le 12 août 1932 à Paris IVᵉ. Il est issu d'une famille modeste, dont le père, un modeste artisan arrivé de Pologne en 1931, fut arrêté à Lourdes en 1942 et mourut en déportation. Il se réfugia avec sa mère (qui ne savait pas lire) dans le Berry, la région d'origine de cette dernière, et fut élevé par les jésuites dans le culte catholique (il fut notamment enfant de chœur). Il ne réussira qu'à la force du poignet. Avocat au barreau de Paris depuis 1953, deuxième secrétaire de la conférence du stage en 1955-1956, il est un des meilleurs spécialistes de la propriété littéraire et artistique, ainsi que

des affaires de presse et d'éditions (avocat des éditions Gallimard depuis 1965). « Ceux pour lesquels il plaide sont rarement des obscurs » (*Le Monde*, 4 octobre 1990). Il s'est fait connaître du grand public comme avocat de Pierre Goldman (assassinat de deux pharmaciennes), de la famille de Malik Oussekine, de la FASP. Parmi ses clients célèbres, on trouve François Truffaut, Jean-Luc Godard, Eugène Ionesco, Simone Signoret, Gérard Lebovici, Coluche, Jean-Christophe Mitterrand, Roger Hanin, Danielle Mitterrand, Jacques Attali, Régis Debray, les États-Unis (procès Abdallah), la Licra, la Ligue des droits de l'homme, les éditions Hachette, la Sacem et *TF1*. « Je suis le miroir de la gloire des autres. » En 1979, il est président de la commission d'avances sur recettes de films. Ami et collaborateur de Pierre Mendès France durant vingt ans, il a milité au PSU en 1968-1969 avant de rejoindre le Parti socialiste mais sans faire la conquête de son premier secrétaire. « Ce fut sans nul doute la cause la plus difficile de son éblouissante carrière d'avocat. Et le tribunal le plus rétif qu'il eût jamais à affronter. Il plaida durant des années durant, avec obstination, acceptant camouflets et humiliations avant de repartir à l'assaut de ce juge hautain dont il espérait inlassablement un arrêt moins cruel. Georges Kiejman a conquis de haute lutte la faveur présidentielle. Avant de devenir l'un des tout premiers favoris de la cour, il en fut longtemps écarté avec dédain. Mitterrand ne l'aimait pas. Pis, le Président ne voulait pas entendre parler de ce supporter enflammé dont les échos énamourés lui parvenaient en échos assourdis » (*Les Dossiers du Canard*, novembre 1991). « Durant le premier septennat, le président biffe systématiquement le nom de Kiejman des listes d'invités » (*L'Événement du jeudi*, 23 mai 1991). Devenu un ami (tardif) de François Mitterrand, il sera administrateur de la fondation France-Libertés de Danielle Mitterrand à partir de 1985. Ce grand courtisan entre la même année au conseil de surveillance du *Monde* et a participé deux ans plus tôt à la création de la Fondation Saint Simon, dont il est administrateur. En 1989, quoique fortement soutenu par l'Élysée, il n'obtient pas du Conseil supérieur de l'audiovisuel la superprésidence d'*Antenne 2* et de *FR3*. Il commente alors : « Je représentais les valeurs de la République, les membres du CSA n'y ont pas suffisamment songé. » En 1990, il devient ministre délégué à la Justice (chapeauté par Henri Nallet), en 1991, ministre de la Communication et en avril 1992 ministre délégué aux Affaires étrangères (auprès de Roland Dumas). Administrateur de l'Institut Pierre Mendès France, il a été chargé en 1996 de créer un comité pour la protection des œuvres de François Mitterrand. Il a été parrainé au Siècle par Alain Minc (*Les Juifs dans la politique française*, 1991). Il est marié en troisièmes noces à la journaliste de télévision Laure Debreuil (de Broglie), nièce du ministre giscardien assassiné.

KLEIN Olivier. Directeur de banque, né le 15 juin 1957 à Paris XIVᵉ. Titulaire d'une licence d'économie, d'un Deug de russe et diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique, il débuta comme secrétaire général du groupe familial, l'établissement Klein et la Société parisienne de pré-emballage et de manutention. Responsable de la filiale banque d'affaire de la Banque française du commerce extérieur (1988-1993), il occupera diverses fonctions dans plusieurs établissements bancaires (Crédit national, Crédit industriel et commercial, Caisse d'épargne de Picardie, etc.), avant d'être président du directoire de la Caisse d'épargne de Rhône-Alpes (2007-2009), directeur général de Banques populaires Caisses d'épargne (2010-2011) et enfin directeur général de la Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED) malgré l'opposition du président du directoire du groupe bancaire, François Pérol. Jusqu'alors, il était également coresponsable de la majeure économie d'HEC et de son master en *Financial and Managerial Economics*.

KLINGER Thierry. Président de société, né le 5 décembre 1948 à Mulhouse (Haut-Rhin). Il aurait appartenu à Occident dans sa jeunesse. Sorti major de l'Ena en 1972, il opte pour la carrière préfectorale, contrairement à tous les usages, participant à la contestation ambiante qui fit préférer, un temps, à une partie de l'élite des promotions, des postes « moins nobles » que l'inspection des Finances ou le Conseil d'État. Il sera directeur du cabinet du préfet de Franche-Comté (1972, au moment du conflit Lip), secrétaire général du Doubs (1974) puis

de la Nièvre, sous-préfet de Guingamp (1978). Cette même année, en juin, il devient chef de cabinet de Jean-Pierre Soisson à la Jeunesse, aux Sports et aux Loisirs, puis est affecté en août à l'Éducation et aux Universités, après avoir proféré sur les cabinets ministériels un mépris pur et dur si l'on en croit *Le Quotidien de Paris* (11 juin 1980). En 1979, il sera chargé de mission auprès du directeur du tourisme, puis, en septembre 1981, secrétaire général adjoint du Centre national d'études spatiales, et enfin, en 1982, secrétaire général du Cnexo. De décembre 1982 à 1986, il est secrétaire général de l'Ifremer (et, à partir de 1983, président du GIE chargé de la gestion des navires océanographiques), puis en 1986, directeur général délégué de l'Ifremer. En 1989, il entre à la délégation générale à l'armement, d'abord comme chargé d'une mission d'évaluation du personnel, puis directeur des personnels et des affaires générales, poste qu'il occupe jusqu'en 1994. Il est également, de 1989 à 1993, administrateur de la Société nationale des poudres et explosifs, et du Giat industries de 1990 à 1993. Membre du Comité économique et social de Lorraine, il est, en 1993, président des Houillères du Bassin de Lorraine. Préfet de l'Eure (1998-2000), du Finistère (2000-2003), puis inspecteur général de l'administration à l'IGA à partir de 2003 et sera chef du service de l'IGA de 2006 à 2009.

KNOCK-MEO Isabelle (née MEO, épouse KNOCK). Haut fonctionnaire, née en avril 1956. Elle est la fille de Jean Méo, ingénieur général des mines honoraire, qui fut notamment conseiller RPR de Paris, président de l'Institut français du pétrole, PDG d'Havas, ancien secrétaire général adjoint du RPR, ancien collaborateur du général De Gaulle à l'Élysée. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, cette énarque (promotion Henri-François d'Aguesseau), a opté pour le ministère de l'Intérieur. Affectée à la division des hydrocarbures, puis en mobilité au trésor, elle devient chargée d'affaires pour les fusions acquisitions de la Compagnie financière de Suez (1990-1991), avant d'être directeur en charge de l'organisation d'*Antenne 2* (1991) puis secrétaire générale de la chaîne (1991-1993). Elle rejoint alors la Monnaie de Paris, comme directrice du développement. En 2001, elle prend en main la communication du ministère de l'Économie. Depuis 2006, elle est secrétaire générale du Conseil pour la diffusion de la culture économique. Elle a épousé Jerry Knock, d'origine américaine mais de culture française. Ancien de l'Essec, il a été consultant chez Price Waterhouse (1974-1977), PDG de Searle Expansion (laboratoire pharmaceutique) à partir de 1987, président pour l'Europe de Nutrasweet Consumer Products, etc.

KOCH Roland. Ingénieur, né le 4 novembre 1916 à Avignon (Vaucluse), décédé le 6 novembre 1991. Ce polytechnicien a été directeur général (1963) et PDG (1971-1983) de la Compagnie électromécanique, ainsi qu'administrateur de Marine-Wendel (1978-1985), de BP, de Brown-Beveri (Suisse), PDG de CIMT Lorraine (1973-1983), ainsi que président du Groupe des industries métallurgiques de la région parisienne (1979) puis de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux (1981-1987).

KOCHER Isabelle (née THABUT, épouse). Dirigeante de société, née le 9 décembre 1966 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fille d'un directeur financier, est ancienne élève de Normale Sup, ingénieur en chef des Mines, titulaire d'un DEA d'optique quantique, et agrégée de physique. Ayant débuté comme chargée de mission à la Société européenne de propulsion (1991-1992), avant de passer à Saint-Honoré Finances et Conseil (filiale fusions acquisitions de la Compagnie financière), elle fut également chef du bureau des entreprises du secteur de la Défense à la direction du Budget (1998-1999), puis conseiller du Premier ministre socialiste Lionel Jospin pour les industries de défense, l'industrie et les télécommunications (1999-2001), puis pour les affaires industrielles (2001-2002). Étant partie pantoufler comme directrice à la direction de la stratégie et du développement de Suez, elle prendra la direction centre « Performance et Organisation » de cette entreprise. Directrice générale déléguée de Lyonnaise des eaux (2007) puis directrice générale (2009), elle prend sa direction financière en 2011. Son nom a plusieurs fois été prononcé pour la direction d'Areva. Son mari, Laurent Kocher, né le 27 juillet 1965 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), est le fils de Bernard

Kocher et de Marianne Haymann. Ancien de Saint-Louis-de-Gonzague et de Janson-de-Sailly (où il a rencontré sa future épouse), ce polytechnicien a notamment été directeur des opérations à IBM Global Services France et Belgique-Luxembourg (2001-2005), directeur des systèmes d'information à France Télécom (2005-2010), directeur général entreprises à Orange France (2010-2011), directeur général d'Atos France (2011-2013).

KORN Henri. Universitaire, né le 15 février 1934 à Paris XIVe. Ce docteur ès sciences et docteur en médecine a été chargé de recherches à l'Inserm de 1968 à 1971, puis maître de recherches (1971-1979), directeur de recherches (1979-1988) et à partir de 1988, directeur de recherches classe exceptionnelle, présidant au CNRS la section de biologie des interactions cellulaires de 1987 à 1990. Conseiller scientifique au cabinet du ministre de la Défense Pierre Joxe de 1991 à 1993, il est professeur de recherches à l'Inserm, professeur à l'Institut Pasteur, directeur du laboratoire de neurobiologie cellulaire à l'Institut Pasteur, membre correspondant de l'Académie des sciences et *visiting professor* au State University de New York. Il est membre de l'Institut depuis 2001.

KOSCIUSKO-MORIZET Nathalie (épouse PHILIPPE, née). Ingénieur, née le 14 mai 1973 à Paris XVe. Son grand-père, Jacques Kosciusko-Morizet, homme d'affaires important, fut ambassadeur de France à Washington. Elle est la fille de l'actuel maire divers droite de Sèvres, François Kosciusko-Morizet (encore réélu en 2008), ingénieur en chef des ponts et chaussées qui fut notamment délégué interministériel lors de la Coupe du monde de football, vice-président de la société d'économie mixte du Grand Stade et membre de divers cabinets ministériels à l'Équipement (Albin Chalandon, Olivier Guichard, Robert Galley). Le frère de Nathalie, Pierre Kosciusko-Morizet, ancien de HEC, est le fondateur (en 2000) du site de vente Priceminister, l'une des plus grandes réussites de l'Internet français. Elle est passée par Louis-le-Grand et l'École polytechnique. À sa sortie, elle choisit le génie civil et les forêts avant d'entrer au ministère des Finances. Elle adhère très tardivement au RPR, mais se voit très vite confier des responsabilités, notamment, en septembre 2000, lors des Journées parlementaires de l'environnement. En fait, elle a été repérée via le Club Concorde, proche de l'UMP. Elle est à l'origine de la montée en puissance de l'écologie au sein de ce parti, mais aussi des discours de Jacques Chirac et de Nicolas Sarközy sur ce sujet. Elle fut parachutée en 2002 dans la 12e circonscription des Hauts-de-Seine, pour finir suppléante de Pierre-André Wiltzer dans la 4e circonscription de l'Essonne. Elle fit ainsi son entrée au Palais-Bourbon par ce subterfuge : ce dernier fit opportunément son entrée au gouvernement puis rapidement renvoyé. Elle refusa alors de lui rendre son fauteuil. En mars 2004, elle est devenue conseillère régionale d'Ile-de-France. Elle est mariée, depuis juillet 2003, avec Jean-Pierre Philippe, docteur en économie et énarque, secrétaire général international d'EADS après avoir été responsable de la branche stratégie et communication. Né en décembre 1955, ce militant socialiste fut un collaborateur de Jack Lang au ministère de la Culture au ministère de l'Éducation nationale, de Louis Mermaz au ministère de l'Agriculture et de la Forêt et à la présidence de l'Assemblée nationale, directeur de cabinet du mitterrandien Jacques Dondoux au secrétariat d'État au Commerce extérieur, etc. Il fut également maire socialiste de Villefontaine (Isère) de 1989 à 1995 et candidat aux élections législatives de 1993 dans la 7e circonscription de l'Isère. Membre d'Aspen France, Nathalie Kosciusko-Morizet a été élue, en juin 2007, député de la 5e circonscription de l'Essonne, mais abandonna son siège pour devenir secrétaire d'État à l'Écologie. Elle a réussi à s'emparer, très difficilement (47,27 %), de la mairie de Longjumeau, en mars 2008, en raison d'une triangulaire avec deux candidats de gauche (mais la gauche reste majoritaire). En 2009, elle devient secrétaire d'État à l'Économie numérique, puis est promue, en novembre 2010, ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

KOSCIUSKO-MORIZET Pierre. Président de société, né le 17 avril 1977 à Orléans (Loiret). Il est le fils de François Kosciusko-

Morizet, maire divers droite de Sèvres, membre de divers cabinets ministériels, et le petit-fils de Jacques Kosciusko-Morizet, ancien ambassadeur de France à Washington. Mais l'un de ses arrière-grands-pères fut l'un des fondateurs du Parti communiste français, un compagnon de Trotsky et le maire de Boulogne-Billancourt. Il est frère de Nathalie Kosciusko-Morizet. Cet ancien d'HEC a fait fortune dans les nouvelles technologies. Il a d'abord fondé Visualis (1998-1999), société de conseil en distribution, liquidée au bout d'un an. Il part alors pour les États-Unis travailler, durant un an, chez Capital One, l'une des premières banques en ligne. À son retour en France, avec Olivier Mathiot, il lance, en 2000, Babelstore SA, éditrice du site Priceminister, devenu un concurrent d'eBay. Il a revendu cette société en 2010 pour environ 200 millions d'euros.

KOUCHNER Bernard. Médecin, né le 1[er] novembre 1939 à Avignon (Vaucluse). Fils d'un médecin de gauche, il s'orienta très jeune vers le communisme, militant à l'Union de la jeunesse républicaine de France (1954), participa à des manifestations de dockers à Rouen contre la Guerre d'Indochine avant de soutenir le FLN algérien. Membre en 1964-1965 du bureau national de l'Union des étudiants communistes, ce rédacteur au mensuel *Clarté* sera exclu du PCF comme les autres « Italiens » (dont Serge July). En 1967, il lance avec Marek Halter le Comité international de la gauche pour la paix au Moyen-Orient, puis anime en 1968 le comité de grève de la faculté de médecine de Paris avant de figurer parmi les cofondateurs du magazine *Actuel*. Ce gastro-entérologue entre alors dans une petite organisation humanitaire active au Biafra, le Secours médical français, qui deviendra Médecins sans frontières. Il quitte cette association en 1979, en désaccord avec Claude Malhuret, ancien PSU qui ralliera le Parti républicain, et lance en 1981 une organisation concurrente, Médecins du Monde. Fortement inséré dans le réseau mondain de la « gauche-caviar », il sera l'un de ceux qui imposeront la dimension politique des « droits de l'homme » et de l' ingérence humanitaire ». Ayant appelé à voter pour François Mitterrand en 1988, il devient, comme représentant de la « société civile », secrétaire d'État à l'Insertion sociale, puis à l'Action humanitaire de Michel Rocard (bien qu'il ait été devancé dès le premier tour aux élections législatives dans le Nord en 1988). Promu ministre de la Santé dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy, il est devenu député européen en 1994 (sur la liste socialiste). Devenu président délégué du Parti radical-socialiste (ex-radicaux de gauche), il a été vainement candidat dans les Bouches du Rhône, en octobre 1996, afin de reprendre le siège de député de Bernard Tapie, étant dépassé dès le premier tour par les candidats PCF et FN. À partir de 1998, entre politique et missions humanitaires, Bernard Kouchner est nommé haut commissaire chargé de l'administration civile par l'ONU, et part au Kosovo de 1999 à 2001. À son retour, en tête des sondages d'opinion, il se relance en politique au sein du Parti socialiste. En décembre 2006, il fait partie de l'équipe socialiste de Ségolène Royal, candidate à l'élection présidentielle de 2007. Le 18 mai 2007, suite à l'investiture présidentielle de Nicolas Sarközy, Bernard Kouchner accède aux fonctions de ministre des Affaires étrangères au sein du gouvernement de François Fillon. Il est le ministre socialiste du nouveau président de la République UMP. Détesté par bon nombre de ses collègues et perpétuellement tiraillé entre ses ambitions et ses idées, il est remercié par Nicolas sarközy, qui ne lui parlait plus depuis plusieurs mois, en novembre 2010. Il a pour compagne la journaliste carnassière Christine Ockrent qui a pris, en 2008, la direction en qualité de n° 2 de *France Monde*, la nouvelle société de l'audiovisuel extérieur de la France (*France 24*, etc.) dépendant largement du ministère des Affaires étrangères.

KOUCHNER Julien. Dirigeant de société, né le 23 décembre 1970 à Paris XIII[e]. Il est le fils de Bernard Kouchner, médecin largement à l'origine de la vague humanitaro-progressiste reconverti, après une carrière étant allée du Parti communiste au Parti socialiste, dans le sillage sarközien comme ministre des Affaires étrangères et d'Évelyne Pisier, universitaire. Passé par Louis-le-Grand et Saint-Louis à Paris, il est ingénieur des travaux publics (ESTP) et détient un Master of engineering in civil engineering de la Texas

A&M University. Ayant débuté sa carrière au cabinet en ressources humaines BPI, comme responsable du développement international (1996-2000), il a alors rejoint le groupe Le Moniteur, spécialisé dans l'édition de journaux relatifs aux travaux publics et l'architecture. En 2005, il devient directeur adjoint du pôle construction du Moniteur, puis, en novembre 2006, rejoint le site achatpublic.com, en remplacement de Thierry Lajoie (ce site est contrôlé par le groupe Moniteur et la Caisse des dépôts et consignations, l'UGAP, France Télécom et Dexia-Crédit local). À partir de 2009, il prend la direction générale déléguée du groupe Capa (agence de presse), dirigée par Hervé Chabalier, un vieil ami de son père, jusqu'en 2010.

KOURILSKY François. Professeur de médecine, né le 28 décembre 1934 à Paris. Ce médecin, ancien chef de clinique à Paris, chef d'équipe dans les laboratoires du professeur Daussey, puis codirecteur du département d'immunologie des tumeurs à Paris VII, a travaillé ensuite sur les antigènes de transplantations et les cancers à l'Hôpital Saint-Louis, où il était directeur d'unité (Institut national de la santé et de la recherche scientifique). Spécialiste mondial en immunologie, il a dirigé de 1976 à 1985, après l'avoir fondé, l'Institut d'immunologie de Marseille, et fut à l'origine d'Immunotech, société dont il préside le conseil scientifique. Il a présidé le conseil de coordination de l'Institut Curie (1982-1985), et appartenu au collège de direction scientifique de l'Inserm (1982-1984). Il a également été vice-président du conseil supérieur de la recherche et de la technologie, et a présidé en 1985 la commission du plan recherche. De 1988 à 1994, il a été directeur général du Centre national de la recherche scientifique, et a pris en 1992 la présidence de France innovation scientifique transfert. Il est également administrateur de Rhône-Poulenc et prix Rosen de cancérologie. Directeur de la recherche honoraire (2001) à l'Institut Gustave Roussy, président de Méditerranée-Technologies (2000-2003).

KREIS Olivier. Ingénieur civil des Mines, né le 3 septembre 1942 au Chesnay (Yvelines). Cet ingénieur, également licencié en sciences économiques, a effectué la première partie de sa carrière chez Shell, puis à la Serète, avant de rejoindre Degrémont, comme directeur général en 1986, avant d'en devenir PDG en 1992.

KRIEGEL Blandine (épouse ADLER, née). Universitaire, née le 1[er] décembre 1943 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Elle est la fille du responsable communiste Maurice Kriegel, dit Kriegel-Valrimont, issu d'une lignée de Juifs de Galicie venus s'établir en Alsace comme brocanteurs au début du siècle. Marginalisé puis exclu du PCF, il rejoindra en 1988 Pierre Juquin et ne sera réhabilité, par Robert Hue, qu'en 1997. Elle est également la nièce de la soviétologue et spécialiste du communisme Annie Kriegel. Elle a été mariée en premières noces avec Philippe Barret, ancien maoïste (il fut trésorier de la Gauche prolétarienne) devenu un haut fonctionnaire chevènementiste (il se remariera avec la journaliste Michèle Cotta). Elle se remariera, en 1984, avec le journaliste prolixe et géopoliticien verbeux Alexandre Adler, aux analyses régulièrement démenties par les faits. Comme son ancien mari, Blandine Kriegel a milité au sein de l'Union des jeunesses marxistes-léninistes de France (maoïstes). Elle avait auparavant appartenu aux Jeunesses communistes et au Parti communiste, collaborant à la revue *Clarté*. Elle obtiendra l'agrégation de philosophie et un doctorat d'État en lettres. Devenue, en 1968, professeur de philosophie dans un lycée d'Amiens, elle entre au CNRS en 1978, comme attachée de recherches. Maître de conférences à Sciences Po Paris à partir de 1983 puis professeur des universités à partir de 1990, elle a signé ou collaboré à de multiples ouvrages de philosophie, s'employant à réhabiliter le rôle de l'État, longtemps honni par les gauchistes. Après avoir été une proche de François Mitterrand, elle se rapproche de Philippe Séguin (dont elle aurait été la « plume » comme Alexandre Adler) puis de Jacques Chirac, pour lequel elle appelle à voter en 1995. « J'ai décroché de la gauche parce que la gauche a décroché de la République. » En 2002, elle entre à l'Élysée comme chargée de mission pour les droits civiques et l'éthique. Elle remplace Roger Fauroux à la présidence du Haut Conseil de l'intégration, conservant ce poste jusqu'en 2008.

KRIVINE Emmanuel. Violoniste et chef d'orchestre, né le 7 mai 1947 à Grenoble (Isère). Ce fils de médecin est l'un des cousins d'Alain Krivine, fondateur et leader de la Ligue communiste révolutionnaire. Il est issu d'une famille juive, d'origine polonaise par son père, russe par sa mère » (*Le Monde*, 4 mars 1987). Cet immense musicien, honoré par de nombreux prix et élève des meilleurs maîtres (Menuhin, Szeryng, etc.), a conduit une carrière internationale, à la fois comme violoniste et comme chef d'orchestre. Ayant dirigé l'Orchestre national de Lyon (1987-2000), il est notamment directeur musical, depuis 2006, de l'Orchestre philharmonique du Luxembourg. Engagé à gauche, il a été l'un des fondateurs du Comité de vigilance anti-Front national en 1998.

KRON Patrick. Président de société, né le 20 septembre 1953 à Paris IXe. « Ses parents, Beno et Helena, originaire de Lodz, en Pologne, juifs rescapés des camps, arrivent en France après la guerre (*Le Point*, 1er avril 2004). » Son père, ancien comptable, a lancé une société de confection pour hommes. Ancien élève de Polytechnique (major de sa promotion), et ingénieur du corps des Mines a été directeur général d'Aluminium en Grèce (1983-1984), responsable du secteur activités industrielles de Pechiney (1993-1995), président de Carbone Lorraine (1993-1997), président du directoire d'Imetal (1998-2002). Administrateur d'Alstom depuis 2001 et PDG depuis 2003 (ayant succédé à Pierre Bilger), il a fait de ce groupe moribond, sauvé par l'État, une entreprise bénéficiaire, mais n'a pas réussi à le rapprocher d'Areva en raison de l'opposition d'Anne Lauvergeon. Sa réussite lui a permis de bénéficier de stock-options d'une valeur de 13,1 millions d'euros en 2006. Il est également administrateur de Bouygues depuis 2006. En 2002, il fut l'un des très rares industriels à prendre officiellement position contre Jean-Marie Le Pen lors du second tour de l'élection présidentielle, parlant "d'idées extrémistes et nauséabondes". Membre de la Fondation pour l'innovation politique, il était présent à la soirée du *Fouquet's* le soir de l'élection du président Nicolas Sarközy.

KUEHN Louis. Ecclésiastique, né le 23 mars 1922 à Saint-Dié (Vosges), décédé le 25 juin 2008. Ordonné prêtre en 1947, il fut professeur au grand séminaire de sa ville natale (1948-1960), aumônier fédéral d'action catholique, évêque de Meaux (1974-1986).

L

LABOULAYE Stanislas (LEFEBVRE de). Diplomate, né le 12 décembre 1946 à Beyrouth (Liban). Il est le fils d'un ambassadeur de France (notamment aux États-Unis de 1933 à 1937) issu d'une famille de noblesse inachevée (cf. *Le Simili-nobiliaire français*) et d'Antoinette Mathieu de Vienne (noblesse inachevée en 1797, mais anoblissement en 1815 avec l'autorisation d'ajouter "de Vienne", après alliance avec l'héritière de la terre du même nom). Il a épousé, le 12 octobre 1974, Pauline Machet de la Martinière, fille de Dominique Machet de Lamartinière (qui fut membre du Siècle). Agrégé de lettres modernes, cet énarque par la voie interne (promotion Voltaire, 1978-1980) fut notamment consul général à Jérusalem (1996-1999), où il sut faire preuve d'indépendance en dépit des pressions israéliennes, ambassadeur à Madagascar (1999-2002), en Russie (2006-2009), puis auprès du Saint-Siège (2009-2012). En 2013, ayant pris sa retraite de la diplomatie, il est devenu senior vice president de Sovereign Global Services, une société privée dans l'assistance à la souveraineté des États.

LABOURDETTE Marie-Christine (épouse SOULE, née). Haut fonctionnaire, née le 2 juillet 1961 à Orléans (Loiret). Fille d'une enseignante et d'un inspecteur régional des impôts, elle a épousé Jean-Luc Soulé, président du Festival du Périgord noir (depuis 1983), directeur artistique de la Villa Médicis (1999-2004), directeur du centre culturel français de Budapest (1994-1998), président fondateur de Walbot Wines et de Mécénat & Entreprise (ou Mec'ene), société conseil en stratégie culturelle pour les entreprises. Ancienne de Sciences-Po Paris, cette administratrice de la Ville de Paris (aux côtés de la promotion Michel de Montaigne de l'Ena) a été responsable des enseignements artistiques de la capitale (1988-1990), déléguée adjointe à la direction d'EDF en Hongrie (1998-1999), secrétaire générale de l'Académie de France à Rome, à la Villa Médicis (1999-2003). Directrice régionale des Affaires culturelles de Bourgogne (2003-2007), elle a été conseillère au patrimoine, à l'architecture et aux musées de la ministre UMP de la Culture Christine Albanel (2007-2008). Propulsée à la direction des Musées de France (2008-2010), elle est depuis lors directrice des musées à la nouvelle direction générale des patrimoines.

LABOURET Claude. Président de société, né le 20 juin 1924 à Senlis (Oise). Diplômé de l'IEP et de la Business School de Harvard, licencié en droit, il a réalisé l'essentiel de sa carrière chez Hachette, dont il devient le vice-président en 1969. Il rejoint Larousse en 1981 comme directeur général, puis sera, de 1984 à 1988, membre et président de son directoire.

LABOURET Vincent. Diplomate, né le 11 avril 1922 à Paris. Diplômé de Sciences-Po et licencié en droit, il débute en 1944 comme attaché au ministère des Affaires étrangères, avant d'appartenir en 1950 à la délégation française au Conseil permanent du pacte atlantique. Puis il est deuxième secrétaire d'ambassade à Londres, chef de cabinet du secrétaire d'État auprès du Premier ministre (1959) et du ministre de l'Éducation nationale (1960) et du ministre d'État chargé des affaires algériennes. En 1962, il est chargé de mission au cabinet de Louis Joxe. Conseiller des Affaires étrangères en 1963, il est détaché en 1964 à la Compagnie française des pétroles comme directeur des relations extérieures, puis en devient, en 1966, secrétaire général, et membre du comité exécutif du groupe Total. En 1969, il devient ministre plénipotentiaire, et est, à partir de 1973, en sus de son activité pétrolière conseiller du Centre d'analyse et de prévisions du Quai d'Orsay.

LABRO Philippe. Journaliste, né le 27 août 1936 à Montauban (Tarn-et-Garonne). Très tôt tenté par le journalisme (il avait gagné le concours du journal des jeunes du *Figaro*, à 14/15 ans) il devient en 1955, après des études

aux États-Unis, correspondant de l'agence *United Press* à Lexington, puis entre dans une agence de publicité en 1956. De retour en France, on le retrouve reporter à *Europe 1* (1957), grand reporter à *Marie-France* (1958-1959), puis à *France-Soir* (à partir de 1959) et collabore au *Journal du dimanche* à partir de 1965. Il collabore, de 1960 à 1964, à la grande émission de télévision *Cinq colonnes à la une*, et coproduit *Caméra 3* sur *Antenne 2* de 1964 à 1968. Figurant parmi les grévistes en mai 1968 il est prié de quitter la chaîne. De 1968 à 1976, il inaugure ses activités cinématographiques comme scénariste et réalisateur comme *L'Héritier* ou *L'Alpagueur*. En 1976, il entre à *RTL*, où il sera successivement chroniqueur, responsable des informations le week-end, rédacteur en chef et présentateur du journal de 13 h (1979-1981). Co animateur du journal de midi d'*Antenne 2* (1981-1982), il est promu, en 1985, directeur général, puis vice-président des programmes de *RTL*, qui demeure la première radio française. Administrateur de Chargeurs réunis, *Téléstar*, Ediradio, Robert Laffont, etc. De 1985 à 2000, il dirige les programmes de *RTL* et devient le vice-président de la station (1992). Le 31 mars 2005, il lance avec Vincent Bolloré, *Direct 8*, une nouvelle chaîne de télévision diffusée sur la TNT. Sa seconde épouse, Françoise Coulon, a collaboré à de nombreux titres de la presse féminine et fut rédactrice en chef de *Vogue*. Il a signé depuis 1967 de nombreux romans, pour la plupart des best-sellers (*Des feux mal éteints*, *L'Étudiant étranger*, *Le Petit garçon*, etc.) mais n'a jamais réussi à obtenir le Prix Goncourt.

LABRUSSE Bertrand. Président de la Cour des comptes, né le 7 juin 1931 à Viroflay (Yvelines). Ancien de l'IEP et de l'Ena (promotion Vauban comme Jacques Chirac), il entre en 1959 à la Cour des comptes. Chargé de mission au Quai d'Orsay de 1963 à 1965, il sera conseiller technique de Maurice Couve de Murville (Affaires étrangères), puis aux Finances et enfin à Matignon, de 1966 à 1969. Rapporteur adjoint près le Conseil constitutionnel (1971-1975) puis « M. Vacances » de Jacques Chirac, il remplace Jean-Charles Edeline en 1978 à la tête de la Société française de production, et battra des records de longévité, ayant été renouvelé en 1981 et demeurant en poste jusqu'en 1986, avant d'être nommé par François Mitterrand à la CNCL en même temps que Catherine Tasca, « jouant alors le fer de lance de la contestation chaque fois que l'instance présidée par Gabriel de Broglie s'engage dans des choix qui ne lui paraissent pas pluralistes » (*Le Monde*, 26 janvier 1989). En janvier 1989, il est nommé par Laurent Fabius membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (qui succède à la CNCL), chargé du dossier câble, puis, en 1991, président de chambre à la Cour des comptes. Il a également été administrateur du festival de Cannes et président de la commission des cinémas d'art et d'essai. Il a été membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de 1989 à 1991. Il est président de chambre honoraire à la Cour des comptes depuis 2001.

LACAN Bernard. Président de société, né le 22 octobre 1937 à Lyon (Rhône). Ancien de HEC et titulaire d'un MBA de Columbia, il a effectué toute sa carrière dans la filiale française de Nestlé, de 1958 à 1989. Il a notamment été chef du département exportations en 1965, puis directeur de la Sopad en 1972, avant de prendre la direction de France Glace Findus en 1977. Il est directeur général de Sopad-Nestlé de 1985 à 1989, puis directeur du développement et président du directoire de Picard surgelés. En 1991, il préside Alma Gestion et, en 1993, il est gérant, puis président, de Bernard Lacan conseil. Il est vice-président de l'Académie des sciences commerciales.

LACARRIERE Philippe. Inspecteur des Finances, né le 5 août 1925 à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Interné pour faits de résistance, ayant participé aux combats de la Libération dans la 1re armée française en 1944, il entre à l'Ena en 1948. À sa sortie, il devient inspecteur des Finances. En 1958, il est conseiller technique au cabinet d'Antoine Pinay (Économies et Finances), puis directeur de cabinet du secrétaire d'État aux Affaires économiques Max Flechet (1959-1960). L'année suivante, il devient chef du service des affaires économiques et internationales, puis en 1964, directeur des transports terrestres. Il sera, de 1973 à 1985, secrétaire général pour l'administration du ministère des Armées, ainsi qu'administrateur de l'Ena de 1976 à 1982. En 1985, il est chargé d'un rapport préliminaire de l'ouvrage Trans-Manche, puis nommé directeur général de l'Office national des forêts (qui gère de nombreuses chasses), où il demeure jusqu'en 1987. En 1988, il est chargé d'une mission d'enquête sur le foncier calédonien, puis d'une mission d'expertise et de conseil sur l'ANPE en juin 1989, et d'une mission d'audit sur les programmes d'équipements militaires en octobre 1989. Admis à la retraite en août 1991, il est maintenu en activité et chargé d'une mission sur les transitaires en février 1992.

LACHENAUD Jean-Philippe. Conseiller maître référendaire à la Cour des comptes, né le 22 novembre 1939 à Civray (Vienne). Issu d'une famille royaliste, cet énarque est venu à la politique par l'aménagement du territoire, son secteur d'activité de 1966 à 1981. En 1969, il est nommé secrétaire général de la première ville nouvelle française, Cergy Pontoise, travaillant en liaison avec la Datar, alors dirigée par Jérôme Monod. Il est chargé jusqu'en 1975 de son montage financier, technique et administratif. S'étant lié d'amitié avec le maire de Pontoise, Adolphe Chauvin, il accepte de figurer sur sa liste en 1977, et se retrouve maire de la ville (jusqu'en 1989), le maire sortant ayant été le seul battu de sa liste. Il est appelé en 1979 par Valéry Giscard d'Estaing à la Direction de l'environnement rural et urbain (future Délégation à la qualité de la vie) et travaillera à l'élaboration des premières lois de protection de la nature. Conseiller général depuis 1982 et député en 1986 (jusqu'en 1992), il deviendra délégué général (n° 2) de l'UDF en octobre 1983, et présidera le conseil général du Val-d'Oise de 1989 à 1997. Il a également été directeur de l'architecture en 1976, puis président de l'établissement public du musée de XIXe siècle (musée d'Orsay) en 1978 (démissionné en 1981 à l'arrivée de François Mitterrand). Il a été sénateur du Val-d'Oise de 1995 à 2004.

LACHMANN Henri. Président de société, né le 13 septembre 1938 à Colmar (Haut-Rhin). Il a été en grande partie élevé en Allemagne, son père étant haut fonctionnaire dans la Sarre. Ancien de HEC, expert-comptable, il a d'abord travaillé chez Arthur Andersen comme directeur du département révision comptable. En 1970, il fait ses premières armes aux Forges de Strasbourg (filiale de Pompey, futur Strafor). Il y gravit les échelons, d'abord comme directeur du plan, puis comme président en 1981. En 1990, Strafor devient Strafor-Facom, première entreprise d'Alsace avec 14 millions d'euros de chiffre d'affaires, un ensemble assez hétéroclite de diverses sociétés, notamment dans le mobilier de bureau et l'outillage à main. En 1999, il devient président du groupe Schneider Electric. Ce patron non conformiste a appartenu au cercle des industriels proches de Jacques Chirac, ayant fait partie des fidèles « aux mauvaises heures » de 1994. Membre de la commission sociale du CNPF, partisan de la formation en alternance et de la baisse du temps de travail, il est l'un des financiers de la Fondation Agir de Martine Aubry et appartient à l'influent cercle Entreprise et Cité de Claude Bébéar. Il est, depuis 2001, membre du conseil d'administration de nombreuses sociétés et président du Conseil de surveillance de Schneider Electric.

LACLOTTE Michel. Conservateur général du patrimoine, né le 27 octobre 1929 à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Inspecteur à l'Inspection générale des musées de province de 1955 à 1966, conservateur en chef du département des peintures au Louvre de 1966 à 1987, il a mis en place la collection Campana au Petit Palais d'Avignon, puis a assuré l'installation du musée d'Orsay, dont il a été conservateur des collections à partir de 1978. De 1987 à 1992, il a dirigé le Louvre, puis a été nommé président directeur de l'Établissement public du Grand Louvre (1990-1994). De 1994 à 2000 il sera président du comité d'orientation scientifique puis de la mission de préfiguration de l'Institut national d'histoire de l'art.

LACOSTE-LAREYMONDIE Alain de. Conseiller d'État, né le 7 janvier 1921 à Niort (Deux-Sèvres), décédé le 15 mai 2007. Diplômé d'études supérieures de droit privé, de droit public et d'économie politique, il débuta en 1946 comme auditeur au Conseil d'État. Chef du cabinet civil du général de Lattre de Tassigny (1951), il fut ensuite conseiller technique de Pierre Garet (Travail et sécurité sociale, 1952), de Pierre Courant (Reconstruction

LE SIÈCLE

et Urbanisme, 1953), de Maurice Lemaire (Reconstruction et Logement, 1953-1954). Nommé maître des requêtes en 1954, il sera en 1955-1956 conseiller technique de Roger Duchet (Reconstruction et Logement), à nouveau conseiller technique de Pierre Garet (1957-1958), puis en 1958 du général Salan. Opposant à l'abandon de l'Algérie française, il devient député de Charente maritime en 1958. Invalidé, il sera réélu en 1959 (jusqu'en 1962). Conseiller d'État en 1972, il est de 1973 à 1976 conseiller général de La Rochelle. Président du collège représentant les actionnaires de la BNP (1977-1983), il a occupé des fonctions de direction au groupe Mutuelle générale française de 1983 à 1986.

LACOUR Étienne. Journaliste, né le 7 avril 1947 à la Roque-Gageac (Dordogne). Licencié ès sciences économiques et diplômé de l'IEP, ce fils d'agriculteurs entre en 1968 comme journaliste à la *Société générale de presse*. De 1969 à 1973, il est rédacteur au service économique, puis au service politique (1973-1978). Secrétaire général de la rédaction politique jusqu'en 1982, il devient alors rédacteur en chef du *Bulletin Quotidien* et de *Documents et informations parlementaires*. Depuis 1982, il est également directeur de la rédaction, et depuis 1984, rédacteur en chef de la Société générale de presse, ainsi qu'administrateur directeur général adjoint de la SGP. Secrétaire général du Siècle depuis la mort de Georges Bérard-Quélin, il en était un neveu par alliance. Par sa femme, il est apparenté à Maurice Coutot, célèbre et richissime généalogiste. Le Premier ministre Alain Juppé l'a promu chevalier de la Légion d'honneur le 14 juillet 2010.

LACROIX Édouard. Préfet, né le 2 juin 1936 à Perrignier (Haute-Savoie). Diplômé de l'IEP de Lyon, d'études supérieures de droit public, d'économie politique et de Sciences-Po, il entre dans la préfectorale en 1959. Successivement chef de cabinet des préfets des Hautes-Alpes et du Var, sous-préfet de Gex (1965-1968), secrétaire général du Lot-et-Garonne (1968), sous-préfet de Pontivy (1971), chef de la mission régionale Midi-Pyrénées (1974-1977), il est chargé en 1977 d'animer l'action gouvernementale en faveur des départements sinistrés du sud-ouest, puis devient, jusqu'en 1980, secrétaire général des Alpes-Maritimes. De 1981 à 1983, il est directeur du tourisme au ministère du Temps libre, puis préfet de l'Aveyron (1983-1985), de la Martinique (1985-1987), de Bourgogne (1987-1990), et de Bretagne (1990-1993). Il est ensuite, d'avril 1993 à septembre 1994, directeur général de la police nationale (poste très politique), et de septembre 1994 à mai 1995 directeur du cabinet de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur. Il a dirigé le cabinet de ce dernier à la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine (1995-2001). Avocat à la cour d'appel de Paris depuis 2001.

LADREIT de LACHARRIERE Marc. Président de société, né le 6 novembre 1940 à Nice (Alpes-Maritimes). Cet énarque est entré en 1970 comme attaché de direction à la Banque de Suez. Fondé de pouvoir l'année suivante puis sous-directeur en 1973, il devient directeur adjoint de la Banque d'Indochine et de Suez en 1975 et directeur de la division affaires en 1976. Il entre cette année-là chez L'Oréal, s'imposant rapidement comme le dauphin potentiel de François Dalle. Il y sera directeur financier, directeur général de l'administration et des finances en 1977, vice-président du comité de direction en 1978, administrateur et membre du comité stratégique en 1984, puis, de 1984 à 1991, vice PDG adjoint. Riche héritier, cet homme secret a été, de 1974 à 1995, vice-président du groupe Masson Belfond Armand Colin. À la suite de l'ascension de Lindsay Owen-Jones, il quitte L'Oréal et lance la Financière Marc de Lacharrière en 1991, dont il est le président. Comptant parmi les plus grosses fortunes privées de France, cet homme d'une influence aussi importante que souterraine est, depuis 1995, président du Comptoir Lyon Allemand Louyot, vice-président de la Sofrès, et président de la Financière Sofrès (depuis 1992) et a pris le contrôle du groupe Valmonde (*Valeurs actuelles*, *Le Spectacle du monde*) avant de le revendre à Serge Dassault. Président du conseil de surveillance de la banque de la Mutuelle industrielle, il préside le conseil d'administration de *La Revue des deux mondes* (qu'il a rachetée et dont les célèbres dîners entretiennent son riche carnet d'adresses) et préside le conseil d'administration de

Synthélabo. Administrateur du Crédit lyonnais (1988-1994) et de Thomson (1992-1994), il est également vice-président du conseil de surveillance du groupe d'éditions *L'Expansion*, de Casino et d'Air France. Il est représentant de la Fimalac aux conseils d'administration de *Canal+*, de la Financière Saint-Dominique, d'Euris, d'Euro-clinvest, du Crédit foncier de Monaco, de l'Omnium de communication, du Groupe André, etc. Il est devenu, en 1994, président de Sefimeg, et a été vice-président, puis président, en 1991, du comité national des conseillers du Commerce extérieur de la France. En 1996, il est devenu le premier propriétaire d'immeubles locatifs en Europe, ayant racheté l'ensemble du patrimoine des AGF pour 3,7 milliards de F. Il est également propriétaire de Fitch, troisième agence de notation mondiale. Figurant parmi les financiers de SOS Racisme, il est également vice-président de la fondation Agir contre l'exclusion de l'ancien ministre socialiste Martine Aubry. Membre du groupe de Bilderberg, il a présidé la section française des Amis du Bilderberg. Comble de la sophistication chez ce milliardaire, en 2007, il devient président du conseil d'administration de l'Agence internationale des musées de France (France Muséums), organisme chargé notamment de réaliser une antenne du musée du Louvre à Abou Dabi.

LAFFITTE Pierre. Né le 1er janvier 1925 à Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes). Fils d'ingénieur, ce beau-fils de l'ancien ministre Émile Hugues, également X-Mines, a été, de 1959 à 1962, directeur du Bureau de recherches géologiques et minières, puis président de la Carte métallographique d'Europe (1960), sous-directeur puis directeur de l'École nationale supérieure des mines (1973-1984). Président de la Conférence nationale des grandes écoles françaises, auteur de nombreux ouvrages scientifiques, il lance, en 1969, l'idée de la technopole de Sophia-Antipolis qui verra le jour les années suivantes. Conseiller municipal sans étiquette de Saint-Paul-de-Vence depuis 1971, il a été sénateur UDF puis RDSE des Alpes-Maritimes, successeur du centriste Francis Palmero, de 1985 à 2008.

LAFONT Bruno. Directeur de société, né le 8 juin 1956 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils d'un médecin, il a épousé une violoniste. Ancien de HEC et de l'Ena (promotion *Henri-François d'Aguesseau*). Il a débuté comme administrateur civil au ministère des Finances, avant de passer rapidement au groupe Lafarge. Auditeur à la direction financière (1983), il en a été directeur financier de 1984 à 1986. Admis au directoire en 1989, il est devenu directeur général délégué en 2003, directeur général en 2006 et PDG en 2007, succédant à Bertrand Collomb.

LAFONTA Jean-Bernard. Ingénieur, né le 30 décembre 1961 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fils d'un directeur de société et d'une mère ingénieur, cet X-Mines a débuté sa carrière comme ingénieur de production chez Paly, avant d'être responsable des exportations en Argentine de Jeumont-Schneider. Devenu directeur du service des énergies renouvelables au ministère de l'Industrie en 1990, il entre au cabinet du ministre socialiste de la Ville et de l'Aménagement du territoire comme conseiller technique, avant d'intégrer le cabinet de Ségolène Royal au ministère de l'Environnement (1992). Il entre alors à la Banque Lazard (1993-1996), sur recommandation de Bruno Roger, comme directeur adjoint du service des fusions et acquisitions. On le retrouve à la BNP en 1997 comme directeur de la stratégie et du développement. Il deviendra directeur général (2000) puis président du directoire (2001) de Banque directe, filiale de BNP-Paribas. Directeur de la CGIP à partir de 2001, il est directeur général de Wendel Investissement, issu de la fusion de la CGIP avec Marine-Wendel en 2002, dont il redorera le blason en restructurant ses participations Le successeur d'Ernest-Antoine Seillière de Laborde est également président du conseil de surveillance d'Editis, sa filiale médias, depuis 2004 et président, depuis 2006, de Bureau Veritas. Ce joueur d'échecs est également administrateur de Valeo, Deutsch, Materis, Legrand, Veritas, etc.

LA FOURNIERE Xavier de. Agent de change, né le 8 janvier 1927 à Paris, décédé le 3 janvier 1993. Issu d'une grande famille, cet homme d'une rare influence fut le « trésorier de Giscard », quand ce dernier n'était pas encore président de la République. À la tête d'une des plus grosses charges d'agent de

change de Paris à partir de 1962, il deviendra, en 1965, trésorier de la naissante Fédération des Républicains Indépendants. En 1969, « ce financier à l'entregent reconnu et aux relations nombreuses » (*L'Express*, 9 janvier 1993), entre au Conseil économique et social, dont il deviendra vice-président en 1974. Il sera également conseiller de Paris dès 1971, et adjoint UDF du maire de Paris Jacques Chirac en 1983. En 1976, il signera le livre *Giscard et nous*. Il n'obtiendra toutefois jamais un poste de ministre ou de secrétaire d'État dont il avait toujours rêvé. En 1991, alors qu'il est vice-président de l'UDF à la mairie de Paris et trésorier de la fédération parisienne du PR (depuis 1978), sa société de bourse (Meunier de la Fournière) fait faillite et reprise par Altus, une filiale du Crédit lyonnais. À la suite de la découverte d'un trou financier inexpliqué de plus de 100 millions de F, il doit démissionner de son poste d'adjoint au maire en février 1992, et sera écroué à Bois-d'Arcy en décembre 1992, accusé d'avoir détourné 50 millions de F. Il est retrouvé mort le 3 janvier 1993, officiellement d'une embolie pulmonaire ayant entraîné un arrêt cardiaque. Il avait prétendu avoir contribué à chaque fois pour 5 millions de F aux deux campagnes électorales de son ami Valéry Giscard d'Estaing et avait attribué l'origine de ses difficultés au non-remboursement de sa seconde contribution. « Il est mort seul, ruiné, abandonné par ses amis » (*Valeurs actuelles*, 11 janvier 1993).

LAGARDE Christine (née LALOUETTE, divorcée). Avocate, née le 1er janvier 1956 à Paris IXe. Elle est la fille d'un universitaire, Robert Lalouette, et d'une enseignante de latin et de grec, Nicole Carré, tous deux engagés dans le catholicisme progressiste, via *Vie nouvelle*. Son père, décédé en 1972, fut professeur de littérature anglaise à l'université de Rouen. Titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en droit social et d'une maîtrise d'anglais (1980) et de la Holton-Arms School de Bethesda (États-Unis), où son père avait enseigné, elle a toutefois échoué à deux reprises au concours de l'Ena. qu'elle avait présenté sur les conseils de la socialiste Catherine Tasca, amie de ses parents. Dans la plupart de ses biographies, il est indiqué qu'elle est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris (section économie en 1977 selon sa biographie officielle chez Baker & MacKenzie), mais son nom ne figure pas dans l'annuaire des anciens élèves diplômés. Elle a également étudié l'économie et les affaires américaines à l'université d'Aix-en-Provence, obtenant un diplôme de sciences politiques. Sportive accomplie, elle a appartenu à l'équipe de France de natation synchronisée (elle a été vice-championne de France en ballet aquatique et en individuel en 1971). Elle est ou a été également secrétaire de l'Executive's Club of Chicago, membre de l'International Business Advisory Board to the Mayor of Beijing (Chine populaire), de l'Advisory Board and VIP Club de l'European Professionnel Women's Network, de la Society for French American Cultural Services and Educational Aid, de multiples cercles d'affaires féminin, etc. Avocate à la Cour d'appel de Paris, elle se spécialise dans la législation du travail et du droit de la concurrence. Avocate collaboratrice (le plus bas niveau) du bureau parisien de Baker & Mac Kenzie (1981), elle à l'idée d'y lancer un département de droit social à la suite des ordonnances Auroux, le droit social constituant un élément essentiel dans la prise de décision des investisseurs étrangers souhaitant s'implanter en France. Promue avocate associée (1987) puis avocate associée gérante (1991) toujours chez Baker & Mac Kenzie (Chicago), premier cabinet américain de lawyers et deuxième cabinet mondial, elle quitte la France pour les États-Unis. Cette trilingue (français, anglais, espagnol) entre à son comité exécutif en 1995 comme représentante de la zone Europe de l'Ouest (tout en présidant aussi le comité exécutif européen), puis en prend la présidence en 1999. Selon le Wall Street Journal, elle est l'une des cinq femmes ayant le plus d'influence dans le monde des affaires en Europe, et le mensuel *Forbes* l'avait classée 76e parmi les cent femmes les plus puissantes du monde en 2002. En 2005, elle entre au conseil de surveillance du géant financier mondial ING Group. Partie pour les États-Unis avec une bourse de l'American Field Service, elle débute en fait comme assistante parlementaire du député républicain du Maine extrêmement influent William Cohen, très en pointe dans l'affaire du Watergate, qui sera choisi, malgré son étiquette, comme secrétaire d'État à la

Défense par Bill Clinton. Elle a continué de le fréquenter au sein d'une fondation « néocon » très influente, le Center for Strategic and International Studies. Après le 11 septembre 2001, il a publié un manifeste, Pour le renouveau du partenariat transatlantique. Et le 7 avril 2005, devant le CSIS, elle prononcera une conférence intitulée La France, un paradis pour les investisseurs étrangers. Au sein du CSIS, elle a coprésidé, avec le mentor de la Commission trilatérale Zbigniew Brzezinski, homme d'influence s'il en est, la commission Action USA/UE/Pologne et a suivi plus particulièrement le groupe de travail Industries de défense USA Pologne (1995-2002) et les questions liées à la libéralisation des échanges polonais. En 2003, elle est entrée, toujours au sein du CSIS, à la Commission pour l'élargissement de la communauté euroatlantique aux côtés de Zbigniew Brzezinski et de diverses personnalités comme l'ancien directeur de l'OMC Renato Ruggiero et l'ancien ambassadeur spécial pour la restitution des biens religieux en Europe centrale, Stuart Eizenstat. Elle est également membre du conseil international consultatif pour les affaires du maire de Pékin et membre de l'association pour l'aide française en matière de services culturels et d'éducation. Elle a participé, depuis 2004, au Forum économique mondial, dit Forum de Davos, rendez-vous de l'élite économique et financière. Elle rejoignit, en 2002, le Conseil stratégique de l'attractivité de la France lancé par Jean-Pierre Raffarin. Début juin 2005 (après le « non » à la Constitution européenne), elle devient ministre du Commerce extérieur. C'est à Thierry Breton, qu'elle a rencontré dans de nombreux colloques ainsi qu'à Davos, qu'elle doit ce poste (ainsi qu'à l'influence de Jean-Pierre Raffarin). Le ministère des Finances, lieu stratégique de la pénétration US, devient un bastion atlantiste. En mai 2007, celle qui a été surnommée « la Dame de fer » devient brièvement ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en vue des nouvelles négociations sur la PAC (qui devait être liquidée). Dès juin 2007, elle devient ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi (encore reconduite en novembre 2010). Bien que son nom ait été souvent cité pour succéder à Antoine Rufenacht (qu'elle connaît depuis longtemps) à la mairie du Havre en 2008, elle a finalement été parachutée aux élections municipales dans le XIIe arrondissement de Paris (où sa liste a été battue).

LAGARDERE Jean-Luc (né Jean-Lucien, dit). Président de société, né le 10 février 1928 à Aubiet (Gers), décédé le 14 mars 2003. Fils de l'ancien directeur des services financiers de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales, cet ancien élève de l'École supérieure d'électricité fut, de 1951 à 1962, ingénieur puis chef de département à la Générale aéronautique Marcel Dassault. Il rejoint ensuite Matra, où il sera, de 1963 à 1976, administrateur directeur général, puis PDG de 1977 à 1992. Membre du comité international de la Chase Manhattan Bank depuis 1990, il est ou a été également administrateur de diverses filiales du groupe, du Crédit lyonnais (soutenant Jean-Yves Haberer, qui l'avait largement aidé en 1992 en rachetant au prix fort l'immeuble du boulevard St Germain pour 515 millions de F), de Renault, d'*Europe 1* Images (et son vice-président délégué 1973, directeur délégué 1979-1981). PDG d'Hachette de 1981 à 1992 (il racheta *Le Provençal* au socialiste Gaston Defferre avec l'aval de sa famille), il est devenu, en 1992, président du conglomérat Matra Hachette et gérant commandité de Lagardère Group. Quand *TF1* fut privatisé, il se mit sur les rangs mais il fut évincé au profit de Bouygues, car le pouvoir craignait notamment que *TF1* ne devienne un débouché pour les produits Hachette (*Télé Sept Jours*, *Elle*, *Le Journal du dimanche*, *France Dimanche*, *Le Méridional*, *Var Matin*, *Ici Paris*, *Woman'Day*, 49 % des NMPP, l'éditeur américain Grolier, l'éditeur espagnol Salvat, Grasset, Fayard, Stock, Le Livre de Poche, Lattès, etc.). Il reprit *La Cinq*, en déconfiture, de Robert Hersant, ce qui lui coûta environ 3,5 milliards de F. Afin de faciliter la succession de son fils, Arnaud Lagardère, il a regroupé l'ensemble de ses activités dans Lagardère group (630 millions de F de bénéfice net en 1995), l'ensemble des rémunérations du comité exécutif étant dévolu à Lagardère Capital & Management (contrôlé et présidé par Jean-Luc Lagardère lui-même depuis 1988), ce qui assure une opacité totale sur les rémunérations (on sait seulement qu'en 1995, les 17 membres du conseil d'adminis-

tration recevaient 400 000 F de jetons de présence, plus 3,6 millions de F au titre des fonctions exercées dans le groupe, plus 1 % du bénéfice distribuable versé aux commanditaires. LC&M. reçoit de son côté 0,2 % du chiffre d'affaires de Matra Hachette et 4 % du résultat brut d'exploitation de la Banque Arjil, soit 94 millions de F en 1995). À titre personnel, il aurait touché, en 1994, 27,9 millions de F (*Le Nouvel économiste*, 27 septembre 1995). Après un rapide redressement (en 1993-1994, le groupe – qui passait pour moribond – a liquidé ses dettes de 1992 avec 615 millions de bénéfices et 2,6 milliards de F d'excédents), le groupe (51 milliards de F de chiffre d'affaires en 1994 dont 30 dans les médias, 9 dans la défense et 6 dans les télécommunications, 42 000 salariés) est actuellement présent dans plus d'une dizaine de secteurs dont la communication, la presse, l'édition, l'automobile, l'armement, l'affichage (Giraudy), les satellites, etc. En 1996, il fusionne ses activités avec celles de British Aerospace, au sein d'une nouvelle entité détenue paritairement, mais dirigée par les Français. En octobre 1996, il a obtenu de Jacques Chirac que la préférence lui soit donnée, plutôt qu'à Serge Tchuruk, pour la reprise de la branche armements de Thomson. Cet homme qui adorait les chevaux était président de France-Galop, l'une des trois sociétés de courses organisatrices du Pari mutuel urbain (tiercé). Sa mort brutale, à la suite d'une assez banale opération chirurgicale, a fait l'objet de nombreuses spéculations.

LAGAYETTE Philippe. Inspecteur des Finances, né le 16 juin 1943 à Tulle (Corrèze). Ce fils d'officier, lui-même ancien scout, a toujours milité à gauche, bien que n'ayant jamais adhéré au PS. Polytechnicien, ingénieur du génie maritime en 1965, il est sorti major de l'Ena (promotion *Robespierre*, la plus à gauche de l'Ena, où il milite à la CFDT). Depuis 1975, il est l'un des piliers d'Échanges et Projets, le club de Jacques Delors. Chargé de mission à l'inspection générale des Finances (1973) puis à la direction du Trésor (1975), il sera ensuite chargé du bureau des prêts et de l'assurance crédit au service des affaires internationales (1978) puis sous-directeur des affaires bilatérales. À partir de 1979, il représente l'État au conseil d'administration de la Société française d'exportation des systèmes d'armement, puis devient ,en 1980, sous-directeur au ministère de l'Économie. À l'arrivée de la gauche, début de son irrésistible ascension, il devient directeur du cabinet de Jacques Delors. Ce défenseur du franc fort (puis de la monnaie unique et de Maastricht) sera l'un des principaux auteurs du plan de rigueur financière et de désinflation décidé en mars 1983. En 1984, il est propulsé, aux côtés de Jacques de Larosière, second sous-gouverneur de la Banque de France, chargé des affaires internationales, et en 1990, premier sous-gouverneur. En décembre 1992, il est nommé par François Mitterrand directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, succédant à Robert Lion (bien qu'intimement socialiste, il conserve son poste avec la droite). Une véritable consécration pour ce qui demeure « un des plus beaux cursus de l'establishment français » (*Le Nouvel économiste*, 10 décembre 1992). Il siège dans pas moins de neuf conseils d'administration : Caisse des dépôts et consignations, Air France, Club Méditerranée, CNP, Crédit Foncier de France, Crédit Local de France, Crédit National, Eurotunnel, Havas. Membre du club Vauban (Simone Veil) depuis 1995. Il est président de la banque JP Morgan France depuis 1998 et sera remplacé en 2008 en raison de sa nomination, au sein du même groupe bancaire, comme vice-président de la zone Europe, Moyen-Orient, Afrique et président de la division dédiée aux fonds souverains en Europe. Membre de l'Institut Aspen France, Philippe Lagayette est marié à Marie-Louise Antoni, qui a été rédactrice en chef du *Nouvel économiste*.

LA GONTRIE Marie-Pierre MOSSION de. Avocate, née le 18 décembre 1958 à Chambéry (Savoie). Elle est la fille du baron Pierre Mossion de La Gontrie, qui fut président socialiste du conseil général de Savoie et président du groupe de la Gauche démocratique au Sénat. Cette aristocrate continue à se faire appeler par son nom de jeune fille alors même qu'elle a épousé Jean-Philippe Denis Verret, plus connu sous le nom de Denis Verret, directeur général d'Aérospatiale Matra (groupe d'Arnaud Lagardère) et fils du président du Cercle Interallié. Ce qui n'empêche nullement cet énarque d'être

également de gauche puisqu'il fut notamment conseiller technique de Laurent Fabius au ministère de l'Industrie et la Recherche (1984-1986). Marie-Pierre de La Gontrie, titulaire du CAPA et d'une maîtrise de droit judiciaire, a été attachée au groupe socialiste de l'Assemblée nationale dès 1980, en qualité de secrétaire générale adjointe de 1986 à 1988, ayant été, de 1984 aux législatives de mars 1986, membre du cabinet du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation Pierre Joxe (elle travailla également pour Gaston Defferre au même ministère). Militante du PS depuis 1979, elle est entrée à son conseil national en 1997 dont elle est la déléguée nationale à la justice (depuis 1996). Avocate depuis 1988 au barreau de Paris (elle a défendu, entre autres, Alain Ayache), elle a appartenu à la Commission nationale consultative des droits de l'homme (1988-1993). Ayant conduit la liste régionale du Parti socialiste à Paris en 1998, elle est devenue vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France en charge de la culture, de la communication et des nouvelles technologies, puis première vice-présidente en charge des finances. Conseiller de Paris depuis 2001, elle a été maire adjoint de Paris de 2001 à 2008. Depuis juin 2002, cette proche de Dominique Strauss-Kahn est la suppléante du député socialiste de la 9e circonscription de Paris, Jean-Marie Le Guen. Sa carrière a été très largement freinée par la montée de l'ambitieuse Anne Hidalgo, premier maire adjoint de Paris.

LAGRANGE François. Conseiller d'État, né le 21 février 1938 à Dijon (Côte-d'Or). Diplômé de l'IEP, il a rejoint le Conseil d'État à la sortie de l'Ena. Edgar Faure, qui l'a repéré, en fera en 1972 son directeur adjoint de cabinet aux Affaires sociales. Il sera ensuite directeur du cabinet de Georges Gorse au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Population (1973-1974), rapporteur de la commission Sudreau chargée de l'étude de la réforme de l'entreprise (1974-1975), rapporteur près la Cour supérieure d'arbitrage (1977-1978). Spécialiste des questions sociales, il sera le négociateur de nombreux conflits (Lip, Pechiney-Noguère, Rateau, etc.). De 1978 à 1981, appelé par Raymond Barre, il est commissaire adjoint au Plan aux côtés de Michel Albert. Type même du « haut fonctionnaire cohabitant », il est choisi par Laurent Fabius comme directeur du Crédit national (1985-1992), puis président de l'Institut français du pétrole (1992-1993). En mars 1995, il est devenu administrateur du comité financier du Fonds européen d'investissement. Il est, depuis 1997, président de l'Institut national de la propriété industrielle.

LAGUMINA Sandra (épouse GOLDENBERG, Sandrine, dite). Directrice de société, née le 29 juillet 1967 à Paris XVIe. Fille du président de la Banque de Sicile à Paris et ancien président de la Chambre de commerce franco-italienne, elle a épousé en 1998 Jérôme Goldenberg, ancien magistrat administratif, adjoint au directeur des affaires juridiques du ministère de l'Écologie et du Développement durable. Diplômée de Sciences-Po Paris, cette énarque, également titulaire d'un DESS de droit du marché commun et d'un DESS de droit public. Maître des requêtes au Conseil d'État (et conseiller d'État depuis 2013) elle a été conseillère juridique du président de l'Assemblée nationale Laurent Fabius (1999-2000), puis sa conseillère technique au ministère des Finances (2000-2002). Ayant intégré GDF Suez, elle en a été responsable des relations institutionnelles (2007-2013), avant de devenir directrice générale de GrDF, sa filiale de distribution de gaz.

LAHOUD Marwan. Directeur de société, né le 6 mars 1966 à Beyrouth (Liban). Fils d'un officier de cavalerie de l'armée libanaise, ce chrétien maronite est passé par le collège des apôtres de Jounieh. Il quitte le Liban grâce à un officier de la Finuk, passe son bac à 16 ans et intègre Sainte-Geneviève à Versailles, puis l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace et l'école polytechnique. Avec ses diplômes, il obtient la nationalité française à 20 ans. Cet ingénieur principal de l'armement a d'abord travaillé au Centre d'essais des Landes (1992-1994), avant d'être chargé de mission puis adjoint au directeur des missiles et de l'espace à la direction générale des armements au ministère de la Défense (dirigée par Jean-Pierre Rabault). Il a ensuite été chargé de mission au cabinet du ministre de la Défense Charles Millon (1995-1997). Ce matheux

entre à Aérospatiale après la victoire de la gauche, faute de pouvoir réintégrer la DGA. Il sera notamment directeur du développement (1998), directeur adjoint au directeur délégué de la coordination stratégique Jean-Louis Gergorin, puis adjoint au directeur de la défense et du transport spatial Jean-Paul Gut. En 2003, il est promu PDG de MBDA (leader européen des missiles), puis directeur général délégué en 2007, en remplacement de Jean-Paul Gut (il devient le n° 2 d'EADS derrière Louis Gallois). Administrateur d'Arianespace à partir de 1999, de Dassault-Aviation (1999-2003), du groupe mondialiste Aspen France, de l'institut Thomas Cook, de la French American Foundation et de la Fondation Sain-Cyr (à partir de 2007), « la tête chercheuse d'EADS » (*Le Monde*, 18 septembre 2007) est le frère du très controversé informaticien Imad Lahoud, à l'origine de l'affaire Clerstream qui a mis en cause, de manière justifiée ou non, le gratin de la politique et du monde des affaires (Imad Lahoud avait été engagé chez EADS par Jean-Louis Gergorin).

LAIDI Zaki. Sociologue, né le 7 octobre 1954 à Oujda (Maroc). Marié à la juriste Louise Richard, cet ancien du lycée Pasteur d'Oujda, du lycée Descartes d'Alger et de la Sorbonne est licencié en lettres, diplômé de Sciences-Po et docteur en sciences politiques. Chercheur au CNRS (rattaché au Centre d'études et de recherches internationales) depuis 1981, ce spécialiste des relations internationales (qui axa ses premiers travaux sur les relations Nord Sud) enseigne à l'Institut d'études politiques depuis 1989. Collaborateur de *Libération* et de *La Croix*, il est également directeur de la collection *Faires sens* aux Éditions Complexe depuis 1996. Se revendiquant de la « troisième gauche », dont Daniel Cohn-Bendit est la figure de proue, il fut l'un des intellectuels les plus en pointe en faveur de l'intervention des troupes françaises contre la Serbie dans la guerre du Kosovo en 1999. Spécialiste du phénomène de la mondialisation, il a signé de nombreux ouvrages tels *Les Contraintes d'une rivalité* (1985), *La Tyrannie de l'urgence* (1999), *La Gauche à venir, Politique et mondialisation* (2004), *L'énigme de la puissance européenne* (2005), etc. Professeur au Collège de Bruges depuis 2005, il a été conseiller spécial du commissaire européen au commerce Pascal Lamy (2000-2005). Depuis 2004, il est directeur délégué de l'association de gauche En temps réel.

LAINE Mathieu. Directeur de société, né le 9 avril 1975 à Lille (Nord). Il est le fils de Brigitte André, médecin et de Patrick Lainé, cardiologue. Il a épousé, le 28 juin 2002, la fille de l'économiste ultralibéral Pascal Salin, l'avocate Éléonore Salin (deux enfants : Hector et Balthazar). Titulaire d'un DEA de droit des affaires de Paris II-Assas et d'un certificat d'aptitude à la profession d'avocat, ce diplômé de Sciences-Po Paris a commencé sa carrière au cabinet Bredin-Prat (2002-2005), puis au cabinet Brandford-Griffith (2005-2006), tout en dirigeant l'Institut Turgot, un *think tank* libéral. Passé au cabinet August & Debouzy (2006-2008), Mathieu Laine est maître de conférences à Sciences-Po Paris depuis 2006, directeur de la collection *Idées fausses, vraies réponses* aux éditions Jean-Claude Lattès depuis 2007, chroniqueur au *Figaro Magazine* (2008) et éditorialiste aux *Échos* (2010). Il a co-fondé, en 2008, avec la patronne d'Image 7, Anne Méaux (membre du Siècle), et Kerry Halferty Hardy du *think tank* américain Cato Institute, la société de conseil en stratégie Altermind dont il qualifie le travail de « pédagogie de l'ouverture des marchés et de la mondialisation ». Il a signé *La Grande nurserie* (2006), *La France est-elle foutue ?* (2007), *Post-Politique* (2009), *La France adolescente* (2013) et a dirigé un *Dictionnaire du libéralisme* (2012).

LALLEMENT Didier. Préfet, né le 27 août 1956 à Lyon VIe. Il est le fils de Jacques Lallement, technicien commercial, et de Janine Chomet, secrétaire de direction. Père de deux enfants (Mathieu et Marie) d'un premier mariage avec Valérie Graziotin, il a épousé en secondes noces, le 12 décembre 2009, Laurence Derrien, chef du département communication et information au ministère de l'Intérieur pour la sécurité routière. Titulaire d'un DESS d'administration et gestion des collectivités locales et diplômé de l'Institut supérieur de gestion, Didier Lallement a commencé sa carrière comme chef du bureau des activités économiques et secrétaire général adjoint de

la ville, à majorité socialiste, d'Épinay-sur-Seine (1982-1985), dont il est ensuite devenu secrétaire général du syndicat intercommunal (1985-1988). En 1988, il a été nommé chef de cabinet du secrétaire d'État PS à la Jeunesse et aux Sports Roger Bambuck, puis conseiller technique au cabinet du radical de gauche Jean-Michel Baylet, alors secrétaire d'État aux Collectivités territoriales (1989-1990). Nommé sous-préfet en mars 1990, il devient directeur de cabinet du préfet de l'Essonne Jean-Louis Dufeigneux, avant de retourner au secrétariat d'État aux Collectivités territoriales, d'abord comme chargé de mission (mai - décembre 1991) puis comme directeur de cabinet de Jean-Pierre Sueur (1991-1993) tout en étant conseiller technique au cabinet de Paul Quilès au ministère de l'Intérieur (1992-1993). Après la défaite de la gauche aux élections législatives de 1993, il rejoint la préfecture de la Marne comme secrétaire général, puis en devient rapidement préfet (1993-1996), bien que n'étant pas énarque. Parallèlement, il a été chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de la région Champagne-Ardenne, conseiller technique auprès du délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), responsable du département « action régionale et développement rural » à la même délégation (1996-1997). Brièvement conseiller technique pour les collectivités locales au cabinet de Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'Intérieur (1997), il a été directeur général des collectivités locales de 1997 à 2000, puis préfet de l'Aisne (2000-2001). Directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice (2001-2004), cet as du retournement de veste est devenu préfet de Saône et Loire (2004-2005), puis directeur de cabinet du ministre des transports UMP Dominique Perben (2005-2007) et directeur général de l'aviation civile (2007). De 2007 à 2010, il a rejoint Jean-Louis Borloo au ministère de l'Écologie comme secrétaire général et haut fonctionnaire de Défense de ce même ministère avant d'être nommé préfet du Calvados (2010-2012) et préfet de la région Basse-Normandie. Après l'arrivée de François Hollande à l'Élysée, il a occupé le poste stratégique de secrétaire général du ministère de l'Intérieur tout en étant haut fonctionnaire de défense de ce même ministère tenu alors par Manuel Valls (2012-2014), non sans avoir espéré la direction de la gendarmerie. En juillet 2014, celui qu'on surnommait place Beauvau l'« ayatollah » (*Le Point*, 23 août 2012) a été promu conseiller maître à la Cour des comptes.

LALLEMENT Jacques. Inspecteur des Finances, né le 21 février 1922 à Cloyes-sur-Marne (Marne), décédé le 18 octobre 1993. Ancien de l'IEP et de l'École nationale de la France d'outre-mer, ce fils d'agriculteur a travaillé avec Henri Langlois après la guerre pour mettre au point les statuts de la Cinémathèque et de l'IDHEC. Après divers postes à Dakar et Nouméa, il s'installe à Paris en 1956. Il appartiendra au cabinet de Gaston Defferre, puis à celui de Gérard Jaquet (1956-1958), avant de rejoindre le Bureau de recherches géologiques et minières. En 1962, il devient inspecteur des Finances, puis en 1965 entre au Crédit Agricole (il en sera directeur général adjoint en 1968), puis directeur général en 1975, tout en étant directeur de l'Institut de développement industriel (1972). Il quitte le Crédit Agricole en 1981, devenant président de la Fédération française des sociétés d'assurances la même année. Il préside le conseil de surveillance de la Compagnie BTP et siège au Conseil économique et social. Vice-président du CNPF, il en démissionne en 1988 sur un désaccord concernant le système de retraites des cadres supérieurs. Il sera, par la suite, président de la Banque Harwanne et président de l'Association des sociétés et groupements fonciers des forestiers Assfor.

LAMARCHE Gérard. Directeur de société, né le 15 juillet 1961 à Hury (Belgique). Licencié en sciences économiques, ce fils de notaire a débuté comme consultant chez Deloitte (1983-1987), avant de rejoindre Suez, où il deviendra directeur du cabinet du président Gérard Mestrallet (1997), directeur général d'Onedo Nalco (2000-2003). Depuis 2004, il est directeur général adjoint, en charge des finances du groupe Suez.

LA MARTINIERE Dominique MACHET de. Directeur de société, né le 25 octobre 1927 à La Roche-Sur-Yon (Vendée), décédé le

4 novembre 2002. Ancien de l'Ena, dont il est sorti major, ce gaulliste de gauche rejoignit à sa sortie l'inspection des Finances. Chargé de mission au cabinet de Pierre Pflimlin, ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, de 1958 à 1960, il occupera rapidement des postes prestigieux: chef de service (1964-1966) puis directeur général des impôts (1967-1973), à la tête des 80000 fonctionnaires du fisc, président, en 1973-1974, de la Compagnie générale maritime, président de la Société industrielle et financière Gaz et Eaux (1977-1990). Lors de la campagne présidentielle de 1974, il a été le trésorier du candidat Jacques Chaban-Delmas. À partir de mars 1975, il sera directeur général de l'Institut de développement industriel, qu'il préside de juillet 1982 à novembre 1983 (promu par la gauche bien que non socialiste, il démissionnera refusant d'entériner le projet de redressement de Boussac Saint Frères), et à partir de 1990, président de la Société financière Jean-Paul Elkann et de la société de portefeuille Longchamps. En 1991, il devient vice-président de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, puis président de Lucia (Olipar, groupe Pellerin) en janvier 1993. Fin 1995, il préside l'Observatoire national d'équipement commercial. Maire RPR de La Villedieu-du-Clain (Vienne) de 1965 à 1977, il siège au conseil régional de Poitou-Charentes dès 1992. Il a présidé en 1987 la Compagnie d'investissement dans les technologies avancées, et a été président d'Élysée Investissements en 1988. Il a dirigé en 1990 à la Fondation Saint Simon un séminaire sur la fiscalité dont il a tiré un ouvrage controversé, *L'Impôt du diable* (Calmann-Lévy, 1990), qui a largement inspiré en 1996 son rapport sur la réforme de la fiscalité que *Le Monde* a estimé d'inspiration très socialiste.

LA MARTINIERE Gérard MACHET de. Président de société, né le 12 septembre 1943 à Angers (Maine-et-Loire). Polytechnicien et énarque, cet inspecteur des Finances à partir de 1969 a appartenu au cabinet de Jean-Philippe Lecat, secrétaire d'État au Budget en 1973-1974, puis sera, de 1975 à 1978 conseiller technique de Henri Torre, également secrétaire d'État au Budget. Chargé de mission (1975-1978) puis sous-directeur à la direction de la comptabilité publique (1978-1984), il remplace en 1984 Jean-Luc Lepine comme secrétaire général de la Commission des opérations de bourse (1984-1986) avant de prendre la présidence de la Chambre de compensation des instruments financiers, organisme de contrôle du Matif (1986-1988). En 1988, il remplace Régis Rousselle, démissionnaire, à la direction de la Société des Bourses françaises, chargé de remettre de l'ordre à la suite de divers scandales financiers. Fin 1989, il devient président de la société de Bourse Meeschaert-Rousselle, filiale d'Axa-Midi. Depuis 2003, il est président de la Fédération française des sociétés d'assurance.

LAMASSOURE Alain. Membre de la Cour des comptes, né le 10 février 1944 à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Ancien partisan de l'Algérie française ayant par la suite rejoint les clubs Jean Moulin (technocrates de gauche), ce fils de préfet (issu de la Résistance) a fréquenté à l'école primaire Alain Juppé, puis au lycée d'Alger les frères Attali. Diplômé de l'IEP, cet énarque a débuté comme auditeur à la Cour des comptes en 1968. Chargé de mission au cabinet de Maurice Druon (Affaires culturelles 1973-1974) puis de Jean-Pierre Fourcade (Économies et Finances, 1974-1976), il a toutefois voté en faveur de François Mitterrand en 1974. Par la suite, il appartiendra au cabinet de Jean-Pierre Fourcade (Équipement et Aménagement du Territoire, 1976-1977) avant de rejoindre l'Élysée comme conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République (1978-1981). Il devient giscardien convaincu, prenant jusqu'aux tics de langage de son mentor et appartenant au noyau dur des fidèles du président après sa défaite de 1981. Rapporteur adjoint près le Conseil constitutionnel (1981-1986), il sera, de 1984 à 1989, délégué général des clubs giscardiens Perspectives et Réalités. Membre du Conseil économique et social (1984-1986), il sera député jusqu'en 2002 des Pyrénées-Atlantiques, Michèle Alliot-Marie étant entrée au gouvernement. Il fera alors parler de lui, ayant proposé un amendement visant à restreindre le droit de grève des fonctionnaires. Porte-parole de l'UDF (1988-1989) et député européen (1989-1993 et 1999-2009), il est pris par son ami Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, comme ministre délégué aux Affaires européennes. Membre de la Commission trilatérale et du Forum de Crans Montana, il négociera pour la France les accords de Schengen, l'adhésion de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande. Ayant choisi Édouard Balladur, il doit affronter la vindicte de Valéry Giscard d'Estaing qui exigera de Jacques Chirac qu'il ne fasse pas partie du premier gouvernement Juppé. Brillamment réélu dans sa circonscription et ayant rejoint le parti républicain comme vice-président, il devient en novembre 1995 ministre du Budget et porte-parole du gouvernement. Ce pro-maastrichien farouche a créé en 1987 un lobby, nommé Pénélope (c'est-à-dire Pour l'entrée des normes européennes dans les lois ordinaires des parlements d'Europe), qui regroupe plus de quatre-vingts parlementaires UDF/RPR, pour imposer les normes européennes notamment dans les lois françaises. Avocat de la monnaie unique et ardent partisan d'une Europe intégrée en matière de défense et de sécurité, il a déclaré au moment du référendum sur Maastricht: « Il faut savoir si nous acceptons le progrès ou si notre objectif est de faire de la France une nouvelle Albanie des années soixante. » Il a été maire d'Anglet (1999-2000) et est conseiller régional d'Aquitaine depuis 2010.

LAMBERT Alain. Notaire, né le 20 juillet 1946 à Alençon (Orne). Ce fils de cordonnier est devenu conseiller municipal UDF-PR d'Alençon en 1983. Conseiller général de l'Orne de 1985 à 1992, vice-président du conseil régional de Basse-Normandie de 1986 à 1989, il remporte (51,2 %), dès le premier tour des élections municipales de 1989, la mairie d'Alençon, jusqu'alors détenue par le socialiste Pierre Mauger. Réélu en 1995 et 2001, il préside aussi la communauté urbaine d'Alençon. Au début des années 90, ce modéré, ancien proche de Michel d'Ornano qui l'avait « lancé » en politique, se rattache à Force démocrate (sans être semble-t-il encarté). En 1992, il se fait élire sénateur Union centriste de l'Orne, se présentant avec le RPR Daniel Goulet sur une liste dissidente contre les deux candidats officiels de l'UDF et du RPR (les dissidents furent seuls élus). Rapporteur général du Budget au Sénat en 1995 (lorsque Jean Arthuis devient ministre des Finances) il préside, à partir de 1998, la commission des Finances (ayant succédé à Christian Poncelet, devenu président du Sénat). Nommé ministre délégué au Budget en 2002 (puis au Budget et à la Réforme budgétaire dans le deuxième gouvernement Raffarin), ce fondateur du club « Courage et convictions », ne doit son poste qu'à son amitié avec Jacques Chirac pour le compte duquel il a drainé nombre d'élus centristes dès le premier tour de l'élection présidentielle. Notaire à Alençon depuis 1972, il devient président de la chambre des notaires de l'Orne en 1984, président du conseil régional des notaires de la Cour d'appel de Caen en 1988. Membre du Conseil supérieur du notariat, il en devient le premier vice-président en 1994 et en sera président de 1996 à 1998. Cet homme aussi discret qu'influent au sein de la droite, passe pour avoir « piloté » Nicolas Sarközy (dont il s'est fait un ami), jeune ministre du Budget du gouvernement Balladur, dans les arcanes de Bercy. Particulièrement écouté en matière d'épargne et de fiscalité, il fut l'auteur, en 1997, d'un rapport particulièrement remarqué sur l'alourdissement de la fiscalité sur l'épargne: « Sans épargne, pas d'investissements et sans investissements pas de croissance durable. Prenons garde à ne pas la mal-aimer. » En 1999, il sera le principal rédacteur d'un rapport sur le « mensonge budgétaire » où il dénonçait la « cagnotte fiscale » de Laurent Fabius. Ne figurant pas, malgré ses grandes qualités, dans le gouvernement Raffarin III, alors même qu'il venait d'être élu tant conseiller régional de Basse-Normandie que conseiller général d'Alençon III (canton pris au PS) en mars 2004. Chargé de la réforme et de la modernisation de la gestion publique auprès du président de la République par la suite, ce sarközyste a été réélu sénateur en septembre 2004 mais n'a pu devenir président du Sénat comme il l'espérait, l'élection à l'intérieur du groupe UMP ayant donné la préférence à Christian Poncelet, le président sortant. Membre du bureau politique de l'UMP (secrétaire national à l'économie depuis 2004), il préside également son comité départemental de l'Orne depuis 2003. En 2007, il a été élu président du conseil général de l'Orne.

LAMBERT Maurice. Préfet, né le 13 janvier 1920 à Limoges (Haute-Vienne). Ce docteur en droit et diplômé de Sciences-Po a effectué sa carrière à l'Intérieur. Chef de cabinet en 1942, il sera notamment par la suite directeur de cabinet du secrétaire général de la préfecture de police de Paris en 1947, sous-préfet de Thonon-les-Bains (1949), préfet de l'Aude (1964-1966), de la Corse (1966), de la région Limousin (1972), du Languedoc-Roussillon (1977), puis directeur général de la police nationale (1980-1981), puis de 1981 à 1984, directeur général de l'administration.

LAMBRON Marc. Membre du Conseil d'État, né le 4 février 1957 à Lyon (Rhône). Fils d'un gros industriel lyonnais de la construction électrique, il dispose d'un CV éblouissant, à la fois agrégé de lettres (reçu premier), diplômé de l'IEP, ancien normalien et énarque. Ce grand bourgeois érudit est entré au Conseil d'État en juin 1985. Promu en 1988 maître des requêtes, il est rapporteur près la Cour d'arbitrage en 1990-1991, puis retourne au Conseil d'État en 1993. Dilettante en diable, il est également critique littéraire au *Point* depuis 1986, éditorialiste à *Madame Figaro*, chroniqueur à *La Règle du Jeu* de Bernard-Henri Lévy. Auteur d'une maîtrise sur Drieu La Rochelle et d'un mémoire sur Paul Morand, il a publié divers romans à succès, comme *L'Impromptu de Madrid*, *La Nuit des Masques* et *L'Oeil du silence*, tous les trois récompensés de prix littéraires. Faisant fi de sa carrière administrative à la différence de bien d'autres, il n'a pas hésité à demander un congé parental en décembre 1994. Il a épousé Sophie Missoffe, fille de Bernard Missoffe, conseiller financier, petite-fille de Ludovic Tron, ex-président de la BNCI et sénateur SFIO des Hautes-Alpes.

LAMIRAULT Philippe. Directeur de société, né le 21 mai 1929 à Luzarches (Val-d'Oise). Après avoir été attaché de cabinet ministériel en 1951-1952, puis attaché de direction à Tornado-France de 1952 à 1959, il entre chez Renault en 1959, y occupe en 1961 le poste de directeur des succursales France, en 1971 celui de directeur commercial, et en 1982 de directeur commercial et des affaires internationales. En 1984, il quitte Renault (où il a lancé la R 25 et préparé le modèle de remplacement de la R5) et crée sa propre société de services (Ph. L. Conseils) qu'il quitte en 1989. Conseiller général MRG, il a été vice-président du conseil général d'Eure-et-Loir en 1984.

LAMOUR Catherine (épouse LABIB, née). Journaliste et producteur de télévision, née le 8 août 1942 à Arles (Bouches-du-Rhône). Elle est la fille de la pianiste Geneviève Walter et de l'avocat Philippe Lamour, qui fut l'un des principaux dirigeants du premier parti fasciste français, Le Faisceau. Ayant évolué vers la gauche, il exerça, après la guerre, d'importantes responsabilités dans le domaine de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, etc. Par ailleurs, son grand-père fut le fameux Jean Walter, fondateur des mines de Zellidja (Maroc). Après divers emplois dans l'administration, cette diplômée de Science Po est entrée au *Monde* comme rédactrice pour l'Amérique latine au service étranger en 1969. Dès 1971, on retrouve cette ancienne assistante de Frédéric Rossif comme directeur de collection chez Stock, puis Grasset, Le Seuil et Fayard. Productrice indépendante pour la télévision puis pour Hachette, elle prend, dès 1983, la direction des documentaires de *Canal +* (plus de 70 millions de F de budget annuel). Elle a épousé le réalisateur Jean Labib. Gérante depuis 2002 de CL Images Conseil, elle a signé diverses enquêtes comme *Les Grandes manœuvres de l'opium*, *Le Pari chilien*, *Enquête sur une armée secrète*, etc.

LAMOUR Jean-François. Kinésithérapeute, né le 2 février 1956 à Paris XIIe. Il est le fils d'un chef d'entreprise (ex-chaudronnier) et d'une institutrice. Son épouse, ancienne fleurettiste exerce à mi-temps comme dentiste. Ce praticien (également licencié en chimie) est un champion d'escrime au sabre. Il a notamment été champion de France en 1977-1978, de 1980 à 1985, de 1987 à 1989 et de 1991 à 1992. Bredouille en 1980 à Moscou, il est devenu champion du monde en 1987, champion olympique à Los Angeles en 1984 et à Séoul en 1988, et encore médaillé de bronze à Barcelone en 1992 (où il fut le porte-drapeau de la délégation française). Après ses derniers JO, il se lance comme kinésithérapeute mais Jacques Chirac l'embauche comme conseiller sportif à la Mairie de Paris (où il remplace Henri Boerio). Il a été chargé de mission à l'Élysée de 1995 à 2000, puis conseiller technique pour la Jeunesse et les Sports. En avril 2001, il représentait Jacques Chirac au dîner de gala annuel de SOS Racisme. Il n'a longtemps jamais brigué de mandat électoral et s'est toujours défini, bien que chiraquien, comme « sans étiquette ». Nommé ministre des Sports dans le premier gouvernement Raffarin, il a été également élu conseiller régional d'Île-de-France en mars 2004 (2e sur la liste UMP en Ile-de-France). Il est promu ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative dans le troisième gouvernement Raffarin. Il est confirmé par de Villepin en juin 2005. En juin 2007, il est investi par l'UMP dans la 13e circonscription de Paris. Malgré la présence du maire sortant René Galy-Dejean, il est élu député (57 %) face à la socialiste Anne Hidalgo. Élu conseiller de Paris en mars 2008, il prend la présidence du groupe UMP à la suite de l'échec de Françoise de Panafieu.

LAMY Pascal. Inspecteur des Finances, né le 8 avril 1947 à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Ce fils d'un pharmacien de droite est passé à gauche suite à son militantisme au sein de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Ancien capitaine de corvette, diplômé d'HEC et de l'IEP de Paris, cet énarque est sorti second de sa promotion, derrière Alain Minc (et devant Martine Aubry et Hervé Hannoun). Il militera activement à la section CFDT de l'Ena avec Isabelle Bouillot. Entré à l'inspection des Finances en 1975, il fut, en 1978-1979, secrétaire général du groupe sur la décentralisation centrale et financière animé par Jacques Mayoux, avant d'être appelé par Jean-Yves Haberer comme secrétaire général adjoint (1979), puis secrétaire général du Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles. Ayant milité aux Jeunesses radicales-socialistes puis ayant rejoint la SFIO dès 1970, il devient à l'arrivée de la gauche conseiller technique au cabinet de Jacques Delors. Il devient son directeur l'année suivante avant d'être en 1983-1984 directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy à Matignon. C'est lui qui, avec Jean Peyrelevade, Hervé Hannoun, Philippe Lagayette et Daniel Lebègue, persuadera Mitterrand de ne pas sortir le franc du Système monétaire européen et défendra la politique de rigueur financière. Quand Jacques Delors est nommé à Bruxelles en 1985, il le suit comme directeur de cabinet (et sera son « sherpa » pour tous les grands sommets internationaux), et reste à ce poste jusqu'en 1994. « Il est le bouclier et le bras armé de Jacques Delors. L'estime qu'on lui porte n'a d'égale que la crainte qu'il inspire » (*Le Nouvel observateur*, 5 mars 1992). Ce marathonien dur à la tâche sera surnommé « l'Exocet de Delors », « le Prussien ». Membre du comité directeur du PS depuis 1977, il a épousé la fille de François Luchaire, ancien vice-président des Radicaux de gauche. Il s'est présenté sans succès dans la 5e circonscription de l'Eure en 1993, ayant été éliminé dès le premier tour (il avait refusé d'être candidat en 1981 à Gisors). Membre de la Fondation Saint-Simon, il a été directeur général du Crédit lyonnais, puis commissaire européen au commerce (1999-2004). En 2005, il devient le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), avec la complicité et l'appui de Jean-Pierre Raffarin et de Jacques Chirac.

LANCELOT Alain. Universitaire, né le 12 janvier 1937 à Chêne-Bougeries (Suisse). Diplômé de Sciences-Po (major, section service public), docteur ès lettres et sciences humaines et docteur en sciences politiques, il a très largement participé au développement des sciences politiques en France comme assistant de l'Association française de science politique (1959-1962), chargé de recherche au CNRS (1963-1967), maître de conférences à l'IEP de Paris (à partir de 1963), Professeur (à partir de 1968), directeur du cycle supérieur de spécialisation en études de marchés et d'opinions par sondages, et directeur d'études et de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques. Professeur à l'IEP de Grenoble de 1968 à 1973, il sera aussi (1970-1975) secrétaire de l'Association française des sciences politiques, puis (1975-1985) directeur du Centre d'études de la vie politique française. De 1987 à 1996, il a été directeur de l'IEP Paris : « Cette promotion souligne la formidable capacité des grandes institutions françaises à sécréter des responsables à leur image. Alain Lancelot est en effet un pur produit de

LE SIÈCLE

la maison » (*La Croix*, 31 octobre 1986). Il est également vice-président du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, codirecteur de l'Observatoire interrégional du politique, membre du comité éditorial du *Nouvel économiste*. Cet ancien mendésiste, président des étudiants radicaux en 1957-1958, qui milita par la suite au PSU, est également depuis 1967 conseiller scientifique de la Sofres. Il a appartenu au Conseil constitutionnel de 1996 à 2001 et appartient toujours au conseil de surveillance de la Fondation pour l'innovation politique.

LANDAU Igor (né Gilbert, dit). Directeur de société, né le 13 juillet 1944 à Saint-Flour (Cantal). Ancien de HEC et de l'Insead, il fut directeur général de la filiale allemande de la Compagnie du Ronéo (1968-1970), conseiller de direction au cabinet Mac Kinsey (1971-1975), puis entra chez Rhône-Poulenc où il devint assistant du directeur général de la division santé en 1975, directeur général adjoint en 1977-1980, directeur général de la division santé en 1980, et en 1992, directeur général. Il est, depuis 1986, membre du comité exécutif du groupe et par ailleurs administrateur de Rhône-Poulenc Rover Inc, Rhône Mérieux, Rhône-Poulenc Animal Nutrition, Pasteur Mérieux sérums & vaccins, Institut Mérieux international, et membre du conseil de surveillance de l'Institut du développement industriel. Depuis 2003 il est aussi membre du comité consultatif de la Banque de France.

LANDRIEU Bertrand. Préfet, né le 9 février 1945 à Paris XVIe. Cet énarque a été affecté en 1970 à l'Intérieur. Mis à la disposition de l'Éducation nationale au rectorat de Rennes, il sera ensuite sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Sarthe, chef adjoint de cabinet de Jacques Chirac à l'Agriculture (1973-1974), puis à Matignon (1974). Il est ensuite promu, en 1974, sous-préfet à Ussel, la ville-fétiche de Jacques Chirac, puis sous-préfet de la Manche en 1977. En 1978, il devient chef de cabinet et chargé des relations avec le Parlement de Joël le Theule (Transports, puis Défense). En 1981, directeur du cabinet du préfet de la région Alsace, il est alors nommé (1984 à 1986) directeur de l'aménagement et des équipements collectifs de la région Ile-de-France. En 1986-1987, il sera directeur adjoint du cabinet de Charles Pasqua (Intérieur) avant d'être nommé préfet de la Savoie en 1987 (il se fera remarquer en 1990 en interdisant le meeting de Jean-Marie Le Pen à Saint-Franc), puis préfet de la Manche (juin 1990). En juin 1993, il devient préfet du Limousin. Après l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, il occupe la place stratégique de directeur de son cabinet. De 2002 à 2007, il a été préfet de la région d'Ile-de-France.

LANG Jack. Universitaire, né le 2 septembre 1939 à Mirecourt (Vosges). Fils d'un riche ferrailleur, cet universitaire, agrégé de droit public, crée en 1962 et dirige jusqu'en 1973 le célèbre Festival mondial du théâtre universitaire de Nancy avant de prendre en main le théâtre du Palais de Chaillot (1972-1974). Professeur de droit à l'université de Nancy, il en deviendra un très jeune doyen en 1977 (par la suite, il enseignera brièvement de 1986 à 1988 à Nanterre). Comme son père, haut dignitaire du Grand Orient de France (peu assidu) et président local de la Ligue des droits de l'homme, il milita d'abord aux jeunesses du Parti radical socialiste, puis rejoignit le PSU. Remarqué dans le cadre du Siècle par Georges Dayan, le plus proche ami et conseiller de François Mitterrand, il devint en 1977 conseiller de Paris classé comme « indépendant de gauche ». Il adhère peu après au Parti socialiste, assurant la direction de la délégation à la culture de 1979 à 1981. Dès la victoire de François Mitterrand, qu'il avait séduit par son brio, il devient ministre de la Culture, où son budget tripla rapidement pour atteindre le mythique 1 % du budget total de l'État. À ce poste, ce « mitterrandolâtre absolu » réussit (avec son influente épouse) une quasi mainmise socialiste sur l'ensemble de la vie culturelle, artistique ou associative, médias compris. Élu député dans le Loir-et-Cher en 1986 (après une série de tentatives infructueuses de s'imposer à Paris, dans le Vaucluse, la région parisienne et les Alpes Maritimes), il demeura, face au falot François Léotard et son adjoint Philippe de Villiers, le véritable ministre de la Culture lors de la cohabitation, le ministre en titre n'osant revenir sur aucune de ses initiatives (par exemple les « colonnes » de Buren). À l'occasion de la nouvelle élection présidentielle, il réunit une myriade de signatures et de soutiens des milieux artistico-mondains en faveur de François Mitterrand. Archétype de cette « gauche caviar » composée de parvenus, il retrouva ses fonctions en 1988, devenant, en plus de la Culture, ministre de la Communication, ainsi que des Grands travaux et du Bicentenaire (1988-1989), puis des Grands travaux, (1989-1991), et Porte-parole du gouvernement (1991-1992), et de l'Enseignement (1992-1993). Élu maire de Blois de 1989 à 2000, il l'avait emporté sur le gaulliste de gauche Pierre Sudreau, et devient également conseiller général de Blois et conseiller régional du Centre. Distribunt, aux frais du contribuable, dignités, prébendes et flatteries dans les milieux de l'art et à tous les représentants des cercles à la mode, il a acquis une influence médiatique des plus hautes, imposant son idée de la culture à l'allemande (façon de vivre et de se conduire, par exemple culture de la rue, culture des « taulards » et des « rappeurs », culture des illettrés, etc.) face à la conception traditionnelle française. De 1997 à 2002, il sera ministre d'État, de la Culture, et de l'Éducation nationale. Il enchaîne ou cumule d'autres mandats comme député européen (1994-1997). Battu aux élections municipales de 2001 de Blois par un inconnu du RPR (largement parce qu'il avait tenté de se présenter à Paris, avant d'être battu lors d'un vote des sections socialistes), il quitte définitivement Blois et se fait parachuter par le PS dans la 6e circonscription du Pas-de-Calais où il est élu député en 2002 (systématiquement réélu depuis lors). Commence alors une « traversée du désert » à la suite à la défaite de Lionel Jospin et à sa perte d'influence réelle au sein du PS. Chargé de mettre sur pied le projet socialiste pour 2007, Jack Lang se perd dans les combats fratricides du PS, annonce qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle de 2012 et se met à soutenir, y compris par ses votes à l'Assemblée, certaines initiatives de Nicolas Sarközy dans l'espoir de décrocher un dernier poste dans le cadre de la politique d'ouverture.

LANGLOIS-GLANDIER Janine née GLANDIER, épouse LANGLOIS. Présidente de société, née le 6 mai 1939 à Paris XIVe. Ancienne élève de l'IEP et de l'École nationale de commerce, elle a effectué toute sa carrière dans l'audiovisuel. Elle entre en 1967 à l'*ORTF* au secrétariat général pour l'administration, puis rejoint la direction du contrôle de gestion et des finances en 1972. En 1974, elle devient responsable de la division gestion des chaînes de radio de l'*ORTF*, chargée de la trésorerie et des relations avec les banques. En 1975, elle est audit interne à la Société française de production, chargé des affaires générales, directrice de ses services administratifs et juridiques en 1979, secrétaire général (février 1981), directrice générale adjointe chargée des services centraux (septembre 1981) et directrice générale en 1982. En 1983, elle est également directrice générale de la Société française de production cinématographique, membre du Comité de conservation des archives audiovisuelles et du conseil d'administration de Imatique vidéo production. Bien que plus technicienne et gestionnaire que politique, elle bénéficie de l'appui de Michèle Cotta et de l'Élysée, ce qui lui permettra de remplacer Jacques Pomonti comme PDG de *FR3* (1985-1986), devant céder son poste au retour de la droite au RPR René Han (qu'elle avait pourtant nommé directeur général pour protéger son poste). Elle sera présidente du conseil de surveillance de la *Sept* (1986-1987). Corrézienne comme Jacques Chirac, elle sera ensuite, de janvier 1987 à janvier 1990, présidente de l'Institut national de l'audiovisuel, avant d'être remplacée par Georges Fillioud. Elle crée alors la société JLG productions, en partenariat avec le groupe Expand, puis entre en 1991, à la demande de Jérôme Seydoux, au groupe Chargeurs, où elle remplace Éric Giuily en tant que présidente de Pathé Télévision (et depuis 1994 de Pathé Interactive). Elle sera membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de 1997 à 2002. Elle est, depuis 2005, coprésidente du forum Télévision mobile.

LANGLOIS-MEURINNE Christian. Président de société, né le 24 décembre 1944 à Paris XVe. Après Polytechnique et la Harvard Business School, il entre en 1970 à l'Institut de développement industriel, dont il sera directeur de 1975 à 1980, directeur général de 1983 à 1988 puis président à partir de 1988. Il prépare en 1987 la privatisation de son entreprise et son rachat par ses salariés dans le cadre d'un RES

de 1,6 milliard de F. Il a également été administrateur et vice-président de Morey & Fils (1972-1975), directeur des industries chimiques textiles et diverses à l'Industrie (1980-1982) et directeur général de la Compagnie d'investissements Astorg de 1983 à 1989. Il est PDG d'Ancelle et Associés et d'Idica.

LANIER Jean. Directeur de société, né le 2 février 1946 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ingénieur de l'École centrale des arts et des manufactures et Master of Science, il entre en 1971 à la Banque de Paris et des Pays-Bas, où il sera successivement attaché de direction, fondé de pouvoir, sous-directeur, puis directeur adjoint. De 1981 à 1983, il est délégué pour l'Amérique du Nord du groupe Paribas à New York, puis de 1983 à 1988, président de Lambert Brussels Capital Corporation, membre du comité exécutif de Pargesa et du conseil d'administration du groupe Bruxelles Lambert, de Parfinance et de la Banque de gestion privée. Directeur général de Pargesa (1988-1990) puis directeur général (1990-1995), il est, depuis 1995, administrateur directeur général de la Société française d'assurance crédit ainsi que, depuis 1994, de la Compagnie financière Sfac. Il est également administrateur de la Cobac et de France Essor (1993), administrateur puis vice-président (1992) et président du conseil de surveillance (1994) de la Société française de factoring. Il est également, depuis 2005, administrateur du Crédit suisse Group et des compagnies d'assurance Wintherfur.

LANIER Lucien. Préfet, né le 16 octobre 1919 à Rouen (Seine-Maritime). Fils et petit-fils d'universitaires, historien de formation, il devient après la guerre chef de cabinet du préfet des Pyrénées-Atlantiques, puis travaille dans divers cabinets ministériels, dont celui de la Guerre. Après avoir été sous-préfet à Rethel et à Auch, il rejoint Maurice Herzog à la Jeunesse et aux Sports. Il est ensuite administrateur général à la Délégation générale de la recherche scientifique avant d'être distingué par Georges Pompidou, qui en fera le premier préfet du Val-de-Marne (1967-1974). Après un bref passage à l'administration centrale du ministère de l'Intérieur, il devient préfet de l'Ile-de-France, chargé de la mise en place de la région et de la réforme du statut de la ville de Paris (qu'il mène à bien avec Alain Juppé et Camille Cabana), en 1976. Il démissionne en mai 1981 et rejoint le privé. Élu conseiller général du Val-de-Marne de 1985 à 1992, conseiller régional d'Ile-de-France de 1986 à 1988, il a été sénateur RPR du Val-de-Marne de 1988 à 2004. Il a toutefois été battu dès le premier tour aux élections municipales de Saint-Maur en 1989 (malgré une coûteuse campagne). Il a également été, de 1982 à 1988, président du Groupement national des entreprises à commerces multiples, le lobby des chaînes de distribution.

LANXADE Jacques. Amiral, né le 8 septembre 1934 à Toulon (Var). Entré à l'École navale en 1952, breveté de l'École de guerre et d'études militaires supérieures et diplômé de l'Institut d'administration des affaires (très rare pour un militaire), il reçoit en 1976-1977 son premier commandement important (escorteur d'escadre la Galissonière), puis sera chef du bureau des affaires internationales de la marine au ministère de la Défense (1980-1981) et commandant de la frégate Duguay-Trouin. Peu de militaires ont connu par la suite une ascension aussi rapide. Chef du bureau Flotte et construction (division matériel) à l'état-major de la marine, il sera ensuite adjoint opérations du préfet maritime de la 3[e] région maritime, commandant en chef pour la Méditerranée à Toulon (1984), commandant de la zone maritime de l'océan indien (1986-1987). Chef du cabinet militaire d'André Giraud (Défense) en 1988, il conservera son poste auprès de Jean-Pierre Chevènement, suivant de très près la guerre Iran-Irak. Propulsé en avril 1989 chef d'état-major de l'état-major particulier de François Mitterrand, il est élevé au rang d'amiral en juin 1990. Il jouera un rôle majeur durant la crise du Golfe, assurant la liaison entre l'Élysée et la Défense. En avril 1991, il devient chef d'état-major des Armées, premier marin élevé à ce poste, qu'il quitte en août 1995, s'opposant aux directives de Jacques Chirac sur les Casques bleus dans l'ex-Yougoslavie, après avoir verrouillé sa succession avec le contre-amiral Jean-Luc Delaunay. Ce supposé franc-maçon (*Minute*, 10 février 1993) a été ambassadeur en Tunie de 1995 à 2000.

LE SIÈCLE

Président de l'Académie de marine, il est le beau-frère de Jacques Dewatre, militaire, préfet et ex-chef de cabinet de Christian Nucci, ambassadeur en Éthiopie et ancien directeur de la DGSE (1993-1999).

LAPAUTRE René. Président de société, né le 11 septembre 1930 à Nevers (Nièvre). Fils d'un huissier de l'Assemblée nationale, cet énarque est entré en 1957 à l'inspection des Finances. Chargé de mission, puis conseiller technique au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing (1962-1966), il sera ensuite sous-directeur des relations et négociations bilatérales à la DREE, puis directeur du cabinet de Jean Chamant au Transports (1966-1969). Après un court intermède comme directeur de cabinet de Jean Bailly, secrétaire d'État au Commerce, il revient auprès de Jean Chamant en 1971-1972, où il gérera avec succès la grande grève des pilotes de 1971. Ce libéral entre alors à UTA (filiale de Chargeurs, dont le président et premier actionnaire est Jérôme Seydoux) comme directeur attaché à la présidence, avant de devenir directeur général (1974-1981), puis PDG (1981-1990), ainsi que président du Syndicat national des transports aériens et du Comité des transports aériens français (1982-1986). Ayant démissionné d'UTA, à la suite de son rachat par Air France, il deviendra président de Sedgwick James (1991-1992), vice-président de Sedgwick Europe (1993-1994), président de la banque Petrofigaz (à partir de 1992).

LARCHER Gérard. Vétérinaire, né le 14 septembre 1949 à Flers (Orne). Fils d'un petit industriel, qui fut maire radical-socialiste puis gaulliste de Saint-Michel-des-Andaines. Ancien vétérinaire de l'équipe de France de sport équestre (1974-1978), il fut attaché à la Fédération équestre internationale jusqu'en 1988. Il devient maire RPR de Rambouillet grâce à l'appui de Jacqueline Thome-Patenôtre en 1983, puis sénateur des Yvelines en 1986. Il devait rallier Charles Pasqua, dont il se détacha par la suite. Il fut vice-président du Sénat, en remplacement d'Yves Guéna, nommé au Conseil constitutionnel, devenant alors le plus jeune vice-président de l'histoire du Sénat. À plusieurs reprises, il a pris position contre l'immigration, a soutenu la Fédération professionnelle indépendante de la police et critiqué Mgr Jacques Gaillot. En 1991, il fut aussi l'un des deux sénateurs (avec Daniel Colin) à demander des sanctions contre l'ancien commissaire politique dans les camps viêt-minh Georges Boudarel. Au sein du RPR, il fut secrétaire national aux nouvelles relations du travail, puis chargé d'animer un groupe de réflexion sur la concertation entre syndicats et pouvoirs publics. Il a toujours plaidé en faveur des privatisations des entreprises et des services publics. Il a rédigé, en six ans, trois rapports sur La Poste qu'il propose de transformer en société anonyme à capitaux publics, ainsi qu'un autre sur France Telecom, où il assurait qu'il s'agissait d'un « verrou idéologique » à faire sauter afin d'adapter cette entreprise « aux nouvelles exigences de l'économie des télécoms ». En mars 2004, il devient ministre délégué aux Relations du travail dans le troisième gouvernement Raffarin et démissionne alors de son mandat de sénateur et de son poste de maire de Rambouillet, confiant la gestion de la ville à Jean-Frédéric Poisson (il demeure toutefois premier adjoint, un poste qui fut occupé par Christine Boutin de 1983 à 2001). En juin 2005, il devient ministre délégué à l'Emploi, au Travail et à l'Insertion professionnelle des jeunes dans le gouvernement Villepin. Réélu sénateur le 1[er] octobre 2007, à la suite de l'opportune démission d'Adeline Gousseau, il est également réélu maire de Rambouillet en mars 2008 avec plus de 57 % au premier tour. Il a succédé à Christian Poncelet à la présidence du Sénat.

LARERE Xavier. Membre du Conseil d'État, né le 12 juin 1933 à Angers (Maine-et-Loire). Diplômé de l'IEP et licencié en droit, cet énarque est entré comme auditeur au Conseil d'État. Conseiller technique au cabinet du secrétaire général de l'administration en Algérie en 1961, puis conseiller juridique du secrétariat d'État aux Affaires algériennes (1963-1964), il sera ensuite conseiller technique puis directeur du cabinet du directeur général de l'*ORTF* (1968-1969). Directeur chargé de la coordination des chaînes de télévision, il devient, en 1972, directeur général pour la production télévisée et en 1973 directeur des achats et commandes des programmes de télévision. Directeur général d'*Antenne 2* de

1975 à 1981, ainsi que directeur général du film A2 et président de la communauté des télévisions francophones (1976-1977), il réintègre le Conseil d'État à l'arrivée de la gauche. De 1985 à 1988, il sera directeur général du Comité de développement et de promotion du textile et de l'habillement, président du groupe Slav de 1987 à 1989, et d'Eurisma de 1988 à 1990. Il a également été directeur général de la Société générale de gestion cinématographique et PDG depuis 1990 de Prodeve et d'Osby Films (groupe Expand). Expert en communication audiovisuelle auprès de la cour d'appel de Paris depuis 1999.

LARQUIE André. Haut fonctionnaire, né le 26 juin 1938 à Nay (Pyrénées-Atlantiques). Ancien de l'IEP de Paris, il fut le président de l'amicale des élèves de l'IEP en 1960-1961, vice-président national de l'Unef de 1961 à 1963 et milita alors au PSU, avec Tony Dreyfus, Dominique Wallon et Michel de La Fournière. Affecté à sa sortie de l'Ena, en 1967, à la direction générale de l'administration et de la fonction publique au secrétariat général du gouvernement, il sera de 1971 à 1976 conseiller technique au cabinet du préfet de la région parisienne Maurice Doublet, adjoint au directeur de la musique (1976-1979), puis sous-directeur de la mission de développement culturel (1979-1981). Chargé de mission auprès de Jack Lang à la Culture dès 1981, il sera par la suite (1983-1987) président du conseil d'administration du théâtre national de l'Opéra, conseiller technique au cabinet de Michel Rocard à Matignon (1988-1989), avant de devenir PDG de *Radio France International* (1989-1995). Il a également été délégué de la Fondation Noureev pour la France, président du directoire du palais omnisports de Paris-Bercy, puis directeur de la mission d'études sur la spoliation des biens juifs.

LASRY Claude. Membre du Conseil d'État, né le 30 septembre 1915 à Oran (Algérie), décédé le 28 avril 2003. Docteur en droit, diplômé de l'IEP et licencié en philosophie, il devient, en 1946, auditeur puis, en 1950, maître de requêtes au Conseil d'État. Il sera notamment, de 1959 à 1962, directeur du cabinet de Pierre Sudreau, puis de 1963 à 1966 secrétaire général du Conseil d'État. Conseiller d'État en 1965, il assure la direction financière et administrative du CNRS de 1966 à 1970, avant de présider de 1970 à 1973 l'Institut Pasteur. Président de sous-section de 1974 à 1978 (commission des ententes et des positions dominantes), puis président adjoint de la section (1979-1983), il a occupé de nombreuses fonctions dans des organismes et commissions para-étatiques comme la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, la Commission des sondages (jusqu'en 1993), le comité de surveillance de l'Association française pour le développement de l'audit (qu'il a présidé de 1983 à 1988).

LASSERRE Bruno. Haut fonctionnaire, né le 4 janvier 1954 à Talence (Gironde). Diplômé de l'IEP de Bordeaux, cet énarque est entré en 1978 au Conseil d'État. Il est, de 1980 à 1982, rapporteur général de la Commission nationale du droit de réponse à la radio et à la télévision, puis de 1982 à 1986 rapporteur général de la Commission d'accès aux documents administratifs. Délégué aux affaires juridiques de la direction générale des télécommunications au ministère délégué chargé des P et T en 1986, il deviendra, en 1989, directeur de la réglementation générale au ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, puis en décembre 1993 directeur général des Postes et des Télécommunications. Il est, depuis 2004, président du Conseil de la concurrence.

LATHIERE Bernard. Inspecteur des Finances, né le 4 mars 1929 à Calcutta (Inde), décédé le 27 juin 1997. Il est le fils du représentant en Inde de Michelin. Cet énarque, issu de la même promotion que ses amis Jean François-Poncet et Antoine Veil, est entré en 1955 à l'inspection des Finances. Chargé en 1957 du montage financier de la recherche pétrolière au Sahara, il devient en 1959 conseiller technique au cabinet de Pierre Guillaumat (Armées), puis sera chargé de mission à la direction de la construction en 1961, conseiller technique de Marc Jacquet (Travaux publics et Transports, 1962-1966). Il est le suppléant de ce dernier aux élections législatives de 1973. En 1966, il devient commissaire du gouvernement auprès d'Air Inter avant de diriger les transports aériens (1968-1975), représentant l'État à Air France et UTA

(ainsi que président des délégations françaises aux comités directeurs Concorde et Airbus). Membre du conseil de surveillance de la Snias en 1974, il devient l'année suivante le conseiller de son président. De 1975 à 1985, il sera administrateur gérant d'Airbus-Industrie (c'est-à-dire le véritable patron d'Airbus et l'un des principaux artisans de son succès), puis de février 1985 à janvier 1986 vice-président de son conseil de surveillance. En 1981, il sera également promu président de l'Institut de gestion des énergies, et en 1983, président du Centre français du commerce extérieur (jusqu'en 1986). De janvier 1986 à juin 1992, il est président d'Aéroports de Paris (en remplacement de Pierre Marion), puis de juin 1990 à août 1992 président du Comité national du commerce extérieur du tourisme. À partir de décembre 1992, il préside l'Institut des transports aériens.

LASVIGNES Serge. Membre du Conseil d'État, né le 6 mars 1954 à Toulouse (Haute-Garonne). Fils d'un comptable, Guy Lasvignes, et d'Odette Weissmann, cet agrégé de lettres est entré, à sa sortie de l'Ena (promotion Liberté-Egalité-Fraternité, 1987-1989), au Conseil d'État, comme auditeur (1989). Il est promu maître des requêtes en 1992 et conseiller d'État en 2005. Conseiller juridique du Conseil supérieur de l'audiovisuel (1991), directeur des affaires générales, internationales et de la coopération au ministère de l'Éducation nationale (1995-1996), puis directeur des affaires juridiques (1996-1997), il sera ensuite directeur au secrétariat général du gouvernement (1997) et est secrétaire général du gouvernement depuis 2006 (où il a succédé à un autre membre du Siècle, Jean-Marc Sauvé).

LATSCHA Jacques. Juriste, né le 25 septembre 1927 à Mulhouse (Haut-Rhin), décédé le 14 mars 2005. Diplôme de l'IEP, agrégé et docteur en droit, il a milité dans sa jeunesse au MRP. Éditorialiste à *La Vie française* de 1952 à 1967, conseiller juridique de la Confédération générale économique marocaine en 1956, il a été administrateur ou responsable de sociétés dès 1951. De 1972 à 1983, il sera notamment PDG de la Société immobilière financière et des allumettes, président de la Paternelle SA (devenue Participations financières et gestion immobilière), PDG des Brasseries et glacières internationales (1980-1983). Agrégé de droit en 1967 et professeur de droit constitutionnel à Poitiers (1971-1972), il a été désigné en 1988 par Alain Poher pour siéger au Conseil constitutionnel (1988-1995).

LATTES Jean-Claude. Éditeur, né le 3 septembre 1941 à Nice (Alpes-Maritimes). Ancien élève de l'École supérieure de commerce de Paris, il débute aux pages culturelles du journal Combat (1962-1963), puis travaille à Candide et aux Nouvelles littéraires (1963-1968). Dans le même temps, il est chef du service promotion aux Éditions Robert Laffont (1965-1968). Quand il en est licencié, il crée en 1968, avec Jacques Lanzmann, Édition Spéciale, devenu en 1973 les Éditions Jean-Claude Lattès. Spécialiste des « coups » éditoriaux, il copiera le lancement de best-sellers à l'américaine. En 1975, il rachète les Éditions maritimes et d'outre-mer, et fonde l'année suivante les éditions Alta. En 1979, il crée une filiale aux USA, et en 1981 devient actionnaire principal/gérant du *Monde de la musique*. En septembre 1981, il cède l'ensemble de son groupe à Hachette et devient en retour directeur de l'édition de « la pieuvre verte » Hachette SA, puis directeur général du livre en 1987, poste où il essaie, sans y réussir, de lancer la collection Succès, destinée à concurrencer France-Loisirs. Il doit quitter Hachette en 1991 pour divergence de vues avec Jacques Lehn. Son épouse, Nicole Cousin, qui le remplaça à la tête des éditions Lattès (1981-1989) fut ensuite directrice éditoriale (1989-1991) avant de lancer les éditions Nil qui ont publié plusieurs ouvrages avec succès (notamment les deux manifestes de Jacques Chirac, *Une nouvelle France, La France pour tous*).

LATTES Robert. Directeur de société, né le 13 décembre 1927 à Paris XVIIe. Cousin du précédent, ce normalien, membre du groupe Bourbaki (association de mathématiciens de très haut niveau) a pratiqué la physique théorique au CNRS de 1953 à 1955, s'intéressant à l'informatique en gestation. Il passe ensuite au Commissariat à l'énergie atomique (1956-1958), puis entre en 1959 à la SEMA, filiale de Paribas, pour qui il crée un département de mathématiques appliquées à l'informatique. Il

sera directeur général de la SIA international (1959-1974), conseiller auprès de la direction générale (Jacques de Fouchier, sur recommandation de Pierre Moussa, 1975-1979), puis directeur de Paribas et président du conseil consultatif de Cortexa (1980-1987). Celui qui se définit comme « un vendeur de futur » a notamment créé, en 1980, Transgène, première société française de génie génétique. De 1982 à 1987, il a également présidé Paribas Technologie. Membre du Comité national des biotechnologies (1981-1986), président de Pallas Venture et de Paridev (à partir de 1988), il a également été vice-président de Pallas Finance (dirigée par son ami Pierre Moussa) à partir de 1991, branche spécialisée dans le capital-risque. Membre du Conseil national de développement culturel (1971-1973), président de la commission d'avances sur recettes du cinéma (1975-1978), membre de la commission des comptes et budgets de la nation (1976-1981), cet homme d'une exceptionnelle culture (il fut champion du monde de bridge en 1955-1956) appartient également au Club de Dakar et au Club de Rome. Il a publié, entre autres, *1 000 milliards de dollars*, ayant comptabilisé ce que pesaient les dirigeants des principales multinationales.

LAUDET Michel. Magistrat, né le 8 janvier 1936 à Paris. Ancien secrétaire général de la direction industrielle au ministère de l'Industrie, il est devenu substitut à Compiègne en 1976 puis à Paris en 1978 avant de retourner comme chargé de mission à l'Industrie durant cinq ans. Premier substitut à Paris en 1988 puis substitut général en 1994, il a été nommé avocat général à la Cour d'assises de Paris. Avocat général honoraire depuis 2003.

LAUGA Louis. Agriculteur, né le 16 février 1940 à Momas (Pyrénées-Atlantiques). Cet autodidacte, titulaire d'un simple certificat d'études, a progressé grâce au syndicalisme agricole. Membre du Conseil économique et social de 1970 à 1978, puis expert dans cette même institution de 1978 à 1979, il a présidé le Centre national des jeunes agriculteurs de 1972 à 1976. De 1978 à 1981, il est secrétaire adjoint, puis de 1981 à 1985, secrétaire général adjoint de la FNSEA, faisant figure de n° 2 (et de dauphin) derrière François Guillaume. Membre du Conseil économique et social européen et président de sa commission agricole de 1980 à 1986, il préside le Syndicat national d'études et de recherches pour les coopératives agricoles et leurs unions depuis 1977. Proche de Jacques Chirac et d'Alain Juppé (landais comme lui), il a été député RPR des Landes de 1986 à 1988 puis de 1993 à 1997. Membre de la commission exécutive et secrétaire national aux fédérations du RPR, il est également député européen depuis 1989 (en remplacement de Michèle Barzach). Il a été nommé, en 2004, inspecteur général de l'agriculture au tour extérieur, et sera, de 1998 à 2004, conseiller régional RPR d'Aquitaine.

LAUGIER Alain. Professeur de médecine, né le 10 avril 1930 à Paris. Docteur en médecine et professeur agrégé, licencié ès sciences, ce cancérologue de renom fut reçu, en 1954, interne des Hôpitaux de Paris, en 1962, Research fellow à la Stanford Medical School, en 1963, chef de clinique assistant à l'Institut Gustave Roussy. De 1966 à 1971, il est radiologiste des hôpitaux de Paris à Necker, et depuis 1974, chef du service de cancérologie-radiothérapie à l'hôpital Tenon. Fondateur secrétaire général de la Société de démographie et d'économie médicale, en 1961, et de l'Association médicale France-Amérique en 1964, il est depuis 1955, rédacteur au Concours médical. Membre de nombreuses commissions et organismes divers, il a notamment présidé la commission des cancers de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris de 1985 à 1990, le comité conseil de Général electric CGR, appartenu à la commission du cancer au ministère de la Santé, etc.

LAURE Maurice. Inspecteur des Finances, né le 24 novembre 1917 à Marrakech (Maroc), décédé le 20 avril 2001. Après quelques années en Indochine, il entre à Polytechnique. Après la guerre, il passe en 1945 le concours de l'inspection des Finances. L'année suivante, il a l'idée de créer la Direction générale des impôts, administration sans doute la plus détestée des Français. Il entre au cabinet de Bourges-Maunoury et met sur pied les premiers polyvalents. Il sera secrétaire de la commission de réforme fiscale en 1948, directeur adjoint à la direction générale des impôts de 1954 à 1960. Il est l'un des principaux artisans de la TVA. Il sera ensuite, de 1960 à 1966, directeur du Crédit national. Il entre à la Société générale en 1967 comme directeur général, et en sera le président de 1973 à 1982 (mis en congé par le pouvoir socialiste). Il sera également PDG de la Sogeplan à partir de 1968, ainsi que président, de 1969 à 1981, de la Sogebail. En 1983, il devient président des Nouvelles Galeries. Il a siégé dans de nombreux conseils d'administration, Sogen Swiss International Corporation, Société pour la conversion et le développement industriels, Schneider SA, Banque européenne de crédit à moyen terme, American banking corporation, Crédit National, BFCE, Nouvelles Galeries, etc.

LAURENT Dominique (née SILVESTRE). Membre du Conseil d'État, née le 21 janvier 1951 à Paris X^e^. Divorcée d'un assureur dont elle a conservé le nom, cette fille de médecin est diplômée de Sciences-Po et énarque. Ayant choisi le ministère des Affaires sociales, elle a notamment été chef du bureau des prestations familiales à la direction de la Sécurité sociale, avant d'être détachée au Conseil d'État (1980-1983), puis d'être chargée de mission, au secrétariat général du gouvernement, pour les questions d'éducation, de fonction publique, de droits de la femme et de la langue française (1983-1986) et pour les questions sociales (1986-1988). Nommée maître des requêtes, elle assure la direction du cabinet du ministre d'ouverture (centriste mitterrandien) délégué auprès du ministre des Affaires sociales, Bruno Durieux, avant de rejoindre la mairie de Paris, en 1993, comme directeur des affaires juridiques. En 1998, elle prend la direction de la politique médicale de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. Nommée conseiller d'État en 2000, elle est directrice des sports au ministère des Sports depuis 2002. Elle préside également le conseil d'administration de divers établissements sportifs (Insep, Ensa, Env, etc.)

LAURENT Jean. Banquier, né le 31 juillet 1944 à Mazamet (Tarn). Il est le fils d'un cadre commercial. Cet ingénieur en aéronautique, qui est également Master of Sciences de l'université de Wichita, a curieusement fait toute sa carrière dans la banque. Il a débuté en 1970 au Crédit Agricole de Toulouse comme responsable de l'informatique. Il va dès lors monter dans la hiérarchie de la Caisse nationale du Crédit Agricole. Il est directeur général adjoint de celle d'Ile-de-France (1984-1993) puis directeur général adjoint (1994-1999) avant de devenir directeur général du Crédit Agricole (dont le président est Yves Barsalou). À ce titre, il est administrateur de multiples banques et filiales, en France comme à l'étranger. Le discret successeur de Lucien Douroux, qui a modelé toute sa carrière, a mené à bien, en 2000, l'entrée de la « banque verte » au capital du groupe Lazard en prenant 31 % (pour 4 milliards de F) de l'une de ses holdings Rue Impériale de Lyon. Il a pris en 2001 la présidence de nouvelle Fédération bancaire française qui regroupe la totalité des banques traditionnelles et les établissements mutualistes. Président du Crédit lyonnais de 2003 à 2005, il a présidé de 2001 à 2007, le Crédit Agricole Indosuez devenu Calyon. Il est administrateur d'une multitude de sociétés associées à la « banque verte ».

LAURENT Pierre. Membre du Conseil d'État, né le 27 octobre 1919 à Paris, décédé le 21 janvier 2008. Docteur en droit et ancien de Sciences-Po ainsi que du Centre des hautes études administratives, il entre en 1945 comme auditeur au Conseil d'État. Il travaille d'abord à l'étranger (Autriche, Tunisie, Sarre), puis sera directeur général du travail au ministère du Travail (1957-1963) et secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale (1963-1968). Il en démissionne, à la suite d'incompatibilités avec son ministre Alain Peyreffitte. Il est ensuite directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay (1969 à 1974). De retour au Conseil d'État, il présidera, de 1980 à sa retraite, la section sociale.

LAUVERGEON Anne. Ingénieur des mines, née le 2 août 1959 à Dijon (Côte-d'Or). Elle a rencontré François Mitterrand à six ans, son grand-père, menuisier charron, était maire de Saint-Didier dans la Nièvre. Son père, professeur de gauche, s'est activement occupé d'alphabétisation d'immigrés turcs. Sa mère, de droite, est assistante sociale.

LE SIÈCLE

Ancienne de Normale sup, elle est agrégée de sciences physiques et ingénieur en chef des Mines. Entrée en 1982 chez Minemet (groupe Imetal), elle devient l'année suivante ingénieur de production sur un laminoir à Usinor, puis chargée d'études économiques aux investissements à la direction générale, auprès du très influent Raymond Lévy, parrain officiel des « mineurs » (qui a modelé des centaines de carrières). Elle entre au CEA en 1985 comme ingénieur sur les problèmes de sûreté et d'environnement, et chargée du sous-sol pour la région Ile-de-France. En 1988, elle devient l'adjoint au chef du service du conseil général des Mines à l'Industrie, Robert Pistre, et chargée de la formation des ingénieurs élèves aux Mines. En février 1990, François Mitterrand ayant décidé de favoriser les non-énarques, elle entre à l'Élysée comme chargée de mission pour le commerce extérieur et l'économie internationale, remplaçant Christian Sautter, puis Jacques Attali, devenant en décembre, à 31 ans, secrétaire général adjoint (n° 4 de l'Élysée). Elle cumule cette fonction avec celle de « représentant personnel du président de la république » (devenant de fait le n° 3 de l'Élysée). « Sherpa » de François Mitterrand pour les grands sommets internationaux (comme le G7), elle a connu une carrière rapide (petit phénomène de François Mitterrand, étoile montante des derniers jours élyséens »), et se verra même classée par le *Time* parmi les cent personnes les plus influentes du monde. Au Forum économique mondial de Davos, elle est considérée comme l'une des cent personnes qui feront l'an 2000. En 1995, elle devient la première femme ainsi que le premier ingénieur des Mines associé-gérant chez Lazard, la plus secrète banque d'affaires mondiale. En juin 1999, elle est nommée PDG du groupe Cogema, succédant à Jean Syrota, démissionnaire suite aux pressions des Verts. En juillet 2001, la Cogema rejoint Framatome et d'autres sociétés pour créer Areva. Elle prend la tête du nouveau groupe, entrant ainsi dans le cercle très restreint des femmes dirigeant des groupes d'envergure internationale. Régulièrement citée parmi les femmes les plus importantes de la planète, elle a conservé son poste, en dépit de multiples tentatives d'intimidation et de déstabilisation.

LAYT Fatine (épouse COPPEE, née LAYT). Banquier, née le 10 juillet 1967 à Casablanca (Maroc). D'une très grande discrétion sur ses origines (ses ascendants ne sont pas donnés au *Who's Who*), elle est la fille d'une mère française, professeur de lettres et ancienne de Normale sup, et d'un père marocain, ingénieur des Ponts et chaussées, qui deviendra notamment le patron de Royal Air Maroc (selon *Le Nouvel observateur*, 19 octobre 2006). Elle détient une ferme proche de Marrakech mais a été très largement élevée par ses grands-parents, installés en région parisienne, ayant rejoint la métropole très jeune, à quatre ans. Elle a donc effectué toutes ses études à Sainte-Marie-de-Neuilly (elle indique curieusement Rueil-Malmaison au *Who's Who*) et sera premier prix de musique de chambre (violoncelle) du Conservatoire de Paris. Passée par hypokhâgne et khâgne, elle a finalement opté pour l'Institut d'études politiques de Paris. Elle est également passée par la Société française des analystes financiers. Son parcours n'a donc strictement rien à voir avec celui d'une « beurette » difficilement intégrée même si elle est complaisamment présentée de cette manière. Jouant elle-même dans ce registre, cette membre du Cercle Interallié, du Women's Forum ou *young leader* de la French American Foundation a, par exemple, adhéré à XXIe siècle, le club des élites issue des « minorités visibles ». Elle a débuté comme trader obligataire à la société de bourse Legrand (1988-1989), avant de rejoindre rapidement Jean-Charles Naouri chez Euris (1989-1996), alors qu'elle n'est âgée que de vingt-deux ans (« lors de notre premier entretien, on n'a parlé que de kabbale et musique », *Le Nouvel observateur*, 19 octobre 2006). Elle y sera notamment PDG d'EPA (1992-1994), administrateur de Glénat et d'Actes Sud, directrice de différentes sociétés d'audiovisuels, directeur financier d'Orors (1993-1994), directeur général de Sygma Press (1995-1996), PDG de CEPP (1996-1998). Elle fonde Intermezzo, une société spécialisée dans les fusions acquisitions dans les domaines du luxe et des médias. En 2003, elle s'associe avec Jean-Marie Messier, ex-PDG de Vivendi Universal, au sein de Messier Partners. À elle, Paris, à lui New York. Le tandem se sépare en 2007. Cette année-là, elle fonde Partanéa, qu'elle revend ensuite à

la banque d'affaires familiale Oddo. Elle entre alors au comité exécutif d'Oddo & Cie et devient, en 2008, associé-gérant, puis président d'Oddo Corporate Finance, à partir de 2009. À remarquer que la vente de Partanéa s'est effectuée via Le Siècle si l'on en croit *Les Échos* (21 novembre 2008). « Les deux banquiers se sont rencontrés à un dîner du Siècle par l'entremise du PDG de Montpensier Finance, Guillaume Dard. Un premier contact qui s'est prolongé autour d'une autre table, celle du très raffiné restaurant japonais *Hanawa*, le préféré de Fatine Layt. Et voilà comment cette figure atypique de la haute finance et de l'establishment se retrouve, à quarante et un ans, associée gérante d'Oddo Corporate Finance. » Elle est devenue administrateur de l'institut mondialiste Aspen France en 2010. Cette franco marocaine, titulaire d'une double nationalité, est une proche de Nicolas Sarközy. Son nom a été plusieurs fois cité comme futur membre du gouvernement et elle a figuré au sein de la commission Juppé-Rocard. Elle a été décorée de la légion d'Honneur par François Fillon en 2009, ce dernier la qualifiant alors de « femme d'affaires exceptionnelle, ouverte à toutes les formes d'intelligence ». En mars 2010, elle est devenue la première femme administrateur d'Imerys, spécialisée dans les minéraux pour céramiques, les produits réfractaires et abrasifs. Elle a épousé (elle ne le précise pas au *Who's Who*) Evence-Charles Coppée, président de société, divorcé de Florence Lippens. Il a notamment été directeur d'études au Boston Consulting Group à Paris, directeur de la diversification du groupe Chargeurs, cogérant de la société éditrice du quotidien ex-gauchiste *Libération* (1996-2005), directeur général d'Infogrames (2005-2007), PDG de LTKfarma (biotechnologies) depuis 2008.

LE BOUCHER Éric. Journaliste, né le 26 mai 1950 à Paris XVIIIe. Ce fils d'un courtier est passé par Saint-Martin de France à Pontoise et Louis-le-Grand à Paris. Docteur en économie (Dauphine) et diplômé de l'Institut de statistique des universités de Paris, il a débuté comme économiste à l'Institut de recherches en informations économiques et sociales (Dauphine) en 1975. Il bifurque en 1979 vers le journalisme, intégrant la rédaction de *L'Usine nouvelle*, avant de passer, en 1982, au quotidien socialiste *Le Matin de Paris*, puis au *Monde* l'année suivante. Affecté au service économique, il deviendra le correspondant du quotidien à Francfort (1991-1994), avant d'en être rédacteur en chef (1995-2008) et chef du service international (1998-2000). Il prend ensuite, en 2008, la direction de la rédaction d'*Enjeux*, le mensuel des *Échos*. Collaborateur économique de *Radio Classique* et d'*Europe 1*, ce cofondateur du site internet *Slate.fr* (de Jean-Marie Colombani) a appartenu à la Commission pour la libération de la croissance française de Jacques Attali et siège au Conseil pour la diffusion de la culture économique. Coauteur des *Dossiers noirs de la gauche* (1986) et signataire d'*Économiquement incorrect* (2005), ce défenseur du capitalisme néolibéral (mondialisation, dérégulation, déréglementation, privatisation, déstructuration des services publics, etc.), qui se définit comme un « farouche partisan du blairisme », appartient au très mondialiste Groupe de Bilderberg (réunion au Portugal en 1999).

LE BRIS Raymond-François. Préfet, né le 18 septembre 1935 à Gouesnou (Finistère). Agrégé de droit, il enseigne à Bordeaux et Rennes, puis à Brest, où il sera directeur de l'Institut de droit et des sciences économiques. En 1971, il est élu président de l'Université de Bretagne occidentale. L'année suivante, il devient directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche auprès d'Olivier Guichard, puis directeur de cabinet de Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux Universités (1974-1976). Redevenu professeur à l'université de Brest jusqu'en 1977, il entame alors une carrière préfectorale : en Ardèche, en 1977, puis dans l'Ain, de 1979 à sa démission en juin 1981. Il est alors nommé à Paris IX-Dauphine, et devient secrétaire général du Conseil pour l'avenir de la France, l'organisme de réflexion et de prospective initié par Valéry Giscard d'Estaing (1982-1986). En avril 1986, il devient préfet de Seine-Saint-Denis (jusqu'en 1990), puis directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. En 1995, il devient directeur de l'Ena, creuset de la synarchie technocratique. Il est, depuis 2002, expert consultant à Sociovision Cofremca et a présidé la mission interministérielle sur l'organisation et le fonctionnement des services de l'État à l'étranger.

LECA Dominique. Inspecteur des Finances, né le 25 juillet 1906 à Ota (Corse), décédé le 15 décembre 1982. Licencié ès lettres et diplômé de philosophie, ce normalien devint inspecteur des Finances en 1932. Il fut notamment chef de cabinet du ministre des Finances en 1938 puis des Affaires étrangères en 1940. Replié à Londres, il appartient au service français de la BBC. Directeur de cabinet du secrétaire d'État aux Forces armées en 1948, il sera PDG de L'Union-Vie (1949-1955), président des compagnies d'assurances du groupe L'Union (1955-1958), puis président (1968) et PDG (1971) de l'Union des assurances de Paris. Il a également été administrateur de nombreuses banques et sociétés, dont la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Librairie Hachette, la Lyonnaise des eaux, etc.

LECLERCQ Jacques. Président de société, né le 7 septembre 1942 à Ligny-en-Barrois (Meuse). Cet X-Ponts, diplômé des langues O (russe) et licencié ès sciences économiques, fut en 1968-1969 chargé de mission auprès du directeur de l'équipement sanitaire et social du ministère de la Santé, puis conseiller technique au cabinet du ministre de 1969 à 1972. Conseiller technique au cabinet d'Edgar Faure (Santé, 1972-1973) puis d'Yves Guéna (Transports, 1972-1973), il repart alors vers l'industrie, comme chef d'aménagement de la centrale nucléaire de Blayais (1974-1977), puis de Gravelines (1977-1979), avant de prendre la direction de la région d'équipement Alpes-Lyon. Entré à EDF, il sera chef du service de la production thermique en 1984, puis directeur délégué de la production et du transport en 1987. Il rejoint Bouygues en 1988 en qualité de directeur général d'Énergie et activités nouvelles, puis en 1989 PDG de la Compagnie européenne d'accumulateurs. Président du groupement Fiat dans le domaine des accumulateurs depuis 1991, il l'est également du directoire d'Alcatel Submarine Networks depuis 1995. PDG d'Orgalog (transport et logistique) depuis 2000, il est également PDG de Pragma Europe Consulting puis de JAL Consulting.

L'ECOTAIS Yann ROUXEAU de. Journaliste, né le 14 novembre 1940 à Marseille (Bouches-du-Rhône), décédé le 25 octobre 2008. Diplômé de l'Essec, il entre à l'*AFP* en 1963 sur recommandation de son grand-père. Il sera par la suite correspondant du *Figaro* à Bruxelles (1973), chef de son service économique (1975), avant de rejoindre *Radio Monte Carlo* en 1977 suite au rachat du titre par Robert Hersant. En 1978, Jimmy Goldsmith le recrute comme rédacteur en chef adjoint de *L'Express* (qu'il transformera en machine de guerre anti-FN). Directeur adjoint puis directeur dès 1981 de l'hebdomadaire, il a appartenu à la Fondation Saint Simon sur recommandation de Luc Ferry.

LEDOUX Pierre. Banquier, né le 30 septembre 1914 à Bordeaux (Gironde), décédé en juin 2005. Ancien de HEC, il appartiendra à la mission française en Extrême-Orient en 1945-1946, puis sera attaché financier à Washington (1947-1948) et chargé de mission auprès du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne en 1949 et 1950. Fin 1950, il devient secrétaire général de la BNCI (future BNP), puis directeur général adjoint et directeur général (1963). En 1966, quand la BNCI et le Comptoir national d'escompte de Paris fusionnent pour devenir la BNP, il en devient administrateur directeur général et en assurera la présidence de 1971 à 1979. Vice-président (1975-1979) puis président (1979-1982) de l'Association professionnelle des banques, il a ensuite présidé, de 1982 à 1987, le conseil de surveillance de Michelin. Membre du Conseil économique et social de 1977 à 1979, il a présidé le Club Europe Initiative à partir de 1990 et a également été vice-président de la Banque marocaine pour le commerce et l'industrie, de l'Institut d'études des relations internationales et de la Chambre de commerce internationale.

LE DRIAN Jean-Yves. Universitaire, né le 30 juin 1947 à Lorient (Morbihan). Venu des milieux catholiques, cet agrégé d'histoire a été maître-assistant à l'université de Haute Bretagne à partir de 1973. Maire de Lorient de 1981 à 1998, il a rejoint le PS en 1974. Député socialiste du Morbihan de 1978 à 1991, il a été secrétaire d'État à la Mer d'Édith Cresson de mai 1991 à avril 1992, croisant le fer avec les dockers cégétistes. Il fut avec François Hollande et Jean-Michel Gaillard l'un des principaux responsables des transcourants au sein du PS. En 1990, il sera délégué national du PS à la Défense (après avoir été vice-président de la Commission de la défense de l'Assemblée), et assurera le secrétariat général de l'Institut de la décentralisation, présidé par le RPR Paul Graziani. Ce membre du Grand Orient de France (*Les Francs-maçons des années Mitterrand*) a été inculpé en 1992 dans le cadre de l'enquête sur la Sages. Il a été nommé inspecteur général de l'Éducation nationale au tour extérieur en février 1993. Depuis 2004, il préside le conseil régional de Bretagne.

LE DUIGOU Jean-Christophe. Syndicaliste, né le 18 avril 1948 à Guingamp (Côtes-d'Armor). Fils d'instituteurs, il a rejoint les Jeunesses communistes en 1962. Sa femme, qui enseigne en Seine-Saint-Denis, milite également au Parti communiste. Étudiant à Rennes en 1968 où il animait alors l'Unef en Bretagne, il devient fonctionnaire du ministère des Finances en 1970, adhérant aussitôt à la CGT. Titulaire d'une maîtrise en gestion et d'un diplôme d'études supérieures en informatique, il devait réussir le concours de l'École nationale des impôts. En 1982, il deviendra directeur divisionnaire des impôts. La même année, il devient secrétaire général de la Fédération des Finances CGT, la direction de cette fédération (Yves Peyrichou et Robert Jévodan), étant considérée comme des « communistes critiques » (ils avaient désapprouvé l'intervention en Afghanistan et le putsch en Pologne) qui furent alors éliminés. Il siège dès lors à la commission exécutive confédérale de la CGT et rejoint alors également le Conseil économique et social. Membre de Confrontations de Philippe Herzog, il prend la direction du secteur économie de la CGT en 1995. Il milite au sein du Parti communiste, entrant au comité central en 1987 (titularisé en 1989) et participant étroitement aux travaux de sa section économique. Il rejoignit par la suite le Comité national du PCF, y siégeant jusqu'en 1996. En février 1999, il entre au bureau confédéral de la direction de ce syndicat paracommuniste. Au sein de ce syndicat, il est notamment en charge du dossier des retraites et dirige le Centre confédéral d'études économiques et sociales. Il a signé *Économie et gestion de l'entreprise*, *Réinventer l'impôt* (avec Roland Le Bris), *Demain l'emploi* (Éditions de l'atelier), *L'Avenir des retraites* (avec son homologue de la CFDT, Jean-Marie Toulisse, Éditions de l'Atelier, 1999) et *Les Fonds de pension* (avec William D. Crist, patron du principal fonds de pension américain, Calpers, Grasset-Les Échos, 2002). *Libération* (1er février 2003), qui se garde bien de dire qu'il appartient au Siècle, donne sans nul doute une clé à son entrée dans ce cénacle d'influence (où il dîne donc chaque mois avec les représentants du grand patronat) en indiquant qu'il est « un diplomate en terres sociales, pas un tribun prolétaire ». Un homme de réseaux, pas un sectaire. Un raisonneur plutôt qu'un emporté [...] Économiste en chef de la CGT, il siège dans une foultitude d'organismes dont la République raffole : au Conseil d'orientation des retraites, mais aussi au Conseil économique et social, au Comité de l'épargne réglementée, à la Commission économique de la nation, etc. À ces fréquentations officielles, il ajoute ses réseaux personnels. Le club Confrontations de son mentor du Parti communiste, Philippe Herzog, où il côtoie Jean Gandois, l'ancien président du défunt CNPF, et l'association Lasaire, dont le président n'est autre que Jean Peyrelevade, le patron du Crédit lyonnais. Le Duigou a la cote chez les patrons. « C'est la CGT comme on la rêve » dit un patron du Medef. Vice-président du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites (2003) et vice-président du conseil de surveillance de l'Agence pour l'innovation industrielle (2005-2007), il obtient un passe-droit sur intervention du secrétaire général de l'Élysée Claude Guéant : en décembre 2007, il est nommé conservateur des hypothèques (salaire d'environ 9000 euros mensuels), bien que détaché auprès de la CGT depuis des lustres, et dans la dernière ligne droite avant la retraite. Le Duigou aurait en principe dû reprendre un poste dans l'administration pour pouvoir toucher une pension plus coquette.

LEFEBVRE Dominique. Homme politique, né le 7 mai 1956 à Roubaix (Nord). Fils d'Étienne Lefebvre, inspecteur d'académie, et d'Henriette Lefebvre, employée de bibliothèque, Dominique Lefebvre a épousé, le 8 octobre 1994, Anne Giami, une camarade de promotion de l'Ena (Denis Diderot, 1984-

1986), devenue administratrice civile, avec qui il a eu deux enfants (Marc et Laure). Passé par l'École de service social de Lille (1975), il commence sa carrière comme assistant social de circonscription dans la banlieue de Lille (1979-1982), ayant été à partir de 1981, permanent de la CFDT. À sa sortie de l'ENA, qu'il avait intégrée par le concours interne, il rejoint la Cour des comptes comme auditeur (1986-1990). Il est passé conseiller référendaire (1990), puis conseiller maître en 2004. Il a rejoint, en 1988, le cabinet du ministre PS de la Solidarité Claude Evin comme conseiller technique pour la mise en œuvre de la loi sur le RMI. L'année suivante, il est chargé de mission au cabinet du Premier ministre PS Michel Rocard, puis conseiller technique. Directeur adjoint du cabinet de Michel Delebarre, ministre PS de la Ville (1991), ce marathonien devient le directeur de cabinet de Jack Lang (1992-1993) alors ministre de la Culture, Porte-parole du gouvernement, puis ministre de l'Éducation et de la Culture. Durant la campagne pour l'élection présidentielle de 1995, il participe à la rédaction du projet de Lionel Jospin et dirigera brièvement le cabinet de la ministre PS de la Culture Catherine Trautmann (1997), avant d'en devenir conseiller (1998-2000). Parallèlement, en 1995, il a été élu à Cergy (Val-d'Oise) sur la liste divers gauche (ex-PS) conduite par Isabelle Massin. Maire adjoint aux finances, il devient maire en février 1996 à la suite de la démission du maire (suite à l'invalidation de ses comptes de campagne). Il devient alors premier vice-président du Syndicat d'agglomération nouvelle de Cergy Pontoise (11 communes, 200000 habitants) dont il devient président le 20 avril 2001 (devenu communauté d'agglomération en 2003), tout en dirigeant, à partir de juillet 2001, le centre de formation des élus socialistes, le Centre Condorcet. Premier secrétaire de la fédération du Val d'Oise du PS depuis 2005, il a notamment poussé Ali Soumaré comme tête de liste départementale pour les élections régionales de mars 2010. Réélu maire de Cergy en 2001 et 2008, il revendique dans son bilan la construction de la grande mosquée de Cergy (2 000 m² en plein centre-ville avec un minaret de 20 mètres), inaugurée en juillet 2012 en présence de Manuel Valls. En janvier 2013, il a cédé sa place de maire à son premier adjoint Jean-Paul Jeandon, ayant été élu au second tour, en juin 2012, député de la Xe circonscription du Val-d'Oise avec 62,04 % face à l'UMP Audrey Tamborini.

LE GALL Jean-Yves. Président de société, né le 30 avril 1959 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Il est le fils d'Yves Le Gall, officier de marine marchande, et de Marianne Passani, enseignante. Ce diplômé de l'École supérieure d'optique (1981), docteur ingénieur en optique et traitement du signal de l'université Paris Sud (1983) a commencé sa carrière au CNRS comme chercheur en astronomie spatiale (Marseille, 1981-1985). Chargé de mission au ministère de l'Industrie (1985-1988), il a notamment suivi le lancement des programmes *Ariane V*, *Hermès* et *Colombus* en tant que conseiller technique au cabinet du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, le socialiste Paul Quilès (1988-1992). Membre de l'Académie internationale d'astronautique depuis 1992, il a intégré l'année suivante Novespace, filiale du Centre national d'études spatiales (CNES) comme directeur général avant d'être nommé directeur général adjoint du CNES en 1996. À ce titre, il est responsable du plan stratégique et délégué français au conseil de l'ESA, l'agence spatiale européenne. Il a été également PDG de la société russo-européenne Starsem (*Mars Express*, *Vénus Express*) entre 1998 à 2002, puis de 2006 à 2013. Ce franc-maçon (*Challenges*, 24 septembre 2009) a été directeur général (2001-2007), puis PDG (2007-2013) d'Arianespace dont il demeure administrateur. Depuis 2013, il préside le conseil d'administration du CNES. Dans ses responsabilités au Medef, il a été notamment président des groupes France Japon (2011-2013) et France Russie (2012-2013).

LE GUEN Jean-Marie. Médecin, né le 3 janvier 1953 à Paris XVe. Marié à une gynécologue (Isabelle Lepoureau), il est le fils d'un ingénieur des Ponts et chaussées, André Le Guen, et d'une enseignante, Claudine Dibar. Il a rejoint le PS dès 1973. Premier secrétaire du Mouvement des jeunesses socialistes (1977-1979) et délégué national du PS à la jeunesse, ce mitterrandien cofonde l'Unef-ID, en 1980, avec les étudiants trotskistes. Il a démenti (*Le Figaro*, 7 août 1988) avoir été lui-même trotskiste, certains affirmant même qu'il aurait appartenu au Parti communiste internationaliste (*La Lettre de Magazine-Hebdo*, 20 novembre 1987). Alors même que d'autres assurent qu'il a milité... très à droite (*Marianne*, 10 novembre 1997). Vice-président de la Mnef (1980-1983), il y a exercé son métier à partir de 1983. Premier secrétaire de la fédération de Paris à partir de 1987 (il ne se représente pas en 1999 à la suite du scandale de la Mnef qui l'éclabousse), il est proclamé, en juillet 1988, député de la 9e circonscription de la capitale à la suite de l'entrée au gouvernement de Paul Quilès, mais sera battu (47,90 %) en 1993 par la RPR Anne-Marie Couderc. Il l'emporte ensuite en 1997 (55,01 %), puis en 2002 (55,84 %) face à l'UMP-DL Patrick Trémelle, en 2007 (62,57 %) toujours face à Trémelle, et encore en 2012 avec le score record de 68,87 % face à l'UMP Anne-Sophie Souhaité. Personnage clé du scandale de la Mnef, il dut renoncer à se présenter aux élections municipales dans le XIIIe arrondissement en 2001 alors même qu'il était donné gagnant dans les sondages. Il a appartenu au Grand Orient de France mais aurait été radié de la loge République en 1996 (*L'Express*, 6 juillet 2000). Président de 1997 à 2002 du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, ce spécialiste des questions de santé a été le rapporteur de plusieurs projets de loi anti-alcool et anti-tabac (comme la loi Evin). Maire adjoint de Paris pour la santé publique et des relations avec l'AP-HP depuis 2008, il brigue la succession de Bertrand Delanoë, entendant s'opposer à l'ascension d'Anne Hidalgo. Au sein du parlement, il a toujours des positions ultra-sionistes, ayant même cosigné diverses pétitions avec des élus UMP (notamment celle contre la reconnaissance de l'État palestinien aux Nations Unies).

LE GUNEHEC Christian. Magistrat, né le 2 août 1930 à Auray (Morbihan). Cet orphelin est avocat et a été premier secrétaire de la conférence du stage avant de devenir magistrat (reçu premier) en 1955. Affecté dès 1958 au ministère de la Justice, il est nommé sous-directeur (1970) puis directeur à la direction des affaires criminelles et des grâces (1974). Procureur de la République au tribunal de grande instance de Paris en 1979, il quitte ses fonctions en 1982 et devient conseiller à la Cour de cassation. Directeur de cabinet de Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, en 1986, il sera promu président de la chambre criminelle de la Cour de cassation (1988-1997), puis président de la Cour de Justice de la République (1997-2000). Rapporteur de l'arrêt Barbie, en 1985, ce magistrat ayant toujours fait preuve d'indépendance a brièvement appartenu au Syndicat de la magistrature.

LE LORIER Anne. Administrateur civil, née le 19 octobre 1952 à Paris. À sa sortie de l'Ena en 1977, elle a été affectée à la direction du Trésor, section mouvements de fonds. Attaché financier à Washington, et administrateur suppléant du FMI en 1981, elle revient à la direction du Trésor en 1983 comme chef du bureau de la balance des paiements et du contrôle des changes. Devenue en 1987 conseiller technique d'Édouard Balladur aux Finances, elle devient en mai 1988 sous-directeur des participations à la direction du Trésor, puis à partir d'octobre 1989 sous-directeur de l'endettement et du développement, chargé de mission auprès du directeur du Trésor (elle mettra en place le « ni-ni » de François Mitterrand, ni privatisation, ni nationalisation). Jean-Claude Trichet la nomme vice-présidente du Club de Paris en 1989. Cette négociatrice hors pair, reconnue pour sa compétence, s'occupe alors de la création des statuts de la Berd, dont le premier président sera Jacques Attali, et des modalités de remboursement de la dette russe. En avril 1993, elle redevient conseiller pour les affaires économiques du Premier ministre Édouard Balladur (on lui attribue la dévaluation du franc CFA) et suit les sommets internationaux (G7) pour le compte du Premier ministre. En novembre, elle est également promue chef de service à l'administration centrale du ministère de l'Économie. Elle est directeur Corporate finance et trésorerie à la direction financière (2002) puis directrice générale adjointe Corporate Finance et trésorerie d'EDF (à compter du 20 mai 2008).

LE MAIRE Bruno. Diplomate, né le 15 avril 1969 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils d'un cadre financier d'une société

pétrolière et de Viviane Fradin de Bellabre. Cette dernière est issue d'une famille bourgeoise de Saintonges (*Encyclopédie de la fausse noblesse*, Pierre-Marie Dioudonnat). Passé par Saint-Louis-de-Gonzague et Louis-Le-grand, cet agrégé en lettres modernes (reçu premier) a été enseignant à l'université de Lyon. Ce spécialiste de Marcel Proust (auquel il a consacré un DEA) est diplômé de Sciences-Po Paris et ancien élève de l'Ena, par la voie interne. Affecté au ministère des Affaires étrangères (1998-2002), il se lia rapidement à Dominique de Villepin, rédigeant pour lui des notes. Il sera de tous ses cabinets, en profitant pour signer une hagiographie de son patron, *Le Ministre* (Grasset, 2004). Surnommé « l'Attali de Villepin », il a largement rédigé ses discours, notamment celui sur le « vieux monde » à l'ONU contre la guerre en Irak. Bien que conseiller, il était son véritable directeur de cabinet (*Le Monde*, 6 septembre 2005). On lui prête d'avoir été à l'origine des campagnes de déstabilisation de Nicolas Sarközy. Il est investi dans la 1re circonscription de l'Eure, succédant à Jean-Louis Debré en juin 2007, ayant obtenu 58,27 % face à la socialiste Anne Mansouret. En 2008, la commune bascule à gauche et il siège comme conseiller municipal d'opposition. Conseiller politique de l'UMP depuis avril 2008, il devient, en décembre 2008, secrétaire d'État aux Affaires européennes (remplaçant Jean-Pierre Jouyet), puis ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire, en novembre 2010. Il a également signé *Des hommes d'État* (Grasset, 2008).

LE MENESTREL Philippe. Membre du Conseil d'État, né le 4 janvier 1937 à Paris, décédé le 9 novembre 1994. Diplômé de l'IEP, cet énarque est entré en 1962 au Conseil d'État. De 1962 à 1965, il sera conseiller technique à la délégation générale à la protection sociale, puis en 1965, rapporteur près la commission d'aménagement du territoire. Conseiller technique de Robert Boulin (Agriculture, 1968-1969) puis de Jean Bailly (Commerce, 1969), il travaille de 1970 à 1973 au cabinet du préfet de la région parisienne, avant de devenir, en 1973, chargé de mission au secrétariat général du gouvernement. PDG de la Société française de production en 1978, il sera ensuite secrétaire trésorier d'Inter audio-visuel, membre de la commission éthique de la publicité et de la commission Communication du Conseil national de la publicité (1979), du Haut conseil de l'audiovisuel, administrateur du Conseil national de la publicité (1980), administrateur de la Fédération nationale de la publicité (1981), administrateur et membre du comité des spécialistes du BVP (1982). Il sera ensuite PDG de la Régie française de publicité, membre du conseil d'administration de RFP-*TF1*, RFP-*A2*, RFP-*FR3* et de *FR3* Publicité. Après avoir été conseiller de la direction du *Parisien*, il devient conseiller d'État en 1986.

LE MESLE Laurent. Magistrat, né le 8 février 1951 à Saint-Brieuc (Côtes d'Armor). Ce fils d'un directeur de banque a épousé une documentaliste. Licencié en droit, cet ancien élève de l'École nationale de la magistrature (1976-1978) devient auditeur de justice en 1976, puis juge d'instruction au TGI du Mans (1978-1979), avant d'être substitut puis premier substitut du procureur de la République au TGI d'Amboise (1984-1988). Procureur de la République adjoint au TGI de Pontoise. À ce poste, il aura à gérer le retour de Marc Moinard, dépêché dans l'Himalaya en hélicoptère pour retrouver le procureur Laurent Davenas et éviter l'ouverture d'une information judiciaire contre l'épouse du maire de Paris, Xavière Tibéri. Il se liera aussi avec Rémi Heitz, futur délégué à la Sécurité routière et Laure de Choiseul-Praslin, épouse du futur garde des Sceaux, Pascal Clément. Ce petit cercle de magistrats de droite fréquente aussi Philippe Bas, alors secrétaire général de l'Élysée. Nommé procureur de la République près le TGI de Châteauroux (1990-1994), il rejoint la Chancellerie en 1994 comme sous-directeur des affaires pénales générales et des grâces de 1996 à 1999 (à l'époque de Pierre Méhaignerie et Jacques Toubon). Il est rapidement remercié par la nouvelle ministre socialiste Élisabeth Guigou, au motif qu'il a rédigé un *Que sais-je?* consacré au ministère public, dans lequel il écrit, en vertu de l'article 36 du Code de procédure pénale, que le garde des Sceaux « a le droit de donner des instructions aux parquets généraux et aux parquets à tous les stades de la procédure ». Procureur de la république au TGI de Nancy (1999-2002), il entre à l'Élysée comme conseiller pour la justice auprès de Jacques Chirac (2002-2004). Directeur de cabinet du ministre de la Justice Dominique Perben (2004-2005) et directeur du cabinet de son successeur Pascal Clément, il devient, en 2006, procureur général près la Cour d'appel de Paris, remplaçant Yves Bot. Une décision très politique qui sera vivement critiquée par l'Union syndicale des magistrats et le Syndicat de la magistrature, d'autant qu'à ce poste, il aura largement à traiter des affaires judiciaires concernant le président de la République. « Beaucoup pensent qu'il a été promu pour protéger Chirac lorsque celui-ci ne bénéficiera plus de son immunité (*Le Nouvel observateur*, 21 septembre 2006) »

LEMOINE Mathilde. Économiste, née le 27 septembre 1969 à Rouen (Seine-Maritime). Fille d'un avocat, elle est passée par l'école catholique Institution Rey à Rouen et l'université Paris-Dauphine. Titulaire d'un DEA d'économie appliquée et d'économie et de finance internationales, elle est également diplômée de Sciences-Po Paris, où elle est maître de conférences depuis 1997. Elle sera chargée de recherche (1994-1997), puis enseignant-chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (1997-1999) avant d'en devenir la secrétaire générale (2000-2002). Parallèlement, Mathilde Lemoine a été chargée de mission à la commission des Finances de l'Assemblée nationale (1999-2000). En juillet 2002, elle rejoint le cabinet de l'UMP François Loos, ministre au Commerce extérieur, comme conseillère technique. En juin 2005, elle passe au cabinet du Premier ministre Dominique de Villepin, en tant que conseillère technique pour la macroéconomie et la fiscalité. Forte de ses expériences dans les cabinets ministériels, elle part pantoufler en septembre 2006 chez HSBC France où elle dirige depuis lors les études économiques et, depuis 2007, la « stratégie marchés » pour la France de cette banque londonienne. Depuis le mois de mai 2011, elle siège au comité des comptes du conseil d'administration de Carrefour, Mathilde Lemoine a été membre du Conseil économique de la nation (2007-2013) et du Conseil d'analyse économique (2008-2012), ainsi que rapporteur de la Conférence climat énergie et a participé à la Commission de libération de la croissance française, la fameuse commission Attali (2010). Nommée membre du Haut conseil des finances publiques par le président de la commission des Finances du Sénat en mai 2013, elle siège également au conseil scientifique de la Cité de l'économie et de la monnaie. Membre du club Convictions, réputée proche de la deuxième gauche, celle que *L'Expansion* (décembre 2012) a classée dans son « *Who's who* des économistes les plus influents » comme une « sociale-démocrate libre-échangiste » (à l'opposé d'un Emmanuel Todd ou d'un Jacques Sapir) participe aux dîners débats de la Société d'économie politique organisés au Cercle de l'union Interalliée.

LE PORS Anicet. Membre du Conseil d'État, né le 28 avril 1931 à Paris XIIIe. Ce fils d'une famille bretonne catholique modeste a notamment étudié au séminaire de Bayeux, où ses lectures d'Esprit et de Témoignage chrétien l'amenèrent à militer dans les mouvements catholiques progressistes. En 1958, après avoir renoncé à entrer dans les ordres, il s'inscrit au Parti communiste. Docteur en sciences économiques, il dirige à partir de 1962 la cellule communiste de la météorologie nationale, et, en tant que responsable CGT de 1955 à 1977, coordonne l'activité communiste au sein du ministère de l'Économie et des Finances. Ce collaborateur régulier des Cahiers du communisme (sous le pseudonyme d'Alexis Cousin) reçut pourtant en 1975 de Valéry Giscard d'Estaing une mission sur les prévisions en matière d'immigration, qui inspira très largement la politique d'immigration de Jacques Chirac et Raymond Barre, et en particulier le regroupement familial à l'origine de l'explosion démographique immigrée en France. En 1977, il joue un rôle très important dans les dossiers de planification et de nationalisations dans le cadre de la renégociation du Programme commun. Choisi par le PCF pour devenir la même année sénateur des Hauts-de-Seine, il entre au comité central deux ans plus tard. En 1980, il sert de « nègre » à Georges Marchais, rédigeant l'essentiel de *L'Espoir au présent*. En juin 1981, il est l'un des quatre communistes retenus par François Mitterrand, devenant ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives de Pierre Mauroy (avant d'être rétrogradé secrétaire d'État en 1983). Ayant quitté

– sur injonction de Georges Marchais – le gouvernement en 1984, après avoir apporté d'importantes innovations (troisième voie de l'Ena, réforme du droit de grève, etc.), il devient rapidement un communiste « oppositionnel » à la ligne de Georges Marchais. Nommé par François Mitterrand en 1985 conseiller d'État au tour extérieur, il sera le seul ancien ministre du PC autorisé par son parti, bien que critique, à se présenter aux cantonales de 1985, à Nanterre (réélu en 1992). Président du groupe des statistiques du Haut Conseil à l'intégration, il a rendu à la fin de 1991 un rapport sur la population étrangère, l'immigration et l'intégration, tendant à prouver que la population étrangère reste stable en France (ce résultat n'a été obtenu qu'en faisant l'impasse sur les naturalisations et autres artifices mathématiques). Sénateur des Hauts-de-Seine de 1977 à 1981, il a été conseiller général de 1985 à 1998. Il est désormais conseiller d'État honoraire.

LE PORTZ Yves. Inspecteur des Finances, né le 30 août 1920 à Hennebont (Morbihan). Entré à l'inspection générale des Finances après sa captivité en 1943, il est directeur adjoint du cabinet d'Henri Queuille (Finances) en 1948, puis collabore avec les ministres Émile Hugues et Roger Duchet. Il est nommé, en 1958, directeur général des finances de l'Algérie. Il entre en juillet 1962 à la Banque européenne d'investissement comme vice-président, puis en est président de septembre 1970 à mai 1984. Il est alors nommé président de la Commission des opérations de bourse (COB), poste qu'il occupe jusqu'en 1988, et sera parallèlement président (1985-1986) puis vice-président de l'Organisation internationale des commissions de valeurs. Il est président de la Commission de surveillance des fonds communs monégasques. En 2003 il était commissaire général des Salons internationaux de l'aéronautique et de l'espace, président de la fondation Safran, PDG de Vignal-Artru industries.

LE ROUX Maurice. Musicien, né le 6 février 1923 à Paris, décédé le 19 octobre 1992. Chef d'orchestre depuis 1952, il a été directeur de l'orchestre national de l'*ORTF* (1960-1967), producteur d'Arcana (1968-1981), inspecteur général de la musique depuis 1973, conseiller musical de *FR3* (1978-1981), et vice-président de la Sacem.

LE ROY Thierry. Membre du Conseil d'État, né le 12 janvier 1947 à Londres (Grande-Bretagne). Diplômé de l'IEP, il devient auditeur au Conseil d'État à sa sortie de l'Ena, en 1974, et maître des requêtes en 1979. Conseiller pour les questions juridiques au Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (1979-1981), ce militant du Ceres depuis 1974 devient directeur du cabinet de François Autain (secrétariat d'État chargé des Immigrés) en juin 1981, avant d'être appelé par Pierre Mauroy comme chargé de mission, assistant du conseiller pour les affaires sociales, puis conseiller technique. De novembre 1982 à 1984, il sera chef du service des entreprises nationalisées à la direction générale de l'Industrie, puis de 1984 à 1986, directeur du cabinet de Jack Lang (Culture) et directeur du patrimoine de février à juin 1986. Il réintègre alors le Conseil d'État. En juillet 1988, il devient chef du Service juridique et technique de l'information au secrétariat général du gouvernement, et parallèlement, en 1989, commissaire au Conseil supérieur des messageries de presse. Président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure des Beaux-arts, il obtient en juin 1991 la direction de la musique et de la danse au ministère de la Culture et de la Communication, ayant fort à faire devant l'influence de Pierre Bergé et de Pierre Boulez. Préfet de Dordogne de 2001 à 2002, il est président de la sous-section du contentieux au Conseil d'État depuis 2003.

LETARTRE Jean-Pierre. Président de société, né le 20 avril 1956 à Lille (Nord). Il est le fils de Roger Letartre, avocat, et de Luce Collet, présidente de société. Son aîné, Bertrand Letartre, né le 23 septembre 1949, diplômé de l'École des cadres préside depuis 1981 les laboratoires Anios, est conseiller du commerce extérieur de la France depuis 1999 et a été membre de la Chambre de commerce et d'industrie de Lille-Métropole (1999-2004). Propriétaire du domaine viticole de la Rouillère (Provence), ce dernier a été administrateur du Medef en 2011. Jean-Pierre Letartre a épousé, le 12 mars 1977, Nathalie Sion avec laquelle il a eu quatre enfants (Audrey, Clément, Valentin, Julie). Diplômé d'un DEA de droit des affaires de la faculté de droit de Lille, et titulaire des diplômes d'expert-comptable et de commissaire aux comptes,

il a fait toute sa carrière chez le n° 3 mondial de l'audit financier, Ernst & Young, où il est entré en 1985. Il y a été successivement créateur du bureau de Lille (1986), associé (1990), directeur général (2005) et enfin, depuis 2008, président d'Ernst &Young France, *chief executif officer* France, Luxembourg et Maghreb et membre du comité exécutif de la zone Europe, Moyen Orient, Inde et Afrique. Depuis 2013, il est par ailleurs président du Grand Lille à Paris et vice-président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes. Membre du conseil d'administration de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris, Jean-Pierre Letartre est engagé dans le syndicalisme patronal, ayant fondé l'Académie des entrepreneurs (1996), cofondé les Journées de l'entrepreneur (2007), avant d'adhérer, en 2009, au Medef. Il en est membre du conseil exécutif depuis 2013, comme chargé de la prospective.

LE THEULE Joël. Universitaire, né le 22 mars 1930 à Sablé (Sarthe), mort le 14 décembre 1980. Agrégé de géographie, il enseigne en préparation de Saint-Cyr au Prytanée militaire de La Flèche (1955-1958), avant d'être élu député gaulliste de la Sarthe en 1958 (réélu en 1962, 1967) et maire de Sablé en 1959. Président de la commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée en 1967-1968, il devient ministre des DOM-TOM en 1968. Réélu député, il sera ensuite secrétaire d'État à l'Information (1968-1969). Réélu député en 1969, puis en 1973 et 1978, il sera ministre des Transports de Raymond Barre (1978-1980), puis ministre de la Défense du 3 octobre 1980 à sa mort. Il a également été conseiller régional des Pays-de-Loire et conseiller général à partir de 1967.

LE VERT Dominique. Membre du Conseil d'État, né le 10 décembre 1936 à Rabat (Maroc), décédé le 10 décembre 1998. Licencié en droit, diplômé de l'IEP, cet énarque entre en 1962 comme auditeur au Conseil d'État. Il en sera secrétaire général adjoint de 1966 à 1969, année où il devient maître des requêtes, peu avant d'entamer une carrière dans les cabinets ministériels. De 1970 à 1973, il est conseiller technique au cabinet du garde des Sceaux René Pléven, puis chargé de mission et ensuite directeur de cabinet de Maurice Druon (Affaires culturelles) jusqu'en février 1974. De 1974 à 1979, il est directeur du cabinet de Simone Veil, puis préfet de l'Indre (1979-1981) et de Vendée (1981-1983). Conseiller d'État en 1985, il sera durant la première cohabitation Directeur général de l'administration et de la fonction publique. Après un nouveau passage au Conseil d'État comme président de la section du contentieux, il sera à nouveau directeur du cabinet de Simone Veil, ministre de la Santé et des Affaires sociales de 1993 à 1995.

LE VERT Jean. Membre de la Cour des comptes, né le 18 septembre 1906 à Paris, décédé le 22 novembre 1994. Licencié en droit et ès lettres, ainsi qu'ancien de Sciences-Po, ce baron débuta comme auditeur à la Cour des comptes en 1930 (conseiller référendaire en 1936). Il a appartenu à divers cabinets dont les Finances (1948-1951), la Santé publique (1951-1952), la Justice (1953-1954). Il a présidé une chambre à la Cour des comptes à partir de 1968 et durant les années soixante-dix.

LEBEGUE Daniel. Haut fonctionnaire, né le 4 mai 1943 à Lyon (Rhône). Ancien de Sciences-Po Lyon, cet énarque, issu de la promotion la plus à gauche de l'école, a participé si activement à mai 1968 (barricades, occupation de l'Odéon, etc.) qu'il reçut le surnom de Saint-Just. Alors qu'il était hostile à la sélection et au classement, il sortit 25[e] de sa promotion, mais réussit malgré tout à entrer au Trésor. En 1974, il inaugure le poste de conseiller financier à l'ambassade de France à Tokyo (jusqu'en 1976). Militant de gauche très actif, il rejoint le Parti socialiste après le congrès d'Epinay, de tendance Ceres, et participe à la commission économique du PS. Il rompt avec Jean-Pierre Chevènement en 1974 pour suivre Jacques Delors. Pierre Mauroy en fera, de 1981 à 1984, son conseiller économique à Matignon, poste où il prépare la loi bancaire de 1983. Illustration même de ces « Socialo capitalistes » des années 1980, il sera promu, en 1984, plus jeune directeur du Trésor. Maintenu pendant près d'un an et demi à son poste par Édouard Balladur, il deviendra, en 1987, directeur général de la BNP, dont il était administrateur depuis 1982, c'est-à-dire le n° 2, aux côtés de René Thomas, avec qui il entretenait des relations amicales. Président de l'Institut du développement

durable et des relations internationales depuis 2002, il appartient à de nombreux organismes industriels et financiers en qualité de président ou d'administrateur.

LEENHARDT Arnaud. Président de société, né le 16 avril 1929 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Fils d'industriel, ce protestant, ancien élève de l'École polytechnique (avec Pierre Delaporte, président d'EDF), fut ingénieur du génie maritime, participant de 1955 à 1960 à la construction du porte-avions Clémenceau, à Brest. Entré chez Vallourec en 1961, pour y diriger l'usine de Dunkerque, il y occupera les fonctions de secrétaire général (1967), de directeur général adjoint (1973), de directeur général (1976), de vice-président directeur général (1977) et de président-directeur-général à partir de 1981. Il fonde alors sa propre banque, la Banque de gestion privée. Il est, de 1985 à 1987, vice-président, et préside la très influente Union des industries métallurgiques et minières, qui fait et défait les présidents du CNPF. Vice-président du CNPF à partir de 1988, il remplace François Périgot comme président de la commission sociale (n° 2) en janvier 1995, mais se met en congé fin 1995, suite à un désaccord avec son ami du temps de Polytechnique, Jean Gandois, président du CNPF. Membre du Conseil économique et social (1997-2004) il est également président de la Fondation Pasteur Eugène Bersier.

LEENHARDT Yves. Amiral, né le 13 avril 1926 à Castiglione (Algérie). Ingénieur de l'École navale, il a participé au débarquement de Provence en 1944 avant d'être engagé en Indochine de 1946 à 1952. Commandant de la Jeanne d'Arc en 1958, il a appartenu au cabinet militaire du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas de 1969 à 1971, avant de commander le croiseur Colbert. Commandant du Centre d'expérimentation du Pacifique (nucléaire) de 1978 à 1980, il a été nommé vice-amiral d'escadre en 1982, amiral la même année, puis chef d'état-major de la Marine (1982-1986). Il a présidé la Compagnie de sauvetage en mer de 1987 à 1993.

LEFEBVRE Michel. Président de société, né le 8 mars 1946 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'Edhec et de sciences éco Lille, il lance en 1972 la direction régionale nord de l'Union foncière et financière, filiale immobilière du Crédit lyonnais. Il entre ainsi en contact avec Bernard Arnault et participe au lancement de sa société immobilière, Ferinel, créée en 1979 (à partir de Feret-Savinel). Pendant qu'Arnault développe le groupe LVMH, où Lefebvre est administrateur de toutes les sociétés qui le composent, il garde la haute main sur le secteur immobilier du groupe (Groupe Georges V). Il est aussi vice-président de la Fédération des promoteurs constructeurs, il préside l'association Architecture et maîtres d'ouvrage. En 1995, en pleine crise immobilière, la Générale des eaux s'associe avec LVMH. Bernard Arnault cède la société de promotion Georges V et obtient 0,79 % de la Générale des eaux, tandis que Lefebvre est chargé de redresser le secteur immobilier commun, regroupé dans la Compagnie générale pour l'immobilier (515 sociétés, 5800 salariés et 12 millions d'euros de chiffre d'affaires en 1995 – et 10 millions d'euros de pertes), remplaçant Jean-Marie Messier à la présidence en juillet 1996.

LEFEBVRE DE LABOULAYE Stanislas. Diplomate, né le 12 décembre 1946 à Beyrouth (Liban). Ce fils de diplomate (son père fut ambassadeur à Washington) est issu d'une vieille famille parisienne « de noblesse non achevée » (*Le Simili nobiliaire français*, Pierre-Marie Dioudonnat, Sedopols, 2002). Il a épousé Pauline Machet de La Martinière, fille de Dominique de La Martinière, inspecteur général des Finances honoraire, président de Lucia, ancien PDG de la Société financière Gaz et Eaux, ancien directeur général des Impôts. Passé par le collège Stanislas, le lycée Henri IV et la Sorbonne, cet agrégé de lettres modernes a enseigné à Sfax (Tunisie) puis à l'université de Manchester (Grande-Bretagne), avant d'entrer à l'Ena par la voie interne (promotion *Voltaire*). Chargé des questions d'Asie du Sud-Est au Quai d'Orsay (1980-1981), il devient premier secrétaire (1984), puis deuxième conseiller (1987) à la Représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles. Deuxième conseiller à Madrid (1987-1991), il prend la direction de l'action audiovisuelle extérieure du Quai d'Orsay en 1994. Consul

général à Jérusalem (1996-1999), il devient ambassadeur à Madagascar (1999-2002) puis sera directeur général des affaires politiques et de sécurité au Quai d'Orsay. En 2006, il était nommé ambassadeur de France à Moscou, et, en 2008, au Vatican.

LEFEVRE Brigitte (épouse MEYER-HILFIGER, née). Danseuse et chorégraphe, née le 15 novembre 1944 à Moulins-Engilbert (Nièvre). Cette danseuse étoile, qui fonda le Théâtre du silence (1972-1985) est devenue inspecteur principal de la danse (1987-1992) puis administrateur général de l'Opéra Garnier (1987-1992). Elle est directrice de la danse à l'Opéra national de Paris depuis 1995, vice-présidente du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (depuis 2000), administratrice du Centre national de la danse (depuis 1998) et de *Radio France* (depuis 2004).

LEFORT Bernard. Journaliste, né le 6 octobre 1917 à Paris, décédé le 14 juin 2001. Fils du peintre Maurice Lefort et de Rose Cohen, ce licencié d'histoire fut secrétaire de l'Institut d'histoire économique à la Sorbonne (1938-1940), puis successivement, de 1944 à 1958, journaliste parlementaire, rédacteur, puis chef du service politique de *Franc Tireur*, ainsi que correspondant de journaux anglo-saxons et suédois. Il sera ensuite rédacteur en chef, éditorialiste politique, puis rédacteur politique de *Paris journal* (1959), puis de *Paris-Jour* (1960-1972), tout en collaborant à diverses publications (*Samedi soir*, *L'Express*, *Paris Match*, *Le Point*). Chroniqueur politique à la *RTF* (1960-1968), il assura la rédaction en chef politique de *RTL* de 1972 à 1980. Il a milité au sein de l'Association France-Israël.

LEFORT Bernard. Musicien, né le 29 juillet 1922 à Paris. Ancien de Science Po, prix de chant et d'opéra-comique, il débute en donnant des concerts de 1949 à 1957, puis fait ses débuts de baryton en 1957. Professeur au Conservatoire de Lausanne en 1960, il doit abandonner le chant pour maladie en 1960. Il se recycle alors comme impresario et conseiller artistique du Théâtre de la ville. Il est ensuite directeur artistique du Festival de Lausanne et de l'Opéra de Marseille, dont il démissionne en 1968 pour divergences avec le maire, Gaston Defferre. En 1971, il est appelé à la direction de l'Opéra de Paris, où il reste jusqu'en 1973. Il devient directeur artistique, puis directeur général du Festival d'Aix-en-Provence. Il est alors nommé, en 1970, administrateur de l'Opéra de Paris, mais ne prendra ses fonctions qu'en 1980.

LEGATTE Paul. Conseiller d'État, né le 26 août 1916 à Saint-Hilaire-la-Palud (Deux-Sèvres), décédé le 25 février 2002. Fils d'ouvriers, il entre dans l'enseignement puis sera, de 1941 à 1944, rédacteur dans l'administration. En 1954, il est recruté par l'éminence grise de Pierre Mendès France, Georges Boris, devenant rapidement son chef de cabinet (s'attaquant aux bouilleurs de crus et aux betteraviers), puis demeurera son conseiller technique quand il deviendra ministre d'État. Quand Mendès France crée le PSU, en 1959, il s'en éloigne, et rejoint, sur les conseils de Georges Dayan, la Ligue pour le combat républicain de François Mitterrand, et, en 1964, la Convention des Institutions républicaines. Il présentera à ce dernier nombre de ses futurs collaborateurs. Ce directeur de campagne de François Mitterrand en 1965, entré au Conseil d'État en 1954 (conseiller d'État en 1973), devient son chargé de mission à l'Élysée en 1981, s'occupant officiellement des relations avec les entreprises nationalisées. Membre du Conseil constitutionnel à partir de 1983, et médiateur de 1986 à 1992, cet ami personnel de François Mitterrand est en réalité chargé de la sélection des hauts fonctionnaires, établissant des fiches pour le compte du président à propos de toutes les nominations importantes. « Legatte traque des "têtes" bien faites, celles qui assureront la marche des affaires. Dans son bureau, il y a évidemment une armoire. À l'intérieur de cette armoire, Legatte a soigneusement rangé cinq dossiers : inspection des finances, Conseil d'État, Cour des comptes, industrie, audiovisuel. Et, sur les fiches glissées dans les dossiers, des noms, des indications, des détails, des recommandations (...) Legatte est un maniaque, lui seul a le droit de consulter ces fameuses fiches. » Cet homme de l'ombre sera également administrateur de l'Association du 21 juin de Danielle Mitterrand. Nommé en octobre 1992 au Conseil économique et social, il devient, en 1993, doyen du Conseil supérieur de la magistrature.

LEGER Philippe. Magistrat, né le 10 décembre 1938 à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne). Diplômé de l'IEP et ancien élève de l'École nationale de la magistrature, auditeur de justice en 1963, il sera affecté au ministère de la Justice de 1966 à 1970, puis deviendra substitut au tribunal de Versailles (1970-1972). Il retourne ensuite à la chancellerie, où il devient, en 1974, chef du bureau de l'action publique à la direction des affaires criminelles et des grâces. Il poursuit sa carrière au sein de nombreux cabinets: chef de cabinet d'André Jarrot, puis conseiller technique d'André Fosset, ministres de la Qualité de la vie (1975-1976), conseiller technique aux cabinets des ministres de la Justice Olivier Guichard et Alain Peyrefitte (1976-1978). De 1978 à 1983, il est sous-directeur de la justice criminelle à la direction des affaires criminelles et des grâces, puis d'avril 1983 à 1986, conseiller à la Cour d'appel de Paris. Au retour de la droite, il devient, en 1986, directeur adjoint du cabinet d'Albin Chalandon avant de prendre la présidence du tribunal de grande instance de Bobigny (1987-1993). De nouveau directeur du cabinet du ministre de la Justice Pierre Méhaignerie en 1993-1994, il est promu avocat général à la Cour d'appel de Paris, puis nommé à la Cour de Justice des communautés européennes en août 1994.

LEGRAIN Olivier. Ingénieur des Mines, né le 30 septembre 1952 à paris XVe. Cet ingénieur civil des Mines est également diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique. Il a débuté chez Rhône-Poulenc (1986-1993), avant de rejoindre le groupe Lafarge, comme directeur général adjoint du groupe (1994). Depuis 2001, ce membre du Club des 40 est président de Materis.

LEGRAND Jacques. Président de société, né le 7 juin 1924 à Clamart (Hauts-de-Seine). Docteur en droit, il débuta en 1946 comme administrateur à la préfecture de la Seine avant d'être secrétaire général de la Meuse (1950), directeur du cabinet du préfet d'Alger (1951), secrétaire général d'Ille-et-Vilaine (1959), secrétaire général de Constantine (1960), puis directeur adjoint en 1960 et directeur en 1962 du cabinet de Louis Joxe (Affaires algériennes). En 1963, il devient directeur de la coopération technique et culturelle avec l'Algérie au secrétariat d'État aux Affaires étrangères, et en 1966, directeur général du travail et de l'emploi aux Affaires sociales. En 1973, il est délégué des médiateurs Antoine Pinay, puis Aimé Paquet, puis directeur général, en 1975, du Groupe des industries métallurgiques de la région parisienne. Vice-PDG de la Société de participation et de gestion (1980), puis PDG de Préservatrice foncière Tiard et Vie (1982), de la société centrale Préservatrice foncière assurance PFA-SA (1984), de Comindus (1990), et de la Société fermière et de participations en 199. Il a été membre, puis président, de 1987 à 1992, du conseil de surveillance de Worms & Cie (et notamment conseiller de Nicholas Clive-Worms), président du conseil de surveillance de Pechelbronn en 1989, et de Maison Worms & Cie à partir de 1991. Il est ou a été également administrateur d'Athena, de PFA Tiard et Vie, de GPA Tiard et Vie, et de Comindus.

LEGRAS Guy. Diplomate, né le 19 juillet 1938 à Angers (Maine-et-Loire). À sa sortie de l'Ena, il débute comme secrétaire des Affaires étrangères à la direction des affaires politiques du Quai d'Orsay en 1967-1968 avant d'être chargé de mission au cabinet de Jean de Lipowski (1968-1971 et 1973-1974) et, de 1971 à 1973, au Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Après un passage au cabinet du secrétaire général de l'OCDE, il sera, de 1977 à 1980, deuxième conseiller à la représentation permanente de la France auprès de la CEE, puis secrétaire général adjoint du SGCI (1980-1982). Il est ensuite, de 1982 à 1985, chef du service de la coopération économique au ministère des Relations extérieures avant de devenir, en 1985, directeur général de l'agriculture auprès de la Commission des communautés européennes. Ministre plénipotentiaire en 1988, il sera directeur général des relations extérieures de la Commission européenne (1999-2003).

LEHN Jacques. Président de société, né le 15 juillet 1944 à Lausanne (Suisse). Ce fils de général est licencié ès lettres, ancien élève de HEC (benjamin de sa promotion). Il est

entré comme consultant au cabinet Arthur Andersen en 1969 et deviendra conseiller auprès de L'Oréal, UTA, Ciments français, etc. En 1976, il est directeur financier des sociétés françaises du groupe Warner-Lambert, puis, en 1979, directeur général d'Adam's France. Il sera le représentant de Jean-Luc Lagardère chez Hachette, en charge des activités communication du groupe. Il exercera alors comme directeur à la direction générale de Matra, puis, en 1981, directeur délégué chargé de la gestion et du développement auprès du président du groupe Hachette et, en 1984, directeur général adjoint du groupe. En 1986, il est promu vice-président délégué, directeur général d'*Europe 1* Communication, puis, en juin 1987, directeur de l'ensemble des activités audiovisuelles du groupe Hachette, dont il est fin 1990, directeur général. Ce financier gestionnaire, réfractaire aux pratiques du milieu audiovisuel, est depuis 1993, administrateur et directeur général de Matra Hachette, vice-président, puis président délégué (fin mars 1994) d'*Europe 1* Communication, gérant des NMPP, président de l'association HEC et de la Fondation Hachette. Il est administrateur depuis 2005 de l'Ocean Racing Multihull Association.

LELLOUCHE Pierre. Universitaire, né le 3 mai 1951 à Tunis (Tunisie). Il est le fils d'un petit garagiste, devenu OS chez Renault. « Il a été élevé dans une ambiance gentiment traditionnelle, Pierre Lellouche quitte sa Tunisie natale à l'âge de cinq ans et passe son enfance dans le XIXe arrondissement. Très attaché à Israël depuis sa jeunesse, il y effectue plusieurs séjours en kibboutz » (*Les Nouvelles de la communauté*, décembre 1992). Arrivé en France en 1956, il est diplômé de droit, de l'IEP de Paris, et docteur en droit de Harvard. Chargé de recherche au Harvard Program for science and international affaires de 1974 à 1978, puis au Gerpi de Paris, ce géopoliticien mondialiste sera, de 1979 à 1988, chercheur, puis directeur adjoint, aux côtés de Thierry de Montbrial, de l'Institut français des relations internationales, correspondant français du Council of foreign relations. Il y occupe le poste de responsable de l'ensemble du secteur politico-stratégique et de rédacteur en chef de sa revue, *Politique Étrangère*. Il a également collaboré au *Point* (jusqu'en 1993), à *Newsweek*, à l'*International Herald Tribune*, au *Sekai Nippon*, au *Figaro* et a été consultant à *Europe 1*. Maître de conférences à l'Ena ainsi qu'à l'École supérieure de guerre et à l'Institut des hautes études de Défense nationale, il a été recruté par Jacques Chirac, en 1989, comme conseiller en communication, puis conseiller diplomatique pour les questions Est Ouest. Député RPR de la 8e circonscription du Val-d'Oise depuis 1993 (face au socialiste Dominique Strauss-Kahn) et candidat malheureux à la mairie de Cannes en 1995, il demeure l'un des conseillers diplomatiques de Jacques Chirac depuis l'accession de ce dernier à la présidence de la République. Auteur de nombreux ouvrages de géopolitique, il défend « un atlantisme à tous crins dont il s'est fait en France l'un des plus actifs porte-parole » (*Libération*, 6 janvier 1989). Membre depuis 1993 de la Commission trilatérale et du Forum économique mondial de Davos, il appartient à de très nombreuses associations mondialistes de réflexion, comme l'Institut stratégique de Londres, le Comité exécutif de l'European strategy group, le conseil d'administration de la Fondation du futur et du Comité académique de l'Institute for East-West security studies (New York). Son ex-beau-père, Gabriel Banon, bien que juif marocain, avait été choisi par Yasser Arafat pour coordonner les intérêts économiques palestiniens à travers le monde et en Palestine occupée. Il a été réélu, en juin 2007, député de la 4e circonscription de Paris et conseiller de Paris en 2008 malgré un échec à la mairie du 8e arrondissement. Il est secrétaire d'État au Commerce extérieur depuis novembre 2010.

LELONG Pierre. Président à la Cour des comptes, né le 22 mai 1931 à Paris. Licencié en droit et diplômé de l'IEP, cet énarque a débuté, en 1958, comme administrateur civil au ministère des Finances avant de devenir, en 1962, chargé de mission au cabinet de Georges Pompidou à Matignon. Conseiller référendaire à la Cour des comptes en 1965, il est en 1967-1968 directeur du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles. De 1968 à 1974, il est député UDR du Finistère, puis secrétaire d'État aux P et T en 1974-1975. Ayant réintégré la Cour des comptes en 1975, il en deviendra conseiller maître en 1985, président de section en 1991,

et président de chambre en 1994, tout en assurant diverses fonctions à la Cour des comptes des communautés européennes, notamment comme président de 1984 à 1990. Il sera également, à partir de 1993 président du conseil d'administration du Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre, membre de la Commission des marchés publics de l'État. (2005), président de la commission consultative du secret de lé défense nationale.

LEMAS Pierre-René. Préfet, né le 23 février 1951 à Alger (Algérie). Diplômé d'études supérieures de droit public et de Sciences-Po Paris, cet énarque (promotion Voltaire, 1978-1980) débuta comme administrateur civil au ministère de l'Intérieur. Il sera notamment conseiller technique au cabinet du ministre socialiste de l'Intérieur Gaston Defferre (1981-1983) puis de son successeur Pierre Joxe (1984-1986). Dès 1988, au retour de la gauche, il devient directeur de cabinet du secrétaire d'État socialiste des Collectivités territoriales, et de son successeur, Jean-Michel Baylet (1988-1991), tout en étant conseiller au cabinet de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. Préfet de l'Aisne (1992-1994), il sera ensuite directeur de la Datar (1994-1995). Directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction au ministère de l'Équipement, il devient préfet de la région Corse en 2003, puis de la région Lorraine (2006). Il devient préfet hors-cadre en 2007, sans doute parce qu'il est d'« une sensibilité de gauche qu'il n'a jamais cachée » (*Le Monde*, 12 janvier 1992). Directeur des *Journaux officiels* (2007-2008), il a été mis fin, sur sa demande, à ses fonctions.

LEMIERRE Jean. Inspecteur des Finances, né le 6 juin 1950 à Sainte-Adresse (Seine-Maritime). Ce protestant, fils d'employés de la chambre de commerce du Havre, est entré à l'inspection des Finances en 1976 (même promotion de l'Ena que Christian Noyer et Michel de Rosen). Directeur du service de la législation fiscale en 1984, grâce au soutien de Philippe Rouvillois, il devient en 1989 directeur de la Direction générale des impôts, à la fois un des postes majeurs de l'administration et l'un des plus détestés des contribuables (80 000 fonctionnaires). En 1993, il devient directeur du cabinet d'Alain Madelin, à Bercy, puis est promu, à l'automne 1995, directeur du Trésor, un des tout premiers postes de l'administration. En 2000, il a été nommé président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). En juillet 2008, il devient le conseiller de Michel Pébereau, PDG de BNP Paribas.

LEMOINE Frédéric. Inspecteur des Finances, né le 27 juin 1965 à Neuilly (Hauts-de-Seine). Licencié en droit, ancien d'HEC et de Sciences-Po Paris, cet énarque (1991, promotion *Victor Hugo*) a débuté à l'Inspection générale des Finances (1991-1992 et 1993-1995), avec un intermède comme directeur de l'Institut du cœur à Hô-Chi-Minh-Ville de 1992 à 1993. Directeur adjoint du ministre UDF du Travail et des Affaires sociales Jacques Barrot ainsi que chargé de mission auprès d'Hervé Gaymard, secrétaire d'État RPR à la Santé et à la sécurité sociale (1996-1997). Ayant choisi le « pantouflage », il rejoint Cap Gemini comme directeur délégué chargé du secrétariat du directoire (1998-2000) avant d'en devenir le directeur financier (2000) puis du groupe Cap Gemini Ernst & Young (2000-2002). En mai 2002, retour dans la Fonction publique comme secrétaire général adjoint de l'Élysée, auprès de Jacques Chirac, où il arrive en compagnie de Frédéric Salat-Baroux (issu de la même promotion de l'Ena que lui). En 2004, changement de cap, le voici *senior advisor* auprès de Mc Kinsey France, président du conseil de surveillance d'Areva (depuis 2005), administrateur de Groupama (depuis 2005) et de Flamel Technologies (depuis 2005) ainsi que membre du conseil de surveillance de Générale de Santé (depuis 2006).

LEMOINE Jean-François. Président de société, né le 13 juin 1943 à La Réunion (Lot-et-Garonne), décédé le 16 février 2001. Diplômé d'études supérieures de droit public, il est, en 1968, stagiaire à *L'Est républicain* et à *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, avant d'entrer à *Sud-Ouest*, où il sera successivement chef de la rédaction économique (1969), administrateur général adjoint (1971), directeur général (1974-1990) puis PDG (1991). Membre ou administrateur de multiples associations liées à la presse, il sera notamment membre du Haut Conseil de l'audiovisuel à partir de 1979, directeur général (1986-1990) puis président (1990) du groupe Sud-Ouest, et membre du conseil de surveillance de Régions Communication.

LE SIÈCLE

LENOIR-FREAUD Noëlle (née FREAUD, divorcée Lenoir, épouse VALLETOUX). Membre du Conseil d'État, née le 27 avril 1948 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Elle est divorcée de Rémi Lenoir, universitaire, et de Jacques Fournier, conseiller d'État, ancien PDG de la SNCF. (mariage en 1989), puis encore remariée avec Philippe Valletoux, banquier. Diplômée de l'IEP de Paris, échouant au concours de l'Ena mais réussissant celui d'administrateur du Sénat, cette fille d'avocat (comme sa grand-mère, d'origine russe, devenue l'une des premières avocates de France) est administrateur de 1972 à 1980, puis administrateur principal à partir de 1980, affectée au service des collectivités locales et à la commission des lois. Elle sera ensuite, de 1982 à 1985, directrice de la réglementation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, très liée à Paul Bouchet. Propulsée maître des requêtes au Conseil d'État au tour extérieur en octobre 1984 sur décision de l'Élysée, elle devient commissaire du gouvernement près la commission spéciale de cassation des pensions (1985-1988), puis près l'assemblée du contentieux jusqu'en octobre 1988. D'octobre 1988 à octobre 1990, elle assure la direction du cabinet de Pierre Arpaillange, garde des Sceaux, avant d'être chargée par Michel Rocard d'une importante mission d'information sur les questions éthiques concernant la procréation médicale assistée, la biologie et la génétique (*Aux frontières de la vie : pour une démarche française en matière d'éthique médicale*). Elle devient, en 1992, membre du Conseil constitutionnel, nommée par Henri Emmanuelli pour neuf ans et première femme dans cette institution. Elle y siège à nouveau depuis 2008. Elle a été, à partir de 1989, maire PS de Valmondois (1 100 habitants), dont la plus célèbre administrée est Catherine Langeais, ex-fiancée de François Mitterrand.

LEON Robert. Administrateur de sociétés, né le 1er juillet 1949 à Oran (Algérie). Cet énarque a travaillé au ministère de l'Industrie puis aux Finances, avant de devenir secrétaire général du Comité interministériel de restructuration industrielle (ex CIASI) de 1982 à 1984, où il suivra les dossiers Boussac, Lelouch, etc. En 1987, il rejoint le groupe Arnault, où il devient administrateur directeur général de la Financière Agache et membre du directoire de Moet-Hennessy Louis Vuitton (1988-1992). Depuis 1997, il est président de Partner Chine et associé gérant de Qualis SA.

LEOTARD François. Administrateur civil, né le 26 mars 1942 à Cannes (Alpes-Maritimes). Fils d'un monarchiste légitimiste qui fut maire de Fréjus de 1959 à 1971, il fut, de 1963 à 1964, novice à l'abbaye bénédictine de la Pierre-qui-Vire (il a gardé de cette époque le surnom de Frère Honorat). Il est ensuite affecté, pendant son service militaire, au service de la Coopération au Liban, où il crée un syndicat de coopérants, ce qui lui vaudra quelques problèmes. Il milite ensuite à l'extrême gauche dans les rangs maoïstes et pro palestiniens, participant activement à mai 1968 (comme son frère, l'acteur Philippe Léotard, l'a raconté) avant d'entrer à l'Ena par la voie interne (bénéficiant d'un passe-droit concernant son ancienneté) dans la même promotion que Laurent Fabius. Alors proche du PSU, il anime la section CFDT (alors que Fabius se situe dans la mouvance giscardienne) et vote en faveur de François Mitterrand en 1974 avant de se retrouver sous-préfet à Périgueux. Il y attire l'attention de l'UDR Yves Guéna qui le lancera en politique. Il entre ainsi au cabinet de Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, en 1975. Élu maire UDF-PR de Fréjus en 1977 (constamment réélu), il devient député du Var l'année suivante (toujours réélu) et en 1980 conseiller général. En 1981, il est chargé des relations avec les élus lors de la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing. Profitant de l'absence de « ténors » dans l'opposition à partir de 1981, il en profite pour se faire un nom, bénéficiant des conseils éclairés de Michel Mouillot (qui sera à l'origine du Mai du parti républicain et de la « bande à Léo »). Délégué général puis secrétaire général du Parti républicain à partir de 1982, il aspire à de hautes fonctions (Premier ministre, Défense) lors du retour de la droite au pouvoir en 1986, mais devra se

contenter plus modestement de la Culture et de la Communication (responsabilité partagée avec Philippe de Villiers), où il sera fortement concurrencé par son prédécesseur, Jack Lang. Il réussira en revanche à privatiser *TF1*, bien que sa loi sur l'audiovisuel ait été si mal conçue qu'elle dut être entièrement remaniée. Tancé par Jacques Chirac après sa sortie sur les « moines-soldats » du RPR, il préfère se taire et demeurer ministre. Après avoir envisagé d'être candidat à l'élection présidentielle de 1988, il se rallie mollement à Raymond Barre. Il envisage un temps de monter sa propre liste aux élections européennes (qui sera récupérée par Simone Veil) et devra se contenter de figurer sur celle de l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing (élu, il démissionne aussitôt). Se présentant alors à la présidence du groupe UDF à l'Assemblée nationale, il est battu par Charles Millon, à la suite d'une offensive des giscardiens qui le font battre. En 1990, il tente de lancer un groupe de « rénovateurs », issus de la « génération morale », avec quelques « quadras » ambitieux comme Michel Noir, Philippe de Villiers, Alain Carignon, etc. En 1993, il devient ministre de la Défense d'Édouard Balladur (mais doit démissionner à la suite de diverses mises en cause pour des travaux personnels à Fréjus, pour lesquels il obtiendra un non-lieu). Après avoir pris position en faveur d'Édouard Balladur à l'élection présidentielle de 1995 (à laquelle il pensa un temps se présenter), il s'est fait élire à la présidence de l'UDF au début de 1996. En juin 2001, il devient représentant permanent de l'Union européenne à Skopje dans le cadre du conflit interethnique en Macédoine. Il ne se représente pas aux élections législatives de 2002 et quitte la vie politique. Il appartient au comité d'honneur de la Licra et membre du comité directeur de France-Israël, vice-président de Med Bridge, association sioniste européenne fondée par le socialiste François Zimeray.

LEPAGE Corinne (épouse HUGLO, née). Avocate, née le 11 mai 1951 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Elle est la fille de Jacqueline Schulmann et de Philippe Levy, autorisé à changer son nom en Lepage par décret du 18 février 1950 (ordonnance du 1[er] juin 1951). Son engagement sioniste est tel qu'elle a présidé l'Association française des amis de l'université hébraïque de Jérusalem. Elle a été élevée dans le judaïsme, a épousé un chrétien, et élevé ses enfants dans le judaïsme (son fils fit sa bar-mitsva entre les deux tours des élections législatives de 1997), se rattachant à la branche libérale du judaïsme (cf. entretien à *Actualité juive*, 8 mai 1997). En premières noces, elle devait épouser Christian Jessua, dont elle aura une fille, avant d'en divorcer et de se remarier avec Christian Huglo, brillant avocat de dix ans son aîné. Régulièrement qualifiée de maçonne, elle devait demander un rectificatif à *L'Express* (16 avril 1998), où elle précisait que « bien que très proche de la franc-maçonnerie, elle n'y a jamais adhéré, compte tenu de l'absence des femmes dans les grandes obédiences. » Son époux, en revanche, appartient à la Grande Loge nationale française et a été secrétaire de la loge nationale de recherche Villard de Honnecourt en 2003-2004. Le cursus de Corinne Lepage se compose comme suit: Sciences-Po Paris (1971), CAPA (1974-1975), doctorat d'état en droit public (1982, mention très bien avec félicitations du jury), certificats de spécialisation en droit public et environnement (1995). Maître de conférences à Sciences-Po (puis, depuis 1997, professeur titulaire de la chaire de développement durable à l'Institut d'études politiques de Paris) et chargée de cours en université, cette avocate du barreau de Paris depuis 1975 a été jugée suffisamment brillante pour devenir présidente de l'Association des avocats pour le droit administratif. Par la suite, elle a fondé, en 1998, un club extrêmement sélectif, le Cercle du Droit, placé sous l'égide de l'Association des docteurs en droit. Membre du conseil de l'ordre des avocats de Paris de 1987 à 1989, elle sera également chargée d'enseignement à l'université de Metz (1978-1980), puis à Paris II et Paris XII. Elle a également signé *Les Audits d'environnement* (1992), le *Code annoté des procédures administratives contentieuses* (1994) et *Le Guide de l'environnement* (1995). Elle est associée avec son mari au sein du cabinet Lepage-Huglo qui est devenu le principal cabinet français en matière de droit de l'environnement. Il a eu à traiter de la plupart des grandes affaires des vingt dernières années, notamment la catastrophe de l'Amoco-Cadiz en 1976, du nom de

ce pétrolier venu s'échouer sur les plages du littoral breton. Leur cabinet « est devenu le lieu privilégié des dossiers brûlants de l'environnement » (*Le Monde*). Dans le même temps, elle milite au sein de Génération écologie dont elle sera l'une des fondatrices. C'est le 8 mars 1995 que Corinne Lepage, sélectionnée par un Brice Lalonde qui a rejoint les eaux gouvernementales, fera la connaissance de Jacques Chirac lors d'un « déjeuner de dames », censé réunir « les huit femmes les plus représentatives de Paris ». Quelques semaines plus tard, elle entrait au gouvernement. S'étant présentée dans le Calvados comme candidate écologiste, elle fut également élue en 1989 sur la liste du maire de droite sans étiquette de Cabourg, mais perdit sa délégation municipale d'adjoint à l'urbanisme pour avoir co-fondé Génération écologie et prit la tête de l'opposition municipale (elle conduit une liste Génération écologie aux élections régionales de 1992). Responsable de Génération écologie de 1990 à 1993, elle participera à la campagne présidentielle de Jacques Chirac en 1995. Rare « juppette » à conserver son poste lors du remaniement de 1995, elle rejoindra, à l'étonnement de tous, Idées-Action d'Alain Madelin, dont elle prendra en main le pôle environnement, et présidera, durant la campagne présidentielle de Jacques Chirac, le Comité législatif d'information sur la nature et l'environnement. En 1997, alors qu'elle prépare la création d'un « pôle droitier » de l'écologie, elle est surprise par la dissolution. Faute de pouvoir se présenter contre la secrétaire d'État Nicole Ameline, elle est parachutée à Paris, dans la 7[e] circonscription mais sera nettement battue (45,49 %). Sans doute mécontente, elle se montra ingrate l'année suivante en montant sa propre liste aux élections régionales en Basse-Normandie, laquelle ne dépassa pas la barre des 5 % bien qu'associée avec Olivier Stirn, conseiller général de Vire. Devenue, entre autres, directrice de La Gazette de droit administratif, elle trouve le temps de signer un ouvrage sur son expérience ministérielle, On ne peut rien faire, Madame le ministre (Albin Michel, 1998). Pour se faire entendre, elle dispose de sa propre structure depuis 1995, CAP 21, comprendre Cap vers le XXI[e] siècle ou Citoyenneté, action, participation, XXI[e] siècle. Une structure hybride entre le club, le cercle et le parti, chargée de donner une touche de vert à la chiraquie, qualifiée de « pôle humanitaire, social et écologiste » (*Le Monde*, 7 septembre 1996). Après avoir lancé CAP 21, elle devait également tenter de prendre, peu ou prou, le contrôle du Parti radical valoisien, le parti charnière de l'UDF, en 1998, mais le poste de première vice-présidente qui lui fut proposé par André Rossinot, dans le cadre de la féminisation du plus vieux parti français, ne lui parut pas sans doute suffisant (*L'Événement du jeudi*, 23 octobre 1997). En juin 1998, elle apportera son soutien à l'Observatoire de l'extrémisme qui avait appelé les électeurs à désavouer Édouard Balladur après ses propos, pourtant modérés, sur la « préférence nationale ». En effet, pour elle, « le combat contre le FN est un combat radical » (*Actualité juive*, 8 mai 1997). À partir de 1999, elle tenta d'organiser, notamment avec Environnement sans frontières et l'association européenne des Générations emploi mondialisation, un pôle centriste de l'écologie favorable à Jacques Chirac, mais ne fut pas reconnue comme elle l'espérait. Elle fut candidate à l'élection présidentielle de 2002, obtenant 1,88 %. Elle se présentera également aux élections européennes de juin 2004 en Ile-de-France, obtenant le bon score de 3,61 %. Le 5 janvier 2007, elle confirme être l'auteur avec André Bercoff de deux pamphlets politiques, *J'arrive* et *On efface tout et on recommence*, publiés en 2005 et 2006 sous le pseudonyme de Catherine. Le 10 mars 2007, elle décide de soutenir François Bayrou après avoir envisagé d'être candidate. Elle rejoint le Modem, sera tête de liste dans le XII[e] arrondissement de Paris en mars 2008 et devient vice-présidente du Modem en juin 2008 (elle reprend son autonomie en 2010).

LEPATRE Francis. Haut fonctionnaire, né le 19 juillet 1925 à Paris. À sa sortie de l'Ena, il entre au cabinet de Guy Mollet en 1958, puis il rejoint la Direction des relations économiques extérieures, avant de devenir, en 1967, conseiller financier de Félix Houphouët-Boigny. Il sera par la suite délégué général (1968) puis président (1971-1978) de la Fédération nationale de l'industrie laitière, ainsi que vice-président (1971) puis président (1975-1991) de l'Association nationale des

industries agroalimentaires. Il a également été, de 1975 à 1991, membre du conseil exécutif du CNPF, de 1983 à 1991, vice-président du CNPF, et membre du Conseil économique et social de 1984 à 1994.

LEPINE François. Préfet, né le 29 décembre 1937 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est, comme Jean-Luc son frère (voir ci-dessous), le fils du professeur Pierre Lépine. Licencié ès lettres, diplômé de l'IEP et de l'Institut de contrôle et de gestion des entreprises, il sera administrateur du département de la Seine et de la ville de Paris (1966), directeur du cabinet du préfet de la Meuse (1967-1969), sous-préfet de Toul (1969-1972), secrétaire général de la Dordogne (1972-1975), directeur du cabinet du préfet d'Alsace. En 1976, il devient directeur de cabinet de Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'État auprès du ministère de l'Intérieur, et le suit comme chargé de mission au secrétariat d'État aux Affaires étrangères. Il sera ensuite secrétaire général du Bas-Rhin (1978), sous-préfet d'Antony (1980), directeur des services départementaux de la Savoie (1982-1986), préfet de la Mayenne (1986), de la Drôme (1989). En 1993, il prend la direction du cabinet de François Léotard, à la Défense, avant d'être nommé en août 1995 préfet de la région Franche-Comté. De 1981 à 1984, il a également été secrétaire de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires. Il a été conseiller municipal PR de Compiègne et candidat aux élections législatives de 1978 dans l'Oise. Préfet de la région Haute-Normandie, préfet de Seine-Maritime (1997-1998), préfet de la région Bourgogne, préfet de la Côte-d'Or (1998-2001), ce membre de La Lyre de Salomon n[e] 829 (Grande Loge nationale française) est depuis cette date président de la société Lyon Turin Ferroviaire.

LEPINE Jean-Luc. Inspecteur des Finances, né le 7 novembre 1943 à Paris. À la fois polytechnicien (1962) et énarque, cet inspecteur des Finances a été chargé de mission auprès du conseiller financier aux USA, puis, en 1972-1973 chargé de mission à la direction générale du Crédit national, avant de devenir conseiller technique au cabinet de Michel Jobert (Affaires étrangères, 1973-1974). Après avoir été chargé du secrétariat du groupe de travail sur les problèmes énergétiques du ministère des Finances, il sera successivement conseiller technique de Michel Durafour (1976-1977), de Robert Boulin (1977-1978), puis adjoint au chef du service de l'inspection générale des Finances (1978-1979). Nommé alors secrétaire général de la Commission des opérations de bourse, il rejoint en juin 1984 le groupe Worms comme président du directoire de Gérance parisienne privée et deviendra, administrateur directeur général de la Banque Demachy et Associés (1986), associé gérant de Worms & Cie (1987), gérant de la Banque Demachy et Associés (1989), gérant de Maison Worms & Cie (1991). Ayant quitté Worms en juillet 1993, il a également été président d'Athéna Banque et associé gérant de Pechelbronn de 1989 à 1991. Il a été mis en examen, en novembre 1995, pour délit d'initié dans le cadre de l'affaire Ciments français, dont il était administrateur directeur général.

LEPRETTE Jacques. Diplomate, né le 22 janvier 1920 à Alexandrie (Égypte), décédé le 2 avril 2004 à Paris. À sa sortie de l'Ena, en 1947, il rejoint la direction d'Europe au Quai d'Orsay, puis sera détaché, de 1949 à 1952, comme conseiller auprès du secrétariat général du Conseil de l'Europe. Il sera ensuite chef de la division politique française à Berlin (1952), premier secrétaire, puis conseiller de l'ambassade de France aux USA (1956), sous-directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay (1959). De 1961 à 1963, il est ambassadeur en Mauritanie, puis directeur du service de liaisons interministérielles pour l'information (1964-1966), ministre conseiller à Washington (1966-1971), directeur de l'ONU et des organisations internationales (1971-1974) et enfin, en 1975, directeur adjoint des affaires politiques au Quai. Représentant permanent de la France au Conseil de sécurité et chef de la mission permanente française près de l'ONU de 1976 à 1981, il passe ensuite à Bruxelles comme ambassadeur représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes (1982-1985).

LE RICHE Nicolas. Danseur, né le 29 janvier 1972 à Sartrouville (Yvelines). Fils d'un directeur adjoint à la Banque de France,

Christian Le Riche, l'époux de Claire-Marie Osta, première danseuse à l'Opéra de Paris (deux enfants) a intégré l'école de danse de l'Opéra de Paris en 1982. Premier danseur en 1991, danseur étoile en 1993, il a été l'invité de la plupart des grandes scènes mondiales (Bolchoï, Scala de Milan, Kirov de Saint-Petersbourg, etc.) mêlant à la fois classique et moderne. Titulaire de multiples prix (Carpeaux 1991, Benois 1995, Nijinski en 2004), il est l'une des valeurs les plus sûres de la danse française. Le Riche est le type idéal d'une discipline éminemment élitiste à laquelle les membres du Siècle ne manquent pas de se référer pour faire valoir leur distinction.

LEROY-JAY Patrice. Président de société, né le 7 mars 1920 à Paris. Diplômé de sciences politiques et de droit, il débute en 1944 comme chargé de mission au secrétariat général du gouvernement, puis sera directeur de cabinet en 1946. Il rejoint ensuite le CNPF, où il sera directeur du secrétariat général (1953), secrétaire général (1968-1985), puis conseiller du président (1986). À partir de 1955, il est également président de la Société des éditions techniques professionnelles, et administrateur de la SEDEIS depuis 1976, ainsi que membre de diverses associations professionnelles. Il a également été maire (1964-1987) puis adjoint au maire de Belleville-en-Caux. Il est président d'honneur du Centre d'information des communes rurales.

LESOURNE Jacques. Universitaire, né le 26 décembre 1928 à La Rochelle (Charente-Maritime). Major de Polytechnique et ancien des Mines, il dirige de 1954 à 1957 le service des études économiques des Charbonnages de France, puis, à partir de 1958, la société de conseil Metra International et SEMA, dont il sera PDG de 1971 à 1976. Il a également été président de l'Omnium technique OTH (1969-1973) et de SIA International (1970-1974). Dès 1970, *L'Expansion* le définit comme « l'un des personnages les plus importants et les plus énigmatiques de l'establishment français ». De 1976 à 1979, il dirige le projet de recherche Interfuturs de l'OCDE, préside de 1979 à 1981 la commission de l'emploi et des relations sociales du VIII[e] plan, et appartient, en 1981, à la commission du bilan instituée par François Mitterrand. Président de l'Association française de science économique (1981-1983), il a donné son nom au rapport Éducation et société, les défis de l'an 2000, en 1988. Le 1[er] février 1991, il est élu, à la surprise générale, directeur du *Monde* pour un mandat de cinq ans, ayant été imposé par l'Association Hubert Beuve-Méry et l'Association des lecteurs du Monde (présidée par Alain Minc). Premier non-journaliste à accéder à ce poste prestigieux, celui qui est surnommé « l'homme des banques » (*L'Événement du jeudi*, 24 février 1994) préfère se retirer en février 1994, ayant fait l'objet d'une cabale (il sera remplacé par Jean-Marie Colombani, appuyé par les ex-trotskystes, Edwy Plenel en tête). Il écrit (*Le Monde*, 12 février 1994) : « Dans le milieu de l'automne, ont commencé les manœuvres grandes et petites, certains de mes collaborateurs font même l'objet de pressions discrètes pour qu'ils prennent parti rapidement. » Son adversaire malheureux, Daniel Vernet, écrira alors : « Ceux qui ont chassé Lesourne sont les mêmes qui l'avaient imposé (...) Les actionnaires qui ne représentent qu'eux-mêmes, prêts à faire et à défaire la direction du journal au gré des modes et des petites intrigues. » Conseiller de la Commission trilatérale, il est un des dirigeants de la Fondation Saint-Simon, et appartient à Futuribles, au Club de Dakar, à l'IIASA ainsi qu'à feu l'Institut Auguste Comte de Valéry Giscard d'Estaing. Il a enseigné à l'École des Mines de Saint-Étienne (1956-1959), à l'Insee (1959-1961), a été professeur d'économie et de statistiques industrielles au Conservatoire national des arts et métiers (1974-1990), et a signé une quinzaine d'ouvrages de réflexion économique.

LESTRADE Pierre. Ingénieur, né le 15 novembre 1934 à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Polytechnicien, licencié en droit, ingénieur de l'École nationale supérieure des télécommunications et diplômé d'études supérieures de sciences économiques, il débute comme ingénieur à la direction des télécommunications de Paris. Directeur des télécommunications de la région de Paris extra-muros en 1979, directeur des télécommunications d'Ile-de-France (1980-1982) puis, en août 1982, délégué de l'État auprès de la Compagnie générale de constructions téléphoniques dont il devient le PDG ainsi que du Laboratoire central des télécommunications (1982-1984). De

1985 à 1990, il est président de la Commission de l'informatique au ministère des Postes et Télécommunications, puis à partir de la fin de 1993 chef du service de l'Inspection générale des postes et télécommunications. Il est président de l'Institut de recherches économiques et sociales sur les télécommunications à partir de 2004 et a été maire adjoint de Viroflay de 1997 à 2008.

LETZELTER Pierre. Président de société, né le 13 décembre 1938 à Maubeuge (Nord). Directeur de diverses filiales de L'Oréal de 1964 à 1980 et d'Artcurial (1976-1980), il a rejoint ensuite le groupe Yves Rocher, en étant vice-président international de 1981 à 1988, président de Petit Bateau (1989-1991), directeur général d'Yves Rocher (1992-1993). Président du directoire de Moët et Chandon (groupe LVMH) de 1994 à 1996, il a présidé à partir de 1999 les groupes d'activités Distribution sélective de LVMH et le groupe Sephora (2001-2005) et, depuis 2007, président de Gosport.

LEUSSE Jean-Frédéric de. Banquier, né le 29 octobre 1957 à Boulogne (Hauts-de-Seine). Fils d'un directeur de banque et petit fils d'un ambassadeur gaulliste, il a effectué toutes ses études primaires et secondaires dans des établissements catholiques. Il est le neveu de Bruno de Leusse, ambassadeur de France, ancien ambassadeur à Moscou, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay. À la fois polytechnicien et énarque (promotion *Léonard de Vinci*), il a débuté au Conseil d'État comme auditeur en 1985. Secrétaire général de la Commission des sondages (1987-1988), il devint maître des requêtes en 1988, étant secrétaire général adjoint du Conseil d'État (1988-1990). Chargé de mission auprès du président du Crédit mutuel d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté (1990-1992), il fut ensuite directeur général des Assurances du Crédit mutuel. En 1995, il entre au cabinet du ministre des Entreprises, du Développement économique, Alain Madelin, passant rapidement au cabinet du secrétaire d'État au Budget François d'Aubert comme directeur de cabinet. Il envisagea alors une carrière politique, espérant devenir sénateur du Haut-Rhin. Il s'oriente alors vers La Poste comme président de Sofipost et président du conseil de surveillance de Sogéposte (1996-2001). En septembre 2001, il passe au Crédit Agricole comme directeur général, prenant à la fin de 2003 la direction de la banque de détail à l'international de Crédit Agricole SA, présidant également le conseil de surveillance de Crédit lyonnais Private Equity. Depuis 2006 il est responsable du pôle développement international de cette banque.

LEUSSE de SYON comte Bruno de. Diplomate, né le 12 août 1916 à Vienne (Isère). Il sera successivement de 1945 à 1948 en poste à l'administration centrale pour les affaires économiques, consul à Florence (1948-1951), puis de 1951 à 1955 en poste à la division politique du Haut-commissariat en Allemagne, et enfin deuxième conseiller à Bonn (1955-1956). Il retourne alors au Quai d'Orsay, où il sera notamment sous-directeur du secteur Europe (1959-1961), avant d'être détaché auprès du ministre des Affaires algériennes en 1961. Ministre conseiller à Washington, il dirige ensuite le cabinet des ministres des affaires étrangères Maurice Couve de Murville et Michel Debré (1966-1968), puis du Premier ministre Maurice Couve de Murville en 1968-1969. Directeur des affaires africaines et malgaches (1970-1971), puis ambassadeur en Égypte de 1972 à 1976 et à Moscou de 1976 à 1979, il a été secrétaire général du Quai d'Orsay de 1979 à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il a fait valoir ses droits à la retraite en 1981. Sa femme est une descendante de Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord.

LEVADE Anne (épouse CASSIN, née). Universitaire, née le 10 février 1970 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fille d'un fonctionnaire international, elle a épousé un avocat, Me Fabrice Cassin. Passée par l'École alsacienne de Paris, elle est docteur en droit public (Paris XII) et agrégée de droit public. Maître de conférences en 1997 à Paris XII, elle est devenue professeur à l'université de Tours en 1998 puis à Paris XII (à partir de 2001). Elle dirige depuis lors le Centre de recherches communautaires (Cerco) au Centre de documentation européenne. Membre du Conseil d'analyse de la société depuis 2008 et de diverses commissions, elle a signé plusieurs ouvrages de droit.

LEVALLOIS Michel. Préfet, né le 16 janvier 1934 à Paris. Licencié en droit, diplômé d'études supérieures de sciences économiques, breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, il devient, en 1967, administrateur adjoint de la France d'outre-mer, chef adjoint du cabinet du chef du territoire du Niger. Affecté un temps en Algérie, il sera notamment sous-préfet à La Châtre en 1962, secrétaire général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (1970-1974), directeur du cabinet du secrétaire général du gouvernement Marceau Long (1974-1978), puis préfet de la Haute-Marne (1978), préfet de La Réunion (1981). En 1984, il est directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer. Au secrétariat d'État chargé des DOM-TOM, il est chargé à la fin de l'année d'une mission temporaire auprès d'Edgard Pisani, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie. Il devient, en 1986, chef de la mission pour l'emploi des jeunes, les TUC et les activités nouvelles au ministère du Travail et de l'Emploi, puis fin 1988 président du conseil d'administration de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement.

LEVEQUE Jean-Maxime. Banquier, né le 9 septembre 1923 à Paris. Ancien de Sciences-Po et de l'Ena, cet inspecteur des Finances a été directeur de la Banque européenne d'investissements, secrétaire général du Conseil national du crédit, conseiller économique à l'Élysée (1960-1964). En 1964, il est appelé par le président du Crédit commercial de France, Jacques Merlin, qui en fera son directeur général et son successeur. En 1978 comme en 1981, il prend des positions politiques, s'opposant dans de nombreuses déclarations publiques aux nationalisations. Quand le CCF est nationalisé en 1982, il démissionne et crée sa propre banque, International Bankers, au capital d'un milliard de F (il n'y investit que très peu d'argent, l'essentiel étant apporté par des investisseurs internationaux, comme Akkram Ojjeh qui en détient 25 %) dont le holding est domicilié dans les Antilles hollandaises. Ses opérations de négoce sur les matières premières ayant échoué, il se rabat sur l'immobilier parisien. Il rachète en 1985 la banque Wedge, qu'il rebaptise Ibsa, en même temps qu'il déploie une importante activité politique avec l'Union nationale pour l'initiative et la responsabilité, mouvement politique ultralibéral qui, après avoir établi 35 listes aux législatives de 1986, se sabordera en se ralliant au RPR malgré de très onéreuses campagnes publiques. Pour prix de son ralliement, il sera nommé en 1986 PDG du Crédit lyonnais, qu'il échouera à privatiser et devra quitter en septembre 1988 au retour de la gauche (il aura fait entre-temps voter une loi à son profit permettant de prolonger son mandat, bien qu'ayant atteint 65 ans). En 1990, Jean-Maxime Lévêque fait entrer le Crédit lyonnais dans le capital d'Ibsa, à 25 %, ce qui rend celui-ci responsable de tout sans avoir droit de regard sur la gestion. Quand le marché s'effondre, le Crédit lyonnais doit assumer cinq milliards de dettes, IBSA ayant accumulé les fautes de gestion, les commissions d'apporteurs, les honoraires d'intermédiaires ayant atteint des niveaux totalement inhabituels. Le rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur le Crédit lyonnais comprend un chapitre saignant sur la banque IBSA, avec ses opérations risquées, voire douteuses (Ojjeh, Samir Traboulsi, Robert Maxwell, Adnan Kashoggi, les brasseries parisiennes, etc.).

LEVILLAIN Philippe. Universitaire, né le 27 novembre 1940 à Paris XVII[e]. Ce normalien, passé par l'université de Harvard, est docteur ès lettres et agrégé d'histoire. De 1967 à 1975, il fut assistant, puis de 1975 à 1981, maître-assistant en histoire contemporaine à Nanterre, avant d'être détaché comme directeur des études en histoire moderne et contemporaine à Rome de 1977 à 1981. Professeur d'histoire contemporaine à Lille de 1981 à 1986 puis à Paris X Nanterre depuis lors, il est producteur délégué des *Lundis de l'Histoire* à *France Culture* depuis 1982. Il est membre du Comité pontifical des sciences historiques depuis 2003.

LEVITTE Jean-David. Diplomate, né le 14 juin 1946 à Moissac (Tarn-et-Garonne). Il est le fils d'une Mozambicaine d'origine anglo-hollandaise, d'abord installée en Afrique du Sud et de Georges Levitte, un intellectuel qui joua un rôle majeur dans la renaissance du judaïsme en France après la Seconde Guerre mondiale. En 1951, ce

dernier fut engagé par l'American Jewish Committee, dont il sera directeur du service communauté, puis au Fonds social juif unifié. *Le Jewish Journal* (28 avril 2006) précise même qu'il fut « le représentant de l'American Jewish Comittee en France durant trente ans », ce qui donne une idée assez précise de son influence. Comme intellectuel, il a publié plusieurs centaines d'articles sur le judaïsme, traduit de nombreux ouvrages et signé plusieurs ouvrages importants. Surtout il joua un rôle majeur dans le renouveau du judaïsme français comme cofondateur des Colloques des intellectuels juifs de langue française (organisé à l'initiative du Congrès juif mondial en 1957) et sera le maître d'œuvre des vingt premiers volumes de ces colloques. Jean-David Levitte est licencié en droit, lauréat de l'Institut d'études politiques de Paris, diplômé de l'École nationales des langues orientales (chinois, malais, indonésien). Ayant réussi le concours de secrétaire des Affaires étrangères en 1970, il a débuté comme secrétaire de la section Asie Pacifique du ministère, avant d'être rapidement envoyé, à 26 ans, à l'ambassade de France à Pékin comme troisième secrétaire (1972-1974). Dès 1975, il entre à la présidence de la République comme chargé de mission auprès de Valéry Giscard d'Estaing. Dès son entrée, il participe au G7 de Rambouillet alors qu'il n'a pas 30 ans. Il conserve sa fonction jusqu'à la défaite de ce dernier, étant recasé comme deuxième conseiller à la mission permanente de la France auprès des Nations Unies (1981-1984). Sous-directeur de l'Afrique occidentale à l'administration centrale du Quai d'Orsay (1984-1986), il est aussitôt coopté par le nouveau gouvernement de cohabitation comme directeur adjoint du cabinet du ministre des Affaires étrangères RPR Jean-Bernard Raimond (1986-1988). Dès la défaite de Jacques Chirac, celui qu'*Actualité juive* (7 décembre 1990) présente comme « l'un des plus brillants diplomates de sa génération » repart cette fois à Genève, comme ambassadeur, représentant permanent de la France, auprès des Nations Unies (1988-1991). On le retrouve ensuite comme directeur du secteur Océanie Asie au ministère des Affaires étrangères (1991-1993), puis comme directeur des relations culturelles, scientifiques et techniques (un poste majeur) au ministère des Affaires étrangères (1993-1995). Après l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, il succède à Anne Lauvergeon, devenant son conseiller diplomatique et « sherpa », le demeurant jusqu'en 2000. C'est lui qui organisera de bout en bout, à Lyon, le G7 en juin 1996. Signe de ses liens avec le président, il est également administrateur du musée du Septennat, le « Musée Chirac » de Sarran (Corrèze). Il est alors nommé représentant de la France au Conseil de sécurité de l'ONU et chef de la mission permanente française (2000-2002). C'est-à-dire lors des événements du 11 septembre 2001, puis du déclenchement de la guerre contre l'Irak et l'Afghanistan. Pour lui, l'ONU est devenu le forum obligé de toute initiative d'envergure sur la scène internationale. En 2002, il devient ambassadeur de France à Washington. À ce poste extrêmement sensible, il a pour tâche de faire l'interface entre Paris et Washington, et de tâcher d'arrondir les angles en période de tension croissante entre les deux pays. Il est alors en opposition feutrée avec la présidence de la République et plus directement avec Dominique de Villepin: « En mai 2003, quelques semaines avant l'intervention en Irak, Jean-David Levitte a milité en coulisses pour que Jacques Chirac ne brandisse pas le veto de la France au Conseil de sécurité des Nations Unies. Sur ce sujet, il partageait la même position, ou presque, que Nicolas Sarközy, Bernard Kouchner, ou le ministre de la Défense, Hervé Morin. Une conjonction qui ne doit, bien entendu, rien au hasard (*Le Nouvel observateur*, 7 juin 2007). » Il devient conseiller diplomatique de Nicolas Sarközy dès l'élection de ce dernier en mai 2007.

LEVY Jean. Consultant, né le 9 novembre 1932 à Strasbourg (Bas-Rhin). Diplômé de Sciences-Po Paris et de l'université de Yale, il fut attaché de direction chez Unilever (1957), directeur du marketing chez Interplans (1959-1960), avant d'entrer chez L'Oréal en 1960, où il deviendra vice-président (1970) de L'Oréal, en charge de la division France puis de la division des produits publics (1974-1983), puis de Cosmair New York (1984-1987) et de Sanofi Beauté (1989). Il demeure conseiller du président de Sanofi, président du comité américain du CNPF International (après avoir occupé

diverses fonctions au CNPF), a été administrateur général du groupe André (1987-1989) et directeur de la mission de développement économique de la ville de Nîmes sous Jean Bousquet jusqu'en 1995. Conseiller honoraire du Commerce extérieur depuis 1999, administrateur de PriceMinister, d'Axcess, de Rallye.

LEVY Jean-Bernard. Ingénieur, né le 18 mars 1955 à Suresnes (Haut-de-Seine). Fils du Dr Claude Lévy et de Monique Herzog, il a épousé la biologiste Odile Heidmann. Ce polytechnicien, également ingénieur de l'École supérieure des télécommunications, a commencé à la direction générale des télécommunications dont il fut DRH adjoint (1983-1986). Conseiller pour les affaires internationales de Gérard Longuet, ministre PR des Postes et Télécommunications, il fut ensuite directeur des satellites chez Matra Espace, avant de revenir auprès de Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et au Commerce extérieur, cette fois comme directeur de cabinet (il s'occupera particulièrement du changement de statut de France Telecom). Il sera ensuite conseiller de José Rossi, qui occupera les mêmes fonctions. De retour chez Matra, il prendra la direction générale du groupe, puis PDG de Matra Communication (1995-1998), ce qui lui vaudra des critiques de la gauche pour « pantouflage » et conflits d'intérêts avec ses fonctions passées de directeur général (1989-1999), d'Oddo Pinatton Corporate (2000-2002) à la suite de la vente par Matra de ses activités de télécommunication mobile pour se renflouer de la faillite de *La Cinq*. Directeur général de Vivendi (2002-2005) (il y est parachuté sur les conseils de Gérard Longuet pour « sauver les meubles »), il est président de son directoire depuis 2005 (ayant succédé à Jean-René Fourtou, qui avait lui-même remplacé Jean-Marie Messier). Cet homme d'une rare discrétion, inconnu même de certains de ses salariés, gagnait, fin 2006, 6045594 euros (*L'Express*, 14 décembre 2006).

LEVY Maurice. Publicitaire, né le 18 février 1942 à Oujda (Maroc). Ce fils de juifs espagnols réfugiés au Maroc pendant la guerre civile est diplômé d'organisation de l'université du New-Jersey et titulaire d'un certificat d'informatique de l'American management association. Administrateur (1964-1966) de Bata au Maroc puis responsable du service commercial (1966) et du service informatique (1967) de Synergie, il est recruté en 1971 par Claude Neuschwander pour diriger l'informatique de Publicis. La pieuse légende voudrait qu'il ait sauvé le fichier lors de l'incendie du siège en 1972, faisant ainsi la conquête de Marcel Bleustein-Blanchet. Secrétaire général en 1973, puis directeur général adjoint en 1975, il devient directeur général en 1976, administrateur directeur général en 1978, et vice-PDG en 1981. PDG de Publicis Conseil en 1983, il est vice-président du groupe en 1986, ainsi que de *TV6*, chaîne télé de clips qui disparaîtra rapidement. Dauphin de « MBB », il lui succède en 1988 comme président du directoire de Publicis. Il joue également « un rôle occulte de conseiller privé » (*Le Nouvel économiste*, 21 avril 1995) auprès de nombreux PDG de grandes sociétés françaises: Jérôme Monod, Jean-Yves Haberer, Jean-Luc Lagardère, Louis Schweitzer, Michel David-Weill, etc. Président de l'AACP et administrateur de la Fondation Communication demain, il appartient à la puissante Commission trilatérale et se rend régulièrement au Forum économique mondial de Davos. Président des Bonds d'Israël (système de financement de l'État hébreu par la diaspora), il a présidé la section française du Comité de réconciliation des juifs et de l'Espagne. Très lié aux instances communautaires, il participe à la Fondation de Jérusalem et appartient au directoire des Bonds d'Israël ainsi qu'à celui de l'Alliance Israélite universelle.

LEVY Maurice-Marc. Universitaire, né le 7 septembre 1922 à Tlemcen (Algérie). Docteur ès sciences physiques, ce fils d'un gérant d'immeubles (d'origine juive, il s'est converti au catholicisme lorsqu'il était étudiant) a été chercheur au CNRS (1945-1953), professeur à l'université de Bordeaux (1953-1954) puis de Paris (1954-1959), conseiller scientifique à Washington (1968-1970), président du Centre national d'études spatiales (1974-1976), professeur à l'université des Nations Unies de Tokyo avant de s'occuper de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (1983-1987), dont il avait été l'auteur

du projet de lancement initial en 1979 et qu'il inaugurera en 1986. Sa gestion laxiste fera l'objet d'un rapport de la Cour des comptes l'année même de son départ à la retraite.

LEVY Pierre. Président de société, né le 11 avril 1907 à Guebwiller (Haut-Rhin), décédé le 25 février 2002. Fondateur et PDG des entreprises Devanlay-Recoing, ce multimilliardaire (22e fortune française en 1987) a été PDG de la Société anonyme financière et auxiliaire du textile, PDG de Timwear (1959), président des Textiles Saint Louis, administrateur d'Uniprix (depuis 1953), des Nouvelles Galeries, du Printemps (toutes des sociétés dont il détient un fort pourcentage d'actions) ainsi que conseiller de la Banque de France. Il a notamment légué en 1976 à l'État une collection de tableaux (dont de nombreux Derain) estimée à l'époque à 22 millions d'euros.

LEVY Raymond-Haïm. Ingénieur, né le 28 juin 1927 à Paris. Fils d'un immigré de Salonique fuyant les guerres balkaniques de 1912-1913, ce brillant polytechnicien (5e prix au concours général en 1943, major de la promotion 1946 à l'entrée et la sortie, ses quatre enfants sont X-Mines ou X-Ponts), également ingénieur des Mines, normalien (reçu deuxième) et diplômé du Massachusetts Institute of Technology, est entré à la Régie autonome des pétroles en 1957 (Elf-Erap). Soutenu par Paul Moch, il y fera carrière (PDG d'Elf en 1975-1980, vice-PDG d'Elf-Aquitaine, mais sa carrière, jusqu'alors favorisée par Pierre Guillaumat, est alors bloquée, ne pouvant travailler avec les pays arabes), avant d'être nommé par le nouveau ministre socialiste de l'Industrie, Pierre Dreyfus, PDG d'Usinor (1982-1984). Il mettra en place le plan de restructuration de la sidérurgie. À la demande personnelle d'Alain Madelin, il rejoint la régie Renault comme PDG à la fin de 1986, succédant à Georges Besse assassiné, après un rapide (et profitable) passage au groupe sidérurgique Cockerill-Sambre en 1985 comme président administrateur délégué. Président de l'Association des constructeurs européens d'automobiles en 1991, il quitte Renault en juin 1992 (alors que la fusion Renault-Volvo, qui n'aura finalement pas lieu, est imminente). Le groupe réalise 26 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 1991 et compte 147 000 salariés. Il prend en 1993 la présidence du conseil de surveillance de la holding de Matra-Hachette et dirige (avec Dominique Strauss-Kahn), à partir de 1994, le puissant Cercle de l'industrie. Il a été maire adjoint de Vaucresson de 2001 à 2008.

LEVY-GARBOUA Vivien. Ingénieur, né le 15 novembre 1947 au Caire (Égypte). Polytechnicien, ingénieur en chef des Mines et diplômé d'Harvard, il a été chargé de mission aux études à la Banque de France (1976-1979), puis attaché à la direction des grandes entreprises et de développement (1980-1985), directeur de l'organisation, directeur général adjoint, directeur central (1991), directeur des grandes entreprises (1991), directeur général adjoint de la division internationale de la Banque nationale de Paris (1992). Il est président de la BNP intercontinental depuis 1997, président du conseil de surveillance de Képierre (2000) et de Meunier promotion. Il enseigne également à l'École polytechnique. Il a publié divers ouvrages économiques dont le célèbre *Macroéconomie contemporaine*.

LEVY-LANG André (né LEVY, dit). Banquier, né le 26 novembre 1937 à Alexandrie (Égypte). Ses parents avaient fui la Turquie d'Atatürk. Il a rajouté à son nom le nom de son épouse, Catherine Lang, présidente de tribunal. Entré à l'École polytechnique (1956), il en sortira premier mais non major, n'ayant pas encore été naturalisé. Après un service militaire dans la recherche opérationnelle du ministère de l'Air, il devient, en 1960, ingénieur de recherches au Commissariat à l'énergie atomique. En 1962, il entre à la société de prospection électrique Schlumberger. Après un séjour à Stanford, il dirige à Minneapolis le marketing d'une filiale d'ERM Computer, qui tentera de concurrencer IBM. De retour en France, il sera directeur du département des Compteurs Schlumberger (1970-1974) avant de rejoindre la Compagnie bancaire (filiale de Paribas depuis 1969), parrainé par Jean Riboud qui le recommande à Jacques de Fouchier. En 1976, il entre à son comité directeur, à son directoire en 1979, et devient président du directoire en 1982. Créateur de la carte Aurore et de Cetelem, il lance avec l'aide de Michel Cicurel la banque

Cortal, qui pratique la VPC de produits financiers. Président de la commission financière de l'Association française des banques ainsi que membre de la commission des affaires bancaires et financières au sein du CNPF, ce « banquier le plus brillant de sa génération » (*La Tribune Desfossés*, 24 avril 1996) devient, comme président de sa principale filiale, président en 1990 du directoire de la Compagnie financière de Paribas (n° 1), à la suite de l'échec de Michel François-Poncet pour prendre le contrôle de la Compagnie de navigation mixte (dont Paribas prendra finalement le contrôle en 1996) et grâce au soutien de son protecteur, Jacques de Fouchier. Son « opération vérité » sur les comptes 1995 s'est soldée par près de 4 milliards de F de pertes. Administrateur de la Compagnie financière Paribas, des AGF, d'Athéna, de la Banque Paribas, de la Compagnie bancaire, de Navigation mixte, du Crédit national, du Crédit du Nord et d'Elf Aquitaine, il est l'un des banquiers les plus puissants de France même si l'action Paribas est passée de 650 F en 1990 à 280 F en 1996. Il a été mis en examen en 1996 dans le cadre de l'affaire Ciments français, une filiale de son groupe, mais a conservé son poste, bénéficiant du soutien de son principal actionnaire, Axa, de Claude Bébéar. Ses rémunérations annuelles sont de 1,15 million d'euros (plus les primes). Il préside l'Association des amis français du Bilderberg, où se retrouve la fine fleur des mondialistes français, et appartient également à la Commission trilatérale.

LEWINER Colette (née DE BOTTON, épouse). Directrice de société, née le 19 septembre 1945 au Caire (Égypte). Elle est la fille du fameux banquier Maurice de Botton (1910-1986), qui fut notamment PDG de la Société franco-américaine de banque, de la Discount Bank France ou de la Banque générale du commerce, et de Judith Hakim. La famille a quitté l'Égypte après Suez. Mariée à l'universitaire Jacques Lewiner (fils de Moszek Lewiner et de Fajga Esterowitz, il est professeur et directeur scientifique de l'École supérieure de physique et de chimie industrielle de la Ville de Paris et membre de multiples associations scientifiques internationales), elle est passée par le Lycée français d'Alexandrie, Molière et Janson de Sailly à Paris, et l'École normale supérieure. « Peu connue du grand public, (elle est) incontournable dans la grande famille du nucléaire français (étant) la première femme à accéder au poste de grand directeur au sein d'EDF » (*La Tribune*, 7 octobre 1997). Agrégée de physique et docteur ès sciences (elle a consacré sa thèse au nucléaire), elle a notamment été chef de cabinet du directeur des études et recherches d'EDF (1979-1982), chef de la branche uranium (1983-1985) de la Cogema (premier acheteur d'uranium mondial), avant d'en devenir directeur du développement et de la stratégie commerciale (1989-1992), PDG de la Société générale pour les techniques nouvelles (1992-1997), dont elle a démissionné en désaccord avec son actionnaire de référence, la Cogema. Elle passe alors le privé comme présidente du réseau Eurisys, puis directrice du développement et de la stratégie du groupe Cap Gemini (depuis 1998). Membre de multiples associations scientifiques axées autour du nucléaire (elle préside Nucnet depuis 1997 ainsi que l'European Nuclear Society depuis 1991), elle a signé le *Que sais-je ?* sur *Les Centrales nucléaires*.

LHERMITTE Pierre. Ingénieur, né le 27 janvier 1928 à Paris. Cet X-Ponts (et docteur ès sciences mathématiques) a été ingénieur des Ponts à La Réunion (1952-1956), directeur des études économiques à EDF (1967), chef du service des affaires économiques et internationales aux Travaux publics (1964-1965), conseiller du président (depuis 1973) et directeur général adjoint (1978-1983) de la Société générale. Il est également PDG de la Société générale de service et de gestion (1970-1983) et PDG de Conseil et service en ingénierie et informatique.

LICOYS Éric. Directeur de société, né le 26 août 1938 à Suresnes (Hauts-de-Seine). Il est le fils d'André Licoys, directeur de société, et de Lilian Barclay, une anglaise. Il a épousé en secondes noces Jenny de Picciotto, une diplomate hondurienne. Diplômé de Sciences-Po Paris et titulaire d'un DES de sciences économiques, il fut successivement sous-directeur du Crédit naval (1962-1969) et du Crédit Vendôme (1969-1970) avant d'entrer à la Banque occidentale pour l'industrie et le commerce (de Jimmy Goldsmith et Gilberte Beaux)

dont il fut le directeur général de 1976 à 1981. Directeur général d'Occident Finance (1981-1982) puis directeur général de la Compagnie financière Barclays (1982-1990), filiale française de la Barclays qu'il pourra lancer grâce au soutien de son protecteur Ambroise Roux. Il sera parallèlement PDG de la Société du Parc Astérix (1986), dont il avait été l'initiateur, avant d'être administrateur directeur général puis PDG d'une filiale de Lazard Frères & Cie, le Fonds Partenaires Gestion, où il travaille avec Jean-Marie Messier. En janvier 1997, ce dernier le fera venir au sein de la Compagnie générale des eaux, comme son directeur et conseiller. Il sera donc d'abord administrateur directeur général d'Havas (1997-1998), puis PDG de ce groupe (en remplacement de Pierre Dauzier, remercié avec un gros chèque). PDG du Groupe Express, il entre en 1998 au comité exécutif de Vivendi. Il devient PDG de Vivendi Universal Publishing (sa structure qui chapeaute la presse écrite), directeur général (jusqu'en 2002) et membre du comité exécutif de Vivendi Universal, président du conseil de surveillance du Groupe Expansion (jusqu'en 2002), vice-président du conseil de surveillance du Groupe Express (jusqu'en 2001). Il est depuis lors administrateur de diverses sociétés.

LIGEN Pierre-Yves. Haut fonctionnaire, né le 30 novembre 1937 à Quimper (Finistère), décédé le 11 mai 2001. Sorti de l'Ena en 1964, il entre en 1965 comme auditeur au Conseil d'État et sera rapporteur de la commission chargée des affaires culturelles pour le théâtre, la musique et les maisons de la culture pour la préparation du V[e] plan. En 1966, il devient chargé de mission auprès du directeur du théâtre, de la musique et des maisons de la culture Émile Biasini, qu'il suit comme directeur de cabinet en 1967-1968, quand celui-ci devient directeur de la télévision. Il dirige alors l'Atelier parisien d'urbanisme, de 1968 à 1984, ainsi que, à partir de 1978, l'aménagement urbain de la ville de Paris (devenant un proche collaborateur de Jacques Chirac). Il devient, en 1984, responsable de la société d'étude pour l'environnement du Grand Louvre, puis président de l'établissement public du Grand Louvre, où il succède à Émile Biasini, en 1986 (qui deviendra par la suite secrétaire d'État aux Grands travaux).

LION Robert. Inspecteur des Finances, né le 28 juillet 1934 à Paris. À sa sortie de l'Ena (1961), il intègre l'inspection des finances. En 1966-1967, il sera conseiller technique au cabinet d'Edgard Pisani (Équipement et Logement), puis près de Paul Delouvrier, préfet de la région parisienne (1967-1968). Il est ensuite chargé de mission à la direction de la politique industrielle au ministère de l'Industrie, puis au ministère de l'Équipement et du Logement (1969-1974), puis délégué général de l'Union nationale des fédérations d'organismes d'HLM de 1974 à mai 1981. Il devient alors directeur du cabinet de Pierre Mauroy, puis sera directeur général de la Caisse des dépôts et consignations de 1982 à 1992 (un des plus beaux postes de l'administration). Il démissionne et réintègre alors l'inspection des Finances, puis devient en juillet 1994 président de l'antenne européenne du conseil de la Terre Energy 21, où il est le seul représentant Français. Il est actuellement conseiller de trois grandes entreprises privées (dont l'Américaine Bechtel et la Compagnie des Signaux). Il était, avant sa démission, l'un des hommes les plus puissants de France, et le symbole du mariage de la gauche et de l'argent. Il avait, entre autres, sponsorisé le raid boursier (raté) sur la Société générale.

LIONS Pierre-Louis. Universitaire, né le 11 août 1956 à Grasse (Alpes-Maritimes). Il est le fils de Jacques-Louis Lions, universitaire et enseignant internationalement connu en mathématiques, ancien président du Centre national d'études spatiales (1984-1992), président du conseil scientifique d'Électricité de France (1986-1992), de la Météorologie nationale (depuis 1990), de Pechiney (depuis 1991), conseiller scientifique de Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche (1983-1984), membre de multiples associations et académies internationales, membre du comité d'honneur de l'Association française des amis de l'université hébraïque de Jérusalem. Son fils n'a pas démérité puisque ce normalien (rue d'Ulm) est également docteur ès sciences. Chercheur au CNRS (1979-1981), il enseigne à Dauphine depuis 1981 et Polytechnique depuis 1992. Conseiller scientifique du Commissariat à l'énergie atomique de 1986 à 1996, il est également consultant de multiples

entreprises et administrateur d'Alcatel. Comme son père, il est titulaire de divers prix (dont la médaille Fields 1994) et membre de multiples académies et associations scientifiques internationales. Professeur au Collège de France à partir de 2002, il est administrateur de multiples sociétés ou associations scientifiques. Depuis novembre 2008, il est président de Greenpeace France et l'un des principaux conseillers d l'ombre d'Europe-Ecologie-Les Verts.

LISSNER Stéphane. Directeur de théâtre et d'opéra, né le 23 janvier 1953 à Paris XII[e]. Fils de Georges Lissner, directeur de société et d'Elisabeth Lindenbaum, il a épousé en premières noces Marie-Ange Grunelius, membre de la haute société protestante, remariée depuis lors avec Aymar du Vivier de Faÿ-Solignac. « Fils d'une famille aux origines multiples, dont les destins passent par Riga, Moscou, Berlin, Nice et Paris, il ne sait toujours pas s'il est juif ou non. L'omerta familiale est sur ce sujet totale (*Le Nouvel observateur*, 4 mai 2000). » Passé par le collège privé Stanislas et le lycée Henri IV, ce quasi-autodidacte a débuté en créant, en 1972, le *Théâtre mécanique* qui se produisait dans un ancien cinéma pornographique, le *Monge Palace*. À 21 ans, il est criblé de dettes. C'est la faillite. Il est condamné à cinq ans d'interdiction de gérer une affaire. Il ne parviendra à rembourser ses dettes de jeunesse que quinze ans plus tard. Dans le *Who's Who*, il apparaît comme secrétaire général du centre dramatique d'Aubervilliers (1977-1978), y étant été propulsé grâce à son protecteur, Gabriel Garran, avant de codiriger celui de Nice. Directeur général du Théâtre du Châtelet (1988-1997) et directeur général de l'Orchestre de Paris (1994-1996), le « régisseur des cigales » dirige ensuite le Festival international d'art lyrique d'Aix-en-Provence (1996-2006) avant d'être le premier Français à diriger (bien que ne parlant pas l'italien) à partir de 2005 la Scala de Milan. En 2012, ce véritable Rastignac devient directeur délégué de l'Opéra de Paris. « Lissner a la "gagne " en redemande, obtient toujours davantage, accumule les réussites budgétaires et artistiques, les fonctions, les voyages entre Paris, Vienne et Milan [...] Lissner est un homme pressé qui ne s'embarrasse pas toujours de préséance avec ceux qui l'ennuient ou ne lui sont pas utiles. Certains de ses collaborateurs parlent d'un être "exigeant" qui peut dans son impatience se montrer à l'occasion "grossier" (*Le Monde*, 8 juillet 2005). » Lissner est l'incarnation même de ces responsables « cultureux » que Le Siècle affectionne pour bénéficier des meilleures places, sans faire la queue, et des manifestations privées autour d'un cocktail mondain.

LIZIN Anne-Marie (née VANDERSPEETEN, épouse). Femme politique, née le 5 janvier 1949 à Huy (Belgique). De nationalité belge, elle a effectué toute sa carrière au Parti socialiste wallon, avant d'en être finalement exclue en 2009 à la suite de diverses affaires de détournement de fonds à Huy (cf. *Wikipedia*). Elle a notamment été députée européen (1979-1988), secrétaire d'État aux Affaires européennes (1988-1992), député fédéral (1991-1995), sénateur (1995-2010), étant la première femme à présider le sénat belge de juillet 2004 à juillet 2007, bourgmestre de sa ville natale (1983-2009), etc. Diplômée d'économie (université de Leyde), elle est également professeur à l'Institut d'études politiques de Paris depuis 2003 (fonctionnement des organisations internationales). Dans les différents postes qu'elle a occupés, cette franc-maçonne (*Le Vif L'Express*, 22 février 2008) a toujours défendu une politique immigrationniste, féministe, « droits de l'homme tels que ».

LOISEAU Nathalie (DUCOULOMBIER, épouse). Diplomate, née le 1[er] juin 1964 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Elle est la fille de Josée Prat et de Claude Ducoulombier, banquier consultant international dans les fusions acquisitions. Cette mère de quatre enfants (Tristan, Stanislas, Benjamin, Guillaume) a épousé, le 24 juillet 1992, Bertrand Loiseau. Ingénieur des travaux publics de formation, diplômé de l'Institut d'administration des entreprises de Paris, ce denier a fait l'essentiel de sa carrière à l'Agence Française de Développement notamment au Sénégal et au Maroc avant de rejoindre le siège de la Banque mondiale à Washington. De retour à l'AFD, il y dirige le service en charge du contrôle de gestion. Nathalie Loiseau, passée par le lycée Carnot

à Paris, diplômée de Sciences-Po Paris (à 19 ans) et de l'Institut national des langues et civilisations orientales en chinois, a fait carrière au ministère des Affaires étrangères où « ce petit gabarit à l'assurance inébranlable (*Le Figaro*, 23 octobre 2012) » a commencé à la direction de l'information et de la presse (1986-1988) avant d'être affectée à la direction Asie et Océanie jusqu'en 1990. Troisième secrétaire d'ambassade en Indonésie (1990-1992), cette « diplomate littéraire et féministe (*Libération*, 26 novembre 2012) » passe ensuite rédactrice à la direction Nations Unies et organisations internationales à l'administration centrale (1992-1993), avant de rejoindre le cabinet du ministre RPR Alain Juppé (1993-1995). Elle fut ensuite première secrétaire au Sénégal (1995-1999) et au Maroc (1999-2002), deuxième conseillère, directrice du service de presse et porte-parole de l'ambassade de France à Washington (2002-2007), sous-directrice Afrique du Nord (2007-2008), directrice adjointe à la direction d'Afrique du Nord et du Moyen Orient (2008-2009), directrice des ressources humaines (2009-2011), directrice générale de l'administration et de la modernisation (2011-2012) et haut fonctionnaire de Défense en tant que correspondant de défense et de sécurité de ce ministère (2012), avant d'être finalement évincée à l'arrivée de Laurent Fabius. Depuis octobre 2012, cette « catholique, contre l'Église et pour le mariage gay » (*Libération* 26, novembre 2012) est directrice de l'Ena. Son programme est le suivant : « Je veux ouvrir. À l'international, à la diversité, à la parité… Et même si ça fait un peu Mao sur les bords, j'aimerais sortir les élèves des étages nobles de la fonction publique, les envoyer en stage dans les caisses d'allocations familiales, à Pôle Emploi (*Libération*) ». Elle est assidue du Women's forum, un sommet mondialiste qui aspire à devenir le pendant féminin du Forum économique mondial de Davos (où les femmes sont pourtant présentes).

LOMBARDINI Maxime. Directeur de société, né le 25 octobre 1965 à Neuilly (Hauts-de-Seine). Fils d'un président de société, il est diplômé de Sciences-Po Paris (écofi 1989) et titulaire d'une maîtrise de droit des affaires. Il a effectué toute la première partie de sa carrière au sein du groupe Bouygues, où il a débuté comme contrôleur de gestion en Belgique (1990-1991). Il passe ensuite à *TF1*, comme chargé de mission à la direction technique, avant de franchir divers échelons, sous la houlette protectrice de Patrick Le Lay (membre du Siècle). Il sera notamment secrétaire général de TPS (1996-1999), directeur du développement (1999-2003), où il négociera l'entrée du groupe dans *Métro*, directeur général de TF1 Productions (2003-2007). Il intègre alors le groupe Free de Xavier Niel, devenant directeur général de sa maison-mère, Iliad, en charge des principaux projets de développement, notamment le très haut débit et la mobilité (Free Mobile). Il déclarait 384 000 euros de revenu en 2010, plus des actions Free Mobile pour un montant non rendu public.

LONG Marceau. Haut fonctionnaire, né le 22 avril 1926 à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Licencié ès lettres et en droit, diplômé d'études supérieures de droit public et major de l'Ena, il entre au Conseil d'État en 1952. De 1954 à 1957, il est conseiller technique pour les affaires marocaines et tunisiennes au cabinet du secrétaire d'État aux Affaires étrangères (Faure, puis Claparède). En 1957 et 1958, il est commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux puis, de 1958 à 1961, conseiller juridique près l'ambassade de France à Rabat et de 1961 à 1967, directeur général de l'administration de la fonction publique au secrétariat général du gouvernement. Il est ensuite, de 1967 à 1973, secrétaire général pour l'administration du ministère des Armées, puis PDG de l'*ORTF* d'octobre 1973 à décembre 1974. Secrétaire général du gouvernement. De 1975 à 1982, il sera également, à partir de 1980, secrétaire général de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris, avant d'assurer la présidence d'Air Inter de juillet 1982 à juillet 1984, puis d'Air France jusqu'en février 1987, devenant alors vice-président du Conseil d'État. Président de la Commission de la nationalité, puis en 1990 du Haut conseil à l'intégration, il préside également depuis 1988 la Commission pour la transparence financière de la vie politique, et de 1993 à 1995 la Commission du livre blanc sur la Défense. Il fut également président de l'Ena et de l'Institut international d'administration publique, ainsi que du

Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel. Il présidera, en 1996, le Comité pour la commémoration des origines : de la Gaule à la France.

LONGUET Gérard. Haut fonctionnaire, né le 24 février 1946 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'IEP et de l'Ena, il est en 1967-1968 chargé d'études à la direction des carburants, puis en 1969, attaché au service de presse du CNPF. Après son passage à l'Ena de 1971 à 1973, il est affecté à l'Intérieur, comme directeur du cabinet du préfet de l'Eure, puis, en 1974, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement (René Tomasini). En septembre 1974, il devient directeur du cabinet du préfet de Picardie, puis, en 1977, chargé de mission auprès du directeur des affaires politiques et du personnel à l'Intérieur, et chargé des fonctions de directeur du cabinet du secrétaire général des Républicains indépendants, bien qu'issu d'Occident. Il sera ensuite (juin 1977-février 1978) chargé de mission au cabinet de Jacques Dominati, avant d'être élu député de la Meuse en 1978, et conseiller général du département en mars 1979. Secrétaire national de l'UDF chargé de l'industrie agroalimentaire (1980-1982), il sera battu aux législatives de 1981, retournant alors à l'Intérieur. En septembre 1982, il devient membre du bureau exécutif et trésorier du PR, puis est élu au Parlement européen sur la liste Veil. Réélu au conseil général en 1985 et élu député de la Meuse en mars 1986, il devient secrétaire d'État puis, en août 1986, ministre délégué chargé des P et T auprès du ministre de l'Industrie, des P et T et du Tourisme, son vieux complice Alain Madelin. Après une tiède campagne pour Raymond Barre, il est réélu député en 1988 (ainsi qu'en 1993), et devient délégué national du PR chargé des techniques de communication et des nouvelles technologies, puis secrétaire général (septembre 1989) et président (novembre 1990-1995) du Parti républicain, succédant à François Léotard. En mars 1992, il est battu par Jean-Marie Rausch à la présidence du conseil régional de Lorraine, mais suite à des manœuvres d'appareil, Rausch doit démissionner et Longuet est élu en avril 1992 (jusqu'en 2004). En 1993-1994, il sera ministre de l'Industrie, des Postes et des Télécommunications d'Édouard Balladur, mais démissionnera après sa mise en examen dans le cadre d'une enquête sur sa maison de campagne à Saint-Tropez. Sénateur de la Meuse depuis 2001, il préside depuis 2005 l'Agence de financement des infrastructures. Il est le beau-frère de Vincent Bolloré, ancien trésorier du PR et une des nouvelles grosses fortunes de France. Il devient ministre de la Défense en février 2011.

LOOS François. Directeur de société, né le 24 décembre 1953 à Strasbourg (Bas-Rhin). Ce père de six enfants est issu d'un milieu modeste. Bien que fils de Maurice Gall, il porte le nom de sa mère, Alice Loos. Cet X-Mines, également titulaire d'un DEA de mathématiques, a été ingénieur à l'usine De Dietrich, puis chez Vegla, avant de devenir chargé de mission à la Direction de l'industrie et de la recherche d'Alsace (1979-1982). Conseiller technique de Pierre Pflimlin à la présidence du Parlement européen (1984), il rejoint ensuite le cabinet du ministre (d'ouverture mitterrandienne) de la Recherche Hubert Curien en 1984-1985, comme responsable des affaires internationales (lancement du projet Eureka et réforme du rôle des conseillers scientifiques). Directeur général adjoint de l'usine Rhône-Poulenc à Thann (1986-1987), il sera secrétaire général de la division scientifique de ce groupe de 1987 à 1990. Directeur général de Lohr (1990-1993), leader français du porte remorques (il en est demeuré administrateur), et président de la société d'économie mixte Telal (ce qui lui a valu quelques déboires pour un appel d'offres suspecté de favoritisme), il a été élu député UDF de la 8ᵉ circonscription du Bas-Rhin, au titre de l'Alliance du Bas-Rhin, en 1993, battant, avec 53,14 %, le RPR Pierre Bertrand (qui tentait de succéder à l'indéracinable François Grussenmeyer, élu depuis 1958). Il sera réélu, en 1997, avec 72,18 %, face au frontiste Joël Killy. En 2002, il est réélu dès le premier tour, obtenant 60,42 % des voix. Ayant obtenu son premier poste politique comme conseiller régional UDF d'Alsace en 1992 (figurant en deuxième position derrière Adrien Zeller), il assure s'être engagé en politique « pour lutter avant tout contre la montée des extrêmes et stopper la progression du FN dans (sa) région (*Profession politique*, 1992) ». Il deviendra vice-président de cette assemblée

en 1996. En 1995, il a tenté de prendre la tête de liste de l'opposition à Strasbourg mais ne put s'imposer. En 1997, il a cosigné l'appel des élus rhinois contre la tenue du congrès du Front national à Strasbourg. Secrétaire général adjoint du Parti radical en 1994-1995, il sera secrétaire national de 1995 à 1997, délégué national en charge des relations extérieures (1997-1999) et président (1999-2003). Bien que le Parti radical soit traditionnellement fortement marqué par la franc-maçonnerie, il ne semble pas que ce catholique pratiquant (cf. *Témoignage chrétien*, 5 novembre 2000) en soit membre. Délégué national aux études de l'UDF de décembre 1998 à janvier 1999, il en devient alors vice-président. En 2001-2002, il a présidé la commission d'enquête parlementaire sur la sûreté des installations industrielles à la suite de l'explosion de l'usine AZF de Toulouse. Durant la campagne présidentielle de Jacques Chirac (2002), il a dirigé ses comités de soutien plutôt que de soutenir François Bayrou. Nommé ministre délégué à l'Enseignement supérieur du gouvernement Raffarin en 2002, il reçoit ainsi le tribut de sa nouvelle fidélité. Il a participé au forum de Davos en 2003 et 2004. Il devient ministre délégué au Commerce extérieur en mars 2004 et conserve cette fonction en novembre 2004. À partir de juin 2005, il est ministre délégué à l'Industrie du gouvernement Villepin. En juin 2007, il retrouve son siège de député, l'emportant dès le premier tour avec 57 % des voix. Il a toutefois changé de circonscription, passant de la 8e à la 9e circonscription du Bas-Rhin. Il appartient au Cercle de l'Ill qui regroupe les décideurs politiques, économique et les acteurs de la vie culturelle et associative d'Alsace, du Pays de Bade et de la Suisse du Nord (environ 600 membres).

LORENTZ Francis. Haut fonctionnaire, né le 22 mai 1942 à Mulhouse (Haut-Rhin). Diplômé d'HEC et de l'Ena, cet administrateur civil entre en 1970 à la direction du Trésor, puis passe à la Datar et retourne aux Finances où il dirige de 1976 à 1978 le bureau des investissements étrangers en France et des investissements français à l'Étranger. Étant « un des brillants technocrates de sa génération » (*L'Express*, 6 mai 1983), il est, bien que socialiste, nommé par Raymond Barre à la tête du secrétariat général du Fonds spécial d'adaptation industrielle et est chargé en 1979 d'animer le Codis et le Cidise, deux organismes d'études de stratégie et de développement industriels. En 1980, il passe au privé et entre comme directeur général adjoint à la Lyonnaise des eaux, puis chez Thomson-Brandt. Il rejoint ensuite Bull (déjà virtuellement en faillite, cette entreprise d'électronique coûtera 25 milliards de F en 25 ans) en juillet 1981, appelé par Jacques Stern (sur demande expresse de Pierre Mauroy). Il sera directeur général de 1982 à 1989, puis président de 1989 à 1992 (éliminé par Édith Cresson). Il doit quitter l'entreprise, très lourdement déficitaire (6 milliards de F de pertes en 1991, rapport de la Cour des comptes 1992), puis succède, après quelques mois de purgatoire, à Christian Blanc à la tête de la RATP, dont il doit partir en 1994. Membre de l'Institut Aspen France, il enseigne depuis (cours de management stratégique) à Paris Dauphine et est administrateur chez Morgan Grenfell, Rank Xerox France, etc.

LORENZI Jean-Hervé. Économiste, né le 24 juillet 1947 à Toulon (Var). Fils d'un officier de marine marié à une avocate, il est passé par les lycées parisiens Claude-Bernard, Janson de Sailly et Saint-Louis. Docteur ès sciences économiques, agrégé de droit et de sciences économiques, cet ingénieur de l'Institut électronique de Grenoble a enseigné l'économie, de 1975 à 1981, à Paris XIII et l'École normale supérieure. Conseiller technique auprès du groupe Havas (1980-1981), ce militant socialiste rejoint alors le cabinet du nouveau ministre de la Coopération et du Développement Jean-Pierre Cot (1981-1982). Chef de la mission informatique puis conseiller technique du ministre de la recherche et de l'Industrie Jean-Pierre Chevènement (1982-1983), il devient ensuite le conseiller économique du directeur général des télécommunications (1983-1984), avant d'être à nouveau conseiller de Jean-Pierre Chevènement, cette fois à l'Éducation nationale (1984-1985). Directeur général du Carrefour international de la communication (1985), présidé par Yvette Chassagne, il rejoint la Sari (de Christian Pellerin) en 1986 comme directeur des nouvelles technologies puis en devient directeur général. Basculant à nouveaux dans les cabinets ministériels, il se retrouve, en 1991, chargé de mission auprès de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur (1991), puis conseiller économique du Premier ministre Édith Cresson (1991-1992). Directeur général adjoint de CEA Industrie (1992-1993), il sera directeur général délégué (1995-2000) de Gras-Savoye (n° 3 de l'assurance en France), avant d'entrer alors à la Compagnie financière Edmond de Rothschild comme conseiller du directoire (depuis 2000). Depuis 1998, il appartient au Comité économique, social et culturel du Parti socialiste. Membre du Conseil d'analyse économique (qui conseille le Premier ministre) et directeur de la rédaction de *Risques, les Cahiers de l'assurance*, il préside également l'influent Cercle des économistes, qui regroupe les plus « grosses pointures » en matière de recherche économique en France. Il a notamment signé *Mémoires volées* (avec Éric Le Boucher, 1979), *La Crise du XXe siècle* (1980), *Le Choc du progrès technique*, etc. Il est administrateur de Pages jaunes, d'Associés en finance, de l'Association des opérateurs mobiles, censeur d'Euler-Hermes, etc.

LOUETTE Pierre. Directeur de société, né le 31 décembre 1962 à Paris XVe. Ce fils d'universitaire est licencié en droit, diplômé de Sciences-Po Paris et énarque (promotion *Liberté-Egalité-Fraternité* 1987-1989). Ayant choisi la Cour des comptes, il fut rapporteur de la commission financière de l'*AFP* (1990-1992) puis conseiller technique (communication, sports, jeunesse et discours) du Premier ministre Édouard Balladur (1993-1995). Reclassé comme secrétaire de la présidence et directeur de la communication de *France Télévision* (1996), il sera ensuite directeur des nouvelles activités d'Havas advertising (1996-2000), président de Connect World (1997-2000), vice-président du comité de surveillance de Zebank (2001-2002), puis chargé de mission auprès du PDG de LVMH (2002-2003). De 2005 à 2010, il sera PDG de l'*AFP* (il remplace Bertrand Eveno, démissionnaire), ayant été largement soutenu par Édouard Balladur notamment. Sous le pseudonyme de Pierre Diani (le nom de jeune fille de sa mère), il a signé *Le Retour du capital* (1990). Il a une « sensibilité de centre gauche » (*L'Express*, 17 juin 1993).

LOUVENCOURT Comte Alof de. Inspecteur des Finances, né le 31 mars 1911 à Abbeville (Somme), décédé le 14 mars 1989. Licencié en droit et ancien de Sciences-Po, il devint inspecteur des Finances en 1938 avant d'appartenir à une série de cabinets (chargé de mission au Ravitaillement 1941, sous-directeur au ministère de l'Économie en 1945, directeur de cabinet du sous-secrétaire d'État à l'Armement en 1947). Ce très proche ami de Georges Bérard-Quélin fut secrétaire général du Bureau industriel africain en 1953, directeur général du Bureau d'investissement en Afrique, ainsi que président de l'Association des membres de l'inspection des Finances. Il a été président du Siècle.

LOUZEAU Bernard. Officier supérieur, né le 19 novembre 1929 à Talence (Gironde). Ancien de l'École navale et breveté d'état-major, élève de l'École d'application militaire de l'énergie atomique de Cherbourg, il a été l'un des responsables de la construction puis de la mise au point du premier sous-marin nucléaire français, le Redoutable, dont il s'est occupé depuis 1967, et qu'il a commandé en 1972. Membre de l'état-major particulier de Georges Pompidou (à partir de 1973), puis de Valéry Giscard d'Estaing, il sera chef de la division des forces nucléaires à l'état-major de la marine à partir de 1978, puis de 1980 à 1982, sous-chef d'état-major opérations à l'état-major de la marine. Il commande ensuite l'escadre de Méditerranée puis, en juin 1984, les forces sous-marines et la force océanique stratégique. Promu vice-amiral d'escadre en 1983, devenu en janvier 1985 major général de l'état-major des armées, il devient en décembre 1986 amiral et chef d'état-major de la Marine. Il est nommé en 1990 conseiller maître à la Cour des comptes en service extraordinaire.

LOYRETTE Henry. Conservateur général du patrimoine, né le 31 mai 1952 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils d'une égyptologue et de l'avocat Jean Loyrette, cofondateur du célèbre cabinet d'avocats Gide Loyrette Nouel. Détenant un DES d'histoire mais ayant échoué à Normale sup, il fut reçu conservateur des musées de France en 1975, pensionnaire de la Villa Médicis (1975-1977), puis conservateur (1978-

2001) et directeur (2001-2004) du musée d'Orsay. Conservateur général du patrimoine depuis 1995, il prend la direction du Louvre en 2001, succédant à Pierre Rosenberg, sur décision de Catherine Tasca. En 2002, il participe au rassemblement des intellectuels et personnalités de la culture contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Auteur de plusieurs ouvrages consacrés à l'art (en particulier à Degas), il a soutenu la politique d'ouverture du Louvre, tant pour le merchandising que pour la multiplication de prêts, soit à des filiales étrangères du Louvre (Atlanta), soit à des musées spécialement créés comme à Abou Dhabi, ce qui a suscité une forte opposition de ses collègues. Il a épousé Domitille de Tulle de Villefranche.

LOYRETTE Jean. Avocat, né le 1[er] mai 1927 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ancien de Sciences-Po et d'Oxford, docteur en droit et docteur ès lettres, ce fils de chef d'entreprise inscrit au barreau de Paris depuis 1951 est entré en 1952 au cabinet d'avocats d'affaires Gide comme spécialiste de droit international. En 1957, il s'associe avec les deux autres responsables du cabinet qui devient Gide, Loyrette et Nouel. Se consacrant uniquement aux grandes entreprises, sa compagnie est devenue le premier cabinet d'avocats français, voire d'Europe continentale, avec un chiffre d'affaires de 200 millions de F en 1989. Régulièrement consulté par les plus grands patrons, « l'avocat des riches » (*L'Événement du jeudi*, 19 décembre 1991) est considéré comme un des meilleurs et des plus influents connaisseurs de la vie des affaires françaises. Intime de Gérard Eskenazi, c'est lui qui a préparé la plupart des dossiers de dénationalisation de 1986.

LUCAS Patrick. Président de société, né le 6 mars 1939 à Paris XVI[e]. Diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris, il entre en 1965 à la société de courtage d'assurance Gras-Savoye comme attaché de direction, chargé de clientèle et responsable des relations internationales, avant d'en devenir directeur général en 1973 et PDG en 1979 (il est également PDG depuis 1976 de Gras-Savoye-Willis Faber). Il a occupé diverses fonctions à la Fédération française des courtiers d'assurances et de réassurances, dont il a présidé le syndicat Ile-de-France en 1981, puis a été président national en 1991. Ancien président du Forum pour la gestion des villes et des collectivités locales, il appartiendra, à partir de 1989, au conseil d'administration de la Caisse centrale de réassurances. Associé-gérant commandité de Gras Savoye et Cie (1991), il est entré au conseil exécutif de Willis en 2001 et préside le comité Afrique du Medef international.

LUCHAIRE François. Universitaire, né le 1[er] janvier 1919 à La Rochelle (Charente-Maritime), décédé le 7 août 2009 à Paris. Fils du préfet Maurice Luchaire, cet agrégé des facultés de droit débute en 1938 comme avocat stagiaire à la cour d'appel de Caen, puis devient, en 1939, commissaire de la marine. Professeur à la faculté de droit de Nancy, il appartient de 1954 à 1972 au Conseil supérieur de l'aviation marchande. Président de la Société française des Nouvelles Hébrides (1955-1967), il sera aussi directeur de l'Institut des hautes études d'outre-mer (1960-1964). Professeur (d'un grand renom) à la faculté de droit et de sciences économiques de Paris à partir de 1964, il sera le président de l'université de Paris I de 1971 à 1976 et vice-président de la Conférence des recteurs européens de 1974 à 1979. Il est membre du Conseil constitutionnel de 1965 à 1974. Président du Cercle Édouard Herriot, il fut, en outre de 1983 à 1986, délégué interministériel pour les professions libérales, ainsi que juge à la Cour internationale de justice et membre du Conseil économique et social (1984-1988). Ami de François Mitterrand, il a été vice-président du Mouvement des radicaux de gauche jusqu'en 1985. Il présidera le Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et sera, de 1994 à 2000, président du tribunal constitutionnel d'Andorre.

LULIN Élisabeth (née GROSDHOMME, épouse). Inspecteur des Finances, née le 8 mai 1966 à Versailles (Yvelines). Cette fille de médecins a épousé Me Emmanuel Lulin. Ancienne de Normale Sup (major), elle est agrégée de lettres modernes (reçue première), diplômée de Sciences-Po Paris (major) et

ancienne élève de l'Ena. Elle a rejoint l'inspection des finances à sa sortie de la promotion *Victor Hugo* (1990-1991) dont elle fut également major. Chargée de mission puis conseiller technique des Premiers ministres Édouard Balladur et Alain Juppé, elle a ensuite dirigé la communication de l'INSEE (1996-1998). Elle a fondé en 1998 sa propre société, Paradigmes & Ctera, spécialisée dans l'étude des politiques publiques menées dans le monde afin d'en faire profiter les autorités et les entreprises françaises (comme Vivendi ou Sodexho). Cette femme de tête préside le directoire de l'Institut Aspen-France, une importante association mondialiste d'origine américaine. Elle est aussi administrateur de la Société générale (depuis 2003) et membre du conseil d'orientation de l'Institut Montaigne de Claude Bébéar.

LYON-CAEN Arnaud. Avocat, né le 7 juin 1930 à Paris XVI[e]. Il est le fils de François Lyon-Caen, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation et descend du juriste Charles Lyon-Caen, son bisaïeul (1843-1935). Diplômé d'études supérieures de droit public et privé, il fut avocat à la Cour d'appel de Paris de 1950 à 1957, année où il est devenu avocat auprès du Conseil d'État et de la Cour de cassation. Son frère, Pierre Lyon-Caen, avocat général à la Cour de cassation depuis 1994, a présidé le Syndicat de la magistrature de 1970 à 1972.

LYON-CAEN Olivier. Médecin et universitaire, né le 5 janvier 1947 à Paris XVI[e]. Il est le fils de Gérard Lyon-Caen, célèbre professeur de droit, et de Christiane Boris. Il est issu de la célèbre famille Caën, autorisée à s'appeler Lyon-Caën par décret du 21 janvier 1882. Il a épousé, en secondes noces, Jacqueline Chabridon, journaliste. Née en janvier 1940, elle collabora notamment à Combat (1959-1963) puis au *Figaro* (1963-1976) et fut rédactrice en chef de *RMC* (1981-1983). Responsable des relations publiques et de la communication du Crédit lyonnais (1983-1988), elle fut également conseiller technique de Michel Rocard, à Matignon, en charge de la communication et chef du service de presse. Directrice de la communication de la RATP (1990-1994) puis d'Air France (1884-1998), elle devient alors directrice de la communication externe du groupe de casinos Lucien Barrière. Olivier Lyon-Caen est docteur en médecine, ainsi que lauréat de la Faculté de médecine (médaille d'argent). Interne des Hôpitaux de Paris (1972-1976), ce neurologue est professeur à la faculté de médecine de Paris VI depuis 1986 et appartient à l'unité 360 de l'Inserm (recherches épidémiologiques en neurologie et psychopathologie) depuis 1990. Chef de service à La Pitié-Salpétrière (service de neurologie) depuis 1994, ce spécialiste des scléroses en plaques fut, de 1998 à 2002, le conseiller scientifique de Lionel Jospin, alors Premier ministre. Il est également conseiller municipal, depuis 2001, de La bastide de Serou (Ariège).

LYON-CAEN Yves. Haut fonctionnaire, né le 29 juin 1950 à Paris XVI[e]. Licencié en droit, diplômé de l'IEP (alors proche du PCF) et de l'Ena (où il dirigera la section CFDT, à laquelle Laurent Fabius refuse alors d'adhérer), il est admis en juin 1978 comme administrateur civil au Budget. Directeur administratif et financier de l'INSERM à partir de 1980, ce membre du groupe des experts du PS sera appelé en 1982 à Matignon comme chargé de mission, puis comme conseiller technique (1983) de Pierre Mauroy. Il conserve son poste avec Laurent Fabius, en charge du commerce, de l'artisanat, du tourisme et de l'industrie, jusqu'en février 1985 (un record de longévité à Matignon). Son meilleur ami, Jean-Paul Huchon, étant devenu directeur général du Crédit Agricole le propulse comme conseiller, alors qu'il n'a aucune expérience bancaire. Nommé en juillet 1985 directeur central chargé du crédit, et en octobre 1986 directeur des entreprises, ainsi que président de l'Union bancaire pour la construction, il quitte le groupe en 1987 et rejoint alors le directoire de la Midland's Bank comme chargé des grandes relations et des produits. Faisant partie de la garde rapprochée de Michel Rocard, il sera, de 1988 à 1990, directeur adjoint du cabinet à Matignon, toujours au côté de Jean-Paul Huchon « il participe à toutes les décisions économiques importantes », *Les Échos*, 17 octobre 1990), puis de 1990 à 1993, président du Crédit national (remplaçant Paul Mentré, malgré l'opposition du ministre de tutelle Pierre Bérégovoy) où il est considéré par certains banquiers comme l'œil du Parti socialiste, avant d'être remplacé

par Jean-Yves Haberer (3,5 milliards de F de chiffre d'affaires en 1995). Entré en mars 1994 à l'Air Liquide comme délégué général chargé de l'activité santé, ce rocardien membre de la deuxième gauche, ancien militant de la CFDT, est un des membres de la célèbre famille Caën. Il est le petit-fils de Léon Lyon-Caën, membre du PCF, vice-président de l'Association internationale des juristes démocrates et président du Mrap, et le fils de Gérard Lyon-Caën, membre du PCF et animateur de l'Union internationale des juristes progressistes.

M

MACRON Emmanuel. Inspecteur des Finances, né le 21 décembre 1977 à Amiens (Somme). Il est le fils de Jean-Michel Macron, médecin agrégé et médecin hospitalier (neurologie), et de Françoise Noguès, médecin. Il a effectué ses études de la 6e à la 1re au lycée La Providence (établissement catholique jésuite), où il sera systématiquement premier (notamment grâce à sa grand-mère, ancienne directrice d'école qui le fera travailler le mercredi et le samedi), terminant sa scolarité au lycée Henri IV à Paris (où il se liera avec Jean-Baptiste de Froment, futur conseiller d'éducation de Nicolas Sarközy). En 1994, à 16 ans, il est lauréat du concours général de français, et décroche même un troisième prix de piano du conservatoire d'Amiens. On relèvera qu'il lui reste sans doute un semblant d'éducation chrétienne puisqu'il appartient au comité de rédaction de la revue *Esprit*. À La Providence, il rencontre en seconde un professeur de français, de vingt ans plus âgé que lui, Brigitte Trogneux, dont ce mineur tombe. Il l'épousera finalement, en dépit de l'importante différence d'âge et de cursus universitaire, le 20 octobre 2007, après que cette femme mariée et mère de famille a divorcé. Elle appartient à une vieille famille de la bourgeoisie amiénoise, se situant nettement à droite, la famille Trogneux. Son beau-frère, qui n'est autre que le fameux pâtissier (macarons) et confiseur Jean Trogneux, assume ces différences : « La politique est un sujet tabou entre nous et donc, on parle d'autre chose (*Le Courrier picard*, 17 mai 2012). » À la différence de son frère et de sa sœur, Emmanuel Macron n'a pas embrassé la carrière médicale. Il obtient d'abord un DEA de philosophie (consacré à Hegel) à Paris X-Nanterre. *Wikipedia* lui attribue généreusement une thèse sur l'intérêt général rédigée de 1999 à 2001, durant laquelle il sera un assistant du philosophe Paul Ricœur (semble-t-il via son biographe, François Dosse). Si elle existe, cette thèse ne figure pas au fichier des thèses de Nanterre et ne figure pas non plus dans le fichier national des thèses. En réalité, il semble qu'elle se soit réduite à l'état d'un embryon placé sous la direction d'Étienne Balibar... Quant à la fonction indiquée auprès de Paul Ricœur dans le *Who's Who*, elle relève largement de la légende dorée : « Le philosophe, qui avait besoin de quelqu'un pour faire de l'archivage, l'a fait travailler à mi-temps pendant trois ans (*Le Monde*, 27 octobre 2012). » La rumeur, reprise par divers journalistes (exemple, *Le Nouvel observateur*, 19 janvier 2012), lui attribue aussi faussement d'être un ancien de l'École normale supérieure. En réalité, cet ancien khâgneux d'Henri-IV (avec Amélie Verdier, directrice du cabinet de Jérôme Cahuzac) a raté Normale Sup, ce qui a ébranlé un temps ses certitudes, l'obligeant à se rabattre sur la faculté. En parallèle ou par équivalence, il obtient le diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris (voie « diplomatique » et pas « service public ») en 2001. Après une « prep-Ena », il sera élève à l'Ena (en profitant pour passer un mois à Cambridge avant d'avoir été reçu au concours) de 2002 à 2004 (promotion Léopold Sédar Senghor), dont il sortira 5e (et non second, comme l'indique faussement *Libération*, 17 octobre 2012). Le major est Sébastien Proto, lui aussi devenu banquier d'affaires chez Rothschild mais proche de Nicolas Sarközy. Son rang lui permet quand même d'intégrer de justesse l'Inspection des Finances. Inspecteur des Finances de 2004 à 2007, il est rapidement repéré, devenant chargé de mission auprès du chef de service à l'Inspection générale des Finances (2007-2008), le plus qu'influent Jean-Pierre Jouyet, le plus proche ami de François Hollande (mais aussi ancien ministre des Affaires européennes de Nicolas Sarközy), puis Jean Bassères. À noter que Jean-Pierre Jouyet devait le choisir alors qu'il était « l'élément le plus politisé » qu'il n'ait jamais rencontré à l'Inspection des finances (cf. *Le Point*, 18 octobre 2012). Soucieux de rentabiliser au mieux sa carrière, il part, sur les conseils du strauss-kahnien Serge Weinberg, pantoufler dans le privé, grâce au soutien de François

Henrot, devenant le plus jeune banquier d'affaires et directeur des affaires financières (2008-2011) et associé-gérant (2011-2012) de la Banque Rothschild & Cie. Il négocie le plus gros « deal » de l'année 2012, le rachat par Nestlé de la filiale d'aliments pour enfants de Pfizer (c'est au sein de la commission Attali qu'il s'était lié avec le patron de Nestlé, Peter Brabeck). « Un deal à 9 milliards d'euros qui lui permet illico de devenir millionnaire (*Libération*, 17 octobre 2012). » Ce qui l'oblige, pour quelque temps sans doute, de diviser son revenu par dix en rejoignant la rue du Faubourg Saint-Honoré. À ce poste, il s'occupera aussi de divers dossiers sensibles, pouvant revenir aujourd'hui à l'Élysée comme le quotidien *Le Monde* (il a conseillé la Société des lecteurs du Monde) ou le financement de Presstalis (ex-NMPP). Un temps proche des idées chevènementistes, c'est en 2001 qu'il s'inscrit finalement au Parti socialiste, se rapprochant rapidement des idées de la « deuxième gauche », celle d'*Esprit*, du *think tank* En temps réel (de Stéphane Boujnah, le patron de la banque Santander France), dont il appartient au comité directeur, tout en gardant un pied à la Fondation Jean Jaurès. Aux élections législatives de 2007, fort de ses appuis parisiens, il tente vainement de se faire investir à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Il comprend très vite qu'il n'a pas de temps à perdre avec les trentenaires et qu'il vaut mieux taper directement à la tête, c'est-à-dire François Hollande. C'est par le biais de Jean-Pierre Jouyet qu'il rencontre, en 2006, le futur président de la République, l'alimentant en notes. Ce qui ne l'empêchera pas d'être le rapporteur de la Commission pour la libération de la croissance française voulue par Nicolas Sarközy et dirigée par Jacques Attali, dont il deviendra le principal collaborateur. Ce dernier « s'est chargé, lui aussi, de chanter ses louanges » auprès de François Hollande (*Le Nouvel observateur,* 19 janvier 2012) alors même que ladite commission avait rendu un rapport préconisant de si violentes mesures de dérégulation et déréglementation économiques et sociales qu'elles furent oubliées par Nicolas Sarközy... « Et comme, dans le milieu, François Henrot, qui l'a pris sous son aile, et Alain Minc qui aime faire la sortie des (grandes) écoles, ont surenchéri sur son compte (même source). » Mieux encore, selon un banquier de la City cité par *Les Echos* (18 septembre 2012), « le conseiller économique de François Hollande, Emmanuel Macron, est venu à Londres avant les élections présidentielles expliquer à un groupe de financiers de la City qu'ils ne devaient pas s'inquiéter [...] Il nous a cyniquement promis qu'il y aurait suffisamment de niches pour que la mesure soit indolore et qu'il savait très bien qu'elle était risquée du point de vue économique. » En 2010, il s'engage donc réellement auprès de François Hollande. « Il devient la cheville ouvrière du programme économique du candidat Hollande. Il fait le lien avec les économistes du groupe de La Rotonde (Philippe Aghion, Gilbert Cette, Élie Cohen, Jean Pisani-Ferry...) et de jeunes "technos" de Bercy et d'ailleurs. Tous saluent son sens de l'organisation et de la synthèse (*Le Monde*, 27 octobre 2012). » C'est lui, soutenu par son équipe de « technos » et d'inspecteurs des finances, qui rédigera très largement le projet de loi de finances rectificatives présenté à l'Assemblée par le ministre du Budget Jérôme Cahuzac. Toutefois, comme l'indique *Libération* (17 octobre 2012), « il est d'une gauche plutôt libérale, à cheval sur le rétablissement des finances publiques et le libre jeu du marché. Quand il apprend que son candidat a dégainé sa proposition de taxer à 75 % les super-riches, il manque de s'étouffer. »Mais qu'importe pourvu qu'on ait le pouvoir : « Il a suivi les méandres du président, qui a dit tout et le contraire de tout sur le coût du travail (*Le Monde*, 27 octobre 2012). » C'est ce qui conduit nombre de grands patrons à le soutenir plus ou moins discrètement : « C'est la bouée de sauvetage des patrons. "Emmanuel Macron est notre relais, notre porte d'entrée auprès du président", s'enthousiasme Stéphane Richard, PDG de France Télécom [...] "Je l'ai vu à l'œuvre chez Rothschild, il va rassurer tout le monde", renchérit un autre ponte du CAC 40 (*Challenges*, 30 septembre 2012). » À l'Élysée, « Monsieur superlatif » (*Le Monde*, 28 octobre 2012) devient aussitôt le collaborateur clé de François Hollande qui n'a jamais vraiment évolué dans les cercles de pouvoir effectif et qui demeure peu au fait des questions économiques et financières. Comme l'indique *Libération* (17 octobre 2012), « C'est

l'histoire de l'affolante ascension d'un jeune homme pressé. Celle d'un Julien Sorel d'un siècle où la haute finance est devenue l'antichambre du pouvoir politique. » Même si le « jeune loup de l'Élysée » (*Challenges*, 30 août 2012) n'a pas réussi à avoir la tutelle sur Philippe Léglise-Costa, conseiller pour l'Europe, avec lequel il gère la crise de la zone euro, il a la haute main sur les grands sommets (G9, G20, etc.). Fin août 2014, il devient le ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique de Manuel Vallas, exerçant une influence considérable sur l'inflexion libérale européiste du gouvernement socialiste.

MADELIN Henri. Ecclésiastique, né en 1937. Diplômé de l'IEP et docteur en droit, il rejoint en 1957 la Compagnie de Jésus, et sera ordonné prêtre en 1967. En 1968, il entre au Centre de recherche et d'action sociale à Vanves, dont il assure la direction de 1973 à 1979. Provincial de France des Jésuites de 1979 à 1985, il préside ensuite le centre Sèvres de 1985 à 1993. Devenu aumônier national du Mouvement des cadres et dirigeants chrétiens, il prend en 1995 la rédaction en chef de la revue jésuite *Études.* et sera également professeur à l'IEP de Paris.

MAGENDIE Jean-Claude. Magistrat, né le 24 mai 1945 à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Titulaire d'une licence en droit et d'un certificat de sciences criminelles, il débuta comme auditeur de justice en janvier 1970. Juge d'instruction à Toulon en 1973 puis substitut à la Cour de cassation dès novembre 1975, il devint conseiller référendaire à cette même cour en 1979. Président de chambre au tribunal de Rouen en 1989 puis à Versailles en 1993, il est promu président du tribunal de Créteil en janvier 1997 et devient président hors hiérarchie du tribunal de Paris en mars 2000. Le 5 juillet 2007, il a été installé Premier président de la Cour d'Appel de Paris par le président de la République, Nicolas Sarközy.

MAHEU Jean. Membre de la Cour des comptes, né le 24 janvier 1931 à Paris XVIe. Fils de l'ancien directeur général de l'Unesco, René Maheu, diplômé de Sciences-Po et de l'Ena, il a rejoint en 1958 la Cour des comptes. Affecté au secrétariat général pour les Affaires algériennes en 1958-1959, il sera par la suite chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République (1962-1967), directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives au ministère de la Jeunesse et des Sports (1967-1974), directeur de la musique, de l'art lyrique et de la danse à la Culture et en même temps vice-président du théâtre national de l'Opéra. Ayant réintégré la Cour des comptes en 1979, il y est promu conseiller maître en 1985. Nommé par Jack Lang président de la commission sur la photographie en 1982, il devient président du centre Pompidou en février 1983 (reconduit en 1986), avant d'être PDG de *Radio France* de février 1989 (succédant à Roland Faure) à 1996. Ce haut fonctionnaire consensuel, plutôt socialisant, s'y révélera un obligé du pouvoir : « Militants socialistes, amis proches de militants, journalistes de l'organe frère *Libération* squattent les studios. Écran total se transforme en Grand écran derrière lequel se cache notamment Kathleen Evin, directrice en 1988 de la campagne électorale de François Mitterrand » (*L'Humanité*, 22 janvier 1990). Il est, depuis 2004, vice-président de la galerie nationale du Jeu de Paume et magistrat honoraire à la Cour des comptes.

MAILLET Jacques. Président de société, né le 20 avril 1913 à Paris X^e^. Compagnon de la Libération, ce polytechnicien, licencié ès sciences et ingénieur diplômé de l'École nationale supérieure de l'aéronautique, fut de 1944 à 1948, directeur général de la Snecma. PDG-fondateur (avec Dassault et le groupe Rivaud) puis administrateur d'Intertechnique (1950-1992, 1800 salariés et plus d'un milliard de F de chiffre d'affaires en 1985), il a également fondé et présidé la Compagnie internationale pour l'informatique (devenue Honeywell-Bull) de 1967 à 1969, ainsi que de IN2 de 1985 à 1989. *L'Expansion* (23 janvier 1987) lui attribuait une fortune personnelle de 300 millions de F. Président du Fonds français pour la nature et l'environnement, administrateur de la Société française d'instruments de mesures, de la banque Rivaud, de l'Erap (pétrole), du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage, il a également été premier vice-président (1971) puis président (1974-1977) du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales et fut commissaire général des salons internationaux de l'aéronautique et de l'espace

de 1966 à 1973. Il est président de l'Amicale des réseaux Action de la France combattante et vice-président de la Fondation de la Résistance.

MAILLY Jean-Claude. Syndicaliste, né le 12 mars 1953 à Béthune (Pas-de-Calais). Il fut l'un des leaders des grèves lycéennes au lycée Condorcet de Béthune en 1968. Après des études de sciences économiques (DESS) et même (ce qui paraît plus douteux) une thèse avec mention « très bien » (*La Voix du Nord*, 7 février 2004) ou un diplôme de Sciences Po Paris (cf. *Le Canard enchaîné*, ce qui est totalement faux), il a intégré la Caisse nationale d'assurance maladie (fief des lambertistes) comme chargé d'études en 1978. Il adhère aussitôt à Force ouvrière, dont son père (ancien directeur de l'Urssaf à Arras et responsable national des cadres FO), son grand-père, son grand-oncle et son arrière-grand-père (Henri Mailly, fondateur du syndicat des mineurs FO du Pas-de-Calais en 1947, surnommé le « Jaurès des mineurs » et président de la caisse autonome des retraites) avaient été membres. Délégué syndical à la CNAM, il devient rapidement permanent et assistant du secrétaire général de FO André Bergeron puis Marc Blondel, dont il partage, tout en exhibant volontiers une carte de membre du Parti socialiste, les convictions trotskistes lambertistes (cf. notamment *Le Nouvel observateur*, 16 septembre 1999, qui orthographie mal son prénom). Pur apparatchik (il n'a dirigé ni union départementale ni conduit une fédération professionnelle), il entre au Conseil économique et social (1994-1999) et devient secrétaire confédéral à la presse en 2000. Il prend la tête de FO, troisième centrale syndicale française, en 2004 et sera réélu en 2007 et 2011. Son ralliement à un groupe qui réunit la plupart des grands patrons du CAC 40, alors même que FO prétend défendre exclusivement les salariés et se refuse à toute collaboration de classe avec le patronat, en surprendra plus d'un, tout comme celle de Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, avait scandalisé.

MAIRE Jacques. Ingénieur, né le 30 janvier 1937 à Besançon (Doubs). Cet X-Mines a débuté en 1961-1962 comme ingénieur à la délégation du gouvernement en Algérie, puis fut chargé du sous-arrondissement minéralogique de Dijon de 1962 à 1964. Chef du service économique des industries chimiques à l'Industrie (1964-1968), il sera, de 1968 à 1972, conseiller technique de Robert Galley (Recherche scientifique et questions atomiques et spatiales, puis P et T) avant de diriger, de 1972 à 1974, le cabinet d'Hubert Germain (P et T, puis Relations avec le Parlement). Directeur des industries chimiques, textiles et diverses au ministère de l'Industrie, il est, en 1980, directeur général adjoint de Gaz de France et, de 1989 à 1995, président de l'Association des cadres dirigeants pour le progrès social et économique et préside toujours l'Association technique du gaz. Il est depuis 1999, directeur général honoraire de Gaz de France.

MAIRE Jacques. Diplomate, né le 4 avril 1962 à Enghien-les-Bains (Val d'Oise). Son père n'est autre que le syndicaliste Edmond Maire. Né le 24 janvier 1931 à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), ce dernier, fils de cheminot, fut d'abord chimiste au centre de recherche de Pechiney avant de devenir, dès 1958, secrétaire permanent au syndicat des travailleurs des industries chimiques de la région parisienne de la CFDT, scission de la CFTC. Devenu secrétaire général de cette centrale syndicale (1971-1988), ce tenant de la « deuxième gauche » sera par la suite président de Villages Vacances Famille (1989-1999), président de la Société d'investissement France Active-Sifa jusqu'en 2011 et membre de l'Association Hubert Beuve-Mery entre 1981 et 1999. Il a épousé, le 4 juin 1954, Raymonde Le Goff avec qui il aura trois enfants : Roland, Yves et Jacques Maire. Ce dernier a épousé Gwenaëlle Thomas, chargée de mission chez Droits d'urgence (2 enfants, Danaé et Loeis). Titulaire d'un DESS d'analyse financière, diplômé de Sciences-Po de Paris, Jacques Maire fut nommé secrétaire des Affaires étrangères à sa sortie de l'Ena (promotion Jean Monnet) en 1990. Affecté à la direction des affaires économiques et financières du ministère des Affaires étrangères (1990-1990), il fut ensuite, entre janvier et mai 1992, deuxième conseiller à Alger. Chargé de mission au cabinet du Premier ministre Pierre Bérégovoy (1992-1993), puis premier secrétaire de la représentation de la France auprès des Communautés européennes (1993-1996). À cette époque, il préside le cercle de réflexion qui réunit les anciens collaborateurs de Jacques Delors, le Club Clisthène. Après avoir effectué sa mobilité au Conseil d'État comme auditeur (1996-1997), il dirige le cabinet de l'écologiste Dominique Voynet au ministère de l'Environnement (juin 1997-novembre 1998). À cette époque, le magazine *Politis* avait dressé son portrait : « Cet autogestionnaire de cœur et doloriste de conviction, aime bien "la famille verte" et préfère la société à l'État. La littérature sud-américaine, la peinture classique, le rap et la voile ne seront pas de trop pour le garder "écolo compatible" ». Il passe comme délégué aux affaires européennes et internationales au ministère du Travail et au ministère de la Santé (1998-2002), étant parallèlement conseiller régional PS de Bretagne (1998-2004) et adjoint au maire de Plabennec (1995-2001), puis de Brest (2001-2008). En 2002, il est entré chez AXA France comme directeur du développement social. Il sera, à partir de 2005, directeur des affaires européennes et institutionnelles du groupe AXA (2005-2009), tout en étant directeur international pour la région Méditerranée-Moyen Orient (2007) puis Méditerranée Amérique latine (2007-2009), avant d'être nommé directeur général d'AXA Hungary (2009-2012). Depuis 2013, Jacques Maire est directeur des entreprises et de l'économie internationale à la direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des Affaires étrangères.

MAISONNEUVE Pierre. Préfet, né le 10 mars 1912 à Paris, décédé le 14 mars 1994. Cet ancien de l'École supérieure de commerce de Paris a effectué sa carrière à l'Intérieur. Il sera notamment rédacteur en 1938, chef de bureau en 1944, chef de cabinet du ministre de l'Intérieur (1944-1946). Par la suite, il sera préfet du Tarn-et-Garonne (1946), président de l'électricité et du gaz d'Algérie (1947-1962), puis conseiller technique à la Compagnie bancaire (à partir de 1963), PDG de la Société d'études et de gestion des centres d'équipement (1966-1983).

MAISONROUGE Jacques. Ingénieur, né le 20 septembre 1924 à Cachan (Val-de-Marne). Ce grand patron converti au catholicisme est le fils d'un représentant en imperméables et d'une comptable. À sa sortie de l'École centrale, en 1948, il entre comme ingénieur chez IBM (sa division France compte alors un millier d'employés), où il fera toute sa carrière, en particulier aux États-Unis, en devenant vice-président, senior vice-président (1972) et chairman. En 1974, il devient PDG d'IBM Europe, poste qu'il occupe jusqu'en 1981, devenant alors membre du comité d'IBM Corp jusqu'en 1984, et en 1976, président du conseil d'administration d'IBM World Trade Corporation (n° 3 mondial du groupe). Il est ensuite, de 1984 à 1986, vice-président du conseil d'administration de Liquid Air Corporation, et est nommé, en 1985, membre du comité consultatif du New York Stock Exchange. En 1986, ce « gaulliste américanophile » devient chargé de mission de Jacques Chirac, puis le premier chef d'entreprise privée (ayant de plus fait sa carrière dans une entreprise étrangère, toujours domicilié aux États-Unis et administrateur de la Bourse de New York) à être nommé, à l'instigation d'Alain Madelin, ministre de l'Industrie, à la tête de la Direction générale de l'Industrie. Il préside ensuite de 1987 à 1989 le Centre français du commerce extérieur, afin d'accroître la présence française aux USA (il espérait obtenir l'ambassade de France à Washington). Il prend en septembre 1989 la présidence du Comité pour l'image de la France à l'étranger, dont il démissionne en février 1991, suite à un désaccord avec le Quai d'Orsay. Il devient, en 1989, président de la Sicav de droit luxembourgeois Saint Honoré Europe. Il participe aux réunions de Bilderberg.

MAISTRE Roch-Olivier. Membre de la Cour des comptes, né le 11 novembre 1955 à Meknès (Maroc). Licencié en sciences économiques et diplômé de Sciences-Po Paris, il devint administrateur de la Ville de Paris en 1982. Chef du bureau du théâtre, il sera conseiller technique de François Léotard au ministère de la Culture de 1986 à 1988. De retour à la Ville de Paris, il sera sous-directeur des affaires économiques (1989-1991), puis directeur de cabinet du secrétaire général de la Ville de Paris. Directeur général de la Comédie française (1993-1995), il fut ensuite secrétaire général du Conseil de Paris et directeur du cabinet du questeur Roger Romani. Président du Centre national du théâtre (1996-2000), il a été conseil-

ler pour l'Éducation et la Culture de Jacques Chirac à l'Élysée (2000-2005), avant d'être propulsé conseiller maître à la Cour des comptes. Il est également médiateur du cinéma depuis l'année suivante et président du conseil d'orientation de la Cité de la musique depuis 2007.

MAJNONI d'INTIGNANO Béatrice de La HAYE (née PINCZON, épouse de La HAYE, divorcée). Universitaire, née le 18 novembre 1942 à Dijon (Côte-d'Or). Agrégée de droit et de sciences économiques, elle a été successivement maître-assistant à l'université de Dijon (1971), professeur aux universités de Limoges, Clermont-Ferrand, (1978) et Paris XII-Créteil (1980). Elle a également été, de 1980 à 1987, conseiller économique aux Hôpitaux de Paris, intervenant à l'Ena en 1986-1987, et consultant temporaire de la France à l'Organisation mondiale de la santé à partir de 1981. Ayant épousé, en secondes noces, Denis de La Haye, architecte, elle appartient au comité de rédaction de la revue *Commentaire* et à la Société d'économie politique.

MALAUD Philippe. Diplomate, né le 2 novembre 1925 à Paris, décédé le 14 octobre 2007. Il débute dans la carrière diplomatique comme attaché d'ambassade en 1949 à Varsovie, puis sera deuxième secrétaire au Caire en 1952, chargé de mission auprès du secrétaire général de l'ONU en 1956, puis chef du cabinet et directeur du cabinet de Maurice Couve de Murville de 1958 à 1968. Quand ce dernier devient Premier ministre, en juillet 1968, ce gaulliste anti-pompidolien est promu secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Formation professionnelle (jusqu'à juin 1969). Secrétaire d'État aux Réformes administratives en 1971, il sera ensuite ministre de l'Information de 1972 à 1974. Président de la Fédération mondiale des villes jumelées en 1975, il se marginalise rapidement et essuiera un grave échec en 1979, avec la liste européenne UDIP - FIDES, ayant alors pour suivants Pierre Poujade et Jacques Médecin. Député de 1984 à 1989 au Parlement européen (liste Veil), il sera maire de Dompierre-les-Ormes (1965-1983), conseiller général de Saône-et-Loire (1967-1991), et fut président du conseil général de 1970 à 1979, ainsi que député de Saône-et-Loire en 1968 et de 1978 à 1981. Ce président du Centre national des indépendants de 1980 à 1987 fut un partisan de l'union de toutes les droites, qu'il voulait sans exclusive, ni ostracisme envers Jean-Marie Le Pen.

MALET Philippe. Ingénieur, né le 5 février 1925 à Niort (Deux-Sèvres), décédé le 11 août 2002. Cet X-Mines a débuté à Valenciennes en 1950-1951 avant d'être notamment adjoint au directeur de la sidérurgie (1953-1960), rapporteur général de la commission de la sidérurgie au Plan (1958-1963), professeur de sidérurgie à l'École des Mines de Paris (1959-1963), tout en étant, de 1960 à 1963, chargé de mission (pour la sidérurgie) au secrétariat général de l'Élysée. Entré à la Compagnie financière de Suez en 1963, comme directeur des participations, il y fera carrière comme directeur général adjoint (1969), directeur général (1971), PDG (1981-1982). À ce titre, il sera également PDG de la Compagnie des mines de Huaron, de la Compagnie de Mokta, de la Société alsacienne de participations industrielles et de la Société Lille-Bonnières et Colombes. PDG du comptoir Lyon-Alemand-Louyot depuis 1992, il a présidé la Compagnie des salins du midi et des salines de l'Est à partir de 1982. Parmi ses nombreux postes d'administrateur présents ou passés ou de membre de conseils d'administration, citons : la Compagnie de Pont-à-Mousson, Saint-Gobain, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (1970-1982), Compagnie de construction mécanique Sulzer, Campenon Bernard, Beghin-Say, Bouygues, Compagnie française de raffinage, Alsthom atlantique, Valéo, Scac. Il a aussi été vice-président de Beghin Say et de la Banque d'Indochine et de Suez de 1980 à 1982, de Pont-à-Mousson de 1986 à 1988, de la Lyonnaise des eaux-Dumez, de l'Omnium de gestion et de financement et de la Société générale de Belgique.

MALLART Alain. Président de société, né en 1946 à Paris. Pris sous l'aile du banquier Roger-Jean Truptil, qui devient son tuteur (orphelin élevé à Belleville), cet ancien grouillot au Crédit Vendôme (qui fut lié en 1968 avec Daniel Cohn-Bendit à Nanterre), une banque d'affaires qui sera reprise par le raider Jimmy Goldsmith, est entré en 1974 chez Creusot-Loire. Rejoignant la Française des ferrailles en 1979, il rachète, en 1982, sa filiale de travail temporaire, Novasam, et a l'idée de regrouper des sociétés de services. Ce nouveau condottiere crée à cet effet, en 1983, la société Novalliance, qui réunira au bout de quelques années plus d'une centaine d'entreprises, faisant passer son chiffre d'affaires de 50 millions de F à 8 milliards de F en 1992, visant à devenir le troisième groupe de services français en l'an 2000. Cette croissance menée à coup d'emprunts, surtout auprès de la filiale Altus du Crédit lyonnais (un chapitre du rapport de la Cour des comptes 1995 est consacré au dossier), est vite obérée par le remboursement de la dette. C'est ainsi qu'après avoir pris des intérêts dans le luxe (Ted Lapidus ou Château Listrac), l'emballage (Compagnie générale de packaging) et les loisirs (Oparfi), ce golden boy (qui opère en liaison avec Maryse Aulagnon et Jean-Charles Naouri) devra tout céder à sa banque pour une dizaine de millions de F, qui les placera dans sa structure de cantonnement afin de les vendre. « Il manquait d'argent pour ses ambitions et sa boulimie. Du coup, ses bonnes idées, son talent de manager, n'ont pas suffi pour conserver la structure d'origine du groupe. » En 1996, il ne lui reste que sa société d'informatique (800 personnes) et une participation à la revue *Esprit*.

MANARDO Jacques (Antoine, Jacques, dit). Président de société, né le 12 juin 1946 à Lyon (Rhône). Ayant vécu à Tunis jusqu'en 1962, il est diplômé en droit privé et licencié en sciences économiques. Expert-comptable, il a commencé sa carrière dans l'audit en France (1968) puis au Canada. En 1980, il figure parmi les créateurs du cabinet d'experts-comptables BDA, dont il sera président l'année suivante. BDA deviendra membre du réseau Deloitte Touche Tomatsu, une des six principales sociétés d'audit et d'expertise mondiales (60 000 salariés dans 127 pays). En 1996, il est devenu président exécutif européen de ce groupe (jusqu'en 1998), qui contrôle les bilans de Paribas, Pechiney, Bouygues, Crédit lyonnais, etc. Il est membre du directoire mondial, responsable mondial du portefeuille des grands clients de Deloitte & Touche (1999), président du Groupe européen des grands cabinets d'audit et conseil, de GEM (2003), membre du World Economic Forum de Davos.

MANDELKERN Dieudonné. Membre du Conseil d'État, né le 29 octobre 1931 à Paris XIIe. Diplômé de l'IEP et de l'Ena (sorti 5e de sa promotion, avec Jacques Chirac, Jacques Friedmann, Jean-Yves Haberer, Pierre Gisserot, etc.), il entre comme auditeur au Conseil d'État en 1959. Après deux ans de service en Algérie, il effectuera ses deux premières années administratives à Alger, participant aux négociations entre la France et le FLN, et s'occupera des Accords d'Évian. Il sera, de 1965 à 1968, chef du service des affaires culturelles et de l'information à la Coopération, puis de 1969 à 1975, secrétaire général du conseil supérieur de l'*Agence France-Presse*, ainsi que rapporteur général de la Commission technique des ententes et positions dominantes (1970-1975) et du Comité permanent des réformes administratives (1972-1974). Il est ensuite directeur au secrétariat général du gouvernement de 1974 à 1983 (sous la présidence de Marceau Long), puis, jusqu'en août 1985, préfet des Hauts-de-Seine. Conseiller de Laurent Fabius de septembre 1985 à mars 1986, il retourne ensuite au Conseil d'État comme président de la sixième sous-section de la section du contentieux (1987-1989), puis sera directeur du cabinet civil et du cabinet militaire de Jean-Pierre Chevènement (Défense) de juin 1989 à janvier 1991, ayant succédé à Louis Gallois (devenu PDG de la Snecma). Il devient en novembre 1992 président du conseil d'orientation de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure, et en décembre 1993 président du conseil d'administration de l'Institut géographique national (jusqu'en 1996). Il a présidé en 1988-1989 la Commission d'accès aux documents administratifs, ainsi qu'en 1989-1990 (et à nouveau, à partir de 1993) l'Association des membres et anciens membres du Conseil d'État. Il a été président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité de 1997 à 2003.

MANDON Thierry. Secrétaire d'État à la réforme de l'état et à la simplification, nommé le 3 juin 2014 dans le gouvernement Valls I. Né le 30 décembre 1957 à Lausanne (Suisse), ce fils d'une institutrice, particulièrement discret

sur ses origines familiales et sa propre famille, est-il le Thierry Mandon marié à l'éditrice Hélène de Virieu (un fils, Raphaël en 2011), fille du général de brigade Antoine de Virieu et frère du « marquis rose » François-Henri de Virieu (1931-1997) qui fut directeur du *Nouvel Observateur*, rédacteur en chef du *Quotidien de Paris* et présentateur de *L'Heure de vérité*? Licencié en droit et en sociologie de l'Université de Lyon I, Thierry Mandon est diplômé de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris (PES, 1986), où il s'est lié notamment avec Arnaud Montebourg. Ayant pratiqué l'athlétisme à haut niveau (3 000 mètres steeple), il passe généralement pour être entré au PS en 1981 où il aurait, dès 1983, animé la branche Sciences-Po du club fabiusien Espace 1989. Cependant, *Libération* (30 mai 1997) indique qu'il se serait d'abord engagé chez les écologistes et aurait été candidat sur une liste conduite par Brice Lalonde aux élections régionales de 1986. La même année, il deviendra en tout cas secrétaire général d'Espace 89, puis son directeur national (janvier 1988), en remplacement de Maurice Benassayag (parti animer les comités Avec François Mitterrand). Dans le sillage de Laurent Fabius, il devient également chargé de la formation au PS. Après avoir commencé sa carrière professionnelle comme responsable commercial (puis adjoint) à la direction d'Avenir publicité (1980-1984), il se spécialisera dans la formation professionnelle pour dirigeants, notamment comme directeur commercial (1984-1986) au Centre européen de communication orale puis à la direction de Hay Campus (formation professionnelle pour dirigeants) jusqu'en 1988. Cette année-là, il est élu par surprise dans la 9e circonscription de l'Essonne (52,1 % face au PR Bernard Huvelin), et fait son entrée à l'Assemblée nationale dont il est alors le plus jeune député. Dès lors il ne se consacrera plus qu'à la politique, à l'exception de quelques mois (1993-1994) où il conseillera le président de Darty France. Il est alors un très proche de Martine Aubry, à tel point que, quand cette dernière lance en 1993 la Fondation agir contre l'exclusion (Face) avec Pierre Blayau, Alain Minc, Jean-Paul Fitoussi et Adil Jazouli, il en sera, à trente-six ans, le premier délégué général. En 1993, il est balayé, comme 152 autres députés socialistes et laisse son siège au RPR Georges Tron. Il ne retrouvera l'Assemblée nationale qu'en 2012 après avoir battu son adversaire de toujours, le même Georges Tron (56,75 % des voix au second tour). À Solferino, il est devenu secrétaire national adjoint en 1990, puis membre du conseil national en 1993. Conseiller municipal de Ris-Orangis en 1989, il est élu maire de cette ville de l'Essonne en juin 1995 et en a fait son fief. Il a appartenu à Partages, un groupe de plusieurs jeunes maires socialistes, parmi lesquels Régis Passerieux, Christian Martin et Éric Besson. Il s'est toujours montré extrêmement conciliant avec les organisations communautaires juives, décidant, en mai 1995, de l'édification à Ris-Orangis d'une stèle à la mémoire des rafles des juifs de France, stèle qui servira de lieu aux cérémonies organisées régulièrement par la mairie et l'association Déportation, persécution, mémoire (DPM). Il a également organisé et participé à divers événements communautaires comme en 1998, à la MJC de Ris Orangis, au colloque *Judaïsme et Média*, en partenariat avec le Consistoire central israélite de Paris, *L'Arche* et *RCJ* (ou en interdisant tout débat à l'association Evry-Palestine à la demande de Manuel Valls). Un engagement qui s'accompagne d'un sentiment antinational constant puisqu'il écrit dans la revue juive *Passages* (avril 1990) : « L'idéologie de la nation repose toujours sur la logique de l'exclusion ». De même, il qualifie le FN de Marine Le Pen de « parti national fasciste » (conférence de presse, 8 octobre 2013). Parallèlement à ses mandats successifs de maire, il est entré au conseil général de l'Essonne (1994), dont il sera un des vice-présidents (1998-2004). « Fabiusien défroqué et aubryste déçu (*Marianne*, 4 novembre 2002) », il devra attendre 2004 pour occuper la première vice-présidence, dont il avait dû se passer après un « coup » impulsé par François Lamy (proche de Martine Aubry), payant ainsi son ralliement à Arnaud Montebourg dont il est devenu entre-temps un des tout premiers lieutenants. Véritable « frère » en politique de ce dernier, Thierry Mandon l'a toujours suivi, participant, en 2002, à la rédaction du texte fondateur du Nouveau Parti Socialiste (NPS) en vue du congrès de Dijon, puis à Rénover maintenant en 2005 lors du congrès du Mans. Principal communicant d'Arnaud Montebourg, c'est Mandon qui a annoncé que son champion ne serait pas candidat à l'investiture socialiste pour la présidentielle de 2007, et qu'il se ralliait à Ségolène Royal. Dans le marigot socialiste de la fédération de l'Essonne (on y compte Manuel Valls, François Lamy, longtemps Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray, etc.), Thierry Mandon deviendra tout de même président délégué du conseil général (2008-2011), après avoir échoué à en prendre la présidence lors du scrutin interne de décembre 2010 face à Jérôme Guedj, suppléant du député de l'Essonne François Lamy et bras droit de Martine Aubry. Dans ce département, cet homme discret a pris la direction de divers organismes locaux comme l'Agence pour l'économie et l'emploi de l'Essonne (1997-2011), ou encore de l'École de la deuxième chance (E2C91) en 2004. Depuis 2002, il préside le groupement d'intérêt public Genopole, un parc scientifique sur la biotechnologie (recherche sur le génome humain) basé à Évry. Sans surprise, il a soutenu Arnaud Montebourg à la primaire socialiste de 2011. Après dix-sept ans d'absence à l'Assemblée nationale, il devient le porte-parole du groupe des députés PS à l'Assemblée nationale. Historique de l'opposition aux rocardiens, il sera néanmoins solidaire du gouvernement lors de tous les votes. Ainsi Thierry Mandon espérait-il faire son entrée au gouvernement en avril dernier, d'autant plus que François Hollande – dont il n'a jamais été un proche – avait cité son nom à la conférence de presse du 14 janvier 2014, en annonçant qu'il lui confiait la mission du « choc de simplification ». Payant sans doute son hostilité à Manuel Valls, dont il regrettait en 2007, la « façon de faire brutale et trop personnelle », il se contentera, le 14 avril, de son rôle de rapporteur, comme coprésident avec Guillaume Poitrinal du conseil de la simplification pour les entreprises qui présentera cinquante premières mesures, saluées par le Medef, le 14 avril 2014.

MANGIN Philippe. Agriculteur, né le 2 mars 1957 à Hannonville-sous-les-Côtes (Meuse). Vice-président du centre cantonal des jeunes agriculteurs de Fresnes-en-Woevre (1979-1984), président du Centre départemental des jeunes agriculteurs de la Meuse de 1981 à 1986, puis secrétaire général du centre régional de l'Est, il est ensuite administrateur (1984-1986), secrétaire général adjoint (1986-1988), secrétaire général (1988-1990) et enfin (1990-1992) président du Centre national des jeunes agriculteurs. Il est administrateur de la caisse régionale du Crédit Agricole, membre du Conseil économique et social depuis 1988, président de la coopérative agricole EMC2 depuis 1992, et secrétaire général de la Confédération française de coopération agricole. Il est également président de la chambre d'agriculture de la Meuse depuis 1995.

MANSION Yves. Inspecteur des Finances, né le 9 janvier 1951 à Fribourg (Allemagne). Polytechnicien et ancien de l'École nationale de statistique et de l'administration économique, ce fils de militaire (et petit-fils de paysans lorrains) entre à sa sortie de l'Ena, en 1977, à l'inspection générale des Finances. Il sera notamment chargé de mission (1981), puis chef du bureau des transports (4e sous-direction) à la direction du Budget de 1982 à 1984 avant de rejoindre, comme conseiller technique, le cabinet du ministre de l'Économie Pierre Bérégovoy (1984-1986). Adjoint au chef du service de l'inspection générale des Finances, il redevient à nouveau en juillet 1988 directeur adjoint du cabinet du ministre d'État Pierre Bérégovoy. Chargé de mission en 1989-1990 auprès de la direction générale du groupe des AGF, il en devient directeur général en 1990. Il est également administrateur de la BFCE, de la Coface, de la Sfac et de Pechiney, ainsi que président d'AGF-UK et AGF-Bénélux. Il appartient également à la commission des comptes de la nation et du collège de l'Autorité des marchés financiers (AMF) depuis 2003. Inspecteur général des Finances depuis 2001.

MANTOVANI Bruno. Compositeur de musique, né le 8 octobre 1974 à Châtillon (Hauts-de-Seine). Fils d'un ingénieur d'origine italienne et d'une enseignante d'origine espagnole, ce compositeur de musique savante, qui a notamment étudié en Allemagne, est passé par le Conservatoire national supérieur de musique et de danse, l'université de Rouen (maîtrise de musicologie) et l'Institut de recherches et de coordination acoustique

musique (Ircam) de Pierre Boulez. Il a été premier prix en analyse, esthétique, orchestration, composition et histoire de la musique. Titulaire de multiples prix et invité de prestigieuses institutions musicales internationales, celui qui est « le compositeur contemporain français le plus en vue du moment » (*Libération*, 8 septembre 2006), a composé près de 80 pièces et remporté plus d'une vingtaine de grands prix internationaux (prix Georges Enesco, Victoire de la musique classique, prix Claudio Abbado, etc.). Il a « toujours été de gauche » (*Libération*, 8 septembre 2006).

MARBACH Christian. Président de société, né le 9 octobre 1937 à Altkirch (Haut-Rhin). Raide et cassant, cet X-Mines, d'abord chef de service à la direction des carburants de 1962 à 1968, « est entré en innovation comme d'autres en religion, créant des sociétés de financement de l'innovation » (*Fortune*, janvier 1989). Chargé de mission auprès du directeur général de la politique industrielle au ministère de l'Industrie en 1968, il en sera directeur adjoint de la direction des études et programmes (1970-1971). Il devient ensuite directeur général (1972), puis administrateur directeur général de la Société pour le financement de l'innovation (1973), ainsi que directeur général de ses filiales Batinnova (1974) et Sofinindex (1975). Il est promu directeur de l'Agence pour la valorisation de la recherche en 1979 (grâce à André Giraud, ministre de l'Industrie), puis président de son conseil d'administration en 1985, s'étant maintenu sous la gauche. Fin 1987, il remplace Maurice Levy comme président de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Directeur général de l'industrie de 1989 à 1991 (éliminé par Roger Fauroux), il sera, de juin 1991 à 1996, président de Coflexip, leader français des flexibles sous-marins pour l'offshore pétrolier (huitième mondial de sa catégorie, avec 56 millions d'euros de chiffre d'affaires). Il est président, depuis 2005, d'Oséo services (financement des PME).

MARCEL Dominique. Haut fonctionnaire, né le 8 octobre 1955 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Désiré Marcel, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, et le neveu de Justin Marcel, conseiller d'État honoraire, décédé. Sa famille était MRP et certains le définissent comme « catho social » (*Le Nouvel économiste*, 20 juin 1997). Non encarté au PS, semble-t-il, il reconnaît une sensibilité de gauche et fut délégué de la CFDT à l'Ena. *Le Nouvel économiste* (20 juin 1997) précise toutefois que « c'est un militant socialiste convaincu assidu aux réunions des experts économiques de la rue de Solférino. Il serait l'une des plumes des éditoriaux fustigeant, dans *Le Monde*, la politique monétaire de la Banque de France et signés Jean-Claude Lefranc, pseudonyme regroupant plusieurs hauts fonctionnaires. » Titulaire d'un DEA de sciences économique et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, cet ancien de la promotion Solidarité de l'Ena (1983) a débuté à la direction du Trésor. Secrétaire général adjoint du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) en 1986-1987, il fut ensuite administrateur suppléant auprès du FMI à Washington (avec Hélène Ploix) avant de revenir, en 1988, à la direction du Trésor, où il fut chef du bureau de l'assurance crédit, au service des affaires internationales de 1989 à 1991. Entré comme conseiller technique pour l'épargne privée au cabinet du Premier ministre socialiste Édith Cresson (1991-1992), il occupa le même poste auprès du ministre de l'Économie et des Finances, Michel Sapin, jusqu'en 1993, avant d'être conseiller économique à l'Élysée auprès de François Mitterrand (1993-1995). « Connu comme le loup blanc dans la galaxie de Bercy, Dominique Marcel est considéré comme l'un des plus brillants de sa génération [...] Fin politique tout en aimant détecter un tour de passe-passe budgétaire ou une embrouille financière, sachant convaincre mais sans être partisan, resté fidèle à la gauche, même quand les vents étaient contraires (*Le Monde*, 7 juin 1997). » Affecté à une sous-direction de la direction de cabinet du ministre socialiste de l'Emploi et de la Solidarité Martine Aubry. En 2000, il entre à Matignon, comme directeur adjoint du cabinet de Lionel Jospin, après que sa nomination a été fortement envisagée pour la Direction du Trésor (finalement prise par Jean-Pierre Jouyet). En octobre 2003, il devient le n° 2 de la Caisse des dépôts et consignations comme directeur financier. Il est débarqué en mars 2008 par son président, le chiraquien Augustin Romanet de Beaune.

MARCHAL Olivier. Directeur de société, né le 24 décembre 1958 à Paris XIVe. Ce fils d'un architecte et d'une décoratrice est diplômé de l'Essec et titulaire d'un MBA de la Wharton School of Finance (université de Philadelphie). Directeur administratif de la Cogema à Libreville de 1981 à 1982, il devient ensuite analyste financier à la First National Bank of Boston (1983-1984), puis rejoint Bain & Company. Il y sera consultant, chef de projet, vice-président de Bain en Belgique (1991-1993), vice-président (1992-1998) de Bain & Company, et, à partir de 2008, directeur général de Bain & Company SNC à Paris et de Bain & Company EMEA (Europe Middle East Africa). Il est également administrateur de la Fondation HEC.

MARCHANDISE Jacques. Président de société, né le 6 juillet 1918 à Paris, décédé le 30 septembre 2002. Licencié en droit et diplômé de l'IEP, cet ancien sous-préfet (en 1944) a été chef de cabinet du ministre des Anciens combattants en 1948, a effectué diverses missions dans le cadre des ministères de la France d'outre-mer, puis a été conseiller juridique de Pierre Mendès France à Matignon. Entré en 1955 chez Pechiney, dont il a été directeur délégué de 1971 à 1975, il a rejoint en 1975 le groupe Hachette, dont il est devenu PDG en 1976, poste qu'il a quitté en 1981, à la suite de la prise de contrôle du groupe par Matra. De 1982 à 1984, il sera PDG de Frialco. Il a présidé le Groupement de l'industrie chimique de 1981 à 1993 et la Fondation franco-américaine de 1982 à 1990.

MARCILLE Yves. Inspecteur des Finances, né le 26 mars 1915 à Rennes (Ille-et-Vilaine), décédé le 30 avril 1989. Ce fils d'officier, licencié en droit, a débuté comme adjoint à l'inspection des Finances en 1946 (inspecteur en 1948). Conseiller technique d'Edgar Faure (Présidence du Conseil, Finances, 1952-1955), il dirige le service des prix à l'Économie de 1955 à 1962, puis s'oriente vers la banque, devenant délégué général adjoint (1963) puis délégué général (1965) à l'Association française des banques (ainsi que directeur de la prestigieuse revue Banque).

MAREMBERT Thierry. Avocat, né le 2 juin 1963. Cet avocat à la Cour d'appel de Paris a appartenu au cabinet de Roland Dumas (1989-1990) et est associé au cabinet de Georges Kiejmann, ce qui l'a conduit notamment à défendre les époux Aubrac. Ancien élève de l'École normale supérieure et diplômé de Sciences-Po Paris, il a signé l'appel en faveur de Ségolène Royal en 2007. Parmi les clients de cet avocat d'affaires, figure notamment Edgar Bronfman Jr.

MARGERIE Christophe (JACQUIN de). Président de société, né le 6 août 1951 à Mareuil-sur-Lay-Dissais (Vendée). Il est le fils de Pierre Rodocanachi et de Colette Taittinger (mariée en 1948, divorcée en 1961), mais il a été adopté par le patron de ce qui allait devenir AXA, Pierre-Alain Jacquin de Margerie, le second mari de sa mère (ce qui explique qu'il fasse figurer au *Who's Who* exclusivement le nom de son père adoptif). Éléments généalogiques fournis par *Le Simili-Nobiliaire français* de Pierre-Marie Dioudonnat, où il est précisé que les Jacquin de Margerie ne sont pas une famille noble mais de « haute bourgeoisie originaire de Champagne ». « Il est issu de ces grandes familles où chaque génération compte son lot d'ambassadeurs, d'officiers et d'inspecteurs des Finances (*Le Nouvel observateur*, 28 mai 2009). ». Par sa mère, il est apparenté aux Taittinger, sa mère étant la fille de Pierre Taittinger, homme politique parisien bien connu et homme d'affaires (champagne, hôtels de luxe, etc.). Il a donc notamment pour cousin, Jean-Pierre Jouyet, ex-chef du service de l'Inspection des Finances et ancien secrétaire d'État sarkozyste. Colette de Margerie a notamment été directrice générale adjointe de la maison de couture Maggy Rouff, fondatrice du Centre d'information féminin (services du Premier ministre), PDG de la société de production Télé 2000, directrice générale de la Compagnie financière Taittinger, PDG de la société d'exploitation des produits Crillon, etc. Christophe de Margerie est diplômé de l'ESCP. Il a effectué toute sa carrière au groupe Total (il a choisi cette entreprise parce qu'elle était la plus proche de son domicile

dans le XVIe arrondissement parisien...), où il est entré en 1974 comme cadre au département du budget (ainsi que, rapidement, délégué syndical CGC). Il est arrivé à sa tête alors qu'il ne présente aucune des caractéristiques de ses cadres dirigeants habituels : polytechnique, ingénieurs, X-Mines, etc. Il devient directeur général adjoint et directeur pour le Moyen Orient en 1992 (poussé par Serge Tchuruk), directeur général de Total Moyen Orient en 1975, directeur général exploration production du groupe Total (2002), puis succède à Thierry Desmarest comme directeur général de Total en 2007. « Big Moustache » est notamment administrateur de Total Abu Al Bu Khoosh, de Vivendi, de Taittinger, du groupe Total, etc. Il a été mis en examen en octobre 2006 dans le volet français de l'affaire « pétrole contre nourriture » avec l'Irak. Il appartient également au Club des Cent (*L'Expansion*, avril 2007) et au Groupe de Bilderberg (notamment réunion de 2008).

MARGERIE Emmanuel JACQUIN de. Diplomate, né le 25 décembre 1924 à Paris, décédé le 2 décembre 1991. Fils d'ambassadeur, il descend d'Edmond Rostand et des Fabre-Luce et a épousé une héritière Hottinguer (banque protestante). Licencié en droit et diplômé de l'IEP, cet énarque (1951) a fait carrière au Quai d'Orsay. Il sera notamment secrétaire à Londres (1955-1959), premier secrétaire à Moscou (1959-1961), premier conseiller à Tokyo (1967-1970) puis à Washington (1970), ambassadeur en Espagne (1977-1981), en Grande Bretagne (1981-1984), à Washington (1984-1989). Cet amoureux de l'art (qui fut même directeur des Musées de France en 1975-1977), à qui l'on doit par son obstination la création du Musée d'Orsay, dirigeait depuis sa retraite la maison Christie's Europe.

MARGERIE Gilles JACQUIN de. Inspecteur des Finances, né le 30 août 1955 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de l'ancien ambassadeur de France à Washington, Londres et Madrid, Emmanuel Jacquin de Margerie. Son épouse, maître des requêtes au Conseil d'État, a été conseillère technique à l'Élysée sous François Mitterrand. Ancien de Normale Sup et agrégé de sciences sociales, il entre en 1983, à sa sortie de l'Ena, à l'inspection des Finances. Membre de la mission de réflexion sur les conditions d'ouverture de l'espace télévisuel français et des chaînes privées près du Premier ministre socialiste Laurent Fabius, il rejoint ensuite, en juillet 1987, comme chargé de mission le département opérations financières de la banque Rothschild. Il devient en mai 1988 conseiller technique de Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, puis en octobre 1989 directeur adjoint de son cabinet, avant d'être appelé en octobre 1991 au cabinet de Michel Rocard à Matignon. Il rejoint en avril 1992 la puissante banque d'affaires Lazard frères et Cie. Il y prend en charge les pays de l'Est et de l'ex-Union soviétique. Fin 1994, il entre chez Indosuez comme directeur adjoint et directeur financier d'Indosuez Capital. Il est depuis 2003, directeur financier du Crédit Agricole. Il est président de En temps réel et a été *Young Leader* 1989 de la French American Foundation.

MARGERIE Philippe JACQUIN de. Président de société, né le 7 août 1938 à Versailles (Yvelines). À sa sortie de l'Ena, en 1965, il entre au Conseil d'État, et sera notamment conseiller juridique au Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (1969-1971), puis il préside la chambre administrative de la Cour suprême de Côte d'Ivoire (1971-1973). Jusqu'en 1976, il est chef du cabinet de François-Xavier Ortoli à la présidence de la Commission des Communautés européennes. Il entre alors chez Hachette, dont il sera secrétaire général de 1977 à 1980, ainsi que directeur adjoint d'Hachette (juin 1979-août 1981) et responsable de sa branche littérature générale (1981). Revenu à son corps en 1982, il passe ensuite aux Pompes funèbres générales (n° 1 des enterrements) comme directeur délégué auprès du président, puis directeur général (1985-1988) et enfin président 1988-1995). Il sera également, à partir de 1983, directeur général de l'Omnium de gestion et de financement, dont il devient administrateur et président en 1989 (jusqu'en 1995). Ces deux sociétés appartiennent à la Lyonnaise des eaux (dirigée par le RPR Jérôme Monod). Il est juge de proximité à Saint-Ouen depuis 2003.

MARIANI Pierre. Inspecteur des Finances, né le 6 avril 1956 à Rabat (Maroc). Licencié en droit public et diplômé de HEC, il rejoint à sa sortie de l'Ena (1982) l'inspection des Finances. Chef du bureau des transports à la direction du Budget en 1986, et parallèlement administrateur de la Société nationale Corse-Méditerranée, de la Compagnie française de navigation rhénane et de l'Office des transports de la région Corse, il dirige le bureau de synthèse et politique budgétaire à la direction du Budget (1988-1992) puis sera promu sous-directeur à la sous-direction travail, emploi, transferts sociaux du ministère de l'Économie. En 1993, le ministre du Budget, Nicolas Sarközy, en fait son directeur de cabinet. À la suite de la victoire de Jacques Chirac, ce proche du RPR est devenu, en 1995, directeur général de la Sefimeg. Il est, depuis 1998, président du directoire de la Banexi et au groupe BNP Paribas, responsable des services financiers et de la banque de détail à l'international (2003).

MARIANI-DUCRAY Francine (née DUCRAY, épouse MARIANI). Haut fonctionnaire, née le 7 octobre 1954 à Paris XIIIe. Elle est la fille de Gabriel Ducray, haut fonctionnaire, spécialiste de statistiques qui fut notamment président du service central des statistiques et de la conjoncture au ministère de l'Éducation nationale, secrétaire général de la formation professionnelle, représentant permanent de la France auprès de l'Organisation internationale du travail puis chargé de mission chez Peugeot (1986). Licenciée en droit et diplômée de Sciences-Po Paris, cette énarque (promotion *Michel de l'Hospital*) a été conseillère technique du ministre PR de la Culture et de la Communication François Léotard (1986-1988), avant d'être administrateur délégué du Louvre jusqu'en 1991. Inspecteur général de l'administration des affaires culturelles depuis 1998, elle sera directrice des Musées de France de février 2001, remplaçant Françoise Cachin, à 2008. Depuis 2005, elle est également vice-présidente de la Cité de l'histoire de l'immigration et administrateur de la Cité de la musique depuis l'année suivante. En août 2008, elle devient présidente de l'Académie de France à Rome (Villa Médicis). Son mari, Pierre Mariani, est également membre du Siècle.

MARIK Nadia. Fonctionnaire, née le 25 mars 1957 à Paris. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, cette énarque (promotion Marc Bloch, 1995-1997), qui est passée par la voie spéciale réservée aux syndicalistes et aux salariés, est premier conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel. Elle a effectué la première partie de sa carrière dans la publicité, étant notamment directrice du développement de l'agence RSCG puis directrice générale de TBWA. Elle fut également la secrétaire nationale de l'UMP à l'enseignement supérieur. Embauchée par Richard Descoings, qui figurait dans le jury de son « Grand Oral » de l'Ena, elle y sera d'abord chargée du cursus « prep' Ena », avant d'être propulsée directrice adjointe de l'Institut d'études politiques de Paris en charge de la stratégie et du développement. C'est-à-dire notamment responsable du *fundraising*, du mécénat et des dons financiers. Elle fut mariée en premières noces avec le journaliste Georges Ghosn, qui fut notamment propriétaire de *La Tribune*, de l'*Agefi* et du *Nouvel économiste*, puis avec un héritier Granier-Deferre. À la surprise générale, celle qui avait déjà trois enfants devait se remarier une troisième fois, le 27 mai 2004, avec Richard Descoings, homosexuel affiché, revendiqué et militant (*F&D* 334), avec pour témoins Emmanuelle Wargon et Emmanuel Goldstein (les témoins de Descoings furent son plus proche ami, Guillaume Pepy, et Annick Lutigneaux). Véritable n° 2 de l'IEP, et bras droit de son époux, elle y pratiquait une gestion aussi libérale que tranchante (*Nadia Marik, l'épouse qui « faisait tomber les têtes »*, *Le Monde*, 12 janvier 2012), mise en cause dans le dernier rapport de la Cour des comptes. Selon des sources n'ayant pas reçues de démenti de l'intéressée (notamment *wikistrike*), elle serait la mystérieuse « femme blonde » qui avait dîné avec Dominique Strauss-Kahn la veille de son interpellation à New York.

MARIN Jean (né MORVANT, dit). Journaliste, né e 24 février 1909 à Douarnenez (Finistère), décédé le 3 juin 1995. Correspondant en Scandinavie, dès 1933, du *Petit journal* et de *Paris Midi*, il dirige de 1935 à 1939 le bureau de Londres du *Journal*. Adjoint du sous-directeur de l'Agence Havas à Londres en 1939-

1940, il sera commentateur de l'émission de la BBC *Les Français parlent aux Français* de 1940 à 1943. Rentré en France en 1944, il appartient à l'Assemblée consultative de 1944-1945, occupe diverses fonctions au conseil général de la Seine et au conseil municipal de Paris, puis rejoint la délégation française à l'ONU de 1949 à 1951. En 1954, il est promu directeur général de l'*AFP*, dont il deviendra le PDG en 1957, poste qu'il gardera jusqu'en 1975 (élu à six reprises, un cas unique). Il devient alors administrateur de Publicis SA, d'Inter France quotidiens et de la Société spéciale d'entreprise. Il est également, depuis 1973, président de la commission de l'information de la Croix-Rouge française, et depuis 1979, membre du comité de patronage du Centre d'information civique, ainsi que PDG de la société Télévision, Communication, Service et administrateur de l'Alliance française.

MARIN Jean-Claude. Magistrat, né le 7 août 1949 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Ayant débuté comme auditeur de justice en 1975, ce magistrat devient premier substitut à Paris en 1989 puis procureur adjoint en 1995. Il prend alors la tête du parquet en charge des affaires économiques et financières et va ainsi traiter de multiples affaires délicates (Elf, Mnef, Dominique Strauss-Kahn, Crédit lyonnais, etc.). Son rôle s'accroît encore avec la création, trois ans plus tard, du pôle financier. En mauvais termes avec Jean-Pierre Dintilhac, procureur mais surtout ancien directeur de cabinet du socialiste Henri Nallet, il ne lui succède pas et doit se contenter d'un poste d'avocat général à la Cour de cassation. En 2002, au retour de la droite, il est nommé directeur des affaires criminelles et des grâces à la Chancellerie, véritable patron de tous les procureurs généraux et par qui transitent tous les dossiers sensibles. « Proche de la droite, hier de l'UDF, aujourd'hui de l'UMP, Jean-Claude Marin est rangé parmi les chiraquiens (*Le Monde*, 14 décembre 2004). » Depuis le changement à la présidence, il passe pour sarközyste. Il est devenu, en 2004, procureur de la République au tribunal de Paris. Cet homme d'une discrétion totale ne figure pas au *Who's Who*.

MARION Pierre. Ingénieur, né le 24 janvier 1921 à Marseille (Bouches-du-Rhône), décédé le 17 mai 2010 à Louviers (Eure). Ce polytechnicien (1939) entre en 1942 à Air France, où il effectuera toute sa première partie de carrière comme attaché de direction à la direction du matériel à Toulouse. Chef de l'école d'apprentissage, puis des ateliers de réparation à Marignane, il travaille ensuite à Orly de 1945 à 1950, avant de devenir en 1950, directeur du département études, puis ingénieur en chef (1954), chef du centre d'exploitation d'Orly (1956), puis directeur de l'exploitation (1958). Représentant général d'Air France pour l'Asie orientale et le Pacifique en 1963, date où il est recruté par le Sdece (services secrets français), il devient directeur général adjoint chargé des affaires commerciales (1968) et quitte Air France en 1971 pour avoir montré trop de sympathie pour Jean-Jacques Servan-Schreiber. Il entre alors en 1972 à la Snias comme directeur délégué auprès du PDG, puis en sera, de 1974 à 1981, délégué général pour les Amériques. Il a été l'un des hauts gradés de la Grande Loge nationale française, avant de s'affilier directement à la Grande Loge unie d'Angleterre. En 1981, son frère du Grand Orient de France (*L'Express*, 12 décembre 1982) Charles Hernu, qu'il a connu quand ce dernier était député du Bourget, et avec lequel il a milité au sein de la Convention des Institutions républicaines, le fait nommer à la tête du Sdece (ainsi qu'avec le soutien du frère Guy Penne, chargé des affaires africaines auprès de François Mitterrand). Il y restera un an et demi, démissionnant alors car se jugeant trop peu soutenu par le président de la République, avant de prendre la présidence d'Aéroports de Paris, qu'il quittera en 1986, admis à la retraite (il se présentera en mars 1992 à La Celle Saint-Cloud comme candidat sans étiquette au conseil général). Il a publié *La Mission impossible*, où il raconte ses dix-sept mois à la tête des services secrets français, ainsi que *Le Pouvoir sans visage*, où il dénonce le rôle du lobby militaro-industriel français, en particulier la puissance énorme de la famille Dassault.

MARITON Hervé. Ingénieur en chef des instruments de mesure, né le 5 novembre 1958 à Alger (Algérie française). Cet ancien de polytechnique et de Sciences-Po Paris, occupe successivement des postes de chercheur (polytechnique, 1982), chef de département (Qualité et sécurité industrielle, 1984), adjoint au chef de service (direction des hydrocarbures au ministère de l'Industrie, 1985), puis chargé de mission dans ce même ministère de 1989 à 1993, et à compter de 1997. Dès 1982, il travaille aux côtés de François Léotard, un de ses amis. En 1986, il fait partie de l'exécutif national du Parti républicain comme responsable des relations avec les syndicats et les organisations professionnelles, jusqu'à devenir secrétaire national en 1993. Délégué général adjoint à l'UDF en 1995, il se présente à la présidence de l'UDF en 1998, désirant succéder à François Léotard, puis rejoint Démocratie libérale, comme délégué national, en 1999. Conseiller régional de Rhône-Alpes à partir de 1986, ce proche de Charles Millon sera vice-président de l'assemblée régionale de 1994 à 1998. Lorsque se posera le problème de l'alliance de fait avec le FN, il soutiendra Charles Millon et conservera son poste de vice-président : « Il rappelle que sa mère est juive pied-noir. " Les juifs séfarades sont d'ailleurs moins indignés par la démarche de Millon que ceux originaires d'Europe de l'Est " affirme-t-il au passage » (*Marianne*, 31 août, 6 septembre 1998). Conseiller municipal de Valence en 1989, il devient maire de Crest en 1995. En 1990, quand il explique la nécessité, à ses yeux, de réussir l'intégration des immigrés au cours de la première convention départementale de Drôme-Union, son discours est sifflé par les militants RPR, qui veulent que Drôme-Union se fasse sans lui. Candidat aux élections législatives de 1988, il n'obtient que 44,1 %. Au premier tour des élections législatives de 1993, il arrive en tête du ballottage avec 20,89 % très légèrement devant le député socialiste sortant Henri Michel à 20,24 %, puis est élu député UDF-PR de la 3e circonscription de la Drôme, à l'issue du second tour, avec 54,98 %. Défenseur des viticulteurs, il a combattu la loi Evin contre la publicité pour les boissons alcoolisées. Au premier tour des élections législatives de 1997, il arrive en tête du ballottage avec 32,92 % devant le socialiste Michel Grégoire à 25,80 %. Il est battu par ce dernier à l'issue du second tour avec 49,10 %. Il a été victime, en août 1997, d'une agression attribuée à un déséquilibré, où il a été sérieusement blessé. Pour lutter contre l'insécurité, il a créé dans sa ville un comité d'admonestation, chargé de réprimander solennellement les mineurs délinquants en présence de leurs parents. Il se représente aux élections législatives de juin 2002 et l'emporte face au député sortant, au second tour, avec 52,51 % des suffrages. Secrétaire général du groupe d'amitié France-Israël et favorable à une intervention militaire contre l'Irak en 2003, ce proche de Dominique de Villepin devient ministre de l'Outre-Mer durant quelques semaines en 2007. Réélu en 2007 avec 52,62 % des suffrages, il est confirmé maire de Crest moins d'un an plus tard (56 % dès le premier tour). En 2010, il s'éloigne de Dominique de Villepin et ne rejoint pas République solidaire.

MARJOLIN Robert. Haut fonctionnaire, né le 27 juillet 1911 à Paris, mort le 14 avril 1986 à Paris. Licencié ès lettres et agrégé de droit, ancien de Yale (USA), il est attaché avant la guerre à l'Institut de Recherches Économiques et sociales. Il gagne l'Angleterre en 1941, puis part pour les USA en 1943, où il devient après Jean Monnet chef de la Mission française d'achats (1944). En 1945, il est promu directeur des relations économiques extérieures au ministère de l'Économie nationale, puis commissaire général adjoint au plan (1946-1947), et président du Groupe de travail du plan Marshall en 1947. Secrétaire général de l'OCDE de 1948 à 1955, ainsi que vice-président de la délégation française dans la délégation française sur le Marché commun et l'Eurocom (1956-1957), cet eurocrate devint, en 1958, vice-président de la Commission exécutive du Marché commun. Il sera candidat SFIO aux élections législatives de 1962. Élu à l'Académie des sciences morales et politiques en 1984, ce membre de la Commission trilatérale fut également conseiller économique et financier d'IBM, Amax, American Express et Air Products.

MARRE Béatrice. Préfet, née le 2 avril 1952 à Paris XVIe. Elle est la fille d'un ingénieur conseil et d'une psychologue. Licenciée en sciences économiques et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, elle fut cadre à la Société générale avant de devenir permanent du Parti socialiste. Déléguée générale à l'administration de 1979 à 1981, elle participa à la campagne de François Mitterrand en 1981, comme adjointe du directeur de campagne,

LE SIÈCLE

Paul Quilès. Elle devait diriger la campagne municipale parisienne de ce dernier en 1983. Assistante parlementaire de Joseph Franceschi, elle devint son chargé de mission lorsque ce dernier fut secrétaire d'État à la Sécurité publique. Propulsée sous-préfet du Gard (alors qu'elle n'est pas énarque), en septembre 1984, elle devint par la suite sous-préfet de Château-Chinon, la ville fétiche de François Mitterrand (1985-1987). Elle entre alors à l'Élysée pour s'occuper du personnel, du courrier et des bâtiments, avant de devenir chef de cabinet du président après sa réélection, en 1988. Tête de liste socialiste en Lozère en 1992, elle ne fut pas élue, des dissensions ayant éclaté dans la fédération en raison de son parachutage. Demeurée à l'Élysée jusqu'en 1995, elle avait intégré le corps des administrateurs civils en janvier 1992. Elle fut nommée par François Mitterrand préfet, en janvier 1995, chargée de mission, de service public auprès du gouvernement puis, en 1996-1997, au centre d'information sur l'Europe, Sources d'Europe. Parachutée dans la 2[e] circonscription de l'Oise aux législatives anticipées de 1997, elle fut élue, face au député sortant, le RPR Jean-François Mancel, par ailleurs secrétaire général du RPR et président du conseil général, à la faveur d'une triangulaire avec 42,54 % (Mancel obtint 27,93 % et le FN Éric Delcroix 22,16 %). Première femme à figurer à la commission des finances de l'Assemblée nationale, elle fut battue aux élections cantonales de 1998 par Jean-François Mancel. Élue, en mars 2001, maire socialiste de Noailles (jusqu'en 2008), elle a perdu son siège de député, en juin 2002, au profit de Jean-François Mancel, n'obtenant que 45,01. Elle figurait en 8[e] place sur la liste socialiste aux élections européennes de 2004 dans la région Nord. Depuis 2008, ce soutien de Ségolène Royal est conseiller municipal de Millau.

MARS Dominique. Président de société. Ingénieur de l'École centrale de Paris et titulaire d'un MBA de la Harvard Business School, ce Français polyglotte a fondé, en 1979 à Paris, le groupe Mars & Co, après avoir été l'un des directeurs du Boston Consulting Group, un important groupe d'audit américain. Spécialisé dans le conseil exclusif, Mars & Co dispose de cinq antennes (Greenwich, Londres, Paris, Tokyo et San Francisco) et emploie environ 300 consultants exclusifs au service d'une cinquantaine d'entreprises.

MARTIN Didier. Avocat, né le 30 août 1952 à Paris XIV[e]. Fils d'un cadre de banque, Gilbert Martin, et de Denise Bloch, cet avocat, passé par HEC, a été associé au cabinet Gilde Loyrette Nouel de 1985 à 1991 avant d'occuper la même fonction au cabinet Bredin Prat (Jean-Denis Bredin, Jean-François et Sébastien Prat, Robert Saint-Esteban, Hugues Calvet, Renaud Streichenberger, etc.) à partir de 1992. Véritable référence en matière de droit boursier, de privatisation et d'offres publiques d'acquisition, cet auteur d'ouvrages sur les sociétés holdings et le droit boursier appartient à l'un des deux plus gros cabinets d'affaires français, avec le cabinet Darrois Villey. Son nom est apparu dans l'affaire Bettencourt/Banier en tant que conseil de Françoise Meyers-Bettencourt (*Un avocat très affairé*, *L'Express*, 3 novembre 2010). Il appartient au Maxim's Business Club, au Cercle Interallié et au Polo de Paris.

MARTIN Roger. Ingénieur, né le 8 avril 1915 à Asnières (Hauts-de-Seine), décédé le 28 mars 2008. Issu d'une famille de la petite bourgeoisie (le père était un truculent marchand de vins), cet X-Mines, passé par les Bons Pères, a été ingénieur des Mines à Nancy (1940-1941), directeur adjoint pour la sidérurgie à l'Industrie (1942-1946), avant d'entrer à Pont-à-Mousson en 1948. Il y représentera l'archétype de cette génération de « managers » qui favoriseront la relève progressive d'un capitalisme familial de plus en plus défaillant, incapable de trouver en son sein les hommes et les capitaux nécessaires pour suivre l'évolution industrielle. Il en deviendra directeur général (1959) puis PDG (1964-1970). Président de Saint-Gobain (1970-1980) à la suite de sa fusion avec Pont-à-Mousson, il a été administrateur de nombreuses filiales et sociétés. Opposé à la nationalisation de son groupe, cet homme d'influence qui, plus qu'aucun autre, s'attacha à créer un « esprit Saint-Gobain » avec une pépinière de dirigeants, avait pris la présidence de l'Institut Auguste Comte, voulu par Valéry Giscard d'Estaing comme une « super-Ena » (pour l'enseignement des sciences de l'action,

et dont on retrouve l'esprit, certes de gauche, dans la Fondation Saint-Simon, voulue par Saint-Gobain). Il a retracé sa propre histoire et le formidable développement de son groupe industriel durant trente ans dans *Patron de droit divin* (Gallimard, 1984). En 1986, il a encore conduit une mission sur la politique des aides publiques pour le nouveau gouvernement Chirac.

MARTIN Stéphane. Membre de la Cour des comptes, né le 30 mai 1956 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Passé par le lycée Janson de Sailly et la faculté de Paris II, cet ancien élève de Sciences-Po Paris et de l'Ena a débuté, en 1982, comme auditeur à la Cour des comptes, avant de s'orienter vers le monde culturel. Délégué général du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (1989-1990), aux côtés d'Hélène Ahrweiler, délégué général chargé de la production musicale (1990), directeur adjoint de la musique à *Radio France* (1990-1993), il fut directeur adjoint du cabinet du ministre RPR de la Culture Jacques Toubon en 1993. Directeur de la musique et de la danse au ministère de la Culture de 1993 à 1995, il dirigea ensuite le cabinet de Philippe Douste-Blazy, ministre UDF de la Culture de 1995 à 1997. Président de l'Ensemble intercontemporain depuis 1998, conseiller culturel de la principauté de Monaco (Forum Grimaldi) depuis la même année, ce spécialiste de l'Afrique et de l'Océanie est président, depuis 1998 (renouvelé en 2003), de l'Établissement public du musée du quai Branly, qui abrite le musée voulu par Jacques Chirac, le Musée des Arts premiers (1,1 milliard de F dans un premier temps). Cette initiative très controversée a abouti à vider de sa substance le Musée de l'Homme et d'autres musées ; comme celui des Colonies, provoquant une fronde au sein du milieu des conservateurs. Il est conseiller maître à la Cour des comptes depuis 2000. Il siège aussi au conseil d'administration du Musée du septennat de Sarran (Corrèze), le musée où Jacques Chirac a entreposé les cadeaux qui lui ont été faits en tant que président de la République.

MARTINAND Claude. Président de société, né le 2 novembre 1944 à Lyon (Rhône). Ingénieur des ponts et chaussées, il débuta à la Direction départementale de l'équipement de la Gironde en 1969. Chargé de mission, à partir de 1977, au Secrétariat général du groupe central des villes nouvelles, puis secrétaire général adjoint (il devait signer un Guide d'architecture des villes nouvelles de la région parisienne), ce militant, sans doute communiste « hors cadre » (mais il ne l'a jamais reconnu et nul n'a pu le prouver), devint, dès juin 1981, le directeur adjoint puis le directeur du cabinet du ministre communiste des Transports, Charles Fiterman. Il conserva ce poste jusqu'en juillet 1984, étant par la suite, en mai 1985, promu directeur général de l'Institut géographique national, après avoir conduit une mission sur le génie urbain pour le compte du socialiste Paul Quilès, qui avait remplacé Fiterman (il avait été proposé pour la présidence de la Société des autoroutes Paris-Lyon-Marseille mais fit l'objet d'un blocage en raison de ses convictions politiques). En septembre 1989, il devint directeur des affaires économiques et internationales au ministère de l'Équipement et des Transports. En 1995, il bascula également à la présidence de l'Observatoire du bâtiment et des travaux publics et retrouva un poste de première importance, en 1997, grâce au nouveau ministre communiste des Transports, Jean-Claude Gayssot, qui s'employa à le faire nommer à la présidence du nouveau Réseau ferré national (devenu RFF ou Réseau ferré de France), qui détient en fait les avoirs de la SNCF (notamment les infrastructures ferroviaires) mais aussi sa colossale dette (plus de 150 milliards de F). C'est lui qui avait remené le débat public sur la SNCF après les grèves de décembre 1995. Depuis 2002, il est vice-président du conseil d'administration des Ponts et Chaussées et administrateur de la RATP depuis 2006.

MARTINEZ Jean-Luc. Conservateur général du patrimoine, né le 22 mars 1964 à Paris XIV[e]. Issu d'une famille modeste d'origine espagnole, Jean-Luc Martinez a passé son enfance en Seine-Saint-Denis, puis dans le Val-de-Marne. Agrégé d'histoire (1989), ce produit de la méritocratie républicaine a d'abord enseigné dans le secondaire (1990-1992), puis, après avoir passé le diplôme de l'École du Louvre, a rejoint l'École française d'Athènes (1993-1996) avant d'enseigner l'archéologie à l'Université catholique de Paris

et à l'université Paris X-Nanterre. Intégré au corps des conservateurs en chef du patrimoine, il rejoint, en 1997, le département des antiquités grecques, étrusques et romaines du Louvre qu'il dirigera de 2007 à 2013 tout en enseignant à l'école du Louvre. Alors qu'Aurélie Filippetti souhaitait promouvoir une femme, ce père de deux enfants a finalement été nommé président de l'établissement public du musée du Louvre par François Hollande, le 3 avril 2013, succédant ainsi au flamboyant Henri Loyrette, passé au Conseil d'État.

MARTRE Henri. Ingénieur général de l'armement, né le 6 février 1928 à Bélesta (Ariège). Ce polytechnicien, spécialiste de l'armement et des télécommunications, a été « l'homme clé de l'aéronautique français » (*L'Express*, 13 février 1987), à la fois comme fidèle serviteur de l'État et comme grand capitaine d'industrie. D'abord ingénieur de l'armement au ministère de la Défense, il sera délégué général pour l'Armement de 1977 à 1983, un des deux postes les plus importants du complexe militaro-industriel (ainsi que membre du Commissariat à l'énergie atomique), avant de succéder au général Mitterrand à la tête de l'Aérospatiale, où il reste jusqu'en juin 1992, peu avant la limite d'âge. « Martre fut de ces quelques responsables militaires qui, dès juillet 1980, considèrent par esprit républicain de leur devoir d'informer des problèmes de défense le candidat du PS à la présidence de la République. Élu à l'Élysée, François Mitterrand n'hésita pas un instant à prolonger Martre à la DGA puis à le désigner à l'Aérospatiale » (*Le Monde*, 30 juin 1992). Ancien président des anciens de l'X et vice-président du conseil de surveillance d'Airbus Industries depuis 1986, président du Club d'information et de réflexion sur l'économie mondiale depuis 1987, président de l'Association européenne des constructeurs de matériel aérospatial depuis 1988, il est élu en 1990 à la tête du Groupement des industries aéronautiques et spatiales. Administrateur de France Telecom depuis 2002, il a appartenu au conseil consultatif européen du groupe Carlyle, lié à la CIA.

MASSACRE Guy de. Président de société, né le 10 décembre 1921 à Sèvres (Hauts-de-Seine). Diplômé de Sciences-Po, il fut vice-PDG de Préval (1969-1973) ainsi que PDG d'Hutchinson (1969-1972), responsable de plusieurs de ses filiales et par la suite administrateur de ces sociétés. Administrateur des caves de Roquefort depuis 1971, il est devenu président de la Compagnie industrielle d'exportation laitière.

MASSENET Michel. Membre du Conseil d'État, né le 5 novembre 1925 à Brunstadt (Haut-Rhin). Diplômé de l'IEP, ce descendant du compositeur Jules Massenet entre à sa sortie de l'Ena (1952) au conseil d'État comme auditeur, avant de devenir conseiller technique de Robert Schuman, garde des Sceaux. Entré en 1958 au cabinet de Jacques Soustelle, il sera, à partir de 1959, délégué à l'action sociale pour les Français musulmans d'Algérie en Métropole, puis, en 1964, pour les travailleurs étrangers. En 1966, il prend la direction de la population et des migrations aux Affaires sociales, puis en 1971 celle de l'administration et de la fonction publique au Secrétariat général du gouvernement. Maître de conférences à l'IEP, chargé de cours à l'Institut catholique (1957), il appartient au conseil d'administration de Polytechnique, préside le conseil d'administration de l'université de Compiègne, ainsi que la Caisse nationale des monuments historiques (en 1978). Membre du Club de l'Horloge, ce libéral protestant a publié divers essais parfois teintés de non-conformisme.

MASSONAUD Michel. Économiste, né le 26 avril 1931 à Paris. Diplômé de l'IEP et du Centre d'études de programmation économique, ce fils d'agent de change fut économiste au Centre de recherche sur la consommation (1959-1967) puis à la Société d'études pour le développement économique et social. De 1962 à 1967, il assure le secrétariat général du Centre de recherche sur l'épargne (qu'il a fondé), et sera, de 1968 à 1970, directeur administratif et financier du Groupement d'études et d'entreprises parisiennes industrielles. De 1970 à 1986, il œuvre à la Banque de l'Union européenne, où il sera conseiller puis directeur à la direction générale. À ce titre, il assure la direction générale de 1973 à 1978 puis est promu PDG de Dong Trieu Sfim. Conseiller du président

de la Zambian Consolidated copper mines en 1985-1986, il est ensuite directeur général de Mars-Suez-Finance. Ancien membre du conseil d'administration de Speichim, PDG du parc d'attractions de Nice en 1988, il a été en 1989-1990 président de la Cogédim. Il a été expert agréé auprès de la Cour d'appel de Paris et conseiller en gestion de diverses entreprises à la fin des années 1980.

MASSONI Philippe. Préfet, né le 13 janvier 1936 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Commissaire à la préfecture de police de Paris en 1962, commissaire principal en 1971, il dirige le groupe de Direction, section anti-gauche et extrême gauche des RG durant les plus belles années de l'extrême gauche MR (marxistes-révolutionnaires). Promu divisionnaire en 1976, il travaille à Matignon aux côtés de Jacques Chirac. Quand celui-ci démissionne, il reste avec Raymond Barre, avant d'être nommé, à 42 ans, contrôleur général de la police (le plus jeune à ce poste). Après une relative éclipse de 1981 à 1986, cet habile manœuvrier, qui ne subira jamais la vindicte de la gauche, se retrouve en 1986 conseiller technique au cabinet Pandraud, poste qu'il cumule surtout avec celui de directeur des Renseignements généraux. En 1988, il devient préfet de l'Aude, puis de l'Oise, ensuite de la région Auvergne (grâce à un coup de pouce de Michel Charasse). Il revient à Paris en 1993 comme directeur de cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, puis obtient le poste recherché de préfet de police de Paris. Promu sous Balladur et Mitterrand, il a conservé son poste après l'élection de Jacques Chirac. Une bonne partie de son influence repose sur son appartenance aux hauts grades de la maçonnerie (33° à la Grande Loge de France). C'est notamment lui qui décida Édouard Balladur à venir plancher devant les loges du Grand Orient de France lors de la campagne électorale (*Le Nouvel observateur*, 28 novembre 1995). Il a été chargé de mission à l'Élysée sous Jacques Chirac (2001), secrétaire général du conseil de sécurité intérieure (2002-2007), conseiller du président du Sénat Christian Poncelet (2007-2008) et membre du Conseil économique et social (à partir de 2004). En juin 2008, il a pris la tête de l'association Avec le président Chirac.

MASUREL Jean-Louis. Président de société, né le 18 septembre 1940 à Cannes (Alpes-Maritimes). Diplômé de HEC, titulaire d'un MBA d'Harvard, il entre en 1964 à la Morgan Guaranty Trust Company en tant que trésorier adjoint à New York. En 1969, il est vice-président adjoint à Londres, en 1975, directeur général à Paris, de 1978 à 1980, senior vice-président à New York. Il rejoint alors Paribas, dont il est directeur délégué, responsable du département bancaire (1980-1982), puis directeur général adjoint (1982-1983), passant alors chez Moët-Hennessy, où il est administrateur directeur général jusqu'en 1989. Débarqué par Bernard Arnault, qui lui a toujours reproché d'avoir été l'élément moteur de la tentative ratée d'OPA concoctée par Henry Racamier et Alain Chevalier, il devient président d'Arcos investissement et sera président d'Hédiard de 1991 à 1995. Il appartient au conseil de surveillance de Peugeot SA, est administrateur de Sald Trust, d'Olympe et de la Société des bains de mer de Monaco. Gouverneur de l'American Hospital de Paris, il a présidé, de 1989 à 1993, le Harvard Business Club de France.

MAUER Michel. Promoteur immobilier, né le 3 octobre 1930 à Perpignan (Pyrénées-Orientales). Après une licence en droit et Sciences-Po, ce fils d'officier protestant entre en 1958 à Paribas. En 1963, il crée pour le compte de la banque d'affaires la Saci (devenue la Cogedim), une modeste filiale (à 64 %) de promotion immobilière dont il est nommé directeur général, et dont il deviendra PDG en 1982. Pendant la décennie quatre-vingt, alors que flambe le marché de l'immobilier de bureaux, sa société, spécialisée dans l'immobilier haut de gamme, arrive à un actif de 3 milliards de F et devient un des trois premiers promoteurs immobiliers français (5,5 milliards de F de CA en 1990 et 200 millions de F de bénéfices). La Cogédim se montre très active dans le marché immobilier de l'Ile-de-France et finance de manière occulte nombre de partis politiques, en particulier le Parti républicain (par le biais du Groupement des régies réunies, la pompe à finances du PR, qui réglera entre autres des études de 130 et 230 pages à Gérard Longuet pour 960 000 F) et le Parti socialiste, afin d'obtenir des marchés et autorisations.

« Dès l'année 1970, Michel Mauer, qui était alors patron de la Fédération des promoteurs constructeurs, m'avait avoué sans ambages qu'entre la gauche et la droite, il n'y avait qu'une seule différence: à gauche, on savait à peu près où on allait, tandis qu'à droite, on savait seulement où on commençait » (Philippe Madelin, *La France mafieuse*, Le Rocher, 1994). Il est inculpé (avec 66 autres personnes) en novembre 1990, alors que le marché se rétracte, pour fausses factures (pour un montant de 500 millions de F) et trafic d'influence aggravé, et sera écroué en décembre 1990. Condamné à deux ans de prison avec sursis et un million de F d'amende en appel alors qu'il pensait être acquitté, il demeure cependant PDG de la Cogedim et devient en 1992 celui de la Sinvim, autre filiale immobilière de Paribas, son groupe de tutelle, alors dirigé par André Levy-Lang, lui ayant conservé sa confiance (voir *Fortunes de pierre*, Frédérique d'Andrimont, Calmann-Levy, 1993). Seul grand rescapé de la crise de l'immobilier, il quitte les deux présidences fin 1994, après un nouvel emprisonnement de 23 jours dans le cadre de l'affaire de la Sages (financement de partis politiques par le biais du réseau des fraternelles maçonniques). On le retrouve, en 1997, président du conseil de gérance de la Compagnie de participation et de patrimoine (Copap).

MAULDE Bruno de. Inspecteur des Finances, né le 27 mars 1934 à Toulouse (Haute-Garonne). Diplômé de l'IEP de Toulouse, licencié en droit, il entre en 1960 à l'Ena. Sorti major, il intègre l'inspection générale des Finances. Promu en 1967 secrétaire des commissions de coopération économique franco soviétique, il devient l'année suivante administrateur suppléant au FMI et attaché financier à l'ambassade de France à Washington. À son retour, il entre à la direction du Trésor, où il sera successivement chargé de mission (1971-1974), sous-directeur (1974-1977), puis directeur adjoint (1977-1979) aux côtés de Jean-Yves Haberer. Il est également à l'époque administrateur de Trapil, d'Aéroports de Paris, de la Compagnie générale maritime, de la Caisse nationale de l'énergie, de l'UAP et de la BNP. Ce banquier respecté, parfois un peu iconoclaste (ainsi qu'excellent navigateur solitaire) devient en 1979 directeur général adjoint de la Caisse nationale du Crédit Agricole, puis en 1981, administrateur représentant la France au FMI et à la Banque mondiale à Washington. De janvier 1986 à avril 1993, il est PDG du Crédit du Nord (filiale à 51 % de Paribas, alors présidée par Haberer), ayant succédé à son ami de promotion David Dautresme, qui l'avait recommandé à Pierre Bérégovoy. Par la suite, il succède en 1990 à Régis Rouselle – tout en conservant la présidence du Crédit du Nord – à la présidence du Conseil des bourses de valeurs (jusqu'en 1994). Membre du directoire de Paribas en 1993-1994, il siégera au conseil de la politique monétaire de la Banque de France depuis 1994.

MAURIN Christian. Banquier, né le 6 août 1947 à Saïgon (Indochine). Il est petit-fils de militaire et fils du général Philippe Maurin, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air. Licencié en sciences économiques, diplômé de l'IEP de Paris, ancien élève de l'Ena, il devient auditeur à la Cour des comptes en 1974. En 1975-1976, il est rapporteur général du groupe interministériel d'aménagement du temps, puis jusqu'en 1978, rapporteur auprès du Conseil des impôts ainsi que, à partir de 1976, conseiller du département Europe à l'Institut international d'administration. Affecté de 1978 à 1980 au Fonds de développement économique et social et entreprises, il passe ensuite à la Datar (aménagement du territoire), avant de devenir, en 1981, conseiller technique de Michel Rocard, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire. Directeur de la Datar de 1982 à 1985, ce « manager sans états d'âme » (*Challenge*, février 1996) rejoint la banque Sofinco en juin 1985, d'abord en tant que directeur général, puis en 1990 comme administrateur directeur général, et enfin d'octobre 1991 à début 1996 comme PDG (il en décuplera le chiffre d'affaires en dix ans). Il prend alors, grâce à l'appui de Gérard Mestrallet, la tête d'Indosuez en tant que vice-PDG, président de son directoire. Il est membre de nombreux conseils d'administration. De 1999 à 2000, il a été PDG du groupe Degremont, et PDG d'Ondeo Nalco de 2000 à 2003.

MAURIN François. Militaire, né le 9 mars 1918 à Paris. Fils du général Louis Maurin,

ancien ministre de la Guerre, il est en 1938-1939 élève de l'École de l'air. Sous-lieutenant en 1939, lieutenant en 1941, capitaine en 1945, il participe à des groupes de bombardement puis de transport en Indochine. Il passe commandant en 1950, lieutenant-colonel en 1954. Par la suite, il commandera notamment l'annexe du centre d'essais de l'armée de l'Air à Brétigny (1956-1957), chef du bureau des études générales à l'état-major de l'armée de l'Air (1960-1963). Commandant de la base aérienne de Mont-de-Marsan et du Centre d'expérience aérienne militaire en 1963, il est alors promu général de brigade, sous-chef des plans de l'état-major de l'armée de l'Air. Général de division aérienne en 1966, il commandera, en 1966-1967, la 3ᵉ région aérienne à Bordeaux. Commandant la défense aérienne en 1968-1969, major général de l'armée de l'air en 1969-1971, général d'armée aérienne en 1971, il est enfin chef d'état-major des armées de 1971 à 1975 (sous Georges Pompidou puis Valéry Giscard d'Estaing). Il a fondé le Comité national de liaison Défense-Armée-Nation, préside une commission de recours des réfugiés politiques et l'Association des amis du musée de l'air et de l'espace. Il a également présidé l'Association nationale du transport aérien militaire.

MAURIN Philippe. Militaire, né le 13 décembre 1913 à Paris, décédé le 13 mai 2008. Il est le frère du précédent. Ingénieur de l'École centrale des arts et des manufactures, il est lieutenant en 1937, commandant d'escadrille en AOF et en Tunisie en 1942, puis d'un groupe de chasse en 1944. Commandant d'une escadrille de chasse en Indochine en 1946-1947, il devient, en 1948, sous-chef d'état-major au commandement air en Extrême-Orient. Il sera par la suite directeur du Centre d'expérience aérienne militaire de Mont-de-Marsan (1949-1951), commandant de la base aérienne 109 à Tours (1956-1958), avant d'être attaché à l'état-major particulier du ministre des Armées en 1959, puis de 1960 à 1962 à l'état-major particulier du président de la République, Charles De Gaulle. Général de division aérienne en 1961, il commande le premier commandement aérien tactique et les forces aériennes françaises d'Allemagne en 1962. En 1963, il passe général de corps aérien et commande de 1964 à 1967 les forces aériennes stratégiques. En 1967, il est général d'armée aérienne, chef d'état-major de l'armée de l'air de 1967 à 1970. Passé dans le civil, il sera PDG de la défunte Société française du tunnel sous la Manche (1971-1975) puis de Précision mécanique Labinal (1975-1981).

MAYENOBE Catherine. Directrice de société, née le 13 octobre 1964 à Montluçon (Allier). Issue « d'une lignée de hussards noirs auvergnats » (*Les Echos*, 13 mars 2014), elle est la fille de Louis Mayenobe et Annette Martrou, tous deux professeurs d'histoire-géographie. Elle a épousé le 22 juillet 1989 – tout en conservant son nom de jeune fille – Bernard Establie. Né en juillet 1961, ce dernier, rencontré à Sciences-Po Paris, a été directeur de campagne du socialiste Gérard Collomb lors des élections municipales de 2001 à Lyon avant de se reconvertir dans le secteur immobilier. Passée par la JFK School of Government de l'université d'Harvard, Mayenobe, également ancienne de Sciences-Po Paris, fut nommée auditrice à la Cour des comptes en 1990 à sa sortie de l'Ena (promotion Jean Monnet), et promue conseillère référendaire en 1993. Chargée de mission auprès du socialiste Pierre Joxe, alors premier président de la Cour des comptes (1992-1994), elle a, par la suite, été directrice administrative et financière (1996-2002), puis directrice générale adjointe de la Compagnie générale du Rhône (2000-2003). Après avoir réintégré la Cour des comptes (2003), elle fut rapporteuse auprès de la commission pour la transparence de la vie politique (2005), ainsi que rapporteuse adjointe auprès du Conseil constitutionnel (2005-2007). Promue conseillère-maître en avril 2007, elle a été, de 2007 à 2010, secrétaire générale de la Cour des comptes. Directrice adjointe du développement territorial et du réseau de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) en 2011, elle y a également dirigé la mission « programme investissements d'avenir ». Chargée de la mission préfiguration de « Paris capital numérique » (2013), Catherine Mayenobe a été la directrice de cabinet du socialo-sarközyste Jean-Pierre Jouyet, alors directeur général de la CDC (2013-2014). En mars 2014, elle est devenue secrétaire générale du groupe CDC.

MAYER Francis. Haut fonctionnaire, né le 1er septembre 1950 à Ettendorf (Bas-Rhin), décédé le 9 décembre 2006. Professeur agrégé d'allemand (1973-1976), ce fils d'agriculteur entra à l'Ena par la voie interne (promotion *Michel de l'Hospital*) en 1977. Affecté à sa sortie au ministère de l'Économie et des Finances, il fut chef adjoint du bureau des investissements étrangers à la direction du Trésor. Administrateur civil hors classe en février 1988, il occupera de multiples fonctions dans cette prestigieuse direction, dont il deviendra sous-directeur en 1991 puis directeur adjoint en 1992. Chef du service des affaires internationales à cette direction depuis 1994 (n° 2 ou 3), il dirigea le service des affaires européennes et internationales à partir de novembre 1998, tout en présidant parallèlement, depuis octobre 1997, le Club de Paris, structure informelle mais très influente de renégociation des dettes publiques des pays en voie de développement. En 1999, il succède à Ariane Obolensky comme vice-président de la Banque européenne d'investissements (à Luxembourg). En 2002, il devient directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, au terme d'une virulente bataille pour écarter ses concurrents, dont son prédécesseur, Daniel Lebègue (également membre du Siècle).

MAYER René. Président de société, né le 7 février 1925 à Tunis (Tunisie). Ce polytechnicien, également ingénieur des ponts et chaussées, fut affecté à Constantine de 1952 à 1957, puis fut (1957-1962) directeur de l'habitat, secrétaire général de l'aménagement du territoire à la délégation générale du gouvernement en Algérie, chef de la mission FAO et Fonds spécial pour le Péloponnèse (1962-1963), adjoint au directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme au ministère de la Construction (1963-1967), chef du service régional de l'équipement pour la région PACA en 1967. Président de l'association des ingénieurs des ponts et chaussées et des Mines de 1971 à 1976, il est directeur général de l'Institut géographique national de 1974 à 1979, puis directeur du Centre scientifique et technique du bâtiment. Il passe ensuite dans le privé, où il sera administrateur de Christian Dior (1982-1985), président du conseil de surveillance de la foncière et financière Agache-Willot, président (1982-1985), puis président honoraire de Boussac Saint-Frères. En 1991, il a été admis à faire valoir ses droits à la retraite mais n'en deviendra pas moins vice-président du Crédit social des fonctionnaires jusqu'en 2004.

MAYET Pierre. Ingénieur, né le 15 février 1934 à Cunlhat (Puy-de-Dôme). Ingénieur de l'École nationale des travaux publics de l'État et ingénieur général des ponts et chaussées, il a débuté comme ingénieur des travaux publics de l'État en 1957. Il sera ensuite notamment rapporteur général de la commission des villes du Ve plan, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Équipement (1971-1974), directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme (1974-1978), puis du personnel (1978-1982) à l'Équipement. Délégué interministériel à la sécurité routière et directeur de la circulation et la sécurité routière jusqu'en 1985, il devient alors vice-président du Conseil général des Ponts et Chaussées, et présidera de 1989 à 1993 l'Établissement public pour l'aménagement de La Défense.

MAYETTE Muriel. Comédienne, née en 1964 à Paris XVIIIe. Quasi autodidacte, son père a été salarié dans le commerce avant de monter une école privée de commerce à Versailles. Son compagnon, l'acteur Daniel Znyk, est décédé brutalement en 2006, ainsi que sa fille, à l'âge de 5 ans. À partir de 1978, elle est l'élève de Marcelle Tassencourt, directrice du Théâtre Montpansier tout en poursuivant ses études. Elle décroche le baccalauréat par correspondance alors qu'elle a déjà été admise, sur concours, à l'École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (trop jeune, elle obtient une dérogation). En 1980, elle entre au Conservatoire national d'art dramatique et, en 1985, est nommée pensionnaire à la Comédie française, à 21 ans seulement, puis sociétaire en 1988. Professeur au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de 1996 à 2005, elle est propulsée administrateur général de la Comédie française, succédant à Marcel Bozonnet, remercié par le ministre de la Culture Renaud Donnedieu de Vabres (Bozonnet avait notamment déprogrammé au dernier moment une pièce de Peter Handke, coupable d'avoir assisté aux obsèques de Slobodan Milosevic). Elle est la première femme à diriger cette institution royale. Comme l'indiquait *Libération* (4 mai 2007), sa nomination s'explique par une « vraie politique de discrimination positive » (notamment en faveur des femmes).

MAYNIAL Patrice. Magistrat, né le 17 mars 1944 à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). Licencié en droit et diplômé de l'institut de criminologie de Paris, il devient auditeur de justice en 1965, magistrat à l'administration centrale en 1970, juge au tribunal de grande instance de Versailles en 1974. En 1976, il est chef de la division des marques à l'Institut de la propriété industrielle, puis, de 1976 à 1980, chef du service de l'information et des relations publiques. Chef de bureau de la législation économique, financière et sociale à la direction des affaires criminelles et des grâces en 1980, ce membre de la Loge Jérusalem 909 (Grande Loge nationale française) devient premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris. Vice-président au tribunal de grande instance de Paris en 1986, il sera durant la première cohabitation conseiller technique du ministre de la Défense, André Giraud. En 1992-1993, il est président de chambre à la cour d'appel de Paris, puis, de 1993 à 1995, directeur général de la Gendarmerie nationale, puis secrétaire général de Thomson multimédia (1997-2002). Il est avocat général à la Cour de cassation depuis 2004 et conseiller pour les affaires juridiques auprès du PDG de France Télécom (2003).

MAYOUX Jacques. Président de société, né le 18 juillet 1924 à Paris. Major de HEC, cet ancien élève de l'Ena fut major de sa promotion devant Valéry Giscard d'Estaing. Ayant rejoint l'inspection des Finances en 1952, il sera chargé de mission à la direction des relations économiques extérieures, puis, en 1959, secrétaire général adjoint du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Il rejoint ensuite le Crédit Agricole, en 1963, comme directeur général, hissant cette banque au rang de premier établissement bancaire d'Europe (et deuxième mondial). Malgré cette réussite, il est limogé en 1975 par Jacques Chirac qui ne l'a jamais aimé, puis refuse la présidence de la Snias (comme il avait refusé en 1971 celle de la BNP, estimant que son indépendance ne serait pas assurée). « Un véritable cas (...) Une extraordinaire aptitude à analyser avec lucidité et créativité un problème ou une situation et une tendance à se mettre à dos une foule de gens dont les habitudes ou les modes de pensée et de travail sont bousculés sans ménagement ». Après la rédaction d'un rapport remarqué sur le système bancaire français, il obtient en 1978 la présidence du directoire de Sacilor, dont il sera le PDG de 1979 à 1982. Il passe ensuite à la Société générale, qu'il préside de juillet 1982 à juillet 1986 et dont il augmente largement les bénéfices, malgré des déboires au Brésil et à Singapour (il est alors limogé au retour de Jacques Chirac, au profit de son directeur général Marc Viénot). Il devient en novembre 1986 président de la chambre de commerce France-Canada, puis se voit confier par Édouard Balladur une mission sur la privatisation des compagnies d'assurances. Président d'OMF de 1988 à 1990, il est également vice-président de Goldman Sachs pour l'Europe.

MAYRET Lisette (née FRYDLAND, épouse MEREJOWSKI, dite). Banquière, née le 3 octobre 1925 à Paris, épouse Merejkowsky (dit Mayret). Elle est issue d'une famille déportée d'origine polonaise. Diplômée de l'IEP, elle débute comme secrétaire des engagements à la direction des agences de province à la BNCI (future BNP), où elle reste sept ans, puis passe à la Cegos et, en 1961, à la Compagnie financière d'Edmond de Rothschild, où elle sera ingénieur conseil, secrétaire général, fondé de pouvoir, devenant enfin, en 1980, directeur central à la division banque (numéro deux). Cette banquière qui s'affirme volontiers comme « viscéralement de gauche », sans avoir jamais milité durant ses années chez Rothschild, est nommée par Pierre Mauroy, sur recommandation d'Albert Gazier, à la tête de la Banque Hervet en 1982. Limogée en 1986, elle sera recasée au Conseil économique et social.

MEAR Alain. Membre du Conseil d'État, né le 4 février 1950 à Marseille IIe (Bouches-du-Rhône). Fils d'un chirurgien et d'une pharmacienne, cet ancien élève de Sciences-Po est titulaire d'un DESS de droit. Ayant

réussi le concours d'administrateur du Sénat (1976), il sera conseiller du centriste Bernard Bosson au secrétariat d'État aux Collectivités locales (1876-1987), directeur du cabinet de Christian Poncelet, président du Sénat (1998 à 2005). Devenu conseiller d'État, il a été désigné, en 2007, par Christian Poncelet pour siéger au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

MEAUX Anne. Président de société, née le 7 juillet 1954 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Diplômée de Sciences-Po et titulaire d'une maîtrise de droit public (ainsi que d'un accessit au concours général en version latine), elle se rapprocha, après une jeunesse nationaliste active (elle anima le comité antigrève au lycée Jules-Ferry en mai 1968 puis rejoignit Ordre nouveau), des milieux giscardiens, se faisant élire, dès 1977, conseiller municipal du Touquet (ce fut son unique poste électif). Elle débute vraiment avec Bernard Rideau, responsable de la communication de Valéry Giscard d'Estaing, à la fin des années 1970. Attachée de presse de l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing, en 1981, aux côtés de Mylène Descamps (épouse du futur ministre du Tourisme Jean-Jacques Descamps) ainsi qu'attachée de presse du groupe UDF à l'Assemblée nationale. En avril 1986, elle rejoint Alain Madelin, ministre PR de l'Industrie, des P et T et du Tourisme comme conseiller technique pour la communication, qu'elle avait conseillé dans l'opposition après 1981. Elle crée, en 1989, l'agence Image 7, société de conseil en image pour les dirigeants de grandes sociétés (filiale de Financière Sept, dont Anne Méaux est actionnaire à hauteur de 70 % via sa propre société, AMC, qui contrôle également Com 7, Com 7 Finances, etc.) qui deviendra l'une des plus importantes de France, avec de très gros clients comme François Pinault, Yves Rocher, Bernard Arnault, Henri Giscard d'Estaing, Henri Proglio, Philippe Bourguignon, Jean-Pierre Rodier, Denis Ranque, Antoine Guichard, Didier Pineau-Valencienne, Jean-Charles Naouri, Marc Ladreit de Lacharrière, Jean-Paul Bailly, Michel David-Weill, Pierre Gadonneix, Anne Lauvergeon, Claude Heurteux, Lakshi Mittal, le président tunisien Ben Ali, etc. « L'arbitre de l'establishment français » (*Challenges*, 28 mai 2003) a également conseillé nombre de ministres de la droite parlementaire dans les années 1980, 1990 et depuis 2000 (en particulier Alain Madelin, Gérard Longuet, Philippe Vasseur). Elle est également (ou a été) actionnaire du *Bottin gourmand*, repris par l'un de ses salariés, Thibault Leclerc, et des Éditions du Tourisme. « Ultra-discrets dans le grand public, Anne Méaux et Michel Calzaroni sont les vrais faiseurs de rois dans le monde des affaires. Les seuls aptes à transformer dans l'opinion un manager lambda en grand manitou du capitalisme (*Le Nouvel observateur*, 15 mai 2003). » Le *Wall Street Journal* la classe, dès 2002, dans les « femmes d'affaires les plus influentes d'Europe ».

MECHET Philippe. Sondeur, né le 22 janvier 1960 à Paris XIVe. Diplômé de Sciences-Po Paris et d'un diplôme de troisième cycle en sciences politiques, il fut chargé de recherches à la très mondialiste John Hopkins University de Washington (émanation du Council on Foreign Relations) puis, jusqu'en 1989, chargé de mission au département des études politiques de la Sofres. Il participa alors à l'organisation très médiatisée d'un sondage clandestin lors du référendum proposé par le général Augusto Pinochet sur l'avenir du Chili. Directeur des collectivités locales et des études de l'IFOP de 1989 à 1990, il a été directeur général de Louis Harris France de 1990 à 1995, avant de devenir directeur général adjoint et directeur du département des études politiques du groupe Sofres en octobre 1995. Il a été direction de la communication d'EDF (2003-2005) et directeur général de Qualimage (2005-2006), et dirige la communication de Veolia depuis 2006, tout en présidant, depuis 2005, l'Institut européen d'analyse géoéconomique depuis 2005. Proche de la gauche, il a participé au *Manifeste contre le Front national* (27 novembre 1992) et figuré au conseil scientifique et intellectuel de Vigilance républicaine. Il est secrétaire général du Prix du livre politique et collabore à des index annuels sur l'état de l'opinion publique.

MEHAIGNERIE Pierre. Ingénieur, né le 4 mai 1939 à Balazé (Ille-et-Vilaine). Petit-fils d'un conseiller général et fils du député-maire de Balazé (qui fut un militant très actif des Chemises vertes d'Henri Dorgères), cet ingénieur des Eaux et forêts (marié à une Américaine) fut major de sa promotion à l'École nationale supérieure agronomique. Après avoir travaillé en Tunisie puis à la direction départementale de l'agriculture de Bordeaux, il décida de succéder à son père, mais fut battu aux élections législatives de 1968 (il sera finalement élu en 1973 et réélu en 1978). Il devint toutefois conseiller technique de Jacques Duhamel à l'Agriculture (1968-1969) et le suivit aux Affaires culturelles (1971-1973). En 1974, contrairement au chef de file de son parti, il opte pour Valéry Giscard d'Estaing, et sera gratifié en 1976 d'un secrétariat d'État à l'Agriculture. Benjamin du gouvernement, il est promu ministre l'année suivante. Constamment réélu député (avec, en 1981, le meilleur score de l'opposition), il devient, en 1982, président du Centre des démocrates sociaux (battant Bernard Stasi). Vice-président de l'UDF à partir de 1984, le maire de Vitré devient, au retour de la droite parlementaire au pouvoir, ministre de l'Équipement, du Logement et des Transports (il supprimera de nombreuses dispositions de la loi Quilliot). Après avoir soutenu Raymond Barre en 1988, il fera l'objet d'une demande de soutien du centre sans participation de la part de François Mitterrand, qui souhaitait éviter une dissolution du Palais-Bourbon. Réélu député, il fonde alors à l'Assemblée l'Union du centre, qu'il présidera jusqu'en 1991. Ce groupe parlementaire pratique une opposition modérée, acceptant de voter certains projets gouvernementaux, ou refusant de s'y opposer. Aux élections européennes de 1989, il est dernier de la liste Simone Veil, en forme de soutien symbolique. Édouard Balladur le prend en 1993 comme garde des Sceaux, poste où il fera preuve d'une grande retenue dans ses interventions, même lorsque quatre ministres seront mis en cause. Député d'Ille-et-Vilaine depuis le 4 mars 1977, il sera réélu sans discontinuer (encore en 2007), rejoignant le groupe UMP de l'Assemblée nationale. Il a été président du conseil général d'Ille-et-Vilaine de 1982 à 2001. Il est maire de Vitré depuis 1977. À partir de 2008, il préside la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale.

MELIN Daniel. Président de société, né le 29 mai 1944 à Fontainebleau (Seine-et-Marne). Cet X-Mines a fait l'essentiel de sa carrière chez Saint-Gobain, où il sera notamment, de 1974 à 1983, directeur d'usine, puis PDG de la filiale Cellulose du Pin de 1983 à 1985, directeur de l'ensemble du secteur bois-papier de Saint-Gobain, avant d'entrer chez Schneider en 1991, où il prend la direction de Schneider Electric en 1992. En février 1995, il devient PDG de Spie-Batignolles, ce qui est considéré comme une mise à l'écart au sein de Schneider, ayant perdu son statut de dauphin de Didier Pineau-Valencienne. Il préfère donc rejoindre, en juin 1995, le groupe papetier et sucrier Saint-Louis (3,4 milliards de F de CA en 1994), dont il devient, en septembre, PDG, à la suite du décès accidentel de Bernard Dumon. Il a été PDG de BSN (1998-2000) puis d'EDSEmca Couth (services informatiques).

MENAGE Gilles. Préfet, né le 5 juillet 1943 à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'IEP, il choisit à sa sortie de l'Ena, en 1969, l'Intérieur. Il sera directeur en 1969-1970 du cabinet du préfet du Tarn-et-Garonne, puis de 1970 à 1974 celui du préfet du Limousin, conseiller technique, puis chef de cabinet (1974-1975) du secrétaire d'État aux PTT Pierre Lelong, chargé de mission au cabinet de Jean Taulelle à la préfecture de Paris de 1975 à 1977, puis directeur du cabinet de Guy Fougier, préfet et secrétaire général de la préfecture de Paris jusqu'en juin 1981. Ce haut fonctionnaire nettement de droite, qui disposait toutefois de fort bonnes relations avec André Rousselet (propriétaire des taxis G7 qu'il a connu à la préfecture de police de Paris), devient alors conseiller technique de François Mitterrand. « Les vrais parrains de Ménage appartiennent à un petit réseau de hauts fonctionnaires (de police) qui ont fait de ce domaine leur spécialité et qui ont mis leurs compétences au service du mitterrandisme. » À la stupeur générale, il est promu directeur adjoint du cabinet de François Mitterrand en 1982 (jusqu'en 1988). « Il apprendra les règles du jeu qu'il va pratiquer pendant dix ans : coller au président, multiplier les filtres, ne laisser aucune trace de son action, suivre avec ténacité le déroulement de toutes les opérations, "gérer" les journalistes » (*Le Nouvel observateur*, 9 septembre 1992). Nommé pré-

fet dès 1983, il remplace, après la réélection de François Mitterrand, Jean-Claude Colliard, comme directeur du cabinet. Ce jusqu'en juin 1992, lorsqu'il succède comme président d'EDF à Pierre Delaporte, la présidence de Total lui ayant échappé. Il quitte EDF (184 milliards de F de CA en 1993) fin 1995, bien après le retour de la droite aux affaires, et sera ensuite chargé, en février 1996, d'une modeste mission pour le développement des relations industrielles, énergétiques et économiques de la France avec les pays de la péninsule arabique. Il avait été très largement affaibli par son implication dans « les écoutes de l'Élysée » en 1985-1986 (mis en examen en décembre 1994 pour atteinte à la vie privée), ainsi que dans l'affaire de la Française des jeux. Pour *Le Point* (4 juillet 1992), Ménage fut « le véritable patron de la police française depuis dix ans ». Lorsqu'il rejoignit EDF, *Le Monde* (1[er] juillet 1992), donna une idée de sa puissance sous le titre « La mémoire policière de l'Élysée » : « Après onze ans de bons et loyaux services élyséens, de secrets d'États, d'affaires sensibles et d'embrouilles imprévues (...) il fut surtout un homme de l'ombre, spécialisé dans les questions policières au sens large, du renseignement au terrorisme (...) efficace et précis. » Il est, depuis 2003, secrétaire général de l'Institut François Mitterrand.

MENGER Pierre-Michel. Sociologue, né le 10 avril 1953 à Forbach (Moselle). Ce normalien est agrégé de philosophie (1975) et docteur de 3[e] cycle en sociologie de l'EHESS (1980). Spécialiste des questions culturelles, il a été pensionnaire de la Fondation Thiers (1978-1981), chargé de mission auprès du directeur des sciences sociales du CNRS (1979-1980), attaché de recherches au CNRS (1981-1983). Directeur de recherche à partir de 1990, il est devenu directeur du Centre de sociologie des arts (1993-2001) puis du Centre de sociologie du travail et des Arts jusqu'en décembre 2005. Membre de multiples sociétés étrangères de sociologie et collaborateur de revues internationales de sociologie, il s'est fait connaître particulièrement pour un livre important, *Portrait de l'artiste en travailleur*, paru dans la célèbre collection *La République des idées* dirigée par Pierre Rosanvallon. Il est considéré comme le plus grand sociologue français du monde artistique vu sous l'angle professionnel.

MENY Yves. Universitaire, né le 17 mai 1943 à Goven (Ille-et-Vilaine). Agrégé de sciences politiques (reçu 1[er] en 1974), diplômé de droit public et docteur d'État, il a été, au début des années quatre-vingt-dix, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Mais, il a effectué une grande partie de sa carrière comme professeur associé à l'Institut universitaire européen de Florence. Il est, par ailleurs, professeur associé de nombreuses universités européennes et figure au comité de rédaction d'une dizaine de revues européennes de sciences politiques. Il a signé *La Corruption de la République* (Fayard, 1992).

MEO Jean. Président de société, né le 26 avril 1927 à Vosne-Romanée (Côte-d'Or). X-Mines, ancien de l'IEP de Paris, il entre après un passage par les Charbonnages de France dans les cabinets ministériels comme conseiller technique de Ramadier et Pflimlin en 1957, puis sera chargé de mission au cabinet de De Gaulle à Matignon, en 1958, puis au secrétariat général de l'Élysée en 1959-1960. Entré à l'Union générale des pétroles (futur Elf) dont il sera directeur général de 1964 à 1972, il est également, de 1966 à 1972, directeur général adjoint à la direction générale raffinage distribution de l'Erap, futur Elf-Aquitaine, et de 1970 à 1972, administrateur de Socantar (Pétroles Antar). Agent actif de la création d'Elf Aquitaine, il passe ensuite à la presse et la publicité, d'abord, de 1972 à 1974, comme directeur général de la Société France éditions et publications (*France-Soir*), puis comme PDG de l'Agence Havas (1974-1978) et d'Avenir Publicité (1974-1976). Membre de l'Assemblée européenne en 1981-1982, il sera également conseiller de Paris, conseiller pour les affaires économiques et sociales du RPR (à partir de 1983). Chargé de mission au Conseil général des Mines, il devient, en 1986, président du conseil d'administration de l'Institut français du pétrole. Il est secrétaire général de l'Institut Charles De Gaulle depuis 2004, secrétaire général de la Fondation Charles De Gaulle depuis 1999, et propriétaire viticulteur à Vosne-Romanée (depuis 1959).

MER Francis. Ingénieur, né le 25 mai 1939 à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Pur produit de la filière Saint-Gobain, cet homme discret et efficace (toujours cité quand un poste de PDG de grande société française se libère) a été le grand stratège de l'acier européen en France. X-Mines, il débute comme ingénieur à la direction des mines du ministère de l'Industrie en 1966-1967, puis sera conseiller technique du fonds de garantie du Conseil de l'Entente à Abidjan (1967-1968) et chargé de mission au secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (1969-1970). Il entre alors en 1971 dans le groupe Saint-Gobain, où il va côtoyer Roger Fauroux, Alain Minc et Alain Gomez, comme responsable du plan de Saint-Gobain Industrie. Il y est ensuite directeur du plan à Saint-Gobain à Pont-à-Mousson (1973), directeur général de Saint-Gobain Industrie (1974) directeur général de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson chargé de la politique industrielle (1978-1982), enfin PDG de Pont-à-Mousson SA et directeur des branches canalisations et mécanique du groupe (1982-1986). Il n'obtiendra pas la tête de Saint-Gobain en 1982, qui lui échappe au profit de Jean-Louis Beffa, soutenu par la gauche mitterrandienne. Nommé en 1986 à la tête d'Usinor Sacilor par Alain Madelin (sur recommandation d'André Giraud), cet homme peu médiatique et austère (reconduit par Roger Fauroux et Dominique Strauss-Kahn) concourt à en faire en dix ans le deuxième groupe mondial en sidérurgie (80 milliards de F de chiffre d'affaires en 1994). Membre du Mouvement des cadres chrétiens, il est également président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française depuis 1988, de l'Association européenne de la sidérurgie depuis 1970 et de l'Association nationale de recherche technique depuis 1991. Il a été nommé, fin 1995, président du conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales ainsi que du Conservatoire national des arts et métiers. Il appartient à l'association Confrontations du communiste Philippe Herzog et à la Fondation Saint-Simon, véritable chasse gardée de Saint-Gobain. Il sera ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie du 7 mai 2002 au 30 mars 2004 (refusant de toucher tout salaire). Membre du comité de conseil international de Marsh & McLennan, il préside depuis 2004, le Comité d'évaluation des stratégies ministérielles de réforme. En janvier 2007, il est devenu président du conseil de surveillance de Safran. De 2004 à 2005, il a présidé la Fondation pour l'innovation politique.

MERCILLON Henri. Universitaire, né le 5 janvier 1926 à Belfort (Territoire de Belfort). Après un bref passage (1950-1951) dans l'industrie privée, il collabore de 1953 à 1955 au CNRS, puis est, de 1956 à 1960, chargé de cours à la faculté de droit et sciences économiques de Dijon, de 1960 à 1962, maître de conférences agrégé à celle de Montpellier, et de 1962 à 1967, professeur à nouveau à Dijon. Professeur à l'IEP de Paris depuis 1966, il l'est également en 1967 à la faculté de droit et sciences économiques de Paris, puis, à partir de 1971, à l'université de Paris I, où il dirige également le Centre d'économie de l'information. Après une mission d'études pour une charte des libertés, en 1975-1976, il devient, en 1976, membre du conseil d'administration du Centre d'études des supports de publicité, puis, à partir de 1977, du Haut conseil de l'audiovisuel.

MERIEUX Alain. Industriel, né le 10 juillet 1938 à Lyon (Rhône). Actuellement à la tête d'une des plus grosses fortunes de France (il pesait au moins 3 milliards de F au début de 1994 et se classait en 31[e] place des plus grandes fortunes en 2008, avec 1 657 milliards d'euros), ce fils de Charles Mérieux et petit-fils du fondateur de l'Institut Mérieux, Marcel, est devenu, en 1963, directeur général, et en 1967 PDG de Bio-Mérieux. Il sera (1965-1967) directeur des laboratoires de recherches et de production de vaccins et de sérums, ainsi que PDG de l'Institut Mérieux. Le groupe Mérieux, désormais contrôlé par Rhône-Poulenc, est aujourd'hui le second producteur mondial de vaccins et de sérums. Premier vice-président (RPR) du conseil régional Rhône-Alpes de 1986 à 1998, ce gaulliste et fils de gaullistes (gros financiers du mouvement chiraquien) n'a jamais réussi à obtenir la députation. Il s'est présenté en vain contre Michel Noir en 1993. Il est aujourd'hui président de la Fondation Mérieux et a été *Young Leader* 1982 de la French American Foundation.

MERILLON Jean-Marie. Diplomate, né le 12 février 1926 à Tanger (Maroc). Licencié ès lettres, diplômé de l'IEP, il entre en 1951, à sa sortie de l'Ena, au Quai d'Orsay. Premier secrétaire à Rome en 1957, il est ensuite sous-secrétaire des affaires africaines au Quai (1963-1968), ambassadeur en Jordanie (1968-1973), au Vietnam (1973-1975) et en Grèce (1975-1977). Il sera aussi directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères (1977-1979) et ambassadeur en Algérie de 1979 à 1982, avant de devenir ambassadeur représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'OTAN jusqu'en 1985. Ambassadeur en Suisse (1985-1989) puis en URSS (1989-1991), il devient alors conseiller du président du Crédit lyonnais, jusqu'en 1995, ainsi que président du Crédit lyonnais-Russie (1992-1995) et de la Banque franco-hellénique en 1993.

MERLE Christian. Directeur de société, né le 6 novembre 1943 à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Ce fils de fonctionnaires est diplômé de Sciences-Po Paris et licencié en économie. Ayant débuté comme chargé de mission à la Banque de France, il a connu une rapide accélération de carrière avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, devenant chargé de mission du ministre de l'Économie et des Finances Jacques Delors (1981-1982). Directeur de cabinet du directeur du Trésor (1986-1987), il sera ensuite envoyé aux États-Unis comme conseiller financier auprès de l'ambassade de France et représentant du Trésor dans ce pays (1987-1990). Directeur général pour l'Italie du Crédit Agricole (1990), il sera président du Crédit Agricole Suisse (1992-1997), directeur adjoint du Crédit Agricole Indosuez (1997-1998), administrateur directeur général d'Indosuez (1992-1998), avant de partir en Italie comme administrateur directeur général de Banca Intesa (1999-2002). Il est directeur général de Banco Esperito Santo et de la Vénétie en France depuis 2007.

MERMAZ Louis. Universitaire, né le 20 août 1931 à Paris. Cet assistant d'histoire contemporaine à la faculté de lettres de Clermont-Ferrand fut, de 1965 à 1969, secrétaire général de la Convention des institutions républicaines avant de devenir membre du comité directeur du Parti socialiste, ainsi que membre du secrétariat national (1974-1979 et depuis 1987). Député de l'Isère en 1967-1968, puis de 1973 à 1990, il sera également maire de Vienne de 1971 à 2001. Il a siégé au conseil général de l'Isère de 1973 à 1988 et fut président de ce conseil de 1976 à 1985, année où il dut céder son fauteuil au RPR Alain Carignon. Brièvement ministre des Transports du premier gouvernement Mauroy en mai-juin 1981, il demeure, jusqu'en 1986, président de l'Assemblée nationale, François Mitterrand souhaitant un homme à poigne à sa tête. Il retrouve ce même portefeuille ministériel, tout aussi brièvement, en mai-juin 1988, avant d'assurer de 1988 à 1990 la présidence du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Il devient toutefois ministre de l'Agriculture et de la forêt en 1990, puis en 1992, ministre des Relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement. Il a présidé de 1986 à 1988 le groupe d'amitié parlementaire France-URSS, et a appartenu, jusqu'à la guerre du Golfe, au groupe d'amitié France-Irak. En 1985, il a voulu lancer un quotidien (*Bonjour*) à Grenoble, projet qui n'eut pas de suite malgré l'appui de grands groupes industriels et financiers. À l'origine, en 1990, de l'association Priorités d'aujourd'hui, destinée à soutenir Mitterrand, il a présidé l'association Mer du Nord Méditerranée de 1989 à 1994 et a publié divers ouvrages historiques. Ce sénateur de l'Isère depuis le 23 septembre 2001 a parrainé Ségolène Royal à l'élection présidentielle de 2007.

MESSIER Jean-Marie. Président de société, né le 13 décembre 1956 à Grenoble (Isère). Ce catholique pratiquant, fils d'un expert-comptable grenoblois, a cinq enfants (dont des jumeaux). À la fois polytechnicien et énarque (il fut délégué Force ouvrière), cet inspecteur des Finances (admis dans le corps en 1982) a connu une carrière météoritique: « La génération Crânes d'œuf a son modèle et son héros: Jean-Marie Messier (...) Brillant mais sans ostentation, ambitieux mais révérend, tueur mais attentionné, balladurien mais branché sur le Tout-Paris politique » (*Le Point*). Inspecteur adjoint des finances, puis inspecteur en décembre 1983, il sera le conseiller, jusqu'en 1986, de Jean-Maxime Lévêque, ancien président du Crédit commercial de France. Il s'intéresse habilement alors de près aux privatisations libérales conduites en Europe, notamment en Angleterre, et publie très opportunément *Réduire l'impôt, les leçons de l'étranger* (1985) et *Dénationaliser, les leçons de l'étranger* (1986). Cela lui vaudra d'être remarqué puis poussé par Jacques Friedmann, l'un des grands patrons les plus influents de France, qui le recommandera chaudement à Édouard Balladur. Ce dernier l'imposera à Camille Cabana (*Le Point*, 2 octobre 1993) comme directeur de son cabinet (le plus jeune de la V[e] République) au ministère de la Privatisation (juin à août 1986). Considéré comme le « grand prêtre des privatisations » (*Options finance*, juillet 1988) qui susciteront de nombreuses protestations et interrogations quant au choix des membres des « noyaux durs » des sociétés dénationalisées, il poursuivra sa tâche auprès du Premier ministre Édouard Balladur comme conseiller technique d'août 1986 à mai 1988. L'année suivante, ce « jeune homme trop parfait pour être vrai » (*Libération*, 29 octobre 1994) rentre dans la plus célèbre banque d'affaires du monde, Lazard Frères, avec qui il a été en relations durant les privatisations (Lazard était la banque conseil de Saint-Gobain, premier groupe privatisé, et Saint-Gobain est, avec 6,7 %, le plus gros actionnaire de la Compagnie générale des eaux où Messier entrera ensuite), devenant à 33 ans le plus jeune associé-gérant de Lazard, et président de Fonds Partenaires. « Au sein de cette banque d'affaires aussi influente qu'opaque, où l'on attend les nouveaux venus avec des fusils à tirer dans les coins, Messier va très vite accomplir un parcours sans faute. Il réussit notamment à monter dans un temps record un fonds d'investissement de près d'un milliard de francs - son examen de passage (...) Il accède ainsi, à 33 ans, au statut suprême d'associé-gérant » (*Le Point*, 2 octobre 1993). Alors qu'on le pressent déjà en futur brillant banquier, ce jeune homme pressé entrevoit toutefois que sa carrière risque d'être bloquée en raison du choix du patron de Lazard, Michel David-Weill, de choisir pour dauphin son propre gendre, Édouard Stern. Il répond donc aux offres de Guy Dejouany, PDG de la Compagnie générale des eaux, qu'il a conseillé chez Lazard (tout comme Jean-Luc Lagardère, Michel Pébereau, Philippe Jaffré, Didier Pineau-Valencienne, etc.) qui va l'imposer comme son héritier dans son groupe: coopté en novembre 1994 comme administrateur directeur général, il devient aussitôt le second du PDG Guy Dejouany, et lui succède en mai 1996, malgré les menaces de démission de certains administrateurs, comme Jacques Calvet, qui le jugent trop jeune. Il se retrouve ainsi à la tête du premier groupe mondial de l'eau (détenant en outre par exemple 20 % de *Canal* +), un groupe de 2500 filiales, avec un chiffre d'affaires annuel de 156 milliards de F en 1994 et plus de 200000 salariés. Il gagnait alors 6 millions de F par an (la moitié du salaire de Dejouany) plus des stock-options (c'est-à-dire un revenu inférieur à celui de Lazard). Dans un premier temps, il solde les pertes dans l'immobilier provoquées par les deux ex-dauphins de Dejouany, Jean-Marc Oury (10 milliards de F de pertes, avec la Compagnie immobilière Phénix) et Christian Pellerin à La Défense. Il s'associe dans ce but avec le groupe George V, de Bernard Arnault, dirigé par Michel Lefebvre (également au Siècle), un des rares promoteurs à avoir échappé à la faillite. Dans un second temps, il aura pour charge de véritablement mondialiser la société, engluée jusqu'au cou dans les affaires françaises. Ce « jeune prodige » (*L'Expansion*, 7 novembre 1994) a fondé et anime le Club des Quarante, un petit club très influent qui ne regroupaient que des hommes et les femmes d'influence de moins de quarante ans et se réunit une fois par mois à l'Hôtel Raphaël. Y figuraient notamment Éric Besson (Fondation Martine Aubry), Véronique Morali (numéro deux de Fimalac de Marc Ladreit de Lacharrière), Patricia Barbizet (Pinault), etc. Membre du Club des Cent, Messier préside aussi l'Eupegeum, une association influente d'anciens polytechniciens, ainsi que le Cercle de l'orchestre de Paris « un aimable piège à patrons ». Messier possède sans doute l'un des plus beaux carnets d'adresses de France. D'abord par le prestigieux conseil d'administration de la Générale des eaux, qui se composait en 1994 d'Ambroise Roux (Afep), Jean-Louis Beffa (Saint Gobain), Pierre Suard (Alcatel), René Thomas (BNP), Marc Viénot, Jacques Calvet (Peugeot), Loik le Floch-Prigent (Elf Aquitaine), Jacques-Henri Gougenheim. « À l'occasion de ses dix ans de

mariage, il a récemment organisé une réunion "intime" de 150 personnes où Nicolas Sarközy croisait Philippe Villin (*Le Figaro*), et Didier Pineau-Valencienne (Schneider), Jean Dromer (LVMH) et Jacques-Henri David (Générale des eaux). En un mot comme en cent, le gotha des affaires. Car il n'a pas rompu ces liens-là non plus. C'est lui qui a présenté Nicolas Bazire à Édouard Balladur, qui devait en faire son directeur de cabinet. Est-il besoin de préciser qu'il a toutes ses entrées à Matignon » (*Le Point*, 2 octobre 1993). « Dans la villa qu'il loue dans le Sud à Philippe Villin défile le Tout Midi qui compte. Même le patron du *Figaro*, qui sait de quoi il parle, en reste ahuri. Des relations d'autant plus précieuses que les alliances capitalistiques battent leur plein (*L'Expansion*, 30 juin 1994). » Repéré par Guy Dejouany durant les années 1990, il accompagne la Compagnie générale des eaux dans sa transformation en un conglomérat de la communication et le renomme Vivendi. Le groupe est alors présent dans la communication avec Havas, *Canal* + et SFR. En 2001, il s'installe à New York et commence à devenir l'homme à abattre pour la presse. En 2002, Vivendi déclare des pertes records. L'action s'effondre et emporte des milliers de petits actionnaires ainsi que la famille Bronfman. Sûr de lui, l'homme d'affaires décide de licencier Pierre Lescure, patron fondateur de *Canal* +. La révolte ne tarde pas à s'amplifier grâce à l'appui de Claude Bébéar, le fondateur d'AXA. En juillet 2002, le patron de Vivendi est forcé à la démission, laissant le groupe au bord de la banqueroute. Depuis 2005, Jean-Marie Messier dirige une entreprise de conseil en fusions acquisitions, Messier Partners. N'ayant rien renié, toujours aussi mégalomane et sans vergogne, ce prototype des pires « golden boys » des années 1980-1990, a effectué un retour médiatique en profitant de la crise financière mondiale de 1998, osant signer *Le Jour où le ciel nous est tombé sur la tête*, dans lequel il prétend apporter des solutions à la crise.

MESTRALLET Gérard. Président de société, né le 1er avril 1949 à Paris XVIIIe. Ce fils de petits commerçants gaullistes est diplômé de Sciences-Po Toulouse, polytechnicien, ingénieur de l'aviation civile et énarque (voie interne). Chef de bureau à la direction du Trésor (1982), il est devenu, la même année, conseiller technique du ministre de l'Économie et des Finances Jacques Delors, étant l'un des autres artisans de la « politique de rigueur » socialiste de 1983. Dès 1984, il « pantoufle » au sein de la Compagnie financière de Suez (il devait, aller à Paribas mais il y avait déjà trop d'énarques!), recruté par son président Jean Peyrelevade, assurant la délégation générale aux affaires industrielles (1986-1990), puis la direction générale adjointe (1991) de la Compagnie de Suez, accédant à la présidence en 1995 (avec le départ de Gérard Worms), puis PDG du Groupe Suez de 1995 à 1997. Il est également (ou a été) administrateur ou président de nombreuses sociétés ou filiales comme La Hénin, la Banque Indosuez, la Société générale de Belgique (où il succéda à Hervé de Carmoy), etc. En 1997, il est devenu, à la suite d'un rapprochement, président du directoire du groupe Suez-Lyonnaise des eaux (200 milliards de F de CA, 175000 salariés dans 120 pays), ayant été choisi, comme dauphin, par Jérôme Monod (ex-secrétaire général du RPR). En février 2006, le groupe Suez et Gaz de France annoncent leur fusion. Le nouvel ensemble sera dirigé par Gérard Mestrallet. Il appartient au Bilderberg group et assiste à la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos.

MESTRE Philippe. Préfet, né le 23 août 1927 à Talmont (Vendée). Administrateur de la France d'outre-mer, il fut attaché parlementaire de son oncle Pierre Olivier Lapie, secrétaire d'État SFIO, puis chef adjoint de secrétaire général de l'AEF (1951-1952), chef de district au Congo (1952-1957), directeur du cabinet du haut-commissaire de France au Congo (1957-1958) qui était alors Pierre Messmer. Dans la préfectorale à partir de 1958, il devient en août 1961 sous-préfet de Cassaigne, puis en octobre adjoint au directeur des affaires politiques et de l'information, chargé de l'information à la délégation générale en Algérie, conseiller technique de Pierre Messmer, ministre des Armées (1964-1969), puis de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre, de 1969 à 1971. Président de la mission interministérielle pour les rapatriés d'outre-mer en 1969, il devient, en 1971, préfet du Gers avant de retourner à Matignon

de novembre 1971 à mai 1973. Préfet de la Basse-Normandie en 1973, puis en 1976 de la région Pays de la Loire, ce gaulliste anti-chiraquien entre à Matignon en 1978 comme directeur du cabinet de Raymond Barre, dont il sera durant les dix ans qui vont suivre le plus proche collaborateur. Alors qu'il devait prendre la tête du Sdece (services secrets) en cas de réélection de Valéry Giscard d'Estaing, il réussit toutefois à se faire élire député UDF de Vendée en 1981. Il devient alors un des barons du groupe Hersant, comme PDG du quotidien *Presse-Océan* à partir de 1982 et administrateur du Syndicat de la presse quotidienne nationale. Conseiller municipal de La Roche-sur-Yon en 1983, cette « éminence-fer » (*Le Figaro*, 22 novembre 1986) de Barre devient délégué général adjoint des adhérents directs de l'UDF, membre du bureau politique, en 1984, et vice-président du Nouveau contrat social en 1985. « Homme de confiance, éminence grise, père Joseph, sergent recruteur du barrisme, tous ces qualificatifs rendent imparfaitement compte du rôle et surtout du caractère de celui qui servit trois premiers ministres » (*Les Barristes*). En 1986, il est réélu député (jusqu'en 1998), élu conseiller régional et premier vice-président du conseil régional des Pays de la Loire. Directeur de campagne de Raymond Barre pour la présidentielle de 1988, il rompt avec lui peu après, lui reprochant l'inconsistance de sa stratégie politique. Il a été ministre des Anciens combattants d'Édouard Balladur jusqu'en mai 1995. Ce catholique conservateur a publié un intéressant roman sur les guerres de Vendée, *Quand flambait le Bocage.*

MEUNIER Jean-Louis. Ingénieur, né le 14 novembre 1938 à Thouars (Deux-Sèvres). Ancien de l'École centrale des arts et des manufactures de Paris, il a débuté, en 1966, comme ingénieur attaché à la direction des bureaux de Paris à la compagnie d'assurances L'Union-Iard. Sous-directeur (1970), directeur adjoint des bureaux de Paris (1976), directeur des entreprises de l'UAP-Iard (1979), puis de 1988 à 1991, directeur général adjoint de l'UAP, il est, en 1991, directeur adjoint de l'UAP-Iard et de UAP-Vie et depuis 2000, président d'Assuratome.

MEYER Georges. Président de société, né le 21 septembre 1930 au Côteau (Loire), décédé le 8 septembre 1998. Cet ingénieur textile débute comme directeur des filatures Prouvost à Medellin (Colombie) de 1957 à 1964, puis devient administrateur (1965), vice-PDG, de 1970 à 1987, puis président du conseil d'administration, à partir de 1987, des Galeries Lafayette. Il est président du Palais de la nouveauté depuis 1970, et du nouveau groupe des Nouvelles galeries depuis 1991, ayant succédé à Maurice Lauré, après avoir lui racheté ses parts pour 1,3 milliard de F: il s'agit du quatrième groupe européen de grands magasins, avec 17 Galeries Lafayette, le BHV, 58 Uniprix, 99 Monoprix, 8 Super M et une demi-douzaine d'Inno (31,5 milliards de F de chiffre d'affaires en 1991). Se situant dans les cinquante premières fortunes françaises, il gagnait personnellement 2,6 millions de F en 1995, plus 6 millions de F de revenus de capitaux.

MEYER Jean-Claude. Banquier, né le 16 juin 1945 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Cet ancien de Saint-Louis de Gonzague, diplômé de l'IEP et licencié ès lettres et en droit, fut, de 1973 à 1976, chargé de mission à la Datar et membre du comité des investissements étrangers, avant d'entrer chez Lazard Frères comme sous-directeur. Il devient, en 1981, directeur adjoint, en 1984 directeur aux affaires internationales, puis sera gérant de 1986 à 1989. Il est depuis lors associé-gérant de Rothschild et Cie Banque, administrateur et vice chairman de Rothschild Europe BV (et Rothschild Italie, Espagne, Portugal), ainsi que membre de l'Advisory Committee de Rothschild Amérique du Nord. Président de l'association des Éditions du solstice, il siège au Conseil des administrateurs internationaux du musée Guggenheim de New York.

MEYER Philippe. Médecin, né le 4 mai 1933 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fils du médecin et professeur de médecine André Meyer et de Denise Lehman, ce brillant praticien s'est remarié, en secondes noces, le 21 mai 1982, avec Sylvie Pierre-Brossolette, journaliste et membre du Siècle. Professeur émérite à la faculté de médecine et de pharmacologie, il a occupé de multiples postes, a siégé dans de multiples jurys et appartient à diverses académies de médecine étrangères.

MICHEL Gilles. Directeur de société, né le 10 janvier 1956 à Marseille VIe (Bouches-du-Rhône). Passé par le collège Saint-Joseph d'Avignon, le lycée Thiers de Marseille, l'École nationale de la statistique et de l'administration économique et l'Institut d'études politiques de Paris, ce polytechnicien (1974) a débuté comme économiste industriel à la Banque mondiale à Washington (1982-1986), avant d'être chargé d'études chez Saint-Gobain, groupe dans lequel il terminera (2000-2001) comme président de la branche « céramiques et plastiques ». S'étant vu préférer Christian Streiff comme dauphin du PDG Jean-Louis Beffa, il passe alors chez PSA, comme directeur des plates-formes, des techniques et des achats. En 2007, il entre au directoire de PSA et devient directeur de la marque Citroën. À nouveau doublé, en 2006, par Christian Streiff, qui prend la tête du groupe PSA, en remplacement de Jean-Martin Folz, il rebondit en décembre 2008 lorsqu'il est propulsé par Nicolas Sarközy à la direction générale du Fonds stratégique d'investissement, fonds public, détenu par l'État et la Caisse des dépôts, qui investit dans les PME innovantes et les fleurons industriels stratégiques qui ne doivent pas passer dans des mains étrangères. Mais, fin 2010, il retourne dans l'industrie, comme dauphin de Gérard Buffière, directeur général d'Imerys, leader mondial des minéraux industriels, et en devient PDG l'année suivante.

MICHELIN Édouard. PDG de société, né le 13 août 1963 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), mort accidentellement le 26 mai 2006 au large de l'île de Sein. Il est le cinquième enfant et le quatrième fils du charismatique et secret François Michelin, qui hissa la firme clermontoise portant son nom (fondée en 1898) au premier (et parfois second) rang mondial des pneumatiques alors qu'elle n'était qu'au dixième rang lorsqu'il la reprit. En 2003 (classement *Nouvel économiste*), la fortune de la famille était la 15e de France, avec 1132 millions d'euros. Comme son père (qui s'est confié à Ivan Levaï et Yves Messarovitch dans *Et pourquoi pas ?*, Grasset, 1998), il est fortement imprégné par le catholicisme social. Son frère, Étienne Michelin, est entré dans les ordres (et il a marié Édouard) et lui-même est féru de théologie et de chant grégorien (il a appartenu au Chœur et orchestre des grandes écoles). « Vous ne verrez jamais l'héritier Michelin aller, comme Jean-Marie Messier, chez Ardisson ou aux Bains-Douches. Il a ce côté paysan, un peu rugueux, attaché à des valeurs comme le travail et l'honnêteté (*Le Nouvel observateur*). » Il est passé par l'école Massillion, le plus fameux collège catholique de Clermont-Ferrand, puis par Sainte-Geneviève de Versailles. Il a effectué son service comme officier chef de quart d'un sous-marin nucléaire. Ingénieur de l'École centrale des arts et manufactures (1987), ce père de famille nombreuse (cinq enfants) a occupé, à partir de 1985, des responsabilités, au sein du groupe familial, dans les domaines de la recherche, de la production et du commerce, de manière à être suffisamment armé lorsqu'il en prendrait la tête. Chef de fabrication de l'usine du Puy-en-Velay, il est appelé à la gérance en 1991 (où siègent son père et René Zingraff). Le système de commandite (qui donne tout pouvoir à la famille et aux associés) leur a toujours permis de dissimuler le montant de leur participation, les estimations évoluant entre 10 et 40 % des actions. Responsable des usines Michelin et de la distribution des pneumatiques poids lourds aux États-Unis de 1991 à 1993 (sous la houlette de Georges Ghosn, passé ensuite chez Renault), il pilote la réorganisation du groupe à partir de 1996 (qui s'aligne alors sur les normes et les structures des grandes multinationales). Il est confirmé au poste de PDG en juin 1999, lorsque son père prend sa retraite à 76 ans, devenant alors le plus jeune des grands patrons français du CAC 40. Quelques semaines plus tard, il provoque « l'affaire Michelin », le groupe annonçant dans le même temps une croissance de 20 % du bénéfice semestriel et une réduction des effectifs de 10 % en Europe sur trois ans. À la suite de quoi, l'entreprise se décida à communiquer, prenant comme agence-conseil Publicis et engageant pour sa communication, le directeur de la communication de La Poste, Jacques Jordan. Il a par ailleurs abandonné certaines vieilles habitudes de l'entreprise : jusqu'en 1998, les feuilles de paie comportaient la mention « prix payé par le client pour votre travail ».

MICOULEAU Philippe. Directeur de société, né le 12 décembre 1951 à Talence (Gironde). Passé par Louis-le-Grand et HEC, il a effectué toute sa carrière dans la communication (après avoir créé sa propre société, Didaction, cabinet conseil en formation et organisation auprès des PME), d'abord chez Havas, qu'il rejoint, en 1975, comme attaché au directeur général d'Eurocom. Directeur du marketing d'Information et publicité de 1977 à 1979, il sera directeur d'Havas International média (1983-1985), directeur des services artistiques de *RTL* (1985), directeur général d'Interdeco, filiale d'Hachette de 1988 à 1990, directeur général de la régie publicitaire des *Échos* (1991-1993), puis directeur général du Groupe Desfossés international, d'Agefi et de *La Tribune Desfossés*. En 1994, il rachète à Bernard Arnault L'Agefi, l'une des principales agences d'informations financières françaises, qui publie le quotidien du même nom (qui se trouvait alors en difficulté). Depuis 1995, il est vice-président du Syndicat de la presse parisienne. PDG de *L'Agefi* jusqu'en 2005, il est président d'Ecomatin SAS depuis 2006.

MIGAUD Didier. Juriste, né le 6 juin 1952 à Tours (Indre-et-Loire). Fils de notaire, il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon et licencié en droit public. Chargé de mission dès 1976 puis directeur de cabinet (1978-1985) du président socialiste du conseil général de l'Isère, Louis Mermaz, il fut conseiller du président de l'Assemblée nationale Henri Emmanuelli en 1985-1986, puis chargé de mission auprès du médiateur de la République. Conseiller régional Rhône-Alpes de 1986 à 1988 et conseiller général de 1988 à 2001, il fut premier secrétaire de la fédération socialiste de l'Isère du Parti socialiste de 1980 à 1990. Élu député en juin 1988, il a été systématiquement réélu depuis lors dans la 4e circonscription de l'Isère. Membre de la commission des finances, il en sera le rapporteur général de 1997 à 2002. Il est également maire de Seyssins depuis 1995 (réélu en mars 2008) et a présidé l'Association nationale des élus de la montagne (1996-1998). Questeur de l'Assemblée nationale de 2002 à 2007, ce franc-maçon est réélu, en juin 2007, avec 62,7 %. Il obtient, en accord avec l'Élysée, la présidence de la Commission des finances (à l'unanimité des votants). En 2010, il succède à Philippe Séguin comme premier président de la Cour des comptes.

MIGNON Emmanuelle. Membre du Conseil d'État, née le 26 avril 1968. Ancienne de Sainte-Marie de Neuilly et de l'Ipesup, cette diplômée de l'Essec et de Sciences-Po Paris est sortie major de la promotion *René Char*d (1995) de l'Ena. Issue d'une famille catholique mais non pratiquante, elle eut une révélation à quinze ans, à la suite d'une rencontre avec une religieuse. Cette catholique pratiquante fut également commissaire nationale des Scouts unitaires de France et commença une licence de théologie. Son aumônier était le père dominicain Philippe Verdin, qu'elle présentera à Nicolas Sarközy, dont sera tiré un livre d'entretiens, *La République, les religions, l'espérance* (Cerf). On lui prête d'en avoir rédigé l'essentiel. Ayant choisi le Conseil d'État, elle est devenue maître des requêtes en 1998. Coresponsable du centre de coordination et de documentation du Conseil d'État, elle a enseigné à Sciences-Po et à l'Essec Se situant clairement à droite, elle fut recrutée par Nicolas Sarközy, en 2002, lorsqu'il devint ministre de l'Intérieur, devenant son conseiller juridique (sur recommandation de Renaud Denoix de Saint-Marc), mais écrivant en réalité la plupart de ses discours. Elle le suivra, au même poste, au ministère des Finances, tout en étant de concert au cabinet de Christian Jacob. Elle retourne alors à l'Intérieur, où elle s'impose comme l'un des principaux membres du cabinet. Directrice des études à l'UMP à partir de décembre 2004, Mignon sera la « tête chercheuse » du parti présidentiel, sélectionnant les futurs experts de Nicolas Sarközy. Dès son élection, ce dernier en fait sa directrice de cabinet, même si son rôle a été un peu éclipsé par Claude Guéant et Henri Guaino. C'est elle, et non Guaino, qui a rédigé le discours du Latran du président de la République. On lui doit (février 2008) l'aussi traumatisante que curieuse idée de faire étudier la vie d'un enfant juif persécuté durant l'Occupation par les écoliers français en CM2. Elle faillit perdre, en avril 2008, son poste pour avoir recommandé la dissolution de la Milivudes, l'organisme de lutte contre les sectes. En 2010, elle quitte l'Élysée, faute de perspectives intéressantes, pour rejoindre, comme secrétaire générale, le groupe EuropaCorp du cinéaste Luc Besson.

MIGNON Laurent. Dirigeant de banque, né le 28 décembre 1963 à Paris XVIe. Il est le fils de François-Charles Mignon, médecin, et de Marie-Christine Reynaud. Il a épousé, le 7 septembre 1991, Laurence Bonnet (trois enfants: Marie, Thomas, Arthur). Passé par les lycées Saint-Jean de Passy et Carnot à Paris, ce diplômé de HEC et du Stanford Executive Program a commencé sa carrière avec son ami Guillaume de Saint-Seine à la banque Indosuez comme cambiste sur options (1986-1987), puis a poursuivi comme responsable de l'activité options de taux devises (1988-1990), fondé de pouvoir à la division des participations (1990-1993), puis sous-directeur de la Financière Indosuez (1993-1996). Après avoir brièvement rejoint la banque Schroders à Londres comme directeur adjoint, il devient, en 1997, via Antoine Jeancourt-Galignani (connu chez Indosuez), directeur financier des Assurances générales de France (AGF) et membre du comité exécutif l'année suivante. Il y fut successivement directeur général adjoint chargé des activités de réassurance et d'assurance financière (1998-2001), directeur général adjoint chargé des directions de la stratégie et du contrôle de gestion, de la comptabilité, de la fiscalité, du *corporate finance*, de la réassurance, de l'assurance crédit et des assurances financières (2001-2003) et parallèlement président d'AGF Assurances financières (2001-2007). En 2002, il y fut également responsable de l'*asset management* et de l'immobilier. Président du conseil de surveillance d'AGF Asset Management (2002-2006), PDG de Banque AGF (2003-2006) et directeur général, responsable des activités vie et service financier et des activités assurance-crédit des AGF (2003-2006), il fut aussi vice-président (2003-2004) puis président du conseil de surveillance de W Finance (2004-2006), vice-président du conseil de surveillance d'Euler Hermes (2003-2006), vice-président de Worms & Cie (2004-2005) et membre du comité consultatif d'AGF Private Equity pour son activité capital-risque (2004-2007). Entre 2006 et 2007, il fut directeur général délégué des AGF, responsable d'AGF France et président du comité exécutif des AGF. En 2007, il rejoignit la banque Oddo & Cie en tant qu'associé gérant puis devint, en 2008, associé commandité d'Oddo & Cie et président du conseil de surveillance d'Oddo Corporate Finance. Administrateur d'Arkema depuis 2006, de Sequana depuis 2007 et *independant director* de Lazard Ltd depuis 2009, Laurent Mignon est, depuis cette même année directeur général de Natixis et membre du comité général et du comité exécutif de sa maison mère, BPCE. En 2012, ce membre du Club 40 et de l'Automobile Club de France a également pris la présidence du conseil d'administration de la Coface en remplacement de François David.

MILLER Axel. Banquier, né le 20 février 1955 à Bruxelles (Belgique). Fil d'un biochimiste et d'une chimiste, il est licencié en droit de l'Université libre de Bruxelles. Il a effectué sa carrière aux cabinets d'avocat Simon & Simon (1987-1990), Davis Polk & Wardwell à New York (1990-1991), puis Stibbe Simont Monahan Duhot à Bruxelles (1992-1999) et Clifford Chance (1999-2001). Ce virtuose des fusions acquisitions abandonne alors le milieu des avocats d'affaires pour rejoindre le groupe Dexia, issu du rapprochement du Crédit communal de Belgique et du Crédit local de France, comme membre du comité exécutif (2001-2008), administrateur délégué et président du comité de direction de Dexia Banque Belgique (2003-2006).

MILLET Pierre. Administrateur civil, né le 11 avril 1922 à Saint-Maurice (Val-de-Marne). Docteur en droit et ancien de Sciences-Po, cet énarque (1947) en est sorti comme administrateur civil au ministère des Finances. Sous-directeur de l'Institut international des brevets (1952-1954), il dirigera ensuite la conjoncture (1958-1960) avant d'occuper des fonctions à Bruxelles. Vice-président délégué de l'Union des industries chimiques (1966-1971) puis Directeur général de la Seita (1972-1977), il devint trésorier-payeur général de la Seine-Maritime en 1978.

MILLIER Jean. Ingénieur, né le 28 juin 1917 à Paris XVIIIe. Cet X-Ponts fut, de 1943 à 1945, ingénieur des ponts et chaussées à Limoges, puis de 1946 à 1961 en Côte d'Ivoire, où il devient, en 1951, directeur du port d'Abidjan, en 1952 directeur des travaux publics de la Côte d'Ivoire. Député de ce pays en 1957-1959, il en sera de 1957 à 1961 le ministre des Travaux publics. Directeur en 1961 de la section études, plans et programmes au district de la région de Paris, il devient, en 1965, directeur général de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne, au moment où l'Ile-de-France connaît sa mutation, avec un immense développement urbanistique et démographique (villes nouvelles, etc.). Directeur régional de l'équipement pour la région parisienne à partir de 1966, il sera, de 1969 à 1977, le PDG de l'Établissement public pour l'aménagement de La Défense, assurant, de 1970 à 1985, la présidence de la Société des autoroutes du sud de la France. Il préside également, de 1972 à 1986, l'association Architecture et Construction, de 1975 à 1986 l'association Qualitel, et, de 1977 à 1980, la présidence du Centre Georges Pompidou. Il préside aussi la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (1982-1988), le Plan construction, Mécenart (1982-1991), l'Union des sociétés d'autoroutes à péage (1982-1992), et l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (1984-1992), tout en étant administrateur de la Caisse des dépôts développement (C3D) de 1983 à 1993.

MILLON Charles. Conseiller juridique, né le 12 novembre 1945 à Belley (Ain). Licencié et diplômé d'études supérieures en sciences économiques, il est issu d'une famille nettement à droite, tout comme celle de sa femme, Chantal Delsol, proche des milieux monarchistes et contre-révolutionnaires (L'Astrolabe, Cercle Renaissance, etc.). Devenu maire de Belley en 1978 et député UDF-PR de l'Ain la même année, ce giscardien a été systématiquement réélu depuis lors, adoptant une ligne de plus en plus centriste. Membre du bureau politique du Parti républicain depuis 1984, il sera, de 1986 à 1988, vice-président de l'Assemblée nationale. Il s'engage alors en faveur de Raymond Barre (qui lui cédera la présidence de son réseau, la Convention libérale européenne et sociale, en 1995) puis devient président du Conseil régional Rhône-Alpes. Président du groupe UDF de l'Assemblée nationale à partir de 1989, cet ex-ami de Philippe de Villiers, avec qui il s'est fâché en raison de ses positions très pro-Maastricht, a envisagé de se présenter à l'élection présidentielle de 1995 avant de prendre position en faveur de Jacques Chirac, à la différence de la majorité de l'UDF et du PR qui devait soutenir Édouard Balladur. Cela lui a permis d'être remercié par un poste de ministre de la Défense, alors même qu'il n'avait jamais porté l'uniforme. Il a été chargé par Jacques Chirac d'organiser l'abandon de la conscription au profit d'une armée de métier professionnalisée. En 1996, il a soutenu Alain Madelin pour la présidence de l'UDF. En 1999, il perd la présidence du conseil régional à la suite d'un retournement d'alliance, après son alliance avec le Front national. Il lancera La Droite et tentera en vain de reprendre à la gauche la mairie de Lyon en 2002. Trahi par ses amis, attaqué par l'UMP, il est battu aux élections sénatoriales de 2008. En septembre 2003, Jacques Chirac le recasera comme ambassadeur auprès de la FAO à Rome.

MINC Alain. Inspecteur des Finances, né le 15 avril 1949 à Paris XIXe. Il est le fils d'une famille de russo/polonais yiddishisants de Brest-Litovsk (la ville natale de Menahem Begin). Ses deux parents, militants du Parti communiste polonais, furent envoyés en France par l'Internationale communiste en 1931 (Josef Minc, son père, chirurgien-dentiste, fonda *Naïe Presse*, le journal en langue yiddish du PCF, et fut un responsable des FTP-MOI). Cet ingénieur des mines et major de l'Ena (il était alors de gauche et s'affirme aujourd'hui « libéral de gauche »), inspecteur des Finances, se fit connaître très jeune du grand public en cosignant avec le très influent Simon Nora le fameux rapport sur la télématique et l'informatisation de la société français. En 1979, il entre à 29 ans comme directeur des services financiers de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, ayant été repéré par Roger Fauroux, puis sera de 1982 à 1984 son directeur financier avant d'être exilé après les échecs de rachat de la Générale des Eaux et de reprise de Bull comme directeur de la Compagnie de Saint-Gobain et PDG de Cochery et de Bourdin et Causse (1984-1986). Il rebondit au groupe de Carlo De Benedetti en 1986, où il sera vice-président de CIR International, administrateur directeur général (1986), puis vice-PDG de Cerus (voir *Alain Minc : le funambule à compte d'autrui* in *Les Socialo-capitalistes, portrait et*

LE SIÈCLE

métamorphoses des élites roses, de Renaud de La Baume, Albin Michel, 1993). Après avoir quitté (avec 7 millions de F d'honoraires d'indemnités) le groupe sur des résultats désastreux (6 milliards de F de pertes selon Michel Cicurel, avec la reprise ratée des Presses de la Cité puis de la Société générale de Belgique et le rachat de la banque Duménil-Leblé, l'action passant sous Alain Minc de 449 F à 62 F), ce donneur de leçons préside, à partir de 1991, AM Conseil (société installée dans les locaux d'Yves-Saint-Laurent, 11,5 millions de F de chiffre d'affaires et 5,9 millions de F de bénéfices après impôts en 1994), destinée à prodiguer des conseils éclairés aux chefs d'entreprise ou banquiers. Il sera, à partir de 1985, président de la très influente Société des lecteurs du *Monde*, et de 1994 président du conseil de surveillance de *Le Monde* SA (où il a été le maître d'œuvre de l'ascension des deux derniers directeurs et de l'entrée de nouveaux actionnaires). Auteur de nombreux ouvrages sur l'économie et l'évolution de la société (« l'homme qui écrit plus vite que son ombre » selon *Capital*, janvier 1995), il a très largement été à l'origine du lancement de la Fondation Saint-Simon, ce qui lui a valu d'être donné par Jacques Chirac, durant sa campagne électorale, comme exemple de la « pensée unique » et de l'ignorance des besoins réels des Français (voir *L'Esprit libre*, juillet 1995, et *Le Magazine de Libération*, 11 mars 1995). Il passe d'ailleurs pour avoir tenté de donner au *Monde* une orientation pro balladurienne (cf. notamment *Vu de gauche*, 24 mars 1995). Il fut par ailleurs le maître d'œuvre d'un rapport à la mode du Commissariat général au Plan demandé par Édouard Balladur, *La France de l'an 2000* (Documentation française, 1995), et se posera comme la « tête de pont » du réseau Balladur (c'est le Premier ministre qui lui remettra personnellement la Légion d'honneur à Matignon lors d'une cérémonie privée) chez les intellectuels (il espérait le poste de ministre de l'Éducation nationale en cas d'élection de ce dernier) : Bernard-Henry Lévy, Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean-Paul Enthoven, Dominique Schnapper, etc. Ayant toujours eu l'obsession d'être reconnu comme « conseiller du prince », il est actuellement un des cinq « intellectuels » les plus recherchés pour leurs conseils par la classe politique (pour la démolition de son discours et ses approximations, voir *« Peut-on avoir raison contre Alain Minc ? », Le Banquier*, 1995). « L'homme des réseaux, c'est lui. Faire se rencontrer deux stars du milieu des affaires, réaliser en un temps record un montage financier pour une acquisition d'envergure, monter un tour de table de 300 millions de F, etc. : pas de doute, Alain Minc est l'homme de la situation. Le parcours de ce météore, directeur financier de Saint-Gobain à 29 ans, essayiste à succès à peu près au même âge, confirme ce que toutes les enquêtes approfondies sur la structure du pouvoir en France ont révélé : lorsqu'on n'est pas un héritier, l'ascension sociale passe par l'inspection des Finances (...) La règle d'or de l'Inspection, Minc ne l'oubliera jamais : se serrer les coudes, défendre les postes "naturellement" dévolus à un inspecteur, élargir les espaces de pouvoir du réseau (...) Le vrai talent de Minc est de s'être servi de ce réseau à la puissance inégalée pour en construire un autre, très personnel mais fort efficace (...) Il est aussi président du conseil de surveillance du Monde, où il a mis les pieds en 1985, appelé par... Roger Fauroux » (*L'Événement du jeudi*, 25 juillet 1996). Ce président de l'Association des amis de la Fondation Agir contre l'exclusion de Martine Aubry, il va connaître un revers de médaille quand le journal *Le Monde* va rencontrer des difficultés et son PDG, Jean-Marie Colombani, mis en cause. Il est désavoué en 2007 par un vote négatif de la société des rédacteurs du *Monde* à l'issue duquel il n'a pas obtenu la majorité des voix nécessaires à sa reconduction. Par ailleurs, il présente l'émission « Face à : Alain Minc » sur *Direct 8*. Condamné le 28 novembre 2001 pour plagiat, l'auteur de *La mondialisation heureuse* (1997) est pourtant élevé au rang d'officier de la Légion d'honneur six mois plus tard. Ex-trésorier de la Fondation Saint-Simon, il a épousé toutes les causes qui pouvaient le servir. Conseiller des plus grands patrons français, « visiteur du soir » de l'Élysée avec Nicolas Sarközy, (qui le consulte très régulièrement et lui a confié de multiples missions, soit officielles, soit dans l'ombre) il a conservé l'essentiel de ses pouvoirs d'influence alors qu'il avait été présenté par Jacques Chirac comme l'archétype et la caricature des tenants de la « pensée unique ».

MION Frédéric. Conseiller d'État, né le 30 août 1969 à Montpellier (Hérault). Fils d'un professeur de médecine, Henri Mion, et d'un pharmacien, Claude Durand, il est le benjamin d'une famille de cinq enfants et le seul à avoir rejoint la capitale. Passé par le lycée Mas de Tesse à Montpellier et le lycée Henri IV à Paris, il a intégré l'École normale supérieure, et enchaîné avec Sciences-Po Paris, l'université de Princeton et l'Ena (promotion Victor Schoelcher, 1994-1996) dont il est sorti major. Auditeur (1996-1999), puis maître des requêtes au Conseil d'État (1999-2000), il est dès cette époque en rapports étroits avec Richard Descoings comme le rapporte *Le Monde* (3 mars 2013) dans une scène assez surréaliste. En 1996, lors d'une réunion des chargés de mission de Sciences-Po Paris, son directeur Richard Descoings introduit un jeune inconnu : « Je vous présente Frédéric Mion. Il vient du Conseil d'État. Il est normalien, diplômé de Sciences-Po, énarque... Alors vous voyez à quoi vous pouvez vous attendre... » Le jeune énarque dirigera pendant deux ans la section service public et la préparation à l'Ena de Sciences-Po Paris. C'est à la même époque qu'il sera le rapporteur de la commission dirigée par Jacques Attali sur la réforme de l'enseignement supérieur. Depuis lors, les deux hommes sont liés. Il a appartenu au cabinet du ministre PS de l'Éducation nationale Jack Lang (2000-2001) comme conseiller technique en charge des dossiers budgétaires, en profitant pour se lier avec Ali Baddou (qu'il retrouvera à *Canal* +), plume de Jack Lang et longtemps compagnon de Mazarine Pingeot-Mitterrand. Il poursuit ensuite comme directeur adjoint du directeur général de l'administration publique (2002-2003). Comme tant d'autres énarques, il quitte l'administration publique pour basculer vers le privé plus lucratif, d'abord comme avocat d'affaires chez le Britannique Allen & Overy LLP (counsel au département « droit public et environnement » à partir de 2003 puis associé à partir de 2005) puis est recruté, en 2007, par Bertrand Méheut, président de *Canal* +, comme secrétaire général, devenant un personnage incontournable de l'entertainment. Ce célibataire apparaît comme très gay-friendly : en général d'une prudence rare, ce spécialiste chevronné en matière de droit public a tenu à apparaître, en mai 2011, comme cofondateur de l'association Isota, qui veut dire « égalité des droits » en grec ancien, « association dont la vocation est de faire appliquer le principe d'égalité protégé par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen », ce qui correspond en réalité au futur mariage homosexuel, à l'adoption par les paires de même sexe, etc. C'est au terme d'une série de coups fourrés et d'un véritable putsch orchestré par les proches de feu Richard Descoings qu'il sera propulsé à la direction de l'Institut d'études politiques le 1er mars 2013, alors que ses profils ne correspondant en rien aux critères retenus (voir *Faits & Documents* n° 353, qui publie une chronologie détaillée). Comme l'expliquera l'un des trois finalistes, Louis Vogel, président de l'université Panthéon-Assas ainsi que de la Conférence des présidents d'université : « Sciences-Po a affirmé au départ que le profil recherché était celui d'un universitaire. En plaçant à la tête un haut fonctionnaire, ma candidature n'a plus lieu d'être. »

MIQUEL Jean-Pierre. Directeur de théâtre, né le 22 janvier 1937 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), décédé le 22 février 2003. À l'Université, il dirige pendant six ans le groupe de théâtre antique de la Sorbonne, puis crée dans la petite salle du théâtre Récamier des pièces de jeunes auteurs. En 1971, il devient l'adjoint de Pierre Dux, chargé de la programmation de l'Odéon. Dès la fin de l'année, il engage une collaboration fructueuse avec la Comédie française, puis s'occupe de la promotion de nouveaux auteurs. Quand l'Odéon est donné à la Comédie française, il en démissionne et prend la tête du Centre dramatique national de Reims. Professeur au Conservatoire national d'art dramatique, dont Jack Lang lui confie la direction en 1983, il réalise des spectacles dans diverses salles, notamment *Théâtre 13* dans l'arrondissement de Jacques Toubon au théâtre Montparnasse et à l'Opéra Bastille. De 1993 à 2001, il sera administrateur général (c'est-à-dire directeur) de la Comédie française.

MIRABAUD Pierre. Préfet, né le 7 février 1948 à Boulogne (Hauts-de-Seine). Fils d'un directeur de société, ce protestant a épousé Nobouko Ede en 1971. Passé par Sainte-Croix de Neuilly, ce licencié en droit est également un ancien élève de l'Institut d'études politiques de

Paris. Issu de la promotion *Charles De Gaulle* de l'Ena (1970-1972), il a été chef de cabinet du giscardien Jean-Philippe Deniau, ministre au Commerce extérieur (1979-1980) puis des Réformes administratives (1980-1981). Il entre alors au Crédit Agricole où il deviendra secrétaire général du fonds de garantie des caisses régionales (1982-1985). Chef du cabinet civil du ministre de la défense André Giraud (1986-1988), il devient secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime (1988-1993) puis préfet de la Corrèze (1993-1996), un département cher au nouveau président de la République Jacques Chirac. Préfet de Vendée (1996-1998) et du Val-de-Marne (2000-2002) puis de la région Picardie (2002-2004), il a été délégué général à l'Aménagement du territoire de 2004 à 2006

MISTRAL Jacques. Universitaire, né le 22 septembre 1947 à Toulouse (Haute-Garonne). Ce polytechnicien, agrégé de droit et de sciences économiques, sera successivement chargé de mission à la direction de la prévision (1970-1977), professeur à l'université des Antilles (1978) et de Paris Nord (1979-1981). Il devient alors directeur adjoint de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique avant d'entrer en mai 1988 au cabinet de Michel Rocard à Matignon, où il sera successivement chargé de mission, conseiller technique (octobre 1989), puis conseiller pour les affaires économiques (1989-mai 1991). En 1992, il rejoint le groupe d'assurances Axa pour y créer une direction scientifique. Depuis 1993, il est directeur général d'Axa marine aviation transport. Il appartient également à la commission des comptes et des budgets économiques de la Nation et au conseil du CEPII (dépendant du Plan). D'août 2001 à août 2006, il a été ministre conseiller financier à l'ambassade de France à Washington et chercheur au Kennedy School Government, université de Harvard, pendant l'année universitaire 2005-2006. Professeur d'économie au CNAM, il est directeur des études économiques à l'Institut français des relations internationales et membre du Conseil d'analyse économique.

MITAL Christine (née RIBOUD, épouse). Journaliste, née le 24 avril 1946 à Lyon (Rhône), décédée le 26 janvier 2006. Diplômée de Sciences-Po, licenciée en histoire-géographie et titulaire d'un master de journalisme à Stanford, elle a débuté sa carrière au service étranger de *France-Soir* avant de rejoindre l'hebdomadaire *Les Informations*, puis, en 1976, le service social du *Nouvel économiste*. Elle entre à *L'Expansion* en 1979, où elle devient, en 1986, grand reporter. Elle sera responsable du supplément entreprise du *Monde*, puis rédactrice en chef du service économique du *Nouvel observateur*. Elle était la fille d'Antoine Riboud, PDG de BSN puis de Danone, et avait épousé Gérard Mital, qui fut directeur général du département distribution de l'UGC avant de devenir PDG de Gérard Mital Productions.

MITAL Gérard. Ingénieur, né le 30 novembre 1944 à Lyon (Rhône). Diplômé de Stanford, ce polytechnicien a été directeur commercial de la branche verre plat de BSN, directeur International de Gaumont, puis directeur de Gérard Mital Productions.

MITTAINE Jean. Directeur de société, né le 7 décembre 1914 à Replonges (Ain). Cet X-Mines a effectué l'essentiel de sa carrière à la Société des caves et des producteurs réunis de Roquefort. Il a été administrateur directeur général de la Société auxiliaire de l'agriculture et de l'industrie du sud-ouest ainsi que conseiller du commerce extérieur à partir de 1956.

MITTERRAND Jacques. Militaire, né le 21 mai 1918 à Angoulême (Charente), décédé le 21 octobre 2009. Frère de François Mitterrand (dont il n'a jamais partagé les convictions politiques), il fut élève à Saint-Cyr (1937-1939), rejoignant ensuite l'armée de l'Air. Après les campagnes de l'Atlantique, d'Italie, de France et d'Allemagne (1942-1945) puis d'Algérie (1958-1959), il fera partie des promoteurs d'une force nucléaire française. Membre de 1961 à 1964 de la délégation française au groupe permanent de l'Otan à Washington (où il se fera remarquer en envoyant des colis au général Challe en prison), il est, de 1965 à 1967, commandant adjoint des forces aériennes stratégiques. Sous-chef d'état-major des armées de 1968 à 1970, général de division aérienne en 1969,

commandant des forces aériennes stratégiques de 1970 à 1972, et membre du Conseil supérieur de l'air (1970-1975), il retourne au civil en 1975, comme conseiller auprès de l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique. PDG de l'Aérospatiale de 1975 à 1983, et président des industries françaises aéronautiques et spatiales de 1981 à 1985, il a également présidé l'Association européenne des constructeurs de matériel. Président de l'Office général de l'Air de 1984 à 1993, il a également été administrateur d'Intertechnique, de Turboméca, de Hurel Dubois et de Labinal, ainsi que du Groupement de gestion privé, une discrète mais puissante société de portefeuille qu'on a retrouvée dans nombre d'opérations boursières extrêmement profitables. Il avait rejoint en octobre 1996 le mouvement de Philippe de Villiers.

MIYET Bernard. Diplomate, né le 16 décembre 1946 à Bourg-de-Péage (Drôme). Cet ancien de l'IEP de Grenoble et de l'Ena est un des rares hauts fonctionnaires issus authentiquement d'un milieu ouvrier, dont il lui reste une certaine indépendance d'esprit (qui lui a été évidemment dommageable dans un univers conformiste). Membre du Parti socialiste jusqu'en 1983, il entre en 1976 à la direction des affaires politiques du Quai d'Orsay (Nations Unies et organisations internationales), puis sera à partir d'août 1979 premier secrétaire à la mission permanente française auprès de l'ONU et des organisations internationales à Genève. Nommé conseiller des Affaires étrangères en novembre 1980, il dirige de 1981 à 1983 le cabinet de Georges Fillioud, ministre de la Communication, isérois comme lui, qu'il connaît depuis quelques années. Figurant à ce titre parmi les principaux parrains de *Canal +*, il est remercié en 1983 par un poste de PDG de la Sofirad, qu'il devra quitter en décembre 1984, n'ayant pas été assez souple vis-à-vis des directives de l'Élysée et de Laurent Fabius. Il participe alors, en 1985, à la demande de Jean Riboud puis de Jérôme Seydoux, à la préparation de la cinquième chaîne de télévision (dont il refusera d'être le premier directeur général, jugeant qu'il n'aurait pas les coudées assez franches). Consul général de France à Los Angeles durant la première cohabitation, il devient, au retour de la gauche, directeur général adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques, chargé du projet Eurêka audiovisuel, poste qu'il occupe de 1988 à 1991, ainsi que chargé de la direction de la communication en 1989. Il est ensuite ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'ONU à Genève, de 1991 à 1993 (remplaçant Jean-David Levitte, futur sherpa de Jacques Chirac), et ambassadeur itinérant pour la partie audiovisuelle du GATT d'août à décembre 1993. Il devient, en 1994, ambassadeur représentant de la France aux négociations de Vienne sur les forces armées classiques et les mesures de confiance et de sécurité en Europe. Il est ou a été administrateur de nombreuses sociétés d'audiovisuel dont *Europe 1* Communication, *Radio des Vallées*, *Sud-Radio-Services*, *Technisonor*, *Somera*, *Régie Française de Publicité*, *Télé Monte-Carlo*, *Compagnie Libanaise de Télévision*, et vice-président de *Radio Monte-Carlo*. Il a été détaché auprès de l'ONU comme secrétaire général adjoint au maintien de la paix (1997-2000) puis fut président du directoire de la Sacem à partir de 2001.

MOATI Serge (Henri, dit). Réalisateur, né le 17 août 1946 à Tunis (Tunisie). Il est le fils d'Odette Scemama et de Serge Moati, responsable de la Fédération socialiste de Tunisie, journaliste à *Tunis socialiste* et au *Populaire* de Léon Blum. Notable franc-maçon, il fut vénérable d'une loge de Tunis de la Grande Loge de France. Il aurait été déporté en Allemagne, puis libéré inexplicablement, et aurait participé à la *Libération* de Paris. Favorable à l'indépendance, il cacha le nationaliste Bourguiba dans sa maison. Son frère fut correspondant du *Monde* et de *France Inter* en Israël. Son fils (qui a repris son prénom en hommage à son père, décédé lorsqu'il avait onze ans) se considère comme « juif non-croyant ». « J'ai toujours eu, face au judaïsme, une mémoire parcellisée, fragmentaire, des "à-coups". Et puis le plus souvent, j'ai ressenti une absence de mémoire. Comme de nombreux juifs tunisiens de ma génération et du même milieu, j'ai été très tôt coupé de mes racines, des textes fondateurs. Absence terrifiante de traces, fragments disparates (*Cahiers de l'Alliance israélite universelle*, juillet 2000). » Ce qui l'a conduit à finalement multiplier les films et documentaires sur Israël et la diaspora juive. Il a quitté l'école à 17 ans. Il a appartenu

pendant une quinzaine d'années à la loge Les Trois anneaux de la Grande Loge nationale française dont il sera Vénérable Maître en 1975 et 1976 (il s'en éloigne après 1981, étant trop sollicité par des « frères » recherchant un emploi, selon *Le Point* du 29 janvier 2004). De son expérience (non révélée), il tirera un vrai film de propagande, *Voyage au pays des francs-maçons* (1989). Il a épousé en secondes noces Sophie Gourdon, fille d'Alain Gourdon, esprit libre, socialiste et franc-maçon haut gradé qui fut notamment conservateur de la Bibliothèque nationale de France. Ayant débuté comme assistant-réalisateur en 1996 pour la télévision scolaire au Niger, cet autodidacte rejoint la France en 1968, devenant réalisateur de télévision (notamment à *Cinq colonnes à la une* grâce à Pierre Dumayet). En 1970, il réalise *Le Sagouin*, meilleur film d'expression française, puis, en 1975, *Le Pain noir* (une série particulièrement manichéenne). Militant socialiste, sa carrière connaît une accélération fulgurante à l'arrivée de la gauche au pouvoir, d'autant que c'est lui qui est chargé de filmer la cérémonie d'investiture de François Mitterrand (dont il était le conseiller audiovisuel au PS) au Panthéon. Propulsé dès août 1981 directeur des programmes de *FR3*, il sera ensuite directeur général (1982-1985) de cette chaîne d'État. Auteur de multiples films, documentaires, téléfilms et séries, il a reçu le 7 d'or du meilleur téléfilm en 1988 pour *La Croisade des enfants* et le 7 d'or du meilleur documentaire en 1991 pour *La Prise de l'Hôtel de Ville*. En 1989, il sera chargé d'assurer la « mémoire audiovisuelle » du Bicentenaire de la Révolution. Depuis 1993, il est PDG de la société de production Image & Compagnie (revendue en 1998 au groupe Hachette) tout en animant également l'émission *Ripostes* sur France 5. Il a signé divers ouvrages comme *La Haine antisémite* (1991). Bien que très critique vis-à-vis du Front national, il a toujours refusé de diaboliser Jean-Marie Le Pen et ses électeurs « Je déteste que l'on diabolise les électeurs de Le Pen. On n'a pas le droit de dire que 18 % des électeurs sont antisémites ou nazis... C'est se foutre de la gueule des gens et avoir peu de foi dans la démocratie »). Ce qui l'a conduit à réaliser un « bloc-notes » quotidien filmé pour *France 3* sur le président du Front national ce dernier ayant donné son aval, durant l'élection présidentielle de 2002 (devenu le film *Le Pen, vous et moi*, beaucoup plus contestable que ses émissions quotidiennes).

MOINE Gérard. Administrateur civil, né le 8 septembre 1945 à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), décédé par noyade en août 2000. Diplômé de Sciences-Po Paris et ancien élève de l'Ena, ce fils d'instituteurs et petit-fils d'agriculteur a effectué sa carrière aux Finances, notamment comme attaché financier à Bonn (1976), parlant couramment l'allemand, avant de s'orienter vers les cabinets ministériels socialistes. Ce gros travailleur, particulièrement discret, appartenait en effet au Parti socialiste depuis 1972 : conseiller technique du ministre du Budget Laurent Fabius (1981-1983), dont il passe pour appartenir à la « garde prétorienne », directeur du cabinet du ministre de la Recherche et de la technologie Hubert Curien, directeur de cabinet du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Espace Paul Quilès (1988-1989), où il chapeaute la réforme des PTT, directeur de cabinet du Premier ministre Édith Cresson (1991-1992), directeur délégué auprès du président de France-Telecom Marcel Roulet, puis directeur, à partir de 1996, des relations extérieures de cette société.

MOISI Dominique. Géopoliticien, né le 2 octobre 1946 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fils de l'industriel Jules Moïsi et de Charlotte Tabakman, il a épousé Diana Pinto, historienne. Passé par la faculté de droit de Paris et la faculté d'Harvard (boursier Sachs, 1971-1972), il est ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit et docteur en sciences politiques. Secrétaire général du Groupe d'étude et de recherche des problèmes internationaux dès 1975, il a joué un rôle majeur dans le développement des études de relations internationales et du mondialisme. Directeur adjoint (1978) puis conseiller spécial de l'Institut français des relations internationales de Thierry de Montbrial ainsi que professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, il a également été boursier au Woodrow Wilson International Center for Scholars à Washington (1978), professeur associé à l'université ultramondialiste John Hopkins (1983-1984), à Harvard (1987) et à l'Université hébraïque de Jérusalem comme *Visitor Lecturer* (ce détail ne figurant pas dans sa notice au *Who's Who* mais signalé par *Tribune juive* du 8 mars 1991). En 1995, il fut le principal organisateur d'une rencontre ultra-secrète au siège de l'IFRI visant à faire de Jérusalem la capitale commune de l'État israélien et d'un futur État palestinien (*Tribune juive*, 5 septembre 1996). Occupant de multiples fonctions, il est rédacteur en chef de *Politique étrangère* à partir de 1983, éditorialiste de divers quotidiens étrangers (*Financial Times*, *Asahi Shimbun*, etc.) et auteur de multiples études. Très engagé dans la mouvance mondialiste, il est administrateur de l'Aspen Institute Berlin, de la Peace International Academy de New York et du Salzbourg Seminar, cofondateur de la Moscow School of Political Studies, membre du comité d'organisation du Forum économique mondial de Davos. Il est surtout l'un des très rares Français à siéger à la Commission trilatérale (détail omis au *Who's Who*) ainsi qu'au Bilderberg Group (autre détail omis). Il a notamment cosigné, avec Hubert Védrine, ancien ministre socialiste des Affaires étrangères, *Les Cartes de la France à l'heure de la mondialisation* (2000), signé *Le Nouveau continent : plaidoyer pour une Europe renaissante* (avec Jacques Rupnik) et dirigé de multiples ouvrages comme *Le Système communiste : un monde en expansion ?* (1982) et *Crises et guerres au XXe siècle : analogies et différences* (1991).

MOLFESSIS Nicolas. Professeur de droit. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en droit et agrégé de droit privé, ce jeune professeur de droit à Panthéon-Assas est également directeur du laboratoire de sociologie juridique. Directeur de la collection d'ouvrages de droit *Corpus*, il est aussi administrateur du PSG Football Club. Il a participé à de multiples articles et ouvrages sur le droit, étant un spécialiste des problèmes de jurisprudence. Il a présidé le groupe de travail sur La Modulation dans le temps des revirements de jurisprudences, qui intéresse au plus au point les grandes entreprises et sociétés bancaires et financières. Il est également responsable du DEA de sociologie en droit de Paris-II et président du jury des thèses de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation. Impliqué dans la vie des affaires, ce membre du cercle des juristes (créé en 2008) a été l'un des trois administrateurs indépendants dans la crise du journal économique *Les Échos* (2008), grand témoin de la société Total dans le procès de l'Erika (2007), où il estima que le groupe pétrolier n'avait commis aucune faute, ainsi que collaborateur de l'American Arbitrage Association qui réclamait que 20,5 millions d'euros d'indemnités soient versés à Jean-Marie Messier, ancien président de Vivendi Universal (2007).

MOLLARD Claude. Haut fonctionnaire, né le 9 septembre 1941 à Chambéry (Savoie). Ancien scout catholique, il est passé par Sciences Po Plyon. Cet énarque (promotion *Marcel Proust*, où il se fera remarquer pour ses sympathies gauchistes et tiers-mondistes) a milité à l'Unef et au PSU à l'époque de Michel Rocard. Entré en 1967 à la direction du Budget, il sera, de 1972 à 1974, directeur administratif et financier du Centre Beaubourg-Pompidou (ce qui lui assurera la protection de l'Élysée), puis de 1974 à 1978, secrétaire général du Centre Pompidou (bénéficiant ainsi de la protection de Mme Pompidou et de Jacques Chirac). Après un bref passage comme secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel, ce chargé de mission de son président Pierre Emmanuel sera, de 1979 à 1982, délégué général de l'Union centrale des arts décoratifs, et chargé de mission pour les arts plastiques par Jack Lang de juin 1981 à mai 1982 (appelé par son ami Jacques Sallois, énarque et PSU comme lui, devenu directeur du cabinet de Lang). Il dirige alors, jusqu'en juin 1986, la délégation des Arts plastiques, où il lancera le Centre national des arts plastiques, le Fonds national et les Fonds régionaux d'art contemporain, jouant un rôle de premier plan dans la mise sur pied des « réseaux Jack Lang » et dans le développement de l'art contemporain en France dans les années quatre-vingt (notamment par le biais des subventions et commandes d'État). Fin 1986, il crée la première société d'ingénierie culturelle », Arts Budget Communication Développement (ABCD), tout en assurant la direction de l'Institut supérieur de management culturel. Trustant nombre des budgets du ministère de la Culture durant les périodes d'administration

socialiste, ABCD (13,5 millions de F de CA en 1990) a notamment supervisé les campagnes de la cathédrale d'Évry, le Centre d'images et de la BD d'Angoulême, le Centre national de la mer de Boulogne, etc. Il a été directeur général du centre national de documentation pédagogique (2001-2004), avant de devenir conseiller maître à la Cour des comptes. Prototype de la « gauche caviar », il a été longuement été décrit dans *L'Enaklatura* de Michel Schiffres.

MONFORT Jean-Yves. Magistrat, né le 31 mars 1948 à Paris XIVe. Diplômé de droit public, de droit privé et titulaire du Capa, cet homme d'une rare discrétion a débuté comme auditeur de justice en 1974. Il fut juge d'instruction à Grasse, premier substitut à Marseille, premier substitut à Paris en 1988, vice-président au tribunal de Paris, présidant la 12e puis la 17e chambre correctionnelle (celle des affaires de presse, où il devait régulièrement requérir contre le délit de révisionnisme). Il a présidé la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Versailles de 2001 à 2005 avant de présider le TGI de la ville royale. En 2007, il devient haut conseiller à la Cour de cassation (alors qu'il visait la présidence du palais de justice de Paris), ce qui serait pour certains un « placard doré » en raison de ses prises de position favorables au juge d'instruction Fabrice Burgaud, à l'origine du scandale d'Outreau (il osa attaquer violemment la presse et dénoncer la « charge inouïe contre le monde judiciaire »...) . Il a également été membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité et de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

MONGIN François. Inspecteur général des Finances, né le 13 novembre 1958 à Marseille VIIIe. Diplômé de Sciences Po Paris (lauréat) et *master of law* de l'université de Cambridge, cet ancien élève de l'Ena (promotion Léonard de Vinci) a débuté comme adjoint au chef de bureau « énergie, matières premières et chimie » (1985-1987) au ministère du Budget. Il sera ensuite chargé de mission auprès du PDG du groupe Bull (1989-1991), chef de bureau à la direction du Budget. Conseiller technique d'Alain Juppé à Matignon (1995-1997), pour les questions de budget de l'État des comptes sociaux, il devient directeur général des douanes et des droits indirects (2002-2007). Il devient alors inspecteur général des Finances et entre chez HSBC comme inspecteur général, directeur de « Group audit France » (2008). Il est administrateur d'HSBC depuis l'année suivante. Il est le frère de Pierre Mongin, énarque, ancien PDG de la RATP, ancien directeur de cabinet de Dominique de Villepin à Matignon et au ministère de l'Intérieur.

MONGIN Pierre. Administrateur civil, né le 9 août 1954 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Diplômé de Sciences-Po, cet énarque a effectué sa carrière à l'Intérieur : directeur de cabinet du préfet de l'Ain en 1980, secrétaire général de la préfecture de l'Ariège en 1981, directeur de cabinet du préfet des Yvelines en 1982. À la faveur de la cohabitation, il rejoint comme conseiller technique chargé des finances locales et des mesures législatives le cabinet des ministres des Collectivités locales Bernard Bosson puis Yves Galland, avant de devenir, pour quelques mois, en 1988, directeur du cabinet de ce dernier. Au retour de la droite parlementaire au pouvoir, il est choisi comme chef de cabinet par le nouveau Premier ministre Édouard Balladur. Vice-président des anciens élèves de l'Ena de 1987 à 1996, il est promu préfet d'Eure-et-Loir, en juin 1995. Préfet du Vaucluse (1999-2002), il sera préfet de la région Auvergne de 2002 à 2004. En 2004, il prend la direction du cabinet du ministre de l'Intérieur Dominique de Villepin. Il est confirmé à ce poste lorsque Villepin accède à Matignon en juin 2005. Il remplace en 2006 Anne-Marie Idrac comme PDG de la RATP.

MONGUILAN Albert. Magistrat, décédé en novembre 2005. Ancien élève au lycée Louis-Barthou à Pau, il fut major de sa promotion de l'École de la magistrature. Pilote d'avion durant la Seconde Guerre mondiale et membre de réseaux de résistance, il suivit une longue carrière à la cour d'appel de Paris (droit commercial) et à la Cour de cassation dont il devint premier président.

MONNET Yves. Magistrat, né le 21 novembre 1932 à Lyon (Rhône). Entré dans la magistrature en 1956, il fut notamment en poste à l'administration centrale du ministère de la Justice (1969-1972), puis de 1969 à 1972 conseiller technique de Jacques Chaban-Delmas à Matignon (tout en étant nommé en 1971 conseiller référendaire à la Cour de cassation). Président du Tribunal de grande instance de Versailles en 1978, avocat général à la Cour d'appel de Paris en 1978 (jusqu'en 1983), il dirige à nouveau de 1978 à 1981 le cabinet de Jacques Chaban-Delmas à la présidence de l'Assemblée nationale. De 1983 à 1985, il sera conseiller à la Cour de cassation, président du Tribunal de grande instance de Paris (1985-1986) et procureur général près la Cour d'appel de Paris (1986-1988). L'Élysée lui reprochant sa partialité supposée dans les dossiers Christian Nucci/ Carrefour du développement et du Conseil supérieur de la magistrature, il bénéficiera d'une promotion placard en 1988, comme avocat général à la Cour de cassation, dont il devint en février 1996 premier avocat général.

MONOD Jérôme. Président de société, né le 7 septembre 1930 à Paris. Fils et petit-fils des banquiers genevois Monod (ils possèdent leur propre petit bottin de quelque 450 noms), ce protestant rigoureux est également le petit-fils d'un pasteur (Wilfred Monod devait fonder la Fédération protestante de France), le cousin du cinéaste Jean-Luc Godard, le petit-neveu de l'explorateur Théodore Monod, le neveu du prix Nobel Jacques Monod, etc. Il est allié aux Vernes, Seydoux, Dolfus, Nègre, Leenhardt, Schweitzer, etc. Déjà, au début du siècle, Charles Maurras dénonçait l'influence de « l'État Monod, formé dans notre État, vivant de ce dernier en le dévorant (...) Ils ne se donnent pas pour inconnus les uns aux autres, tiennent compte de l'ancêtre commun à tous, vivent unis, se fréquentent ou correspondent de mille sortes. » Diplômé de l'IEP, cet énarque (1957) a rejoint comme auditeur la Cour des comptes. Entré en 1959 comme chargé de mission au cabinet de Michel Debré à Matignon, il y demeura jusqu'en 1962, puis sera brièvement la même année adjoint au directeur de cabinet de Maurice Schumann, ministre de l'Aménagement du territoire. Il entre alors à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'aménagement régional, où il deviendra successivement chargé de mission auprès du délégué (avril 1963), délégué adjoint (fin 1965), puis délégué général (octobre 1968-août 1975). Directeur du cabinet du Premier ministre Jacques Chirac d'août 1975 à août 1976, il accompagne ce dernier lorsque l'héritier du mouvement gaulliste fonde le Rassemblement pour la République, refusant deux postes ministériels. Après en avoir été le premier secrétaire général de 1976 à 1978, il bifurque alors vers les affaires, entrant à la Lyonnaise des eaux en 1979, et en devenant le PDG l'année suivante. En quinze ans, il y multipliera le chiffre d'affaires par huit (qui s'élève aujourd'hui à plus de 100 milliards de F). Le groupe Lyonnaise des eaux (75 000 salariés et 44 % du chiffre d'affaires à l'étranger) comprend notamment les Pompes funèbres générales (2,6 milliards de F de chiffre d'affaires en 1995, année de sa cession à l'américain SCI pour 2 milliards de F), Dumez, GTM, Travaux du midi, Eau et force, Degrémont, Cofreth, la société des eaux de Royan, du Havre, de Cambrai, de Douai, de l'Essonne, du Nord, de Picardie, etc. Rien qu'en 1986, il devait obtenir huit postes d'administrateur dans les conseils d'administration des sociétés nouvellement privatisées ou dépendant du pouvoir chiraquien, de Suez à Havas en passant par l'UAP. Il est également vice-président de Suez depuis juillet 1995, étant son premier actionnaire avec 16 %. Également épinglée par le juge Thierry Jean-Pierre (il sera condamné) qui, sans la citer, mit en cause « deux grands groupes français (responsables) de 80 % de la corruption politique en France », la Lyonnaise des eaux a été inquiétée ces dernières années dans diverses affaires de corruption dans l'attribution de marchés publics (Alain Carignon à Grenoble, Michel Reyt, Alain Cellier, Maurice Arreckx, etc.). En juin 1996, il a révélé qu'il avait gagné 4,7 millions de F en 1995 (auxquels viennent s'ajouter 500 000 F de jetons de présence et 350 000 F de stock-options, plus divers revenus du capital). Ancien président du Siècle, il appartient au conseil d'administration de l'Institut français des relations internationales et de la Fondation du Futur et a été rapporteur au Club de Rome. Président

depuis 1992 d'une des plus influentes associations patronales européennes, l'European Round Table (qui compte une quarantaine de très grands patrons européens et serait le « club très fermé de l'Europe industrielle » selon *Enjeux-Les Échos*), il appartient au très mondialiste Groupe de Bilderberg et à l'Hudson Institute. Conseiller de Jacques Chirac de 2000 à 2007, il a été le premier président (2004) de la Fondation pour l'innovation politique qui ambitionnait de devenir le *think tank* de l'UMP. Il est cité comme franc-maçon dans *Les Frères invisibles* de Renaud Lecadre et Ghislaine Ottenheimer (2001). Son épouse, Me Françoise Gallo-Monod, avocate à la Cour d'appel de Paris et administrateur de Simco, première société foncière de France en juin 1996, est une petite-fille d'Henri Queuille (catholique), ce qui a permis de faciliter à Jacques Chirac son parachutage en Corrèze. Il est largement à l'origine de l'entrée au Siècle de protestants comme Michel Viot.

MONORY René. Garagiste, né le 6 juin 1923 à Loudun (Vienne), décédé le 11 avril 2009. Propriétaire d'une petite entreprise de mécanique familiale qu'il transformera en un des plus importants garages de sa région, il entre au Conseil municipal de Loudun en 1953. Il en devient maire en 1959, et conseiller général en 1961. Ce centriste se présente au Sénat en 1968 et sera réélu sans discontinuer. Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (1977-1978) puis ministre de l'Économie (1978-1981), où il créera les sicav qui portent son nom. Redevenu sénateur de la Vienne en juillet 1981, il sera également, de 1977 à 2004, président du conseil général de la Vienne où, autodidacte fasciné par la science et les techniques contemporaines, il impose la construction du parc de loisirs Futuroscope dont il est le président fondateur. Après la victoire de François Mitterrand, il lance le mouvement Défense-Epargne, qui se mettra en sommeil dès 1984, et en 1983 le Club des Démocrates. Premier vice-président du Centre des démocrates sociaux de 1984 à 1992, il a présidé, de 1985 à 1986, le conseil régional Poitou-Charentes. Ministre de l'Éducation nationale durant la première cohabitation, il succède à Alain Poher (battant Charles Pasqua) comme président du Sénat (1992 à 1998). Il abandonne peu à peu la vie politique, quittant la mairie de Loudun en 1999 et ne se représentant pas en 2004.

MONTANIER Bernard. Haut fonctionnaire, né le 1er mars 1944 à Béziers (Hérault). Ancien de l'IEP de Paris et titulaire d'une maîtrise de lettres, ce militant de gauche, membre du bureau national des jeunesses socialistes SFIO et du bureau FGDS de l'Hérault de 1965 à 1968, fut, de 1965 à 1967, maître auxiliaire d'enseignement. Il semble que ce membre important du Grand Orient de France doive à cette obédience une partie de sa carrière, ayant travaillé principalement pour des francs-maçons. Directeur du cabinet (1970-1974) de Robert Pontillon, maire PS de Suresnes, et son assistant au secrétariat national du PS, où il est chargé des relations internationales, il sera intégré au bureau international du Mouvement socialiste européen avant de devenir directeur général de la MNEF (1975-1981), refuge maçonnique. Il rejoint alors la Société générale de presse de Georges Bérard-Quelin (franc-maçon), dont il sera directeur administratif, technique et financier de 1982 à 1985, tandis qu'il occupe le secrétariat général du Syndicat de la presse d'information spécialisée. Il est nommé, en 1985, secrétaire général de la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse (présidée par Henri Caillavet, franc-maçon), et devient en janvier 1988 directeur du Syndicat de la presse parisienne (dirigée par Jean Miot, franc-maçon). En septembre 1988, il est nommé conseiller technique chargé des problèmes de la presse écrite (et du suivi des hommes politiques et élus) de Catherine Tasca, ministre délégué à la Communication, puis, de 1991 à fin 1993, conseiller pour les relations extérieures du cabinet d'Hervé Bourges à la présidence d'*Antenne 2* et *FR 3*. Directeur de la communication de *France 2* de septembre 1992 à 1994, il est administrateur de la Société générale de presse depuis 1994 et a cofondé l'association Droits de l'homme et solidarité. En juillet 1995, il devient directeur de la Mutuelle nationale de la presse, du livre et de la communication. Conseiller chargé des médias auprès de Catherine Trautmann (ministre de la Culture et de la Communication) (1999-2000) puis conseiller

spécial auprès de Catherine Tasca (ministre de la Culture et de la Communication) (2000-2002), directeur général du Conseil supérieur des messageries de presse (CSMP) (2002-2006), il est également depuis 1975, codirecteur de la revue *Brèches*, avec l'abbé Jean-François Six, bien connu comme un des intermédiaires entre l'Église et la maçonnerie.

MONTBRIAL Thierry de. Universitaire, né le 3 mars 1943 à Paris XVIe. Ce fils d'un inspecteur général de la Banque de France est le géopoliticien le plus influent de France et l'un des membres majeurs de la technocratie française. Dans *Les Barristes*, il est qualifié de « petit génie ». Cet X-Mines (reçu troisième à Polytechnique, en même temps que Jacques Attali), docteur en économie mathématique de Berkeley (où il fut l'élève de Gérard Debreu, spécialiste mondial des mathématiques), professeur à Sciences-Po Paris depuis 1974, a lancé en 1973 le Centre d'analyse et de prévisions du ministère des Affaires étrangères, une cellule de surveillance géopolitique qu'il a dirigée jusqu'en 1979. Il fonde alors en 1979, et dirige depuis, l'Institut français des relations internationales, principal organisme de réflexion et de recherches de géopolitique en France qui édite chaque année le fameux *Ramses* (*Rapport annuel mondial sur les systèmes économiques et les stratégies*). Il préside également le Centre franco autrichien pour le rapprochement économique en Europe, et depuis 1991 la Fondation de l'Académie des Sciences, Pour le développement de la science et de ses applications, ainsi que, depuis 1993, le conseil d'administration de la Fondation des études de défense lancée par Pierre Joxe. Président du département de sciences économiques à l'X depuis 1974 (plus jeune professeur titulaire du siècle, à trente ans seulement), il a notamment chapeauté Lionel Stoleru, Christian Sautter, Jacques Attali, etc. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques (élu à 49 ans seulement en juin 1992), il préside également le département des sciences économiques de Sciences-Po, et dirige la revue *Politique étrangère* depuis 1979 et *IFRI-Informations* depuis 1988. Il est éditorialiste au *Figaro*, où il appartient, depuis 1991, au comité éditorial, et préside le comité éditorial de *La Revue des deux Mondes*, rachetée par Marc Ladreit de Lacharrière. Ce théoricien mondialiste appartient par ailleurs au Forum économique mondial de Davos, au Groupe de Bilderberg (son nom y apparaît dès 1975, avec ceux de Jacques Attali et Lionel Stoleru) et à la Commission Trilatérale. Il est également secrétaire général de l'association Les amis français du Bilderberg. « Il prône, lisait-on il y a une vingtaine d'années dans *Les Barristes*, un nouvel ordre économique international et affectionne les collaborations avec des organismes supranationaux qui ne sont pas en odeur de sainteté dans certains milieux politiques français, chez les gaullistes notamment : Trilatérale et club du Bilderberg, comme Raymond Barre, club de Rome, pour lequel il prépare en 1978 un rapport très remarqué sur l'énergie, club de Dakar... Auteur de divers ouvrages économiques ou géopolitiques, membre du Cercle du bois de Boulogne et de l'Automobile club de France, l'élégant directeur de l'IFRI est un homme en vue, lancé dans le Tout-Paris. La consécration lui est venue en janvier 1985 dans *Le Figaro*, avec un commentaire de pleine page de son dernier ouvrage, *La Revanche de l'histoire*, de la plume même de Raymond Barre. » Depuis 2001, il est président de l'Académie des sciences morales et politiques et de l'Institut de France et membre de nombreuses Académies européennes.

MONTEIL André. Enseignant, né le 15 août 1915 à Juillac (Corrèze), décédé le 8 novembre 1998. Militant de la Démocratie chrétienne et enseignant au lycée de Quimper, il sera député MRP aux assemblées constituantes de 1945 et 1946, puis élu à l'Assemblée nationale de 1946 à 1958. Secrétaire d'État à la Marine en 1950-1951 ainsi qu'en 1954 (gouvernement Mendès France), puis ministre de la Santé Publique (1954-1955), il fut maire de Quimper de 1955 à 1959, et, de 1959 à 1971, sénateur du Finistère. Président au Sénat du groupe d'amitié France-Israël, ce membre du comité central de la Licra, a également été durant des lustres président de l'Alliance France-Israël, et a présidé, en 1963, la Manifestation des sionistes généraux indépendants en France.

MONTEIL Martine (née FEUGAS, épouse). Commissaire de police, né le 15 jan-

vier 1950 à Vincennes (Val-de-Marne). Elle est la petite-fille d'un policier et la fille de Robert Feugas, inspecteur divisionnaire à la brigade antigang, et de Marianne Lagiewski. Elle a épousé Jocelyn Monteil, commissaire divisionnaire. Licenciée en droit et diplômée de l'Institut de criminologie, elle est sortie diplômée de l'École nationale supérieure de police de Saint-Cyr au Mont d'Or en septembre 1976 (major de sa promotion). Chef de la section stupéfiants puis adjoint à la Brigade des stupéfiants et du proxénétisme (1982-1989), ce « pur produit de la PP (Préfecture de police de Paris) » devint commissaire principal en 1989 et divisionnaire en 1991, commandant la Brigade de répression du proxénétisme de Paris de 1989 à 1994. Chef de la Brigade criminelle jusqu'en 2000 (première femme à occuper ce poste), elle apparaît largement dans *36, quai des Orfèvres* de William Assayag et Jean-Noël Fournier (1989). Sous-directrice des ressources humaines et de la logistique à la Direction de la police judiciaire de Paris (2000-2002), elle sera ensuite directrice des services à la préfecture de police de Paris (2002-2004). Première femme à occuper le poste de directeur central de la police judiciaire (n° 2 de la police) à partir de 2004, elle a fait campagne en faveur de Nicolas Sarközy en 2007. En août 2008, elle est nommée, en conseil des ministres, préfet, secrétaire générale de la zone de défense de Paris. Elle a fait paraître en 2008, *Flic, tout simplement*, qui relate sa carrière.

MONTET Jean. Président de société, né le 19 janvier 1912 à Villeurbanne (Rhône). Cet ingénieur de l'École supérieure de chimie de Paris, licencié ès sciences et ancien du Polytechnicum de Zurich a fait, de 1936 à 1971, toute sa carrière à la société Progil, dont il est de 1964 à 1971 PDG. Il sera aussi PDG de Rhône-Progil en 1971, administrateur et vice-président, en 1976, de Rhône-Poulenc, administrateur de la Stef, président fondateur de Siparex, président de Siparex-Participations SA. De 1971 à 1978, il a siégé à la commission de politique économique générale du CNPF.

MONTFERRAND Bernard de FAUBOURNET de. Diplomate, né le 6 août 1945 à Cauderan (Gironde). Cet énarque (1974), également diplômé de Sciences Po Paris, a intégré la direction des affaires économiques et financières au service de la coopération économique au Quai d'Orsay (jusqu'en 1979). Il est maître de conférences (1976-1978), puis, à partir de 1979, directeur d'études à Sciences-Po. Candidat RPR non élu aux législatives de 1978 (ainsi qu'en 1981) en Dordogne, il devient en 1980 conseiller économique et financier du gouvernement militaire de Berlin. Adjoint au chef du service des immeubles et des affaires générales au Quai d'Orsay à partir de 1982, il préside surtout, de 1983 à 1985, l'Association professionnelle des agents diplomatiques et consulaires issus de l'Ena. Consul général de France à San Francisco en 1985, il dirige durant la première cohabitation le cabinet du ministre de la Coopération, Michel Aurillac, avant d'être nommé, en 1989, ambassadeur à Singapour. Au retour de la droite, il se retrouve conseiller pour les affaires diplomatiques du Premier ministre Édouard Balladur. Fin 1995, il obtient l'ambassade de France aux Pays-Bas, puis en Inde (2000-2002), au Japon (2002) et enfin en Allemagne (2007). Il a épousé Catherine Bellet de Tavernost, fille du président d'honneur des Sociétés de développement régional et ancien président de l'Association nationale des sociétés de développement régional et sœur de Nicolas de Tavernost, président du directoire de *M6* (et membre du Siècle).

MONTGOLFIER Albéric de. Avocat, né le 6 juillet 1964 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Issu d'une célèbre famille, il est le fils d'un conservateur du patrimoine, Bernard de Montgolfier, et de Colombe Audinet. Marié à Audrey Hamon, il est passé par le collège Stanislas, Panthéon-Assas et Dauphine. Diplômé de Sciences-Po Paris et titulaire d'un DESS de finances ainsi que d'une maîtrise en droit, il a débuté comme auditeur chez Ernst & Young (1991-1994), avant d'être avocat chez Delaporte et Briard auprès du Conseil d'État et de la Cour de cassation (1995-2008). Conseiller municipal de Terminiers (il habite le château de Villepion) depuis 2002, conseiller général d'Orgères-en-Beauce (depuis 1998, où il était alors le benjamin de l'assemblée) et président UMP du conseil général d'Eure-et-Loir depuis 2001 (à la suite du décès accidentel de Martial Taugourdeau et sa victoire dans une primaire, à une voix près, sur le favori Gérard Cornu), il est sénateur depuis 2008.

MONTJOIE René. Ingénieur, né le 29 septembre 1926 à Lille (Nord), décédé en 1982. X-Mines, il a enseigné aux Mines de Nancy (1955-1958) avant d'être adjoint au directeur des Mines à l'Industrie (1957-1962), conseiller technique du Premier ministre Georges Pompidou (1962-1967). Administrateur d'EDF depuis 1964, il en a été vice-président de 1974 au début des années 80.

MORAILLON Pierre. Banquier, né le 27 janvier 1951 à Paris IXe. Titulaire d'une maîtrise de gestion et d'un DESS en marketing et finances, il est également passé par le Centre de perfectionnement aux affaires et l'Institut des hautes finances (MBA). Sa courte notice dans l'annuaire du Siècle fait apparaître un doctorat de marketing/finances à l'université Paris Dauphine qui ne figure, ni au *Who's Who*, ni dans sa notice de la Société générale de presse. Il débuta comme chargé d'études au département marketing du Crédit Agricole (1977-1978), avant de bifurquer comme chef de service, puis directeur adjoint du Comité national interprofessionnel de l'horticulture (1979-1984), et enfin directeur de cet organisme (1984-1990). Il sera également conseiller technique de Jean Puech, ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (1995-1996). Nommé inspecteur général de l'Agriculture au tour extérieur en 1996, il devient directeur général de la Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles (Sopexa). En mars 1999, il prend la présidence du directoire de Saint-Louis Sucre (1998-2002), avant de diriger le secteur agroalimentaire de Worms & Cie (2001). Passé ensuite par la direction des relations économiques extérieures, il est directeur et *senior advisor* chez Calyon à partir de 2006.

MORALI Véronique. Directrice de société, née le 12 septembre 1958 à Paris XIIIe. Diplômée de Sciences-Po Paris, de Sup de Co et d'une maîtrise de droit des affaires, elle s'est occupée des relations presse au cabinet de René Monory à l'Économie avant d'entrer à l'Ena, d'où elle sort dans la botte, choisissant l'inspection des finances. Repérée par le financier Marc Ladreit de Lacharrière, alors numéro deux de L'Oréal, elle devient son chargé de mission pour les affaires privées (1990-1991) puis directeur de la Fimalac, sa société financière. Directeur général de Lille-Bonnières-Colombes à partir de 1994, elle a appartenu au très ambitieux Club des 40 de Jean-Marie Messier et participe, comme organisatrice, aux rencontres du Groupe de Bilderberg, dont son patron a présidé la section française. *Young Leader* (1995) de la French American Foundation, elle a par ailleurs été trésorière des Amis français du Bilderberg de 1990 à 1994. En 2007, elle quitte la direction générale de Fimalac, mais demeure administrateur, pour rejoindre le groupe Chanel SAS en qualité de directrice générale. En 2008, elle a lancé le site *terrafemina.com*

MORDACQ Patrick. Haut fonctionnaire, né le 20 mai 1934 à Bordeaux (Gironde). Diplômé de l'IEP de Paris, cet énarque est devenu, en 1962, administrateur civil aux Finances. Chargé de mission au Commissariat général au plan de 1963 à 1967, puis chargé de mission au cabinet du ministre de l'Équipement et du Logement (1967-1968), il entre ensuite à la direction du Trésor, où il sera chef du bureau des investissements étrangers (1969), puis du bureau des aides, prêts et garanties (1971). Directeur financier et administratif de Jacques Borel International de 1974 à 1977, puis chef du service financement au Commissariat général au Plan jusqu'en 1979, il devient conseiller financier de l'ambassade de France en Allemagne jusqu'en 1984. Commissaire du gouvernement auprès du Centre national des caisses d'épargne jusqu'en 1986, puis de 1986 à 1991, secrétaire général de la Commission des opérations de bourse, il sera, après la chute du communisme à l'Est, conseiller financier des ambassades de France en Bulgarie, Pologne et Roumanie de 1991 à 1995. De 1991 à 1996, il sera administrateur de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et à partir de 2002, président du Collège des commissaires aux comptes de l'OCDE.

MOREAU Jacques. Consultant, né le 25 août 1933 à Saint-Estèphe (Gironde).

Ce licencié en philosophie, diplômé de l'IEP, a été vice-président de l'Unef (1959-1960) avant de devenir un apparatchik de la CFDT. Il sera secrétaire permanent de la Fédération des ingénieurs et cadres CFDT (1963-1965), secrétaire général de la Fédération unifiée de la Chimie, membre du bureau national de la CFDT (1971-1979) ainsi que de sa commission exécutive, chargé de 1974 à 1979 du secteur politique. Tenant de la deuxième gauche, ce rocardien membre du comité directeur du PS à partir de 1979 sera l'un des inspirateurs du recentrage d'Edmond Maire et de la confédération syndicale. Élu député PS au Parlement européen en 1979, il préside sa commission économique et monétaire à partir de 1981 (malgré son réel travail, il ne sera pas placé en position rééligible en 1984). Ancien président d'Échanges et projets, le club de Jacques Delors, il devient alors en septembre 1984 consultant à la Commission des communautés européennes, puis, à partir de 1986, président délégué de la Fondation Europe et société. De 1987 à 1992, il a été également secrétaire général du Comité économique et social européen.

MOREAU Nicolas. Président de société, né le 8 mai 1965 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Philippe Moreau, ingénieur, et de Françoise Gardin, graphologue. Cette dernière est la fille de Jean Gardin qui fut président du groupe paritaire Médéric. Nicolas Moreau a épousé, le 22 août 2009, une designer d'intérieur Delphine Canard-Duchêne. Passé par l'institution Sainte-Croix de Neuilly et par l'École polytechnique, mais aussi diplômé de l'Institut des actuaires français, il a commencé sa carrière au cabinet Arthur Andersen comme auditeur (1988-1990), avant de devenir chargé de mission (1990-1991). Il a ensuite rejoint AXA où il a fait carrière depuis lors : trésorier à la direction financière du groupe (1991-1994), directeur financier (1994-1996), directeur des activités de gestion d'actif (1997), président-directeur-général d'Axa Investment Managers (AXA IM), PDG d'Axa Rosenberg aux États-Unis (1999), directeur général des opérations (2000-2002), puis directeur général entre 2002 et 2006. Sa participation aux promotions 2001 et 2002 de la French American Foundation a consacré l'ascension de ce *Young leader* au sein du géant français de la banque-assurance. Depuis cette date, il est en effet président non-exécutif du conseil d'administration d'AXA IM. Directeur général d'AXA United Kingdom (2006-2010), il soutiendra la candidature du conservateur David Cameron. Il est devenu membre du comité exécutif du groupe AXA et directeur général en 2010, puis président d'AXA France en 2012. Ce financier de l'assurance représente également AXA au conseil d'administration de Médias Participations (groupe « Montagne »), à la Fédération française des sociétés d'assurance et au groupe Reflet.

MOREAU Yannick (née POLO, épouse). Membre du Conseil d'État, née le 30 décembre 1945 à Nantes (Loire-Atlantique). Diplômée de HEC jeunes filles et docteur en droit, cette énarque (qui signa la pétition contre la loi anti-casseurs en 1968) a débuté en 1971 comme auditeur au Conseil d'État (maître des requêtes en 1978 et conseiller d'État en 1990). De 1975 à 1979, elle sera chargée de mission au Commissariat général au plan avec Jacques Fournier, puis commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux du Conseil d'État jusqu'en 1981. Militante CFDT (et dans diverses associations de travailleurs immigrés) ainsi que du Parti socialiste et du Ceres de Jean-Pierre Chevènement (responsable de la commission retraité et socialisme), elle est alors appelée par Jacques Fournier comme conseiller technique pour les affaires sociales au secrétariat général de la présidence de la République (1981-1984), avant d'assurer la direction du cabinet de Jean-Pierre Chevènement (Éducation Nationale) de 1984 à 1986. Elle retourne alors au Conseil d'État où elle est, de 1986 à 1990, commissaire du gouvernement près la Cour supérieure d'arbitrage et en 1988, commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux. Elle sera ensuite, de 1989 à 1991, secrétaire générale pour l'administration au ministère de la Défense (70 000 fonctionnaires), et chargée en 1991 par Édith Cresson, Premier ministre, d'une mission sur les expériences étrangères en matière de dépenses de santé. En 1992, Jacques Fournier l'appelle à nouveau à ses côtés à la SNCF comme directeur général adjoint chargé des ressources humaines et des affaires générales (elle sera, de septembre 1994 à février 1995, chargée de mission auprès de son président). Elle devient alors présidente de la sixième sous-section de la section du contentieux au Conseil d'État. On la retrouve comme présidente du conseil d'administration de l'Institut de veille sanitaire (1999-2002), présidente du Conseil d'orientation des retraites (2000-2006), présidente de la section sociale du Conseil d'État (2006-2008), présidente du haut Conseil du dialogue social à partir de 2008. Elle a épousé Gérard Moreau, énarque, conseiller maître à la Cour des comptes, ancien collaborateur de Pierre Bérégovoy aux Affaires sociales, devenu directeur de la population et des migrations au ministère du Travail et des Affaires sociales (1985-1997).

MOREL Pierre. Ambassadeur, né le 27 juin 1944 à Romans (Drôme). À sa sortie de l'Ena, en 1971, cet ancien élève des Jésuites opte pour le Quai d'Orsay, où il est affecté à la direction Europe orientale des affaires politiques, puis au Centre d'analyse et de prévision (dirigé par Thierry de Montbrial) et au service des pactes. Lors de la campagne de 1974, il sera en rapport avec François Mitterrand par le biais de Jacques Attali. De 1976 à 1979, ce spécialiste des questions européennes est premier secrétaire, puis en 1979-1980 deuxième conseiller à Moscou, et enfin chargé de mission au Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Très lié à son camarade de promotion à l'Ena, Jean-Louis Bianco, il est appelé à l'Élysée dès juin 1981, d'abord comme chargé de mission, puis comme conseiller technique en 1982-1984 (s'occupant en particulier des grandes rencontres internationales, notamment le G7 de Versailles en 1982). En janvier 1985, il est promu directeur des affaires politiques aux Relations extérieures, c'est-à-dire numéro deux du Quai d'Orsay (certains le dénoncent, tel *Le Figaro*, 2 mai 1986, comme « l'œil de l'Élysée au Quai »). Nommé en juin 1986 ambassadeur, représentant permanent de la France à la Conférence du désarmement à Genève, il est rappelé par François Mitterrand, en janvier 1991, comme conseiller diplomatique à la présidence de la République (le jour même du début du déclenchement des opérations américano-occidentales contre l'Irak, dans la guerre du Golfe). De juin 1992 à 1996, il sera ambassadeur à Moscou, avec des compétences élargies à la Moldavie, la Géorgie, le Turkménistan, la Mongolie, le Tadjikistan et le Kirghizstan. De 1996 à 2002, il sera ambassadeur en Chine, puis près le Saint-Siège (2002-2005), ministre plénipotentiaire, représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale (depuis 2006). Membre du Groupe de Bilderberg depuis 1990, il appartient également à la Task Force de la Commission trilatérale.

MORELLE Aquilino. (MORELLE SUAREZ Aquilino Gabriel). Haut fonctionnaire, né le 5 juin 1962 à Paris IVe. Issu d'un milieu modeste, ce sixième d'une famille de sept enfants (il est l'aîné des fils et porte le prénom de son père) est le fils d'immigrés espagnols antifranquistes « viscéralement de gauche ». De tous ses frères et sœurs, il est le premier né en France et le seul à avoir poursuivi de longues études. Ce descendant de quatre branches d'Asturiens est donc le fils d'Achille Morelle Coto, affûteur aux usines Citroën de Nanterre, et d'Hélène Suárez-Cimadevilla, une femme au foyer. Sur son éducation, Aquilino Morelle expliquait à El Pais : « Nous avons été élevés dans une logique d'assimilation totale, sans nostalgie de l'Espagne, et avec l'idée que nous devions être plus français que les Français, et je me suis dévoué corps et âme à cette idée. » Il est divorcé de la journaliste Élizabeth Martichoux (avec laquelle il a eu deux enfants, Louis et Antoine), qui, après avoir présenté RTL-Midi, est devenue chef du service politique de la station. Il a rencontré sa seconde compagne, Laurence Engel, à l'ENA (ils sont issus de la même promotion). Magistrat à la Cour des comptes, née le 17 septembre 1966 à Paris XIIe, elle est la fille de Charles Engel, commerçant, et d'Elyane Bygoum. Passée par les lycées Charlemagne et Henri IV, cette titulaire d'une maîtrise de lettres et diplômée de Sciences-Po Paris est une ancienne élève de Normale Sup (Fontenay-aux-Roses). Cette énarque (promotion Condorcet, 1990-1992) débutera comme auditeur à la Cour des comptes (1992). Secrétaire générale adjointe de l'Institut des hautes études sur la justice (1997-1998), puis directrice du cabinet du président de La Cinquième-Arte Jérôme

Clément, cette militante socialiste sera ensuite conseillère technique (audiovisuel, cinéma) auprès de Catherine Tasca, ministre socialiste de la Culture et de la Communication (2000-2002). En charge de la Culture au cabinet de Bertrand Delanoë, maire socialiste de Paris, de 2004 à 2008, elle fut ensuite directrice des affaires culturelles de la Ville de Paris, organisant une fête retentissante au Musée Carnavalet lors de son départ (le syndicat CGT protestera pour cette privatisation, avec fermeture anticipée des salles, réquisition du personnel et champagne coulant à flots), ayant été propulsée à la direction du cabinet d'Aurélie Filippetti, ministre socialiste de la Culture et de la Communication dès mai 2012, puis exfiltrée comme médiateur du Livre. Elle a signé La Responsabilité en crise, Mitterrand, le fil d'Ariane et Le Mépris du droit. Membre du Siècle, Laurence Engel est également administratrice du Musée d'Art et d'histoire du judaïsme (ce qui a entraîné une vive polémique sur Internet). Le couple, semble-t-il non marié, a trois enfants aux prénoms bibliques : Hannah, Emma et Simon. Docteur en médecine (lauréat de la faculté de médecine de Paris), interne des hôpitaux de Paris (1985-1988), ce crâne d'œuf profite de sa première année d'internat pour passer avec succès le concours de Sciences-Po Paris. Il n'a fini ses études qu'en 1995, à l'âge de 33 ans, après sa sortie de l'Ena. Reçu deuxième, derrière une normalienne, celui qui manque sans doute du vernis mondain et des relations indispensables à ce milieu très endogamique ne sortira qu'au 26e rang, un rang moyen qui ne lui ouvrira que les Affaires sociales et non les grands corps de l'État. Devenu inspecteur à l'Inspection générale de l'action sociale (Igas) entre 1992 et 1996, c'est lui qui fut chargé de l'enquête administrative sur le Centre national de transfusion sanguine, au cœur du scandale du sang contaminé dans lequel l'ancien Premier ministre Laurent Fabius fut lourdement mis en cause. Il retrouvera une place dans ce corps de l'État comme inspecteur entre 2007 et 2009, date à laquelle il y deviendra inspecteur général des affaires sociales, avec comme principal fait d'armes le rapport médiatisé sur le Mediator. Il ne quittera l'Igas qu'à la victoire de François Hollande, en mai 2012. D'octobre 1992 jusqu'au 29 mars 1993, il figure comme conseiller au cabinet du ministre de la Santé, alors socialiste avant de sombrer dans le sarközysme, Bernard Kouchner. Il apparaît auprès de Lionel Jospin en septembre 1996. Recommandé bien avant par Pierre Moscovici (alors membre du cabinet du ministre de l'Éducation nationale Lionel Jospin, qui l'avait repéré au grand oral de l'ENA en 1988), il sera présenté au premier secrétaire du PS en janvier 1996. Quand Lionel Jospin deviendra Premier ministre, Aquilino Morelle sera son conseiller technique (juin 1997 à novembre 1998), puis son conseiller en charge de la préparation des discours et autres textes jusqu'en 2002. Bref, son nègre. Il fera un passage comme chargé de mission au commissariat général au Plan (1997). C'est lui qui, en liaison avec Pierre Moscovici, rédigera Changeons d'avenir, le document « vert » du « parti de la rose » envoyé à dix millions d'exemplaires lors des élections législatives. À cette époque, signe qu'il a été repéré par le lobby mondialiste, il sera Young Leader de la French American Foundation 1998, espèce d'antichambre des futures puissances. Encarté au PS depuis 1995, il entre rapidement au conseil national de ce parti, dont il sera délégué national auprès du premier secrétaire (1997-2002). C'est à cette époque qu'il se lie avec Manuel Valls et François Hollande : « Il était le porte-parole de Jospin, et moi son conseiller politique » (El Pais). Le 21 avril 2002, sera un véritable coup d'arrêt pour sa carrière politique « Pendant cinq ans, j'avais été au cœur du système, explique-il à Paris Match (1er novembre 2012). Du jour au lendemain, je n'étais plus rien. Ceux qui, la veille, baisaient mes babouches me traitaient tout à coup comme une bouse de vache. » En effet après 2002, Aquilino Morelle est revenu à ses premières amours, les études avec un DEA de philosophie sur le penseur juif Baruch Spinoza, frappé de herem (exclusion) par la synagogue. Il fera également un passage avorté à la direction de l'agence de communication institutionnelle Euro RSCG (2003). En octobre 2004, il sera mis en garde à vue prolongée et son domicile perquisitionné pour avoir bénéficié de très fortes réductions, comme « VIP » pour un séjour au Sofitel de Venise en 2001. De plus, il avait signé une lettre se déclarant favorable à l'attribution de la Légion d'honneur à George

Payonatis, le PDG d'une société de conseil en tourisme dont le principal client était Accor, qui contrôle la chaîne Sofitel. Celle-ci avait été accordée sur le contingent de Christian Pierret, ministre socialiste de l'Industrie et ancien directeur général d'Accor (1993-1997). L'affaire sera rapidement enterrée. Aquilino Morelle a vainement tenté de se faire élire sans y parvenir. Il a donc essayé de s'implanter dans la 4e circonscription des Pyrénées-Orientales en 1999, puis a échoué aux élections municipales de 2001 à Nontron (Dordogne), devant se contenter d'un simple mandat de conseiller municipal d'opposition (2001-2005). Ayant pensé un temps à nouveau à la 4e circonscription des Pyrénées-Orientales, il ira jusqu'à s'abonner à L'Indépendant. Finalement, il sera investi par 95 % des militants de la 2e circonscription des Vosges (2002). Mais doublé par l'ex-ministre de l'Industrie Christian Pierret qui avait finalement maintenu sa candidature, il renoncera à se présenter. Il n'apprécie pas, à l'époque, le peu de soutien du patron du PS, un certain François Hollande. Il mène en parallèle une carrière d'universitaire comme maître de conférences à l'IEP-Paris (1992-1997) et depuis 2003, comme professeur associé à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Il a signé, en 1996, La Défaite de la santé publique (où il s'intéresse notamment à l'affaire du sang contaminé), où il plaide pour une réforme sanitaire, épinglant le sous-développement chronique du ministère de la Santé et ses confrères médecins. Ce qui lui vaudra les honneurs, notamment, de l'émission La Marche du siècle. Il a également publié De qui sommes-nous responsables ? (Le Monde éditions, 1997) ou encore un Que sais-je ? sur La Santé publique (PUF, 2010). Il ne revient à la politique que pour défendre aux côtés de Laurent Fabius le « non » au référendum européen de 2005. À cette époque il rédige avec Stéphane Israël et Denis Pingaud, un livre de Laurent Fabius, Réconcilier les deux France (2005) (cf. F&D n° 185)... qui ne verra finalement pas le jour. À cette époque, il sera chargé de mission auprès du directeur général de Génopole (2005) et directeur général adjoint du pôle de compétitivité mondial de la région Île-de-France à Meditech Santé (2006). Désormais fabiusien, Morelle est investi en 2007 dans la 6e circonscription de Seine-Maritime, mais le PS confiera finalement cette circonscription à l'ex-PS passé au PRG, Paul Dhaille. Ce qui provoquera une primaire, Fabius refusant de se déjuger. Investi, il sera dépassé (16,41 %) dès le premier tour par le communiste Jean-Pierre Lecoq (finalement élu) et l'UMP sortant Denis Merville. « Caramba, encore raté. » Désormais attaché à l'aile gauche du PS, il se range derrière Montebourg dont il dirigera la campagne à la primaire socialiste pour la présidentielle de 2012. Et, signe de son importance grandissante, c'est au domicile parisien de Morelle que sera organisé le déjeuner de négociation du ralliement d'Arnaud Montebourg à François Hollande, durant l'entre-deux-tours de la primaire. C'est ainsi finalement qu'il se retrouve, en 2012, plume et directeur adjoint de la campagne de Hollande. Ce qui l'empêchera, faute de temps, de se présenter, cette fois, dans la Somme. Il devient le conseiller politique du nouveau président, mais, en réalité, son « nègre ». « Aquilino Morelle milite pour lui. Il a quitté la voie rapide qui mène à la vie du grand patron de médecine pour celle qui conduit aux commandes de l'État [...] Il transpire à ce point d'énergie qu'il tape dans l'œil de son prof à Sciences-Po, le sociologue Gérard Vincent : "Vous êtes un sursocialisé anticipatoire de la sphère inférieure" [...] Un homme qui singe ceux qu'il voulait rejoindre ? Il s'en défend. "Je vis comme un bourgeois mais je ne ferai jamais partie de la bourgeoisie. Mes enfants peut-être mais moi jamais. Il me reste l'essentiel, l'éducation, les souvenirs. J'ai une conscience de classe." [...] Cet accordeur jospiniste ne fait pas comme le joueur de flûteau de Brassens qui refusait les blasons que lui offrait le seigneur, de peur de voir son âme gonfler. Lui collectionne les distinctions, les colères, les impatiences, les bouffées narcissiques (*Libération*, 9 novembre 1999). » Cette « pièce maîtresse du dispositif élyséen » (*Les Échos*, 16 janvier 2013) voit son plan de carrière s'écrouler lorsqu'il doit quitter l'Élysée à la suite de révélations du Monde démontrant qu'il avait conseillé des laboratoires pharmaceutiques pendant qu'il exerçait à l'IGAS. Considérant avoir un été un fusible de cette pseudo « République exemplaire » voulue par François Hollande, il décide de se venger en publiant un ouvrage à charge, bien qu'ayant été reclassé à l'IGAS.

MORIN François. Banquier, né le 13 septembre 1925 à Orly (Val-de-Marne). Cet X-Mines, licencié en sciences, a été, de 1957 à 1964, secrétaire général adjoint du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Entré à Paribas en 1964, il y deviendra successivement directeur adjoint, directeur (1966), directeur général adjoint (1969), directeur général (1978), vice-président de Paribas (1986) et en 1990, vice-président du conseil de surveillance de Paribas. Président de l'OPFI-Paribas de 1969 à 1988 (il connaîtra quelques déboires dans le dossier Générale de fonderie en 1991), il le fut également de la Compagnie belge de Participation (1982-1995) et de la banque Paribas Capital Market à partir de 1984.

MORIN Jean. Président de société, né le 23 juin 1916 à Melun (Seine-et-Marne), décédé le 6 septembre 2008. Auditeur à la Cour des comptes en 1941, il est, à la Libération, nommé directeur du personnel de l'Intérieur (où il fait preuve de sévérité dans le cadre de l'épuration). Deux fois directeur adjoint du cabinet de Georges Bidault, il devient préfet du Maine-et-Loire en 1949, et sera, de 1958 à 1960, préfet de Haute-Garonne. Délégué général en Algérie de 1960 à 1962, il est de 1962 à 1968 secrétaire général de la marine marchande, et de 1965 à 1968, président de l'assemblée de l'Organisation consultative maritime intergouvernementale. De 1968 à 1972, il préside la Société auxiliaire minière du Pacifique et de 1969 à 1972 la Compagnie française industrielle et minière du Pacifique. En 1970, il devient administrateur, et en 1972, vice-président de Publicis SA, où il fera le reste de sa carrière. Il préside le directoire d'Intermarco de 1974 à 1984, est PDG de Régie-Presse de 1974 à 1983, président de Portenseigne de 1977 à 1988, et membre du conseil de surveillance de Publicis de 1987 à 1990.

MORTIER Gérard. Directeur musical, né le 25 novembre 1943 à Gand (Belgique). Docteur en droit et licencié en sciences de la communication, ce fils de boulanger a effectué toute sa carrière dans le domaine musical et théâtral. Ayant débuté comme assistant du directeur du Festival de Flandre (1968-1972), il a été directeur du bureau d'organisation de l'Opéra de Hambourg (1981-1989), directeur général de l'Opéra de Bruxelles (1981-1989), directeur du projet de l'Opéra Bastille (1985-1986). Directeur artistique du Festival de Salbourg (1991-2001), il sera le successeur très controversé d'Herbert von Karajan, multipliant les mises en scène ravageuses et faisant savoir son opposition absolue à la montée de la droite nationaliste autrichienne (il donnera sa démission après la victoire électorale de Jörg Haider avant de la reprendre pour aller jusqu'à la fin de son contrat). Ce « provocateur patenté » (*Le Monde*, 1er septembre 2001) a ensuite été directeur délégué de l'Opéra national de Paris (2001-2004). Il en est le directeur depuis 2004, ayant succédé à Hugues Gall. Homme de gauche, il vote généralement pour Les Verts (*Libération*, 27 septembre 2004).

MOSCHETTO Bruno. Banquier, né le 10 janvier 1934 à Londres (Grande-Bretagne). Ancien élève de HEC, de l'IEP de Paris et du Centre d'études supérieures de banque, ainsi que titulaire d'une maîtrise en droit, il a démarré sa carrière à la Banque de l'Union européenne où il deviendra, en 1970, directeur des affaires internationales. En 1975, il entre à la Société centrale de banque comme directeur général adjoint chargé des affaires internationales et financières, puis devient directeur général de Al-Saudi Banque (1983-1987). Membre du comité central du RPR, il sera de 1987 à juin 1989 PDG de la Société bordelaise de crédit (groupe CIC), ainsi que président de la Société foncière et financière de Bordeaux. En juillet 1990, il devient chargé de mission à la direction du Trésor, puis en décembre ministre conseiller pour les affaires financières et conseiller financier pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Conseiller commercial à la DREE et directeur régional du commerce extérieur de la région Limousin, ce spécialiste des pays arabes a présidé le comité des banques de la Chambre de commerce franco arabe en 1983 et a été trésorier de l'Association France Algérie et professeur à la faculté de sciences économiques et de gestion de Paris XII (1994-1999) et au pôle universitaire Léonard de Vinci (depuis 1998). Il a été candidat RPF aux élections législatives de 2002 dans la 4e circonscription du Rhône.

MOSCOVICI Pierre. Magistrat à la Cour des Comptes, né le 16 septembre 1957 à Paris XVe. Sa mère, Marie Bromberg-Moscovici, psychanalyste renommée, fut signataire de l'Appel des 121 contre la guerre d'Algérie. Par son père, il est le fils du sociologue Serge Moscovici, figure des milieux progressistes des années 60/70. D'origine roumaine, ce dernier, né à Bucarest dans le vivier communiste internationaliste, avant de « s'exiler » à Paris à la fin des années 40. Il avait pourtant milité aux Jeunesses communistes (*Le Figaro*, 19 août 1994). Professeur à l'UER d'ethnosociologie de l'université de Paris VII-Vincennes, née au lendemain de mai 1968, puis directeur à l'École des hautes études en sciences sociales du Laboratoire de psychologie sociale, Serge Moscovici est l'auteur de nombreux essais et ouvrages de sociologie. Il fut candidat dans le XIIIe arrondissement de Paris aux élections municipales de 1977, sur la liste d'Écologie 78 et des Amis de la terre. Il devait également figurer en 81e place sur la liste européenne de Génération écologie en 1984. Considéré durant longtemps comme le « théoricien numéro un » des écologistes, il avait découvert l'écologie très tôt lors de son passage dans un « think tank » de l'université américaine de Stanford. Il lancera Eucoropa, une espèce de centre d'échanges et de réflexion des divers mouvements écologistes européens. Son fils, lui, se définit comme « juif laïque » et « athée » (*Tribune juive*, 29 septembre 1994 et 5 mars 1998), mais collabore à *Passages*, ayant même diffusé un courrier à en-tête du Parti socialiste demandant aux militants de s'abonner à s'abonner à ce « magazine qui s'est particulièrement attaché à lutter contre le racisme, l'antisémitisme et toutes formes de xénophobie et de nationalismes à travers le monde » (lettre reproduite dans *Le Choc du mois*, mai 1992). Pierre Moscovici a d'abord milité à l'extrême gauche : il assure avoir milité à 10 ans et demi, en 1968, au Comité d'action lycéen de Condorcet. Par la suite, il sera membre des Cercles Rouge qui dépendaient de la Ligue communiste. C'est l'époque où selon *Le Figaro* (19 août 1994), le jeune "Mosco" « avait le sourire rare (et) affichait une morgue et un ton cassants ». Bardé de diplômes (Institut d'études politiques de Paris, DEA de sciences économiques, DEA de philosophie, etc.), cet énarque (1982, promotion *Louise Michel*) se lia étroitement alors avec un de ses cousins éloignés, Dominique Strauss-Kahn. C'est lui qui l'introduira dans le sérail socialiste. Nommé auditeur à la Cour des comptes en 1984, il a été promu conseiller référendaire en avril 1988. Ce dandy « aux airs nonchalants et un peu hautains qui a les tics de certains de ses flamboyants prédécesseurs de la gauche caviar » (*Le Figaro*, 19 août 1994) prend chaque matin son petit-déjeuner au Café de Flore. Ce « quadra » ne dîne jamais chez lui, mais exclusivement dans les « boîtes branchées » (il dispose d'une carte de membre « à durée illimitée » aux Bains-Douches), à moins que ce ne soit au Cercle Interallié. « J'aime me promener seul au jardin du Luxembourg le dimanche. Je ne dîne jamais seul, parce que j'aime la compagnie des femmes et partager mon célibat » (enquête sur les célibataires du *Nouvel observateur*). Au sein du Parti socialiste, il fut partisan (comme Jean-Christophe Cambadélis) d'une « nouvelle gauche » regroupant autour d'un PS rénové des anciens communistes, des écologistes, des syndicalistes, etc. En 1986, il intègre le groupe des experts du PS dirigé par Claude Allègre. Deux ans plus tard, il rejoint comme conseiller technique (puis comme chargé de mission) Lionel Jospin au ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (tandis que Claude Allègre, véritable n° 2 bis, est conseiller spécial de Jospin). Leurs liens sont étroits : Moscovici et Allègre seront les deux seuls ministres invités aux 60 ans de Jospin. De 1990 à 1993, il dirige le service du financement du Commissariat général au Plan, auprès de Jean-Baptiste de Foucauld, président du club delorien Échanges et Projets. Moscovici se rapproche alors de Jacques Delors et signera un livre avec François Hollande, secrétaire général des Clubs Témoins (dont il sera lui-même l'un des principaux dirigeants) : *L'Heure des choix pour une politique économique* (Odile Jacob, 1992). En 1990, il entre à la fois au comité directeur et au bureau exécutif du PS, et, cas unique, est propulsé au secrétariat national, où il prend en charge la direction des études, c'est-à-dire le secteur économique. De 1992 à 1994, Lionel Jospin en fera même le trésorier du PS. En avril 1993, il soutient Michel Rocard dans sa prise du pouvoir au

sein du PS, puis soutient Dominique Strauss-Kahn, face à Henri Emmanuelli, après la déroute des élections européennes. Entre-temps, ce membre du Mouvement européen (partisan d'une Europe fédérale) a réussi à devenir parlementaire européen en 1994. Soucieux de s'imposer, cet « architecte de la rénovation du projet du PS » (*Le Monde*, 20 janvier 1996) se classe rapidement parmi les pourfendeurs de l'orthodoxie budgétaire, prônant peu à peu une rupture avec le budgétarisme de Pierre Bérégovoy. Il signera *À la recherche de la gauche perdue* (1994), *L'Urgence, plaidoyer pour une autre politique économique* (1997), *Au cœur de l'Europe* (1999), *L'Europe, une puissance dans la mondialisation* (2001), *Un an après* (Grasset, 2003). En 1995, il participe à la campagne présidentielle de Lionel Jospin, puis, au début de 1996, sera l'artisan du premier grand colloque du PS sur la mondialisation, où les experts français endossent les thèses blairistes et fabiennes. Parachuté dans la 4e circonscription du Doubs, celle de l'ex-PSU Huguette Bouchardeau, il sera battu en 1993 par un cadre RPR de l'automobile, Jean Geney (46,60 %). Pourtant propulsé secrétaire régional pour la Franche-Comté (ce qui lui vaudra la haine tenace de nombreux militants socialistes du Doubs, en particulier le député sortant Guy Bêche ou le maire de Besançon Robert Schwint), puis premier secrétaire de la fédération du Doubs (1995-1997), ce parisien du VIe arrondissement réussit finalement à se faire élire conseiller général du canton, pourtant ouvrier, de Sochaux-Montbéliard en 1994 (jusqu'en 2001), conseiller municipal de Montbéliard en 1995 (alors qu'il espérait la mairie, mais le maire RPR Louis Souvet sera réélu dès le premier tour avec 58,13 %) puis député, le 1er juin 1997, obtenant 58,15 % face au député sortant. Ayant été le principal du programme du PS, il cède alors son fauteuil à son suppléant Joseph Tyrode pour devenir ministre délégué aux Affaires européennes, poste qu'il occupera durant cinq années malgré de multiples gaffes et une attitude controversée : « Rarement un homme aura autant personnalisé les travers nationaux habituellement prêtés aux Français et à la "grande nation" : arrogant, suffisant, méprisant, cassant et on en passe (*Libération*, 9 décembre 2000). » Il sera donc notamment l'introducteur de l'euro et soutiendra l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne : « Les questions religieuses ne doivent être en aucun cas un obstacle à l'intégration des Balkans dans l'Europe [...] L'Union européenne n'a jamais eu vocation à n'être qu'un club de nations majoritairement chrétiennes. L'Europe possède une dimension multiconfessionnelle depuis des siècles. Quel serait le sens de notre ambition politique si elle revenait à nier l'histoire ? » Conseiller régional depuis 1998, il aurait négocié avec l'UDF Jean-François Humbert l'élection de ce dernier à la présidence du conseil régional de Franche-Comté plutôt que de soutenir le candidat chevènementiste Christian Proust. Il est également parrain de l'association Confrontations de Philippe Herzog. En mars 2001, il sera à nouveau sévèrement battu par Louis Souvet à la mairie de Montbéliard (35,65 %). En 2002, il sera le principal responsable de la campagne présidentielle de Lionel Jospin avec (et parfois contre) Jean Glavany, ayant la haute main sur le projet, les discours et les argumentaires. Il sera battu de peu (49,78 %) en juin 2002, son siège revenant à l'UMP (Dvd) Irène Tharin. Il retrouve son siège en 2007 avec 50,93 %. Il est conseiller municipal de Valentigney depuis 2008 et a soutenu Bertrand Delanoë au poste de premier secrétaire du Parti socialiste. À la suite du départ pour le FMI de Dominique Strauss-Kahn, il devient l'un des principaux représentants du courant social-démocrate.

MOTHES Jean. Président de société, né le 1er août 1920 à Ruffec (Charente). Polytechnicien et ancien de l'Institut de statistiques de l'université de Paris, il sera, de 1943 à 1960, administrateur à l'Institut national de la statistique et des études économiques (auteur de divers ouvrages d'économie), étant détaché de 1952 à 1957 à la direction commerciale de Gaz de France, puis de 1957 à 1960 à la direction des études générales de la SNCF. De 1960 à 1962, il est directeur adjoint de la Société de mathématiques et d'économie appliquée avant de passer dans le privé, comme directeur à la direction générale de la Source Perrier, où il reste jusqu'en 1989. Ancien PDG de la société Chantilly et de la Société fromagère Saint-Georges, il a été, à partir de 1968, administrateur du Groupement des industries agricoles, alimentaires et de grande consommation, de la Difim, et fut vice-président des Verreries du Puy-de-Dôme.

LE SIÈCLE

MOTTIN Jean. Conseiller d'État, né le 27 janvier 1914 à Grenoble (Isère). Licencié en droit et diplômé d'études supérieures de droit, il fut avocat à la Cour d'appel de Grenoble (1934-1936), puis de Paris (1937). Rédacteur au ministère du Ravitaillement en 1941, il devient alors auditeur au Conseil d'État. Conseiller technique de divers ministres de 1945 à 1954, il dirige le cabinet de Michel Soulier (Information, 1957). PDG de la Société nationale d'entreprises de presse (biens de presse saisis en 1944) à partir de 1955, il devint conseiller d'État en 1963. Il fut l'un des plus proches amis de Georges Bérard-Quélin.

MOULIN Étienne. Président de société, né le 3 mars 1912 à Alger-Saint-Eugène (Algérie), décédé le 11 septembre 2004. Fils d'un administrateur de sociétés, il fera carrière aux Galeries Lafayette, successivement comme administrateur (1947), vice-PDG (1971), PDG (1971-1987), et à nouveau vice-PDG à partir de cette date. Il fut également à partir de 1950 vice-PDG de Monoprix, à partir de 1946 PDG de la Société centrale d'achats. Il était le gendre de Max Heilbronn (décédé en 1998), ancien PDG des Galeries Lafayette.

MOULONGUET Thierry. Administrateur civil, né le 27 février 1951 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il a épousé Nicole Dissez, ce qui en fait le gendre de feu Jacques Chaban-Delmas, ancien Premier ministre gaulliste et président de l'Assemblée nationale. Ce fils de chirurgien, passé par Saint-Jean de Passy et Janson-de-Sailly, est licencié en économie, diplômé de Sciences-Po Paris et énarque (promotion *Guernica*, 1974-1976). Affecté à la direction de la prévision du ministère de l'Économie et des Finances, il sera chef des études économiques et des autorisations de la Commission nationale informatique et libertés (1987-1988), puis directeur de cabinet du secrétaire d'État socialiste à l'Action humanitaire Bernard Kouchner (1988-1991). Il s'oriente alors vers l'entreprise et se retrouve à la tête de la stratégie financière et de la communication de la direction de Renault (1991-1994). Il sera ensuite directeur du contrôle des investissements de cette entreprise avant de rejoindre Nissan (avec Carlos Ghosn) comme adjoint au directeur financier. Directeur général et directeur financier de Nissan à partir de 2000, il occupe les mêmes fonctions chez Renault depuis 2004. Il a été candidat divers droite aux élections législatives de 1981 dans les Pyrénées-Atlantiques et a été conseiller municipal en 1983.

MOURGUES Michel de. Banquier, né le 17 février 1930 au Puy-en-Velay (Haute-Loire). Diplômé de l'IEP Paris (service public), DES d'économie politique et de sciences économiques, il fut notamment chargé de mission au cabinet du secrétaire d'État à la Marine nationale (1956-1957), avant d'entrer dès 1959 au Centre national du patronat français comme chargé de mission. Il en deviendra « l'homme de l'ombre et l'éminence grise » (*Le Nouvel observateur*, 31 janvier 1986). Assistant du directeur général de la société Le Nickel en 1962-1963, il est ensuite chef de service au CNPF jusqu'en 1967. Directeur fondateur (1967-1974) de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs indépendants, artisans, commerçants, membres des professions libérales, il occupe les postes majeurs de directeur, de 1974 à 1979, puis de directeur général des Études législatives au CNPF à partir de 1979. À ce poste, il est officiellement chargé de l'étude des conséquences des textes de lois sur la vie des entreprises. En fait, il s'agit de la principale cellule de lobbying du CNPF, donnant notamment conseils et soutiens financiers aux députés et candidats. Dans *On ne badine pas avec la politique* (Lattès, 1985), Francine Gomez a raconté (elle fut la première à rompre la loi du silence) comment, ayant visité Yvon Gattaz en 1984 en vue de sa campagne européenne, ce dernier appela Michel de Mourgues, qui la reçut dans son bureau pour parler affaires. Membre du Conseil économique et social, section activités sociales, en 1976-1977, il devient administrateur de la Bred à partir de 1988 et président de 1995 à 1998.

MOUROT Arnaud. Directeur de société, né le 26 août 1973 à Lyon IIIe. Il est le fils d'Alain Mourot, fonctionnaire, et de Ghislaine Charasse, infirmière. Ce père de deux enfants

(Gabriel et Lou) vit avec Emmanuelle Moreau, directrice de production à Saturne Production (réalisation filmée d'événements sportifs). Membre de l'équipe de France de lutte pendant dix ans, ce diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris a commencé sa carrière comme directeur administratif et financier d'Action prévention sport (1995-1999) avant de fonder l'ONG Sport sans frontière, dont il sera le directeur général jusqu'en 2005. Depuis lors, il dirige l'antenne française d'Ashoka. Fondée en Inde en 1980 par l'américain Bill Drayton, cette association internationale réunit les fondateurs de la Grameen Bank, de Transparency International ou encore du Forum social mondial. Arnaud Mourot définit l'action de ce puissant *think tank* de l'entreprenariat social et solidaire (lutte contre les exclusions, droits de l'homme, développement durable etc.) comme du « capitalisme philanthropique ». En 2011, il a d'ailleurs participé à la commission du député UDI Francis Vercamer qui a débouché sur un rapport sur l'« économie sociale et solidaire ». Il coordonne aujourd'hui le développement d'Ashoka en Europe. Dans cette mouvance, il a également créé, en 2008, La Ruche et, en 2011, Ovalie, une entreprise d'intérim pour les handicapés. Il participait, en 2012, au Zermatt Summit, un sommet mondialiste organisé depuis 2010 qui propose des « solutions pour créer un nouveau schéma mondial, remettre l'individu au cœur de l'économie, de l'entreprise, de la vie et installer un nouveau leadership ».

MOUSSA Pierre. Banquier, né le 5 mars 1922 à Lyon (Rhône). Fils d'un professeur égyptien et d'une sage-femme française, ce normalien est agrégé de lettres et a été inspecteur des Finances (reçu major) de 1946 à 1972. En 1949, il devient conseiller technique dans le cabinet de Robert Buron, secrétaire d'État aux Finances, qu'il suivra aux Affaires économiques (1950 et 1953), puis dont il deviendra directeur de cabinet à la France d'outre-mer (1954-1955). Il est ensuite directeur des affaires économiques et du Plan pour la France d'outre-mer (1955-1959), directeur des transports aériens (1959-1962), puis du département Afrique de la Banque mondiale (1962-1964). Président de la fédération des sociétés d'assurances de 1966 à 1969, cet authentique banquier de gauche (proche de Jacques Delors) dans un milieu volontiers conservateur (il fut également longtemps très tiers-mondiste) devient alors administrateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, première banque d'affaires d'Europe (rachetant notamment Schneider-Empain/Creusot-Loire) dont il sera le flamboyant PDG de 1978 à 1981, date à laquelle il démissionne après avoir mis à l'écart de la nationalisation deux filiales étrangères sans en avoir informé au préalable ses autorités de tutelle (il s'ensuivra un scandale mémorable et un procès, qui durera plusieurs années). Ce proche de Georges Bérard-Quélin, qui joua un rôle majeur au Siècle, fut également président de la commission des finances du CNPF de 1980 à 1982. Après la nationalisation de la banque, il crée une société de financement, Pallas, et préside, entre autres, Finance et développement (1982-1984), Pallas Holdings (1983-1992), Dillon Read Ltd (1984-1987), Frandev (1986-1990), Pallas Finances (1986-1989), Cresvale Partners (1987-1994) et toute une série d'organismes internationaux de gestion financière centrés autour de la structure Pallas, qui s'effondrera au début des années quatre-vingt-dix. Cible du PS (dont il était pourtant proche) lors du premier septennat de François Mitterrand, il a retracé une partie de ses aventures dans *La Roue de la fortune, Souvenirs d'un financier*.

MUET Pierre-Alain. Inspecteur général des Finances, né le 1er janvier 1945 à Lyon (Rhône). Ingénieur de l'École centrale de Paris et docteurs ès sciences économiques, ce fils d'un agent commercial et d'une brodeuse débuta comme chargé de mission à l'INSEE (1969-1977) avant d'être chercheur au Cepremap, un centre de recherches dépendant du Commissariat général au Plan (1977-1981), puis directeur du département d'économétrie à l'Observatoire français des conjonctures économiques (1981-1977), tout en enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris (1983-1989), à l'université de Montréal (1991-1993) et à l'École polytechnique à partir de 1989. De sensibilité mendésiste, il a milité à l'Unef puis au Parti socialiste unifié avant de rejoindre le Parti socialiste en 1975. Il le quitta en 1981, avant de reprendre

sa carte en 1995, intégrant alors l'équipe d'experts économiques encadrée par ses amis Dominique Strauss-Kahn et Christian Sautter, en prévision de la campagne présidentielle de Lionel Jospin. Il devient alors rapidement « le plus influent des hommes de l'ombre du PS » en matière économique (*L'Expansion*, 24 octobre 1996). Lors de la campagne socialiste aux élections législatives anticipées, il fut chargé de la cohérence économique du programme socialiste. En juin 1997, il entre au cabinet du Premier ministre socialiste Lionel Jospin, devant son principal conseiller en matière économique ainsi que son représentant au Conseil d'analyse économique, dont il avait participé à la création. Jusqu'en 2001, il fut donc le président délégué de ce « laboratoire économique », fort d'une quarantaine de membres, chargé de conseiller le Premier ministre puisque ses buts officiels sont d'« éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique » (voir *33 grosses têtes professent pour le Premier ministre*, *Les Cours d'économie très privés de Jospin*, *L'Evénement du jeudi*, 26 février 1998, et *Lionel Jospin et les économistes*, *Le Monde*, 17 février 1998). À ce poste, cet ancien élève (et ami) de Raymond Barre participe largement à l'inflexion néolibérale et proeuropéenne du PS, s'inspirant notamment des Fabiens anglais. Il sera d'ailleurs officiellement invité par la Fabian Society les 26 et 27 novembre 1999. En 1999, lors d'un colloque de la Fondation Jean Jaurès à Rio de Janeiro (Brésil), il sympathise avec son président, Gérard Collomb. En mars 2001, il remporte la marie du IVe arrondissement de Lyon (52 % au second tour contre le maire sortant, le noiriste Gabriel Caillet), et devient maire adjoint, en charge des affaires économiques de la mairie de Lyon ainsi que vice-président de la communauté urbaine de Lyon. Il démissionne alors de Matignon et est, peu après, nommé inspecteur général des Finances au tour extérieur. En juin 2007, il devient député de la 2e circonscription du Rhône avec 51,5 %. Auteur de multiples articles et ouvrages d'économie, il est notamment directeur de la collection Europe chez Economica et a été vice-président de l'Association française de sciences économiques.

MUNNICH Arnold. Professeur de médecine, né le 9 octobre 1949 à Paris. Après des études au lycée Claude Bernard, à la faculté de médecine Necker et la faculté de sciences de Paris-VII, il s'est spécialisé dans la génétique. De renommée internationale, ce docteur ès sciences et docteur en médecine a été interne des hôpitaux de Paris (1975-1982), chef de clinique (1986-1990) à Necker. Professeur de génétique à Paris-V depuis 1989, ce protégé d'Axel Kahn dirige le service de génétique de Necker (où il a succédé au Pr Jérôme Lejeune). Membre de l'Académie des sciences depuis 2004, il a publié de très nombreux travaux dans sa spécialité. Grand Prix Inserm de la recherche médicale 2000, ce pédiatre et généticien est devenu conseiller pour les questions médicales à la présidence de la République en mai 2007.

MURON Pierre. Banquier, né le 27 septembre 1919 à Paris, décédé le 8 septembre 1995. Docteur en droit et diplômé de sciences politiques, il entre en 1946 à la Société générale et y gravira tous les échelons. À la retraite, il est devenu conseiller du président de la Compagnie de navigation mixte (1987-1988), du groupe Pallas-France et du PDG de Pallas-France (1989-1992). PDG d'Eurofrandev à partir de 1992, il présidera aussi le conseil de surveillance de Daimler Benz Holding France.

MUSCA Xavier. Inspecteur des Finances, né le 23 janvier 1960 à Bastia (Haute-Corse). Diplômé de Sciences-Po (lauréat), cet énarque (1985, promotion *Léonard de Vinci*) a été chargé de mission auprès du chef de service de l'inspection générale des Finances, Pierre Gisserot (1988-1989), puis à la direction du Trésor (1989-1990). Chef du bureau des affaires européennes à la direction du Trésor (1990-1993), il sera conseiller technique du Premier ministre RPR Édouard Balladur de 1993 à 1995, avant de revenir à la direction du Trésor de 1995 à 2002. En juin 2002, il prend la direction du cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Francis Mer. Il est, depuis 2004, directeur du Trésor et, à ce titre, président du Club de Paris. En mars 2008, il préside l'Association de financement de la campagne de David Martinon à Neuilly, mais celui-ci se retire quelques semaines avant l'élection.

MUSELIER Renaud. Médecin, né le 6 mai 1959 à Marseille (Bouches-du-Rhône), il est le petit-fils de l'amiral Émile Muselier (1882-1965), inventeur de la croix de Lorraine comme symbole de la France libre, commandant des Forces navales françaises libres, qui sera brisé par le général De Gaulle. Dans *Les Hommes partis de rien* (1975, p. 403), le Prix Nobel de la paix René Cassin en parle comme d'un « petit-fils de juif se disant démocrate ». Il était également franc-maçon. Le père de Renaud, Maurice Muselier, pharmacien (1907-1989), a été marié à trois reprises. Renaud est né de son union avec Sylviane Girault, fille du colonel Gontran Girault et de l'Américaine Gladys Virginia Steuart, fille du consul général des États-Unis (généalogie détaillée dans l'*Histoire familiale des hommes politiques français*, 1997). Renaud Muselier a rejoint le mouvement chiraquien. Docteur en médecine, ce directeur de la clinique Saint-Martin, spécialisée dans l'accueil des grands blessés, s'est engagé dès 1985 aux côtés de Maurice Toga, doyen de la faculté de médecine et chef d'un RPR en pleine déliquescence face à la montée du Front national. Délégué national à la jeunesse aux côtés de Nicolas Sarközy en 1986, il est entré au conseil national du RPR en 1987. Conseiller général de ce département depuis 1992 (après une première candidature en 1991 dans ce 2e canton, où il fut battu par le FN Jean Roussel), il a été élu en mars 1993 député de la 5e circonscription du département, avec 67,32 % face au FN Ronald Perdomo, et réélu de peu en 1997, dans une triangulaire (41,76 %), avec le socialiste René Olmeta (40,65 %) et la FN Marie-Odile Rayé (17,57 %). En octobre 1996, il appellera à voter à demi-mot (« on n'est pas pour un front républicain, mais il y a la valeur des hommes [...] Roger Meï, c'est un type bien ») pour le candidat communiste lors de l'élection partielle dans la 10e circonscription des Bouches-du-Rhône, contre le frontiste Damien Bariller. Premier adjoint au maire de Marseille à partir de 1995, cette ceinture noire de karaté (ancien champion de France universitaire) a été délégué général du RPR à partir de la même année, en charge des relations avec le Parlement. Membre du bureau politique depuis 1998, il préside le Groupe d'amitié parlementaire France-Albanie, étant un lointain descendant du roi Zog (sa mère, est la demi-sœur de la reine Géraldine, veuve de Zog). En novembre 1999, il a tenté de prendre la présidence du RPR, ralliant finalement Jean-Paul Delevoye. Hostile à la reconnaissance de droits particuliers aux homosexuels, il a été à l'origine, en 2000-2001, d'une loi contre l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Il ne peut pourtant être soupçonné de conservatisme, ayant été l'un des trois députés RPR à s'abstenir lors du vote du projet de loi sur l'allongement à 12 semaines de l'IVG (alors que son groupe votait contre). Réélu en 2002, il démissionne et entre au gouvernement comme secrétaire d'État aux Affaires étrangères (2002-2005), tout en demeurant premier adjoint au maire de Marseille. Chargé de mission par la suite à la présidence de la République, il retrouve son siège en juin 2007 (55,32 %). En 2008, il ne brigue pas la place de premier adjoint et préfère ne pas entrer comme secrétaire d'État au gouvernement, préférant prétendre à la succession de Jean-Claude Gaudin comme président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Bien que largement favori, il est battu, à la suite de tractations de couloirs, par le socialiste Eugène Caselli.

MUTZ Pierre. Préfet, né le 15 novembre 1942 à Tournon-d'Agenais (Lot-et-Garonne). Ce fils d'un adjudant-chef de la gendarmerie, Émile Mutz, et d'Emma Stein, a fait un beau mariage en épousant, Marie-Hélène Lavarello, fille d'un contre-amiral (décédée). Ce saint-cyrien, breveté para, opéra dans les services secrets, notamment comme patron des nageurs de combat d'Aspretto (Sdece, 1974-1980), avant de se reconvertir au ministère de l'Intérieur où fut notamment sous-préfet en 1980, directeur de cabinet du Haut-commissaire de la Polynésie française (1982), sous-préfet de Sedan (1983), chef de cabinet des préfets de police de Paris Jean Paolini et Pierre Verbrugghe (1986-1989). En 1993, il réoccupe le même poste, cette fois auprès de Philippe Massoni, préfet considéré comme un proche de Jacques Chirac (qui deviendra son conseiller pour la sécurité). *Le Canard enchaîné* (novembre 2004) le présente comme « l'œil de Massoni à l'Intérieur ». Préfet

de l'Essonne (1996-2000) puis de la région Limousin (2000-2002), il prend la direction de la Gendarmerie nationale en 2002, en remplacement de Pierre Steinmetz, puis devient, deux ans plus tard, préfet de police de Paris, sur décision expresse de Jacques Chirac, alors que Claude Guéant, proche collaborateur de Nicolas Sarközy, était donné comme favori pour ce poste prestigieux. Il ne cessera de multiplier les tracasseries à l'égard des mouvements nationalistes et décidera de rendre obligatoire la visite au Mémorial de la Shoah pour toutes les recrues affectées à la capitale. En 2007, il obtient le poste prestigieux de préfet de la région Ile-de-France. Fin 2008, il devient président du conseil de surveillance du groupe Logement français.

N

NADAL Jean-Louis. Magistrat, né le 25 février 1942 à Sousse (Tunisie). Il est le fils d'un couple d'instituteurs. Diplômé d'études supérieures de droit privé et de droit comparé, cet ancien de l'Institut d'études politiques de Toulouse est devenu auditeur de justice en décembre 1965. Substitut du procureur de la République au TGI de Saint-Nazaire (1970-1971), puis de Nantes (1971-1972), il fut ensuite substitut (1972-1976) puis premier substitut du procureur de la République au TGI de Bordeaux (1976-1982), tout en étant maître de conférences, puis adjoint au directeur des études (1975), sous-directeur des stages (1977), sous-directeur de la formation permanente et spécialisée (1979) à l'École nationale de la magistrature de Bordeaux. Nommé inspecteur des services judiciaires en 1982, il sera conseiller technique du ministre de la Justice socialiste Robert Badinter (1983-1986), gérant le poste clé des nominations dans la magistrature, puis de son successeur, le radical de gauche Michel Crépeau (février-mars 1986). Avocat général près la Cour d'appel de Versailles (1987-1988) puis de Paris (1988-1989), il devint procureur de la République près le TGI de Créteil en 1989. Il occupa les mêmes fonctions près la Cour d'appel de Bastia, de Lyon (1992-1996) et d'Aix-en-Provence (1996-1997). Inspecteur général des services judiciaires (il enquêta sur les dysfonctionnements de la justice dans l'affaire des disparues de l'Yonne), il remplace Alexandre Benmakhlouf, en mars 2001, comme procureur près la Cour d'appel de Paris, un poste clé du Palais de justice de Paris compte tenu du grand nombre d'affaires sensibles qui y sont plaidées. Il est encore promu procureur général près la Cour de cassation en octobre 2004.

NALLET Henri. Directeur de recherches, né le 6 janvier 1939 à Bergerac (Dordogne). Issu des milieux chrétiens progressistes, ce directeur de recherches à l'Inra devint, en 1981, conseiller pour les questions agricoles de François Mitterrand. Ancien ministre socialiste de l'Agriculture (1985-1986 et 1988-1990), puis ministre de la Justice (1990-1992). Longuement cité et entendu dans le cadre du financement de la seconde campagne présidentielle de François Mitterrand et dans le dossier d'Urba (cf. *L'Enquête impossible* d'Antoine Gaudino), il sera recasé, au tour extérieur, comme conseiller d'État. Plusieurs fois député (1986, 1988, battu en 1993, réélu en 1997), conseiller général de l'Yonne (depuis 1988) et maire de Tonnerre. Il abandonne alors tous ses mandats, en mars 1999, et même celui d'élu municipal, en avril 2001, à la suite de son échec aux élections cantonales de Tonnerre. Conseiller d'État honoraire (nommé en 1992 au tour extérieur), ce secrétaire national du PS chargé des relations internationales s'est reconverti dans le monde des affaires, devenant conseiller du président des laboratoires pharmaceutiques Servier pour les questions internationales et directeur des relations extérieures de ce groupe. En mai 2001, il a été coopté au sein d'une des plus puissantes associations mondialistes internationales, le Bilderberg Group et appartient au conseil d'administration d'Europartenaires, association fondée et longtemps présidée par Élisabeth Guigou et associant élus socialistes et patrons de grandes entreprises. Il s'est expliqué de ses liens avec le bureau d'études du Parti socialiste Urba-Gracco, dans *Une Affaire sous François Mitterrand : La Française des jeux,* de Frédéric Ploquin (Fayard, 2001). En 2000, il est devenu vice-président du Mouvement européen. Mis en examen dans différents dossiers, il a vu sa mise en examen pour « recel d'abus de confiance » dans l'affaire du Crédit Agricole de l'Yonne annulée le 7 février 2001 par la Cour de cassation (il avait remis 500 000 F en liquide au dirigeant de la banque en garantie d'un prêt consenti à son épouse, cf. *Le Monde*, 19 juin 2002).

NAMIAS Fabien. Journaliste, né le 16 novembre 1972 à Paris XIVᵉ. Il est le fils du journaliste Robert Namias (biographie détaillée dans l'*Encyclopédie Politique Française* tome II), né le 29 avril 1944 à Paris IXᵉ. *Le Point* (28 avril 2005) précise que Robert Namias, ancien directeur général adjoint en charge de l'information de *TF1* (2005-2008) est « né de parents juifs, élevé dans le protestantisme, et [...] effectue un lent retour vers sa judéité. « Je le dis de plus en plus que je suis juif, le cacher serait une trahison » souligne-t-il. Robert Namias, véritable « roi de l'info », un temps pressenti pour prendre la succession de Marc Tessier à la présidence de France Télévisions, a finalement rejoint le groupe Publicis comme vice-président de Publicis Consultants France et conseiller auprès du président du directoire, Maurice Lévy (2008-2010). Par ailleurs président du Conseil national de la sécurité routière (2003-2013) et directeur de l'hebdomadaire *L'Hémicycle* (2011-2012), Robert Namias est, depuis 2010, chroniqueur sur *Europe 1* (dont il fut un pilier au tournant des années 70-80) et *I-télé*. Cet intime de Pierre Arditi a par ailleurs joué un rôle de journaliste dans le film *Les Parisiens* de Claude Lelouch en 2004. Ses deux fils Fabien et Nicolas Namias sont issus de son premier mariage avec Nicole Halimi qui fut directrice de la communication chez Publicis Consultants (2000-2003). Le cadet des deux frères, Nicolas Namias, né le 25 mars 1976 à Paris VIIIᵉ, a épousé, le 29 juillet 2005, Marie Gallon, diplômée de Sciences-Po Paris (1998), directrice marché « banque et services financiers » chez Eurogroup Consulting (2004-2013), directrice de Bred Espace, la banque en ligne de la Bred (depuis 2014). Le couple a eu trois enfants : Esther, Louis et Rébecca. Passé par le Lycée Jean-Baptiste Say à Paris et la London School of Economics, Nicolas Namias, diplômé de Sciences-Po Paris (où il sera maître de conférences en économie entre 2004 et 2006) et de l'ESSEC, est entré au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie à sa sortie de l'Ena en 2004 (promotion Leopold Sédar Senghor). Il y a été adjoint au chef du bureau système financier international et préparation des sommets (2004-2006) puis du bureau épargne et marchés financiers (2006-2008) à la direction générale du Trésor. Il est ensuite passé au groupe Banques populaires Caisses d'épargne (BPCE) en tant que chargé de mission auprès du membre du directoire chargé des finances (2008-2009), puis directeur du pilotage et de l'analyse de la performance (2010-2012). En 2012, il a rejoint le cabinet du Premier ministre socialiste Jean-Marc Ayrault comme conseiller technique pour le financement de l'économie, les entreprises et les affaires économiques internationales. Il a intégré Natixis (filiale de BPCE) en 2014, comme membre du comité exécutif et directeur de la stratégie. De quatre ans son aîné, Fabien Namias, passé par le lycée Jean-Baptiste Say et diplômé de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence a embrassé, comme son père, la carrière de journaliste, après avoir échoué au concours d'entrée de l'Ena. Diplômé du Centre de formation des journalistes de Paris (dont il est un des administrateurs depuis 2014), il est entré à *LCI* comme reporter politique (1999-2004). Il rejoint ensuite *Europe 1* où il sera successivement journaliste politique (2004-2008), chef du service politique (2008-2010), directeur adjoint de la rédaction et animateur du *Grand rendez-vous* (2010). En 2010, il remplace Gérard Leclerc à *France 2* comme rédacteur en chef chargé des services politique et économie (à seulement 35 ans !). Cependant, dès juin 2012, ce proche de Claude Guéant qui questionna les candidats pendant la campagne présidentielle de 2012, devait retourner à *Europe 1* après l'arrivée de François Hollande à l'Élysée. Sur la radio où officie également son père, il occupe le poste de directeur de l'information depuis 2012, en remplacement d'Arlette Chabot. L'année suivante, Denis Olivennes le nommait directeur général de la station. Fabien Namias, comme le rapporte *Le Monde* (13 février 2011), « n'a jamais songé à devenir militant, la "privation de liberté intellectuelle" que cela suppose étant inenvisageable pour lui. » Toutefois, cette règle qu'il s'est fixée comporte une exception : « Je ressens un immense respect et une bienveillance absolue envers Israël. Je serai toujours l'avocat de ce pays (*Actualité juive*, 5 juillet 2012). » Il vit avec Caroline Durand, également journaliste, avec qui il a eu trois enfants (Adèle, Rose et Prune).

NAOURI Jean-Charles. Président de société, né le 8 mars 1949 à Bône (Algérie). Son oncle, Rahamin Naouri, fut le rabbin de sa ville natale. Il fut premier prix de version et de thème latins au concours général. Bachelier à 15 ans, il aura en permanence

besoin de dispenses d'âge pour passer des examens. Il ne présentera d'ailleurs pas l'X, mais l'Ena, étant trop jeune et n'ayant pas obtenu de dérogation! Docteur en mathématiques, ancien major de Normale sup avec le meilleur résultat de tous les temps (devant Poincaré), ancien de Harvard (reçu avec 600 points sur 600), ce fils d'un médecin et d'une professeur d'anglais rejoint à sa sortie de l'Ena, en 1976, l'inspection des Finances. Cette année-là, il publia, sous le pseudonyme de Jacques Vittori, *Nationalisations*, un ouvrage hostile aux thèses de la gauche qu'il devait servir par la suite. Chargé de mission en 1980 à la direction du Trésor et secrétaire général adjoint du Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques, il en devient secrétaire général en octobre 1981, en même temps qu'il se voit confier le secrétariat général du Fonds spécial d'adaptation industrielle et du Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'État. Son envol date de 1982, lorsqu'il fut chaudement recommandé par François Stasse et devint directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy aux Affaires sociales et à la Solidarité nationale (à qui il explique les mécanismes économiques), puis, lorsqu'il le suit en juillet 1984 (restant à ses côtés jusqu'en mars 1986), au ministère de l'Économie et des Finances. « J'avais l'arrogance des hauts fonctionnaires. Durant quatre ans, j'ai été obsédé par le pouvoir. Ne pas obtenir Calvet ou Gomez au téléphone dans les dix secondes était pour ainsi dire un affront » (*L'Expansion*, 4 mars 1993). Pour tous les boursiers, il est considéré comme l'homme qui a lancé et réussi la modernisation des marchés financiers (création de multiples nouveaux instruments, notamment le Matif) avec son second, Claude Rubinowicz (né le 21 octobre 1947, normalien et agrégé de mathématiques). « En moins de trois ans, ils ont bouleversé le paysage financier de l'Hexagone, violé les banques, chamboulé la Bourse, cassé le monopole des agents de change, créé de nouveaux marchés financiers comme le Matif (...) Mais de réformes "sociales", point » (*Le Nouvel observateur*, 7 juin 1990). Mis sur la touche comme chargé de mission auprès du directeur du Trésor, puis comme sous-directeur des établissements de crédit à la direction du Trésor en 1986, il ne fut pas nommé, comme prévu, chef de service, à la suite d'une réunion secrète des « Trésoriers » qui rejetèrent sa nomination (cf. *Les Socialo capitalistes*, Roland de La Baume, Albin Michel, 1993). Il rejoint alors le privé, devenant en mai 1987 associé-gérant de la banque David de Rothschild, créant, avec son appui, son propre fonds d'investissement en capital développement, Euris, qui réunit bientôt 500 millions de F, investis dans des participations minoritaires et des rachats d'entreprises à crédit. Ses trois parrains, qui l'ont toujours soutenu dans les affaires, sont Marc Ladreit de Lacharrière (Fimalac) qui le présentera à son second parrain, David de Rothschild, et Vincent Bolloré. En 1990, le fonds était estimé à 3,5 milliards de francs, et en 1996 à 10 milliards de francs (avec 6 milliards de fonds propres). Bien qu'ayant refusé de participer au raid sur la Société générale, il sera, en 1990, inculpé pour délit d'initié, ayant acquis des actions pour son fonds et son propre compte. Ayant sans doute été mal conseillé, il connaîtra des inquiétudes dans le dossier du plus grand escroc du Matif, Jean-Marc Aletti, avec lequel il fut à deux doigts de s'associer pour monter une banque de marché pour le compte de Rothschild, Péchiney et les AGF. Inculpé dans la finance, il sut rebondir comme acteur majeur de la grande distribution, devenant le holding pivot de Moulinex (restructuré à la hache par Pierre Blayau) et de Casino qu'il dirige depuis 2003. Parti avec un investissement de 250 000 F dans Euris, il pèserait aujourd'hui personnellement plusieurs centaines de millions d'euros, contrôlant, par le biais d'une cascade de holdings, Euris, avec moins de 3 % des actions. « À la différence de Gérard Eskenazi ou d'Alain Minc, Jean-Claude Naouri a vite compris que le pouvoir aujourd'hui passe par la propriété du capital (...) Il aura ainsi fait le parcours complet: du socialiste (même s'il s'est toujours refusé à l'engagement) au financier; du haut fonctionnaire au capitaliste. La boucle est bouclée. Il lui a fallu du culot. Mais aussi du talent » (*Le Nouvel observateur*, 7 juin 1990).

NAOURI Jean-Yves. Directeur de société, né le 19 novembre 1959 à Bône (Algérie). Il est le fils de Joseph Naouri, médecin, et de Louise Arrouas. Il a épousé Véronique Bardon, financier et fille d'universitaire. Il est donc le cousin germain (et non le frère comme on le voit souvent écrit) de Jean-Charles Naouri, membre du Siècle. Il est comme lui, le neveu du rabbin Rahamin Naouri, qui fut le rabbin de sa ville natale. Polytechnicien et ingénieur des Mines de Paris, il fut notamment chef de la division « automobiles et techniques industrielles » à la direction régionale de l'industrie de l'Ile-de-France (1987-1991). Conseiller technique du ministre socialiste de L'Industrie et du Commerce extérieur Dominique Strauss-Kahn de 1991 à 1993, il devait alors rejoindre Publicis Consultants, nouvelle structure du groupe Bleustein-Blanchet orientée vers la communication institutionnelle et le lobbying. En 1997, il coiffe quatre entités, Publicis Consultants, Idées Dialogue Conseil, Média-Finances et Saget Corporate, puis, en 2000, devient de fait le n° 2 du groupe présidé par Maurice Lévy (qui l'avait rencontré au Cercle de l'industrie présidé par Lévy), comme président de Publicis Conseil. Il est également administrateur de Solange Stricker & Associés, agence de relations publiques, dont le mari de la fondatrice appartient aussi au Siècle.

NAVARRE Christophe. Président de société, né le 25 octobre 1958 à Uccle (Belgique). Il est le fils de José Navarre, conseiller juridique, et de Paule Bathelier. Père de trois enfants (Maxime, Charlotte et Lionel), ce diplômé d'une licence de *business administration* de l'université de Liège et d'un *European marketing program* de l'Institut européen d'administration des affaires (Insead) a commencé sa carrière à la Continental Bank (1980) avant de rejoindre Esso (groupe Exxon) en 1982 comme représentant des ventes à Liège, Namur et Luxembourg (1982-1984). Assistant du directeur des ventes pour la Belgique à Liquified Petroleum Gas (1985-1987), il sera chef de groupe pétrolier pour la Belgique à partir de 1987. En 1989, il a rejoint la filiale du géant mondial InBev, Interbrew (né de la fusion de Stella Artois et de Piedboeuf) comme directeur adjoint des bières blondes de la communauté européenne. Au sein du groupe Interbrew, il sera successivement directeur marketing et commercial (1990) puis directeur général et administrateur des Brasseries Bellevue (1991-1993), directeur administratif et financier d'Interbrew Belgique (1993-1994), directeur général d'Interbrew Italie et président du conseil administration d'Interbrew Distribuzione (1994-1995), avant de passer chez Interbrew France comme directeur général (1995) puis brièvement président en 1997, ayant rejoint cette année-là JAS Hennessy & Cie (groupe LVMH) comme PDG. Depuis 2001, il est président-directeur-général de Moët Hennessy, l'activité vins et spiritueux du groupe de Bernard Arnault. Il siège également au conseil de surveillance d'Heineken depuis 2009 et au conseil d'administration du Comité Colbert (industrie française du luxe). LVMH étant des bienfaiteurs de la French American Foundation, Christophe Navarre en est un des piliers, participant régulièrement au gala annuel de la FAF, d'autant plus que Moët Hennessy est partenaire des dîners en l'honneur des promotions de *Young Leaders*. En 2013, ce membre du Wine & Business Club et de Paris-Ile-de-France Capital économique, a reçu le Meridian Corporate Leader.

NAY Catherine. Journaliste, née le 1er janvier 1943 à Tours (Indre-et-Loire). Cette simple bachelière (elle a échoué à HEC Jeunes filles, avant d'effectuer un passage éclair en faculté de droit) est la fille de Georges Nay, ingénieur principal de la SNCF. Journaliste à *L'Express* (après un court passage au *Nouveau Candide* en 1966) à partir de 1967, elle dirige son service politique de 1988 à 1995. Ayant rejoint *Europe 1*, elle est éditorialiste et directrice adjointe de la rédaction (1995). Cette spécialiste de la vie politique parisienne, en raison de sa proximité avec nombre d'hommes politiques (Jean-Jacques Servan-Schreiber, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Édouard Balladur, Albin Chalandon, ancien garde des Sceaux, dont elle est la compagne depuis vingt-cinq ans) est depuis 2005 conseiller auprès du président d'*Europe 1*. Elle collabore et a collaboré à de très nombreuses publications et signé divers ouvrages comme *La Double méprise* (1980), *Le Noir et le rouge ou l'histoire d'une ambition* (1983), *Les Sept Mitterrand ou les métamorphoses d'un septennat* (1988), *Le Dauphin et le régent* (1994), *Un pouvoir nommé désir* (2007). Son frère, Jean-Gérard Nay, délégué général de la Chambre de commerce et d'industrie de la France au Japon est décédé en 1998.

NÈGRE Pascal. Directeur de société, né le 4 août 1961 à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Réputé autodidacte pour certains, il serait, selon d'autres, titulaire de deux maîtrises en philosophie et en mathématiques. Il s'est fait réformer comme P4 (troubles psychologiques). Animateur musical de radios libres à ses débuts (1981-1985) comme *Radio Boucles*, il sera ensuite attaché de presse de BMG (1986-1987) puis directeur de la promotion de Columbia (CBS) de 1988 à 1990. Il rejoint alors Polygram comme directeur général de Barclay records et supervisera Phonogram à partir de 1994. Il prend la présidence de Polygram Musique la même année et directeur général adjoint de Polygram France, ce qui lui a valu d'être le principal introducteur en France de la musique métissée sous toutes ses formes (rap, raï, etc.). Supervisant en France les tournées de multiples groupes et chanteurs de renommée internationale, il est également l'interlocuteur privilégié de nombre de chanteurs français. Depuis 1998, il préside Universal Music France, qui contrôle au moins la moitié de la chanson française. Il est également vice-président d'Universal Music International depuis 2006. Il a racheté *L'Olympia* en 2001 et est le véritable patron de la *Star Academy* depuis 2006. Par ses fonctions, il est très largement à l'origine des diverses lois antipiratages visant à limiter la liberté sur internet en matière de téléchargement (loi Hadopi). Se classant nettement à gauche, il gagnait déjà 400000 euros par an en 2005. « Comme patron, Nègre est strictement dans la caricature libérale libertaire, très répandue au sein des industries culturelles (*Libération*, 24 janvier 2005). »

NEUWIRTH Lucien. Administrateur de sociétés, né le 18 mai 1924 à Saint-Étienne (Loire). Ce fils d'un couple d'artisans fourreurs a rejoint Londres en 1943. Affecté aux parachutistes des FFL, il manquera d'être exécuté en Hollande. Après la guerre, il entre au RPF en 1947 et devient conseiller municipal et maire adjoint de Saint-Étienne, réélu jusqu'en 1965. En 1958, il est affecté en Algérie comme officier de réserve, et rentre au Comité de salut public qui favorisera le retour de De Gaulle. Représentant permanent en Algérie de Jacques Soustelle, ministre de l'Information, il prend position en faveur de De Gaulle et sera réélu député gaulliste, UNR, UDR puis RPR, jusqu'en 1981. Secrétaire général du groupe UNR (1959-1962), ce membre de la maçonnerie déposa en 1965 sa fameuse proposition de loi en faveur de la contraception (directement inspirée par les loges), qui sera votée en 1967 (d'où le surnom de « père la pilule »), et œuvrera en faveur de la loi Veil en 1974. Il succède en 1979 à Antoine Pinay comme président du conseil général de la Loire (jusqu'en 1994), département dont il est sénateur de 1983 à 2001. Il crée fin 1981 un club de réflexion préfigurant la cohabitation, Progrès et Humanisme, dont le symbole (éminemment maçonnique) est trois épis de blé. Il rejoindra les Cercles Jules Ferry, club para-maçonnique, au moment de la « guerre de l'école libre ». En 1995, président du comité de soutien départemental à Balladur, il finit par opter pour Jacques Chirac peu avant l'élection présidentielle.

NICOLAY Pierre. Membre du Conseil d'État, né le 8 février 1918 à Angoulême (Charente), décédé le 24 novembre 2005. Ce licencié en droit et lettres et diplômé de l'IEP a eu une longue carrière de juriste. Membre du Conseil d'État de 1942 à 1947, il sera chargé de mission de François Mitterrand (Anciens combattants et victimes de guerre), puis son directeur de cabinet à la France d'outre-mer (1951), à l'Intérieur (1954-1955), puis à la Justice (1956-1957). Il retourne au Conseil d'État en 1959, où il sera successivement commissaire du gouvernement près l'assemblée plénière siégeant au contentieux (1959-1964), président d'une sous-section au contentieux (1967-1974). En 1978, il est membre du conseil d'administration de la Caisse d'amortissement pour l'acier, et en 1979, président de la chambre nationale de discipline des architectes. Dès juin 1981, ce vieil ami de François Mitterrand (toujours présent dans les pétitions en sa faveur) remplace Yves Cannac comme PDG de l'agence Havas. L'année suivante, il est nommé vice-président du Conseil d'État (il prend sa retraite en 1987).

NICOULLAUD François. Ambassadeur, né le 24 juillet 1940 à Port Tewfik (Égypte). Diplômé de Sciences-Po, il entre dans la carrière diplomatique et sera troisième secrétaire

à la mission permanente de la France auprès de l'ONU en 1967-1968, puis affecté à la direction de l'administration générale et du personnel du Quai d'Orsay jusqu'en 1971. Entré à l'Ena par la voie interne, il assure le poste de deuxième secrétaire à l'ambassade de France au Chili (1973-1975) puis sera chef de cabinet du général gouverneur militaire à Berlin de 1975 à 1978. Il est ensuite, jusqu'en 1981, chargé des questions atomiques et spatiales au Quai d'Orsay. Sous-directeur chargé des questions audiovisuelles à partir de 1981, puis chargé du budget (1983-1986), il sera consul général à Bombay durant la première cohabitation. En 1988, il devient conseiller pour les affaires internationales du ministre socialiste de l'Intérieur Pierre Joxe, puis sera, en 1991, son directeur de cabinet à la Défense. Il quitte son poste au printemps 1993 (en très mauvais termes avec les divers états-majors) pour devenir ambassadeur à Budapest. Il devra attendre 2001 avant de retrouver un poste d'ambassadeur, cette fois en Iran (jusqu'en 2005).

NOEL Stéphane. Magistrat, né le 23 avril 1967 à Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône). Diplômé de Sciences-Po Lyon et ancien élève de l'École nationale de la magistrature, il débuta comme auditeur de justice en 1990 avant de connaître une carrière météoritique à partir de 2002. Président du TGI de Belley (2000-2002), il fut conseiller technique du ministre RPR de la Famille Christian Jacob (2002-2004) puis conseiller auprès du ministre de la Justice Dominique Perben (2004-2005) et de son successeur, Pascal Clément (2005-2006). Inspecteur à l'Inspection générale des services judiciaires (2006-2007), il devient alors conseiller (pour la carte judiciaire) puis directeur adjoint du nouveau Garde des Sceaux UMP Rachida Dati. En 2008, il est propulsé « hors hiérarchie » plus jeune procureur de la V[e] République, en tant que procureur de la Cour d'appel de Bourges. Afin d'éviter une éventuelle mise au placard, il est nommé, en avril 2012, inspecteur général adjoint des services judiciaires.

NOIR Michel. Ingénieur-conseil, né le 19 mai 1944 à Lyon (Rhône). Il est le fils d'Antoine Noir, ouvrier sertisseur et militant de gauche qui fut déporté dix-huit mois à Mauthausen, et de Rose Dreyer, qui fut mise dans une institution à sa naissance. À Sciences-Po, il étudie avec Dominique Perben et Michel Vauzelle, faisant le coup-de-poing contre les militants nationalistes. Diplômé de cette école et de l'Institut d'administration des entreprises, il devient permanent du parti gaulliste dès 1964, au titre de l'Union des jeunes pour le progrès, puis s'occupe du service d'ordre, le tristement célèbre Service d'action civique. Directeur de la campagne législative de Louis Joxe en 1967 à Lyon, il devient secrétaire fédéral du Rhône et dirige le service d'ordre du SAC lors de la manifestation du 31 mai 1968. Professionnellement, il sera vendeur au Groupe Brossette, avant d'être muté à Paris dans une filiale Brochette-Pechiney. Il lance en 1972 European business service, société de conseil qui déposera rapidement son bilan. Fondateur de l'École des cadres de l'UDR en 1972, il mène une campagne très active en faveur de Jacques Chaban-Delmas en 1974. De 1974 à 1976, il est délégué national à la communication de l'UDR auprès d'Alexandre Sanguinetti, André Bord et Jacques Chirac, et publie en 1977 *Réussir une campagne électorale: suivre l'exemple américain?*, un des premiers ouvrages de marketing politique (où il analyse la réussite de Jimmy Carter). Élu conseiller municipal RPR de Lyon en 1977, puis député du Rhône l'année suivante (dépassant le député sortant Jacques Soustelle au premier tour), il sera, de 1979 à 1981, secrétaire à l'animation du RPR. Réélu en 1981, il fonde le Cercle, avec Charles Millon, Philippe Seguin et François d'Aubert. En 1983, il présente une liste sauvage aux municipales de Lyon en 1983, face au maire sortant Francisque Collomb. Battu, il passe de premier adjoint à simple adjoint aux affaires économiques. En 1986, il est élu député à la proportionnelle, étant aussitôt promu ministre du Commerce extérieur. Peu convaincant à ce poste, et pratiquant un jeu très personnel dans les médias, il sera écarté de la campagne de Jacques Chirac en 1988. Réélu en 1988, il tente de créer en 1989 un groupe de rénovateurs RPR-UDF (les « quadras »), avant de lancer en 1990 avec François Léotard, la Force Unie, qui n'aura elle aussi qu'un succès médiatique. Devenu haut la main maire de Lyon en

1989, il se sent un destin national et démissionne de son mandat de député et du RPR en 1990, suivi seulement par deux députés (dont Michèle Barzach). Il lance alors le mouvement Nouvelle démocratie et réussit à se faire réélire en 1991. Réélu en 1993 face au RPR Alain Mérieux, il est battu à la mairie en 1995 par Raymond Barre. Diverses affaires financières (notamment avec son gendre, l'homme d'affaires Pierre Botton, qui l'a très largement financé), pour « recel d'abus de biens sociaux » avaient en effet affaibli ce représentant autoproclamé de la « génération morale » (plusieurs procès ont déjà eu lieu, entraînant des condamnations pour lesquelles il s'est pourvu en appel ou en cassation). En 2003, Michel Noir est définitivement condamné à dix-huit mois de prison avec sursis et à 15 000 euros d'amende dans le procès dit des comptes suisses. Sa carrière politique est finie. En 2000, il a créé une entreprise Scientific Brain Training (SBT) qui fabrique des logiciels destinés à entraîner et optimiser la mémoire. Il a appartenu au groupe de Bilderberg.

NORA Fabrice. Directeur de journal, né le 30 mai 1951 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fils de Simon Nora et héritier de la dynastie des Aron-Nora, il effectue des stages à la banque Lazard USA et chez Métra, à Londres, avant de faire sa coopération comme journaliste au quotidien ivoirien *Fraternité-Matin*. En 1974, il entre au *Nouvel observateur* comme attaché au service des ventes, puis y devient en 1977 assistant de direction, ainsi que gérant d'Obsdidel et de Support PA. Secrétaire général du Syndicat de la presse politique et de l'Association de la presse politique périodique en 1978, ainsi que vice-président du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, il devient la même année administrateur de l'OJD (jusqu'en 1982). Dès 1980, il s'intéresse de près à la télématique et aux techniques nouvelles, devenant successivement administrateur général du *Nouvel économiste* en 1982, puis assistant du président d'*Europe 1* Pierre Barret en 1984. À la demande de Philippe Amaury, il rejoint en 1986 le groupe Amaury comme directeur général adjoint de *L'Équipe*. Ayant réussi à augmenter notablement ses ventes, il devient, en 1989, directeur général du *Parisien* (devenu *Aujourd'hui* en province), qu'il réorientera vers des positions nettement ancrées à gauche, toujours très hostiles au mouvement national. En 2002, il est directeur général délégué du groupe *Le Monde* puis PDG du *Monde Imprimerie* (jusqu'en 2006). En 2005, il devient le président du conseil d'administration de *Télérama*., et vice-président de *Courrier international* en 2006.

NORA Olivier. Éditeur, né le 27 février 1960 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Léone Georges-Picot (nièce du président de Suez, ex-chargée des relations publiques de *FR3*) et de l'important homme d'influence Simon Nora, inspecteur général des Finances qui fut notamment président de la Banque Lehman Brothers, collaborateur de Jacques Chaban-Delmas et Pierre Mendes France, président du Siècle en 1986-1988, et le neveu de l'historien et éditeur Pierre Nora (sans doute l'un des historiens les plus influents du milieu intellocrate, notamment avec sa revue *Le Débat*). Marié à la productrice Anouk Frankel, il est par ailleurs le frère de Fabrice Nora, membre du Siècle Avec un tel environnement, cet ancien de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, toutefois simple maître en lettres, ne pouvait que réussir dans l'édition. Coopérant comme attaché culturel adjoint au consulat général de France à San Francisco (1984-1985), il entre comme secrétaire d'édition chez Hachette en 1986, il a été directeur du Bureau du livre français à New York de 1991 à 1994, avant d'être propulsé directeur général (1995) puis PDG (1996-1999) de Calmann-Lévy (contrôlé par Hachette). Il y a notamment développé une collection, en coédition avec l'influente Fondation Saint-Simon, *Liberté de l'esprit*. En janvier 2006, il prend la succession de Jean-Claude Fasquelle comme PDG des Éditions Grasset et Fasquelle.

NORA Pierre. Historien, né le 17 novembre 1931 à Paris VIIIe. Fils d'un célèbre chirurgien d'origine alsacienne, ami de Léon Blum, il faillit être raflé par la police allemande en 1943 à Villard-de-Lans. Étudiant à Louis-le-Grand, il passe avec succès l'agrégation d'histoire et enseignera à la Fondation Thiers d'Oran. Bien que n'ayant véritablement écrit qu'un livre (très remarqué) sur les Français d'Algérie, en 1961, il deviendra l'un des principaux pivots de l'historiographie moderne et du milieu intellectuel français, à la fois comme éditeur, historien et directeur de revue. Il travaille d'abord comme assistant, puis maître de conférences, à l'IEP de Paris, avant d'être élu, en 1978, directeur d'études à l'École des hautes études. Parallèlement à son activité d'enseignement, il a une activité éditoriale. Il fonde avec Christian Bourgois la collection historique *Archives* chez Julliard, puis entre en 1966 chez Gallimard, appelé par Claude Gallimard qui souhaite y développer le secteur des sciences humaines. Il y crée des collections prestigieuses, comme la *Bibliothèque des sciences humaines* (1966) et la *Bibliothèque des histoires* (1970), y dirige la collection *Témoins* (1967). En 1974, il lance avec Jacques le Goff le manifeste *Faire de l'Histoire*, qui définit une nouvelle pratique de l'historien (la nouvelle histoire), et fonde en 1980 (à la mort de Sartre) *Le Débat*, qui deviendra l'une des plus prestigieuses revues intellectuelles françaises (Un « véritable catalogue raisonné de la pensée contemporaine », selon *L'Express*, 20 août 1995). Cet « homme-orchestre de l'establishment intellectuel » (*Libération*, 29 novembre 1984) a également publié une série historique en sept volumes sur « les lieux de mémoire », destinée à réécrire à sa manière l'histoire de France. Il est actuellement considéré comme l'une des toutes premières éminences grises des mouvements intellectuels en France. Son écurie d'auteurs (il a lancé ainsi des centaines d'historiens et de sociologues) regroupe en tout cas pratiquement tous ceux qui ont une importance dans le paysage intellectuel français. Sous le titre *Le Chef d'orchestre*, la revue *L'Histoire* (mai 1990) lui a consacré un important portrait qui résume parfaitement son action : « Pierre Nora n'a signé qu'un seul livre (…) et pourtant il est l'un des historiens les plus connus de sa génération. Il le doit à ses qualités de médiateur, d'observateur et de négociateur hors de pair. Un chef d'orchestre en somme. L'œuvre de ce marginal malgré lui ? La revue *Le Débat*, dont le premier numéro fut publié il y a juste dix ans. Et, les magistraux lieux de mémoire, si révélateurs de son mode de pensée. » Il a été élu à l'Académie française en 2001 au fauteuil de Michel Droit.

NORA Simon. Inspecteur des Finances, né le 21 février 1921 à Paris, décédé le 5 mars 2006. Frère du précédent, il milite d'abord au Parti communiste puis rejoint la gauche pivertiste de la SFIO en 1939, comme militant révolutionnaire antistalinien. Engagé volontaire pendant la guerre puis replié dans le Vercors, il est reçu à l'Ena en 1946 (promotion France combattante avec Yves Guéna, Alain Peyrefitte, Jean Serisé, etc.). En 1949, il entre à l'inspection des Finances, puis travaille avec Edgar Faure aux Finances, en 1953-1954, et avec Pierre Mendès France à Matignon, en 1955-1956. « Chez Mendès, j'ai fait la paix en Indochine » (*Profession politique*, 7 novembre 1988). Directeur général du service économie et énergie de la CECA de 1960 à 1963, il réintègre ensuite l'inspection des Finances et publie, en 1966, un rapport remarqué sur la gestion des entreprises du secteur public, qui le fera connaître. Il est l'un de ces grands commis de l'État particulièrement prestigieux et une sorte d'agitateur d'idées spécialement séduisant (…) Son cursus administratif est jalonné de rapports qui (…) ont retenu l'intérêt et provoqué des débats (…). Ce conseiller des princes a choisi l'influence plutôt que le pouvoir. Toute sa vie, il a mené une double carrière d'éminence grise et de haut fonctionnaire » (*Le Nouvel observateur*). De 1967 à 1971, il est délégué interministériel pour la télévision en couleur, mais surtout, de juillet 1969 à août 1971, chargé de mission pour l'ensemble des questions économiques et financières auprès du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, où il retrouve Jacques Delors, comme lui ancien du club Jean Moulin et son alter ego pour les affaires sociales. Les deux hommes lanceront pour le compte du Premier ministre le concept de Nouvelle société, qui lui sera fatal. Après la chute de Chaban-Delmas, il entre chez Hachette comme directeur général, y lance le journal *Le Point*, puis en démissionne en 1974, devenant administrateur de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (*RTL*). De retour aux Finances, il rédige divers rapports : sur les industries agroalimentaires (1974), sur la réhabilitation de l'habitat ancien (1975), puis il est chargé d'une mission de réflexion, en collaboration avec Alain Minc, sur l'informatisation de la société française (1977), qui sera à nouveau l'objet d'un important débat de société. Il anime également un groupe de réflexion chargé de l'informatisation de la société française en 1979. De 1982 à

1986, ce prototype du haut fonctionnaire sera directeur de l'École nationale d'administration (envoyé là par François Mitterrand, pour contrer l'influence du communiste Anicet Le Pors). Atteint en 1986 par la limite d'âge, il devient président du conseil de surveillance de la division française de la banque Shearson Lehman Brothers, deuxième « investment bank » mondiale (elle gérait 105 milliards de dollars de fonds en 1986) qui souhaitait investir dans les sociétés privatisées françaises. En 1990, il devient conseiller international pour la France du président d'American Express. Il fut marié en premières noces avec Marie-Pierre de Cossé-Brissac (qui épousera par la suite Maurice Herzog), fille du duc de Brissac et de May Schneider (sidérurgie), et en a divorcé pour épouser, en 1955, la fille du général Georges-Picot, nièce du président de Suez et chargée des relations publiques de *FR3*, ancienne collaboratrice de Jacques Duhamel aux Affaires culturelles. Membre influent de la Fondation Saint-Simon, il a présidé Le Siècle de 1986 à 1988. Encore aujourd'hui, « les énarques le consultent pour leur carrière » (*Capital*, octobre 1993). « S'il n'a qu'un seul regret, c'est de n'avoir jamais été sollicité pour entrer en maçonnerie » (*Profession politique*, 7 novembre 1988). *Senior adviser* pour l'Europe de la banque Shearson Lehman Hutton devenue banque Lehman Brothers (1995).

NORLAIN Bernard. Militaire, né le 22 novembre 1939 à Vannes (Morbihan). Ancien du Prytanée militaire de la Flèche, ingénieur de l'École de l'Air et breveté d'études militaires supérieures, il est sorti lieutenant en 1964. Capitaine en 1967, ce pilote de chasse à l'escadrille Lafayette (1964-1969) a commandé de 1969 à 1971 l'escadrille SPA 164 Cigognes, et de 1973 à 1976 les escadrons de chasse Languedoc, puis Argonne. De 1977 à 1980, il commande la 5[e] escadre de chasse à Orange, puis le groupement d'instruction de l'École de l'Air (1982-1984) et le Centre d'expériences aériennes militaires (1984-1986). Plus jeune général de brigade aérienne en 1986, il dirigera de 1986 à 1989 le cabinet militaire des Premiers ministres Jacques Chirac (RPR) et Michel Rocard (PS). En 1989, il est promu général de division aérienne, général de corps aérien en 1991. Ce chiraquien dirige alors la force aérienne tactique de 1991 à 1994, avant d'être « placardisé » par François Léotard à la tête de l'Institut des hautes études de défense nationale. De 1996 à 2004, il sera vice-président au cabinet de conseil Deloitte & Touche, et est depuis lors PDG de la Sofema.

NOTAT Nicole. Enseignante, née le 26 juillet 1947 à Châtrices (Marne). Fille aînée de gros agriculteurs, elle entre à l'école normale d'instituteurs, se spécialise dans l'enfance inadaptée et se syndique aussitôt à la SGEN-CFDT. Simple adhérente en 1968, elle sera, en 1971, secrétaire départemental, et en 1977 secrétaire régional Lorraine. Grâce au soutien de Tony Troglic, responsable de la métallurgie Lorraine, elle est présentée à Edmond Maire qui recherche en 1981 une femme pour l'exécutif de la CFDT, afin de respecter les quotas ! Elle est alors propulsée responsable de la formation permanente et de la politique des femmes, en même temps qu'elle y gagne le surnom de « la tsarine ». Appuyée de façon de plus en plus insistante par Edmond Maire, elle obtient les secteurs de l'emploi, puis de l'action revendicative, poste de choix. Elle tisse son pouvoir en s'appuyant sur le SGEN, mais ne suscitera jamais l'enthousiasme des militants en raison de sa froideur et de ses pratiques d'apparatchik. En 1988, bien que soutenue par Edmond Maire, elle ne peut lui succéder, Jean Kaspar lui ayant été préféré. Devenue toutefois secrétaire général adjoint, elle sera fort mal réélue au bureau national en 1992, n'obtenant que 57 % des mandats (le plus mauvais résultat des élus, avec par exemple 81 % pour Kaspar). En septembre 1992, elle obtient la présidence de l'Unedic, au détriment de Force ouvrière. À la suite de manœuvres combinées d'appareil et médiatiques, et en jouant sur sa vie privée – bien innocente au demeurant –, Jean Kaspar est démissionné un mois plus tard et elle lui succède en octobre 1992, élue non par les militants mais par l'appareil permanent. « Ce sont les ambitions qui l'ont emporté sur le reste. La soif et une certaine conception du pouvoir » écrira quelques années plus tard Jean Kaspar (*Mon engagement*). Hostile à une politique d'action et de revendications, cette proche de Jacques Delors fait mener dès lors par son syndicat (615 000 adhérents) une politique de « coopération conflictuelle » avec le patronat, soutenant les accords de Maastricht et la monnaie unique européenne, plutôt que de défendre les intérêts immédiats du monde du travail. Son rapport d'activités ayant été désavoué par 52 % des militants au congrès de la CFDT de mars 1995, elle réussit toutefois à retourner la situation et à se faire élire avec 63 % des suffrages. Au cours des grèves de décembre 1995, suscitées par le plan Juppé, elle prend position pour celui-ci (globalement positif »), ce qui entraîne la création du nouveau syndicat SUD, formé de déçus de sa politique. Symbole de sa propre ligne, son syndicat hérite, en juin 1996, de la gestion de la Caisse nationale d'assurance-maladie avec l'aval du patronat, au détriment de Force ouvrière. Elle est présidente de l'agence de notation Vigeo (depuis 2002), membre du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (Cerc) (depuis 2004) et du collège de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) (depuis 2005). Elle est propulsée présidente du Siècle en novembre 2010, à la suite de manifestations populaires contre le cercle. Sa nomination s'explique par son positionnement « à gauche » et syndical qui permet, par ce subterfuge, de ne pas relier Le Siècle aux nouvelles « deux cents familles ».

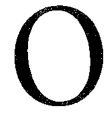
NOURISSIER François. Écrivain, né le 18 mai 1927 à Paris IX[e]. Diplômé de l'IEP, il travaille de 1949 à 1951 au Secours catholique international (service des personnes déplacées) puis sera directeur (1951-1952) d'un chalet d'étudiants. Secrétaire général des éditions Denoël (1952-1956) puis rédacteur en chef de *La Parisienne* (1955-1958), ce proche des « Hussards » a été à partir de 1958 conseiller littéraire des éditions Grasset. Il est marié en troisièmes noces avec Hélène Cécile Muhlstein, artiste peintre, apparentée aux Rothschild (il collabore d'ailleurs à *Information juive*). Il a été critique littéraire à *Paris-Match*, *Marie-Claire* et au *Nouvel observateur*. Ayant rejoint *Le Point* à sa fondation puis *Le Figaro Magazine* en 1978, cet écrivain à succès appartient à l'Académie Goncourt depuis 1977, et en est devenu secrétaire général en 1983, puis président en 1996, à la mort d'Hervé Bazin. Il en démissionne en 2002 pour raison de santé.

NOUVELLET Dominique. Président de société, né le 12 septembre 1942 à Lyon (Rhône). Cet énarque, chargé de mission au contrôle général de la Caisse des dépôts de 1969 à 1973, a notamment été chef du service des études financières de la Caisse des dépôts (1975-1976). Chargé de mission par le ministre de l'Économie et des Finances sur la décentralisation financière à Lyon, il sera directeur (1977-1984), directeur général (1984-1990), puis, depuis 1990, gérant de la Siparex, société de participation qui investit dans les firmes régionales en expansion, ainsi que président de Sigefi-Siparex depuis 1984, gérant de Siparex-développement depuis 1990, administrateur délégué de Siparex-Participations depuis 1985. Il préside la société Locafinancière de 1985 à 1987, est vice-président de CDC participations (1985-1989), puis PDG d'Eurolink à partir de 1988. Il a été administrateur de la Banque régionale de l'Ain (1982-1994) et est administrateur de Sommer Allibert industrie AG depuis 1994. Il a également été maître de conférences à l'IEP de 1970 à 1977, et à l'École supérieure des sciences économiques et commerciales de 1973 à 1978. Administrateur de l'Association nationale des sociétés par actions (Ansa), de la fondation École catholique des arts et métiers (Ecam) (1999-2004).

NOYER Christian. Haut fonctionnaire, né le 6 octobre 1950 à Soisy-sous-Montmorency (Val-d'Oise). Diplômé de l'IEP et de la faculté de Rennes, il est issu d'une famille bretonne catholique pratiquante et a reçu une stricte éducation (son père, de sensibilité gaulliste, était conservateur des hypothèques). Cet énarque (promotion *Guernica*, avec Daniel Lebègue) a rejoint en 1976 la direction du Trésor, où il fera l'essentiel de sa carrière, d'abord au service des investissements français à l'étranger et étrangers en France avant d'être détaché comme attaché financier près la Représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes. En 1982, il est nommé chef du bureau pour les réglementations et relations avec la profession bancaire, tout en assurant de 1984 à 1987 le secrétariat général des anciens élèves de l'Ena, menacé par la création de la « troi-

sième voie ». Chef du bureau des prêts du Trésor et assurances crédits au service des affaires internationales en 1985, ce « pur produit du Trésor » est appelé, dès le retour de la droite aux affaires comme conseiller technique d'Édouard Balladur aux Finances (ayant été repéré par son directeur de cabinet, Jean-Claude Trichet, et devenant son « poulain »), puis devient, en 1987, sous-directeur des affaires monétaires et bancaires. De fin décembre 1987 à la réélection de François Mitterrand, il est chargé de mission auprès d'Édouard Balladur. Il retrouve ensuite le Trésor (mai 1988-février 1990) comme sous-directeur des affaires multilatérales, puis devient en juin 1992 chargé du service des participations et des financements, avec titre de chef de service en septembre. Directeur du cabinet d'Edmond Alphandéry, ministre de l'Économie, en avril 1993 (il y sera l'œil de Balladur qui l'a imposé auprès d'Alphandery, qui ne l'a pas choisi), il succède à Jean-Claude Trichet en septembre 1993 comme directeur du Trésor, âgé seulement de 43 ans. Ce haut fonctionnaire courtois, qui n'est pas comme certains de ses homologues un « grand prédateur » a pris en octobre 1995 la direction du cabinet de Jean Arthuis, ministre de l'Économie. Vice-président de la Banque centrale européenne à Francfort (1998-2002), il est gouverneur de la Banque de France depuis 2003.

LE SIÈCLE



OBADIA Alain. Cadre des transports, né le 15 décembre 1949 à Paris. Fils d'un chauffeur de taxi et d'une poinçonneuse de la RATP, il milita au PSU à l'Institut d'études politiques de Paris et participa en 1969 à la campagne présidentielle de Michel Rocard. L'année suivante, il adhère au Parti communiste. Entré en 1971 au service marketing de la RATP, il se syndique à la CGT. Secrétaire général adjoint du syndicat des ingénieurs et des cadres de la RATP, il devient, en 1975, permanent de son syndicat, et secrétaire particulier de Georges Séguy. En 1978, il entre au secrétariat national de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT ainsi qu'au bureau exécutif de la CGT. En 1979, il devient secrétaire général adjoint de l'UGICT et en 1982, secrétaire général, membre dès lors du bureau confédéral de la CGT, il fut chargé, à partir de 1992, de la communication interne et externe, tout en appartenant au comité central du Parti communiste. En décembre 1993, dénonçant « la théorie de la courroie de transmission », alors qu'il est de fait le numéro deux de la CGT, il renonce à siéger au comité central du PCF, ce qui entraînera le non-renouvellement de ses fonctions (il demeure encore à la commission exécutive). Chargé de mission auprès de la direction générale de la RATP, il siège également au Conseil économique et social (depuis 2004).

OBOLENSKY Ariane. Inspecteur du Trésor, née le 12 janvier 1950 à Cognac (Charente). Diplômée de Sciences-Po, cette énarque (promotion *Simone Veil*) a rejoint en 1974 le Trésor, où elle a fait carrière, au service des affaires internationales, avant d'être détachée en 1978 comme attaché financier près la Représentation permanente de la France auprès de la Communauté européenne à Bruxelles. En 1980, elle est nommée chef du bureau des organismes européens et des relations financières et monétaires avec la CEE au Trésor, puis en 1984, directeur de cabinet du directeur du Trésor, chargée de mission auprès du directeur pour les affaires générales. En janvier 1985, cette rocardienne (qui préside pourtant l'Association de la noblesse russe) devient responsable de la sous-direction des affaires multilatérales au service des affaires internationales, puis est nommée sous-directeur en juin, gardant les mêmes fonctions. Après un passage au cabinet de Michel Rocard, Premier ministre, comme conseiller technique de mai à octobre 1988, elle succède à Philippe Jaffré comme chef du service des affaires monétaires et financières à la direction du Trésor (première femme à accéder à ce poste prestigieux, qui correspond au second ou troisième poste du Trésor), ainsi que suppléant du censeur auprès du conseil général de la Banque de France. En juillet 1992, elle devient chef du service des affaires internationales. Elle est en juin 1994 vice-présidente de la Banque européenne d'investissements. En 2003, elle prend la direction générale de la Fédération bancaire française, puis, en 2009, devient directrice générale de la Fédération bancaire européenne.

OCKRENT Christine. Journaliste, née le 24 avril 1944 à Bruxelles (Belgique). Cette fille d'un diplomate belge a débuté aux Communautés européennes à Bruxelles, influence de son père aidant. Elle embraye par la *NBC* américaine comme correspondante en Europe. En 1976, elle entre à *France 3*, réalisant un scoop assez ignoble : elle devait interviewer à Téhéran l'ancien Premier ministre iranien Amir Oveida dans sa prison, lequel fut condamné à mort le lendemain. Elle rejoint ensuite *Europe 1*, étant entrée en conflit avec la direction de *FR3* (c'est une habitude chez elle). À partir de 1981, à l'époque de la grande épuration des médias par le PS, elle est choisie par Pierre Desgraupes pour présenter le *20 heures* en alternance avec Patrick Poivre d'Arvor. L'expérience se poursuivra jusqu'en 1985. C'est son heure de gloire. Un soir sur deux, la « reine Christine » pénètre dans les foyers français. Elle recevra deux fois le 7 d'or

du meilleur présentateur puis le Super 7 d'Or. Depuis elle ne s'est jamais vue offrir de poste majeur bien que demeurant très populaire. La « grande castratrice du PAF » lança, avec le soutien de Francis Bouygues, une émission inspirée du *60 Minutes* américain, *Le Monde en face*, qui sera un échec retentissant. Elle part avec 2,5 millions de F d'indemnités de l'époque. On la retrouve ensuite en 1987 comme présentatrice du 20h d'*Antenne 2*... mais s'interrompt un an plus tard. Elle embraye ensuite sur une série d'émissions quasi mort-nées, mais particulièrement bien rémunérées : *Carnets de route, Qu'avez-vous fait de vos 20 ans ? Direct*, etc. Elle sera également la directrice en 1998 de *L'Européen*, lancé par *Le Monde* et la famille Barclay, qui sera un nouvel échec financier et ne durera pas un trimestre. S'y ajoute un passage à la direction de la rédaction de *L'Express* (moins de deux ans), *Dimanche Soir, France Europe Express, Duel sur la 3, Une fois par mois*, la direction d'IMSV qui lança *Bizz FM* en août 2001, un passage par *BFM*, etc. Une succession d'émissions peu regardées, coûteuses et ratées. Mais, celle qui vit depuis au moins 1986 avec Bernard Kouchner a ses entrées dans le meilleur milieu parisien. Sa sœur, Isabelle Ockrent, a épousé Jean-François Bureau, militant socialiste qui fut notamment porte-parole du ministère de la Défense et conseiller technique à l'Élysée sous François Mitterrand. Et c'est le ministre socialiste Pierre Moscovici, l'un de ses vieux amis, qui lui a remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur en 1999. En fait, Christine Ockrent s'en est toujours tirée haut la main car elle est une femme d'influence. Auréolée par son best-seller écrit avec Alexandre de Marenches, où la banalité recoupe l'imprécision, *Dans le secret des princes*, elle a pénétré tous les cercles de pouvoir : membre du Siècle, comme son compagnon, elle appartient au très masculin Club des Cent et fut sélectionnée par l'influente French American Foundation pour suivre un programme de formation de haut niveau aux États-Unis (elle appartient à son comité d'honneur). Elle est une invitée régulière du Forum économique mondial de Davos et l'un des piliers français de l'organisation internationale créée par le milliardaire Georges Soros. Européiste et mondialiste militante, elle fut l'un des très rares journalistes (ils étaient 5) à figurer au comité d'honneur du 50e anniversaire du Traité de Rome. On la retrouve également au conseil d'administration du Crisis Group, une autre fondation américaine mondialiste. En février 2008, elle est propulsée directrice générale de *France Monde*, le groupe qui doit réunir les différentes télévisions de l'État français tournées vers l'étranger (*France 24, TV5, RFI*, etc.). Une nomination qui suscita des remous en raison de sa proximité avec Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères (2007-2010), qui patronne l'ensemble.

ODDO Philippe. Agent de change, né le 26 septembre 1959 à Paris VIIIe. Ce fils d'un agent de change, passé par les universités de Paris IX, Cologne et New York est également un ancien élève de HEC. Il est associé-gérant de la charge familiale Oddo & Cie, dans laquelle il a gravi tous les échelons depuis 1984.

OHANNESSIAN Valérie. Cadre, née le 27 mars 1965. Cette Versaillaise a effectué sa scolarité au lycée La Bruyère. Ayant échoué à Normale Sup, elle est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et d'études supérieures de lettres. Après avoir dirigé la communication du GAN et participé à la création du Medef, elle est devenue, en 2001, directrice de l'information et des relations extérieures de la Fédération bancaire française, gérante du groupe Revue Banque et directrice de publication. Conseiller municipal de Versailles de 1995 à 2000, elle a rejoint Réforme et modernité et l'UDF. Membre du Modem à sa création, elle a été candidate dans la 1re circonscription des Yvelines en juin 2007 (12 %). En 2008, elle figure sur la liste de l'UMP Bertrand Devys aux élections municipales de Versailles, bien que soutenue par le Modem (qui soutient également une autre liste). Elle a signé *La Banque à découvert* (2007).

OLIVENNES Denis. Membre de la Cour des comptes, né le 18 octobre 1960 à Paris. Agrégé de lettres modernes, diplômé de l'IEP, cet énarque a choisi en 1988 la Cour des comptes, où il est auditeur de 1989 à 1992, puis conseiller référendaire. Conseiller technique chargé du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de mission auprès de Pierre Bérégovoy à Matignon en 1992, il devient en 1993-1994 chargé de mission auprès du président d'Air France, Christian Blanc, puis sera dans le groupe en 1994-1995 directeur de gestion, en 1995 secrétaire général, et en septembre 1996 directeur général adjoint, chargé de la politique sociale, en remplacement de Martine Bidegain. En 1999, cet « archétype du nouveau patron de gauche libérale » (*Libération*, 19 juin 2003) devient directeur général de *Canal +*, en 2002 PDG de la Fnac. En 2008 il succède à Claude Perdriel à la tête du groupe *Nouvel observateur*, mais rejoint *Europe1* en décembre 2010, remplaçant Alexandre Bompard nommé à la tête de la FNAC.

OLIVIER Grégoire. Ingénieur, né le 19 octobre 1960 à Alger (Algérie française). Ancien de l'École polytechnique (reçu premier en 1979) et de l'École supérieure des Mines de Paris (plus un MBA à Chicago), ce fils d'ingénieur (chez Isoceram à Limoges puis chez Legrand) est le petit-fils du polytechnicien Pierre Edmond Olivier (1897-1979). Cet ancien champion de judo débuta au ministère de l'Industrie à la division protection de l'environnement (1985). Spécialiste des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie, il fut appelé au cabinet de Michel Rocard à Matignon comme chargé de mission pour l'énergie et l'environnement (1990-1993), où il participera à la création de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. Ayant rejoint Pechiney, il sera vice-président stratégie d'American National Can (1992-1998) puis directeur général de la ligne de produits Power Systems de Saft (groupe Alcatel). En avril 2001, ce catholique pratiquant, père de sept enfants, prend la présidence du directoire de Sagem SA (après la fusion Sagem-Snecma l'année précédente), succédant à Pierre Faurre disparu prématurément. La greffe ne prend finalement pas (en raison de l'opposition de Jean-Paul Béchat de le prendre comme successeur) et il démissionne de son poste en août 2006, rejoignant aussitôt l'équipementier Faurecia, filiale de Peugeot-Citroën, après la démission forcée de son PDG Pierre Lévi pour avoir couvert une affaire de pots-de-vin. En février 2007, il prend en charge la direction des programmes du groupe Peugeot, intégrant son directoire.

OLLEON Laurent. Haut fonctionnaire, né le 25 juillet 1969 à Beauvais (Oise). Au *Who's Who*, l'intéressé a omis de multiples passages de sa vie et éléments biographiques qui pourraient nuire à son profil de gauche. Passé par l'école privée Bossuet, ce fils de riches agents immobiliers, qui aurait rejoint le PS à 17 ans, est ancien élève d'HEC, de Sciences-Po Paris et de l'Ena (promotion *Valmy*, 1996-1998). Sorti dans la botte, il est devenu auditeur au Conseil d'État en 1998, maître des requêtes en 2001 et conseiller maître en 2013. Professeur associé à Paris XII et administrateur du Club XXIe siècle, il a œuvré, lorsqu'il était à HEC, pour le compte de François Hollande (qu'il connaît donc depuis les années 90) afin de renforcer l'attractivité de la Corrèze. Bien que ce dernier lui ait recommandé de s'engager directement en politique, il n'a jamais franchi le pas même si on lui prête des ambitions à Beauvais. Spécialiste des litiges et rapporteur public devant les formations contentieuses, il est devenu directeur de cabinet adjoint de Marylise Lebranchu, ministre socialiste de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique, et directeur de cabinet de sa ministre déléguée à la Décentralisation Anne-Marie Escoffier. Père de deux enfants, ce divorcé s'est remarié le 5 juin 2010 avec Fleur Pellerin (également divorcée), actuelle ministre socialiste des PME, de l'Innovation et de l'Économie numérique (qui vient également d'être cooptée au sein du Siècle), qu'il avait connue lors de la campagne de Lionel Jospin en 2002. Bardé de diplômes, ce couple, qui gère très soigneusement une carrière commune, est l'illustration parfaite des ambitions d'ascension de la nouvelle classe socialo-boboïsée (qui n'a strictement rien à voir avec le socialisme de Jean Jaurès).

OLLIVIER Yvon. Préfet, né le 26 août 1943 à Brest (Finistère). Diplômé de Sciences-Po, cet énarque a été affecté en 1968 à la direction générale des impôts. Il y deviendra rapporteur auprès du groupe spécialisé pour les marchés d'informatique (1969), chef de bureau au service de l'administration générale (1970), puis sera envoyé aux USA en 1972-1973. À son retour à la DGI, il y est chargé de mission au service du personnel en 1974, chef du bureau de contrôle des opérations immobilières en

1975, puis du bureau de la politique de développement de l'utilisation et des moyens de l'informatique (1977), et sous-directeur du contrôle gestion de 1980 à juin 1981. Il est alors appelé comme conseiller technique auprès de Gaston Defferre, à l'Intérieur. Promu en juillet 1983 préfet de Haute-Loire, il sera ensuite directeur général des impôts, un des postes les plus importants de l'administration (1984-1986). Trésorier-payeur général de la région Franche-Comté d'août 1986 à décembre 1988, il devient alors préfet des Alpes-Maritimes, chargé entre autres de la mise à l'écart de Jacques Médecin. En février 1992, il est nommé préfet de la région Midi-Pyrénées avant de devenir en avril directeur du cabinet de Paul Quilès, ministre de l'Intérieur. Au retour de la droite, il rejoint, en octobre 1993, la Sodexho comme conseiller du président, puis devient en juillet 1994 vice-président du groupe Europe-Assistance avant d'en prendre la présidence en septembre 1994. Il est ensuite préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la zone de défense Sud et des Bouches-du-Rhône (1999-2003). Selon *National Hebdo* (16 janvier 1992), il serait un « préfet… trois points, de la même loge que Michel Mouillot » (qui appartenait à la Grande Loge nationale française).

OLMER Philippe. Ingénieur, né le 29 avril 1916 à Paris, décédé le 1er mai 1980. Docteur ès sciences et agrégé des sciences physiques, normalien et diplômé de l'Institut national agronomique, assistant à l'université de Paris en 1942, il est directeur de l'Institut de recherches métallurgiques de Sarrebruck en 1949, de l'École supérieure des mines de Nancy (1951-1957), et directeur général du Laboratoire central des industries électriques (1957-1981). Professeur à la faculté de sciences de Paris en 1957, il dirigera l'École supérieure d'électricité (1961-1967), sera directeur général des enseignements supérieurs au ministère de l'Éducation nationale en 1968, directeur général adjoint de Polytechnique de 1968 à 1970, et directeur de l'Institut national agronomique Paris-Grignon de 1970 à 1975. Il a présidé de 1980 à 1982 la Société des ingénieurs et scientifiques de France.

OLOFFSON Lars. Dirigeant de société, né le 19 décembre 1951 à Kristianstad (Suède). Fils d'un directeur de société, ce titulaire d'un master en hautes études commerciales et gestion a débuté chez Findus (groupe Nestlé), en 1976, comme chef de produits. Il intègre sa filiale française en 1981, avant de devenir directeur de la division produits laitiers et diététiques de Sopad Nestlé (1989-1990). Directeur général de Findus Glaces France de 1992 à 1995, il sera par la suite directeur général et chef des marchés pour la Scandinavie, directeur général Europe de Nestlé et président de Nestlé Entreprises à partir de 2001. Directeur général de Nestlé, en charge du développement stratégique et marketing de Nestlé, il est pressenti pour succéder à la tête du groupe à Peter Brabaeck-Letmathe, mais se voit préférer Paul Bulcke. Il est alors recruté, comme directeur général, par le géant de la distribution Carrefour, en remplacement de José-Luis Duran. Il succède à ce dernier, comme PDG, en juin 2011. Mais la « greffe suédoise » ne prend pas et le groupe se sépare de lui dès fin 2011. En trois ans, Olofasson a coûté entre 60 et 70 millions d'euros au distributeur tandis que sa valeur boursière chutait d'environ 7 milliards d'euros.

ORNANO Michel d'. Directeur de société, né le 12 juillet 1924 à Paris, décédé le 8 mars 1991. Descendant de la famille Ornano, maire de Deauville de 1962 à 1977, où il s'effaça au profit de son épouse, il devient en 1967, et demeurera jusqu'à sa mort accidentelle, député républicain indépendant, puis PR, du Calvados. Très proche de Valéry Giscard d'Estaing, artisan actif de sa campagne en 1974, il deviendra ministre de l'Industrie et de la Recherche (1974-1977), de la Culture et de l'Environnement (1977-1979), puis jusqu'en 1981 de l'Environnement et du Cadre de vie. En 1977, il brigue la mairie de Paris, mais ses listes seront battues au premier tour par celles de l'ancien Premier ministre RPR Jacques Chirac. Très implanté dans le Calvados, il en est conseiller général à partir de 1976 et préside son conseil général de 1979 à sa mort. Il a également été président du conseil régional de Basse-Normandie de 1983 à 1986, année où il a cédé ce mandat à son obligé René Garrec. Réélu député cette même année, il préside jusqu'en 1988 la commission des finances à l'Assemblée nationale. Il devient, à l'automne

1988, vice-président de la Socpresse, holding du groupe Hersant. Œil et représentant de Giscard au PR, à l'UDF et à l'Union pour la France, où il entre au bureau politique en 1990, il est évincé de la commission électorale du PR en 1987. Il a soutenu l'accession de Charles Millon à la présidence de l'UDF, pour contrer l'anti-giscardien Léotard.

ORNHJELM Erik. Ingénieur, né le 1er janvier 1915 à Paris, décédé le 11 janvier 1979. Ce polytechnicien a été ingénieur en organisation aux États-Unis, puis chef du bureau d'études des grands magasins du Printemps (1938-1939). Directeur de *La Vie des transports* depuis 1945, il a occupé diverses fonctions dans les groupements professionnels automobiles, notamment comme délégué général du Groupement syndical des constructeurs automobiles (à partir de 1954), délégué général de la Fédération nationale de l'automobile (à partir de 1958), délégué général puis président de la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles (à partir de 1962).

ORSAY Philippe (POIRIER d'ANGE d'). Magistrat à la Cour des comptes, né le 1er décembre 1936 à Blois (Loir-et-Cher). Ce fils d'officier est entré, à sa sortie de l'Ena (1962-1964, promotion Blaise Pascal) à la Cour des comptes comme auditeur. Il a été de 1986 à 1988 et depuis 1995, président du groupement économique Catragpa, ainsi que PDG de Louis-Dreyfus Armateurs (1996-1997), directeur général du groupe Louis-Dreyfus (1997-1999).

ORSINI Francis. Militaire, né le 17 mars 1934 à Colomb-Béchar (Algérie). Ancien élève de l'École navale et de l'École des applications militaires de l'énergie atomique de Cherbourg, ce sous-marinier de formation a commandé les sous-marins d'attaque classiques Galatée et Requin (1967-1969) et les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins Foudroyant et Indomptable (1976-1979). De 1981 à 1983, il a commandé l'escadrille des sous-marins d'attaque en Méditerranée, puis a travaillé à l'état-major jusqu'en 1986. Nommé alors contre-amiral, il est appelé à la tête de l'École navale. En 1989, devenu vice-amiral d'escadre, il commande les forces sous-marines et la force océanique stratégique au PC de Houilles. Il sera ensuite chargé de mission des ministres de la Défense François Léotard (1994-1995), Charles Millon (1995-1997) et du socialiste Alain Richard (1997-1999). Il est promu amiral en décembre 1993.

ORTOLI François-Xavier. Inspecteur des Finances, né le 26 février 1925 à Ajaccio (Corse), décédé le 29 novembre 2007. Après des études au lycée de Saïgon, cet énarque est entré en 1948 à l'inspection des Finances. Il appartiendra à divers cabinets ministériels sous la IVe République (Affaires économiques en 1951, 1953 et 1957), avant de devenir en 1958 directeur général de la direction du marché intérieur de la Commission économique européenne, et en 1961, secrétaire général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Conseiller technique (1962) puis directeur de cabinet de Georges Pompidou à l'Hôtel Matignon, il représentera le gouvernement auprès de l'agence Havas, puis sera promu, en 1967, commissaire général au Plan. Ministre de l'Équipement et du Logement en 1967-1968, puis, très brièvement, de l'Éducation nationale, il est élu député UDR en 1968, démissionnant aussitôt, choisi par Maurice Couve de Murville comme ministre de l'Économie et des Finances (1968-1969). Ministre du Développement industriel et scientifique (1969-1973), il rejoint ensuite Bruxelles comme président de la Commission des communautés européennes. De 1984 à 1990, il sera PDG de Total et de la Compagnie française des pétroles. Président du CNPF International, cet artisan du SME et de l'ECU deviendra, en 1996, président de l'Association Ouest-Atlantique (jusqu'en 2000).

OUART Patrick. Directeur de société, né le 25 mai 1959 à Pendé (Somme). Ce fils d'ébéniste est titulaire d'une maîtrise en droit. Élève à l'École nationale de la magistrature (1980-1982), il débuta comme juge au TGI de Lille (1982-1986) avant d'être affecté à la Chancellerie à la direction des affaires civiles (1986-1988). Il a été également secrétaire général de l'Association professionnelle des magistrats, le syndicat de droite des magistrats, en 1987. Secrétaire général de la Mission

interministérielle de lutte contre la toxicomanie (1987-1989), il sera ensuite chef de cabinet du maire adjoint de Paris à la prévention et à la sécurité, Philippe Goujon (1989-1993). Conseiller technique auprès du Premier ministre Édouard Balladur (1993-1995), il dirige ensuite le secrétariat général de la chancellerie de la Légion d'honneur (1995-1998). Il entre alors dans le privé, devenant secrétaire général (2003-2004) de Suez Lyonnaise des eaux. Il s'occupera des questions de déontologie et d'intelligence économique au sein du groupe. Il quitte alors l'entreprise pour devenir conseiller du président de LVMH, Bernard Arnault de 2005 à 2007. Dès mai 2007, il devient conseiller à la présidence de la République auprès de Nicolas Sarközy, ayant plus particulièrement en charge le dossier de la justice (suppléant aux carences de Rachida Dati, Garde des Sceaux en titre). En 2009, il retourne au sein du groupe LVMH comme conseiller du président. Il a également été maire RPR de sa commune natale de 1989 à 1995.

OUDEA Frédéric. Inspecteur des Finances, né le 3 juillet 1963 à Paris XVe. Il est d'origine hongroise par son père qui est médecin. À la fois énarque (promotion *Fernand Braudel*, 1985-1987) et polytechnicien (1981), cet inspecteur des Finances (1988) a été conseiller technique de Nicolas Sarközy au ministère du Budget (1993-1995). Il pantoufle à la Société générale à Londres (1995-1998) avant de prendre en main le développement du département action de cette banque (1998-2002). Directeur financier délégué de la Société générale à partir de 2003, il devient directeur financier la même année. En mai 2008, il est propulsé directeur général de la Société générale, à la suite du scandale Jérôme Kerviel, du nom de cet apprenti trader ayant fait perdre plus de 4,5 milliards d'euros à la banque. Il a épousé l'ancienne joueuse de tennis Amélie Castéra, membre du comité de soutien à Nicolas Sarközy en 2007, auditrice à la Cour des comptes, membre de l'Institut Montaigne, cadre supérieur à la direction financière d'Axa.

OUIN Marc. Haut fonctionnaire, né le 26 avril 1920 à Paris. Entré au ministère des Finances en 1944, il devint administrateur civil trois ans plus tard. Directeur des relations extérieures de Renault à partir de 1960 et secrétaire général (1968-1979) de la firme automobile, il a été vice-président (1979) puis président (1982) de la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles.

OURDAN Rémy. Journaliste, né en 1969. Spécialiste des questions de défense et grand reporter, il a débuté en 1992 en couvrant, sur le terrain, le siège de Sarajevo et la guerre de Bosnie durant quatre ans, d'abord pour des stations de radio, puis comme correspondant du *Monde*. Spécialiste des guerres balkaniques, il a couvert par la suite la guerre civile au Rwanda, en Erythrée-Ethiopie et au Sierra Leone. Par la suite, il a couvert les guerres d'Afghanistan et d'Irak, puis les révolutions arabes au Maghreb et Machrek (notamment en Égypte et en Libye). Depuis 2013, il est directeur adjoint de la rédaction du *Monde*, tout en codirigeant un bar culturel parisien, le *61*.

OURSEL Luc. Ingénieur, né le 7 septembre 1959 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est le fils d'un colonel des troupes de marine. Ingénieur en chef des mines, cet ancien de l'École nationale supérieur des mines de Paris débuta à la Compagnie des mines d'uranium de Franceville (Gabon) avant de devenir chef de la division « énergie et sous-sol » à la DRIR de la région Rhône-Alpes. Il sera successivement adjoint au directeur du gaz, de l'électricité et du charbon au ministère de l'Industrie (1990-1991), conseiller technique du socialiste Pierre Joxe, ministre de la défense (1991-1993). Ayant rejoint, pour « pantoufler » au retour de la droite, le groupe Schneider en 1993, ce parfait « mineur » sera directeur de sa filiale chinoise (1996-1998), PDG de sa filiale italienne (1998-2001), directeur industriel de Schneider Electric (2001-2002). Il entre alors chez Geodis, devenant directeur de ses filiales internationales (2004-2006), puis directeur général adjoint opérationnel et enfin directeur général délégué (n° 2) du groupe. Fin décembre 1996, il rejoint Areva comme président de Areva NP. Il est directeur général adjoint d'Areva, en charge des opérations nucléaires. Il est également administrateur de Safran, de Souriaux, membre du directoire d'Areva, vice-président de la Société française d'énergie nucléaire.

OURY Didier. Ingénieur des Mines, né le 5 novembre 1953 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Ancien de Normale sup, cet ingénieur des Mines a été, de 1978 à 1981, ingénieur à la direction interdépartementale de l'industrie de Bourgogne-Franche-Comté, ainsi que, de 1979 à 1981, chargé de mission à temps partiel auprès du préfet de région et délégué de l'Anvar régionale. Il est ensuite, de juillet 1981 à juillet 1984, chargé de mission au cabinet de Jacques Delors (Économie et Finances), puis chef du service des réseaux câbles de Portenseigne (groupe Philips). En juin 1988, il entre à la présidence de la République, d'abord comme chargé de mission. En janvier 1989, il sera promu conseiller technique pour les affaires industrielles de François Mitterrand (succédant à Alain Boublil et Jean-Daniel Levy). En 1991, il passe au privé, entrant chez Carnaud Metalbox comme directeur général auprès du président, devient membre du comité exécutif, puis du directoire. Ayant quitté la société en 1993, il monte une structure d'investissements et de fusions acquisitions avant de lancer fin 1994 avec Yves Aubin, ancien délégué général de la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, la société Fasia, une structure pour favoriser les joint-ventures entre la France et la Chine, dont il assure la présidence.

OURY Jean-Marc. Promoteur immobilier, né le 22 avril 1952 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Frère du précédent, cet ingénieur des Mines, normalien et agrégé de mathématiques, a été recruté par Guy Dejouany à la Compagnie générale des eaux en 1981. Il remet à flot la filiale de traitement des eaux OTV et met en place le montage financier pour le rachat de la filiale BTP de Saint-Gobain SGE. En 1989, on lui confie la gestion de Maisons Phénix, constructeur de maisons individuelles alors dans une mauvaise passe. Ce petit « Mozart de l'immobilier », qui fera figure d'éventuel dauphin de Guy Dejouany, va racheter nombre de constructeurs de maisons individuelles, en même temps qu'il lance le concept d'immobilier à valeur ajoutée. Il rachète les studios de Boulogne-Billancourt pour y ériger une gigantesque Cité du cinéma, où télévisions et producteurs installeraient leurs sièges, espérant qu'un tel pôle attirerait des clients pour les logements et bureaux qu'il entreprend parallèlement. La crise de l'immobilier condamne de tels projets. Malgré des amitiés telles que celles de Jean-Claude Méry ou de Michel Mouillot, maire de Cannes, les projets n'aboutissent pas. En décembre 1994, il est débarqué de la présidence de la CIP (Compagnie immobilière Phénix) avec 1,6 milliard de pertes sur un chiffre d'affaires de 4,5 milliards, et des dettes de 8 milliards (donc 10 milliards de F au total), et doit ensuite abandonner toutes ses fonctions à la Générale des Eaux, qu'il quitte en août 1995, à la demande de Jean-Marie Messier. « Le tout noyé dans un joyeux fatras d'acrobaties financières dont certaines ne sentent vraiment pas la rose (...) Ce désastre met cruellement en lumière les sérieux dysfonctionnements à la tête d'un des fleurons du business français. Si Jean-Marc Oury a pu continuer de sévir, alors que toute la place financière savait qu'il courait à la catastrophe, c'est uniquement parce que Guy Dejouany a refusé de désavouer "à chaud" l'un de ses protégés » (*Capital*, mars 1995). La CIP, pour sa part, disparaîtra peu après, en décembre. Il a été condamné depuis lors par la COB pour non-respect de l'obligation d'information du public, et une enquête est ouverte sur les conditions d'achat de la Fermière du Casino de Cannes, payée dix fois son cours de Bourse par la CIB. Il a, par ailleurs, ouvert un cabinet conseil, Saint Germain Investissements. Sa chute est exemplaire de ces « golden-boys », véritables « rois de Paris » dans les années quatre-vingt : « L'acrobate de l'immobilier est tombé du trapèze. Il a multiplié les erreurs de gestion dispendieuses, les jongleries financières, les acquisitions risquées » (*Le Nouvel économiste*, 3 novembre 1995).

OWEN-JONES Lindsay. Président de société, né le 17 mars 1946 à Wallasey (Royaume-Uni). Ancien d'Oxford (diplômé en français et allemand) et de l'Insead, où il est entré après une rencontre avec Olivier Giscard d'Estaing, il est embauché en 1969 par L'Oréal, où il fera toute sa carrière, d'abord comme vendeur, puis comme cadre au marketing d'Elnett (laque). En 1971, il

devient responsable du marketing grand public de la filiale belge, puis en 1974, directeur général de la Scad (secteur shampoings). Il est par la suite nommé responsable du marketing des produits de grande consommation en France, puis se voit confier, en 1977, la SAIPO, filiale italienne, et en 1980 Cosmair, société américaine, dont il double le chiffre d'affaires en quatre ans. Il entre en 1984 au comité stratégique du groupe, et est nommé vice-PDG. En concurrence un temps avec Marc Ladreit de Lacharrière, les deux actionnaires de L'Oréal, Liliane Bettencourt (51 %) et Helmut Macher (groupe Nestlé) le choisissent finalement comme PDG en 1988 (succédant à Charles Zviak, qui avait succédé en 1984 à François Dalle). En 1995, il percevait 17 millions de F de rémunération. Ce « manager de la plus impressionnante des grandes entreprises françaises » (*Le Nouvel économiste*, 7 juillet 1995) est devenu président du conseil d'administration en 2006.

P

PACLOT Paul. Président de société, né le 3 février 1925 à Paris, décédé le 7 juin 2006. Licencié en droit, il entre en 1945 à la Société des produits chimiques d'Auby, où il est PDG de 1965 à 1969, ainsi que de la société Pierrefitte-Auby de 1970 à 1977, et de la Française de l'azote (Cofaz) de 1971 à 1977. De 1961 à 1965, cet ancien chef de cabinet du général Catroux (Air, puis Armement, 1954-1955) préside l'Union française d'engrais et de produits chimiques, puis le Syndicat national des fabricants de sucre de France (1977-1992). Président du Tribunal de commerce de Paris de 1969 à 1972, il présidera au CNPF, de 1974 à 1991, la commission juridique, puis sera vice-président de la commission économique de 1991 à 1994. Membre de la commission de la concurrence (1975-1984), vice-président de l'Association française d'arbitrage, il a été également, de 1983 à 1993, PDG de la Bred et de ses filiales Bred International SA et Cofibred, ainsi que président de la Société de Banque et d'Expansion de 1986 à 1994.

PACQUEMENT Alfred. Conservateur général du patrimoine, né le 27 décembre 1948 à Paris VIIIe. Marié à Caroline Carrelet de Loisy, ce licencié en histoire de l'art a fait carrière dans la Culture: chargé de mission au Centre national d'art contemporain (1971-1972) puis inspecteur général des beaux-arts (1973), il s'est fait connaître comme responsable des manifestations puis conservateur (1982-1987) du Musée national d'art moderne Centre Georges Pompidou (Beaubourg). Conservateur général du patrimoine en 1990, il a par la suite notamment été directeur du musée du Jeu de Paume (1993-1996) et directeur de l'École nationale des beaux-arts (1996-2000). Il fut en outre délégué aux arts plastiques au ministère de la Culture (1993-1996) et directeur du Musée national d'art moderne Georges Pompidou à partir de 2000. Il a publié des ouvrages sur Frank Stella, Richard Serra, Henri Michaux, Claude Viallat, ainsi que de nombreuses préfaces de catalogues et des essais sur l'art français contemporain.

PAGEZY Bernard. Président de société, né le 22 janvier 1928 à Paris VIIe. Fils de général, ce protestant d'origine cévenole sera, à 16 ans, le plus jeune caporal-chef de l'armée française, avec, sous ses ordres, un certain Valéry Giscard d'Estaing. Entré en 1946 à Sciences-Po, où il aura comme condisciple Raymond Barre, il est recruté en 1951 par la banque de la Haute société protestante Neuflize-Schlumberger-Mallet. Il sera cadre supérieur à leur filiale marocaine l'Africaine de Banque. En 1965, il devient président de la Compagnie d'assurances la Paternelle, puis prend en 1967 la tête des Assurances générales de Paris. Il devient, en 1975, président de la Compagnie du Midi (contrôlée par les Assurances générales de Paris). Il fera en vingt-cinq ans de l'ensemble un empire, détenant plus de 60 milliards de F d'actifs (dont il détiendrait environ 2 ou 3 %) et réalisant 100 milliards de F de chiffre d'affaires à la fin des années quatre-vingt. En 1981, il se fera si habilement oublier que ce mastodonte ne sera pas nationalisé. Pagezy a toujours occupé une place à part dans l'establishment des grands patrons français, comme « solitaire de la finance » : « La puissance de la Compagnie du Midi met son président au premier plan du microcosme français des affaires. Mais il ne cesse de critiquer publiquement le dit microcosme qui, en retour, ne tarit pas de fiel à son égard ». En 1988, cet « homme pour qui le secret est gage de bonnes affaires » (*Le Nouvel observateur*, 12 septembre 1986) consent à une fusion avec AXA, dirigé par Claude Bébéar, afin d'éviter un raid du groupe d'assurances italien Generali. Rapidement désavoué par ses nouveaux actionnaires, il doit céder son poste à Bébéar en mars 1989. Il prend ensuite la gérance de la société en commandite Maurel et Prom, puis d'Aérospace.

PAGEZY Roger. Ingénieur, né le 20 novembre 1930 à Paris XVIIe. Cet X-Mines travaille d'abord à Douai, en 1955, et à Valenciennes (1956-1957), puis au secrétariat du comité interministériel pour les ques-

tions de coopération économique européenne de 1958 à 1960. Il effectue ensuite l'essentiel de sa carrière chez Saint-Gobain : directeur du département construction de Pont-à-Mousson (1961-1970), directeur de la Compagnie de Saint-Gobain (1970-1974), directeur attaché à la direction générale à partir de 1974, ainsi qu'administrateur de nombre de ses filiales. Il a également été président de Roclaine (1964-1972), et vice-président de Air Industrie. À la société des maisons Phénix, il sera aussi administrateur (1968), vice-PDG (1974), PDG (1974-1979), puis administrateur jusqu'en 1987. Par la suite, il a occupé divers postes à l'Association nationale de la recherche.

PALACIO Ana (de son nom complet DE PALACIO DEL VALLE LERSUNDI). Directrice de société, née le 22 juillet 1948 à Madrid (Espagne). Licenciée en sociologie, en droit et en sciences politiques de l'Université complutense de Madrid, elle a débuté comme professeur de sciences politiques dans cette université, à partir de 1981, avant d'intégrer, en 1984, l'université nationale d'enseignement à distance. Membre en parallèle de multiples conseils d'administration, cette représentante de la haute bourgeoisie madrilène se fait élire, en 1994, député européen du Parti populaire (droite libérale) et sera réélue en 1999 sur la liste conduite par sa propre sœur, Loyola de Palacio, qui sera également ministre de l'Agriculture et commissaire européen. En 2002, elle devient ministre des Affaires étrangères. En 2004, elle est élue député de Tolède, mais démissionne peu après, à la suite de la victoire du PSOE. Elle rebondit dès 2006, comme vice-présidente de la Banque mondiale et avocate générale de son président, le néo-cons Paul Wolfowitz. En 2008, elle devient directrice internationale et marketing d'Areva. Importante personnalité de l'ombre et des groupes mondialistes, elle appartient au comité directeur de l'Institut Montaigne, a appartenu à la Commission pour la libération de la croissance française (commission dirigée par Jacques Attali), et apparaît comme cofondatrice de Medbridge, un lobby européen pro-israélien lancé par l'ancien député européen socialiste (et membre du B'naï B'rith) François Zimeray. Elle est également membre du conseil de surveillance international du Council on Foreign Relations, administratrice du Transatlantic Policy Network, membre du praesidium de la Convention européenne, etc.

PALLEZ Gabriel. Haut fonctionnaire, né le 2 mai 1925 à Metz (Moselle), décédé le 29 septembre 1998. Cet énarque collabore avec Pierre Pflimlin aux Finances (1955), puis avec Félix Gaillard (1957), et à nouveau avec Pierre Pflimlin (1957-1958). Il est ensuite directeur adjoint de l'Office des changes, chef du service des autorisations commerciales à la direction des relations économiques extérieures (1960), directeur adjoint (1960) puis directeur général des collectivités publiques à l'Intérieur (1964-1969). Directeur général de l'Assistance publique de 1969 à 1985, il est alors propulsé (alors qu'il n'a aucune expérience bancaire stricto sensu, mais tous les banquiers confirmés ont refusé le poste) de 1985 à juillet 1987 à la présidence du Crédit Commercial de France. À partir de mars 1987, il devient aussi président du Consortium français de participations bancaires. Il préside également, à partir de 1988, le Groupe central des villes nouvelles, et dès juin 1989 le Conseil européen des systèmes de paiement. En 1990, il redevient banquier pour une année comme PDG et président du conseil de surveillance de la banque Chaix. Il est devenu, en 1991, président de la Ligue nationale contre le cancer. Sa fille, également énarque, a été conseiller technique de l'ancien Premier ministre Pierre Bérégovoy.

PALLEZ-AUQUE Stéphane (née PALLEZ, épouse AUQUE, dite). Directrice financière, née le 23 août 1959. Elle est la fille de Gabriel Pallez (décédé), énarque, inspecteur général des Finances, ancien PDG de la Banque Chaix, ancien directeur de l'Assistance publique et de la Ligue nationale contre le cancer. Son frère, Christophe Pallez, a été chef de division des services juridiques de l'Assemblée nationale, secrétaire général (affaires juridiques) de la Cnil. Elle est l'épouse de François Auque, énarque, conseiller référendaire à la Cour des comptes, executive vice president de la division système spatiaux d'EADS, PDG d'EADS Space (2004-2006), PDG d'Astrium depuis 2006, administrateur de multiples sociétés. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, cette énarque (promotion *Louise Michel*, 1982-1984) a été affectée à la direction du Trésor. Elle a été administrateur suppléant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (1988-1990), avant de devenir conseiller technique du ministre socialiste de l'Économie Pierre Bérégovoy (1991-1992), puis de son successeur Michel Sapin (1992-1993). Directrice du service des participations à la direction du Trésor (1998-2000), elle a été ensuite directrice des affaires européennes et internationales, et présidente du Club de Paris (2000-2004). Elle entre alors à France Télécom comme chargée de mission de son directeur général adjoint Franck Dangeard. Elle est devenue depuis lors directeur financier de cette multinationale

PANAFIEU Françoise de (née MISSOFFE, épouse). Femme politique, née le 12 décembre 1948 à Moyeuvre (Moselle). Issue d'une famille richissime, elle est la fille des anciens ministres gaullistes, François Missoffe et Hélène Missoffe, née de Mitry (fille du comte Emmanuel de Mitry, maître de forges, et de la comtesse Marguerite de Wendel). Son oncle maternel est Jean François-Poncet. Titulaire d'une licence de sociologie à Nanterre où « elle est la petite amie de Cohn-Bendit » (*Maintenant*, 15 novembre 1995, article de Christian Lançon), ce qu'elle dément, et d'un diplôme de la chambre de commerce de Paris, elle seconde son père de 1973 à 1978, prend sa carte au RPR en 1976, devient en 1979 conseiller RPR de Paris, où elle est déléguée aux Affaires sociales, puis adjoint de Jacques Chirac pour les problèmes périscolaires en 1981. Adjoint aux affaires culturelles à partir de 1983, elle est placée en neuvième position sur la liste RPR et devient député de Paris en 1986 (sa mère lui ayant cédé son fauteuil et se faisant élire sénateur du Val-d'Oise), et sera réélue en 1988 et 1993. Délégué général du RPR pour l'immigration et l'intégration, elle devient en mai 1995 ministre du Tourisme, avant d'être remerciée six mois après, retrouvant un poste d'adjoint chargé des parcs et jardins de la ville de Paris, avant d'obtenir, à l'été 1996, le poste de délégué permanent de la France auprès de l'Unesco. Elle est élue le 1er juin 1997 député de Paris, réélue en 2002 et 2007, maire du XVIIe arrondissement de Paris de 2001 à 2008. Elle a épousé Guy de Panafieu, membre du Siècle.

PANAFIEU Guy de. Inspecteur des Finances, né le 5 avril 1943 à Paris XVIIe. Il est le mari de Françoise de Panafieu. Cet énarque a choisi en 1968 l'inspection des Finances. En 1972, il rejoint la DREE, où il est chargé du bureau de la Communauté économique européenne à la sous-commission des affaires multilatérales. Il y devient, en septembre 1974, chef du bureau de la gestion de l'assurance-crédit et des négociations financières, puis, fin 1976, chargé de la sous-direction de l'orientation et des études, promu sous-directeur en février 1978. Conseiller technique au secrétariat général de l'Élysée chargé des questions touchant aux affaires économiques de la diplomatie en 1978, il retourne à la DREE, comme sous-directeur, à l'arrivée de la gauche. Sa carrière étant bloquée, il rejoint le privé en 1983, comme chargé de mission à la direction financière de la Lyonnaise des eaux. Il devient en juin 1983 directeur financier, en octobre 1984 directeur général adjoint, en juillet 1988 administrateur directeur général, et en 1993 vice-PDG, second de Jérôme Monod. Il est également, depuis 1984, PDG de la banque Hydro-Energie, membre du conseil de surveillance de l'Institut du développement industriel et président de la commission de politique économique du CNPF devenu Medef (depuis 1993). De 1997 à 2001, il a été PDG de Bull, puis *senior adviser* chez Clinvest (Crédit lyonnais).

PANDRAUD Robert. Haut fonctionnaire, né le 16 octobre 1928 au Puy-en-Velay (Haute-Loire), décédé le 18 février 2010. Ce fils d'instituteurs socialistes est diplômé de Sciences-Po Paris, où il militait à la Fédération des étudiants socialistes de Michel Rocard. Énarque, il a choisi l'Intérieur pour faire carrière, dans le corps préfectoral, puis à l'administration centrale, où il sera sous-directeur (1968), directeur du personnel, puis directeur adjoint des cabinets des ministres Jacques Chirac (1974) et Michel Poniatowski (1974-1975). Directeur général de la police nationale de 1975 à 1978 (« premier flic de France ») puis directeur général de l'administration à l'Intérieur – y compris pendant les premiers

mois d'installation de la gauche au pouvoir –, ce spécialiste des questions policières devient, en 1982, secrétaire général adjoint de la mairie de Paris et assurera les fonctions de directeur de cabinet de Jacques Chirac à la Mairie de Paris jusqu'en 1986 (avec pour adjoint Michel Roussin). Élu député RPR de Seine-Saint-Denis en 1986 après une vigoureuse campagne sécuritaire (il appartient au Mouvement initiative et liberté, qui a pris la suite du Sac), il a toujours été réélu depuis lors dans ce département communiste. Ministre délégué à la Sécurité de 1986 à 1988 (obligé de frayer avec Charles Pasqua à l'Intérieur), il est élu secrétaire général adjoint du RPR en 1990 et président du groupe RPR au conseil régional d'Ile-de-France en 1992 (membre du bureau politique depuis 1993). Bien qu'ayant mené campagne contre Maastricht comme président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, il se prononce en 1995 en faveur de Jacques Chirac, contrairement à Charles Pasqua avec lequel il n'avait jamais montré qu'une amitié de façade. Il a été réélu député de Seine-Saint-Denis en 1997 et 2002 mais ne s'est pas présenté en 2007. Selon *Le Choc du mois* (décembre 1987), il était franc-maçon.

PANHARD Jean. Ingénieur, né le 12 juin 1913 à Paris VIIIe. Ce polytechnicien a effectué toute sa carrière à la firme familiale Panhard Levassor, où il est entré en 1937 comme directeur technique. Il en sera secrétaire général et administrateur (1948), vice-PDG (1957), et PDG de la société de construction mécanique Panhard et Levassor (1965-1981). PDG de la Société des transports urbains et ruraux, il présidera de 1967 à 1988 le Salon de l'auto et siégera à la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, notamment comme trésorier de 1964 à 1979, puis président de 1979 à 1981. Il a été également vice-président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (1974-1977) et président de la Conférence permanente des chambres de commerce et d'industrie. Il est président d'honneur de l'Automobile club de France.

PANNIER-RUNACHER Agnès (née RUNACHER, épouse PANNIER). Cadre dirigeant de société, née le 19 juin 1974 à Paris XIIe. Elle est la fille de Renée-Christine Lassave et de Jean-Michel Runacher, né en juillet 1945, ingénieur et directeur de société dans l'industrie du pétrole (Techfor, Perenco). Elle a épousé, le 15 septembre 2001, Marc Pannier, né en septembre 1973, diplômé de l'ESCP, de Sciences-Po Paris et de l'ENA (où ils se sont connus dans la promotion Averroès, 2000), aujourd'hui administrateur de GDF Suez Trading, et dont elle a eu trois enfants (Julien, Ariane, Emmanuel). Diplômée d'HEC, Agnès Pannier-Runacher a commencé comme inspectrice des Finances. Entre 2003 et 2006, elle a rejoint l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris comme directrice de cabinet du directeur général. Directrice adjointe des finances et de la stratégie et responsable du département participation et développement à la Caisse des dépôts et consignations (2006-2008), elle a été, entre 2009 et 2011, membre du comité exécutif du Fonds stratégique d'investissement en tant que directrice, puis directrice des finances et de la stratégie de portefeuille. Elle a brièvement dirigé la division clients TGV de Faurecia systèmes d'intérieur (2011-2012) puis a rejoint la compagnie des Alpes où elle est directrice générale déléguée depuis janvier 2013.

PARAF Maurice. Préfet, né le 6 octobre 1917 à Paris, décédé le 15 mai 2000. Licencié ès lettres, il débuta comme chef de cabinet du préfet du Loir-et-Cher en novembre 1944. Il fut notamment par la suite secrétaire général de la préfecture de la Lozère en 1947, sous-préfet de Châteaudun en 1950, préfet du Cantal en 1963, préfet du Val d'Oise en 1968, avant de prendre la direction des collectivités locales à l'Intérieur en 1972. Préfet de Picardie en 1975, puis directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, il sera encore préfet du Nord-Pas-de-Calais de 1978 à 1982.

PARAYRE Jean-Paul. Président de société, né le 5 juillet 1937 à Lorient (Morbihan). Polytechnicien et ingénieur des ponts et chaussées, il commence sa carrière au service spécial des autoroutes, de 1963 à 1967, puis sera conseiller technique au cabinet de Jacques Chirac (Affaires sociales en 1967, Budget en juin-juillet 1968). Il passe ensuite chez François-Xavier Ortoli (Économie et Finances, 1968-1969), qu'il suit en juin 1969 au ministère du Développement industriel et scientifique. En 1970, il devient directeur de la construction mécanique et électrique et de l'électronique, en même temps qu'il est délégué interministériel pour la télévision en couleur. Il quitte ces fonctions en avril 1974 pour entrer comme directeur conseiller du président à la Banque Vernes. En octobre, il devient directeur attaché à la direction générale chez Peugeot, puis, en 1976, directeur à la division automobile du groupe. Il sera ensuite, de juin 1977 à septembre 1984, président du directoire de Peugeot. François Gauthier, homme de confiance des Peugeot, en a fait son dauphin, mais il commet l'erreur de racheter ses filiales françaises à Chrysler à la fin des années soixante-dix. Au début des années quatre-vingt, Peugeot plonge et court à la faillite (notamment avec les conflits de Talbot et Citroën). La famille Peugeot appelle Jacques Calvet, évincé de la BNP, qui éliminera en douceur Parayre. Ce dernier quitte alors la firme et entre au directoire de Dumez, deuxième groupe européen de travaux publics et du bâtiment, comme directeur général chargé de la diversification, et remporte le dossier Trans-Manche. En 1988, il devient président du directoire de Dumez. Son beau-père, André Chauffour, et ses proches détenant 35 % du capital de Dumez, il organise en 1990 la fusion de Dumez avec la Lyonnaise des eaux, obtenant le poste de vice-PDG du nouveau groupe Lyonnaise des eaux-Dumez. En juillet 1992 « furieux de constater un trou de 980 millions de F dans les comptes de Dumez (sans inclure les pertes de l'immobilier), Jérôme Monod prie Jean-Paul Parayre de quitter ses fonctions de vice-président de la Lyonnaise » (*Tribune Desfossés*, 25 janvier 1994). « Jérôme Monod découvre qu'il a payé beaucoup trop cher son entrée chez Dumez. Jean-Paul Parayre a trompé son monde » (*Challenges*, juin 1994). Il quitte donc son poste en 1992, tout en restant administrateur. Également président de Trans Manche Link (1988-1992), il entre au début de 1994 dans le groupe Bolloré, où il prend la tête des activités industrielles, devenant vice-président du groupe et président de Bolloré Technologies, poste qu'il quitte à la fin de la même année, remplacé par Bernard Esambert. Mis sur la touche, il préside la Scac Delmas-Vieljeux à partir de 1994. Il sera vice-PDG du groupe Bolloré de 1994 à 1999. Depuis 2009, il est président du conseil de surveillance de Vallourec.

PARISOT Laurence. Présidente de société, née le 31 août 1959 à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône). Elle est la petite-fille de Jacques Parisot qui, en 1936, lança un atelier familial de fabrique de meubles, et la fille de Michel Parisot (décédé en 2002), président du premier groupe industriel français du meuble du même nom et troisième groupe européen (entreprise de Haute-Saône à 100 % familiale, fondée par son père, Jacques, diplômé de l'école Boulle en 1936). La fortune de la famille était estimée à 90 millions d'euros en 2004 et figure parmi les 200 plus importantes fortunes françaises. D'abord tournée vers le meuble de luxe, voire unique, l'entreprise s'est tournée vers la grande distribution et fournit Ikea, Fly, Conforama, Monsieur Meuble, etc. Laurence Parisot prendra d'ailleurs, en 2002 (à la suite du décès de son père), la présidence d'Optimum, une PME du Sud-Ouest de la France fabriquant des placards et comptant 200 salariés. Cette ancienne de Sciences-Po Paris (où elle se liera étroitement à Philippe Habert, futur gendre de Jacques Chirac, puis à Alain Lancelot, qui deviendra son protecteur), est également titulaire d'une maîtrise de droit public (Nancy) et d'un DEA d'études politiques. Elle a été chargée d'études à l'institut de sondages Louis Harris France (dirigé par Pierre Weill), où elle est entrée grâce à l'appui d'Alain Lancelot, président de l'Institut d'études politiques (et dont elle avait été l'assistante au centre d'études de la vie politique française). Elle en est devenue directeur général en 1986. En 1990, elle a pris la tête de l'Institut français de l'opinion publique, alors en mauvaise posture (la famille Parisot en prend 10 %), puis par la suite de Gallup France depuis 1992 et de l'institut canadien CMR, racheté en 1999. Cette passionnée de voitures rapides (Ferrari, Maserati, etc.) a repris, avec l'appui de sa famille, la majorité du capital de l'IFOP (dont un autre actionnaire direct est le PDG de Pathé, Jérôme Seydoux), en 1998, à l'issue d'une longue bataille juridique (qui a abouti à l'éviction du principal actionnaire, Bossard), et en a fait une entreprise réali-

sant plus de 35 millions d'euros de chiffre d'affaires et employant 250 personnes. Dès 2000, elle siège au conseil d'administration d'Eurodisney, puis entre au conseil de surveillance de Michelin, au conseil d'administration d'Havas (qu'elle quittera, ayant soutenu Alain de Pouzilhac), ainsi qu'au conseil consultatif d'Ernst & Young. En 2001, elle est sélectionnée pour le premier club d'influence français, Le Siècle. Ernest-Antoine Seillière la copte au sein du comité exécutif du Medef en 2003. La même année, elle entre, comme membre de section, au Conseil économique et social (jusqu'en 2005). S'étant préparée dès 2003, cette amie de Bernadette Chirac et de Jean-Pierre Raffarin, très fortement soutenue par Ernest-Antoine Seillière, confie en petit comité, en octobre 2004, qu'il faut s'opposer à une candidature du « socialiste Schweitzer », le PDG de Renault, donné comme probable candidat. Elle se dévoile, sur les conseils de Seillière, dès le 18 janvier 2005, devant un parterre de 4000 patrons. Elle leur déclare alors cette sortie ultralibérale : « La liberté de penser s'arrête là où commence le droit du travail (*Le Monde*, 19 mai 2005). » Elle ajoutera : « L'Europe sociale ne peut se faire que dans l'Europe libérale. » Considérée comme un véritable outsider, elle va distancer, lors du premier vote du conseil exécutif par 21 voix sur 44, plusieurs « poids lourds » comme Yvon Jacob (métallurgie) ou Hugues-Arnaud Mayer (soutenu par plusieurs Medef régionaux) et même le tandem Francis Mer-Guillaume Sarközy, c'est-à-dire l'ancien ministre de l'Industrie et le n° 3 du Medef, dirigeant de la fédération du textile. Elle a succédé, le 5 juillet 2005, lors de l'assemblée générale du Medef (550 votants, dont seulement 18 femmes) à Ernest-Antoine Seillière comme présidente du Medef, ayant reçu le soutien d'une coalition hétéroclite (opposée en particulier au tandem Francis Mer-Guillaume Sarközy). Dans la campagne pour la conquête du Medef, elle se fit habilement conseiller par Anne Méaux d'Image 7, considérée comme la conseillère la plus influente de France : elle séduit ainsi le CAC 40, *Gala*, *Paris-Match* et quadrille la France (voir *Bluff et trahisons au Medef : récit d'une bataille cinglante pour la présidence du patronat*, *Le Monde*, 5 juillet 2005). Elle bénéficie rapidement du soutien de plusieurs grands patrons (François Pinault, Claude Bébéar, Anne Lauvergeon, Marc Ladreit de Lacharrière, Jean-François Dehec, Michel Pébereau, etc.) et de nombreuses entreprises auxquelles l'IFOP fournit des études et sondages ; La Poste, Coca-Cola, Danone, L'Oréal, etc. Elle fait aussitôt entrer, au conseil exécutif du Medef, Hugues-Arnaud Mayer et Charles Beigbeder, deux de ses concurrents qui s'étaient désistés pour elle. Louis Schweitzer démissionne alors dudit conseil. C'est la première femme à présider le « parti des patrons », alors même qu'elle n'a aucune expérience syndicale patronale réelle. En 2008, elle s'attaque à l'UIMM et sa fameuse « caisse noire » (1 milliard d'euros), provoquant une véritable cassure dans le parti patronal.

PARISOT Pierre. Directeur de société, né le 9 janvier 1940 à Abancourt (Oise). X-Ponts et chaussées, diplômé de Sciences-Po, il a commencé comme adjoint au directeur départemental de l'Équipement de la Réunion en 1966, puis du Morbihan en 1973. Sous-directeur à l'Équipement, chargé de la politique du personnel et des méthodes modernes de gestion, il rejoint l'Intérieur comme conseiller technique (1977 à 1980). En 1981, il entre à Saint-Gobain, où il sera directeur international de la Sobea, puis de 1985 à 1990, directeur général de la Sogea. À partir de 1991, il est directeur général adjoint de la Société générale d'entreprises et président de Trans Manche Link, puis président du conseil d'administration d'Aquires à partir de 2001.

PARLY Florence. Administrateur civil, née le 8 mai 1963 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Son père, professeur de lettres, se situe dans la frange conservatrice. Sa mère, Jeanne-Marie Parly, professeur d'université, est docteur d'État et agrégée en sciences économiques. Elle fut conseiller auprès de Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'Éducation nationale (1985-1986), puis recteur de l'académie de Caen (1989-1993). Elle fut également conseiller de Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, en 1997-1998, puis directrice de son cabinet en 1997-1999. Diplômée de Sciences Po Paris, Florence Parly, énarque issue de la promotion Fernand Braudel, est venue tardivement au Parti socialiste (vers 1993-1994), via le cercle Pierre Mendès France. En

1991, elle entre au cabinet de Michel Durafour, ministre mitterrandien de la Fonction publique et des Réformes administratives, avant de passer à celui de Paul Quilès, ministre de l'Équipement, du Logement et des Transports. Elle suit ensuite ce dernier au ministère de l'Intérieur. Ayant réintégré le Budget, au retour de la droite, elle entre au cabinet de Lionel Jospin, nouveau Premier ministre, en 1997, comme conseiller budgétaire. À la surprise générale et alors qu'elle n'a jamais été candidate, elle est propulsée secrétaire d'État au Budget en remplacement de Christian Sautter en janvier 2000. Elle sera également conseiller municipal du IX[e] arrondissement et candidate parachutée dans la 1[re] circonscription de l'Yonne en 2002 (42,82 % au second tour). Élue conseillère régionale de Bourgogne en 2004, elle devient vice-présidente en charge de la culture et du tourisme, poste qu'elle abandonne en 2006. En 2004, elle devient présidente du directoire de l'Agence régionale de développement d'Ile-de-France (jusqu'en 2006). Directrice de la stratégie des investissements du groupe Air France à partir de 2006, elle est PDG d'Air France Cargo depuis 2009. Elle est la compagne de Martin Vial, PDG d'Europ Assistance et ancien président de La Poste.

PARODI Jean-Luc. Universitaire, né le 8 juin 1937 à Paris XVI[e]. Diplômé de Sciences-Po, ce fils d'ambassadeur entre en 1964 comme chercheur au Centre d'études de la vie politique française et s'intéresse à l'opinion publique, en même temps qu'il enseigne. En 1981, il devient secrétaire général de l'Association française de science politique (jusqu'en 1999). En 1983, il entre à l'IFOP comme conseiller pour les études politiques (il en est devenu directeur), et devient son commentateur attitré au *Journal du Dimanche*, ainsi qu'au *Figaro*. En mars 1991, cette « plaque tournante de la science politique française » (*Libération*, 8 avril 1991) devient directeur de la *Revue française de science politique*. Ce grand spécialiste des études politiques est, par ailleurs, directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, président du conseil d'administration de l'IEP de Rennes, conseiller à l'Ifop, etc. Il a signé en 1992 le *Manifeste contre la proportionnelle* (hostile au Front national).

PASCAUD Fabienne (épouse DANDREL, née). Journaliste, née le 1[er] juillet 1955 à Paris XV[e]. Cette fille d'un intendant général est titulaire d'une maîtrise de lettres mais n'est pas diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris contrairement à ce qu'elle indique au *Who's Who*. Elle a effectué toute sa carrière connue à *Télérama*, hebdomadaire culturel de la gauche « bobo ». Elle y fut critique cinématographique (1980-1994), rédactrice en chef adjoint du service culturel (1994-2001), rédactrice en chef (2001-2006) et en est depuis lors directrice de la rédaction, sur décision de Bruno Patino (membre du Siècle). Son domaine de prédilection est le théâtre et elle s'est liée avec de nombreux acteurs et metteurs en scène. Son mari, Louis Dandrel, né le 11 janvier 1939 (donc nettement plus âgé), est à la fois un ancien journaliste (critique musical du *Monde* de 1965 à 1980, puis directeur à *France Musique*), un musicien et un « designer » sonore (signalétique sonore de la SNCF, design sonore du tramway de Tours, etc.), ayant très longuement dirigé le studio de design de l'Ircam.

PASTRE Olivier. Président de société, né le 15 décembre 1950 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils d'un dirigeant de société, Pierre Pastré, et de Jacqueline Nou de la Houpplière. Olivier Pastré est remarié avec Hafida Jebli, antiquaire. Passé par l'université de Rhode Island (États-Unis) et Paris XIII, il est docteur d'État en économie, agrégé de droit et *Master of Arts in Economics*. Ayant débuté comme maître-assistant à la faculté de Paris XIII, il a été consultant auprès de l'OCDE (1974-1978), chargé de mission à la direction du Trésor (1979-1984), professeur d'économie à l'université de Dakar (Sénégal), doyen de la faculté d'économie de Paris VIII-Vincennes-Saint-Denis (1986). Il bifurque alors vers le privé : directeur général adjoint puis directeur général de GP Banque et de Sud Méditerranée Capital, conseiller du président de la Société marseillaise de crédit (1987-1995), administrateur directeur général de la Société de banque française et internationale. Depuis 2000, il est président d'IM Bank (Tunisie). Il a dirigé plusieurs collections d'économie chez divers éditeurs, a signé de multiples articles économiques ainsi que

divers ouvrages d'économie internationale. Il a notamment reçu le prix Turgot, le prix de l'Association pour le développement des études sur la firme et sur l'industrie, etc.

PATINO Bruno. Journaliste, né le 8 mars 1965 à Courbevoie (Hauts-de-Seine). Il est le fils d'Hugo Patino, compositeur de musique et chef d'orchestre bolivien, qui émigra en France à 39 ans et devint réalisateur radiophonique à *RFI*. Par sa mère, Geneviève Goddyn, il est le petit-fils d'un militant catholique de gauche, ancien résistant, qui fut notamment président du Syndicat de la presse parisienne, administrateur général de *France Soir*, etc. Il est passé par le lycée Marie Curie de Sceaux, la John Hopkins University de Washington (boursier de cette université mondialiste, il y obtint un master sur la transition démocratique au Chili), la Sorbonne nouvelle, Sciences-Po (où il rencontra sa femme, Sophie Amiel) et l'Essec. Il détient en outre un doctorat de sciences politiques. Il collabora d'abord, comme haut fonctionnaire, au programme des Nations unies pour le développement (jusqu'en 1994), tout en étant, sous le pseudonyme de Bruno Adrian, correspondant du *Monde* au Chili. Directeur délégué d'*InfoMatin* à partir de 1994, il sera par la suite chargé de mission à la direction générale internationale de *Canal +* (1996-1997), secrétaire général de la branche littérature d'Hachette Livres, puis rejoignit *Le Monde* en décembre 1999 comme directeur général du monde interactif SA (et directeur délégué des *Cahiers du cinéma*). Il en devient président du conseil d'administration en 2003, après en avoir fait le premier site d'information francophone en nombre de consultations, ainsi que président du directoire de *Télérama*, en remplacement de Marc Lecarpentier. Il sera vice-président du groupe *Le Monde* de juillet 2007 à janvier 2008, prenant alors, après un long affrontement avec la direction du quotidien, la tête de *France Culture* (gagnant alors environ 360 000 euros par an) en remplacement de David Kessler. En août 2010, ce protégé d'Alain Minc prend la tête de France 5. Il est élu, en mars 2008, sur une liste de centre droit (face à une liste UMP) à Sceaux mais démissionnera peu après son élection. Il appartient depuis plus de dix ans au Banquet républicain de Laurent Bérard-Quélin.

PAUGET Georges. Banquier, né le 7 juin 1947 à Rumilly (Haute-Savoie). Ce docteur d'état ès sciences économiques (mention très bien) a effectué toute sa carrière au Crédit Agricole à partir de 1973. Cet homme discret, voire secret (il ne figure pas au *Who's Who*) débuta à la caisse régionale de l'Aude puis à la caisse nationale à partir de 1977. Vite repéré par Jacques Lallement, il y occupera de multiples postes : inspecteur, chef de mission à l'inspection générale, secrétaire central, directeur général adjoint d'Unicrédit, directeur de la caisse régionale de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort (1985-1987), puis des Pyrénées-Atlantiques (1987-1992). Il devient directeur général délégué pour la banque de détail en 2003, directeur général de Crédit Agricole SA en 2005, directeur général, succédant à Jean Laurent, puis président (2005) de LCL (ex-Crédit lyonnais), président de Calyon à partir de 2007. Depuis 2010, il préside la SAS Économie, Finance & Stratégie. Il préside également depuis 2010 l'Institut pour l'éducation financière du public.

PAUWELS Marie-Claire (épouse DE LA GRANDIERE, née). Journaliste, née le 3 septembre 1945 à Paris XVe. Elle est la fille du journaliste et écrivain Louis Pauwels, fondateur notamment de *Planète* et du *Figaro Magazine*. Se présentant comme ancienne élève du Centre de formation des journalistes (*Who's Who*), elle ne figure pas dans l'annuaire des élèves diplômés. Journaliste à *Planète*, *Votre Beauté*, *Pénéla* et *L'Écho de la mode* (1965-1970), elle devait cofonder le magazine *Jacinte* avec Alain et Élisabeth Lefebvre. En mai 1979, elle rejoint, comme son père, *Le Figaro* et devient chef du service féminin de ses suppléments. En 1980, quand *Madame Figaro* est lancé, elle en prend la direction. De 2001 à 2008, elle a été conseillère municipale de Trouville. Elle a signé *Mon chéri* et *Fille à papa*.

PAYAN Jean-Jacques. Ingénieur, né le 3 mai 1935 à Grenoble (Isère). Fils d'un postier, ce normalien, agrégé de mathématiques, a enseigné à Orsay et à Grenoble, où il devint, en 1978, directeur du centre interuniversitaire de culture. En 1981, ce militant socialiste devient président de l'université scientifique, technologique et médicale de Grenoble, avant d'être

appelé à la fin de l'année à la direction générale du Centre national de la recherche scientifique. De 1982 à 1986, il est directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche auprès des ministres de l'Éducation nationale Alain Savary, Jean-Pierre Chevènement puis Alain Devaquet, démissionnant en mai 1986. Réélu, en 1987, président de l'université de Grenoble I (jusqu'en février 1989), il a rejoint de 1988 à 1998 la Régie Renault comme directeur de la recherche. Il est président des conseils d'administration de l'Université de technologie de Belfort-Montbéliard (1999-2002) et du groupement d'intérêt économique (GIE) Souffleries aéroacoustiques automobiles à partir de 2001. Il a soutenu Jean-Pierre Chevènement en 2002.

PAYE Jean-Claude. Haut fonctionnaire, né le 26 août 1934 à Longué (Maine-et-Loire). Il est le fils de l'ancien ambassadeur de France à Pékin, Lucien Paye (qui fut également ministre, premier président de la Cour des comptes). Son épouse, Laurence Jeanneney, membre du Siècle, est la fille de Jean-Marcel Jeanneney. Licencié en droit, cet énarque est entré en 1961 au Quai d'Orsay comme secrétaire des affaires étrangères, et sera détaché en novembre au secrétariat général des affaires algériennes. Secrétaire d'ambassade à Alger dès l'indépendance, il sera conseiller technique d'Yvon Bourges (Recherche scientifique et Questions atomiques et spatiales) en 1965, puis de Jean Marcel Jeanneney (Affaires sociales) de 1966 à 1968. De 1968 à 1971, il est envoyé par le général De Gaulle comme chef du cabinet du vice-président de la Commission des communautés européennes à Bruxelles, Raymond Barre, puis sera conseiller politique à l'ambassade de France à Bonn de 1972 à 1974. Il devient, après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, directeur adjoint du cabinet du ministre des Affaires étrangères Jean Sauvagnargues, puis retrouve en 1976 Raymond Barre comme conseiller pour les affaires internationales. Directeur des affaires économiques au quai d'Orsay, en 1979, il devient, en 1984, secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économique. Il est avocat à la cour et conseiller du cabinet Loyrette Nouel depuis 2001 et, depuis 2005, président du conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique.

PAYE-JEANNENEY Laurence (née JEANNENEY, épouse PAYE). Haut fonctionnaire, née le 8 janvier 194 à Grenoble (Isère). Docteur en histoire et diplômée de l'École nationale des langues orientales vivantes, elle a intégré le CNRS en 1976, devenant, en 1978, chargée de mission, puis, en l'année suivante, chef de cabinet des directeurs généraux et du président. Adjointe au directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche en 1982, elle est devenue, en 1986, directeur de la politique régionale et universitaire du CNRS. À partir de 1990, elle sera secrétaire générale de la recherche du groupe Renault, avant de remplacer, en 1998, Guy Fleury, comme administrateur général du Conservatoire national des arts et métiers. Elle sera remplacée en 2008 par Christian Forestier, membre du Siècle. Depuis 2006, elle est coprésidente du Haut Conseil pour la recherche et pour la coopération scientifique et technique franco israélien. Mariée avec Jean-Claude Paye, membre du Siècle, elle est la fille de l'ancien ministre Jean-Marcel Jeanneney, et la sœur de l'historien Jean-Noël Jeanneney, membre du Siècle.

PAYEN DE LA GARANDERIE Dominique (née TISSEYRE, épouse). Avocate, née le 11 juillet 1943 à Paris XVIIe. Son arrière-grand-père construisit l'Opéra-Comique et son grand-père, directeur de la Sacem puis député de Saône-et-Loire dans la Chambre bleue horizon, est mort en déportation, en compagnie de son père, journaliste (Nordhausen, Allemagne, avril 1945). Adoptée par la nation, elle n'a pratiquement pas été élevée par sa mère, Paule Delor, antiquaire au Village suisse (remariée avec le secrétaire général du Syndicat des fabricants de pâte à papier), mais par sa grand-tante, Mme Ludovic Arrachat, épouse d'un des as de l'aviation française, qui se remaria avec son grand-oncle, directeur d'une société de construction à Alger. Elle a épousé le comte Bernard Payen de La Garanderie, décédé le 18 janvier 1989, dont elle avait divorcé le 17 juin 1982 (et obtenu de garder le nom d'usage). Passée par Sainte-Jeanne-Chantal d'Alger, les lycées Balzac et La Fontaine à Paris, elle est diplômée d'études supérieures de droit. Avocate depuis 1968, elle a été chargée d'enseignement dans diverses facultés de droit (dont Paris II-Assas) et dans

divers organismes de formation pour avocats. Elle a été associée avec Norbert Hanoun, Jacques Perrot (ami intime de Laurent Fabius, assassiné dans des circonstances jamais vraiment élucidées), Guillaume Marsais, Jean Veil. Ancienne présidente du Centre national des avocats employeurs, elle a été élue première femme bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris (12 700 avocats inscrits) en 1998.

PEBEREAU Georges. Président de société, né le 20 juillet 1931 à Digne (Alpes-de-Haute-Provence). Polytechnicien et ingénieur des ponts et chaussées, il travaille à l'Équipement, notamment à Nîmes (1955-1956), avant d'être chargé de l'arrondissement des transports de la Seine (1957-1959). Conseiller technique d'Edgard Pisani (Équipement) en 1966, il sera ensuite directeur du cabinet des ministres François-Xavier Ortoli, Robert Galley, puis Albin Chalandon (Équipement et Logement). En 1968, il entre à la Compagnie industrielle des télécommunications (CIT) comme directeur général adjoint, puis directeur général (1969-1970). Passé à la Compagnie générale d'électricité (le fief d'Ambroise Roux), il sera successivement directeur (1970), directeur général adjoint et administrateur (1971), directeur général (1972). Il continue son parcours chez CIT-Alcatel comme administrateur directeur général en 1970, et PDG de 1982 à 1986. Il sera aussi, de 1984 à 1986, président de la CGE. Mis sur la touche au retour de la droite (chargé en 1987 d'une mission d'études sur le développement du mécénat par Balladur), il fonde la même année et devient PDG de Marceau Investissements (chargée d'orchestrer le raid raté, deux ans plus tard, contre la Société générale, avec l'appui de Pierre Bérégovoy) et d'Indra Finances. En 1996, menacé par ses actionnaires (Crédit national, Suez, etc.), il préfère saborder sa société de participations lancée en 1986, Marceau Investissements (qui détenait 11,7 % de Bolloré Technologies, 20 % de Thierry Mugler, 100 % de l'institut de sondages BVA, etc.), avec distribution des 800 millions de F de trésorerie disponible et revente des actifs d'ici le 31 août 1997 (1,67 milliard de F à la fin de 1995). Il se versait, en 1995, sept millions de francs d'honoraires sur sa société personnelle, Elégie, plus 5 % d'intéressement sur les plus-values réalisées et 6 % du capital de Marceau sous forme de stock-options. Il est le frère de Michel Pébereau, membre du Siècle.

PEBEREAU Michel. Inspecteur des Finances, né le 23 janvier 1942 à Paris XVe. Cet énarque, fils d'un haut fonctionnaire des Finances, a intégré à son tour l'inspection des Finances en 1967. En 1969-1970, il est chargé de mission à l'inspection des Finances, puis, en 1970, rapporteur de la commission d'études des crédits à l'exportation et, en 1971, du marché des actions. Il démarre véritablement sa carrière comme chargé de mission, puis comme conseiller technique au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing (Finances) de 1970 à 1974. De 1971 à 1982, il monte dans la hiérarchie de la direction du Trésor, aux postes successifs de chargé de mission, sous-directeur, directeur adjoint et chef du service des affaires financières et monétaires. Parallèlement, il sera secrétaire général du Comité interministériel d'adaptation des structures industrielles de 1974 à 1976, président du Club de Paris de 1976 à 1978, directeur du cabinet de René Monory de 1978 à 1980, puis chargé de mission auprès de lui en 1980-1981, ainsi que, de 1980 à 1982, commissaire du gouvernement auprès de la Commission des opérations de bourse et censeur suppléant au conseil général de la Banque de France. À ce titre, il sera l'un des principaux responsables de la nationalisation des banques françaises à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ce qui explique qu'il ait été coopté par Daniel Deguen (qui fut son « cornac » et qu'il avait associé à son cours de Sciences-Po) en 1982 au Crédit commercial de France, où il sera successivement directeur général (1982-1987), vice-président du conseil d'administration (1986), puis PDG (1987-1993). Il a également été président suppléant de la commission de contrôle des films cinématographiques (1981-1985), PDG de la holding industrielle du CCF, ainsi que président de Locamic (1986). Il est depuis 1993 président du conseil d'administration de la Banque nationale de Paris, et depuis 1994, président de la CIP (groupe BNP). Président de la commission bancaire de l'Association française des banques, ce membre de l'Institut (depuis 2007) préside le conseil d'orientation de l'Institut Aspen France (depuis 2004) l'Institut de l'entreprise (depuis 2005).

PECQUEUR Michel. Ingénieur, né le 18 août 1931 à Paris, décédé le 13 octobre 1995. Cet X-Mines a rejoint dès 1957 le Commissariat à l'énergie atomique, où il s'occupe de définir le procédé d'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse et anime l'équipe chargée de la construction de l'usine de Pierrelatte. Par la suite, il sera conseiller technique de l'administrateur général du CEA en 1963, directeur adjoint des productions en 1965, directeur délégué du secteur uranium enrichi de 1966 à 1970, délégué aux applications industrielles nucléaires en 1970, puis responsable de la construction de l'usine européenne d'enrichissement d'Eurodif. En 1974, cet homme clé de l'uranium et du nucléaire militaire français devient l'adjoint d'André Giraud, administrateur général du CEA. Sa première partie de carrière fait de ce solide bâtisseur le « grand ordonnateur » de la bombe à neutrons. Nommé administrateur en 1976, il lui succède comme président en 1978. Conservé par la gauche, il obtiendra le maintien des filières nucléaires, et même le lancement de l'usine de retraitement des combustibles de La Hague. En 1983, il succède un peu par hasard à Albin Chalandon (dont les divergences avec Laurent Fabius étaient notoires) à la tête d'Elf-Aquitaine (9e firme pétrolière mondiale en 1988), poste qu'il laissera à Loïk Le Floch-Prigent en 1989. Il devient alors vice-président d'Erap. Membre du Conseil économique et social, il avait, en 1995, publié un rapport sur la politique énergétique de la France.

PECRESSE Valérie (née ROUX, épouse). Membre du Conseil d'État, née Roux le 14 juillet 1967 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Elle est la fille de Dominique Roux, universitaire, et de Catherine Bertagna. Son père, docteur en sciences économiques et professeur agrégé de sciences de gestion, est professeur à Dauphine depuis 1986. Gaulliste et ancien résistant, son grand-père, d'origine corrézienne, a été l'un des médecins de la famille Chirac. Psychiatre, il suivait de près Laurence Chirac, la fille aînée de l'ancien président de la République. Surnommée « la Ségolène de la droite » (*Marianne*, 3 mai 2004), elle a épousé Jérôme Pécresse, polytechnicien et ingénieur des ponts et chaussées, qui fut directeur des fusions acquisitions du Crédit Suisse First Boston (1992-1998) puis, depuis 1999, responsable de la stratégie et du développement d'Imetal (devenu Imerys). Son grand-père Jean-Francis Pécresse fut vice-président du CNPF. La mère de Jérôme Pécresse, Marie-Edith Puget, est la fille du général d'armée aérienne André Puget, ancien ambassadeur de France en Suède, ancien PDG de Sud-Aviation (décédé en 1973). Son frère, Jean-Francis Pécresse, est journaliste aux *Échos*. Passée par Sainte-Marie de Neuilly et Sainte-Geneviève de Versailles, cette énarque, également ancienne élève de HEC, est entrée au Conseil d'État comme auditeur en 1992. Conseiller juridique auprès du directeur du Service juridique et technique de l'information (1993-1998), ce « pur produit de l'éducocratie française » (*L'Express*, octobre 2001) a également été secrétaire générale du conseil supérieur de l'*Agence France Presse* (1995-1998) et commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux du Conseil d'État (1995-1998). Entrée à l'Élysée en 1998, alors qu'elle ne s'était pas fait connaître jusque-là par des convictions de droite bien arrêtées, elle y a été chargée de mission (1998-2000) puis conseiller technique pour les études, la prospective et la société de l'information (elle apportera ses connaissances à Jacques Chirac, jusqu'alors peu familier des ordinateurs et incapable de se servir d'une « souris »...) à partir de 2000. Catapultée en 2002 dans les Yvelines avec la bénédiction de Jacques Chirac, où elle devait prendre la suite du séguiniste Étienne Pinte dans la première circonscription, cette jeune « techno » se présentera finalement dans la deuxième, face au général Philippe Morillon adoubé par l'UDF. Ayant dépassé le général Morillon au premier tour (plus de 42 % face à 11 %), cette « parachutée de la France d'en-haut » est aisément élue député au second tour, avec 65,11 %, face à la candidate radicale de gauche Anne Nègre. Spécialiste des questions familiales, elle fut notamment l'orateur de l'UMP lors des discussions sur la réforme du divorce et rapporteur de la loi sur la bioéthique. La « chouchoute de Jacques Chirac » (*Le Point*, 14 juin 2002) aurait été pressentie pour être ministre de la Famille du gouvernement Raffarin mais se vit préférer Xavier Bertrand. Secrétaire générale adjointe de l'UMP en charge des études et du

Centre d'études politiques (la « boîte à idées » de l'UMP), elle fut également directrice de la rédaction de la revue idéologique de l'UMP, *Les Débats de l'Union*. Spécialisée dans les questions de société (notamment la bioéthique, ayant été rapporteur du projet de loi, et le droit de la famille), elle a toujours adopté des positions progressistes et féministes. Elle a signé *Être une femme en politique* (Archipel, 2007) dans lequel elle se prononce pour la création d'une CSGE, une contribution sociale pour la garde des enfants, que les entreprises devraient acquitter quand elles embaucheraient… des hommes : « Cette contribution abonderait un fonds social qui financerait l'ouverture de crèches, ce serait une façon de rétablir l'équilibre entre les hommes et femmes. » Après avoir dirigé une mission d'information parlementaire sur le droit de la famille (avec 53 propositions phares), elle fut le rapporteur du projet de loi sur l'enfance en 2006, où elle s'est montrée ouverte aux nouvelles formes de parentalité (sans aller jusqu'au mariage homosexuel), la délégation des responsabilités parentales à un « tiers de confiance » (c'est-à-dire notamment au concubin d'un « couple » pacsé). « Sur plusieurs points pourtant elle fait preuve d'un esprit réellement novateur, par exemple quand elle suggère de faire du pacte civil de solidarité (pacs) "un contrat de couple cohérent, intermédiaire entre le mariage et le concubinage" (*Le Monde*, 27 janvier 2006). » Elle s'est également opposée à ce que le député sortant Christian Vanneste soit réinvesti (il le fut quand même) par l'UMP en raison de ses propos « homophobes ». Porte-parole de l'UMP, elle expliquait au *Monde* (22 août 2006) sa conception du futur sous le titre *Notre avenir?* Une société métissée fière et énergique. « Je fais partie de celles et ceux qui pensent qu'une nouvelle cohésion sociale est à construire. Elle se mettra en place si nous abandonnons notre regard toujours nostalgique sur un passé rêvé, une sorte d'âge d'or qui, en réalité, n'a jamais existé. La France est une société métissée qui ne se voit pas comme telle. Il faut pourtant le savoir : les habitants des ghettos et ceux des beaux quartiers finiront par se mélanger. Nos frontières vont s'ouvrir à de nouvelles formes d'immigration, venant d'Asie comme des pays de l'Est. Nous sommes à la croisée des chemins et nous avons peur. La peur de l'autre, c'est l'étranger. » En mai 2007, elle entre au gouvernement de François Fillon comme ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (encore reconduite en novembre 2010) et sera réélue député en juin 2007, dès le premier tour avec 54,8 % des suffrages. Elle a conduit la liste UMP aux élections régionales en Île-de-France en 2010. En 2002, elle avait été sélectionnée comme *Young Leader* par la French American Foundation.

PEDDER Sophie. Diplômée d'Oxford (1988) et de l'université de Chicago en sciences économiques et sociales (1989), cette ressortissante britannique a rejoint, en 1990, l'hebdomadaire économique de qualité *The Economist*, après avoir été l'assistante du sociologue afro-américain William Julius Wilson (travaux sur la sociologie des ghettos noirs) à l'université de Chicago. Pour *The Economist*, elle a suivi les affaires intérieures britanniques, puis la politique européenne, l'industrie mondiale des médias et en a été correspondante à Johannesburg à la fin de la politique de développement séparé (1995-1998). Depuis 2003, Sophie Pedder est le chef du bureau et le correspondant économique et politique de *The Economist* à Paris, étant notamment à l'origine de sa « Une » d'avril 2012 *France in denial* (*The Economist* s'était alors vu qualifié par Laurent Joffrin de « *Pravda* du capital »), ou, en novembre 2012, de *The time-bomb at the heart of Europe*. Elle a notamment signé *Le Déni français, les derniers enfants gâtés de l'Europe* (Lattès, 2012). Dès août 2011, dans *Among the dinosaur*, une critique de la gauche française, elle prenait nettement position en faveur de Manuel Valls. Véritable redresseur anglo-saxon des torts français, Sophie Pedder est une invitée régulière tant des grands médias hexagonaux que de la French American Foundation. Elle a reçu le prix 2013 du Meridian International Center, une émanation du département d'État américain.

PEDUZZI Richard. Scénographe, né le 28 janvier 1953 à Argentan (Orne). Son grand-père, un chauffeur livreur, quitta l'Italie pour la France. Son père était artiste peintre. Lui-même a épousé une photographe. Passé par l'académie de dessin Malebranche, il exerça comme scénographe, architecte d'intérieur, décorateur et designer au théâtre des Amandiers (Nanterre), se liant étroitement avec Patrice Chéreau, à la présentation des œuvres du Louvre, à la Bibliothèque musée de l'Opéra de Paris, etc. Directeur de l'École nationale supérieure des arts décoratifs (sur décision de Jack Lang), un « poste discret qui le place à l'épicentre des disciplines artistiques » (*Le Monde*, 24 juillet 2002), de 1990 à 2002, il a ensuite dirigé, sur ordre de Jean-Jacques Aillagon, l'Académie de France à Rome (Villa Médicis) jusqu'en 2008.

PEGARD Catherine. Journaliste, né le 5 août 1954 au Havre (Seine-Maritime). Titulaire d'une maîtrise de sciences politiques et d'une licence d'histoire, elle fut récipiendaire du prix de la Fondation Mumm pour le journalisme en 1996. Elle a débuté dans la presse havraise, sous la houlette de Roger Campion, avant de rallier la capitale. Elle signe à *J'Informe (1978-1982)* et *L'Aurore*, ainsi qu'au *Quotidien de Paris*, avant de rejoindre *Le Point* en 1982, grâce au soutien de Jacques Chirac (*Valeurs actuelles*, 12 juillet 1982, la qualifie de « familière du RPR »). Elle y sera journaliste politique, grand reporter (1987), chef du service Nation (1988), rédactrice en chef adjoint (1993) et rédactrice en chef du service politique à partir de 1995. Vice-présidente du Press Club de France à partir de 2001, elle tient un bloc-notes politique rempli d'indiscrétions puisées à la meilleure source, s'employant à relayer ce que les hommes politiques souhaitaient faire « fuiter ». Après avoir suivi sa campagne, elle devient conseiller politique de Nicolas Sarközy (qu'elle connaît depuis… 1974) après la victoire de ce dernier à l'élection présidentielle de 2007. Elle sera toutefois rapidement marginalisée par Claude Guéant.

PEILLON Vincent. Universitaire, né le 7 juillet 1960 à Suresnes (Hauts-de-Seine). Il est le fils de militants communistes bourgeois qui s'éloignèrent du PCF après 1968. Son père fut cadre dirigeant de l'Eurobank, la banque soviétique en France. Père de quatre enfants, cet agrégé et docteur en philosophie (il a été formé par Jean-Pierre Vernant, qui militait avec ses parents à la section communiste du VIII[e] arrondissement de Paris, et consacra sa maîtrise à Michel Foucault), est rapidement devenu, après quelques années d'enseignement en école normale, chercheur au CNRS (sur les « pères du socialisme »), ayant été coopté au centre d'études de la vie politique française par Pascal Perrineau. Il a notamment signé un ouvrage sur Maurice Merleau-Ponty, *La Tradition de l'esprit* (1994), *Jean Jaurès et la religion du socialisme* (2000) et *Pierre Leroux et le socialisme républicain. Une tradition philosophique* (2003), *La Révolution française n'est pas terminée* (2008). Il est l'un des plus sûrs espoirs du Parti socialiste. Extrêmement discret sur ses engagements de jeunesse, il a toutefois appartenu aux Comités communistes pour l'autogestion, un groupuscule d'extrême gauche (*Paris-Match*, 21 juin 2001). C'est d'ailleurs par l'ancien militant trotskiste Pierre Moscovici qu'il a rejoint finalement le Parti socialiste en 1993 (voir aussi son entretien à *Passages* n° 113), ralliant rapidement l'aile jospinienne. Signataire de la motion la plus à gauche au Congrès de Liévin en 1994, il entre aussitôt à la direction nationale du PS, ayant obtenu 8 % des suffrages à la surprise générale. Après avoir été chargé de mission du président de l'Assemblée nationale Henri Emmanuelli et secrétaire du groupe des experts du Parti socialiste à l'époque de Michel Rocard, il prend en main le département des études, œuvrant au « devoir d'inventaire ». Aux élections législatives de 1997, il est parachuté dans la Somme et devance au premier tour le communiste Jacques Pecquery et l'emporte au second, avec 53,81 %, face au RPR sortant Jérôme Bignon, dans la 3e circonscription, une circonscription traditionnelle, pauvre et rurale où les chasseurs pêcheurs réalisent des scores records. Premier secrétaire de la fédération départementale du PS de 1997 à 2000 et depuis 2003, il devra subir une véritable « course à l'échalote » de la part de quelques chasseurs passablement excités. Quelques jours plus tard, quatre d'entre eux seront inculpés « pour entrave à la liberté de réunion, violences en réunion, tentatives d'incendie par engins explosifs et dégradation de biens publics ». Au total, neuf chasseurs seront condamnés le 24 mars 2003 à des peines de 4 à 12 mois de prison avec sursis, 2 à 3 ans d'interdiction de droits civiques et 35 000 euros de dommages et intérêts. En juin 2002, il sera battu (mais moins nettement que prévu), obtenant 47,54 % face au conseil-

LE SIÈCLE

ler général et maire adjoint UMP-RPR de Bermesnil, Jérôme Bignon. Il avait pourtant pris pour suppléant, Marcel Lottin, oncle du candidat CPNT Nicolas Lottin (la rumeur, démentie, assura que Peillon avait proposé à Nicolas Lottin de devenir son suppléant). L'ancien porte-parole du PS (2000-2003) deviendra alors l'un des animateurs du courant Nouveau Parti socialiste. Ce proche d'Arnaud Montebourg a présidé la mission d'information sur la délinquance financière et les paradis fiscaux en Europe. Il devait prendre du recul en 2003 et ne siégea plus qu'au bureau national. Élu député européen en juin 2004, il s'associera un temps avec l'ambitieux Arnaud Montebourg, il sera durant la campagne présidentielle de Ségolène Royal l'un de ses trois porte-parole. Il est à nouveau battu en juin 2007 (49,89 %) dans la 3e circonscription de la Somme. En septembre 2007, il a lancé l'Institut Edgar Quinet pour rénover le Parti socialiste. Il est réélu député européen en 2009, dans la circonscription Sud-Est.

PELISSIER Jacques. Préfet, né le 4 février 1917 à Versailles (Yvelines). Cet ingénieur agronome, breveté du Centre des hautes études administratives, fut de 1938 à 1944, ingénieur des services extérieurs du ministère de l'Agriculture. Secrétaire général de la préfecture des Landes en 1944, puis en 1945 des Ardennes, il sera chef de cabinet du ministre de l'Agriculture (Tanguy-Prigent) en 1946, puis l'année suivante chargé de mission au cabinet du ministre de l'Industrie et du Commerce (Robert Lacoste). Passé par la préfectorale, il retrouve en 1956 Robert Lacoste aux Affaires économiques et financières, puis comme détaché auprès du ministre résident en Algérie, où il est directeur général de l'Agriculture et des forêts. Préfet de l'Aube en 1960, il est, en 1964, préfet de la région Languedoc-Roussillon, en 1967 de la région Bretagne et en 1972 de la région Rhône-Alpes. En 1974, il devient directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur, puis est en 1974-1975 directeur du cabinet du Premier ministre Jacques Chirac. Ce « super préfet » préside ensuite, de 1975 à 1981, la SNCF, avant de prendre la présidence en 1983 de l'Office de Tourisme de Paris. On le retrouve encore en 1986 comme conseiller auprès du Premier ministre, Jacques Chirac, chargé d'assurer la coordination avec l'Intérieur.

PELISSON Gilles. Directeur de société, né le 26 mai 1957 à Lyon VIe (Rhône). Diplômé de l'ESSEC et titulaire d'un MBA de la Harvard Business School, il débuta sa carrière à New York, en 1981, à la Société générale, avant de rejoindre (à la demande de Pierre Bourguignon), en 1983, le groupe Accor, toujours aux États-Unis, dont son oncle, Gérard Pélisson était le coprésident avec Paul Dubrule. Il y fut notamment responsable du développement des hôtels Novotel en Amérique du Nord (1983-1985), directeur du marketing de la chaîne de restaurants Seafood Broiler (1985-1987), etc. Rentré en France, en 1988, comme directeur général des restaurants Courtepaille, il deviendra directeur général des opérations de Novotel en Ile-de-France ; Autriche et Afrique, avant de devenir coprésident d'Accor en 1993. En 1995, il quitte toutefois le groupe, devenant directeur général adjoint d'Eurodisney, puis, en février 1997, président (succédant à Philippe Bourguignon). En mai 2000, ce membre de l'Institut Aspen France rejoint le groupe Suez Lyonnaise des eaux, devenant PDG du consortium chargé d'acquérir une licence UMTS en France (projet qui n'aboutira pas finalement) ainsi que président du CA de Lyonnaise Communications. Quelques mois plus tard en septembre 2001, il devient directeur général de Bouygues Télécom (le 3e opérateur de téléphonie mobile français). En janvier 2006, il est devenu directeur général du groupe hôtelier Accor.

PELLERIN Fleur. Haut fonctionnaire, née Kim Jong-Suk (ou Jong Sook) le 29 août 1973 à Séoul (Corée du Sud). Elle a été adoptée par une famille française à l'âge de six mois (elle avait été abandonnée quelques jours après sa naissance). Sa famille est très nettement engagée à gauche. Son père adoptif, titulaire d'une thèse en physique nucléaire, a créé sa propre entreprise. Sa mère est femme au foyer. Elle ne cesse de rappeler qu'elle a habité Montreuil (Seine-Saint-Denis), mais en réalité, dès ses 4 ans et demi, elle a habité Versailles... De même, elle claironne qu'elle habite à nouveau

Montreuil, oubliant qu'elle a très longuement habité le VIe arrondissement de Paris, une fois mariée. Passée par le lycée franco-allemand de Buc, cette bachelière à seize ans a intégré l'Essec, puis l'Institut d'études politiques de Paris (lauréate) et enfin l'Ena (promotion Averroès, 1998-2000). Membre de la Cour des comptes, dont elle est conseillère référendaire depuis 2009, elle a été directrice associée de Tilder (cabinet de conseil en stratégie de communication) de 2008-2009 et est, depuis 2006, corédactrice du *Bulletin annoté des Lois et décrets*. Administratrice de la Fondation de Royaumont, de la chaîne *Public Sénat*, de l'association Unis-Cité depuis 2010, des Entretiens de l'excellence, du Comité permanent pour la diversité de *France Télévisions*, cette ambitieuse technocrate a succédé en 2010 à Hakim El Karoui comme présidente du club XXIe siècle, qui est censé réunir l'élite de l'immigration ethnique visible. « Je suis, à titre personnel, très sensible à la problématique de la diversité et à toutes les initiatives qui permettent de faire de l'égalité des chances une réalité et pas un simple principe » devait-elle déclarer, à peine nommée ministre, le 23 mai 2012, à l'ambassade des États-Unis, lors de la remise du prix Washburne de l'innovation pour l'égalité des chances. « Longtemps opposée aux quotas, elle n'aime pas la parité imposée, mais apprécie d'en bénéficier (*Le Figaro*, 7 juin 2012). » Dès 2002, cette Asiatique participe à la campagne de Lionel Jospin, œuvrant auprès de Pierre Moscovici, mais ne s'inscrit au PS qu'en 2006. En 2007, Ségolène Royal la charge des relations avec la presse spécialisée. En 2012, elle dirige le pôle « société et économie numériques » de l'équipe de campagne de François Hollande. Le 7 septembre 2002, elle a épousé, en premières noces, le diplomate Jean-François Fitou (alors divorcé et père de deux enfants). Né le 20 novembre 1958 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), ce fils de petits fonctionnaires de l'Éducation nationale est diplômé de Sciences-Po Paris, agrégé d'histoire, énarque (promotion Léon Gambetta, 1991-1993). Il a notamment été conseiller d'ambassade à Londres (1998-2002), directeur adjoint du cabinet de la socialo chiraquienne Noëlle Lenoir aux Affaires européennes (2002-2003), premier conseiller en Afghanistan (2007-2009), ambassadeur au Kosovo (depuis 2009). Bien que le couple ait eu une fille en 2004, elle a divorcé pour se remarier avec Laurent Olléon, également divorcé (et père de deux enfants), maître des requêtes au Conseil d'État, spécialiste de fiscalité, qui sera notamment directeur adjoint du cabinet de Marilyse Lebranchu, ministre socialiste de la réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique. Né à Beauvais, cet ancien de l'école privée Bossuet (1973-1975), fils d'agents immobiliers, a un parcours proche de celui de son épouse. Il a intégré HEC, puis Sciences-Po Paris et enfin l'Ena. Il a travaillé un temps pour François Hollande pour relancer l'attractivité de la Corrèze. Membre du Conseil d'État, ce spécialiste du traitement des litiges est rapporteur public (2004) devant les formations contentieuses. Ministre des PME, de l'Innovation et de l'Économie numérique de Jean-Marc Ayrault (2012-2014), elle devient, avec Manuel Valls, secrétaire d'État au Commerce extérieur, au Développement du tourisme et des Français de l'étranger, avant d'être promu, en août 2014, ministre de la Culture et de la Communication en remplacement d'Aurélie Filippetti.

PELLETIER Jacques. Agriculteur, né le 1er août 1929 à Villers-en-Prayères (Aisne), décédé le 3 septembre 2007. Ancien vice-président du Centre national des jeunes agriculteurs, il est maire de Villers-en-Prayères de 1953 à 2007, conseiller général de l'Aisne de 1958 à 2004, et a présidé son conseil général de 1964 à 1979 (il en est le vice-président depuis 1979). En 1966, cet éternel « centriste d'opposition » est devenu sénateur de la Gauche démocratique (il est alors le plus jeune sénateur de France), et a été constamment réélu depuis. Président de son groupe au Sénat de 1982 à 1988, il a été secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation en 1978. Entre-temps, il avait lancé en 1975 l'Alliance de la gauche pour l'initiative et la réforme (AGIR), puis en 1977 le Carrefour social-démocrate, deux groupements censés donner une teinture centriste de gauche à Valéry Giscard d'Estaing. En 1981, il sera chargé des relations avec les élus à l'état-major de la campagne présidentielle de ce dernier (alors qu'il avait appelé à voter pour François Mitterrand au second tour de 1974). Étroitement lié à la maçonnerie, ce vétéran de la cohabitation sera l'artisan durant les deux septennats

d'un centre gauche ou droit rallié à François Mitterrand. Après la réélection de ce dernier (alors qu'il avait soutenu Raymond Barre au premier tour des présidentielles), il sera le seul « rallié » de quelque envergure avec Michel Durafour, étant jusqu'en mai 1991 le ministre de la Coopération et du Développement du gouvernement Rocard. « J'étais centre gauche dans le gouvernement de Raymond Barre, je suis centre droit chez Rocard. » En 1988, il lance pour le compte de l'Élysée l'Association des démocrates (bien qu'elle n'ait guère connu de succès, il en est secrétaire général depuis février 1991). Il sera méditateur de la République de 1992 à 1998. Membre du comité directeur de la Licra, il a été vice-président de l'intergroupe des sénateurs membres de la Licra ainsi que vice-président du groupe d'amitié France Israël au Sénat.

PELLETIER Pierre. Diplomate, né le 11 août 1919 à Nogent le Rotrou (Eure-et-Loir). Diplômé de lettres, il est enseignant de 1939 à 1947 avant d'intégrer l'Ena (major de la promotion 1948). Ayant choisi le Quai d'Orsay pour faire carrière, il sera secrétaire à Washington en 1952, chargé de mission de Félix Gaillard (président du Conseil, 1957-1958), chef de cabinet de Maurice Couve de Murville (Affaires étrangères, 1958-1961), directeur de cabinet d'Alain Peyrefitte (Recherche, Éducation nationale, 1966-1968). Détaché au Commissariat à l'énergie atomique en 1961, il deviendra chef de département en 1968 puis secrétaire général de 1972 à 1984.

PENICAUD Muriel. Cadre supérieur, née le 31 mars 1955. Licenciée en histoire, diplômée en sciences de l'éducation et titulaire d'un DEA de psychologie clinique (plus un diplôme de l'INSEAD en 1995), cette femme d'origine génoise a d'abord travaillé au Centre de formation des personnels communaux (1976-1978). Chargée de mission pour divers organismes de formations en province et à Paris, elle se fait connaître comme conseillère technique formation de Martine Aubry, ministre socialiste du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (1991-1993). Elle bascule alors vers le privé comme directrice du développement des organisations et politiques de ressources humaines de Danone (1993-2002), avant de bifurquer chez Dassault comme directrice générale adjointe pour l'organisation et les ressources humaines. En parallèle, elle préside, à partir de 2006, le conseil d'administration de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. En 2008, elle retourne chez Danone comme directrice générale des ressources humaines, à la suite du départ de Franck Mougin. Elle est également administratrice de la SNCF depuis mars 2013 et présidente, depuis octobre 2013, du conseil d'administration d'AgroParisTech.

PENNE Guy. Chirurgien-dentiste, né le 9 juin 1925 à Bondy (Seine-Saint-Denis), décédé le 25 juillet 2010. Président de l'Unef et dirigeant de l'UDSR, ce chirurgien-dentiste, professeur au CHU de Paris et doyen de la faculté de chirurgie dentaire de Paris VII (1974-1982) ainsi que vice-président de Paris VII (1981-1991) a été l'un des cofondateurs de la Convention des institutions républicaines. Membre du Parti socialiste, ce haut responsable du Conseil de l'ordre du Grand Orient de France (qui présenta sa candidature à la Grande maîtrise) présida tout naturellement sa commission des conflits. Membre du conseil d'administration de Solidarités internationales (association de Danielle Mitterrand), ce vieil ami de François Mitterrand fut, lorsque ce dernier devint président de la République, son chargé des affaires africaines et malgaches de 1981 à 1986. Membre de la loge d'apparat Locarno (dont l'un des vénérables fut Charles Hernu), il avait en effet toutes les capacités pour s'entendre avec nombre de chefs d'État africains. Mis en cause dans l'affaire du Carrefour du développement, il démentira toutes les accusations, mais quittera l'Élysée, étant toutefois remercié dès septembre 1986 par un poste de sénateur des Français de l'étranger (jusqu'en 2004). Continuant à gérer dans la coulisse le dossier africain (aux côtés de Jean-Christophe Mitterrand), il prendra en 1987 la présidence du Cercle Paul Ramadier (qui regroupe les élus francs-maçons socialistes). Maire de Sainte-Cécile-les-Vignes de 1978 à 1994, il a présidé l'association des maires du Vaucluse de 1983 à 1994.

PEPY Guillaume. Membre du Conseil d'État, né le 26 mai 1958 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Cet énarque, qui a intégré en 1984 le Conseil d'État, a été en 1986 rapporteur général de la Commission d'accès aux documents administratifs. À l'époque, il sert de « nègre » à Gérard Longuet. En juillet 1988, il entre comme conseiller technique au cabinet du ministre du budget Michel Charasse, puis dirigera celui de Jacques Fournier, président de la SNCF, en 1989-1990. Il est ensuite nommé directeur du cabinet de Michel Durafour (Fonction publique et Réformes administratives), puis en mai 1991 de celui de Martine Aubry (Travail, Emploi et Formation professionnelle). De février 1993 à octobre 1995, il retourne à la SNCF comme directeur de la stratégie et du plan. Fin 1995, il rejoint l'institut de sondages Sofres, qui appartient à Marc Ladreit de Lacharrière (1,2 milliard de F de chiffre d'affaires en 1995). En 1997, on le retrouve à la SNCF comme directeur général délégué, en charge des grandes lignes (1997-1998), de la clientèle (1998-2003), directeur général exécutif (2003-2008). En février 2008, ce très proche ami de Richard Descoings, directeur de Sciences-Po Paris, est enfin nommé à la tête de la SNCF, poste qu'il convoitait depuis longtemps, en remplacement d'Anne-Marie Idrac, suite à un excellent lobbying.

PERBEN Dominique. Administrateur civil, né le 11 août 1945 à Lyon VIe (Rhône). Arrière-petits-fils d'un président du conseil général du Jura, il effectue ses études (notamment l'Institut d'études politiques de Paris) avec son ami de jeunesse Michel Vauzelle, avec qui il fera en 1966-1967 la campagne du gaulliste de gauche David Rousset à Lyon. Après l'Ena, il sera directeur du cabinet des préfets de la Marne et de la Loire, puis secrétaire général du Territoire de Belfort. De 1977 à 1981, il est chef de cabinet des deux ministres RPR des PTT Norbert Segard, puis Pierre Ribes. Membre du RPR depuis 1981, il est mis au placard, à l'arrivée de la gauche, à la direction de la sécurité civile. Il devient en 1982-1983 grâce à Michel Noir directeur des services du conseil régional Rhône-Alpes et prépare ainsi sa candidature à la mairie de Chalon-sur-Saône, dont il devient maire en 1983. En 1985, il est élu conseiller général et sera vice-président du conseil général de Saône-et-Loire jusqu'en 1988. Élu député à la proportionnelle en 1986, il sera proposé pour remplacer Alain Devaquet aux Universités, mais se verra préférer Jacques Valade. En 1988, il dirige le financement de la campagne présidentielle de Jacques Chirac avant d'être réélu député. Secrétaire national du RPR aux élus locaux puis secrétaire général adjoint du RPR (1990), il échoue à devenir président de la région Bourgogne en 1992, mais est réélu député en 1993. Ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer d'Édouard Balladur, il a été réélu député lors d'une élection partielle en 1995. En mai 2002, il est de nouveau ministre, garde des Sceaux exactement et deviendra ministre des Transports en 2005. Décidé à prendre la mairie de Lyon, il se fait élire en 2007 député de la 4e circonscription du Rhône mais sera largement battu aux élections municipales de 2008 face au maire socialiste sortant, Gérard Collomb. Selon les rumeurs, il serait membre de la loge La Rose et le réséda de la Grande Loge de France.

PERDRIEL Claude. Président de société, né le 25 octobre 1926 au Havre (Seine-Maritime). Ce polytechnicien, créateur d'une revue littéraire (*Le Cahier des saisons*) en 1954, lance en 1956 la Société française d'assainissement, leader français des sanibroyeurs, qu'il préside depuis 1958. Administrateur directeur général de Cogi-Indal, une filiale du groupe Edmond de Rothschild, à partir de 1964, cet actionnaire de *France-Observateur*, depuis 1961, reprend la société en 1966 et fonde avec Jean Daniel ce qui sera le principal hebdomadaire de l'intelligentsia de gauche, *Le Nouvel observateur*. Il en demeure PDG, détenteur de la totalité du capital et président de son conseil d'administration. Outre *Le Nouvel observateur*, il édite *Challenges*, *Sciences et Avenir*, a racheté en 1995 les éditions Maisonneuve et Larose, et fut l'éditeur du quotidien socialiste *Le Matin de Paris*. Il possède également des intérêts dans pas moins de vingt-trois sociétés, entre autres TCC, Sporto (location d'avions d'affaires), North Sails, Soprosemi (organisations de foires et salons). Fan de télématique, il a lancé de nombreux 36 15 (« minitel rose »). En mars 2008, *Le Nouvel observateur* se transforme en société à directoire et conseil

de surveillance. Claude Perdriel décide alors de passer la main, se réserve la présidence du conseil de surveillance, et cède la direction générale du groupe *Nouvel observateur* et la direction de la publication à Denis Olivennes, membre du Siècle, qu'il a débauché de la Fnac.

PERETTI Jean-Jacques de. Homme politique né le 21 septembre 1946 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il a débuté comme maître-assistant à la faculté de droit de Saint-Maur avant de s'orienter progressivement vers la politique, au sein du parti gaulliste. Chargé de mission du Premier ministre Pierre Messmer (1972), du secrétaire général de l'UDR André Bord (1976), du secrétaire d'État à l'Industrie Antoine Rufenacht, il a rejoint la direction d'IBM en 1978 (à laquelle il avait appartenu au début des années 60 avant de tenter de monter une agence de mannequins). Conseiller du premier ministre Jacques Chirac en 1986, il sera secrétaire national (1988-1993) puis secrétaire général adjoint (1994-1995) du RPR. Maire de Sarlat depuis 1989 (réélu en 2008), il a été conseiller régional d'Aquitaine (1992-2004), conseiller général de Dordogne (1992-1998) et enfin élu député de la Dordogne, après de multiples candidatures (notamment face à Roland Dumas), en 1993. En 1995, il devient ministre de l'Outre-Mer d'Édouard Balladur, conservant les mêmes fonctions avec Alain Juppé, mais ne retrouve pas son siège de député en 1997. Sa carrière fut sérieusement compromise lorsqu'il fut mis en examen comme salarié, de 1990 à 1993, d'Elf-Aquitaine International. Sa première épouse, Christine Deviers-Joncour, maîtresse de Roland Dumas et auteur de *La Putain de la République*, demeurée toujours en excellents termes avec lui depuis leur divorce en 1971, a par ailleurs défrayé la chronique dans le cadre du même scandale Elf-Aquitaine. Il a été recasé, en 2006, comme conseiller d'État. Il a été réélu maire de Sarlat La Caneda (Dordogne) en 2008.

PERIGOT François. Président de société, né le 12 mai 1926 à Lyon III*e* (Rhône). Descendant d'une famille de hauts fonctionnaires, ce fils d'industriel, diplômé de Sciences-Po, a effectué toute sa carrière chez Unilever, où il est entré en 1955. Il y sera responsable de la formation, du recrutement, puis du développement des cadres au département central du personnel, chef de produit chez Astra-Calvé (1958), directeur du département central du personnel des sociétés françaises du groupe (1966), PDG de Thibaud Gibbs (1968-1970), directeur général d'Unilever en Espagne (1971-1975), et enfin, en 1976, PDG d'Unilever France. Membre du conseil exécutif du CNPF et vice-président du Comité français de la Chambre de commerce international depuis 1981, il sera, de 1983 à 1986, président de l'Institut de l'Entreprise. En 1986, il succède à Yvon Gattaz comme président du CNPF, battant alors celui qui était donné depuis longtemps comme favori, Yvon Chotard. Signe de l'évolution économique, il est le premier président qui ne soit pas un patron français. Comme l'a écrit Henry Coston : « Périgot est un pur produit du trust international Unilever ; il n'a pas connu d'autre employeur, il ne connaît pas d'autres intérêts (...) Pour bien montrer que la France n'est plus tout à fait française et n'est pas davantage une nation agricole, les pontes du CNPF ont porté à la présidence de leur organisme en 1986 le patron d'un trust étranger considéré à juste titre comme l'ennemi numéro un des producteurs de lait et de beurre. » Après avoir mené une intense campagne en faveur des accords de Maastricht, il cédera son poste à Jean Gandois en 1994. Président du « CNPF européen », l'Union européenne des industries et employeurs d'Europe depuis 1994, il a figuré parmi les participants du Forum de Davos en 1995. Il a siégé au Conseil économique et social de 1989 à 1999.

PEROL François. Banquier, né le 6 novembre 1963 au Creusot (Saône-et-Loire). À la suite de brillantes études, ce fils de médecins et frère de médecins intègre HEC, Sciences Po Paris et entre ensuite à l'Ena (promotion Jean Monnet, 1988-1990). Reçu avant-dernier, il en sortira major. Père de cinq enfants, il a divorcé et s'est remarié avec une divorcée, mère de deux enfants. Affecté à l'Inspection générale des Finances, comme chargé de mission du chef de service de ce corps Pierre Gisserot (1993-1994), il sera ensuite chargé de mission (1994) puis secrétaire général adjoint

du Comité interministériel aux restructurations industrielles (CIRI). Chef du bureau « épargne et marché financier » à la direction du Trésor (1996-1999), puis chef du bureau « endettement international et assurance crédit » tout en étant secrétaire général de l'influent Club de Paris (qui réunit les « grands argentiers » des pays développés) de mars 1999 à mars 2001, il entre ensuite dans les cabinets ministériels : directeur adjoint du cabinet de Francis Mer, ministre des Finances (2002-2004) occupant ensuite les mêmes fonctions durant le court intermède d'Hervé Gaymard, puis auprès de Nicolas Sarközy, qui occupe dès lors le même poste (avril-novembre 2004), étant chargé en particulier des entreprises. Il s'occupera notamment du sauvetage d'Alstom, de Bull, d'Alcatel, de France Télecom ou du rapprochement Sanofi-Synthélabo-Aventis, mais aussi de la complexe affaire Executive Life. C'est lui qui formera Nicolas Sarközy au grand jeu du « meccano industriel » dont le futur président ignorait tout. En 2004, il adhère à l'UMP. « Je n'aurais jamais pu travailler dans un cabinet de gauche parce que l'idée de liberté, de responsabilité et l'esprit d'initiative sont, au fond, mieux portés par la droite que par la gauche. » En janvier 2005, il passe au privé, devenant associé-gérant de Rothschild & Cie Banque. Dès l'élection de Nicolas Sarközy, il retrouve (avec l'aval de David de Rothschild, mais avec un énorme manque à gagner financier) ce dernier, comme secrétaire général adjoint de l'Élysée. Il y traite de la plupart des dossiers industriels : on le retrouve dans la crise d'Alcatel ou d'EADS, dans la fusion GDF-Suez (l'emportant au finish, grâce à l'appui de Nicolas Sarközy, sur la solution GDF-EDF qui avait la préférence d'Henri Guaino), l'avenir d'Areva et son possible rapprochement avec Alstom, négociant avec le multimilliardaire belge Albert Frère, etc. Mais toujours dans l'ombre. Jamais à la lumière. Jamais devant les caméras, laissant volontiers cette tâche à son patron. « Éminence grise et discrète », indique *Libération* (octobre 2007), il décide de tout : « Si vous êtres banquier d'affaires, patron d'entreprise ou lobbyiste, inutile d'aller perdre votre temps dans les couloirs du ministère de l'Économie pour rencontre un quelconque conseiller technique. Dès qu'il y a un enjeu de pouvoir, tout se passe dans le bureau de Pérol [...] S'il lui arrive de recevoir des journalistes dans son bureau, c'est avec parcimonie et toujours en off. » En 2009, il accède à la présidence du directoire de la Caisse nationale des Caisses d'épargne et à la direction générale de la Banque fédérale des Banques populaires. Il en devient rapidement le président, tout en étant président de Natixis.

PERPERE Laurent. Inspecteur des Finances, né le 30 mai 1951 à Versailles (Yvelines). Issu des milieux royalistes, il est le fils du général René Perpère. Ancien de Normale sup (reçu à la troisième tentative) cet agrégé de lettres a été adjoint à l'attaché culturel à Boston, puis professeur de lettres, avant d'intégrer l'Ena, dont il sortira inspecteur des Finances. Après diverses missions de contrôle, il prend en 1985 la direction de la stratégie et de la planification chez Rhône-Poulenc avant d'être repéré par Jean-Luc Lagardère qui l'embauche, en 1987, chez Hachette comme directeur à la direction générale du groupe presse et détaché auprès du groupe *Le Provençal*. Président du groupe *Provençal* en 1988 et de *Var Matin* en 1989, il est remplacé en 1991 par Roger Thérond. Il sera ensuite directeur délégué du groupe Livre Hachette et directeur de la branche littérature générale (1991-1992). Retourné à l'inspection générale des Finances, il est nommé en 1993 rapporteur général de la commission sur les obstacles à l'emploi, avant de rejoindre l'année suivante la banque Pallas-Stern comme directeur général délégué, puis à la fin de 1995 l'équipe dirigeante de *Canal +*. Ancien président du Paris Saint-Germain (1998-2003), il est *Senior Partner* à la société Brunswick (conseil en communication et stratégie financière) depuis 2003.

PERRIER Yves. Directeur de banque, né le 26 octobre 1954 à Scionzier (Haute-Savoie). Fils d'un décolleteur et d'une commerçante, cet ancien de l'Essec, véritable produit de la méritocratie républicaine, également diplômé d'expertise comptable, a débuté comme chargé de mission chez Salustro (1977), devenant notamment ensuite directeur général du groupe Alpha (1983-1987), puis rejoignant la Société générale. Il y sera directeur des affaires comptables (1992), directeur de la gestion financière (1995). Directeur finan-

cier du Crédit lyonnais en 1999, directeur des risques au Crédit Agricole en 2002, directeur adjoint de Crédit Agricole Indosuez la même année, il a pris la direction générale déléguée de Calyon en 2004, avant de devenir directeur du pôle gestion d'actifs en 2007. Depuis 2010, il préside le comité exécutif d'Amundi, n° 3 européen de l'asset management avec environ 75 milliards d'actifs sous gestion. Il a été désigné personnalité européenne de l'année en asset management en décembre 2010.

PERRILLIAT Jacques. Préfet, né le 1er décembre 1931 à Teniet-el-Haad (Algérie). Ce docteur en sciences économiques a démarré sa carrière en 1954 comme chef de cabinet de préfet. Après avoir occupé plusieurs fois ce poste, il appartiendra à divers cabinets ministériels (Lecourt 1960, de Broglie 1961) avant de devenir en 1962 chef de cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. De 1963 à 1970, il collabore avec Olivier Guichard à la création de la Délégation à l'aménagement du territoire (Datar), puis sera son conseiller technique dans ses divers postes ministériels. Conseiller municipal UDR d'Angoulême en 1971 (il sera maire de Blanzac en 1979-1980) et candidat aux législatives de 1973, il devient préfet et directeur du cabinet du préfet de Paris Jean Verdier la même année. De 1974 à 1980, il est directeur des sports au ministère de la Jeunesse et des Sports, puis préfet de l'Essonne de 1980 à 1982. Directeur général des services administratifs de la région Ile-de-France jusqu'en 1986, il prend à cette date la direction générale de l'administration à l'Intérieur. Il sera par la suite président de la Fédération nationale des entreprises à commerces multiples, ainsi que délégué du groupement d'études des grands magasins, les deux lobbies des grandes surfaces (1989-1993) et sera également, de 1990 à 1992, vice-président de la commission sociale au CNPF. À partir de 1997, il préside la Fédération des grands magasins (devenue l'Union du grand commerce de centre-ville).

PERRIN DE BRICHAMBAUT Marc. Membre du Conseil d'État, né le 29 octobre 1948 à Rabat (Maroc). Il est le fils de Guy Perrin de Brichambaut, ingénieur agronome et fonctionnaire international. Son frère, Hubert Perrin de Brichambaut, a notamment été directeur financier de Rhône-Poulenc Chimie (1992-1993), directeur général de Rhodia papier, peinture et matériaux de construction (1997-1999) et depuis lors de Rhodia Food. Ancien élève de l'École normale supérieure, Marc Perrin de Brichambaut est agrégé de géographie et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Il est devenu auditeur au Conseil d'État, à sa sortie de l'Ena, en 1974. Maître des requêtes en 1979 et conseiller d'État en 1992, ce membre du Parti socialiste fut assistant spécial du secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les questions économiques et sociales internationales (1978-1981) puis conseiller technique du ministre socialiste des Affaires étrangères Claude Cheysson (1981-1984), directeur du cabinet de Roland Dumas au secrétariat d'État aux Affaires européennes (1984-1985) et au ministère des relations extérieures (1985-1986). Conseiller culturel à Washington (1986-1988), il sera conseiller diplomatique de Jean-Pierre Chevènement au ministère de la Défense en 1988-1989, puis chargé de mission, à ses côtés, au même ministère (1989-1991). En juin 1991, il devient ambassadeur, représentant de la France aux négociations de Vienne sur les forces armées classiques et sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe, puis, en novembre 1994, directeur des affaires juridiques du Quai d'Orsay. À partir d'août 1998, il dirige les affaires stratégiques au ministère de la Défense et siège à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Il est depuis 2005, secrétaire général de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

PERRIN-PELLETIER François. Ingénieur des Mines, né le 21 février 1930 à Firminy (Loire). Cet X-Mines, diplômé de la Business School de Stanford, après un poste d'ingénieur à Béthune (1955-1960), sera par la suite adjoint au directeur de la sidérurgie au ministère de l'Industrie (1960), conseiller technique au cabinet de Marc Jacquet (Travaux publics et transports, 1963-1966), directeur adjoint du cabinet d'André Bettencourt (Transports), puis conseiller technique du ministre des Transports Jean Chamant en 1967-1968. Il passe en 1968 chez Peugeot comme ingénieur en chef des Mines attaché à la direction générale. Directeur du centre de production de Sochaux en 1970,

directeur des participations industrielles en 1973, et à partir de 1976 membre du directoire de la société des automobiles Peugeot, il est promu en 1979 président du comité de direction de Talbot Europe et du directoire d'Automobiles Talbot. Président de la Société des ingénieurs de l'automobile (1988) et du Groupement des entreprises de transports (1992), il a été, de 1981 à 1993, président, et depuis cette date membre du conseil d'administration, de Gefco. En 2003, il devient président de la Fédération des associations indépendantes des épargnants pour la retraite.

PERRINEAU Pascal. Universitaire, né le 12 juillet 1950 à Moyeuvre-Grande (Moselle). Ce fils d'un enseignant, Roger Perrineau, et de Geneviève Bentzinger a toutefois passé son enfance à Tours. Il a épousé Sophie Massias, directrice de communication. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (lauréat), d'un DES de droit public et docteur en science politique (1981, *Les Conséquences politiques du changement urbain*), il fut chercheur au Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF), le principal Institut universitaire de recherches en politologie, de 1978 à 1982. Professeur à Sciences-Po Grenoble (1982-1986) puis à la faculté de droit de Tours (1986-1990), il enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris à partir d'octobre 1990 et devient, en janvier 1991, président du Cevipof, succédant à Annick Percheron. Il a notamment signé *Régions, le baptême des urnes* (1987), *Guide du pouvoir* 1988 (avec Roland Cayrol), *Le Front national à découvert* (Éditions de la Fondation nationale des Sciences Politiques, avec Nonna Mayer, 1989), *Le Vote éclaté* (avec Philippe Habert et Colette Ysmal, PFNSP, 1991), *Le Vote sanction* (idem, 1993), *L'Engagement politique : déclin ou mutation* (PFNSP), *Le Vote des douze* (avec Colette Ysmal, PFNSP, 1995), *Le Vote de crise* (PFNSP, 1995), *Le Symptôme Le Pen, radiographie des électeurs du Front national* (Fayard, 1997), *Le Vote incertain* (1999), *Dictionnaire du vote* (sous sa direction, 2001), etc. Surfant depuis longtemps sur la vague nationale, il est l'un des interlocuteurs privilégiés lorsqu'il s'agit de parler du Front national, parti qu'il abhorre (*Actualité juive* du 8 juin 1995 précise qu'il a fait du Front national son cheval de bataille »). Ayant participé au colloque du Manifeste contre le Front national du 3 juillet 1999 ou aux Rencontres de Châteauvallon les 15 et 16 juin 1996, il est notamment membre du conseil scientifique du Centre d'études sur le racisme et l'antisémitisme et de Vigilance républicaine. Il a autorisé la reprise de ses textes dans l'ouvrage de formation interne édité par le Parti socialiste, *Outils pour mieux connaître l'extrême droite* (1991). Il a accordé un entretien à *Ras l'front* (janvier 1999) et signé la pétition contre l'instauration d'une dose de proportionnelle aux élections afin d'empêcher le retour du Front national (*Le Nouvel observateur*, 10 avril 1992). Il fut l'un des rares à envisager la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles de 2002 dans un article prémonitoire de *La Revue socialiste* (décembre 2001), *Le FN : une affaire à suivre*.

PETIT Daniel. Membre de la Cour des comptes, né le 4 mars 1918 à Beauvais (Oise), décédé le 24 novembre 1987. Ce fils d'avocat a débuté comme chef de cabinet de préfet en 1944, avant de devenir auditeur à la Cour des comptes l'année suivante. Chef de cabinet de Pierre-Henri Teitgen (Forces armées, 1948, puis vice-président du Conseil, 1953-1954), conseiller technique de Pierre Pflimlin (*Finances*, 1955), il a enseigné à Sciences-Po, HEC et l'Ena. Secrétaire général de la Compagnie des agents de change de 1960 à 1976, il a appartenu à divers conseils d'administration ainsi qu'à la Commission des opérations de bourse de 1979 à 1983.

PETITDEMANGE Jean-Claude. Préfet, né le 23 avril 1948 à Strasbourg (Bas-Rhin). Après des études juridiques, il milite dans le syndicalisme, devenant rapidement secrétaire national adjoint du syndicat national travail-emploi CFDT, tout en étant conseiller professionnel de l'ANPE de 1972 à 1981. Tête de pont du rocardisme dans l'Est, cet ancien militant du PSU a rejoint le PS en 1974 aux Assises du socialisme. Spécialiste des négociations électorales pour les rocardiens au sein du PS, ce « tueur » devient en 1982 chargé de mission auprès de Jean Le Garrec (ministre de l'Emploi), puis conseiller technique de Michel Rocard (Plan et Aménagement du territoire). Il le suivra à l'Agriculture (1983-1985) et le retrouvera comme chef de son

cabinet à Matignon en 1988 (il sera chargé de mission de juillet 1989 à mai 1991). Nommé préfet au tour extérieur en juillet 1989, il devient en mai 1992 le coordinateur du courant Rocard. Membre du comité directeur et suppléant du conseil exécutif du PS, il a été secrétaire national aux élections à partir de mars 1990. Ce membre du Cercle de l'Ill a été adjoint au maire de Strasbourg et vice-président de sa communauté urbaine en 1989. Il a créé, en 1989, avec Claude Evin et Catherine Trautmann, entre autres, le Club Liberté Voyages une petite compagnie d'aviation vivant sous le statut associatif de la Loi de 1901. Mais, il ne tardera pas à se fâcher avec Catherine Trautmann et favorisera le retour de la droite à Strasbourg en montant sa propre liste. Il sera battu aux élections législatives de 1997 et de 2002. Et, en 2007, il adhère au Modem de François Bayrou.

PEUGEOT Patrick. Haut fonctionnaire, né le 3 août 1937 à Paris XIIe. Polytechnicien et énarque, ce très lointain cousin (protestant) de la famille Peugeot a débuté comme conseiller référendaire à la Cour des comptes. Il sera adjoint au délégué interministériel pour la télévision en couleurs (1967-1970), membre du directoire d'Azor et produits chimiques (1970-1971), secrétaire général chargé des activités nouvelles et audiovisuelles de la Librairie Hachette, où il avait suivi Simon Nora après l'épisode de la Nouvelle Société. Il est ensuite directeur, puis directeur général adjoint (1980-1981) du groupe des Assurances générales de France-Réassurance, avant de devenir conseiller (à titre officieux) de Jacques Delors de 1981 à 1983. Promu PDG de la Caisse centrale de Réassurance en 1983 (jusqu'en 1985), ainsi que de la SCOR la même année, il entre aux assurances La Mondiale, dont il sera administrateur à partir de 1992, vice-président du conseil d'administration, directeur général en 1995, et vice-PDG la même année. Ce rocardien, membre de la commission économique du PS, est entré dans le tour de table de *Libération* lors du lancement de sa nouvelle formule, en septembre 1994. En 2002, il dirige la compagnie d'assurances La Mondiale et prend la tête du conseil de développement de Lille Métropole. Membre de longue date de la Cimade, organisme venant en aide aux immigrés et autres sans-papiers, il en assure la présidence depuis 2006.

PEUGEOT Thierry. Président de société, né le 19 août 1957 à Paris VIIIe. Héritier en ligne directe de la 8e génération de la dynastie des Peugeot, ce diplômé de l'Essec a effectué toute sa carrière dans le groupe familial, hormis un long passage, de 1982 à 1999, au groupe Marrel. À la mort de son père, Pierre Peugeot, il est devenu président du conseil de surveillance du groupe PSA Peugeot Citroën, et son cousin éloigné Jean-Philippe Peugeot, vice-président. Sa sœur, Marie-Hélène Roncorini, siège avec lui au conseil de surveillance de PSA. C'est lui qui, en 2006, choisit finalement Christian Streiff pour succéder à Jean-Martin Folz à la tête de PSA début 2007. Il ne fera pas l'affaire et sera débarqué au début de 2009, étant remplacé par Philippe Varin. Ses cousins, qui avaient opté pour Robert Peugeot, alors à la tête de la division de l'innovation et de la qualité, ne lui pardonneront pas le choix de Streiff, devenant de vifs opposants à son système de gestion (*Coups de griffes chez les Peugeot*, *L'Express*, 28 mai 2009).

PEYRAT Jérôme. Haut fonctionnaire, né le 28 novembre 1962 à Sarlat-la-Canéda (Dordogne). Ce fils d'agriculteur est titulaire d'une maîtrise de droit, d'une maîtrise d'histoire, diplômé de Sciences Po Paris et a été élève administrateur de la Ville de Paris à l'Ena (il n'est donc pas énarque comme on le voit souvent écrit). Passant généralement pour un chiraquien de toujours, il a en réalité milité au Parti socialiste au début des années 1980 (*L'Express*, 17 mai 2007). Il fut chargé du secteur Europe Amérique au service des relations internationales de la mairie de Paris puis chargé de mission auprès du directeur de ce service, Didier Quentin (1993-1995). Il rejoint la présidence de la République en 1995, étant chargé des relations avec la presse étrangère et diplomatique. Il sera ensuite promu porte-parole adjoint auprès de Catherine Colonna (1997-1998). Retour à la mairie de Paris comme directeur général de l'information et de la communication (1998-2000). « Jérôme Peyrat est alors l'œil et l'oreille de l'Élysée à l'hôtel de ville… Un rôle ambigu qui lui vaudra d'être chassé de la maison par le couple Tiberi, à l'approche des municipales de 2001. (*Profession politique*, 5 juillet 2007). » Il rebondit au RPR comme directeur de la communication (2000-2002), tout en étant directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie à la présidence du RPR. Après la réélection de Jacques Chirac, il devient directeur de cabinet de Serge Lepeltier, président délégué du RPR et parallèlement responsable des services du RPR. À partir de 2004, il dirige l'ensemble des services du RPR, tout en étant à partir de 2005, conseiller politique de Nicolas Sarközy, ministre de l'Intérieur. Il jouera, dans l'ombre, un rôle majeur lors de la campagne présidentielle de Nicolas Sarközy Ce dernier le nomme donc à la présidence de la république, comme conseiller pour les relations avec le Parlement, puis comme conseiller politique. À partir de 2009, il est remercié et devient directeur de cabinet d'Alain Joyandet, secrétaire d'État à la Coopération, et directeur adjoint du cabinet de Bernard Kouchner, ministre d'ouverture des Affaires étrangères. Ce spécialiste de la communication politique est également maire UMP de La Roque Gageac (Dordogne) depuis 1995 et président de la communauté de communes du Périgord noir. Il a été candidat dans la 1re circonscription de Dordogne (où ne se trouve pas la ville dont il est maire…) en juin 2007, étant nettement battu, au second tour, par le socialiste Pascal Deguilhem, avec seulement 41,04 %. Après un rapide passage à l'Association française pour le développement, il devient, en novembre 2010, conseiller spécial de Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Écologie. Il a signé avec elle *Les Petits matins* (Ramsay, 2002), véritable hagiographie de Jacques Chirac.

PEYRELEVADE Jean. Président de société, né le 24 octobre 1939 à Marseille (Bouches-du-Rhône). À la fois polytechnicien, diplômé de l'IEP et de sciences économiques et ingénieur de l'aviation civile, il a été chef de service des études économiques et du plan au secrétariat général à l'aviation civile (1971-1972), puis sous-directeur à la direction des transports aériens (1972-1973). Détaché au Crédit lyonnais en 1973, comme sous-directeur au département commerce extérieur, il va faire carrière dans la banque. Il sera successivement directeur de l'agence internationale chargé des rapports avec l'étranger, directeur du département commerce extérieur (1979-1981). Animateur à partir de 1966 sous le pseudonyme de Jean Rey du Cedep, le club de Pierre Mauroy, il milita ensuite au PSU avant de rejoindre le Parti socialiste. Principal économiste du courant Mauroy, il fut évidemment propulsé, à l'arrivée de la gauche au pouvoir, comme directeur adjoint du cabinet du Premier ministre Pierre Mauroy (1981-1983), puis, après les nationalisations, promu président de la Financière de Suez (1983-1986) et du conseil d'administration de la banque Indosuez (1984-1986). PDG de la Banque Stern (dont le principal actionnaire est Édouard Stern, une des plus grosses fortunes françaises) durant la première cohabitation (au salaire de 4 millions de F par an), ainsi que conseiller du président de L'Oréal Finances et président de la Société des grands projets européens, en 1987-1988, il retrouve une grande présidence au retour de la gauche aux affaires, comme président de l'UAP (1988-1993), qui gère plus de 200 milliards de F d'actifs. À ce poste, il sut faire preuve d'indépendance, refusant de participer, malgré les demandes réitérées de Pierre Bérégovoy, au raid (raté) contre la Société générale privatisée. Il était alors « l'homme clé de la finance française, à la fois celui qui compte le plus et celui qui influence le plus les décisions des autres » (*Le Nouvel observateur*, 27 février 1992). Dès 1993, il fut conservé par Édouard Balladur, en raison de l'indépendance dont il avait su faire preuve, pour assurer l'apurement du Crédit lyonnais (où il avait été détaché en 1973), une des toutes premières banques françaises, tombée pratiquement en faillite à la suite de grossières erreurs de gestion et d'investissements risqués de son prédécesseur, Jean-Yves Haberer. Il a été reconduit par Jacques Chirac, obtenant à plusieurs reprises de l'État qu'il comble le trou provoqué par ses prédécesseurs (il quitte la banque en 2003). Membre du club Confrontations de Philippe Herzog, il a été coopté en 1991 au sein de la Commission trilatérale et a appartenu à la Fondation Saint Simon. Ancien vice-président du Siècle, ce *Senior Adviser* de Roland Berger Strategy Consultants depuis 2004 est également administrateur du *Nouvel Observateur*. Il a été candidat du Modem aux élections municipales de 2008 dans le XVIe arrondissement (élu conseiller d'arrondissement).

PFEIFFER Didier. Haut fonctionnaire, né le 3 novembre 1938 à Paris. XVIe. Diplômé de l'IEP, cet énarque a rejoint comme administrateur civil la direction du Trésor en 1966 avant de devenir chargé de mission au cabinet du ministre de l'Économie et des Finances (1968-1971). Attaché financier à l'ambassade de France à Washington en 1971, il sera l'année suivante administrateur suppléant à la Banque Mondiale. Entré en 1973 à l'UAP, il sera successivement directeur des opérations financières, directeur général des investissements (1976-1984), directeur général à partir de 1984, et administrateur à partir de 1991, ainsi que président du conseil de surveillance de l'UAP-Vie et UAP-IARD et du directoire de Vinci-BV. Il a présidé de 1989 à 1999 le groupement des assurances de personnes de la Fédération française des assurances. Il a été président du GAN de 1996 à 1998, président du conseil de surveillance du GAN de 1998 à 1999, puis président du conseil de surveillance du Fonds de garantie des assurances des personnes.

PFLIMLIN Étienne. Banquier, né le 16 octobre 1941 à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie). Fils de l'ancien Premier ministre, Pierre Pflimlin (qui fut également président du Parlement européen et maire de Strasbourg), il est diplômé de Sciences-Po, de Polytechnique et énarque. Son mentor sera Théo Braun, président du Crédit mutuel, centriste bon teint rallié à François Mitterrand. De 1964 à 1967, il est commissaire contrôleur des assurances à la direction des assurances du ministère de l'Économie avant d'entrer à l'Ena en 1968. Il en sort, en 1970, comme auditeur à la Cour des comptes. En 1970-1971, il est, au ministère de l'Éducation nationale, affecté à la direction déléguée aux enseignements supérieurs et à la recherche, puis en 1973, chargé auprès du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas des problèmes de diffusion du livre français à l'étranger. Conseiller technique d'Olivier Stirn, secrétaire d'État aux DOM-TOM en 1974, il deviendra conseiller technique de Maurice Papon (Budget), puis dirigera le cabinet de Maurice Charretier (Commerce et Artisanat), de 1979 à 1981. En 1985, il prend la tête du Crédit mutuel d'Alsace, et en 1987 la tête de la confédération nationale du Crédit mutuel. Président du conseil de surveillance du Crédit mutuel (8e banque française), il devient en 1988 président du *Monde-Entreprise*, en remplacement de Roger Fauroux. Il est également président, de 1994 à 2002, de l'Association française des entreprises de crédit. Président en 2002 du groupement européen des banques coopératives, ce membre du Cercle de l'Ill et de l'Institut Aspen France sera président (2002-2006) du groupement européen des banques coopératives

PFLIMLIN Rémy. Directeur de société, né le 17 février 1954 à Mulhouse (Haut-Rhin). Ancien élève d'HEC, il a débuté sa carrière à *Jours de France* de Marcel Dassault, où il fut notamment directeur de la publicité. En 1985, il rejoignit *Les Dernières nouvelles d'Alsace* comme directeur adjoint de la publicité, puis directeur commercial (1988-1991). Directeur général adjoint de la société éditrice du quotidien *L'Alsace* en juin 1991, ce vice-président du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) devient président du directoire et directeur de la publication en janvier 1993. En 1999, Marc Tessier, membre du Siècle, l'a recruté comme directeur général de *France 3* (jusqu'en 2005). À partir de 2006, il sera directeur général des NMPP (devenues Prestalis). Alors que la succession de Jérôme Clément à *Arte* paraissait promise à ce germaniste, il est devenu, à la surprise générale, président de France Télévisions, en août 2010.

PHILIP Christian. Universitaire, né le 2 octobre 1948 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Son frère Thierry Philip, cancérologue, est conseiller régional socialiste de Rhône-Alpes depuis 2004 et conseiller municipale de Lyon depuis 2008. Diplômé de l'IEP et d'études supérieures de droit public et de sciences économiques, agrégé de droit public, il a été maître-assistant, de 1970 à 1973, chargé de cours, jusqu'en 1977, puis doyen (1979-1980) de la faculté de droit du Mans. Professeur agrégé à l'université du Maine en 1977, il en sera président de 1980 à 1983, avant de professer le droit européen à Lyon III à partir de 1983. Directeur des enseignements supérieurs de 1986 à 1989, il est promu recteur de l'académie de Reims (1989-1992) puis de Clermont-Ferrand (1992-1993). Membre du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, il a également été député suppléant de François Fillon dans la Sarthe de 1981 à 1986, puis directeur de cabinet de ce dernier de 1993 à 1995. De 1995 à 2001 il est premier adjoint au maire de Lyon, puis maire du 3e arrondissement et, en 2002, il est élu député de la 4e circonscription du Rhône (64,49 %). Il soutient François Bayrou en 2002. En 2007, il se voit confier une mission sur la francophonie afin de laisser son siège de député à l'UMP Dominique Perben. Ce dernier sera élu, mais Christian Philip n'obtiendra rien en retour, comme cela avait sans doute été convenu, quand François Fillon deviendra Premier ministre.

PHILIP Olivier. Préfet, né le 31 août 1925 à New York (États-Unis). Père du précédent, il est le fils du ministre de gauche André Philip, qui sera également député SFIO du Rhône en 1936 et ministre de De Gaulle à Londres. Ce rejeton d'une grande famille protestante est entré chez les cadets de la France libre en 1941, puis sera parachuté en France en 1944. Docteur en droit, diplômé de St-Cyr, de l'IEP et de l'Ena, il a été préfet de la région Limousin (1967), de Bretagne (1972), de Rhône-Alpes (1979) puis d'Ile-de-France (1985-1990), appelé à ce poste par le protestant Pierre Joxe. Coopté début 1990 comme membre du conseil d'administration, il a été élu en 1991 à la tête de la Fondation de France, fief de la Haute société protestante (jusqu'en 1996). Il a également présidé France Terre d'asile de 1991 à 1995.

PHILIPPE Édouard. Membre du Conseil d'État, né le 28 novembre 1970 à Rouen (Seine-Maritime). Petit-fils d'un docker communiste (devenu chef d'entreprise) et fils d'un directeur d'établissement scolaire et d'une professeur de français, cet ancien de Sciences-Po Paris est issu de la promotion *Marc Bloch* (1995-1997) de l'Ena. Auditeur (1997) puis maître des requêtes (2000) au Conseil d'État, il est devenu avocat chez Delevoise et Plimpton (2005-2007). Directeur des affaires publiques d'Areva (2007-2010), celui qui avait été repéré par le maire RPR du Havre Antoine Rufenacht (lui-même membre du Siècle) devint 4e maire adjoint de cette ville portuaire en 2001 et, choisi comme dauphin, lui succéda comme maire en 2010 (après la démission de Rufenacht). Dès 2002, il est candidat dans la 8e circonscription de Seine-Maritime, mais battu (42,54 %) par le communiste Daniel Paul. Il sera ensuite directeur général de l'UMP de juillet 2002 à octobre 2004. Il ne se représente pas directement en 2007, préférant être le suppléant du député UMP Jean-Yves Besselat dans la 7e circonscription. À la suite du décès de ce dernier, ce fidèle d'Alain Juppé (il anime son réseau, Entretiens de Bordeaux), qui appartiendra brièvement à son cabinet à l'Écologie (2007), devient député le 23 mars 2012 mais ne siégera pas au Palais Bourbon pour cause de campagne présidentielle. Ancien conseiller régional de Haute-Normandie (2004-2008) et conseiller général de Seine-Maritime (2008-2012), il a été finalement élu de justesse député UMP de la 7e circonscription de Seine-Maritime en juin 2012, l'ayant emporté (50,81 %) sur le socialiste Laurent Logiou. Il a signé deux romans politiques à clés, *Dans l'ombre* et *L'Heure de vérité*.

PIANI Richard. Président de société, né le 9 août 1926 à New York (États-Unis). Diplômé d'HEC, de droit public et d'économie politique, licencié ès lettres, il entre en 1950 à la société la Cellophane où il sera successivement chef du service export, attaché à la direction générale (1955), directeur général (1965) et enfin, de 1974 à 1979, président. Il préside de 1969 à 1972 la Convention internationale des producteurs de pellicules cellulosiques, et devient en 1975, vice-président de l'Institut de l'entreprise. De 1979 à 1985, il est directeur des affaires commerciales de Rhône-Poulenc, puis délégué en 1985 aux affaires industrielles à la Cité des sciences de la Villette. Il a été président de Partek-Morin de 1988 à 1992 et président du Centre de recherches des chefs d'entreprise (1995-2000).

PICQ Jean. Haut fonctionnaire, né le 16 novembre 1945 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est passé par les lycées français du Caire, de Beyrouth et par Janson de Sailly. Diplômé de l'IEP de Paris, cet énarque, reçu auditeur à la Cour des comptes, a été chargé de mission de Jean-Jacques Beucler (Anciens combattants, 1977) puis conseiller technique

d'Yvon Bourges (Défense, 1977-1980) et de ses successeurs Joël Le Theule et Robert Galley (1980-1981). Directeur adjoint chargé des relations internationales de la SNIAS (1982-1983), puis directeur financier de 1984 à 1986, ce fidèle chiraquien revient, au retour de la droite, comme conseiller technique pour les affaires militaires et stratégiques (ainsi qu'artisan du lancement des programmes Airbus A-300 et A-340) du Premier ministre RPR Jacques Chirac (1986-1988), avant de devenir directeur général délégué du groupe Livre Hachette (numéro deux mondial du livre, 7 milliards de F de chiffre d'affaires, 1988-1989) en remplacement de Jean-Claude Lattès. Retourné à la Cour des comptes en 1990, il sera rapporteur adjoint près le Conseil constitutionnel (1991-1993), puis chargé par Alain Juppé d'une mission de réflexion et de proposition sur le rôle et le fonctionnement du Quai d'Orsay. Il devient enfin en juillet 1995 secrétaire général de la Défense nationale, deuxième plus haut poste de la fonction publique jusqu'en 1996). Il sera ensuite conseiller maître, président de section (1997-2004), président de chambre (à partir de 2004) à la Cour de comptes.

PIERRE Bernard. Agent de change, né le 27 juillet 1920 à Chelles (Seine-et-Marne), décédé le 10 août 1997. Docteur en droit et diplômé de Sciences-Po, il a eu une carrière mouvementée: explorateur, chef d'expédition et alpiniste, il fut également agent de change (1958-1977) et fondateur des Clubs d'investissement en 1968. En rapport avec ses explorations, il a publié de nombreux ouvrages (récits de voyages et d'expédition), tout en réalisant des films et présentant de nombreuses conférences.

PIERRE-BROSSOLETTE Claude. Inspecteur des Finances, né le 5 mars 1928 à Paris XVI[e]. Fils de Pierre Brossolette, héros de la Résistance, et du sénateur SFIO de la Seine, Gilberte Bruel, ce diplômé de l'IEP (services publics) a connu une carrière d'exception, prototype même de la carrière des plus hauts commis de l'État. Énarque, il rejoint en 1952 l'inspection des Finances. En 1956, il devient chef adjoint du cabinet de Robert Lacoste (Économie et Finances), puis en 1956-1957 chargé de mission au cabinet de son successeur Paul Ramadier. Adjoint à l'attaché financier à Washington en 1957, il est chargé de mission à la direction des finances extérieures en 1958, conseiller technique au cabinet de Baumgartner (Économie et finances, 1960-1962), puis directeur adjoint et ensuite conseiller technique du cabinet de son successeur Valéry Giscard d'Estaing. Fin 1962, il devient sous-directeur, et en 1964, directeur adjoint à la direction des finances extérieures. Directeur adjoint à la direction du Trésor, chargé des relations avec les organismes internationaux en 1965, il est promu l'année suivante chef de service adjoint au directeur du Trésor pour les affaires extérieures. En 1967, il est nommé secrétaire général du Conseil national de crédit, puis sera à nouveau, de 1969 à 1971, chargé de mission auprès de Giscard d'Estaing (Économie et Finances). Directeur du Trésor en mai 1971 (l'un des postes les plus prestigieux de l'administration), il est vice-président, de juillet 1971 à la fin de 1974, de la Caisse nationale des télécommunications. De mai 1974 à juillet 1976, il est secrétaire général de la présidence de la République (numéro deux à l'Élysée derrière Valéry Giscard d'Estaing), puis sera, jusqu'au début 1982, président du Crédit lyonnais. Il est, depuis 1976, président de l'Omnium financier pour l'industrie nationale, et en 1980 président d'Europartner Securities Corporation. De 1982 à 1986, il se reclasse comme PDG de la Banque Stern, puis de 1986 à l'automne 1992 sera associé gérant de Worms et Cie ainsi que président de la Banque monétaire et financière. Brièvement président de Cerus en 1986 (qu'il quitte au moment du conflit avec les Presses de la Cité), il devient en mars 1987 PDG puis associé-gérant (1989-1992) de la Banque Demachy et associés. 1989 le voit président de Finindice. Vice-président d'Eurofin en juin 1992, il devient en 1993 conseiller du président de Merrill Lynch International. En 1995, il est associé-gérant fondateur, avec Philippe Villin, d'Eurofin SCA (destinée à créer des liens avec des banques d'affaires), et président de la Caisse de Refinancement hypothécaire. « Comptant parmi les plus grosses fortunes de France, selon *Le Point* (14 octobre 1995), il joue les princes du palais pour différentes familles: Stern, De Benedetti, Worms, etc. » En 1997, il était encore membre du conseil de surveillance de la Compagnie bancaire et de Suez Lyonnaise des Eaux (jusqu'en 2000) et sera président du conseil de surveillance de Pirelli de 1992 à 2005.

PIERRE-BROSSOLETTE Sylvie (épouse MEYER, née). Journaliste, née le 25 mai 1954 à Paris XVI[e]. Elle est la fille de Claude Pierre-Brossolette (et donc la petite-fille de Gilberte Bruel, sénateur SFIO de la Seine) et héritière des Deutsch de la Meurthe, magnat du pétrole (qui épousa Sabine Goldet, fille du pétrolier Goldschmidt, et petite fille de Marie Deutsch de La Meurthe, propriétaire des pétroles Jupiter, devenus la Shell française). Diplômée de Sciences-Po Paris, elle fut d'abord chargée des relations avec la presse au cabinet de Françoise Giroud (Condition féminine) de 1974 à 1976, puis la suivra à la Culture, en 1977, où elle sera conseiller technique. Elle entre ensuite à *L'Express*, en mai 1977, au service de politique intérieure, où elle devient chef d'enquêtes, puis chef du service politique. Elle quitte le magazine à l'été 1996. De 1999 à 2003, elle sera rédactrice en chef adjointe du *Figaro Magazine* et collaboratrice de l'émission *À vrai dire* sur *BFM*. Elle a épousé Philippe Meyer, professeur de pharmacologie à la Faculté Necker et membre du Siècle.

PIERRET Christian. Membre de la Cour des comptes, né le 12 mars 1946 à Bar-le-Duc (Meuse). Deux fois lauréat du concours général, ce catholique de gauche participe à la fondation de la section CFDT de l'Ena. À sa sortie, en 1972, il est affecté au ministère de l'Économie, puis à la Cour des comptes. Venu au PS par les réseaux cathos de gauche Vie Nouvelle, qu'il représentera au Congrès d'Epinay en 1971, il sera, de 1974 à 1976, premier secrétaire de la fédération PS de Paris, entre au comité directeur de son parti en 1975, et siège à son bureau exécutif de 1981 à 1990. Il devient alors secrétaire national du PS aux collectivités locales, à l'urbanisme et à l'écologie. D'abord au Ceres (Chevènement), il rallie Pierre Mauroy en 1979, puis Laurent Fabius en 1984. Rejeté comme candidat à la mairie de Créteil par les militants, en 1977, il se présente en 1978 dans les Vosges, où il bat Lionel Stoléru aux élections législatives. Il sera constamment réélu jusqu'en 1993. Il s'implante comme conseiller général de St-Dié-Est (1979-1988), puis, après un premier échec en 1983, comme maire de St-Dié en 1989. Il a également été conseiller régional de Lorraine de 1978 à 1988 et de 1998 à 2004. Expert fiscaliste au PS, il devient en 1981 rapporteur général du Budget. Il a présidé de 1986 à 1988 la commission supérieure de la Caisse nationale de prévoyance puis, à partir de 1988, la commission de surveillance de la Caisse des dépôts. En 1988, il a succédé à Pierre Bérégovoy au sein du Comité pour l'union monétaire européenne et a présidé de 1991 à 1993 la commission des finances de l'Assemblée nationale. Cofondateur avec le député RPR Maurice Jeandon du Comité anti-raciste de Saint-Dié, il a présidé de 1988 à 1993 le groupe parlementaire d'amitié France Israël. Mis en cause dans la faillite frauduleuse du Comptoir des inventions pour l'automobile en 1986, il a été condamné en première instance avant d'être acquitté en appel. Il est actionnaire depuis 1991 du cabinet de lobbying Boury & associés avec Stéphane Denis et le vice-président de Goldman Sachs Europe. Il s'est recasé en 1993 comme vice-président du groupe Accor, avant d'être réélu député en 1997, rejoignant alors le gouvernement Jospin comme secrétaire d'État à l'Industrie. Il fait partie de ces socialistes qui appartiennent à la Grande Loge nationale française (*Les Francs-maçons des années Mitterrand*). Il est également avocat associé au cabinet August & Debouzy depuis 2002.

PIETRI Gaston. Ce prêtre du diocèse d'Ajaccio a été directeur de l'Institut pastoral d'études religieuses de 1988 à 1999. Il a notamment signé *Passeurs de Dieu. D'une culture à une autre* (2004).

PIGASSE Mathieu. Administrateur civil, né le 25 mai 1968 à Clichy (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, cet énarque (promotion Saint-Exupéry) a rejoint la direction du Trésor en 1994, au ministère de l'Économie et du Budget. Adjoint au chef du bureau « trésorerie et politique monétaire » de 1994 à 1998, il entre alors au cabinet du ministre socialiste de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Dominique Strauss-Kahn, comme conseiller technique pour l'épargne retraite, les caisses d'épargne et la sécurité financière. À partir de novembre 1999, il occupera les mêmes fonctions auprès de son successeur Christian

Sautter, puis sera directeur adjoint du cabinet de Laurent Fabius d'avril 2000 à mai 2002. En octobre 2002, ce spécialiste des grandes manœuvres industrielles rejoint la Banque Lazard comme Managing Director (associé-gérant.). Il lui avait également été proposé la direction de Publicis au Japon. *Young Leader* 2005 de la French American Foundation, cet homme de gauche a racheté le magazine *Les Inrockuptibles* et est devenu, en 2010, l'un des actionnaires de référence du *Monde*, aux côtés de Pierre Bergé et de Xavier Niel.

PIGEAT Henri. Haut fonctionnaire, né le 13 novembre 1939 à Montluçon (Allier). Gendre du célèbre économiste Jacques Rueff (l'un des derniers tenants de l'étalon-or), cet énarque a rejoint comme administrateur civil, en 1965, la direction générale de l'administration et de la fonction publique (affaires financières et gestion interministérielle). Il devient en 1968 chargé de mission au cabinet de Philippe Malaud (Fonction publique), puis le suit dans ses postes successifs (Fonction publique et Réformes administratives, Fonction publique et services de l'Information, Information) jusqu'en 1973. Il devient alors, et ce jusqu'en février 1974, secrétaire général du Comité interministériel pour l'information, puis sera nommé délégué général adjoint à l'information. Directeur de la délégation générale à l'information en 1976, lorsque celle-ci est intégrée aux services du Premier ministre, il prend la direction du premier Service d'information et de diffusion du Premier ministre. En mai 1976, il devient directeur général adjoint de l'*Agence France Presse*, puis, en 1979, son PDG, succédant à Roger Bouzinac. Renouvelé avec succès sous la gauche (alors que sa première nomination avait provoqué des protestations) dans ses fonctions en 1982 et 1985, il démissionne en décembre 1986, le conseil d'administration enregistrant « avec regret » sa démission. PDG de Polycom SA de 1986 à juin 1987, il enseigne en 1986 le droit de la communication à l'IEP de Paris. En 1987, il est rattaché au secrétariat général du gouvernement, puis devient PDG de la filiale française de Burson-Marsteller (jusqu'en 1989). Il a été administrateur de TDF de 1972 à 1976 et de 1987 à 1988. PDG de L&A éditions (2000-2001), des éditions Ilissos (depuis 2002), il a été président du conseil d'administration du Centre de formation des journalistes.

PIKETTY Gérard. Ingénieur, né le 30 octobre 1935 à Paris. Cet X-Mines est d'abord, en 1960, ingénieur aux Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, puis chargé de 1961 à 1964 du sous-arrondissement minéralogique de Valenciennes. Adjoint au directeur des mines (Industrie) de 1964 à 1969, il sera conseiller technique pour l'énergie et l'atome aux cabinets de François-Xavier Ortoli (1969-1972) et de Jean Charbonnel (1972-1973). Directeur des carburants de 1974 à 1978 (poste hautement stratégique en cette période de crise pétrolière grave), il est aussi administrateur (en 1974) puis PDG du Centre national pour l'exploitation des océans et président de France Aquaculture (1978-1982), puis président du Comité d'études pétrolières maritimes à partir de 1982. Directeur général adjoint du Bureau des recherches géologiques et minières (1982-1985), puis directeur général de la Compagnie internationale de développement minier jusqu'en 1990, il est ensuite, de 1990 à 1992, PDG de Gazocéan. En 1994, il est devenu secrétaire général du Conseil général des Mines et président du Comité d'orientation stratégique pour le pétrole de l'Afnor.

PIKETTY Guillaume. Universitaire, né en juin 1965. Diplômé de l'École supérieure d'électricité et de l'Institut d'études politiques de Paris, ce docteur ès lettres (histoire contemporaine) a été attaché de direction à l'Institut d'études politiques de Paris, étant notamment adjoint au responsable de la section Économie et Finances en 1991-1992. Chargé de mission dans le même Institut, il devient directeur de la scolarité en 1995 puis, aux côtés de Richard Descoings, également membre du Siècle, directeur adjoint de l'Institut, où il enseigne par ailleurs depuis 1992. Il a signé un ouvrage sur Pierre Brossolette, héros de la résistance (1998).

PILLET-WILL Jacques. Banquier, né 1er mars 1924 à Paris, décédé le 15 novembre 1996. D'abord inspecteur de la caisse nationale des marchés de l'État de 1946 à 1948, il entre à la Banque industrielle de l'Afrique du Nord dont il sera successivement directeur en Algérie (1948), en Tunisie (1952), au Maroc (1954), puis à Paris (1956-1962). Il passe ensuite à l'influente Banque Rivaud comme directeur général (1962), associé gérant (1970), et vice-PDG (1975-1985). PDG de 1965 à 1984 de la Compagnie industrielle et financière des chantiers de la Loire, il a également été président de la Banque de Picardie (1978-1991), de la Banque du Rhône et de la Loire (1985), etc.

PILLIARD Jean-François. Directeur des ressources humaines, né le 17 février 1949 à Paris XVe. Passé par le Centre universitaire de formation à la fonction personnel (où il sera professeur associé en 2000), ce titulaire d'une maîtrise de droit, d'un DESS de ressources humaines et d'un *Advanced Management Program* de l'Insead a commencé sa carrière comme assistant du directeur des affaires sociales de Roussel-Uclaf (1975-1979). Il a successivement été DRH à la Société française d'équipement pour la navigation aérienne (1979-1988), chez CIBA France (également chargé de la communication, 1988-1996), puis chez Schneider Electric (1996-2008), où il sera, à ce titre, membre du comité exécutif. Parallèlement, il a été président de l'importante Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) de 2000 à 2008. Professeur associé à l'université de Paris II Assas, maître de conférences à l'Ena (2004) et professeur affilié à HEC, il a été chargé par Martin Hirsch et Laurent Wauquiez d'une mission sur « la promotion des contrats de professionnalisation pour les personnes les plus éloignées de l'emploi ». Engagé parallèlement dans le syndicalisme patronal, il est depuis 2008, délégué général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), où il a succédé à Denis Gautier-Sauvagnac, compromis dans une affaire de « caisse noire ». Entre 2012 et 2014, il a présidé l'Unedic dont il demeure vice-président depuis lors. Alors qu'il n'a jamais dirigé ni créé une entreprise, Jean-François Pilliard fait parti de l'état-major du Medef où il préside la commission protection sociale depuis 2010. Vice-président du Medef depuis 2013, cet homme de l'ombre est chargé du pôle social, jouant ainsi, lors des négociations du Medef, le rôle du « bon flic » dans un binôme avec Pierre Gattaz.

PINAULT François-Henri (né François, Jean, Henri, dit). Président de société, né le 28 mai 1962 à Rennes (Ille-et-Vilaine). À son mariage, en 1996, étaient présents, parmi les 800 invités, Ambroise Roux, André Rousselet, Albert Frère, Jacques et Bernadette Chirac (venus en hélicoptère), Jean-Marie Messier (qui habite juste à côté) le patron du *Monde* Jean-Marie Colombani, Alain Delon, Bernard-Henri Lévy (avec qui il est très lié, ayant eu son premier poste d'administrateur dans l'entreprise de bois du père de l'essayiste), etc. « Le gratin du CAC 40, les hommes politiques, les patrons des médias goûtent au caviar du troisième homme le plus riche de France et s'abreuvent à son Château Latour [...] Cette célébration politico-mondaine officialisait la naissance d'une dynastie d'affaires (*La Tribune*, 12 avril 2001). » Chaque invité au château de La Mormaire devait par ailleurs s'asseoir sur un coussin spécialement brodé pour l'occasion aux initiales des futurs époux. Breton par son père, d'ascendance irlandaise par sa mère (son père s'est remarié), il est en effet le fils de l'homme d'affaires milliardaire (sa fortune est estimée à 70 milliards de F) François Pinault, l'un des plus proches amis de Jacques Chirac, qui aime à dire : « La considération se mesure à l'épaisseur du portefeuille. » *L'Express* (10 décembre 1998) titrait en Une, « Enquête sur l'homme le plus riche de France », et le magazine *Forbes* (juillet 1998) le classait au 5e rang des fortunes professionnelles mondiales. Aimant tout contrôler, il déteste que l'on s'intéresse de trop près à lui, ayant facilité la sortie d'une biographie « autorisée », *François Pinault* de Pierre Daix (1999), et tout fait pour que ne paraisse pas *François Pinault, milliardaire. Les secrets d'une incroyable fortune* de Pierre-Angel Gay et Caroline Monnot (1999). François-Henri Pinault porte en réalité le même nom que son père, Henri n'étant que son second prénom : depuis quatre générations, tous les héritiers Pinault s'appellent François. Diplômé de HEC (1985), il a effectué son service national comme coopérant au poste d'expansion économique du consulat français à Los Angeles, puis a débuté comme vendeur interne chez Pinault Distribution (bois et matériaux) avant de lancer la centrale d'achat du groupe, où il sera « cornaqué » par le fabiusien Serge Weinberg, directeur général

de PPR. En 1989, il est chargé par son père de redresser la filière des menuiseries industrielles du groupe, France Bois Industrie. Président de Pinault Distribution en 1991, il accède à celle de la Compagnie française de l'Afrique occidentale en 1993, réussissant une belle OPA sur la SCOA notamment grâce à l'aide de « l'Africain de Chirac », Fernand Wibaux, ex-ambassadeur et proche de Jacques Foccard. En 1997, il est jugé digne d'accéder à la présidence de la Fnac (13 000 salariés, 19 milliards de F de chiffre d'affaires, 79 magasins), où il profitera des conseils de son fondateur, l'ex-trotskyste André Essel. Dans un éditorial du journal de la Fnac, *Contact*, intitulé *Il faut sauver la culture*, il prendra très nettement position contre le Front national, faisant ainsi entrer une composante politique dans la gestion économique du groupe. « Si François-Henri Pinault réussit à la Fnac, il y aura perpétuation de la monarchie absolue » confiait Ambroise Roux peu de temps avant sa mort (*La Tribune*, 12 avril 2001). Sur la suggestion d'Alain Minc, une espèce de fondation, la SARL Pinault Trustee sera créée, sous la forme d'un « comité de sages » (Jean Peyrelevade, Alain Minc, Gérard Eskénasi, Jérôme Monod, etc.) pour déterminer si le fils, à 37 ans, est digne de succéder au père. Chaque année, il passera dès lors devant ce « grand jury ». L'examen fut sans doute positif puisque, en 2000, il devient président du conseil PPR Interactive, la branche Internet de Pinault Printemps Redoute. Il préside depuis lors l'Electronic Business Group, créé en 1998 par Pierre Reboul pour regrouper les 140 plus grandes entreprises françaises de la nouvelle économie et les plus prometteuses des « start-up ». En 2001, il devient cogérant, avec son père, de la société en commandite Financière Pinault, la holding mère (à 100 %) d'Artémis, qui contrôle elle-même 45,06 % de PPR, l'une des principales valeurs de la Bourse de Paris. Il devient PDG de PPR en 2005. À noter que François Pinault, qui avait été parrainé pour entrer au Siècle et avait fait des pieds et des mains pour y entrer, ne se présenta pas à l'« examen de passage », ne prévenant même pas son parrain, un important banquier de la place de Paris.

PINAULT Michel. Membre du Conseil d'État, né le 9 mai 1947 à Paris. Diplômé de HEC, cet énarque est devenu auditeur au Conseil d'État en juin 1976. En 1978, il est rapporteur près la commission de recours des réfugiés, en 1979, près la section permanente du Conseil supérieur de l'aide sociale, et en 1980 près la Cour supérieure d'arbitrage. Commissaire du gouvernement près de cette dernière en 1982-1983, il sera en même temps chargé de mission auprès du secrétaire général de la Commission des opérations de bourse, puis, fin 1983, détaché comme conseiller juridique auprès de l'ambassadeur représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes. Secrétaire général au Conseil d'État à la fin de 1987, il rejoint l'UAP, devenue Axa, à l'automne 1991 comme directeur des affaires juridiques et fiscales puis directeur général Asie Pacifique (1998-2005). Il est depuis 2005 membre du conseil supérieur des tribunaux administratifs.

PINCHON Jean-Albert. Agriculteur, né le 13 septembre 1925 à Beuzeville (Calvados). « Paysan multiproduits, président multicasquettes, ce ministre bis de l'Agriculture a été depuis trente ans au cœur des révolutions agricoles » (*Le Nouvel économiste*, 27 décembre 1991). Disposant d'une influence énorme, réussissant encore en 1991 à empêcher le transfert à Clermont-Ferrand de l'École d'agronomie malgré la décision d'Édith Cresson, cet homme de l'ombre a joué un rôle essentiel dans l'agriculture française alors que nul ne le connaît, en dehors du secteur. Issu de l'Action catholique, collaborateur de la FNSEA de 1951 à 1959, il entre, en 1960, au cabinet de Wilfried Baumgartner comme chargé de mission, puis deviendra conseiller technique de Valéry Giscard d'Estaing (Économie et Finances, 1961-1966). De 1966 à 1968, il est directeur du cabinet d'Edgar Faure à l'Agriculture, et, par ailleurs, directeur général adjoint (en 1961), puis directeur général (1968-1970) de la Sopexa. En 1970, il devient directeur général et administrateur de la société mondiale de négoce de céréales Dreyfus. En 1983, il est nommé président de l'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie. Cet ami de feu Jean-Baptiste Doumeng, le milliardaire rouge, et qui a fait partie du conseil de Mouton-Rothschild, a également des intérêts dans le

poulet breton (Guyomarc'h, vendu à Paribas). Président de l'École nationale d'agronomie, il est également président de la branche laitière de Perrier. Il a aidé Edgard Pisani à mettre au point ses lois d'orientation agricole, qui ont réduit le monde paysan de 2 500 000 actifs à environ 700 000, avec un objectif de 500 000 en l'an 2000. Très proeuropéen et champion de l'idée de productivité, il aurait refusé la fonction de ministre de l'Agriculture que lui proposait Rocard, en 1988.

PINEAU Jean. Président de société, né le 26 janvier 1921 à Paris. Diplômé de Sciences-Po, d'économique, et de droit public et privé, il entre à l'Air Liquide en 1951 comme attaché au contrôle général. Il y sera successivement secrétaire du conseil en 1953, directeur des services juridiques en 1958, secrétaire général en 1961, directeur adjoint en 1965, directeur en 1967, administrateur directeur général adjoint en 1969, vice-PDG en 1979, enfin président du comité de coordination et vice-président de la société. De 1987 à 1993, il a été vice-président du conseil de la concurrence. Il a présidé France-Amérique à partir de 1989.

PINEAU-VALENCIENNE Didier. Président de société, né le 21 mars 1931 à Paris XVIe. Héritier par sa mère de la famille Dubigeon de Nantes, ce fils et petit-fils de médecins est un catholique vendéen convaincu (il entretient de bonnes relations avec Philippe de Villiers). Diplômé de HEC, il entre en 1958 à la Banque parisienne pour l'industrie, où il sera successivement attaché de direction, secrétaire de la direction générale (1962), et directeur (1964-1967). Après un rapide passage chez Gallimard, il est ensuite directeur général (1969), administrateur (1971) et PDG de 1972 à 1974 de Carbonisation et Charbons actifs. PDG de Resogil et directeur général de Celogil (1975-1976), il entre chez Rhône-Poulenc où il sera directeur du contrôle de gestion et de stratégie de la planification (1976-1977), directeur général des polymères et de la pétrochimie, et membre du comité exécutif. En 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, il est promu PDG de Schneider SA, de Creusot-Loire (1982-1984, dont il sera le « fossoyeur »), de Jeumont-Schneider (1984-1987), et à partir de 1989 de Merlin-Gérin. En une quinzaine d'années, « DPV » a fait de l'ex-groupe belge Empain-Schneider, au prix d'une réputation de « fossoyeur de l'entreprise » en raison des coupes claires pratiquées dans le personnel (le baron Empain le qualifie dans ses mémoires de « Docteur Attila sanguinaire qui n'hésitait pas à faire saigner et pleurer pour remettre une société sur pied »), un des leaders mondiaux de la construction électrique (26e entreprise française, 10e rang européen dans le secteur électronique et premier groupe mondial dans la distribution basse tension) avec 91 500 salariés, un chiffre d'affaires annuel de 56 milliards de F (1994) et 679 millions de résultat net. Avec pour actionnaires majeurs Axa (7,5 %) et les AGF (4,9 %), le groupe se compose principalement de Schneider, de participations immobilières et financières, de Schneider Electric (Merlin Gérin, l'américain SquareD dont la reprise fut orchestrée par Jean-Marie Messier alors chez Lazard-Frères, Télémécanique) et de Spie-Batignolles (Spie Cintra, Spie Trindel, Génie civil, Spie Capag, Spie Enertrans). Il appartient à Entreprise et Cité de Claude Bébéar ainsi qu'à la puissante Commission trilatérale (il a appelé à voter « oui » à Maastricht) et préside (1993-1996) l'Institut de l'Entreprise. Ce patron très respecté dans le patronat français a été brièvement emprisonné en 1995 par la justice belge dans le cadre d'une affaire de pots-de-vin. Il quitte le groupe Schneider en 1999, étant remplacé par Henri Lachmann, membre du Siècle. Il a également dirigé l'un des Groupes d'études et de mobilisation du Premier ministre socialiste Édith Cresson, qu'il avait engagée en 1990 lorsqu'elle avait démissionné du gouvernement Rocard. De 1999 à 2001, il a présidé la puissante Association française des entreprises privées, à la suite du décès d'Ambroise Roux.

PINET Hervé. Président de société, né le 4 mars 1926 à Paris XVIe. Diplômé de Sciences-Po, il a été chargé de mission à la caisse centrale de la France d'Outre-mer de 1949 à 1955, puis, de 1955 à 1957, attaché à la direction financière de la Banque Rothschild. Entré en 1958 à la Compagnie financière pour l'Outre-mer, il en sera secré-

taire général, directeur général adjoint (1967), directeur général (1971), administrateur, et à partir de 1976 PDG, ainsi que PDG de la Compagnie de gestion et d'investissements internationaux. PDG de la Compagnie holding pour l'aluminium de 1974 à 1984, il fut également conseiller du président de Paribas, puis en 1974-1975 directeur de ses implantations à l'étranger, et directeur de la banque de 1975 à 1978. Il sera également directeur délégué (1978), puis directeur général de Paribas international (1978-1983), directeur général de la Compagnie financière Paribas et PDG de la banque AG Becker Paribas de 1983 à 1985. En 1985, il devient *senior advisor* de Merrill Lynch.

PINET Marcel. Membre du Conseil d'État, né le 30 janvier 1930 à Oran (Algérie). Diplômé de l'IEP d'Alger, cet énarque a rejoint en 1960 le Conseil d'État comme auditeur. D'abord chargé de mission au cabinet du délégué du gouvernement général en Algérie (1960-1961), il occupera les mêmes fonctions auprès du Préfet de la région Provence-Côte-d'Azur-Corse de 1965 à 1967 avant d'entrer au cabinet de Raymond Marcellin (Plan et Aménagement du territoire) en 1967 comme conseiller technique. Il est intégré au secrétariat général de l'Élysée (1967-1969) avant de retourner au Conseil d'État, comme maître des requêtes (1967-1985) puis promu conseiller d'État. Directeur chargé des universités et des établissements d'enseignement supérieur en 1970, puis directeur délégué aux objectifs (1973) et directeur général de la programmation et de la coordination (1974), il devient en 1982 directeur général chargé de la direction des affaires générales à l'Éducation nationale. De 1982 à 1986, il assure la direction générale de l'administration et de la fonction publique au Secrétariat général du gouvernement. Membre de la Commission nationale informatique et libertés de 1988 à 2004, il a également siégé, de 1991 à 1996 et de 2000 à 2004, au Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère culturel et professionnel.

PINOT Guy. Magistrat, né le 11 novembre 1919 à Dinan (Côtes-du-Nord). Ce licencié en droit a débuté comme juge suppléant à Caen en 1944 avant d'être délégué au ministère de la Justice en 1946. Secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature en 1955, il fut nommé conseiller à la Cour d'appel de Paris en 1963 avant d'être promu premier président de la Cour d'appel d'Orléans en 1968, puis de Versailles en 1976 (jusqu'en 1984).

PIOU Olivier. Président de société, né le 23 juillet 1958 à Dakar (Sénégal). Cet ancien de l'École centrale de Lyon a fait carrière chez Schlumberger comme ingénieur technique, directeur marketing, directeur des opérations, puis vice-président du centre de recherches d'Austin (États-Unis). Ayant opté pour les cartes à puces, il est devenu directeur général de Gemalto (ex-Axalto) en 2004. Il est administrateur d'Alcatel Lucent et de l'Inria.

PIQUEMAL Thomas. Directeur de société, né le 13 mai 1969 à Lavelanet (Ariège). Ce fils d'un directeur de société est ancien élève de l'Essec. Il débuta comme chargé de mission chez Arthur Andersen (1991-1995), avant de passer chez Lazard Frères au département des fusions acquisitions (1995-2009), étant associé-gérant de 2001 à 2009. Depuis lors, il est directeur général adjoint chargé des finances de Veolia Environnement

PISANI-FERRY Jean. Économiste, né le 28 juillet 1951 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est le fils de l'ancien ministre gaulliste puis mitterrandien Edgard Pisani, ancien sénateur socialiste de la Haute-Marne, ancien président de l'Institut du monde arabe, ancien député, ancien chargé de mission à l'Élysée et ancien membre de la Commission européenne, et de Fresnette Ferry, fille d'Abel Ferry, député et ministre de la IIIe République, petite-nièce de Jules Ferry. Née le 22 juin 1918 et décédée le 19 septembre 1984, cette historienne a notamment signé *Jules Ferry et le partage du monde* et *Le Général Boulanger*. Elle avait épousé Edgard Pisani en 1950 avant d'en divorcer. Ancien élève de l'École supérieure d'électricité et titulaire d'un DEA de mathématiques (ainsi qu'ancien élève du Centre d'études des programmes économiques), Jean Pisani-Ferry a travaillé, à partir de 1977, au Centre d'études prospectives et d'informations internationales puis fut chargé de mission au Commissariat général au Plan de 1981 à 1983, avant de revenir au Cepii comme chef de département. De 1989 à 1992, il sera conseiller économique à la Commission européenne (s'occupant plus spécialement notamment du fameux rapport *One Market, One Money*, considéré comme l'origine de l'Euro) avant de retourner au Cepii comme directeur, en remplacement d'Anton Brender. En juin 1997, il entre au cabinet du ministre socialiste de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Dominique Strauss-Kahn comme conseiller économique (macroéconomie). Il occupera les mêmes fonctions auprès de son successeur, Christian Sautter, jusqu'en mars 2000. Ancien expert pour le Fonds monétaire international, il fut professeur associé à Paris-Dauphine et à l'Université libre de Bruxelles. Professeur à l'École polytechnique, il entre au Conseil d'analyse économique fondé par Lionel Jospin dès sa fondation en juillet 1997. Il en devient le président délégué de 2001 à 2003, remplaçant Pierre-Alain Muet. Ce keynésien se situe dans l'axe de renouvellement de la social-démocratie, penchant vers la troisième voie de Tony Blair. Il fut l'un des quelques responsables socialistes présents à la fameuse réunion de l'Institut Fabien de Londres les 26 et 27 novembre 1999. En janvier 2002, à l'approche de l'élection présidentielle, avec Pascal Lamy, il signe un numéro des *Notes de la Fondation Jean Jaurès*, destiné à « clarifier » les idées de la gauche française, et du Parti socialiste en particulier, sur l'Union européenne. En juin 2003, avec trois autres économistes de gauche, il apporte son soutien à la réforme Raffarin sur les retraites (*L'illusoire taxation du capital*, *Libération*, 12 juin 2003). Il a signé plusieurs ouvrages comme *L'Épreuve américaine* (1988) ou *La Bonne aventure, le plein-emploi, la gauche, le marché* (*La Découverte*, 2001, prix du meilleur livre économique 2001), qui prolongeait en fait un rapport commandé par Jospin sur la question du chômage structurel et les moyens d'y mettre un terme. Il a également dirigé *Gouvernance mondiale* (2002). Il dirige l'Institut Bruegel depuis 2005 et a présidé (2006-2007) l'Association française de sciences économiques.

PISIER Évelyne (épouse DUHAMEL, née). Universitaire, née le 18 octobre 1941 à Hanoï (Indochine). Son père fut « vichyste et maurrassien au racisme insidieux. Qui ne doute pas que les Blancs sont supérieurs aux Noirs et les bourgeois aux domestiques [...] Haut fonctionnaire, collaborateur et fier de l'être » (*Libération*, 5 janvier 2005). Docteur en droit public, agrégée de droit public et de Sciences-Po, cette influente intellocrate de gauche a milité dans les milieux pro-cubains (elle a rapporté sa flamme pour Fidel Castro dans *La Dernière fois*, Flammarion, 1994) et prochinois, comme son compagnon de l'époque, Bernard Kouchner. Assistant à la faculté de droit de Paris (1965-1972), puis maître de conférences agrégée à l'Université de Reims (1972-1979) avant de devenir professeur en sciences politiques à Paris I-Sorbonne, elle a siégé au jury d'agrégation de sciences politiques en 1976, 1982 et 1986. Membre élu du comité consultatif des universités de 1977 à 1980, elle a été chargée d'enseignements à l'IEP Paris. Présidente du Centre national des lettres et codirecteur de la collection Recherches politiques aux PUF, elle exerce une forte influence dans le milieu de la « philosophie », de la sociologie et de la science politique. « Elle, c'est précisément le monde des réseaux, de la convivialité intellectuelle (...) C'est à elle qu'on doit le lancement de Luc Ferry et consorts » (*L'Événement du jeudi*, 2 février 1989). En 1989, Jack Lang propulse cette rocardienne comme directeur du Livre et de la Lecture au ministère de la Culture (en remplacement de Jean Gattegno), poste dont elle démissionne en 1993, peu après l'arrivée du RPR Jacques Toubon. Auteur d'ouvrages de droit public et coauteur avec François Châtelet d'une importante *Histoire des idées politiques*, elle a également signé, en 1994, un roman sur sa période procubaine. Remariée en octobre 1987 à Olivier Duhamel, fils du ministre Jacques Duhamel et directeur de la revue *Pouvoirs* (après avoir divorcé de Bernard Kouchner), elle est la sœur de la comédienne Marie-France Pisier. Cette militante gauchiste (soutien aux immigrés clandestins, etc.) a appartenu à la Fondation Saint-Simon dès 1987. Conseillère littéraire aux éditions Odile Jacob (1995-1999), aux éditions Dalloz (depuis 2000), elle appartient au Conseil national des programmes depuis 2001.

PIVOT Bernard. Journaliste, né le 5 mai 1935 à Lyon IVe (Rhône). Diplômé du Centre de formation des journalistes, il débute au

Progrès de Lyon, avant d'intégrer, en 1958, *Le Figaro* littéraire. Ayant démissionné du *Figaro* en 1974, il participe au lancement du magazine *Lire* (groupe *Express*) et lance l'émission littéraire *Apostrophes* sur *France 2* en 1974. Il animera avec brio ce grand moment de télévision jusqu'en 1990, lançant ensuite *Bouillon de culture*, s'ouvrant aux différentes formes d'art (fin en 2001). De 2002 à 2005, il a animé l'émission *Double Je*. Il continue de collaborer au *Journal du dimanche* comme critique littéraire. Il siège à l'Académie Goncourt depuis 2004. On ne lui connaît la publication que d'un seul roman, en 1959, *L'Amour en vogue*.

PLACET Jean-Luc. Président de société, né le 20 août 1952 à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Fils d'un ancien patron de Wendel Sidelor (devenu Sacilor, aujourd'hui disparu), cet ancien de « Ginette » et de l'Essec (dont il a présidé l'association des anciens élèves de 2007 à 2009) a effectué l'essentiel de sa carrière dans le management. Il a commencé à la direction marketing de Saint-Gobain, avant de passer par *L'Expansion* comme chef de publicité. Il intègre l'Institut pour le développement des ressources humaines (IRDH) en 1981 et en est PDG depuis 1992. Il a donc notamment accompagné la réorganisation de multiples ministères, dont celui de l'Intérieur, de la préfecture de police de Paris, de Lafarge, d'Arcelor, de Michelin, de La Poste, de France Télécom, etc. Il est également président de Syntec Conseil en management (60 000 salariés) de 2004 à 2010, président depuis 2010 du GSSEC, association des 350 cabinets Syntec, répartis en cinq syndicats professionnels différents (management, marketing, recrutement, relations publiques, conseils en évolution professionnelle), etc. Membre de l'Institut de l'entreprise depuis 2001, vice-président de la section du travail du Conseil économique et social, président de la commission *Respect de l'homme* depuis 2010 au sein du Medef, cet « humaniste du management » et spécialiste de la « gestion multiculturelle » (*La Tribune*, 23 juillet 1997) a signé *French Touch ou la vertu d'impertinence en management* et *L'Homme au cœur de la stratégie*. Il appartient également à l'Automobile Club de France et au Traveller's, deux clubs très sélectifs.

PLESCOFF Georges. Inspecteur des Finances, né le 9 mars 1918 à Paris, décédé le 22 avril 1995. Instituteur de 1936 à 1945, puis rédacteur au Conseil d'État, il entre à l'Ena en 1945 et en sort, en 1947, dans l'inspection des Finances. Chargé de mission au secrétariat d'État aux Finances (1951) puis conseiller technique de Robert Buron (Affaires économiques, 1952), il sera détaché à la commission économique pour l'Europe de l'ONU de 1952 à 1954, puis chargé de mission à la direction du Trésor en 1955, et conseiller technique au cabinet de Paul Ramadier (1956). Directeur à la Caisse des dépôts et consignations de 1957 à 1967, ce collaborateur de François Bloch-Lainé sera ensuite de 1967 à 1970 conseiller financier à l'ambassade de France à Washington, ainsi qu'administrateur du FMI et de la Banque mondiale. Il devient en 1970 président des Assurances générales de France. N'ayant jamais caché son attirance pour la gauche, ce vieil et fidèle ami de François Mitterrand (qu'il a aidé pendant sa « traversée du désert ») prendra en 1982 la tête de la Compagnie financière de Suez, qui vient d'être nationalisée. À la retraite en 1983, il effectuera en 1984 une mission d'analyse sur l'affaire Boussac, avant de créer Eurofin, banque d'affaires privée, et en 1985 la Caisse de refinancement hypothécaire.

PLOIX Hélène (épouse LUMBROSO, née). Directrice de sociétés, née le 25 septembre 1944 à Anould (Vosges). Elle a connu une superbe carrière, alors qu'elle n'est ni inspecteur des Finances, ni même énarque. Diplômée de Sciences-Po et de l'Insead (où elle a été, en 1967, la première femme reçue), master of Arts de Berkeley, elle entre en 1968 chez Mac Kinsey, consultant en management, comme conseiller de la direction. Conseiller technique au cabinet de Christiane Scrivener, secrétaire d'État à la consommation en 1977-1978, elle sera ensuite, de 1978 à 1982, directeur du département industriel à la Compagnie française de publications. Ne cachant pas ses opinions de gauche, elle est alors nommée commissaire du gouvernement, administrateur général, puis PDG de la Banque industrielle et mobilière privée, nouvellement nationalisée (1982-1984). En août 1984, cette socialiste de toujours devient conseiller technique du Premier ministre Laurent Fabius. À son départ, en 1986, elle est administrateur du FMI et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Directeur général adjoint de la Caisse des dépôts et consignations de 1989 à 1995, en charge des affaires bancaires et financières (un poste stratégique clé, où elle est le numéro deux de la première institution financière du pays, aux côtés de Robert Lion), elle préside également de 1992 à 1995 CDC Participations et de 1990 à 1995 la Caisse autonome de refinancement. Depuis 1997, elle est présidente de Pechel Industries. Elle est administrateur d'Aspen France.

PLOTON Denis. Administrateur de sociétés agricoles, né le 23 juin 1937 à Saint-Étienne (Loire). Entré au génie rural (ministère de l'Agriculture) en 1957, il sera successivement, de 1958 à 1964, conseiller agricole à la chambre d'agriculture de la Loire, de 1964 à 1972, directeur de délégation départementale de la Mutualité agricole du Sud-Est, de 1972 à 1985 directeur de la caisse régionale de réassurance mutuelle agricole du Sud-Est. PDG de la Société d'édition de l'agriculture du Sud-Est, il devient en 1985 directeur, puis en 1986, directeur général de Soréma. Directeur général de Groupama Central de 1989 à 1995, il sera aussi directeur général adjoint de l'Union des caisses centrales et délégué général adjoint de la Fédération nationale de la mutualité agricole à partir de 1990. Depuis 2002, il préside le Groupement des assureurs maladie des professions indépendantes.

POIRIER Jean-Marie. Membre du Conseil d'État, né le 1er décembre 1929 à Chartres (Eure-et-Loire), décédé le 30 janvier 2007. Ancien de Normale sup et agrégé d'anglais et de philosophie, ce fils d'universitaires fut chargé de mission au cabinet de Roger Frey, ministre de l'Information (1959-1960), avant de se faire élire député UDR de Villeneuve-Saint-Georges en 1962 (jusqu'en 1973). Maire de Sucy-en-Brie dès 1964 et conseiller général depuis 1982, il a présidé le district de la région parisienne en 1969-1970. Ce gaulliste libéral fut le premier député à se rallier à Giscard en 1974 (à l'origine de l'appel des « Cent maires gaullistes pour Giscard »), qui en fit aussitôt un délégué national des Républicains indépendants quand il quitta l'UDR. Nommé en 1976 maître des requêtes au Conseil d'État, il assurera les fonctions de porte-parole de l'Élysée en 1980-1981. De retour au Conseil d'État en 1985, il sera promu conseiller en 1992. Membre du CDS, il a effectué son retour en réussissant à se faire élire sénateur du Val-de-Marne en 1995, bien que candidat dissident, face à la liste officielle RPR-UDF et ralliera pour finir l'UMP (non réélu en 2004).

POIRIER D'ANGE D'ORSAY Philippe. Directeur de société, né le 1er décembre 1936 à Blois (Loir-et-Cher). Diplômé de l'IEP et certifié de géographie économique et de sociologie, cet énarque est entré en 1964 comme auditeur à la Cour des comptes. Rapporteur en 1969 auprès de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques, il opte pour le privé par la suite, devenant en 1977, directeur général de Catragpa, et président en 1988. Il est également en 1980 directeur, puis en 1982, directeur général de l'armement Louis Dreyfus. Dès 1970, il entre au comité central des armateurs de France, où il sera successivement délégué général adjoint, délégué général (1972-1977), vice-président (1984-1986), puis président de 1986 à 1988 et à partir de 1995. Il est, par ailleurs, maître de conférences à l'IEP Paris. Président fondateur des sociétés Orcau et Ordiemar depuis 1999 et président de Retco, Polco et Hazelco, du Baltic International and Maritime Council.

POIVRE D'ARVOR Olivier. Responsable culturel, né le 30 juillet 1958 à Reims (Marne). Frère du présentateur Patrick Poivre d'Arvor, il est le fils d'un directeur de société, Jacques Poivre. C'est seulement en 2006 (*Journal officiel* du 29 décembre) qu'il a obtenu légalement de changer son nom de « Poivre » en « Poivre d'Arvor », un pseudonyme utilisé par un grand-père poète à ses heures. De 18 à 20 ans, il fut le secrétaire particulier du romancier et journaliste Jean-Edern Hallier. Titulaire d'un DEA de philosophie, il fut conseiller littéraire chez Albin Michel (1980-1982) et Balland (1982-1984), pigiste au quotidien socialiste *Le Matin de Paris*, avant de cofonder l'éphémère hebdomadaire culturel *Tel* (1984). En 1985, il publie dans l'hebdomadaire homosexuel militant *Gai Pied* (2 mars) un invraisemblable texte halluciné,

Sida mon amour, où il compare le sida à des maladies chimériques et dénonce la psychose, estimant que le virus du sida est, en réalité, « la maladie de la presse » et un « artefact ». En 1987, il part pour les États-Unis, ayant obtenu une bourse Villa Médicis *Hors les Murs*. Propulsé directeur et attaché culturel au Centre culturel français d'Alexandrie (1988-1990) puis à l'Institut français de Prague (1990-1994) et de Londres (1994-1998), il obtint la direction, en 1999, de l'Association française d'action artistique (grâce au soutien du ministre socialiste des Affaires étrangères Hubert Védrine), devenue, en 2006, Cultures-France. Il est directeur de *France Culture* depuis septembre 2010. Il passe pour avoir été la plume de Philippe Douste-Blazy lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères. Il a été visé par une enquête de la Cour des comptes, en 2006, qui jugeait que trop d'actions étaient conduites en France et non à l'étranger. Le « grand manitou du rayonnement français à l'étranger » (*Les Échos*, 17 mai 2006) a signé plusieurs essais et romans, dont certains avec son frère. Il a épousé Olga Kubelkova, qui dirige l'Institut français de Prague depuis 2006.

POIVRE D'ARVOR Patrick. Journaliste, né le 20 septembre 1947 à Reims (Marne). Bachelier à 15 ans, il a soigneusement fait oublier qu'il fut membre du bureau national des jeunes Républicains indépendants. Diplômé du Centre de formation des journalistes de Paris et de Langues O, licencié en droit, lauréat du concours envoyé spécial de *France Inter* en 1971, il est devenu l'un des plus influents journalistes français, figure type de ce prêt-à-penser déversé chaque soir par les télévisions. Critique cinématographique à *L'Économie* (1970-1973), journaliste à *France Inter* en 1974, il sera chef du service politique d'*Antenne 2* dès 1975. De 1976 à 1983, il y est rédacteur en chef adjoint, puis présentateur du *20 heures*, en alternance avec Christine Ockrent (à partir d'octobre 1981). Éditorialiste à *France Inter* (1979-1981), à *Paris-Match* et au *Journal du Dimanche* (1983), il est de 1983 à 1986 producteur-animateur de *À nous deux* sur *Antenne 2*, animateur en 1984-1985 de *Tous en scène* sur *Canal +*. En 1986, il passe à *TF1* à l'occasion de la privatisation. De 1986 à 1988, il est producteur-animateur de *À la folie* sur *TF1*, présentateur du *20 heures* depuis 1987, directeur adjoint de l'information depuis 1989 et producteur de Ex-libris depuis 1988. Il y produira et présentera également *Le Droit de savoir* de 1990 à 1994. Ses amitiés avec Pierre Botton lui ont valu des déboires judiciaires, une sévère condamnation en appel et une privation d'antenne de plusieurs mois en 1995. Malgré ces faits, il a depuis retrouvé tous ses postes d'avant cette privation, bénéficiant de la confiance totale de Martin Bouygues. À la surprise générale, il apprend, en juin 2008, qu'il est débarqué de *TF1* et évincé de la présentation du journal télévisé au profit de Laurence Ferrari. Il anime *La Traversée du miroir* et *Autrement dit* sur *France 5* depuis 2009.

POLLET-GLORIEUX Henri. Président de société, né le 2 mars 1915 à Paris, décédé le 21 novembre 1997. Licencié en droit, diplômé d'Oxford, il a été PDG, puis administrateur de La Redoute, président d'honneur du Syndicat des entreprises de VPC, et président honoraire de Vestro.

POMONTI Jacques. Journaliste, né le 1er août 1938 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Secrétaire national de la Fédération des étudiants socialistes autonomes en 1956, puis secrétaire national de la Fédération des étudiants socialistes unifiés (PSU) de 1959 à 1961, il a été de 1962 à 1968, secrétaire général du Club Jean-Moulin (qui regroupait les hauts fonctionnaires de gauche de l'époque) puis délégué général du PS, dont il prend en charge en 1979 l'École du socialisme. Deux fois candidat FGDS, il a siégé à son bureau national de 1966 à 1968. De 1972, date de sa fondation, à 1981, il dirige ICS Conseils, organisme d'études et de recherches. En 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, il est évidemment promu, devenant président de *Sud Radio*, puis président de la Sofirad en 1982. Président de l'Institut national de l'audiovisuel de 1983 à 1987, il préside l'importante Association des employeurs du service public de l'audiovisuel. Une vieille inimitié avec Michel Rocard a arrêté sa carrière après 1988 : de 1985 à 1990, il sera administrateur de la CLT, puis dirigera de 1987 à 1990 *Images et caméras* et de 1989 à 1992 *Radio-France-Sorbonne*. Il doit attendre 1992 pour devenir inspecteur général des postes et télécommunications.

PONCELET Christian. Inspecteur des télécommunications, né le 24 mars 1928 à Blaise (Ardennes). Entré aux PTT en 1950, il devient en 1953, contrôleur des communications. Entré en politique, il sera député UNR-UDT puis UDR des Vosges de 1962 à 1973, conseiller général des Vosges à partir de 1963, puis président du conseil général à partir de 1976. Secrétaire général adjoint de l'UDR en 1971, cet ancien rapporteur du budget de l'Industrie sera en 1972-1973 secrétaire d'État chargé des Affaires sociales, en 1973-1974 secrétaire d'État auprès du ministre de l'Emploi, du Travail et de la Population, en 1974, chargé de la Fonction publique, puis auprès du ministre de l'Économie et des Finances, et enfin, en 1977, secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement. Sénateur des Vosges depuis 1977, il a été député européen en 1979-1980, puis de 1980 à 1984, membre du Conseil de l'Europe. Maire de Remiremont depuis 1983, il a été secrétaire national du RPR chargé des problèmes de société (1984), conseiller national du RPR chargé des problèmes financiers et budgétaires (1986). En 1992, il est entré au conseil de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations. Il a présidé le Sénat de 1998 à 2008 et s'est fait élire membre de l'Institut en 2003.

PONIATOWSKI Michel (Prince). Inspecteur des Finances, né le 16 mars 1922 à Paris, décédé le 15 janvier 2002. Cet énarque (promotion 1948) a choisi les Finances. Directeur de cabinet du directeur des Finances au Maroc de 1949 à 1952, il sera ensuite conseiller technique de Pierre Pflimlin (Finances, 1955), directeur adjoint de son cabinet aux Finances en 1957, puis à Matignon en 1958, avant de partir pour Washington en 1956 comme attaché financier. Conseiller économique et financier auprès de l'ambassadeur de France au Maroc en 1958, il défendra farouchement les thèses de l'Algérie française, ce qui obérera une partie de sa carrière (il sera même accusé d'avoir renseigné l'OAS). Directeur de cabinet de son ami Valéry Giscard d'Estaing (1959-1962), puis chargé de mission auprès du ministre des Finances de 1962 à 1965, il fut de 1963 à 1967, directeur des assurances au ministère des Finances. Grand organisateur des Républicains indépendants et de la montée en puissance de Valéry Giscard d'Estaing, il sera député RI de 1967 à 1973, ainsi que secrétaire général, et à partir de 1975, président de la Confédération des Républicains Indépendants. Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale (1973-1974), il sera ensuite ministre de l'Intérieur de 1974 à 1977. Affaibli par l'affaire de Broglie, il deviendra ambassadeur, représentant permanent du président de la République (1977-1981) et siégera au Parlement européen de 1979 à 1989. Maire de L'Isle-Adam de 1971 à 1995, il sera sénateur du Val-d'Oise de 1989 (à la suite du décès de Pierre Salvi) à 1995. Homme au franc-parler, partisan d'un rapprochement avec Le Pen, il a été peu à peu marginalisé au sein de la droite parlementaire, en particulier au sein du Parti républicain, sa carrière suivant, sur un mode mineur, celle de Valéry Giscard d'Estaing.

PONNAU Dominique. Conservateur général du patrimoine, né le 24 juin 1937 à Vannes (Morbihan). Agrégé de lettres, ancien de l'École normale supérieure, cet élève des jésuites (il a présidé le Centre européen d'art sacré) a été directeur du Centre de civilisation française de Varsovie (1964-1965), conseiller technique du ministre des Affaires culturelles (1970-1972), chef de l'inspection générale des musées (1972-1977), directeur des études (1988-1981) puis, jusqu'en 2002, directeur de l'École du Louvre.

PORTZAMPARC Christian (URVOY DE). Architecte, né le 9 mai 1944 à Casablanca (Maroc). Diplômé de l'École des Beaux-Arts de Paris, où ce fils de militaire catholique militait alors dans les rangs maoïstes (Comité Vietnam de base, Parti communiste marxiste-léniniste), il est devenu architecte en 1971, bien qu'ayant été « l'un des contestataires les plus violents de l'enseignement de l'architecture en 1968 » (*L'Européen*, 22 avril 1998). Devenu au fil des années l'un des plus célèbres architectes français, titulaire de nombreuses décorations et médailles, il a notamment bâti la Tour de Babel de Marne-la Vallée, l'école de danse de l'Opéra de Paris à Nanterre, le conservatoire de musique du VIIe arrondissement de Paris, la Cité de la musique de La Villette, le Café Beaubourg, la ZAC Massena, etc. En 1994, il a reçu le prix Pritzkler, équi-

valent du Nobel en architecture. En 1997, il a signé la pétition des architectes refusant de travailler avec des collectivités locales Front national et a soutenu Lionel Jospin lors de l'élection présidentielle de 2002.

POTIER Benoît. Président de société, né le 3 septembre 1957 à Mulhouse (Haut-Rhin). Fils de Jean-Louis Potier, directeur de banque, et de Denise Mosmann, il est issu d'une famille de six enfants. Ingénieur de l'École centrale des arts et manufactures, il a effectué l'intégralité de sa carrière à Air liquide (où il avait déjà effectué un stage durant ses études), où il débuta comme ingénieur en recherche et développement (1981) pour devenir PDG du groupe en 2006, succédant alors à Alain Joly qui l'avait toujours soutenu. Il est égalment président du comité d'audit depuis 2005 de Danone (ainsi qu'administrateur de Michelin depuis 2006). *Challenges* l'a classé meilleur patron français en 2005. *Le Nouvel observateur* (20 avril 2006) indique que ce membre de la commission trilatérale bénéficie d'un « parachute doré » : en cas de départ, il toucherait trois ans de salaire, soit 6 millions d'euros.

POTOCKI André. Magistrat, né le 21 juin 1950 à Lyon (Rhône). Licencié en droit, il est, en 1976, auditeur de justice, puis en 1978 juge au tribunal d'instance de Ribérac, puis de Confolens, et en 1979 de Paris. Secrétaire administratif adjoint de la première présidence de la Cour d'appel de Paris, il est promu, en 1981, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, puis devient en 1982, vice-président au TGI de Senlis. Secrétaire général de la présidence du TGI de Paris (président Pierre Drai), il sera fin 1985, secrétaire général de la première présidence de la Cour d'appel de Paris, toujours avec Pierre Drai, qu'il suit en 1988 comme secrétaire général de la première présidence de la Cour de cassation, puis en 1990 comme vice-président au TGI de Paris, chargé de mission auprès du premier président de la cour de Cassation. Il devient, en 1991, chef du service des affaires européennes et internationales à la Justice, et en 1993, secrétaire général de l'Association pour le renouveau et les échanges juridiques avec l'Europe centrale et orientale. En 2002, il est en position de détachement auprès du ministère des Affaires étrangères afin d'exercer les fonctions de juge au tribunal de première instance des Communautés européennes.

POUDEVIGNE Jean. Juriste, né le 3 avril 1922 en Avignon (Vaucluse). Docteur en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques, il fut en 1948-1949 secrétaire de rédaction de la revue *L'Économie*, puis de 1950 à 1958, chargé des relations publiques de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole. Député du Gard de 1958 à 1973, il sera vice-président du groupe PDM (centriste) de l'Assemblée nationale. En 1969, il prend position en faveur de Georges Pompidou, puis, une fois celui-ci président, participe à la fondation du Centre Démocratie et Progrès, en devenant le premier secrétaire général. Battu en 1973, il sera vice-président délégué de *Radio Monte-Carlo* de 1973 à 1979. Directeur général délégué du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (1980-1987), il sera également PDG de *Sud Radio* (1987-1990) avant de prendre la présidence de Communication santé, filiale du groupe pharmaceutique Fabre. Maire de Domazan de 1959 à 1989 et conseiller général du canton d'Aramon de 1964 à 2001, il se présente sans succès aux législatives de 1986 et 1988, ainsi qu'aux sénatoriales de 1989.

POUDONSON Roger. Publicitaire, né le 14 décembre 1922 à Arras (Pas-de-Calais), décédé le 27 décembre 2000. Ce publiciste s'est rapidement tourné vers la politique. Secrétaire général de la fédération MRP du Pas-de-Calais, il sera conseiller général de sa ville natale (1961-1967), maire de Duisans à partir de 1965 et sénateur UCDP de 1965 à 1992, ainsi que secrétaire d'État à la Fonction publique de Jacques Chirac de juin à octobre 1974.

POUILLIEUTE Antoine. Membre du Conseil d'État, né le 20 décembre 1951 à Abbeville (Somme). Cet énarque très politique, spécialiste de droit public et inspecteur des impôts, entre en 1981 comme auditeur au Conseil d'État, où il devient rapporteur près la commission spéciale de cassation des pensions, puis près la section permanente du conseil supérieur de l'aide sociale. De l'automne 1983 à 1986, il est conseiller juridique du directeur général des collectivités locales, ainsi que trésorier puis secrétaire général de l'Association des membres et anciens du Conseil d'État. Directeur adjoint du cabinet d'Édouard Balladur, ministre de l'Économie et des Finances, durant toute la première cohabitation, il suit l'élaboration des lois sur la privatisation et leur réalisation et sera « l'œil de Balladur », chargé de surveiller notamment Alain Juppé. Il sera responsable de l'argumentaire et des réponses aux interviews de la campagne présidentielle de Jacques Chirac. En 1989, il devient vice-président du cabinet d'audit international Mercer-Strategic Planning Associates, puis, en 1993, sera à nouveau, brièvement, directeur adjoint du cabinet d'Édouard Balladur à Matignon avant d'être envoyé en mission comme directeur du cabinet d'André Roussin (Coopération). Il s'y charge de la dévaluation du franc CFA et de ses conséquences. Quand Michel Roussin doit démissionner, il réintègre le Conseil d'État avant de remplacer Philippe Jurgensen en avril 1995 (sous Mitterrand) comme directeur général de la Caisse française de développement, qui est la « banque mondiale française » distribuant des crédits financiers aux pays en voie de développement, en particulier l'Afrique. Il a été, par ailleurs, conseiller municipal RPR de Paris (XVe arrondissement) et conseiller général RPR de Fontenay-sous-Bois (1994-1995). Il espérait devenir maire de cette commune, en succédant à Robert-André Vivien, mais Jacques Chirac s'est toujours méfié de ce balladurien. À la mort de Robert-André Vivien, dont il était le suppléant en mai 1995, il refusa de lui succéder, provoquant une élection partielle, et préféra conserver son poste à la CFD. Il a été ambassadeur au Vietnam de 2001 à 2004, directeur général de l'administration du ministère des Affaires étrangères, puis ambassadeur au Brésil (2006-2009), avant de retourner au Conseil d'État.

POULIT Jean. Préfet, né le 20 août 1937 à Artiguelouve (Pyrénées-Atlantiques). Polytechnicien et ingénieur des ponts et chaussées, il fut ingénieur à Évreux et Rouen (1962-1969), puis responsable de la division exploitation et sécurité routière à la direction des routes (1969-1975). De 1975 à 1978, il est adjoint au directeur des routes, directeur du service exploitation et sécurité routière, puis de 1978 à 1982, directeur de l'Agence pour les économies d'énergie. C'est lui qui conduira de bout en bout le projet du parc Disneyland et de ses abords, comme directeur général de l'Établissement public d'aménagement de Marne-la Vallée (1982-1991) et de l'établissement d'aménagement support du projet Eurodisney de 1988 à 1991. Il sera préfet, directeur régional de l'Équipement d'Ile-de-France de 1991 à 1997, et préside de 1990 à 1998 la puissante Association des ingénieurs des ponts et chaussées. Il est depuis 2003 gérant de Jean Poulit Conseil, directeur du développement de Maporama international, vice-président de l'Association française pour l'information géographique et président, depuis 2005, de l'Association française de l'éclairage.

POUPARD Paul. Cardinal, né le 30 août 1930 à Bouzillé (Maine-et-Loire). Ce docteur en théologie a été ordonné prêtre en 1954. Enseignant dès l'année suivante, il sera aumônier d'étudiants en 1957, attaché au CNRS en 1958, puis rejoindra la secrétairerie d'État (1959-1971) et l'Institut St Dominique (1963-1971) à Rome. Prélat d'honneur de Paul VI de 1971 à 1978, il fut de 1971 à 1981, recteur de l'Institut catholique de Paris. Évêque auxiliaire du diocèse de Paris en 1979-1980, il devient en 1980, président du secrétariat pour les non-croyants, puis en 1982 président du conseil pontifical de la culture depuis 1982. Créé cardinal en mai 1985, il a présidé le Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux (2006-2007).

POUZILHAC Alain DUPLESSIS DE. Publicitaire, né le 11 juin 1945 à Sète (Hérault). Simple bachelier, il entre en 1969 comme assistant chez Publicis, puis passe chez Doyle Dane Bernbach comme chef de pub, et fait la connaissance de Bernard Brochand, qu'il rejoint en 1975 chez Havas Conseil comme directeur de clientèle. En 1982, il en devient le PDG, succédant à Pierre Dauzier. Au fil des ans, sa société devient en 1985 Havas Conseil Marsteller (deuxième agence française et la plus institutionnelle des agences), puis en 1987 HDM, suite à l'association avec le japonais Dentsu. Il continue à en être président. En 1988, il devient co-directeur général d'Eurocom, puis en 1989, président avec la

bénédiction de Dauzier et Rousselet. Il lance cette même année Médiapolis, centrale d'achat avec ses partenaires d'Amérique et du Japon, et s'associe aux frères Gross de Carat (achat d'espace) et entre avec eux dans la holding financière WCRS, prenant le contrôle du réseau publicitaire britannique WCRS. Eurocom devenu en 1991 Euro-RSCG, puis en 1993 Euro-RSCG-Worldwide, il en reste le PDG. Proche d'Édouard Balladur (pour *Médias*, 7 mai 1987, il est « le pote de Balladur »), il a fait de son agence la première du marché en 1988 et la première agence européenne en 1991. En 1996, il devient président directeur général d'Havas Advertising, rebaptisé Havas en 2002. Mais il est poussé vers la sortie par le nouvel actionnaire, Vincent Bolloré. Alain de Pouzilhac donne sa démission en 2005. En février 2008, le président de la République, Nicolas Sarközy, le charge officiellement de constituer une société holding qui doit regrouper les participations de l'État dans l'audiovisuel extérieur français et baptisée *France Monde*.

PRADA Jean. Membre de la Cour des comptes, né le 29 novembre 1925 à Bordeaux (Gironde), décédé le 24 décembre 2002. Diplômé de l'IEP et de droit public, cet énarque a rejoint en 1951 la Cour des comptes. Adjoint au directeur des carburants de 1957 à 1962, administrateur directeur général de la Société nationale de recherche et d'exploitation des pétroles en Algérie de 1962 à 1966, il est ensuite directeur général (1966-1970), puis PDG (1970-1973) de l'Union générale de distribution des produits pétroliers (Elf distribution), ainsi que directeur général adjoint d'Elf-Union (1967-1973). Il est ensuite, de l'automne 1973 à l'automne 1982, président du directoire de l'Entreprise minière et chimique. De retour à la Cour des comptes, il préside de 1983 à 1991 la Commission pour la simplification des formalités, ainsi que la puissante Association des magistrats de la Cour des comptes de 1985 à 1987 (président la 7e chambre de la Cour de 1987 à 1991). Vice-président de l'Institut français des sciences administratives depuis 1993, il préside depuis 1996 le comité de sélection pour le recrutement d'inspecteurs des Finances au tour extérieur. Considéré comme « l'œil du gouvernement » (*Le Nouvel observateur*), il avait été chargé par Pierre Mauroy, en 1983, d'étudier à titre d'expert le dossier des suppressions d'emploi (plus de 7 000 personnes) chez Peugeot.

PRADA Michel. Inspecteur des Finances, né le 2 avril 1940 à Bordeaux (Gironde). Il est issu d'une famille de conseillers d'État et de préfets (son grand-père fut préfet de Gironde). Frère du précédent et fils d'un expert judiciaire bordelais, cet énarque a choisi l'inspection des Finances, où il est chargé de mission de 1968 à 1970. Ce futur « grand commis de l'État » entre ensuite comme chargé de mission à la direction de la comptabilité publique (qui contrôle l'intégralité des dépenses gouvernementales), dont il devient, en 1974, sous-directeur des études et de la coordination, puis chef de service, adjoint au directeur, puis accède au poste très recherché de directeur au printemps 1978 (jusqu'en 1985). Parallèlement, il est chargé de l'intérim de la sous-direction de l'administration des personnels des services extérieurs du Trésor en 1977 et 1978. De décembre 1985 à février 1988, il occupe le poste prestigieux de directeur du Budget avant d'être nommé en mai 1988 président du directoire du Crédit d'équipement des PME. Membre du Conseil économique et social et du Conseil national du crédit, il est en mars 1994 vice-président du Groupement des institutions financières spécialisées (institution financière issue de plusieurs établissements spécialisés). Cet outsider succède à Jean Saint-Geours à la présidence de la Commission des opérations de bourse à la fin de 1995. Responsable d'une mission, diligentée en 1989 par Michel Rocard, d'apaisement de l'agitation sociale en Corse, ce mélomane averti sera président de l'Orchestre de Paris (1989-2001). De 2003 à 2008, il préside l'Autorité des marchés financiers (remplacé par Jean-Pierre Jouyet, membre du Siècle).

PRAT Jean-François. Avocat, né le 10 octobre 1941 à Caen (Calvados). Il a passé son enfance à Monaco. Docteur en droit et Academic post graduate in Law du London King's College, il a débuté en 1966 comme fiscaliste stagiaire au cabinet Jeantet, avant de passer chez Publicis. En 1968, il rejoint le cabinet Bredin-Badinter (tous les deux sont d'éminentes personnalités de la gauche-caviar

et pénalistes renommés), dont il sera associé à 28 ans. Il y développe l'activité du droit des affaires, qui va devenir la plus juteuse du marché. En 1981, il s'oriente vers le droit boursier et des fusions acquisitions. En 1989, il participe à la prise de contrôle de Bernard Arnault dans Louis Vuitton contre son fondateur, Henry Racamier. En 1990, trois importants avocats américains (Richard Schepard, Elena Baxter et Maria Ruegg, tous venus de Coudert Frères qui avait conseillé Kingfisher pour la reprise de Darty) rejoignent ce qui est devenu le cabinet Bredin-Prat. Le cabinet compte quinze associés, dont Didier Martin, ancien de Gide Loyrette & Nouel, donné comme son dauphin, et dix-huit collaborateurs. *Le Nouvel économiste* du 15 janvier 1993 indique qu'il peut « s'enorgueillir d'avoir participé à la plupart des grandes affaires de la décennie ». Il sera également l'avocat des deux principales autorités de tutelle: la Commission des opérations de bourse et le Conseil des bourses de valeur. À partir de 1997, cet « avocat-vedette de la place parisienne » (*Enjeux*, février 2000) devient le conseil de Jean-Marie Messier, notamment lors de l'acquisition d'Havas par Vivendi. En 1999, il intervient pour le compte de Vincent Bolloré contre Bouygues, défend Elf contre Total, la BNP contre la Société générale, etc. Il défendra aussi Pierre Méhaignerie dans le dossier du financement occulte, via la Suisse, du CDS, et nombre de dirigeants inculpés dans des affaires d'initiés et autres (Société générale notamment ou Didier Pineau-Valencienne). La même année, celui qui est devenu l'avocat méconnu du Tout-Paris des affaires ouvre un bureau à Bruxelles. À noter que bien qu'extrêmement influent, cet « égal, selon Alain Minc, des grands associés gérants de Lazard ou de Rothschild pour sa connaissance des dirigeants » (*Enjeux*) a toujours voulu et réussi pratiquement à demeurer dans l'ombre, n'apparaissant pratiquement jamais dans les médias, évitant les entretiens et ne figurant ni au *Who's Who* ni au *Bottin mondain*. « Prat a résolu le problème: il reste bouche cousue. C'est que son terrain d'action baigne dans une consanguinité qui incite à la prudence: l'adversaire d'hier peut devenir le client de demain et deux sociétés adverses peuvent, un jour ou l'autre, s'enlacer pour une fusion acquisition que l'avocat aura peut-être la charge d'orchestrer (...) Ses relations privilégiées avec la banque Lazard lui apportent directement, ou indirectement, d'énormes dossiers » (*Le Nouvel économiste*, 24 mars 1995). Il appartient au conseil d'administration de la très chic Société des amis du Quai Branly (le Musée des arts premiers voulu par Jacques Chirac), où il retrouve Dominique de Villepin, Vincent Bolloré ou Marc Ladreit de Lacharrière.

PRATE Alain. Inspecteur des Finances, né le 5 juin 1928 à Lille (Nord), décédé le 11 septembre 1997. Diplômé de droit et de Sciences-Po, cet énarque (1953) a effectué la première partie de sa carrière à Bruxelles auprès des Communautés européennes (Euratom, Commission européenne, etc.) avant de devenir conseiller technique pour les questions économiques et financières aux côtés du général De Gaulle (1967-1969). Directeur général des douanes de 1971 à 1975, il dirige le Crédit national (1975-1979) avant d'être promu sous-gouverneur puis premier sous-gouverneur de la Banque de France (1979-1984). Il sera ensuite vice-président de la Banque européenne d'investissement.

PRESTAT Alain. Président de société, né le 1er août 1951 à Paris. Polytechnicien et diplômé de l'École supérieure des télécommunications, il sera, en 1976, responsable de la programmation du réseau national à la puissante Direction générale des télécommunications, puis, de 1978 à 1982, chef du bureau des affaires internationales et commerciales au service des matières premières au ministère de l'Industrie. Il retrouve ensuite la Direction générale du travail comme chef du département téléinformatique et nouveaux services de 1982 à 1984. De 1984 à 1986, il est chargé de mission, puis conseiller technique à Matignon (Pierre Mauroy puis Laurent Fabius) en charge des questions industrielles et technologiques. Il entre en 1986 au groupe Thomson comme directeur du plan à Thomson-Composants, puis sera directeur attaché à la présidence du groupe et senior vice-président de Thomson Consumer Electronics en 1988. Ce rocardien est alors appelé à Matignon comme conseiller industriel, puis devient directeur adjoint du cabinet du Premier ministre. Il reste jusqu'en juillet 1991 avec Édith Cresson afin d'assurer les affaires courantes, puis, en fort mauvais termes avec son gourou Abel Farnoux,

regagne Thomson où il remplace Bernard Isautier, au début de 1992, comme président de Thomson Consumer Electronics, société alors déficitaire et très endettée. En trois ans, il en fait une affaire florissante (38 milliards de F de chiffre d'affaires en 1994). Il cherche alors à lancer la télévision numérique, et réalise une spectaculaire percée aux États-Unis. Il est PDG d'Applus SA (depuis 1997) et de Prescott SA (depuis 1999).

PREVOST Bernard. Préfet, né le 15 mars 1953 à Lille. Ce Saint-Cyrien (1963-1965) débute comme lieutenant au 2e régiment étranger de parachutistes en 1969, capitaine en 1972 (jusqu'en 1975) et chef de bataillon en 1977. Aide de camp du ministre de la Défense Yvon Bourges de 1975 à 1978, il quitte l'armée, surprenant son entourage, pour le corps préfectoral, exerçant d'abord comme sous-préfet dans divers départements et comme secrétaire général de diverses préfectures. Secrétaire général de la préfecture de Seine-Saint-Denis (1986) puis sous-préfet du Pas-de-Calais en 1989, cet ancien légionnaire est enfin promu, en 1992, préfet de la Nièvre, l'un des départements fétiches de François Mitterrand. Directeur de l'administration pénitentiaire (1993-1995), il prend la direction de la gendarmerie nationale (100 000 hommes) en 1995, remplaçant Patrice Maynial. Préfet des Yvelines (2000-2003) puis de Poitou-Charentes (2003-2006), il a été ambassadeur en République démocratique du Congo (2006-2008).

PREVOT Hubert. Haut fonctionnaire, né le 28 octobre 1928 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ancien de l'IEP et de l'Ena, ce spécialiste d'économie a été durant des lustres « une des (principales) têtes pensantes de la deuxième gauche », dont il appartenait au noyau dur. Il mena conjointement une carrière administrative, une carrière politique et une carrière syndicale. Très proche ami de Michel Rocard (ils se sont connus au service militaire, puis retrouvés à l'Ena de 1956 à 1958), avec qui il cosigna divers ouvrages sous le pseudonyme de Jacques Malterre, ce sympathisant des thèses FLN fut, en 1959, chargé de mission au cabinet du délégué général en Algérie, puis rejoignit le ministère des Finances : direction du personnel, 1960, Trésor (1962), prévision, où il est chef du bureau de la coordination, de 1965 à 1969, chef de la division des opérations financières de 1971 à 1975. Membre du PSU, il appartiendra à son bureau national de 1967 à 1971 avant de rejoindre le PS en 1974. Secrétaire confédéral de la CFDT de 1975 à 1981, en charge des affaires économiques, il fut en même temps expert, en 1977, et membre, en 1979, du Conseil économique et social comme vice-président de la section des finances. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981, il fut appelé par Michel Rocard, nouveau ministre du Plan, comme chargé de mission à son cabinet avant d'être propulsé commissaire général du Plan, ainsi que président du Centre d'études prospectives d'économie et de mathématiques appliquées à la planification, poste qu'il occupera jusqu'en mai 1984. Il est alors nommé conseiller maître à la Cour des comptes au tour extérieur, membre du conseil général de la Banque de France (1984) et président de la Commission des marchés de la RATP (1985). Chargé d'un rapport sur l'avenir des PTT en 1988, il est à nouveau propulsé par le Premier ministre, Michel Rocard, secrétaire général du Haut conseil à l'intégration en décembre 1990, président du Fonds d'action sociale des travailleurs immigrés (1,7 milliard de F de budget annuel), ainsi qu'en mai 1992 président de la commission nationale pour le logement des immigrés, devenant le véritable « M. Immigration » des gouvernements socialistes (il disposait alors de pouvoirs plus étendus qu'un secrétaire d'État). Il est président de l'association Primo Levi et du Comité contre l'esclavage moderne.

PRIGENT Michel. Président de société, né le 29 septembre 1950 à Paris XVIIe, décédé le 19 mai 2011 à Paris. Agrégé de lettres classiques et docteur ès lettres, ce normalien a effectué toute sa carrière aux Presses universitaires de France, dont il est le PDG depuis 1994. Membre de la droite libérale, il a par ailleurs fondé et animé, de 1977 à 1990, les Cercles universitaires, qui tenteront de rassembler des enseignants du supérieur pour faire contrepoids aux intellectuels de gauche.

PRINGUET Pierre. Ingénieur des Mines, né le 31 janvier 1950 à Paris IXe. Fils de deux médecins, Robert Pringuet et Gisèle Chemla, il a épousé Marie-Catherine Lumbroso. Après les lycées Carnot et Louis-le-Grand, cet X-Mines a été chargé de mission auprès du préfet de la région Lorraine. Conseiller technique de Michel Rocard, ministre socialiste du Plan et de l'Aménagement du territoire (1981-1983) et à l'Agriculture (1983-1985). Directeur de l'agroalimentaire à ce ministère, de 1985 à 1987, il choisit alors le privé, rejoignant le groupe Pernod-Ricard comme directeur du développement. Il en est directeur général depuis 2000, ainsi que président du Comité Sully depuis 1990.

PROGLIO Henri. Président de société, né le 29 juin 1949 à Antibes (Alpes-Maritimes). Tout comme son frère, ce fils de modestes commerçants a milité, dans sa jeunesse, au sein de la branche la plus radicale des militants nationalistes. Ce diplômé de HEC (1976) a rejoint la Compagnie générale des eaux en 1972. Il en devient président en 1990. Vice-président de Vivendi Universal et président de Vivendi Water en 1999, il réussit à tirer son épingle du jeu lors de la déconfiture de son PDG, Jean-Marie Messier. Il devient PDG de Veolia Environnement en 2003. Ce membre de la Commission trilatérale est également président du conseil du groupe HEC et administrateur de multiples sociétés (Elior, Lagardère, Caisses d'Épargne, etc.) et de nombreuses filiales du groupe. Il a figuré parmi les invités à la fameuse soirée du *Fouquet's* le soir de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République en 2007. Son frère jumeau, René Proglio, est managing director de Morgan Stanley France.

PROT Beaudouin. Inspecteur des Finances, né le 24 mai 1951 à Paris XVIIe. Sorti d'HEC en 1972 et de l'Ena en 1976, cet inspecteur des Finances (également ancien chef de section commando) a rédigé en 1979 avec René Lenoir un important rapport sur l'information économique et sociale des Français qui fut à l'origine de la création de l'OFCE et l'IPECODE, deux instituts de prévisions. Adjoint en 1980 aux directeurs généraux de l'Énergie (François de Wissocq, Jean Syrota) à l'Industrie, il rejoint en 1983 la BNP où il jouera un rôle majeur. Il deviendra en effet « le stratège de la BNP » (*La Tribune Desfossés*, 8 mars 1991), successivement directeur adjoint à la division internationale, directeur adjoint en 1984, directeur du réseau européen l'année suivante, directeur central des réseaux métropolitains (2 000 agences) en 1987 (engageant une politique commerciale plus dynamique). En 1992, il est promu directeur général adjoint de la BNP, après avoir pris la présidence du GIE Carte bleue en 1991. Il devient administrateur et directeur général de la BNP en 2000.

PROUTEAU Jean-Pierre. Président de société, né le 28 octobre 1930 à Paris, décédé en 1998. Ce franc-maçon de haut rang a été successivement officier de la marine nationale (1955), contrôleur de gestion de la Compagnie de TSF CSF, secrétaire général du Centre français de la recherche opérationnelle (1960-1964), directeur d'une filiale du Crédit Agricole de 1967 à 1974 (la Société d'informatique de conseil et de recherche opérationnelle), avant d'assurer de 1976 à 1978 la direction générale de la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du Crédit Agricole. Président des Jeunesses radicales (1955-1958), président de l'Union démocratique des anciens d'Algérie (mendésiste et pro-indépendantiste), où il côtoiera Jean-Jacques Servan-Schreiber, il devait attirer l'attention du président de la République Valéry Giscard d'Estaing, qui souhaitait dans le même temps se concilier la maçonnerie et l'utiliser pour faire « l'ouverture à gauche ». Il avait en effet été vice-président du CLIPSAS (Union maçonnique internationale) de 1971 à 1978, Grand Maître du Grand Orient de France de 1973 à 1975 (plus jeune Grand Maître), avant d'animer avec Pierre Simon, Grand Maître de la Grande Loge de France, les Amitiés radicales (regroupement de francs-maçons). En 1977, il rallie les Groupes initiatives et responsabilités et se retrouve l'année suivante secrétaire d'État chargé de la Petite et moyenne industrie (jusqu'en 1981). « Du mendésisme au giscardisme en passant par l'apolitisme » résumera *Le Monde* (8 avril 1978) à sa nomination. Premier vice-président du Parti radical, il lança en mars 1981 le Mouvement de la gauche radicale. Après l'arrivée de la gauche, il deviendra président d'Optorg (1982-1988), puis sera PDG d'Havas-Afrique (1988 à 1990) et conseiller à la présidence du groupe Bolloré.

Administrateur de nombreuses sociétés, en particulier en Afrique (où les réseaux maçonniques sont très influents), il a présidé à partir de 1987 le comité Afrique et pays ACP du CNPF, ainsi que le Conseil des investisseurs français en Afrique, puis à partir de la fin de 1991 le Bureau international du forum francophone des affaires.

PUECHAL Jacques. Ingénieur, né le 24 janvier 1936 à Paris. Cet X-Mines a fait carrière dans le pétrole comme directeur à Elf-Aquitaine (1966), membre du directoire de la Compagnie de pétrochimie (1971), directeur général d'Atochimie et Chloe chimie (1981), PDG d'Atochem (depuis 1983), directeur général de la branche chimie d'Elf-Aquitaine à partir de 1988.

PUHL Claude. Directeur de journal, né le 16 septembre 1930 à Metz (Moselle). Il a épousé Marguerite Demange, fille du fondateur du *Républicain Lorrain*, quotidien où il a effectué toute sa carrière. Diplômé d'un IEP, il entre en 1954 au *Républicain Lorrain*, dont il sera éditorialiste (1958), rédacteur en chef (1962), directeur général (1977), PDG (1999). Maire de Pouilly de 1965 à 1977, il a occupé de très nombreuses fonctions dans divers organismes de presse: trésorier du Groupement des grands régionaux (1965-1971), secrétaire général du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (1974-1978 et 1978-1982), président du SNPQR (1984). Quand le SQR et le SNPQR fusionnent en 1986, formant le SPQR, il prend la présidence pour deux ans. Il fut aussi président de la Fédération nationale de la presse française (1987-1993) et préside toujours l'Arsenal de Metz, un vaste centre socio-culturel.

PUJADAS David. Journaliste, né le 2 décembre 1964 à Barcelone (Espagne). Il est le fils d'un interprète et traducteur catalan, Rosendo Pujadas, qui émigra à Ferney-Voltaire, près de la frontière suisse, et d'une mère française, interprète. Licencié en sciences économiques (Aix-en-Provence) et diplômé de Sciences-Po Paris (participant à la radio libre de Montmartre), il entre au Centre de formation des journalistes en 1986, après un stage à *Nice-Matin*. En 1988, il sera vainqueur de la bourse Darcy et débute ainsi à *TF1* comme reporter au magazine *Le Droit de savoir*. Il quittera la chaîne en très mauvais termes après avoir conduit une importante enquête sur Bernard Tapie, son travail passant de 26 minutes à 1 minute 30. Il intègre donc, dès sa création, en 1994, la rédaction de *LCI*, puis en septembre 2001, où il animera rapidement *Le Grand Journal de 18 à 19 heures*. En 2001, il passe sur *France 2* comme présentateur du *Journal de 20 heures*, en remplacement de Claude Sérillon, apparaissant rapidement comme le « fac-similé de Patrick Poivre d'Arvor » même s'il est son concurrent direct. Il sera suspendu quelques semaines du *20 heures* après avoir faussement annoncé, le 5 février 2004, le retrait de la vie politique d'Alain Juppé, après sa condamnation dans l'affaire des emplois fictifs de la Ville de Paris. Il a cosigné *La Tentation du Jihad* en 1995.

PUYBASSET Michèle (née PERETTI épouse). Conseiller d'État, née le 25 août 1933 à Ajaccio (Corse). Diplômée de l'IEP, cette énarque a choisi le Conseil d'État en 1960. Elle sera notamment, de 1963 à 1966, secrétaire général adjoint du conseil supérieur de la Sécurité Sociale, de 1966 à 1976 conseiller juridique au ministère de l'Éducation nationale, puis de 1977 à 1979 secrétaire général du Fonds d'intervention culturelle. Secrétaire général du Conseil d'État de 1979 à 1983, elle a assuré durant dix ans, de 1983 à 1993, la direction du Secrétariat général du gouvernement. Nommée conseiller d'État en 1985, elle est présidente de la Commission d'accès aux documents administratifs de 1999 à 2005 et de l'Office national de diffusion artistique (Onda) depuis 1999.

PUYFONTAINE Arnaud (ROY DE). Président de société, né le 26 avril 1964 à Paris VIII[e]. Ancien de Fénelon-Saint-Marie et du lycée Condorcet, cet ancien de l'ESCP, de l'Institut Multimédias et de l'Harvard Business School, totalement bilingue français-anglais, a débuté sa carrière chez Arthur Andersen comme assistant, avant d'opérer en Indonésie pour Rhône-Poulenc Santé. Dès 1990, il s'oriente vers les médias, comme éditeur du *Figaro*, en devenant directeur délégué deux ans plus tard. Il passe ensuite chez la filiale française du groupe Emap (*Télé poche, Télé star, Modes & Travaux, Pleine Vie, Auto plus*, etc.) comme directeur délégué en 1995, en étant directeur général de 1998 à 1999, puis PDG. Par la suite, il sera PDG (2006-2007) d'Emap France, devenu Mondadori France. C'est lui qui négociera, en 2003, le rachat du groupe Excelsior (*Biba, Science & Vie, Vital, L'Auto Journal, 20 ans*, etc.), Emap devenant alors le deuxième éditeur français. *Senior advisor* du groupe Mondarori (2007-2009), il est, depuis 2009, *executive officer* de la National Magazine Company à Londres. Il appartient au groupe mondialiste Aspen France et à l'association 30.com fondée par Jean-Marie Messier.

PUYMARTIN Jacques. Banquier, né le 17 août 1930 à Limoges (Haute-Vienne). Licencié en droit, diplômé de l'IEP, il a été, de 1958 à 1961, attaché à la direction générale puis fondé de pouvoir de la Banque de l'Indochine. Entré en 1963 à la Société alsacienne de développement et d'expansion (Sade), il y sera successivement directeur, directeur général adjoint (1965), administrateur directeur général (1971), puis PDG depuis lors. Il sera directeur général à partir de 1971 de la Société alsacienne de crédit-bail immobilier, à partir de 1977 de l'Association nationale des sociétés de développement, ainsi qu'administrateur de nombreuses sociétés. Il a été PDG des *Dernières nouvelles d'Alsace* de 1983 à 1993, puis PDG de Quillet.

Q-R

QUERMONNE Jean-Louis. Universitaire, né le 3 novembre 1927 à Caen (Calvados). Agrégé de droit, licencié ès lettres, diplômé de l'IEP, il fut, de 1949 à 1954, avocat stagiaire, puis avocat à la cour d'appel de Caen. Professeur agrégé à la faculté de droit d'Alger (1952-1956), puis de droit et de sciences économiques à Grenoble, il dirigea l'Institut d'études politiques de Grenoble de 1958 à 1969 et présida l'université des sciences sociales de Grenoble de 1970 à 1974. Premier vice-président de la conférence des présidents d'université en 1971-1972, il devient en 1974 chargé de mission de Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux Universités, avant de diriger en 1975-1976 les enseignements supérieurs et la recherche. Vice-président de la Fondation nationale des sciences politiques de 1973 à 1986, ainsi que professeur à l'IEP de Paris (1977-1989) et de Grenoble (à partir de 1989), il a présidé, de 1994 à 2000, l'Association française de sciences politiques. Il a été, de 1980 à 1997, directeur d'études et de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.

QUEYRANNE Jean-Jack. Universitaire, né le 2 novembre 1945 à Lyon (Rhône). Entré à la faculté de droit à l'époque de la guerre d'Algérie, il milite à l'Unef, dont il deviendra en 1967 secrétaire général. Licencié en droit et titulaire d'un DES de droit public et de sciences politiques, auteur d'une thèse en 1970 sur les maisons de la Culture, licencié en histoire de l'art, cet ancien militant de la Convention des institutions républicaines de François Mitterrand en 1965 a adhéré dès 1967 à la FGDS. Actif en mai 1968, il rejoint le Parti socialiste d'Alain Savary en 1969. Ayant voté pour le Ceres au congrès d'Epinay, en 1971, il devient responsable départemental du Rhône en 1975, puis rallie la majorité du parti en 1976. Il fait à cette occasion sa première campagne municipale à Villeurbanne, pour Charles Hernu, dont il devient le protégé (il en sera l'adjoint au maire). Conseiller général de 1979 à 1990, il devient député (en tant que suppléant de Charles Hernu) en 1981, et sera réélu en 1986 et 1988 avant d'être battu en 1993. Il sera également conseiller régional de Rhône-Alpes de 1978 à 1979, de 1981 à 1986, de 1998 à 2002. Maire de Bron de 1985 à 1997, il a longtemps été le grand spécialiste de l'audiovisuel du PS et l'un de ses meilleurs spécialistes de la culture. Chargé du secteur culturel de la Fédération des élus socialistes et républicains en 1979, il devient en 1981 chargé de mission sur la décentralisation culturelle par le PS, et en 1983, secrétaire national adjoint à la culture, ainsi que membre du comité directeur du parti et rapporteur de la loi sur l'audiovisuel (ainsi que des lois ultérieures sur la presse, notamment en 1988). Élu, en 1984, président du groupe des députés membres de Droits socialistes de l'homme, il devient en 1985 porte-parole du parti, poste qu'il perdra en 1993. Se situant dans la fraction la plus à gauche du PS, ce maître-assistant puis professeur à l'IEP de Lyon a appelé son fils Maximilien en l'honneur de Robespierre. Ayant retrouvé, en 1997, son siège de député, il devient secrétaire d'État à l'Outremer (1997-2000), puis sera ministre des relations avec le Parlement (2000-2002). Réélu en 2002 dans la 7ᵉ circonscription du Rhône, (54,91 %) face à Charles Millon, il devient, en 2004, président du conseil régional Rhône-Alpes. En 2007, il soutiendra Ségolène Royal à l'élection présidentielle et sera réélu député du Rhône avec 52,32 %.

QUILLOT Didier. Président de société, né le 18 mai 1959 à Mas-Grenier (Tarn-et-Garonne). D'origine modeste, cet ingénieur (INSA Lyon) a débuté chez Thomson CSF (1981-1989), avant de rejoindre, via André Rousselet, Tonna Electrique, filiale commune de *Canal* + et de Vivendi. Ce membre du Grand Orient de France (cf. Sophie Coignard) est « fasciné par la télévision, la presse, la publicité et le show-business » (*Le Figaro*, 14 septembre 2006). D'une rare ambition, il intègre France Télécom en 1994 à la demande de Michel Bon, devenant directeur général d'Itinéris en 2000, puis PDG d'Orange France en 2001. En 2006, largement écarté de France Télécom par le nouveau PDG Didier Lombard, il est choisi par Arnaud Lagardère pour prendre la présidence du directoire de Lagardère Active, qui regroupe les activités presse, audiovisuelles et internet du groupe. Il préside également, depuis 2009, l'Electronic Business Group, qui regroupe le gratin des dirigeants des 550 principaux groupes de la profession.

RACINE Bruno. Membre de la Cour des comptes, né le 17 décembre 1951 à Paris XIVᵉ. Frère du suivant, également énarque, il est le fils de l'ancien directeur de l'Ena Pierre Racine. Ancien de Normale supérieure, cet agrégé de lettres, également diplômé de l'IEP, a rejoint à sa sortie de l'Ena, en 1979, la Cour des comptes. De 1983 à 1986, il est détaché à la direction des affaires politiques du Quai d'Orsay, puis sera chargé de mission au cabinet de Jacques Chirac à Matignon en 1987-1988. Après l'échec de ce dernier aux élections présidentielles, il assurera jusqu'en avril 1993 la direction des affaires culturelles de la Ville de Paris. Il est alors nommé chargé de mission auprès d'Alain Juppé, au Quai d'Orsay, tout en devenant en septembre 1993 directeur du Centre d'analyse et de prévision du Quai. En 2002, il préside le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, chargé de mission auprès du Premier ministre (1995-1997) et directeur de l'Académie de France à Rome (1997-2002). Il est aussi écrivain, prix du premier roman en 1982 et prix des Deux-Magots en 1991. En avril 2007, il succède à Jean-Noël Jeanneney à la tête de la Bibliothèque nationale de France (BNF).

RACINE Pierre-François. Membre du Conseil d'État, né le 3 février 1946 à Paris XIVᵉ. Ce normalien (comme son frère), sorti major de sa promotion de l'Ena en 1974, a rejoint comme auditeur le Conseil d'État. De 1974 à 1976, il sera rapporteur adjoint du comité d'études pour la réforme de l'entreprise, puis prend en charge les études juridiques et fiscales à la délégation générale de la recherche scientifique et technique, en même temps qu'il devient chargé de mission auprès du président du Centre Pompidou, Jean Millier. Directeur général des Éditions Arthaud de 1978 à mai 1981, il réintègre alors le Conseil d'État. En novembre 1986, il devient directeur général de la Commission nationale de la communication et des libertés avant d'être le premier président du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Après un nouveau passage au Conseil d'État, ce spécialiste de l'audiovisuel entre à la banque Worms comme directeur (1990) chargé des participations dans l'audiovisuel, étant pour cette raison, de 1990 à 1993, PDG de la Société d'études pour la télévision, de *Télé-Europe* de 1991 à 1993, et de l'Union pour le financement du cinéma et de l'audiovisuel à partir de 1993. En mars 1995, il est nommé rapporteur de la Commission d'études pour la défense et l'enrichissement du patrimoine national et le développement du marché de l'art. Conseiller d'État (1996), il est président de la Cour administrative d'appel de Paris (de 1997 à 2007), puis président de la section des finances du Conseil d'État.

RAFFARIN Jean-Pierre. Cadre commercial, né le 3 août 1948 à Poitiers (Vienne). Ce consultant en communication, est le fils du député et secrétaire d'État mendésiste Jean Raffarin (qui finira sa carrière battu par un certain René Monory. Il est décédé le 17 janvier 1996). Diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris, il commence sa carrière à la direction du marketing des cafés Jacques Vabre (1973-1976). *Le Canard enchaîné* révèle qu'il a été salarié de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) de 1976 à 1981, tout en occupant la fonction de chef de la cellule communication au cabinet de Lionel Stoléru, secrétaire d'État aux Travailleurs manuels puis aux Immigrés. Il est alors recruté comme directeur général de Bernard Krief Communication de 1981 à 1988. Dans la mouvance giscardienne depuis 1977, sa carrière politique locale en fait un conseiller municipal (opposition) de Poitiers de 1977 à 1995, conseiller régional de la région Poitou-Charentes en 1986, puis président du conseil régional de la région Poitou-Charentes (1988-2002), où il succède à Louis Fruchard, son mentor. Député européen de 1989 à 1995, il sera élu questeur dudit Parlement en 1994. Maire adjoint

LE SIÈCLE

de Chasseneuil-du-Poitou (la commune où est implanté le Futuroscope), ce giscardien « pur sucre » a présidé l'intergroupe des élus de l'Atlantique, ayant été à l'origine du lancement de l'Atlantic Group, et signera Le Livre de l'Atlantique (1994). Ministre des Petites et moyennes entreprises, du Commerce et de l'Artisanat dans les deux gouvernements Juppé, de mai 1995 à juin 1997, il fut également, à partir de juillet 1996, ministre des Professions libérales. Élu sénateur PR de la Vienne en septembre 1995, il cède alors son fauteuil à son suppléant, Guy Robert. Il sera réélu sénateur de la Vienne en septembre 1997, étant, à partir d'octobre 1998, vice-président de la commission des Affaires économiques du Sénat. Après avoir présidé l'Association des présidents de conseils régionaux, il préside, de 1998, à 2002 l'Association des régions de France. Il a été l'invité de la fraternelle maçonnique la plus huppée, le Carrefour de l'amitié, le 25 février 1997. Après la défaite de la droite en 1997, il lance le club Giscardisme et modernité, cultivant un positionnement qui fait de lui l'un des rares giscardiens « chiraco-compatibles ». L'alternance politique de 2002 lui est favorable: Jacques Chirac, réélu président de la République, fait de lui son Premier ministre. Il occupera ce poste de mai 2002 à mai 2005, date à laquelle Jacques Chirac cède aux assauts répétés de Dominique de Villepin qu'il finit par nommer à sa place. Jean-Pierre Raffarin regagne alors le Sénat (18 septembre 2005) et brigue ouvertement sa présidence en septembre 2008, en lieu et place de François Poncelet. Il est sévèrement battu par Gérard Larcher. Après que Nicolas Sarközy est devenu président de la République française, l'UMP est profondément modifiée notamment dans sa fonction institutionnelle. Jean-Pierre Raffarin devient alors vice-président du parti et profite de cette fonction pour assurer une certaine « diversité » de façade au sein du courant majoritaire. Il est président du club de réflexion politique Dialogue & Initiative et président du groupe d'amitié France-États-Unis au Sénat.

RAFFRAY Bernard. Préfet, né le 13 août 1937 à Asnières (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'IEP, cet énarque est devenu administrateur civil au ministère de l'Intérieur en 1965. Il sera notamment directeur de cabinet du préfet du Val-d'Oise (1966), chargé de mission de Jacques Chaban-Delmas à Matignon (1971-1972), directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes, directeur adjoint du cabinet de René Haby (Éducation nationale, 1975-1976), avant de diriger le cabinet de Robert Pandraud (RPR), directeur général de la police nationale en 1977-1978. Directeur du cabinet du secrétaire général du Gouvernement Marceau Long de 1978 à 1982, il est alors promu préfet de la Mayenne avant d'assurer la direction du cabinet du socialiste Guy Lengagne (secrétaire d'État à la Mer) en 1983-1984. Préfet de Vendée de septembre 1991 à mars 1992, il est nommé en 1993 trésorier-payeur général du Gers.

RAIMOND Jean-Bernard. Diplomate, né le 6 février 1926 à Paris XIIe. Issu d'une famille socialiste, il a milité au Parti démocratique révolutionnaire de Sartre et Rousset et sera favorable à l'indépendance tant de l'Indochine que de l'Algérie. Ce normalien, agrégé de lettres, a été attaché au CNRS de 1951 à 1953 avant d'intégrer l'Ena. Ayant choisi le Quai d'Orsay, il sera notamment sous-directeur d'Europe centrale (1967), directeur adjoint du cabinet de Maurice Couve de Murville (1967-1968). De juillet 1968 à juin 1969, il retrouve Maurice Couve de Murville à Matignon comme conseiller technique de son cabinet. En 1969, après l'élection présidentielle, il devient chargé de mission, puis en mai 1970 conseiller technique au secrétariat général de la présidence. Normalien et agrégé de lettres comme Georges Pompidou, « c'est à ce dernier qu'il doit sa carrière » (*Le Monde*, 22 mars 1986). Nommé fin 1973 ambassadeur au Maroc, il sera ensuite directeur d'Afrique du nord et du Levant (1977), directeur du cabinet de Louis de Guiringaud au Quai d'Orsay (1978). À la fin de 1979, il accède à la direction générale des relations culturelles au Quai d'Orsay. Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, il obtient en août 1982 l'ambassade de France à Varsovie, puis en 1985 à Moscou. La cohabitation aidant, il est choisi par Jacques Chirac, en mars 1986, comme ministre des Affaires étrangères (François Mitterrand conservant largement l'initiative). « Ministre le plus cohabitationniste » (*Le Monde*, 22 mars 1986), il sera remercié en 1988 par l'ambassade de France près le Saint-Siège. Battu à plusieurs reprises à Aix-en-Provence, à l'occasion de diverses élections (il le sera une nouvelle fois à la mairie d'Aix en 1995), ce soutien d'Édouard Balladur sera finalement député RPR de la 14e circonscription des Bouches-du-Rhône de 1993 à 2002. Il préside depuis fin 1995 la Société française des amis de la Russie.

RALLI Georges. Banquier, né le 23 juillet 1948 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Diplômé de l'Institut commercial de Nancy et de Sciences-Po, ainsi que titulaire d'un DESS de banque et finance, il a débuté avec David Dautresme au Crédit lyonnais. En 1986, ce spécialiste des privatisations est recruté par Antoine Bernheim pour plancher sur celles d'Alcatel-Alsthom et Saint-Gobain. Passé l'année suivante aux fusions acquisitions (British Airways-TAT, Rallye-Casino), il a été coopté, en mars 1993, comme 14e associé-gérant de Lazard Frères.

RAMANANTSOA Bernard. Directeur d'établissement d'enseignement supérieur, né le 26 novembre 1948 à Mulhouse (Haut-Rhin). Il est le fils d'un ophtalmologiste malgache et d'une Française, ainsi que le neveu du général Gabriel Ramanantsoa qui fut président de la République malgache de 1972 à 1975. Titulaire d'un MBA d'HEC, d'un doctorat en sciences de gestion, d'un DEA de sociologie et d'histoire de la philosophie, cet ingénieur aéronautique (major de Supaero) a été maître de conférences à l'École nationale supérieure de l'aéronautique, chef de division marketing grandes lignes à la SNCF (1972-1979). Par la suite, il a été professeur à HEC, consultant chez McKinsey, puis directeur, à partir de 1995, du groupe HEC, qui comprend la plus prestigieuse école de commerce de France. Il appartient au groupe de Bilderberg (réunion de Sitges, Espagne, en 2010). En 2003, il a reçu le prix de la carpette anglaise pour avoir déclaré: « Dire que le français est une langue internationale de communication comme l'anglais prête à sourire aujourd'hui. » Son fils, Marc Ramanantsoa, ancien élève d'HEC et de Sciences Po Paris ainsi que titulaire d'un MBA de l'Andersen Business School (UCLA), a été conseiller technique de Renaud Dutreil aux PME et au Commerce (2005-2006), avant de devenir avocat d'affaires chez Sullivan & Brothers (2006-2007), puis banquier d'affaires chez Lehman Brothers (2007-2008), directeur général délégué de Cacharel (2008-2010), PDG de Fimara depuis 2010.

RAMBAUD Gustave. Ingénieur, né le 24 juin 1921 à Lyon (Rhône). Cet X-Mines (promotion 1943) est entré en 1958 à la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, où il sera directeur du département industriel, puis financier, administrateur directeur général, en 1967, puis, de 1972 à 1982, vice-président, ainsi que de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Il sera également de 1968 à 1984 administrateur directeur général de l'Omnium de participations financières et industrielles. Il est ou a été PDG de la banque Sudameris et de la Société Nord-Est, président de Magnésia et de Sapref, vice-président de Veitscher Magnesiewerke AG, administrateur de la banque Paribas Belgique et Suisse, de Fives-Lille, de Fives-Cail-Babcock, membre du conseil de surveillance de la Compagnie bancaire.

RAMEIX Gérard. Membre de la Cour des comptes, né le 28 janvier 1952 à Paris VIe. Il est fils et frère de médecins. Diplômé de Sciences-Po Paris et titulaire d'un DES de droit public, il est sorti de l'Ena en 1978, rejoignant alors la Cour des comptes puis passant à la direction du Budget en 1982-1984. Conseiller technique de Jacques Chirac à Matignon de 1986 à 1988, il entre, en août 1989, à la Banque Hottinger & Cie, comme directeur des affaires industrielles. Directeur des opérations financières et des investissements (1990-1993) et parallèlement président de Finindex, il devient, en octobre 1993, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (ou CNAM), s'employant à éliminer Force ouvrière de la présidence au profit de la CFDT. En mauvais terme avec son ministre de tutelle Jacques Barrot, ce « techno-boy » rejoint, en mars 1997, le cabinet du Premier ministre, Alain Juppé, comme directeur adjoint en charge des questions économiques (ses tâches essentielles seront de procéder à la privatisation de Thomson et de boucler la fusion Dassault-Aérospatiale). À la suite de la dissolution de l'Assemblée et le retour de la gauche au pou-

voir, ce cavalier émérite obtient en juillet 1997 la direction générale de la Commission des opérations de bourse (dont le président d'alors était Michel Prada, membre du Siècle). Il a cosigné *Syndicats et patrons en Grande-Bretagne* (1980).

RAMOND Philippe. Président de société, né le 11 novembre 1937 à Paris, décédé le 19 septembre 2003. Diplômé de l'IEP et de Stanford, il fut d'abord ingénieur commercial à IBM (1960-1961), puis adjoint du directeur général de l'Ifop (1962-1965), adjoint du chef de publicité de *L'Express* (1965-1966). Cofondateur de *L'Expansion* en 1966, il en sera, en 1967-1968, directeur de la publicité et du marketing, et en 1969-1971 directeur de *L'Expansion* et de *La Lettre de L'Expansion*. En 1972, il rejoint l'équipe fondatrice du *Point*, le nouvel hebdomadaire du groupe Hachette, dont il deviendra en 1976 directeur général et administrateur en 1978 (durant dix ans, il sera le « monsieur mailing » du *Point*). Conseiller à l'agence Havas pour l'étude de la fondation de *Canal* + en 1983, il devient directeur de la chaîne câblée d'André Rousselet en novembre, chargé de la gestion et des questions administratives et commerciales. Mais, à la fin de 1984, il est remercié en raison des problèmes de lancement (décodeurs, prix des abonnements, positionnement) et rejoint Robert Hersant comme directeur général du projet de télévision européenne TVES. Il devient en février 1987 directeur général de *La Cinq*. Lorsque Hachette reprend *La Cinq*, il rejoint la Socpresse (holding du groupe Hersant) comme directeur général adjoint. Après avoir assuré la direction générale du *Quotidien de Paris* durant les six premiers mois de 1994, il est nommé à la fin de l'année président de la société de production Technisonor (filiale de RMC).

RANQUE Denis. Président de société, né le 7 janvier 1952 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Ce fils d'un radiologue a épousé, à vingt ans, Charlotte Gassier, la fille de son professeur de mathématiques de « taupe », avec laquelle ce croyant pratiquant aura cinq enfants. Polytechnicien (entré 4e, avec une dérogation car il est mineur, et sorti 3e) et ingénieur du corps des Mines, il débuta au ministère de l'Industrie, occupant diverses fonctions dans le secteur de l'énergie (il fut notamment chargé de la liquidation du charbon français). Il rejoint le groupe Thomson en 1983, comme chargé de mission puis directeur du plan. En 1986, il devient directeur du département tubes hyperfréquences de la division filialisée en 1988 sous le nom de Thomson Tubes Electroniques. Il en devient directeur général en 1989 puis PDG en 1991. En avril 1992, il devient PDG de Thomson Sintra activités sous-marines. En 1996, il devient directeur général de Thomson Marconi Sonar (TMS), présidant ses entités opérationnelles distinctes (France, Royaume-Uni, Australie). En 1998, ce professionnel (à la différence d'Alain Gomez) très apprécié du personnel succède à Marcel Roulet comme président de Thomson-CSF (devenu Thalès en 2000. Plus de 9 milliards d'euros en 2002 de chiffre d'affaires). Il préside également le conseil d'administration de l'École nationale supérieure des Mines de Paris et a pris, en septembre 2002, la présidence du Cercle de l'industrie, un influent club patronal plutôt orienté à gauche, fondé en 1994 par Raymond Lévy, Maurice Lévy et Dominique Strauss-Kahn. Ce membre de l'Association française des entreprises privées est également membre du Groupe de Bilderberg (2003).

RASTOIN Nathalie. Publiciste, née le 15 décembre 1969 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Elle est issue d'une riche famille de la bourgeoisie marseillaise qui a fait fortune dans le commerce des huiles et a toujours été impliquée dans la politique provençale. Son père, Gilbert Rastoin, ex-SFIO, fut directeur de cabinet du secrétaire d'État gaulliste Gabriel Kaspereit, ainsi que maire UDF de Cassis de 1971 à 1995. En 1986, il figure sur la liste régionale du RPR Maurice Toga. Ancienne d'HEC (mais aussi titulaire d'un DEA de sciences de la communication), cette ancienne épouse d'un architecte urbaniste, Édouard François, a milité au sein d'Urbanisme et démocratie à Paris avant de se rapprocher très vite du PS. Elle conseille Frédérique Bredin pour la conquête de Fécamp, avant de se rapprocher de Ségolène Royal. Elle assurera la conception et la réalisation d'un volet « créatif » de sa campagne présidentielle en 2007, en s'appuyant sur Désirs d'avenir. Professionnellement, cette femme d'une immense discrétion mais à l'influence considérable a eu le pied mis à l'étrier par Jean-

Noël Kapferer, qui l'introduira dans le monde de la publicité. Elle travaillera successivement pour RSCG, Young & Rubicam, Saatchi & Saatchi (responsable du planning stratégique et du développement), BDDP, avant de prendre la direction, en 1997, de l'agence Ogilvy & Mather France.

RAUSCH Jean-Marie. Industriel, né le 24 septembre 1929 à Sarreguemines (Moselle). Fils d'un riche minotier, cet ancien de l'ESCP est administrateur des moulins Rausch et préside à ce titre l'Union minière de la Moselle. En 1971, il devient conseiller général et maire de Metz, d'abord sans étiquette, puis CDS. Après un échec aux législatives de 1973, il est élu sénateur en 1974, siégeant sur les bancs de l'UCDP. À partir de 1982, ce maire qui se pique d'innovations techniques et de télématique, président du groupe Nouveaux Médias, présidera le conseil régional de Lorraine. Partisan de Raymond Barre à la présidentielle de 1988, ce centriste louvoyant opte pour François Mitterrand après la réélection de ce dernier, abandonnant son siège au Sénat pour devenir ministre du Commerce extérieur de Michel Rocard. Malgré une gaffe monumentale qui affaiblit le franc face au mark et son changement de cap politique, il est finalement réélu maire de Metz en 1989. Il ne sera exclu du CDS qu'en 1990, après avoir lancé sa propre formation régionale, l'Union républicaine lorraine. En 1990, il rajoutera brièvement à ses attributions ministérielles le Tourisme, puis Édith Cresson en fera son ministre des PTT en 1991. En 1992, réélu conseiller régional France Unie (14,4 % des voix), il est réélu président du conseil régional de Lorraine face au PR Gérard Longuet, mais démissionne à la suite d'une campagne médiatique l'accusant de s'être fait élire grâce aux voix du Front national. Le gouvernement lui en sera reconnaissant, puisqu'il devient ministre du Commerce et de l'Artisanat de Pierre Bérégovoy. Il est finalement réélu en septembre 1992 sénateur de la Moselle (jusqu'en 2001). Il sera battu, en mars 2008, aux élections municipales par le socialiste Dominique Gros.

RAVAUD René. Ingénieur, né le 11 avril 1920 à Paris, décédé le 1er novembre 1986. Ancien de Polytechnique, de l'École nationale du génie maritime et de l'École nationale supérieure de l'aéronautique, cet ingénieur a débuté en 1942 comme ingénieur du génie maritime. Par la suite, il deviendra directeur des programmes et des affaires industrielles de l'Armement (1965-1970), puis PDG de la Snecma de 1971 à 1982, et président, de 1977 à 1981, du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales.

RAVENEL Raymond. Industriel, né le 5 mai 1926 à Noyen (Sarthe). En 1949, à sa sortie de l'École nationale supérieure des arts et métiers, il entre chez Citroën comme ingénieur et y fera toute sa carrière : directeur de l'usine de Rennes-La-Barre-Thomas, attaché à la direction générale (1966), directeur général (1968), PDG (1970-1974), membre du directoire (1975-1979), directeur général (1979-1988), délégué auprès du président depuis 1988. Il a également été de 1970 à 1988 PDG de la Société commerciale des automobiles Citroën, président de Citroën Belgique et de Citroën Suisse, administrateur de Citroën SA de 1970 à 1976, et de 1986 à 1993, administrateur, puis président, de la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles. Il a également présidé, de 1978 à 1982, la société des ingénieurs de l'automobile. Entré en 1987 au conseil exécutif du CNPF, il a été premier vice-président, en 1987, puis président de l'Organisation internationale des constructeurs automobiles (1989-1993).

RAYNAUD Fabien. Membre du Conseil d'État, né le 12 juillet 1969 à Marseille 8e (Bouches-du-Rhône). Cet ancien de Sciences-Po Paris a rejoint comme auditeur le Conseil d'État (1992) à sa sortie de l'Ena (promotion *Antoine de Saint Exupéry*). Maître des requêtes (1997), il est conseiller à la présidence de la République depuis mai 2007, en charge des affaires européennes.

REMON Didier. Éditeur, né le 2 janvier 1922 à Paris. Ancien d'HEC, il a fondé les revues *Réalités* (1946), *Connaissance des arts* (1952), *Entreprise* (1953), *Connaissance de la campagne* (1968), *Connaissance de la mer* (1969).

REMOND René. Universitaire, né le 30 septembre 1918 à Lons-le-Saunier (Jura), décédé

le 13 avril 2007. Neveu de l'évêque de Nice, ce catholique pratiquant est connu pour ses liens étroits avec l'Église conciliaire actuelle. Normalien, cet agrégé d'histoire et docteur ès lettres, qui s'est fait connaître par un ouvrage sur les trois droites en France, débuta comme maître assistant d'histoire moderne et contemporaine à la faculté de Paris en 1949, puis devint attaché de recherche au CNRS (1953), assistant à la faculté de lettres de Clermont (1955). Directeur d'études et de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques et professeur à l'Institut d'études politiques à partir de 1956, il sera également maître de conférences à la faculté de Nanterre (1964), puis professeur (1965), doyen (1970), président de 1971 à 1976. Membre de nombreux comités, il a notamment appartenu au Comité national de la recherche scientifique de 1967 à 1975 et de 1980 à 1982, au Comité consultatif des universités de 1970 à 1977, fut premier vice-président, en 1974-1975, de la Conférence des présidents d'universités, et a présidé de 1965 à 1975 le Centre catholique des intellectuels français. Il a également appartenu au comité des programmes de télévision (1965-1968), au conseil d'administration de l'*ORTF* (1968-1972), de *Radio-France* (1975-1982) et d'*Antenne 2* (1985-1989). Ce collaborateur de nombreux périodiques catholiques (dont *La Croix*) a apporté à plusieurs reprises son soutien à la politique de François Mitterrand. Président de l'Institut d'histoire du temps présent (sanctuaire des historiens exterminationnistes) de 1979 à 1990, il occupe un poste stratégique dans l'université française comme président, à partir de 1981, de la Fondation nationale des sciences politiques (l'historien iconoclaste israélien Zeev Sternhell le classe, par exemple, comme « le représentant le plus connu de l'historiographie française traditionnelle ») et depuis 1988 du Conseil supérieur des Archives. À ce titre, il s'est fait remarquer, à l'occasion de l'affaire Touvier, pour son étude (menée à la demande de Mgr Decourtray) sur l'implication de l'Église dans l'asile offert à l'ancien milicien.

RENAUD-BASSO Odile (née RENAUD, épouse BASSO). Magistrate à la Cour des Comptes, née le 2 juin 1965 à Saint-Étienne (Loire). Fille d'un ingénieur et d'une enseignante en lettres classiques, cette licenciée en lettre, également diplômée de Science Po Paris, est issue de la promotion *Jean Monnet* (1988-1990) de l'Ena. Son mari, Olivier Basso, est normalien (philosophie) et ancien élève d'HEC. Son grand-père, Bernard Renaud (1890-1981), polytechnicien, fut vice-président du conseil des Ponts et Chaussées. Conseiller maître à la Cour des Comptes de 2007 à 2012, elle a été longtemps détachée à la direction du Trésor avant d'être secrétaire générale du Comité interministériel à la restructuration industrielle (1999-2001). Directrice et secrétaire générale du Comité économique et financier (2005-2010) à la Commission européenne, elle a été chef de cabinet adjointe de son président Herman Van Rompuy (2010-2012), avant de devenir directrice adjointe (n° 3) du cabinet du Premier ministre socialiste Jean-Marc Ayrault. En septembre 2013, elle rejoint la Caisse des dépôts et consignations comme directrice générale adjointe (n° 2) auprès de Jean-Pierre Jouyet (lui-même membre du Siècle). *Slate* l'a classée en 64e position des 100 Françaises les plus influentes.

RENAUDIN André. Président de société, né le 9 décembre 1955 à Vincennes (Val-de-Marne). Fils de Paul Renaudin et de Germaine Haas, tous deux médecins, ce polytechnicien, également diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut d'études actuarielles, a débuté comme commissaire contrôleur à la direction des assurances (1979-1984). Il sera membre du cabinet du socialiste Pierre Bérégovoy, au ministère des Finances (1984-1986), puis conseiller technique de ce dernier, après la cohabitation (1988-1990). Chargé de mission ensuite auprès de la direction générale des AGF (1990), il deviendra directeur de son secteur international (1990-1997), puis délégué général du Groupement des assurances de personnes (1998-2000). Président exécutif de La Mondiale (2005-2007), il en est directeur général depuis lors, délégué général d'AG2R et directeur général de SGAM AG2R. Il appartient également au Cercle interallié et à l'Automobile Club de France.

RENAULT Michel. Ingénieur, né le 23 juin 1937 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Licencié en droit et en sciences économiques, ce centralien (qui préside la puissante Association des centraliens) a effectué toute

sa carrière au Crédit lyonnais où il est entré en 1962. Responsable de l'informatique et du traitement des informations en 1982, il devient directeur central des agences de Paris et région parisienne en 1986, puis responsable de l'ensemble des agences françaises comme directeur général adjoint deux ans plus tard. Il en sera directeur général (1992-1998). Il dirige également, en 1987 Innolion, la filiale de capital-risque du Crédit lyonnais spécialisée dans les investissements dans les industries de pointe, en 1984 Gestilion, le Consortium auxiliaire de participations en 1991, et le Slivan en 1994. Il sera président du Groupement des cartes bancaires de 1998 à 2004 puis président de Michel Renault Consultants.

RENON Gérard. Ingénieur, né le 12 septembre 1940 à Saint-Amand-Montrond (Cher), décédé le 7 septembre 1994 à Paris. Cet X-Mines était un spécialiste des hydrocarbures. Il a débuté en 1965 comme ingénieur au service de la prévision à la direction des carburants dont il devint directeur en 1968. Par la suite, il sera notamment chargé de mission à la direction des industries métallurgiques et minières (1971), chargé de mission auprès du secrétaire général de l'énergie (1973), puis du délégué général à l'énergie (devenant rapidement un des principaux « nucléocrates » français). Directeur à la direction générale de Gaz de France de 1979 à 1981, ce militant socialiste (cofondateur du Ceres) fut choisi par Pierre Bérégovoy (ancien de GDF) dès juin 1981 comme conseiller technique, chargé des problèmes de l'énergie, à la présidence de la République auprès de François Mitterrand (jusqu'en 1982). Propulsé au Commissariat à l'énergie atomique, il en sera administrateur général (numéro un) de 1983 à 1986, et accepta mal d'avoir été remercié au retour de la droite parlementaire. Président du Bureau de recherches géologiques et minières durant la cohabitation, il est promu par Michel Rocard en mai 1988 secrétaire d'État chargé de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs. De mars 1989 à mai 1991, il sera enfin secrétaire d'État à la Défense (aux côtés de son ami Jean-Pierre Chevènement, puis de Pierre Joxe). Président de Louis Harris Conseil à partir de novembre 1991, il était devenu PDG de la Snecma à l'été 1992.

RENOUARD Isabelle (née HERR, épouse). Diplomate, née le 13 juillet 1940 à Saintes (Charente). Licenciée en droit et diplômée de l'IEP, cette énarque a rejoint les Affaires étrangères en 1964. Elle sera notamment deuxième secrétaire à Ottawa en 1969, premier secrétaire à Alger en 1972, sous-directrice de l'Europe méridionale en 1978, puis en juin 1979, chargée du service des affaires stratégiques et du désarmement à la direction des affaires politiques au Quai d'Orsay. En juin 1985, elle est promue directrice adjointe des affaires politiques au Quai d'Orsay, et un an plus tard, directrice des Français à l'étranger et des étrangers en France, puis directrice du Secrétariat général de la défense nationale de 1996 à 1998. Elle appartient à l'Académie nationale des sciences, belles lettres et arts de Bordeaux (depuis 2003). Son mari, François Renouard, est directeur des archives et de la documentation au ministère des Affaires étrangères.

REYNAUD Vincent. Magistrat. Titulaire d'une maîtrise de droit privé. Ancien porte-parole du Tribunal de grande instance de Paris. Conseiller chargé du secrétariat général de la première présidence de la Cour d'appel de Paris.

REYNIE Dominique. Universitaire, né le 17 juin 1960 à Rodez (Aveyron). Ce fils d'un président de société est diplômé de Sciences-Po Paris, docteur en sciences politiques et agrégé de sciences politiques. Chargé de cours à l'université Panthéon Sorbonne (1986-1994), il est professeur des universités depuis 1999. Chercheur associé au Centre d'études de la vie politique française depuis 1997, il a été professeur à Sophia-Antipolis (1997-1999), directeur de l'Observatoire interrégional du politique (2002) et siège dans de multiples instances universitaires. Il a, par ailleurs, appartenu à la Commission nationale consultative des droits de l'homme. Auteur ou coauteur de plusieurs ouvrages de sciences politiques (dont l'important *Dictionnaire du vote*, avec Pascal Perrineau, PUF), il a notamment signé *Le Vertige social nationaliste* (2005, La Table ronde), très critique quant au virage populiste de certains dirigeants socialistes ou d'extrême gauche. Il appartient aussi au Grand Orient de France (circulaire de la loge Parole libre du 15 décembre 2006).

RHEIMS Bettina (épouse DARROIS, née). Photographe, née le 18 décembre 1951 à Neuilly (Hauts-de-Seine). Elle est issue de la famille Rheims, une riche famille bourgeoise cosmopolite d'origine juive alsacienne et allemande (voir *À la recherche de leurs racines*, Joseph Valynseele). Elle est la fille du célèbre commissaire-priseur Maurice Rheims, membre de l'Académie française et de Lili Krahmer, apparentée aux Rothschild. Sa sœur, Nathalie, comédienne et journaliste, a épousé, en deuxièmes noces, Léo Scheer, sociologue et haut responsable de l'audiovisuel français, fondateur de l'agence Mini-Com Conseil. Secrétaire documentariste puis photographe d'art, Bettina Rheims a été mariée, en secondes noces, avec le romancier Serge Bramly, spécialiste des rites vaudous et sataniques. Depuis 2001, elle est l'épouse de Jean-Michel Darrois, membre du Siècle, considéré comme le plus important avocat d'affaires de France. Un temps mannequin à New York, elle a lancé une galerie d'art contemporain à Paris, puis s'est tournée vers la photographie, se spécialisant dans les sujets scabreux (INRI, Kim, etc.). Jacques Chirac devait la choisir pour réaliser sa photo officielle. Elle appartient à l'Association Les Amis de L'Humanité.

RHENTER Roger. Officier supérieur, né le 6 novembre 1921 à Lyon (Rhône). Ancien de l'École de l'air de Salon-de-Provence et de l'Institut d'études politiques, il rejoignit les États-Unis comme élève pilote en 1945. Affecté en Algérie en 1947-1948, il sera notamment capitaine en 1948, chef de groupe en Indochine en 1952, commandant d'un escadron de bombardement en 1957-1958. Lieutenant-colonel en 1959, il est attaché à l'état-major particulier de l'Élysée en 1961-1962 avant de commander la base de Mérignac (1962-1964). Chef d'état-major du commandement des forces aériennes stratégiques (1964-1967), ce général sera ensuite sous-chef d'état-major de l'armée de l'Air de 1967 à 1971, commandant de 1971 à 1973 de la 3e région aérienne à Bordeaux, et enfin secrétaire général de la Défense nationale de 1977 à 1983. De 1984 à 1988 il sera conseiller d'État en service extraordinaire.

RIBADEAU-DUMAS Benoît. Membre du conseil d'État, né le 10 juin 1972 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Marc Ribadeau-Dumas, avocat, et de Brigitte Cédié. Bien qu'ayant grandi dans le VII[e] arrondissement dans une famille « plutôt de droite », il descendra dans la rue après la mort de Malik Oussekine (*Libération* du 30 mai 1997, qui précise qu'il a voté Chirac en 1995). Il a épousé, le 22 septembre 2001, Florence Dautzenberg, née en 1973, médecin, dont il a eu cinq enfants (Chloé, Manon, Tiphaine, Thibault, Romain). Passé par le lycée Louis-le-Grand et l'École polytechnique (1991), Benoît Ribadeau-Dumas fut administrateur de l'Insee (1994-1995) avant d'entrer comme auditeur au Conseil d'État à sa sortie de l'Ena (major de la promotion Marc Bloch) en 1997 (on notera qu'il a refusé l'Inspection des Finances). Promu maître des requêtes en 2000, il a été secrétaire général du Conseil d'État entre 1999 et 2002 tout en étant secrétaire général de la commission de la transparence financière de la vie politique. Entre mai 2002 et décembre 2004, il fut conseiller technique chargé de la réforme de l'État et de la décentralisation auprès du Premier ministre UMP Jean-Pierre Raffarin, avant d'intégrer Thalès comme directeur du développement (2004-2006), puis de devenir directeur général pour l'Europe de Thalès Air Traffic Management Systems (2007-2008) et directeur général de Thalès Underwater Systems (2009-2010). En 2010, il est passé à la Compagnie générale de géophysique-Veritas (équipements pétroliers en mer) en tant que vice-président de la division marine avant d'être promu en 2014 *senior executive vice president* de la division acquisitions de CGG.

RIBOUD Christophe. Président de société, né le 22 avril 1950 à New York (États-Unis), décédé le 30 août 1987. Fils unique de Jean Riboud, PDG de Schlumberger, et neveu d'Antoine Riboud, PDG de BSN, cet ancien de l'IEP de Paris a obtenu un diplôme d'études supérieures d'économie du MIT. Chercheur au laboratoire d'économie politique de l'École normale supérieure, puis consultant au Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, il sera par la suite professeur à l'Essec puis à l'Institut de gestion internationale agroalimentaire. En 1981, il est nommé administrateur directeur général de l'institut de sondages Ifop,

dont il devient en 1982 le PDG. Il participe de très près au lancement de *La Cinq*, éphémère chaîne de télévision de Jérôme Seydoux (ami de son père) et de Silvio Berlusconi, en 1985, et s'y occupe de la régie publicitaire, puis, en 1986, de la communication. Il échouera à racheter *Le Provençal*, en association avec l'escroc international Robert Maxwell. Actionnaire de *Libération*, ce richissime héritier qui se situait très nettement à gauche était aussi un des plus importants financiers de SOS-Racisme et dirigeait Brain-Pote, le groupe d'experts de l'association (il avait assuré la mise au point, la logistique et l'aide financière de son concert à la Bastille).

RIBOUD Franck. Président de société, né le 7 novembre 1955 à Lyon VI[e] (Rhône). Il est le quatrième fils du milliardaire Antoine Riboud (et le neveu de feu Jean Riboud, PDG de Schlumberger) auquel il succède, en 1996, s'appuyant en particulier sur Henri Giscard d'Estaing et Lionel Zinsou, à la direction du groupe Danone, bien que sa famille ne détienne qu'un pour cent des actions (les plus gros actionnaires sont Lazard et Agnelli). Ingénieur en mécanique de l'École polytechnique de Lausanne, il a lancé une société de packaging avant de rejoindre dès 1981 le groupe « familial », grimpant rapidement dans la hiérarchie (contrôleur de gestion chez Panzani, directeur des ventes d'Heudebert, directeur général d'Évian, etc.), accédant au cercle de la direction dès 1989 à la tête du département développement en 1992 et la vice-présidence en 1994. Il est PDG du groupe depuis 1996.

RICARD Roger. Préfet, né le 22 septembre 1909 à Sète (Hérault), décédé le 14 février 1998. Ce fils d'un négociant en vins fut avocat à Montpellier de 1930 à 1932 avant d'entrer au cabinet du ministre Albert Sarraut en 1937. Secrétaire général de la Lozère dès la même année, directeur de cabinet du secrétaire général du protectorat du Maroc de 1941 à 1944, il sera ensuite sous-préfet de Brest (1944), préfet de la Sarthe (1948), préfet de la région Rhône-Alpes de 1957 à 1966. Préfet honoraire depuis 1971, il fut administrateur de multiples sociétés d'équipement, de sociétés routières et d'associations parapubliques.

RICHARD Alain. Membre du Conseil d'État, né le 29 août 1945 à Paris XII[e]. Fils d'instituteurs, cet énarque (1971) a enseigné aux facultés de droit de Paris, Amiens et Reims. Membre de l'Unef puis du PSU à partir de 1962, il a appartenu à son bureau national (responsables des élections) avant de rejoindre le Parti socialiste en 1974 (entré au comité directeur en 1979 et au bureau exécutif en 1988). Spécialiste des questions électorales et juriste en chef du PS, il fut notamment secrétaire national aux élections en 1992-1993. Cet ancien rocardien est maire de Saint-Ouen-l'Aumône depuis 1977 (président du syndicat d'agglomération de Cergy Pontoise) et député du Val-d'Oise de 1978 (battant Michel Poniatowski) à 1993 (battu). Extrêmement actif à l'Assemblée, il a été rapporteur du Budget de 1988 à 1993. Maître des requêtes, il a été promu conseiller d'État en 1993. En 1995, il est élu au Sénat et devient rapporteur spécial du budget de l'économie. En juin 1997, Lionel Jospin en fait son ministre de la Défense (1997-2002) alors qu'il venait d'être coopté au sein de la Commission Trilatérale. C'est lui qui va gérer la fin du service militaire obligatoire voulue par Jacques Chirac qu'il connaît bien. Il est membre du Comité d'orientation scientifique de l'association fondée par Michel Rocard et Dominique Strauss-Kahn, À gauche en Europe.

RICHARD Jean. Membre de la Cour des comptes, né le 8 juin 1911 à Paris. Licencié en droit et diplômé de Sciences-Po, il est entré à la Cour des comptes en 1941. Conseiller commercial à Washington (1949-1957), il rejoint la Société générale comme directeur en 1958. Il en deviendra directeur général adjoint en 1968, vice-président de 1974 à 1978, ainsi qu'administrateur de nombreuses sociétés et banques.

RICHARD Pierre. Banquier, né le 9 mars 1941 à Dijon (Côte-d'Or). Cet X-Ponts fut conseiller technique du ministre de l'Équipement et du Logement, Edgard Pisani, poste où il fait la connaissance de Robert Lion. Il sera ensuite directeur général adjoint de l'établissement public de Cergy Pontoise de 1967 à 1972. À nouveau conseiller technique (1972-1974) au cabinet de Christian Bonnet, secrétaire d'État au Logement, il sera ensuite

conseiller technique de Valéry Giscard d'Estaing au secrétariat général de l'Élysée (1974-1978) en charge des questions de logement. Directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur de 1978 à 1982, il rejoint alors la Caisse des dépôts, dirigée par son ami Robert Lion, assurant les fonctions de directeur général adjoint chargé de la direction du développement local de 1983 à 1993. En 1987, il prend également la tête du directoire du Crédit local de France, filiale de la Caisse des dépôts. Il devient, en 1991, président du Groupement des institutions financières et trésorier de l'Association française des établissements de crédit. Président de l'Institut de la décentralisation depuis 1991, il est devenu PDG du Crédit local de France lorsque la banque a été privatisée. Il préside le conseil de surveillance de Dexia à partir de 2000, puis le conseil d'administration à partir de 2006.

RICHARD Robert. Diplomate, né le 31 juillet 1921 au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne). Cet énarque (1950) a été attaché commercial dans de nombreuses ambassades dont Buenos Aires (1950-1953), Le Caire (1953-1955), Hong Kong (1956-1957) et Rabat (1961-1964). Chef du service d'expansion économique en Chine (1964) puis en Italie (1968-1973), il devient ambassadeur en Arabie Saoudite (1975-1979) et au Brésil (1981-1984) avant de prendre la direction Amérique du Quai d'Orsay (jusqu'en 1987).

RICHARD Stéphane. Inspecteur des Finances, né le 24 août 1961 à Caudéran (Gironde). Ce fils d'un ingénieur des Mines (et petit-fils d'un berger cévenol) est à la fois un ancien de HEC et de l'Ena (promotion *Fernand Braudel*, 1985-1987), mais aussi premier prix de piano. Il a toujours eu une grande amitié pour Michel Rocard, sera conseiller municipal de Bandol (Var) dans les années 1990, mais « ne parviendra jamais vraiment à faire son trou à gauche » (*L'Expansion*, janvier 2006). Conseiller technique au cabinet du ministre socialiste à l'Industrie Dominique Strauss-Kahn (1991), il rejoint très vite le privé, intégrant la Compagnie générale des eaux en 1992 comme chargé de mission à la direction financière. Nommé en même temps directeur général adjoint de la Compagnie immobilière Phénix (1993), il en devient directeur général en 1994, après avoir réglé les comptes pour le moins opaques de ce groupe dirigé par Jean-Marc Oury, Catherine Mamet et Jacques Ribourel. Ce proche de Walter Butler (issu de la même promotion de l'Ena) devient président de la Compagnie générale d'immobilier et de services, le pôle immobilier de la CGE (devenu en 2000 Nexity, premier pôle immobilier français) en 1997. Directeur adjoint de la CGE, devenue en 2000 Vivendi, ce « surdoué des affaires » (*La Croix*, 14 octobre 2005) a été directeur général de Véolia Environnement de 2003 à 2007. Depuis mai 2007, il a dirigé le cabinet de Jean-Louis Borloo, puis celui de Christine Lagarde, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi. Il a rejoint France Telecom en 2009, en devenant le PDG en 2011.

RICHIER Jacques. Président de société, né le 12 février 1955 à Casablanca (Maroc). Fils d'un ingénieur et d'une secrétaire, il a épousé la comédienne Isabelle Génot, directrice artistique de théâtre. Diplômé de l'INSA Lyon, titulaire d'un DEA de physique et d'un MBA de l'Institut supérieur des affaires, il a travaillé dans le pétrole, a tenté de s'installer aux États-Unis (où il ne décrochera jamais son PhD de biophysique), pour finir par vraiment débuter comme chef du service développement de Coflexip (1981-1982) avant de se tourner rapidement vers le monde de l'assurance. Entré comme auditeur interne chez Azur Assurances, il en deviendra PDG (1998-2000), avant de devenir directeur général puis président de Swiss Life France (2003-2008). Administrateur directeur général des AGF (2008-2010), il est PDG d'Allianz France depuis 2010. Il est également conseiller municipal UMP de Valdeblore (Alpes-Maritimes), où il détient une maison de famille, depuis 1989.

RICOL René. Expert-comptable, né le 26 décembre 1950 à Lyon VIe (Rhône). Il a été président des commissaires aux comptes de Paris (1982-1984), puis président national de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, qui regroupe environ 10000 cabinets, de 1985 à 1989. Il fonda France-Défi, une association nationale de 700 cabinets d'experts-comptables. Cet ancien partisan de Michel Rocard, s'est mué en inconditionnel de Raymond Barre, devenant le principal coordinateur de son club de socioprofessionnels, Réel-Entreprise. Il fut ensuite délégué général de la Convention libérale européenne et sociale. Directeur de la campagne électorale de Raymond Barre en 1988, il rallia la majorité présidentielle en avril 1989, devenant secrétaire exécutif de l'Association des démocrates, proche de François Mitterrand. Chargé de mission par la socialiste Édith Cresson puis le ministre d'ouverture Jean-Marie Rausch, il se rapprochera ensuite de Jacques Chirac. Vice-président de la Fédération internationale des experts-comptables (2000) puis président (2002) de cette association qui regroupe environ 2,5 millions de professionnels à travers le monde, il prendra la présidence (2005) de l'Agence pour la création d'entreprise. Proche de Nicolas Sarközy, il est nommé commissaire général à l'investissement en 2010.

RIESTER Franck. Garagiste, né le 3 janvier 1974 à Paris XVe. Son père fut giscardien, sa mère gaulliste et chiraquienne. Ancien du modeste Institut supérieur de gestion et titulaire d'un master de gestion des collectivités locales (obtenu à l'Essec), il a débuté comme consultant chez Arthur Andersen en 1998, avant de devenir président de la société familiale fondée par son grand-père Riester SA (gros concessionnaire Peugeot, avec sept garages et 220 salariés). Devenu conseiller municipal UMP délégué à la jeunesse de Coulommiers en 1995, il en est devenu adjoint aux finances en 2001 et maire en 2008, ayant succédé à son protecteur Guy Drut, qui s'en est ensuite mordu les doigts : « Estimant avoir été trahi, Guy Drut ne lui a jamais pardonné de l'avoir dépossédé de ses deux mandats. Depuis 2007, l'ex-champion olympique n'a plus adressé la parole à celui qu'il qualifie de "Brutus" et de "mauvais souvenir" (*Le Monde*, 1er février 2013). » En fait, c'est Marie-Claire Carrère-Gée, secrétaire générale adjointe de l'Élysée, qui devait être investie, mais Riester obtiendra le soutien des élus locaux… Entre-temps, il avait été délégué RPR à la jeunesse du département et directeur de la campagne de Guy Drut en 2002. Il a été élu député de la 5e circonscription de la Seine-et-Marne (celle de Guy Drut, qui ne se représentait pas pour cause d'implication dans les emplois fictifs de la mairie de Paris), ayant obtenu 58,95 % face au conseiller régional socialiste et maire de La Ferté-sous-Jouarre Marie Richard. En 2009, il sera directeur de la campagne européenne de l'UMP. Spécialisé dans les questions d'audiovisuel public et de flicage de l'internet (rapporteur de la loi Hadopi), il est réélu en 2012 avec 55,98 % face à la maire socialiste de Mouroux Elisabeth Escuyer. Il s'est fait remarquer en étant l'un des deux députés UMP à voter en faveur du mariage homosexuel en 2013 et à condamner toutes les prises de position trop hostiles à cette mesure. Pour lui, le « mariage pour tous (est) un texte historique » (*Le Monde*, 1er février 2013) et permet à « la France d'être en paix avec sa diversité. Homosexuels, musulmans, immigrés de la deuxième ou troisième génération, fonctionnaires, chefs d'entreprise, pauvres, riches : chaque citoyen a l'impression d'être mal aimé. Ce texte permet à la République d'être plus rassemblée et plus fraternelle (*Libération*, 11 février 2013). » Il s'est également prononcé en faveur de la procréation médicale assistée pour les paires homosexuelles (*Mediapart*, décembre 2012) et n'est pas hostile à la gestation pour autrui. Membre de la fraction la plus modérée, France moderne et humaniste, ce proche de Jean-François Copé (qui contrôle Meaux, toute proche) est lui-même homosexuel, ayant fait son *coming out* en décembre 2011, assurant que son homosexualité « n'est pas un secret » (*Le Pays briard*, 6 décembre 2011). Son compagnon est un enseignant de gauche (*Le Nouvel observateur*, 10 janvier 2013).

RIEUTORD Maurice. Ecclésiastique, né le 12 août 1932 à Paris XIIe. À partir des années quatre-vingt et durant deux décennies, ce jésuite, spécialisé dans les questions européennes, était directeur des relations extérieures du centre culturel Les Fontaines, directeur du Centre européen de recherche interdisciplinaire de Chantilly, secrétaire général de l'Institut Robert Schuman pour l'Europe, vice-président de la commission de liaison des organisations non gouvernementales auprès du Conseil de l'Europe ainsi que vice-président de l'Office catholique d'information sur les problèmes européens à Strasbourg. Cet ancien auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale

(IHEDN) est surtout le secrétaire général adjoint du Centre d'étude et de prospective stratégique (CEPS), un centre de réflexion indépendant « ayant pour but d'étudier, dans une perspective internationale, l'ensemble des aspects de défense, de sécurité, de hautes technologies et de réfléchir à l'interaction de ces secteurs. » Le CEPS compte 400 personnalités, toutes cooptées, représentant 32 nations. Le président en est Philippe Cothier, polytechnicien, auditeur chez McKinsey.

RIEUTORT Roland. Ingénieur, né le 7 août 1923 à Rieutort (Lozère). Ce polytechnicien a débuté comme ingénieur des Houillères du Nord-Pas-de-Calais (groupe de Béthune) de 1946 à 1949 puis fut directeur général de Porte & Gardin à Béthune. Il rejoint ensuite Mobil Oil, montant peu à peu dans la hiérarchie du groupe pétrolier: directeur commercial au Maroc (1953-1958), assistant d'un directeur de Mobil international à New York (1958-1959), PDG de Mobil Oil AO à Dakar (1959-1962), directeur général (1962), vice-PDG (1964), président (1965-1967) de la filiale française de Mobil, puis, de 1967 à 1972, de Mobil Oil Inc à Londres et en 1972-1973, vice-président de la division internationale de Mobil Oil Corporation. Il rejoint alors Rhône-Poulenc comme directeur général de sa division pétrochimie en 1974-1975 et est directeur général du groupe d'entreprises franco-américaines en 1976-1980.

RIGAUD Jacques. Président de société, né le 2 février 1932 à Paris XVIIe. Diplômé de l'IEP, de Paris cet énarque (promotion de Jacques Calvet, Jérôme Monod, Jean-Yves Haberer, Michel Albert, François Essig, etc.), fils de petits commerçants des Batignolles, rejoint en 1954, comme auditeur, le Conseil d'État. Il sera, de 1958 à 1960, chargé de mission au cabinet du ministère de la Construction, Pierre Sudreau, puis en 1960 travaille sous les ordres de Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement en Algérie. Directeur du cabinet de Jacques Duhamel à l'Agriculture, puis aux Affaires culturelles (1969-1973, dont un temps avec Maurice Druon), il entre en 1975 à l'Unesco comme sous-directeur général pour l'administration et de 1976 à 1978 pour le soutien du programme et de l'administration. Il devient alors chargé de mission de Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères. Sa carrière prend alors un nouveau tour. Il entre à la Compagnie luxembourgeoise de télévision, dont il est depuis décembre 1979 administrateur général, ainsi que PDG de *RTL* (première radio française avec 9 millions d'auditeurs) depuis janvier 1980 (ayant donc « résisté » à trois présidents de la République). Il est aussi administrateur de nombreuses sociétés de presse, dont *La Croix*. Très cultivé, « cet homme influent peu connu du grand public » (*Le Journal du dimanche*, 24 février 1991) a également présidé l'Association pour le livre et la lecture (1981-1987), l'Établissement public du musée d'Orsay (nommé par Jack Lang) et la puissante Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (depuis 1980). En 2008, il se voit confier, par Christine Albanel, ministre de la Culture, la mission d'établir un rapport sur le thème « Réflexion sur la possibilité pour les opérateurs publics d'aliéner des œuvres de leurs collections ». Il a signé divers ouvrages dont *Miroir des mots* (1991), *L'Exception culturelle*, *Cultures et pouvoirs sous la Ve République* (1996). Cet ancien conseiller d'État, qui enseigna à Sciences-Po, a épousé une descendante en ligne directe d'Hippolyte Taine.

RIOLACCI Jean. Préfet, né le 13 juillet 1929 à Saigon (Indochine). Cet énarque a effectué toute sa carrière au ministère de l'Intérieur où il est entré en 1954. De sensibilité radicale, il fut notamment sous-préfet de Clamecy (1962) avant de suivre dans ses différentes fonctions de 1963 à 1967 le préfet Raymond Haas-Picard (notamment de 1963 à 1966 à la préfecture de la Seine). Sous-directeur des affaires politiques au ministère de l'Intérieur (1969-1972) auprès de Raymond Marcellin, il devient préfet du Tarn, en 1972, puis de Seine-Saint-Denis en 1974-1975. En 1975, après les premiers événements indépendantistes (fusillade d'Aléria), il devient préfet du département Corse (dont il est originaire) et quand le département est divisé, préfet de la région Corse de janvier 1976 à début 1977. De cette date à 1981, il est chargé de mission auprès de Valéry Giscard d'Estaing (recommandé par Roger Frey) à l'Élysée, en charge de l'important dossier des questions politiques. Arrivé juste après le Waterloo municipal de 1977, il passe pour avoir été à l'origine

de l'idée de l'Union pour la démocratie française, et pour avoir eu une influence importante dans la victoire inespérée de la droite parlementaire aux élections législatives de mars 1978, ayant appelé à une ouverture vers le centre gauche. Connaissant par cœur la carte électorale, il joua un rôle important aux élections européennes de 1979 (liste Simone Veil). Placé préfet hors-cadre dès l'arrivée de la gauche en 1981, il exercera diverses fonctions (notamment aux Charbonnages de France) avant d'entrer à la fin de 1986 au cabinet du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua en charge des questions de défense, poste qu'il gardera un temps avec son successeur socialiste, Pierre Joxe.

RIOUX Rémy. Haut fonctionnaire, né le 26 juin 1969 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils de l'historien de gauche politiquement correct Jean-Pierre Rioux, inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale, fondateur de *XXe siècle*, secrétaire général de la Société d'études jaurésiennes, conseiller de *L'Histoire*, etc. Marié à une enseignante, Emmanuelle Faure, ce parfait représentant de la « reproduction » chère à Bourdieu est passé par Jules Ferry, Condorcet et Henri IV, il a naturellement intégré Normale Sup (Ulm, histoire) et enchaîné avec Sciences-Po Paris, la Sorbonne et l'École des hautes études en sciences sociales pour finir par l'Ena (promotion *Marc Bloch*, 1995-1997). Auditeur à la Cour des comptes (1997) et conseiller maître depuis 2013, celui qui fut membre de l'avant-garde fabiusienne (notamment avec Stéphane Israël, autre nouveau membre du Siècle) a été administrateur de la SNCF, de la RATP, de Renault ou encore de France Télévisions, conseiller budgétaire du ministre socialiste de l'Intérieur Daniel Vaillant (2000-2002), chef de bureau au Trésor (2004-2007, où il avait été recruté par Odile Renaud-Basso, autre membre du Siècle), sous-directeur à cette même direction (2010-2012, y gérant l'essentiel des relations financières avec les États africains), avant de connaître une accélération au retour de la gauche, devenant en 2012, directeur de cabinet du ministre des Finances, de l'Économie et du Commerce extérieur Pierre Moscovici.

RIVOAL Colette (née LANUSSE, épouse). Cadre de direction, née le 20 juin 1927 à Lamontjoie (Lot-et-Garone). Diplômée de Sciences-Po Paris, elle a travaillé au secrétariat général de l'Aviation civile avant d'entrer à Air France en 1962. Elle y fera carrière comme directrice des relations internationales (1978-1988) puis comme directrice délégué auprès du président, avant de devenir consultant en transport aérien.

ROBERT Sophie (née ANDRIEU, épouse). Directrice de sociétés, née le 30 septembre 1939 à Tulle (Corrèze). Licenciée en droit, diplômée d'études supérieures en sciences de l'information et de la communication, elle débute, de 1963 à 1966, comme assistante parlementaire du député de Saint-Pierre-et-Miquelon et sera rédactrice en chef de *L'Écho de Saint-Pierre-et-Miquelon*. Responsable de 1966 à 1976 de l'Union féminine civique et sociale, elle sera (1976-1980) directeur gérant des éditions Stanké International puis, à partir de 1980, directrice de publication et rédacteur en chef de *L'Actualité fiduciaire*. Elle a été, à partir de 1985, directeur gérant de la SARL Nouvelles éditions fiduciaires et, à partir de 1986, PDG de Duchemin SA, ainsi que directeur gérant de la SARL Fidal-éditions. Membre de multiples groupements professionnels de la presse, elle a été présidente (1989-1995) de la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée. Administratrice du Cercle de la Librairie depuis 1991, elle est juge au tribunal de commerce de Paris en 1995 et présidente de chambre à partir de 2004.

ROBIN Albert. Ingénieur, né le 6 février 1923 à Paris. Cet X-Ponts, également ingénieur de l'École supérieure d'électricité, a travaillé de 1949 à 1957 au ministère de l'Industrie et au commissariat général au Plan avant de rejoindre EDF où il fera le reste de sa carrière. Directeur adjoint de l'équipement (1962-1967), directeur délégué de la production et du transport (1967-1970), il fut ensuite directeur à la direction générale (1970-1983), directeur général aux affaires économiques et commerciales (1983-1984), puis directeur général adjoint (1984). Président d'Électricité de Strasbourg de 1984 à 1988, il a présidé ces dernières années l'Institut supérieur d'électronique de Paris.

ROBINE Franck. Préfet, né le 25 juin 1967 à Brignoles (Var). Passé par le Lycée naval de Brest, ce diplômé de Sciences-Po Paris appartient à la promotion Léon Gambetta (1991-1993) de l'Ena. Administrateur au ministère de l'Intérieur, il fut notamment directeur de cabinet de différents préfets, directeur général adjoint des stages de l'Ena, expert pour la cellule « euro » auprès de la Commission européenne de 1997 à 2000. Chef de cabinet du ministre UMP de l'Agriculture Hervé Gaymard (2002-2004), il sera par la suite directeur de cabinet du ministre UMP de la Fonction publique Christian Jacob (2006-2007), avant d'être nommé chef de cabinet du Premier ministre François Fillon. Il est promu préfet en 2009.

ROCCA Yves. Magistrat, né le 2 avril 1922 à Collo (Algérie française). Inspecteur général des services judiciaires, il sera notamment directeur du cabinet du ministre de la Justice Alain Peyrefitte de 1977 à 1981.

ROCHE Tony-André. Préfet, né le 11 août 1914 à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), décédé le 22 mai 1997. D'abord professeur d'anglais dans divers lycées parisiens, cet ancien résistant devint sous-préfet de Châteaudun en 1944, secrétaire général du Morbihan en 1947, avant d'appartenir à divers ministères dirigés par Félix Houphouet-Boigny de 1956 à 1957. Préfet de la Mayenne en 1963, il sera directeur de la sécurité du territoire de 1964 à 1967, puis préfet de la région Champagne-Ardenne (1970) et de Midi-Pyrénées (1974).

ROCHEREAU DE LA SABLIERE Jean-Marc. Diplomate, né le 8 novembre 1946 à Athènes (Grèce). Fils d'un ancien ambassadeur au Paraguay, cet énarque (promotion 1973) est également licencié en droit et diplômé de l'IEP. Conseiller technique officieux au cabinet de Louis de Guiringaud au Quai à partir de 1976, il fut notamment en charge des relations avec la presse avant de rejoindre en 1978 le cabinet du Premier ministre Raymond Barre, toujours en charge de la communication, puis de devenir son conseiller diplomatique jusqu'en 1981. Ancien administrateur de la Sofirad, il se reclasse, de 1981 à 1984, comme deuxième conseiller à la mission permanente de l'ONU à New York, puis deviendra (1985-1986) sous-directeur des affaires africaines et malgaches, chargé de l'Afrique orientale, et de 1986 à 1989, directeur adjoint de la direction de l'ONU à l'administration centrale. Représentant permanent adjoint de la France à l'ONU en 1989, il est devenu, en juin 1992, directeur des affaires africaines et malgaches. Ambassadeur en Égypte de 1996 à 2000, il sera l'un des sherpa à la présidence de la République de 2000 à 2002. Il est nommé, en 2002, représentant de la France au Conseil de sécurité et chef de la mission permanente française à l'ONU, puis, en 2007, ambassadeur à Rome.

RODIER Jean-Pierre. Ingénieur, né le 4 mai 1947 à Reims (Marne). Cet X-mines (1969) a effectué la première partie de sa carrière dans la région toulousaine avant d'être secrétaire général adjoint et secrétaire général de la direction des Mines, puis de la qualité et de la sécurité industrielle à l'Industrie (1976-1979). Il devient alors chargé de mission pour les affaires économiques et budgétaires puis, en 1981, chef du service des matières premières et du sous-sol auprès du directeur général de l'énergie et des matières premières. En 1983, Pierre Mauroy, Premier ministre, le prend comme conseiller technique chargé des questions industrielles et de l'énergie (en période d'importantes restructurations industrielles). Il rejoint ensuite en 1984 le groupe Imétal, comme directeur de la division France de Pennaroya (groupe Rothschild), puis en novembre 1985 devient directeur général adjoint, et en novembre 1986 directeur général d'Imétal et PDG de Pennaroya. Après l'union en 1988 de Pennaroya et Preussag dans Métaleurop, il devient président de son directoire et membre, en 1990, du directoire de Preussag pour les métaux non ferreux. Administrateur délégué de l'Union minière (filiale de Suez, banque où il siège au comité exécutif depuis mars 1992) depuis 1991, cet outsider accède, « soutenu par l'aile gauche du corps des Mines et l'Élysée » (*La Tribune*, 22 juillet 1994), à la présidence de Péchiney (numéro quatre mondial de l'aluminium, 60000 salariés, 75 milliards de F de chiffre d'affaires) en juillet 1994, en remplacement de

Jean Gandois. Il supervise notamment sa privatisation en novembre 1995. Il est de 2004 à 2006 *Senior Advisor* de CVC Capital Partners et président des comités Environnement et développement durable au Medef.

RODOCANACHI Emmanuel. Président de société, né le 5 octobre 1940 à Toulon (Var). Diplômé de Sciences-Po et de droit public, cet énarque (1968) est entré à la direction du Budget. Ce Haut fonctionnaire aura un parcours très politique. Chargé de mission au cabinet de Pierre Messmer à Matignon (1971), il travaille parallèlement au Commissariat général au plan. Il est ensuite chargé de mission au cabinet de Jacques Chirac à Matignon jusqu'à fin 1974, puis retourne au Budget comme chef du bureau de l'agriculture. À nouveau membre d'un cabinet en avril-juin 1978 comme conseiller technique de Maurice Papon, il rejoint l'Élysée. Après avoir occupé diverses fonctions au Budget après la victoire de François Mitterrand (notamment en juin 1982 sous-directeur de l'énergie, des transports, de la recherche et des organismes industriels, puis d'octobre 1985 à juillet 1986 chef de service adjoint au directeur Michel Prada), il retourne à Matignon pour deux ans comme conseiller pour les affaires économiques et financières de Jacques Chirac (chargé notamment des privatisations). Au retour de la gauche au pouvoir, il rejoint à l'été 1988 la banque Hottinguer comme gérant, puis comme administrateur directeur général. En 1992, il prend la présidence de la Sogerap (filiale d'Elf Aquitaine). Devenu, en 1994, président du Crédit national (succédant à Jean-Yves Haberer, limogé), il reste à son poste après son développement, avec le rachat de la BFCE début 1996. Il sera PDG de Natexis de 1997 à 1999, gérant d'ER Solutions à partir de 2005. Président du Festival de Vaison-la-Romaine, il a été conseiller municipal de cette commune de 1983 à 1995. Il a aussi à son actif d'avoir été champion du monde militaire et universitaire de fleuret.

ROGEL Bernard. Vice-amiral d'escadre. Cet ancien de l'École navale a commandé les sous-marins nucléaires d'attaque *Casabianca* et *Saphir* entre 1990 et 1992, puis fut commandant en second de *L'Indomptable* (1996-1998) et commandant de *L'Inflexible* (2000-2001). De 2004 à 2007, il a été adjoint au chef de l'état-major du président de la République Jacques Chirac, puis chef de l'état-major particulier du président de la République (2006-2009)

ROGER Bruno. Financier, né le 6 août 1933 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'IEP, ce fils d'un administrateur de sociétés est entré chez Lazard en 1956 et y a effectué toute sa carrière, devenant l'un des financiers les plus puissants (et les moins connus) de France. Selon *Le Nouvel économiste* (8 octobre 1993), il était (avec Jean-Marie Messier, à qui il a largement mis le pied à l'étrier) « l'éminence grise de Lazard », première banque d'affaires mondiales (particulièrement secrète). Il y sera fondé de pouvoir en 1964, sous-directeur en 1967, directeur des participations en 1969, directeur des affaires financières en 1971, gérant en 1973, et associé-gérant à partir de 1978. Signe de son influence, cet ancien président de l'Association des analystes financiers (1968-1973) a siégé dans de multiples conseils d'administration. Associé gérant de Lazard et Compagnie, il est à partir de 1984 *General Partner* de Lazard Partners Ltd Partnership, et, à partir de 1995, *Managing Director* de Lazard Frères & Co New York. Il est président du festival d'art lyrique d'Aix-en-Provence depuis 2005.

ROGER-LACAN Cyril. Membre du Conseil d'État, né le 8 avril 1964 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils du très influent banquier d'affaires Bruno Roger (président de Lazard Frères, membre du Siècle) et de Caroline Lacan, fille du psychanalyste Jacques Lacan. Il a épousé (mais en a peut-être divorcé, ce détail n'apparaissant pas au *Who's Who*) Inès de Beistegui, petite-fille d'André Rodocanachi, ancien ambassadeur. Cet ancien de Normale Sup (Saint-Cloud) est licencié en histoire, titulaire d'une maîtrise de lettres, agrégé en sciences économiques et sociales, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ena (promotion Victor Hugo). Sorti dans la « botte », il rejoignit le Conseil d'État comme auditeur en 1991. Il travailla avec Raymond Soubie au rapport du Plan sur la Sécurité sociale. Nommé par Simone Veil,

alors ministre des Affaires sociales, il sera rapporteur des travaux de la commission sur les problèmes des drogues et toxicomanies et milite à ATD Quart-Monde. De 1995 à 1997, il dirige le cabinet du secrétaire d'État à l'Action humanitaire, le chiraquien Xavier Emmanuelli, avant de rejoindre la Compagnie générale des eaux comme chargé de mission auprès du président du pôle « eaux », en charge de la stratégie et du développement international. Il est directeur pour le Maghreb, le Moyen-Orient et l'Asie centrale de Vivendi Water (1997). Cyril Roger-Lacan, directeur général adjoint de Veolia Water, est contesté dans ses fonctions par des responsables de la société proches d'Alexandre Djouhri, actionnaire de Veolia et éminence grise d'Henri Proglio. En 2008, il n'était plus responsable que pour la France de Veolia Water.

ROMANET DE BEAUNE Augustin de. Haut fonctionnaire, né le 2 avril 1961 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Luc de Romanet de Beaune, avocat, ancien conseiller général de Bellême (Orne), dont il est lui-même conseiller municipal. Ce catholique pratiquant a épousé Florence Burin des Roziers, professeur de lettres classiques, issue d'une célèbre famille gaulliste. Diplômé de Sciences-Po Paris, cet énarque (promotion Diderot) débuta à la direction du Budget en 1986. Attaché financier à Bruxelles (1990-1992), il sera conseiller technique du ministre de l'Économie et des Finances Alain Madelin en juillet-août 1995 et parallèlement conseiller budgétaire de François d'Aubert, secrétaire d'État au Budget, devenant ensuite son directeur de cabinet (septembre-octobre 1995). Conseiller d'Alain Lamassoure au ministère de Budget et porte-parole du gouvernement (1995-1997), ce libéral bascule rapidement vers le privé, rejoignant alors, comme directeur, Oddo Coporate Finance. À la faveur du retour de la droite parlementaire au pouvoir, il devient directeur adjoint du cabinet de Francis Mer, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget et directeur de cabinet du ministre du Budget, Alain Lambert (2002), lui aussi originaire de l'Orne, puis directeur de cabinet de Jean-Louis Borloo au ministère de l'Emploi (2004). Il passe ensuite au cabinet du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin comme directeur adjoint (où il favorisera fermement la privatisation, très controversée, des Autoroutes du Sud de la France), remplaçant Jean-François Cirelli, propulsé à la tête de Gaz de France, avant de rejoindre l'Élysée comme Secrétaire général adjoint auprès de Jacques Chirac. Simplement membre durant six mois du comité exécutif et directeur adjoint finances et stratégie du Crédit Agricole, il est propulsé, à la suite du décès surprise de Francis Mayer, à la tête de la Caisse des dépôts et consignations (120 milliards d'euros d'obligation et 30 milliards d'actions, présence dans le tiers des entreprises du CAC 40 et au total 250 entreprises cotées), malgré la concurrence de Frédéric Salat-Barroux et de Maurice Gourdault-Montagne qui visaient le poste.

ROMATET Xavier. Président de société, né le 5 avril 1962 à Paris XVIIe. Il est le fils d'un cadre supérieur, Alain Romatet, et de Chantal Ribadeau-Dumas. Son frère, Stéphane Romatet, énarque, a appartenu au cabinet des socialistes Jean-Pierre Chevènement et de Pierre Joxe, ministres de la Défense ainsi qu'à celui du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine. Il est aujourd'hui directeur général de l'administration et de la modernisation du Quai d'Orsay. Xavier Romatet est diplômé de Sciences Po Paris et titulaire d'une maîtrise de droit des affaires ainsi que d'un MBA d'HEC. Il a fait carrière dans la publicité, fondant DDB France en 1986 et en fut notamment directeur général (2001-2005) et coprésident (2005-2006). Depuis 2006, il est PDG de Condé Nast.

ROQUEMAUREL Gérald de. Président de société, né le 27 mars 1946 à Paris XIIIe. Fils du président d'honneur de Hachette SA (et membre du Siècle), ce licencié en droit, diplômé de Sciences-Po, est un ancien de l'Ena (même promotion qu'Alain Juppé). Il n'est pas demeuré dans l'administration et a rejoint aussitôt Hachette-Filipacchi. Il y effectuera toute sa carrière, devenant le bras droit de Daniel Filipacchi, en charge de la plupart de ses magazines. Il sera attaché de direction aux publications Filipacchi, gérant de sa filiale Société des Périodiques internationaux (1973), directeur de l'édition française de *Play-Boy* (1973-1974), directeur de 20 ans (1974-1977),

administrateur de Presse Office (*Lui*) en 1976 et gérant d'Intermarché. Administrateur général de *Paris-Match* en 1977, il devient, en 1981, vice-président, puis vice-PDG d'Edi 7 (structure éditrice des journaux d'Hachette), cogérant de Régie 7 et de Régipem, secrétaire général du groupe de presse Hachette. Nommé directeur général d'Edi 7 en mai 1982, il devient, en novembre 1983, directeur général de FEP. Il sera membre du conseil d'administration de *L'Écho républicain de Chartres* (1982), des *Dernières nouvelles d'Alsace* et du *Parisien libéré* (1983), du groupe *Le Provençal* (1987). Administrateur directeur général des publications Filipacchi à partir de 1984, il est également administrateur de Hachette SA (1987), PDG de *Quillet* (1987) et du *Nouvel économiste* (1991-1993), et censeur de Matra-Hachette depuis 1993. Débarqué par Lagardère de son poste de PDG du groupe Hachette Filipacchi Medias en 2007, il rejoint une petite banque d'affaire comme associé-gérant, HR Banque. Son épouse, Brigitte de Roquemaurel, a été conseiller auprès de Philippe Guilhaume PDG d'A2 et *FR3* pour les relations publiques en 1990-1991. Son frère, Guy-Henri de Roquemaurel, a été directeur général adjoint de l'Européenne de banque.

ROQUEMAUREL Ithier de. Président de société, né le 15 septembre 1914 à Villetoureix (Dordogne), décédé le 4 novembre 1996. Cet ingénieur de l'École centrale des arts et manufactures, descendant de Louis Hachette, PDG de la société Brodard et Taupin, fut à partir de 1955, administrateur de la librairie Hachette, dont ce marquis a été successivement directeur général adjoint (1964) et PDG (1967-1976), ainsi que président, de 1959 à 1988 d'Agence et Messageries de Presse.

ROQUEPLO Jean-Claude. Contrôleur général des Armées, né le 28 juillet 1930 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Licencié de droit, diplômé de l'IEP de Paris et de l'Institut de criminologie, il fut officier d'active de 1957 à 1968 et fera toute sa carrière à la Défense. Chargé de mission au cabinet du ministre d'État chargé de la Défense nationale, Michel Debré (1972-1973), puis conseiller technique aux cabinets de Robert Galley (1973-1974), de Jacques Soufflet (1974-1975), puis d'Yvon Bourges (1975-1976) et directeur adjoint (1977-1978) puis directeur (1978-1979) du cabinet civil et militaire de ce dernier en 1977-1978. De 1983 à 1987, il est délégué général aux relations de travail à la Snias, puis directeur de la fonction militaire et des relations sociales à la Défense de juin 1987 à juin 1989. PDG de la Société nationale immobilière de 1989 à 1994, il a également été président du Haut Conseil du Crédit social des fonctionnaires (1996-1999), président du conseil de surveillance de Polymont SA (ingénierie et maintenance).

ROSA Jean-Jacques. Universitaire, né le 3 janvier 1941. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris depuis 1978, où il succéda à Raymond Barre, il est l'un des principaux représentants de l'école économique libérale, voire libertarienne, américaine et a publié de nombreux articles et ouvrages économiques. Docteur en sciences économiques et agrégé d'économie, ce spécialiste de la finance et des modèles économétriques a glissé vers l'assurance, à partir de l'analyse des risques (son cousin germain, Robert Rosa, dirige la filiale française de l'assureur italien Generali). Conseiller scientifique du *Figaro* (où il anime deux pages économiques hebdomadaires), il a fondé à l'Institut d'études politiques trois enseignements : un DEA d'économie, un DESS de finance d'entreprise et un MBA. À ce titre, il exerce une influence importante sur la formation économique des élites françaises. Après avoir été responsable du *Nouvel économiste*, il préside également le comité éditorial des éditions Bonnel. Jean-Jacques Rosa a une très abondante activité éditoriale.

ROSANVALLON Pierre. Universitaire, né le 1er janvier 1948 à Blois (Loir-et-Cher). Ancien d'HEC (où il dirigeait l'Union des grandes écoles, proche du PCF, après avoir été à la Jeunesse étudiante chrétienne), ce docteur ès sciences de gestion, ès lettres et sciences humaines a effectué la première partie de sa carrière dans les milieux syndicaux. Éminence grise d'Edmond Maire à la CFDT, ce théoricien de l'économie marxiste autogestionnaire a dirigé les études économiques de cette confédération syndicale de 1969 à 1973, puis fut, de 1973 à 1977, le fondateur et rédacteur en chef de la revue CFDT Aujourd'hui (ainsi

que des revues Faire et Projet). En 1983, il a appelé à voter en faveur du communiste dissident Henri Fiszbin. Directeur de recherches à Paris IX-Dauphine (1977-1983) puis maître de conférences (1984-1988), il est directeur d'études, depuis 1989, à l'École des hautes études en sciences sociales, où il anime le Centre de recherches politiques Raymond Aron. Il a signé ou cosigné divers ouvrages économiques ou sociologiques, tel Pour une nouvelle culture politique en 1977, considéré comme le manifeste politique de la « deuxième gauche ». Directeur du Centre de recherches politiques Raymond Aron depuis 1992, ce proche de Michel Rocard et de Jacques Delors (avec qui il lança le Centre travail et société), après avoir milité au Ceres de Jean-Pierre Chevènement, occupe une place centrale dans l'intellocratie » française comme secrétaire général depuis 1982 de la très influente Fondation Saint-Simon, principal laboratoire de pensée et de diffusion des idées de la « deuxième gauche », associant barristes et rocardiens, libéraux et socialistes bon teint (environ une centaine de membres tous triés sur le volet). « Pour MM. Furet et Fauroux, qui ont été les promoteurs de cette Fondation, il s'agissait de mettre fin à une coupure dommageable et constante dans la société française entre milieux économiques et univers intellectuel et de les associer activement dans une participation à des rencontres communes de haut niveau » (*Le Monde*, 1er avril 1985). Elle fonctionne sur trois registres : le déjeuner mensuel qui réunit seulement les membres, les groupes de réflexion (à l'image des *Think Tanks* américaines) visant à faire le point sur un problème de société (qui aboutissent à des conférences et livres destinés à populariser les solutions dans le public et auprès des élites administratives, économiques ou politiques), et enfin l' université privée de haut niveau » qui, à travers des séminaires (coûteux), propose un enseignement pluridisciplinaire à un public ne relevant pas du cadre universitaire : chercheurs, cadres d'entreprises, hauts fonctionnaires, responsables syndicaux, etc. À la suite de son succès (notamment par le biais des séminaires destinés aux industriels et financiers), la Fondation Saint-Simon est accusée d'être devenue le « temple de la pensée unique ». Elle s'est auto dissoute en décembre 1999. Il crée alors en 2002, avec le soutien financier de grandes entreprises (Altadis, Lafarge, les AGF, EDF, Air France, etc.), La République des Idées, un « atelier intellectuel » qu'il préside. Ce groupe édite une revue, *La Vie des Idées* ainsi qu'une collection de livres aux éditions du Seuil, et a organisé en 2006 le forum de Grenoble sur la « nouvelle critique sociale ». Pierre Rosanvallon a été coopté à la Commission trilatérale en 1995. Il est également professeur au Collège de France.

ROSEN Jean de. Banquier, né le 9 avril 1949 à New York (États-Unis). Cet énarque a été chargé de la cellule investissements français à l'étranger, investissements étrangers en France de la DREE de 1976 à 1978, puis chargé de mission à la direction générale de la Caisse nationale des marchés de l'État (1978-1980) avant d'entrer à la direction du Trésor, où il sera secrétaire du Comité interministériel à l'aménagement des structures industrielles (1981-1982), puis chef du bureau des affaires monétaires internationales (1982-1984), chef du bureau prêts du Trésor et assurances crédit en 1985, sous-directeur des affaires bilatérales (1985-1987), sous-directeur pour la dette et le développement (1987-1988). Vice-président du très influent Club de Paris de 1985 à 1988, il est depuis 1989 conseiller financier à l'Ambassade de France de Grande-Bretagne et d'Irlande. Il a été administrateur de la Banque de l'Union européenne, de la Sofresa, de la BDEAC, de la BEAC, du Fonds de solidarité africain, de la Banque Ouest-Africaine de développement. Il a été commissaire du gouvernement auprès de la Coface, et a représenté l'État au conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique. Il est également artiste peintre sous le pseudonyme de Jacques Rolé.

ROSENBERG Pierre. Conservateur général du patrimoine, né le 13 avril 1936 à Paris XVe. Fils d'un avocat allemand émigré en France en 1934, il fut allié par son épouse, Béatrice de Rothschild, à la célèbre dynastie de banquiers et de financiers (jusqu'à un divorce récent). Il passera la guerre avec ses parents dans une famille paysanne du Périgord. Licencié en droit, diplômé de l'École du Louvre, détenteur de la bourse Focillon à l'université de Yale, il est appelé par André Malraux en 1962 comme assistant au département des peintures du Louvre. Il y deviendra conservateur adjoint (1968), conservateur en chef au département des peintures (1982), directeur du département des peintures (1987-1994), où il devra subir les affres de « l'affaire Canson » (1988-1989), conservateur général du patrimoine (1990) et enfin président directeur de l'Établissement public du Louvre de 1994 à 2001, succédant à Pierre Lacotte. Élu à l'Académie française en 1995 et commissaire de nombreuses expositions de prestige en France et à l'étranger, ce spécialiste (très médiatique) de la peinture des XVIIe et XVIIIe siècles a également été conservateur du Musée national des relations et de l'amitié franco-américaine de Blérancourt et préside depuis 1984 le Comité français d'histoire de l'art.

ROSSI André. Sous-préfet, né le 16 mai 1921 à Menton (Alpes-Maritimes), décédé le 22 août 1994. Ce licencié en droit, fils d'un commissaire de police, a adhéré au Parti radical en 1945. Ayant effectué sa carrière professionnelle dans la préfectorale, il sera notamment conseiller de préfecture à Pau et à Châlons-en-Champagne, puis sous-préfet de Sartène (1953). Proche du radical René Meyer, il figure dans ses cabinets ministériels, en particulier, en 1951, au ministère de la Justice, puis à Matignon en 1953-1954, où il est chef adjoint de son cabinet. Devenu directeur adjoint à la CECA en 1955, il suit René Meyer à la présidence de la CECA de 1955 à 1957. Membre du Cercle républicain (radicaux favorables à l'Algérie française), il est élu député de la 5e circonscription de l'Aisne en 1958 (toujours réélu, sauf de 1981 à 1986) et devient maire de Chézy (1962-1971) puis de Château-Thierry à partir de 1971. Ses mandats locaux et nationaux ne l'empêchent pas de s'intéresser à l'Europe, puisqu'il siège à Strasbourg de 1959 à 1974 et de 1979 à 1986 (il sera vice-président du Parlement européen). En 1974, afin d'amorcer son ouverture à gauche, le président Valéry Giscard d'Estaing fait de ce président du Mouvement de la gauche réformatrice son porte-parole du gouvernement, chargé en outre du remaniement de l'*ORTF*, puis en 1976 son ministre du Commerce extérieur, où il encourage les PME à l'exportation. Figurant parmi les principaux responsables des réseaux barristes dans l'opposition, il a développé les thèses de l'ancien Premier ministre et du candidat à l'élection présidentielle au sein de la franc-maçonnerie, dont il est un membre de longue date (Grande Loge nationale française), en particulier au sein de la fraternelle maçonnique de l'UDF, le Cercle de la rue de Poitiers, qu'il présida jusqu'à son décès.

ROSSI José. Universitaire, né le 18 juin 1944 à Ajaccio (Corse). Docteur en droit et diplômé de Sciences-Po, ce fils du directeur de la Mutualité agricole de Corse milita d'abord contre l'abandon de l'Algérie française et rejoignit le MRP avant d'entamer une carrière dans l'université comme maître-assistant à Paris II (1969-1973). Reconverti chez les centristes, il devient conseiller général de Corse du Sud en 1973, conseiller régional de Corse en 1975. Membre de divers cabinets ministériels dirigés par Joseph Fontanet (Travail, Éducation nationale) en 1972-1974, il entre ensuite comme conseiller technique au cabinet de Simone Veil (Santé), puis passe en 1975 chez Durafour (Relations avec le Parlement) et enfin chez Christian Beullac (Éducation nationale, 1978-1981). Chargé de mission au Sénat auprès d'Alain Poher, après l'arrivée de la gauche, il devient deuxième adjoint au maire d'Ajaccio en 1983 (puis maire de Grossetto depuis 1990) et occupe la présidence de l'agence régionale de tourisme de 1983 à 1985, puis à nouveau en 1987. En 1986, il est élu conseiller régional de la Corse, puis, en 1988, député UDF-PR. Il acceptera, bien que figurant dans l'opposition, d'être le rapporteur du projet de loi Joxe sur la Corse (qui créait la notion de « peuple corse »), ce qui provoquera une importante polémique dans l'opposition. Il devient président du conseil général en 1992, et est réélu député en 1993. En juin 1993, ce partisan de François Léotard tente de créer à l'Assemblée un groupe autonome de vingt-sept députés PR, mais cette tentative ne dure pas longtemps. Il y aurait toutefois gagné un poste de secrétaire général (numéro deux) du Parti républicain, puis, plus tard, un poste de ministre de l'Industrie, des Postes et des Télécommunications et du Commerce extérieur. Remercié par Jacques Chirac, il est réélu député en septembre 1995

puis en 1997, mais battu en 2002. Il a été condamné en décembre 2004 à six mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité par la Cour d'appel de Bastia pour des détournements de fonds destinés aux érémistes. Il se présentera aux élections municipales de 2008 à Ajaccio et sera éliminé, dès le premier tour. Il appartient à une loge parisienne de la Grande Loge nationale française (*Kyrn*, 5 juillet 1991).

ROSSINOT André. Médecin, né le 22 mai 1939 à Briey (Meurthe-et-Moselle). Ce docteur en médecine (otorhino laryngologiste), conseiller municipal de Nancy en 1969, fonde en 1974 les clubs Perspectives et Réalités de Meurthe-et-Moselle, puis adhère au Parti radical de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Deuxième adjoint au maire de Nancy, chargé des affaires sociales, et vice-président du district de l'agglomération, il devint député UDF-radical en 1978 et a été constamment réélu depuis. Secrétaire général de son parti en 1979, puis président (1983-1988 et 1993-1997), il est depuis 1983 maire de Nancy. Il a été vice-président du conseil régional, ainsi que, de 1980 à 1984, président délégué de la Fédération nationale des élus radicaux et républicains, et en 1981, coresponsable de la coordination des comités de soutien à Valéry Giscard d'Estaing. Membre du Grand Orient de France (il faillit être exclu pour avoir défilé en faveur de l'école libre) et membre de la Fraternelle Hiram (qui regroupe les francs-maçons radicaux), il sera choisi pour cette raison par Jacques Chirac en 1986 comme ministre chargé des Relations avec le Parlement. Il sera président du Nouveau Contrat social de 1992 à 2004. En mars 1993, Édouard Balladur en fait son ministre de la Fonction publique. Ayant échoué en mars 1996 à la présidence de l'UDF, « il a manifesté tout au long de sa carrière un souci constant de se démarquer de l'extrême droite dont il combat les valeurs » (*AFP*, 2 février 1996).

ROSSO-DEBORD Valérie (née DEBORD, épouse ROSSO). Juriste, née le 29 novembre 1971 à Chaumont (Haute-Marne). Titulaire d'une maîtrise de droit privé et d'un DEA d'histoire du droit (faculté de Nancy), elle débuta comme directrice de l'Union régionale des associations parents d'enfants déficients auditifs (1995-1998) à Dijon, avant de s'occuper de la formation professionnelle des jeunes au conseil régional de Lorraine (1998-2002). Secrétaire générale de la CGPME de Meurthe-et-Moselle (2002-2004), elle sera ensuite chargée de mission au conseil régional de Lorraine. En parallèle, elle conduisait déjà une modeste carrière politique. Engagée dans les rangs UDF, elle devait rejoindre le syndicat étudiant CELF en 1990, vice-présidente départementale des jeunes CDS (1992-1998), puis présidente départementale des jeunes UDF (1998-2001). Maire adjoint de Nancy (auprès du franc-maçon André Rossinot) à partir de 2001, elle rejoint l'UMP en 2002 et se fait élire député UMP de la 3e circonscription de la Meurthe-et-Moselle en 2007, par le biais de la parité et grâce au départ inespéré de Claude Gaillard, l'emportant (51,37 %) face au candidat socialiste Pascal Jacquemin. Elle fait partie, comme sa consœur Nadine Morano de Toul, des dernières « groupies » fanatiques de Nicolas Sarközy. L'un de ses deux parrains était Bernard Accoyer, président UMP de l'Assemblée nationale.

ROSTAIN Bruno. Directeur de société, né le 18 avril 1956 à Gap (Hautes-Alpes). Diplômé de l'École nationale supérieure des arts et métiers, ancien de l'École polytechnique (1979) ainsi que de l'École nationale supérieure des Mines de Paris (1984), il débuta comme chef de la division des mines à la DRIR de Lorraine (1985-1987) puis fut chef de mission au commerce extérieur à la direction générale de l'alimentation du ministère de l'Agriculture (1987-1988). Devenu en 1989 conseiller technique du ministre d'ouverture mitterrandien du Commerce extérieur Jean-Marie Rausch, il devait rejoindre, en 1991, la Compagnie financière (groupe Victoire), pour diriger le cabinet de Jean Arvis de 1991 à 1994. Directeur de la direction entreprise courtage d'Abeilles Assurances (1994-1995) puis administrateur directeur général de Commercial Union Assurances (1995-1998), il accède, en 1998, au directoire de CGU France, devenu, en décembre 2002, Aviva France. Cinquième assureur généraliste en France (2,2 millions de clients et 42 milliards d'euros d'actifs), il s'agit dune filiale du groupe britannique Aviva plc, 7e assureur mondial et 5e assureur européen. Vice-président directeur général d'Abeille Vie

depuis 2000 et responsable du pôle vie du groupe en France (Aviva), il en prend la tête en février 2003.

ROTHSCHILD Édouard de. Banquier, né le 27 décembre 1957 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il descend en ligne directe de Mayer-Anselme Rothschild (1743-1812), dont les cinq fils furent admis dans la noblesse autrichienne par diplôme du 25 mai 1817 et nommés barons par un autre diplôme de l'empereur d'Autriche du 22 septembre 1822, en raison des multiples services financiers rendus à la Sainte Alliance pour renverser Napoléon Ier (donc contre la France, ce qui explique qu'aucun texte ne les a jamais autorisés à porter, en France, le titre de baron). Il est le fils du baron Guy de Rothschild, banquier et président du Fonds social juif unifié (1950-1982), et de Marie-Hélène van Zuylen de Nyevelt de Haar (décédée), qui fut « la reine de Paris » (*Le Figaro*, 2 avril 1995). Après le lycée Condorcet et le collège Stanislas de Paris, il est passé par Paris II-Assas et l'université de New York. Licencié en droit et titulaire d'un MBA finance à l'université de New York, il a effectué toute sa carrière dans la banque. D'abord à la Banque Wertheim de New York (1983-1985), puis à la Banque Eurofin (1985-1987) de Georges Plescoff, avant de rejoindre le groupe familial. Directeur (1989-1991) puis gérant (1991-1993) et associé-gérant depuis 1993 de Rothschild & Cie Banque, il est administrateur de plusieurs de ses filiales et appartient à la commission des finances du CNPF, devenu le Medef. Il est « programmé » pour succéder à son demi-frère (son père a divorcé après sa naissance avant de se remarier), David de Rothschild, qui a très largement « redoré » le blason familial en une quinzaine d'années, ayant repris les rênes de la célèbre banque dirigée pendant trois décennies par son père. Par l'intermédiaire du holding financier Jean Goujon, qu'il contrôle, il devient, en 2006, l'actionnaire de référence du journal *Libération*, exigeant le départ de Serge July (son directeur historique) et de Louis Dreyfus (son directeur général). Grand joueur de polo, il fait également partie du cercle Interallié et est un grand ami de Nicolas Sarközy. Il est président de la société de courses France Galop depuis 2004 (il a succédé à Jean-Luc Lagardère). Il a opté pour la nationalité israélienne en 2010 afin de pouvoir concourir aux Jeux olympiques. Son deuxième frère, Éric de Rothschild, dirige Château-Lafite, la coopérative viticole des familles Rothschild (sur le sujet voir : *La Dynastie des Rothschild*, d'Herbert Lottman, 1994).

ROUART Jean-Marie. Écrivain, né le 8 avril 1943 à Neuilly (Hauts-de-Seine). Fils du peintre Augustin Rouart, il est issu d'une famille de peintres étroitement liée à l'impressionnisme (notamment Berthe Morisot qui épousa Eugène Manet, peintre et frère d'Édouard Manet. Leur fille, Julie Manet, épousera Ernest Rouart). Après des études de philosophie et de lettres, il entra au *Magazine littéraire* en 1967, rejoignant la même année *Le Figaro*, comme journaliste politique puis grand reporter, où il resta jusqu'en 1975 (il démissionne à l'arrivée de Robert Hersant). Il était alors franc-maçon, « parce que leurs idées étaient à l'opposé de celles de ma famille » (*Livres-Hebdo*, 8 septembre 2000). Journaliste au *Quotidien de Paris* à partir de 1977, il en devint rédacteur en chef en 1979 et dirigea ses pages littéraires jusqu'en 1985. Ayant pris la direction du supplément littéraire du *Figaro* (1986-1988), il devint par la suite directeur littéraire de ce quotidien (1006-2003). En 1996, il est devenu le premier gérant de la Société des rédacteurs du *Figaro*. Il a conduit une carrière d'écrivain, décrochant le prix Interallié en 1977 (*Les Feux du pouvoir*), le prix Renaudot en 1983 (Avant-guerre) et le prix de l'essai de l'Académie française en 1985 (*Ils ont choisi la nuit*). Battu à plusieurs reprises à l'Académie française, il y a finalement été élu le 13 novembre 1998. Appartenant également au jury du prix Interallié, il a été le principal animateur du Comité pour la révision du procès d'Omar Raddad, affaire à laquelle il a consacré *Omar : la construction d'un coupable* (1994). Il a signé une autobiographie légèrement romancée, *Une jeunesse à l'ombre de la lumière* (2000). *Rivarol* (8 décembre 2000) indique : « D'aucuns se souviennent peut-être que, dans les années soixante, un certain Jean-Marie Rouart fréquentait assidûment Jacques Perret (dont le fils était embastillé pour un attentat manqué organisé contre la barbouze gaulliste Joël Le Tac). Son oncle, l'artiste Philippe Rouart, possédait alors un domicile

avenue d'Italie où il planquait des clandestins OAS.» Dans *Livres-Hebdo* (8 septembre 2000), il précise: «J'ai été l'enfant chéri des Hussards. Des personnes comme Blondin, Haedens, Déon ou d'Ormesson [NDA: qui est pourtant tout sauf un Hussard] ont beaucoup compté pour moi.» Il a été élu à l'Académie française, au fauteuil de Georges Duby, le 18 décembre 1997. Il a été évincé du *Figaro littéraire* en 2003, au profit d'Angelo Rinaldi.

ROUBAUD Jean-François. Directeur de société, né le 3 octobre 1944 à Paris XVe. Titulaire d'un brevet de technicien supérieur de génie climatique et diplômé de l'Institut français de gestion, il a exercé dans diverses sociétés spécialisées dans le génie climatique. Il fut notamment PDG de Delamare (couverture plomberie) en 1986 puis gérant de la société Mathieu Simonnet (génie climatique), de 1997 à 2005. Engagé dans le syndicalisme patronal, il a présidé, de 1992 à 1995, la Fédération française du bâtiment. Depuis 2002, il préside aux destinées de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) et siège au Conseil économique et social depuis l'année précédente.

ROUHER Jean-Charles. Haut fonctionnaire, né le 7 août 1939 à Paris VIIe. À sa sortie de l'Ena, en 1967, il entre dans le corps de l'expansion économique. Il suit les négociations multilatérales à la DREE, puis sera attaché commercial à New Delhi de 1969 à 1973, chef des services d'expansion économique à Lima de 1973 à 1976. Il devient alors conseiller technique au cabinet de Raymond Barre (Commerce extérieur), puis le suit à l'Hôtel Matignon où il est chargé de mission pour les affaires internationales jusqu'en septembre 1980. Chef de la mission économique et financière à l'ambassade de France à Alger jusqu'en 1983, il assurera les mêmes fonctions jusqu'en juillet 1987 à Tokyo. Il entre alors chez Total, où il sera jusqu'en mai 1990 secrétaire général, puis conseiller pour les affaires internationales du président de Total-CFP, Serge Tchuruk. Secrétaire général de la Chambres de commerce international de 1950 à 1996, il fut chef de mission (économie et finance) en Inde (1997-2000) et chef des services d'expansion économique au Canada (2000-2004).

ROULET Marcel. Ingénieur, né le 22 janvier 1933 à Chambéry (Savoie). Fils d'un sous-officier savoyard, cet ancien élève du Prytanée militaire de La Flèche est l'exemple même de la réussite de l'école républicaine. Ce polytechnicien, diplômé de l'École supérieure nationale des télécommunications, «au style passe muraille» (*Le Point*, 15 octobre 1994) et cultivant «le goût du secret» (*Libération*, 22 février 1996) a joué un rôle majeur dans le développement du téléphone et des nouvelles techniques de communication en France dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Ingénieur en chef à l'office des postes et télécommunications de Côte d'Ivoire en 1959, puis en 1964 du Sénégal et de 1969 à 1973 à la direction régionale des télécommunications de Lyon, il deviendra, en 1977, adjoint au chef du service, puis l'année suivante chef du service des programmes et des affaires financières de la Direction générale des télécommunications. Exerçant, de décembre 1981 à novembre 1984, les fonctions de directeur général adjoint chargé de la promotion et du développement auprès du directeur général des télécommunications ainsi que, à partir de 1983, de la direction des programmes et des affaires financières, il est nommé par Louis Mexandeau, en novembre 1984, directeur général des postes (n° 1 des postes), puis, en décembre 1986, directeur général des communications (n° 1) en charge de France Télécom (nommé par Gérard Longuet, reconduit par Paul Quilès, puis à nouveau Gérard Longuet). Il sera renouvelé à la tête de France Télécom (nouvel établissement public, 127 milliards de F de chiffre d'affaires en 1993, 155000 salariés) en 1991, puis en 1993 mais sera renvoyé avant la fin de son mandat en septembre 1995 par Alain Juppé et François Fillon (son ministre de tutelle avec lequel il est en mauvais termes) au profit de François Henrot puis de Michel Bon. Ce grand commis de l'État qui fut à partir de juin 1994 président du conseil de surveillance de l'Office d'annonces (pages jaunes») rebondit en remplaçant, en février 1996, Alain Gomez à la présidence du groupe Thomson qui allait être privatisé. En 2002, il était membre du conseil de surveillance d'Eurazeo, une société d'investissement européenne.

ROUSSEL André. Professeur de médecine, né le 5 octobre 1919 à Paris XIVe. Docteur en médecine, il est en 1942 externe des hôpitaux de Paris, puis assistant, en 1953, à la faculté de médecine. En 1954, il dirige le laboratoire de l'Hôpital franco-musulman, l'année suivante le centre chirurgical Marie Lannelongue et, en 1959, la faculté de médecine. De retour des États-Unis, il passe avec succès en 1962 l'agrégation de médecine préventive et d'hygiène. Biologiste des hôpitaux et professeur titulaire en 1978, il préside, à partir de 1984, la Société française d'hygiène hospitalière. De 1956 à 1962, il a également été conseiller technique au ministère de la Santé et adjoint au directeur de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale de 1957 à 1971.

ROUSSEL Claude. Journaliste, né le 7 février 1919 à Paris. Normalien, il a débuté en 1944 à l'*Agence France Presse*, en devint secrétaire général en 1955 et sera son PDG de 1975 à 1978. Il sera promu, en 1979, inspecteur général de la Communication.

ROUSSELET André. Président de société, né le 1er octobre 1922 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Il est le fils du premier président de la Cour d'appel de Paris, Marcel Rousselet. Sous-préfet, il devient, en 1954, directeur du cabinet de François Mitterrand à l'Intérieur, en charge du dossier algérien, et s'en fera un proche ami. En mai 1958, il entre chez Simca avant de briguer la direction des abattoirs de la Villette (il échouera en raison de la vigilance de Michel Debré). Ayant racheté la société de Taxis G7 (dont il ne quittera la présidence qu'en 1992), il en fera la base d'un véritable empire industriel et de services (il réalisait plus d'un milliard de F de chiffre d'affaires annuel en 1990). François Mitterrand, en raison de leur ancienne amitié, en fait le trésorier de sa campagne présidentielle de 1965 (ainsi que de celles de 1974, 1981 et 1988). Candidat FGDS en Haute-Garonne, il est élu député en 1965, mais sera battu en 1968. En 1975, il lance les clubs Demain la Gauche, favorables à François Mitterrand. En 1981, il devient directeur du cabinet du nouveau président de la République, en charge d'assurer une bonne prise et installation du nouveau pouvoir (il sélectionnera nombre des membres des cabinets, du secrétariat général du gouvernement et du secrétariat général de l'Élysée, en charge, en outre, de la presse écrite et audiovisuelle, supervisant le travail du ministre de la Communication, Georges Fillioud). À la fin de juillet 1982, François Mitterrand le propulse à la tête du groupe Havas (il y demeure jusqu'en mars 1986, mais il en restera administrateur et membre de son conseil stratégique, cohabitation oblige). En 1984, ce patron de presse en gestation (il avait tenté, en vain, de racheter *Combat*, de lancer un quotidien, *Le Journal*, en 1975, et n'avait pu maintenir la parution de *Sports magazine* que trois mois en 1976) lance la première chaîne câblée payante en France, *Canal +*. Il demeurera le PDG de cette superbe affaire (qui avait pourtant mal démarré) jusqu'en 1994. À l'automne 1988, il est entré à titre personnel dans le noyau dur d'Havas, dont il détient 7 %. Président du quotidien de gauche *Info-matin* en 1994-1995, il le sabordera après des pertes très importantes. Membre de la Commission trilatérale depuis 1989, il siège ou a siégé dans de nombreux conseils d'administration depuis 1981: Compagnie générale des eaux (1983), Sofirad (1982), président de la régie industrielle de *RTL*, PDG puis président du conseil d'administration d'Eurocom et de Tonna électronique. Par la Copagest, holding de la G7 (qu'il détient à 100 % avec sa famille), il contrôle les taxis G7, G7 Air-Express, Mémogarde, la Galerie de France, les remorqueurs Abeille, les éditions Balland (1991), etc. La famille Rousselet pèse 140 millions d'euros (Challenges, classement 2010).

ROUSSELET Nicolas. Président de société, né le 23 octobre 1965 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est le fils d'André Rousselet, membre du Siècle. Ancien d'HEC, Nicolas Rousselet a fait carrière dans la société de son père, dont il est devenu PDG en 2001. Il est également président des Magasins généraux de France depuis 1996, d'Ad (location de véhicules) et de Homebox depuis 2000.

ROUSSELOT Michel. Ingénieur, né le 10 juillet 1931 à Châteauneuf-sur-Sarthe (Sarthe). Diplômé de l'IEP, cet X-Ponts a effectué la première partie de sa carrière à l'Équipement. Il fut notamment rapporteur général de la commission des transports au

Commissariat général au plan, chef du service des affaires économiques et internationales du ministère de l'Équipement (1965), directeur général de l'établissement public de la ville nouvelle de Marne-La-Vallée (1975-1982). Dès juin 1981, il devient directeur du cabinet de Louis Mermaz (à l'Équipement et aux Transports), puis le mois suivant, chargé de mission de Roger Quilliot (Urbanisme et Logement). Directeur du personnel du ministère de l'Urbanisme et du Logement de mars 1982 à septembre 1985, il devint alors directeur général de la RATP (jusqu'en juin 1989), puis fut directeur, avec rang de préfet, de l'équipement d'Ile-de-France. En juin 1991, il retourne au gouvernement comme directeur de cabinet, puis en novembre conseiller de Paul Quilès, ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de l'Espace. Il conservera ce poste auprès de son successeur, Jean-Louis Bianco, avant de prendre, de 1992 à 1996, la présidence de la Société des autoroutes Rhône-Alpes. En 1998 il devient consultant et il a été nommé, en 2002, président de groupe du programme interministériel de recherche dans les transports.

ROUSSELY François. Membre de la Cour des comptes, né le 9 janvier 1945 à Belvès (Dordogne). Licencié ès sciences économiques et diplômé de l'IEP, il débute en 1970 comme chargé d'études à la direction générale des affaires financières du ministère de l'Intérieur, puis sera attaché d'administration centrale à la direction du Budget de 1971 à 1975. Il entre alors à l'Ena (militant à la CFDT), d'où il sort auditeur à la Cour des comptes. En novembre 1981, ce militant de gauche, qui a adhéré au PS au début de l'année, est nommé rapporteur près la cour de discipline budgétaire et financière, puis, en avril 1982, auprès de la commission de la concurrence. Recommandé par son camarade de promotion de l'Ena Éric Giuly, il devient conseiller technique puis directeur adjoint au cabinet du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation Gaston Defferre (1982-1984), s'occupant très largement de la loi sur la décentralisation, conservant ce poste auprès de son successeur Pierre Joxe jusqu'en juillet 1985. Il devient alors directeur de son cabinet jusqu'en mars 1986. Détaché en mai 1986 auprès de l'Association des présidents de groupe à l'Assemblée nationale (donc auprès de Pierre Joxe), il participera activement à la campagne présidentielle de François Mitterrand. « Austère et sans état d'âme » (*Le Figaro*, 30 janvier 1991), il redevient en mai 1988 directeur du cabinet de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, puis en mai 1989 est propulsé au poste très politique de directeur général de la police nationale (le « patron » de la police nationale, c'est-à-dire l'homme clé du ministère de l'Intérieur (...) à tel point que certains n'hésitaient plus à parler d'une direction bicéphale » selon *Le Figaro*, 30 janvier 1991), poste qu'il conserve jusqu'en juillet 1991, remplacé par Bernard Grasset. À cette date Pierre Joxe, qui a changé de ministère, le nomme secrétaire général pour l'administration au ministère de la Défense (ainsi que représentant de la Défense au Commissariat à l'énergie atomique). Il est devenu conseiller maître à la Cour des comptes en 1994. De 1998 à 2004, il sera propulsé par Lionel Jospin président d'EDF. Depuis 2005, il est membre du Chairman's Board de Crédit suisse First Boston.

ROUSSET Alain. Fonctionnaire, né le 16 février 1951 à Chazelles-sur-Lyon (Loire). Marié à une enseignante en allemand, il est le fils de chapeliers reconvertis dans l'automobile. Diplômé de Sciences-Po Paris, cet apparatchik socialiste fut directeur du cabinet des présidents socialistes du conseil régional d'Aquitaine de 1980 à 1985 André Labarrère puis Philippe Madrelle. Il a été battu aux cantonales de 1985 par le RPR Jean-Claude Dalbos avant de devenir le suppléant du socialiste Pierre Ducout en juin 1988. Délégué à l'industrialisation du bassin de Lacq à partir de 1988, il devint conseiller général de Pessac la même année, devenant, en 1994, premier vice-président du conseil général de Gironde. Maire de Pessac (1989-2001), il y a lancé, avec Jean Lacouture et Jean-Noël Jeanneney, le Festival international du film d'histoire. Il préside le conseil régional d'Aquitaine depuis avril 1998, ayant succédé au sénateur RPR Jacques Valade (après que la droite, majoritaire, a refusé l'apport des voix FN). Il a été élu député de la 7e circonscription de la Gironde en 2007, avec 60,46 %, mais a été battu aux

élections municipales de Bordeaux par Alain Juppé (il a démissionné de son mandat de conseiller municipal).

ROUSSIN Michel. Préfet, né le 3 mai 1939 à Rabat (Maroc). Docteur ès lettres, diplômé de Langues O et breveté de l'enseignement supérieur et technique militaire, il devint en 1960 officier d'artillerie avant d'opter en 1963 pour la gendarmerie. D'abord chargé des relations avec la presse à la direction de la gendarmerie et de la justice militaire, il prend son essor en assurant de 1972 à 1976 le commandement militaire de l'Hôtel Matignon, se liant étroitement avec Jacques Chirac. Directeur du cabinet du préfet d'Indre-et-Loire, il sera intégré au corps des sous-préfets en 1977, puis rejoint les services secrets comme directeur du cabinet du directeur général du Sdece, Alexandre de Marenches, de 1977 à 1981. Reclassé comme chargé de mission à la direction générale de la CGE-Générale des eaux de 1981 à 1983, il entre à la Mairie de Paris comme administrateur de la commune de Paris, et sera successivement conseiller (1983-1984) et chef de cabinet (1984-1986) du maire Jacques Chirac. Il suit ce dernier à Matignon, assurant les mêmes fonctions durant toute la cohabitation (tout en étant élevé au rang de préfet). Après la réélection de François Mitterrand, il retourne à la Mairie de Paris toujours comme directeur de cabinet. Élu en 1993 député de Paris (remplacé par sa suppléante, Martine Aurillac), il devient aussitôt ministre de la Coopération du gouvernement Balladur. Il doit toutefois en démissionner à l'automne 1994 pour une affaire de fausses factures (avec Jean-Claude Méry) pour laquelle il sera mis en examen en novembre avant de bénéficier d'un non-lieu en décembre 1995. Conseiller RPR de Paris et adjoint au maire chargé de la francophonie, il est devenu ,au début de 1996, président de SAE International (groupe Eiffage). En 1999, il entre dans le groupe Bolloré comme administrateur et vice-président du secteur Afrique. Il est également membre du conseil économique et social. En février 2007, il a été condamné par la cour d'appel de Paris à quatre ans de prison avec sursis dans l'affaire des marchés publics d'Ile-de-France et 80 000 euros d'amende.

ROUVILLOIS Philippe. Inspecteur des Finances, né le 29 janvier 1935 à Saumur (Maine-et-Loire). Catholique fervent, ayant fait une belle guerre d'Algérie, diplômé de l'IEP, ce major de sa promotion de l'Ena (avec Jacques Chirac et Michel Rocard) est entré en 1959 à l'inspection des Finances. Après un passage en Algérie (1959-1960), il sera notamment affecté au service de la législation de la direction des impôts, puis devient en 1966 (jusqu'en juin 1968) conseiller technique du ministre de l'Économie et des Finances Michel Debré. Directeur adjoint au service de la législation de la redoutée Direction générale des impôts en 1967, il devient deux ans plus tard chef du service de la législation et des relations internationales à la DGI. Directeur général adjoint des impôts en 1973, puis directeur général des impôts (l'un des premiers postes de l'administration française) de mars 1976 à août 1982, il est mis à l'écart par le gouvernement socialiste, obtenant toutefois la direction adjointe de la SNCF, en charge du budget et des finances. D'octobre 1987 à août 1988, ce « moine soldat » sera directeur général (numéro un) de la SNCF (succédant à Philippe Essig), devant démissionner (servant de bouc émissaire) à la suite d'une série de catastrophes ferroviaires. Il rebondit en juillet 1989 comme administrateur général (numéro un) du Commissariat à l'énergie atomique (remplaçant Jean-Pierre Capron), et sera président de CEA Industrie (réintégré en 1993 dans le giron du CEA, après les projets mirobolants d'Abel Farnoux). Ce membre du conseil économique et social (1994-1999) a été également président de l'Institut Pasteur (1997-2003).

ROUX Ambroise. Administrateur de sociétés, né le 26 juin 1921 à Piscop (Val-d'Oise), décédé le 5 avril 1999. D'un père gérant de *Paris-Match* et d'une mère apparentée à la famille Poulenc (société Rhône-Poulenc), il est reçu en 1940 à Normale SUP et à Polytechnique, mais opte pour cette dernière sous la pression paternelle. X-Ponts et diplômé de l'École supérieure d'électricité, il deviendra un des grands capitaines d'industrie français. Capitaliste, fier de l'être, et l'un des patrons les plus influents des deux dernières décennies, cet ingénieur en chef d'EDF

débute comme adjoint au directeur des brevets à Rhône-Poulenc. Il travaille alors avec Jean-Marie Louvel, dont il sera conseiller technique, en 1951, puis directeur de cabinet, en 1952, au ministère de l'Industrie, puis qu'il suivra en 1955 à la Compagnie générale d'électricité. Il lui succède à sa tête en 1970, multipliant les effectifs par dix (18 000 à 180 000) et en faisant un mastodonte de l'industrie française, qu'il devra abandonner en 1982 lors de sa nationalisation (remplacé par Georges Pébereau). Il sera en même temps PDG de Continental-Edison, vice-président du Crédit commercial de France (1974-1982), PDG de la Compagnie industrielle de télécommunications (devenue CIT-Alcatel) de 1966 à 1982. Premier vice-président du CNPF de 1975 à 1982, ce partisan de Jacques Chaban-Delmas en 1974 présidera de 1976 à 1982 l'Association des grandes entreprises faisant appel à l'épargne (hostiles aux nationalisations), ce qui en faisait le chef de file du lobby des 28 premiers groupes français. Après les nationalisations de 1982 et jugeant le CNPF trop peu efficace, il lance son propre lobby, l'Association française des entreprises privées, qui regroupera rapidement le gratin du patronat français privé (environ soixante-dix chefs de très grandes entreprises à l'identité gardée secrète et sélectionnés par lui seul). Selon divers avis autorisés, il serait le patron français le plus influent du monde des affaires, faisant et défaisant les alliances et les nominations. Au retour de la droite, en 1986, Édouard Balladur, qui avait travaillé à la Compagnie française des accumulateurs, filiale de la CGE, s'appuiera sur les travaux de cette association pour les privatisations. Ambroise Roux sera l'un des éléments pivots des nouveaux « noyaux durs ». Redevenu administrateur de la CGE, il se chargera de l'éviction de son successeur de 1982. Il devient alors en 1987, à la suite de son rachat par la CGE, PDG de la Générale occidentale (et donc de *L'Express*), de la Hoche-Friedland en 1988, et en octobre 1991 président du conseil de surveillance de la Barclays Bank.

ROUX Annette. Présidente de société, née Bénéteau, le 4 août 1942 à La Croix-de-Vie (Vendée). Petite-fille du fondateur d'une entreprise de chalutiers de pêche, en Vendée, elle prend la tête de l'entreprise familiale de dix-sept personnes en 1964, et lance son premier bateau de pêche promenade, ayant flairé la vogue des bateaux de plaisance. En 1976, elle attaque le marché américain et lance la gamme First (élu bateau de l'année). Prix Veuve-Cliquot 1983 de la femme manager de l'année, elle introduit l'année suivante son entreprise, qui réalise alors près de 600 millions de F de chiffre d'affaires, au second marché. À la suite de difficultés passagères (baisse du dollar, conflit avec L'Air liquide) en 1984-1987, elle relance l'entreprise, installe une usine en 1986 aux États-Unis (où elle contrôle 17 % du marché du bateau de plaisance). Déjà leader du marché, elle rachète en 1995 son concurrent Jeanneau. Le nouveau groupe compte un effectif de 1 700 personnes pour un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de F, devenant, de loin, le leader mondial de la profession. L'affaire d'Annette Roux a la particularité d'être restée entièrement dans les mains de la famille. Son mari, décédé en 1994, était vice-président du conseil général de Vendée, et un proche de Philippe de Villiers.

ROUX DE BEZIEUX Geoffroy. Président de société, né le 31 mai 1962 à Paris XVe. Il est le fils de Véronique Le Vert et de Bruno Roux de Bézieux. Ce dernier, né le 13 novembre 1933 à Lyon et décédé à Neuilly-sur-Seine le 4 décembre 2008, était ancien élève d'HEC et titulaire d'un MBA de la Harvard Business School. Il avait débuté comme directeur de la Société des emballages plastiques en 1960 avant de s'engager comme sous-lieutenant dans la 13e demi-brigade de Légion étrangère à la fin de la guerre d'Algérie. Il sera plus tard le président de la Fondation des « gueules cassées ». Entré dans le groupe Worms en 1972 en tant qu'ingénieur-conseil, il deviendra successivement secrétaire général adjoint de Worms & Cie (1977), directeur des participations (1982-1983), puis directeur général adjoint de Demachy Worms & Cie et enfin directeur général de la Financière Truffaut et Simer, des filiales de Worms. Geoffroy Roux de Bézieux est le frère de Laure Bédier, invitée au Siècle depuis 2014 (elle y entre en même temps que son frère, par son mariage avec Jérôme Bédier, invité du Siècle depuis 2010.) Il a épousé, le 4 octobre 1990, au Pouliguen (Loire-Atlantique) – où il possède une résidence secondaire – Sabine Montet, avec qui il a eu quatre enfants (Hector, Adrien, Joseph et Noémie). Cette dernière, qui se fait appeler du nom de son époux (ce qui est devenu rare), passée par le lycée Pasteur de Neuilly et titulaire d'un MBA de l'Essec, a été *manager* (1988-1997), puis *marketing director* (1997-2002) chez Arthur Andersen et associé-fondateur du cabinet de conseil Advanceo (2002-2012). Dans ses œuvres philanthropiques, elle a présidé Entrepreneur du monde (2005-2013) et est administratrice de United Way Tocqueville. Les Roux de Bézieux ont créé, en 2005, la Fondation Araok (« en avant » en breton) qui collecte des fonds pour les Apprentis d'Auteuil (ex-Orphelins d'Auteuil). Les Roux de Bézieux dirigent également leur propre holding, Financom, depuis 2007. Geoffroy Roux de Bézieux a détaillé ses convictions profondes lors d'un entretien au magazine *Enjeux* (octobre 2011) : « J'ai reçu une éducation catholique très traditionnelle. Je l'ai rejeté à 15-16 ans, mais en vieillissant il y a des interrogations qui… Enfin, tout ça se rapproche quoi. C'est une question difficile […] Disons que dans la famille catholique je suis plutôt moine bâtisseur que contemplatif. J'ai une théorie, je crois que dans la vie il y a ceux qui construisent et puis il y a les nomades. Je ne suis pas un nomade.[….] Ma famille des deux côtés s'est plutôt bien conduit à ce moment-là (NDA pendant l'Occupation). Ma grand-mère a caché une dame juive durant toute la guerre et du côté de mon père on résistait. Je ne sais pas pourquoi, c'est une question qui m'a toujours obsédé. » Après avoir étudié à l'école Sainte-Croix de Neuilly et à l'université Paris Dauphine, cet ancien de l'Essec a obtenu un DESS de marketing international. Il a opté pour le service long en s'engageant dans les commandos marines, servant à Djibouti et au Liban (1984-1986). En mai 2009, il a effectué un stage de remise à niveau à l'École des commandos marine de Lorient. Après avoir commencé sa carrière au groupe L'Oréal comme responsable marketing (1986-1990), directeur marketing à Londres (1990-1994) et directeur de la filiale polonaise (1994-1996), il s'est lancé dans la téléphonie mobile, un marché en pleine expansion à la fin des années 90. Ainsi a-t-il fondé en 1996, avec Pierre Cuilleret, la chaîne de magasins The Phone House qu'il a présidée jusqu'à sa revente en 2000 à The Carphone Warehouse (entre 30 et 40 millions d'euros) dont il devient directeur général Europe (2000-2003) puis *operating officer* (2003-2006). En 2006, il crée l'opérateur de réseau mobile virtuel Omea Télécom qui opère en France sous le nom Virgin Mobile France, lancé en 2006 avec Richard Branson et qu'il dirige depuis lors, mais également Breizh mobile, Casino Mobile, Tele2 mobile, etc. En 2008, il a fondé, avec Stéphane Treppoz, Ouriel Ohayon et Pierre Kosciusko-Morizet, le fonds d'investissement des entrepreneurs d'Internet ISAI. Il est également administrateur de Parrot (depuis 2005), membre du conseil d'administration de PSA Peugeot Citroën (depuis 2007) et du conseil de surveillance de France investissement depuis 2006. *Le Point* (3 mai 2007) le décrivait ainsi : « Pas de goût de luxe, bagnoles de sport, montres ou collection d'art contemporain: la seule vraie faiblesse de ce patron modèle est à chercher du côté de l'ego. » Car à cette époque, ce « patron de choc » (*Le Monde*, 10 juin 2008) s'est imposé comme un « bon client » des plateaux de télévision où il jouait volontiers le rôle d'avocat du contrat de travail promu par Dominique de Villepin, ce qui lui vaudra d'ailleurs d'être qualifié par Nicolas Sarközy de « Taliban du CPE ». Dans la foulée, il signe *Salauds de patron! Pourquoi les Français n'aiment pas leurs chefs d'entreprise* (Hachette littérature, 2007) et sera recruté par Jacques Attali dans sa Commission pour la libération de la croissance française. Il fut également vice-président (2004-2005) puis président (2005-2008) de l'association Croissance plus, lobby entrepreneurial proche de Jean-François Copé (où il avait succédé à Charles Beigbeder). Il a présidé l'Unedic de 2008 à 2010. Depuis juin 2013, ce sportif (marathon, rugby, voile, etc.) est vice-président délégué du Medef, s'étant finalement rangé derrière Pierre Gattaz alors que, candidat déclaré depuis février 2013, il avait devancé d'une voix le patron de Radiall lors d'un vote consultatif du conseil exécutif.

ROYER Pierre. Professeur de médecine, né en 1917. Spécialiste en pédiatrie, ce chef du département de pédiatrie à l'hôpital des enfants malades de Paris a été professeur à la clinique pédiatrique de l'université René Descartes, président du conseil d'administration de l'Institut

Pasteur ainsi que président de l'Association internationale de pédiatrie (1974-1983)

RUAULT Jean-Pierre. Directeur de société, né le 9 août 1937 à Saint-Omer (Pas-de-Calais). Ce polytechnicien fut, de 1963 à 1968, administrateur de l'Institut national de statistiques et des études économiques puis, de 1968 à 1973, chargé de mission et conseiller technique au ministère de l'Économie et des Finances. Secrétaire général de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation en 1973, il sera conseiller technique au secrétariat général de l'Élysée durant toute la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Entré à l'Union des assurances de Paris en 1983, il y sera d'abord directeur puis secrétaire général (1987-1997). Conseiller du président de la Fédération française des sociétés d'assurance, il est trésorier de l'Observatoire de l'épargne européenne.

RUBICHON François. Directeur de société, né le 23 septembre 1963 à Beauvais (Oise). Fils d'un président de société, cet ancien de Sciences-Po Paris et de l'École nationale supérieure des postes et télécommunications (1989) a commencé sa carrière à la direction générale de La Poste comme chef du bureau analyse de gestion (1989-1991), avant de devenir chef du département contrôle de gestion national (1991-1993). Nommé en juin 1993 conseiller technique au cabinet du ministre des Transports centriste Bernard Bosson, il prend, en mai 1995, la direction générale de Sofipost (société holding des filiales de La Poste), étant parallèlement PDG de la Société financière de l'Aéropostale (1996-1998). En septembre 1998, il s'est vu confier la présidence du directoire de Publi-Trans (groupe La Poste) puis, en 2000, est devenu PDG de GeoPost Logistics avant de rejoindre, en juillet 2002, le cabinet du ministre des Transports centriste Gilles de Robien, en tant que directeur adjoint de son cabinet. En avril 2005, il a brièvement été conseiller social du Premier ministre UMP Jean-Pierre Raffarin, avant de poursuivre comme conseiller spécial chargé des affaires sociales du ministre UMP des Transports Dominique Perben (2005). Entre 2005 et 2012, il a été directeur général délégué et membre du comité exécutif d'Aéroports de Paris. Directeur exécutif ressources humaines, affaires générales et organisation et membre du comité exécutif de SFR, depuis septembre 2013, il a été un des seuls rescapés du grand nettoyage opéré par Patrick Drahi depuis son rachat par Numericable.

RUFENACHT Antoine. Administrateur civil, né le 11 mai 1939 au Havre (Seine-Maritime). Descendant d'une riche famille protestante, il fut d'abord mendésiste avant d'épouser le gaullisme (plutôt de gauche). À sa sortie de l'Ena, il entre comme administrateur civil à la direction du Trésor, puis sera conseiller technique aux cabinets d'Olivier Guichard (Éducation nationale, puis Équipement) en 1972-1973 et de Vincent Ansquer (Commerce) en 1974-1975. Secrétaire départemental de l'UDR puis du RPR, conseiller général du Havre en 1973, toujours réélu, il sera en 1975 le suppléant du député Maurice Georges, gendre de René Coty. À la suite d'ennuis de santé, Maurice Georges démissionne et, à la suite d'une élection partielle, en juin 1975, Rufenacht est élu député. En 1976, il devient secrétaire d'État (sans affectation) auprès de Raymond Barre puis, en 1977-1978, sera promu secrétaire d'État à l'Industrie. Réélu député en 1978, il soutient, en 1981, la candidature de Michel Debré à l'élection présidentielle (gardant ses fonctions au RPR). Battu tant aux législatives de 1981 qu'aux municipales du Havre en 1983, il effectue un retour en 1982 comme vice-président du conseil général de Seine-Maritime. Réélu député en 1986 et 1988, il démissionne du conseil régional. Secrétaire national du RPR aux élections jusqu'en 1988, il devient à cette date secrétaire aux relations extérieures du RPR. Battu à nouveau aux municipales de 1989, il sera président du conseil régional de Haute-Normandie de 1992 à 1998. Réélu député en 1993, il gagne Le Havre aux communistes en 1995 et démissionne alors du Palais Bourbon. En 2002, il est le directeur de la campagne de Jacques Chirac. En 2001 puis en 2008, il sera réélu maire du Havre (il abandonne son siège au profit de son premier adjoint en 2010). Il est, par ailleurs PDG, de la société Armor depuis 1978. En 2007, il a soutenu la candidature de Nicolas Sarközy.

RUTMAN Gilbert. Ingénieur, né le 7 septembre 1928 à Baillet-en-France (Val-d'Oise), décédé le 22 mars 2001. Cet X-Mines fut d'abord ingénieur des mines à Strasbourg (1952-1957). Il passe ensuite à la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, où il reste jusqu'en 1976 (il y sera notamment directeur, puis directeur général adjoint, 1957-1976). Ce spécialiste des hydrocarbures sera directeur puis directeur général adjoint d'Elf Aquitaine, puis vice-PDG de 1978 à 1991. Administrateur depuis 1990, il fut également PDG de la SNEA Production de 1976 à 1989. Membre du conseil des Mines, il préside la Fondation nationale Entreprise et performance depuis 1991 ainsi que le Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France depuis 1992.

S

SABATIER Guy. Avocat, né le 2 octobre 1917 à Vitré (Ille-et-Vilaine). PDG de la Société nationale des entreprises de presse (en 1973), il sera le gérant unique de la Nouvelle agence de presse internationale (1974). Longtemps membre du comité central du RPR, cet ancien avocat à la cour d'appel de Paris en 1942 a toujours été engagé, depuis 1951, dans le mouvement gaulliste. Député de l'Aisne de 1962 à 1973 et maire de Laon de 1965 à 1977, il s'était spécialisé dans les questions économiques. Tout au long de sa carrière, il a manifesté son intérêt pour la presse tant écrite qu'audiovisuelle.

SABOURET Yves. Directeur de société, né le 15 avril 1936 à Paris VIIIe. Ancien de Sciences-Po et major de sa promotion (Blaise Pascal) à l'Ena, ce chrétien progressiste mendésiste (qui milita dans sa jeunesse au PSU et à l'Unef anticolonialiste) a eu longtemps pour maître à penser Jacques Delors. Cet ami de Michel Rocard rejoint ensuite le CDP. Conseiller technique d'Albin Chalandon en 1968-1969 (notamment au moment de la célèbre affaire Aranda), il deviendra ensuite directeur de cabinet de l'Éducation Joseph Fontanet, conseiller pour les affaires sociales et culturelles du Premier ministre Pierre Messmer, et sera directeur de cabinet de Françoise Giroud, secrétaire d'État aux Droits de la femme sous Giscard, bien qu'ayant appartenu au comité de soutien à Jacques Chaban-Delmas à l'élection présidentielle de 1974. Battu de 45 voix seulement aux élections législatives de 1973 dans les Côtes-d'Armor alors qu'il devait succéder à Roger Pleven, il sera maire UDF de Saint-Cast-Le-Guildo (le « Neuilly-sur-mer ») de 1967 à 1995 et sera conseiller général de Matignon de 1973 à 1992 (battu). En 1975, il quitte la fonction publique (s'estimant trop mal payé), repéré par Jean-Luc Lagardère qui l'engage chez Matra-Hachette. Il y fera carrière : vice-président en 1979, directeur général d'Hachette en 1981, puis vice-PDG jusqu'en 1990. En 1988, il chapeaute le rachat de l'éditeur américain Grolier. Quand Hachette rentre dans le capital de *La Cinq*, il en devient l'un des trois directeurs généraux, puis le président (succédant à Robert Hersant) en 1990 jusqu'à sa chute en 1992 avec une ardoise de 3,5 milliards de F, alors même qu'il avait espéré obtenir *TF1* lors de sa privatisation. « Smiling Cobra » (son surnom) aura été « le créateur et le fossoyeur de *La Cinq*, version Hachette » (*Challenges*, juin 1994). Ce bras droit de Lagardère sera, de 1994 à 2003, directeur général des NMPP. Il est également le trésorier de l'association des Amis de la fondation Agir contre l'exclusion, créée pour promouvoir l'action (et le destin) de Martine Aubry, et dont le président est Alain Minc. Il a par la suite été PDG d'Ingenico (2004-2005) et président de la Fondation de France à partir de 2007. Sa première épouse, Anne de Caumont La Force, est une descendante du fondateur de la société Hachette.

SADON Paul-André. Magistrat, né le 20 août 1924 à L'Isle-sur-Serein (Yonne). Premier avocat général à la Cour de cassation. Après une carrière dans la magistrature en province de 1947 à 1958, ce fils de notaire est nommé substitut détaché au ministère de la Justice en 1958 puis, en 1965, substitut au Tribunal de grande instance de Paris détaché à la direction des affaires criminelles et des grâces. À partir de 1967, sa carrière s'accélère : conseiller technique du ministre des Transports, collaborateur du garde des Sceaux (1968), poste qu'il conservera sous quatre ministres successifs : Joxe, Capitant, Jeanneney et Pleven. Inspecteur (1970), puis directeur (1972) des services judiciaires, il devient en 1975 procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Paris, puis en 1976 procureur général près de la Cour d'appel de Paris. En 1981, cette bête noire de la gauche judiciaire (le Syndicat de la magistrature le déteste pour son rôle dans la préparation de la loi Sécurité et liberté) est mise au placard avec le titre de premier avocat général à la Cour de cassation (en surnombre). Il y restera jusqu'en 1986, date à laquelle il devient conseiller puis directeur de cabinet du garde des Sceaux Albin Chalandon. Ce barriste, franc-maçon (*Minute*, 19 mars 1987) et membre du Cercle républicain, a été également maire et conseiller général DVD de sa commune natale. Sa fille a épousé Philippe de La Fournière.

SADOUN Arthur. Publicitaire, né le 23 mai 1971 à Dourdan (Essonne). Son père, Roland Sadoun, dirigeant de la communauté juive, ancien résistant, a cofondé Ipsos. Ancien de la modeste European Business School (et titulaire d'un MBA de l'Insead en 1998), il a lancé, au Chili (grâce au soutien de son père), en 1992, l'agence de publicité Z Group, revendue en 1997 à BBDO. Repéré par Jean-Marie Dru (membre du Siècle), il intègre TBWA en 1999, en devient directeur général en 2001. En 2007, il prend la direction de Publicis Conseil (remplaçant Christophe Lambert), et, en 2009, de Publicis Worldwide France. Il est donné comme le dauphin de Maurice Lévy à la tête de Publicis. Très discret sur sa vie privée, il est marié, depuis juin 2010, à la journaliste divorcée Anne-Sophie Lapix, née le 29 avril 1972 à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques). Passée par Sciences-Po Bordeaux et le Centre de formation des journalistes, elle a été notamment présentatrice pour *Bloomberg TV* (1996-1999), journaliste à *LCI* (1999-2005), présentatrice du journal de la mi-journée sur *M6* (2006), « joker » de Claire Chazal pour les journaux du week-end sur *TF1* (2006-2008), présentatrice de *Dimanche* + sur *Canal* +, à partir de 2008.

SADOUN Roland. Administrateur de sociétés, né le 9 août 1923 à Suresnes (Hauts-de-Seine), décédé le 12 juin 2005. Chargé de mission au Commissariat général au tourisme à Paris de 1947 à 1949, il est son représentant en Amérique du Sud de 1950 à 1952, puis en mission pour le gouvernement au Nord Vietnam en 1954. De 1953 à 1972, il est directeur, puis directeur général et, de 1972 à 1975, conseiller technique de l'Institut français d'opinion publique (Ifop) et de l'Institut pour l'étude des marchés (Etmar). En 1972-1973, il est en mission auprès du gouvernement iranien, et de 1972 à 1981 conseiller de la présidence de CII-Honeywell Bull, ainsi que membre du Haut conseil de l'audiovisuel (1973-1982). Membre du conseil d'administration de l'Institut Fredrik R. Bull et gérant de Roland Sadoun & Cie depuis 1976, il a été, de 1974 à 1993, délégué général du groupe Bossard et conseiller de la présidence de Rhône-Poulenc depuis 1986.

SAGLIO Jean-François. Ingénieur, né le 29 juillet 1936, à Toulon (Var). Ce polytechnicien, également ingénieur des Mines, a été un proche collaborateur de Georges Pompidou à l'Élysée de 1969 à 1973. Il fut le suppléant de Maurice Lemaire, ancien ministre et député UDR des Vosges à la fin des années soixante. Premier directeur de la prévention des pollutions et des nuisances en 1973, il fut ensuite délégué à la qualité de la vie (1978), deux postes nouvellement créés, juste avant Jean-Claude Colli. Président de l'Agence foncière et technique de la région parisienne (1978-1981), il entre alors dans le groupe Elf-Aquitaine, toujours dans le cadre de ses préoccupations écologistes, puis revient au ministère de l'Industrie (1987-1988) comme directeur général de l'Industrie (succédant à Jacques Maisonrouge). Il sera conjointement directeur d'Elf Aquitaine et conseiller du ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, Georges Fauroux. Secrétaire général de Roussel-Uclaf (1989-1991), il est nommé directeur général de CEA-Industrie en 1992 avant d'être porté, en 1995, à la présidence du conseil d'administration de l'Institut Français de l'Environnement. Vice-président du cabinet de lobbying SCH Consultants (1995-2003), il intervient pour le compte de grandes sociétés dans la pharmaceutique, la banque, les transports, l'industrie et l'immobilier, président de Packfinance (2003-2005). Il serait franc-maçon selon *Lectures françaises* (n° mai 1982).

SAINT-GEOURS Frédéric. Inspecteur des Finances, né le 20 avril 1950 à Clamart (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Jean Saint-Geours et le frère de Jean-Philippe Saint-Geours, tous deux membres du Siècle. Cet énarque (promotion Léon Blum, 1975,

LE SIÈCLE

avec Martine Aubry, Alain Minc ou Hervé Hannoun) appartient au Parti socialiste depuis 1974. Entré au ministère de l'Économie et des Finances à la direction de la prévision, il fut ensuite affecté à l'inspection des Finances de 1979 à juin 1981. Conseiller technique de Louis Mermaz, ministre de l'Équipement et des Transports (1981), il le suivit à la présidence de l'Assemblée nationale (juillet 1981-avril 1984). Directeur de cabinet d'Henri Emmanuelli (secrétaire d'État au Budget), puis sous-directeur à l'administration centrale du ministère de l'Économie, en août 1985, il rejoint en septembre 1986, suite au changement de majorité, le groupe automobile PSA comme chargé de mission auprès de son directeur financier. Directeur financier en 1988, dix-huit mois après son entrée, il est promu directeur général adjoint d'Automobiles Peugeot en 1990 (il est toutefois barré pour la succession de Jacques Calvet à la suite de l'arrivée de Jean-Martin Folz). En 1998, il deviendra directeur général de Peugeot mais n'obtiendra pas la présidence de PSA quand Jean-Martin Folz prendra sa retraite. C'est la raison pour laquelle il accepte, en décembre 2007, de remplacer Denis Gautier-Sauvagnac à la tête de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) suite au scandale provoqué par la découverte d'une caisse noire à l'UIMM. Il demeure maître de conférences à l'IEP et l'Ena.

SAINT-GEOURS Jean. Inspecteur des Finances, né le 24 avril 1925 à Bordeaux (Gironde). Major de la promotion de l'Ena 1949, il fut chargé de mission au cabinet de Bourgès-Maunoury, ministre des Finances en 1953 puis de Pierre Mendès France en 1954, avant de passer au Trésor en 1956. Fondateur de la direction de la Prévision en 1965 (créée pour lui par Valéry Giscard d'Estaing), ce « haut fonctionnaire à la carrière tracée au cordeau » (*La Tribune Desfossés*, 3 octobre 1995) entre au Crédit lyonnais en 1968 et en devient le numéro deux, deux ans plus tard (derrière François Bloch-Lainé). Archétype du technocrate de gauche, il quitte la banque en 1975, évincé par le gouvernement de l'époque (sa gestion bancaire avait été considérée comme un peu aventureuse par certains ». *Le Monde*, 23 juillet 1982). Il devient en 1976 responsable du groupe Sema-Metra, filiale de Paribas chargée de sondages et d'études et conseils aux entreprises. En 1981, Pierre Mauroy l'appelle comme conseiller pour prendre la tête d'une mission nationale de lutte pour l'emploi. Président du Crédit national de 1982 à 1987, puis du Crédit industriel et commercial (CIC), il accède à la présidence de la Commission des opérations de bourse en octobre 1989, poste qu'il occupe jusqu'à la fin de 1995. De 1992 à 1994, il a aussi présidé l'Organisation internationale des commissions de valeurs. Ce pacifiste, adepte de l'économie mixte et de la planification, siège dans un grand nombre d'associations et de commissions: il préside, de 1983 à 1987, l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles, depuis 1989 la Fondation Beaumarchais (aides à la création artistique), en 1991 la Cinémathèque française. Très proche du club Jean Moulin, ami de Jean-Jacques Servan-Schreiber, membre du Club de Rome et de l'association internationale Futuribles (dont il sera vice-président jusqu'en 1992) depuis 1974, Jean Saint-Geours a écrit de nombreux essais sous son nom, ainsi que des romans sous le pseudonyme de Jean Saint-Vernon (dont *L'Élection de Turdigal*, en 1979, qui retrace la bataille de Bordeaux en 1970, où il soutint très activement Jean-Jacques Servan-Schreiber).

SAINT-GEOURS Jean-Philippe. Haut fonctionnaire, né le 31 juillet 1947 à Mézières (Ardennes). Il est le fils du précédent. Cet énarque (1973) entre au ministère de l'Économie et des Finances. Il deviendra adjoint au chef du service du développement industriel au ministère de l'Industrie, puis adjoint au chef de la mission de coordination du contrôle fiscal à la Direction générale des impôts. Très proche du Parti socialiste, il est sollicité comme chargé de mission au cabinet de Pierre Mauroy à Matignon, où il s'est occupé des dossiers fiscaux. Il a été chargé de superviser les grands travaux, chers au président de la République. En 1983, il prend la direction de l'administration et des finances à la mission d'études et de préfiguration de l'Exposition universelle, puis devient directeur général de l'Opéra de Paris (1984-1989). Entré en septembre 1989 à Régie Presse (devenu en 1991, Médias et Régies Europe, groupe Publicis) comme directeur général, il siège au conseil

d'administration du Syndicat national de la Publicité presse. Il a rejoint fin 1995 la société de chasseurs de têtes Heidrick and Struggles France. Son épouse, Véronique Saint-Geours, a été attachée de presse du ministre PS de la Culture Jack Lang (1981-1986).

SAINT-MLEUX André. Diplomate, né le 25 septembre 1920 à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Docteur en droit et breveté de l'École nationale de la France d'Outre-Mer, ce spécialiste de l'Indochine est également ancien élève de l'Ena (1953). Il fut chef de cabinet de Guy La Chambre (ministre des États associés, 1954-1955), directeur de cabinet de Paul-Henri Spaak, secrétaire général de l'Otan (1957), consul général de France à Hong Kong (1962), à Munich (1965), ministre d'État de la Principauté de Monaco (1972-1981). Il entre alors à la Société des bains de mer (Monaco) dont il sera directeur général et président.

SAINT-SERNIN Frédéric (de LAPPARE de). Cadre dirigeant, né le 14 février 1955 à Reims (Marne). Issu d'une famille de militaires, il milita dans les rangs du GUD et du GAJ, avant de rejoindre le RPR sur les conseils de son cousin Dominique de Villepin. Assistant parlementaire du député RPR Xavier Deniau, ce licencié en droit dirigea ensuite la communication d'Alain Carignon, député-maire RPR de Grenoble. Permanent du RPR auprès du secrétaire général Alain Juppé, il devient un spécialiste en analyse électorale. Il est parachuté dans la 3[e] circonscription de Dordogne en 1993, se faisant élire par surprise. Délégué général du RPR en charge des élections (1995-1997), il est battu en 1997. Il sera également maire adjoint de Nontron (1995) et conseiller général de Dordogne (1996-2001). Recasé comme chargé de mission de Gaston Flosse, président du gouvernement du territoire de Polynésie française, il se fait réélire député en 2002 de justesse (50,13 %). Il sera brièvement secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire (2004-2005). Conseiller à la présidence de la république pour les questions institutionnelles et parlementaires, il prend la présidence du Stade rennais (groupe Artémis de François Pinault) en 2006, ainsi que président des relations institutionnelles de PPR.

SALAME Ghassan. Universitaire, né le 18 mai 1951 à Kfardébian (Liban). Diplômé en lettres, droit et sciences politiques, il a milité à l'extrême gauche dans son pays natal tout en commençant une carrière universitaire qui le conduira de l'université Saint-Joseph de Beyrouth à la Brookings Institution de Washington (émanation du Council on Foreign Relations) puis au Centre de recherche en sciences sociales de New York. Spécialiste du Proche-Orient, il est l'un des meilleurs spécialistes des structures de pouvoir des pays du Golfe (notamment les monarchies pétrolières), ayant consacré sa thèse à la politique étrangère du royaume d'Arabie Saoudite. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris depuis 2004, il est également directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales. Il a notamment dirigé *Démocraties sans démocrates* (1994) et signé *Appels d'Empire: ingérence et résistance à l'âge de la mondialisation* (1996). « Mais Ghassan Salamé ne se cantonne pas à l'univers de la recherche, indique *Le Monde* (2 février 1999). Habitué des cercles de pouvoir, c'est peu de dire qu'il ne manque pas d'entregent. Il est souvent mis à contribution par les médias et alimente ainsi régulièrement *RMC-Moyen Orient* de chroniques où il laisse libre cours à ses talents d'orateur. »

SALAT-BAROUX Frédéric. Membre du Conseil d'État, né le 12 juillet 1963 à Paris VIII[e]. Il est le fils du médecin et universitaire Jacques Salat-Baroux et de Jacqueline Amzallag. Titulaire d'une maîtrise en droit des affaires, diplômé de Sciences-Po Paris et de l'École supérieure de commerce de Paris, il entre à l'Ena en 1989 (promotion Victor Hugo). Nommé auditeur au Conseil d'État en 1991, il deviendra maître des requêtes en 1994. Chargé de mission à la direction de la Sécurité sociale, il fut conseiller technique pour la santé et l'hôpital du Premier ministre Alain Juppé de 1995 à 1997. Après l'échec de ce dernier, il deviendra l'un des piliers de son association France moderne. Commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux du Conseil d'État jusqu'en 2000, il devient, en septembre de cette année-là, conseiller social à la présidence de la République. Il est confirmé par Jacques Chirac comme secrétaire général adjoint (2002-2005), plus particulièrement en charge des questions sociales,

puis comme secrétaire général de la présidence (2005-2007). Fin 2007, il a rejoint comme avocat associé le cabinet d'affaires Weil, Gotshal & Manges. Il a pour compagne Claude Chirac.

SALLOIS Jacques. Membre de la Cour des comptes, né le 24 juin 1941 à Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise). Issu de la promotion 1966 de l'Ena, cet auditeur à la Cour des comptes militait alors au PSU, pour qui il réalisa le meilleur score de France en 1968 (8 %), comme candidat en Loire-Atlantique, après avoir été l'un des membres de la Commune qui avait isolé la ville du reste du pays, à la fin de mai 1968 (cf. *Cahiers de mai*, n° 1). Il rejoignit par la suite le Parti socialiste. Promu conseiller référendaire en 1973, chargé de mission au Commissariat général au plan (1977-1978), il devient, dès l'accession de la gauche au pouvoir, directeur du cabinet de Jack Lang. Pour nombre d'analystes (notamment dans *Les jours les plus Lang*), il apparaît comme l'« éminence grise » du ministre de la Culture. Délégué général à la Datar (1984-1987) en remplacement de Bernard Attali, il sera ensuite nommé conseiller pour les relations internationales auprès du directeur général de la Caisse des Dépôts et consignations, le socialiste Robert Lion. Il a occupé le poste, en 1989, de délégué aux affaires européennes et internationales, avant d'être nommé directeur des Musées de France (juin 1990 à 1994). Il a été, de 2002 à 2005, président du conseil d'administration de l'Institut national d'histoire de l'art.

SALMON Robert. Directeur de société, né le 1er novembre 1935 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Entré dans le groupe L'Oréal en 1963, il y a fait toute sa carrière. Il s'occupe, depuis 1991, de la veille technologique et de la prospective dans le groupe, afin de déterminer les goûts et les marchés du futur où L'Oréal pourrait s'impliquer. Grand voyageur pour sa compagnie (il s'est par exemple rendu 110 fois au Japon, *Le Nouvel économiste*, 18 juin 1993), il était de tous les séminaires et symposiums mondialistes (Davos, Institut français des relations internationales, etc.).

SAMPERMANS Françoise (née DURAND, divorcée). Directeur de société, née le 10 juillet 1947 à Paris XIIe. Elle est la fille de Jacques Durand, ancien trésorier national du RPR, ancien conseiller régional d'Ile-de-France et ancien adjoint au maire de Domont (Val-d'Oise), ancien directeur d'une filiale d'Unilever, décédé en août 1999. Elle a conservé le nom de son mari, dont elle est divorcée, et qui élève leurs deux filles. Licenciée ès lettres et en psychosociologie, elle débute comme responsable de la formation des cadres et de l'information chez Transac, filiale de CIT-Alcatel, en 1974, où elle fera la connaissance de Jacques Imbert (qui modèlera sa carrière, l'engageant à chacun de ses postes successifs, à la Chapelle-Darblay, Thomson et Alcatel), avant de rejoindre, quatre ans plus tard, le groupe papetier Chapelle-Darblay, comme responsable des relations publiques et de la communication. En 1981, elle participe au lancement d'*Entreprise et Crédit* du très droitier Émile Véron, où elle se voit confier les relations publiques. En 1982, elle entre chez Thomson comme responsable de la communication pour Alcatel-Thomson. Directeur de la communication d'Alcatel-CIT jusqu'en 1991, cette fidèle amie de Pierre Suard sera ensuite directeur général de la Compagnie forestière occidentale, devenue la Générale Occidentale (le groupe du milliardaire villiériste Jimmy Goldsmith vendu à Alcatel), succédant au poste du très influent « parrain des affaires » Ambroise Roux. On la retrouve de 1992 à 1995, PDG du Groupe *Express* (éditeur du magazine du même nom, ainsi que du *Point*, de *Courrier international*, de *Gault et Millau* et de *Lire*), remplaçant Willy Stricker, ainsi que présidente du groupe Média SA (Biba) et de *Télécâble Magazine*. En charge du développement du multimédia chez Alcatel-Alsthom en 1995 et vice-présidente de la chaîne *Euronews*, elle passe ensuite (sans doute à la suite de sa mise en cause et celle de Pierre Suard, remplacé par Serge Tchuruk, par le juge Jean-Marie d'Huy au printemps 1995) au groupe d'imprimeries Québécor Europe (1996-1998), puis devient, à la surprise générale, directrice générale de *Marianne*, l'hebdomadaire de Jean-François Kahn, en remplacement d'Albert Mallet. Elle a été recrutée par le nouvel actionnaire majeur, Jean-Luc Lagardère. Elle figure en effet depuis longtemps à la commission exécutive et au comité directeur du Centre national des indépendants, sous la direction de l'ex-FN Yvon Briant. Cette catholique pratiquante s'est par la suite rapprochée d'Idées-Action d'Alain Madelin (*Le Nouvel économiste*, 5 mai 1995). Elle appartient au Bilderberg Group, puissant groupe mondialiste, ayant notamment participé à sa réunion annuelle de juin 1995 à Burgenstock (Suisse), et siège au conseil d'orientation de l'Institut Aspen-France de Raymond Barre. Éclectique, elle préside une très discrète et très fermée association, Les Pieds dans l'eau, qui réunit, le premier mardi de chaque mois, des personnalités comme la directrice du Budget Isabelle Bouillot, Isabelle Ockrent (sœur de Christine Ockrent, ancienne chargée de communication de Charles Hernu et directrice de la communication de la Seita), le journaliste Philippe Tesson, Francis Terquem (avocat de SOS-Racisme), l'ancien ministre socialiste Louis Mexandeau, etc. À partir de décembre 1998, elle s'est vue confier la présidence – PDG - du bimensuel *Le Nouvel économiste*, racheté par Paul Dubrule et Gérard Pélisson, les coprésidents du conseil de surveillance du groupe Accor, et du magazine (disparu depuis lors) *L'Événement*. En mars 2000, elle a démissionné de toutes ses fonctions pour prendre, à la demande d'Yves Sabouret, la direction des publications des *Nouvelles messageries de la presse parisienne* (NMPP).

SAMUEL-LAJEUNESSE Denis. Banquier, né le 14 mars 1948 à Paris VIIe. Issu de la promotion 1973, cet énarque a intégré la direction du Trésor, dont il est rapidement devenu le numéro deux (et membre du Club de Paris). Il a été en poste auprès du Fonds monétaire international de 1977 à 1979. En 1992, il a accédé à la présidence de la Lyonnaise de Banque (filiale lyonnaise du groupe CIC). On lui prête un grand rôle dans la négociation, aux côtés de Jean Claude Trichet, directeur du Trésor, du traité de Maastricht. De 2003 à 2006, il est directeur général de l'Agence des participations de l'État. Il rejoint ensuite le cabinet Cushman & Wakefieled.

SANCHEZ Frédéric. Président de sociétés, né le 13 mars 1960 à Castres (Tarn). Diplômé de Sciences Po Paris et de HEC, il a débuté chez Renault comme responsable du département logistique au Mexique (1986-1987). Il passe ensuite chez Ernst & Young comme auditeur (1987-1990), avant d'être attaché à la direction de Fives-Lille (1990-1991). Il grimpe dans la hiérarchie dans cette entreprise, dont il est devenu président du directoire en 2002. En parallèle, il préside la commission internationale du Medef.

SANTINI Philippe. Publiciste, né le 7 décembre 1943 à Alger (Algérie). Arrivé en France métropolitaine en 1962, ce pied-noir d'origine corse est diplômé de l'IEP et de la Harvard Business School de Boston. Devenu chef de publicité puis du marketing de l'hebdomadaire *Les Informations*, il sera ensuite chargé de mission auprès de la direction générale du groupe Havas. Grimpant dans la hiérarchie, on le retrouve directeur régional d'Havas Ile-de-France (1982-1983), directeur général d'Havas Grande Région (1983-1985). Il a été conseiller auprès du président de *Canal +* (responsable du marketing et du service commercial). Directeur du réseau de l'agence Havas, en octobre 1985, il en devient directeur général en 1986, PDG d'Avenir (1987) et vice-PDG de la Comareg (1988). En 1989, on le retrouve directeur général du groupe Havas et PDG d'Avenir Havas Media (6 milliards de F de chiffre d'affaires en 1989). Il démissionne d'Havas, où il était considéré comme le dauphin de Pierre Dauzier, en décembre 1990, en raison de rumeurs au sein de la société l'accusant de trop bonne entente avec le promoteur qui a vendu le terrain du nouveau siège de la société (*Le Figaro* 16 décembre 1990 et *Le Canard*, 16 janvier 1991), bien que rien de probant n'ait jamais été découvert. Il fonde alors la société de conseil en stratégie PHS Consultant, qu'il quitte en 1995. De 1994 à 1996, il assure la direction générale de la Compagnie générale de vidéo-communication, filiale câble de la Générale des eaux et premier opérateur câble de France. En 2003, il est PDG du groupe France agricole et de Groupe industries services info (Gisi).

SAPIN Michel. Magistrat, né le 9 août 1952 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Issu d'une vieille et riche famille d'industriels d'Argenton-sur-Creuse, cet ancien de Sciences-Po et de l'École normale supérieure est licencié en histoire et titulaire d'un DEA de géographie. Membre du Parti socialiste depuis 1975, cet énarque (1980) n'a exercé son métier de magistrat que quatre mois, ayant été élu en 1981, face

à André Laignel (radical de gauche), député de la première circonscription de l'Indre. En raison d'une certaine animosité, Michel Sapin ira se présenter dans les Hauts-de-Seine et sera réélu en 1986 et 1988 (dans un fief communiste). Chevènementiste puis rocardien, il appartient au comité directeur du PS depuis 1987 (chargé de la coordination des partisans de Michel Rocard dans l'hypothèse de sa candidature à la présidentielle). En 1988, il est vice-président de l'Assemblée nationale, préside la Commission des lois, faisant voter la fameuse loi d'amnistie des dirigeants politiques. Édith Cresson reconnaît ses mérites et en fera son ministre délégué à la Justice en 1991, chargé de la réforme du Code pénal et de la magistrature. En 1992, il devient ministre de l'Économie et des Finances. Conseiller municipal de Nanterre de 1989 à 1994, il a conduit la liste socialiste aux élections régionales d'Ile-de-France en 1992. Il a été, de 1995 à 1997, de 2002 à 2004, et depuis 2007, maire d'Argenton-sur-Creuse. Il a appartenu en 1994-1995 au Conseil de politique monétaire de la Banque de France. Il sera, dans ce cadre, entendu dans l'affaire de la faillite du Crédit lyonnais (2000 et 2001). En 1998, il est élu président du conseil régional du Centre. En 2000, Lionel Jospin le nomme ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État. En 2003, on le retrouve trésorier du PS et dans la mouvance de Dominique Strauss-Kahn. En 2004, il est réélu président de la région Centre et accède à la présidence d'Avenir Rails. En 2007, ce franc-maçon est réélu député de la 1re circonscription de l'Indre.

SARDA François. Avocat, né le 13 novembre 1929 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), décédé le 21 juin 2005. Avocat au bureau de Paris depuis 1953, il a été l'avocat de François Mitterrand lors de l'affaire de l'Observatoire, celui du journal *Le Monde* pendant 17 ans, défenseur de la France contre Greenpeace lors de l'affaire du Rainbow Warrior et de la partie civile lors du procès des assassins de Georges Besse. Ancien membre de la commission de révision du Code Pénal, ce collaborateur du Droit de vivre, organe de la Licra, fut aussi vice-président de la Fondation François Perroux (présidée par Raymond Barre).

SARKOZY de NAGY BOCSA Nicolas. Avocat, né le 28 janvier 1955 à Paris XVIIe. Fils d'un riche propriétaire terrien hongrois émigré en 1949 et naturalisé en 1966, il adhère à l'Union des jeunes pour le progrès (Jeunesses gaullistes) en 1973 et participe à la campagne présidentielle de Jacques Chaban-Delmas. Remarqué en 1975 au congrès de l'UJP par Jacques Chirac, il entre au comité central du RPR en 1977, devient la même année conseiller municipal de Neuilly, et en 1978-1979 délégué à la jeunesse de ce parti. En 1981, il préside le comité national des jeunes à la candidature de Jacques Chirac à la présidence de la République. En 1983, grâce à Charles Pasqua (qu'il manipule largement), il succède à Achille Peretti comme maire de Neuilly-sur-Seine (réélu depuis lors). Conseiller régional d'Ile-de-France (1983-1988) et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine (1985-1988), il ne sera pas élu député en 1986, devant se contenter d'un poste de chargé de mission pour les risques chimiques et radiologiques auprès du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, son tuteur pour les Hauts-de-Seine de 1986 à 1988. Secrétaire général du comité national des jeunes à la candidature de Jacques Chirac, il est élu député en 1988 face au député UDF sortant Florence d'Harcourt. En 1990, il soutient Jacques Chirac dans le conflit qui l'oppose à Charles Pasqua et Philippe Séguin et devient, en 1992, secrétaire général adjoint aux fédérations. En 1993, il est promu ministre du Budget et porte-parole du gouvernement d'Édouard Balladur, en faveur de qui il prend parti à l'élection présidentielle de 1995 (en 1994, il assure l'intérim du ministre de la Communication, Alain Carignon, démissionnaire). Chargé de travaux dirigés à la faculté de droit de Nanterre en 1981-1982, il a été associé du bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris (1981-1987), et associé du cabinet Leibovici, Claude, Sarközy. Systématiquement réélu député des Hauts-de-Seine, il sera ministre de l'Intérieur (2002-2004), ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (2004), avant de prendre la tête de l'UMP. Il cumulera ce poste avec celui de ministre de l'Intérieur de 2005 à 2007. Le 6 mai 2007, il est élu président de la République, face à Ségolène Royal.

SARRE Claude-Alain. Président de société, né le 10 avril 1928 à Douai (Nord). Après une brillante carrière au sein de Citroën, dont il devient PDG en 1968 (et qu'il quitte en 1970 en désaccord avec son conseil d'administration), cet ancien vendeur (quand même docteur ès lettres, diplômé de Sciences-Po et licencié en histoire!) sera, de 1972 à 1977, PDG de la Lainière de Roubaix (groupe Jean Prouvost). Conjointement, à partir de 1974, il préside le directoire du Comptoir de l'industrie textile de France sous l'égide de Marcel Boussac, avec qui il rompra rapidement. Nommé en 1975 président de l'Institut du développement industriel, il devient en 1977 PDG de Nobel Bozel (jusqu'en 1982). En 1980, il se voit confier la présidence du nouvellement créé Institut de prévision économique du patronat (commission du plan du CNPF) et sera nommé en 1983 président de la commission CNPF-Administration sur la simplification des aides et l'allégement des charges. Il a été président de l'association les Amis de Lourmarin (2003-2006).

SAUTTER Christian. Inspecteur des Finances, né le 9 avril 1940 à Autun (Saône-et-Loire). Issu d'une famille protestante, ce polytechnicien, fils de chirurgien, a débuté comme administrateur de l'INSEE en 1965. Il y reste jusqu'en 1971 et passe alors une année au Japon avant de revenir à l'INSEE où il travaille à la direction de la statistique (1973-1975), puis à la direction des synthèses économiques (1975-1978). Il devient ensuite directeur adjoint (1978) puis directeur (1980-1981) du Centre d'études prospectives et d'informations internationales. Il collabore également, de 1979 à 1981, au Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères. L'élection de François Mitterrand ne peut que favoriser la carrière de ce militant socialiste depuis 1974 (membre du Ceres, la fraction la plus à gauche, puis mitterrandiste). Conseiller technique (chargé des questions internationales) au secrétariat général de l'Élysée (1981-1982) aux côtés de Jean-Louis Bianco, cet homme d'une discrétion extrême (il est surnommé « la carpe ») devient secrétaire général adjoint de la présidence de la République en 1982. En 1985, il devient inspecteur général des Finances au tour extérieur. Quand Mitterrand se représente en 1988, il dirige la logistique de sa campagne électorale, et redevient après l'élection secrétaire général adjoint de la présidence, nommé fin 1990 par le protestant Pierre Joxe préfet de la région Ile-de-France sans avoir jamais auparavant fait partie du corps préfectoral. Michel Rocard, autre protestant, l'a choisi pour réaménager la région, fief de l'opposition à l'époque. Remercié par Balladur en 1993, il réintègre les Finances. Il fut l'un des principaux animateurs du groupe d'experts du PS, de 1986 à 1988. En 1995, il se mettra au service de Lionel Jospin durant la campagne présidentielle. Lequel en fera, en 1997, un secrétaire d'État en charge du Budget (jusqu'en 1999), puis ministre de l'Économie et des Finances et de l'Industrie (1999-2000). En 2001, quand Bertrand Delanoë s'empare de la mairie de Paris, Christian Sautter devient adjoint, chargé du développement économique, des finances et de l'emploi. Créateur d'un centre de recherches sur le Japon à l'École des hautes études en sciences sociales, il est considéré comme un bon spécialiste du monde japonais, auquel il a consacré plusieurs livres à succès (*Les Dents du géant, Le Prix de la puissance*). Il était, en 2008, toujours adjoint au maire de Paris, Bertrand Delanoë, et président de Paris Développement. Il est le cousin de Rémy Sautter, également membre du Siècle.

SAUTTER Rémy. Haut fonctionnaire, né le 15 avril 1945 à l'Argentière-la-Bassée (Hautes-Alpes). Ancien de l'IEP et de l'Ena, ce fils de pasteur débute sa carrière à la Caisse des dépôts et consignations, où il passera dix ans (1971-1981). Conseiller technique pour les finances de Charles Hernu au ministère de la Défense à partir de 1981, il rejoint Havas en 1983 comme directeur financier et représentant du groupe dans nombre de ses filiales. En 1985, il devient directeur général de *RTL* puis président du conseil de surveillance d'Ediradio-*RTL* (1992-1993, 1995, 2001-2003). Directeur délégué chargé des activités radio de la CLT, ce farouche défenseur des radios privées a été président du Syndicat des radios généralistes privées. Membre du groupe des conseillers de Duke Street Capital (depuis 2001), il est également administrateur de *M6*, d'Orange, de Pages Jaunes, etc.

SAUTY DE CHALON Marie-Laure (épouse HANNEZO, née). Présidente de société, née le 17 septembre 1962 à Paris. Elle est la fille d'Henry Sauty de Chalon, qui fut directeur général adjoint du Crédit lyonnais, vice-président d'Unibail, président du conseil de surveillance de Vendôme-Rome, etc. Elle est diplômée de Sciences-Po Paris et titulaire d'une maîtrise de droit public. Chef de publicité à *Libération* (1986) pour le secteur économie finances, puis directrice de la publicité de *La Tribune* (1986-1989), elle fut ensuite directrice commerciale du *Nouvel observateur* (1989-1991), où elle avait déjà travaillé en 1985. Directeur général de Carat Prospective et fondateur de Carat Interactive (1997-2001), elle devint alors PDG de Cosodata North American à New York (2001-2003). Présidente de Carat France depuis 2004, elle est également présidente du groupe Aegis Media France depuis 2006, administrateur de Médiamétrie, etc. Elle est l'épouse de Guillaume Hannezo, énarque, inspecteur des Finances, conseiller technique du ministre socialiste de l'Économie et des Finances Pierre Bérégovoy (1992-1993), directeur général adjoint de Vivendi Universal (1999-2002), associé-gérant de Rothschild & Cie depuis 2007 et administrateur de *Libération* depuis 2005.

SAUVADET François. Journaliste, né le 20 avril 1953 à Dijon (Côte-d'Or). Titulaire d'un DUT de gestion et d'administration des entreprises, il entre, après un bref passage dans un groupe textile, comme journaliste au quotidien dijonnais *Le Bien public*. Ce fils d'agriculteurs y sera titulaire de la rubrique agricole de 1976 à 1988 (par la suite, il présidera la commission d'enquêtes de l'Assemblée sur la lutte contre l'ESB et l'utilisation des farines animales), puis de la rubrique politique jusqu'en 1992. Simple conseiller municipal de Chanceaux, il se vit proposer par l'UDF Gilbert Matthieu de prendre sa succession au Palais Bourbon et fut donc aisément élu, en 1993, député de la 4e circonscription de la Côte-d'Or (la plus grande circonscription de France en nombre de communes soit 344 communes), avec 63,12 % face au radical de gauche Jean-François Hory (au premier tour, il avait éliminé un RPR dans une primaire sauvage). Il sera systématiquement réélu : en 1997, avec 53,39 % devant le socialiste Michel Neugnot, en 2002, face notamment au radical de gauche Patrick Molinoz avec 60,05 % dès le premier tour, et encore en 2007 avec 52,14 % au premier tour. Il est maire de Vitteaux depuis 1995 et devint conseiller général en 1998 (premier vice-président à partir de 2004). Il signera en octobre 1998 le manifeste contre le Pacs. Il a voté pour la reconnaissance du 19 mars comme journée nationale de souvenir à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie. En 2004, il a conduit la liste régionale de l'UDF, obtenant 12,98 %. Au second tour, il refuse de fusionner avec la liste de Jean-Pierre Soisson, qui s'était appuyé sur le front national dans la précédente assemblée. Il fait donc passer la région à gauche. Strictement UDF-PR, il n'apprécie pas la création de Démocratie libérale. En 2002, il soutient François Bayrou. Cofondateur du Pôle républicain, indépendant et libéral au sein de l'UDF en 1998, il sera délégué général à la communication interne de l'UDF jusqu'en 2001, avant d'être délégué national (2001-2002), puis porte-parole de l'UDF jusqu'en 2007. En juin 2007, il soutient à nouveau François Bayrou, étant son porte-parole, puis trahit ce dernier, ralliant au second tour Nicolas Sarközy. Avec lui et Hervé Morin, part l'essentiel des députés UDF, ce qui lui vaudra, en retour, de prendre la présidence du groupe Nouveau Centre à l'Assemblée nationale. Il fera de ce groupe un fidèle allié de la majorité présidentielle, au prix de quelques renoncements largement récompensés en retour. En 2008, il succède au sénateur Louis de Broissia comme président du conseil général de la Côte-d'Or (il devient alors premier maire adjoint de Vitteaux et président de la communauté de communes du canton de Vitteaux). Son entrée au gouvernement sera plusieurs fois repoussée à cause du décès de son suppléant qui aurait entraîné une élection partielle (désormais impossible à moins d'un an des prochaines élections législatives). Son choix par Nicolas Sarközy comme ministre de la Fonction publique en juillet 2011 ne doit rien au hasard : vice-président du Nouveau Centre (après en avoir été président délégué de 2008 à 2010), il était alors président de la commission nationale d'investiture du Nouveau Centre.

SAUVAGEOT Jacques. Journaliste, né le 23 février 1923 à Paris, décédé le 7 janvier

1997. Fils de la cofondatrice de *La Vie catholique*, il débute en 1944 comme critique cinématographique au *Temps Présent*. De 1952 à 1957, il sera secrétaire général de *La Vie des métiers*. Il entre au *Monde* comme directeur administratif en 1958 et restera à ce poste jusqu'en 1981. Il occupera également dans ce journal les fonctions de cogérant (1968-1981) puis de chargé de ses relations extérieures (1981-1982). Il est alors nommé par décret PDG de la Société nationale des entreprises de presse (biens de presse saisis à la Libération). Expert près de la Cour d'appel de Paris pour les problèmes de communication, il présidera le Comité d'information pour la presse dans l'enseignement, le Groupement pour l'équipement et la modernisation des entreprises de presse et l'Union pour l'expansion de la presse française dans *Le Monde*. Conseiller municipal de Calvi à partir de 1977, il conduira, en 1981, une liste socialo communiste et autonomiste, qui n'obtiendra que 17 %. Il a appartenu au Club des Cent.

SAUVÉ Jean-Marc. Préfet, né le 28 mai 1949, à Templeux-le-Guérard (Somme). Adhérent du Groupe d'information et de soutien aux travailleurs émigrés à la fin des années soixante-dix, il a interrompu ses études à l'Ena pour une retraite religieuse de trois ans de 1972 à 1975 (et devra repasser les concours). Diplômé de l'IEP et major de la promotion André Malraux de l'Ena, il devient auditeur au Conseil d'État en 1977. Conseiller technique en mai 1981 au cabinet du garde des Sceaux Maurice Faure, il conserve son poste avec son successeur Robert Badinter (1981-1983). Maître des requêtes au Conseil d'État et directeur de l'administration générale et de l'équipement, place Vendôme, il dirigera le très important service des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'intérieur (tenu par Pierre Joxe), de juin 1988 à février 1994. Il y conduira une politique de poursuites très rigoureuses à l'égard des journaux, publications et ouvrages nationalistes ou révisionnistes. Charles Pasqua le nomme ensuite préfet de l'Aisne, et il est promu conseiller d'État en janvier 1995. De 1995 à 2006, cet homme de gauche a été, par la grâce d'Alain Juppé, secrétaire général du gouvernement afin de symboliser le « souci du président de la République de préserver l'impartialité de l'État. » De 1999 à 2006, il sera président de l'Académie de France à Rome (Villa Médicis). Depuis lors, il est vice-président du Conseil d'État.

SAUZAY-STOFFAES Brigitte (née SAUZAY, épouse STOFFAES, dite). Interprète, née le 25 novembre 1947 à Toulon (Var), décédée le 11 novembre 2003. Elle avait épousé Christian Stoffaes, membre du Siècle, l'un des plus brillants économistes libéraux français, qui fut notamment conseiller d'Alain Madelin. Petite-fille de général, cette diplômée en allemand (licence, École des interprètes et traducteurs) est entrée au Quai d'Orsay, travaillant rapidement aux Communautés européennes de Strasbourg et de Bruxelles. Auteur, en 1986, de *Le Vertige allemand*, cette interprète diplomatique fut notamment la traductrice de Georges Pompidou, de Valéry Giscard d'Estaing, puis de François Mitterrand (et enfin de Jacques Chirac) lors des entretiens multiples des Présidents français avec les Premiers ministres allemands, notamment lors de la chute du mur de Berlin. Dirigeant le service de l'interprétariat du ministère des Affaires étrangères de 1992 à 1998 (elle en était l'adjoint depuis 1992), elle devait proposer ses services à Helmut Köhl, afin d'assurer la liaison entre l'Allemagne et la France. Sa proposition n'ayant pas été retenue, elle offrit alors ses services à son adversaire socialiste, Gerhard Schröder, qui lui confia alors ce poste nouvellement créé, en 1998.

SAVARY Alain. Haut fonctionnaire, né le 25 avril 1918 à Alger (Algérie), décédé le 17 février 1988. Ce militant socialiste de longue date avait refusé, en 1965, l'investiture socialiste à François Mitterrand. Ce dernier le bat à son tour lors de la bataille pour le contrôle du nouveau Parti socialiste au congrès d'Epinay. Il devint en 1981, bien qu'ancien de l'école privée, ministre de l'Éducation nationale, chargé de mettre en place un grand service public unifié et laïc d'éducation. Ce cadeau empoisonné entraînera l'une des plus grandes manifestations jamais vues en France, avec deux millions de manifestants défilant contre le projet le 24 juin 1984. Le ministre, ulcéré, dut retirer son projet le 12 juillet 1984,

et le gouvernement Mauroy fut dissous peu après. En 1986, il a mené une mission pour Jacques Delors sur l'Europe agricole, ayant renoncé à briguer tout mandat électoral.

SAYER Patrick. Président de société, né le 20 novembre 1957 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fils de Louis Sayer, administrateur de sociétés né à Oran, et de Claude-France Adda, psychiatre. Il est un rejeton de la famille Sayer, propriétaire de Félix Potin, à partir de 1992, ainsi que de Ranelagh Finances et d'une soixantaine d'entreprises. « Une famille qui n'aime guère faire parler d'elle (*Le Nouvel observateur*, 2 février 1995). » Ce polytechnicien, également ingénieur civil des Mines, a débuté comme fondé de pouvoir chez Lazard & Cie (1982-1986), avant d'être directeur adjoint de Lazard instruments financiers (1987-1988), puis associé gérant de Lazard Frères & Cie (1995-2002). Il est président du directoire d'Eurazeo depuis 2002 et membre de multiples conseils d'administration ou de surveillance de grandes entreprises.

SCHEER François. Ambassadeur, né le 13 mars 1934 à Strasbourg (Bas-Rhin). Diplômé de l'IEP et ancien de l'Ena (même promotion que son ami Pierre Joxe), il entre aux Affaires étrangères : Alger (1962, il était alors très favorable à l'indépendance algérienne), Tokyo (1967), ambassadeur en Mozambique en 1976-1977, représentant adjoint de la France auprès des Communautés européennes (1977-1979). En 1979, il est chargé par Simone Veil de diriger son cabinet, ce qui ne l'empêchera pas de diriger celui de Claude Cheysson en 1981. Ambassadeur à Alger en 1984 et représentant de la France auprès des Communautés européennes de 1986 à 1988 puis de 1992 à fin 1993, il a également été secrétaire général du Quai d'Orsay (numéro deux derrière le ministre des Affaires étrangères) de septembre 1988 à janvier 1992. Fin 1993, il est finalement nommé ambassadeur de France à Bonn (alors qu'on parlait de lui pour ce poste depuis 1992). En 1990, c'est lui qui sera chargé des négociations pour la libération du terroriste iranien Anis Naccache et l'apaisement du conflit franco-iranien sur le dossier Eurodif. Servant de fusible à Roland Dumas, il sera démissionné en 1992 à la suite de l'autorisation donnée à Georges Habache de venir se faire soigner en France. Défini par *Profession Politique* comme un « diplomate de gauche non-conformiste », ce compagnon de route du Parti socialiste n'a jamais réellement milité. Très pratiquant, il préside depuis 1979 l'Association des étudiants protestants de Paris (très progressiste et tiers-mondiste). Chaud partisan de l'union européenne, il collabore aux publications de la Commission trilatérale (notamment pour *Global Cooperation after the Cold War*, 1991). Il sera ambassadeur en Allemagne (1993-1999). À la suite de quoi, il va cumuler les jetons dans les conseils d'administration (Alcatel, Cogema, Areva, etc.). Ce protestant sera aussi administrateur de l'hebdomadaire *Réforme*. Sa seconde épouse, Nicole Roubaud, est devenue agent des Affaires étrangères en 1989 (*Le Canard*, 3 octobre 1990).

SCHIELÉ Pierre. Enseignant, né le 5 juillet 1925 à Dombasle-sur-Meurthe (Meurthe-et-Moselle). Licencié ès lettres, il enseigne la littérature à Mulhouse et à Thann, ville dont il a été maire de 1956 à 1989. Ancien vice-président de l'Association des maires de France, il préside le conseil régional d'Alsace de 1976 à 1980. Il est depuis 1972 président d'Habitat familial d'Alsace et, depuis 1956, de la mutuelle d'assurances de Thann. Sénateur Union centriste du Haut-Rhin depuis 1968, il a été questeur de 1983 à 1989. Il a appartenu à la Fraternelle parlementaire et membre (hauts grades) de la Grande Loge nationale française.

SCHLOESING Édouard. Juriste, né le 26 décembre 1916 à Paris, décédé le 1er juin 1999. Docteur en droit et ingénieur agricole, il est passé par divers cabinets ministériels dans l'immédiat après-guerre et dans les années cinquante. Il fut conseiller général du Lot-et-Garonne, député radical-socialiste (1962-1978) de ce département, vice-président du Parti radical à partir de 1972, puis administrateur de diverses sociétés (de Dietrich, CIC, etc.).

SCHLOGEL Maurice. Banquier, né le 24 octobre 1909 à Paris, décédé le 7 juin 1998. Diplômé de Sciences-Po, il a fait carrière au Crédit lyonnais à partir de 1925, devenant inspecteur principal en 1949, directeur au siège social en 1959, directeur général adjoint en 1962, directeur général (1968-1971), vice-président délégué (1972-1976). À sa retraite, cet ancien maire de La Trinité-sur-Mer est devenu administrateur de diverses sociétés.

SCHMELCK Robert. Magistrat, né le 25 août 1912 à Sarreguemines (Meurthe-et-Moselle), décédé le 17 février 1990. Après un rapide passage au barreau en 1937, il devient magistrat à Beauvais en 1943. À la Libération, il sera délégué au ministère de la justice, puis détaché en Allemagne au Commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes. Il fera partie de la Commission pour l'organisation de la CED (1955) et sera chargé de mission auprès du garde des Sceaux jusqu'en 1957. Substitut, puis premier substitut au tribunal de la Seine, il devient conseiller technique d'Edmond Michelet et sera, en 1960, le plus jeune procureur général de France, nommé à Alger juste après la semaine des barricades. Il y fera preuve d'une grande sévérité envers les partisans de l'Algérie française. Directeur de l'administration pénitentiaire de 1961 à 1964, il sera avocat général à la Cour de cassation, puis directeur du cabinet du ministre de la Justice centriste Jean Lecanuet en 1974. Son successeur, Alain Peyrefitte, le nommera vice-président de son Comité d'études sur la violence. Il rédigea un rapport sur la situation dans les prisons qui inspirera largement la réforme pénitentiaire giscardienne. Premier avocat général à la Cour de cassation (1975), il deviendra procureur général auprès de cette même cour en décembre 1978. C'était un adversaire résolu de la peine de mort.

SCHNEITER Bertrand. Inspecteur des Finances, né le 22 juillet 1942 à Reims (Marne). Il est le fils de l'ancien ministre et maire de Reims, Pierre Schneiter (décédé en 1979). Sorti dans la botte de l'Ena en 1968, il entre à l'inspection des Finances. Secrétaire général adjoint du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne en 1976, il sera, de 1978 à 1980, directeur de cabinet du ministre du Commerce extérieur, puis adjoint au directeur des relations extérieures au même ministère. En poste à Londres (1984-1988), comme conseiller financier auprès de l'Ambassade de France, il a pris, en 1988, à l'Association française des banques, la délégation technique chargée des dossiers européens. Il a été (2003), président du conseil d'administration de l'Établissement public de financement et de restructuration, et délégué interministériel pour Disneyland Paris (depuis 2004). En 2006, il est nommé président du conseil d'administration de l'Établissement public de réalisation de défaisance (EPRD).

SCHRAMECK Olivier. Membre du Conseil d'État, né le 27 février 1951 à Paris XVe. Il est issu d'une « célèbre famille juive alsacienne qui a su servir l'État depuis plusieurs générations » (*La Croix*, 5 juin 1997). Il est le fils de Jean Schrameck, avocat au barreau de Paris et de Stéphanie Epstein, médecin. Son frère aîné, Denis Schrameck, né à Paris le 26 octobre 1942, est énarque, ancien de HEC, inspecteur des Finances, directeur de l'Agence centrale des organisations d'intervention dans le secteur agricole, c'est-à-dire le système de financement des agriculteurs français. Son épouse, Françoise Schrameck, a été directrice adjointe et responsable de la division des questions au secrétariat général de la présidence de l'Assemblée nationale, puis directrice adjointe du service des relations internationales. Se considérant comme « athée d'origine juive » (*VSD*, 28 mai 1998), Olivier Schrameck est le petit-neveu (et non le petit-fils comme cela est régulièrement rapporté) d'Abraham Schrameck, ministre de la Justice puis de l'Intérieur durant l'entre-deux-guerres, à l'époque du Cartel des gauches. Il était né le 26 novembre 1867 à Saint-Étienne et est mort à Marseille le 19 octobre 1948. Dans sa célèbre *Lettre à Schrameck*, Charles Maurras l'accusa, avec peu de preuves mais beaucoup de talent, de complicité dans l'assassinat de divers militants d'Action française. Olivier Schrameck épousera Hélène Rioust de Largentaye, dont le père, inspecteur général des Finances (décédé), traduisit le célèbre économiste anglo-saxon John Meynard Keynes en français et fut notamment un proche collaborateur du socialiste Pierre Mendès France. Son épouse sera nommée, sous son nom de jeune fille, secrétaire générale du Conseil d'analyse économique, un organisme consultatif confidentiel créé par Lionel Jospin et regroupant

une quarantaine d'économistes et des responsables sociaux, aussi bien de droite que de gauche (jusqu'en 2002). Auditeur au Conseil d'État de 1977 à 1983, Olivier Schrameck se retrouve, dès 1981 semble-t-il, bien que n'ayant jamais été encarté au PS, conseiller technique puis chargé de mission du ministre de l'Intérieur Gaston Defferre, puis directeur de cabinet de Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État aux Universités en 1984-1985. Directeur de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation nationale de 1985 à 1986, il se retrouve propulsé maître des requêtes au Conseil d'État. Il y reste jusqu'en 1988, lorsqu'on le retrouve comme directeur de cabinet de son mentor, Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports. Il lui avait été recommandé par Jean-Pierre Chevènement. Lorsque l'affaire du foulard islamique embrasera les esprits, c'est lui qui aura l'idée de se défausser en direction du Conseil d'État, qui rendra un avis douteux mais frappé de l'onction de l'État impartial. Conseiller d'État en 1995, il a également été rapporteur général du Haut conseil à l'intégration, professeur de droit administratif à la Sorbonne et secrétaire général du Conseil constitutionnel. En 1997, après la victoire de la gauche, il est promu directeur de cabinet du nouveau Premier ministre, Lionel Jospin. Il devient alors « l'un des hommes les puissants de l'État » (*Libération*, 24 novembre 1998). Très vite, il acquiert une très forte influence sur le Premier ministre, voire déterminante. Lionel Jospin dit de lui (*Le Monde*, 19 septembre 2000) : « Très informé, ouvert dans les débats, c'est mon « aiguilleur de luxe ». Comme l'écrira *Libération* (*Quand les petits marquis s'en mêlent*, 6 octobre 2000), il est « le vice-Premier ministre », dépassant largement en matière d'influence la plupart des ministres du gouvernement. On lui prête la direction de certaines « opérations noires », comme la coordination de l'offensive contre Alain Juppé et Jacques Chirac dans l'affaire du financement illicite du RPR. « L'homme est d'une rare habileté, cachant ce qui doit être celé : « Ici, toutes les notes écrites sont archivées. Ce que je ne souhaite pas voir versé aux archives, je préfère le retenir (*L'Express*, 9 novembre 2000). » En octobre 2001, il provoque la colère de la droite, de Jacques Chirac et d'une bonne partie de la gauche, en publiant *Matignon rive gauche 1997-2001* (Seuil), où il dénonce la cohabitation entre Lionel Jospin et Jacques Chirac. Nombre y verront un « pamphlet scandaleux plein d'une haine personnelle contre le président de la République » (*Libération*, 16 octobre 2001). Ironie du sort, Schrameck était aussi l'auteur du manuel Dalloz sur la nécessité du devoir de réserve des hauts fonctionnaires. Durant la campagne électorale du Premier ministre, il est l'un des rares à exercer une influence sur lui, alors qu'il est totalement coupé de l'appareil socialiste. Olivier Schrameck réintègre le Conseil d'État après mai 2002, puis sera nommé ambassadeur de France à Madrid jusqu'en 2005 (il rentre sur sa demande). Cette nomination avait été le « résultat d'une entente étrange et secrète avec son interlocuteur élyséen de l'époque, Dominique de Villepin, dans des déjeuners réguliers dont ni l'un ni l'autre, pendant cinq ans, ne dévoileront les mystères (*Le Point*, avril 2005) ». Il en a profité pour rédiger *Mémoire d'alternance, l'Espagne de Zapatero* (Seuil, 2005), qui porte essentiellement sur sa période espagnole.

SCHREINER Bernard. Consultant, né le 19 octobre 1940 à Saint-Laurent-sur-Othain (Meuse), décédé en mai 2002. Ancien de la Jeunesse étudiante chrétienne et du mouvement scout, ce licencié en géographie a présidé l'Unef en 1963-1964. Journaliste à Témoignage chrétien (1966-1974), ce catholique de gauche en deviendra secrétaire général, et dirigera en parallèle de 1968 à 1976 de la revue *Notre Combat*. En 1974, cet ancien militant PSU adhère au PS (courant rocardien). En 1978, il se présente aux élections législatives des Yvelines. Il sera élu en 1981, et le restera jusqu'en 1993. En 1981, il est chargé d'une mission pour l'étude des problèmes de l'audiovisuel auprès du Premier ministre et sera le rapporteur de la plupart des lois sur la presse et l'audiovisuel durant la législature socialiste. Administrateur de *FR3* (1982-1986 et 1988-1993), il a présidé la mission interministérielle pour la diffusion de la télévision par câble. Adjoint au maire de Limay depuis 1989, il l'était précédemment à Mantes-la-Jolie (1977-1989). Animateur du Mouvement de la paix, il avait participé au colloque sur l'audiovisuel du Grand Orient de France en janvier 1986.

SCHRICKE Christian. Membre du Conseil d'État, né le 20 avril 1948 à Versailles (Yvelines). Licencié en droit et diplômé de l'IEP, cet énarque, entré comme auditeur au Conseil d'État, fut conseiller technique au cabinet du garde des Sceaux Alain Peyrefitte (1977-1978) avant d'être promu maître des requêtes (1978). De 1979 à 1983, on le retrouve comme conseiller juridique à la direction générale de l'aviation civile, puis de 1980 à 1983 comme commissaire du gouvernement, et enfin de 1983 à 1988 comme conseiller juridique à la mission permanente de la France auprès de l'ONU. Conseiller d'État depuis 1991, il a été, de 1988 à 1998, chef de la direction juridique de l'OCDE. Depuis 1998, il est secrétaire général de la Société générale.

SCHULZ Roger. Directeur de société, né le 21 novembre 1919 à Paris. Ce centralien a fait ses débuts d'ingénieur pendant la Seconde Guerre mondiale. Il devient en 1950 directeur à la Banque de Paris et des Pays-Bas, puis directeur général adjoint (1967). À ce titre, il présidera la compagnie des machines Bull dans une phase difficile. En 1969, il intègre le groupe Thomson, et en 1972, il passe chez son concurrent, la CGE d'Ambroise Roux, où il prend en main la Société générale d'entreprise. À la tête d'Alsthom en 1974, il assurera en 1976 sa fusion avec les Chantiers de l'Atlantique. Il devient PDG d'Alsthom-Atlantique.

SCHWARTZ Marc. Haut fonctionnaire, né le 22 octobre 1963 à Paris XVe. Il est le fils de Jean-Charles Schwartz (lui-même fils de Paul Schwartz et de Louise Etkov) ancien pharmacien en chef des hôpitaux de Paris, directeur de l'unité de recherches de neurobiologie à l'Inserm, professeur de physiologie, membre de l'Académie des sciences, etc. Ce diplômé de Sciences-Po Paris, également titulaire d'un DESS de finance d'entreprise, est issu de la promotion *Michel de Montaigne* (1986-1988) de l'Ena. Auditeur à la Cour des comptes (1986), puis conseiller référendaire, il a été chargé de mission du ministre socialiste de l'Économie et des Finances Dominique Strauss-Kahn (1997-1999), directeur de cabinet du secrétaire d'État socialiste au Commerce extérieur Jacques Dondoux (1997-1998), conseiller de Christian Sautter, secrétaire d'État au Budget puis ministre des Finances (1999-2000), conseiller de Florence Parly, secrétaire d'État au Budget (2000), avant de rejoindre France Télévisions, y occupant les fonctions de directeur financier (2000-2004) et de directeur général adjoint (2004-2005). Managing director de Calyon (secteurs médias et publicité en 2006), il a depuis lors fondé AS Conseil (avec Gilles Achache, ex-directeur internet de CSA) et est associé au cabinet Mazars (depuis 2010) pour le secteur public. Chargé d'une mission de médiation avec Google, il est pressenti pour présider le fonds de financement des projets numériques. Dans les années 2000, il a été l'un des principaux animateurs du Banquet républicain, un cercle fondé en 1990 par Laurent Bérard-Quélin, directeur du *Bulletin quotidien* (qui a intégré depuis lors Le Siècle).

SCHWARTZENBERG Roger-Gérard. Universitaire, né le 17 avril 1943 à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Diplômé de l'IEP de Paris et docteur en droit, il fut le plus jeune agrégé de droit public et de sciences politiques à vingt-cinq ans, enseignant en 1968-1969 à la faculté d'Orléans, puis à Paris II (à partir de 1970), où il deviendra directeur adjoint du département de sciences politiques. Engagé à gauche dès 1975, cet universitaire très médiatique participe à l'élaboration de la Charte des libertés souhaitée par Mitterrand avant de rejoindre en 1976 le Mouvement des radicaux de gauche. Il en sera délégué général, vice-président (1978), puis président par intérim en juillet 1981 quand le président en titre, Michel Crépeau, se présente à la présidentielle (lui-même appelle pourtant à voter François Mitterrand dès le premier tour) et enfin président, d'octobre 1981 à 1983. Élu député européen en 1979 (réélu en 1984), il sera le secrétaire d'État aux Universités de Laurent Fabius de 1984 à 1986. Élu à la proportionnelle député du Val-de-Marne, il a toujours été réélu jusqu'en 2007 où il a été battu par un candidat UMP. Maire de Villeneuve-Saint-Georges (la plus grande gare de triage d'Europe) de 1989 à 1995 et de 2001 à 2008, il ne se présentera pas aux élections municipales de 2008. Il est professeur à l'Institut d'études politiques et aux Mines, tout en collaborant à divers journaux, en particulier *L'Express* et *Le*

Monde. En avril 2000, Lionel Jospin le nomme ministre de la Recherche. Auteur de nombreux ouvrages de sociologie politique, cet ami du baron Guy de Rothschild est à l'origine du concept de l' État spectacle » (largement repris des situationnistes), du nom du livre qu'il a publié en 1977, *L'État spectacle*, essai sur et contre le « star system » en politique, et qu'il a su largement mettre en œuvre à son profit. Dans ses livres, « il a mis au point un style fait de phrases syncopées et brisées, d'expressions piquantes. Il est brillant par principe, par gymnastique et par labeur. Il travaille d'arrache-pied, connaît les bons auteurs anglo-saxons et s'avance bardé de citations. »

SCHWEITZER Louis. Inspecteur des Finances, né le 8 juillet 1942 à Genève (Suisse). Descendant d'une grande famille calviniste (petit neveu du Dr Albert Schweitzer et du chef d'orchestre Charles Munch, cousin de Jean-Paul Sartre), ce représentant de la Haute société protestante est le fils de l'ancien directeur général du Trésor puis du Fonds monétaire international Pierre-Paul Schweitzer. Ancien de Sciences-Po où il sera le binôme de Laurent Fabius (qu'il ne quittera plus), cet énarque (promotion de Marc Ladreit de Lacharrière, Philippe Séguin, Philippe Lagayette, Francis Lorentz, Jacques Attali) a rejoint en 1970 l'inspection de Finances, œuvrant notamment à l'Assistance publique, aux Finances, au Budget en 1974, aux Transports en 1976, avant de devenir sous-directeur de la fonction publique, des statuts et indemnités des personnels de l'État, en 1979. Membre du Parti socialiste avant 1981 (s'occupant de l'économie internationale), il retrouve aussitôt son ami Laurent Fabius, comme directeur de son cabinet au Budget, puis à l'Industrie et enfin à Matignon (1984-1986, où ce « pur produit de la technocratie » sera un véritable « Premier ministre adjoint », selon *Libération*, 24 juillet 1984), inaugurant « la prise de pouvoir de l'énarchie dans la galaxie socialiste » (*L'Expansion*, 9 septembre 1992). En 1985, il limoge le président de l'époque de la Régie Renault, Bernard Hanon, et le remplace par Georges Besse. Au renversement de pouvoir, en mars 1986, ce dernier l'engage comme directeur à la direction régionale de la Régie. En janvier 1987, il y devient directeur adjoint puis en août 1987 directeur de la planification et du contrôle de gestion. En 1988, il prend en main la direction financière et du plan, puis est promu directeur général adjoint, poste où il négocie la fusion du groupe avec le suédois Volvo (qui ne se fera finalement pas). Directeur général (n° 2) de la Régie à la fin de 1990, il succède à Raymond Lévy à la présidence de la Régie (179 milliards de F de chiffre d'affaires en 1994), et sera confirmé à ce poste en mai 1994 et juillet 1995, après le retour de la droite aux affaires, cette fois pour mettre en œuvre la privatisation partielle du groupe automobile (2 millions de F de rémunération annuelle). Demeuré l'éminence grise de Laurent Fabius, ce stratège passe pour diriger la logistique des réseaux fabiusiens. En mai 1995, il a été mis en examen dans l'affaire du sang contaminé, et à la fin de 1995, dans l'affaire des écoutes illégales de l'Élysée. Il appartient au Club des Cent et au Groupe de Bilderberg. En 2005, il a été nommé, sous la présidence de Jacques Chirac, président de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde). Au top 50 des patrons les mieux payés, Louis Schweitzer arrive en tête avec des revenus, en 2006, estimés à 11,9 millions d'euros, notamment grâce à une plus-value de stock-options.

SEBAN Alain. Membre du Conseil d'État, né le 15 juillet 1964 à Toulouse (Haute-Garonne). Passé par l'Institut d'études politiques de Paris, l'École polytechnique et l'École nationale de la statistique et de l'administration économique, il débuta comme administrateur de l'Insee avant de rejoindre l'Ena (promotion Victor Hugo, 1989-1991) par voie interne. Auditeur au Conseil d'État en 1991 puis maître des requêtes en 1994, il rejoint le cabinet du ministre de la Culture Philippe Douste-Blazy (1995-1997). Après un nouveau passage au Conseil d'État, il intègre le cabinet du ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, comme chargé de mission. Membre de la Commission des sondages, de la commission de gestion de la caisse de retraite des personnels de l'Opéra national de Paris, il succède, en 2002, à Christian Phéline comme directeur de la Direction du développement des médias, un service rattaché au Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin. De 2005 à 2007, il sera

conseiller pour l'éducation et la culture du président de la République Jacques Chirac (ainsi que discret conseiller de Bernadette Chirac), suivant de près le dossier du musée des Arts premiers du quai Branly (un projet cher au président), avant de se voir confier la présidence du Centre Pompidou (Beaubourg). Une nomination contestée, car il n'avait jusqu'alors jamais dirigé une grande institution culturelle et avait toujours travaillé « dans l'ombre des cabinets » (*Le Monde*, 3 avril 2007).

SEBBAG Robert, David. Communicant, né le 25 octobre 1950 à Tlemcen (Algérie française). Il est le fils d'Etienne Sebbag, commerçant, et d'Andrée Medioni. Il vit avec la journaliste Carole Barjon, rédactrice en chef adjointe au *Nouvel observateur*, avec laquelle il a eu deux enfants (Camille, Jean). Diplômé de médecine à la faculté de Toulouse, il a été un des fondateurs en 1979 (avec Bernard-Henri Lévy, Françoise Giroud, Marek Halter, etc.) et administrateur jusqu'en 2001 d'Action Internationale contre la faim, rebaptisée, en 1996, Action contre la faim. Auparavant en 1987, il avait déjà fondé l'association Tulipe (Transfert d'urgence de l'industrie pharmaceutique), dont il est toujours président. Parallèlement, il « a franchi allègrement la frontière qui sépare le monde des ONG de celui des entreprises » (*Impact médecin Hebdo*, 2 juillet 1999), rejoignant l'industrie pharmaceutique chez Rhône-Poulenc en tant que responsable international de la « ligne psychiatrique » (1980-1986), puis responsable des relations avec les organisations internationales et délégué général de la Fondation Rhônes-Poulenc Santé (1987-1990). Entre 1990 et 1998, il a dirigé les programmes humanitaires de la Fondation Elf, avant de passer à la Croix rouge française comme directeur des opérations internationales (1998-2000). Et d'en demeurer administrateur (depuis 2004). Cette année-là, il participera d'ailleurs aux « rencontres citoyennes » organisées par l'Association éthique, bioéthique et citoyenneté du Grand Orient de France. Également coordinateur de la communication pharmaceutique Europe de la Fédération européenne des associations de l'industrie pharmaceutique, il a rejoint en 2000 le leader mondial des vaccins Sanofi Pasteur (alors Aventis Pasteur), comme directeur de la communication. Depuis 2006, celui que *Le Nouvel observateur* (30 décembre 1999) considère comme « un des acteurs principaux de la lutte contre la faim dans le monde » dirige le département accès aux médicaments chez Sanofi Aventis. Depuis 2007, il est administrateur de PlaNet Finance, l'organisme de microfinance de Jacques Attali, et depuis 2008, du très puissant Leem (Les Entreprises du médicament).

SEGARD Norbert. Professeur, né le 3 octobre 1922 à Aniche (Nord), décédé le 1er février 1981. Docteur ès sciences physiques, il a enseigné à la Faculté libre des sciences de Lille (dont il deviendra doyen) et de Paris et, originaire du Nord, a dirigé diverses grandes écoles dans cette région. Député de la 1re circonscription du Nord à partir de 1973, il rejoignit le groupe UDR. Choisi par Jacques Chirac comme secrétaire d'État puis ministre du Commerce extérieur, et enfin ministre des P et T, il conserva ce dernier poste (ensuite comme secrétaire d'État) avec Raymond Barre, avant d'être secrétaire d'État à la Télédiffusion de 1980 jusqu'à son décès.

SEGOGNE Bertrand de. Avocat, né le 3 septembre 1925 à Paris. Fils d'avocat, ce docteur en droit a été avocat à la Cour d'appel de Paris (1947-1957) puis à la Cour de cassation et au Conseil d'État.

SEILLIERE de LABORDE Ernest-Antoine (baron). Industriel, né le 20 décembre 1937 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Descendant par son père des banquiers lorrains Seillière et par sa mère de la richissime famille Wendel, petit-fils d'académicien et fils de maître de forges, il est allié à de nombreuses personnalités influentes comme Jean François-Poncet, Yves Guéna, Robert Galley ou Françoise de Panafieu. Archétype du représentant des « 200 familles », son grand-oncle, François de Wendel, présida le Comité des Forges (l'ancêtre du CNPF actuel) et fut régent de la Banque de France avant sa nationalisation. Cet énarque (même promotion que Jacques Toubon, Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement, Alain Gomez) fut d'abord conseiller aux Affaires étrangères, puis chargé de mission aux cabinets

de Jacques Chaban-Delmas (1969-1972, participant alors activement au montage de la « Nouvelle société » avec Jacques Delors et Simon Nora, qui sera son témoin de mariage), puis de Pierre Messmer (1972) à Matignon. Il retourne ensuite au Quai d'Orsay (partageant son bureau avec Lionel Jospin) comme conseiller technique de Maurice Schumann (1972-1973), puis passe chez Robert Galley (Armées, 1973-1974). Sur les ruines des hauts-fourneaux familiaux nationalisés en 1978 par Raymond Barre, il va construire en quelques années l'une des plus riches holdings industrielles françaises, forte de nombreuses participations clés, la CGIP, qui réalise près de 15 milliards de F de chiffre d'affaires et est estimée à 7 milliards de F (la famille Rockefeller, connue au Bilderberg Group, en a acheté 20 % en 1988). « Il est né avec une cuiller d'argent dans la bouche, mais au moins il a su s'en servir » (*Le Point*, 12 novembre 1994). Après une année à Harvard, il devient, en 1976, directeur de la politique industrielle de Marine-Wendel, puis directeur de la politique et des filiales industrielles de la Compagnie générale d'industrie et de participations (la holding familiale hors sidérurgie des Wendel, implantée dans le ciment, l'emballage et les services informatiques). Directeur général adjoint en 1979, administrateur directeur général en 1982, il en devient président en 1987, succédant à Pierre Celier. Il est également président de Cedest et du conseil de surveillance de CMB Packaging, deux sociétés où la CGIP a des participations importantes. Membre de l'Union des industries métallurgiques et minières, ce patron vedette invité par le CNPF à ses assises de septembre 1986 est devenu vice-président du CNPF et président de sa commission économique en mars 1988 (jusqu'à la fin de 1994, où il refusa d'entrer en concurrence avec Jean Gandois pour la présidence du CNPF). Il est administrateur de CGIP, Cap Gémini-Sogeti, Carnaud Metalbox, Lafarge Coppée, Peugeot SA, Sogéti, Société Générale, Valéo, il a étendu ces dernières années ses activités dans la pharmacie (Bio Mérieux) et est devenu, en 1995, le premier actionnaire du leader mondial de l'emballage, en organisant la fusion de Carnaud Metalbox avec Crown Cork & Seal. Membre du Groupe de Bilderberg, ce proche de Jacques Chirac (qui l'aidera à préparer l'Ena) tutoie Michel Rocard et rencontre régulièrement Jacques Delors. De 1997 à 2005, il a été le président du patronat français, CNPF, qui deviendra Medef. Il préside la CGIP, holding regroupant la fortune de la famille, rebaptisée Wendel Investissement en 2003, puis Wendel en 2007.

SELLAL Pierre. Ambassadeur, né le 13 février 1952 à Mulhouse (Haut-Rhin). Ce fils d'ingénieur a épousé Sylvie Forbin, diplomate. Licencié en droit, lauréat de la faculté de Strasbourg, il est issu de la promotion André Malraux de l'Ena. Entré au Quai d'Orsay, en 1977, comme secrétaire des Affaires étrangères, il fut notamment conseiller technique de Michel Cointat et de Michel Jobert au ministère du Commerce extérieur en 1980-1981 (donc sous Giscard puis sous Mitterrand). Premier secrétaire (1981-1983) puis deuxième conseiller (1983-1984) à la représentation française de Bruxelles, il sera ensuite chef du service des relations internationales à la direction du ministère du Redéploiement et du Commerce extérieur (1984-1985) avant de devenir secrétaire général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (1985-1988). Ministre conseiller à Rome (1990-1992) puis ministre conseiller et représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles (1992-1997), il sera directeur de la coopération européenne au ministère des Affaires étrangères d'avril à juin 1997, avant de prendre la direction du cabinet du ministre socialiste des Affaires étrangères Hubert Védrine. En mai 2002, il devient ambassadeur et représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles, en remplacement de Pierre Vimont (qui l'avait lui-même remplacé comme directeur de cabinet de Dominique de Villepin).

SELLIER Isabelle. Banquier, née le 4 janvier 1960. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise en droit des affaires, elle a débuté à la Société générale à Paris en 1987, prenant la direction des équipes de vente pour les produits options en Europe. En 1993, elle rejoint la banque américaine JP Morgan Chase & Co (fusion

en 2001 de la Chase Manhattan Bank et de JP Morgan & Co), comme banquier conseil responsable pour la couverture de grands clients industriels. En mars 2005, elle devient coresponsable de l'activité banque d'affaires. En 2008, elle succède à Philippe Lagayette (membre du Siècle) comme présidente de JP Morgan pour la France, tout en conservant la direction de la banque d'affaires pour la France et l'Afrique du Nord. Celle qui est la seule femme française à diriger une banque d'affaires est notamment administrateur de Club Méditerranée et de Conseil de Paris Europlace. Elle est notamment propriétaire d'une somptueuse maison à Sperone (Corse).

SEPEHRI Mouna. Cadre dirigeant, née en 1964 en Iran. Sa famille (père pédiatre, mère artiste peintre) a émigré en France en 1976, peu avant l'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeini (elle a conservé sa double nationalité). Passée par Jean-Baptiste Say, cette Persane, ancienne championne de France de skate-board, détient une double maîtrise et un DEA de droit des affaires (Assas). Avocate spécialisée en fusions acquisitions, elle a épousé un avocat. Ayant débuté chez Skadden Arps, dirigé par Pierre Servan-Schreiber, elle a rapidement travaillé à son bureau de New York, avant d'intégrer le groupe Renault, en 1996, comme directrice juridique adjointe. Elle participe à la reprise de Nissan, de Dacia, de Samsung Motors et à la revente à perte de Renault Trucks à Volvo (sans oublier les négociations avortées avec General Motors). Étroitement liée à Carlos Ghosn, elle devient son bras droit pour tout ce qui touche l'alliance Renault-Nissan et la maximisation des synergies (2007-2009). Directrice générale déléguée à la présidence et secrétaire du conseil d'administration, elle joue à fond la carte de la parité et devient directrice déléguée et membre du comité exécutif en 2011, sauvant sa tête dans la calamiteuse affaire de pseudo-espionnage chinois (où Ghosn en profite pour couper la tête de tous ses éventuels concurrents et la charge de gérer la sortie de crise). Administratrice de Danone, Nexans et *M6*, cette femme devenue totalement incontournable (n° 2) participe régulièrement au Forum économique mondial de Davos et au Women's Forum.

SERRE Jean-Ludovic. Président de société, né le 5 juillet 1926 à Bandol (Var). Cet ancien élève d'HEC a été notamment directeur d'André et Compagnie (1951-1961), chargé de mission au Commissariat général au Plan (1961), directeur (1961) puis directeur général adjoint (1968) de l'Union générale des coopératives agricoles françaises, conseiller du commerce extérieur à partir de 1961, etc.

SERVAN-SCHREIBER Jean-Louis. Journaliste, né le 31 octobre 1937 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils d'Émile Servan-Schreiber, fondateur des *Échos*, frère du politicien journaliste Jean-Jacques Servan-Schreiber, de la journaliste Christiane Collange et de feu le sénateur Brigitte Gros, cet ancien de Sciences-Po a débuté aux *Échos* (1959-1963) comme administrateur et directeur de la rédaction, puis à *L'Express* (lancé par son frère) de 1964 à 1971, faisant fonction de directeur général adjoint. De 1966 à 1971, il est PDG de Technic-Union et lance en 1967 le premier magazine des cadres, *L'Expansion* (ce qui sera un succès énorme lui aurait été soufflé par son frère). De 1969 à 1971, il est directeur général puis président du directoire du groupe *Express*, ainsi que, de 1970 à 1972, PDG du *Journal du Centre* (Nevers), et du *Populaire du Centre* (Limoges). Après une année de professorat à l'université de Stanford (1971-1972), il devient membre du centre de futurologie Hudson Institute (tout comme son frère). Imbibé dès lors d'Amérique et se pensant trempé de modernité, il sera à l'origine du développement de toutes les modes chez les cadres (notamment le « management », la « forme », « l'excellence », etc.). En 1973, il prend le contrôle de Technic-Union, qui édite *L'Expansion*, *La Lettre de L'Expansion* et *Architecture d'aujourd'hui*. Une fois président, il le rebaptise en 1975 Groupe Expansion SA. Chroniqueur sur *France Inter* en 1975 et producteur sur *TF1* de *Questionnaire* (1973-1981), il prend la présidence du conseil de surveillance de *F Magazine* en 1978, devient en 1980 directeur de *Paris Hebdo* (qui coulera très vite) ainsi que PDG de la SA groupe Expansion et Cie et de Régie Expansion. Il contrôle également divers sous-produits (éditions *Harvard-L'Expansion*, *Lire-magazine*, *Agenda-Guide*). En 1987, il rachète

à Bruno Bertez pour 240 millions de F (prêtés pour l'essentiel par le baron Edmond de Rothschild selon *L'Écho de la presse*, 25 mars 1987) : *L'Agéfi*, *La Vie française* et le quotidien *La Tribune* (qui avait déjà coûté à Bertez 100 millions de F), ainsi qu'Inter-Éditions et 45 % du *Journal des finances*, devenant ainsi le numéro un de la presse économique en France. Transformé en 1988 en *La Tribune de l'expansion*, le quotidien nécessitera un investissement supplémentaire de 120 millions de F de 1987 à 1990, chaque année déficitaire pesant lourdement sur les comptes du groupe. Quand il la cède en 1992 à Georges Ghosn, *La Tribune* aura coûté à « JLSS » près de 300 millions de F. Pire, le groupe Expansion, estimé fin 1990 à 1,2 milliard de F (1 milliard de F de chiffre d'affaires en 1990), avec, grâce au réseau Eurexpansion, des participations dans la presse économique de dix pays européens (sauf l'Allemagne), avec sept quotidiens, onze mensuels et sept périodiques, subit de plein fouet la crise à la fois de la presse et de la publicité, n'étant plus estimé que 200 millions de F, à la fin de 1993 lorsqu'il doit s'en défaire, en cédant le contrôle (51 %) à la CEP dirigée par Christian Brégou. Actionnaire fondateur de *Passages* (dont le slogan était de « porter un regard juif » sur l'actualité), cet archétype du manager à l'américaine des années soixante-dix a signé divers essais économico-politiques. En 1970, François Mitterrand lui proposa de devenir conseiller général puis député dans la Nièvre. Bien que tenté, il refusa en raison de la candidature de son frère à Nancy. Président de Finev, société éditrice de *Psychologies magazine* depuis 1997, il a vendu son groupe à Lagardère en juin 2008.

SERVOISE René. Diplomate, né le 10 août 1917 à Hanoï (Indochine). Docteur en droit, breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, diplômé de Sciences-Po, entré au ministère de la France d'outre-mer, il sera en 1946 conseiller économique aux Nations Unies. De 1954 à 1959, il est conseiller technique au Commissariat général au plan, puis, de 1961 à 1963, directeur du service des études à la Caisse centrale de coopération économique. Chargé d'affaires au Kenya (1963-1964), il devient en 1966 conseiller technique au cabinet du secrétaire d'État aux affaires étrangères. Par la suite, il sera chargé d'affaires à Chypre (1967-1969), délégué général auprès du Nord Vietnam (1969-1972), ambassadeur en Indonésie (1977-1980).

SEYDOUX FORNIER de CLAUSONNE Nicolas. Président de société, né le 16 juillet 1939 à Paris VIIe. Héritier de la famille Schlumberger et marié à une Cahen-Salvador (son beau-père fut président de l'Union syndicale des industries aéronautiques et spatiales ainsi que des Chantiers de l'Atlantique et du Cnexo), il prend en 1974 le contrôle de la Gaumont, en association avec Daniel Toscan du Plantier, et en multiplie le chiffre d'affaires par neuf, mais engage également des dépenses somptuaires et enregistre quelques fiascos qui provoquent des pertes de 200 millions de F par an, soit 20 % du chiffre d'affaires. Ayant remercié son associé en 1985, il se fait désormais seconder par Patrice Ledoux, qui entreprend une politique de vente d'actifs immobiliers et de repli sur la France. La Gaumont tentera aussi de lancer *TV6*, chaîne musicale. Le succès arrive ensuite avec *Le Grand Bleu*, *Les Visiteurs*, *Les Anges gardiens*, etc. Depuis 1990, Gaumont a investi dans la télévision (*Gaumont TV*) et dans les salles : 800 millions de F investis, troisième réseau français pour le nombre de salles, derrière Pathé, qui appartient à son frère Jérôme, et l'UGC pour le nombre, mais premier réseau pour le nombre de spectateurs (16 millions). Au sein de la société commune GBV, il est associé avec la filiale de Disney Buenavista International (BVI), pour la distribution de Disney en France (sans réciprocité aux USA). Il est président de la Fédération des distributeurs de films (1988-2001) et de l'Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle (depuis 2002).

SEZE Amaury-Daniel de. Banquier, né le 7 mai 1946 à Paris XVIe. Diplômé du Centre de perfectionnement des affaires et de la Stanford Business School, après un parcours chez Bull General Electric, Carnation, Videocolor, il entre en 1978 comme secrétaire général chez Volvo. En 1990, il devient membre du comité exécutif d'AB Volvo, puis responsable du bureau commun de coordination Volvo-Renault pour la fusion des deux entreprises. Il rejoint en 1993 le groupe Paribas comme membre du directoire de la Compagnie financière de Paribas

et de la Banque Paribas, chargé des participations et des affaires industrielles du groupe (on le donne comme successeur potentiel d'André Lévy-Lang). Il est depuis 1995 vice-président du conseil de la Compagnie Benelux Paribas et siège au conseil d'administration de la Poste depuis 1994. Il est également administrateur de la Compagnie financière de Paribas, banque Paribas, Cobepa, Poliet, Guyomarc'h, Nord-Est, Cie de Fives-Lille, International Metal Service, Acmer, Schneider, Gambro, Sema Group, de la CLT, du groupe Bruxelles Lambert. Depuis 1985, il est également juge au tribunal de commerce des Hauts-de-Seine et conseiller du commerce extérieur de la France.

SIBILLE Hugues. Dirigeant de société, né le 31 août 1951 à Paris VIe. Marié à la journaliste Pascale Chenel, cet ancien de Sciences-Po Paris a débuté en 1978 comme consultant en politiques publiques et en développement de l'économie sociale. Directeur général puis PDG de Ten Conseil, il sera conseiller de Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, pour les emplois jeunes. Délégué interministériel à l'innovation sociale et à l'économie sociale (1998-2001), il se reclasse à la Caisse des dépôts en charge des petites entreprises et de l'économie sociale, avant de devenir directeur général délégué (puis vice-président) du Crédit coopératif. Vice-président depuis 2010 du Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale et président, depuis 2008, de l'Institut du développement de l'économie sociale, il a signé de multiples ouvrages consacrés à l'économie sociale. Nettement à gauche, il a présidé l'Association des lecteurs de la revue *Alternatives économiques*.

SICHEL Olivier. Président de société, né le 30 avril 1967 à Strasbourg (Bas-Rhin). Fils d'un psychiatre et d'un médecin, cet énarque (promotion Antoine de Saint-Exupéry) est également diplômé de l'Essec de l'IEP Paris. Inspecteur des Finances dès 1994, il a opté pour France Telecom, devenant directeur d'agence en 1998, président du directoire d'Alapage.com (2000), PDG de Wanadoo e-merchant (2002-2003) et de Wanadoo (2002), aujourd'hui Orange. Membre du comité exécutif à partir de 2004 et directeur exécutif de France Telecom à partir de 2004, il est depuis 2006 associé de Sofinnova Partners.

SILBERZAHN Claude. Préfet, né le 18 mars 1935 à Mulhouse (Bas-Rhin). Ce fils d'imprimeur, licencié en droit et breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer (major), a travaillé en Tunisie de 1959 à 1964, puis au ministère de l'Intérieur de 1965 à 1967 comme administrateur civil. Par la suite, il sera détaché dans différents postes préfectoraux avant de rejoindre plusieurs cabinets ministériels de 1971 à 1974 : André Bord, Albin Chalandon (Équipement et Logement, dont il est le chargé des relations avec le Parlement), Xavier Deniau, puis Bernard Stasi (DOM-TOM). En 1974, il devient sous-préfet de Grasse, puis en 1979 secrétaire général de la Seine-Maritime, où il se lie avec Laurent Fabius, député et premier adjoint d'une commune de ce département. Préfet de Guyane de 1982 à 1984, il y « réceptionnera » en 1983 l'ancien officier de l'Abwehr, Klaus Barbie, expulsé illégalement de Bolivie à l'initiative de Régis Debray et du couple Klarsfeld. Il devient conseiller auprès du Premier ministre Laurent Fabius, chargé de l'Intérieur et de la décentralisation, des DOM-TOM (en charge, en particulier, du dossier néo-calédonien) et des risques majeurs. En 1985, il est propulsé préfet de la région Haute-Normandie, puis sera préfet de Franche-Comté (1985-1989). Il prend alors la tête des services secrets français, à savoir la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) jusqu'en 1993, date à laquelle il est remplacé par Jacques Dewatre. Lors de son départ, il dénoncera « la quête effrénée de l'argent (et) la corruption des élites (dans ce qui promet d'être) une société du chaos ». Il a publié un ouvrage sur cette période, *Au cœur du secret* (avec Jean Guisnel, de *Libération*, 1995). Nommé conseiller maître à la Cour des comptes au tour extérieur à l'automne 1993, il sera président des chambres régionales des comptes de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane (il a enquêté sur de nombreuses affaires de corruption politique dans ces départements) et président du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles. Il est maire de Simorre (Gers) depuis 2001.

SILGUY Yves-Thibault de. Diplomate, né le 22 juillet 1948 à Rennes (Ille-et-Vilaine). Ce fils de bâtonnier est issu d'une vieille famille

bretonne catholique et il est allié, par sa femme, aux Montillet de Grenaud. Diplômé d'études supérieures de droit public (il s'oppose alors à mai 1968) et lauréat des facultés de droit, cet énarque a rejoint en 1976 la direction des affaires économiques et financières (service de coopération économique) du Quai d'Orsay. Il sera, du début de 1981 à la fin de 1984, chef adjoint du cabinet de François-Xavier Ortoli, vice-président de la Commission des Communautés européennes, chargé des affaires économiques et financières, des crédits et des investissements. Deuxième conseiller à Washington (1985-1986), puis conseiller technique chargé des affaires européennes au cabinet de Jacques Chirac à Matignon durant toute la première cohabitation, il entre en octobre 1988 à Usinor-Sacilor comme directeur à la direction des affaires internationales, poste qu'il occupe jusqu'au début de 1990, devenant alors directeur des relations internationales. Il est également, à cette date, délégué général de la Chambre syndicale de la sidérurgie française et président du Comptoir français des produits sidérurgiques ainsi que du Comité d'orientation stratégique sidérurgie. Président de la Fédération française de l'acier en 1991, il abandonne tous ces postes en 1993 quand il retourne dans la fonction publique, comme secrétaire général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique et rejoint le cabinet d'Édouard Balladur comme conseiller européen à Matignon (après avoir sollicité l'avis de Jacques Chirac). Deux ans plus tard, en janvier 1995, ce défenseur des accords de Maastricht est promu commissaire européen à Bruxelles, chargé du dossier monétaire (adoption de la monnaie unique). Il a appartenu au Club de l'Horloge (1977-1980). En janvier 2000, il devient membre du directoire de Suez Lyonnaise des eaux, dont il assure la direction générale de 2001 à 2002. En 2006, il est nommé par le conseil d'administration président de Vinci.

SIMON Alain. Magistrat, né le 20 février 1919 à Brest (Finistère). Docteur en droit, il fut juge suppléant à Rennes (1943), juge d'instruction à Lille (1953), conseiller technique du garde des Sceaux Louis Joxe (1967), procureur général à Basse-Terre (1967), conseiller à la Cour de cassation (1975), premier président de la Cour de sûreté de l'État (1975). Directeur de cabinet du garde des Sceaux Jean Lecanuet (1975-1976), il réintègre la Cour de cassation et siège à la Commission nationale informatique et libertés à partir de 1979.

SIMON Jacques-Armel. Haut fonctionnaire, né le 19 novembre 1920 à Sarrebruck en Allemagne. Cet énarque (promotion *Tocqueville*, 1958-1960) a été secrétaire général de la Commission centrale des marchés au ministère de l'Économie à la fin des années soixante-dix.

SIMON Jean-Charles. Cadre dirigeant, né le 5 juillet 1970 à Chaumont (Haute-Marne). Diplômé de Sciences Po Paris et de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique, il a été notamment inspecteur à l'Inspection générale de la Banque IndoSuez (1996-1997), trader de produits dérivés chez Dresdner Kleinwort Benson (1997-1998), avant de bifurquer vers la politique comme directeur des études du RPR (1998-1999). Il se tourne ensuite vers l'assurance, devenant conseiller du président (1999-2000), puis directeur des affaires publiques (2000-2003) de la fédération française des sociétés d'assurance. De 2004 à 2008, cet homme de l'ombre sera directeur de la puissante et très secrète Association française des entreprises privées (Afep). En 2008, ce libéral devient directeur général délégué du Medef mais claque la porte à peine un an plus tard, critiquant très vigoureusement la gestion de la présidente du Medef, Laurence Parisot. Il se reclasse alors comme directeur des affaires publiques et économiques de Groupama.

SIMON Jean-Marc. Membre honoraire du Conseil d'État, né le 20 décembre 1943 à Paris. Ancien de Sciences-Po, cet énarque (1968-1970), promotion Robespierre, sorti quatrième, (le deuxième était Jacques Attali) a été chargé de mission auprès du directeur général de l'Assistance publique (1970), puis directeur du plan à partir de 1975 à l'Assistance publique. Il rejoint Europ-Assistance (groupe Concorde) en 1979 comme directeur général (jusqu'en 1985) avant de devenir, à la demande de Robert Lion, président de la Société centrale pour l'équipement du territoire, puis de la C3D (remplaçant Bernard Brunhes), et enfin président de la Compagnie internationale des wagons-lits, président du directoire de Lenôtre, et vice-président exécutif du groupe Accor. Président de la compagnie du Mont-Blanc depuis 2000.

SIMON Pierre. Médecin, né le 3 janvier 1925 à Metz (Moselle), décédé le 11 mai 2008. Issu d'une vieille famille juive de Metz, ce médecin gynécologue a été directeur de 1961 à 1986 du centre d'orthogénie de l'hôpital Boucicaut. Cofondateur et vice-président du Mouvement français pour le Planning familial (1956) ainsi que vice-président de son conseil médical de 1964 à 1969, il sera un conseiller technique très écouté du ministre de la Santé Robert Boulin (1969-1973). Membre du bureau exécutif du Parti radical-socialiste (1975-1977) dont il était membre depuis 1954, il fut également en 1986 vice-président de la commission des affaires sociales du Parti Radical. Il deviendra surtout un membre éminent de la Grande Loge de France, occupant le poste de Grand Maître de 1969 à 1971 et de 1973 à 1975. Auteur d'un rapport controversé sur le comportement sexuel des Français, il passe pour avoir joué un rôle essentiel dans la préparation de la loi Neuwirth sur la contraception (puis dans l'adoption de la loi sur l'avortement). Fonctionnaire international de l'Organisation mondiale de la santé, il a appartenu au Commissariat général au Plan. Proche ami de Michel Poniatowski, il a assuré pendant la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing les contacts avec la communauté juive. Administrateur de la Compagnie financière de Deauville en 2002.

SIMON Yves. Chanteur, né le 3 mai 1944 à Choiseul (Haute-Marne). Licencié ès lettres modernes, ce chanteur auteur-compositeur-interprète et écrivain a obtenu le prix Médicis. Il est également l'auteur de diverses musiques de films. Se situant nettement à gauche, il a soutenu à diverses reprises François Mitterrand.

SINCLAIR Anne (épouse STRAUSS-KAHN). Journaliste, née le 15 juillet 1948 à New York (États-Unis). « Subtil mélange d'origine alsacienne, austro-hongroise et séfarade » (*Tribune juive*, 19 octobre 1984), elle est la petite-fille d'un important marchand de tableaux impressionnistes et la fille d'un responsable de la France libre, Robert Schwartz, qui fut secrétaire général de la délégation de la France libre à Beyrouth et directeur de *Radio-Levant* sous le pseudonyme de Sinclair. Ce puissant homme d'affaires (directeur général d'Élizabeth Arden, directeur des parfums Caron, directeur de Revlon international, etc.) fut autorisé à transformer son « nom de guerre » en nom pour lui et ses descendants par décret du 3 août 1949. Arrivée en France en 1951, elle est en 1968 à Nanterre. Licenciée en droit et diplômée de Sciences-Po, elle fréquente dans sa jeunesse Jacques Attali, Élisabeth Bleustein-Blanchet (la future épouse de Robert Badinter), Rachel Assouline (la future épouse de Jean-François Kahn) ou encore Laurent Fabius. Par son père, grand ami de Pierre Mendès France, elle prend la direction de son bulletin *Le Courrier de la République* (1970-1973) avant d'être recrutée sur recommandation paternelle par Jacques Abergel, directeur général de la publicité d'*Europe 1*. Elle y sera l'assistante de Jean Gorini, beau-frère du PDG de la station Maurice Siégel, puis collaboratrice d'Étienne Mougeotte, de Jean-Michel Desjeunes et animatrice avec Pierre Lescure. En 1976, elle rejoint *FR3*, où elle collabore avec Jean-François Kahn pour *Le Visiteur du Dimanche* soir, puis sera productrice de L'Homme en question (1976-1978). Elle passe en 1978 à *Antenne 2*, où elle est productrice, jusqu'en 1982, de *L'Invité du Jeudi*. Productrice en 1982 de l'émission quotidienne Les visiteurs du jour, sur *TF1*, censée remplacer le *Midi-Première* de Danielle Gilbert (tombée en disgrâce pour supposé giscardisme), elle doit rapidement interrompre cette émission, véritable flop qui la tiendra éloignée des plateaux de télévision pendant plus d'un an. Elle y retourne en novembre 1983 comme productrice de l'émission de *TF1* Édition spéciale (son premier invité sera Robert Badinter), devient présentatrice (en alternance avec Jean Lanzi) de *7 sur 7* à partir de 1984, puis unique présentatrice à partir d'octobre 1987 (au titre de cette seule émission, elle gagne 2,2 millions de F par an, *Le Nouvel observateur*, 7 mars 1996). Elle ne laissera sa place qu'une seule fois, en janvier 1995, à Gérard Carreyrou, pour éviter d'avoir à recevoir Jean-Marie Le Pen. Elle présente également de 1984 à 1989 Questions à

domicile, avec Jean-Marie Colombani (relancé sur *RTL* en 1994). En 1990, elle produit et présente une nouvelle émission, *Le Point* sur la Table. Elle est nommée en 1995 directeur adjoint de l'information sur *TF1*. Membre de la Fondation Saint-Simon, elle a été parrainée au Siècle par Alain Minc (*Les Juifs dans la politique française*, 1991). Titulaire de trois 7 d'or (1985, 1988 et 1989), femme de l'année 1986, elle a été médaillée du B'naï B'rith en 1987 comme « symbole de l'honneur du journalisme français » (*L'Arche*, juillet 1987). Il est toutefois peu connu que son regard bleu azur connu de tous les téléspectateurs doit beaucoup à « des lentilles colorées [qui en] accentuent l'éclat » (*Voici*, 5 juillet 1993). Figurant depuis des années dans le palmarès du Journal du Dimanche en tête des « femmes qui comptent », elle a été longtemps mariée à l'influent journaliste Ivan Levaï (directeur de la rédaction d'*Europe 1* puis, jusqu'en 1996, directeur de l'information de *Radio France*), dont elle a divorcé en novembre 1990. Elle épouse un an plus tard Dominique Strauss-Kahn, ministre socialiste de l'Économie et des Finances. Notoirement de gauche (*Le Figaro Magazine* la surnomma « la sectaire de charme », 19 mars 1988, elle a appelé officiellement à voter en faveur de liste travailliste de Shimon Pérès en Israël, *Tribune juive*, 23 octobre 1987). Avec une forte tendance à tendre la perche aux invités proches de ses idées, elle est sans doute la journaliste la plus influente et populaire de France, demeurant l'une des figures emblématiques de *TF1*. La fin de *Sept sur sept* lui permet de devenir directrice générale de *TF1 Entreprises*, puis de reprendre les rênes du site internet. Des « désaccords » avec Patrick Le Lay la poussent à claquer la porte de la plus grande chaîne d'Europe. Elle collabore alors à *Paris-Match*, rejoint l'équipe de *RTL* puis celle de *France Inter*. Puis met un bémol à sa carrière journalistique. Elle se consacre aujourd'hui à la carrière de son mari, Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international.

SIX Jean-François. Ecclésiastique, né le 11 février 1929 à Linselles (Nord). Issu d'une famille d'origine juive, ordonné prêtre en 1956. Il fut nommé vicaire à l'église Saint-Sulpice à Paris. Pendant les dix ans de son ministère, il en profitera pour continuer ses études, devenant docteur en théologie, en science des religions, et diplômé de l'EPHE. Auteur de nombreux ouvrages et essais, ce partisan d'une Église plus gallicane a fondé en 1966 le secrétariat français pour les non-croyants. Délégué général de l'association Droits de l'homme et solidarité, il est l'un des principaux artisans du rapprochement entre l'Église et la franc-maçonnerie (en particulier avec la Grande Loge de France et la Grande Loge nationale française), dirigeant notamment la revue *Brèches*, largement ouverte aux maçons.

SLAMA Alain-Gérard. Universitaire, né le 25 février 1942 à Tunis (Tunisie). Ce fils d'avocat séfarade est normalien et agrégé de lettre classiques ainsi que diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris. Entré comme chercheur au CNRS en 1969, il est devenu maître de conférences à Sciences-Po en 1977 et directeur d'études en 1987. Responsable du séminaire Littérature et politique au XX[e] siècle, il est également directeur des études de culture générale aux préparations à l'Ena et aux concours administratifs et chargé de cours en sciences politiques dans diverses universités étrangères. Se situant dans la mouvance gaullo-chiraquienne libérale, cet « expert de la droite » a toujours été de la dernière hargne face aux idées nationales : « Le Front national est un parti sans avenir (*Le Parisien*, 19 mars 1998). » Collaborateur régulier du *Point* (depuis 1972) et éditorialiste du *Figaro* (depuis 1983), ainsi que de multiples périodiques culturels, il est l'auteur de multiples essais et ouvrages historiques, comme *Les Chasseurs d'absolu, genèse de la gauche et de la droite* (1980), *L'Aventure du XX[e] siècle* (1986), *L'Angélisme exterminateur, essai sur l'ordre moral contemporain* (1993), *La Régression démocratique* (1995), *La Guerre d'Algérie, histoire d'une déchirure* (1996), etc. Il a été l'un des huit premiers pétitionnaires en faveur de l'ex-députémaire RPR failli de Grenoble Alain Carignon en septembre 1995. À de multiples reprises, il a pris position contre les historiens révisionnistes (cf. notamment *Le Négationnisme, une barbarie banalisée*, *Le Figaro*, 25 mai 2000).

SOISSON Jean-Pierre. Membre de la Cour des comptes, né le 9 novembre 1934 à Auxerre (Yonne). Descendant d'une famille de banquiers et de négociants d'Auxerre, ce fils d'un président de la chambre de commerce de sa

ville natale a fait, sous les ordres du colonel Argoud (qu'il a toujours défendu), une belle guerre d'Algérie (3 citations, croix de la valeur militaire, prolongation volontaire d'un an de service), envisageant même de démissionner de l'Ena et ayant de fortes sympathies pour le putsch. En 1961, il entre à la Cour des comptes avant d'être de 1966 à 1967 conseiller technique aux cabinets d'Yvon Bourges, ministre de l'Information, puis de la Coopération. En 1968, il occupe ce même poste au cabinet d'Edgar Faure à l'Agriculture, avant d'être élu, la même année, député Républicain indépendant de l'Yonne (constamment réélu depuis). Il sera secrétaire général adjoint des RI (1969-1975) puis vice-président (1977-1977). Il a été conseiller général du département (1970-1976 et 1982-1988) et maire d'Auxerre (1971-1998). De 1974 à 1976, ce giscardien libéral sera successivement secrétaire d'État aux Universités, à la Formation professionnelle, à la Qualité de la Vie (1976) et enfin, en 1977-1978, à la Jeunesse et aux Sports, avant d'être promu ministre avec les mêmes fonctions (1978-1981). Entre-temps, il aura été le premier secrétaire général du Parti Républicain. De 1981 et 1988, il se contente de soutenir Raymond Barre, tout en montrant de plus en plus de compréhension vis-à-vis du mitterrandisme. Ayant quitté le Parti républicain, qu'il juge trop à droite, et membre de l'Association des démocrates de Michel Durafour, il entre après la réélection de François Mitterrand en 1988 dans le gouvernement de Michel Rocard comme ministre « d'ouverture » chargé du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Il aura pour tâche, avec quelques autres ralliés, d'ouvrir la majorité à droite. Il sera donc, de 1990 à 1992, secrétaire général de France Unie qui regroupe l'Association des démocrates, le Mouvement des radicaux de gauche, la Nouvelle action royaliste et diverses personnalités indépendantes. Il échouera toutefois à former en 1991 un groupe parlementaire. Il sera pourtant promu en 1991 ministre d'État, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation administrative. Grâce à un apport des voix frontistes (et paradoxalement de voix franc-maçonnes, cf. *Les Politocrates* de Joseph Macé-Scaron), il devient en 1992 président du conseil régional de Bourgogne (jusqu'en mars 1993). Sommé de démissionner du gouvernement ou de la présidence, il préfère garder sa présidence du conseil régional. Cela ne l'empêchera pas de devenir le ministre de l'Agriculture et du Développement rural de Pierre Bérégovoy (octobre 1992-mars 1993). En mars 1993, il devient secrétaire général du Mouvement des réformateurs avant de lancer en 1994 le club Interface, réunion de chefs d'entreprise, de hauts fonctionnaires et hommes politiques de diverses sensibilités souhaitant nourrir les débats engagés à l'approche de la présidentielle. Il a pris la présidence du Centre national de la fonction publique territoriale en juillet 1996. Il semble qu'une bonne partie de ses retournements et louvoiements divers (« *l'homme qui tourne plus vite que le vent* » titrera *L'Événement du jeudi*, 26 avril 1995) soient dus à son appartenance maçonnique. Membre du Grand Orient de France (*Les Francs maçons des années Mitterrand*), il aurait fréquenté la loge d'affaires Schœlcher (ce qu'il nie) puis a appartenu à la loge Demain (avec Alain Devaquet), qui regroupe les élites politiques du GODF. Il a également préfacé un ouvrage de Jean-Paul Lefebvre-Filleau sur les rapports entre la République et la franc-maçonnerie (Ed. Chlorofeuille). Il appartient aussi au Club des Cent. Ancien cadre de la Société française de production et membre du cabinet du ministre de la Culture François Léotard (1986-1988) pour les nouvelles technologies, son épouse expose des œuvres d'avant-garde basées souvent sur la vidéo sous le pseudonyme de Catherine Ikam. De nouveau président du conseil régional de Bourgogne de 1998 à 2004, il devient ensuite simple conseiller régional, la gauche l'ayant emporté. Il a été réélu député de l'Yonne en juin 2007.

SOLLY Laurent. Dirigeant de société, né le 27 mars 1970 à Villefranche-sur-Saône (Rhône). Diplômé de Sciences Po Paris, cet énarque (promotion Victor Schœlcher, 1994-1996) fut nommé sous-préfet et directeur du cabinet du préfet du Lot-et-Garonne en 1996. Il fut ensuite directeur de cabinet du préfet du Var (1998-1999), puis secrétaire général de la préfecture de Belfort. Chargé de mission auprès du directeur de la coordination d'EDF (2001-2004), il entre au cabinet de Nicolas

Sarközy, ministre de l'Intérieur, en 2004, devenant très rapidement un membre de sa garde rapprochée, le suivant ensuite à Bercy. Il sera ensuite directeur de cabinet du président de l'UMP (décembre 2004-juillet 2005) et à nouveau son chef de cabinet au ministère de l'Intérieur (2005-2007). Il devient le plus jeune préfet de France en avril 2006. Il joue un rôle majeur dans la campagne présidentielle de son mentor, en tant que directeur adjoint. En mauvais termes avec Cécilia Sarközy, il ne figure ni à la soirée du *Fouquet's* ni ne rentre à l'Élysée. Toutefois, en juin 2007, il est pratiquement imposé par le nouveau président de la République à *TF1* où il devient directeur à la direction générale et parallèlement président de TF1 Digital (un bouquet d'une dizaine de chaînes payantes). Selon l'*Histoire secrète de la Ve République* de Roger Faligot et Jean Guisnel, il appartient au Grand Orient de France.

SOUBIE Raymond. Président de société, né le 23 octobre 1940 à Talence (Gironde). Cet énarque (promotion 1964, avec Yves Sabouret et Xavier Gouyou-Beauchamps) est entré au ministère de l'Intérieur. Il fut notamment chargé de mission du préfet de la région Rhône-Alpes (1963-1969) puis directeur adjoint du cabinet de Joseph Fontanet (Travail, Emploi, Population) jusqu'en 1972, et par la suite son chargé de mission au ministère de l'Éducation nationale jusqu'en 1974. De 1974 à 1981, il sera le conseiller pour les affaires sociales (privilégiant la CFDT) et culturelles des deux Premiers ministres de Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Raymond Barre (se liant particulièrement avec ce dernier dont il deviendra un très proche collaborateur même après 1981). En parallèle, il prendra en 1980 la présidence du théâtre des Champs Élysées (puis en 1987 celle de l'Opéra de Paris). Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, ce fin spécialiste des questions sociales (et reconnu comme tel aussi bien à droite qu'à gauche) deviendra professeur à Paris IV, ainsi que directeur général de *Liaisons sociales* (1984) et directeur général deux ans plus tard du plus important et influent groupe de presse sociale en France (numéro deux de la presse professionnelle), *Liaisons* (groupe d'Aristide Blank). En 1987, il est également nommé président de la SEDES, filiale de la Caisse des dépôts. En janvier 1991, il quitte le groupe Liaisons et lance son propre groupe, Altédia Communication, avec une capacité d'investissements de 300 millions de F, dont le but est de prendre des participations majoritaires dans les journaux professionnels. Il prendra notamment le contrôle de l'agence Synelog, spécialisée dans la communication financière et écrite des entreprises, Techniques et Architecture, etc. Ce négociateur de qualité (il est « l'homme de l'opposition qui connaît le mieux les syndicats » selon *Le Matin*, 31 janvier 1986), qui aura été l'une des grandes éminences grises de la Ve République, aurait refusé à deux reprises (1978 et 1986) le poste de ministre du Travail. En 2005, il vend son groupe Altedia à Adecco devenant ainsi millionnaire en euros. En juin 2008, Nicolas Sarközy l'appelle à l'Élysée comme conseiller en charge des affaires sociales (jusqu'en novembre 2010). Il a publié en 1991 un livre de réflexions : *Dieu est-il toujours français ?*

SOUDET Pierre. Conseiller d'État, né le 19 juin 1924 à Paris, décédé le 19 novembre 1980. Ce normalien, ancien de l'Ena (1948), est sorti auditeur au Conseil d'État (maître des requêtes en 1954). Secrétaire général adjoint du Conseil supérieur de la sécurité sociale (1952-1957), il fut conseiller technique de François Mitterrand à l'Intérieur (1953-1954) et à la Justice (1956-1957). Professeur à l'IEP et à l'Ena, ce militant socialiste entre en contact avec les jeunes socialistes du Ceres. Membre des *Cahiers de la République*, mensuel d'inspiration mendésiste, il fut un chaud partisan, dès 1962, de l'union de la gauche avec les communistes. Sa veuve, Laurence Soudet, est restée une intime de François Mitterrand, comme chargée de mission à la présidence de la République durant les deux septennats de ce dernier (elle lui servira de paravent dans diverses opérations). Elle a épousé en deuxième noce René Thomas, président d'honneur de la BNP, en 1994.

SOULAGES Pierre. Artiste peintre, né le 24 décembre 1919 à Rodez (Aveyron).

SOULIER André. Avocat, né le 18 octobre 1933 à Lyon (Rhône). Ce fils d'un chauffeur de taxi est diplômé de l'IEP de Lyon et d'économie politique. Il rejoignit le barreau de Lyon

(avec pour parrain le célèbre Me Joannès Ambre, chez qui il avait fait son premier stage) et se fera connaître notamment comme l'avocat des victimes de la catastrophe de Feyzin, du dancing le 5-7, ou de la famille Mérieux. Son plus grand succès sera la révision, en 1969, du procès Deveaux, qui le médiatise. À l'origine pénaliste, il deviendra avocat d'affaires, tout en développant une intense activité politique. Dans sa jeunesse, il avait été militant du Mouvement fédéraliste européen, puis mendésiste et inscrit au Parti radical en 1954. Candidat malheureux de la FGDS aux élections législatives de Lyon en 1967, il rejoignit le Parti socialiste, dont il fut le candidat à nouveau en 1973 (avec pour suppléant Gilbert Mitterrand). Maire de Villié-Morgon (chef-lieu d'un des dix crus du beaujolais) de 1970 à 1977, il rompt avec le PS en 1974, après la signature du Programme commun de gouvernement, mais ne sera exclu qu'en 1976. Il passe alors chez les centristes, devenant maire adjoint UDF-adhérent direct de Lyon en 1977. En charge de la coordination des arrondissements et de l'information, il sera aussi vice-président de la communauté urbaine lyonnaise (1977-1989). Premier adjoint à partir de 1983 auprès de Francisque Collomb (bien que très mal élu au sein du conseil municipal), il sera l'un des principaux artisans de la victoire de ce dernier face aux menées du RPR Michel Noir, membre du Parti républicain, il sera l'opposant le plus virulent de Michel Noir lorsque ce dernier est élu maire en 1989. En 1992, il devient, suite à la mort d'Yvon Briant, député européen. Il est depuis l'automne 1992 président départemental du PR, conseiller municipal de Lyon, et a été questeur du Parlement européen. Membre de la franc-maçonnerie lyonnaise, avec l'aide de qui il a barré les ambitions de Jacques Soustelle à la mairie de Lyon, cet ancien intime de François Mitterrand et de Charles Hernu a été conseiller régional de 1977 à 1992, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes de 1983 à 1986. Membre du bureau politique du PR, c'est un fidèle de Raymond Barre, qui ne l'a pourtant pas toujours ménagé (une place inéligible sur sa liste aux législatives en 1986). Il a également présidé, de 1990 à 1993, la commission de discipline de la Ligue nationale de football (s'opposant notamment, dès 1991, à Bernard Tapie).

SOURNIA Jean-Charles. Professeur de médecine, né le 24 novembre 1917 à Bourges (Cher), décédé le 8 juin 2000. Fils d'officier, il fut élève à la faculté de médecine de Lyon avant de devenir professeur à la faculté française de Beyrouth, puis à la faculté de Rennes. Médecin-conseil national de la Sécurité sociale, il fut jusqu'en 1980 directeur général de la Santé. Appelé alors à siéger au Conseil d'État, il devint en 1983 vice-président du Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme.

SOUTOU Georges-Henri. Universitaire, né le 14 août 1943 à Chêne-Bougerie (Suisse). Agrégé d'histoire et docteur d'État, il a été maître-assistant puis professeur d'histoire contemporaine à Paris IV (centre de prospectives sociales et politiques). Il a été président du conseil scientifique de l'Association Georges Pompidou (1999-2004) et a succédé à Raymond Barre comme membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 2009.

SOUTOU Jean-Marie. Diplomate, né le 18 septembre à 1912 à Bruges (Pyrénées-Atlantiques), décédé le 10 septembre 2003. Cet ancien résistant a commencé sa carrière diplomatique à Belgrade, puis occupa diverses fonctions au Quai d'Orsay. Il fut ensuite directeur adjoint du cabinet de Pierre Mendès France, puis retourne à la diplomatie. Ambassadeur en Algérie (1971-1975), il devint secrétaire général du Quai d'Orsay. En 1978, il est nommé président de la Croix-Rouge française (jusqu'en 1983). En 1985, il a pris la présidence de la Société des amis de Raymond Aron.

SPIELREIN Marc. Ingénieur, né le 9 novembre 1944 à Meknès (Maroc). Cet X-Ponts a commencé sa carrière comme chargé de mission à la direction de la prévision du ministère de l'Économie et des Finances, puis fut conseiller technique au cabinet du directeur général de l'Assistance publique de Paris. Il rejoint en 1973, toujours comme conseiller technique, le cabinet de Michel Poniatowski, à la Santé publique, puis le suit de 1974 à 1977 à l'Intérieur. Il devient alors chargé de mission auprès du président de la société Fougerolle avant d'être le directeur de cabinet de septembre 1978 à mars 1981 de

Monique Pelletier, ministre de la Famille et de la Condition féminine. En septembre 1981, il devient directeur général de l'industrie au ministère du Logement puis, un an après, entre comme PDG chez Coignet. En 1985, il devient directeur de la stratégie de la division génie civil et bâtiment de Spie-Batignolles, en 1986, directeur de la stratégie, en 1989, membre de son comité exécutif, et en 1991, directeur général de la sûreté. Il est, depuis 1994, PDG de la Semmaris, la société qui gère le grand marché de Rungis.

SPINETTA Jean-Cyril. Préfet, né le 4 octobre 1943 à Paris. Diplômé d'études supérieures de droit public et de l'IEP, ce fils d'un ingénieur des ponts et chaussées d'origine corse (qui fut notamment chef du service de l'inspection générale de l'équipement) sera adjoint d'enseignement de 1961 à 1969 avant d'intégrer l'Ena, devenant administrateur civil à l'Éducation nationale à sa sortie, en 1972. Il y est chef du bureau de la comptabilité centrale et du contrôle budgétaire, puis des investissements, de la planification et des affaires générales à la direction des affaires budgétaires et financières de 1974 à 1976. Après un passage comme auditeur au Conseil d'État (1976-1978), il sera chargé de mission au secrétariat général du gouvernement jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ce militant socialiste est alors promu chef du Service d'information et de diffusion du Premier ministre Pierre Mauroy, puis assure, de la fin de 1983 à août 1984, la direction des collèges à l'Éducation nationale. Il devient ensuite directeur du cabinet de Michel Delebarre au Travail, à l'Emploi et à la Formation professionnelle (jusqu'en mars 1986). Après avoir été nommé inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale, il retrouve Michel Delebarre, en mai-juin 1988, aux Affaires sociales et à l'Emploi, puis le suit aux Transports et à la Mer, puis à l'Équipement, au Logement, aux Transports et à la Mer (jusqu'en novembre 1990). Il succède alors à Pierre Eelsen à la présidence d'Air-Inter, qu'il dirige jusqu'à la fin de 1993, date où il démissionne en désaccord avec son ministre de tutelle, Bernard Bosson. Il entre alors à l'Élysée, comme chargé de mission pour les affaires industrielles de François Mitterrand (1994-1995). En avril 1995, il est nommé préfet, chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement et s'occupe de diverses associations: Garde/Groupe développement (développement dans les pays sous-développés), Arts (lutte contre le sida) et dirige l'Association pour la langue parlée complétée (sourds-muets) qu'il a fondée il y a une quinzaine d'années. Le 22 septembre 1997, Jean-Cyril Spinetta devient président-directeur-général du groupe Air France (devenu Air France-KLM).

SPITZ Bernard. Membre du Conseil d'État, né le 13 janvier 1959 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'Essec et de l'IEP, il a exercé de 1979 à 1984 comme journaliste et chroniqueur au *Monde* avant d'entrer à l'Ena. Toujours passionné par l'information, il fera ses stages à *Antenne 2*, *Europe 1* et *CBS*. Entré comme auditeur au Conseil d'État en 1986, il a dirigé de 1988 à 1991 le cabinet de Lionel Stoleru au secrétariat d'État au Plan tout en étant conseiller économique de Michel Rocard à Matignon. Ce maître de conférences à l'IEP et à l'Institut supérieur des affaires a été par la suite, de 1992 à fin 1995, directeur à la direction générale de *Canal +*. De retour au Conseil d'État, il a été chargé en mai 1996 d'orchestrer les manifestations de célébration du vingtième anniversaire de la mort d'André Malraux par Philippe Douste-Blazy, ministre de la Culture. Il a publié fin 1995 un ouvrage, *La Morale à zéro*, consacré au désenchantement des Français face à leurs élites. Directeur de la stratégie de Vivendi Universal jusqu'en 2004, il fonde ensuite le cabinet BS Conseil. Toujours de centre gauche, il appartient au club En temps réel et est l'une des figures majeures du Groupe des Gracques.

STASI Bernard. Administrateur civil, né le 4 juillet 1930 à Reims (Marne), décédé le 4 mai 2011. Fils d'un immigré espagnol catholique devenu directeur commercial, il n'a opté pour la nationalité française qu'à 21 ans. Attaché au cabinet du président d e l'Assemblée nationale dès 1955, il rejoint l'Ena (1957, promotion Vauban comme Jacques Chirac), devenant à sa sortie chef de cabinet du préfet d'Alger (1959), puis conseiller technique au cabinet de Maurice Herzog (1963), directeur de cabinet du secrétaire général pour l'administration des départements d'Outre-mer (1966-1968). Il se fait alors élire député CDP (centriste) de la 4e circonscription de la Marne et sera maire d'Epernay de 1970 à 1977. Réélu député en 1973, il sera le ministre des DOM-TOM de Pierre Messmer en 1973-1974. En 1974, il soutient Jacques Chaban-Delmas, ce qui fait qu'il ne sera jamais admis à un poste ministériel pendant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Vice-président du Centre des démocrates sociaux en 1976, il sera réélu député en 1978, ainsi qu'en 1981. En 1982, Pierre Méhaignerie le bat à la présidence du CDS, mais il obtient le poste de premier vice-président à partir de 1984. Il reprend la mairie d'Epernay en 1983 (réélu en 1989). Réélu député en 1986 et 1988, il est battu à la présidence de la commission des affaires étrangères par le socialiste Roland Dumas, puis en 1987 par Valéry Giscard d'Estaing. Ayant activement soutenu Raymond Barre à l'élection présidentielle de 1988, il préside le Conseil régional Champagne-Ardenne de 1981 à 1988, en démissionnant alors en raison du cumul de mandats. Devenu vice-président de l'Internationale démocrate chrétienne en 1993, il a siégé, de 1994 à 1998, au Parlement européen. Président de la section française de la Fédération mondiale des villes jumelées et président de la Licra d'Epernay, il a suscité une intense polémique (y compris dans son propre camp) en publiant en 1984 un ouvrage au titre provocateur, *L'Immigration, une chance pour la France* (qui se vit décerner le prix Bernard Lecache de la Licra en 1985). Il était le frère de Mario Stasi, membre du Siècle.

STASI Mario. Avocat, né le 1er mai 1933 à Reims (Marne). Diplômé de l'IEP et d'études supérieures de droit public et de droit romain, il est, depuis 1960, avocat au barreau de Paris. Premier secrétaire de la conférence du stage des avocats à la Cour de Paris (1962-1963), ce membre du conseil de l'Ordre des avocats de Paris (1975-1978) fut bâtonnier dans les années 1986-1987. Membre de la Fédération internationale des droits de l'homme et conseiller du Mrap, cet infatigable défenseur des droits de l'homme (du Chili à la Turquie, du Paraguay à la Grèce) a présidé l'Association française des centres professionnels du barreau et fut vice-président de l'Union internationale des avocats.

STASSE François. Membre du Conseil d'État, né le 11 janvier 1948 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Diplômé de l'IEP de Paris et docteur ès sciences économiques, ce fils d'un président de la compagnie d'assurances La Foncière (qui fut maire adjoint de Paris XVIe de 1951 à 1977) a milité dans sa jeunesse à la Jeunesse étudiante chrétienne avant de rejoindre le PSU (dont il appartiendra à la direction politique sous le pseudonyme de Jacques Gallus, pour ne pas nuire à sa carrière). Ayant suivi son ami Michel Rocard au Parti socialiste, il deviendra secrétaire de sa commission économique. Par ailleurs, il sera chargé d'études au service des chambres de commerce et d'industrie à l'Industrie (1972-1973) ainsi qu'au Commissariat général au Plan (à partir de 1974). Ce brillant économiste sera notamment directeur du cabinet de Michel Albert, commissaire général au plan (1978-1981). Conseiller technique à la présidence de la République (chargé des questions économiques et financières) après la victoire de François Mitterrand, il y sera l'un des principaux artisans de la politique de rigueur financière et économique conduite à partir de 1983. « Discret, n'aimant rien moins que le vedettariat, il se distingue à la présidence de la République par l'attachement qu'il porte depuis près de vingt ans à... Michel Rocard. » Nommé en 1983 maître des requêtes au Conseil d'État au tour extérieur, il deviendra directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris en 1989. Il en démissionne en janvier 1993 (alors que Bernard Kouchner est ministre de la Santé), réintégrant le Conseil d'État, dont il devient, en 1996, rapporteur général de la section du rapport et des études. Il est, depuis 2005, président de l'Agence nationale de recherches sur le sida. Il est marié à Nathalie Claret de Fleurieu, veuve de Jérôme Duhamel (dite Nathalie Duhamel), belle-fille de Pierre Mendès France (sa mère, Marie-Claire Servan-Schreiber épousa PMF). Elle a été durant des lustres l'attachée de presse de François Mitterrand avant de diriger l'Association internationale contre la faim.

STEG Philippe-Gabriel. Ce professeur de médecine est le fils d'Adolphe Steg, « grand patron » et président de l'Alliance israélite universelle. Professeur de cardiologie à Paris VII

et directeur de l'unité de soins coronariens à l'hôpital Bichat, il est considéré comme l'un des grands spécialistes mondiaux des syndromes coronariens et du diabète. Engagé au sein de la communauté juive de France, il appartient à l'Association des médecins israélites de France et siège au conseil d'administration des Amis du Conseil représentatif des institutions juives de France. Il a signé divers articles et de multiples pétitions en faveur d'Israël (notamment *Contre l'hémiplégie de la pensée*, *Le Figaro*, 20 juin 2002).

STEINMETZ Pierre. Préfet, né le 23 janvier 1943 à Sainte-Colombe (Pyrénées-Orientales). Diplômé de l'IEP, cet énarque (1970) a choisi le ministère des DTOM. Adjoint au chef de bureau des études législatives à la direction des TOM (1970-1971), puis directeur du cabinet des Hauts-commissaires de la République successifs en Nouvelle-Calédonie, il rejoint en 1975 le service législatif du Secrétariat général du gouvernement (1975-1979) puis sera jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir chargé de mission de Raymond Barre à Matignon. Affecté au Logement en 1982-1983, il entre à la Mairie de Paris comme chef du service de la politique foncière (1983-1984), avant de diriger (1984-1987) les cabinets de Camille Cabana, puis de Guy Maillard, Secrétaires généraux de la ville de Paris. Directeur du développement économique et social au conseil régional d'Ile-de-France (1987-1988), il sera à l'été 1988 le rapporteur de la mission de bons offices en Nouvelle-Calédonie chargée de rétablir le dialogue. Ce proche de Raymond Barre sera alors remercié en décembre par un poste de préfet de Haute-Marne. Directeur du cabinet du ministre d'ouverture Jacques Pelletier à la Communication et au Développement (1989-1991), il devient alors préfet des Pyrénées-Orientales (1992), de Haute-Savoie (1993), puis de la région Réunion (fin 1994). Il sera ensuite directeur de cabinet de Dominique Perben (1995-1997), préfet de la Bourgogne (1997-1998) et de Poitou-Charentes (1998-2000). Devenu directeur de la gendarmerie nationale (2000-2002), il sera ensuite directeur de cabinet de Jean-Pierre Raffarin à Matignon. Il est nommé au Conseil constitutionnel en 2004.

STERN Édouard. Banquier, né le 18 octobre 1954 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), décédé le 1er mars 2005. Marié à la fille aînée (divorcée de Bertrand de Villeneuve) de Michel David-Weill, président de la Banque Lazard (et l'une des plus grosses fortunes privées françaises), il est « l'héritier d'une dynastie issue au siècle dernier du même faubourg de Francfort que les Rothschild » (*L'Expansion*, 3 juin 1993). Par son père, Antoine (1925-1995), il est de confession juive, par sa mère, Christiane Laroche (précédemment mariée à Jean-Claude Servan-Schreiber, avec qui elle a eu Fabienne, qui vit avec Henri Weber, sénateur socialiste ex-trotskiste, et Sophie), il est de religion catholique. Alors qu'il n'est pas encore diplômé de l'Essec (dont il sortira diplômé en 1979), il devient en septembre 1977 administrateur de la Banque Stern, dont son père, Antoine, avec qui il était brouillé depuis l'âge de quinze ans, avait dû céder la présidence à son oncle, Gérard, six mois plus tôt. Les pertes de l'exercice 1976 se chiffrent en effet à 14,5 millions de F. La Banque Rothschild, en la personne de François Cariès (et avec la bénédiction d'André Meyer, le « grand homme » de la Banque Lazard de l'entre-deux-guerres), se porte alors au secours de la Banque Stern, moyennant 48 % du capital (4 % pour François Cariès et 48 % pour la famille Stern). Dès 1980, Édouard Stern réussit à reprendre le contrôle de la banque familiale (68 %). En 1985, il réussit son premier gros coup en revendant très cher l'activité traditionnelle au groupe libanais Intra de Roger Tamraz qui cherchait à racheter le fonds de commerce d'une petite banque privée (qui devient alors la Banque de participations et de placements et qui fera faillite en 1989), se contentant de garder le nom et le carnet d'adresses de la Banque, ainsi qu'une petite coquille financière vide, la Banque du Haut Forez, à partir de laquelle il recrée… la Banque Stern, ayant eu le droit de continuer à utiliser son nom. « Il n'y a aucun exemple de notre génération qui ait fait autant d'argent que lui en aussi peu de temps » affirme Lindsay Owen-Jones, le patron de L'Oréal (*Le Nouvel économiste*, 14 août 1996). Parti d'une fortune de 50 millions de F, il va la multiplier près de 50 fois en quelques années, ayant l'art de « dégager de la plus-value là où on l'attend le moins » (*La Tribune*, avril 1992) et de prendre à la direction de sa banque de brillantes personnalités pleines d'entregent (François Cariès, Claude-Pierre Brossolette, Jean Peyrelevade, Philippe Jaffré, Jacques Henri David, etc.). Tout en s'attaquant à la banque Rivaud (malgré un échec, l'opération lui permettra de double sa mise de départ), il revend en 1987 pour un montant inconnu (*L'Expansion*, 3 juin 1993, l'a estimé entre 1,5 et 2 milliards de F) 51 % de sa banque, alors qu'elle est au zénith de la finance (affichant 135 millions de F de bénéfices en 1987 et 187 millions en 1988) à la Société de banque suisse (deuxième banque helvétique), puis, l'année suivante, le reste. Il y demeure un an, n'ayant plus le droit d'utiliser son nom pour remonter une banque. Cet « aventurier de la finance a constitué tout seul une des plus grosses fortunes de France (*L'Événement du jeudi*, 4 mai 1995). » En 1992, il rejoint Lazard frères à New York comme général partner. Il était, aux yeux de la profession bancaire, « un redoutable homme d'affaires, un négociateur effroyable. Il n'est pas fair-play. Pour lui, tout ce qui n'est pas interdit est permis » (*L'Événement du jeudi*, 10 mai 1995). Il a été assassiné de quatre balles, dont deux dans la tête, par sa maîtresse, lors d'une séance de jeux sadomasochistes.

STOFFAES Christian. Ingénieur, né le 9 mai 1947 à Rouen (Seine-Maritime). Ses titres sont époustouflants : lauréat du concours général en géographie, prix Poincaré (sidérurgie, 1968), lauréat de l'Académie des sciences (1968), normalien, major de Polytechnique, ingénieur des Mines, maître ès sciences, diplômé d'études approfondies de mathématiques, de l'Institut d'études politiques et de la Harvard Business School. Il a débuté en 1972 comme chargé du sous-arrondissement minéralogique de Versailles. Chargé de mission au Commissariat général au Plan (1974), puis chargé de mission auprès du directeur général de l'Industrie (1975), il sera conseiller industriel du service des affaires internationales et rapporteur de la commission de l'industrie du VIIe Plan. Il sera ensuite successivement au ministère de l'Industrie, chef du centre d'études et de prévision en 1978, chef du service des études industrielles en 1981, directeur adjoint des industries électroniques et de l'informatique (1983), avant de rejoindre en 1986 le cabinet du ministre de l'Industrie Alain Madelin comme chargé de mission chargé des études et stratégies et de la déréglementation de l'énergie. Entré en 1988 à Électricité de France comme directeur à la direction générale, il prend en main en 1991 le service de l'inspection générale et de la prospective. Il est administrateur de la Fondation Concorde et de Notre Europe. Il a figure en cinquième position sur la liste Modem aux élections municipales à Meaux en 2008. Son épouse, Brigitte Sauzay, décédée, était membre du Siècle.

STRAIN Gustave. Président de société, né le 11 juillet 1943 à Dijon (Côte-d'Or). Ancien élève de l'Institut national agronomique et diplômé d'Harvard, il a été, dans les années quatre-vingt-dix, gérant de la société Linktech, PDG de Sed-Ventures et chairman de Sed-Management.

STRAUSS-KAHN Dominique. Universitaire et homme politique, né le 25 avril 1949 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Sa grand-mère paternelle, veuve de Gaston Strauss, épousera Marius Kahn. Celui-ci adoptera son fils Gilbert Kahn, d'où l'apparition du double nom. Fils d'un avocat conseiller juridique et fiscal (qui milita au PCF, à la SFIO, puis cofonda la PSU) et de Jacqueline Fellus (d'origine tunisienne), journaliste socialiste au *Populaire*, tous deux francs-maçons, « DSK » a été élevé au Maroc, puis à Monaco. Ancien de Sciences-Po et d'HEC, il a milité durant ses études à l'Union des grandes écoles (proche du PCF) de 1968 à 1972. Entré en 1971 au Centre de recherches sur l'épargne (dépendant du CNRS), il côtoie alors André Masson, Denis Kessler, futur président de la Fédération française des sociétés d'assurances, comme plus tard Paul Hermelin et Frédéric Saint-Geours. Licencié en droit et agrégé de sciences économiques en 1977, il a été maître de conférences à Nancy II (1977-1980) puis à Nanterre à partir de 1980. Membre du Ceres de 1976 à 1978 où il avait été entraîné par Christian Sautter, il se séparera rapidement de Jean-Pierre Chevènement, s'imposant rapidement comme le meilleur économiste du courant Jospin. C'est à lui qu'on doit la rédaction de la charte du PS, Propositions pour la France, en 1981. En

1982, il devient chef du service du financement au Commissariat général au plan, puis sera commissaire adjoint de fin 1984 à mars 1986. Secrétaire national aux études du PS (1984-1986, puis aux affaires économiques de 1988 à 1990), ce technocrate fut alors parachuté en Haute-Savoie (évinçant le député sortant, Alain Calmat) et élu député socialiste à la faveur de la proportionnelle, dans « une circonscription rurale, seyant peu au natif de Neuilly, élevé au Maroc et à Monaco » (*Le Monde*, 18 mai 1991). Fort de ses appuis, il se parachutera en 1988 à Sarcelles (Val-d'Oise), mais ne put se faire élire l'année suivante maire de Sarcelles, où habite une très importante communauté juive, le PCF ayant maintenu sa liste au second tour (il sera à nouveau battu en 1990 à la suite de l'annulation du scrutin). On lui doit l'invention de la Contribution sociale généralisée, que fera passer Michel Rocard. Président de la commission des finances de l'Assemblée nationale de 1988 à 1991 (le plus jeune qu'ait connu le Palais Bourbon), il devint, en 1991, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur délégué auprès de Pierre Bérégovoy, puis ministre à part entière en 1992, lorsque celui-ci devint Premier ministre (il s'y fera un apôtre de l'Europe et de la ratification de Maastricht). Après sa sortie du gouvernement, cet avocat d'affaires (qui a conservé ses enseignements universitaires) a fondé un cabinet de conseil DSK Consultant, spécialisé dans le lobbying européen. En 1993, il a été battu, aux termes d'une lutte acharnée, par le RPR Pierre Lellouche. Marié en secondes noces à la journaliste Anne Sinclair depuis novembre 1991, il est devenu maire de Sarcelles en 1995. Il a participé aux réunions du Forum économique mondial de Davos (1993). En 1997, Lionel Jospin le nomme ministre de l'Économie et des Finances mais, il doit démissionner en 1999, suite à sa mise en cause par les médias dans l'affaire Elf et la mutuelle étudiante, la Mnef. En 2002, il est réélu député du Val-d'Oise. Bénéficiant d'une grande aura dans les milieux financiers et politiques européens, DSK est candidat au poste de directeur du Fonds monétaire international (FMI) un siège généralement réservé à un Européen. Ardemment soutenu par le président de la République, Nicolas Sarközy, DSK est élu, le 28 septembre 2007, à la tête du Fonds monétaire international (FMI) pour cinq ans.

STREIFF Christian. Président de société, né le 21 septembre 1954 à Sarrebourg (Moselle). Marié à une institutrice d'origine bretonne, ce fils de fonctionnaire est ingénieur civil des mines. Il a effectué toute sa carrière au sein du groupe Saint-Gobain, où il fut recruté par Jean-Louis Beffa en 1979 (après un passage raté dans un laboratoire de recherche), notamment à l'international (Allemagne et Italie). Directeur général de Saint-Gobain Emballages (1994-1997), il prend la direction de la branche canalisation et sera PDG de Pont-à-Mousson SA devenu Saint-Gobain PAM de 1997 à 2000. Il est devenu directeur adjoint du groupe Saint-Gobain en 2001. Mais le 4 mai 2005, rien ne va plus. Christian Streiff ne comprend plus la stratégie de Jean-Louis Beffa. Christian Streiff, alors directeur général délégué, décide alors de quitter le groupe où il a fait toute sa carrière. Il rebondit en juillet 2006 où il devient président exécutif d'Airbus. Le groupe EADS est alors en proie à d'importants problèmes de management. Mais, le caractère de Christian Streiff ne s'accorde pas au groupe. Il démissionne et entre en contact avec Peugeot SA qui cherche un successeur à Jean-Martin Folz. Le 6 février 2007, il prend les rênes du constructeur automobile, mais en sera rapidement écarté, dès mars 2009.

STRICKER Willy. Président de société, né le 10 juillet 1942 à Paris. Ce centralien fut ingénieur en organisation chez Bossard (1968), enseignant à l'Essec et à l'École centrale, avant de devenir directeur de la documentation et de l'information documentaire puis directeur de la rédaction de la *Société générale de presse* (Bérard-Quélin) de 1973 à 1980 (il continue toutefois à siéger au conseil d'administration de la SGP, y compris après la mort de Georges Bérard-Quélin en 1990). Son protecteur Ambroise Roux l'appelle alors pour prendre en main la direction de la communication de la Compagnie générale d'électricité (jusqu'en 1983), puis il prend la direction de la communication et des relations extérieures de l'Association française des banques, présidée par Jean Dromer. Il suit ce dernier en 1986 quand il est nommé PDG du Crédit industriel et commercial, devenant alors délégué général de la holding du groupe bancaire et PDG de la Socapi. En 1987, il retrouve Ambroise Roux comme directeur général adjoint de la Générale occidentale, responsable des activités de communication, puis sera un temps, en 1988, président directeur du groupe Express et de ses filiales ainsi que directeur général délégué des Presses de la Cité. En 1990, il devient directeur général pour les activités de communication de la Générale Occidentale, puis quitte le groupe *Express* en 1992 (remplacé par Françoise Sampermans, après le rachat par CIT-Alcatel), payant ainsi ses erreurs diverses (*Belvédère, Mensuel, L'Express-Paris,* etc.). Il rejoint l'agence Salomon et Associés (spécialisée dans le conseil aux dirigeants) comme directeur associé en février 1993. En avril 1993, il devient président de la filiale de la Caisse des dépôts Communication-Développement (filiale communication de la CDC) puis prend la présidence de CDC-Participations en mai 1995, en remplacement d'Hélène Ploix (gérant un portefeuille de 10 milliards de F). Son épouse Solange Stricker dirige une des plus influentes agences de relations publiques parisiennes.

SUDREAU Pierre. Préfet, né le 13 mai 1919 à Paris. Chef du réseau Brutus, il fut déporté en 1943 à Buchenwald, ne devant sa survie qu'à l'appareil clandestin du Parti communiste à qui il vouera désormais une grande reconnaissance (cf. le procès Marcel Paul). Sous-préfet en 1945, directeur du cabinet du secrétaire d'État à la présidence du Conseil, il devient directeur général adjoint du Sdece en 1946, directeur de l'administration et des affaires générales de la Sûreté nationale en 1947. Préfet de Loir-et-Cher (1951-1955), il sera député centriste (puis apparenté UDF) du Loir-et-Cher de 1967 à 1981 et maire de Blois de 1971 à 1989 (battu à cette date par Jack Lang). En 1974, il a été vice-président, et de 1976 à 1979, président du conseil régional du Centre. Au début de la Ve République, il sera ministre de la Construction de 1958 à 1962, puis, en 1962, ministre de l'Éducation nationale (il démissionnera pour des questions de politique européenne). En 1963, il préside la Fédération des industries ferroviaires, de 1964 à 1984 l'association Mer du Nord-Méditerranée, de 1973 à 1975 le Comité permanent des foires et manifestations économiques à l'étranger et fut vice-président, de 1976 à 1975, du Centre français du Commerce extérieur. Président d'honneur du Mouvement européen, il est membre du comité d'honneur de la FNDIRP, association de déportés fondée par le ministre communiste Marcel Paul, et appartient à la Licra. En 1982, ce « compagnon de route » fut le seul député d'opposition à signer l'appel des Cent contre les euromissiles. Aussi étrange que cela puisse paraître, c'est lui qui aurait inspiré à Saint Exupéry le personnage du « Petit Prince ».

SUFFERT Georges. Journaliste, né le 14 mai 1927 à Paris VIIe. Licencié en philosophie, ce chrétien de gauche a présidé de 1948 à 1950 la Fédération française des étudiants catholiques avant d'être chargé de mission au Commissariat au plan (1950-1953) en même temps qu'il dirigeait la revue *Les Mal Pensants* (fondée en 1950 avec Olivier Chevrillon). Ce catholique alors nettement engagé à gauche sera par la suite membre du comité de direction de la revue *Esprit*, rédacteur en chef de *Témoignage chrétien* (1953-1958), rédacteur à *France observateur* (1958-1963). Secrétaire général du club Jean Moulin qui regroupait la fine fleur de la technocratie française de gauche (1958-1964), il dirigera de 1959 à 1962 *Les Cahiers de la République*, puis devient en 1963 chef des informations de *L'Express*. Il est dans ce périodique chef de la section France, en 1964, au moment où il est l'une des chevilles ouvrières du lancement de la candidature de « M. X » (Gaston Defferre). Assistant du rédacteur en chef (1966), adjoint au rédacteur en chef deux ans plus tard, puis rédacteur en chef adjoint (1970-1971), ce défenseur de la Nouvelle Société d'un Nora ou d'un Delors passe en février 1972 au *Point*, dont il est le premier rédacteur en chef adjoint. Il préside, en 1978, l'association Téléqual, et crée à *TF1* en 1980 une émission littéraire, *La Rage de lire*, qui ne fera guère concurrence à *Apostrophes* (supprimée en décembre 1981). Ce défenseur des prêtres ouvriers, hostile à l'Algérie française, soutien du FLN et de Pierre Mendès France, qui fut même brièvement enlevé en 1957 par un groupe pro Algérie Française, il reniera ses premières amours, évoluant lentement vers la droite libérale, comme en témoigne son essai iconoclaste *Les Intellectuels en chaise longue* (1974), qui déclenchera la colère des bien-pensants. Sa dénonciation des réseaux Curiel dans *Le Point*, en 1976, sera le point de rupture avec la gauche. Depuis 1986, il est éditorialiste au *Figaro Magazine*.

SULEIMAN Ezra. Universitaire, né le 20 novembre 1941. Diplômé de l'université de Harvard et de celle de Columbia, ce professeur de sciences politiques, fin connaisseur du rôle de l'État en France, est notamment professeur à l'université de Princeton (à la chaire IBM), directeur du Centre d'études européennes et du Centre de la France moderne de la même université, ainsi que directeur du programme Young Leaders de la French-American Foundation. Il appartient au conseil de surveillance d'AXA depuis 2003. Il a notamment signé, en France, *Les Hauts fonctionnaires et la politique*, *Les Elites en France*, *Les Notaires: les pouvoirs d'une corporation*, *La Schizophrénie française* (2008), etc.

SUR Serge. Universitaire, né le 20 juin 1944 à La Meauffe (Manche). Agrégé de droit et docteur d'État en droit, il est professeur de droit public à Paris II-Panthéon-Assas, ainsi que directeur adjoint de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement à Genève. Rédacteur en chef de *Questions internationales* depuis 2003. Directeur du centre Thucydide et de l'*Annuaire des relations internationales.*

SUREAU François. Avocat, né le 19 septembre 1957 à Paris. Après des études à Saint-Louis de Gonzague, ce fils de médecins renommés est passé par Science Po puis l'Ena, dont il est sorti en 1981 comme auditeur au Conseil d'État. Promu maître des requêtes en 1985, il entre fin 1986 chez Cerus (groupe Benedetti), dont il sera directeur, puis directeur général adjoint (1988). Il rejoint alors, comme directeur des participations, l'Union des Assurances de Paris (1990-1991) et sera directeur général de Multifinance International en 1991-1992, puis président en 1993. Radié des cadres du Conseil d'État en 1992, il rejoint en septembre 1995 le cabinet d'avocats Sales Vincent & Associés comme associé, responsable de l'activité droit public économique. Il mène de concert une importante activité de romancier. On peut citer *La Corruption du Monde* (1989), *L'Infortune* (1990, Grand prix du roman de l'Académie française), *Les Hommes n'en sauront rien*, La Chanson de Passvant, etc. Ancien maître de conférences à l'IEP, il a publié plusieurs essais de macro-économie et un ouvrage de géopolitique avec son ami Gilles Etrillard. Il a fondé l'association Pierre Claver, qui regroupe des avocats et juristes désireux d'aider « les personnes déplacées par force de leur pays d'origine et trouvant refuge en France ». Il est chroniqueur à *L'Express*, au *Journal du dimanche* et au *Figaro* (depuis 2004).

SUSSFELD Alain. Administrateur de sociétés cinématographiques, né le 29 novembre 1946 à Paris XVIe. Fils de Robert Sussfeld, directeur de production cinématographique (il fut notamment PDG de la Gaumont), et de Claude Schwob, il a épousé Martine Klotz. Son frère, Jean-Claude Sussfeld est réalisateur. Diplômé de Sciences-Po et licencié en droit, il a débuté chez Worms et sa filiale la Sofet-Sofidi (1970-1971), où il eut à s'occuper de la vente de l'Union générale cinématographique (UGC), où il devait alors entrer. Il en est devenu le secrétaire général en 1974 et directeur général en 1981 (dirigeant le groupe avec Guy Verrecchia). Aussi puissant que discret (il n'existe pratiquement aucun article sur lui) dans le paysage cinématographique français, ce producteur a été à l'origine de la carte cinéma en 2000. UGC réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur 2 milliards de F et contrôle 350 salles en France et 700 en Europe. Se plaçant juste derrière Paramount et Warner, elle est le premier réseau européen de cinéma, ayant racheté en octobre 1999 le « Virgin Park » britannique de Richard Branson.

SYLLA Aline (épouse WALBAUM, née). Inspecteur des Finances, née le 16 juin 1972. D'origine sénégalaise par son père, cette fille de musulman pratiquant est ancienne élève de l'Institut d'études politiques de Paris (félicitations du jury), d'HEC et de l'Ena (1997-1999, major). Ayant rejoint l'inspection générale des Finances en 1999, elle a notamment conduit des missions à l'Office de protection des réfugiés et apatrides (2002) et à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, avant de devenir, en 2002, administratrice générale adjointe du musée du Louvre et directrice du développement culturel. Membre du Haut conseil à l'intégration, elle devient, en juin 2007, conseiller à la culture et à la communication du Premier ministre UMP François Fillon.

Elle était en effet jusqu'alors connue pour ses engagements à gauche, comme devait le rappeler *Le Parisien* (23 septembre 2007): « Aline Sylla avait d'abord tracté pour Jospin à Sciences-Po, avant de virer pro-Ségo... En juin, cette énarque, jusque-là en poste au Louvre, a expliqué à ses troupes qu'elle allait organiser la résistance "de l'intérieur" en devenant la Madame Culture et Communication de François Fillon à Matignon. "J'aurais préféré qu'elle dise clairement: je pars faire carrière chez l'ennemi", résume crûment une ancienne proche. » En 2009, elle a rejoint Unibail comme directeur délégué. Elle a épousé Boris Walbaum, énarque issu de la même promotion qu'elle, également ancien élève de l'Essec, consultant chez McKinsey, président de l'association Frateli (soutien aux jeunes boursiers) et trésorier d'Aspen France.

T

TABATONI Pierre. Universitaire, né le 9 février 1923 à Cannes (Alpes-Maritimes), décédé le 11 avril 2006. Docteur ès sciences économiques et agrégé de sciences économiques, il a enseigné à l'IEP d'Alger, à la faculté d'Aix (1954), directeur de l'Institut d'administration des entreprises (1955-1961). Professeur à Paris IX depuis 1968, il a été directeur du cabinet du ministre des Universités Alice Saunier-Seïté (1978) puis recteur de l'Académie de Paris jusqu'en 1981.

TAITTINGER Anne-Claire. Directrice de société, née le 3 novembre 1949 à Gueux (Marne). Ancienne pensionnaire du couvent de L'Assomption à Paris, elle a épousé civilement M. Bonnemaison (ce qu'elle omet d'indiquer au *Who's Who*), photographe de paysages urbains. Elle est l'héritière de la dynastie des Taittinger, qui contrôlait notamment la Société du Louvre, dont le raider américain Asher Edelman tente de s'emparer depuis plusieurs années. Diplômée de Sciences-Po, d'études supérieures de sociologie urbaine et du Centre de perfectionnement aux affaires, ainsi que maître en sociologie urbaine, elle a d'abord rejoint la Scet, filiale immobilière de la Caisse des dépôts (1976-1979), avant de faire carrière dans le groupe familial : secrétaire générale, puis PDG (1990-1994) de la Compagnie financière Deville (sa mère, Corinne Deville était l'héritière de cette société de chauffe-eau), PDG (1986-1992) de la Société Annick Goutal, PDG (1995-1996) de la Compagnie financière Marcel Leblanc, PDG (1994-1996) d'ELM-Leblanc (revendu en 1996), PDG des Cristalleries de Baccarat (1994-2005). Secrétaire générale (1985-1993) de la Société du Louvre (propriétaire, entre autres, du Crillon, du Martinez à Cannes ou de la chaîne Campanile), elle était présidente du directoire depuis 1997, ayant succédé à son père Jean Taittinger, par ailleurs homme politique qui fut notamment ministre de la Justice de Georges Pompidou. Son frère, Franz a été député-maire RPR d'Asnières. Pour des raisons purement familiales, l'ensemble du groupe Taittinger a été vendu au fonds américain Starwood Capital. Cette femme de tête fait une exception pour Le Siècle : elle est connue à Paris pour ne jamais sortir en ville.

TAITTINGER Guy. Président de société, né le 17 août 1918 à Saintes (Charente-Maritime), décédé en 1978. Fils de Pierre Taittinger, ancien président du Conseil de Paris, ce licencié en droit (également ancien de Sciences-Po) est entré à la Banque Worms en 1958. Il en est administrateur en 1967, associé-gérant en 1970, vice-PDG en 1971, puis PDG à partir de 1974, ainsi que PDG (1965) puis vice-PDG (à partir de 1972) de la Société du Louvre, président des Sociétés d'assurance La Foncière (1970), PDG (1965) puis vice-PDG (1969) de Taittinger-Compagnie viticole champenoise, PDG d'Hôtels Concorde Lafayette à partir de 1971.

TAITTINGER-JOUYET Brigitte (née TAITTINGER, épouse JOUYET). Présidente de société, née le 7 août 1959 à Reims (Marne). Héritière de la dynastie des Taittinger, elle est la petite-fille de Pierre Taittinger, industriel de droite qui fut notamment président du Conseil municipal de Paris et la fille de Claude Taittinger, qui fut PDG du groupe familial (champagne, grands hôtels, Société du Louvre, etc.) et de Catherine de Suarez d'Aulan. Son oncle, Pierre-Christian Taittinger, a été maire RPR du XVIe arrondissement de Paris de 1989 à 2008. Elle a épousé, en deuxièmes noces, en 2001, Jean-Pierre Jouyet (également divorcé), membre du Siècle, inspecteur général des Finances, meilleur ami de François Hollande, ancien président du Club de Paris, secrétaire d'État aux Affaires européennes sarközyste, président de l'Autorité des marchés financiers (cf. *F&D* 238). Titulaire d'une maîtrise d'histoire (mais non diplômée de Sciences-Po Paris, comme on le voit fréquemment écrit), elle a débuté comme chef de produit à Publicis (1984-1988), avant

de revenir dans le giron familial comme responsable marketing de la Société du Louvre (1988-1991), puis de devenir PDG, en 1992, d'une des sociétés du groupe, rachetée en 1988 à la créatrice du même nom, Parfums Annick Goutal dont l'un des principaux actionnaires est le fonds d'investissement Starwood (qui a racheté le reste du groupe Taittinger). Étroitement liée à Ségolène Royal et son ancien compagnon, ce membre de la « gauche caviar » est une héritière des « 200 familles » officiellement honnies par François Hollande, mais avec lesquelles il s'entend parfaitement.

TAJAN Jacques. Commissaire-priseur, né en 1940 à Monaco. Ayant débuté en 1960 comme clerc à l'étude d'Étienne Ader, le plus puissant des commissaires-priseurs des années soixante, il passe commissaire-priseur. Maurice Rheims lui propose, en 1970, de le prendre dans son étude, mais il rachète alors une étude afin de s'associer avec Étienne Ader (puis son fils Antoine). Avec un troisième associé, la charge Ader-Picard-Tajan sera, dans les années quatre-vingt, la plus importante de France. C'est sous son influence que les œuvres d'art ne seraient pas entrées dans le décompte de l'impôt sur la fortune institué par la gauche (*Le Point*, 3 décembre 1994). À la fin de 1995, cette vedette incontestée du marché de l'art parisien se sépare de ses deux associés et crée sa propre étude, arguant que sur les 460 millions de F annuels (1994) réalisés par Ader-Tajan, 99 % sont de son fait. Se disant de centre gauche voire socialiste (*Libération*, 23 décembre 1992), il appartient au Club des Cent, préside le Club des cinquante, et est affilié à la franc-maçonnerie (*L'Événement du jeudi*, 25 juillet 1991). Épinglé par la justice, avec Roland Dumas, dans l'affaire de la succession du sculpteur Giacometti, l'arrêt de la cour de cassation de mai 2007 stipule : « Jacques Tajan a utilisé pendant plusieurs années, les sommes revenant à la succession Giacometti afin d'alimenter le fonds de roulement de sa propre étude, qui a ainsi présenté une trésorerie positive, réalisé des économies de frais financiers et amélioré ses résultats. » Jacques Tajan est domicilié en Belgique depuis quelques années.

TALY Michel. Haut fonctionnaire, né le 22 février 1950 à Toulouse (Haute-Garonne). Cet énarque rocardien, sorti administrateur civil, passe pour avoir été le créateur de l'impôt sur les grandes fortunes. Il est devenu en 1983 directeur juridique et fiscal, puis en 1984 responsable de la gestion bancaire du Crédit du Nord auprès de David Dautresme. En juillet 1986, il devient secrétaire général de Lazard Instruments financiers, suivant Dautresme. Conseillant Michel Rocard pour les questions fiscales depuis 1975, il rejoint Matignon en 1988 pour superviser, aux côtés d'Yves Lyon-Caen, les questions fiscales. Chef du service de la législation fiscale à partir de septembre 1989 (un des postes les plus prestigieux de l'administration), il a rejoint en 1995 le très important cabinet d'audit et de conseils juridiques et fiscaux Deloitte Touche Tohmatsu. Directeur de la fiscalité au groupe Crédit lyonnais (1997-2000), directeur général du cabinet Salustro, associé au cabinet Ricol, Lasteyrie et associés (2001), il est également avocat associé au cabinet Landwell et associés (2002).

TARDIEU Michel. Journaliste, né le 17 août 1935 à Paris, décédé le 23 janvier 2008. Ancien du Centre de formation des journalistes, licencié en droit et DES d'économie politique, il débute comme chef d'agence à *La République de Toulon* (1957), puis rejoint l'année suivante le service économique de la *Société générale de presse* (Bérard-Quélin). Après son service militaire, il collabore à la lettre confidentielle *Le Télégramme économique* (1961) et à *La Vie française*. Après un passage comme directeur administratif d'une société de promotion immobilière, il devient permanent à partir de 1965 du service financier de *La Vie française*. En 1967, il passe à *L'Express* comme chef d'enquêtes (rubriques affaires), tout en devenant président des journalistes de *L'Express*. Ayant rejoint fin 1972 *Les Échos*, il en sera jusqu'en mai 1976 le rédacteur en chef. Il devient alors directeur de la rédaction (n° 1) du *Nouvel économiste*, poste qu'il ne quittera qu'en septembre 1991 (à la suite d'un conflit avec le groupe Hachette). Ce journaliste économique respecté (auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation économique) a également été chroniqueur économique à *RTL* (à partir de 1977), à *Soir 3* (1978) et producteur présentateur, à partir de 1979, de *5 jours en Bourse* sur *TF1*. Après son départ du *Nouvel*

économiste, il rejoint le groupe Bouygues pour étudier ses investissements possibles dans la presse écrite. Administrateur délégué auprès du groupe Pelloux depuis 1998.

TASCA Catherine. Haut fonctionnaire, née le 13 décembre 1941 à Lyon (Rhône). Elle est la fille d'Angelo Tasca, fondateur du Parti communiste italien qui fut haut fonctionnaire à Vichy. Sous le pseudonyme de Rossi, il fut secrétaire de l'Internationale communiste avant de rompre avec Staline et de publier une série d'ouvrages documentés sur les liens entre le Parti communiste français et l'Union soviétique (dans la mouvance de l'Institut d'histoire sociale de Georges Albertini). Ancienne de Sciences-Po, cette énarque a milité au PSU dans la même section que Michel Rocard avant de rejoindre le Parti socialiste (où elle deviendra mitterrandiste). À sa sortie de l'Ena en 1967, elle entre à la direction des Arts et Lettres du ministère des Affaires culturelles comme chef du bureau des maisons de la Culture, puis sera notamment chef de service au secrétariat général du groupe central des villes nouvelles, directeur de la Maison de la culture de Grenoble (1973-1977), chargée de mission à l'Office national de diffusion artistique (jusqu'en octobre 1978) avant d'être administrateur général de l'Ensemble intercontemporain de Pierre Boulez (1978-1982). Nommée à cette date directeur administratif du théâtre des Amandiers de Nanterre (dirigé par Patrice Chéreau), elle y demeure jusqu'en 1986, année où François Mitterrand la nomme pour neuf ans à la Commission nationale de la communication et des libertés. Véritable « œil de François Mitterrand » (qui avait envisagé de la prendre comme conseiller culturel à l'Élysée) au sein de cette instance durant la première cohabitation, elle devient au retour de la gauche au pouvoir ministre de la Communication de Michel Rocard. Elle y sera à l'origine de la création du Conseil supérieur de l'audiovisuel ainsi que de la présidence commune pour les chaînes publiques (en 1989). Elle sera également l'artisan de l'éviction de Philippe Guilhaume, nommé par le CSA président d'*A2-FR3* contre l'avis du gouvernement et de l'Élysée (qui souhaitait l'élection de Me Georges Kiejman). En mai 1991, elle devient ministre délégué à la Francophonie d'Édith Cresson, responsable de l'action audiovisuelle extérieure de la France et du Conseil audiovisuel extérieur de la France, puis est renouvelée en 1992 – avec les mêmes attributions – comme secrétaire d'État à la Francophonie et aux Relations culturelles extérieures. Conseiller auprès d'André Rousselet, président de *Canal* +, à partir de septembre 1993, elle est devenue, à la fin de 1993, président du conseil d'administration de *Canal Horizons*, en remplacement d'André Rousselet. Élue député des Yvelines en 1997, Lionel Jospin la nomme, en 2000, ministre de la Culture et de la Communication en remplacement de Catherine Trautmann. En septembre 2004, elle fait son entrée au Sénat comme élue des Yvelines.

TAULELLE Jean. Préfet, né le 15 avril 1914 à Alès (Gard), décédé le 22 avril 1999. Ce licencié en droit débuta comme chargé de mission au cabinet du préfet du Rhône (1938). Après sa captivité, il devient, en 1945, chef de cabinet du commissaire de la République à Strasbourg. Il sera ensuite sous-préfet de diverses villes, puis secrétaire général de la Seine-Maritime (1955), préfet de Sétif (1960), de Bône (mai 1961) et de Dordogne (décembre 1961). Préfet de la Saône-et-Loire en 1967, il sera ensuite préfet de la région Languedoc-Roussillon (1971), de Haute-Normandie (1973), avant d'être directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, puis préfet de Paris de 1974 à 1977. Il a été président de la Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France.

TAVARES Carlos (ANTUNES TAVARES DIAS, dit). Ingénieur, né le 14 août 1958 à Santa Isabel (Lisbonne, Portugal). Ce Portugais a grandi dans une famille francophile de la classe moyenne lisboète, (père expert-comptable, mère professeur de français). Il a épousé, le 26 septembre 1981, Armelle Ferrand (trois enfants : Clémentine, Chloé et Flore). Passé par le lycée français de Lisbonne, puis le lycée Pierre Fermat de Toulouse, ce centralien (Paris) a effectué l'essentiel de sa carrière chez Renault où il entre en 1981 comme ingénieur « tenue de route » à Courbevoie. Chez Renault, devenu en 1999 Renault-Nissan, il a été successivement responsable des études « liaison au sol » (1985), architecte chargé de la plateforme *Clio II* (1991), chef de service à la direction de l'architecture (1996), directeur de produit *Mégane II* (1998), et enfin directeur du programme véhicules gamme moyenne (2001). En 2004, Carlos Tavares est envoyé chez l'allié Nissan comme directeur de programme, avant d'être promu vice-président exécutif de Nissan en charge du planning produits, faisant ainsi son entrée au conseil d'administration l'année suivante. En 2007, il se voit confier le contrôle et de la direction d'Infiniti (la marque haut de gamme de Nissan), puis, en 2009 devient président exécutif de Nissan pour la zone Amérique. Entre 2011 et 2013, il sera directeur général délégué aux opérations, membre du comité exécutif et du comité de direction du groupe Renault, c'est-à-dire le bras droit de Carlos Ghosn. En 2014, ce pilote de course automobile à ses heures perdues, démissionne du groupe, faute de pouvoir espérer un jour succéder à ce dernier. Six mois plus tard, il passe chez son principal concurrent, PSA (Peugeot-Citroën), succédant à son PDG Philippe Varin.

TAVERNOST Nicolas (baron BELLET de). Président de société, né le 22 août 1950 à Villefranche-sur-Saône (Rhône). Descendant d'une vieille famille (l'un de ses ancêtres fut président du Parlement de Trévoux), il est le fils d'Annette de Beaucourt et d'Antoine de Tavernost, administrateur de société, ancien résistant, qui fut conseiller général socialiste de la Seine, puis PDG de la Société de développement régional du Sud-Ouest. Charondas, dans *À quel titre ?* (*Les Cahiers nobles 36*) indique toutefois que les barons Bellet de Tavernost et les vicomtes Bellet de Saint-Trivier sont un titre emprunté en 1825, la charge d'anoblissement remontant à 1690. Nicolas, passé par l'École Saint Joseph de Tivoli et le collège Sainte Marie, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, licencié en droit et titulaire d'un DES de droit. Il participa à l'équipée présidentielle de Jacques Chaban-Delmas, un ami de la famille, en 1974 (avec le jeune Michel Vauzelle). Sa famille connaissant bien le maire de Bordeaux, il a débuté sa carrière dans les cabinets ministériels, comme chargé de mission de Norbert Segard, ministre du Commerce extérieur (1975-1976), avant d'effectuer sa coopération comme secrétaire général de la chambre française de commerce et d'industrie en Suisse (1976-1977). Ayant réintégré le cabinet de Norbert Segard, devenu secrétaire d'État aux PTT (1977-1978), il devait diriger la communication et l'information du ministère des P et T jusqu'en 1981. Le Conseil d'État devait par ailleurs annuler, a posteriori, l'ensemble des décisions qu'il avait prises : n'étant pas fonctionnaire, il n'avait par exemple aucun droit de notation sur son personnel. Demeuré au sein du secteur des nouvelles technologies, il s'occupa de la vidéo-communication, des fibres optiques, etc. Directeur des activités audiovisuelles de la Lyonnaise des eaux en 1986-1987, il intègre à cette date la nouvelle chaîne privée *M6*, dont son groupe était actionnaire. Ironie : en 1987, il avait été contacté par Patrick Le Lay pour entrer à *TF1* alors que ce dernier recrutait son staff. Les deux propositions étant financièrement équivalentes, il avait choisi le travail le plus proche de son domicile. Directeur adjoint de « la petite chaîne qui monte » de 1987 à 1990, il en sera directeur général de 1990 à 2000, puis président du directoire, remplaçant Jean Drucker, qui se retrouva mis sur la touche comme président du conseil de surveillance. Cet « aristocrate de la télé-poubelle » (*L'Expansion*, 23 mai 2001) a hissé cette « petite chaîne » à des sommets de rentabilité, en n'hésitant pas à lancer, le premier en France, les « reality show », comme *Loft Story*.

TCHENIO Maurice. Président de société, né le 19 janvier 1943 à Lyon (Rhône). Fils d'un maçon séfarade grec devenu commerçant, cet ancien d'HEC (sorti cinquième) est passé par Munich, Londres et la Business School de Harvard. Il y fait la connaissance de ses futurs associés, en particulier Ronald Cohen et Alain Patricof. En 1970, il quitte les États-Unis, MBA en poche, et il entre à l'Institut de développement industriel comme chargé de mission. En 1972, il crée le Multinational management group avec Cohen et un associé américain, se spécialisant dans le marché des fusions-acquisitions entre firmes européennes et américaines. En 1976, l'associé américain se lasse et est remplacé par Patricof, le groupe devenant en 1977

MMG Patricof, puis Apax. La création du Common securities Market, à Londres, et du second marché, à Paris, au début des années quatre-vingt, lui donnent son envol. Devenue une quasi banque d'affaires, la société a maintenant plus de quarante associés, avec des bureaux, outre Paris, Londres et New York, à Zurich, Madrid, Munich, Philadelphie. En 1994, la société pèse 9 milliards de francs et, comme partenaire investisseur, a remplacé les banquiers français. Il contrôle les parfumeries Sephora, le bottier Aigle, Locamel-Rescaset, GSI (services informatiques), Danel-Ferry (imprimeur), RCF (cablo-opérateur), produit des séries télévisuelles, s'occupe des annuaires Soleil et de presse informatique. Il a connu quelques échecs : refus de participer au tour de table de *Canal +*, faillite de sa filiale de distribution de disques Nuggets. Il tend à prendre des participations dans les entreprises entre 20 et 50 %, s'assurant ainsi leur contrôle à terme. Figurant parmi les premières fortunes privées en France (sans doute celle construite dans un temps record), ce brillant financier a lancé avec ses associés le concept de « Buy in Europe », et est le premier spécialiste français du capital-risque.

TCHERNIAK Olivier. Président d'association, né le 21 août 1948 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Docteur en économie et post-doctorate de l'UCLA, ce musicien virtuose débuta à la direction générale des télécommunications en 1976. Directeur de la communication de France-Télécom (1994-1998), secrétaire général de la division clients entreprises de cette société de téléphonie (2001), il a ensuite été secrétaire général de la fondation Orange (2005-2010) et préside depuis 2008 l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical).

TEITGEN Francis. Avocat, né le 8 mars 1952 à Courbevoie (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Pierre-Henri Teitgen, figure emblématique des « chrétiens-démocrates », professeur agrégé des facultés, compagnon de la Libération, qui fut député, vice-président du Conseil, ministre de la Justice, garde des Sceaux, ministre de l'Information sous la IV[e] République et l'un des plus stricts épurateurs. Titulaire d'un DES de droit des affaires et d'un DES de droit public, diplômé du Centre universitaire d'études des Communautés européennes de Paris I, il appartient au barreau de Paris depuis 1977, ayant débuté au sein du « cabinet d'Ornano », une « structure d'avocats engagés » très à gauche (cf. *Libération*, 19 novembre 1998), où œuvrait l'avocat gauchiste Henri Leclerc. Associé au sein de la SCP Henri Leclerc (futur président de la Ligue des droits de l'homme) & Associés de 1979 à 1984, il participa au lancement du cabinet Mignard, Teitgen, Grisoni & associés, en 1984, spécialisé dans le droit des affaires. En 1981-1982, il fut l'un des plus actifs intermédiaires, avec Henri Leclerc et Jean-Pierre Mignard, avec l'Élysée pour obtenir la régularisation des terroristes italiens réfugiés en France (cf. *Libération*, 23 septembre 2002). Président de l'Union des jeunes avocats de Paris (1991-1992), il entre au Conseil de l'Ordre du barreau de Paris en 1993. Membre du Conseil national des Barreaux (1997-1998), il est élu dauphin du bâtonnier (Dominique de La Garanderie) en novembre 1998 et deviendra bâtonnier de l'Ordre des avocats au barreau de Paris en 2000. Toutes ses déclarations, notamment ses éditoriaux du Bulletin du Barreau de Paris, démontrent qu'il se situe clairement à gauche. *Le Monde* (14 février 2002) le définit comme un « fervent militant des droits de l'homme et européen. Comme avocat puis bâtonnier, il s'est impliqué dans la défense de la présomption d'innocence et l'abolition de la peine de mort. » En décembre 2001, il devient vice-président des SA Ouest-France et Sofiouest, au côté de François-Régis Hutin, PDG de Ouest-France, premier quotidien français (mais qui contrôle également nombre d'autres titres comme *La Presse de la Manche*, *Voiles et voiliers*, les Éditions de *Ouest-France*, Edilarge, le groupe Spir, etc.). Celui qui « connaît mieux que personne les arcanes juridiques et le montage capitalitisque du groupe » (*Le Monde*, 14 février 2002) en a pris la direction générale. À noter que le Groupe *Ouest-France* avait eu notamment pour associé fondateur, dès 1944, Pierre-Henri Teitgen, qui fut également président, de 1988 à 1997, de l'Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste qui contrôle 99,91 % de la Sipa,

laquelle contrôle elle-même 99,97 % du capital de *Ouest-France*. Cofondateur du groupement européen d'intérêt économique Eurojurist, il a cosigné, avec Mirelle Delmas-Marty, *Raisonner la raison d'État*.

TENDIL Claude. Assureur, né le 25 juillet 1945 à Bourg-d'Oisans (Isère). Ancien d'HEC, de l'Institut d'études politiques de Paris et du Centre des hautes études de l'assurance de Paris, il a effectué toute sa carrière dans le secteur des assurances. À l'UAP (1971-1980), au groupe Drouot-Assurances (1980-1987), avant d'intégrer Axa à la suite de la fusion Axa-UAP. Directeur général d'Axa de 1991 à 1997, il est passé à l'ennemi comme PDG de Generali France depuis 2002 et président d'Europ assistance depuis 2003. L'ancien bras droit de Claude Bébéar, qui a joué un rôle essentiel, mais dans l'ombre, dans le développement d'Axa, a par ailleurs fondé une petite maison de disques de qualité, Malibran-Music.

TERRADE Jean. Préfet, né le 4 octobre 1920 à Aubenas (Ardèche). Chargé de mission en 1944, chef de cabinet en 1945 du préfet de l'Ardèche, il passe sous-préfet de Lodève en 1949 et sera sous-préfet de Pointe-à-Pitre en 1959. Sous-préfet de Brest en octobre 1967, il est nommé préfet de la Martinique en 1970. En 1973, il prend la direction du cabinet du préfet de police de Paris, puis sera directeur du cabinet d'Olivier Stirn, secrétaire d'État aux DOM-TOM en 1975-1976. Il devient alors préfet de la Loire (1976-1978), des Hauts-de-Seine (1978-1983), avant d'être nommé préfet de la région Centre de 1983 à 1985.

TERRANOVA Valérie. Chargée de mission, née le 11 février 1964 à Sannois (Val-d'Oise). Fille d'un inspecteur général de la Jeunesse et des Sports d'origine corse et d'une institutrice d'origine italienne (famille installée en Tunisie), tous deux militants gaullistes puis RPR, elle est titulaire d'une maîtrise de japonais. Elle a effectué toute sa carrière dans l'ombre de Jacques Chirac, passionné par la civilisation japonaise, ayant débuté comme attachée de presse des deuxièmes jeux de Paris Handisports (1987). Chargée de mission auprès de Didier Bariani, secrétaire d'État aux Affaires étrangères et maire du XX[e] arrondissement (1987-1989), elle fut ensuite chargée de mission aux relations internationales de la Ville de Paris (1989-1993) avant de diriger le bureau de représentation de la France au Japon (1993-1996), s'occupant en particulier d'organiser les multiples voyages de Jacques Chirac dans ce pays. Chargée de mission à la présidence de la République (1999-2007), elle sera notamment secrétaire nationale adjointe aux relations internationales du RPR (2001). Depuis le départ de Jacques Chirac de l'Élysée, elle est devenue déléguée générale de la Fondation pour le dialogue des cultures de l'ancien président. Elle a été sélectionnée comme *Young Leader* (2000) par la French American Foundation.

TERRÉ François. Universitaire, né le 23 juillet 1930 à Paris. Agrégé des facultés de droit et licencié ès lettres, il fut avocat à la Cour d'appel de Paris de 1954 à 1957, ainsi que chargé de cours à la faculté de droit de Strasbourg (1955-1957) avant d'y être nommé professeur en 1959. De 1957 à 1959, il est détaché à la faculté de droit du Cambodge, puis entre au cabinet de Jean Foyer, garde des Sceaux, comme conseiller technique (1960-1967), tout en étant, de 1963 à 1968, professeur à la faculté de droit de Lille, en 1968-1969 à Nanterre, et depuis 1969 à Paris. Auteur, en 1991, d'une *Introduction générale au droit*, il est l'un des rares spécialistes du droit à s'être opposé aux principes fondant la loi Gayssot. Il est depuis 1995, membre de l'Institut et correspondant des Académies d'Athènes, Lisbonne et Rome.

TERZIAN Alain. Producteur de cinéma, né le 2 mai 1949 à Paris XIV[e]. Issu d'une famille arménienne réfugiée en France en 1923, il est titulaire d'un DES de sciences économiques mais non diplômé de Sciences-Po Paris, comme il est souvent indiqué (il ne figure pas dans l'annuaire des élèves diplômés). Se destinant à l'enseignement, il a effectué l'essentiel de sa carrière au cinéma (une centaine de films), ayant fondé, après une rencontre avec Claude Lelouch, les sociétés T. Films (1973), Alter Films et Messine Productions (1981). Vice-président puis président (depuis 1990) de l'Union des producteurs de films, président

de la Commission nationale du film depuis 1994, ancien président du Bureau de liaison des industries cinématographiques (1988 et 1994), ce « productor imperator » (*Le Figaro*, 25 février 2006) préside également depuis 2003 l'Académie des arts et techniques du cinéma (qui attribue les César). Ce lobbyiste professionnel, considéré comme l'un des deux ou trois plus importants responsables du cinéma français est un familier des cercles de pouvoir. Proche de Jacques Chirac, il est également un ami de Nicolas Sarközy.

TESSIER Marc. Inspecteur des Finances, né le 21 juillet 1946 à Paris XVIIe. À la fois polytechnicien (comme son père) et énarque (même promotion que Michel Bon, Jean-Louis Bianco, François d'Aubert, Jean-Claude Trichet), il a rejoint en 1971 l'inspection des Finances. Il sera détaché en 1976 à la Direction des relations économiques extérieures, où il dirigera le bureau des relations avec la CEE, puis sera chargé, en 1978, des affaires financières à la direction de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie. Conseiller au Centre d'analyse et de prévisions du Quai d'Orsay à partir de 1979, il devient l'année suivante directeur adjoint du cabinet d'André Giraud, ministre de l'Industrie de Raymond Barre (dans le passé, il avait milité au sein des Groupes d'action municipale du socialiste Hubert Dubedout avec Robert de Caumont). À l'été 1982, il devient directeur financier du groupe Havas, puis son directeur général c'est-à-dire le numéro deux derrière André Rousselet (février 1984) ainsi que de *Canal* + à la fin de 1984, fonction qu'il quitte en mai 1985 pour conserver uniquement son poste à Havas. En 1986, il est élu président du conseil de surveillance d'Havas Tourisme, puis devient en août 1987 conseiller chargé du développement des nouveaux services de télévision du président de *Canal* +, André Rousselet, et directeur général de *Canal* + satellite (ainsi que conseiller délégué de *Canal* + Espagne en mai 1989 et directeur de l'international de *Canal* + en octobre). En mars 1992, il est chargé de l'ensemble des projets de développement de *Canal* +, et reçoit en mars 1993 la direction générale du développement. Ce « fils spirituel d'André Rousselet » quitte *Canal* + en 1995, Pierre Lescure lui refusant le poste de numéro deux du groupe, pour la direction générale du Centre national de la cinématographie. En 1999, il est nommé président de *France Télévision* (*France 2* et *France 3*) puis de tout le groupe *France Télévision*. Poste qu'il conservera jusqu'en 2005. Depuis 2004, il est administrateur de l'*AFP*. En 2006, il rejoint la société Netgem, fabricant de décodeurs et adaptateurs de TNT.

TEYSSIER Jean-Pierre. Président de société, né le 26 juillet 1940 à Niort (Deux-Sèvres). Ancien de Sciences-Po, cet énarque, fils de recteur d'université, a débuté comme attaché commercial à Téhéran en 1968, avant de rejoindre le cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas comme chargé de mission pour la presse écrite (1972). Conseiller technique du secrétaire d'État chargé de la Fonction publique et des services de l'Information, Philippe Malaud, en 1972-1973, il rallie ensuite la présidence de la République comme chargé de mission au secrétariat général, se liant avec Édouard Balladur. Par la suite, il ne quittera plus le secteur de l'information: secrétaire général de la Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision (filiale de TDF) en 1975, il en devient directeur, puis directeur général (1978-1981). Secrétaire général de *TF1* en 1981-1982, puis directeur de la production et de la distribution de la *CLT-RTL* en 1983, il sera responsable de la communication et des relations avec la presse d'Édouard Balladur, ministre de l'Économie et des Finances en 1986-1987. Placé à la présidence de France Loto (ex-Loterie nationale), un poste exposé (car dépendant du Budget) mais très lucratif et réservé aux amis du pouvoir en place, en janvier 1987, il y demeure jusqu'en septembre 1989 (tout en continuant à s'occuper des relations presse de Balladur), étant alors remplacé par le socialiste Gérard Colé et intégrant la mairie de Paris comme délégué général à la communication, ayant également en charge la communication personnelle de Jacques Chirac et la coordination de la communication du RPR. Ayant rejoint le groupe Euro RSCG en 1991 comme conseiller de son PDG Alain de Pouzilhac, il remplace, en 1994, Georges Fillioud comme président de

l'Institut national de l'audiovisuel, obtenant un nouveau mandat de trois ans en janvier 1996. En 1999, il prend la tête du Bureau de vérification de la publicité. À noter que, rompu aux problèmes de la communication moderne et aux techniques des organes de télévision, il n'a jamais brigué un seul mandat électif.

TEZENAS du MONTCEL Henri. Universitaire, né le 8 janvier 1943 à Blois (Loir-et-Cher), décédé le 2 décembre 1994 à Paris. Agrégé de sciences économiques et de gestion, ce jeune professeur enseignera d'abord à Caen. Collaborateur du ministre de l'Industrie André Giraud en 1978-1979, il participe à la fondation de l'université de Paris Dauphine, dont il sera président de 1980 à 1984, jusqu'à ce qu'il en démissionne pour marquer son hostilité aux projets de réforme universitaire du ministre socialiste Alain Savary. Ce libéral, proche de l'UDF et du Parti républicain, s'expliquera dans *L'Université : peut mieux faire* (1985). Conseiller de la direction des *Échos* et de *L'Express*, il participe en 1986 au lancement du supplément économique *L'Express-Votre Argent*, dont il est le rédacteur en chef jusqu'à l'automne 1986. Il devient alors PDG de *Radio France internationale*, mais son mandat n'est pas renouvelé en 1989 par le ministre socialiste Catherine Tasca. Directeur de l'Institut de recherches internationales (1986-1989), cet administrateur de la Sedeis, du groupe Express et membre du conseil d'administration de l'École polytechnique (1987-1990) était devenu directeur général du groupe HEC en 1991.

THELOT Claude. Économiste, né le 10 avril 1947 à Paris. Il est issu d'une famille catholique conservatrice. Ce polytechnicien, également diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration, a débuté comme administrateur à l'Insee (1970). Rédacteur en chef de sa revue *Économie et Statistiques* (1980-1982), il fut directeur de l'évaluation et de la prospective au ministère de l'Éducation de 1990 à 1997. Chargé de mission de Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn, il sera nommé conseiller maître à la Cour des comptes au tour extérieur fin 1998. Président du Haut conseil de l'évaluation de l'école au ministère de l'Éducation nationale (2000-2003) et vice-président du Haut conseil de la population (2001-2003), ce « bénédictin du chiffre » (*Le Nouvel observateur*, octobre 2003) considéré comme un immense spécialiste, fut, à la demande de Luc Ferry, président de la Commission du débat national sur l'éducation en 200-2004. Cette large concertation aboutit au très intéressant « rapport Thélot »... qui fut enterré. Il a cosigné, avec Philippe Joutard, *Réussir l'école* (1999).

THEODORE Jean-François. Administrateur civil, né le 5 décembre 1946 à Paris XIVe. Il est le fils d'un trésorier-payeur général, Charles Théodore, et d'une magistrate, Aimée Chevalier. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ce membre de la promotion Simone Weil de l'Ena débuta à la direction du Trésor en juin 1974. Passé par le Crédit national (1978-1980), il occupera divers postes à la direction d'origine, notamment comme chef du bureau des investissements français à l'étranger et étrangers en France (1982-1985) et comme chef du service des financements et des participations (1986-1990), où il prépare les privatisations souhaitées par le premier gouvernement Chirac. Directeur général de la Société des Bourses Françaises (1990-1991), héritière de la Chambre syndicale des agents de change, ce personnage majeur de la finance française devient, en janvier 1991, en remplacement de Régis Rousselle, PDG de cette société, devenue ParisBourse SA. C'est largement lui, pourtant issu d'un milieu externe à celui très fermé des agents de change, qui réussira à redynamiser la bourse française qui vivait alors des moments troublés (scandale du Matif, faillite de la charge Tuffier-Ravier-Py, etc.). Ce proche de Lionel Jospin, qui évite toutefois de trop afficher ses couleurs, bénéficiera à ce poste de la caution des gouvernements socialistes, notamment de Pierre Bérégovoy, qui souhaitaient mettre sous tutelle les marchés financiers pour les remettre en ordre et les moderniser. Président de la Société du nouveau marché depuis 1995, du Comité de pilotage de l'Association Paris-Europlace depuis janvier 1997, PDG de Matif SA depuis avril 1999, président de la Fédération internationale des bourses de valeurs (1993-1994), il fut, de 1998 à 2000, président de la Fédération des bourses européennes. En mars 2000, ce tacticien hors pair devient le premier président du directoire d'Euronext, née de la fusion des

Bourses de Paris, d'Amsterdam et de Bruxelles (après un mariage raté, en 1998, avec les Bourses de Francfort et de Bâle). Dans un dossier sur « les maîtres secrets de la Bourse », *L'Événement du jeudi* (27 novembre 1997) devait le définir comme « l'homme le plus puissant de cette très influente camarilla ». Pour ce périodique, il était celui qui décidait des valeurs qui entraient ou sortaient du fameux CAC 40, le principal indice boursier français.

THERME Jean. Scientifique, né le 13 juillet 1953 à Saint-Jean-d'Arvey (Savoie). Diplômé de l'Institut national, ce fils d'un petit distillateur est devenu l'un des plus grands spécialistes français des nanotechnologies, après avoir flirté dans sa jeunesse avec les mouvements antinucléaires. Responsable des « salles blanches » chez Thomson-CSF en 1981, puis chef du service atelier de microélectronique de Thomson-semi-conducteur (1986), il prend la direction du département de microélectronique du Léti-CEA en 1992, puis du département microtechnologies. En 1999, il devient président du Léti, et, l'année suivante, directeur du CEA Grenoble (4 000 personnes). En 2003, il devient directeur de la recherche technologique au CEA. En 2006, il inaugure le pôle de micro et de nanotechnologies Miniatec de Grenoble, l'un des principaux centre d'innovation de niveau mondial et seule « Silicon Valley » française.

THERY Gérard. Ingénieur, né le 25 février 1933 à Sallaumines (Pas-de-Calais). Cet X-Telecom a joué un rôle considérable dans le développement des télécommunications en France. Il fut notamment en 1966-1967 conseiller technique de Jacques Marette, ministre des PTT, puis prit la responsabilité du service des programmes et études économiques du ministère avant de devenir directeur des télécommunications en 1973 puis directeur général l'année suivante, poste qu'il occupera tout le long du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, rattrapant le retard d'équipement téléphonique français et lançant le plan Minitel. Conseiller du président de la Société générale pour les affaires électroniques, télématiques et monétiques à partir de 1984, il rejoint Renault en 1990 comme directeur de l'informatique et de l'organisation et membre du comité de direction du groupe automobile. Il reçoit en 1994 d'Édouard Balladur une mission préparatoire à un projet de loi sur les autoroutes de l'information qui a fait l'objet d'un rapport en 1995, puis s'est vu confier la présidence du comité chargé de l'étude des premières expérimentations. Il est, de 1995 à 1998, président de la Cité des sciences et de l'industrie puis sera chargé de la mission informatique pour le passage l'an 2000. Il est président de la société Théry et associés (GTA).

THERY Nicolas. Inspecteur des Finances, né le 22 décembre 1965 à Armentières (Nord). Major de la promotion Liberté, Égalité, Fraternité (1989) de l'Ena, il a débuté comme chargé de mission auprès du très puissant chef de service de l'Inspection générale des Finances, Pierre Gisserot, en 1991. Engagé à gauche, il fut par la suite conseiller technique de Dominique Strauss-Kahn, en charge des questions monétaires et financières de 1997 à 1999 puis chargé de mission pour les questions européennes et internationales au même cabinet (septembre-novembre 1999), conservant les mêmes fonctions auprès de son successeur, Christian Sautter. Parallèlement directeur de cabinet de Florence Parly, secrétaire d'État au Budget de janvier à avril 2000, il devait être par la suite conseiller spécial du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Laurent Fabius ainsi qu'auprès de Florence Parly, d'avril à septembre 2000. À cette date, il rejoint la CFDT comme secrétaire confédéral en charge des questions économiques et sociales auprès de Nicole Notat. Il y demeure jusqu'en juin 2002, devenant directeur de cabinet de Pascal Lamy, commissaire européen au commerce. Nicolas Théry est, en 2008, conseiller principal de la DG Environnement de la Commission européenne.

THEVENIN Paul. Trésorier-payeur général, né le 15 août 1940 à Paris XIVe. Il a d'abord été professeur d'histoire et géographie à Grenoble avant de devenir attaché d'administration au ministère du Travail en 1966. Devenu énarque (admis en 1970 par la voie interne), il a été administrateur au ministère des Finances (1973-1977) avant de connaître une rapide accélération de carrière à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Conseiller technique auprès du ministre du Budget Laurent Fabius (1981-1982) et du ministre de l'Économie et des Finances Jacques Delors (1981-1982), il fut directeur adjoint de l'Imprimerie nationale (1982-1986), ainsi que membre du Comité de sélection interministériel des administrateurs civils (qui classe les fonctionnaires en vue de leur nomination comme administrateurs civils), avant d'obtenir la trésorerie générale de la Savoie. Trésorier-payeur général de la région Franche-Comté à partir de 1989, il obtient la région Lorraine en 1996, puis d'Ile-de-France. Il préside l'Association des trésoriers-payeurs généraux et receveurs des Finances.

THIBAU Jacques. Diplomate, né le 26 octobre 1928 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, il y sert de 1950 à 1955, puis entre à Ena. À sa sortie, en 1958, il rejoint l'administration centrale du Quai d'Orsay. Chargé de mission à la présidence de la communauté en 1960-1961, puis en poste à Londres jusqu'en 1962, il sera jusqu'en 1965 chef de cabinet du ministre de l'Information Alain Peyrefitte. Directeur adjoint de la télévision à l'*ORTF* de 1965 à 1968, ce gaulliste de gauche est envoyé à Berne de 1969 à 1972. De retour à l'administration centrale comme conseiller des Affaires étrangères pendant une dizaine d'années, il se consacre à des travaux d'écriture, publiant plusieurs essais sur l'indépendance culturelle française à la tonalité nettement antiaméricaine. Candidat gaulliste de gauche, avec le soutien du PS, en 1981 à Paris, il prend la direction générale des relations culturelles du Quai d'Orsay (1981-1982), où il provoquera la première grève de l'histoire de cette administration. Ambassadeur à Bruxelles en 1983, à Lagos (Nigeria) en 1986, il l'a été de 1989 à 1992 à Athènes.

THIBAULT Charles. Universitaire, né le 14 juillet 1919 à Paris, décédé le 20 août 2003. Docteur d'État en sciences naturelles, il est entré au CNRS en 1944, travaillant notamment à l'INRA. Il a été président du CNRS de 1979 à 1982.

THIERRY Hubert. Universitaire, né en 1925. Ce docteur en droit, professeur agrégé de droit international, a été de 1954 à 1958 professeur à l'université de Grenoble, puis conseiller juridique auprès de l'ambassade de France en Tunisie (1958-1962). Professeur à Caen (1962-1969), puis à Nanterre, il a présidé en parallèle, de 1970 à 1978, la section française d'Amnesty International. Directeur de l'Institut des Nations unies pour le désarmement, il est devenu juge au tribunal administratif de l'ONU en 1991. Ce proche de Pierre Mendès France a appartenu au comité de rédaction des *Cahiers de la République* et fut membre de la Convention des institutions républicaines.

THIERRY Jean-Philippe. Président de société d'assurances, né le 16 octobre 1948 à Paris XVIIe. Passé par le lycée français de Bruxelles et les facultés de droit de Lille et Paris, il est le fils de Jacqueline-Lucie Reville et du banquier Jacques Thierry. Ce dernier, fils du diplomate Adrien Thierry et de Nadine de Rothschild, est le petit-fils de Joseph Thierry, ministre des Travaux publics puis des Finances de la IIIe République, et du Dr Henri de Rothschild (1872-1947). Il fut notamment associé-gérant et président de la Banque Bruxelles Lambert et vice-président du conseil de surveillance de Baron Philippe de Rotschild SA. Jean-Philippe Thierry a débuté, après Sciences-Po et un DES de sciences économiques, comme chef de produits chez Colgate-Palmolive (1973-1978), avant de bifurquer vers l'assurance. Ayant grimpé dans la structure de GPA Vie et Iard, il en est devenu directeur général en 1987 et PDG en 1989, ainsi que de PFA-Iard et Vie, Generali France Assurances et Vie, etc. Associé-gérant commandité de Maison Worms & Cie (1989-1996), il a présidé le directoire de Worms & Cie en 1997 et fut vice-PDG (1998-1999) puis PDG (à partir de 1999) de Generali France Holding. De 1999 à 2000, il est aussi PDG d'Europ Assistance, et préside depuis 1996 la Fédération française des sociétés anonymes d'assurance. Il appartient à la section française de la Commission trilatérale.

THIOLON Bernard. Banquier, né le 24 février 1929 à Paris. Licencié en droit et ancien d'HEC, il a fait toute sa carrière au Crédit lyonnais, où il est entré en 1952. Après s'être occupé de la branche belge de cette banque (1962-1973), il a été, après un passage comme directeur général de l'Union des banques arabes et françaises (1973-1978),

directeur des affaires internationales (1982-1983), membre du comité de direction générale (1983-1984), directeur général de 1985 à 1992. Il préside depuis lors la Banque Colbert.

THIRIEZ Frédéric. Membre du Conseil d'État, né le 1er juillet 1952 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ce fils de la grande bourgeoisie industrielle du Nord (DMC), licencié en droit et diplômé de l'IEP, a rejoint le Conseil d'État à sa sortie de l'Ena, comme auditeur en 1977. Militant du Secours rouge, puis du PSU en 1974, il s'inscrit au Parti socialiste en 1976, sur les conseils de Paul Legatte (il entre comme suppléant au comité directeur du PS en 1987). Il occupera notamment le poste important de rapporteur près la commission de recours des réfugiés et apatrides. En mai 1981, à l'arrivée de la gauche au pouvoir, il devient conseiller technique de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur. On lui attribuera généreusement, avec Louis Joinet, la régularisation de 130000 clandestins, l'instauration de l'amnistie et diverses « trêves » avec les mouvements de libération nationale (Italiens, Basques, etc.). Il dirige ensuite, d'août 1982 à mai 1983, le cabinet de Joseph Franceschi, secrétaire d'État chargé de la Sécurité publique. Suite à divers soupçons ou accusations le concernant dans l'affaire des Irlandais de Vincennes (il les a démentis) et sur l'origine des fuites parvenant régulièrement à divers journalistes (notamment Edwy Plenel du *Monde*), il retourne pour quelques mois au Conseil d'État comme commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux. En octobre 1984, il devient directeur du cabinet de Gaston Defferre, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire. En mars 1986, ce mitterrando-fabiusien devient secrétaire général du cabinet de Michel Rocard avant d'obtenir en 1988 la direction des affaires politiques, administratives et financières au ministère des DOM-TOM. En mai 1990, il passe au privé, devenant avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation (il a notamment défendu Bernard Tapie). Il est actuellement le président de la Ligue de football professionnel depuis 2002, vice-président délégué de la Fédération Française de Football, avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation depuis 1990. Frédéric Thiriez est marié à Marie-Claire Carrère-Gée, ancienne secrétaire générale adjointe de l'Élysée sous Jacques Chirac.

THOMAS René. Banquier, né le 13 janvier 1929 à Brest (Finistère), décédé le 2 octobre 2003. Issu d'une vieille famille de marins bretons, cet énarque, membre de l'inspection des Finances, fut rapporteur particulier près la commission de vérification des entreprises publiques (1955) avant d'entrer en 1961 au Comptoir national d'escompte de Paris, qui donnera naissance à la Banque nationale de Paris après sa fusion avec la BNCI en 1966. Directeur adjoint (1962) puis directeur (1965), il entre à la direction générale en 1972 et deviendra en 1979 directeur général adjoint chargé des grandes entreprises. Quand la BNP, première banque française, est nationalisée après la victoire de la gauche, cette relation de François Mitterrand (proche de Laurence Soudet, qu'il épousera) en devient le PDG, en remplacement de Jacques Calvet. Reconduit dans ses fonctions par Jacques Chirac durant la première cohabitation (à la surprise générale), il ne quittera la BNP qu'en mai 1993 après s'être opposé au raid contre la Société générale préconisé par Pierre Bérégovoy et avoir désigné son propre successeur, Michel Pébereau (détenant le record d'ancienneté parmi les banquiers nommés par les socialistes en 1981). De par ses fonctions à la BNP, il a occupé la présidence de BNP Intercontinentale, de la Compagnie d'investissements de Paris, de la Société financière BNP, est ou a été administrateur de la Banexi, du Crédit national, d'Elf-Aquitaine, de la Générale des eaux, d'Havas et de l'UAP, ainsi que membre du conseil de surveillance de la Compagnie bancaire.

THOMAZEAU Guy. Ecclésiastique, né le 5 décembre 1937 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Licencié en théologie et diplômé de Sciences-Po, ce fils d'inspecteur des Finances a été ordonné prêtre en décembre 1965. Ancien aumônier du lycée Molière et vicaire à Notre-Dame de L'Assomption, il fut vicaire à Notre-Dame de Grâce de Passy, puis curé de Saint-Pierre de Chaillot. Vicaire général de Paris (1981-1989), il est devenu évêque en janvier 1989. De 1989 à fin 1994, il a été évêque auxiliaire de Mgr Louis Cornet, évêque de Meaux, puis, depuis fin 1994, évêque coadjuteur de Beauvais, Noyon et Senlis. Membre de la commission familiale de l'épiscopat et de la commission épiscopale Enfance-Jeunesse, il est notamment chargé du scoutisme catholique. Il a été nommé en 2002 archevêque de Montpellier et est membre du conseil permanent de l'Épiscopat français.

THORAVAL Joël. Préfet, né le 7 septembre 1935 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Cet énarque (1963) a débuté comme administrateur civil dans l'Isère, où il occupe divers postes auprès de Maurice Doublet. En 1967, il suit ce dernier comme conseiller technique à la préfecture de Paris avant d'être détaché en 1969 comme chef de service du plan et des études économiques de la préfecture de Paris. Conseiller technique du nouveau préfet de Paris, Marcel Diebolt, puis chef du cabinet de son successeur, Jean Verdier, il devient sous-préfet de Pointe-à-Pitre en 1973, secrétaire général du Val-d'Oise en 1975 et préfet de la Haute-Loire en 1979. Il occupera ensuite des postes dans le Tarn, les Hauts-de-Seine (1985-1987), la région Corse (1987-1989), la Basse-Normandie, avant de prendre la direction générale de l'administration au ministère de l'Intérieur (1991-1993) puis la direction du cabinet de Charles Pasqua, le nouveau ministre de l'Intérieur. De 1994 à 1998, il a été préfet de la région Ile-de-France et présidera l'Association du corps préfectoral, qui fait et défait les carrières. Président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme à partir de 2002, il appartient également à la commission consultative de la Halde depuis 2008.

TIROUFLET Jean-Pierre. Haut fonctionnaire, né le 14 octobre 1950 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Cet énarque a rejoint la Direction des relations économiques extérieures en 1976 (où il développera de nouvelles formules de crédit à l'exportation) avant d'être affecté de 1978 à 1980 à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes. En 1980, il entre brièvement à l'état-major du Crédit national comme chargé de mission, puis retrouve en 1982-1983 la DREE comme chef du bureau Afrique. En 1983, il rejoint Rhône-Poulenc, où il sera chargé des financements à long terme à la direction financière. Ce spécialiste des montages financiers y deviendra directeur des services financiers, responsable de la comptabilité, la fiscalité et la trésorerie, puis, en 1987, directeur financier. Membre du comité exécutif depuis 1990, il a été promu directeur général adjoint du groupe Rhône-Poulenc en 1992. Ce PDG de Rhodia, de 1998 à 2003, a été mis en examen en juin 2008 pour « diffusion d'informations fausses ou mensongères sur la situation d'un émetteur côté sur un marché réglementé, délit d'initié et recel de délit d'initié ».

TOBELEM Gérard. Professeur de médecine, né le 20 juin 1947 à Bône (Algérie). Sa famille a quitté l'Algérie en 1962. Docteur en médecine, titulaire d'un diplôme d'études et de recherches en biologie humaine, diplômé de l'École de management des médecins hospitaliers, il fut interne des hôpitaux de Paris (1972-1976) sous la direction de Jean Bernard, chef de clinique à Lariboisière-Saint-Louis (1977-1981). Professeur des universités en hématologie depuis 1981, il est directeur scientifique de l'Institut des vaisseaux et du sang de Lariboisière depuis 2000, président de l'Établissement français du sang depuis 2009, rédacteur en chef de la revue *Sang, Thrombose, Vaisseaux* depuis 1988, etc. Membre du RPR puis de l'UMP, il a été l'un des principaux relais du parti néogaulliste dans le monde de la recherche et secrétaire national du RPR en charge de la recherche scientifique. Il a par ailleurs été conseiller technique du ministre de l'Éducation nationale François Bayrou (1995-1996), pour les questions du vivant et de la santé, de François d'Aubert, secrétaire d'État à la recherche (1996), chargé de mission de François Loos, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (2002). Fondateur du Cercle Initiatives et réflexion pour la recherche, l'éducation et la science, il s'est également présenté à Paris aux élections municipales de 2001 (conseiller municipal du XIe arrondissement de Paris). Il a signé plusieurs centaines d'articles scientifiques et divers ouvrages, dont un livre de souvenir sur la guerre d'Algérie, avec le journaliste algérien Salah Guemrich, *L'Ami algérien*.

TOJA Jacques. Comédien, né le 1er septembre 1929 à Nice (Alpes-Maritimes), décédé le 23 mars 1996 à Neuilly-sur-Seine.

Premier prix de comédie du Conservatoire national d'art dramatique en 1953, il est engagé à la Comédie Française. Interprète de très nombreux rôles tant classiques que contemporains, il devient sociétaire de la Comédie Française en 1960, puis administrateur général – et également, par voie de conséquence, directeur du Théâtre national de l'Odéon – en 1979 (jusqu'en 1983). Il avait créé en 1984 la Fondation Jacques Toja pour le théâtre (Le domaine Théâtral) consacrée au mécénat.

TORDJMAN Jean-Daniel. Haut fonctionnaire, né le 9 juin 1944 à Oran (Algérie). Licencié en droit et diplômé de l'IEP, cet énarque (1970) est entré comme administrateur civil au ministère de l'Économie et des Finances, détaché en 1970-1971 à la direction des personnels enseignants du ministère de l'Éducation. De 1971 à 1975, il sera également maître de conférences à l'IEP de Paris, ainsi que, de 1972 à 1975, chargé des relations avec les États-Unis et le Japon à la Direction des relations économiques extérieures (et assistant de Robert Marjolin à l'OCDE en 1972-1973). En 1975, il est promu attaché commercial à Washington, puis sera, de 1976 à 1979, chef du bureau de la politique industrielle à la DREE. Engagé à gauche, c'est lui qui négociera le Programme commun de gouvernement pour le compte du Mouvement des radicaux de gauche. Conseiller pour les affaires internationales à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique à partir de 1979, il entre en 1982 comme chargé de mission officieux au cabinet de Jean-Pierre Chevènement, avant d'être directeur de cabinet d'André Delélis (Commerce et Artisanat) en 1982-1983 et de Michel Crépeau (idem) de 1983 à 1985. En février 1985, il devient chef des services d'expansion économique à Washington, et sera promu l'année suivante ministre conseiller pour les affaires économiques et commerciales. En 1992, son ami Pierre Bérégovoy le nomme ambassadeur itinérant délégué aux investissements internationaux (un poste sans précédent), fonction qu'il a conservée depuis lors. Il a à ce titre participé au Forum de Davos puis à celui de Crans Montana en 1996 (« il participe à tous les sommets prestigieux », indique *Le Nouvel économiste*, 21 octobre 1994). Il est inspecteur général des finances en service extraordinaire depuis 2002. En mai 2008, il a été nommé ambassadeur délégué aux pôles de compétitivité.

TORRE Xavier. Haut fonctionnaire, né le 11 septembre 1910 à Paris. Licencié en droit et breveté de l'École nationale de la France d'Outre-Mer, il entra au ministère des Colonies en 1936. Secrétaire général du gouvernement de l'AOF en 1954, il fut haut-commissaire au Cameroun (1958-1960) ainsi que vice-PDG puis PDG d'Optorg (à partir de 1965).

TOUBIANA Serge. Directeur d'institution culturelle, né le 15 août 1949 à Sousse (Tunisie). Compagnon de la romancière Emmanuelle Bernheim (*Le Monde*, 10 mai 2003), ce fils d'un joaillier, Raoul Toubiana, et d'une enseignante, Georgette Naccache, détient une licence en sciences de la société et un diplôme d'études cinématographiques. Il est arrivé en France en 1962. Membre du Parti communiste, il rend sa carte après l'intervention russe en Tchécoslovaquie en août 1968 et rejoint l'extrême gauche maoïste, cofondant le groupe Vive la Révolution, qualifié de « mao-spontanéiste ». Ce thuriféraire du cinéma prolétarien a effectué toute la première partie de sa carrière, à partir de 1972, aux *Cahiers du cinéma*, grâce à son ami, également maoïste, Serge Daney, alors même qu'il ne disposait vraiment d'aucune facilité d'écriture. Ce périodique, de l'avis de nombreux spécialistes du cinéma, a joué un rôle essentiel dans l'intellectualisation du cinéma français et la perte de son influence dans le monde. Il en fut rédacteur en chef adjoint à partir de 1976, rédacteur en chef, directeur et directeur de la publication de 1981 (lorsque Daney rejoint *Libération*) à 2000, à la suite du retrait du GAN et de la Caisse des Dépôts et Consignations qui en étaient les mécènes à fonds perdu, et la reprise par *Le Monde* qui avait repris le magazine en quasi-déshérence. Il fut en parallèle critique cinématographique à *Libération* de 1979 à 1983. Personnalité incontournable du cinéma français, il a été vice-président de la Commission d'avances sur recettes, président de la Commission d'aide sélective à la distribution, collaborateur de diverses émissions de cinéma comme *Le Masque et la plume* (*France Inter* de 1985 à 1992), chargé de cours à Paris III et Paris VII (1975-1980), etc. Conseiller éditorial à MK2 (de Marin Karmitz, membre du Siècle) de 2000 à 2002, cet homme de l'ombre, qui dispose d'un impressionnant entregent et au « sens politique affûté » (*Le Monde*, 10 mai 2003), fut alors parachuté à la direction générale de la Cinémathèque française… après avoir rédigé, pour le compte du ministre UMP de la Culture, Jean-Jacques Aillagon, un rapport sur le patrimoine cinématographique en France. Son prédécesseur, Jean-Charles Tacchella, qui refusait de lui laisser la place, fut poussé à la démission par le Centre national de la cinématographie et le ministère de la Culture (qui le menaça de couper tout crédit). Il préside également, depuis 2009, en remplacement de l'architecte Frédérique Monjanel, le conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais.

TOUBON Jacques. Administrateur civil, né le 29 juin 1941 à Nice (Alpes-Maritimes). Fils d'un ancien croupier devenu directeur de casino, ancien élève de l'Ena (1965, avec ses amis Jean-Pierre Chevènement et Alain Gomez avec qui il partageait les mêmes valeurs, *Valeurs actuelles*, 26 octobre 1981) fit une courte carrière au ministère de l'Intérieur, largement soutenu par son beau-père d'alors, Me Jean Bernascon, puissant bâtonnier de l'Ordre des avocats de Lyon. Partisan de Chaban-Delmas et de sa Nouvelle société, il est choisi en 1970, alors qu'il est passé sous-préfet, comme responsable de la Fondation Claude Pompidou par son trésorier Jacques Chirac. Ainsi lancé, il sera coopté par Jacques Chirac dans ses cabinets successifs comme conseiller technique en 1971 (Relations avec le Parlement), chef de cabinet (Agriculture, puis Intérieur), conseiller technique à Matignon en 1974. Délégué national du RPR à sa fondation, il en sera, de 1977 à 1981, secrétaire général adjoint chargé des élections. Député suppléant en 1978, il est élu député de Paris en 1981 et sera réélu jusqu'en 1993 (censuré en 1984 pour avoir mis en cause le passé de Mitterrand). Il est maire du XIIIe arrondissement de 1983 à 2001, où sa seconde épouse, Lise Weiler, conduit une politique de promotion de l'art contemporain. En parallèle chargé de mission de Bernard Pons de 1981 à 1984, il succède à ce dernier en 1984 comme secrétaire général du RPR (jusqu'en 1988). Président de la Commission des lois de 1986 à 1988, il devient ministre de la Culture en 1993, poste où l'influence de sa seconde épouse pourra pleinement s'exercer. Ayant pris position pour Jacques Chirac à l'élection présidentielle, ce grognard devient son ministre de la Justice, se faisant remarquer par son zèle à faire classer l'intégralité des dossiers concernant la mairie de Paris. Il a déposé en septembre 1996 un projet de loi visant à renforcer une nouvelle fois la législation antiraciste alors même que la France est, de l'avis des juristes, le pays déjà le plus répressif en la matière. Grâce aux bons soins de Jacques Chirac, il est depuis 2005, président de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. De 2004 à 2009, il a été député européen.

TOURAINE Agnès (épouse CORDIER, née). Directrice de société, née le 18 février 1955 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fille de René Touraine, professeur de médecine réputé, elle a épousé Joël Cordier, directeur de société, qui fut notamment l'un des principaux dirigeants de Saatchi et Saatchi Advertising. Elle est la nièce du sociologue Alain Touraine, considéré comme l'un des principaux théoriciens de mai 1968 et adepte de la « deuxième gauche ». Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, licenciée en droit, cette ancienne de l'École alsacienne fut consultante (1981-1983) puis chef de projet (1983-1985) au cabinet de conseil en stratégie et organisation McKinsey & Company, avant d'entrer au Groupe Hachette Livre, comme attachée à la direction générale. Responsable des filiales d'édition de poche (1985-1986), notamment Harlequin, directrice de la stratégie et des études (1986-1989), directrice de la branche grande diffusion (1989-1995) auprès de Jacques Lehn puis Yves Sabouret, elle prend la tête d'une petite société créée par Christian Brégou, Liris Interactive, qui deviendra, Internet et CD-Roms aidant, après son rachat par Havas (devenu Vivendi Universal Publishing), Havas Interactive (qui deviendra VU Games). Directrice générale adjointe de la branche grand public de Havas de 1999 à 2000, cette « super woman » devient, en octobre,

vice-PDG de Vivendi Universal Publishing. Également vice-présidente du conseil de surveillance du Groupe *Express-Expansion*, elle est propulsée par son protecteur directeur général délégué de Vivendi Universal en avril 2002, quelques semaines avant la déconfiture finale du groupe. Après la revente de la branche livres à Hachette, son poste paraît mal assuré auprès d'Arnaud Lagardère. Elle fait l'objet d'une plainte pour délit d'initiés depuis janvier 2003, sur demande de l'Association des petits porteurs actifs, ayant vendu des stock-options au plus haut du cours (ce qu'elle nie, cf. *Le Monde*, 25 janvier 2003). Elle a appartenu au très fermé Club des 40, dont le véritable chef d'orchestre fut Jean-Marie Messier.

TOURAINE DE MENTHON Marisol (épouse REVEYRAND, née). Membre du Conseil d'État, née le 7 mars 1959 à Paris XIII[e]. Fille du sociologue socialiste Alain Touraine, cette normalienne est agrégée de sciences sociales et diplômée d'Harvard. Chargée de mission de 1985 à 1988 auprès du secrétaire général de la Défense nationale, l'amiral Chabot, elle sera ensuite le conseiller du Premier ministre Michel Rocard en matière de stratégie militaire et de relations internationales (1988-1991). Enseignante à Sciences-Po depuis 1985, elle a été, de 1984 à 1988, professeur chercheur associé au Centre d'études des relations internationales. Au départ de Michel Rocard, elle entre comme maître des requêtes au conseil d'État tout en demeurant consultant du Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay et de divers autres organismes de politique étrangère. *Young Leader* de la French American Foundation (1998), elle a été député d'Indre-et-Loire de 1997 à 2002, et l'est à nouveau depuis juin 2007 (et également vice-présidente du conseil général). Son mari, Michel Reveyrand, énarque, a notamment été conseiller technique de Jacques Pelletier (Coopération et développement), d'Edwige Avice (idem), de Roland Dumas (Affaires étrangères).

TOURNIER Jean-Loup. Avocat, né le 25 novembre 1929 à Paris. Licencié et docteur en droit, le frère de l'écrivain Michel Tournier fut avocat au cabinet de Georges Kiejmann durant quatorze ans, plaidant de nombreux procès de la Sacem contre les discothèques, avant de devenir directeur général de la Sacem en 1959, succédant à son père. Il avait en outre été, de 1955 à 1960, délégué général de la Sacem pour l'Amérique du Nord, créant une antenne à New York ainsi que les sociétés des droits de reproduction canadiens, puis dix-sept sociétés du même type en Afrique. Directeur général de la Sacem jusqu'en 1992, il préside depuis lors son directoire. Il a fondé en 1987 le Bureau de liaison interprofessionnel de la musique et l'a présidé de 1986 à 1990. Il dirige depuis lors le Groupement européen des sociétés d'auteurs et de compositeurs et les Jeunesses musicales de France depuis 1983. Il est le président fondateur du Groupement européen des sociétés d'auteurs et compositeurs (Gesac) (1991-2001).

TOURNOUX (Jean) Raymond. Journaliste, né le 15 août 1914, aux Rousses (Jura), décédé le 23 novembre 1984 à Paris. De 1934 à 1939, il fut secrétaire de rédaction, puis, de 1941 à 1946, collaborateur de la Radiodiffusion française. Chef du service politique de *Libération* (1944-1948), il entre en 1949 comme éditorialiste politique à *Paris-Match*, et le demeurera jusqu'en 1976, tout en étant directeur du service politique à partir de 1964, puis directeur en 1969. Collaborateur de très nombreuses publications, il fut en parallèle chargé de mission au cabinet de René Pleven à Matignon puis à son cabinet à la Défense nationale (1952-1954). Il sera également chargé de mission au cabinet d'Edgar Faure à Matignon en 1956. Spécialiste des dessous politiques de l'histoire contemporaine, il est l'auteur de nombreux ouvrages d'histoire, pour lesquels il a reçu divers prix. Ayant quitté en octobre 1976 *Paris-Match* en faisant jouer la clause de conscience, il rejoint comme éditorialiste *Le Figaro*, tout en collaborant aux rubriques historiques et politiques du *Figaro Magazine*. Il avait été élu le 22 décembre 1981 membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

TRAPENARD Alain. Membre de la Cour des comptes, né le 22 juin 1930 à Paris. Diplômé de l'IEP, ce docteur ès sciences économiques est entré à sa sortie de l'Ena (1957) comme auditeur à la Cour des comptes. Il sera notamment conseiller technique, de

1963 à 1969, d'André Malraux à la Culture. Directeur de l'action culturelle, de la jeunesse et des sports de la ville de Paris de 1968 à 1977, il devient alors président du conseil d'administration du futur musée d'Orsay et présidera le conseil d'administration de l'Orchestre de Paris de 1985 à 1989. Il a été en 1982, président de la chambre des comptes de Haute-Normandie.

TREGOUET René. Président de société, né le 15 octobre 1940 à Paris. Après le Prytanée militaire de La Flèche, ce fils d'officier supérieur décroche son certificat de sciences physiques, puis entre en 1964 à l'École d'officiers de l'armée de l'Air. Devenu visiteur médical en 1967 puis chargé de mission dans l'industrie pharmaceutique, il sera élu en 1973 conseiller général de Saint-Laurent-du-Chamousset (Rhône), dont il avait créé en 1971 le syndicat d'initiative. Il devient premier adjoint au maire de cette commune en 1977 (déjà conseiller en 1971). et conseiller régional en 1982. Ce gaulliste ne s'inscrit cependant au RPR qu'en 1985, menant sa liste aux élections sénatoriales de 1986. Il a été l'un des quatre sénateurs RPR à voter contre l'engagement de la France dans la Guerre du Golfe sous pavillon américain. Par ailleurs, il dirige la société Agde Electronic et a lancé depuis 1973 une association, l'Agde, qui accorde la priorité à l'emploi féminin dans son canton. En septembre 2004 il ne se représente pas aux élections sénatoriales et dirige, depuis 2005 la société de conseil en stratégie René Trégouët et associés. Il a créé Altivis, en 2008, une société de conseil auprès des collectivités territoriales et des entreprises de haute technologie dans les domaines de la prospective, de la stratégie, de l'innovation, des nouvelles technologies de l'information et de l'aménagement du territoire.

TREPPOZ Stéphane. Directeur de société, né en 1966. Ancien élève d'HEC (1989), il a travaillé au États-Unis, d'abord chez Arthur Andersen (1989), puis, de 1990 à 1995, comme directeur marketing, vice-président puis président de l'ensemble des opérations en Amérique du Nord. De retour en France, il entre alors chez Vivendi comme chargé de mission à la direction générale, comme responsable du développement des activités Internet. Il chapeaute notamment l'ambitieux projet Telerivia Multimédia, qui entendait offrir un accès Internet à haut débit sur le réseau câblé de la ville de Nice. Directeur général d'AOL Europe et président d'AOL France de 1998 à 2004, il a été ensuite *senior advisor* de Wendel Investissements (2005-2006), puis président du directoire de Sarenza (à partir de 2007). Il a été *Young Leader* de la French American Foundation en 1999.

TRICHET Jean-Claude. Banquier, inspecteur des Finances, né le 20 décembre 1942 à Lyon (Rhône). Très engagé à gauche pendant la guerre d'Algérie et ancien du PSU à Nancy, lorsqu'il était étudiant à l'école des Mines, ce fils de normalien entre en 1963 dans une filiale de la Caisse des dépôts avant d'intégrer l'Ena (membre de la section CFDT, où il signera une pétition contre la répression du pouvoir à l'encontre d'Alain Geismar) dont il sort en 1968 dans le corps de l'inspection des Finances. Devenu sympathisant socialiste, il alimentera le PS en notes de réflexions tout en entamant une carrière dans les cabinets ministériels comme conseiller technique de René Monory à l'Industrie puis de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée, de 1978 à 1981, y suivant tous les grands programmes industriels (nucléaire, télécommunications, espace, etc.). Toutefois sa conversion à l'économie de marché paraît antérieure, datant sans doute des années 1974-1978, lorsqu'il suit aux Finances les entreprises en difficultés comme secrétaire général du Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles. Chargé comme sous-directeur des relations financières au sein du Trésor de 1981 à 1986 (promu chef du service des affaires internationales par Pierre Bérégovoy en 1985), il se crée un précieux carnet d'adresses national et international, présidant en particulier le puissant Club de Paris (qui regroupe les créanciers des pays lourdement endettés). « C'est un haut fonctionnaire surdoué, sans doute le meilleur de sa génération » (*Le Monde*, 29 novembre 1995). Cet homme qui dispose d'une influence énorme appartient à la Fondation Saint-Simon, au Bilderberg group et au Forum de Davos, au Groupe des trente (club très fermé de financiers internationaux), et a appartenu au « Mulford Gang of Five » qui regroupe les

directeurs du Trésor des cinq principales puissances industrielles. Promu directeur de cabinet d'Édouard Balladur, ministre de l'Économie en 1986-1987, sur la recommandation de Jacques Friedmann, il devient alors le fonctionnaire le plus puissant de France, comme directeur du Trésor, poste qu'il conservera au retour de la gauche, aussi bien avec Michel Rocard, qu'Édith Cresson ou Pierre Bérégovoy (il ne relèvera aucune anomalie à l'époque dans la gestion du Crédit lyonnais de son condisciple des Finances, Jean-Yves Haberer). Partisan d'une intégration européenne forcenée, il a été (en dehors des hommes politiques) le principal négociateur du traité de Maastricht avec son ami le président de la Bundesbank Hans Tietmeyer. « Cela fait des lustres maintenant que Jean-Claude Trichet hante les couloirs des sommets et les corridors des grandes institutions internationales. Depuis près d'une décennie, il est à tous les carrefours de la haute finance et de la haute administration (*L'Express*, 16 septembre 1993). » En 1993, il devient le gouverneur de la Banque de France nouvelle formule, ce qui le rend « indéboulonnable » jusqu'en 1999, et en fait l'un des deux ou trois hommes les plus puissants de France, dirigeant la politique monétaire française... Voire le plus puissant, comme l'affirme par exemple *Le Nouvel observateur* (19 mai 1994). Partisan du franc fort et d'une faible inflation, ce défenseur de Maastricht et de l'intégration européenne – devenu la « tête de Turc » de Jacques Chirac – estime que la survie économique de la France passe par une étroite alliance avec l'Allemagne, même au prix d'un taux de chômage très élevé. 2003 marque une nouvelle étape dans sa carrière en devenant le deuxième président de la Banque centrale européenne (BCE).

TRICOIRE Jean-Pascal. Directeur de société, né le 11 mai 1963 à Baupréau (Maine-et-Loire). Ingénieur de l'École supérieure d'électronique de l'Ouest, et titulaire d'un MBA au Centre d'études supérieures du management de Lyon, il rejoint Schneider Electric en 1986. Y ayant occupé de multiples fonctions, en particulier à l'exportation (notamment en Chine, véritable eldorado du groupe électrique), cet inconnu des milieux parisiens est devenu président de son directoire en 2006, succédant au beaucoup plus médiatique Henri Lachmann (qui l'a parrainé au Siècle ainsi qu'à Entreprise et Cité).

TRIGANO Gilbert. Président de société, né le 28 juillet 1920 à Saint-Maurice (Val-de-Marne), décédé le 4 février 2001. Né dans une famille séfarade originaire d'Algérie, il interrompt ses études après le brevet, fait un peu de théâtre, puis, pendant la guerre, se réfugie en 1942 dans le sud de la France (son frère André y restera, devenant député UDF de l'Ariège en 1993 tout en occupant d'importantes fonctions au Club Méditerranée). À la Libération, il écrit pour *L'Humanité* et *Avant-garde* avant d'entrer dans l'entreprise familiale de tentes de camping. Il rencontre en 1949 Gérard Blitz, à qui il loue des tentes provenant de surplus américains. Tous deux entrevoient la formidable explosion de la civilisation des loisirs et créent la Société des villages de vacances dont il devient le PDG en 1959. En 1963, il lance – toujours avec son ami – le Club Méditerranée, dont l'un des principaux actionnaires est la famille Rothschild. Il prend sa retraite en 1993 en laissant les rênes à son fils Serge. Il a appartenu à de nombreuses associations de tourisme et siégé dans divers conseils d'administration : Compagnie internationale des wagons-lits, Banque Vernes, Crédit lyonnais, etc. En 1991, il devient PDG de la Compagnie aérienne Minerve et en 1992 président de la Maison de la France. Il a conduit une mission pour le compte de Laurent Fabius en 1984-1986 sur les nouvelles formations et fut l'éphémère responsable de l'Exposition universelle de Paris en 1989.

TRON François. Professeur de médecine, né le 11 mars 1946 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). À la fois docteur en médecine et docteur ès sciences, ce professeur d'immunologie des universités a enseigné à la faculté de Rouen dans les années quatre-vingt. Il est actuellement chef du service d'immunologie du CHU Charles Nicolle de Rouen. Directeur de l'unité U 519 à l'Inserm depuis 1999.

TRON Jean-Michel. Avocat. Cet avocat a été conseiller juridique et fiscal durant ces trente dernières années au sein du cabinet Cleary, Gottlieb, Steen and Hamilton.

TRONC Jean-Noël. Directeur de société, né le 25 décembre 1967 à Paris XVe. Fils d'un ingénieur en physique nucléaire, Dominique Tronc, et de Janine de Montgolfier, cet ancien des Sciences Po Paris (où il avait fondé le club rocardien Opinion) et de l'Essec a débuté comme assistant parlementaire du député européen Gérard Fuchs (1987-1988), puis sera ingénieur-conseil à la branche communication et média d'Andersen Consulting, chargé de mission sur les réseaux de télécommunication et la société de l'information au Commissariat général au Plan (1995-1997). Devenu conseiller technique pour les nouvelles technologies de l'information du Premier ministre Lionel Jospin (1997-2002), il sera l'une de ses cartes maîtresses lors de l'élection présidentielle. Après la victoire de la droite, il intègre Orange comme directeur de la stratégie (2002-2006), avant de devenir directeur général d'Orange France (2006-2007). À la suite d'un conflit de stratégie avec Didier Lombard, PDG de France Télécom, il est poussé vers la sortie, étant momentanément conservé comme conseiller spécial du président d'Orange. Il se recase ensuite comme PDG de Canal Overseas en 2008 et président du conseil de surveillance de Cyfra+. Il a apporté son soutien à Ségolène Royal lors de l'élection présidentielle de 2007 (*Libération*, 2 mai 2007).

TRUCHE Pierre. Magistrat, né le 1er novembre 1929 à Lyon (Rhône). Juge suppléant à Dijon (1954), premier substitut à Lyon (1969), puis procureur adjoint (1973), il dirige de 1974 à 1978 les études à l'ENM à Bordeaux. En 1978, il est promu avocat général à Grenoble, puis en 1982 procureur de la République à Marseille et enfin procureur général à Lyon en 1984. Lui qui avait déjà eu l'occasion de toucher à quelques grandes affaires (incendie du Cinq-Sept en 1972, fausses factures de Lyon en 1974, affaires corses en 1985) sera chargé de mettre en musique le procès de Klaus Barbie. Il sera félicité pour son travail, en particulier pour sa définition du crime contre l'humanité dont il soutient, dès 1985, l'aspect le plus restrictif et ciblé. Remercié par un poste de procureur général près la Cour d'appel de Paris en 1988, ce « magistrat citoyen » devient à la fin de 1992 procureur général près la Cour de cassation, ainsi que procureur de la Haute Cour, et préside les instances qui gèrent les nominations au Parquet (c'est-à-dire le plus haut magistrat du parquet). Ce militant du Syndicat de la magistrature depuis sa fondation en 1968 sera, de 1996 à 1999, le plus haut magistrat de France, en tant que président de la Cour de cassation. Il a signé *L'Anarchiste et le juge* (Fayard, 1994), consacré à l'assassinat de Sadi Carnot.

T'SERCLAES de WOMMERSOM Charles de. Administrateur de sociétés de presse, né le 30 novembre 1923 à Paris. Major de Sciences-Po, cet ancien parachutiste des SAS débuta en 1946 à la Société générale comme attaché à la direction générale (jusqu'en 1956). Il passa ensuite à la Société d'études et de publications économiques (*Réalités, Connaissance des arts*) comme directeur financier en 1952 et administrateur général de 1965 à 1969. Administrateur général à partir de 1967 puis gérant (1970-1975) de la Société France Éditions (groupe Boussac : *France-Soir, Journal du dimanche, France-Dimanche, Elle*), il fut également chargé de mission auprès du ministre de l'Industrie puis de l'Équipement Albin Chalandon (1968-1969) et administrateur directeur général de *La Vie française* (1969-1973) ainsi que directeur du groupe des entreprises de presse de la Librairie Hachette (1969-1973). Il entre à Elf-Aquitaine comme chargé de mission du président, puis devient directeur des relations extérieures et enfin directeur général du groupe (1979-1983). Il a été de 1984 à 1987 directeur des œuvres hospitalières françaises de l'Ordre de Malte.

T'SERCLAES de WOMMERSOM Jacques-Étienne de. Expert-comptable, né le 4 juin 1947 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Cet expert-comptable et commissaire aux comptes, passé par la Harvard Business School, a été, de 1968 à 1972, expert-comptable stagiaire au cabinet Tuillet & Cie avant d'entrer chez Coopers & Lybrand, où il sera senior de 1973 à 1976, directeur de 1976 à 1980, puis, de 1980 à 1983, associé (et à nouveau depuis 1990). Il rejoint en 1983 le groupe Euromarché, où il assure le contrôle de gestion

de 1983 à 1985, devenant ensuite délégué général du président en 1986, puis directeur général de 1987 à 1990. Depuis 2000, il est membre associé du cabinet PriceWaterhouse-Coopers.

TULARD Jean. Historien, né le 22 décembre 1933 à Paris. Il est le fils d'André Tulard, ancien directeur du service des étrangers de la préfecture de police jusqu'en 1943, créateur – à son corps défendant – du fameux « fichier Tulard » (chef-d'œuvre du genre qui fichait les juifs étrangers). Agrégé d'histoire et docteur ès lettres, il fut, de 1961 à 1964, pensionnaire à la Fondation Thiers, puis attaché de recherche au CNRS en 1964. Depuis 1965, il est directeur d'études à l'École pratique des hautes études ainsi que professeur à la Sorbonne et à l'IEP de Paris. Depuis 1974, il préside l'Institut Napoléon, homme d'État dont il passe pour être le meilleur spécialiste vivant. Ancien président de la Société de l'histoire de Paris, il tient une chronique cinématographique à *Valeurs actuelles* depuis 1984. Auteur de très nombreux ouvrages, notamment sur Napoléon, il a reçu en 1973 le prix Mauguin de l'Académie des sciences morales et politiques, en 1977 le grand prix national de l'Histoire, et en 1981 le prix du Mémorial pour l'ensemble de son œuvre. Il est membre de l'Institut (1994).

TURSZ Thomas. Médecin, né le 3 septembre 1946 à Cracovie (Pologne). Il est le fils de Mieczyslaw Tursz, médecin du ghetto de Varsovie, et de Maria Rabinowicz, directrice d'institution scolaire. Docteur en médecine, cet interne des hôpitaux de Paris (1969), qui cumule les distinctions et les titres, s'est spécialisé dans la cancérologie : il est notamment professeur de cancérologie à la faculté de médecine de Paris (1986) et directeur depuis 1994 du Centre Gustave Roussy, le plus grand centre anticancéreux d'Europe (dont la gestion a fait l'objet d'une enquête poussée de la Ddass, cf., *L'Express*, 29 février 1996).

U

ULLMO Yves. Membre de la Cour des comptes, né le 13 septembre 1932 à Paris, décédé le 5 novembre 2006. Licencié en droit et diplômé de l'IEP, cet énarque (1958) a rejoint comme auditeur la Cour des comptes. Conseiller technique au cabinet de Joseph Fontanet (Santé, 1961-1962), puis chargé de mission au commissariat général au Plan en 1963, il a dirigé son service économique de 1967 à 1973 avant de prendre la direction des synthèses économiques de l'Insee (1973-1978). Directeur de la branche des affaires économiques générales de l'OCDE de 1978 à 1981, il devient à l'arrivée de la gauche commissaire général au Plan, poste qu'il quitte en 1984 pour le secrétariat général du Conseil national du crédit. Il a été promu conseiller maître à la Cour des comptes en 1985. Membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (depuis 1999), président de la commission de surveillance des OPCVM de Monaco et de la commission de contrôle des organismes de gestion de portefeuilles (2000-2005).

ULRICH Maurice. Membre du Conseil d'État, né le 6 janvier 1925 à Paris. Licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique, breveté de l'École nationale de la France d'Outre-mer et de l'Institut des hautes études internationales, il a débuté en 1948 au Haut-commissariat de France au Cambodge, puis travaille de 1951 à 1955 au ministère des États associés. Secrétaire des affaires étrangères en 1958 (chargé des Affaires économiques), puis conseiller des Affaires étrangères, en charge du marché commun (1962), il est premier conseiller à la CEE à Bruxelles de 1965 à 1968 avant de prendre en 1968-1969 la direction adjointe du cabinet de Michel Debré au Quai d'Orsay, puis en juin 1969 la direction du service de la coopération. En automne 1970, il devient directeur du cabinet d'Olivier Guichard (Éducation nationale, puis Aménagement du territoire) puis sera celui de Jean Sauvagnargues et de Louis de Guiringuaud jusqu'à la fin de 1977 (toujours au Quai d'Orsay). « Archétype des puissances de l'ombre » (*Le Point*, 11 août 1986), ce très influent gaulliste présidera ensuite jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir la chaîne de télévision *Antenne 2* (c'est lui qui rachètera les droits de retransmission pour la France d'Holocauste). Devenu conseiller d'État, il entre au début de 1985 à la mairie de Paris comme directeur général de l'information et de la communication (sur la recommandation d'Édouard Balladur). Durant toute la cohabitation, cet homme chevronné dirigera le cabinet de Jacques Chirac à Matignon, arrondissant les angles avec l'Élysée. Il sera ensuite sénateur de Paris de 1993 à 2004. Depuis l'élection de Jacques Chirac à l'Élysée, il est à nouveau son conseiller (en particulier pour l'international, ayant largement contribué dans ce domaine à son programme électoral, ainsi que pour les questions sociales). Sa fille, Michèle dite Sonia (alias Louve) a appartenu au bureau politique du Parti communiste internationaliste de feu Pierre Boussel-Lambert.

UNGER Gérard. Publicitaire, né le 24 octobre 1946 à Paris. Diplômé de l'IEP et licencié en droit, ce fils d'immigrés juifs polonais entre chez Havas en 1972 comme attaché à la direction du marketing, puis passe l'année suivante chez Bossard devenant directeur général adjoint en 1976, puis directeur général de la filiale de Bossard Ageurop (relations publiques). Il entre en 1980 au groupe Publicis comme directeur consultant d'Intelligences. Membre du Parti socialiste depuis 1973, il est propulsé après la victoire de la gauche conseiller du directeur général de Radio Monte-Carlo, puis directeur général adjoint à la fin de 1983 (ainsi que PDG de Radio Caraïbes International). À la fin de 1984, son ami Laurent Fabius, dont il appartenait à la « garde prétorienne », le fait nommer président de la Sofirad. En 1986, il devient consultant en communication et en

investissements audiovisuels, puis retourne en 1988 à Publicis comme membre du directoire et conseiller de Maurice Lévy, chargé de coordonner l'activité des filiales françaises (c'est-à-dire son bras droit). Depuis 1993, il est vice-président de l'Association des agences conseils en communication et, depuis 1994, vice-président du conseil de surveillance de FCA. Il est également, depuis 1992, vice-président de la Licra. Membre du bureau exécutif du Conseil représentatif des institutions juives de France, il est, président du conseil de surveillance de Mediavision depuis 2002 et PDG de Metrous, la régie publicitaire de la RATP, depuis 1997.

URI Pierre. Économiste, né le 20 novembre 1911 à Paris, décédé le 21 juillet 1992 à Paris. Agrégé de philosophie et diplômé du Centre de perfectionnement dans l'administration des affaires de Paris, il enseigna de 1936 à 1940, devant ensuite quitter l'enseignement à la suite des lois de Vichy sur les juifs. De 1944 à 1947, il est chargé de mission à l'Institut de science économique appliquée, et rapporteur de la Commission du bilan national en 1947. Étroitement mêlé à la construction européenne comme négociateur du plan Schuman, ce membre du Club Jean Moulin deviendra un proche collaborateur de Jean Monnet comme directeur de l'économie à la Ceca de 1952 à 1959 et théorisera économiquement les envolées de ce dernier. Adjoint du président Spaak lors de l'élaboration du traité de Rome (1955-1957), il sera ensuite directeur pour l'Europe, puis conseiller de Lehman Brothers (1959-1961). Professeur associé à Dauphine, puis conseiller économique et social de 1974 à 1979, il a présidé de 1986 à sa mort l'association Université et entreprise. Socialiste convaincu, cette personnalité dirigeante de la FGDS avait soutenu Jean Lecanuet en 1965 avant d'appartenir au contre gouvernement de François Mitterrand en 1966. Membre du Bilderberg group, il figure en 1976 parmi les cofondateurs du Mouvement pour la liberté du commerce (contre le boycott d'Israël par les pays arabes). Responsable de la commission fiscale du PS en 1981, il n'obtiendra aucun des postes dont il rêvait. Il passe pour avoir corédigé la *Lettre aux Français de François Mitterrand* en 1988. À sa mort, ce dernier a parlé de lui comme d'un « fondateur de l'Europe... l'un de ceux qui méritent le plus d'être considérés comme les artisans de cette immense construction ».

V

VAILLAUD Michel. Ingénieur en chef des mines, né le 23 décembre 1931 à Paris XVIe. Cet X-Mines, également ingénieur de l'École nationale supérieure du pétrole, débuta au département des carburants du ministère de l'Industrie, dont il fut directeur de 1967 à 1973. Ayant rejoint Schlumberger, il en fut directeur (1973-1975), directeur général adjoint, directeur général (1982-1985) avant de succéder à Jean Riboud, véritable patron visionnaire, étant brièvement PDG du groupe de 1985 à 1986, avant d'être rapidement remplacé par l'Écossais Euan Baird.

VAILLAUD Pierre. Ingénieur, né le 15 février 1935 à Paris. Cet X-Mines, également diplômé de l'École nationale supérieure de pétrole et des moteurs, a été le maître d'œuvre de plusieurs raffineries pour le ministère de l'Industrie avant de passer chez Technip (1964-1968), toujours comme responsable de projet de raffineries. Entré chez Total en 1968, où il s'occupe, en tant que membre du directoire d'Atochimie, du secteur chimie de 1968 à 1972, du secteur gaz (commercialisation) de 1972 à 1974, puis de l'exploration-production de 1974 à 1984 où il a la charge de la mise en production du champ de Frigg (mer du Nord), il devient directeur de ce secteur en 1982 et entre au conseil d'administration en 1985. Finalement doublé par Serge Tchuruk à la présidence de Total, il sera toutefois directeur général de Total (1988-1992), PDG de Total chimie (1990-1992) et PDG de Technip (1992-1999). De 1985 à 1987, il a présidé l'Association des techniciens du pétrole.

VALDES-BOULOUQUE Martine (née VALDES, épouse BOULOUQUE). Magistrate, né le 27 mars 1953 à Lomé (Togo). Elle est la fille d'André Valdès, qui fut conseiller à la Cour de cassation. Elle a épousé le commissaire Thierry Boulouque (né le 6 mai 1953), affectée à la préfecture de police de Paris, petit-fils d'un des célèbres frères Gaumont (*Paris-Match*, 27 décembre 1990). Elle est donc la belle-sœur de Gilles Boulouque, juge antiterroriste au tribunal de grande instance de Paris, président de l'Observatoire des libertés et membre de l'Association professionnelle des magistrats et de la Grande Loge nationale française, qui se suicida en décembre 1990. Auditeur de justice en 1976, juge à Chartres en 1978, juge d'instruction à Paris en 1980, cette licenciée en droit est devenue premier substitut à Paris en 1990, y suivant en particulier les dossiers de presse, et inspecteur des services judiciaires en 1998. Membre du Conseil supérieur de la magistrature de 1994 à mai 1998, elle a été promue vice-présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (dont elle était déjà membre) en mai 1999, succédant à Huguette Le Foyer de Costil. Elle est également, depuis 1994, expert de la France auprès de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance. Comme premier substitut à la 4e section du parquet de Paris, elle s'est fait connaître par sa sévérité à l'encontre de la presse nationaliste et des historiens révisionnistes, étant « très impliquée dans tous les problèmes juridiques relatifs au racisme » (*Actualité juive*, 30 septembre 1997). Elle s'est faite, en effet, une spécialité de la « judiciarisation » de ce qui n'était encore tout récemment que des opinions (voir notamment *Racisme, négationnisme, la réponse judiciaire, Information juive*, février 1994). Elle a dirigé le cabinet de Nicole Guedj, secrétaire d'État UMP aux Droits des victimes (2004), avant de devenir procureur de la République près le TGI de Nantes, puis procureur général près la Cour d'appel de Grenoble en 2007.

VALDRINI Patrick. Ecclésiastique, né le 6 juillet 1947 à Saint-Mihiel (Meuse). Il est le fils d'un ouvrier d'origine italienne. Ordonné prêtre en 1972, ce diplômé en philosophie et théologie est docteur d'État en théologie depuis 1983. Doyen de la Faculté de droit canonique de l'Institut catholique de Paris dès l'année suivante, il a présidé la Société

internationale de droit canonique et de législations religieuses comparées ainsi que la revue *L'Année canonique*. Il codirige le Centre universitaire Droit et sociétés religieuses, fondé en 1990 à Paris XI. Ayant dirigé l'ouvrage *Droit canonique*, paru chez Dalloz, auteur de *Conflits et recours dans l'Église* et *Injustices et protection des droits dans l'Église*, il a été nommé recteur de l'Institut catholique de Paris (la « Catho ») en 1992, en remplacement de Mgr Paul Guiberteau. Depuis 1998, il est également vice-président de l'Union des établissements d'enseignement supérieur catholique.

VALENTIN Jean-Louis. Haut fonctionnaire, né le 19 avril 1964 à Paris. Ancien de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ena (promotion Jean Monnet), il fut sous-préfet de Vitry-le-François (1992-1993) puis administrateur de la Ville de Paris (1994-1995). Chef du cabinet de Jean-Louis Debré au ministère de l'Intérieur (1995-1997) puis conseiller de ce dernier pour les affaires politiques, il a dirigé la campagne de Philippe Séguin pour les élections municipales à Paris en 2000-2001 et sera conseiller de ce dernier à la présidence du groupe RPR à l'Hôtel de Ville (2001-2002). Devenu directeur de cabinet de Jean-Louis Debré à la présidence de l'Assemblée nationale, il quitte ce poste pour devenir directeur général délégué à la Fédération française de football en 2005 (jusqu'en 2010). Entre 1997 et 2002, il fut le suppléant de Nicole Catala, député RPR de Paris dans le XIV[e] arrondissement. Élu dans la Manche, conseiller municipal de Valogne, en 2008, il est président de la communauté de communes.

VALENTIN Thomas. Président de société, né le 3 septembre 1954 à Dinard (Ille-et-Vilaine). Ce fils d'un architecte, également opérateur de cinéma, et d'une directrice d'agence de photos détient une maîtrise de physique approfondie, un DEA d'optique et un Master of Arts in Broadcasting (Stanford). Attaché de recherches au laboratoire de recherche de Thomson (1977-1978), il a ensuite été directeur du service communication de l'ambassade de France à Washington (1981-1984). Attaché de direction chez *RTL* pour la télévision satellitaire, il rejoint par la suite *M6*, dont il sera délégué à la fiction et aux relations internationales (1987-1989), directeur de l'unité fictions et documentaires et délégué aux relations internationales (1989-1990), directeur des programmes (1992-2006). Depuis 2006, il est directeur général des antennes et des contenus (plus proche adjoint de Nicolas de Tavernost) et, depuis 2000, président de M6 Films SA. On lui doit une bonne partie des émissions impérissables de téléréalité, du type *Loft* ou *L'Amour est dans le pré*.

VALLANCIEN Guy. Médecin urologue, né le 1[er] janvier 1946 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Ce fils de médecin, marié à un médecin, est docteur en médecine, chirurgien, ancien interne des hôpitaux du Centre puis de Paris. Chef de clinique à l'hôpital Bretonneau (1978), il enseigne l'urologie à la faculté de médecine de Broussais-L'Hôtel-Dieu depuis 1992. Secrétaire général (1986-1992) de la Société française d'urologie et président (2001) de l'École européenne de chirurgie, il est l'auteur de multiples communications sur l'urologie.

VALLÉ Pierre. Membre de la Cour des comptes, né le 27 juin 1914 à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), décédé le 3 juillet 2003. Docteur en droit et lauréat de Sciences-Po, il débuta comme auditeur à la Cour des comptes en 1942, puis devint conseiller référendaire en 1950. Il fut chef (1944-1945), puis directeur adjoint (1946-1948) à l'Industrie et au Commerce, avant d'entrer à EDF en 1949, devenant directeur général adjoint en 1960. Président de 1967 à 1973 de l'Électricité de Strasbourg, il a par la suite présidé la Société d'études électrotechniques, puis, en 1979, Électricité et eaux de Madagascar, avant d'être conseiller de 1982 à 1989 du directeur général d'EDF.

VALLÉE Charles. Président de société, né le 1[er] juin 1939 à Rennes (Ille-et-Vilaine). Docteur d'État et agrégé de droit public, il a été assistant d'audit chez Arthur Andersen en 1968, assistant, chargé de cours, maître-assistant à Paris X et Paris V (de 1968 à 1976), avant d'enseigner aux universités de Metz, de Rouen (1979-1982) puis de Dauphine depuis 1990. Il a aussi été chargé de cours dans diverses grandes écoles. Secrétaire de rédaction de la

Revue générale de droit international public (1972-1982), il a ensuite été de 1982 à 1988 directeur des études à l'Ena, puis, de 1988 à 1991, directeur des affaires générales internationales et de la coopération au ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports. Entré chez Dalloz-Sirey en 1991, il en est devenu directeur général puis PDG. Il est également depuis 1994 vice-président du Syndicat de la presse économique, juridique et politique. Vice-président de la Fédération nationale de la presse spécialisée (depuis 2003).

VALLEE Laurent. Membre du Conseil d'État, né le 28 février 1971 à Enghien-les-Bains (Val-d'Oise). Ancien de l'Essec et de Sciences-Po Paris, cet énarque (promotion Cyrano de Bergerac, 1997-1999) est entré comme auditeur au Conseil d'État en 1999. Maître des requêtes depuis 2002, il est directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la Justice depuis 2010.

VALLS Manuel. Politicien, né le 13 août 1962 à Barcelone (Espagne). Fils d'un artiste peintre catalan et d'une Suissesse. Il a épousé Nathalie Soulié, enseignante (qu'il a connue à la faculté de Tolbiac), optant finalement pour la nationalité française en 1982. Par la suite, il bénéficiera de la loi de décembre 1983 qui lève l'interdiction faite aux naturalisés de fraîche date (moins de dix ans) de briguer un mandat électoral. Passé par le lycée Charlemagne de Paris et la faculté Panthéon-Sorbonne, ce titulaire d'un DEA d'histoire (qui n'apparaît pas au *Who's Who*) a effectué toute sa carrière dans *Le Monde politique* comme permanent. Contrairement à ce qu'a écrit Denis Pingaud, dans *À gauche de la gauche* (Seuil, 2000), il n'a jamais été membre de l'Organisation communiste internationaliste (trotskistes lambertistes) puisqu'il est entré dès l'âge de 17 ans au Parti socialiste, où ce rocardien (qui a finalement rallié Jospin) est devenu l'un des principaux responsables du Mouvement des jeunesses socialistes, notamment comme responsable de ses relations internationales, et président des Clubs Forum (pour accompagner la candidature de Michel Rocard aux présidentielles), tout en se construisant « un solide réseau d'amitiés, via le syndicalisme étudiant dans lequel il s'engage à fond. Ses complices du moment ont pour noms Julien Dray, Jean-Christophe Cambadélis » (*L'Evènement du jeudi*, juin 1996) mais aussi Alain Bauer, futur Grand Maître du Grand Orient de France (ils appartiennent tous deux à la même loge, L'Infini maçonnique), ou Stéphane Fouks, reconverti dans la publicité, tous membres du bureau national de l'Unef-ID dans les années 80. Il appartient d'ailleurs au Grand Orient de France (*Le Nouvel observateur*, 21 avril 1994), ce qui a sans doute accéléré son ascension. Collaborateur du député socialiste de l'Ardèche Robert Chapuis (1983-1986) puis membre de son cabinet lorsque ce dernier fut brièvement secrétaire d'État à l'Enseignement technique (mai-juin 1988), il devint ensuite attaché parlementaire de Michel Rocard, Premier ministre, de 1988 à 1990 puis chargé de mission à Matignon jusqu'en 1991 (relations avec l'Assemblée nationale, puis jeunesse et sports), ce premier secrétaire de la fédération du Val d'Oise devait être sévèrement battu en 1993, étant arrivé en quatrième position au premier tour des élections législatives de 1993 dans la 4[e] circonscription de ce département. Il avait pourtant été délégué adjoint interministériel aux Jeux olympiques d'hiver d'Albertville en 1991-1992 avant de s'occuper du Grand Stade de France. Chargé de la communication et de la presse auprès du Premier ministre Lionel Jospin depuis 1997, il a démissionné de son poste en avril 2001 après avoir été parachuté puis élu comme maire d'Évry (Essonne), prenant la succession du franc-maçon Jacques Guyard, ayant été élu avec seulement 44,17 % en raison d'une triangulaire avec Jean de Boishue et l'ancien premier adjoint socialiste devenu provisoirement maire plus un divers gauche, Pierre-Jean Banuls. Il avait en effet préféré changer de département, le PS ne souhaitant pas porter ombrage à Robert Hue. Il avait été battu aux élections législatives de 1997, ayant été dépassé dès le premier tour par le secrétaire national du Parti communiste dans la 5[e] circonscription du Val-d'Oise, et avait été précédemment adjoint à partir de 1989 puis deuxième adjoint à la mairie communiste d'Argenteuil de 1992 à 1998 (il devait demeurer conseiller municipal). Conseiller régional d'Ile-de-France depuis 1986 (alors au titre de Paris, figurant en 16[e] place sur la liste emmenée par Lionel

Jospin) et premier vice-président depuis 1998 (poste qu'il a conservé après avoir été élu maire, malgré la règle du non-cumul, car cela aurait obligé le président socialiste minoritaire à réélire tout l'exécutif du conseil régional, ce qui présentait des risques certains), ce « jeune loup », entré comme suppléant au comité directeur du PS à 27 ans, a été élu député de la 1re circonscription de l'Essonne en 2002 (réélu en 2007, avec 60,12 % face à l'UMP Cristela de Oliveira).

VAN KEMMEL Gérard. Président de société, né en août 1939. Ancien d'HEC et titulaire d'un MBA de Stanford, il entre en 1966 chez Arthur Andersen, où il fera l'essentiel de sa carrière. Il y est coopté associé en 1973, dirigeant de 1976 à 1979 l'activité Conseil en organisation, puis sera responsable, de 1979 à 1989, de l'ensemble des activités du groupe en France. À sa scission (en 1989), il devient le président d'Andersen Consulting SA, spécialisée dans le conseil, poste qu'il occupe jusqu'en mars 1996. Il présidera, jusqu'en 1993, le conseil d'administration mondial d'Arthur Andersen. En mars 1996, ce pur produit du privé devient conseiller de Jean Arthuis, ministre de l'Économie et des Finances, qu'il a connu à la fin des années soixante chez Arthur Andersen. Son nom a été largement avancé pour la présidence du PMU en mai 1996. En 2008, il était administrateur d'Eurotunnel et de Sanofi Aventis.

VAN LERBERGHE Rose-Marie (née TAGLIOLI, épouse). Inspecteur général des Affaires sociales, née le 7 avril 1947 à Aiserey (Côte-d'Or). Cette fille de mineur a épousé Patrice Van Lerberghe, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale. Cette normalienne (Sèvres) est agrégée de philosophie, licenciée en histoire, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et ancienne élève de l'Ena (promotion Guernica). Inspectrice à l'Igas (1976-1981), cette proche amie de Martine Aubry fut chef de la mission Fonds national pour l'emploi (1982-1983) puis directrice du développement social à BSN devenu Danone (1986-1988), chef de secteur à la direction commerciale de Gervais-Danone (1989-1990), directrice des ressources humaines de BSN-Danone (1993-1996). Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle au ministère de l'Emploi (1996-1999), c'est-à-dire nommée par la droite et maintenue à son poste par Lionel Jospin, puis directrice générale d'Altedia Ressources humaines (2000-2002) dirigé par l'influent Raymond Soubie, elle devient directrice générale de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris en 2002 (où elle mettra en place un plan de rigueur budgétaire). Depuis 2006, elle préside le directoire du groupe Korian. Selon *Liaisons sociales* (janvier 2000), elle aurait refusé de devenir ministre du Travail du gouvernement Juppé. Pour *Libération* (31 mars 2004), « elle est politiquement floue, gauche-droite compatible ».

VARET Bruno. Professeur de médecine, né le 10 décembre 1942 à Lyon (Rhône). Ce docteur en médecine présidait au début des années quatre-vingt-dix le conseil scientifique de la Fondation pour la recherche médicale. Spécialiste en hématologie, il a enseigné à la faculté de médecine de Cochin avant de devenir professeur à l'université Paris-V René Descartes. En 1988, il est devenu conseiller technique du ministre socialiste de la Santé, Claude Evin, en charge des questions de médecine, d'études médicales, de médecine hospitalière, de recherche et d'éthique, ainsi que du sida. Il dirige le service d'hématologie pour adultes de l'Hôpital Necker et est responsable de l'unité de recherche 1461 du CNRS dans le même hôpital.

VARIN Philippe. Président de société, né le 8 août 1952 à Reims (Marne). Cet homme d'une discrétion exemplaire (il refuse de figurer au *Who's Who*) est marié avec un médecin. Passé par Sainte-Geneviève à Versailles, cet X-Mines a débuté comme chercheur chez Pechiney en 1978, prenant la tête de sa division aluminium en 1999. En 2003, il prend la direction du groupe sidérurgique britannique Corus, que ce « patron sans paillettes » (*Le Monde*, 2 juin 2010) redressera jusqu'à l'OPA amicale de Tata Steel (il revend l'entreprise à un prix quinze fois plus élevé qu'à son arrivée). Président de la Fédération européenne des sidérurgistes depuis 2006, le « gourou de l'acier » prend, en juin 2009, la succession de Christian Streiff (affaibli par un AVC) à la direction de PSA Peugeot

Citroën. Il est remplacé par Carlos Tavares le 25 novembre 2013. Il a gagné 3,25 millions d'euros en 2010 et 1,3 million en 2011 (ayant abandonné sa part variable). Il renonce courageusement à toucher sa retraite-chapeau de 21 millions d'euros, qu'il devait toucher sur 25 ans après son départ de PSA, « compte tenu de la polémique que le sujet a suscité, de l'émotion de notre pays ». En réalité, ce patron sans ego a payé son indépendance (« Les Français ne travaillent pas assez »), sa rigueur (à la différence d'un Ghosn) et son manque d'entregent chez les grands patrons.

VASSEUR Michel. Conseiller d'État, né le 18 octobre 1921 à Calais (Pas-de-Calais). Fils d'un directeur de banque, ce docteur en droit et agrégé de droit privé fut directeur de l'Institut de préparation aux affaires de Lille, conseiller d'État en service extraordinaire (1972-1976). Ancien président du comité juridique de la Fédération bancaire de la communauté européenne, il a signé une vingtaine d'ouvrages bancaires et de droit fiscal.

VASSOGNE Jean. Magistrat, né le 22 février 1919 à Dommartin-lès-Toul (Meurthe-et-Moselle), décédé le 30 décembre 2009. Avocat stagiaire à la Cour d'appel de Poitiers de 1941 à 1943, il est devenu substitut à Évreux en 1943, à Paris en 1944, puis juge à Versailles en 1954, juge d'instruction à Paris en 1956. Vice-président du tribunal de la Seine en 1962, conseiller à la cour d'appel de Paris l'année suivante, premier vice-président du tribunal de Paris en 1968, il devient en 1971 conseiller à la Cour de cassation. Président du Tribunal de grande instance de Paris en 1971, il a été de 1976 à 1985 premier président de la Cour d'appel de Paris.

VATIER Bernard. Avocat, né le 27 octobre 1947 à Suresnes (Hauts-de-Seine). Ce fils d'un directeur des hôpitaux de Paris a épousé la comtesse Marie-Sylvie Polge de Combret, également avocate (ils sont associés dans le même cabinet), fille du comte Gabriel Polge de Combret, qui fut notamment directeur des services fiscaux, PDG de la SAD, maire du Beausset et conseiller général du Var. Avocat à la Cour d'appel de Paris depuis 1971, il est entré au Conseil de l'ordre des avocats de Paris en 1987 et en fut le bâtonnier en 1996-1997. Il a également été secrétaire général de la Caisse de règlements pécuniaires des avocats (Carpa) de 1989 à 1993 et secrétaire général de l'Union nationale des Carpa (1990-1995). Il a également enseigné à l'ESSEC (1975-1983) et à l'École de formation du barreau de Paris (en déontologie). Pour avoir affirmé qu'il appartenait à la loge Erasme dépendant de la Grande Loge nationale française, son confrère Bernard Méry, auteur de *Justice Franc-Maçonnerie Corruption* (1998) a été condamné pour diffamation.

VAURS Roger. Diplomate, né le 26 août 1920 au Caire (Égypte), décédé le 8 octobre 1990. Diplômé de Sciences-Po et licencié en droit, il débuta comme chargé de mission au service de presse des Affaires étrangères en 1944. Passé par l'Ena (1947), il dirigea le service de presse de l'ambassade de France à Washington de 1952 à 1966, puis fut directeur du service de presse du Quai d'Orsay (1966-1969). Directeur adjoint du cabinet de Maurice Couve de Murville, Premier ministre (1969), il fut le conseiller diplomatique de son successeur, Jacques Chaban-Delmas (1969-1972). Ambassadeur en Turquie (1973-1977), il devint directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay jusqu'en 1979. Ambassadeur en Belgique de 1980 à 1983, il termina sa carrière au Maroc (1983-1985). À la retraite, il fut conseiller pour la communication de Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères durant la première cohabitation. Ce spécialiste de la communication a été administrateur de *RMC*, d'*Europe 1* et de l'*AFP*.

VAUZELLE Michel. Avocat, né le 15 août 1944 à Montélimar (Drôme). Licencié en droit et diplômé de l'IEP, cet ancien élève des Jésuites militait alors nettement à droite aux côtés de Dominique Bromberger, Patrick Devedjian, William Abitbol, Jean-Jacques Guillet, etc. Avocat au barreau de Paris à partir de 1968 (premier secrétaire de la conférence en 1977), il a été chargé de mission de 1969 à 1972 au cabinet de Jacques Chaban-Delmas (Matignon), puis de 1972 à 1974 conseiller technique de Jean Charbonnel (Développement industriel et scientifique). En

1974, il préside le comité national des jeunes à la candidature de Jacques Chaban-Delmas à la présidence de la République, puis appelle à voter pour François Mitterrand au second tour. Exclu de l'UDR, il adhère en 1976 au Parti socialiste, devenant, de 1978 à 1981, son délégué national aux libertés et aux affaires judiciaires. En 1980, il a épousé Sylvie Fauvet, fille de l'influent Jacques Fauvet, directeur de la rédaction du *Monde* puis président de la Commission nationale informatique et libertés. Directeur adjoint du cabinet de campagne de François Mitterrand pendant la campagne présidentielle de 1981, il sera son porte-parole à l'Élysée. Désigné préfet en 1985, il est élu député socialiste des Bouches-du-Rhône l'année suivante (réélu en 1988). Président de la commission des Affaires étrangères en 1989 (il bat Valéry Giscard d'Estaing, à la suite d'un apport de voix RPR), il sera le ministre de la Justice de François Mitterrand de 1992 jusqu'au retour de la droite parlementaire en 1993, s'employant à freiner les procédures à l'égard des dossiers financiers mettant en cause le Parti socialiste (cf. *Le Monde*, 19 septembre 1992) et devra faire face à plusieurs grèves dures de l'administration pénitentiaire. Conseiller général des Bouches-du-Rhône depuis 1992 et conseiller municipal d'Arles depuis 1977, il a rebondi, après avoir été battu en 1993 aux élections législatives, en se faisant élire maire de cette commune en 1995, battant le sortant, le RPR Jean-Pierre Camoin. En 1997, il est élu député des Bouches-du-Rhône (16e) et, en 1998, président du conseil régional. Battu aux élections législatives de 2002, il retrouve son siège de député de la 16e circonscription des Bouches-du-Rhône en 2007, ayant obtenu 52,32 % face au maire UMP des Saintes-Maries-de-la-Mer Roland Chassain. Ce franc-maçon a été initié à la Loge La Nouvelle Jérusalem de la Grande Loge de France. Il est membre d'ATTAC.

VEDEL Georges. Professeur d'université, né le 5 juillet 1910 à Auch (Gers), décédé le 21 février 2002. Agrégé des facultés de droit et licencié en philosophie, il a enseigné à Poitiers (1937), Toulouse (1939) et Paris (1948). De 1962 à 1967, il sera doyen de la faculté de droit et sciences éco de Paris. Ancien conseiller technique au cabinet de Maurice Faure (1956-1958), il a siégé dans ou présidé d'innombrables comités paraministériels comme le conseil arbitral franco-tunisien, la Commission nationale informatique et libertés, le conseil de l'enseignement supérieur (1972-1979), le comité juridique du ministère des Finances, etc. Conseiller économique et social (1969-1979) et président du Centre d'étude des revenus et des coûts (1976-1980), membre en 1974 de la commission Informatique et libertés, il fut nommé par Valéry Giscard d'Estaing au Conseil constitutionnel (1980-1989). Ancien président de l'Association française de science politique, il a publié divers manuels de droit. Membre du groupe de Bilderberg et de diverses associations mondialistes, il participait encore en 1996 au Forum de Crans Montana.

VEDRINE Hubert. Membre du Conseil d'État, né le 31 juillet 1947 à Bellegarde-en-Marche (Creuse). Très vieil ami de François Mitterrand, son père Jean Védrine fut titulaire, lui aussi, de la Francisque (*Minute* 11 mai 1994), fut également impliqué dans le complot de la Cagoule et présidera encore en 1985 l'Association pour l'étude de l'évolution de la France, l'association personnelle de François Mitterrand. Licencié d'histoire et diplômé de Sciences-Po, où il avait animé le comité de grève en 1968, il a adhéré au Parti socialiste dès 1973. Il devait rejoindre à sa sortie de l'Ena (1974, la promotion la plus à gauche de l'école) le ministère de la Culture comme chargé de mission et chef de bureau des villes protégées avant de devenir en 1978-1979 chef de la division de la protection et de la mise en valeur des ensembles architecturaux à la direction de l'architecture. Conseiller des affaires étrangères à la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques, avec une spécialisation pour les questions du Proche-Orient (1979-1980) puis chef de la section de coopération technique à la mission d'orientation et de coordination (1980-1981), ce militant socialiste (suppléant du député-maire de Nevers, Daniel Benoist) devint dès la victoire de François Mitterrand conseiller technique pour les relations extérieures à l'Élysée. Protégé durant la première cohabitation par un poste de maître des requêtes au Conseil d'État, ce collaborateur de la Commission trilatérale (notamment dans la « Task Force

1991 ») retourne en 1988 à l'Élysée comme conseiller et porte-parole de l'Élysée (1988-1991), assurant le secrétariat général de la présidence (numéro un de la machine élyséenne) de 1991 à 1995. Il rejoint en 1996, comme associé, le cabinet d'avocats Jeantet & Associés, avant de devenir ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin (1997-2002). Il fonde ensuite Hubert Védrine Conseil. Son épouse, Michèle Froment, ancien conseiller technique du ministre des Affaires sociales et de l'Intégration, a été nommée conseiller référendaire à la Cour des comptes au tour extérieur en 1991.

VEIL Antoine. Président de société, né le 28 août 1926 à Blâmont (Meurthe-et-Moselle). Marié à l'ancien ministre UDF et ancien président du Parlement européen Simone Veil, cet énarque, licencié en droit et diplômé de Sciences-Po, a intégré en 1955 l'inspection des Finances. Conseiller technique d'Alain Poher (1957-1958, Forces armées), directeur du cabinet de Joseph Fontanet (1959-1962), puis délégué général du comité central des armateurs de France (1964-1968), il a alors rejoint les Chargeurs réunis comme responsable des questions non maritimes du groupe avant d'en devenir directeur général adjoint (1969-1971). Il devient ensuite directeur général d'UTA (1971-1980) et président de la Compagnie aéromaritime. De 1982 à 1985, il est PDG de Manurhin et, en 1984-1985, de Matra-transports. Administrateur délégué (c'est-à-dire numéro un) de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (1985-1989), puis brièvement président de PLM, il a également présidé, de 1986 à 1988, la Société pour le financement de la production cinématographique et audiovisuelle Sofica-Valor. À partir de 1989, il dirige la société Antoine Veil Consultants tout en présidant le conseil de surveillance de la Banque internationale de placement (depuis 1990), celui de la société Sapiens France, ainsi que le conseil d'administration du groupe Saga (depuis 1996). Ancien PDG d'Orlyval (1992-1993), ce membre du CDS a été de 1971 à 1989 conseiller de Paris. Avec son épouse, il a fondé et anime depuis 1982 un club informel mais puissant, le Club Vauban, dont les petits-déjeuners mensuels rassemblent l'élite des patrons et hommes politiques cohabitationnistes. Pratiquant régulièrement le piano, auquel il s'est remis en 1984 pour lutter contre le stress que lui causait le licenciement de 2 000 personnes (*Le Nouvel économiste*, 4 mars 1994), il est vice-président de l'Association française des amis de Mozart. Il a signé divers ouvrages de souvenirs, dont *La Mémoire longue* (Plon, 1991) et *Les Années de sable* (Flammarion, 1994).

VEIL Jean. Avocat, né le 26 novembre 1947 à Clichy (Hauts-de-Seine). Fils du précédent et de Simone Jacob, ancien ministre de la Santé, cet ancien élève de l'École alsacienne est licencié en droit et titulaire du Capa. Entré à l'important cabinet d'avocats Gide, Loyrette & Nouel, il a été stagiaire (1969-1972), puis collaborateur (1972-1978) et enfin associé (1978-1981). En 1982, il est devenu associé du cabinet Veil, puis du cabinet Veil et associés (1984-1989), devenu en 1990 Veil, Armfeld & associés, en 1993 Veil, Armfeld & Jourde et pour finir Veil Jourde La Garanderie (2002).

VENTEJOL Gabriel. Responsable syndical, né le 16 février 1919 à Tulle (Corrèze), décédé le 17 juillet 1987. Après ses études à l'École nationale professionnelle et à l'école de droit de Limoges, il devint, comme son père, peintre sur porcelaine en 1939, avant d'entrer comme rédacteur à la mairie de Limoges. Secrétaire du syndicat des employés municipaux de Limoges, il participera à la création de Force Ouvrière, appartenant à son secrétariat confédéral de 1950 à 1974 (dauphin de Robert Bothereau, c'est finalement André Bergeron qui deviendra en 1963 secrétaire général de la centrale syndicale). En 1959, il entre au Conseil économique et social, dont ce franc-maçon du Grand Orient de France deviendra vice-président, en 1967, puis président, de 1974 jusqu'en 1977, date à laquelle il ne se représente pas. Il a présidé l'Institut d'histoire sociale de Georges Albertini, qu'il connaissait depuis des lustres.

VERBRUGGHE Pierre. Préfet, né le 8 avril 1929 à Wattrelos (Nord). Entré dans la carrière préfectorale comme auxiliaire en 1948, il devait réussir l'Ena par la voie interne, étant affecté, à sa sortie en 1957, à la préfecture des Hautes-Alpes comme chef de cabinet. Par la suite, il sera secrétaire général de

la préfecture de Belfort (1959-1964), sous-préfet de Montdidier, secrétaire général de la Nièvre (1966-1970), département fétiche de François Mitterrand. Protégé par Robert Pandraud, il sera directeur, de 1975 à 1978, du personnel et des écoles de la police nationale, puis, de mai 1978 à juillet 1982, adjoint au directeur général de l'administration et directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur, avant d'être nommé préfet de Seine-et-Marne. De 1983 à 1987, il occupe (au grand dam de la gauche policière) le poste envié de directeur général de la police nationale. Charles Pasqua ayant exigé sa démission en 1987, il sera jusqu'à la fin de la cohabitation conseiller maître à la Cour des comptes, puis devient en mai 1988, dès la réélection de François Mitterrand, préfet de police de Paris, poste qu'il ne quittera qu'au printemps 1993. Il a assuré jusqu'à 1995 la présidence de l'Association technique de l'importation charbonnière.

VERDEIL Guy. Inspecteur des Finances, né le 5 mai 1929 à Toulon (Var), décédé le 28 mai 1992. Cet ancien normalien a commencé comme professeur à Ajaccio avant d'intégrer l'Ena (1958). Entré à l'inspection des Finances, il a appartenu à divers cabinets du ministère des Finances (Valéry Giscard d'Estaing, 1964-1966 et 1969-1970, François-Xavier Ortoli, 1968) puis prit la direction générale du commerce intérieur et des prix (1970-1974). Directeur général (1974) puis président du Groupe des assurances nationales (1975-1984), il a été à ce titre administrateur de multiples sociétés et compagnies d'assurances.

VERNIER-PALLIEZ Bernard. Diplomate, né le 2 mars 1918 à Tours (Indre-et-Loire), décédé le 18 décembre 1999. Il avait épousé la fille de Charles Pathé, fondateur de la société de films du même nom. Ancien d'HEC et de Sciences-Po, ce licencié en droit est entré chez Renault en 1945. Il y gravira tous les échelons, devenant secrétaire général (1948), directeur général adjoint (1967-1970) puis PDG du groupe automobile de 1975 à 1981 (succédant à Pierre Dreyfus), ainsi que PDG de Saviem (1967-1975), président de Berliet (1975). Ambassadeur à Washington de 1982 à 1984, il a présidé le conseil d'administration de l'Institut français des relations internationales à partir de 1987. En 1989, il fut président du conseil d'administration du Bureau d'informations et de prévisions économiques et appartint à divers conseils d'administration.

VERNY Jean-François. Membre du Conseil d'État, né le 2 mai 1942 à Chamalières (Puy-de-Dôme). Licencié en droit et diplômé de l'IEP de Paris, cet énarque (1968) est entré comme auditeur au Conseil d'État. Chargé de mission de Pierre Messmer à Matignon de 1972 à 1974, puis conseiller technique aux cabinets de Jacques Soufflet et Yvon Bourges (Défense, 1974-1976) et de Christiane Scrivener (Consommation, 1977-1978), il a été secrétaire du conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire (1978-1979), puis secrétaire général de la Commission des sondages, avant de retourner au Conseil d'État (1980-1984) comme commissaire du gouvernement. Il rejoint ensuite le Crédit lyonnais, comme directeur (1984) puis secrétaire général (1986), en charge des immeubles, des services techniques et administratifs généraux et des services juridiques. Il sera président de la banque Laydernier (1992-1996) et vice-président de la commission juridique du Medef (1991-2004).

VEYRAT Jacques. Ingénieur, né le 4 novembre 1962 à Chambéry (Savoie). Cet ingénieur des ponts et chaussées, ancien de Polytechnique, fut reçu à l'Ena mais préféra débuter comme chargé d'étude sur le lancement du Matif sur bons du Trésor à la Banque de France en 1986. Responsable des activités de capital-risque et acquisitions chez Agritech Service à New York (1987-1988), il fut par la suite rapporteur au Comité interministériel de restructuration des entreprises (1991) puis adjoint au secrétaire général du Club de Paris (1991-1993). Conseiller technique au cabinet au ministre de l'Équipement Bernard Bosson (1993-1995), il passe chez Louis-Dreyfus Armateurs en 1995 sur le conseil d'Ambroise Roux. Fin 1997, il planche sur un projet de câble de fibre optique, percevant le potentiel gigantesque de cette invention. Il lance donc, chez Louis-Dreyfus, LD Com pour bâtir un réseau national concurrent de France Télécom. Après une série de rachats et l'arrivée d'investisseurs puissants en échange

d'une petite part du capital, il fusionne avec Cegetel, son rival historique, en 2005, pour créer Neuf Cegetel, un groupe introduit en Bourse en 2006 et principal concurrent de France Télécom, qui sera revendu à SFR en 2008. L'année suivante, il prend la tête du groupe Louis-Dreyfus.

VIAL Patrice. Inspecteur des Finances, né le 2 août 1948 à Lyon (Rhône). Il est issu par sa mère d'une lignée de banquiers, notamment au Crédit lyonnais. Ancien d'HEC et des Langues O, diplômé de Stanford, ce major de sa promotion de l'Ena a rejoint en 1977 l'inspection des Finances. Il appartiendra en 1979 au groupe diffusion de la mission de réflexion sur l'information économique et sociale lancée par Valéry Giscard d'Estaing, puis entre à la Direction des relations économiques extérieures en 1981 comme chargé de mission. Chef du bureau de la promotion des exportations à la même direction, ainsi que secrétaire général du Comité interministériel du développement extérieur (1982), il deviendra en 1985 responsable de la sous-direction de la politique de l'importation. En mars 1986, il est choisi par Édouard Balladur, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, comme conseiller technique pour les questions financières internationales bilatérales. Il rejoint ensuite la direction de la prévision du ministère de l'Économie comme chargé de mission en août 1987 et en sera le directeur de novembre 1987 à février 1992. Peu après, il devient directeur général de la Banque Pallas-Stern. Au retour de la droite aux affaires, cet « haut fonctionnaire du privé » retourne dans le public pour diriger le cabinet du ministre de l'Économie Edmond Alphandéry (ayant été repéré lors d'un dîner du groupe d'experts dirigés par Jean-Jacques Rosa), poste qu'il conserve jusqu'à la victoire de Jacques Chirac. En février 1996, il est entré au comité exécutif européen de Morgan Stanley Group Inc et préside Morgan Stanley SA.

VIALA Albert. Ingénieur, né le 8 février 1920 à Bagnères de Bigorre (Hautes-Pyrénées). Cet X-Ponts a été conseiller technique de Jean-Marie Louvel (Industrie, 1952-1954), avant de devenir directeur (1954), directeur général (1957) et vice-président (1966) de l'Association technique de l'industrie charbonnière, qui régulait la production et l'importation du charbon en France.

VIANDIER Alain. Professeur de droit, né le 28 mai 1948 à Antony (Hauts-de-Seine). Agrégé des facultés de droit, il enseigne à l'université Paris V-René Descartes. Il appartient à la loge Nouvelle Jérusalem n° 376 de la Grande Loge de France.

VIANSSON-PONTE Pierre. Journaliste, né le 2 août 1920 à Clisson (Loire-Atlantique), décédé le 7 mai 1979. Docteur en droit et diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique, ce réfractaire au STO entra à l'*AFP* en 1945 (bureau de Nancy). Il sera chef adjoint du service politique de 1948 à 1952. Brièvement chargé de mission au cabinet d'Edgar Faure à Matignon en 1952, il figure en 1953 parmi les fondateurs de *L'Express*, et en sera le rédacteur en chef jusqu'en 1958, devenant alors directeur de la rédaction des *Échos*, puis chef du service politique du *Monde*. Il deviendra rédacteur en chef adjoint de cet influent quotidien en 1969, éditorialiste et conseiller à la rédaction en 1972, responsable du *Monde des livres* et du *Monde aujourd'hui*.

VIBERT Jean. Permanent patronal, né le 31 octobre 1915 à Vitry-le-François (Marne). Ce docteur en droit a débuté au ministère des Affaires économiques en 1945. Détaché à la résidence à Tunis (1948-1955), il a été ensuite au Commissariat général au Plan (1956-1958), directeur du Plan à Alger (1958-1961), avant de devenir délégué général de la Fédération nationale du Bâtiment pendant une vingtaine d'années (jusqu'en 1980). En 1985, il était administrateur de Locabail immobilier.

VIDAL Guy. Trésorier-payeur général, né le 21 août 1929 à Troyes (Aube). Diplômé d'études supérieures d'économie politique et de l'IEP de Paris, cet énarque (1954) est entré comme administrateur civil au ministère de l'Économie et des Finances. Conseiller technique au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing en 1965-1966, il entre alors à la direction du Budget. Il y sera successivement sous-directeur des affaires sociales et des organisations internationales (1966-1967), sous-directeur

du budget de l'État (1967-1971), puis adjoint de Renaud de La Génière, directeur du budget (1971-1974). Directeur adjoint du cabinet de Jean-Pierre Fourcade (Économie et Finances, 1974-1975), il devient directeur général des douanes, puis, de 1979 à 1981, directeur du budget, l'un des plus beaux postes de l'administration. Après s'être occupé du projet de transfert du ministère de l'Économie et des Finances à Bercy, il obtient le poste de payeur du Trésor (1982-1990) avant de devenir, en mai 1990, receveur général des finances, trésorier-payeur général d'Ile-de-France. Président du conseil de surveillance de la société Ile-de-France développement (depuis 1995). Conseiller du président de la Compagnie générale française de transports et d'entreprises (1995-2001).

VIEHBACHER Christopher. Dirigeant de société, né le 26 mars 1960 à Kitchener (Canada). Diplômé d'expertise comptable, il a conduit une importante carrière dans le secteur pharmaceutique : il a notamment été chef des finances, de l'informatique et de l'administration des laboratoires Wellcome en Allemagne (1877-1993), PDG de Burroughs Wellcome Inc au Canada (1993-1995), PDG de Glaxo Wellcome France (1997), président de Glaxo Wellcome Europe (2000-2003), etc. Depuis 2008, il est directeur général de Sanofi-Aventis.

VIELJEUX Tristan. Président de société, né le 10 mars 1924 à La Rochelle (Charente-Maritime). Héritier d'une puissante dynastie d'armateurs protestants (la société a été fondée par un pasteur en 1867), il prend en 1964 la présidence de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux après en avoir été directeur général adjoint. À partir de 1967, il sera administrateur, puis président de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, et à partir de 1966, administrateur de la banque de l'Union maritime et financière. Vice-président, en 1968, puis président, de 1972 à 1976, du Comité central des armateurs de France, il est administrateur de Pinault, de Navale Delmas, de la Navale et commerciale havraise péninsulaire, d'Axa et des Ateliers et Chantiers du Havre. PDG depuis 1988 des Chargeurs Delmas, il avait acquis en 1970 la liaison France-Afrique des Chargeurs réunis, réussissant à préserver son monopole en 1977, puis finissant, en 1988, par racheter tout le secteur maritime des Chargeurs de Jérôme Seydoux, réussissant à constituer une entreprise maritime de tout premier rang, qu'il devait finalement perdre, faute d'alliances suffisantes (Bernard Pagezy avait perdu la main) : de 1987 à 1991, à la suite de la dilution du capital, une partie de la famille va vendre ses actions, en particulier à Vincent Bolloré. En 1991, celui-ci parviendra, grâce à l'appui du Crédit lyonnais et d'Axa (Claude Bébéar avait signé un pacte secret deux ans auparavant), à prendre le contrôle de son entreprise. Ce capitaine d'industrie doit alors démissionner en 1991 dans des conditions humiliantes (remplacé par Dominique de La Martinière), de la présidence de ce qui était un superbe fleuron familial. Devenu président du conseil de surveillance de CMA-CGM, il prend sa revanche en 2006 en rachetant à Bolloré la Compagnie Delmas.

VIENOT Marc. Banquier, né le 1er novembre 1928 à Paris. Son oncle, Pierre Viénot, compagnon de Lyautey au Maroc, sera député socialiste indépendant et secrétaire d'État aux Affaires étrangères sous le Front populaire (sa femme lui succédera comme député SFIO des Ardennes et sera secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports de Léon Blum en 1947). Diplômé de l'IEP, cet énarque atypique qui ne dédaigne pas l'humour a rejoint l'inspection des Finances en 1953. Il sera par la suite chargé de mission aux cabinets de Paul Ramadier (Finances, 1957), de Félix Gaillard (Finances puis en 1957-1958 président du Conseil), ainsi que de Guy Mollet. Sous-directeur puis chef de service à la direction du Trésor (1965-1970), il devient en 1970, conseiller financier à l'ambassade de France à Washington. Entré à la Société générale en 1973, il y fera le reste de sa carrière : directeur général adjoint (1974), directeur général (1977), il en deviendra finalement PDG en 1986 (1 486 milliards de F de bilan consolidé et 45 200 salariés en 1994) après un premier échec en 1982, en raison des nationalisations et de la promotion d'un militant socialisant, Jacques Mayoux. En 1988, ce banquier refusera de céder aux injonctions de Pierre Bérégovoy lui intimant de faire preuve de neutralité lors du raid conduit par Georges Pébereau (Marceau Investissements) contre sa propre banque. Choisi par ses pairs qui devaient sacrifier l'un des leurs, il devient en

1995 PDG par intérim d'Alcatel Alsthom (en remplacement de Pierre Suard, inculpé). Ce grand banquier (qui est l'un des rares à être hostile à Maastricht) a mené campagne contre la recapitalisation du Crédit lyonnais par les contribuables. Second pilier de l'Association française des entreprises privées (avec Ambroise Roux) et membre de la Fondation Saint-Simon, il a longtemps été considéré comme « le parrain de l'establishment bancaire » (*La Tribune*, 21 mai 1996).

VIGNAL Renaud. Diplomate, né le 18 avril 1943 à Valence (Drôme), décédé le 22 mars 2007. Issu d'une vieille famille protestante, cet énarque (1969) qui militait déjà à gauche lorsqu'il était à Sciences-Po, a présidé de 1971 à 1981 la section CFDT du Quai d'Orsay (après avoir fondé celle de l'Ena). Affecté aux affaires africaines et malgaches aux Affaires étrangères jusqu'en 1971, il fut par la suite deuxième secrétaire au Caire (1971-1974), puis deuxième (1975) et premier secrétaire (1977) à Washington. Affecté à la direction des affaires économiques et financières (1977-1979) puis sous-directeur de la presse (1979-1981), ce militant socialiste devient, après la victoire de la gauche, chargé de mission auprès de son ami tiers-mondiste Jean-Pierre Cot (Coopération et développement) en 1981-1982, et sera son directeur de cabinet jusqu'à fin 1992, où il se fera remarquer par son zèle militant. Consul général de France au Québec de 1983 à 1987, puis ambassadeur aux Seychelles de juin 1987 à novembre 1989, il obtiendra ensuite (1990-1993) l'ambassade de Bucarest avant de partir pour l'Argentine. Cela ne l'a pas empêché d'être, de 1988 à 1994, conseiller général socialiste de la Drôme (et maire adjoint de Loriol-sur-Drôme de 1983 à 1995). Il sera ambassadeur en Côte d'Ivoire (2001-2002), en Indonésie et au Timor (2003-2006).

VIGOUROUX Christian. Membre du Conseil d'État, né le 29 septembre 1950 à Alençon (Orne). Diplômé de l'IEP, cet énarque (1976) est entré comme auditeur au Conseil d'État (maître des requêtes en 1980). Adjoint au directeur de l'urbanisme et des paysages à partir de 1981, il a dirigé le cabinet de Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État chargé des universités (1985-1986) avant de retourner au Conseil d'État comme commissaire du gouvernement. Rapporteur adjoint auprès du Conseil constitutionnel (1988-1989), il sera choisi par Pierre Joxe comme directeur adjoint de son cabinet à l'Intérieur en 1989, puis deviendra son directeur l'année suivante, occupant ce poste avec son successeur, Philippe Marchand. En janvier 1992, il doit démissionner de son poste à la suite de l'affaire Habbache et retourne au Conseil d'État (nommé conseiller d'État en décembre 1992). Il sera par la suite directeur de cabinet de la socialiste Élisabeth Guigou (1997-2002), avant de réintégrer le Conseil d'État comme président de la 10e sous-section de la section du contentieux.

VILLECHAISE Jean. Banquier, né le 11 mai 1922 à Toulon (Var). Ce docteur en droit fut conseiller juridique de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement dans l'après-guerre avant de faire carrière au sein de la banque Morgan à partir de 1952. Il sera notamment PDG de Morgan France de 1967 à 1971, puis président de Morgan et Compagnie.

VILLEMEJANE Bernard de. Ingénieur, né le 10 mars 1930 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Cet X-Mines a notamment été ingénieur-conseil de la Banque Rothschild (1961-1962), directeur général adjoint, directeur général puis PDG de Pennaroya (1967-1983), où il était entré en 1963. Il a également été administrateur ou PDG de nombreuses sociétés de métallurgie (Le Nickel, Pennaroya, Imétal, etc.). Il a aussi été administrateur puis PDG de 1989 à 1991 de la Financière d'Angers (ardoisières), PDG de Gravograph depuis 1994, vice-président de Moulinex, commanditaire de la Banque Rothschild, administrateur de Copperweld Corp, etc.

VILLEPIN Xavier GALOUZEAU de. Industriel et homme politique, né le 14 mars 1926 à Bruxelles (Belgique). Diplômé d'HEC et de la Harvard Business School, ce descendant d'une vieille famille française a fait carrière à Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, où il est entré en 1957. Il sera successivement en poste en Afrique du Nord, en Australie, puis délégué général au Venezuela (1960-1968), où il préside l'Union des Français dans ce pays, puis aux États-Unis et en Italie. Il revient alors

en France pour prendre la présidence d'une filiale du groupe comme délégué général de Pont-à-Mousson. Président de l'Union des chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger en 1982, il devait prendre en 1984 la tête de la commission Amérique latine du CNPF. En 1986, il devient chez Saint-Gobain directeur général adjoint chargé du développement international. Suppléant en 1980 du sénateur non-inscrit Jacques Habert, représentant des Français à l'étranger, il est élu sénateur en 1986 et, quoique de sensibilité gaulliste, siégera sur les bancs de l'Union centriste. Membre depuis 1967 du Conseil supérieur des Français de l'étranger, il est devenu en 1989, vice-président de l'Union centriste en 1989, puis président de la commission des affaires étrangères et de la défense au Sénat (il appartient au groupe d'amitié France-Israël et vice-préside le groupe France-Algérie). Il ne se représentera pas aux élections sénatoriales de 2004. L'un de ses fils, Dominique de Villepin, deviendra Premier ministre.

VILLEROY DE GALHAU François. Inspecteur des Finances, né le 24 février 1959 à Strasbourg (Bas-Rhin). Descendant d'une illustre famille de l'Est, il est le petit-fils de Pierre de Calan, incarnation du patronat chrétien libéral et social, et le fils de Claude Villeroy de Galhau, industriel (vice-président de Villeroy & Boch), président de l'Union des Français de Sarre et directeur de multiples banques et sociétés financières, et d'Odile de la Lande de Calan. Il a pour oncles Emmanuel Villeroy de Galhau a été PDG d'Helena Rubinstein (1988-1990) et directeur général adjoint de Lancôme International, directeur général pour les Amériques et le Pacifique de la division beauté et parfums de L'Oréal, et Nicolas Villeroy de Galhau, PDG de Villeroy & Boch. Polytechnicien et major de l'Ena (promotion Louise Michel), il fut chargé de mission auprès du chef du service de l'Inspection générale des Finances François Gisserot (qui gère la carrière des inspecteurs des Finances) et demeure trésorier de l'Association des membres et anciens membres de l'Inspection générale des finances, chargé de mission à la direction du Trésor (1990). Conseiller technique de Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget (1990-1992) puis conseiller technique de ce dernier à Matignon, en charge des questions européennes (1992-1993). Il devait y jouer un rôle essentiel dans l'élaboration de l'argumentaire du gouvernement en faveur de la ratification du traité de Maastricht, antichambre de l'Europe fédérale. D'avril 1993 à mars 1996, il regagne la direction du Trésor, devenant ensuite conseiller financier à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, à Bruxelles (où il sera sollicité par le cabinet de lobbying DSK Consultants). Un an plus tard, il prend la direction du cabinet de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget. Ce catholique pratiquant, qui a trouvé le temps de rédiger *Le Développement moderne des activités financières au regard des exigences éthiques du christianisme* (préface du cardinal Roger Etchegaray, Librairie du Vatican, 1994), est administrateur des Semaines sociales de France, influent cercle traitant du christianisme social. Young Leader de la french American Foundation en 1995, il sera par la suite conseiller technique de Christian Sautter (1999-2000), toujours au ministère de l'Économie, puis PDG de Cetelem (2003-2007). Depuis 2009, il préside le conseil de surveillance de la banque Fortis France.

VILLIN Philippe. Président de société, né le 23 octobre 1954 à Compiègne (Oise). Licencié en droit et diplômé de l'IEP, cet énarque (1979), fils d'un petit entrepreneur de travaux publics, a rejoint l'inspection des Finances. En 1984, il est remarqué par Robert Hersant alors qu'il souhaitait quitter l'administration. Il entre alors à la direction générale de son groupe de presse comme administrateur général, puis en 1985 est coopté au directoire de la société de gestion. L'année suivante, il devient directeur général et vice-président du *Figaro*, puis PDG et directeur de publication de *France-Soir* en 1988. Soucieux d'ouvrir le lectorat à gauche, il recrute, par le biais du Siècle (cf. *Le Point*, 19 septembre 1988), comme directeur de la rédaction du *Figaro* le journaliste socialiste Franz-Olivier Giesbert, qui occupait le même poste au *Nouvel observateur*. « Nommé à trente ans, vice PDG du premier quotidien français en 1984, le jeune inspecteur des Finances s'est brûlé les ailes au feu de sa propre ambition.

D'interventionnisme rédactionnel en conflits syndicaux le "jeune homme", comme on le surnommait à son arrivée, est devenu "le méchant". Robert Hersant, fasciné par le personnage l'a longtemps couvert. Mais le fils prodigue s'est pris à oublier qu'il était salarié » (*Le Nouvel économiste*, 10 février 1995). En 1990, il prend la présidence du Comité international du *Figaro*, envisage un *France-Soir* beaucoup plus dans l'esprit des tabloïds populaires anglais, puis, se sentant pousser des ailes, envisage un plan de reprise de l'imprimerie géante du groupe et la vente de *France-Soir*. S'étant entremis pour réaliser un tour de table destiné à racheter *Le Figaro*, il sera limogé du jour au lendemain par Robert Hersant, alors qu'il faisait jusqu'alors figure de dauphin. Son poste de PDG de *France-Soir* n'ayant pas été renouvelé, il doit quitter le groupe en juillet 1994. Quelques mois plus tard, cet homme au carnet d'adresses impressionnant fonde sa propre société de conseils avant de participer l'année suivante à la création de Eurofin SCA, dont il sera l'un des quatre associés-gérants (avec Claude Pierre-Brossolette, ancienne éminence giscardienne). Au début de 1996, il est devenu senior adviser pour l'Europe de la banque d'affaires James D. Wolfensohn. Il appartient depuis 1990 au groupe de Bilderberg, au Cercle Europe (avec Pierre Bergé) et est administrateur de l'Institut français des relations internationales. Depuis 2001, il est *vice-chairman* de Lehman Brothers International.

VINCENT Jean-Pierre. Directeur de théâtre, né le 26 août 1942 à Juvisy-sur-Orge (Essonne). Au Lycée Louis-le-Grand, ce militant d'extrême gauche commence à faire du théâtre avec Patrice Chéreau, de 1958 à 1964, puis dans sa compagnie, de 1965 à 1968. Metteur en scène de 1968 à 1972, il tente de faire du Palace un théâtre expérimental populaire, puis son théâtre de l'Espérance redevient itinérant et il le quitte en 1974. Michel Guy le nomme alors à la tête du Théâtre national de Strasbourg, où il est également directeur de l'école d'art du Théâtre de 1975 à 1983. Il est nommé, en 1983, administrateur général (n° 1) de la Comédie française, en remplacement de Jacques Toja, et refusera son renouvellement en 1986. Chargé de cours à l'Institut d'études théâtrales de Paris et d'atelier au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris en 1969-1970, il a été, de 1978 à 1982, président du Syndeac. Il est, en 1990, directeur du théâtre des Amandiers à Nanterre. À partir de 2002, il fonde avec Bernard Chartreux sa nouvelle compagnie « Studio Libre », subventionnée par le ministère de la Culture, et travaille régulièrement avec l'École régionale d'acteurs de Cannes, où il participe au comité pédagogique.

VINCIGUERRA Jean-Louis. Directeur de société, né le 31 mars 1944 à Casablanca (Maroc). Il est le fils d'un douanier corse. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un DES de sciences économiques ainsi que d'un MPD de la Harvard Business School, il a débuté au groupe Péchiney en 1971. Affecté à l'origine à la direction financière, il en devint en 1983 le directeur et entra au comité exécutif (puis au comité exécutif en 1987). Directeur général adjoint (affaires financières, juridiques, fiscales, directions du plan et du contrôle de gestion, département commerce international) du groupe à partir de 1989, il quitte le groupe en 1993 pour rejoindre Rothschild & Cie comme associé-gérant. Un an plus tard, il réintègre toutefois Pechiney, en redevenant directeur général adjoint, mais cette fois en charge de la branche emballage, tout en présidant la filiale américaine d'emballage (qui fera couler tellement d'encre en raison de délits d'initiés) American Can. Il vise alors le poste de PDG du groupe mais sera « torpillé » par le lobby des polytechniciens (dirigé par Raymond Lévy, cf., Les X ont eu la peau du dauphin, Capital, mars 1995), échouant à succéder à Jean Gandois qui l'avait pourtant désigné clairement comme dauphin. À la suite de la réorganisation décidée par le nouveau PDG, Jean-Pierre Rodier, il quitte le groupe en 1995 pour devenir directeur général de la Banque Barclays Zoete Wedd (groupe Barclays) pour la France. En juin 1997, il rejoint le Crédit Agricole Indosuez comme directeur du département « corporate and investment banking services » pour la région Asie-Pacifique, mais quittera rapidement la banque. Directeur financier de France Telecom (1998-2001), il deviendra ensuite le conseiller financier de l'Aga Khan.

VIOSSAT Louis-Charles. Haut fonctionnaire, né le 22 mars 1964 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils d'une musicienne et d'un directeur de société, ce lauréat de l'Institut d'études politiques de Paris est issu de la promotion Condorcet de l'Ena (1990-1992). Ayant intégré l'inspection générale des Affaires sociales, il devient conseiller budgétaire du ministre centriste du Travail et des Affaires sociales Jacques Barrot (1997), tout en étant conseiller technique d'Hervé Gaymard, secrétaire d'État RPR à la Santé et à la Sécurité sociale, s'occupant essentiellement de la réforme de la Sécurité sociale. Affecté, après l'échec de la droite parlementaire, à la Banque mondiale (1998-2000), direction santé-nutrition-population, il fut ensuite directeur Corporate Affairs des laboratoires Lilly France (2000-2002), qui fabrique l'antidépresseur Prozac. On retrouve cet auteur d'ouvrages sur les retraites et les politiques sociales comme directeur de cabinet de Jean-François Mattéi, ministre UMP de la Santé, de la Famille et des Personnes âgées (2002-2004), c'est-à-dire durant la grande canicule (il était en vacances). Directeur général de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (2004-2005), il sera ensuite directeur adjoint du cabinet du Premier ministre UMP, Dominique de Villepin, et l'un des artisans du Contrat Nouvelle Embauche, presque mort-né. Il n'a pu obtenir la tête de l'AP-HP comme il l'espérait et est depuis lors ambassadeur chargé de la lutte contre le sida et les maladies transmissibles.

VIOT Jacques. Diplomate, né le 25 août 1921 à Bordeaux (Gironde). Cet ancien normalien a été lecteur de français à l'université de Dublin avant d'intégrer l'Ena (1950), puis de rejoindre le Quai d'Orsay. En poste à Londres et à Rabat, de 1957 à 1961, il sera conseiller technique de Maurice Couve de Murville en 1961-1962, puis chef du service (1962-1966) et directeur (1966-1968) de la coopération technique. Directeur, de 1968 à 1972, du personnel et de l'administration générale des Affaires étrangères, il devient alors ambassadeur au Canada (1972-1977) avant de diriger, jusqu'en 1981, le cabinet de Jean François-Poncet (Affaires étrangères). Placardisé en 1981, il obtiendra l'ambassade de Londres en 1984. Il préside l'association France-Grande-Bretagne depuis avril 1987, et, depuis 1992, la section française du Conseil franco-britannique. Il est devenu, en 1994, président de l'Alliance française.

VIOT Michel. Homme d'église; né le 25 mai 1944 à Paris dans le XVIIe arrondissement. Pasteur de l'Église des Billettes à Paris, il était dans les années quatre-vingt-dix président du Consistoire luthérien de Paris ainsi que directeur du Centre culturel luthérien de Paris. Il est également, depuis 1968, l'un des principaux dignitaires de la Grande Loge de France qu'il quittera pour rejoindre la Grande Loge nationale française. En 2000, il abandonne définitivement la franc-maçonnerie. Ayant participé à l'ouvrage *Ces francs-maçons qui croient en Dieu* (Quai Voltaire, 1992), il se convertit, fait suffisamment rarissime pour être noté, au catholicisme, en juin 2001, au cours d'une cérémonie présidée par Mgr Bernard-Nicolas Auburtin, évêque de Chartres.

VIOT Pierre. Membre de la Cour des comptes, né le 9 avril 1925 à Bordeaux (Gironde). Il est le frère de Jacques Viot, également membre du Siècle. Licencié ès lettres et en droit, diplômé d'études supérieures d'économie politique, cet énarque (1953) est entré comme auditeur à la Cour des comptes. De 1957 à 1961, il sera adjoint au bureau des commissaires aux comptes pour l'infrastructure de l'OTAN avant d'effectuer la première partie de sa carrière au Commissariat général au Plan. De 1969 à 1976, il est rapporteur particulier près la commission de vérification des comptes des entreprises publiques, ainsi que, de 1971 à 1973, secrétaire général du conseil des impôts. Directeur général du Centre national de la cinématographie française de 1973 à 1984 ainsi que président du Centre national pour l'animation audio-visuelle (1975-1977), il préside depuis 1984 le Festival de Cannes. Il a été, en outre, président du conseil d'administration de l'Opéra-Bastille (1985-1990), administrateur de l'Ina, vice-président du Conseil artistique des musées nationaux (1990).

VIRIEU François-Henri de. Journaliste, né le 18 décembre 1931 à Paris, décédé le 28 octobre 1997. Ancien élève de l'École supérieure d'agriculture d'Angers, il a débuté

en 1956 comme rédacteur en chef des publications des Centre d'études techniques agricoles. Grâce à son père, compagnon de réseau d'Hubert Beuve-Méry, il entre au *Monde* en juillet 1958, où il sera en charge jusqu'en 1968 des questions agricoles. Par la suite, il sera chef du département des affaires sociales (1968-1969) tout en collaborant à divers journaux de province et à l'*ORTF*. De fin 1969 – date où il s'inscrit à la CFDT – à l'automne 1970, il est, grâce à son ami Pierre Desgraupes comme lui chabaniste, rédacteur en chef adjoint, chef du service politique et économique d'Information première, puis en 1970-1971 responsable de *Télé-Midi*, et en 1971-1972 rédacteur en chef d'*Information première*, responsable des émissions de la mi-journée. Licencié de l'*ORTF*, il devient, à la fin de 1972, chef des informations au journal *Les Informations*. Membre du Parti socialiste (au moins de 1973 à 1977), il est appelé par Claude Perdriel au service politique du *Nouvel observateur* en 1974. En 1977, il fonde, toujours avec l'appui de Claude Perdriel, le quotidien socialiste *Le Matin* et en devient rédacteur en chef. À l'arrivée de la gauche, il obtient, en août 1981, la direction de l'actualité d'*Antenne 2*, avant d'être débarqué à la demande de la rédaction et placardisé comme directeur des affaires internationales et du développement d'*Antenne 2*. Il rebondit en mai 1982 en lançant *L'Heure de vérité*, qu'il dirigera jusqu'à sa suppression, en juillet 1995. Battu aux élections municipales de Marly-le-Roi en 1989, il en était devenu maire en 1995.

VITOUX Frédéric. Écrivain et journaliste, né le 19 août 1944 à Vitry-aux-Loges (Loiret). Il est le fils de Pierre Vitoux, journaliste et responsable de relations publiques, qui travailla au *Petit Parisien* durant l'Occupation, signant trois articles dans *Je suis partout*, arrêté en 1944 et condamné pour intelligence avec l'ennemi à douze ans de travaux forcés par la Cour de Justice de la Seine le 21 mai 1945. Critique cinématographique à *Positif* (1966) puis critique au *Quotidien de Paris* à partir de 1974, il est critique littéraire et cinématographique au *Nouvel observateur* depuis 1979. Ce célinien, également grand spécialiste de Venise, a signé de nombreux romans et essais, comme *La Vie de Céline* (prix Goncourt de la biographie 1988 et prix de la critique de l'Académie française), *Sérénissime*, *Bébert, le chat de Louis-Ferdinand Céline*, *L'Art de vivre à Venise* (1990), *Charles et Camille* (1992) et *L'Ami de mon père* (2000) où il met en scène Christian de La Mazière, auteur du *Rêveur casqué* (rencontré par son père à Clairvaux).

VIVIEN Robert-André. Industriel, né le 24 février 1923 à Saint-Mandé (Val-de-Marne), décédé le 8 mai 1995. Fils d'un militant Croix de Feu, cet ancien résistant gaulliste s'est engagé au sein du bataillon français durant la guerre de Corée. Conseiller municipal de Saint-Mandé de 1947 à 1964, conseiller général de 1959 à 1988 (abandonné pour cause de cumul de mandats), il s'est présenté à Fontenay-sous-Bois en 1971 avant de devenir finalement maire de Saint-Mandé en 1983. Député gaulliste (puis chiraquien) depuis 1962, il a été, de 1969 à 1972, secrétaire d'État au Logement. Spécialiste des questions audiovisuelles, il sera (1966-1969, 1973-1979) rapporteur du budget de l'Information et, à partir de 1988, du budget de la Communication, ainsi que président du groupe d'études de l'Assemblée sur la communication et président du groupe d'études des parlementaires RPR sur la communication à partir de 1981. Ancien président de la commission de contrôle de la gestion foncière de l'*ORTF* (1974), ce membre de la Grande Loge nationale française a siégé dans les conseils d'administration de la plupart des télévisions et radios d'État. Membre de l'Alliance France-Israël, il avait été, quoique de confession catholique, volontaire en Israël pour la guerre des Six jours contre les pays arabes. Brillant orateur et le plus chahuteur des députés, jamais en retard d'un bon mot face à ses opposants, ce baroudeur avait monté le 30 mai 1968 la grande manifestation qui sauva le régime gaulliste.

VIZIOZ Jacques. Conseiller financier, né le 2 août 1923 à Sarrebruck (Allemagne). Fils d'un doyen de la faculté de droit de Bordeaux, il est entré en 1950 à la BNCI (devenue la BNP en 1966), où il gravira tous les échelons: directeur financier (1964), directeur central (1974-1979), directeur général adjoint jusqu'en 1981. Il a été administrateur de diverses sociétés dont L'Oréal, Rougier, Saint-Louis, Pier Import.

VOCHEL Lucien. Préfet, né le 19 juillet 1919 à Évreux (Eure). Ce licencié en droit, diplômé d'études supérieures de lettres, a débuté, de 1936 à 1947, comme secrétaire général de la mairie d'Évreux, avant de devenir (1947-1949) attaché au cabinet du Haut-commissaire de France en Indochine. Membre de divers cabinets ministériels de 1949 à 1951, il devint, en 1952, sous-préfet de Guyane, puis en 1955, secrétaire général de Tizi-Ouzou (Algérie). Sous-préfet de Rochefort (1959) puis de Valenciennes (1961), il sera ensuite conseiller technique au cabinet de Roger Frey (Intérieur, 1962-1964) à l'époque des soubresauts de la guerre d'Algérie, puis préfet de Mayenne en 1964. Brièvement directeur adjoint du cabinet de Christian Fouchet (Intérieur) en 1967, puis directeur général des affaires politiques et de l'administration du territoire Place Beauvau (1967-1969), il devient préfet de la Vienne en 1970, puis préfet de la région Provence-Côte d'Azur (1977-1981). Après l'arrivée de la gauche, il sera, jusqu'à sa retraite en août 1984, préfet de la région Ile-de-France. Il devient alors conseiller des présidents d'Euromarché, de la Générale des eaux, de Carrefour, de la Compagnie générale du bâtiment, etc. Président d'honneur de la Fédération des entreprises des départements d'outre-mer (2001). Conseiller de la fondation ATD quart-monde.

VOZLINSKY Pierre. Musicien, né le 11 août 1931 à Paris, décédé le 28 mars 1994. Premier prix de piano au Conservatoire de musique de Paris, il a notamment été directeur des programmes musicaux de *Radio France* de 1975 à 1981, conseiller ou producteur de diverses chaînes de télévision, directeur général d'Erato (1983-1986), directeur général de l'Orchestre de Paris et de l'Opéra Bastille (1988-1989).



WAHL Jacques. Inspecteur des Finances, né le 18 janvier 1932 à Lille (Nord). Fils d'Abraham Wahl, mort en déportation, ce licencié en droit, diplômé de l'IEP de Paris ainsi que d'études supérieures de droit public, également avocat, est sorti major de sa promotion de l'Ena (1961). De janvier 1961 à avril 1963, il appartiendra à la mission de l'Inspection générale en Algérie. Secrétaire du conseil de direction du Fonds de développement économique et social de 1967 à 1971 tout en étant conseiller technique au cabinet de François-Xavier Ortoli (1968-1969) et de Valéry Giscard d'Estaing (1969-1971), ce poulain de Claude Pierre-Brossolette fut l'un des maîtres d'œuvre de la dévaluation de l'été 1969. Conseiller financier des ambassades de France aux États-Unis et au Canada ainsi qu'administrateur au FMI et à la Banque mondiale, il demeurera en liaison constante avec son protecteur, Valéry Giscard d'Estaing, qui le propulsera en 1978 comme secrétaire général de l'Élysée. À ce poste, il ne parviendra pas à dissiper le malentendu survenu entre le président de la République et la communauté juive après l'attentat non élucidé officiellement devant la synagogue libérale de la rue Copernic. Débarqué en mai 1981, il se recase l'année suivante comme directeur général de la BNP. Depuis 1993, il est président de la BNP Intercontinentale après avoir été conseiller du président Michel Pébereau, ainsi que vice-président du conseil d'administration de la BNP. Sa carrière ne se limite pas à la France : membre du conseil de surveillance de la Dresdner Bank depuis 1987, il est président de BNP Capital Markets Ltd (Londres), French American Banking Corp. (USA), BNP-IFS (Amérique du Nord, Hong-Kong, Singapour), BNP Luxembourg.

WAHL Philippe. Membre du Conseil d'État, né le 11 mars 1956 à Sarralbe (Moselle). Il est le neveu de Jacques Wahl. Cet ancien militant d'extrême gauche (membre de l'Unef-id et proche de la LCR) lorsqu'il était à Sciences-Po a obtenu un DEA de sciences économiques avant d'intégrer l'Ena (où il sera délégué CFDT), entrant en 1984 comme auditeur au Conseil d'État. Rapporteur près la commission spéciale de cassation des pensions, puis co-rapporteur général du rapport sur l'informatisation des collectivités locales (1985), il rejoint la Commission des opérations de bourse en mai 1986 (jusqu'en mai 1988) comme chargé de mission auprès du président et du secrétaire général. Au retour de la gauche au pouvoir, il devient chargé de mission puis, en juillet 1988, directeur du cabinet de Tony Dreyfus, secrétaire d'État auprès du Premier ministre Michel Rocard. En octobre 1989, il passe à Matignon comme conseiller technique pour les questions financières et fiscales. Conseiller auprès de la direction générale de la Compagnie bancaire à partir de décembre 1991, il deviendra en octobre 1992 directeur de la planification et du développement. Au début de 1995, il est promu directeur général adjoint, et voit s'ajouter à sa précédente attribution la direction de la trésorerie. Ce *Young Leader* de la French American Foundation (1994) sera directeur général de la Caisse nationale des caisses d'épargne (1999-2002), directeur général de Havas, directeur général de la Royal Bank of Scotland pour la France, la Belgique et le Luxembourg (depuis 2008), président du conseil d'administration d'Écureuil assurances, etc. Gérant fondateur de la société de conseil Solfi (2004), il appartient à l'Institut Montaigne depuis 2004.

WALLON Dominique. Inspecteur des Finances, né le 21 juin 1939 à Paris. Diplômé de l'IEP, cet ancien président de l'Unef est devenu inspecteur des Finances à sa sortie de l'Ena en 1966. D'abord membre, puis dirigeant du PSU, il a été professeur associé à l'IEP de Grenoble tout en travaillant au Commissariat général au Plan. Responsable du centre de préparation au concours de l'Ena de 1974 à 1981, ce militant socialiste sera promu, dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, conseiller

de Jack Lang au ministère de la Culture avant de diriger de 1982 à 1986 la mission du développement culturel. Dans ce cadre, il engagera une politique socialiste de décentralisation contractuelle avec les régions et les collectivités locales. Au retour de la droite parlementaire et jusqu'en 1989, il travaille pour le maire de Marseille, Robert Vigouroux, comme chargé de mission pour la culture. En janvier 1989, il succède à Jérôme Clément comme directeur général du Centre national de la cinématographie, où il mettra en œuvre les directives volontaristes de Jack Lang, jusqu'en 1995, subventionnant de nombreuses associations. Il figure aux conseils d'administration de *La Sept*, de *France 2*, d'*Arte* et de *La Cinq*. Directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles (1998-2000) au ministère de la Culture. Ancien commissaire général de la manifestation l'Algérie en France de 2003.

WARGON Emmanuelle (née STOLERU, épouse). Magistrat, née le 24 février 1971 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Fille de l'ancien ministre Lionel Stoleru, qui fut notamment président de la Chambre de commerce franco-israélienne, elle a épousé le médecin urgentiste Mathias Wargon, dont elle a eu trois enfants (Solal, Hannah, Raphaël). Issue de la promotion Marc Bloch de l'Ena (1995-1997), elle est également une ancienne d'HEC et de Sciences Po Paris. Elle rejoint, à sa sortie de l'Ena, la Cour des comptes comme auditeur; avant d'être promue conseiller référendaire (2000). Elle a notamment appartenu au cabinet de Bernard Kouchner, ministre socialiste de la Santé (2001-2002), avant de devenir adjoint du directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (2002-2006). Elle bifurque alors vers l'AP-HP comme directeur délégué à la coordination et au contrôle interne. En 2007, elle prend la direction du cabinet de Martin Hirsch, personnalité d'ouverture nommée par Nicolas Sarközy Haut commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté.

WATINE François. Membre du Conseil d'État, né le 12 octobre 1915 à Estaires (Nord), décédé le 7 mai 1991. Diplômé d'études supérieures de droit, il a débuté comme auditeur au Conseil d'État en 1946 avant d'appartenir à une série de cabinets ministériels de 1944 à 1962, dirigés par Edgar Faure, Pierre Pflimlin, Charles De Gaulle, Michel Debré, Georges Pompidou. Maître des requêtes en 1953, puis conseiller d'État en 1964, il a présidé l'Institut de recherches des transports en 1971, et a été vice-président des ports de Strasbourg et Dunkerque.

WAUQUIEZ Laurent (WAUQUIEZ-MOTTE, dit). Membre du Conseil d'État, né le 12 avril 1975 à Lyon VIe. Fils d'un employé de banque, Philippe Wauquiez (qui a divorcé quand il avait un an), il a été élevé par sa mère, Eliane Motte, cadre à *France Télévisions*. Reçu à l'École normale supérieure (entré 14e sur 74), il est sorti premier à l'agrégation d'histoire. Il poursuit par l'Ena (major de la promotion Nelson Mandela). Titulaire d'un DEA de droit public et diplômé de Sciences Po Paris, il a débuté comme auditeur au Conseil d'État en 2001, devenant maître des requêtes en 2004. Il est rapidement repéré par Jérôme Monod qui l'engage à la Fondation pour l'innovation politique d'où naîtra l'UMP. Chrétien pratiquant et arabophone, il soutient Les Chiffonniers du Caire, ayant passé huit mois dans la capitale égyptienne, comme chargé de mission à l'ambassade de France. En 1997, repéré par Madeleine Dubois, chef de cabinet de Jacques Barrot, ministre des Affaires sociales, de 1995 à 1997, il offre ses services à ce dernier, travaillant pour lui durant l'été (organisant notamment les jeux *Intervilles*). Celui-ci le prend comme suppléant aux élections de 2002. Sa carrière connaît un tournant décisif en 2004, lorsque le centriste (non-membre de l'UMP) Jacques Barrot, nommé commissaire européen, est obligé de démissionner de son mandat de député. Une élection partielle a lieu, son fauteuil est repris par Wauquiez. Ayant frôlé la victoire dès le premier tour, il est élu, le 4 juillet 2004, député UMP de la 1re circonscription de la Haute-Loire face au socialiste Raymond Vacheron (alors que la circonscription était donnée comme pouvant basculer à gauche), devenant le benjamin de l'Assemblée nationale. Il sera rapidement intégré au sein de la cellule sarközienne via Frédéric Lefebvre, originaire de Haute-Loire, et de Brice Hortefeux, implanté à Clermont-Ferrand. Le « surdiplômé de l'UMP », comme il a été surnommé, est également un spécialiste des questions agricoles, de laïcité et de la jeunesse. Il soutient Nicolas Sarközy lors de la constitution du gouvernement de Dominique de Villepin (et où il espérait entrer). Ce Young Leader de la French American Foundation (2006) a été réélu député dès le premier tour, en 2007, obtenant 58,13 %. En juin, il devient Porte-parole du gouvernement. Il a remporté la mairie du Puy-en-Velay en mars 2008, l'une des rares villes gagnées à la gauche, ce qui lui a valu d'être promu secrétaire d'État à l'Emploi, puis ministre des Affaires européennes fin 2010. Il a signé *101 mots de la démocratie* (avec Raphaël Hadas-Lebel, Odile Jacob, 2002) et *Un Huron à l'Assemblée nationale: petit manuel à l'attention de ceux qui veulent secouer la politique* (Éditions Privé, 2006), où il retrace son expérience parlementaire. Il a également préfacé la réédition d'*Un jardin sur l'Oronte*, de Maurice Barrès, l'un de ses écrivains préférés.

WEBER Henri. Universitaire, né le 23 juin 1944 à Léninabad (Union soviétique). Né au Tadjikistan de parents juifs polonais de Czanow qui regagnent la Pologne en 1945, avant de rejoindre la France en 1949. Formé au sein de la jeune garde du Mapam (ultra-gauche sioniste), il rejoint les Jeunesses communistes en 1960 et dirigera, avec Alain Krivine, la section Sorbonne-Lettres de l'Union des étudiants communistes. Exclu en 1966, il cofonde les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) et sera l'un des trois fondateurs de la Ligue communiste avec Krivine et Daniel Bensaïd. Directeur de ses publications (*Rouge*, *Critique communiste*, etc.), il règne sur le service d'ordre du mouvement trotskyste. En 1980, après avoir rompu avec le militantisme, il reprend ses études et signera une thèse sur l'histoire du patronat français (il dispose d'un bureau au CNPF durant trois ans), ce qui lui permettra de pénétrer les cénacles du pouvoir. Membre du Parti socialiste depuis 1985, il se rapprochera rapidement de Laurent Fabius dont il deviendra le principal lieutenant, structurant et développant son courant au plan national. Parachuté dans la 2e circonscription de Seine-Saint-Denis en 1988, il sera battu, avant de figurer sur une liste d'union de la gauche à Saint-Denis en mars 1989. Maître de conférences à Paris IX puis Paris VIII, il sera trésorier de la Fondation Jean Jaurès. Délégué national à la lutte contre l'extrême droite lorsque Laurent Fabius fut premier secrétaire du PS, il devient conseiller du secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement, Martin Malvy, en 1992, et de son successeur, Louis Mermaz. En charge de l'Éducation nationale au PS (1993-1995), puis de la culture et des médias (1995-2003), il est parachuté, avec le soutien de Laurent Fabius, en Seine-Maritime. Il sera donc conseiller municipal de Dieppe de 1995 à 2001 et sénateur de 1995 à 2004. En 2004, il devient député pour la « région » Nord-Ouest, et, en 2009, pour la région « Centre Massif central ». Il a épousé très tardivement, le 15 décembre 2007, sa compagne de toujours, la productrice de cinéma Fabienne Servan-Schreiber, ancienne directrice générale de la Régie française de publicité. Contre toute attente, il a voté « non » à la Constitution européenne.

WEBER Jean. Directeur de société, né le 8 mars 1938 à Mulhouse (Haut-Rhin). Diplômé d'études supérieures de sciences économiques et certifié de l'Institut de statistiques de Paris, il débuta comme chargé de mission à l'Insee en 1963 avant d'intégrer par la voie interne l'Ena en 1969. À sa sortie, en 1971, il entre comme chargé de mission au ministère de l'Agriculture avant d'être conseiller technique de Simone Veil de 1975 à 1977 (Santé). À dater de 1977, il dirige la division de la pharmacie et du médicament au sein de ce ministère. Ce jusqu'en 1982, lorsqu'il devient directeur de Sanofi (Elf-Aquitaine). PDG de l'Institut Pasteur-Production (1983-1984), puis de Diagnostic Pasteur (1985), et en 1985-1986 de Pasteur-Vaccins, il succède en avril 1986 au socialiste Bernard Gaudillère comme directeur général des Douanes et droits indirects. Depuis 1989, il est PDG du Crédit industriel et commercial d'Alsace et de Lorraine.

WEBER Raymond, Ernst (dit Rémy). Président de banque, né le 18 novembre 1957 à Strasbourg (Bas-Rhin). Il est le fils de Raymond Weber, chef d'entreprise, et de Marthe-Louise Winter. Il a épousé, le 13 juillet 1985, Caroline David (trois enfants: Anne, Alexandre et Pierre). Ce diplômé de

LE SIÈCLE

l'IEP d'Aix-en-Provence et d'HEC est entré à la Banque française de commerce extérieur (BFCE) en 1983 comme chargé d'affaires à la direction de l'exploitation (jusqu'en 1986), avant de devenir sous directeur à la Financière BFCE (1990-1992), après un détour comme chargé de mission au service des affaires internationales à la direction du Trésor (1987-1989). En 1993, il rejoint la Lyonnaise de banque (groupe Crédit mutuel CIC) où il sera successivement directeur régional (chargé du réseau Lyon), secrétaire général (1995), directeur de l'exploitation (1996), directeur général adjoint (1997), directeur général (1999), puis PDG à partir de 2002. Depuis octobre 2013, Rémy Weber est président du directoire de La Banque postale, fonction qu'il combine avec celle de directeur général adjoint du Groupe La Poste et membre de son comité exécutif. Membre du Conseil national du commerce extérieur, il est également membre du conseil de surveillance de la branche française de l'Aspen institute, fondation mondialiste américaine de gauche (*liberal*). C'est ainsi que la salle du conseil d'administration de la Lyonnaise de banque fut mise à disposition de l'Aspen pour son programme *Young Leaders* en mars 2013.

WEHRLIN François. Enseignant, né le 24 juillet 1935 à Strasbourg (Alsace), décédé le 11 juin 1998. Cet ancien de Sciences-Po, également licencié en droit, a été chef de cabinet du directeur général des arts et lettres au ministère de la Culture en 1963-1964. Directeur de la galerie Louis Carré à Paris puis de la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence de 1965 à 1969, il a été directeur de l'École spéciale d'architecture de Paris de 1975 à 1982, directeur de l'École nationale supérieure des Beaux-arts de 1982 à 1989. Chargé de mission auprès d'Émile Biasini, secrétaire d'État aux Grands Travaux (1989-1990 puis 1990-1993), ce professeur d'histoire de l'art depuis 1968 dirige à nouveau l'École spéciale d'architecture depuis 1994.

WEICHS Clemens VON. Président de société, né le 15 mars 1952 à Friedrichshafen (Allemagne). Cet avocat a été cadre chez Gerling-Konzern à Cologne (1980-1994). Il a ensuite été directeur de réassurance chez Allianz (1994-2001) et membre du comité exécutif de Mondial Assistance à Paris (1999-2001), président du directoire de Hermes Kreditversicherung AG à Hambourg, puis président du directoire d'Euler Hermes à Paris (2004-2009). Depuis lors, il est directeur de Allianz-Re à Munich (Allemagne).

WEIL François. Fonctionnaire, né le 3 février 1961 à Paris XVe. Il est le fils de Maryse Heimann et de l'helléniste Raymond Weil, né à Biarritz le 29 octobre 1923 et décédé à Paris le 26 mars 1995. Ce dernier, reçu à l'École normale supérieure en 1946, agrégé de lettres en 1948, et enfin membre de l'institut, fut le « caïman » de grec à l'ENS. François Weil a épousé, le 20 avril 2002, Jennifer Merchant (deux enfants : Simon et Justine). Cette dernière, diplômée de Sciences-Po Paris, enseigne à l'université Panthéon-Assas Paris II où elle est chercheur au Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques. Membre du comité d'éthique de l'INSERM, elle coorganise le séminaire annuel *Genre et assistance médicale à la procréation* à l'École des hautes études en sciences sociales. Passé par les lycées Claude Bernard, Louis-le-Grand, l'École normale supérieure (Ulm, 1981) et l'université d'Harvard (1985-1987), François Weil, agrégé d'histoire et docteur en histoire (EHESS) a été pensionnaire de la Fondation Thiers (1988-1991), rapporteur du Conseil national du Sida (1991-1993), maître de conférences à l'EHESS (1991-1993) avant de rejoindre le cabinet du ministre de la recherche radical de gauche Roger-Gérard Schwartzenberg (2001-2002). Depuis cette époque, il a dirigé le Centre d'étude nord-américaine (EHESS, 2002-2009) avant de présider l'EHESS (2009-2012), gérant notamment son douloureux déménagement du boulevard Raspail à Aubervilliers en Seine-Saint-Denis. En 2012, il devient recteur de l'académie de Paris et chancelier des universités. Parallèlement, il a présidé la section 33 (mondes modernes et contemporains) du CNRS (2004-2008) et a été professeur invité dans diverses universités américaines (Michigan, Virginie, Tulane). Cet américanophile appartient à l'Association française d'études américaines, à l'American Historical Society et au Harvard Club de France. On a pu l'apercevoir au nouvel an juif (Roch Hachana) le plus couru du Tout-Paris organisé par Marek Halter et son épouse en septembre 2013.

WEIL Patrick. Sociologue, né le 14 octobre 1956 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Peu connu du grand public, ce sociologue, longtemps personnalité influente du PS, a joué un rôle essentiel dans l'immigration, les naturalisations, les régularisations d'immigrés clandestins et les réformes du code de la nationalité depuis le début des années 80, étant sans nul doute l'un des principaux responsables de l'évolution ethnique de la population française. Bien que n'ayant signé qu'un unique ouvrage, il est, selon les médias, « "le" spécialiste de l'immigration en France » (*La Vie*, 7 août 1997) et « tient depuis plus de dix ans le rôle à la fois prestigieux et inconfortable d'homme de référence dans l'incessant tohu-bohu politique sur l'immigration (...) un des rares chercheurs en ce domaine capable de nourrir son expertise d'un précieux recul historique, d'une vision internationale et de solides connaissances juridiques » (*Le Monde*, 21 juin 1997). « Je suis juif d'origine étrangère » déclare-t-il dans l'un de ses premiers entretiens au *Quotidien de Paris* (28 novembre 1981), journal qui précise alors : « lance-t-il à tout hasard pour que nul doute ne puisse être possible quant à l'intérêt atavique qu'il peut prendre à la chose », c'est-à-dire « les travailleurs immigrés, le racisme ». Issu d'une famille gauche, il est le petit-fils du Dr Bernard Halpern, né à Tarnos en Russie en 1904, qui fut directeur de recherches au CNRS et se fit connaître notamment pour ses travaux sur les maladies allergiques. La mère de Patrick Weil sera médecin-psychologue dans un organisme dépendant de la Sécurité sociale et son père chef d'entreprise. *Le Quotidien* assurait qu'il avait découvert le socialisme... sur les « planches » de Deauville, endroit où il constate que ses "parents ont moins d'argent que les gens du cru", ce qui le conduit à nourrir bientôt une solide haine à l'égard des richards qui se gobergent sur les planches

WEIL Pierre. Ingénieur, né le 21 octobre 1912 à Paris, décédé le 18 novembre 1997. Ce polytechnicien a débuté aux Chemins de fer de l'État en 1935 (devenus la SNCF en 1936). Directeur de cabinet du président de la SNCF de 1949 à 1955, il est chef d'exploitation de Paris-Saint-Lazare (1955-1956), responsable des relations extérieures (1956-1963), avant de rejoindre la RATP, où il a été directeur général de 1963 à 1971.

WEILL Alain. Président de société, né le 6 avril 1961 à Strasbourg (Bas-Rhin). Fils d'un chirurgien, ce licencié en sciences économiques est également diplômé de l'Institut supérieur des affaires. Directeur du réseau NRJ de 1985 à 1989, il fut ensuite directeur général d'une filiale de la Sodexho, Oh! Poivrier (1989-1990). Ayant rejoint la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion en 1990 (avec *M40* devenu *RTL 2*), il sera ensuite à nouveau vice-PDG de *NRJ* de 1992 à 2000. Le compagnon de Jean-Paul Baudecroix quitte pourtant le groupe pour lancer Nextradio qui reprend 83 % de *RMC*, en qualité de président délégué. Ce négociateur hors pair contrôle également *BFM* (repris à Jacques Abergel) depuis 2002 et de *BFM TV*, une télévision « low cost » depuis 2005. Ce spécialiste des radios thématiques réalise un joli coup en 2001 en obtenant l'exclusivité des droits radiophoniques pour la Coupe du monde de football 2002. Ce « flibustier » avisé a repris *La Tribune* en 2008, moyennant des conditions très favorables de Bernard Arnault, nouveau propriétaire des *Échos*.

WEILL Pierre. Président d'institut de sondages, né le 3 avril 1936 à Paris. Licencié en droit et diplômé de Sciences-Po, ce fils de petits commerçants de Ménilmontant (Passages, juillet 1992) a milité au Parti communiste dans sa jeunesse. Il a été ingénieur à la SEMA (1961-1964), puis successivement ingénieur en chef (1964), directeur des études (1965), directeur (1967), vice-président (1973), et PDG (1975) de la Sofres, l'un des premiers instituts de sondages français. Parallèlement, il est, à partir de 1968, maître de conférences à l'IEP de Paris. Également journaliste, il collaborera au *Quotidien de Paris* (1973-1974) et au *Nouvel observateur*, dirige à partir de 1975 le journal *La Presse économique* (ex *Review*) et *Produits nouveaux* (1978). Il sera aussi en 1977 gérant de la société Louis Harris (sondages d'opinion). Il prend en 1992 la présidence de Cecodis (regroupant les sociétés Sofres – rachetée par Marc Ladreit de Lacharrière –, Cecodip, Louis Harris France, Sofres Europe et Asie), société de 1 300 personnes et de 900 millions de F de chiffre d'affaires en 1992, spécialisé dans les sondages et les panels de consommateurs (numéro un en

France). Auteur de différents ouvrages, il a également été directeur général adjoint (1983-1988) puis directeur général (1988-1991) de Sema-Group. En 2001, il est président de Pierre Weill Conseil.

WEINBERG Serge. Président de société, né le 10 février 1951 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est le fils de Sammy Weinberg, ancien président de l'Union des industries de l'habillement (1976-1979) et gros industriel du textile (c'est son frère cadet, Michel, qui a repris l'affaire familiale, le prêt à porter Weinberg, 225 millions de F de chiffre d'affaires en 1985). Cet ami de Laurent Fabius et d'Alain Minc, ancien de Sciences-Po et de l'Ena, est devenu administrateur civil à l'Intérieur en 1976. Directeur de cabinet du préfet de Haute-Normandie (1976-1979), puis du cabinet d'André Chadeau, à la Datar, il devient, dès l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, chef de cabinet de Laurent Fabius au Budget. Il n'aurait jamais appartenu au PS bien qu'en étant très proche. Directeur financier, puis directeur général adjoint de *FR3* (1981-1983), il entre en 1983 à Havas Tourisme (2,8 milliards de F de chiffre d'affaires en 1986) où il demeure jusqu'en 1987 comme directeur général (président du directoire en mai 1986). De 1987 à 1990, ce golden-boy sera directeur et membre du comité de direction de Pallas Finance, puis est recruté en 1990 par François Pinault pour prendre la direction générale de la Compagnie française de l'Afrique occidentale. Nommé en septembre 1990 vice-PDG de sa filiale CDME (devenue Rexel), il en sera président de 1991 à 1995. En 1995, il remplace Pierre Blayau comme président du directoire de Pinault-Printemps-Redoute (71 milliards de F de chiffre d'affaires en 1995). Depuis 2005, il est président de Weinberg Capital Partners. Il vit avec Félicité Herzog, également membre du Siècle.

WERNER Patrick. Inspecteur des Finances, né le 24 mars 1950 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Cet ancien de Sciences-Po Paris est issu de la promotion *Guernica* (1974-1976) de l'Ena. Ayant rejoint le corps de l'Inspection des Finances, il débuta comme chef du service interne d'audit de la Caisse des dépôts et consignations (1980-1982). Devenu directeur général de sa filiale C3D en 1988, il sera par la suite directeur général des affaires financières du groupe Victoire (1991-1995), puis président délégué général de la Fédération française des sociétés d'assurance (1997-1998). Ayant intégré La Poste, il en a été directeur général délégué (1998-2004), directeur des activités financières (2004), puis directeur du secteur bancaire (depuis 2005), ainsi que président du directoire de La Banque postale (depuis 2006). Son groupe (dont il détient 40 %) est entré en Bourse en septembre 2005.

WICKHAM Sylvain. Universitaire, né le 30 mars 1926 à Paris. Cet agrégé de droit et Master of Arts de l'université d'Harvard a enseigné aux facultés de Lyon (1955-1967) – tout en travaillant pour la direction de la SNCF – avant de devenir professeur d'économie et de marketing à l'université Paris-Dauphine à partir de 1968. Vice-président du Centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris de 1971 à 1983 et dirigeant de l'Institut Ismea dans les années quatre-vingt à quatre-vingt-dix, il a également présidé le Club Vision.

WILMOTTE Jean-Michel. Architecte, né le 2 avril 1948 à Soissons (Aisne). Ce fils de pharmacien est diplômé d'architecture (Institut Saint-Luc, Bruxelles) et diplômé de l'École Camondo (architecture intérieure). Connu dans le monde entier, celui qui dirige l'une des trois plus importantes agences françaises d'architecture a conduit une carrière internationale en France, au Japon, au Moyen-Orient, aux États-Unis et en Europe. Il a notamment aménagé l'intérieur du Grand Louvre, décoré les appartements de la présidence de la République (avec François Mitterrand), créé le mobilier des Champs-Élysées, aménagé intérieurement le siège de LVMH ou du Medef, etc.

WILTZER Pierre-André. Membre du Conseil d'État, né le 31 octobre 1940 à Agen (Lot-et-Garonne). Neveu du député Alex Wiltzer et fils du préfet Pierre-Marcel Wiltzer, cet énarque a rejoint en 1967 le ministère des DOM-TOM avant de devenir un collaborateur de Christian Fouchet, au ministère de l'Intérieur, en mai 1968. Il deviendra cette même année chargé de mission au cabinet de Joël Le Theule (DOM-TOM) et suivra ce dernier comme chef de cabinet au secrétariat d'État à l'information en 1968-1969. Après un passage en 1969-1972 comme chargé de mission de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre, il sera secrétaire général de la préfecture de Gironde (1972-1975), puis sous-préfet de Dreux (1975-1976). À cette date, il entre, sur recommandation de Daniel Doustin, chef du cabinet de Raymond Barre, au cabinet du nouveau Premier ministre, puis sera en décembre 1979 son conseiller chargé des affaires politiques et des relations avec le Parlement, poste dont il démissionnera en mars 1981 pour devenir l'adjoint du secrétaire général coordinateur de la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing. Nommé maître des requêtes en avril 1981, il va diriger l'antenne présidentielle de Raymond Barre jusqu'en 1988 (c'est-à-dire sera son second durant le premier septennat de Mitterrand), tout en se faisant élire, en 1986, député de l'Essonne (réélu de très peu en 1988 et en 1993). Secrétaire général des adhérents directs de l'UDF depuis 1990 et porte-parole de l'UDF depuis mai 1996, ce poids lourd de l'UDF anime l'Association pour la maison d'Izieu (enfants juifs déportés au moment où son père était préfet) et préside le groupe d'amitié franco-québécois de l'Assemblée nationale. Il s'est présenté en 1995, sans succès, à la mairie de Longjumeau. En 2001, ce franc-maçon (Grande Loge nationale française) réussira à se faire élire maire de Longjumeau et en 2002, député de la circonscription (4e de l'Essonne). Il entre alors comme ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie dans le gouvernement Raffarin, ce qui permet à sa suppléante Nathalie Kosciusko-Morizet, une protégée de Jacques Chirac, de devenir député. Cette dernière se gardera bien de lui rendre son siège en 2007. Non renouvelé dans le gouvernement de Raffarin III, il est nommé ambassadeur extraordinaire pour la sécurité et la prévention des conflits. Il sera recasé, au final, comme conseiller d'État. Son épouse, Maire-Pierre Chauvel, a été trésorière du Gesec, l'association barriste.

WISSOCQ François de. Président de société, né le 13 septembre 1933 à Châlons-en-Champagne (Marne). Cet X-Mines fut en 1967-1968 conseiller technique d'André Bettencourt (Plan et Aménagement du Territoire), conseiller à Matignon de Jacques Chaban-Delmas (1972), puis de Pierre Messmer (1972-1974). Ce proche d'André Giraud est ensuite adjoint au poste stratégique du délégué général à l'énergie (1974-1975), directeur de la technologie, de l'environnement et des mines (1975-1977), puis directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie (1978-1982). Il devient en 1982, directeur général, puis en mars 1984 président de la Cogema (matières nucléaires, filiale du Commissariat à l'énergie atomique). En mars 1988, à la suite de la découverte d'une gigantesque escroquerie sur le Matif de 259 millions de F orchestrée en 1986 par Jean-Marc Aletti, il est acculé à la démission par son ministre de tutelle, Alain Madelin, mais sera repêché un temps par Édouard Balladur. Il quitte finalement la Cogema en décembre 1988, sous la pression de Roger Fauroux, et entre quelques mois plus tard chez Elf-Aquitaine, appelé par Loïk Le Floch-Prigent. Membre du comité de direction générale du groupe pétrolier de 1990 à 1994, il préside la Fondation Elf depuis 1994.

WOERTH Éric. Auditeur, né le 29 janvier 1956 à Creil (Oise). Il est le fils du Dr Paul Woerth et de Nicole Felbacq. Ce père de deux enfants est diplômé de HEC (1981) ainsi que de l'Institut d'études politiques de Paris (1977) et licencié en droit (1978). Après avoir débuté chez Arthur Andersen International comme auditeur, il fut notamment chef de mission audit interne, chargé de l'audit général du groupe puis chargé de montages d'opérations à la direction financière du groupe Pechiney comme chef de service adjoint des acquisitions et négociations financières, de 1982 à 1986. Directeur général de l'Agence pour le développement de l'Oise (1986-1990), il sera par la suite vice-président puis président de cette agence (1992-1993), tout en étant parallèlement ingénieur-conseil puis directeur chez Bossard Consultants de 1990 à 1993. À ce moment, il bascule pour la politique à temps plein, grâce au soutien que lui témoigne son proche ami Jean-François Mancel, alors président RPR du conseil général. Il sera donc directeur adminis-

tratif et financier du RPR (1993-1995), ainsi que secrétaire général (puis vice-président) de l'Association nationale pour la démocratie libérale. Conseiller régional de Picardie à partir de 1986, il deviendra vice-président de ce conseil régional en 1992 (président de la commission des finances de 1992 à 1998 et président du groupe RPR). Habitant Chantilly, il préside l'association Vivre Chantilly, sera délégué général des Nuits de feu, et deviendra maire de la commune à partir de 1995. Surtout, il sera le secrétaire général de l'Association de financement pour l'élection de Jacques Chirac dès novembre 1994. En mai 1995, il devient conseiller parlementaire au cabinet du Premier ministre Alain Juppé. Il retourne ensuite chez Arthur Andersen, comme directeur associé et spécialiste de l'audit des entreprises publiques. Ce « juppéiste du premier cercle » (*Le Monde*, 2 avril 2004) se fera détacher, pour quatre mois, comme trésorier de l'Association nationale de financement de la campagne de Jacques Chirac à partir du 11 février 2002. En juin 2002, il se présente pour la première fois aux élections législatives, dans la 4e circonscription de l'Oise, prenant la succession du RPR Arthur Dehaine, élu dans une triangulaire avec le FN et le PS en 1997. Totalisant 44,62 % dès le premier tour, il obtient 64,14 % au second tour, face à la candidate des Verts Delphine Schwindenhammer. Peu après, il devient le trésorier de l'UMP. Son rôle occulte apparaît au grand jour lorsqu'Alain Juppé l'impose comme président du Groupe d'amitié parlementaire France-Irak, succédant à Roselyne Bachelot. Le député de Seine-et-Marne Didier Julia, qui lorgnait le poste, déclare alors : « L'intervention brutale d'Alain Juppé [...] est une faute politique. Afficher l'idée de vouloir récolter les retombées financières de la politique de Jacques Chirac à l'égard de l'Irak contribue malheureusement à en discréditer la nature. » L'intéressé, qui a le courage d'admettre « ne rien connaître à l'Irak », déclare alors : « J'y suis allé en service commandé. Le critère était que je n'avais rien à voir avec les trois parlementaires qui se sont rendus à Bagdad en septembre. » Responsable administratif et financier de l'UMP de juin à novembre 2002, il est l'un des cofondateurs du Club de la Boussole. Les 21 fondateurs (qui seront suivis par une dizaine d'autres) sont de jeunes députés aux dents longues qui préparent des notes, émettent des avis, reçoivent à déjeuner ou à dîner nombre d'hommes politiques de premier plan. Ils se présentent comme des « élus de terrain » à l'écoute des « attentes » des Français. Le trésorier de l'UMP, membre de son bureau politique et de commission exécutive témoignera, en octobre 2003, en faveur d'Alain Juppé lors du procès sur les emplois fictifs de la Ville de Paris, assurant qu'il ne pouvait être au courant puisqu'il était « un secrétaire général invisible » (mais tout en se couvrant lui-même soigneusement, en se défaussant sur les anciens trésoriers du RPR). Comme directeur financier et administratif, il assura aussi à propos des permanents RPR payés par les impôts locaux des Parisiens : « Je n'ai pas eu le sentiment que c'était une situation irrégulière. » Il devient secrétaire d'État à la Réforme de l'État au printemps 2004. Dans le cadre de la campagne du référendum sur la Constitution européenne, il ira jusqu'à grimper en haut du Mont-Blanc pour y planter un drapeau européen. Malgré ses efforts, ce chiraquien de choc n'est pas reconduit dans le gouvernement de Dominique de Villepin et se rapproche dès lors de Nicolas Sarközy. Il est réélu député, le 18 septembre 2005, ayant obtenu 58,40 % face au socialiste Jean-Pierre Douyet (71,2 % d'abstentions). En 2006-2007, il dirige conjointement les finances de l'UMP et celles de la campagne présidentielle de Nicolas Sarközy. Le ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique dont il hérite alors en fait l'unique grand argentier de la France, obtenant des prérogatives qu'aucun de ses prédécesseurs n'a jamais eues. À ce titre, il gère les comptes de l'État mais aussi ceux de la sécurité sociale (700 milliards d'euros de dépenses, près de 40 % du produit intérieur brut). Avec pour tâche immédiate, la mise en forme du « paquet fiscal » (avec le « bouclier fiscal ») promis par Sarközy avant son élection. « Le grand argentier de l'UMP » (*Le Monde*, 19 mai 2007) rajoute à ses prérogatives celle de la réforme de l'État en 2009. Il est notamment en charge de la réforme des retraites lorsque son nom apparaît dans l'affaire d'évasion fiscale Liliane Bettencourt, la plus riche contribuable française. Sa propre épouse, Florence Henry, gérant de portefeuille chez 1818 (Caisses d'épargne) était devenue en 2007 la gérante des revenus de Mme Bettencourt au sein de la holding filiale Clymène. En parallèle, elle est à la tête de l'écurie de chevaux Dam's, qui permet à ses actionnaires d'échapper peu ou prou à l'impôt sur la fortune. En juillet 2010, il démissionne de ses fonctions de trésorier de l'UMP afin de ne pas se trouver plus en situation de conflit d'intérêts avec sa fonction ministérielle.

WOLKENSTEIN Alexis. Banquier, né le 5 décembre 1932 à Paris, décédé le 10 janvier 2002. Licencié en droit et titulaire d'un diplôme d'études supérieures d'économie politique et de sciences économiques, il entre en 1958 à la Caisse des dépôts et consignations comme chargé d'études économiques dans sa filiale, la Sedes, puis devient en 1964, secrétaire général d'une autre filiale, le Cereau. En 1968, il rejoint le département des affaires internationales du Crédit lyonnais avant de rejoindre celui du commerce extérieur. En 1973, il y deviendra sous-directeur de la direction centrale des affaires internationales, spécialisé dans le Comecom et l'Afrique, puis sera promu en 1978, directeur de l'Amérique du nord. En 1982, il prend la direction des ressources humaines avant de devenir en 1985, directeur général adjoint en charge des affaires internationales et de la coopération. Administrateur directeur général du Crédit lyonnais en 1992-1993 sous la houlette de Jean-Yves Haberer, il sera éliminé en raison de son implication dans l'affaire Metro Goldwyn Meyer (racheté par l'escroc italien Giancarlo Parretti), ne demeurant que consultant de la direction générale du Crédit lyonnais et comme représentant de son PDG Jean Peyrelevade auprès du Fonds monétaire international et de la Reine Élisabeth II.

WOLTON Dominique. Universitaire, né le 26 avril 1947 à Douala (Cameroun). Marié à une psychiatre, ce sociologue (licence en droit, thèse de 3e cycle de sociologie, Sciences-Po, DESS de sciences économiques), a effectué sa carrière dans l'université (maître-assistant à Paris XIII) et au CNRS (directeur du laboratoire Communication et Politique depuis 1988 et directeur du programme de recherche sur les sciences de la communication du CNRS), se spécialisant dans l'étude des relations entre les médias et la société civile ou politique, tout en se faisant connaître du grand public par une intense production littéraire. Directeur de Science Technologie Société (1980-1985), d'Hermès Cognition, Communication, Politique (depuis 1989), etc. Membre, depuis 1986, de la Société des lecteurs du *Monde* (présidée alors par Alain Minc) et conseiller du président de *France Télévision*, Jean-Pierre Elkabbach, de 1994 à 1998, il a signé de multiples ouvrages et rapports, comme *Le Nouvel ordre sexuel, Les Dégâts du progrès, L'Illusion écologique, Le Tertiaire éclaté, Raymond Aron, spectateur engagé, Terrorisme à la une, Penser la communication*, etc. Il a également interrogé, avec Jean-Louis Missika, le cardinal de Paris pour *Jean-Marie Lustiger, Le Choix de Dieu*.

WORMS Gérard. Banquier, né le 1er août 1936 à Paris. Cet X-Mines a débuté comme ingénieur des Mines en 1960, avant de passer trois ans plus tard à la Datar. De 1967 à 1969, il sera conseiller technique au cabinet d'Olivier Guichard, d'abord à l'Industrie, puis au Plan et à l'Aménagement du Territoire, avant de figurer au cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, de 1969 à 1971. Entré chez Hachette, dont il sera de 1978 à 1981, directeur général, il passe en 1981 chez Rhône-Poulenc, comme directeur général, puis rejoint finalement fin 1983 le groupe Suez comme directeur général adjoint, délégué général pour les affaires industrielles. Il en devient PDG en 1990, succédant à Renaud de La Genière, mais en sera évincé en 1995, s'étant heurté à son actionnaire de référence (l'UAP présidée par Jacques Friedmann), sa gestion de Suez s'étant conclue sur des pertes très élevées (quoique sous-estimées, elles auraient dépassé quatre milliards de francs), comme son successeur s'en aperçut après son départ, ayant en particulier revendu très bas après avoir acheté au plus haut la société d'assurances Victoire. Cela ne l'empêchera pas, deux mois plus tard, en septembre 1995 d'être coopté (en même temps que Nicolas Bazire) chez Rothschild et Cie Banque pour en présider le conseil des commanditaires et travailler au côté de David de Rothschild (qui s'appuie également sur Jean-Charles Naouri) sur la stratégie et le développement. Vice-président du conseil de surveillance de *M6* depuis 2003.

WORMSER André. Banquier, né le 27 juin 1928 à Paris. Diplômé de l'IEP et licencié en

LE SIÈCLE

droit, il est en 1951, attaché de direction aux études financières, puis en 1960, fondé de pouvoir chez Lazard Frères. Il entre ensuite à la Sovac, dont il deviendra, en 1961, directeur, en 1966, directeur général, puis en 1972, président du directoire (jusqu'en 1995). Il a également été PDG de Sovabail de 1969 à 1988, vice-président du conseil de surveillance de Crédipar, président de la Société guadeloupéenne de financements. Il est également administrateur d'Eurafrance, Romacrédit, Micos et Alleanza. Il a été, en 1970, vice-président, et de 1973 à 1975, président de l'Association des sociétés financières, et a fait partie du conseil d'administration de la Fondation pour les études de défense nationale. Président de la Société des amis de Georges Clémenceau et ancien président du Comité national pour les Français musulmans, il a présidé la commission d'études politiques du Conseil représentatif des institutions juives de France et fut premier vice-président du comité central de l'Alliance israélite universelle. Il continue à coordonner les actions de la gauche sioniste européenne (*Tribune juive*, 18 juillet 1996).

WOUTS Bernard. Président de société, né le 22 mars 1940 à Roubaix (Nord). Ingénieur électronicien passé par l'Institut industriel du Nord, cet ancien de la Jeunesse étudiante chrétienne est entré en 1965 au groupe Bayard (*La Croix*, *Le Pèlerin*), où il fera carrière comme directeur technique (1970), directeur industriel, directeur général adjoint, membre du conseil d'administration en juillet 1978, puis PDG en décembre 1981. En 1983, il se consacre à la direction générale de la SPER (*Agri-Sept*, *Clair Foyer*) avant d'accepter en 1985 l'offre d'André Fontaine d'être administrateur général du quotidien *Le Monde* (devenant également la même année président de Le Monde Publicité). En avril 1987, il prend la présidence du Monde Imprimerie, entreprenant une coûteuse rénovation technique du quotidien. Occupant diverses fonctions de direction dans les syndicats patronaux de presse, il succède en mars 1990 à Jacques Duquesne à la tête du *Point* jusqu'en 2004. Il est président des éditions Taillandier depuis 2000, vice-président du Syndicat de la presse magazine d'information et est élu en 2002 président de Diffusion Contrôle-OJD.

WULF Alain de. Inspecteur des Finances, né le 18 septembre 1940 à Argenteuil (Val-d'Oise). Ce normalien a fait carrière à Paribas, où il a notamment été dans les années 1980-1990, délégué général de la Banque Paribas, directeur général adjoint puis directeur général délégué de la Compagnie financière de Paribas (et vice-président de la Scoa), PDG de la Banque parisienne internationale, président de Paribas-Amérique du Nord et vice-président de la Banque continentale du Luxembourg. Directeur général délégué puis vice-président directeur général délégué de CUT (filiale commune d'EADS, Lagardère, Renault et Daimler-Chrysler) depuis 2002.



YADE Rama (Ramatoulaye YADE, épouse ZIMET, dite). Fonctionnaire, née le 13 décembre 1976 à Dakar (Sénégal). Elle est issue de la haute bourgeoisie noire : sa mère est professeur et son père, professeur d'histoire, fut le bras droit et secrétaire particulier du président socialiste Léopold Sédar Senghor. De confession musulmane (elle est toujours pratiquante et volontiers prosélyte en cette matière), elle a été éduquée dans un collège catholique. Elle est arrivée en France en 1987, lorsque son père fut pratiquement exilé à Paris, le successeur de Senghor, le président Abdou Diouf le détestant cordialement. Son père ayant divorcé, elle est demeurée avec sa mère et ses trois frères et sœurs. Elle est mariée avec Joseph Zimet, militant socialiste et chargé de mission à la communication de l'Agence française du développement. Il est le fils du chanteur yiddish Ben Zimet, fils d'un juif polonais et d'une juive allemande. Rama Yade continue à fréquenter des écoles privées catholiques, passant son baccalauréat en 1994. Sa mère se rapproche du Parti communiste, via le Secours populaire français. Rama Yade s'implique dans cette action, devenant monitrice pour les enfants défavorisés. De là, un grand respect envers « ce communisme de proximité, non idéologique mais humaniste ». Elle aura ensuite sa période Black Panthers, avec portraits de Malcolm X sur les murs de sa chambre. Après hypokhâgne, elle, s'oriente vers l'Institut d'études politiques de Paris. Elle devient, en 2002, administrateur du Sénat. En septembre 2005, elle bénéficie d'une promotion fulgurante comme adjointe à la directrice des programmes de *Public-Sénat*, la très coûteuse chaîne de télévision dirigée par Jean-Pierre Elkabbach., qui la protégera dès cet instant et la fera profiter de son entregent (notamment auprès de Christian Poncelet). En février 2006, elle réintègre les services du Sénat, étant une étant une nouvelle fois promue comme directrice adjointe du département des ressources humaines. Elle intègre aussi le Club XXIe siècle, le « Rotary Club des minorités visibles » dont elle deviendra vice-présidente, et le Club Averroès, nettement plus engagé à gauche. À la suite de l'incendie d'un immeuble du XIIIe arrondissement occupé illégalement par des familles africaines en 2005, elle signe alors, sous le pseudonyme d'Aminata Fall une tribune vengeresse dans *Le Monde* afin que la France « cesse de regarder ses enfants comme des gens d'ailleurs et les reconnaisse enfin comme les siens ». Suivra alors un livre, *Noirs de France* (Calmann-Lévy), dont on cite rarement le sous-titre : *Les Nouveaux Neg'Marrons*, très favorable au communautarisme. Bien qu'hostile à la Constitution européenne et favorable à l'intervention américaine en Irak (même si « le résultat n'est pas à la hauteur des attentes »), elle adhère finalement fin 2005 à l'UMP et non au PS comme on l'aurait pensé : « Rama fait l'unanimité à gauche. Le paradoxe est qu'elle n'existerait pas au Parti socialiste. Les gens de talent et d'expérience appartenant aux minorités sont nombreux au PS » explique un cadre du PS (*Le Monde*, 2 mars 2007). C'est « une déçue de la gauche dont elle attendait beaucoup » (*Le Monde*, 2 mars 2007). Elle va rapidement lier son destin à celui de Nicolas Sarközy, qui recherchait des représentants présentables des « minorités visibles ». Il la propulse donc, alors qu'elle n'a aucune expérience militante, secrétaire national de l'UMP en charge de la francophonie en mars 2006. Très vite, avec Rachida Dati, elle bénéficie des faveurs des médias, et jouera un rôle important dans les médias lors de la campagne présidentielle de 2007. Donnée comme secrétaire d'État à la Francophonie, elle devient finalement secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, en charge des Droits de l'homme. En 2009, elle devient secrétaire d'État aux Sports, entretenant des relations aussi exécrables avec son ministre de tutelle, Roselyne Bachelot, que, précédemment, avec Bernard Kouchner, par sa volonté systématique de jouer « perso » et de se faire remarquer des médias, n'hésitant pas à embarrasser plus d'une fois Nicolas Sarközy, lequel paraît s'en être lassé en raison de ses foucades. Conseiller municipal de Colombes depuis 2008 et conseillère régionale d'Île-de-France depuis 2010, elle sera ambassadeur de France auprès de l'Unesco de décembre 2010 à juin 2011. Elle démissionne de l'UMP et rallie Jean-Louis Borloo.

ZAGURY Daniel. Médecin, né le 26 juin 1950 à Courbevoie (Hauts-de-Seine). Ayant passé son enfance à Casablanca (Maroc), celui qui se définit comme un « juif pied-noir » (*Le Figaro*, 17 septembre 2003) a obtenu son doctorat en médecine en 1979, se spécialisant dans les expertises psychiatriques, en particulier de grands criminels, tout en dirigeant le service de psychiatrie de l'hôpital de Bondy depuis 1997.

ZALESKI Romain. Ingénieur, né le 7 février 1933 à Paris. Issu d'une famille de l'aristocratie polonaise, cet X-Mines, également diplômé de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs, a notamment été conseiller technique au cabinet de François-Xavier Ortoli (Développement industriel, 1969-1972), directeur général adjoint puis directeur de Revillon (1972-1979). Il a ensuite réalisé une colossale fortune dès qu'il a pris son indépendance. Totalement inconnu du grand public, il détient la cinquième fortune de France (mais vit essentiellement en Italie).

ZANNOTTI François. Président de société, né le 25 septembre 1926 à Ghisoni (Corse). Cet X-Ponts a été ingénieur des ponts et chaussées de la Mayenne de 1952 à 1953. Entré en 1958 chez Renault, il y sera jusqu'en 1967 directeur commercial pour le Marché commun. Dans sa filiale Saviem, il deviendra successivement directeur général adjoint (1968), président du directoire (1975), puis vice-président du conseil de surveillance (1976). Il sera président de Renault Véhicules Industriels de cette date à 1982. PDG de la Société commerciale de l'ouest africain de 1982 à 1987, il entre en 1993 au Conseil économique et social. Cet administrateur du Centre français du commerce extérieur a été également maire de Calvi de 1988 à 1996.

ZERIBI Karim. Technicien commercial, né le 25 septembre 1968 à Avignon (Vaucluse). Issu d'une famille d'origine algérienne (son grand-père, syndicaliste algérien, est arrivé en France dans les années 1950), il débuta comme stagiaire footballeur au club de première division du Stade Levallois (1985-1986), avant de jouer à l'Olympique d'Avignon (1988-1989), puis à Romans, tout en étant parallèlement conseiller d'éducation au lycée horticole de cette ville (1989-1990). Embauché à la SNCF, après un accident, comme agent commercial, il fut élu délégué syndical CGT permanent pour la PACA en 1991. En 1999, ce militant du Mouvement des citoyens, fondateur de sa section du Vaucluse en 1998, entre au cabinet de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, pour suivre les dossiers concernant « l'accès à la citoyenneté », devenant ensuite conseiller du président de la SNCF Louis Gallois pour les questions « d'égalité des chances » (2006-2008). Il a été conseiller municipal PS d'Avignon de 2001 à 2008 et l'est depuis lors de Marseille. Depuis 2008, la « grande gueule des banlieues » (*Le Monde*, 12 janvier 2007) préside la Régie des transports de Marseille. Il a signé *Le Sauvageon de la République* (Lattès, 2003).

ZIMMERMANN Marie-Jo (née KIN, épouse ZIMMERMANN). Enseignante, née le 29 avril 1951 à Creutzwald (Moselle). Cette fille d'un employé administratif (et non ingénieur comme parfois indiqué) a épousé Roland Zimmerman, cadre d'usine. Diplômée d'histoire-géographie (certificat) et de théologie (faculté de Strasbourg), elle a enseigné l'histoire au collège d'Augny, puis à l'ensemble scolaire Sainte-Chrétienne de Metz (1980-1988). Conseillère municipale RPR de cette commune en 1989 (jusqu'en 2002) et conseillère régionale de Lorraine en 1998 (jusqu'en 2010) grâce à l'appui de Pierre Messmer (qui l'avait déjà fait figurer sur la liste RPR aux élections législatives de 1986), elle devient la suppléante du très actif député RPR Jean-Louis Masson. Elle se présente finalement dans la 3e circonscription de la Moselle lors d'une élection législative partielle de février 1998, lorsque ce dernier est invalidé pour une argutie juridique. Élue avec 58,51 %, elle est réélue en 2002 face à l'écologiste Marie-Anne Isler-Béguin (62,22 %). En dépit de très nombreuses tensions persistantes au sein tant de l'UMP que de la droite locale, ce membre de la droite de conviction est encore réélu en 2007, l'emportant dès le premier tour avec 50,96 %. À l'Assemblée nationale, elle a suivi de très près ou fait voter la plupart des lois sur la parité hommes-femmes, en particulier dans le domaine politique et dans

les conseils d'administration des entreprises (elle est rapporteur de l'Observatoire de la parité et présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre hommes et femmes). Elle a vainement tenté, à diverses reprises (et notamment en 2008), de s'emparer de la mairie de Metz, s'étant heurtée sans succès à l'indéracinable centriste Jean-Marie Rausch, qui ne l'a jamais épargnée et a obtenu sa condamnation dans diverses occasions (finalement relaxée en appel en 2006).

ZINSOU-DERLIN Lionel. Directeur de société, né le 23 octobre 1954 à Paris. Il est le fils d'un Béninois, qui fut le médecin personnel de Léopold Sedar Senghor, et de mère française. Ancien de Normale sup et de l'IEP de Paris, cet agrégé de sciences économiques a débuté comme collaborateur de Pierre Dreyfus au ministère de l'Industrie en 1981, puis rejoint Laurent Fabius à l'Industrie et à Matignon, rédigeant nombre de ses discours. Utilisant également le pseudonyme de Pierre Mars, il a par ailleurs signé *Le Fer de lance, essai sur les nationalisations industrielles*. En 1986, il entre chez BSN, où il devient en octobre 1988 directeur du plan et du contrôle de gestion de la branche produits frais pour l'international et l'Asie-Pacifique. De 1989 à 1992, il est directeur à la direction générale des affaires financières, puis, après un passage comme directeur général de HP Foods en 1992-1993, sera promu en 1994 directeur général de la branche pâtes et plats cuisinés surgelés. Associé-gérant de Rothschild & Cie depuis 1997, il a été membre du Club des Quarante de Jean-Marie Messier. Depuis 2008, il figure au comité exécutif de PAI Partners. Il est l'un des rares membres du Siècle d'origine africaine.

ANNEXE I

CONSEILS D'ADMINISTRATION SUCCESSIFS DU SIÈCLE

Il se compose traditionnellement du bureau (président, vice-président, secrétaire général, trésorier), de quelques membres et parfois d'un observateur. De sa fondation en 1944 à sa mort, Georges Bérard-Quélin occupera le poste stratégique de secrétaire général, celui qui fait « tourner la machine », avant de passer la main à Étienne Lacour.

NB : Certaines variations dans les noms et les fonctions apparaissent entre certaines listes figurant dans les annuaires confidentiels, les listes déposées en préfecture et celles données par divers ouvrages, comme *le Bottin mondain*. En outre, les changements de bureau paraissent s'opérer à l'occasion soit du début de l'année soit du début de l'été (1er janvier et 1er juillet), ce qui ne facilite pas la tâche. Lorsque nous en disposions, nous avons utilisé de préférence les listes officiellement déposées par le Siècle au bureau des associations de la Préfecture de police.

1977 (*Bottin mondain 1978*). Jacques Fauvet (président), Gérard Worms (vice-président), Georges Bérard-Quélin (secrétaire général), Roger Fauroux (trésorier), Alof de Louvencourt, Jérôme Monod, Pierre Moussa, Jacques Rigaud, Robert Salmon, Roger-Gérard Schwartzenberg, Jean Dromer, Georges Dayan (observateur, selon *J'informe*, 9 novembre 1977).

1er juillet 1980 (liste déposée). Maurice Ulrich (président), Philippe Boulin (vice-président), Georges Bérard-Quélin (secrétaire général), Gérard Worms (trésorier), Marcel Boiteux, Jean-Yves Haberer, Lucien Lanier, Marceau Long, Pierre Moussa, Jean-Paul Parayre, Jacques Wahl (membres), Jean Gandois (observateur).

1984 **(liste déposée)**. Marceau Long (président), Simon Nora (vice-président), Georges Bérard-Quélin (secrétaire général), Gérard Worms (trésorier), Jean Deflassieux, Bernard Hanon, Philippe Lagayette, Jacques Lallement, Robert Lion, Pierre Nicolaÿ (membres).

1985 (*Bottin mondain 1986*). Simon Nora (président), Jean-Claude Paye (vice-président), Georges Bérard-Quélin (secrétaire général), Étienne Lacour (secrétaire général administratif), Gérard Worms (trésorier), Jean-Claude Casanova, Michèle Cotta, David Dautresme, Jean Deflassieux, Jean-Yves Haberer, Bernard Hanon, Philippe Lagayette, Robert Lion, Marceau Long, Alain Minc, Jérôme Monod, Pierre Nicolaÿ, René Rémond (membres), Jean Dromer et Jacques Rigaud (observateurs, liste interne, datée 8 janvier 1986).

1989 (*Bottin mondain 1990*). Simon Nora (président), René Rémond (vice-président), Georges Bérard-Quélin (secrétaire général), Étienne Lacour (secrétaire général adjoint), Gérard Worms (trésorier), Jean-Claude Casanova, Michèle Cotta, David Dautresme, Jean Deflassieux, Jean-Yves Haberer, Philippe Lagayette, Marceau Long, Alain Minc, Jérôme Monod, Jacques Rigaud, Maurice Ulrich (membres).

1990 (*Bottin mondain 1991*). Marceau Long (président), Gérard Worms (vice-président et trésorier), Étienne Lacour (secrétaire général), Jean-Louis Beffa, Jean-Claude Casanova, Olivier Chevrillon, Renaud Denoix de Saint-Marc, Olivier Duhamel, Jean-Yves Haberer, Jean-Noël Jeanneney, Pascal Lamy, Jean-Claude Paye, Hubert Védrine (membres).

1er janvier 1991 (liste déposée). Jean-Claude Paye (président), Jérôme Monod (vice-président), Jean Dromer (vice-président et trésorier), Jean-Yves Haberer (vice-président), Étienne Lacour (secrétaire général), Jean-Louis Beffa, Jean-Claude Casanova, Michèle Cotta, Renaud Denoix de Saint-Marc, Olivier Duhamel, Jean-Noël Jeanneney, Pascal Lamy, Marceau Long, Hubert Vedrine (membres), Michel Bon (observateur), Isabelle Renouard (observateur).

1er juillet 1994 (liste déposée). Jacques Rigaud (président), Yves Cannac (vice-président), Jean Peyrelevade (vice-président et trésorier), Étienne Lacour (secrétaire général), Martine Aubry, Jean-Claude Casanova, Bertrand Collomb, Olivier Duhamel, Jacques Friedmann, Pascal Lamy, Jérôme Monod, Jean-Claude Paye, Pierre Rosanvallon, Jean-Claude Trichet (membres).

1995 (*Bottin mondain 1996*). Jacques Rigaud (président), Yves Cannac (vice-président), Jean Dromer (trésorier et vice-président), Étienne Lacour (secrétaire général), Martine Aubry, Christian Blanc, Jean-Claude Casanova, Michèle Cotta, Olivier Duhamel, Jacques Friedmann, Jean Gandois, Pascal Lamy, Jérôme Monod, Didier Pineau-Valenciennes, Renaud Denoix de Saint-Marc (membres).

1er janvier 1996 (liste déposée). Jacques Rigaud (président), Renaud Denoix de Saint-Marc (vice-président), Pascal Lamy (vice-président), Jean Dromer (trésorier et vice-président), Étienne Lacour (secrétaire général), Martine Aubry, Christian Blanc, Jean-Claude Casanova, Michèle Cotta, Olivier Duhamel, Jacques Friedmann, Jean Gandois, Jérôme Monod, Didier Pineau-Valencienne (membres), Jean-Noël Jeanneney (observateur), Michel Bon (observateur).

Conseil d'administration 1996. Jacques Rigaud (président), Étienne Lacour (secrétaire général), Jean Dromer (vice-président), Renaux Denoix de Saint-Marc (vice-président), Pascal Lamy (vice-président), Martine Aubry, Christian Blanc, Jean-Claude Casanova, Olivier Duhamel, Jacques Friedman, Jean Gandois, Jérôme Monod, Didier Pineau-Valenciennes.

Conseil d'administration 1998. Le président du Siècle en titre, Jean Dromer, entre autre ancien président de l'Association des anciens élèves de l'Ena et ex-PDG de l'UAP, est décédé brutalement le 24 novembre 1998 (membre de la Commission trilatérale). Prévoyant quand même sa mort, il avait souhaité ne pas exercer un troisième mandat et avait été remplacé quelques jours auparavant (le 18 novembre) par un autre banquier, Gérard Worms, qui en était membre au moins depuis 1978. Ancien président d'IndoSuez (d'où il sera « évacué » après des pertes supérieures à 4 milliards de F) et directeur général d'Hachette, cet X-Mines préside le conseil des commanditaires de Rothschild et Cie Banque depuis 1995. Depuis 1997, il préside également la chaîne Histoire. Poussé par le baron Olivier Guichard et Ambroise Roux, il appartient au moins à deux autres cénacles très fermés : l'Association française des entreprises privées et la Fondation Saint-Simon.

La composition du conseil d'administration du Siècle est particulièrement complexe, évoluant au cours de l'année en raison des fins de mandat pour certains, et pour d'autres, de leur cooptation comme observateur (en outre, seulement durant six mois !). Ont donc figuré, à un moment ou à un autre, au conseil 1998 :

- Étienne Lacour (secrétaire général, responsable des éditions du groupe Bérard-Quélin, comme le *Bulletin quotidien*), assisté de Françoise Chaut pour le secrétariat administratif,
- Michel Bon (trésorier, PDG de France Telecom, membre de la Commission trilatérale),
- Renaud Denoix de Saint Marc (vice-président, secrétaire général du gouvernement puis vice-président du Conseil d'État),
- Michèle Cotta (vice-président, directeur général de France 2/France 3),
- Jean-Noël Jeanneney (vice-président),
- Jean-Claude Casanova (observateur, membre de la Commission trilatérale et du Groupe de Bilderberg),
- Françoise Chandernagor (conseiller d'État, écrivain, administrateur de la Société des lecteurs du Monde),
- Louis Schweitzer (PDG de Renault, membre de la Commission trilatérale),
- Philippe Lagayette (ex-directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, PDG de JP Morgan et Cie et d'Eurotunnel)
- Pascal Lamy (ancien observateur, ex-directeur de cabinet de Jacques Delors et nouveau commissaire européen)
- Jean Drucker (ancien observateur, vice-président de la Compagnie luxembourgeoise de télévision et PDG de M6)
- Jean-Claude Trichet (gouverneur de la Banque de France, membre du Groupe de Bilderberg)
- Louis Gallois (observateur, PDG d'Aérospatiale puis président de la SNCF)
- Bertrand Collomb (PDG de Lafarge, membre du Groupe de Bilderberg et de la Commission trilatérale)
- Jean Gandois (ancien PDG de Pechiney et président du CNPF jusqu'en 1997).

Conseil d'administration 1999

- Gérard Worms (président, président du conseil des commanditaires de Rothschild & Cie)
- Jean-Claude Casanova (vice-président, Trilatérale et groupe de Bilderberg)
- Jean-Noël Jeanneney (vice-président),
- Michel Bon (trésorier, PDG de France Telecom, Trilatérale)
- Étienne Lacour (secrétaire général)
- Françoise Chandernagor (conseiller d'État),
- Jean Drucker (PDG de M6)
- Louis Gallois (président de la SNCF)
- Philippe Lagayette (PDG de JP Morgan & Cie, PDG d'Eurotunnel)
- Pascal Lamy (commissaire européen)
- Louis Schweitzer (PDG de Renault, Trilatérale)
- Bertrand Collomb (observateur, PDG de Lafarge, Trilatérale et Groupe de Bilderberg).

Conseil d'administration 2001

- Gérard Worms (Rothschild & Cie) : président
- Jean-Claude Casanova (Le Figaro),
- Michèle Cotta (France 2) : vice-présidents.
- Jean Peyrelevade (Crédit lyonnais) : trésorier.
- Étienne Lacour : secrétaire général.
- Michel Bon (France Telecom),
- Bertrand Collomb (Lafarge),
- Bruno Cotte (Cour de cassation)
- Renaud Denoix de Saint-Marc (Conseil d'État, Ena)
- Louis Gallois (SNCF)
- Noëlle Lenoir (ex-Conseil constitutionnel, Unesco, Conseil d'État)
- Denis Olivennes (Canal +).
- Jean-Claude Trichet (Banque de France).
- Denis Kessler (Medef), observateur
- Louis Schweitzer (Renault), observateur.

Conseil d'administration au 1er janvier 2003

- Louis Schweitzer (PDG de Renault), président.
- Françoise Chandernagor (écrivain, membre de l'Académie Goncourt, ex-Maitre des requêtes au Conseil d'État)., vice-président.
- Trésorier : Jean Peyrelevade (PDG du Crédit lyonnais).
- Secrétaire général : Étienne Lacour (directeur de la rédaction et rédacteur en chef de la Société générale de presse, qui édite notamment le fameux Bulletin quotidien).
- Michel Bon (ex-président de France Telecom)
- Renaud Denoix de Saint-Marc (vice-président du Conseil d'État), Louis Gallois (président de la SNCF)
- Denis Jeambar (directeur de la rédaction de L'Express), Denis Kessler (PDG de SCOR)
- Marc Ladreit de Lacharrière (président de FIMALAC)
- Pascal Lamy (commissaire européen en charge du Commerce extérieur)
- Olivier Nora (président de Grasset & Fasquelle), Denis Olivennes (PDG de la FNAC).
- Jean Drucker (président du conseil de surveillance de M6, décédé), observateur.
- Jean-Claude Trichet (gouverneur de la Banque de France), observateur.

Conseil d'administration 2007

- Renaud Denoix de Saint-Marc (Enarque, vice-président honoraire du Conseil d'État, membre de l'Institut), président.
- Olivier Duhamel (Professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, codirecteur de la revue, Pouvoirs, ancien député européen socialiste), vice-président.
- Denis Kessler (agrégé de sciences sociales et de sciences économiques, docteur d'État, HEC. PDG du groupe SCOR, membre du CESI, membre de la Commission économique de la nation, ancien n° 2 du Medef), trésorier.
- Étienne Lacour. Directeur et rédacteur en chef de la Société générale de presse (fondée par Georges Bérard-Quélin, fondateur du Siècle), secrétaire général.
- Patricia Barbizet. Administrateur-directeur général d'Artémis (holding de François Pinault), vice-présidente de Pinault-Printemps-Redoute, Présidente de l'Association des anciens élèves du groupe ESC-EAP.
- Véronique Cayla. Directrice générale du Centre national de la cinématographie, vice-présidente du Festival de Cannes, ancien membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.
- Anne-Marie Couderc. Secrétaire générale d'Hachette Filipacchi Médias et de Lagardère Active, président de la Fondation Elle, présidente du Syndicat de la presse magazine et d'information, vice-présidente du Conseil supérieur des messageries de presse, ancien député, ancien ministre.
- Richard Descoings. Enarque, conseiller d'État, Directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, administrateur de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Philippe Faure. Enarque, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, ministre plénipotentiaire.

- Anne-Marie Idrac. Enarque, présidente de la SNCF, ancien député, ancien ministre, membre du Conseil économique et social.
- Bertrand Landrieu. Enarque, préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, président de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur.
- Henri Loyrette. Président-directeur du Musée du Louvre, conservateur général du patrimoine, membre de l'Institut.
- Denis Olivennes. Enarque, ancien de l'École normale supérieure, PDG de la Fnac, membre du Conseil d'orientation pour l'emploi, conseiller référendaire à la Cour des comptes.
- Marc Ladreit de Lacharrière. PDG de la Fimalac, président de la Fondation d'entreprise Culture et diversité, président de La Revue des Deux Mondes, chairman de Fitch-Ratings, président de la Section française du Bilderberg Group, membre de l'Institut. Observateur.
- Jean-Pierre Jouyet. Enarque, chef du service de l'Inspection générale des Finances, professeur d'économie à l'IEP-Paris, vice-président de l'Institut Pasteur, président d'honneur du club Témoin (de Jacques Delors). Observateur.

Conseil d'administration 2008

Denis Kessler: président.
Olivier Duhamel : vice-président.
Anne-Marie Idrac : vice-présidente.
Patricia Barbizet : trésorier.
Étienne Lacour : secrétaire général.
Administrateurs: Richard Descoings, Louis Gallois, Marc de Lacharrière, Louis Schweitzer, Denis Olivennes, Jean Veil, Olivier Nora.

Conseil d'administration 2010

Denis Kessler, PDG du groupe Scor: président
Louis Gallois, président exécutif d'EADS: vice-président
Henri Loyrette, PDG du musée du Louvre: vice-président
Marc Tessier, président de Vidéo Futur Entertainment Group : trésorier
Etienne Lacour, directeur de la rédaction de la Société générale de presse : secrétaire général
Marie-Louise Antoni, conseiller du président de Generali France. Observateur.
Jean-Louis Bourlanges, conseiller maître à la Cour des comptes, ancien député européen. Membre.
Catherine Colonna, ambassadeur auprès de l'Unesco, ancien ministre UMP. Membre.
Olivier Duhamel, professeur à Sciences Po Paris, codirecteur de la revue Pouvoir, ancien député socialiste européen. Membre.
Marc Ladreit de Lacharrière, PDG de Fimalac, président de la section française du Groupe de Bilderberg, chairman de l'agence de notation Fitch. Membre.
Olivier Nora, PDG de Grasset & Fasquelle et d'Arthème Fayard. Membre.
Nicole Notat, PDG de Vigeo, ancienne secrétaire générale de la CFDT. Membre.
Guillaume Pepy, président de la SNCF. Membre.
Louis Schweitzer, ancien président de Renault, ancien président de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité. Membre.
Jean Veil, avocat à la Cour d'appel de Paris. Membre.
Nicolas Baverez, avocat, éditorialiste au Point et au Monde. Observateur.
Augustin de Romanet, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations. Observateur.

Conseil d'administration 2012

Présidente : Nicole Notat.
Vice-présidents : Olivier Duhamel, Denis Olivennes.
Trésorier : Marc Tessier.
Secrétaire général : Etienne Lacourt.
Membres : Patricia Barbizet, Nicolas Baverez, Catherine Colonna, Xavier Darcos, Jean-Pierre Jouyet, Véronique Morali, Guillaume Pepy, Augustin de Romanet, Lionel Zinsou.
Observateurs : Philippe Faure, Eric Israelewicz.

Conseil d'administration 2014

Président: Jean Veil (avocat, fils de l'ancienne présidente du Parlement européen et de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, Simone Veil).
Vice-présidents : Anne-Marie Couderc (présidente de Presstalis, membre du conseil exécutif du Medef, ancienne ministre et députée RPR), Marc Guillaume (conseiller d'État, secrétaire général du Conseil constitutionnel).
Trésorier: Lionel Zinsou (président de PAI Partners, président du conseil de surveillance de Domaines Barons de Rothschild - Château Lafite, président du Conseil franco-nigérian du Medef International, ancien membre des cabinets des socialistes Pierre Dreyfus et Laurent Fabius).
Secrétaire général : Etienne Lacour.
Secrétaire-générale adjointe : Marianne Bérard-Quélin (PDG de la Société générale de presse, fille du fondateur du Siècle et de la Société générale de presse Georges Bérard-Quélin).

Membres : Jean-Louis Bourlanges (professeur à Sciences-Po Paris, ancien député européen centriste, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes), Philippe Faure (ambassadeur de France, représentant spécial pour le Mexique, président du Conseil de promotion du tourisme, administrateur de Pierre Fabre S.A., fils de Maurice Faure, qui fut garde des Sceaux mitterrandien, membre du Groupe de Bilderberg et du Siècle), Jean-Louis Georgelin (Grand-Chancelier de la Légion d'honneur, ancien chef d'état-major des Armées), Jean-Pierre Jouyet (ancien ministre sarközyste, ancien président de l'Institut Aspen France, filiale du groupe mondialiste américain Aspen Institute, inspecteur général des Finances, ancien directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, actuel secrétaire général de l'Élysée), Alexandre de Juniac (PDG d'Air France-KLM, maître des requêtes au Conseil d'État), Denis Kessler (PDG de la société de réassurance Scor, ancien assistant de Dominique Strauss-Kahn, président du Cercle de l'Orchestre de Paris, « idéologue du Medef »), Pascal Lamy (président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors, vice-président de la Fondation européenne d'études progressistes, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, ancien directeur de cabinet de Jacques Delors à Paris, où il fut l'artisan de la politique de rigueur en 1983-1984, et à Bruxelles, ancien commissaire européen, inspecteur général des Finances honoraire, ancien ministre socialiste), Philippe Wahl (PDG de La Poste, ancien maître des requêtes au Conseil d'État).
Observateurs : Olivier Duhamel (ancien professeur à Sciences Po Paris, codirecteur de la revue Pouvoirs, ancien député européen PS, éditoraliste à *Europe 1* et *Libération*, chroniqueur à LCI), Guillaume Pepy (PDG de la SNCF, maître des requêtes au Conseil d'État).

ANNEXE 2

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
AARON	Hervé	2014 2013 2012 2010 2007	
AARON	Jean-Claude	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
ABOUT	Jean-Pierre	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
ABRAHAM	Claude	1997 1996 1995 1994	1996 1993
ABRIAL	Stéphane	2014 2012 2010 2007	
ACCOYER	Bernard	2014 2012 2010	
ACHACHE	José	2014 2013 2012	2010
ACHARD	Pierre	2001 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1980
ACHILLE	Jean-Claude	1990 1984 1980	
ADLER	Alexandre	2014 2012 2010 2007 2003	2001
ADLER	Laure	2014 2012 2010 2007 2003	2001
AGON	Jean-Paul	2014 2012 2010	2007
AHRWEILER	Hélène	1994 1993 1990 1985	1989 1984
AIGRAIN †	Pierre	1990 1985 1984	1980
AILLAGON	Jean-Jacques	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
AILLERET	François	2003 2001 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1996 1984 1980
ALAJOUANINE	Ghislaine	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999	
ALBANEL	Christine	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1998 1997
ALBERT	Eric	2014	
ALBERT	Michel	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 84 83 82 80 78	1984 1980
ALBERTIN	Dominique	1980	
ALBIS	Tristan d'	2003 2001 1999 1998 1997 1995 1994 1993 1990 1983	1991 1989
ALBY †	Pierre	1985 1984 1982 1980 1978	1980
ALDUY	Dominique	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1995 1994 1993	1991

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
ALEXANDRE †	Marc	1978	1994 1993
ALLAVENA	Jean-Luc	2014 2013 2012 2010 2007	
ALLEGRE	Claude	2012 2010 2003 2001 1999 1998 1997	
ALLEGRE	Maurice	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1980	
ALLEST	Frédéric d'	1999 1998 1997 1995 1994	1993
ALPHANDERY	Claude	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984 1980
ALPHANDERY	Edmond	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1984 1983 1982	1984 1980
AMARA	Fadela	2014 2012 2010	2007
AMOUROUX	Henri	1980	
ANDREANI	Gilles	2014 2012 2010 2007	
ANDREANI	Jacques	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1996 1991
ANDREANI	Pascale	2014 2012 2010 2007	2003
ANDREU	Paul	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1989 1980
ANDREUZZA †	Claude	1995 1994 1993	1990 1989
ANDRIEU	Thomas	2014	
ANGLES	Bruno	2014 2012 2010 2007	
ANGOULVENT	Pierre	1990 1985 1984 1983 1982 1980	1980
ANGREMY	Jean-Pierre	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
ANTOINE	Dominique	2014 2013 2012 2010	
ANTONI-LAGAYETTE	Marie-Louise	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1996
APPARU	Benoist	2014 2012 2011	
ARAUD	Gérard	2014 2012 2010	
ARCHAMBAULT †	Pierre	1980	
ARCHAMBAULT	François	1980	
ARENS	Chantal	2014	
ARJUZON	Antoine d'	1990 1985 1984	
ARNAULT	Antoine	2014	
ARNAULT	Bernard	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
ARNAULT	Delphine	2014 2012	
ARNOULT (ORSENNA)	Erik	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
ARPAILLANGE	Pierre	1990 1985 1984 1980 1978	
ARRIGHI DE CASANOVA	Emile	1980	
ARTHUIS	Jean	2001 1999 1998 1997 1996	
ARTUS	Patrick	2003	
ARVIS	Jean	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1989
ASARO BIONDO	Carlo d'	2014	
ASSOULINE	Pierre	2014 2012 2010 2007 2003 2001	
ASTOUX †	André	1980	
ATGER †	Philippe	1980	
ATTALI	Bernard	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 93 90 85 84 83 82 80	1996 1991 1980
ATTALI	Jacques	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 80 78	1980
AUBERGER	Bernard	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1989 1984 1980
AUBERGER	Philippe	2012 2010 2007 2003 2001 1999	1998 1997 1996
AUBERT	François d'	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1989
AUBERT	Jean-Pierre	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990	
AUBRY	Martine	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
AUDIER	Agnès	2014 2013 2012	2010
AUDON	Michèle	1999 1998 1997 1996 1994 1993	
AUDOUR	Jean-Pierre	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996 1991 1989
AULAGNON	Maryse	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1998 1996 1994 1993
AULAGNON	Thierry	2014 2012 2010 2007	2003

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
AULNETTE	Christophe	2014 2013 2012 2010	2007
AUQUE	François	2014 2012 2010 2007 2003	2001 1999
AURILLAC	Michel	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1980
AUROUSSEAU	Jean-Claude	1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1989 1984
AZEMA	David	2014	2013 2012
AZOULAY	André	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1989
BABEAU	Emmanuel	2014	
BABELON	Jean-Pierre	1996	
BACH	Jean-François	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1996 1993
BACHELET	Jean-René	2003 2001 1999	1998 1997
BACHELOT	Damien	2014 2012	2010
BACONNIER	Robert	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1989
BADINTER	Robert	1978	2001 1999 1998 1997 1996
BADRE	Bertrand	2014 2013 2012 2010 2007	
BAILLY	Jean-Paul	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997	1996
BAIRD	Euan	2003	
BALACEANU	Jean-Claude	1985 1984 1983 1982 1980	1980
BALDELLI	Christopher	2014 2012 2010	2007
BALEINE DU LAURENS	Frédéric	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 85 84	1996 1989 1984
BALLADUR	Edouard	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
BALLE	Francis	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
BANON	François	2014	2013
BAQUIAST	Henri	1997 1996 1994 1993	
BARBAT-LAYANI	Marie-Anne	2014	
BARBE †	Jean-Christian	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
BARBERIS	Pierre	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1990
BARBIER DE LA SERRE	René	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1996 1993

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
BARBIZET	Patricia	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998
BARBOT	Ivan	2003 2001 1999 1998 1997 1996	
BARDIES	Bertrand de	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989
BARNIER	Michel	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 84 83	
BAROIN	François	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
BARRE	François	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994	
BARRET †	Pierre	1985 1984	1984
BARRIER	Geneviève	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1990
BARROT	Jacques	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	
BARTHOLIN	Pierre	1980	
BAS	Philippe	2010 2007 2003	
BATSCH	Laurent	2014	2012 2011
BAUDILLON	Philippe	2014 2013 2012 2010 2007	
BAUDIS	Dominique	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
BAUDOIN †	Denis	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984 1980
BAUDOIN †	Jacques	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
BAUMEL †	Jacques	1990	
BAVEREZ	Nicolas	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996
BAYLE	Jacques-Edmond	1980	
BAYLE	Jacques-Louis	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1980
BAYLE	Laurent	2014 2012 2010 2007	
BAYROU	Fançois	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
BAZIN	Benoit	2014 2012	2010

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
BAZIN	Sébastien	2014	
BAZIRE	Nicolas	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994
BAZY	Dominique	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1984
BAZY-MALAURIE	Claire	2014 2012 2010 2007	2003
BEAU	Bernard	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
BEAUCE	Thierry de	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990
BEAUFRET	Jean-Pascal	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995	1994
BEAUX	Christophe	2014	2013 2012 2010
BEAUX	Gilberte	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990
BEBEAR	Claude	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
BECHAT	Jean-Paul	2010 2007	2003
BEDAGUE-HAMILIUS	Véronique	2014 2012 2010	
BEDIER	Jérôme	2014 2012 2010 2007	
BEDIER	Laure	2014	
BEFFA	Jean-Louis	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 93 90 85 84 83	1996 1991 1984
BEFFA	Karol	2014	2012 2011
BEIGBEDER	Charles	2014 2012 2010	
BELAVAL	Philippe	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997	1996
BELIARD	Jean	1984	
BELLANGER	Serge	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
BELLET	Pierre	1982 1980 1978	1980
BELLON	Pierre	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994	
BELLOUBET	Nicole	2014 2012 2010	
BELMER	Rodolphe	2014	2012
BELORGEY	Gérard	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1989 1984 1980
BENABOU	Michael	2014	
BENGUIGUI	Yamina	2014 2012	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
BENICHOU	Alain	2014	2013
BENOIST †	Jean-Marie	1990 1985 1984 1983 1982 1980	1989 1984 1980
BENOIST	Gilles	2012 2010	2007
BENQUE	Constance	2014 2012	2010
BENTEGEAT	Henri	2010 2007 2003	
BERARD	Jean-Michel	2014 2012 2010 2007	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994
BERARD-ANDRIEU	Marguerite	2014 2013 2012	2010
BERARD-GENSTEIN	Marie-Hélène	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
BERARD-QUELIN †	Georges	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984 1980
BERARD-QUELIN	Laurent	2014 2013 2012 2010 2007	2003
BERARD-QUELIN	Marianne	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1989
BEREGOVOY †	Pierre	1993 1990	
BERES	Pervenche	2014 2012 2010	
BERGE	Pierre	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1989	
BERGEAL	Catherine	2014 2012 2010	
BERGER	Pierre	2014	
BERGOUGNOUX	Jean	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991
BERGOUNIOUX	Alain	2014	
BERNARD	Daniel	2014 2012 2010 2007	
BERNARD	François	1990	
BERNARD	Jean-René	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
BERNARD	Paul	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	
BERNARD-REYMOND	Pierre	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1980
BERNHEIM	Antoine	2010 2007 2003 2001 1999 1995 1994 1993 1990	1984 1980
BERNIS	Valérie	2014 2012 2010 2007	2003 2001
BERTHET	Bruno	2014 2012	2010
BERTRAND	Xavier	2014 2013 2012 2010 2007	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
BES DE BERC	Olivier	1984 1983 1982 1980 1978	1980
BESANCON	Alain	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1996
BESSE †	Georges	1985 1984 1983 1982	1984 1980
BESSE	Michel	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995	
BESSE	Pierre	1980 1978	
BESSON	Eric	2001	
BETTATI	Mario	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996
BEULLAC †	Christian	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
BEYER	Muriel	2014 2013 2012 2010 2007	
BEYTOUT	Nicolas	2014 2012 2010 2007 2003	
BEZARD	Bruno	2014	
BEZARD	Pierre	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1991 1990
BIANCO	Jean-Louis	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
BIDEGAIN †	José	1999 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
BIENAYME	Alain	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1989 1984 1980
BIGNON	Charles	1978	
BIGOT	Bernard	2014 2012 2011	
BILGER	Pierre	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1989 1984 1980
BILLARDON	André	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1989
BILLE	Jacques	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996
BILLETDOUX †	François	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
BINET	Jean-Paul	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
BIRRAUX	Claude	1984 1980	
BISCH	Pierre-Etienne	2014 2013 2012 2010	2007
BITTERLICH	Joachin	2014 2013 2012 2010 2007	
BIZARD	François	1980	
BLANC	André	1980	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
BLANC	Christian	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1991 1990
BLANC	Jean-Louis	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1991 1989
BLANC	Pierre-Louis	1990 1985 1984 1983 1982	1980
BLANCHARD DIGNAC	Christophe	2014 2012	
BLANCHARD	François	2007	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993
BLANCHARD	Laurent	2014 2013 2012	2011
BLANCHET	Jean-Didier	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1996 1991 1989 1984
BLANGY	Michel	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1990
BLANQUER	Jean-Michel	2014	
BLAYAU	Pierre	2014 2012 2010 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996
BLIN	Maurice	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
BLOCH-LAINE †	François	1984 1983 1982 1980 1978	
BLOCH-LAINE	Jean-Michel	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
BLONDEAU	Jacques	2010 2007 2003	
BLOT	Jacques	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1980
BOCCON-GIBOD	Laurent	2010 2007	
BOCKEL	Jean-Marie	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996
BOCQUET	Dominique	2014	2013 2012 2010
BOIDEVAIX	Serge	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
BOIRON	Michel	2014	2013
BOISDEFFRE	Martine de	2014 2013 2012 2010 2007 2003	
BOISIVON	Jean-Pierre	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996 1994
BOISSARD	Sophie	2014 2012 2010	2007
BOISSEAU	Philippe	2014	2013

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
BOISSIER	Pierre	2014 2013 2012 2010	
BOISSIEU	Christian de	2014 2012 2010 2007	2003
BOISSONNAT	Jean	1980	
BOITEUX	Marcel	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1996 1989 1980
BOIX-VIVES	Laurent	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1980
BOLLORE	Vincent	1999 1998 1997 1996 1994 1993	
BOLLORE	Yannick	2014 2012	2011
BOMPARD	Alexandre	2014 2013 2012 2010	
BOMPART	Henri	1980	
BON	Michel	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 84 83	1989 1984
BONDOUX	Jacques	1982 1980 1978	1980
BONELLI	Pierre	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1984
BONIN	Georges	1996 1994 1993 1990 1989	
BONNET	Christian	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989
BOONE	Laurence	2014	
BORDAZ	Robert	1980	
BORDIER	Paul	1980	
BORGES	Antonio	2010 2007 2003 2001	1999 1998
BORIES	Christel	2014 2013	
BORZEIX	Jean-Marie	2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994 1993 1991
BOSSON	Bernard	1999 1998 1997 1996 1994 1993	
BOUCAULT	Bernard	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996
BOUEE	Charles-Edouard	2014	2013
BOUGRAB	Jeannette	2014 2012 2011	
BOUILLOT	Isabelle	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1991 1990 1989
BOUJNAH	Stéphane	2014 2013 2012	2010

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
BOULET	Jean-Claude	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
BOULEZ	Pierre	1990 1980	
BOULIN	Philippe	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984 1980
BOUQUET	Patrick	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1989 1984 1980	
BOURDIS	Jean-Jacques	1980 1978	1980
BOURGES	Hervé	1999 1998 1997 1996 1994 1993	
BOURGES-MAUNOURY	Maurice	1980 1978	1984
BOURGOIS	Christian	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1984 1980	
BOURGOIS	Jean-Manuel	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 82 80	1996 1980
BOURGOIS	Joëlle	2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997
BOURGUIGNON	Philippe	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998
BOURIEZ	Philippe	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1989	
BOURLANGES	Jean-Louis	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996
BOURLOT	Pierre	2014 2012 2010	
BOURSIN	Jean-Louis	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1990
BOUSQUET DE FLORIAN	Pierre de	2014 2012 2010 2007	
BOUTET	Jacques	1994 1993 1990	
BOUTINARD-ROUELLE	Michel	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 93 90 85 84 83 82 80	1996 1989 1984 1980
BOUTON	Daniel	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	
BOUYGUES	Martin	2010 2007	
BOUYSSONNIE	Jean-Pierre	1980	
BOUZINAC †	Roger	1980	1984
BOYER	Dominique	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
BOYLES	Peter	2014 2012	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
BOYON	Michel	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1989 1984
BOZO †	Dominique	1993	
BOZO	Pierre-Jean	2014	
BOZONNET	Marcel	2012 2010 2007	
BRAC DE LA PERRIERE	Gilles	1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984 1980
BRAIBANT	Guy	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1989
BRAILLARD	Pierre	1980	
BRANCHE	René de	1980	
BRANDOLINI D'ADDA	Tiberto Ruy	2010 2007	
BRECHOT	Christian	2014 2012 2010 2007	
BREDIN	Jean-Denis	1995 1994 1993 1990	
BREDIN-BEAUFRET	Frédérique	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
BREGOU	Christian	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 82 80	1996 1980
BRETON	Thierry	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997
BREZIN	Antoine	2014 2013 2012 2010	
BRIAND	Philippe	2014 2012 2010 2007 2003 2001	
BRION	Alain	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	
BROCHAND	Bernard	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1989 1980
BROCHAND	Pierre	2007	
BROGLIE	Gabriel de	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1989
BROSSARD	Hervé	2014 2012 2010	2007
BROSSMANN	Jean-Pierre	2003	
BROUSSE	Pierre	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984
BRUCKNER	Pascal	2010 2007 2003	
BRUEL	Jean-Marc	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990 1989

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
BRULE	Jean-Pierre	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
BRUNET	Jean-Pierre	1990	1984 1980
BRUNHES	Bernard	2010 2007 2003	2001
BUFFET	Patrick	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1994
BUFFEVENT	Georges de	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
BUJON DE L'ESTANG	François	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991
BUKSPAN	Elisabeth	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	
BUQUEN	Olivier	2014 2013 2012 2011	
BURGARD	Jean-Jacques	1994 1993 1990 1985 1984 1982 1980 1978	1984 1980
BURGELIN	Jean-François	2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990
BURGUBURU	Danièle	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1989
BURGUBURU	Jean-Marie	2014 2012 2010 2007	
BUSSIERE	Claude	1994 1993 1990	
CABANES	Pierre	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1991
CABANNE	Ivan	1978	1980
CABANNES	Jean	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1991 1984
CABARET	Bernard	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1996 1991 1989
CACHIN	Françoise	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990 1989
CAEN	Jacques	1995 1994 1993 1990	1989
CAGNI	Pascal	2014 2012 2010	2007
CAHUZAC	Philippe	2012	
CAILLARD	Jean-Pierre	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995	1994
CALAVIA	Philippe	2014 2012 2010	
CALDERON	Gérald	1990 1985	1991
CALLEUX	Philippe	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1996 1989 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
CALMELS	Virginie	2014 2013 2012	2011
CALVET	Jacques	1998 1997 1996 1994 1993 1990	
CAMBAU	Claude	1980	
CAMBOURNAC	Jean	1982 1980 1978	
CAMBOURNAC	Thierry	2012 2010 2007	
CAMOUS	Paul	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
CAMUS	Philippe	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1990
CANDILIS	Takis	2014 2012 2010	2007
CANIARD	Etienne	2014 2013 2012 2010	2007
CANINO	Andrea	2014 2013 2012 2010	
CANIVET	Guy	2014 2012 2010 2007	
CANNAC	Yves	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 80 78	1996 1991 1989
CANTO-SPERBER	Monique	2014 2013 2012	2010
CAPRON	Jean-Pierre	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 82 80	1996 1991 1989 1984 1980
CARAYON	Bernard	2014 2013 2012 2010	2007
CARDOSO	Aldo	2014 2013 2012 2010 2007	2003
CAREIL	Patrick	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1989
CARESCHE	Christophe	2010 2007 2003	
CARIES	François	1980 1978	
CARIGNON	Alain	1996 1995 1994 1993 1990 1985	1991
CARLE	Rèmy	1996 1995 1994 1993 1990	
CARMOY	Hervé de	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996
CAROLIS	Patrick de	2014 2012 2010 2007	
CAROUR	Roger	1980	
CAROUS	Léonard	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
CARRERE D'ENCAUSSE	Hélène	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990 1989

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
CARRERE	Gilbert	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1991 1989 1984 1980
CARRERE-GEE	Marie-Claire	2014 2012 2010 2007	
CARREZ	Gilles	2012 2010 2007	
CARRIERE	Jean	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
CARRIERE	Jean-Claude	1997 1996 1994 1993	
CARRON	René	2007	
CASADESUS	Jean-Claude	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997	1996
CASANOVA	Jean-Claude	2012 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1996 1991 1989 1980
CASSIGNOL	Etienne-Jean	1994 1993 1991 1990	
CASTAREDE	Jean	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1980	
CASTEX	Jean	2014 2012 2010	2007
CASTRES	Didier	2014	
CASTRIES	Henri de	2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994 1993 1991
CATALA	Nicole	2003 2001 1999 1998 1997	1996
CAVADA	Jean-Marie	2012 2010 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
CAYLA	Véronique	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996 1994
CAZENEUVE	Bernard	2014	
CELLARD	André	1985 1984 1983 1982	1980
CHABOT	Arlette	2014 2012 2010 2007	
CHADEAU	André	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1984 1980
CHAGNOLLAUD	Dominique	2014 2013 2012	
CHAIN	Emmanuel	2014 2012 2010 2007	2003
CHAINE	Louis	1980	
CHAISEMARTIN	Yves de	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997
CHALENDAR	Pierre-André de	2014 2012 2010	2007
CHALMIN	Philippe	2014 2013 2012	2011
CHANDERNAGOR	André	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
CHANDERNAGOR	Françoise	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	
CHANTEPY	Christophe	2012 2010	
CHAPELLE †	Jean	1980 1978	1980
CHAPIN	Allan	2010	
CHAPON	Jean	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984 1980
CHARDON	Paul	1990 1985 1984	
CHARDON	Rémy	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
CHARETTE	Hervé de	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993
CHARHON	Francis	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994
CHARMET	Philippe	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
CHARPENTIER	Jacques	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1980	
CHARRIERE	Henri	1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
CHARTIER	Jérôme	2014 2013 2012 2010 2007	
CHARTRON	Jacques	1980	
CHASSIGNEUX	Pierre	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
CHATEL	Luc-Marie	2014 2012 2010 2007	
CHATENET	Pierre	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
CHATILLON	Dominique	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
CHAUMONT	Jacques	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1996 1991 1984
CHAUSSEBOURG	Fernand	1984 1983 1982 1980 1978	
CHAVANON	Christian	1980 1978	1980
CHENEVIER	Jean	1982 1980 1978	
CHENOT	Bernard	1980	
CHEREQUE	François	2014	
CHEREQUE	Jacques	1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
CHERKI	Claude	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990
CHERPITEL	Didier	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1994

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
CHERTIER	Dominique-Jean	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996
CHERTOK	Grégoire	2014 2013 2012 2010	2007
CHETAILLE	Bruno	2014 2013 2012	2010
CHEURF	Achour Maurad	2014 2012	2010
CHEVALIER	Alain	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1982 1980 1978	1984 1980
CHEVENEMENT	Jean-Pierre	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1980
CHEVRIER	Charles	1980	
CHEVRILLON	Olivier	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1996 1991 1989
CHEYSSON †	Claude	1990	1980
CHODRON DE COURCEL	Georges	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993
CHODRON DE COURCEL	Jean de	2003 2001 1999 1998 1997	
CHOUSSAT	Jean	1990	
CHRISTIE	William	2012 2010 2007	
CICUREL	Michel	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 94 93 90 85 84 83 82	1980
CIEUTAT	Bernard	2007	2003 2001 1999 1998
CIRELLI	Jean-François	2014 2012 2010 2007 2003	2001
CLAMADIEU	Jean-Pierre	2014 2012	2010
CLAUSADE	Josseline de	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996
CLEMENT †	Philippe	1998 1997 1996 1994 1993 1990 1980	
CLEMENT	Jérôme	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 84 83	1991
CLEMENT	Martine	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
CLEMENT	Pascal	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994
CLERC	François	1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
CLERMONT-TONNERRE	Antoine de	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 94 93 90 85 84 83 82	1989 1980
CLIVES-WORMS	Nicholas	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1989 1980	
CLOSEL	Jacques du	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
CLOUET	Jean	1982 1980 1978	1990 1989
CLUZEL	Jean-Paul	2014 2013 2012 2010 2007	2003
COCHARD	Jean-Pierre	1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
COHEN	Daniel	2012 2010 2007 2003	2001
COHEN	Elie	2014 2013 2012 2010	
COHEN-SEAT	Jean-Etienne	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
COHEN-SOLAL	Jean-Martin	2014 2012	
COHEN-TANUGY	Laurent	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996 1994
COINTAT	Michel	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
COISNE	Marie-Christine	2014 2012 2010 2007	
COLIN DE VERDIERE	Hubert	2007	
COLIN	Pierre	2014 2013 2012	2011
COLLARD	Jean-Philippe	2014 2013 2012 2010 2007	
COLLI	Jean-Claude	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
COLLIARD	Jean-Claude	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996 1991 1989 1984
COLLOMB	Bertrand	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 85 84	
COLLOMB	Gérard	2014 2012 2010 2007	2003
COLMOU	Yves	2014 2013 2012 2010 2007	2003
COLOMBANI	Jean-Marie	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
COLONNA	Catherine	2014 2013 2012 2010 2007	
COMBEAU	Paul	1996 1995 1994 1993 1990	1991 1984

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
COMBES	Michel	2014 2012 2010	
COMBLES de NAYVES	Dominique de	2014 2012 2010	2007
COMBRET	Bernard de	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1984 1980
COMET	Henri-Michel	2014 2012 2010	2007
COMOLLI	Jean-Dominique	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1991
CONSIGNY	Pierre	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996
CONSIGNY	Thierry	2012 2010 2007 2003	2001
CONSTANTIN	Daniel	2003 2001	
CONTAMINE	Claude	1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990 1989 1984	
CONTENAY	Daniel	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1984	
COPE	Jean-François	2014 2012 2010 2007 2003	
COPPEE	Evence-Charles	2014 2012 2010 2007	
CORBON	Jacques	1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1994 1989 1984 1980
CORDIER	Alain	2003	
CORNUT-GENTILLE	François	2014 2013 2012 2012 2010	2007
CORNUT-GENTILLE	Pierre	2014 2013 2012 2010 2007 2003	
COSSE	Pierre-Yves	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1996 1984
COSTA DE BEAUREGARD	Albert	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
COSTA DE BEAUREGARD	Olivier	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996 1994
COSTA	Jean-Paul	2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1989 1984
COSTE	André	1980	
COSTES	Gilbert	2014 2012 2010 2007	2003
COT †	Pierre-Donatien	1980 1978	
COT	Jean-Pierre	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1984 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
COTTA	Alain	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1996 1984 1980
COTTA	Michèle	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1996 1991
COTTE	Bruno	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991
COUDERC	Anne-Marie	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996
COULON	Jean-Marie	2003 2001 1999 1998 1997	1996
COURBIT	Stéphane	2014 2012 2010 2007	
COURCOL	Jean-Pierre	2001 1999 1998 1997 1996 1994	1993
COUSIN	Bertand	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1996 1991
COUSQUER	Yves	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995	1994
COUSSEAU	Henri-Claude	2012 2010 2007	
COUSTE	Pierre-Bernard	1984 1980	
COUTTS	Eric	2014 2013 2012	
COUTURON	Jean	1990 1985 1984	1980
CREMEL	Bruno	2014 2012 2010 2007	2003
CREMISI	Teresa	2014 2012 2010 2007 2003	2001
CREPEAU †	Michel	1996 1994 1993 1990 1980	
CREYSSEL	Jacques	2014 2013 2012 2010 2007 2003	2001
CROISSET	Charles de	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1980
CROUZET	Philippe	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996
CROZIER	Michel	1985 1984 1983	1990 1989 1982 1980 1978
CULTIAUX	Didier	2007 2003 2001	1999
CUNEO	Pierre	2014	2013 2012 2011
CUNY	Bertrand	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 80 78	1996 1980
CUVILLIER	Philippe	1997 1996 1994	
DAGNAUD	Monique	2014 2012 2010 2007 2003	2001

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
DALBERTO	Michel	2014 2012	
DALIBARD	Barbara	2014	2012
DAMIEN	André	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1980
DAMOUR	Thibault	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999
DANGEARD	Frank	2014 2013 2012 2010	2007
DANNAUD	Jean-Pierre	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1980
DANON	Laurence	2014 2012 2010 2007	
DARCOS	Xavier	2014 2013 2012 2010 2007	2003 2001
DARD	Guillaume	2014 2012 2010 2007 2003	2001 1999 1998 1997 1996
DARDEL	Frédéric	2014	
DARMON	Jacques	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989 1980
DARMON	Marco	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1989 1984
DARROIS	Jean-Michel	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990
DASSAULT	Laurent	2014	
DASSAULT	Olivier	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1984
DASSAULT	Serge	1990 1980	
DATI	Rachida	2014 2012 2010 2007	
DAUGE	Yves	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
DAUTRESME	David	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1989
DAUTRY	Alice	2014 2013 2012 2011	
DAUZIER †	Jean-Marie	1980 1978	
DAUZIER	Pierre	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1991 1989 1984 1980
DAVID	Jacques-Henri	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 84 82	1996 1991 1984
DAVID	Pierre	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1989 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
DAVID-WEILL	Michel	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1990 1985 1984 1983 1982	1994 1989 1984 1980
DAVIN	Jean-Paul	2014 2013 2012 2010	2007
DAVY de VIRVILLE	Michel	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
DAYAN †	Georges	1978	
DAYAN	Paule	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1990	1996 1989
DEAU	Thierry	2014	2012
DEBARGE	Marcel	1994 1993	
DEBATISSE	Michel	1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991
DEBBASCH	Charles	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1989 1980
DEBON	Marie-Ange	2014	
DEBORD	Valérie	2014	
DEBOUZY	Olivier	2010 2007 2003	2001
DECAUX	Jean-Charles	2014 2012	2011
DEFFOREY	Denis	1990 1985	
DEFLASSIEUX	Jean	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1996 1989
DEFOIS	Gérard	2001 1999 1998 1997	
DEGOS	Laurent	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995	1994
DEGRANDI	Jacques	2012	
DEHECQ	Jean-François	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
DELACOUR	Jean-Paul	1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1980
DELAMARE	Charles	1984 1983 1982 1980 1978	
DELAPALME	Bernard	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
DELAPALME	Nathalie	2014 2012 2010 2007	
DELAPORTE	Pierre	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1991 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
DELAUNAY	Jean-Luc	2001	
DELEBARRE	Michel	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
DELEU	Alain	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
DELMAS	Denis	2014 2012 2010 2007	
DELMAS	Philippe	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999	1998 1997
DELMAS-MARSALET	Jacques	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996
DELMON	Pierre	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
DELORME	Guy	1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1980
DELORS	Jacques	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
DELORT †	Jean-Jacques	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1989 1984 1980
DEMAROLLE	Alain	2014 2012 2010	2007
DEMIER	Catherine	2014 2013 2012 2010	2007
DEMORAND	Nicolas	2010	
DEMUTH	Gérard	2003 2001 1999 1998	
DENIEUIL	Paul-Henri	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	
DENIEUL	Michel	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1984 1980
DENIS	Jean-Pierre	1999 1998 1997 1996	
DENIS-LINTON	Martine	2014 2012 2010 2007 2003 2001	
DENIZET	Pierre	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1990 1985 84 83	1996 1991 1984
DENOIX DE SAINT-MARC	Renaud	2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1990 1985 84 83 82	1996 1991 1989 1980
DENOIX	Pierre	1980 1978	
DENY	Louis	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
DERAY	Gilbert	2012 2010 2007	
DEREZ	Thierry	2014 2012 2010	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
DERMAGNE	Jacques	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1990 1985	1996
DERMOUCHE	Aïssa	2012 2010 2007	2003
DERVELOY	Christian	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
DESAZARS DE MONTGAILHARD	Jacques	1980	
DESBARATS-BOLLET	Bruno	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
DESCHAMPS	Jacques	1990 1985 1984 1983 1982 1980	1980
DESCLAUX	Henri	2003 2001	1999 1998
DESCOINGS	Richard	2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994 1993
DESMAREST	Thierry	2010 2007 2003 2001 1999	1998 1997
DESMYTTERE	Jacques	1980	
DESPRAIRIES	Pierre	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
DEVAQUET	Alain	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1980
DEVEDJIAN	Patrick	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997
DEVEDJIAN	Thomas	2014	
DEWAR	Andrew	2012 2010	
D'HINNIN	Dominique	2014 2013 2012 2010 2007	
DIDIER	Michel	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 1985 84 83	1991 1989 1984
DIJOUD	Paul	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990	1980
DININ	Alain	2014 2013 2012 2010	2007
DINTILHAC	Jean-Pierre	2003 2001	1999
DOBKINE	Michel	2014	
DONDOUX †	Jacques	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
DONIOL	Guirec	1997 1996 1994 1993 1991	
DONTOT	Jacques	1978	
DORE	Christiane	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1984	
DORE	Joseph	2003	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
DORLAND-CLAUZEL	Claire	2014 2012	
DOUBIN	François	1999 1998 1997 1996 1994 1993	
DOUBLET	Maurice	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
DOUFFIAGUES	Jacques	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 1985 1984 1983	1991 1984
DOUMENC	Maurice	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
DOUROUX	Lucien	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 80 78	1996 1989
DRAI	Pierre	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	
DREYFUS	Louis	2014 2012 2010	2007
DREYFUS	Tony	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996
DRILLEAUD	Guy	1999 1998 1997 1996 1994 1993	
DROMER †	Jean	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1989 1984 1980
DROMER	Alain	2014 2012 2010 2007 2003	2001
DRU	Jean-Marie	2010 2007	
DRUCKER †	Jean	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1989 1984 1980
DUBEDOUT †	Hubert	1984	
DUBERNARD	Jean-Michel	2014 2012 2010 2007 2003	2001
DUBOS	Jean-François	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995	1994 1993 1990 1989
DUBOST	Michel	2014 2012 2010 2007 2003 2001	
DUBRULE	Paul	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990	1990
DUCASSE	Alain	2014	2013 2012
DUCLOS	Michel	2014 2012 2010 2007 2003 2001	
DUCOUSSET	Richard	2014 2013 2012 2010 2007 2003	2001
DUFOIX	Georgina	1996 1994 1993 1990	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
DUFOUR	Bernard	1984	
DUFOUR	François	2014 2013 2012 2010 2007	
DUFOURCQ	Bertrand	1999 1998 1997 1996 1995	1996 1994 1993
DUFOURCQ	Nicolas	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996
DUHAMEL	Alain	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1989 1980
DUHAMEL	Nathalie	2007 2003 2001 1999 1998 1997	
DUHAMEL	Olivier	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996 1991
DUHAMEL	Pierre-Mathieu	2014 2012 2010 2007	2003 2001 1999 1998 1997 1996
DUHAMEL	Stéphane	2003	
DULAC	Philippe	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
DUMAS	Philippe	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1996 1984
DUMAS	Roland	1990	
DUMAS	Sidonie	2014	
DUMONT	Pierre	1980	
DUPEYROUX	Jean-Jacques	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1980
DUPONT †	Jacques-Bernard	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
DUPONT	Philippe	2014 2012 2010 2007	
DURAND	Claude	1990	1990
DURAND	Guillaume	2010	
DURIEUX	Benoit	2014	2012 2011
DURIEUX	Bruno	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1990 1989
DUROUX	Axel	2014 2013 2012 2010	2007
DUSSART	Catherine	2014 2013 2012	2010
DUTHEILLET DE LAMOTHE	Olivier	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996
DUTREIL	Renaud	2010 2007	
DUVAL	Alexis	2014	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
DUVERGER	Maurice	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
EELSEN	Pierre	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1984
EL KAROUI	Hakim	2014 2012	2010
ELIACHEFF	Caroline	2014 2012 2010 2007 2003	2001
ELKABBACH	Jean-Pierre	2012 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996
EMMANUEL †	Pierre	1983 1982 1980 1978	1980
EMMANUELLI	Henri	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
ENGEL	Laurence	2014 2012	
EQUILBEY	Laurence	2014	2013 2012 2011
ERIGNAC †	Claude	1997 1996 1994 1993	
ERLANDE-BRANDENBURG	Alain	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996
ERNOTTE CUNCI	Delphine	2014	2013
ERRA	Mercedes	2014 2013 2012 2010 2007	
ESAMBERT	Bernard	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 80 78	1996 1984 1980
ESCANDE	Jean-Paul	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1989
ESCATHA	Yannick d'	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998
ESKENAZI	Gérard	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991
ESPINASSE	Jacques	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
ESSER	Frank	2014 2012 2010	2007
ESSIG	François	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1991 1989 1980
ESSIG	Philippe	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996 1991 1984
ESTEVA	Pierre	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
ESTRANGIN	Louis	1982 1980 1978	1980
ETRILLARD	Gilles	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
EUVRARD	Michel	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
EVENO	Bertrand	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 1985 1984 1983 82 80	
EVRARD	Luc	2014 2012 2011	
EWALD	François	2014 2013 2012 2010 2007	
EYT †	Pierre	2001 1999 1998 1997 1996 1995	1993
EZRATTY-BADER	Myriam	1996 1995 1993 1990	1991 1990
FABIUS	Laurent	1980 1978	
FABRA	Paul	1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
FABRE †	Robert	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
FAIVRE D'ARCIER	Bernard	2010 2007 2003 2001	1999 1998
FALQUE-PIERROTIN	Thierry	2014 2013 2012 2010	
FARGE	Jean	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1983 1982	1984 1980
FARKAS	Gabriel	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
FARON	Olivier	2014 2013 2012	2010
FASQUELLE	Jean-Claude	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
FAUGERE	Jean-Paul	2014 2012 2010	
FAUGERE	Mireille	2014 2013 2012	
FAURE	Maurice	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1984 1980
FAURE	Pascal	2014	2013 2012
FAURE	Patrick	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
FAURE	Philippe	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991
FAURE	Roland	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1980
FAUROUX	Roger	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1984 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
FAURRE †	Pierre	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990 1989
FAUST	Jean-Jacques	1984 1983 1982 1980 1978	1980
FAUTRIER	Bernard	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
FAUTZ	Marcel	1985 1984 1982 1980 1978	
FAUVET †	Jacques	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1989 1984 1980
FAVIER	Denis	2014	
FAVIER	Jean	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1996 1989 1984 1980
FAVRE	Philippe	2010	
FEFFER	Marc-André	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
FELS	Xavier	2010 2007 2003 2001	
FERNANDEZ	Ramon	2014	2013
FERNIOT †	Jean	1980 1978	
FERONE	Geneviève	2014 2012 2010	2007
FERRAND †	Olivier	2012 2011	
FERRERO	Dominique	2010 2007	2003
FERRY	Dominique	1980	
FERRY	Jacques	1980 1978	
FERRY	Luc	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1990
FEUILHADE DE CHAUVIN	Tanneguy	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
FEVRE	Charles	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1980	
FIELD	Michel	2014 2013 2012 2010	
FIEVET	Antoine	2014 2013 2012 2011	
FILIPPETTI	Aurélie	2014 2012	2011
FILIPPI †	Jean	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
FILIPPI	Charles-Henri	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	
FILLON	François	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1989

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
FINCHELSTEIN	Gilles	2014 2012	2010
FISCHER	Alain	2014 2012	2010
FITOUSSI	Jean-Paul	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993
FIXOT	Bernard	2014 2013 2012 2010 2007	
FLEURIOT	Pierre	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996
FLEURY	Jean	1999 1998 1997 1996 1994 1993	
FLORNOY	Yves	1985 1984 1983 1982	1984
FOGLIZZO	Jean	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	
FOLZ	Jean-Martin	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1991 1989
FONTAINE	André	1994 1993 1990	1989
FONTANET †	Joseph	1978	
FONTANET	Xavier	2014 2012 2010	
FONTENAIST	Bruno	2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991
FORESTIER	Christian	2014 2013 2012 2010 2007	
FORETTE	Françoise	2010 2007 2003	2001
FORGEARD	Noël	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991
FORGEOT	Jean	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
FORGES	Sylvain de	2014 2012 2010	2007
FORNI	Raymond	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1991 1984
FOTTORINO	Eric	2012 2010	
FOUCAULD	Jean-Baptiste de	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1989
FOUKS	Stéphane	2014 2012	
FOUQUET	Olivier	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1991
FOURCADE	Jean-Pierre	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 84 83 82 80 78	1991 1989 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
FOURNIER	François	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
FOURNIER	Jacques	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1978	1989 1984
FRAIDENRAICH	Pierre	2014 2012	
FRANC	Michel	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1989
FRANCOIS-PONCET	Jean	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 93 90 1985 84 83 82 80 78	
FRANCOIS-PONCET	Michel	1996 1995 1994 1993 1990	
FRANCQ	Thierry	2014 2012 2010	2007
FRAPPART	Charles	1980 1978	1980
FRASCA	Giorgio	2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999
FRECHES	José	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1989
FREDET	Pierre	1985	1980
FREMONT	Jean-Pierre	2014	2012 2011
FREROT	Antoine	2014 2012	2011
FREYCHE	Michel	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1996 1984 1980
FRIEDMANN	Jacques	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1989 1984 1980
FRIEDMANN	Michel	1994 1993	
FRISON-ROCHE	Marie-Anne	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999	1998 1997
FROMENT-MEURICE	François	2014 2013 2012 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 97 96 95 94 93 90 85 84 83 82	1996 1991 1980
FRYDMAN	Jean	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
FUNCK-BRENTANO	Jean-Louis	1995 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
GADONNEIX	Pierre	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995	1996 1993
GAILLARD	Jean-Michel	2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994 1993 1990

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
GALATOIRE-MALEGARIE	Henri	1980	
GALL	Hugues	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 85 84 83 82 80 78	1980
GALLEY †	Robert	1978	
GALLI	Philippe	2014 2013 2012	2010
GALLIENNE	Guillaume	2014 2013	
GALLOIS	Louis	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 1985 1984	1989
GALLOT	Michel	1995 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1984 1980
GALVANI	Jacques	2014	2013 2012 2011
GANCEL	Denis	2014 2013	
GANDOIS	Jean	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1996 1991 1984 1980
GARAUD	Marie-France	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
GARBOIS	Jean	2007 2003 2001	
GARNIER	Patrice	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990
GATTAZ	Pierre	2014	
GAUDIN	Michel	2014 2013 2012 2010	
GAUTIER-SAUVAGNAC	Denis	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1990 1989
GAVOIS	Francis	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1991 1989 1980
GAYMARD	Hervé	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999	1998 1997
GELAMUR	Jean	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
GELLARD	Jacques	1990	1999 1998 1997 1996 1994 1993
GENDREAU-MASSALOUX	Michèle	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
GENESTAR	Alain	2014 2012 2010 2007 2003	2001
GENEVOIS	Bruno	1990	1990
GENG	Françoise	2014 2013	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
GENIN	Maurice	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
GENOYER	Maurice	1980	
GENTIL †	Paul	1984 1983 1982 1980	1980
GENTIN	Frank	2014	
GENTON	Joseph-Camille	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
GENTOT	Michel	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
GENUINI	Benoît	2014 2012 2010 2007	2003 2001
GEORGELIN	Jean-Louis	2014 2012 2010 2007	2003
GEORGES-PICOT	Bruno	1990 1980	
GEORGY †	Guy	1984 1980	
GERARD	Patrick	2014 2013 2012	2010
GERGORIN	Jean-Louis	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80	1989 1984 1980
GERMOND	Philippe	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	
GERONDEAU	Christian	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 80 78	1996 1984 1980
GERONDEAU	Jean-Louis	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
GHOSN	Carlos	2010 2007 2003 2001	
GIACOMETTI	Pierre	2014 2013 2012 2010 2007	
GIACOMOTTO	Christian	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993
GIESBERT	Franz-Olivier	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991
GILBERT	Jean-Pierre	1980	
GILLES	Roland	2014 2012 2010	
GINOCCHIO	Roger	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
GIRAL	Jean-Louis	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1991 1990 1989
GIRARD	Christophe	2014 2012 2010 2007	
GIRARD	Renaud	2014 2012	2010

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
GIRAUD †	Michel	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991
GIRAUD	André	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
GIRAUDET	Pierre	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984 1980
GISCARD D'ESTAING	Henri	2014 2013 2012 2010 2007	
GISCARD D'ESTAING	Jacques	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1991 1989 1984 1980
GIUILY	Eric	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996
GIULIANI	Jean-Dominique	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996
GLASER	Emmanuel	2014	
GLAVANY	Jean	2003 2001	2012 2010 2007
GLOWINSKY	Jacques	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
GODE	Pierre	2014 2012 2010 2007 2003	
GODEST	François	1990	
GODINO	Roger	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
GOLDBERG	Serge	1993 1990 1984	
GOLDMARK	Peter	2007 2003	
GOMEZ	Alain	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
GOMEZ	Geneviève	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990
GOSSET-GRAINVILLE	Antoine	2014 2012 2010 2007	
GOUGENHEIM	Jacques-Henri	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1991 1984 1980
GOURDAULT-MONTAGNE	Maurice	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996
GOURDON	Alain	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1989 1984 1980
GOURGEON	Pierre-Henri	2012 2010	2007
GOURNAY	Bernard	1990 1980	
GOUX	Christian	1994 1993 1990	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
GOUYOU-BEAUCHAMPS	Xavier	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
GRANGE CABANE	Alain	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1990 1984
GRANRUT	Bernard du	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
GRENIER	Rémi	2014	2012 2011
GREVISSE	Fernand	1985 1984	1990
GRIGNARD	Marcel	2014 2012	
GRILL	Alain	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
GRILLET	Thierry	2012 2010 2007	
GRISCELLI	Claude	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993
GRIVET	Jérôme	2014 2013 2012 2010 2007	
GROSSER	Alfred	1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1991 1989 1980
GRUMBERG	Armand W.	2014 2013 2012 2010	
GRUNITZKY	Claude	2014 2012 2010	
GUEGUINOU	Jean	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1989
GUEHENNO	Jean-Marie	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1990
GUELFI	Julien	1980	
GUEROULT	Jean	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
GUICHARD	Alain	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991
GUICHARD	Antoine	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1989 1980
GUIDONI	Pierre	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1980	
GUIGOU	Elisabeth	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990
GUIGUET	Olivier	2014 2013 2012 2011	
GUILBAUD	Armand	1993 1990 1985	
GUILLAUD	Jean-Louis	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1989 1984 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
GUILLAUME	François	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1984	
GUILLAUME	Henri	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
GUILLAUME	Marc	2014 2013 2012 2010 2007	
GUILLENCHMIDT	Jacqueline de	2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999
GUILLENCHMIDT	Michel de	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 97 96 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1980
GUILLOU	Marion	2014 2013 2012 2010 2007	2003
GUIRAUD	David	2014 2012 2010	2007
GUITONNEAU	Raymond	1985 1984 1983 1982 1980	1980
GUTMANN	Francis	1997 1996 1994 1993 1990	
GUYAU	Luc	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1994
HAAS	Pierre	1985 1984 1983 1982 1980	1984 1980
HABERER	Jean-Yves	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1989 1984 1980
HABERT	Benoit	2014 2012	2010
HADAS-LEBEL	Raphaël	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 97 96 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1996 1991 1989
HAENEL	Hubert	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 96 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1996 1984 1980
HAGELSTEEN	Bernard	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990 1989
HAGELSTEEN	Marie-Dominique	2012 2010 2007 2003	2001
HALBERSTADT-HARARI	Simone	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989 1984
HALBRON	Jean-Pierre	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1996 1991 1989 1984 1980
HALLEY	Paul-Louis	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1989	
HAMON	Léo	1980	
HANNOTIN	Marc	1982 1980 1978	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
HANNOUN	Hervé	2003 2001	
HANON	Bernard	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1996 1991 1984 1980
HANOTAUX	Pierre	2014 2013 2012	
HARTOG	Lucien	1978	
HASSAN	Jean-Claude	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
HAU	Emmanuel	2003 2001	1999
HAZAN	Adeline	2014 2012 2010 2007 2003	
HEFES	Sylvain	2014 2012 2010 2007 2003	2001
HEILBRONNER	François	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1980	
HEISBOURG	François	2014 2012 2010 2007	2003
HENART	Laurent	2014 2012	
HENNEKINNE	Loïc	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990
HENROT	François	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 84 83	
HERBERT	Michel	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996
HERMELIN	Paul	2014 2012 2010	2007
HERNU †	Charles	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
HEROUARD	Antoine	2014 2012	2010
HERREWYN	Jean-Michel	2014	2013 2012
HERTEMAN	Jean-Paul	2014 2012	
HERZOG	Félicité	2014 2013 2012 2010	2007
HESPEL	Véronique	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991
HETZEL	Patrick	2014 2012 2010	2007
HIERONIMUS	Nicolas	2014	
HINFRAY	François	2014 2012 2010 2007	
HIRSCH	Georges-François	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996 1994
HIRSCH	Jean-Pierre	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
HIRSCH	Martin	2014 2013 2012 2010 2007	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
HOEFFEL	Daniel	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991
HOLDER	Maxime	2014 2013 2012	2010
HOLLANDE	François	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
HOLLARD	Vincent	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1989
HOLLEAUX	André	1985 1984 1983 1982	
HOOG	Emmanuel	2014 2013 2012 2010	
HOSS	Jean-Pierre	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	
HOUZE	Philippe	2014 2012 2010 2007 2003	2001
HUA	Daniel	1997 1996 1994 1993 1991 1980	
HUBERT	Jean-Michel	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
HUCHON	Jean-Paul	2003 2001 1999	
HUET	Philippe	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
HUG	Michel	1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
HUILLARD	Xavier	2014 2012	2010
HULLO	Antoine	1982 1980 1978	
HUNT	Pierre	1990	1984 1980
HUNTZINGER	Jacques	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1989	
HUYBRECHTS	Jacques	2014 2013	
IDRAC	Anne-Marie	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998
IMBERT	Claude	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
IMBERT	Jean	1982 1980 1978	
INGALL-MONTAGNIER	Philippe	2014 2012 2010	
ISAUTIER	Bernard	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990 1989
ISRAEL	Stéphane	2014 2013	
ISTEL	Yves-André	1999 1998	
IZRAELEWICZ †	Erik	2012 2010 2007	
JACAMON	Jean-Paul	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
JACOB	Christian	2014 2012 2010	
JACOB	Odile	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1989
JACOMET	Dominique	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
JACQUARD	Pierre	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
JACQUET	Nicolas	2014 2013 2012 2010 2007	
JACQUILLAT	Bertrand	2014 2013 2012 2010 2007	2003 2001 1999
JACQZ	Hubert	1980	
JAFFRE	Jérôme	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1989 1984
JAFFRE	Philippe	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1996 1984 1980
JANCOVICI	Jean-Marc	2014 2013 2012 2011	
JANICOT	Daniel	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	2014 2013 2012 1996 1991 1990 1984 1980
JANSSEN	Claude	1999 1998 1997 1996 1994 1991 1990 1984 1980	
JEAMBAR	Denis	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996
JEANCOURT-GALIGNANI	Antoine	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
JEANNENEY	Jean-Noël	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 85 84	1996 1991 1984
JEANNENEY	Pierre-Alain	2014 2012 2010	
JEANSON †	André	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
JEANTET	Pierre	2012 2010 2007	2003
JENGER	Jean	1996 1995 1994 1993 1990	1996
JEORGER	Léopold	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1989 1984
JEVAKHOFF	Alexandre	2014 2013 2012 2010 2007	
JOEL	Nicolas	2010	
JOFFRIN	Laurent	2012 2010 2007 2003	2001
JOHANET	Gilles	2003 2001 1999 1998	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
JOINET	Louis	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1984
JOLY	Alain	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1991 1990 1989	
JOLY	Alexandre	2014 2012	2010
JOLY	Hubert	2014 2012 2010	
JORDA	Claude	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1991
JOSPIN	Lionel	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1991 1980	
JOSSELIN	Charles	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1991 1989 1980
JOUANNO	Chantal	2014 2012 2011	
JOUBERT	Bruno	2014 2012 2010	
JOUSSET	Frédéric	2014 2013 2012	2010
JOUVEN	François	2014 2013 2012 2010 2007	2003 2001
JOUYET	Jean-Pierre	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990 1989
JOXE	Pierre	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1991
JULLIARD	Jacques	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991
JULY	Serge	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990
JUNIAC	Alexandre de	2014 2012 2010 2007 2003	
JUPPE	Alain	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	
JURGENSEN †	Jean-Daniel	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
JURGENSEN	Philippe	2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1996 1980
JUTHEAU	Raymond	1980	
KAHN	Axel	2001	
KALFON	Thierry	2014 2012	2011

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
KARMITZ	Marin	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1989
KATLAMA	Christine	2010 2007	
KEMOULARIA	Claude de	1990 1985	1980
KEMPINSKI	Michel	2014 2013 2012 2010	
KEPEL	Gilles	2014 2013 2012 2010 2007	2003
KERGORLAY	Denis de	2014	
KERVASDOUE	Jean de	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	
KERVERN	Georges-Yves	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1996 1989
KESSLER	David	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999	1998 1997
KESSLER	Denis	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993
KHAYAT	David	2014 2012 2010 2007 2003	2001
KIEJMAN	Georges	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1990
KLEIN	Olivier	2014	2013 2012
KLINGER	Thierry	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1980	
KNOCK-MEO	Isabelle	2014 2012 2010	
KOCH	Roland	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
KOCHER	Isabelle	2014 2013	
KORN	Henri	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1984
KOSCIUSKO-MORIZET	Nathalie	2014 2012 2010	2007
KOSCIUSKO-MORIZET	Pierre	2014 2012	2010
KOUCHNER	Bernard	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1991
KOUCHNER	Julien	2014	2013 2012 2010
KOURILSKY	François	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1990
KREISS	Olivier	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997	
KRIEGEL	Blandine	2014 2012 2010	
KRIVINE	Emmanuel	2014 2012 2010 2007	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
KRON	Patrick	2010 2007	
KUEHN	Louis	1985 1984 1983 1982 1980	1980
LA FOURNIERE †	Xavier de	1990	1980
LA GONTRIE	Marie-Pierre de	2014 2012 2010 2007	2003 2001
LA MARTINIERE †	Dominique de	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1980
LA MARTINIERE	Gérard de	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990
LABOULAYE	Stanislas de	2014 2012 2010 2007	
LABOURDETTE	Marie-Christine	2014	
LABOURET	Claude	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
LABOURET	Vincent	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
LABRO	Philippe	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
LABRUSSE	Bertrand	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1989 1984 1980
LACAN	Bernard	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
LACARRIERE	Philippe	1990 1985 1984 1983 1982	1980
LACHENAUD	Jean-Philippe	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993
LACHMANN	Henri	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1990 1989
LACLOTTE	Michel	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	
LACOSTE-LAREYMONDIE †	Alain de	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
LACOUR	Etienne	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 94 93 90 85 84 83 82	1996 1991 1989 1984 1980
LACROIX	Edouard	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
LADREIT DE LACHARRIERE	Marc	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 85 84	1990 1989 1984
LAFFITTE	Pierre	1990	
LAFONT	Bruno	2014 2012 2010 2007	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
LAFONTA	Jean-Bernard	2014 2012 2010 2007	
LAGARDE	Christine	2010 2007	
LAGARDERE †	Jean-Luc	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
LAGAYETTE	Philippe	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 97 96 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1996 1991 1984 1980
LAGRANGE	François	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 80 78	1991 1989 1984 1980
LAGUMINA	Sandra	2014	2012
LAHOUD	Marwan	2014 2012	2010
LAIDI	Zaki	2014 2013 2012 2010 2007 2003	2001
LAINE	Mathieu	2014	
LALLEMENT	Didier	2014	
LALLEMENT	Jacques	1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1984 1980
LAMARCHE	Gérard	2014 2012 2010	2007
LAMASSOURE	Alain	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1985 1984 1983 1982	1996 1994 1984 1980
LAMBERT	Alain	2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997
LAMBERT	Maurice	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
LAMBRON	Marc	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990
LAMIRAULT	Philippe	1984 1980	
LAMOUR	Catherine	2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998
LAMOUR	Jean-François	2007	
LAMY	Pascal	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 94 93 90 85 84 83 82	1996
LANCELOT	Alain	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1996 1991 1984 1980
LANDAU	Igor	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1996 1991 1989 1984

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
LANDRIEU	Bertrand	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1991 1990
LANG	Jack	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 97 96 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1980
LANGLOIS-GLANDIER	Janine	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
LANGLOIS-MEURINNE	Christian	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1989
LANIER	Jean	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1980
LANIER	Lucien	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1991 1989 1984
LANXADE	Jacques	1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993
LAPAUTRE	René	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1991 1989 1980
LARCHER	Gérard	2014 2012 2010	2007
LARERE	Xavier	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1989 1984 1980
LARQUIE	André	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
LASRY	Claude	1978	1980
LASSERRE	Bruno	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994 1993
LASVIGNES	Serge	2014 2012 2010	
LATHIERE †	Bernard	1994 1993 1990	
LATSCHA	Jacques	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
LATTES	Jean-Claude	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
LATTES	Robert	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
LAUDET	Michel	2003 2001 1999 1998 1997	1996
LAUGA	Louis	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
LAUGIER	Alain	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1984 1980
LAURE †	Maurice	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
LAURENT	Dominique	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999	1998 1997
LAURENT	Jean	2003 2001	
LAURENT	Pierre	1990	
LAUVERGEON	Anne	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993
LAYT	Fatine	2014 2013 2012 2010	
LE BOUCHER	Eric	2014	2013 2012
LE BRIS	Raymond-François	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1991 1980
LE DRIAN	Jean-Yves	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996
LE DUIGOU	Jean-Christophe	2010 2007	2003
LE GALL	Jean-Yves	2014	
LE GUEN	Jean-Marie	2014	2013 2012
LE GUNEHEC	Christian	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1996 1991 1989
LE LORIER	Anne	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1990
LE MAIRE	Bruno	2014 2012 2010 2007	
LE MENESTREL †	Philippe	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1991 1980
LE MESLE	Laurent	2012 2010 2007	
LE PORS	Anicet	1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1990
LE PORTZ	Yves	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
LE RICHE	Nicolas	2014	2013
LE ROUX	Maurice	1990 1985 1984 1983 1982	1980
LE ROY	Thierry	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 85 84	1996 1991 1989
LE THEULE †	Joël	1980 1978	1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
LE VERT †	Dominique	1998 1997 1996	1994
LE VERT	Jean	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
LEBEGUE	Daniel	2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990
LECA	Dominique	1978	
LECLERCQ	Jacques	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990 1989	
L'ECOTAIS	Yann de	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990
LEDOUX	Pierre	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
LEENHARDT	Arnaud	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1996
LEENHARDT	Yves	1990 1985 1984	
LEFEBVRE	Dominique	2014	
LEFEBVRE	Michel	1996 1994	
LEFEVRE	Brigitte	2014 2013 2012 2010 2007	
LEFORT †	Bernard	1982 1980 1978	
LEGATTE †	Paul	1990 1985 1984 1983 1982	1984
LEGER	Philippe	2003 2001 1999 1998 1997 1996	1994
LEGRAIN	Olivier	2012 2010 2007	
LEGRAND	Jacques	1990 1989 1980	
LEGRAS	Guy	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
LEHN	Jacques	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995	1994
LELLOUCHE	Pierre	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996 1994 1993
LELONG	Pierre	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
LEMAS	Pierre-René	2014 2012 2010 2007	
LEMIERRE	Jean	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994 1993 1990
LEMOINE †	Jean-François	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991
LEMOINE	Frédéric	2014 2012 2010 2007	
LEMOINE	Mathilde	2014	
LENOIR	Noëlle	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994 1993 1991 1990

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
LEON	Robert	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 85 84	1991 1989
LEOTARD	François	1999 1998 1997 1996 1994	
LEPAGE	Corinne	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996
LEPATRE	Francis	1990 1985 1984 1983 1982	1991 1989 1980
LEPINE	François	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1990
LEPINE	Jean-Luc	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1989 1980
LEPRETTE	Jacques	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
LEROY-JAY	Patrice	1980	
LESOURNE †	Jacques	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1980
LESTRADE	Pierre	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1984
LETARTRE	Jean-Pierre	2014	
LETZELTER	Pierre	2003	
LEUSSE	Bruno de	1980	
LEUSSE	Jean-Frédéric de	2014 2013 2012 2010 2007	
LEVADE	Anne	2014 2013 2012	2010
LEVALLOIS	Michel	1995 1994 1993 1990 1985	1984
LEVEQUE	Jean-Maxime	1980 1978	
LEVILLAIN	Philippe	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1996 1993
LEVITTE	Jean-David	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	
LEVY †	Pierre	1982 1980 1978	1980
LEVY	Jean	1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1989 1980
LEVY	Jean-Bernard	2014 2012 2010	2007
LEVY	Maurice	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 1985 1984 83 82	1996 1991 1989 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
LEVY	Maurice-Marc	1985 1984	1980
LEVY	Raymond H	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 1985 1984	1991 1989
LEVY-GARBOUA	Vivien	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1991 1980
LEVY-LANG	André	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1993 1990 1985 1984 1983 82 80	1984 1980
LEWINER	Colette	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999
LHERMITTE	Pierre	1994 1993 1990 1980	
LICOYS	Eric	2003 2001	
LIGEN †	Pierre-Yves	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
LION	Robert	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1996 1991 1989 1984 1980
LIONS	Pierre-Louis	2003 2001	
LISSNER	Stéphane	2014	
LIZIN	Anne-Marie	2014 2012 2010	
LOISEAU	Nathalie	2014	
LOMBARDINI	Maxime	2014	2013 2012 2011
LONG	Marceau	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1991 1984 1980
LONGUET	Gérard	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994
LOOS	François	2014 2012 2010	2007
LORENTZ	Francis	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 93 90 85 84 83 82	1996 1980
LORENZI	Jean-Hervé	2014 2013 2012 2010 2007 2003	2001
LOUETTE	Pierre	2014 2012 2010	2007
LOUVENCOURT †	Alof de	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
LOUZEAU	Bernard	1995 1994 1993	1991 1990

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
LOYRETTE	Henri	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997	1996
LOYRETTE	Jean	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1980
LUCAS	Patrick	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1991 1990
LUCHAIRE	François	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
LULIN	Elisabeth	2014 2012 2010 2007	
LYON-CAEN	Arnaud	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 84 83 82 80 78	1996 1984 1980
LYON-CAEN	Olivier	2014 2012 2010 2007 2003	
LYON-CAEN	Yves	2014 2012 2010 2007	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990
MACRON	Emmanuel	2014	
MADELIN	Henri	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 83 82	1996 1984
MAGENDIE	Jean-Claude	2010 2007 2003	2001
MAHEU	Jean-Yves	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
MAILLET	Jacques	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
MAILLY	Jean-Claude	2014 2013 2012	
MAIRE	Jacques	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1989
MAIRE	Jacques	2014	
MAISONNEUVE	Pierre	1980	
MAISONROUGE	Jacques	1990 1985 1984 1983 1982 1980	1989 1984 1980
MAISTRE	Roch-Olivier	2014 2012 2010 2007	
MAJNONI D'INTIGNANO	Béatrice	2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996 1994
MALAUD	Philippe	1980	
MALET	Philippe	1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
MALLART	Alain	1999 1998 1997 1996 1994 1993	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
MANARDO	Jacques	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996
MANDELKERN	Dieudonné	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1980
MANGIN	Philippe	1999 1998 1997 1996 1994 1993	
MANSION	Yves	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993
MANTOVANI	Bruno	2014	2013 2012 2011
MARBACH	Christian	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 80 78	1989 1980
MARCEL	Dominique	2014 2012 2010 2007	2003
MARCHAL	Olivier	2014 2013 2012	2010
MARCHANDISE †	Jacques	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
MARCILLE	Yves	1980 1978	
MAREMBERT	Thierry	2014 2012 2010	2007
MARGERIE †	Emmanuel de	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
MARGERIE	Christophe de	2014 2012 2010	
MARGERIE	Gilles de	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1989
MARGERIE	Philippe de	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996 1980
MARIANI	Pierre	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996
MARIANI-DUCRAY	Francine	2014 2013 2012 2010 2007	
MARIK-DESCOINGS	Nadia	2014 2013 2012	
MARIN †	Jean	1980	
MARIN	Jean-Claude	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996
MARION	Pierre	1985 1984 1983 1978	1980
MARITON	Hervé	2014 2013 2012 2010	
MARJOLIN	Robert	1980	
MARRE	Béatrice	2014 2013 2012 2010 2007 2003	
MARS	Dominique G.	2012 2010 2007 2003	2001

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
MARTIN	Didier	2014 2012	
MARTIN	Roger	1985 1984 1982 1980 1978	
MARTIN	Stéphane	2013 2012 2010 2007 2003	
MARTINAND	Claude	2010 2007	2003 2001
MARTINEZ	Jean-Luc	2014	
MARTRE	Henri	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984 1980
MASSACRE	Guy de	1984 1983 1982 1980 1978	1980
MASSENET	Michel	1982 1980 1978	1980
MASSONAUD	Michel	1997 1996 1994 1993 1990 1980	
MASSONI	Philippe	2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994
MASUREL	Jean-Louis	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996 1991 1984
MAUER	Michel	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1996 1991 1984
MAULDE	Bruno de	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1980
MAURIN	Christian	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1991 1989 1984
MAURIN	François	1984 1983 1982 1980 1978	1980
MAURIN	Philippe	1980 1978	
MAYENOBE	Catherine	2014	
MAYER	Francis	2003 2001	
MAYER	René	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1980
MAYET	Pierre	1984 1983	1980
MAYETTE-HOLTZ	Muriel	2014 2013 2012	2010
MAYNIAL	Patrice	2010 2007	2003 2001 1999 1998 1997 1996
MAYOUX	Jacques	2001 1999 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1991 1989 1984 1980
MAYRET	Lisette	1990 1985	1991 1989 1984
MEAR	Alain	2014 2013 2012 2010 2007	
MEAUX	Anne	2014 2013 2012 2010 2007	
MECHET	Philippe	2014 2012 2010 2007 2003	2001

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
MEHAIGNERIE	Pierre	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 94 93 90 85 84 83 82 80	1991 1980
MELIN	Daniel	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996 1994
MENAGE	Gilles	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990	
MENGER	Pierre-Michel	2014 2013 2012 2010 2007	
MENY	Yves	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
MEO	Jean	1993 1990 1982 1980 1978	
MER	Francis	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1980
MERCILLON	Henri	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1980
MERIEUX	Alain	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1984
MERILLON	Jean-Marie	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1984
MERLE	Christian	2014 2013 2012 2010 2007	
MERMAZ	Louis	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 83 82 80	1996 1980
MESSIER	Jean-Marie	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1990 1989
MESTRALLET	Gérard	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997	
MESTRE	Philippe	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1991 1984 1980
MEUNIER	Jean-Louis	1999 1998 1997 1996	
MEYER	Georges	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1989
MEYER	Jean-Claude	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996
MEYER	Philippe	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1989
MEYER	Philippe	2014 2013 2012 2010 2007 2003	2001

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
MICHEL	Gilles	2014 2013 2012 2011	
MICHELIN †	Edouard	2003	
MICOULEAU	Philippe	2014 2012 2010 2007	2003 2001 1999 1998 1997
MIGAUD	Didier	2014 2012 2010 2007 2003	2001
MIGNON	Emmanuelle	2014 2012 2010	2007
MIGNON	Laurent	2014	
MILLER	Axel	2012 2010	
MILLET	Pierre	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
MILLIER	Jean	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
MILLON	Charles	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993 1990
MINC	Alain	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 93 90 85 84 83 82 80	1996 1991 1984 1980
MION	Frédéric	2014	
MIQUEL	Jean-Pierre	2003 2001 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1999 1998 1997 1996 1989
MIRABAUD	Pierre	2014 2012 2010	2007
MISTRAL	Jacques	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	
MITAL †	Christine	2003 2001 1999 1998 1997 1996	1994 1993
MITAL	Gérard	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
MITTAINE	Jean	1982 1980 1978	
MITTERRAND	Jacques	1985 1984 1983 1982	1984 1980
MIYET	Bernard	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1984
MOATI	Serge	2014 2012 2010 2007	
MOINE	Gérard	1999 1998	
MOISI	Dominique	2014 2013 2012 2010 2007	
MOLFESSIS	Nicolas	2014 2012 2010	2007
MOLLARD	Claude	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
MONFORT	Jean-Yves	2012	2010
MONGIN	François	2014 2013 2012 2010	
MONGIN	Pierre	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997
MONGUILAN	Albert	1980	
MONNET	Yves	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1989
MONOD	Jérôme	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1991 1984 1980
MONORY	René	1990 1985 1984 1983 1982	1980
MONTANIER	Bernard	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990	
MONTBRIAL	Thierry de	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 96 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1991 1984 1980
MONTEIL	André-François	1982 1980 1978	1980
MONTEIL	Martine	2003 2001	
MONTET	Jean	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
MONTFERRAND	Bernard de	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994
MONTGOLFIER	Albéric de	2014	
MONTJOIE	René	1978	1980
MORAILLON	Pierre	2014 2012	2010
MORALI	Véronique	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1996 1993
MORDACQ	Patrick	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984 1980
MOREAU	Jacques	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1980
MOREAU	Nicolas	2014	
MOREAU	Yannick	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
MOREL	Pierre	2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990 1989
MORELLE	Aquilino	2014 2013	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
MORIN	François	1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
MORIN	Jean	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
MORTIER	Gérard	2007	
MOSCHETTO	Bruno	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
MOSCOVICI	Pierre	2014 2012 2010 2007	2003
MOTHES	Jean	1980	
MOTTIN	Jean	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
MOULIN †	Etienne	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
MOULONGUET	Thierry	2013 2012 2010	2007
MOURGUES	Michel de	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1989 1984
MOUROT	Arnaud	2014	
MOUSSA	Pierre	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1991 1980
MUET	Pierre-Alain	2014 2012 2010 2007	2003
MUNNICH	Arnold	2014 2013 2012 2010	2007
MURON	Pierre	1980	
MUSCA	Xavier	2014 2012 2010 2007	2003
MUSELIER	Renaud	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	
MUTZ	Pierre	2010 2007	
NADAL	Jean-Louis	2012 2010 2007	2003
NALLET	Henri	2003 2001	1999 1998
NAMIAS	Fabien	2014	
NAOURI	Jean-Charles	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1984
NAOURI	Jean-Yves	2014 2012 2010 2007	2003 2001
NAVARRE	Christophe	2014	
NAY	Catherine	2014 2013 2012 2010 2007	
NEGRE	Pascal	2014 2012 2010	
NEUWIRTH	Lucien	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1980
NICOLAY	Pierre	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
NICOULLAUD	François	2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994 1993
NOEL	Stéphane	2014 2012	
NOIR	Michel	1996 1995 1994 1993	1990
NORA †	Simon	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1989 1984 1980
NORA	Fabrice	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1990
NORA	Olivier	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998
NORA	Pierre	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991
NORLAIN	Bernard	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1989
NOTAT	Nicole	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994
NOURISSIER	François	1990 1985	1984
NOUVELLET	Dominique	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	
NOYER	Christian	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994
OBADIA	Alain	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1996
OBOLENSKY	Ariane	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	
OCKRENT	Christine	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999	1998 1997 1996
ODDO	Philippe	2014 2013 2012 2010 2007	2003
OHANNESSIAN	Valérie	2014 2012 2010 2007	
OLIVENNES	Denis	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1996 1993
OLIVIER	Grégoire	2014 2012 2010 2007	
OLLEON	Laurent	2014 2013	
OLLIVIER	Yvon	2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990
OLMER	Philippe	1980 1978	
OLOFSSON	Lars	2014 2012 2011	
ORNANO †	Michel d'	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
ORNHJELM	Erik	1978	
ORSAY	Philippe d'	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1980	
ORSINI	Francis	1999 1998 1997 1996 1995 1994	1996 1993 1991
ORTOLI	François-Xavier	1990	
OUART	Patrick	2012 2010 2007	
OUDEA	Frédéric	2014 2012 2010	2007
OUIN †	Marc	1980	
OURSEL	Luc	2014 2013 2012	2010
OURY	Didier	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1996	1999 1998 1997 1996 1994 1993
OURY	Jean-Marc	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1995 1994 1993 1990	1996 1990
OWEN-JONES	Lindsay	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995	1994
PACLOT	Paul	1993 1990 1985 1984 1983 1982	
PACQUEMENT	Alfred	2014 2012 2010 2007	2003 2001 1999
PAGEZY	Bernard	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
PAGEZY	Roger	1997 1996 1994 1993 1991 1980	
PALACIO	Ana	2014 2012	
PALLEZ	Gabriel	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989
PALLEZ-AUQUE	Stéphane	2014 2012 2010	2007
PANAFIEU	Françoise de	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1996	1999 1998 1997 1996 1994
PANAFIEU	Guy de	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997	1994
PANDRAUD	Robert	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
PANHARD	Jean	1980 1978	
PANNIER-RUNACHER	Agnès	2014	
PARAF	Maurice	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
PARAYRE	Jean-Paul	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 80 78	1980
PARISOT	Laurence	2014 2012 2010 2007 2003 2001	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
PARISOT	Pierre	2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994
PARLY	Florence	2014 2013 2012 2010	
PARODI	Jean-Luc	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1996 1993
PASCAUD	Fabienne	2014 2013 2012	2011
PASTRE	Olivier	2014 2013 2012	2010
PATINO	Bruno	2014 2013 2012 2010	
PAUGET	Georges	2014 2012 2010	
PAUWELS	Marie-Claire	2010 2007	
PAYAN	Jean-Jacques	1990 1989	
PAYE	Jean-Claude	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 85 84 83 82 80	1996 1991 1984 1980
PAYE-JEANNENEY	Laurence	2014 2012 2010 2007 2003 2001	
PAYEN DE LA GARANDERIE	Dominique	2014 2013 2012 2010 2007 2003	2001 1999 1998
PEBEREAU	Georges	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1984 1980
PEBEREAU	Michel	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 97 96 95 94 93 90 85 84 83 82 80	1984 1980
PECQUEUR †	Michel	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1989 1980
PECRESSE	Valérie	2014 2012 2010 2007	
PEDDER	Sophie	2014	
PEDUZZI	Richard	2007	
PEGARD	Catherine	2014 2012 2010	
PEILLON	Vincent	2010 2007 2003 2001	
PELISSIER	Jacques	1982 1980 1978	1980
PELISSON	Gilles	2014 2012 2010 2007	2003
PELLERIN	Fleur	2014 2012	
PELLETIER †	Jacques	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 83 82 80 78	1991 1980
PELLETIER	Pierre	1985 1984 1983 1982 1980	1984 1980
PENICAUD	Muriel	2014 2013	
PENNE	Guy	1990	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
PEPY	Guillaume	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990
PERBEN	Dominique	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996
PERDRIEL	Claude	1990 1985 1984 1983 1982	1980
PERETTI	Jean-Jacques de	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999	
PERIGOT	François	1995 1994 1993 1990 1985 1984	
PEROL	François	2014 2010	
PERPERE	Laurent	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1991 1990 1989
PERRIER	Yves	2014	2013 2012 2011
PERRILLIAT	Jacques	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990
PERRIN DE BRICHAMBAUT	Marc	2014 2012 2010 2007 2003	2001
PERRINEAU	Pascal	2014 2013 2012 2010 2007	2003
PERRIN-PELLETIER	François	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1991 1984 1980
PETIT	Daniel	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
PETITDEMANGE	Jean-Claude	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	
PEUGEOT	Patrick	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
PEUGEOT	Thierry	2014 2013 2012 2010	
PEYRAT	Jérôme	2014 2012 2010	
PEYRELEVADE	Jean	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 93 90 85 84 83	1996 1991
PFEIFFER	Didier	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1991 1989 1984 1980
PFLIMLIN	Etienne	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80	1996 1991 1989 1980
PFLIMLIN	Rémy	2014 2012 2010 2007 2003	2001
PHILIP	Christian	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1990 1989

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
PHILIP	Olivier	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1980
PHILIPPE	Edouard	2014	2013
PIANI	Richard	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
PICQ	Jean	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1989
PIERRE-BROSSOLETTE	Claude	1998 1997 1996 1994 1993 1990 1989 1980	
PIERRE-BROSSOLETTE	Sylvie	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994 1993
PIERRET	Christian	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1996 1989
PIETRI	Gaston	1994 1993 1990 1984	
PIGASSE	Matthieu	2014 2012 2010 2007	2003
PIGEAT	Henri	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 97 96 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1996 1991 1989 1984 1980
PIKETTY	Gérard	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990 1989	
PIKETTY	Guillaume	2014 2012 2010 2007 2003	
PILLET-WILL	Jacques	1990 1985 1984 1983 1982 1980	1980
PILLIARD	Jean-François	2014	
PINAULT	François-Henri	2007 2003	2001
PINAULT	Michel	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990 1989
PINCHON	Jean	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1991 1989 1980
PINEAU	Jean	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
PINEAU-VALENCIENNE	Didier	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1996 1989
PINET	Hervé	1990 1985 1984 1983 1982	1980
PINET	Marcel	1996 1994 1993 1990	
PINOT	Guy	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
PIOU	Olivier	2014 2012	
PIQUEMAL	Thomas	2014 2013 2012	2010

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
PISANI-FERRY	Jean	2014 2013 2012 2010 2007	2003
PISIER	Evelyne	2007 2003 2001 1999	1998 1997 1996 1994 1993
PIVOT	Bernard	2001	1999
PLACET	Jean-Luc	2014 2013 2012 2011	
PLESCOFF †	Georges	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
PLOIX	Hélène	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
PLOTON	Denis	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
POIRIER	Jean-Marie	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
POIVRE D'ARVOR	Olivier	2014 2013 2012	2007
POIVRE D'ARVOR	Patrick	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 94 93 90 85 84 83 82	1996 1989 1980
POLLET-GLORIEUX	Henri	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
POMONTI	Jacques	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996 1991 1989 1984 1980
PONCELET	Christian	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996
PONIATOWSKI	Michel	1983 1982 1980 1978	
PONNAU	Dominique	2003 2001 1999 1998	
PORTZAMPARC	Christian de	2003 2001 1999 1998	
POTIER	Benoit	2014 2012 2010 2007	
POTOCKI	André	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1991
POUDEVIGNE	Jean	1990 1982 1980 1978	1984 1980
POUDONSON	Roger	1980	
POUILLIEUTE	Antoine	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990
POULIT	Jean	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	
POUPARD	Paul	1982 1980 1978	1980
POUZILHAC	Alain de	2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993
PRADA	Jean	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1991

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
PRADA	Michel	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 83 82	1996 1991 1989 1984 1980
PRAT	Jean-François	2010 2007	2003
PRATE †	Alain	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
PRESTAT	Alain	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996
PREVOST	Bernard	2007 2003 2001	1999 1998
PREVOT	Hubert	1994 1993 1990 1985 1984 1983	
PRIGENT	Michel	2010	2007
PRINGUET	Pierre	2014 2012 2010	2007
PROGLIO	Henri	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997
PROT	Baudouin	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1991
PROUTEAU †	Jean-Pierre	1990 1985 1984 1983 1982 1980	
PUECHAL	Jacques	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1991
PUHL	Claude	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1984
PUJADAS	David	2014 2013 2012 2010 2007	2003
PUYBASSET	Michèle	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1996 1984
PUYFONTAINE	Arnaud de	2014 2013 2012	2010
PUYMARTIN	Jacques	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1991 1989 1984 1980
QUERMONNE	Jean-Louis	1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
QUEYRANNE	Jean-Jacques	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	
QUILLOT	Didier	2014 2013 2012 2010	
RACINE	Bruno	2012 2010 2007	2003 2001 1999 1998 1997 1996
RACINE	Pierre-François	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 94 93 90 85 84 83 82 80	1991 1984 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
RAFFARIN	Jean-Pierre	2014 2012 2010 2007 2003	2001
RAFFRAY	Bernard	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1990 1989 1984	
RAFFRAY	Bruno	1993	
RAIMOND	Jean-Bernard	1990 1985 1984 1983 1982	1980
RALLI	Georges	2012 2010 2007	2003 2001
RAMANANTSOA	Bernard	2014 2012 2010	
RAMBAUD	Gustave	1982 1980 1978	1980
RAMEIX	Gérard	2014 2012 2010 2007	2003 2001
RAMOND †	Philippe	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
RANQUE	Denis	2014 2012 2010 2007	2003
RASTOIN	Nathalie	2014 2013 2012 2010	
RAUSCH	Jean-Marie	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1980
RAVAUD	René	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
RAVENEL	Raymond	1990 1980 1978	
RAYNAUD	Fabien	2014 2013 2012 2010 2007	
REMON	Dider	1978	
REMOND	René	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1991 1989 1980
RENAUD-BASSO	Odile	2014 2013	
RENAUDIN	André	2014 2012 2010	
RENAULT	Michel	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1990 1989
RENON †	Gérard	1994 1993 1990	1991
RENOUARD	Isabelle	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1996 1991 1989 1984
REYNAUD	Vincent	2014 2013 2012	
REYNIE	Dominique	2014 2013 2012	2010 2007
RHEIMS	Bettina	2012 2010 2007	
RHENTER	Roger	1985 1984 1983 1982 1980	1980
RIBADEAU-DUMAS	Benoit	2014	
RIBOUD †	Christophe	1985 1984	1984
RIBOUD	Franck	2003 2001 1999	
RICARD	Roger	1978	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
RICHARD	Alain	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 94 93 90 85 84 83 82	1996 1991 1980
RICHARD	Jean	1978	
RICHARD	Pierre	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 84 83 82 80 78	1996 1989 1984 1980
RICHARD	Robert	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
RICHARD	Stéphane	2014 2012 2010	2007
RICHIER	Jacques	2014	2013
RICOL	René	2014 2012	2010 2007
RIESTER	Franck	2014 2013	
RIEUTORD	Maurice	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1991 1984
RIEUTORT	Roland	1980	
RIGAUD	Jacques	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1996 1989 1984 1980
RIOLACCI	Jean	1978	
RIOUX	Rémy	2014 2013	
RIVOAL	Colette	1994 1993 1990 1984	
ROBERT	Sophie	2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994 1993 1990
ROBIN	Albert	1980	
ROBINE	Franck	2014 2013 2012	2011
ROCCA	Yves	1985 1984	1980
ROCHE	Tony-André	1980 1978	1980
ROCHEREAU DE LA SABLIERE	Jean-Marc	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1990
RODIER	Jean-Pierre	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993
RODOCANACHI	Emmanuel	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1996 1989
ROGEL	Bernard	2014 2013 2012 2010	2007
ROGER	Bruno	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 85 84 83 82 80	1989 1984 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
ROGER-LACAN	Cyril	2014 2012 2010 2007	
ROMANET	Augustin de	2014 2012 2010 2007	
ROMATET	Xavier	2014 2013 2012	2010
ROQUEMAUREL †	Ithier de	1978	
ROQUEMAUREL	Gérald de	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991
ROQUEPLO	Jean-Claude	1990 1985 1984 1983 1982	
ROSA	Jean-Jacques	1985 1984 1983 1982	1980
ROSANVALLON	Pierre	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1989
ROSEN	Jean de	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990 1989	
ROSENBERG	Pierre	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1991 1989
ROSSI †	André	1990 1985 1984 1983 1982 1980	1980
ROSSI	José	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
ROSSINOT	André	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1989
ROSSO-DEBORD	Valérie	2012 2011	
ROSTAIN	Bruno	2014 2012 2010 2007	2003
ROTHSCHILD	Edouard de	2014 2012 2010 2007 2003	2001
ROUART	Jean-Marie	2012 2010 2007	2003 2001
ROUBAUD	Jean-François	2014 2012 2010	2007
ROUHER	Jean-Charles	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
ROULET	Marcel	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
ROUSSEL	André	1980	
ROUSSEL	Claude	1980	
ROUSSELET	André	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
ROUSSELET	Nicolas	2014 2012	2010
ROUSSELOT	Michel	1997 1996 1995 1994 1993 1990	1980
ROUSSELY	François	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1989 1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
ROUSSET	Alain	2014 2012 2010 2007 2003 2001	
ROUSSIN	Michel	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1990
ROUVILLOIS	Philippe	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
ROUX †	Ambroise	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
ROUX DE BEZIEUX	Geoffroy	2014	
ROUX	Annette	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
ROYER	Pierre	1980	
RUAULT	Jean-Pierre	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1984
RUBICHON	François	2014	
RUFENACHT	Antoine	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1984 83 82	1996 1989 1984 1980
RUTMAN †	Gilbert	1993 1990 1984 1983 1982 1980	1991
SABATIER	Guy	1982 1980 1978	
SABOURET	Yves	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1989 1980
SADON	Paul-André	1990 1985 1984 1983 1980 1978	1984 1980
SADOUN	Arthur	2014 2012	2011
SADOUN	Roland	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
SAGLIO	Jean-François	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990	
SAINT-GEOURS	Frédéric	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1996 1993 1990
SAINT-GEOURS	Jean	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1991 1984 1980
SAINT-GEOURS	Jean-Philippe	2014 2013 2012 2010 2007 2003	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993
SAINT-MLEUX	André	1984 1980	
SAINT-SERNIN	Frédéric de	2014	2012 2010

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
SALAME	Ghassan	2012 2010 2007	2003 2001
SALAT-BAROUX	Frédéric	2012 2010 2007 2003	
SALLOIS	Jacques	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991
SALMON	Robert	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
SAMPERMANS	Françoise	2013 2012 2010 2007	2003 2001
SAMUEL-LAJEUNESSE	Denis	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
SANCHEZ	Frédéric	2014 2013 2012	2010
SANTINI	Philippe	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
SAPIN	Michel	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1991 1990
SARDA	François	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1984 1980
SARKOZY	Nicolas	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990	
SARRE	Claude-Alain	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
SAUTTER	Christian	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991
SAUTTER	Rémy	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991
SAUTY de CHALON	Marie-Laure	2014 2012 2010	2007
SAUVADET	François	2014 2012 2010	
SAUVAGEOT †	Jacques	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984
SAUVE	Jean-Marc	2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990
SAUZAY-STOFFAES †	Brigitte	2003 2001	
SAVARY †	Alain	1980 1978	
SAYER	Patrick	2014	2012 2010
SCHEER	François	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1991 1989
SCHIELE	Pierre	1980	
SCHLOESING	Edouard	1978	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
SCHLOGEL	Maurice	1980	
SCHMELCK	Robert	1985 1984 1983 1982 1980	1980
SCHNEITER	Bertrand	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82	1996 1991 1984 1980
SCHRAMECK	Olivier	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996
SCHREINER	Bernard	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1989 1984
SCHRICKE	Christian	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 2012 1998 1997 1996 1995 1994	1996
SCHULZ	Roger	1984 1983 1982 1980 1978	1980
SCHWARTZ	Marc	2014	
SCHWARTZENBERG	Roger-Gérard	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 97 96 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1996 1991 1984 1980
SCHWEITZER	Louis	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 94 93 90 85 84 83 82	1996 1989
SEBAN	Alain	2014 2012 2010	2007
SEBBAG	Robert	2014	
SEGARD	Norbert	1980	
SEGOGNE	Bertrand de	1983 1982 1980 1978	1980
SEILLIER	Isabelle	2014	2013 2012 2011
SEILLIERE	Ernest-Antoine	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
SELLAL	Pierre	2014 2012 2010 2007	2003
SEPEHRI	Mouna	2014	2013
SERRE	Jean-Ludovic	1980	
SERVAN-SCHREIBER	Jean-Louis	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 83 82	1996 1984 1980
SERVOISE	René	1982 1980 1978	1980
SEYDOUX	Nicolas	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 85 84	1989
SEZE	Amaury-Daniel de	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993
SIBILLE	Hugues	2014 2012	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
SICHEL	Olivier	2014 2012 2010 2007	
SILBERZAHN	Claude	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991	
SILGUY	Yves-Thibault de	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1994
SIMON	Alain	1985 1984 1983 1982 1980	1980
SIMON	Jacques-Armel	1980	
SIMON	Jean-Charles	2014 2013 2012	2010
SIMON	Jean-Marc	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 84 83	1991
SIMON	Pierre	1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
SIMON	Yves	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1994
SINCLAIR	Anne	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
SIX	Jean-François	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 80 78	1991 1980
SLAMA	Alain-Gérard	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	
SOISSON	Jean-Pierre	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1996 1980
SOLLY	Laurent	2014 2012	2010
SOUBIE	Raymond	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 96 95 94 93 90 85 84 83 82 80	1996 1991
SOUDET	Pierre	1980 1978	
SOULAGES	Pierre	1980	
SOULIER	André	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
SOURNIA	Jean-Charles	1980	
SOUTOU	Georges-Henri	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 82	1980
SOUTOU	Jean-Marie	1980	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
SPIELREIN	Marc	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996 1991 1989
SPINETTA	Jean-Cyril	2010 2007 2003 2001 1985 1984 1983 1982	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1980
SPITZ	Bernard	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996
STASI †	Mario	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
STASI	Bernard	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1991 1989 1984 1980
STASSE	François	2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993 1980
STEG	Philippe-Gabriel	2014 2012 2010 2007	
STEINMETZ	Pierre	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996
STERN †	Edouard	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1990 1989
STOFFAES	Christian	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 94 93 90 85 84	1996 1984 1980
STRAIN	Gustave	1993 1991 1990	
STRAUSS-KAHN	Dominique	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	
STREIFF	Christian	2014 2012 2010 2007	2003
STRICKER	Willy	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995	1996 1989
SUDREAU	Pierre	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
SUFFERT	Georges	1993 1990	
SULEIMAN	Ezra	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997
SUR	Serge	2012 2010 2007 2003	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993
SUREAU	François	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990
SUSSFELD	Alain	2014 2012 2010 2007	2003 2001
SYLLA-WALBAUM	Aline	2014 2013 2012 2010 2007	
TABATONI	Pierre	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
TAITTINGER	Anne-Claire	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998
TAITTINGER	Guy	1978	
TAITTINGER-JOUYET	Brigitte	2014	2012
TAJAN	Jacques-François	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985	1996
TALY	Michel	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994 1993 1991 1990
TARDIEU	Michel	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1996 1991 1984
TASCA	Catherine	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1990 1989
TAULELLE	Jean	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
TAVARES	Carlos	2014	
TAVERNOST	Nicolas de	2014 2012 2010 2007	2003
TCHENIO	Maurice	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1993
TCHERNIAK	Olivier	2014 2013 2012 2011	
TEITGEN	Francis	2014 2012 2010 2007 2003	
TENDIL	Claude	2014 2012 2010 2007	
TERRADE	Jean	1985 1984	1984 1980
TERRANOVA	Valérie	2014 2012 2010 2007	
TERRE	François	1995 1994 1993 1990 1985 1984	
TERZIAN	Alain	2014 2013 2012 2010	2007
TESSIER	Marc	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 93 90 85 84	1996 1984
TEYSSIER	Jean-Pierre	2010 2007 2003 2001	1999 1998
TEZENAS DU MONTCEL †	Henri	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1989
THELOT	Claude	2010 2007	
THEODORE	Jean-François	2014 2012 2010 2007	2003
THERME	Jean	2014 2012	2010
THERY	Gérard	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1989 1980
THERY	Nicolas	2012 2010 2007 2003	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
THEVENIN	Paul	2003 2001	
THIBAU †	Jacques	1994 1993 1990	
THIBAULT	Charles	1980	
THIERRY	Hubert	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
THIERRY	Jean-Philippe	2014 2013 2012 2010 2007 2003	2001
THIOLON	Bernard	1995 1990	1989
THIOLON	Michel	1994 1993	
THIRIEZ	Frédéric	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1991 1989
THOMAS	René	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1991
THOMAZEAU	Guy	2003 2001 1999 1998 1997 1996	2010 2007 1994
THORAVAL	Joël	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
TIROUFLET	Jean-Pierre	2014 2012 2010 2007 2003	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1991 1990
TOBELEM	Gérard	2010	
TOJA †	Jacques	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1984
TORDJMAN	Jean-Daniel	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993	
TORRE †	Xavier-Antoine	1980	
TOUBIANA	Serge	2014	2012 2011
TOUBON	Jacques	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 96 95 94 93 90 85 84 83 82 80 78	1980
TOURAINE	Agnès	2014 2013 2012 2010	2007 2003
TOURAINE	Marisol	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1990 1989
TOURNIER	Jean-Loup	1985 1984 1983 1982 1980	1980
TOURNOUX †	Raymond	1984 1983 1982 1980 1978	1980
TRAPENARD	Alain	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1991 1989 1984 1980
TREGOUET	René	1999 1998 1997 1996 1994	
TREPPOZ	Stéphane	2014 2012 2010 2007	2003

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
TRICHET	Jean-Claude	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1996 1991 1984
TRICOIRE	Jean-Pascal	2014 2012 2010 2007	
TRIGANO †	Gilbert	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1980
TRON	François	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1991 1990
TRON	Jean-Michel	2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 84 83 82 80 78	1991 1989 1984
TRONC	Jean-Noël	2014 2012	2010
TRUCHE	Pierre	1998 1997 1996 1994 1993 1990	
T'SERCLAES	Charles-Evrard de	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
T'SERCLAES	Jacques-Etienne de	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990 1989 1984	
TULARD	Jean	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	1996 1993
TURSZ	Thomas	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999	1998 1997
ULLMO	Yves	1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983	1996 1991 1989 1984
ULRICH †	Maurice	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1991 1989 1984 1980
UNGER	Gérard	2014 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993
URI †	Pierre	1980	
VAILLAUD	Michel	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	
VAILLAUD	Pierre	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1982	1989 1980
VALDES-BOULOUQUE	Martine	2014 2012 2010 2007	2003 2001
VALDRINI	Patrick	2007 2003 2001 1999	1998 1997
VALENTIN	Jean-Louis	2014 2012 2010 2007	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
VALENTIN	Thomas	2014 2013 2012	2010
VALLANCIEN	Guy	2014 2013 2012 2010 2007	2003
VALLE	Pierre	1978	
VALLEE	Charles	2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994
VALLEE	Laurent	2014	2013 2012
VALLS	Manuel	2010 2007 2003 2001	
VAN KEMMEL	Gérard	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1991 1990
VAN LERBERGHE	Rose-Marie	2014 2013 2012 2010 2007	
VARET	Bruno	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996	1994
VARIN	Philippe	2014 2012	
VASSEUR	Michel	1989	
VASSOGNE	Jean	1983 1982 1980 1978	1980
VATIER	Bernard	2014 2012 2010 2007 2003	2001
VAURS †	Roger	1985 1984 1983 1982 1980	
VAUZELLE	Michel	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82	1984
VEDEL †	Georges	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1984 1980
VEDRINE	Hubert	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 84 83	1996 1991
VEIL	Antoine	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1984 1980
VEIL	Jean	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990
VENTEJOL †	Gabriel	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
VERBRUGGHE	Pierre	1996 1995 1994 1993 1990 1985	1991 1989 1984
VERDEIL	Guy	1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1980
VERNIEZ-PALLIEZ	Bernard	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
VERNY	Jean-François	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996
VEYRAT	Jacques	2014 2012 2010	2007

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
VIAL	Patrice	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001	1999 1998 1997 1996 1994 1993
VIALA	Albert	1980 1978	
VIANDIER	Alain	2012 2010 2007	2003
VIANSSON-PONTE †	Pierre	1978	
VIBERT	Jean-Marie	1980	
VIDAL	Guy	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1991 1989 1984 1980
VIEHBACHER	Christopher A.	2012 2010	
VIELJEUX	Tristan	1990	
VIENOT	Marc	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	1984 1980
VIGNAL	Renaud	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
VIGOUROUX	Christian	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996
VILLECHAISE	Jean	1978	
VILLEMEJANE	Bernard de	1980	
VILLEPIN	Xavier de	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996 1991 1990 1980
VILLEROY DE GALHAU	François	2010 2007 2003 2001	1999 1998
VILLIN	Philippe	2014 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	
VINCENT	Jean-Pierre	2001 1999 1998 1997 1996 1994 1993 1990	
VINCIGUERRA	Jean-Louis	2003	
VIOSSAT	Louis-Charles	2014 2013 2012 2010 2007	
VIOT	Jacques	1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
VIOT	Michel	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984	1980
VIOT	Pierre	1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
VIRIEU †	François-Henri de	1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980	1984 1980
VITOUX	Frédéric	2003	2001
VIVIEN †	Robert-André	1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982	

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
VIZIOZ	Jacques P.	1985 1984 1983 1982 1980 1978	
VOCHEL	Lucien	1980	
VON WEICHS	Clemens	2014 2012 2010	
VOZLINSKY	Pierre	1993 1990 1980	
WAHL	Jacques-Henri	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1996 1989 1984 1980
WAHL	Philippe	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994	
WALLON	Dominique	2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
WARGON	Emmanuelle	2014 2012	2010
WATINE	François	1980	
WAUQUIEZ-MOTTE	Laurent	2014 2013 2012 2010	2007
WEBER	Henri	2014 2012 2010 2007	
WEBER	Jean	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1991 1990 1989
WEBER	Rémy	2014	
WEHRLIN	François	1997 1996 1994 1991 1990	
WEIL	François	2014	
WEIL	Patrick	2014 2013 2012 2010 2007	2003
WEIL	Pierre	1978	
WEILL	Alain	2014 2013 2012 2010	2007
WEILL	Pierre	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1980
WEINBERG	Serge	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1996
WERNER	Patrick	2014 2012 2010 2007	
WICKHAM	Sylvain	1985 1984	1984 1980
WILMOTTE	Jean-Michel	2014 2013 2012 2010	
WILTZER	Pierre-André	2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993	1996 1991 1990
WISSOCQ	François de	1996 1995 1994 1993 1990 1985 1984 1983 1982 1980 1978	1989 1984
WOERTH	Eric	2014 2013 2012 2010	
WOLKENSTEIN †	Alexis	1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1990 1989

NOM	PRENOM	MEMBRE	INVITE
WOLTON	Dominique	2003 2001 1999 1998 1997	
WORMS	Gérard	2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 90 85 84 83 82 80 78	1984 1980
WORMSER	André	1997 1994 1991 1990 1989 1984 1980	
WOUTS	Bernard	2003 2001 1999 1998 1997 1996 1995 1994 1993 1990	1989
WULF	Alain de	2003 2001 1999 1998 1997 1994 1991 1990 1984	
YADE	Rama	2014 2012 2010	
ZAGURY	Daniel	2014 2013 2012 2010 2007	
ZALESKI	Romain	1999 1998 1997 1996 1994 1990 1980	
ZANNOTTI	François	1990 1985 1984	
ZERIBI	Karim	2014 2013 2012	2010
ZIMMERMANN	Marie-Jo	2014	2013 2012 2011
ZINSOU	Lionel	2014 2013 2012 2010 2007 2003 2001 1999 1998	1997 1996 1994

ACHEVÉ D'IMPRIMER
EN FÉVRIER 2015
SUR LES PRESSES
DE
L'IMPRIMERIE F. PAILLART
À ABBEVILLE

DÉPÔT LÉGAL : 1er TRIMESTRE 2015
N°. IMP. 15074